

Université Jean Monnet de Saint-Étienne

UFR des Lettres et des Sciences Humaines

Formation doctorale en Sciences du Langage

Equipe d'accueil CELEC-CEDICLEC

UMR CNRS EA 3069

De l'université Jean Monnet de Saint-Étienne

En partenariat avec le GERFLINT

**LES RYTHMES LENTS DU CORPS SOCIAL. ESSAI SUR LA
CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE IDENTITE FRANÇAISE.**

Volume 2 / 3

THESE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE DE SAINT ETIENNE

EN SCIENCES DU LANGAGE

PRESENTEE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT PAR

**Claire Laurentine BOUKOULOU
CAILLEMET**

SOUS LA DIRECTION DE MONSIEUR LE PROFESSEUR JACQUES CORTES

PROFESSEUR EMERITE DE L'UNIVERSITE DE ROUEN

Jury :

Monsieur Jacques CORTES, Madame Marielle RISPAIL, Monsieur Francis
YAICHE, Monsieur Mansour SAYAH.

Juin 2010

A mon fils Paul-Emmanuel ;
A la mémoire de ma mère,
que je ne connaîtrai jamais...

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont apporté leur concours à cette recherche par leurs encouragements, leur intérêt, leurs témoignages de sympathie. J'aimerais également remercier toutes les personnes qui ont bien voulu participer à ce travail en m'offrant de leur temps pour se prêter à mes enquêtes.

Un merci particulier à Monsieur Jacques Cortès, mon précieux directeur de recherche, pour ses conseils, ses encouragements et sa confiance témoignés durant tout mon travail. Et aussi à Madame Marielle Rispail, pour son cœur d'or ... Vous êtes formidable !

Merci aussi à toutes les personnes suivantes :

Christèle,

Sidonie,

Huberte,

Marius.

S O M M A I R E

Volume 1

REMERCIEMENTS	3
AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION	6
PRESENTATION DE LA RECHERCHE.....	10
CHAPITRE I. Le cadre de référence.....	11
CHAPITRE II. La problématique	17

Première partie

ASPECTS THEORIQUES

CHAPITRE I. Les concepts utilisés.....	21
CHAPITRE II. Histoire de l'immigration en France et la politique française d'immigration	41
CHAPITRE III. L'immigration et les cultures.....	89
CHAPITRE IV. La laïcité.....	97
CHAPITRE V. Une France multiculturelle.....	141
CHAPITRE VI. ...Ou plutôt une France transculturelle ?.....	177
CHAPITRE VII. L'identification.....	194
CHAPITRE VIII. Intégration versus assimilation.....	287
CHAPITRE IX. La France à l'heure de l'Europe	335

Deuxième partie

PRESENTATION DE

L'ENQUÊTE.....	381
CHAPITRE I. Présentation des questionnaires	382
CHAPITRE II. Méthodologie.....	390
CHAPITRE III. Outils d'analyse	395

Troisième partie

ANALYSE DES

CORPUS.....	399
CHAPITRE I. Analyse du corpus 1.....	400
CHAPITRE II. Analyse du corpus 2.....	580
CHAPITRE III. Synthèse.....	757

Quatrième partie

IMPLICATION DIDACTOLOGIQUE.....	761
CONCLUSION	766
BIBLIOGRAPHIE.....	772
INDEX NOMINUM.....	823
INDEX RERUM.....	831
ANNUAIRE DES ABBREVIATIONS.....	840
TABLE DES MATIERES.....	843

Volume 2

ANNEXES

AVANT-PROPOS

La dynamique de cette recherche repose sur le fait que nous avons été et que nous sommes encore impliquée dans les situations décrites dans notre thèse. Bien entendu, ce sujet n'est pas nouveau, étant donné qu'il est abordé de milliers de fois et demeure encore et toujours d'actualité. Il est donc abordé dans plusieurs domaines, à savoir : la linguistique, la sociologique, l'anthropologique, l'ethnologique, la politique, l'historique...

Notre démarche a consisté à remplacer un sentiment affectif par quelque chose de distant, c'est-à-dire, nous avons dû avoir beaucoup de recul pour écrire cette thèse. En effet, étant donné que nous sommes personnellement impliquée comme nous avons vécu cette situation identitaire, qui d'ailleurs est parfois difficile à assumer, nous ne pouvions qu'y mettre de la distance...

Cet avant-propos montre donc une nécessité de notre part qui se traduit par une volonté tout aussi nécessaire d'aller plus loin dans notre considération des choses. La dimension historique ou empirique nous a servi de tremplin pour acquérir une vision future de l'identité française : l'idée générale est celle de montrer le cheminement qui se fait avec les apports des immigrés au départ de 1850 à 1939 (Immigration période première), et de 1945 à nos jours (immigration période deuxième). Nous nous sommes basée sur différents travaux qui concernent le vif de notre sujet, à savoir l'identité et ses satellites (cultures, langues, société...), avec des individus tels que : Jacques Cortès, Christian Jelen, Patrick Wievora, Gérard Noiriel, Edgar Morin, et bien d'autres encore...

INTRODUCTION

« La France est une République... laïque. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

(Article 2 de la Constitution de 1958)

Le sujet que nous abordons dans cette étude est un sujet d'actualité et il le reste . En effet, le concept identité est complexe car il regroupe plusieurs facteurs, et il demeure continuellement en évolution.

La France est un pays dit de tradition d'accueil. C'est ainsi qu'il a vu plusieurs vagues d'immigrés fouler ses terres. Certains y sont restés, d'autres n'ont fait qu'y passer. Ceux qui sont restés et ceux qui restent font partie de son histoire et laissent leur empreinte dans celle-ci. C'est dans ce sens que nous pouvons citer Ernest Renan¹ qui stipule que : *« Pour redéfinir l'identité française aujourd'hui, il faut réécrire l'histoire de France : celle de tous les français. »*

Cela nous mène à la réflexion suivante qui est celle d'une considération des individus issus d'ailleurs pourtant, mais intégrés finalement dans l'identité française, au même titre que ceux qui sont sur cette depuis à ne plus pouvoir en déterminer l'époque. Alors, si telle est la considération de Renan, nous nous interrogeons sur la crise socio-identitaire que traverse actuellement le pays ; si donc tel il l'a toujours été dans ses différentes phases d'immigration... Si les populations ont quelque chose de différent qui les freinerait dans leur intégration, etc.

En effet, les premières vagues d'immigration ayant traversé le pays étaient européennes et souvent de confession religieuse catholique donc chrétienne. Nous les appelons IP1 (Immigration période première). Mais, après 1945, époque du début des secondes vagues que nous appelons IP2 (immigration période deuxième), l'immigration est devenue beaucoup plus diversifiée : elle est composée très majoritairement des individus dits « issus du Grand Sud » (Asie du sud est, Afrique du nord et subsaharienne, Amérique du sud, Amérique centrale...), en plus de l'Europe centrale et de l'est... Cette seconde vague d'immigration est donc diversifiée dans ses religions (islam, bouddhisme, christianisme...) par ses cultures, en passant par la pigmentation épidermique.

Il en découle que pour les deux vagues, une immigration qui ne se voulait que temporaire s'est

¹ Ernest Renan : « Formule sur l'identité française : le désir de continuer la vie ensemble. »

finie sédentaire. Ce qui a bouleversé le climat socio-culturel du pays. Actuellement, la France donc est un immense chantier de construction socio-identitaire, une sorte de casse-tête chinois, car il y a un tel multiculturalisme que le manque de politique franche sur l'immigration inquiète de nombreuses personnes. Cette construction qui s'avère complexe questionne sur la manière de créer des citoyens à part entière, c'est-à-dire, des individus Français non pas seulement sur le papier, à partir des sources parsemées. C'est dire que nous pouvons en être quand même confiants dans la mesure où nous constatons quelques changements et des efforts du côté des Français, toutes origines confondues. Lorsque nous constatons donc ces rythmes qui s'avèrent lents, nous savons nous rendre compte de leurs bienfaits car ils régissent l'histoire, c'est-à-dire qu'à travers eux, s'opèrent peu à peu des changements durables, en comparaison aux rythmes rapides qui eux ne perdurent pas...

Ainsi, cette identité française qui semble impressionnée par l'abondance des vues qu'on lui rapporte quant à sa diversité, met en avant de nos jours une phase d'immigration différente, qui serait en échec et dans une difficulté. Elle ne cesserait en effet de poser des embûches car elle ne semblerait pas vouloir se fonder dans la masse pour devenir francité : barrières face à la laïcité, repli identitaire, etc. Cependant, les migrations se traduisant par un brassage progressif des peuples et des cultures, ce que nous semblons oublier c'est que l'immigration n'est pas un concept fantomatique dans le sens où elle vit, possède donc ses propres réalités, qui sont culturelles et sociales. Effectivement, même si les immigrés vivent dans la société française, il n'est pas pour autant dit par exemple, qu'ils sont en contact avec les Fds (Français dits de souche). Donc, nous nous retrouvons plutôt en face des identités diversement parsemées, transposées dans la société française, tel que le fut naguère les identités régionales dans notre pays.

Nous devons donc faire transparaître un processus d'évolution dans cette étude, un processus qui prendrait en compte les différentes cultures, pour arriver à les faire fondre dans le moule national d'intégration. Ce n'est pas en niant donc les problèmes et en les fuyant qu'on arrivera à les résoudre. Il faudrait donc apprendre à y faire face et à les affronter de face... C'est là qu'entre en compte les paramètres de la didactique des langues et cultures (DLC). D'ailleurs, notre objet d'étude qui est celui de mettre à jour la progression d'un processus se doit de suivre les notions de culture et d'évolution. C'est à partir de ces bases que nous allons vérifier nos hypothèses (et leurs impacts sur cette discipline). Car c'est dans un vaste territoire socio-culturel que nous nous engageons. Cette étude se veut donc à la fois prospective, même si nous usons également de l'observation, vu que nous abordons les aspects empirique, culturel, politique, géographie, etc....

Ainsi, l'histoire nous informe sur l'intégration des anciens immigrés et de la manière dont l'identité française a fait route avec eux ; et elle nous informera sur l'histoire contemporaine, nos problèmes actuels avec nos diversités, notre société (...), nos identités... Et finalement, elle nous permettra certainement d'avenir une perspective d'avenir de cette identité française en construction. De toute façon, il faut trouver une solution face à la situation socio-identitaire du pays... Et comme l'a dit Bertrand Delanoé², Maire de Paris : « *Le Français c'est justement une communauté qui s'est enrichie avec l'apport de l'immigration [...] la France aujourd'hui est d'une identité métissée...* »

Il en découle donc, au regard de ce qui précède que la France qui est un pays laïque, possède des vertus prononcées profondément dans la devise nationale Article 2 de la Constitution de 1958) et par conséquent, cette construction soci-identitaire ne peut que passer par ses vertus républicaines, tout comme nous le rappelle M. François Baroin³ (Ministre des Dom-Tom en 2006) : « *Un Français c'est quelqu'un qui a des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité (solidarité...) et la laïcité, le tout avec l'idée de la nation.* »

² Dans : Emission TV sur Fr2 avec Arlette Chabot (« A vous de juger »), sous le thème : « La France doit –elle avoir honte de son passé ? », titre : « *L'identité française* », 26 juin 2006.

³ Emission TV sur Fr2 avec Arlette Chabot (« A vous de juger »), sous le thème : « La France doit –elle avoir honte de son passé ? », titre : « *L'identité française* », 26 juin 2006.

PRESENTATION DE LA RECHERCHE

CHAPITRE I. LE CADRE DE REFERENCE

1. La situation géographique, géographique humaine et économique du pays

Etendue sur une superficie de 550.000 km², la France est située en Europe Occidentale. Elle est limitée au nord-ouest par la Manche, le Pas-de-Calais et la Mer du Nord ; au nord-est par la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne ; à l'est par la Suisse ; au sud-est par l'Italie ; au sud par la Méditerranée et l'Espagne ; à l'ouest par l'Atlantique. Il s'agit de la France métropolitaine.

Le pays comporte une population de 61.700.000 habitants répartie sur 22 régions. Environ 75% des Français vivent dans les villes, dont près de 40 dépassent les 100.000 habitants. A elle seule, l'agglomération parisienne ou Ile-de-France concentre le 6^e des Français.

L'économie du pays quant à elle, ne se concentre pas principalement sur l'agriculture et l'industrie. Bien que l'agriculture et l'industrie n'occupent pas une place prépondérante (ces deux secteurs occupent respectivement 4% des actifs et 25%), la France reste néanmoins, et de loin, la première puissance agricole de l'Union Européenne. En effet, elle exporte aujourd'hui environ 20% de sa production totale (principalement vers ses partenaires de l'Union Européenne), vendant surtout des produits industriels (automobiles, avions, etc.) ainsi que des excédents agricoles⁴. Dans le cadre de la mondialisation des échanges, l'industrie *de la division internationale du travail* a connu des fortunes diverses.

La population active représente environ 26 millions de personnes (14 millions d'hommes et 12 millions de femmes), parmi lesquelles près de 10% sont à la recherche d'emploi.

2. La France, terre d'accueil

L'histoire de France nous montre que ce pays a toujours été un monde ouvert de par sa situation géographique. En effet, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, des groupes humains multiples y sont passés ou s'y sont établis. Les hommes qui se sont installés en France sont issus

⁴ Source : Le Petit Larousse Illustré, 100^e édition, 2005.

de tous les milieux sociaux et exercent toutes les fonctions du monde, des ingénieurs (surtout dans les premiers temps) aux petits ouvriers, en passant par des soldats, qui furent appelés pour aider la France dans les multiples conflits qui l'ont opposée à ses voisins.

Ils venaient et viennent de tous les horizons, transportant avec eux leurs rites et coutumes, leurs langues, leurs cultures et leurs religions. Avant, ils étaient presque tous Européens et pour la plupart venus des pays frontaliers. Après 1945, ils arrivent du monde entier, et notamment du tiers-monde (avec une diversité culturelle très prononcée), poussés par des raisons diverses à savoir, les guerres, la pauvreté, etc. La France constitue de ce fait le pays idéal pour fuir, s'éloigner de tous ces maux : elle est un lieu de grandes arrivées. Elle reçoit des vagues d'immigrés venant de toutes parts, répondant à l'appel de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *fraternité*, devise française qui fait de ce pays un havre de liberté, d'émancipation et de progrès, tel le dit ce proverbe juif en yiddish : « *Lebn vi Got in Frankraykh* » (Heureux comme Dieu en France.)

La France s'est donc ouverte à l'immigration depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Il semble apparaître que la vraie raison de cette ouverture est la Révolution industrielle, nécessitant alors plus de main-d'œuvre qu'il fallait bien entendu trouver ailleurs... Ainsi, la France accueille des milliers d'Hommes. Le pays est deux fois terre d'accueil : une fois volontaire et une seconde fois non. Il est volontaire du fait de son besoin de main-d'œuvre, et non volontaire du fait qu'il doit recevoir non seulement des réfugiés politiques mais aussi d'autres entrées venues de ses anciennes colonies et DOM TOM. Aujourd'hui, il compte des millions d'étrangers.

En 50 ans seulement d'histoire, la population immigrée en France s'élève à 3,6 millions (1990), soit 6,4% de la population totale⁵. Si donc cette population n'était que de 380.000 en 1851, elle s'est vite accrue car en 1881 déjà elle s'élevait à 1 million pour atteindre 2,7 millions en 1931. Depuis, elle ne cesse de croître.

⁵ Source : <http://mapage.noos.fr>

3. La situation sociolinguistique et culturelle du pays

Les langues en France contribuent à la créativité et au rayonnement culturel du pays, car le patrimoine linguistique du pays, en effet, est très riche et varié. Ces langues sont soit régionales (la France métropolitaine⁶) soit d'outre-Mer.

Les langues régionales sont : *le flamand occidental, le basque, le catalan, le corse, le breton, l'alsacien, l'arabe maghrébin, l'arménien occidental, le yiddish, le judéo-espagnol, le berbère, le romani, la langue d'Oïl (franc-comtois, wallon, picard, normand, etc.), l'occitan ou langue d'Oc (gascon, languedocien, provençal, limousin, auvergnat, vivaro-alpin), etc.*

Les langues venues d'Outre-mer sont des créoles à base lexicale française tels que : *le guadeloupéen, le guyanais, le martiniquais et le réunionnais et d'autres langues, créoles et langues amérindiennes de Guyane*, sans compter beaucoup d'autres non citées...

Concernant les Lois linguistiques, la République française en a créé plusieurs mais particulièrement quatre retiennent notre attention. Il s'agit de *la Loi Deixonne de 1951*, de *la Loi Haby de 1975*, de *la Loi Bas-Lauriol de 1975* et *la Loi Toubon de 1994* (ou loi du 4 août 1994, relative à l'emploi de la langue française). La langue française est donc l'unique langue de communication nationale. Elle demeure ainsi la langue de la majorité et est langue maternelle pour 82% de la population. Pour le reste, le Ministère de la Culture et de la Communication soutient et valorise les langues de France (les langues régionales bien sûr) à travers de multiples champs d'intervention à savoir : *le patrimoine ethnologique, la musique, le théâtre, le livre, le musée, le cinéma, les archives, etc.* Le reste des langues ne sont pas interdites d'usage. Cependant on constate aujourd'hui que plusieurs des langues régionales sont malheureusement en voie de disparition ou d'extinction, car il y a de moins en moins de locuteurs, les parents ne décidant pas de transmettre leur langue d'origine soit parce qu'ils ne la connaissent même pas eux-mêmes, soit parce qu'ils n'en voient pas l'utilité. Ceci dit, fort heureusement, toutes les langues régionales ne sont pas en voie de disparition ou d'extinction. Cela semble être dû aux efforts conjugués de leurs locuteurs qui créent ou provoquent des moyens nécessaires à leur survie, afin de leur assurer une pérennité (breton, basque, corse, alsacien).

Eut égard à ce qui précède, nous pouvons dire que parler d'une France culturelle signifie donc

⁶ Bernard Cerquiglini, 1999.

prendre en compte toutes les langues en présence sur le territoire, et surtout en parler une ou plusieurs. Ainsi, le panorama linguistique du pays nous montre deux sortes de langues - hormis le français - : les langues régionales dites des « Français de souche », et les langues dites des immigrés ou des migrants. Tout ceci mène à parler de ‘minorités nationales’, de ‘minorités historiques’ et de ‘langues minoritaires’ car cela n’est pas *politiquement correct*. Il sied donc de parler de ‘langues régionales’, pour signifier la différence entre ‘langues étrangères’ et ‘langues migrantes.’ Le pays, comme nous l’avons vu plus haut, compte des milliers d’immigrés et de migrants venus de toutes parts. Ces personnes résident surtout dans les grandes villes et se concentrent sensiblement à Paris. Les statistiques suivantes données par l’INSEE (de façon approximative) viennent à point nommé nous montrer les chiffres concernant certains locuteurs de quelques langues :

Des locuteurs qui parleraient :	chiffres
L’arabe algérien	660000
L’arabe marocain	492000
L’arabe tunisien	212000
Le kabyle (berbère)	537000
Le tamazight (berbère)	150000
L’italien	1000000
L’espagnol	260000
Le portugais	150000
Le créole (antillais)	150000
Le turc	135000
L’arménien	70000
Le farsi (iranien)	40000
Le khmer	50000
Le wolof	35000
Le vietnamien	10000

Il n’existe malheureusement pas de statistiques fiables sur les langues en France. Les statistiques sur les langues d’origine d’Afrique subsaharienne sont presque inexistantes.

Quant aux langues utilisées dans les foyers en France, l’INSEE⁷ menant une enquête à ce sujet, révèle que, les langues employées dans les foyers en France - en dehors du français - sont en

⁷ Source : INSEE, 21 février 2002 : ‘*Langues régionales, langues étrangères : de l’héritage à la pratique*’.

première instance : l'arabe (toutes variétés confondues), puis l'espagnol, le portugais et l'italien ; ensuite l'allemand, le polonais et le turc.

Vu le nombre important de certains locuteurs, il est à croire que certaines de ces langues viendront rejoindre un jour les langues dites « historiques » de France - la logique serait de les considérer comme bénéficiaires des mêmes droits linguistiques que les autres langues classées 'historiques' - car elles sont transmises de génération en génération.

Somme toute, les langues en France présentent une situation de mélange, de *salad bowl* ou *melting pot*, qui représentent une richesse culturelle du pays. Elles se côtoient toutes en laissant la suprématie à la langue française qui réussit le pari de réunir tous ses habitants par le langage, quel que soit l'endroit où ils peuvent se rencontrer dans l'hexagone.

4. La situation religieuse du pays

Représentant entre 80 et 85% de la population de fidèles catholiques baptisés, l'administration de l'église catholique romaine en France métropolitaine se divise en 93 diocèses et 9 régions apostoliques. Les Protestants (entre 900.000 et 1 million de fidèles) se répartissent en plusieurs communautés (notamment l'Eglise réformée de France et l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de la Lorraine [Luthérienne]), regroupées dans la Fédération protestante de France.

L'islam devenu - avec plus de 4 millions de fidèles - la seconde religion de la France, est divisé entre différents courants, représentés au sein du Conseil Français du Culte Musulman.

Les communautés juives (entre 500.000 et 600.000 fidèles) se partagent entre les deux grandes traditions *ashkénaze* et *séfarade*, mais n'ont pas d'administration religieuse centralisée et hiérarchisée ; le Consistoire Central de France, créé par Napoléon en 1808, et le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIJF), n'ont qu'un rôle de représentation ou de défense des communautés⁸.

Même si la France comporte en son sein autant de religions, avec en tête respectivement la religion catholique, ensuite les religions musulmane et juive, et d'autres religions minoritaires, ce pays réalise une distinction entre l'Etat et la Religion. En effet l'église catholique qui, jusqu'au

début du XX^e siècle, avait ascendance sur l'Etat qu'il gérait s'est vue séparée de celui-ci en 1905. Depuis lors, cette église catholique connaît une difficile évolution. La situation religieuse du pays présente donc une diversité de religions, avec en tête la religion catholique. Mais la Religion n'a aucun pouvoir sur l'Etat et vice versa...

2. Conclusion

Aussi vrai qu nous l'avons vu, la France de par sa situation géographique, a favorisé l'immigration. Cette situation a créé une tradition d'accueil depuis la fin du XIX^e siècle. Aujourd'hui, les différents apports extérieurs, à savoir linguistique, religieux, etc., constituent une richesse et contribuent par conséquent à la créativité du pays.

⁸ Source : Le Petit Larousse Illustré, 100^e édition, 2005.

CHAPITRE II. LA PROBLEMATIQUE

Creuset où viennent se fondre de multiples identités, la France demeure une terre d'immigration. En effet, sa situation géographique favorise les entrées diverses car la France est un 'lieu de passage'... Diverses vagues d'immigrés se sont succédées dans le pays, chacune avec son Histoire, ses patronymes et ses différentes origines. Aujourd'hui, nous pouvons constater que les vestiges de ces vagues d'immigrés font partie inhérente de la nation française, déjà pour certaines de leurs descendants et pour d'autres non, car non encore effectué. Ce résultat est la suite d'un long processus évolutif.

Actuellement, l'arrivée des immigrés venus de plusieurs régions du monde surtout du tiers-monde (Asie du Sud-est, Afrique du Nord et Subsaharienne, Amérique Latine) fait constater plusieurs difficultés sociales que posent certaines descendants des immigrés de la seconde période (de 1945 à nos jours). Ces difficultés mettent à jour l'échec des Institutions françaises quant à la totale ou parfaite intégration des immigrés de la seconde période, contrairement à ceux de la première période (immigration Nord-Nord, 1850 à 1939). Ainsi on remarque un éclatement des identités, qui se regroupent en *communautés*, selon le mode de vie de leurs parents et /ou aïeux dans les pays d'origines. Le refus d'assimilation de la culture et des lois du pays d'accueil vient renforcer ces clivages déjà existants. Il en découle que d'assimilation totale et intégrale des immigrés de la première période, ceux de la seconde période (immigration Sud-Nord), assez récente, présentent leurs différences pour se démarquer des Français (dits de 'souche') et de leur culture. Aussi, nous nous posons la question de savoir si la France va réussir à réunir, à 'franciser' tout le monde comme ce fut le cas avec les premiers immigrés...

Les jeunes de la seconde, troisième voire quatrième génération d'immigrés de la seconde période (communément nommés « deuxième génération), avec l'apport des Politiques - si l'on regarde bien l'histoire - ont tendance à revendiquer leur appartenance aux pays de leurs parents et /ou arrière-grands-parents... Ils s'identifient à la France et en même temps à ces pays, se créant ainsi une identité bipolaire. De plus, les immigrés du Sud se sont regroupés en *communautés* et s'y réfèrent plutôt qu'à l'identité française simplement. A ne plus les comprendre, leur identité serait donc une identité propre à la France sans être française, d'une part, et communautaire d'autre part (en faisant référence à l'appartenance aux pays de leurs parents / grands-parents, etc.). Il s'avère donc que si l'on doit se référer aux communautés en France, il risque d'y avoir des Français faisant partie de la communauté maghrébine (elle-même divisée en trois parties : algérienne,

marocaine et tunisienne), des Français de la communauté malienne, des Français de la communauté juive, etc. Cela ne veut pas dire que le terme *communauté* a leur préférence mais plutôt que c'est celui que les autorités attribuent aux Français issus de l'immigration. Contrairement aux immigrés de la première période, qui ne sont pas désignés par l'origine de leurs aïeux, malgré la consonance de leurs patronymes et sont considérés comme de bons immigrés parce qu'Européens. Les pouvoirs politiques (de Gauche et de Droite) en faisant fi d'accepter et d'intégrer cette seconde masse d'immigrés, ont consolidé les cultures de ces individus qui les transmettent (le plus souvent) à leur descendance, si bien que les conséquences sont flagrantes de part et d'autre, tant du côté des Politiques que de celui des enfants de ces derniers : refus du respect des lois de la Nation et surtout de la laïcité, socle de la Nation Française alors bafouée. Ainsi, la devise du pays est piétinée et les fondements de la nation sont à terre : la polygamie acceptée sur le territoire, les signes ostentatoires de la religion à l'école, et bien d'autres faits encore... C'est comme si le fait d'appartenir à une culture ne se rapprochant pas de celle de la France devenait un frein à l'intégration.

Suite à ce qui précède, nous nous posons alors la question de savoir si les différences culturelles interdisent la création d'une nouvelle identité française. Autrement dit, est-ce que le processus d'intégration tel qu'il se présente et se développe en ce moment va-t-il permettre à toutes ces différences de se fondre dans l'unité ? _ Aussi, nous voulons savoir si nous allons vers un durcissement, ou pouvons-nous déjà voir des signes d'adoucissement ? Enfin, est-ce que la « francitude » ou la 'francité' peut-elle accueillir en son sein des Hommes différents ?

En somme, nos hypothèses nous permettront-elles de vérifier s'il peut y avoir clarification progressive pour tous – dans le *melting pot* ou *salad bowl français* – vers la création d'une identité nouvelle à travers l'évolution des lois et des cultures. La solution à ces problèmes nécessite de discuter à partir de la réalité des peuples - du peuple français diversifié - des cultures, des langues. Nous allons alors tenter de définir ce qu'est un peuple, ce qu'est une identité et ce qu'est une culture, afin de voir comment, après *l'assimilation réussie* des Européens, il faut adapter l'enracinement des Africains et des Asiatiques à l'évolution de l'identité française dans tous les secteurs sociaux - pour enfin aboutir à la création nette d'une nouvelle identité française, comme un concept susceptible de rester fidèle à ses principes tout en se transformant.

Aussi, dans la suite de cette démarche, nous chercherons à savoir si la situation des immigrés

demandeurs de la nationalité française a évolué depuis 1945, c'est-à-dire, est-ce qu'il y a eu amélioration globale ? Dévalorisation globale ou plutôt un ralentissement ?_ tout cela nous allons pouvoir le vérifier dans le point suivant...

Première partie

ASPECTS THEORIQUES

CHAPITRE I. LES CONCEPTS UTILISES

Les concepts utilisés sont : *immigré / immigration ; étranger ; laïcité ; religion ; culture ; multiculturalisme ; transculturalité (ou transculture) ; nation / nationalité - identité / identification ; citoyen / citoyenneté ; Français (être Français - l'identité française).*

Les périodes de l'immigration concernées par notre étude sont : *l'immigration période I (1850 à 1938) ; et l'immigration période II (1945 à nos jours).* Avec deux sous périodes dans l'IP2 : de 1945 à 1974, et de 1981 à nos jours.

1. Définitions

Immigré

- Selon l'**INSEE**, ce terme « *est, pour sa part, lié à une caractéristique invariable : le lieu de naissance. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir Français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout immigré n'est pas forcément un étranger.* » (<http://www.vie-publique.fr>)
- Pour **Le Petit Robert** (désormais LPR), un *immigré* est un être, « *qui est venu de l'étranger, par rapport au pays qui l'accueille. Spécial. Qui est venu d'un pays peu développé pour travailler dans un pays industrialisé.* _ Ainsi, l'immigration est « *l'entrée dans un pays de personnes non autochtones qui viennent s'y établir, généralement pour y trouver un emploi.* » (1996 : 1129).
- **Le Petit Larousse Illustré** (désormais LPLI) définit l'*immigré* comme une personne, « *venue se fixer dans un pays étranger au sien.* »_ L'immigration serait donc, « *l'entrée dans un pays d'étrangers venus s'y installer.* ». (2005 : 564)
- **Maryse Tripiier** dans le Dictionnaire de sociologie (désormais DS) définit le terme *immigré* en association avec *immigrant (s)*, d'un point de vue sociologique. Pour elle, 'la sociologie

française s'est intéressée à ce phénomène⁹ à partir de la grande vague migratoire des années 60 et ses conséquences sociales et politiques. Parce que cette population était très majoritairement ouvrière, c'est le terme de *travailleurs immigrés* qui a été le plus souvent utilisé pour la décrire (Tripier, 1988). Sayad¹⁰ a spécifié la stature de l'immigration en France : une relation de domination se réduisant à l'instrumentalisation d'une main-d'œuvre, dont seul le travail dévalorisé assure la légitimité. La désignation française d'*immigré* connote une extériorité durable, contrairement aux Etats-Unis, où l'intégration à venir est contenue dans la notion d'*immigrant*. L'immigration est un état marqué par la précarité et les illusions collectives, dont celle du retour. Sayad (1991) dénonce l'ethnocentrisme de la recherche dans les années 70, uniquement centrée sur l'immigré, occultant le fait que l'immigration suppose l'*émigration*, que l'immigré est et reste *émigré*. Le transfert, dans l'usage courant, du qualificatif d'immigrés à des enfants nés en France qu'on oppose aux « Français de souche » révèle aujourd'hui un processus d'ethnisation de l'identité nationale, insistant plus sur l'origine que sur la participation à une même communauté. L'immigration cesserait alors d'être un état provisoire, pour devenir un stigmate transmissible d'une génération à l'autre. (1999 : 272)

L'immigration pour Maryse Tripier donc, c'est : « *L'entrée dans un pays de personnes non autochtones venant y chercher un emploi* ». (Id. P.271)

La seconde partie de la définition du PR se rapproche beaucoup plus de la définition que nous donnons de l'immigré ; elle va même au-delà de tous les sens, les contournant presque et se rapprochant beaucoup de ce travail. Maryse Tripier en donne une définition très nette, en rapport étroit avec le présent.... Vu ces observations, il en ressort que pour nous, l'immigré est un être ayant quitté son pays pour un autre, suite à des raisons diverses (politiques, sociales, économiques, etc.). L'immigration est le fait de quitter son pays pour un autre, pour s'y fixer soit de façon temporaire soit de façon durable. C'est donc la rencontre de populations ayant des cultures et des identités divergentes.

⁹ Phénomène d'immigration...

¹⁰ Abdelmalek Sayad : « *L'immigré est essentiellement une force de travail provisoire, temporaire, en transit.* » (1975).

Etranger

- En ces termes suivants, l'INSEE reconnaît fonder la notion d'*étranger* sur un critère de nationalité ; ainsi, est étranger : « *toute personne qui n'a pas la nationalité française.* » (<http://www.vie-publique.fr>)
- Selon **Pierre Goubert**, « *L'étranger, c'est celui qui se trouve en dehors du groupe dans lequel s'insère celui (ou ceux) qui utilise le terme, parfois injurieux, souvent méprisant, ou simple expression d'un fait. (...) Il n'est pas d'étranger sans frontières connues ni ressenties.* » (Préface, P.9)¹¹
- Selon **Yves Lequin** : « *Tout groupe social, par cela seul qu'il s'affirme, tient pour étrangers ceux qui diffèrent de lui.* » (1988 : 15)
- Le **LPLI** (2005 : 436) définit l'*étranger* comme : « *une personne qui appartient à une autre nation* »
- Est *étranger*, selon **LPR** (1991 : 835-836) :
 1. *Qui est d'une autre nation ; qui est autre, en parlant d'une nation.*
 2. *Qui n'appartient pas ou qui est considéré comme n'appartenant pas à un groupe (familial, social)*
 6. 2. *Personne qui ne fait pas partie ou n'est pas considérée comme faisant partie de la famille, du clan.*
- **Maryse Tripier** définissant le concept *étranger* part de plusieurs domaines pour aboutir à la sociologie. De Platon à Hegel, la philosophie s'est engagée dans une réflexion sur la dialectique du *même* et de l'*autre*. Selon Tabboni¹² (1996), cette dialectique, attestée par les travaux anthropologiques, est indépassable. Prolongeant Freud, elle pense que l'*ambivalence* de la société renvoie à celle de l'*individu*, confronté, dès son enfance, au double mouvement de recul devant l'*étranger* en vue de la préservation de l'identité, et du désir d'ouverture, la confrontation à l'altérité étant garante de son développement personnel. Restent une série de questions plus

¹¹ Source : Yves Lequin (1988) : *La mosaïque France* (Préface de P. Goubert)

¹² Simonetta Tabboni, 1996 : *Le multiculturalisme et l'ambivalence*. In : Wievora M. (sous la dir. de), *Une société fragmentée*. Ed. La Découverte. P25.

sociologiques : comment se produit, à un moment donné, dans une société donnée, la catégorisation de « *l'étranger* » ? Qui est étranger ? Pour qui ? Quelles sont les modalités historiques concrètes de la gestion de l'altérité ?

La tradition sociologique dispose d'une réflexion sur la figure de l'étranger dont Simmel a posé les bases. La relation à l'étranger est pour lui un archétype de l'activité de construction de l'identité d'un groupe social, résultant d'une tension entre *distance* et proximité. « L'étranger est un élément du groupe lui-même, tout comme le pauvre et les divers 'ennemis extérieurs', un élément dont la position interne et l'appartenance impliquent tout à la fois l'extériorité et l'opposition » (Simmel¹³, 1908). Ellias, à travers les notions d'*Insiders* et d'*Outsiders*, substitue à l'idée de distance culturelle à priori celle d'une position relative et construite, sans référence à l'identité des personnes (Ellias¹⁴, 1965). Si pour Simmel, la figure de l'étranger (le commerçant, l'entrepreneur, le dissident) est celle de l'élément modernisateur qui ouvre une brèche dans des sociétés traditionnelles et culturellement homogènes, elle a subi de grands changements dans les sociétés occidentales contemporaines, elles-mêmes plus fragmentées.

Les migrations en provenance du tiers-monde, appuyées sur la hiérarchisation des peuples, ont conduit à la dévalorisation de l'étranger, devenu *immigré*, et à la réactualisation de sa position du *bouc émissaire*.

La France est marquée par des représentations très contrastées de son rapport à ses étrangers. Un certain nombre de figures s'y superposent : celle de *l'immigré-réfugié-juif* avant guerre s'adresse particulièrement aux professions libérales le plus souvent françaises, celle de *l'immigré-ouvrier-ex-colonisé* a prévalu dans les années 60, celles des *sans-papiers* et du *jeune « beur » - chômeur-délinquant* prennent aujourd'hui le relais ; ces évolutions montrent que cette catégorisation a peu à voir avec la nationalité et la supposée distance culturelle. (1999 : 205)

Eu égard à toutes ces définitions, nous en tirons comme définition de l'étranger, comme étant : une personne non reconnue d'un groupe. Est donc étranger celui qui ne se retrouve pas dans une langue, une culture, etc. Exemple : En France, celui qui n'est pas français est étranger.

¹³ Georg Simmel, 1908 : '*Digression sur l'étrange*'. Extraits in : *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*. Traduit et présenté par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, Champ urbain, 1979. PP. 53 à 59.

¹⁴ Norbert Ellias, John L. Scotton, 1965: *The Established and the Outsiders*. Londres. Franck Cass.

Français (un Français, identité française, langue française)

- **Le LPR** (1996 : 967) définit le *français* (être) comme :

1. *Qui appartient, est relatif à la France et ses habitants.*

2. N.m. *La langue française, parlée en tant que langue maternelle en France, dans quelques pays de civilisation analogue (Belgique, Suisse romande, Québec, etc.), langue privilégiée dans de nombreuses régions du monde (Afrique, Antilles).*

- Pour le Philosophe **Alain Finkielkraut** : « *on est Français par la volonté, parce qu'on le désire* ».

Pour lui, toute personne est susceptible de devenir française rien qu'en ayant le désir... Il veut dire par-là qu'être français, cela vient du cœur, comme le dit si bien Georges Brassens dans ces paroles : '*La patrie je ne sais pas ce que c'est, je ne connais que la France.*' Etre français c'est aussi le ressentir profondément en soi, tel le conçoit Danton en ces termes : '*Croyez-vous qu'on emporte la patrie à la semelle de ses souliers ?*'

- Pour **Patrick Weil** : « *Celui qui vote est Français et citoyen*¹⁵ ».

Pour nous, un français est un habitant de la République française. C'est une personne qui a la nationalité française et parle le français, la langue de ralliement de toute la nation. L'identité française se définit aussi et surtout par sa culture. Donc être Français c'est appartenir à la nation française.

- Selon **Edmundo d'Amici** qui définit le Français par rapport à la patrie. Donc : « *patrie, c'est ce qui, lorsque nous sommes dans un pays étranger, nous fait courir dans la rue à la poursuite d'un inconnu parce que nous l'avons entendu prononcer quelques mots dans notre langue* ». En somme, être français associe l'amour et l'attachement à son pays mais aussi à sa langue, c'est une histoire de cœur !

¹⁵ Source : Patrick Weil (1991) : La France et ses étrangers. P. 300.

Citoyen / citoyenneté

- Selon le **PR** (1996 : 383).

1. N.m. (XVII^e s) Hist. : *Celui qui appartient à une cité, en reconnaît la juridiction, est habilité à jouir, sur son territoire, du droit de cité et est astreint aux devoirs correspondants.*
2. (1751) Mod. *Etre humain considéré comme personne civique. Specialt. Personne ayant la nationalité d'un pays qui vit en République.*

La citoyenneté serait donc une « *qualité de citoyen* » (Ib. P. 384)

Nous considérons que ces deux définitions du citoyen sont complètes et satisfaisantes. Cependant la première (1) correspond à la définition de Patrick Weil, car ce dernier définit le citoyen par rapport aux devoirs et droits dont jouissent le citoyen Français : '*Celui qui vote est Français et citoyen*'¹⁶.

- Selon le **PLI**, un *citoyen* est : *un membre d'un Etat, considéré au point de vue de ses devoirs et de ses droits civiques et politiques.*

La *citoyenneté* est : *une qualité de citoyen_ situation créée par la pleine reconnaissance aux personnes de leur statut de citoyen.*

- **François Gresle** dans le **DS** donne une définition de ce terme, d'un point de vue sociologique, en ce qui suit :

Citoyen : Du latin *ciritas* « condition de citoyen ». Terme politique apparu peu avant la Révolution pour désigner le statut du citoyen octroyé aux membres à part entière de la communauté, par référence à la cité grecque antique prise comme modèle.

1. Nombres de sociologues classiques (Durkheim, Weber, et plus tard Parsons) se sont interrogés sur les moyens d'asseoir sur des bases solides des sociétés individualistes modernes. De ce point de vue, la mise en œuvre de la citoyenneté permettrait de donner un contenu moral et politique à la solidarité 'organique' qui les caractérise.

¹⁶ Patrick Weil (1991) : *La France et ses étrangers*. P.300.

2. C'est le sociologue anglais Marshall qui, dans une conférence appelée à un grand retentissement (1949), a mis en évidence l'importance du concept et ses diverses dimensions. Lui-même en distinguait trois :

La première_ qui serait imposée au XVIII^e s_ serait de nature *civile* ; l'individu se voit alors reconnu la liberté de pensée, de parole et de croyance, et, sur un autre plan, d'ester en justice, de passer des contacts.

La seconde serait *politique* ; devenue effective au XIX^e s, elle suppose la connaissance du droit de vote et la participation, même limitée ou indirecte, à l'exercice du pouvoir politique dans le cadre d'un Etat-Nation et par le truchement de parlements.

La troisième, qui n'apparaît qu'au XX^e s, est de nature *sociale* ; elle correspond à la montée en puissance de l'Etat de *Welfare*, par services sociaux et l'école interposés, procurant à ses membres une certaine protection médicale et sociale ainsi qu'un niveau d'éducation minimum garant.

1. Aujourd'hui, deux grandes conceptions dominent. Pour les uns, la citoyenneté renvoie à la communauté politique qui forme les citoyens au sein d'un Etat fort à la française, qui assure, par son action propre, l'égalité de tous. Dans cette perspective, le « bon citoyen » est celui qui participe activement à la vie de la collectivité nationale ; il s'agit d'une citoyenneté *étatique*. Pour d'autres, maintenant plus nombreux, la citoyenneté se donne à voir au niveau local, dans des communautés restreintes. Le bon citoyen est celui qui s'investit dans la vie associative, et qui agit dans le cadre de groupes intermédiaires échappant peu ou prou à l'emprise de l'Etat ; on a affaire alors à une citoyenneté *démocratique*, sur laquelle se penchent prioritairement les sociologues et politistes anglo-américains.

2. Très récemment, quelques-uns n'ont pas craint de remettre en question le caractère universaliste de la théorie marshallienne en prônant une approche « différenciée », « multiple », voire « en cubes » de la citoyenneté qui aboutit à privilégier des critères particularismes d'appartenance identitaire, qu'ils soient « nationalistes », culturels ou ethniques.

Nous définissons le *citoyen* comme, une personne qui accomplit ses devoirs civiques et se

reconnaît comme faisant partie de la nation française. La citoyenneté c'est donc le fait de se sentir membre d'une nation et d'y accomplir ses devoirs civiques.

Nation / nationalité

- Le terme *nation* selon le **PR** (1996 : 1471) : n.f. – *nacion* v. 1270 ; « naissance », race 1660.
 1. *Groupe d'hommes auxquels on suppose une origine commune.*
 2. *Groupe humain, généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité (historique, sociale, culturelle / et la volonté de vivre en commun : Syn. Peuple.*

Nous considérons la définition n°2 comme la plus rapprochée du tracé de notre travail, car on ne peut parler de la 'race française' mais seulement de la 'nation française', qui est d'ailleurs conscience de son unité.

Le terme *nationalité* est, selon le LPR toujours :

1. *Existence ou volonté d'existence en tant que nation d'un groupe d'hommes unis par une communauté de territoire, de langue, de traditions, d'aspirations ; ce groupe dans la mesure où il maintient et revendique cette existence.*
2. (1868). *Etat d'une personne qui est membre d'une nation déterminée.*

- **Le LPLI** (2005 : 724) définit le terme *nation* comme :

1. *Grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte.*
2. *Communauté politique distincte des individus qui la composent et titulaire de la souveraineté.*

La *nationalité* c'est :

1. *l'appartenance juridique d'une personne à la population d'un Etat.*
3. *Etat, condition d'un peuple constitué en corps de nation, cette nation elle-même.*
4. *Communauté d'individus unis par la langue, l'histoire, les traditions, l'aspiration à se constituer en Etat ou à se voir naître des droits spécifiques.*

- Parlant de la nation, **Michel Winock** stipule que : « Dans la formation de la conscience

nationale en France, deux idées qui peuvent être par ailleurs dissociées sont ici confondues : un sentiment d'appartenance à une même communauté et un sentiment démocratique de souveraineté collective.' (1995 : 21) Et il rajoute plus loin : '*la formation des Français en nation ne résulte pas de la seule volonté de leurs chefs mais d'une volonté de tous (...) La nation française est d'abord chronologiquement, le fruit d'un long travail de centralisation politique. Au début était l'Etat. tout est parti de lui.* » (Id. P.23)

- Dans son intervention dans le **DS**, **Pierre Fougeyrollas** définit le terme *nation* et son dérivé *nationalité* à travers plusieurs époques. Pour lui donc :

Nation : du latin *natio* « naissance » puis, par métonymie, « ensemble d'individus nés en même temps dans le même milieu. »

La nation est la forme globale d'existence des sociétés modernes ou la forme vers laquelle ont tendu ces sociétés. Elle dépasse les anciennes communautés ethniques et intègre les diversités religieuses.

Notion de peuple. Le mot *nation* désigne un peuple ou, le plus souvent, des peuples, par opposition au terme « *populus* », qui est l'appellation du peuple par excellence, *populus romanus*. Au XVII^e s, un renversement se produit entre ces deux vocables : la *nation* désigne désormais la société « libérée ou l'absolutisme », la *nation française*, tandis que le terme *peuple* s'applique aux autres, c'est-à-dire aux *peuples* « encore soumis au despotisme ». Produit de l'histoire, la nation provient initialement de la conjonction entre un pouvoir politique (les monarchies modernes) et un espace économique (le marché).

Le XIX^e S. Dès le XIX^e s, la question suscite des oppositions idéologiques, notamment entre l'Allemagne, où la notion est conçue comme une communauté biologique ou même raciale (Treitschke), et la France, où la nation est définie comme « une âme, un principe spirituel. » (Renan¹⁷).

Le XX^e s. Au début du XX^e s, cette opposition se complique avec la doctrine qui fait de la nation le résultat d'un contrat entre ses membres, en souvenir de la fête de la Fédération du 14 juillet 1790. Historiquement, tout s'est passé comme si les nations provenaient de la

¹⁷ Ernest Renan, 1992 : *Qu'est-ce qu'une nation ?* (1882). « Agora », Pocket.

décomposition d'empires antérieurs. (...). Enfin, le processus de la décolonisation aurait produit la naissance de nouvelles nations dans les Amériques, en Asie et en Afrique. La nation demeure une référence identitaire.

Au début de notre siècle, l'appartenance à une nation l'emportait le plus sur les autres appartenances. Aujourd'hui, le sentiment national s'est affaibli, tandis que le sentiment d'appartenance à une région, voire à une ethnie, et la conscience d'appartenir à un ensemble continental se sont renforcés.

Nation et société globale. Pour la sociologie, le problème est de savoir si la nation, comme mode d'existence de la société globale, comporte un fondement objectif ou si elle est seulement le produit de représentations collectives. (1999 : 359)

Pour notre part, après avoir effectué le tour des définitions, nous définissons la nation comme, une communauté dans laquelle se réfère un peuple, avec l'effort et la volonté de tous de se reconnaître dans une langue, une histoire, une culture et une tradition identiques.

La nationalité c'est donc le fait de reconnaître tous les critères qui définissent la nation et de s'y identifier.

Identité / identification

- Pour le **LPLI** (2005 : 561), l'*identité* c'est :
 1. *Rapport que présentent entre eux deux ou plusieurs êtres ou choses qui ont une similitude parfaite.*
 2. *Caractère permanent et fondamental de quelqu'un, d'un groupe. Psychol. Identité sociale* [c à d, le sentiment ressenti par un individu d'appartenir à tel groupe social, et qui le porte à adopter certains comportements spécifiques.]
 3. *Ensemble de fait et de droit (date, lieu de naiss, nom, prénom, filiation, etc.) qui permettent d'individualiser quelqu'un. Exemple : vérifier l'identité de quelqu'un.*
- Pour le **LPR** (1996 : 1121 - 1122) qui définit d'abord l'action d'identifier comme telle : n.f.-1610 ; de *identifier* :
 1. *Action d'identifier ; le résultat de cette action.*

2. *Le fait de s'identifier, de se confondre avec quelqu'un ou quelque chose. Psychol.*
Processus par lequel un individu se constitue sur le modèle de l'autre.

L'*identité* (n.f. –1370. Bas. Lat. *identitas*, de *idem* « le même ») c'est :

1. *Caractère de deux objets de pensées identiques (= similitude).*
2. *Caractère de ce qui est un (= unité).*
3. **Psychol.** *Identité personnelle – caractère de ce qui demeure identique à soi-même – identité culturelle : ensemble de toutes cultures propres à un groupe ethnique (langue, religion, art, etc.) qui lui confèrent son individualité ; sentiment d'appartenance d'un individu à un groupe.*

- **André Akoun** dans le **DS** : *Identité* : emprunt au bas latin *identitas* « qualité de ce qui est le même, identité ». Le mot *identité*, qui vient du latin *idem* (le même), désigne ce dans quoi je me reconnais et dans quoi les autres me reconnaissent. L'*identité* est toujours attachée à des signes par lesquels elle s'affiche, de sorte qu'elle est à la fois affirmation d'une ressemblance entre les membres du groupe identitaire et d'une différence avec les « autres ». AKOUN propose une approche culturalisme quant à la définition de l'*identité*. Pour lui donc, 'poser la question de l'*identité* est à la fois une et plurielle, c'est postuler qu'elle varie selon les cultures, même si elle est vécue comme inscrite en nature.' (1999 : 264)

- *Identification* selon **Pierre Ansart** provient du latin scolastique *identificatio*, dérivé de *identificare* « rendre semblable ». En **psychologie**, processus par lequel un sujet tend à s'intégrer, à se fondre avec un autrui ou avec un groupe ; en **sociologie**, processus qui favorise l'unité d'un groupe et entraîne les sujets à se confirmer aux valeurs communes.

1. Psychologie. Dans *Psychologie collective et analyse du moi*, Freud décrit trois formes d'*identification* et leur évolution :

- La première est celle de l'enfant qui cherche à reproduire l'image de son père ou de sa mère avant de s'en détacher.
- La seconde est celle d'une foule où, selon cette analyse, tous les sujets font de leur chef leur « idéal du moi ».
- La troisième est celle qui unit ces sujets entre eux par-delà les différences personnelles.

Les travaux de psychologie sociale ont distingué les nombreuses formes d'identification, au petit

groupe, au groupe large, aux communautés.

2. Sociologie. Le concept est moins systématiquement utilisé en sociologie. Cependant, les processus d'identification se repèrent en de multiples phénomènes et pratiques.

Identification et socialisation : l'enfant. L'identification est fortement présente dans la socialisation : les apprentissages scolaires ne cessent de provoquer des processus d'identification aux conséquences positives ou négatives (Dubar¹⁸, 1991). L'enfant s'identifie au maître, à un groupe de pairs ou / et à un groupe de jeu. L'adolescence est communément marquée par un changement des identifications, parfois difficiles ou traumatisantes. **L'adulte_** Selon désigne aussi le processus par lequel une institution, une idéologie, impose ou reconnaît une identité à une personne et, éventuellement, la contrainte à modifier l'image qu'elle se fait d'elle-même. (Idem, 1999 : 263-264)

Laïcité

- Le **PLI** (2005 : 618) définit la laïcité comme le :
 1. *Caractère de ce qui est laïque, indépendant des conceptions religieuses ou partisans.*
 2. *Système qui exclut les Eglises de l'exercice du pouvoir politique ou administratif, et en particulier de l'organisation de l'enseignement public.*
- Pour le **PR** (1996 : 1251), la laïcité c'est le : n.f. – 1871 ; de laïc
 1. *Principe de séparation de la société civile et la société religieuse, l'Etat n'exerçant aucun pouvoir religieux et les Eglises aucun pouvoir politique. Tel le dit Renan : « La laïcité, c'est-à-dire l'Etat neutre ente les religions ».*
- Selon **Jean-Marie Matisson**¹⁹ (Président du comité Laïcité République), la « laïcité c'est la clé de voûte de l'édifice républicain, la laïcité est le gérant essentiel des libertés individuelles et de l'égalité des droits. Elle constitue, encore aujourd'hui, le fondement indispensable de l'harmonie sociale et de l'unit de la nation. »

¹⁸ Claude Dubar, 1991 : *Construction des identités sociales et professionnelles*. Ed. Armand Colin.

¹⁹ Intervention dans : « *Audition du Comité Laïcité République, devant la Commission Stasi. Commission de réflexion sur l'appellation du principe de laïcité dans la République. Conseil d'Etat.* » Mardi 18 novembre 2003, page 3.

- Pour Danièle **Hervieu-Léger** dans le **DS**, « Si le mot *laïcisation*_ qui désigne le processus par lequel les diverses institutions sociales conquièrent leur autonomie par rapport à la religion_ trouve sa traduction en différentes langues, le mot français *laïcité* est, en revanche, intraduisible. En **Droit**, la *laïcité* est « *une conception politique impliquant la séparation de la société civile et la société religieuse, l'Etat n'exerçant aucun pouvoir religieux et les Eglises aucun pouvoir politique.* » (Capitant, 1936)

Mais la notion renvoie, au-delà de la dissociation du religieux et du politique qui caractérise tous les pays modernes, au conflit qui oppose, depuis la Révolution, l'Eglise Catholique et la République. Avec Bauberot²⁰, on peut identifier deux « seuils » historiques de laïcisation. Le premier correspond à l'instauration du pluralisme religieux et au desserrement des liens privilégiés d'une confession particulière avec la société civile et avec l'Etat. La Constitution de 1791 inaugure cette phase en refusant à l'église catholique le statut de religion d'Etat, en même temps qu'elle affirme la liberté pour chaque citoyen « *d'exercer le culte auquel il est attaché* ». Avec le régime Concordataire de 1801, l'utilité sociale de la religion demeure publiquement *reconnue* : les institutions religieuses sont traitées comme des institutions publiques et placées sous le contrôle de l'Etat. Avec la loi de la Séparation de l'Eglise votée en 1905 s'ouvre un second seuil : celui de la privatisation. L'Etat garantit à chaque citoyen la liberté de professer sa religion s'il en a une. Mais la religion est affaire strictement personnelle et optionnelle, et l'Etat « *ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte* ». Votée dans une « atmosphère de guerre de religions » (Remond²¹), la loi parvint, en dépit d'affrontement dont l'école reste un enjeu majeur, à pacifier les rapports entre l'Etat et l'Eglise, dès lors que la nature monarchique ou républicaine du régime cessa d'être au sens de l'Etat. Le ralliement des catholiques à la République au cours du XIX^e s et l'Union sacrée de 1914-1918 apaisèrent la « guerre des deux francs. » (Poulat²²) Mais le compromis qui vit le jour après 1945 rencontre aujourd'hui un autre défi : celui de l'adaptation du pacte laïque aux conditions d'une France multireligieuse, où l'islam est, par le nombre, la seconde religion après le catholicisme. (1999 : 303)

Nous définissons la laïcité comme l'acte du 26 août 1789 décrétant la liberté religieuse dans

²⁰ Jean Bauberot, 1990 : *La laïcité, quel héritage ? De 1789 à nos jours*. Genève. Labor et Fides.

²¹ René Remond, 1974 : *Introduction à l'histoire de notre temps. Le XIX^e s, 1815-1914*. Seuil. Tome 2.

²² Emile Poulat, 1987 : *Liberté, laïcité. La guerre des deux Francs et le principe de la modernité*. Cujas / cerf.

l'article X de la 'déclaration des droits de l'homme et du citoyen'. La laïcité c'est donc une intervention française créée pour stipuler la scission entre l'Etat et tout pouvoir religieux en 1905. Elle est le fondement même de la République française.

Religion

- Pour le **PR** (1996 : 1918) la *religion* : n.f. – 1085 « monastère ». lat. religio : « attention scrupuleuse, vénération », de *delegue* : « recueillir, rassembler » (de *legere* : « ramasser » et Fig. « lire »), ou de *religare* : « relier ».
 - I.** (1170). *Ensemble d'actes rituels liés à la conception d'un domaine sacré distinct du profane, et destinés à mettre l'âme en rapport avec Dieu.*
 - 1. La religion** : reconnaissance par l'être humain d'un pouvoir ou d'un principe supérieur de qui dépend la destinée et à qui obéissance et respect sont dus.
 - 2.** (XII^e). *Attitude particulière dans les relations avec dieu ⇒ foi, déisme, panthéisme.*
 - 3. Une religion** : système de croyances et de pratiques, impliquant des relations avec un principe supérieur, et propre à un groupe social ⇒ confession (3^o), croyance, culte.
- Le **PLI** (2005 : 916) définit la *religion* comme :
 - 1.** *L'ensemble de croyances et de dogmes définissant le rapport de l'homme avec le sacré.*
 - 2.** *C'est l'ensemble de pratiques et de rites propres à chacune de ces croyances. Exemple : religion catholique.*
- Pour Danièle **Hervieu-Léger** dans le **DS**, « *La religion est une forme d'organisation du croire qu'on définit couramment soit à partir des contenus de croyance qu'elle véhicule, soit à partir des fonctions sociales qu'elle remplit. Une autre approche met en avant le type particulier de légitimation que ce croire requiert.* » (1999 : 447)

Nous définissons la religion comme, toute croyance dogmatique menant à accomplir des rituels, afin de se rapprocher de la Suprématie, pour être sacrée.

Culture

- Selon le **Dictionnaire de Linguistique et des Sciences du Langage**²³ (désormais DLSL), la culture c'est : « *L'ensemble de représentations des jugements idéologiques, et des sentiments qui se transmettent à l'intérieur d'une communauté.* »

« La culture comprend ainsi notamment toutes les manières de se représenter le monde extérieur, les rapports entre les individus, les autres peuples et les autres individus. Y entre aussi tout ce qui est jugement explicite ou implicite porté sur le langage ou par l'exercice de cette faculté. Ainsi, la croyance que le soleil se « levait » et « se couchait » a fait partie de la culture des Français jusqu'aux temps modernes ; les religions, les tabous, les superstitions, les préjugés, etc. entrent dans la culture de peuples ; la manière conventionnelle dont les Français se représentent les Italiens, les Espagnols, les Allemands, etc., et portant tous les présupposés raciaux (et racistes) en relèvent « également. » (1994 : 128)

- Le **PR** (1996 : 525) propose deux grandes définitions profondes de la culture.

Culture : n.f. – v. 1550 ; de l. Culture.

1. (v. 1550). *Développement de certaines facultés de l'esprit par des exercices intellectuels appropriés. Par extension : ensemble des connaissances acquises qui permettent de développer le sens critique, le goût, le jugement ⇒ connaissance, éducation, formation, instruction.*
2. *Ensemble des aspects intellectuels propres à une civilisation, une nation. Exemple : la culture gréco-latine.*

- **Christian Jelen**²⁴ (1998), parlant de la culture - quant à la façon de la définir – nous fait un long exposé sur ce terme :

« Qu'appelle-t-on 'culture', de nos jours, - de moins en moins le développement des facultés des facultés de l'esprit, la connaissance, l'instruction, le savoir, un bagage intellectuel. De plus en plus n'importe quelle forme d'esprit collectif. Aussi parle-t-on de 'culture d'entreprise' ou de 'culture footballistique'. Quand des jeunes issus de l'immigration disent : « nous voulons garder notre culture », que veulent-ils ? Parfois, comme Kelkad, des interdits alimentaires. » (P.20). Il continue plus loin : « culturelles » sont devenues des coutumes

²³ Jean Dubois, 1994. Larousse.

²⁴ Christian Jelen (1998) : *La France éclatée ou les reculades de la République.*

ancestrales même abominables comme l'excision, même pratiquées sur notre sol. « Culturelles » sont des traditions perpétrant l'inégalité de la femme, la polygamie, l'emprise de la religion dans tous les aspects de la vie ; « culturelles » sont des pratiques religieuses prônant la disparition de la laïcité et de l'édification d'un ordre moral étouffant – et violation de nos lois républicaines. » (P. 21)

- Pour **Pierre Ansart** : *Culture* vient du latin *cultura* « action de cultiver la terre », ce terme prend, au XVI^e s, le sens moral de « développement des facultés intellectuelles par des exercices appropriés ».

La culture c'est donc, l'étude des pratiques symboliques individuelles et collectives, dans tous leurs aspects relationnels, leurs significations, fonctions et conséquences sociales. (1999 : 125)

Culture, nature, civilisation. Le concept de *culture* est l'un des plus employés en **anthropologie**, en **ethnologie** et en **sociologie**, mais il ne peut être utilisé qu'avec précaution tant il est riche d'ambiguïtés et de confusions. Si l'on retient, en effet, que toute pratique humaine est simultanément une pratique culturelle par opposition à ce que serait la nature, tous les faits sociaux, toutes les relations sont des faits de culture et tous les domaines qui relèvent des études sociologiques illustrent des dimensions de la culture. L'emploi de ce terme impose donc d'en faire une critique. L'histoire du concept éclaire certaines ambiguïtés actuelles. Le mot latin *cultura*, qui signifiait le soin apporté au travail de la terre a pris au XVI^e s, un sens actif et figuré désignant le fait de développer une faculté, un art. Au XVII^e s, le terme se généralise et est utilisé pour désigner « la culture des lettres, des arts, des sciences ». A la fin du siècle, *culture* finit par être employé pour désigner la formation de l'éducation, il se trouve associé, dans le contexte à l'idéologie des Lumières, aux idées de raison, d'évolution, de progrès. Il est alors proche, dans sa signification, du mot « civilisation » qui désigne le raffinement des mœurs mais, plus généralement, le processus qui arrache l'homme à l'irrationalité et conduit à l'amélioration universelle des institutions.

Le XIX^es « culture » et « kultur ». C'est sur ce point que s'est ouverte la polémique, menée par des écrivains Allemands pendant et après la période napoléonienne. Il s'agissait alors, pour les intellectuels de la bourgeoisie allemande, d'opposer aux cours princières et à la philosophie française des Lumières des valeurs nationales. Le concept de *Kultur* est alors repris dans un sens particulariste et positif pour exalter les caractéristiques de la nation allemande. Herder exalte, en ce sens, le génie nationale de chaque

peuple, le *volksgeist*, la langue, les particularités populaires, contre l'universalisme de la « civilisation » et l'impérialisme du siècle des Lumières français. Cette querelle symbolique est poursuivie par les auteurs romantiques, elle se prolonge au XIX^e s. Les auteurs français, issus de la tradition universaliste de la Révolution de 1789, se refusent à enclorre la culture dans les particularités nationales ou ethniques et conservent au mot *culture* sa signification universalisante.

Culture et ethnologie. C'est la fin du XIX^e s, que viendra, de l'ethnologie, la réponse à ce débat par le rapprochement des deux significations et l'abandon des nuances normatives qui leur étaient inhérents. Les ethnologues contemporains de Spencer, réservés à l'égard de son évolutionnisme, reprennent le terme de *culture* en ne lui donnant qu'un sens descriptif. Comparant, rapprochant les sociétés qu'ils étudient, ils suent de ce terme pour désigner les usages, les croyances, les techniques, tous les objets d'étude dont ils font la description. (1999 : 126, 127, 128)

- Pour notre part la culture c'est, l'ensemble des idéologies traditionnelles, intellectuelles, politiques et sociales qui existent entre les humains et les rapports qui puissent exister entre eux.

Multiculturalisme

- **Le PLI** (2005) définit le *multiculturalisme* comme :
 1. *La coexistence de plusieurs cultures dans une société, un pays.*
 2. *Le courant de pensée américaine qui remet en cause l'hégémonie culturelle des couches blanches dirigeantes à l'égard des minorités (ethniques, sexuelle, etc.) et plaide en faveur d'une pleine reconnaissance de ces dernières. (P. 715)*
- **Michel Wievora** dans le **DS**, commence par donner l'origine du terme *multiculturalisme*, avant d'en donner la définition. Ce terme est apparu au Canada à la fin des années 60, à la fin des débats politiques lié à la question québécoise, le terme de *multiculturalisme* a pris son essor dans les années 80. Il renvoie à trois registres distincts analytiquement mais souvent confondus dans la pratique.

1. Le registre proprement **sociologique** s'intéresse à la présence dans une société donnée, de différences culturelles, à l'existence de demandes et d'affirmations

identitaires, religieuses, ethniques, nationales, raciales, etc. Quatre logiques principales sont à l'œuvre ici : *logique d'antériorité* (Indien d'Amérique par exemple), *d'importation* (avec l'immigration), de *reproduction* (minorités régionales par exemple), enfin et surtout de *production*.

2. Le registre de **philosophie politique et de l'éthique** situe le multiculturalisme dans les tensions entre tenants d'un universalisme qui n'admet des individus dans que l'espace public, et partisans d'une plus ou moins grande reconnaissance des particularismes culturels. Dans le monde anglo-saxon, la discussion oppose *Communitarians*, favorables à cette reconnaissance, et *Liberals*, qui lui sont hostiles ; en France, les positions radicales d'intellectuels « Républicains » universalistes, assimilant toute reconnaissance de la différence au développement d'un communautarisme ravageur, ont longtemps retardé l'ouverture du débat.

3. Enfin, le multiculturalisme peut être une politique, éventuelle et inscrite dans la loi fondamentale d'un Etat, dont l'objectif est de concilier le droit des individus et des groupes à maintenir une culture propre, et la possibilité pour chacun de s'intégrer à la nation et de participer pleinement à la vie de la cité. Au Canada, en Australie, en Suède, cette pratique s'efforce d'articuler la reconnaissance des particularismes culturels au traitement des inégalités et des difficultés sociales des groupes concernés. Aux USA, le multiculturalisme est éclaté ; les problèmes sociaux des minorités sont l'objet des politiques très controversés de l'*affirmative action* (discrimination positive), tandis que leur reconnaissance culturelle, surtout à l'école et dans l'université relève d'autres efforts, débouchant parfois sur des excès du *politically correct*. (1999 : 335)

Nous nous attelons à cette définition-explication de Wievora que nous trouvons explicite.

Transculture ou transculturel

- Pour le **LPR**, *Transculture* : adj. mil. XXe. De *trans-* et *culturel*. Didact. *Qui concerne les relations entre cultures différentes*. (1996 : 2292)
- Dans le **DS**, le terme *transculturalité* (PP 339-340) renvoie au terme *métissage*. C'est donc le terme *métissage* que **François Laplantine** définit.

Ainsi, *Métissage* = mélange et croisement des cultures et des populations différentes. (P 339)

La transculturalité chez Ortiz. L'ethnologue et musicologue Cubain Ortiz peut être considéré avec Freyre²⁵ et, avant Bastide, comme l'un des tous premiers théoriciens, du métissage. Dans le livre publié en 1940, il introduit le concept de **transculturalité** dans la pensée anthropologique.

Malinowski, dans une préface très enthousiaste à cet ouvrage, résume ainsi les idées d'Ortiz²⁶ sur la transculturalité : « *C'est un processus dans lequel on donne toujours quelque chose en échange de ce que l'on reçoit. C'est un processus dans lequel les deux parties de l'équation sortent modifiées. Un processus dans lequel émerge une nouvelle réalité, composite et complexe, une réalité qui n'est ni l'agglomération mécanique des caractères, ni une mosaïque, mais un phénomène nouveau, original et indépendant.* »

L'expression « Melting pot ». Il convient de rappeler enfin l'existence d'une notion populaire très proche de la transculturalité. C'est l'expression de *melting pot*, qui provient d'une pièce de théâtre d'Israël Zangwill, représentée pour la première fois en 1980 à Washington et dédiée au président des Etats-Unis Théodore Roosevelt. Dans *melting pot*, David Véra, survivant du Progom de Kitchinev, rencontre la belle Véra, Slave, orthodoxe et fille du bourreau de David. Dans le « creuset » de cette union, les différences vont se mélanger jusqu'à fusionner, toutes les populations de la terre se réconcilient pour ne faire qu'une seule nation. Il n'y a plus que des Américains. Remarquons ici que le mythe de *melting pot* n'est pas sans rappeler la légende d'Iracéma forgée au Brésil en 1857 par José de Alençar : de l'union d'un Portugais et d'une Indienne est née Iracéma - anagramme de *América* – qui, n'est pas seulement Portugaise ni seulement Indienne, mais symbole de la nation brésilienne de ce qu'elle a d'universel.

Le métissage comme troisième voie. Les catégories de miscégenation (Freyre, 1974), de transculturalité (Ortiz, 1991 ; Bastide, 1970), de *melting pot* (Zangwill²⁷, 1975), de mixité, d'hybride (Canclini²⁸, 1992), ou encore d'assemblage, de bricolage (Lévi-Strauss²⁹, 1962), de

²⁵ Gilberto Freyre, 1974 : *Liberté, laïcité. La guerre de deux Francs et le principe de la modernité*. Cujas / Cerf.

²⁶ Fernando Ortiz, 1991: '*Contrapunteo cubano del tabaco y el azúcar*'. La Havana. Editorial de Ciencias Sociales.

²⁷ Israël Zangwill, 1975: *The Melting Pot*. New York. Arno Press.

²⁸ Nestor Garcia Canclini, 1992: *Culturas híbridas*. Buenos Aires. Sud America.

²⁹ Claude Lévi-Strauss, 1962 : *La pensée sauvage*. Plon.

Composite (Glissant³⁰, 1996), demeurent néanmoins non seulement insuffisantes, mais inadéquates pour rendre compte du métissage, car elles supposent encore l'existence d'éléments ontologiquement et historiquement premiers qui seraient accessoirement rencontrés pour produire du dérivé. On postule, à travers ces différentes catégories, l'existence de deux individus originellement « purs » ou, plus généralement, d'un état initial- racial, social, culturel- d'un ensemble homogène, qui à un certain moment aurait rencontré un autre ensemble, donnant ainsi naissance à un phénomène « impur » ou « hétérogène ». Or le métissage contredit précisément la polarité *homogène / hétérogénéité*. Il s'offre une troisième voie entre la fusion totalisante et l'homogène et la fragmentation différentialiste de l'hétérogène. Le métissage est une composition dont les composantes gardent leur intégrité. Non seulement les individus ne s'appréhendent plus eux-mêmes à partir d'une matrice culturelle exclusive (qui serait européenne, africaine, malgache ou tamoute de la Réunion, portugaise, indienne du Brésil) ni ne forment des groupes *métis* séparés (comme en Inde pour les descendants des Anglais et des Hindous, ou en Afrique du Sud), mais ne se reconnaissent pas non plus dans une totalité différenciée (dans les années 30 au Brésil, *l'Estado novo* de Vargas, crée, avec la samba, le paradigme d'une « pureté métisse » hégémonique, patriotique et défensive).

Le métissage - qui suppose la reconnaissance de l'autre en chacun de nous ainsi que l'acceptation de la pluralité, non fragilité provisoire mais comme valeur constituante - survient en particulier dans les sociétés comme le Brésil, les Caraïbes, l'île Maurice, l'île de la Réunion lorsque le flux des imbrications est tel qu'il devient vain de se demander à quel fleuve principal appartient les différents affluents, car la culture vers laquelle on va, l'emporte sur la culture dont on vient. (1999 : 340)

Etant donné que le terme transculture implique la relation entre plusieurs cultures, nous la comprenons et la définissons _ dans le sens de ce travail _ comme une sorte de 'dépassement' de sa culture (sans la nier) pour accepter celle des autres, afin d'« être en paix » avec la culture française. Nous explicitons : le fait de se « débarrasser » de tous les maux qui empêchent l'entente entre différents Français de par leurs différences culturelles, pour s'allier à une seule et même culture : la culture française, celle qui unit le pays tout entier. Bref, réussir un métissage parfait.

³⁰ Edouard Glissant : 1996 : *Introduction à une poétique du divers*. Gallimard.

CHAPITRE II. HISTOIRE DE L'IMMIGRATION EN FRANCE ET LA POLITIQUE FRANCAISE D'IMMIGRATION

1. Les débuts de l'immigration

Le phénomène d'immigration en France remonte loin dans l'histoire. Malheureusement, bien que des milliers, des centaines, des dizaines de milliers d'immigrés et immigrants aient foulé le sol français, il ne reste pas beaucoup de traces historiques claires de leur passage.

La France en effet a toujours survolé ce volet de l'histoire, en occultant des points importants, si bien que les traces de l'immigration ne sont pas très bien connues_ côté statistiques_ comme aux USA par exemple, où le phénomène de l'immigration est étudiée depuis fort longtemps, car l'immigration y est considérée comme un fait interne, inhérent à la constitution du pays, de la nation américaine. En France, cette question est considérée comme nouvelle, provisoire, passagère et marginale. Il ne peut donc y avoir aucun lien avec la Constitution de la France, de la nation française, des Français et de leur passé. C'est une question externe. A la fin du XIX^e S, la France est pourtant devenue une terre d'immigration avec comme principaux fournisseurs de main-d'œuvre ses pays voisins, à savoir : l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Suisse et surtout la Pologne.

1.1. Quelques dates clés des événements et des lois ayant marqué l'histoire de l'immigration en France

Pour mieux comprendre l'histoire de l'immigration française, quelques dates clés viennent à point nommé nous éclairer sur deux périodes de l'histoire des immigrés en France :

- **Fin XIX^e s - début XX^e s :**

La France devient un pays d'immigration.

- **Première moitié du XX^e s :**

- **1901 – 1938 :** Jusqu'en 1917, une simple déclaration à la mairie de leur résidence suffit aux étrangers *pour s'établir en France et y exercer une profession.*

- **1914 – 1918** : Le Ministère de l'Armement recrute des travailleurs nord-Africains, Indochinois et Chinois.

- **2 avril 1917** : Un décret institue pour la première fois une carte de séjour pour les étrangers de plus de 15 ans résidant en France.

- **Entre 1917 – 1939** : Développement de l'immigration et apparition d'une immigration politique (Russes, Arméniens, Allemands, Italiens, Espagnols).

- **1924** : Organisation du recrutement à travers la Société Générale d'Immigration, constituée par les organismes nationaux spécialisés.

- **1927** : Vote d'une loi permettant l'extraction des étrangers.

- **1931** : La crise économique internationale frappe la France. Des dispositions sont prises pour ralentir l'entrée des étrangers en France.

- **10 août 1932** : Une nouvelle loi accorde la priorité du travail à l'ouvrier Français dans l'industrie en instaurant des quotas d'ouvriers étrangers dans les entreprises.

- **Avril 1933** : La loi Ambuster limite l'exercice de la médecine aux titulaires Français d'un doctorat de médecine.

- **Juin 1934** :

- Les avocats, fortement représentés au Parlement, font voter une loi interdisant aux Français naturalisés l'inscription au barreau pendant une durée de 10 ans.

- Une aide au rapatriement des ouvriers volontaires est décidée.

- **1935**

- Des retours forcés sont organisés. Ils concernent particulièrement les ressortissants Polonais.

- Le premier gouvernement du Front Populaire (1936) représente un intermède libéral, plus par l'interprétation de textes précédemment votés et par la façon de les

mettre en œuvre que par l'adoption d'une législation nouvelle.

- **De 1937 – 1939** : Mesures restrictives et libérales vont se conjuguer : ainsi un simple arrêté ou l'accord de l'inspecteur du Travail suffit pour qu'une entreprise obtienne une dérogation aux quotas d'emploi d'étrangers, les naturalisations sont favorisées à l'approche de la guerre.

- **1940** : Sous Vichy, s'élabore une politique à l'égard des étrangers. Après la loi sur le statut des Juifs mettant tous les Juifs au ban de la société, la loi du 4 octobre 1940 sur « les ressortissants étrangers de race Juive » permet d'interner ceux-ci dans des camps spéciaux par décision du Préfet du département de leur résidence. La loi du 27 septembre 1940 concernant les autres étrangers non juifs, règle le sort des « étrangers en surnombre dans l'économie nationale » : l'étranger est soumis à une surveillance étroite et n'a plus le droit de libre circulation sur le territoire et ne bénéficie pas de la législation du travail.

- **2 novembre 1945** : vote de l'ordonnance sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Trois cartes de séjour d'une durée variable sont instaurées (un, trois et dix ans). L'immigration des familles, souhaitée dans une *optique démographique*, est favorisée. L'ordonnance met en place la double peine, qui donne la possibilité aux magistrats d'expulser les personnes étrangères ayant commis un délit.

- **De 1945 – 1955** : l'immigration en France reste encore marginale.

- Les « Trente Glorieuses » :

- **De 1956 – 1972** : l'immigration s'accélère avec la décolonisation et l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 1958, du traité de Rome qui instaure le principe de libre circulation. La modernisation de l'appareil productif aboutit à remplacer une main-d'œuvre qualifiée et organisée par une main-d'œuvre nouvelle effectuant un travail parcellisé avec une productivité accrue.

L'immigration des années 60 a introduit une profonde diversification des sources de recrutement. L'immigration italienne connaît dès lors un déclin progressif, au profit de l'immigration portugaise et espagnole - surtout après l'accord franco-espagnol en 1961 et après l'accord franco-portugaise en 1963. Il se trouve aussi que l'immigration marocaine reprend avec une certaine importance (après l'accord de 1963) et l'immigration tunisienne se développe. On note

aussi le développement très marqué de l'immigration algérienne après la fin de la guerre (1954-1962). Cette ère est également celle du début de l'immigration de l'Afrique subsaharienne à partir de 1963.

- **Juillet 1968** : signature d'une lettre-circulaire supprimant la procédure de régularisation pour les travailleurs non qualifiés, cette procédure reste admise pour l'immigration des familles, des portugais, des employés de maison et de certains travailleurs qualifiés. L'accord franco-algérien de décembre 1968 introduit un contingentement de travailleurs algériens en France.

- **23 février et le 15 septembre 1972** : Signature des circulaires « Marcelin » (ministre de l'Intérieur) - « Fontanet » (ministre du Travail) subordonnant la politique de recrutement des travailleurs étrangers à la situation de l'emploi en liant l'autorisation de séjourner en France à la détention d'un emploi : la perte de l'emploi impliquant la perte de la carte de séjour.

- **14 juin 1973** : Une nouvelle circulaire, signée par le ministre de Travail Gorse, donne la possibilité aux travailleurs étrangers « clandestins » entrés en France avant le 1^{er} juillet 1973 d'être régularisés et ceci jusqu'au 30 septembre 1973.

Ces circulaires, violemment contestées par une fraction de l'opinion publique du monde militant immigré, seront abrogées par le Conseil d'Etat en juin 1974.

- **Fin des « trente Glorieuses », mise en place d'une politique de contrôle des flux migratoires.**

- **1974 – 1981** : Election de Valéry Giscard d'Estaing à la Présidence de la République, le 19 mai 1974.

La politique de Valéry Giscard D'Estaing en matière d'immigration se caractérise par l'arrêt de toute nouvelle immigration, par un contrôle rigoureux des entrées et des séjours (tout un arsenal de circulaires et décrets sont signés pendant cette période ou modifiés), l'encouragement à des retours volontaires des immigrés dans leur pays d'origine et par un programme d'insertion de ceux qui sont établis en France.

- **5 juillet 1974** :

- Sur proposition d'André Postel-Vinay, nommé à la tête du Secrétariat d'Etat aux Travailleurs Immigrés crée le 7 juillet 1974, le gouvernement français décide de suspendre l'immigration des travailleurs et des familles, sauf pour les ressortissants de la CE. L'immigration des travailleurs reste suspendue jusqu'en 1977, l'immigration des familles est à

nouveau autorisée en 1977.

- Les conseils des ministres des 9 octobre 1974, 21 mai 1975 et 6 novembre 1975 précisent les orientations du Gouvernement en matière d'insertion : l'accent est mis sur les problèmes d'accueil et de logement, d'alphabétisation, de formation professionnelle et de promotions culturelles.

· **10 juillet 1975** : La loi du 10 juillet 1975 permet aux immigrés d'être élus comme représentants des salariés dans une entreprise.

· **1977** : *Le « million Stoléru »*. Mise en place d'une aide au retour volontaire : une prime de retour de 10.000 FF.

· **1978** : Mise en place d'un mécanisme de retours organisés et forcés d'une partie de la main d'œuvre étrangère, installée jusque là régulièrement, et parfois depuis longtemps en France. L'objectif affiché est le retour de 500.000 étrangers. Les États du Maghreb sont particulièrement visés par ces mesures étalées sur 5 ans, notamment l'Algérie.

· **1980** :

- 10 janvier : Promulgation de la loi 80-9, dite loi Bonnet, relative à la prévention de l'immigration clandestine et portant modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrées et de séjour en France des étrangers : elle rend plus strictes les conditions d'entrée sur le territoire ; elle fait de l'entrée ou du séjour irrégulier un motif d'expulsion au même titre que la menace pour l'ordre public, et prévoit la reconduite de l'étranger expulsé à la frontière et sa détention dans un établissement s'il n'est pas en mesure de quitter immédiatement le territoire.

- 10 mai : Marche nationale à Paris, en France du PS, du PSU, de la CFDT, de la CR et de la Ligue des Droits de l'Homme pour protester contre le projet de la loi Stoléru concernant le renouvellement des cartes de séjour et de travail, contre le projet d'Ornano codifiant l'accès aux foyers collectifs et contre les limitations à l'inscription des étudiants étrangers dans les universités françaises.

- 14-15 octobre : le 14, M. Lionel Stoléru, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Travail et de la Participation (Travailleurs manuels et immigrés) affirme, à Metz (Moselle), qu'« il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France ». Le 15, condamnation des propos de M. Stoléru par les syndicats CGT et CFDT et par la Fédération des

associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI).

- **1981** : La loi Peyrefitte légalise les contrôles d'identité à titre préventif.

- 10 mai : Election de F. Mitterrand à la tête de la Présidence.

- 27 mai : Instructions du ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, aux préfets sur les expulsions d'étrangers : suspension de toute expulsion ; octroi d'une autorisation provisoire de séjour aux étrangers bénéficiant de cette suspension, interdiction d'expulser des étrangers nés en France ou entrés en France avant l'âge de 10 ans.

- 8 juillet : Déclaration de la politique générale de M. Pierre Mauroy, Premier Ministre, qui présente le programme du gouvernement sur lequel il demande un vote de confiance : efforts de solidarité accrus vis-à-vis des travailleurs immigrés et des rapatriés ; limitation de l'immigration nouvelle par les accords bilatéraux avec les pays concernés.

- 8-11 août : Visite de Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, en Afrique du Nord : les 8-9 à Alger (amélioration du sort des immigrés : annonce d'un projet de loi accordant le droit de vote aux immigrés installés en France pour les élections municipales).

- 11-18 août : Circulaire précisant les conditions de régularisation exceptionnelle instaurées en faveur des travailleurs clandestins et des autres immigrés en situation légale : fournir une preuve de la présence en France depuis le 1^{er} janvier 1981, occupant un emploi stable depuis un an.

- 2-9 septembre 1981 : Adoption d'un projet de loi garantissant la liberté d'association des étrangers.

- 9 octobre 1981 : La loi du 9 octobre supprime le régime dérogatoire des associations étrangères institué par le décret de 1939, qui subordonnait la constitution de ces associations à l'autorisation du Ministre de l'Intérieur.

- 30 octobre 1981 : La loi du 27 octobre 1981 abroge les dispositions de la loi Bonnet et introduit dans l'ordonnance une série de garanties nouvelles pour les étrangers : l'expulsion ne peut-être prononcée que si l'étranger a été condamné à une peine au moins égale à un an de prison ferme ; les étrangers en situation irrégulière ne peuvent être reconduits à la frontière qu'après un jugement et en plus par la voie administrative ; les étrangers mineurs ne peuvent plus faire l'objet d'une mesure d'éloignement, et ceux qui ont des attaches personnelles ou familiales en France ne peuvent être expulsés qu'en cas d'urgence absolue, lorsque la mesure constitue « une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou pour la sécurité publique ».

- 25 novembre 1981 : Une circulaire du Ministère du Travail supprime le dispositif d'aide au retour (prime de 10.000 FF, des immigrés à leurs familles dans leur pays

d'origine).

- **1982** : 1^{er} septembre communiqué du Secrétariat d'Etat Chargé des immigrés annonçant la fin de la procédure de régularisation des « sans papiers » : délivrance d'environ 105.000 cartes de travail et de séjour valables un an.

- **1983** : 31 août, présentation en conseil de ministre d'un ensemble de mesures destinées à lutter contre l'immigration illégale et faciliter l'insertion des populations immigrées : contrôle systématique des clandestins et lutte contre leurs employeurs ; réduction du nombre des travailleurs saisonniers (disposition particulière pour les ressortissants du Maghreb ; simplification des mesures d'obtention du titre de travail ; représentation des immigrés dans la commission nationale de la main-d'œuvre étrangère ; moyens d'actions scolaire, culturelle, de formation professionnelle, d'information ; résorption de l'habitat insalubre ; lutte contre l'intolérance le racisme, la violence).

- **1984** :

- 4 avril : Communiqué en Conseil des ministres prévoyant une aide à la réinsertion des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine et la création du titre unique de séjour et de travail de dix ans.

- Octobre : Communication en Conseil des ministres du ministre des Affaires sociales et de la solidarité nationale sur la politique de l'immigration. Mesures en faveur de la formation, lutte contre le racisme, surveillance de l'entrée sur le territoire (centralisation des données, accroissement des moyens de police de l'air et des frontières, possibilité de sanction des séjours irréguliers par une interdiction de retour sur le territoire français).

- **1985** :

- Janvier : Publication d'une œuvre de Bernard Stasi, vice-Président du CDS, « *L'immigration, une chance pour la France* », en faveur d'un « métissage culturel », d'une politique d'insertion des immigrés et du respect d'un « droit à la différence ». M. Christian Bonnet, Sénateur RI, demande à M. Jean Lecanuet, Président de l'UDF la mise en congé de l'UDF- de M. Stasi, en raison des positions exprimées dans son ouvrage.

- 7 mai : Déclaration, à Bruxelles 'Belgique de Mme Catherine Lalumière, Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes : nécessité, avant d'alléger les contrôles aux frontières entre les pays de la CEE, d'une harmonisation des législations en matière de lutte

contre la drogue, le terrorisme et l'immigration clandestine.

- 25 octobre : Déclaration de F. Mitterrand, Président de la République, lors de l'inauguration du Haut Conseil de la Population et de la Famille : nécessité de lutter contre la dénatalité et d'aborder avec « ouverture et générosité » le problème de l'immigration.

· **1986-1988 : *L'opposition RPR-UDF remporte les élections législatives de la première période à la cohabitation entre 1986 et 1988.***

· **1986 :**

- Juillet-août : Discussion à l'Assemblée Nationale puis au sénat, du projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Condamnation, par l'opposition, des moyens mis en place qui « consistent à suspecter l'ensemble des communications étrangères ». C. Pasqua, ministre de l'Intérieur, déclare que le projet est l'expression d'un juste équilibre entre la nécessité de mettre fin au laxisme et l'obligation de la générosité.

- Septembre : Publication au Journal Officiel, de la loi n°86-1025 du 9 sept. 1986, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. (J.O n° 212). Elle rend aux Préfets le droit de prononcer la reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière ; elle rétablit le régime de l'expulsion tel qu'il existait antérieurement à la loi du 29 sept. 1981 ; elle restreint la liste des étrangers qui obtiennent de plein droit une carte de résident et celle des étrangers protégés contre les mesures d'éloignement du territoire.

- 20 octobre : Déclaration de R. Pandraud, ministre délégué à la sécurité, dénonçant les abus du droit d'asile.

· **1987 :**

- 22 juin : Installation de la commission du code de la nationalité, par J. Chirac, Premier Ministre, dont la présidence est confiée à Marceau Long.

- Septembre-octobre : Auditions publiques de la Commission des seize chargée d'étudier une réforme éventuelle du code de la nationalité.

· **1988 :**

- 7 janvier : Remise à J. Chirac, Premier ministre, par Marceau Long, Vice-Président du conseil d'Etat et président de la Commission de la nationalité, du rapport « Etre Français aujourd'hui et demain » qui formule une série de propositions pour une réforme du code de la nationalité visant notamment à faciliter l'acquisition de la nationalité française par les jeunes de seize à vingt et un ans, nés en France de parents étrangers et y résidant depuis au

moins cinq ans, en exigeant d'eux une « déclaration individuelle, personnelle et simplifiée ».

Décret du 7 janvier 1988 : l'ONI devient l'OMI³¹ et le rôle de l'établissement dans l'expatriation est confirmé.

- Mai : F. Mitterrand est réélu à la présidence de la République.

·1989-1993 : *Second mandat de F. Mitterrand.*

· 1989 :

- Janvier : Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, annonce la signature de quatre circulaires modifiant certaines mesures d'application de la « loi Pasqua » de 1986 et assouplissant les conditions de séjour des étrangers en France (notamment la régularisation de la situation des conjoints des Français, des parents étrangers d'enfants français, des jeunes étrangers majeurs) et la discussion au parlement d'une nouvelle législation sur le séjour en France des étrangers en avril 1989.

- 24 avril : Présentation par P. Joxe, ministre de l'Intérieur, d'un avant-projet sur les conditions d'entrée et de séjour des immigrés en France (texte remanié après consultation de cent vingt associations qui estimaient d'une manière générale le texte trop proche de la « loi Pasqua » du 09 septembre 1986).

- 8 août : Publication au J.O n° 183 du 7-8 août 1989 de la loi n°89-548 du 2 août 1989 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, dite « loi Joxe ». Elle assure la protection contre l'expulsion des personnes ayant des attaches personnelles ou familiales en France ; elle instaure un contrôle préalable sur les décisions préfectorales de refus de séjour, qui doivent être soumises à une commission du séjour composée de trois magistrats, et d'un recours juridictionnel suspensif contre les mesures de reconduite à la frontière.

- **10 décembre** : Interview sur *Antenne 2* et *Europe 1* de F. Mitterrand, Président de la République. Le président estime, en matière de l'immigration, que le seuil de tolérance a été atteint dans les années 70, d'où la nécessité d'allier la fermeté vis-à-vis de l'immigration clandestine à une politique d'intégration ; il affirme personnellement favorable au droit de vote des immigrés aux élections locales, mais rejette l'idée d'un Référendum à ce sujet.

- 19 décembre : Création du haut Conseil à l'intégration par décret

³¹ Office des Migrations Internationales.

n° 89-912 : le « conseil a pour mission de donner son avis et de faire toute proposition utile, à la demande du Premier Ministre ou du Comité interministériel à l'intégration, sur l'ensemble des questions relatives à l'intégration des résidents étrangers ou d'origine étrangère. Il élabore chaque année un rapport qu'il remet au Premier Ministre.

· 1990 :

- 7 janvier : Dans son allocution de clôture à la Rencontre Nationale des élus socialistes originaires du Maghreb, Michel Rocard, Premier ministre déclare : « Nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde. »

- Janvier 1990 : Publication de la loi n°90-34 du 10 janvier 1990, introduisant un recours suspensif d'exécution contre les décisions de reconduite à la frontière.

· 1991

- 21 mars : Remise à Michel Rocard, Premier ministre, du rapport de la commission nationale consultative des droits de l'homme sur la lutte contre le racisme et la xénophobie qui analyse les différentes manifestations du racisme constatées en 1990 et le contexte sociopolitique puis émet des propositions pour l'accueil des étrangers.

- 4 avril : A l'occasion d'un déplacement dans deux communes de la banlieue Nord de Paris, Michel Rocard, Premier ministre annonce dans un discours sur « le devoir d'intégration » dans les cités, le dépôt d'un projet de loi « relatif à la sécurité intérieure », l'accélération des procédures de naturalisation, l'installation de « maisons de la justice » dans les quartiers et l'examen par le Haut Conseil de l'intégration des procédures de « double peine » (détention expulsion) infligées aux délinquants étrangers.

- 19 avril : Arrêt du Conseil d'Etat qui indique que les immigrés doivent bénéficier de la Convention européenne des droits de l'homme dans les cas où celle-ci est plus libérale que la législation française et impose notamment des limites aux conditions d'expulsion des étrangers.

- 8 juillet : Dans un entretien diffusé sur TF1, Edith Cresson, Premier ministre, réaffirme la position du Gouvernement sur l'immigration clandestine et notamment les reconduites aux frontières. Mme Cresson, déclare que pour cela, « *il ne faut pas prendre les lignes régulières. Il s'agit de reconduire les gens dans leur pays une fois que la justice aura établi qu'ils n'auront pas le droit d'être chez nous. Mais il faut prendre un autre système (...) que vous appelez des charters* ».

- 31 août : Publication au J.O n° 203 du 31 août 1991 du décret n°91-829 du 30 août 1991 concernant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers.

Renforcement des conditions de délivrance des certificats d'hébergement nécessaires aux ressortissants étrangers pour entrer sur le territoire (et autorisant notamment le maire de la commune à vérifier « la réalité des conditions d'hébergement ») et à saisir l'Office des migrations internationales afin de procéder à des vérifications.

- 25 septembre : Présentation en Conseil des ministres d'un projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France : mesures préventives visant à décourager l'emploi non déclaré ; mesures de répression du travail clandestin et du trafic de main d'œuvre et de répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'étrangers en France ; réforme d'application de la peine d'interdiction sauf pour les étrangers ayant des « attaches familiales particulièrement étroites » avec la France).

- 6 novembre : Publication par le Haut Conseil à l'intégration de son deuxième rapport sur les étrangers en France, basé sur le recensement de 1990. Il confirme notamment la stabilisation globale du volume de la population étrangère (3,6 millions de personnes contre 3,7 millions au recensement de 1982), la hausse du nombre des acquisitions de nationalité (3,13% de la population contre 2,6% en 1982).

- 13 novembre : Présentation au Conseil des ministres d'un projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, contenant des mesures législatives pour mettre le droit français en conformité avec la convention du 19 juin 1990 d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 portant suppression graduelle des contrôles aux frontières intérieures. La convention prévoit des obligations et des sanctions applicables aux transporteurs acheminant des étrangers en France.

· 1992

- 1^{er} janvier : Publication au J.O n°1 du 1^{er} janvier 1992 de la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irrégulier d'étrangers en France.

- 5 Février : Publication du rapport du Haut Conseil à l'intégration sur les « conditions juridiques et culturelles de l'intégration », traitant notamment des conditions existant entre la culture et le droit d'origine des immigrés et ceux de France. Le rapport souligne que la France ne peut accepter sur son territoire « des pratiques incompatibles avec ses principes fondamentaux » notamment à l'égard des femmes et des enfants, et que l'excision est « une infraction pénalement réprimée ». Il insiste sur la nécessité de donner un statut législatif au regroupement familial pour en exclure la polygamie, souligne l'importance de la laïcité dans la

société française mais déplore l'insuffisance des lieux de culte musulmans et le manque « d'ouverture » des municipalités face à ce problème.

- 29 février : Publication au J.O n° 51 de la loi n° 92-190 du 26 février 1992, déclarée conforme à la Constitution à l'exception de l'article 8 («Amendement Marchand») créant dans les ports et aéroports des « zones de transit » où les étrangers non autorisés à pénétrer en France auraient pu être maintenus pendant 30 jours maximum (20 jours + 10 sur décision du juge administratif). La loi instaure des sanctions contre les transporteurs qui débarquent sur le territoire français des personnes démunies de passeport ou de visa.

- Juin : Présentation en Conseil des ministres du 3 janvier, d'un projet de loi portant sur la zone d'attente des ports et des aéroports. Le projet dispose notamment qu'un étranger pourra être maintenu en zone d'attente par décision administrative durant 48 heures renouvelables une fois, puis pendant huit jours renouvelables une fois à titre exceptionnel par décision du juge judiciaire (soit un total de 20 jours). Le 17, adoption après déclaration d'urgence en première lecture avec modification par le sénat. Le 24, adoption définitive par l'Assemblée nationale.

- Juillet : Publication de la loi 92-625 du 2 juillet 1992, dite « loi Quilès », relative aux zones d'attente dans les ports et aéroports. La loi permet de maintenir dans les « zones d'attente » des ports et aéroports, pendant un délai qui peut aller jusqu'à vingt jours, les étrangers non admis sur le territoire ainsi que les demandeurs d'asile que le ministre de l'Intérieur vérifie que leur demande n'est pas « manifestement infondée ».

· 1993-1995 : L'opposition RPR-UDF remporte les élections législatives de mars 1993 et ouvrent la deuxième période de cohabitation entre 1993 et 1995.

- Du 11 au 13 mai : Examen et adoption par l'Assemblée nationale de la proposition de loi portant réforme du code de la nationalité, adoptée par le Sénat le 21 juin 1990 et instituant notamment, dans la procédure d'acquisition de la nationalité française par les enfants étrangers nés en France de parents nés à l'étranger, une formalité administrative manifestant leur volonté de devenir Français : les modifications portent notamment sur deux points : allongement à deux ans (au lieu d'un an) du délai d'acquisition de la nationalité française pour un étranger à la suite d'un mariage avec un ressortissant français ; remise en cause de l'acquisition de la nationalité française, à la naissance, pour les enfants nés en France de parents nés en Algérie avant l'indépendance.

- 2 juin : Présentation en Conseil des ministres d'un projet de loi relatif

à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France. Le projet vise notamment à compléter la loi pour consacrer les droits des étrangers, assurer l'intégration réelle des familles étrangères, lutter contre les détournements de procédure en matière d'entrée et de séjour sur le territoire, et combattre l'immigration irrégulière (refus de la délivrance d'une carte de résident à un étudiant, à un étranger polygame ou à son épouse).

- Juillet-Août : Publication au J.O de la loi n° 93-933 du 22 juillet, dite « loi Méhaignerie », réformant le droit de la nationalité, et des lois dites « lois Pasqua », celle du 10 août 1993 facilitant les contrôles d'identité et la loi n° 93-1027 du 24 août 1993 : le Conseil Constitutionnel déclare non conforme à la constitution plusieurs dispositions de ce dernier texte...

- 22 septembre : Présentation en Conseil des ministres d'un projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le Code civil.

· 1994

- 1^{er} janvier : Publication au J.O de la loi n° 93-1416 du 30 décembre 1993 portant divers dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le Code civil.

- 16 octobre : Publication au J.O du décret n° 94-885 du 14 octobre 1994 portant création d'une Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins (DICCILEC).

· 1995-1997 : *Mai 1995, Jacques Chirac est élu Président de la République*

· 1996

- 20 mars : Paul Bouchet remet au Premier ministre le rapport annuel de la Commission nationale Consultative des droits de l'homme (CNCDH) ; le rapport constate notamment la « banalisation des opinions xénophobes », une recrudescence des actes de violence et d'intimidation à caractère raciste visant les personnes d'origine maghrébine, et juge « négatif » l'impact- des récentes modifications législatives sur l'immigration.

- Juin : A Paris et dans plusieurs villes, manifestations pour la « régularisation des sans papiers ».

- 22 août : Dans un avis rendu public, le Conseil d'Etat indique que, si la régularisation n'est pas un droit, l'administration dispose d'un pouvoir d'appréciation au cas par cas.

- 6 novembre : Présentation en Conseil des ministres d'un projet de loi

portant diverses propositions relatives à l'immigration. Sont notamment renforcés le dispositif d'éloignement des étrangers en situation irrégulière, la rétention judiciaire de ces mêmes étrangers, les pouvoirs de police judiciaire à proximité des frontières, les pouvoirs du maire dans la procédure de délivrance des certificats d'hébergement et les moyens de résoudre la situation administrative des personnes que l'on ne peut expulser n'ayant cependant pas le droit au titre de séjour.

•1997-2001

• 1997

- Du 3-14 février : Le 3, la Ligue des droits de l'homme présente un appel « contre la loi Debré », signé par 150 personnalités, demandant le retrait du projet de loi sur l'immigration qui doit être examiné au Parlement à partir du 4, un moratoire sur les expulsions et une régularisation des sans papiers.

- Février-mars : Débat au Parlement et adoption du projet de loi sur l'immigration. Le 27 mars, saisine du Conseil Constitutionnel.

- 22 Avril : le Conseil Constitutionnel déclare contraires à la Constitution deux dispositions de la loi sur l'immigration (la Constitution par la police du fichier des demandeurs d'asile et l'absence de renouvellement « de plein droit » de la carte de résident de 10 ans) (Décision n° 97-398 DC du 22). Le 24, promulgation de la loi n° 97-396 portant divers dispositions relatives à l'immigration (J.O. n° 97 du 25).

Après dissolution de l'Assemblée nationale et élection d'une nouvelle majorité, nomination de Lionel Jospin comme Premier Ministre.

- 10 Juin : Des sans papiers sont reçus à l'hôtel Matignon par Jacques Rigaudiat, Conseiller social de Lionel Jospin, Premier Ministre. Le même jour les services du Premier ministre annoncent une régularisation partielle des sans papiers.

- 31 juillet : Patrick Weil, politologue, remet à Lionel Jospin, Premier ministre, deux rapports sur l'immigration et sur la nationalité, qui, sans abroger les « lois Pasqua-Debré », proposent notamment : un renforcement du droit d'asile, un assouplissement des formalités d'entrée en France, un meilleur respect de la vie familiale (notamment obtention possible d'un titre de séjour sur la base du respect de la vie privée et familiale), une meilleure prévention du travail régulier, une meilleure politique d'accueil des étudiants étrangers en France un renforcement du droit du sol dans l'attribution de la nationalité, notamment en supprimant l'obligation pour les enfants étrangers de déclarer leur volonté d'être Français avant d'obtenir la nationalité.

- 3 Septembre : Réunion interministérielle sur les projets de loi sur l'immigration : maintien des certificats d'hébergement, allongement de la rétention administrative à 14 jours, sans restauration d'une rétention judiciaire.

- 1^{er} Octobre : Avis sur les projets de lois du gouvernement sur la nationalité et l'immigration de la Commission nationale consécutive des droits de l'homme qui, tout en affirmant que les projets constituent un « progrès », propose 31 modifications sans un sens libéral, notamment l'établissement d'un droit de sol intégral, le remplacement des certificats d'hébergement par « une simple attestation d'accueil », la généralisation du regroupement familial, la suppression de la rétention administrative. Le 9, le Conseil d'Etat rend un avis favorable aux projets de loi sur l'immigration et la nationalité, tout en demandant la limitation à 12 jours de la durée maximale de rétention administrative.

. 1998

- 12-31 janvier : Le 12, présentant ses vœux à la presse, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, annonce que 15.700 régularisations d'étrangers sans papiers sont intervenues sans le cadre de la circulaire du 24 janvier dernier.

- 17 mars : Publication au J.O. de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité.

- 23 juin : Décret n° 98-502 supprimant le certificat d'hébergement instauré en 1982 ; le certificat est remplacé par une attestation d'accueil qui est certifiée soit par la mairie, soit par le commissariat de police ou la brigade de gendarmerie territorialement compétente.

- Juillet : Dans la circulaire du 16 juillet 1998, le gouvernement demande officiellement aux préfets de déroger à la loi en adoptant une procédure d'introduction simplifiée pour les ingénieurs informaticiens.

. 1999

- 8 janvier : Publication des premiers résultats de l'opération de régularisation des sans papiers initiée par la circulaire de juin 1997 : 80.000 régularisations ; 63.000 rejets ; un millier de demandes encore au cours d'examen.

- 1^{er} octobre : Article d'Alain Juppé dans le journal « Le Monde », développant l'idée que l'Europe « va avoir besoin d'apports de main d'œuvre étrangère ».

- 4 octobre : Au Luxembourg, lors d'une réunion des ministres européens de la Justice et de l'Intérieur consacrée, notamment, à la préparation du prochain sommet de Tampere (Finlande), la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni présente une

contribution commune sur la politique d'immigration : rejet de « l'immigration zéro » et de la « liberté totale d'installation » ; invitation à définir une politique de codéveloppement avec les pays d'origine des migrants.

· **2000**

- 27 juin : Rapport de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, organe du Conseil de l'Europe, qui invite la France à réviser son « modèle républicain égalitaire » en raison des discriminations rencontrées notamment par les jeunes issus de l'immigration (accès à l'emploi, au logement et aux lieux publics, comportement des forces publiques).

· **2001**

- 8 janvier : Le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, visite la nouvelle zone d'attente de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle destinée aux étrangers non admis sur le territoire national à leur arrivée en France : la zone d'attente « est un lieu d'équilibre où les deux impératifs de la maîtrise des frontières et de l'accueil des fugitifs se vit au jour le jour ».

- Octobre : Par circulaire du 22 octobre 2001, Elisabeth Guigou, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, abroge la condition de nationalité jusque-là pour les postes à responsabilité de la Sécurité Sociale. Le Gisti se félicite de cette décision et « espère que l'initiative de Mme Guigou fera tache d'huile et que le gouvernement ouvrira les autres emplois fermés ».

· **2002 : Jacques Chirac est réélu Président de la République, le 5 mai 2002, pour 5 ans et nomme Jean-Pierre Raffarin Premier ministre.**

- 28 février : L'Union Européenne, au Conseil de la justice et des Affaires Intérieures à Bruxelles, approuve un plan global de lutte contre l'immigration illégale et la Traite d'Etres Humains.

- 10 avril : Publication d'un livret vert relatif à une politique communautaire en matière des personnes en séjour irrégulier.

- Septembre : La RATP décide d'ouvrir ses emplois statutaires à toutes les nationalités dans le cadre de la lutte contre les discriminations. Après la concertation avec les organisations syndicales, l'élargissement des embauches à la RATP est avalisé par le ministre des Transports, Gilles de Robien.

- 5 septembre : Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, demande un réexamen des dossiers des sans papiers dans une circulaire adressée le 5 septembre aux préfets.

- Novembre : Le Commissariat général du plan publie un rapport « Immigration, marché du travail, intégration », dans lequel il relance le débat sur la réouverture de l'immigration de travail.

· 2003

- Adoption par l'Union Européenne (le Conseil des ministres) d'un texte sur le droit au regroupement familial, qui constitue la première directive sur l'immigration légale depuis que ce sujet fait partie des compétences européennes.

- 10 avril : Comité interministériel sur la politique d'intégration.

- Juillet : Débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi (urgence déclarée) relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France.

· 2004

- 26 janvier : Le Haut Conseil à l'Intégration remet son rapport annuel au Premier ministre : Le contrat et l'intégration. Il émet des avis sur la promotion sociale des jeunes des quartiers en difficulté, et sur les droits des femmes issues de l'immigration et revient sur la mise en place du contrat d'accueil et d'intégration (CAI).

- A l'occasion de sa remise du prix Sakharov 2003, prix décerné par le Parlement européen, et récompensant des personnalités luttant pour les droits de l'homme, Koffi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies, a consacré la totalité de son discours à la question de l'immigration en Europe. Il a affirmé que l'intégration doit se faire « dans les deux sens », les sociétés devant, elles aussi, s'adapter à ceux qu'elles accueillent.

1.2. Synthèse

Depuis la Révolution jusqu'en 1981, le climat politique de la France a presque toujours penché à droite. Avec la venue de la gauche par la victoire des élections présidentielles de 1981, survint pour la première fois une politique différente de celle que connaissait le pays depuis toujours, à propos de l'immigration.

En effet, il y avait dans leur manière de faire un certain adoucissement des lois, mesures et méthodes : régularisation massive de milliers de sans-papiers, plusieurs naturalisations dues à une politique très favorable aux critères requis pour... Il y eut donc plusieurs changements favorisant « l'intégration » des immigrés, voire de leur octroyer le droit de vote aux élections locales. Cette idée était bien entendue impensable avant cette date. Ce qu'il faut cependant

retenir c'est que, chaque période présente ses avantages et ses inconvénients pour les immigrés, même lorsqu'il y a évolution.

La gauche a favorisé le regroupement familial³² dans sa politique, allant jusqu'à autoriser la polygamie et autre chose, pour améliorer le sort des immigrés. Il va sans dire qu'il y a eu des abus à ce sujet, qui d'ailleurs ont fait couler beaucoup d'encre et en font encore couler...

Le regroupement familial a joué un rôle de plaque tournante dans l'histoire des immigrés en France. En effet, cela signifiait pour eux un début d'établissement durable sinon définitif. Ce que le pays n'avait pas envisagé. Face à cette situation qui prévalait, des mesures ont donc été prises car le pays n'était plus face à une immigration seulement mais à une sédentarisation des immigrés. Il fallait donc savoir ce qu'il « fallait » en faire d'eux, car certains aspiraient à la nationalité française et tandis que d'autres l'étaient déjà, soit par le processus de naturalisation, soit par le fait de naître sur le territoire français.

Pourtant, comme nous l'avons vu tantôt, les naturalisations étaient favorisées à l'approche de la guerre (1937-1939). Et l'immigration des familles souhaitée, dans une optique démographique, était très favorisée. Ce qui n'est pas le cas de cette IP2, peut-être à cause du nombre ou du fait de la balkanisation des banlieues et tout ce que cela implique, ou peut-être encore un autre problème qui nous est méconnu existe ? Car la balkanisation n'est pas un phénomène récent chez les immigrés. Déjà les Italiens (IP1) étaient balkanisés...

De cette situation, d'aucuns voyaient et voient encore d'un bon œil l'immigration de l'IP2, car elle serait enrichissante d'un point de vue culturel, pour le pays. D'autres par contre pensent qu'elle est plutôt néfaste parce que, envahissante et tellement différente...

Suite à ce qui précède, à partir des tendances sociales constatées dans les deux classes politiques françaises, d'une manière générale, nous avons tenté d'ériger un schéma et un graphique récapitulatifs, concis des événements marquants l'histoire de l'immigration française, pour montrer les changements de lois, mesures, circulaires ..., successifs, selon le pouvoir en place.

³² La droite a en premier favorisé le regroupement familial avec le président Giscard D'Estaing lors de son septennat (1974-1981), par un décret officiel le 29 avril 1976...

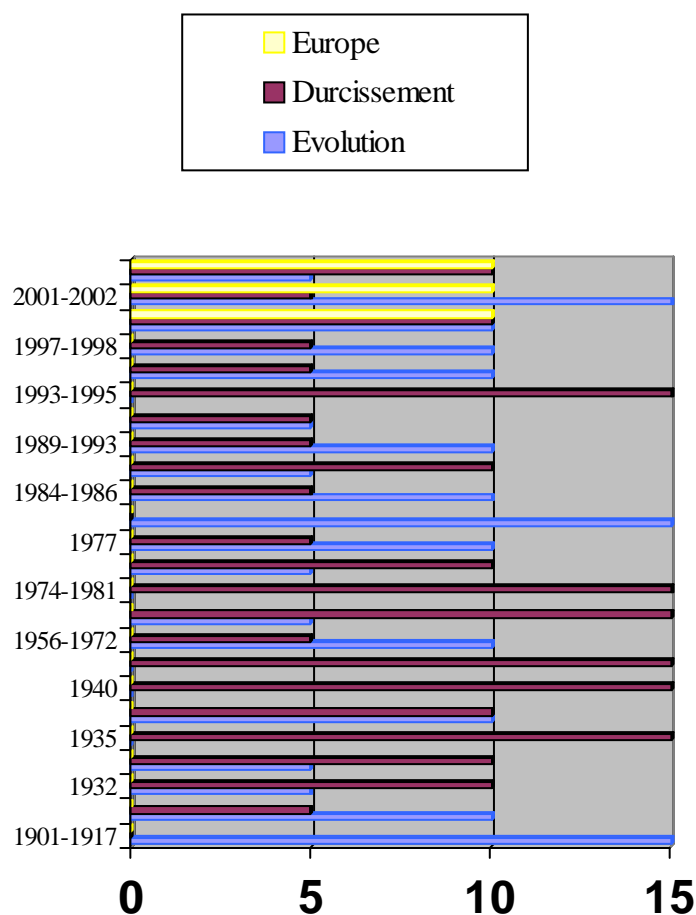
Tableau récapitulatif

CLIMAT POLITIQUE (depuis la Révolution jusqu'en 1981)			
GAUCHE		DROITE	
+++ - Adoucissement des : lois / mesures / méthodes		+++ - Régression / durcissement des : lois * mesures / méthodes	
<i>Adoucissement / Evolution</i>	<i>Régression / Durcissement</i>	<i>Adoucissement / Evolution</i>	<i>Régression / Durcissement</i>
<p>1981 (Mitterrand président)</p> <p>- Interdiction d'expulser des étrangers nés en France ou entrés en France avant l'âge de 10 ans.</p> <p>- Août : Régularisation exceptionnelle instaurée en faveur des travailleurs clandestins et des autres immigrés en situation illégale.</p> <p>- Sept. : Adoption d'un projet de loi garantissant la liberté d'association des étrangers.</p> <p>1982 Délivrance d'environ 105.000 cartes de séjour valables un an.</p> <p>1984 Mesures en faveur de la formation de la lutte contre le racisme.</p>		<p>1907-1917 Une simple déclaration à la mairie de sa résidence suffit aux étrangers pour s'établir en France et y exercer une profession.</p> <p>1937-1939 Favorisation des naturalisations à l'approche de la guerre.</p> <p>1956-1972 Instauration du principe de la libre circulation (Traité de Rome).</p> <p>1977 Réouverture de l'immigration des familles.</p> <p>1975 Les immigrés peuvent être élus comme représentants des salariés dans une entreprise.</p> <p>1978</p>	<p>1931 Ralentissement de l'entrée des étrangers à cause de la crise économique.</p> <p>1932 Instauration des quotas des ouvriers dans les entreprises (priorité aux Français).</p> <p>1933 Limitation à l'exercice de la médecine aux seuls Français.</p> <p>1935 Organisation des retours forcés (renforcé sur les Polonais).</p> <p>1940 Enfermement des Juifs et surveillance accrue des non Juifs.</p> <p>1945</p>

<p>1989-1993</p> <p>Seconde mandat de Mitterrand : modification de la <i>Loi Pasqua</i> (conditions de séjour).</p> <p>1989</p> <p>- <i>Loi Joxe</i> : Protection contre l'expulsion des personnes ayant des attaches personnelles ou familiales en France.</p> <p>- Mitterrand affirme personnellement être favorable au droit de vote des immigrés aux élections locales.</p> <p>1991</p> <p>Accélération des procédures de naturalisation.</p> <p>1997</p> <p>Régularisation partielle des sans-papiers.</p> <p>1998</p> <p>15.700 régularisations de sans-papiers.</p>	<p>1989</p> <p>Mitterrand estime le seuil de tolérance de l'immigration atteint depuis les années 70.</p> <p>Conséquence : fermeté face à l'immigration clandestine.</p>	<p>Marche nationale à Paris (PS, PSU, CFDT, CR et la League des Droits de l'Homme) : protection contre le projet de la loi Stoléru *[je considère cela comme une évolution parce qu'au temps de l'IP1 par exemple, nulle action de ce genre ne pouvait avoir lieu, car les lois étaient plus strictes et les étrangers n'avaient aucun droit].</p> <p>1999</p> <p>Alain Juppé émit dans « Le Monde » l'idée que la France va avoir besoin de main-d'œuvre étrangère...</p>	<p>Les magistrats peuvent expulser les étrangers ayant commis un délit.</p> <p>1972</p> <p><i>Les Circulaires Marcelin-Fontanet</i> : perte de l'emploi = perte de titre de séjour.</p> <p>1974-1984</p> <p>(<i>Giscard D'Estaing président.</i>)</p> <p>- Arrêt de toute nouvelle immigration.</p> <p>- Contrôle rigoureux aux frontières.</p> <p>- Encouragement à des retours volontaires aux pays d'origine.</p> <p>1974</p> <p>Suspension de l'immigration sauf pour les ressortissants de la C.E.E.</p> <p>1978</p> <p><i>Objectif : 500.000 retours des étrangers dans leurs pays d'origine.</i></p> <p>- Restriction des conditions d'entrée et de séjour en France...</p> <p>- Stoléru : « Il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France ».</p>
<p>L'EUROPE</p> <p>1999</p> <p>- Réunion des Ministres européens de la Justice et de l'Intérieur : rejet de « l'immigration zéro » et de la « liberté totale d'installation ».</p> <p>- Invitation à définir une politique avec les pays d'origine des migrants.</p> <p>2000</p> <p>Rapport de la Commission Européenne Contre le Racisme et l'Intolérance, organe du Conseil de l'Europe, qui invite la France à réviser son « modèle républicain égalitaire », en raison des discriminations rencontrées notamment par les jeunes issus de</p>			

	l'immigration (accès à l'emploi, au logement et aux lieux publics, comportement des forces publiques).		<p>1986</p> <p>Rétablissement du régime d'expulsion tel qu'il existait avant le 29 septembre 1981.</p> <p>1987</p> <p>Etude d'une réforme éventuelle du Code de la nationalité.</p> <p>1993</p> <p>- Combat contre l'immigration irrégulière.</p> <p>- Modification du Code Civil (relatif à la maîtrise de l'immigration).</p> <p>1996</p> <p>Diverses manifestations des sans-papiers.</p> <p>2002</p> <p>Jacques Chirac est réélu président.</p>
		<p>2001</p> <p>Elisabeth Guigou, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité, abroge la condition de nationalité jusque là réservée pour les postes à responsabilité de la Sécurité Sociale.</p> <p>2002</p> <p>- Avril : La RATP ouvre ses emplois statutaires à toutes les nationalités dans le cadre de lutte contre les discriminations.</p> <p>- Sept. : Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur, demande un réexamen des dossiers des sans-papiers.</p>	

Graphique



Sur une échelle allant de 0 à 15.

2. La population et les groupements nationaux

2.1. La population

Avant 1914, la population étrangère se différenciail de la population locale par ses caractères démographiques. En effet, de 1851 à la fin du XIX^e siècle, la population immigrée était de forte croissance : 381.000 en 1851, soit 1,05% de la population totale ; 1.001.000 en 1881, soit 2,6% ; et 1.160.000 en 1911, soit 2,8%. Quant au nombre d'entrée, il était également en constante évolution : 20.000 en moyenne entre 1896 et 1906, et 30.000 entre 1906 et 1911.

Cette population était composée en majorité d'hommes jeunes venus proposer leur force de travail en France. En 1911, le rapport de masculinité de cette population allogène était de 116,6 ; elle comprenait 624.000 hommes pour 535.442 femmes en effet. Le pourcentage élevé des

jeunes chez les populations immigrées était plus élevé que chez les Français. On pouvait constater un fort pourcentage d'individus de 20 à 50 ans. Par exemple, un Italien sur trois avait 20 ans.

Cela s'explique par le fait que l'émigration était un phénomène qui touchait une tranche d'âge dans la force de l'âge, car au-delà de 60 ans, les effectifs des étrangers étaient très réduits : ils rentraient chez eux pour y terminer leurs jours, après un séjour de travail en France.

En 2004, dans la population d'origine Maghrébine, Africaine ou Turque, l'effectif des ménages immigrés serait de l'ordre d'environ 5 millions (près de 9% de la population métropolitaine totale). En 2005, elle fournirait environ 110.000 naissances en métropole (environ 16% des naissances métropolitaines totales). Cette population compte de nos jours 1.400.000 millions de jeunes de moins de 15 ans (environ 13% de jeunes de métropole), rassemblant plus de 3.300.000 personnes majeures (plus de 7% des effectifs majeurs de métropole). Les estimations de l'INED prétendent que bientôt, elle fournira plus de 2.000.000 d'actifs, dont 740.000 actives environ, à la main-d'œuvre totale de métropole (soit 8% de celle-ci, et 6% de la main-d'œuvre féminine totale en métropole). Selon l'INED toujours, cette population immigrée et ses descendants seront estimés à environ 9,6 millions de plus en 2030, soit 15% de la population métropolitaine totale. Les naissances issues de cette population seraient de 200.000 (soit 30% des naissances métropolitaines), et pourraient même dépasser les 245.000 en 2040. Ce qui représenterait 39% des naissances métropolitaines. En 2030 toujours, elle compterait environ 2,6 millions des jeunes de moins de 15 ans (un quart des effectifs des jeunes de cet âge en métropole).

En somme, en 2030, cette population apporterait plus de 3,3 millions d'actifs dont plus de 1,2 millions d'actives à la main-d'œuvre totale de métropole (soit 13% de celle-ci, et 10% de la main-d'œuvre féminine totale en métropole). Mais c'est aussi inégalement que cette population et ses descendants seront répartis dans l'ensemble du territoire français. Il y aura donc par ce fait, des régions très majoritairement peuplées de ces personnes et de leurs descendants, telle est par exemple observé de nos jours, le phénomène de l'islam grandissant et de la culture musulmane surtout marqués dans certaines régions plus que d'autres.

Contrairement aux prévisions à long terme (2030), du constat sur le terrain en 1999 qui d'ailleurs en constitue la base, le chiffre annoncé était de 3,3 millions d'étrangers c'est-à-dire 52,8 millions de Français de naissance et de 2,36 millions de Français naturalisés. Les individus binationaux

rendant difficile la tâche qui est de les classer. Le tableau suivant - d'après P. Bourcier de Carbon³³ - nous donne les effectifs observés au recensement général de la population en mars 1999, en métropole :

POPULATIONS RESIDENTES EN METROPOLE, MARS 1999				
	Effectifs	Naissances, 1999	ICF	Ecart (%) avec 2,1)
Toutes les nationalités (ensemble en milliers)				
Pop. totale (*)	58.497	745	1,79	-14,8%
Pop. française	55.238	670	1,72	-18,1%
Pop. française de naissance	5.882	630	1,70	-19,1%
Pop. étrangère	3.259	75	2,80	33,3%
Pop. française par acquisition	2.356	40	2,19	4,3%
Pop. Immigrée (**)	4.306	-	-	-
Pop. née étrangère (***)	5.615	115	2,55	21,4%
Pop. née d'au moins un parent étranger	6.429	121	2,48	18,1%
Pop. des ménages immigrés (****)	7.747	140	2,38	13,3%
Toutes les nationalités (% dans la population totale)				
Pop. française	94%	90%		
Pop. française de naissance	90%	85%		
Pop. étrangère	6%	10%		
Pop. française par acquisition	4%	5%		
Pop. Immigrée (**)	7%	-		
Pop. née étrangère (***)	10%	15%		
Pop. née d'au moins un parent étranger	11%	16%		
Pop. des ménages immigrés (****)	13%	19%		
Dont les nationalités africaines et turque (ensemble en milliers)				
Pop. étrangère	1.623	49	3,52	67,6%
Pop. française par acquisition	753	19	2,66	26,7%
Pop. Immigrée (**)	1.866	-	-	-
Pop. née étrangère (***)	2.376	68	3,21	52,9%
Pop. née d'au moins un parent étranger	2.736	71	3,11	48,1%
Pop. des ménages immigrés (****)	3.304	81	2,92	39,0%

³³ Tableau modifié.

Nationalités africaines et turque (% dans l'ensemble des nationalités étrangères)				
Pop. étrangère	50%	65%		
Pop. française par acquisition	32%	48%		
Pop. Immigrée (**)	43%	-		
Pop. née étrangère (***)	42%	59%		
Pop. née d'au moins un parent étranger	43%	59%		
Pop. des ménages immigrés (****)	43%	58%		
Dont : Nationalités de l'UE (ensemble en milliers)				
Pop. étrangère	1.194	13	1,65	-21,4%
Pop. française par acquisition	1.033	11	1,68	-20,0%
Pop. Immigrée (**)	1.629	-	-	-
Pop. née étrangère (***)	2.227	25	1,66	-21,0%
Pop. née d'au moins un parent étranger	2.513	27	1,66	-21,0%
Pop. des ménages immigrés (****)	2.946	32	1,68	-20,0%
(*) : Pop. totale au 1 ^{er} janv. 1999, en ligne avec les projections 2003 de l'INSEE (1999-2050).				
(**) : Pop. née étrangère à l'étranger.				
(***) : Somme des pop. étrangères et française par acquisition.				
(****) : Pop. des ménages dont les personnes de référence ou leurs conjoints sont immigrés.				
L'adjectif « immigré » répond à la définition de l'INSEE : résident en métropole, « né à l'étranger ».				
ICF : Indice Conjoncturel de Fécondité (nombre d'enfants par femme).				
2,1 enfants par femme correspond au niveau de remplacement des générations en terme de fécondité du moment (1).				
(1) : C'est le niveau minimum de fécondité du moment qui préserve de l'étranglement de la base des pyramides des âges.				
Sources INSEE : Recensement Général de la Population du 08 mars 1999, Etat Civil.				

2.2. Les nationalités

Les nationalités accueillies en France à travers l'immigration sont nombreuses, donc et leur provenance diffère selon la période qui les concerne. Avant 1945, l'immigration était quasiment constituée d'Européens (IP1), car les autres provenances étaient très faibles. Après cette date, les nationalités issues de l'immigration étaient majoritairement issues du Grand Sud. Celles de l'Europe aussi sont toujours représentées.

Les tableaux suivants nous rendent compte de la répartition des nationalités concernées et de leurs chiffres, pendant la période allant de 1851 à 1911 ; et un autre de quelques nationalités de l'IP2, allant de la période du lendemain de la guerre à 1982.

2.2.1. De 1851 à 1911

Nationalités	1851	1866	1876	1881	1891	1901	1911
Allemands	57.061	106.606	59.028	81.986	83.333	89.772	102.271
Austro-hongrois			7.498	12.090	12.909	11.730	17.851
Belges	128.103	275.888	374.498	432.265	465.860	323.390	287.126
Britanniques	20.357	29.856	30.077	37.006	39.687	36.948	40.378
Espagnols	29.736	32.630	62.437	73.781	77.736	80.485	105.760
Hollandais		16.158	18.099	21.239	9.078	6.615	6.418
Luxembourgeois					31.248	21.199	19.193
Italiens	63.307	99.624	165.313	240.733	286.082	230.465	419.234
Portugais			1.237	852	1.331	719	1.262
Sujets Russes	9.338	12.164	7.992	10.489	14.357	16.061	35.016
Suisses	25.485	42.270	50.303	66.281	83.117	72.042	73.422
Scandinaves		1.226	1.622	2.223	2.811	3.012	3.793
Grecs		720	892	1.252	2.035	2.225	2.902
Roumains				857			
Serbes, Bulgares		369	702	1.494	1.677		8.080
Turcs		565	1.174		1851	2757	8132
Africains				510	813	1.115	3.120
Asiatiques			417	18.039	433		1.438
Divers	45.902	36.940	20.465		15.943	39.238	24.419
Total	379.289	655.036	801.754	1.001.090	1.130.211	1.037.778	1.159.835
% de la pop.	1,05	1,7	2,1	2,6	2,8	2,6	2,86

*D'après Jacques Dupaquier et Jean-Pierre Poussou, 1988 : *Histoire de la population française*. Tome 3. (Source : R. SCHOR, 1996 : *L'histoire de l'immigration en France*. (P.14)

Il en ressort qu'en 1851 le groupe le plus important était celui des Belges. Il le demeura tout au long du XIX^e siècle, et en 1911, arrive en seconde position après le groupe des Italiens. Le nombre du groupe des Belges diminua probablement en raison de la politique française d'intégration. Quant au groupe des Italiens, longtemps second derrière les Belges, il connut une expansion en 1911 et conserva ce rang pendant une soixantaine d'années. Les Espagnols et les Suisses pour leur part, constituaient alternativement selon les années, le 3^e et le 4^e groupe les plus importants en France.

2.2.2. Depuis 1945

L'immigration de l'IP2 s'est beaucoup plus étendue dans les années 70. Elle s'est effectuée d'une manière croissante, avec cependant quelques ralentissements. Comme le montre le tableau suivant, l'IP1 également poursuit son chemin. Nous avons donc des données sur quelques nationalités de 1946 à 1982³⁴ :

Nationalités	Chiffres					
	Années	Pop. totale	Années	% Pop. Fém.	Années	Entrées
Algériens (ces chiffres ne prennent pas en compte les Algériens ayant la nationalité française).	1946	22.000	1946	2,3		
	1954	21.000	1962	1,6		
	1962	350.000				
	1968	474.000				
	1982	711.000	1982	38,2		
Marocains * soit 0,79% de la pop. totale.	1946	17.000			1963	4.514 pers.
	1954	11.000	1954	9,3		
	1962	33.000	1962	16,2	1972	9.028 pers.
	1968	84.000	1968	21,8		
	1975	260.000	1975	26,6	1978	12.218 pers.
	1982	431.000 *	1982	38,9	1981	1282 pers.
Tunisiens *soit 0,34 % de la pop. totale.	1954	4.800	1946	8,5		
	1962	27.000	1954	24,6		
	1968	61.000				
	1975	140.000	1975	30,9		
	1982	189.000 *	1982	38,2		
* Les communautés algérienne, marocaine et tunisienne forment une masse prépondérante en France. Elles regroupaient déjà 1.511.000 personnes en 1982.						
L'Afrique Sub-saharienne (mosaïque des nationalités impressionnante). *soit 0,29% de la pop. totale.	1946	14.000				
	1954	2.000				
	1962	18.000				
	1968	33.000				
	1975	82.000				
	1982	157.000 *				
	(1940)	500.000			1954	289.000 pers.

³⁴ Source : J. Minces, 1998 : *La génération suivante*. (PP. 55-67)

Espagnols (1939 : févr.= 353.000 mars = 441.000) *soit 0,59% de la pop. Totale, alors qu'en 1968 elle était de 1,22%.	1946	302.000			1963	170.000 pers.
	1951	346.000			Regroupement familial	
	1962	442.000			1960	9.000 pers.
	1968	607.000			1961	20.900 pers.
	1975	490.000	1975	47,3	1964	26.600 pers.
	1982	321.000 *			1981	657 pers.
Portugais (1981 : 594.000 travail. perman.)			1946	24,8		
	1954	20.000	1954	27		
	1962	50.000	1962	30		
	1968	297.000	1968	35,5		
	1975	760.000 *	1975	46,2		
	1982	765.000 *	1982	46		

Un fait marquant ressort de cette étude : les femmes de l'IP1 sont présentes. Cela s'explique par le fait qu'elles immigraient également seules même si d'autres venaient rejoindre leurs maris. Celles de l'IP2 en revanche immigraient dans le cadre du regroupement familial. Ces immigrés ne bénéficiaient pas tous du même statut sur le territoire d'accueil, car les cartes de séjour et de travail étaient données par critères...

Au recensement de 1999, il ressort que la France compte en son sein presque toutes les nationalités du monde. Bien entendu des primautés existent_ car l'immigration demeure, bien étonnement inégale même si cela ne le paraît. Classifiée par continent, la France comptait donc en 1999, 32% d'Européens et 58% d'Africains et de Turcs. Les autres immigrés (non importants ?) ne sont pas représentés à l'instar de l'immigration asiatique, qui d'ailleurs prend de plus en plus d'ampleur. L'immigration européenne qui connaissait une juste décroissance au profit de l'immigration africaine, asiatique et latino-américaine, depuis les années 60 ou tout au plus dans les années 70, s'est vue ressuscitée à la fin des années 80, par la suite de l'effondrement des régimes communistes. Dès lors, s'ouvrait à nouveau en France une vague d'immigrés venus de l'Europe et plus précisément de l'Est européen. Il ressort en totalité que près de deux personnes sur trois immigrés sont issues de l'Europe. De tout le territoire français, c'est en Ile de France et plus précisément à Paris que toutes ces provenances se remarquent le plus. Cela n'apparaît plus comme un phénomène étrange.

Depuis 25 ans donc, la population immigrée en France représente une fraction stable : 7,4% de la population de France métropolitaine. Elle est diversifiée, avec une majorité européenne comme

nous l'avons dit tantôt. Le tableau de l'INSEE³⁵ ci-après nous donne un aperçu des pourcentages des nationalités immigrées sur la période allant de 1921 à 1990 :

Année	Nationalités d'Europe	Nationalités d'Océanie	Nationalités d'Asie	Nationalités d'Afrique	Nationalités d'Amérique
1921	93,7	0,4	1,9	2,5	1,5
1931	90,5	1,2	3,2	3,9	1,2
1954	81,1	0,8	2,3	13	2,3
1968	72,3	0,1	1,7	24,8	1,1
1975	61,1	0,1	3	34,6	1,2
1982	47,8	-	7,8	43	1,4
1990	40,7	0,1	11,8	45,4	2

2.2.3. Statuts selon les nationalités

En 1962, contrairement à ce qui se passait et existait avant-guerre, l'accession à la nationalité française était facilitée. Les conditions de séjour étaient également facilitées ou allégées, selon les provenances :

	Carte de séjour	Carte de travail
Régime de droit commun	oui	oui
Ressortissants de la C.E.E	simplifiée	simplifiée (pas besoin de contrat de travail)
Africains subsahariens	oui (depuis le 1 ^{er} septembre 1975. Avant, non)	non (mais nécessite un contrat de travail)
Algériens	non (un simple titre de séjour est nécessaire)	non (mais nécessite un contrat de travail)
Dom Tom	non	non

Cette situation qui prévalait dans les années 60 est bien sûr différente de celle qui prévaut de nos jours, car depuis, plusieurs mesures ont été mises en place, plusieurs lois votées, etc. elle est

³⁵ Données 1999.

donc la suivante :

2.3. La démographie

Aujourd'hui, le phénomène de natalité ne s'effectue pas de la même manière chez les Français, les Européens, les Africains, les Maghrébins et les autres provenances immigrées. En effet, la natalité varie beaucoup selon les provenances. En 1999, sur les 32% d'Européens, le pourcentage d'enfants par femme était de 1,68. Chez les 58% d'Africains et de Turcs, 2,92%. Chez ces derniers, le chiffre ne se décroît pas depuis 1992, contrairement à ce qui se passe dans leurs pays d'origine. C'est d'ailleurs ce qui fait que Philippe Bourcier de Carbon³⁶ se pose la question de savoir pourquoi un tel phénomène. Il pense alors que « *cela illustrerait alors : l'effet de l'utilité relative* » (Thorstein Veblen, James Dusenberry) *sur le comportement de la fécondité : commençant par comparer avantageusement leur situation matérielle avec celles de leur proches du même âge restées au pays, avec lesquelles ils conservent encore des liens, les immigrés ont, en accord avec cette approche, plus d'enfants que ceux-ci (...). Plus les flux d'immigration en provenance de ces pays sont intenses, plus la fécondité moyenne de ces population est forte en métropole, et plus nombreux leurs enfants sur le sol métropolitain.* »

Malgré cela, on constate une baisse de la natalité accélérée de la fin de 1991 au printemps de 1993, c'est-à-dire que le nombre de naissances a reculé de 712.000 contre 743.000 l'année précédente. On attribuerait cette baisse aux difficultés des générations confrontées à la crise de l'emploi. En effet, le nombre de femmes atteignant 30 ans sans avoir procréé ne cesse d'augmenter. Cela n'était pas le cas dans les années 68/70 et même les années 80. Car aujourd'hui, plusieurs facteurs favorisent cette baisse : le chômage, le nouvel allongement de la période des études, la multiplication des emplois précaires (CDD, emplois Intérim, stages, etc.), mais aussi l'instabilité sentimentale.

Le rapport suivant de l'INED³⁷ vient confirmer les faits cités ci avant quant à la baisse accentuée de la nuptialité, car ce serait « *Le déficit des unions participant d'un phénomène plus large de*

³⁶ Démographe de l'INED, 2004. In : Exposé du mardi 6 avril 2004 : « *Evolution des populations d'origine étrangère.* »

³⁷ Source : http://ined.fr/publications/pop_et_soc/

retard à l'entrée dans la vie adulte : études prolongées, début de l'activité professionnelle repoussée, départ du foyer parental différé, formation du couple et constitution de la descendance ajournées. »

Concernant les mariages en 1993, il n'y en eut que 254.000 contre 265.000 en 1987, soit 4,4 mariages pour 1000 habitants ; tandis qu'il était encore de 4,9 ‰ en 1991. Le taux de mortalité quant à lui, face à un taux de natalité décroissant, demeure presque stable ; même si on constate une légère augmentation des décès, cela demeure néanmoins inférieur à 530.000. L'espérance de vie à la naissance, par contre, continue son ascension, mais à un rythme non soutenu. Le tableau suivant nous brosse un net état de la situation qui prévaut, d'après les sources de l'INSEE³⁸ :

³⁸ Tableau modifié pour des besoins de simplification.

France métropolitaine. Indicateurs démographiques 1984-1993

<i>(en milliers)</i>	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Naissances	760	5527	778	768	771	765	762	759	743	712
Décès	542	552	547	527	525	529	526	525	521	528
Excédent naturel	217	216	232	240	247	236	236	234	222	184
Solde migratoire	45	38	39	44	57	71	80	90	90	90
Variation totale	262	254	271	284	304	307	316	324	312	274
Taux de natalité (‰)	13,8	13,9	14	13,8	13,7	13,6	13,4	13,3	13	12,3
Taux de mortalité (‰)	9,9	10	9,8	9,4	9,3	9,4	9,3	9,2	9,1	9,2
Taux de mortal. Inf. ®	8,3	8,3	8	7,8	7,8	7,5	7,3	7,3	7,2	7,2
Indice de fécondité (e)	1,80	1,81	1,83	1,80	1,80	1,79	1,78	1,77	1,73	1,65
Espérance de vie (année)										
Hommes	71,2	71,3	71,5	72	72,3	72,5	72,7	72,9	73,2	73,3
Femmes	79,3	79,4	79,7	80,3	80,5	80,6	80,9	81,1	81,4	81,5
Mariages (en milliers)	281	269	266	265	271	280	287	280	271	254
Taux de nuptialité (‰)	5,1	4,9	4,8	4,8	4,8	5	5,1	4,9	4,7	4,4
Population (1) (milliers)	55157	55411	55681	55966	56270	56577	56893	57218	57530	57804
Mois de 20 ans (1) (‰)	29,2	28,9	28,6	28,3	28,1	27,8	27,5	27,1	26,8	26,4
65 ans ou + (1) (‰)	12,8	13	13,3	13,5	13,7	13,9	14,1	14,3	14,5	14,7
(e) : Nombres d'enfants pour une femme. / ® : taux pour 1.000 naissances vivantes.										
(p) : Provisoire / (1) : en fin d'année.										

Comme nous l'avons déjà stipulé, une étude de l'INSEE nous dit que la baisse de natalité s'est accélérée de la fin de 1991 au printemps 1993. En 1993 donc, il y avait 1,65 enfant par femmes. Parmi les facteurs qui sont en cause de cette baisse de la natalité, nous signalons également un facteur non négligeable à savoir « les émancipations » de la femme : pilule, travail, longues études... Aujourd'hui donc, le retard pris par les jeunes femmes des générations les plus récentes fait douter la compensation de la stabilité de la fécondité autour de 1,8 enfants par femmes. En effet, il y a une dizaine d'années de cela seulement, on constatait que les femmes nées en 1963 avaient la trentaine, avec une moyenne de 1,3 enfant. Alors que leurs aînées nées en 1940, avaient à leur âge 1,8 enfant; celles nées en 1950 avaient plus de 1,5 enfant; et celles nées en 1960, 1,4 enfant. Les femmes jouent de plus en plus la carte de la stabilité financière, que dans les années passées. Néanmoins, ce taux de natalité en baisse se voit atténué par l'apport de l'immigration, de deux manières : d'abord : les familles immigrées ont plus d'enfants que les familles résidentes. Ensuite, leur présence contribue à la natalité enregistrée en métropole. En 1964-1968, le nombre annuel des naissances dans ces familles était de 416.000, alors que la génération moyenne en âge de procréer était de 430.000 femmes. Aujourd'hui, on peut estimer que l'apport de l'immigration nette a accru de plus de 5% l'effectif des femmes en âge de procréer.

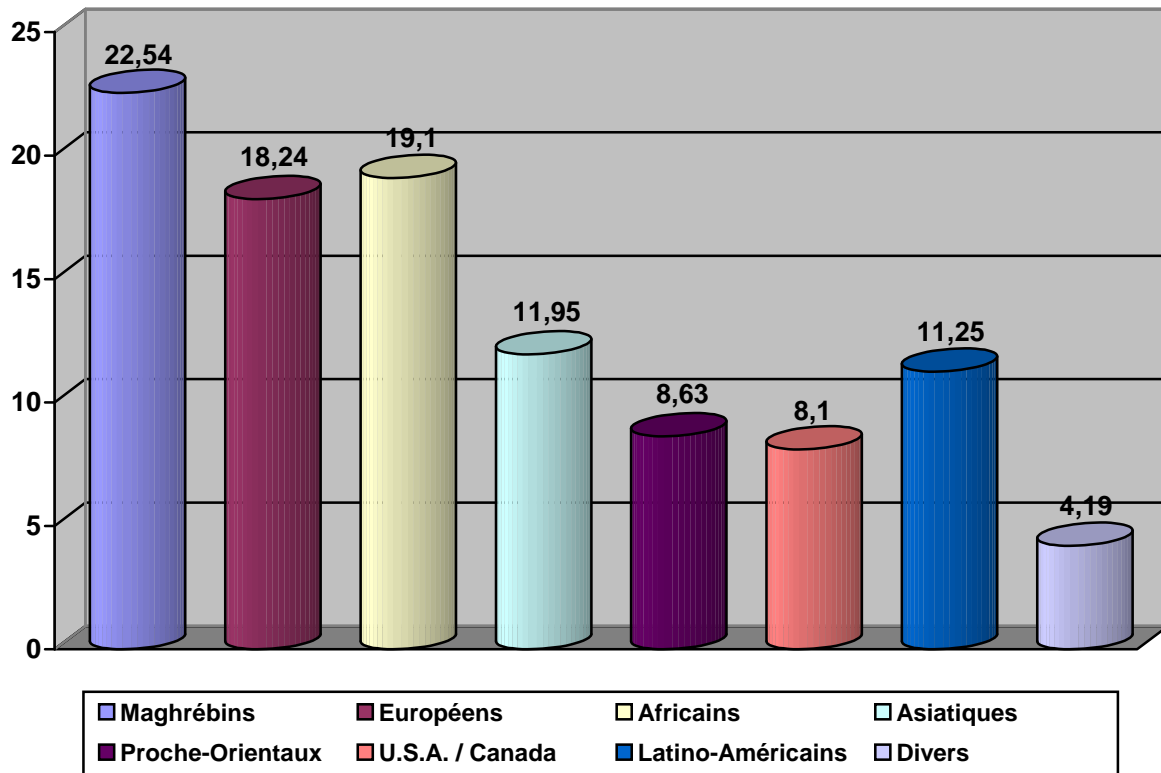
2.4. Les études des étrangers en France

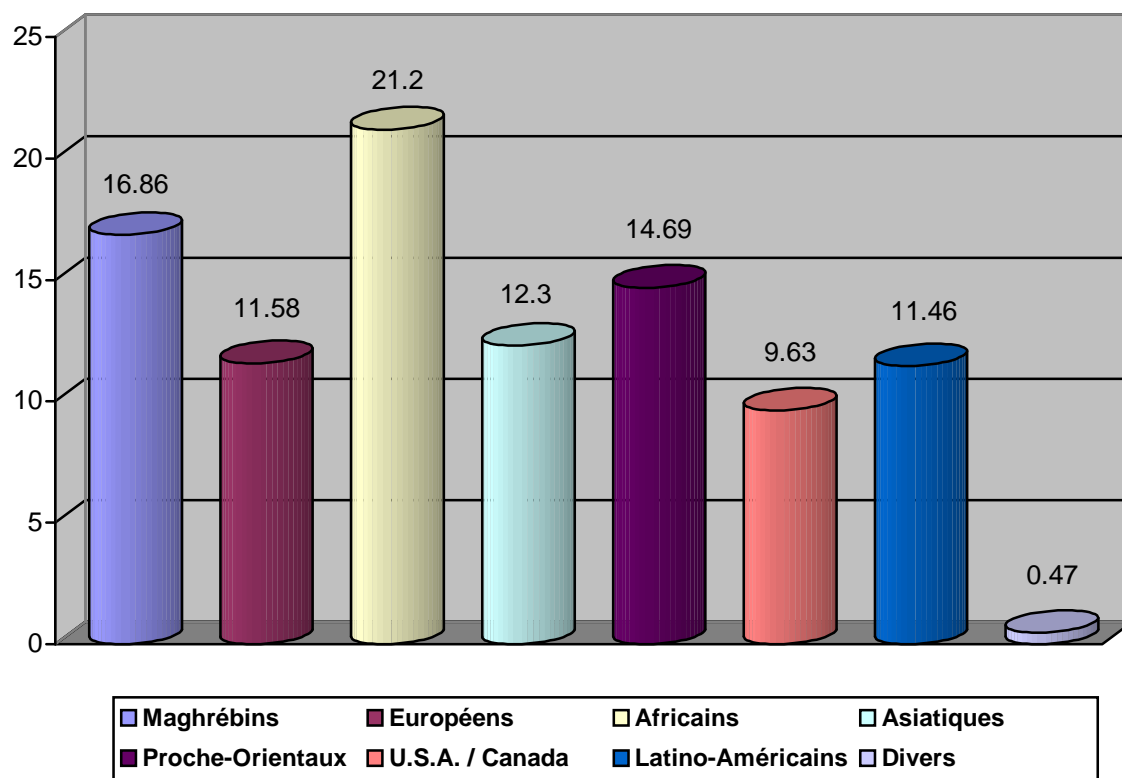
Autre volet de l'immigration, les études. Les étudiants étrangers viennent en France pour faire diverses études, comme le montre ce tableau :

Disciplines	Moyenne des étrangers en %
Langues / lettres	22
Grandes écoles	06,6
Sciences	06,6
Médecine	06,4
Sciences humaines	05,5
Enseignement technique	04,0
Autres	48,9

Ces étudiants bénéficiaient d'un titre de séjour spécifique, crée pour les études. Il était tout

comme aujourd'hui, renouvelable 1 an. Ils étaient 150.000 en 1984-1985 et représentaient 12% de l'ensemble des étudiants (toutes nationalités plus les Français confondus). Le graphique suivant nous brosse la situation des étudiants étrangers à Paris en 1980 et 1985 :





2.5. La répartition des étrangers dans l'espace français

Traditionnellement, les étrangers de l'IP1 se concentraient dans les régions frontalières, limitrophes de leur pays d'origine, ainsi que dans la région parisienne. Ainsi, les Belges s'agglutinaient dans le Pas-de-Calais et surtout dans le Nord ; les Italiens, dans la moitié orientale de la France. 85% des Italiens se concentraient à l'est de la ligne Nancy-Montpellier ; les Espagnols se rassemblaient surtout dans le sud-ouest et quelques peu dans le Languedoc, où ils vendangeaient, quelques-uns aussi s'aventuraient jusqu'aux mines de fer de Normandie. Quant aux représentants des autres nationalités, on les retrouvait dans les villes, surtout à Paris et ses proches environs.

Le tableau suivant³⁹ nous donne les chiffres de ces populations immigrées dans les régions concernées par le phénomène, de 1881 à 1911 :

³⁹ Source : R. Schor, 1996 : *Histoire de l'immigration en France* (P.17).

Régions	1881	1911
Nord	277512	180004
Seine	193046	204679
Bouches-du-Rhône	75738	137223
Alpes-Maritimes	43803	99233
Ardenne	34814	
Meurthe-et-Moselle	24800	66462
Var	22941	49305

Avec l'apport de l'IP2, cette concentration s'est étendue sur tout le territoire, suivant les mouvements migratoires. Cette répartition des nationalités qui est la suivante, depuis 1975, demeure presque inchangée sinon à des variantes près. Ce tableau nous donne l'exemple de la concentration de quelques nationalités issues de l'IP1 et de l'IP2 par région⁴⁰ :

Régions	%naturalisés (1)	% étranger	Algériens	Marocains	Tunisiens	Espagnols	Portugais	Italiens	Total étrangers
Région parisienne	3,2	11,7	246220	81855	56660	126880	318536	82215	1156095
Champagne Ardenne	2,3	5,3	14860	4995	1340	7510	19690	8875	71080
Picardie	2,0	4,4	8960	6870	1250	6450	25035	4815	73980
Haute Normandie	1,0	2,8	10205	3280	1530	2990	12065	2930	43975
Centre	1,2	4,5	9440	8055	2120	11835	47520	3290	97500

⁴⁰Répartition des nationalités par région. Sources : INSEE : recensement de la population, 1975. (1) : pourcentage par rapport à la population totale.

Basse Normandie	0,6	1,3	2040	1565	635	1600	37160	1205	16640
Bourgogne	1,8	5,7	9270	8795	2125	9265	32810	13485	89940
Nord	2,8	5,2	59170	20640	2675	9220	24485	29125	204810
Lorraine	4,2	8,2	41590	9250	2400	13450	26195	65275	191215
Alsace	2,0	7,0	17530	7930	2750	10720	16525	22350	106286
Franche Comté	2,1	7,0	16315	7600	1290	5430	16610	10260	73980
Pays de la Loire	0,3	1,1	3690	4260	1885	2170	9465	1255	29080
Bretagne	0,2	0,6	1440	2310	530	1615	4485	815	15155
Poitou Charente	0,7	1,5	1760	1740	370	2715	10675	1275	22965
Aquitaine	2,5	4,5	6220	8260	875	41365	32760	11945	114080
Midi - Pyrénées	4,0	5,5	13900	8270	2045	41700	26865	19395	123750
Limousin	0,8	2,6	1585	1230	360	2245	11035	885	19530

Rhône-Alpes	3,1	9,3	128420	20310	25780	56615	69505	93795	444640
Auvergne	1,4	4,8	6245	3055	770	9905	32370	3330	63365
Languedoc-Roussillon	5,1	8,1	20050	14805	1690	82135	5650	3670	144040
P.A.C.A	6,2	8,5	90875	20805	29165	49980	11855	69025	313260
France entière (côte incluse)	2,7	6,5	710690	260025	139735	497480	758925	462940	3442415

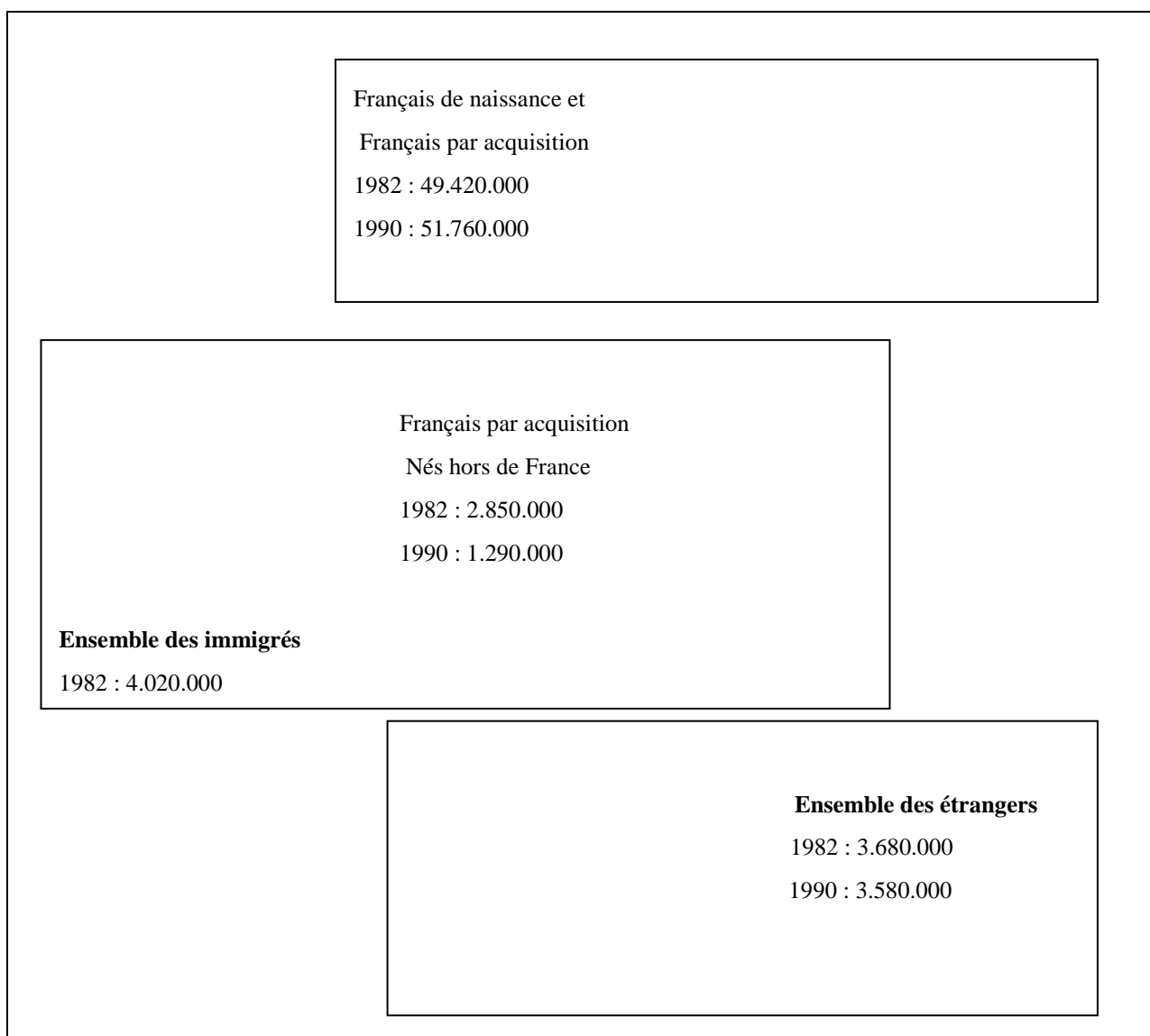
Le tableau qui suit nous donne les données sur la répartition des nationalités dans les grandes villes ⁴¹:

Agglomérations	Pop. totale	Etrangers	Algériens	Espagnols	Portugais	Italiens
Paris	8547625	1025240	227785	115430	260880	76760
Lyon	1172035	138810	49890	18350	19170	19880
Marseille	1074390	85580	39535	8135	2005	13425
Lille	934325	75870	25960	3870	14725	9005
Bordeaux	611650	31390	3910	13025	6455	1260
Toulouse	507785	36325	6565	11600	5450	2600
Nantes	452070	7615	1875	570	2055	285
Nice	437120	38340	5795	1880	830	14480
Grenoble	389775	49970	10900	6150	4975	17480
Rouen	389855	1250	3.125	770	5495	1355
Toulon	378235	22295	6475	2790	485	5115
Strasbourg	365075	30910	3680	4510	4900	4695
Valenciennes	350185	27475	8170	1240	1100	6580
Saint-Etienne	338090	37795	17085	2600	4120	6405
Lens	328055	22170	5195	345	705	3010
Nancy	281435	15530	3400	1160	3750	2455
Le Havre	264210	10305	4045	510	1765	520
Grasse - Cannes - Antibes	257.940	29745	4800	3175	1895	9170
Clermont-Ferrand	252635	23805	2215	4425	12695	815

Aujourd'hui, cette population connaît une croissance encore plus élevée. De 1982 à 1990, une étude de l'INSEE nous donne les chiffres des toutes les populations de France métropolitaine. Ils témoignent d'une remarquable stabilité des étrangers. Le point culminant de cette stabilité est l'année 1982. Ce sont⁴² :

⁴¹ Source : INSEE : RP, 1975.

⁴² Schéma quelque peu modifié.



Si l'on tient compte des tableaux que nous venons de voir par rapport aux chiffres et aux endroits habités par les immigrés, l'atlas de ces populations nous montre la forte concentration de ces derniers dans certaines régions plus que d'autres. Aussi, ils ont tendance à s'agglutiner dans des régions en « communautés ». Ainsi le montre plus ou moins la région Midi Pyrénées par exemple. Cette région en effet renferme plus de 174.000 immigrés, plus précisément 173.600 au recensement de 1999, soit 6,8% de la population totale. En effet, avec 4% des 4.306.000 immigrés en France cette région se situe au cinquième rang des régions françaises après l'Ile de France, les Rhône Alpes, Provence Alpes Côte d'Azur et Languedoc Roussillon.

Parmi la totalité des immigrés résidents dans la région, près de 2 sur 3 sont Européens. Issue de plusieurs vagues d'arrivées, cette population immigrée comporte donc diverses communautés :

les Italiens (début du XX^e siècle), les Espagnols (après la Guerre d'Espagne), les Portugais (à partir des années 60 en même temps que les Algériens). Les Espagnols, les Italiens et les Portugais représentent 47% de la population totale.

Beaucoup plus récemment, les Marocains et les autres ressortissants de l'Afrique Subsaharienne ou d'Asie. Les Maghrébins constituent 27% de cette entière population des IP2. Un autre phénomène d'arrivée des immigrés au cours des années 90-99, l'immigration des Britanniques, des ressortissants du Benelux et d'Allemagne (cette immigration étant purement résidentielle pour la grande majorité en tous cas). Les immigrés asiatiques sont faiblement représentés dans la région.

2.6. Le logement et la cohabitation

Les logements qu'occupaient les immigrés étaient dans un état de délabrement inimaginable, mais ils n'avaient pas le choix car ils ne pouvaient accéder à plus. En effet, même ceux qui avaient les moyens financiers de louer un appartement décent se retrouvaient face à un obstacle de taille. Cela se devait à une pénurie de logements mais également un climat hostile aux étrangers, leur refusant la location de leurs appartements / maisons... Cette crise de logement n'était pas récente car elle existait déjà à l'époque de l'IP1. L'Etat pour sa part, ne se sentant pas concerné par ce problème, préféra s'en décharger en confiant cette gérance aux employeurs seuls.

S'agissant de l'immigration des travailleurs, des « petites » solutions se trouvaient. Ces derniers se logeaient comme ils le pouvaient : des caves, des squattes, des greniers, des hangars, des taudis, etc. Bref ils louaient tout ce qu'on voulait bien leur donner. D'autres encore s'étaient installés dans des bidonvilles... Mais dès lors qu'il s'agit de l'immigration de regroupement familial, la crise de logement a connu une ampleur sans précédent, car les familles ne pouvaient loger dans de telles conditions. Ainsi, il n'était plus question de détruire les logements destinés à la destruction, étant donné que de nouveaux clients étaient arrivés : les propriétaires, sans vergogne ont loué des appartements dans un état d'insalubrité total, en se faisant de grands bénéfices financiers et les responsables économiques, comme si cette situation était provisoire, ont feint de ne rien voir. Il régnait dans ces moments, un grand embrouillamini dans le logement car, en l'absence d'une politique de logement ouvrier, les étrangers étaient livrés à eux-mêmes

dès leur arrivée...

Ce problème d'acquisition de logement s'est allégé dans les années 60, avec la source de la solution de la crise en 1954. En effet, il fallait construire d'urgence des logements pour accueillir les Français et les Pieds-noirs, rapatriés en métropole, pour cause de la crise des indépendances dans les ex-colonies françaises : de grands ensembles voyaient le jour. Le projet de construction débuta avec la construction du grand ensemble de Sarcelles, dans le Val d'Oise. C'était un événement encore jamais vu de l'histoire, car le projet était grandiose. Quelques observateurs en firent d'ailleurs des remarques. Parmi eux, E. Anizon, qui stipulait que : « *Même aux Etats-Unis on n'avait pas imaginé ça : rêvée par les architectures, une ville tout droit surgie d'une jungle de fruitiers. Sarcelles des années 50... Les débuts furent euphoriques. La ville nouvelle brassait des populations de tous horizons, mais solidaires*⁴³. »

Depuis 1945 (1946 pour être précis), la population locale s'est retrouvée dans une sphère hétérogène, avec l'arrivée des immigrés dans les quartiers. Dès lors la cohabitation entre Français (endogènes) et immigrés (exogènes) venait de commencer...

Concernant la cohabitation, dans l'habitat, la cohabitation est généralement moins acceptée entre les nationaux et les étrangers. De ce fait, les Grands Ensembles constituent un milieu social homogène⁴⁴ (les Français) pour un milieu « ethnique » hétérogène⁴⁵ (les immigrés).

Le climat social général dans ce genre de milieu est que, les Français, se sentant en situation d'infériorité numérique, désirent se fondre dans la mouvance avec les autres, parce qu'ils se sentent de trop. Beaucoup déménagent dès que leur situation financière les y autorise. Cette cohabitation est ressentie comme forcée. Cela s'expliquerait par le fait de regroupement massif des étrangers, qui avaient plutôt tendance à se regrouper par nationalités, balkanisant ainsi les quartiers.

Ce phénomène de communautarisme était déjà constaté à la fin du XIX^e siècle, avec l'IP1, notamment les Italiens. Ceux-ci, en effet, dans la ville de Paris par exemple, se rassemblaient en nombre dans le XI^e, XII^e, XII^e et le XIX^e arrondissements. En lorraine également, ils se regroupaient autour des mines. Mais cette façon de faire n'est ni l'apanage seul des Italiens, ni de

⁴³ Source : INSEE, 1955

⁴⁴ Source : J. Minces, 1998 (P.110).

⁴⁵ Nous en parlerons plus tard...

l'IP1 mais aussi celle de la majorité des IP2. Ces derniers – à vrai dire - pratiquent tous une sorte de solidarité, avec la pérennisation de leurs langues, leurs habitudes culinaires et vestimentaires... Cela rendait les autochtones méfiants, car c'est le sentiment de la peur de 'l'inconnu' qui crée des attitudes de rejet.

2.7. L'emploi

Le travail en France quand on est étranger n'a pas toujours été chose facile. En effet, il y avait jadis des travaux spécifiquement réservés aux immigrés. En 1901, les secteurs dans lesquels travaillaient les immigrés étaient les suivants : la pêche et l'agriculture, l'industrie, la manutention et le transport, le commerce, la domesticité, et enfin les professions libérales, ainsi que le service public. Les tableaux suivants nous donnent les chiffres et les pourcentages des hommes et des femmes qui travaillaient dans les secteurs cités ainsi que les données et les chiffres sur la population active étrangère et leurs catégories socioculturelles.

Population active étrangère (1901)⁴⁶

Activités	Hommes	Femmes	Taux	%
• Pêche	63.203	16.833	80.036	13,3
• Agriculture				
• Industrie	247.406	60.765	308.171	51,3
• Manutention	27.497	11.940	39.437	6,5
• Transport				
• Commerce	57.048	24.246	81.294	13,5
• Professions libérales	12.574	12.988	25.562	4,2
• Service public				
• Domesticité	8.221	57.349	65.570	10,9
• Total	415.949	184.121	600.070	

Catégories socioprofessionnelles (1901)⁴⁷

⁴⁶ R. Schor, 1998 : *Histoire de l'immigration française (P.22)*. Source : INSEE.

⁴⁷ R. Schor, 1998: *Id.*

Catégories	Hommes	Femmes	Total	% (par rapport aux actifs étrangers)
Chefs d'établissements	40.431	17.275	57.706	9,6
Employés	43.884	70.556	114.440	19
Ouvriers	248.637	56.665	305.292	50,9
Travailleurs isolés	64.907	35.069	99.976	16,6
Chômeurs	15.460	4.210	19.670	3,2
Non déclarés	4.120	356	4.566	0,7

Au moment de l'arrêt de l'immigration, en 1974, les immigrés occupaient principalement des emplois exigeant une activité physique importante. Les tâches qui leur étaient allouées n'exigeaient pas de qualifications professionnelles pour la plupart. Souvent, ils effectuaient les travaux dont ne voulaient pas les Français, car ceux-ci considéraient que c'étaient des tâches indignes d'eux, etc. Mais à partir de 1974, avec la venue de la crise économique, petit à petit des mesures restrictives concernant l'emploi et donc la justification de ces étrangers sur le territoire français, étaient mises en place. Il s'avérait que les Français visaient maintenant les travaux qu'ils considéraient comme avilissants à cause donc de la crise. Ainsi, le chômage des étrangers s'était installé : il passa de 40.000 personnes (soit 8% des personnes sans travail), à 130.000 (soit 10%), alors que le poids global dans l'emploi était estimé à 11,5%. La majorité des ouvriers perdant leur activité faisait partie des travaux publics (BTP) et de l'automobile. Dans les autres secteurs, le chômage n'était pas encore fortement prononcé. En 1979-1980, le secteur BTP étant encore plus atteint, ce sont les immigrés qui en payèrent un lourd tribut. Des licenciements importants se firent dans leurs rangs, tel le démontrent les chiffres de ce tableau :

Les effectifs étrangers dans l'évolution de l'emploi : 1973-1979 – 1982 (milliers)⁴⁸

	1973	1979	1982	Variation		
				1979-1973	1982-1979	1982-1973
Industrie et BTP						
Effectifs totaux	6.652	6.048	5.719	-604	-329	-933
Dont étrangers	1.010	800	658	-210	-142	-352
BTP						
Effectifs totaux	1.312	1.107	1.076	-205	-31	-236
Dont étrangers	407	310	250	-97	-60	-157
Services						
Effectifs totaux	3.745	4.428	4.024			
Dont étrangers	216	261	250			
Emploi salarié total	10.397	10.477	9.743	+80	-734	-654
Dont étrangers	1.226	1.061	908	-165	-153	-318

Actuellement les immigrés demeurent surtout des ouvriers dans leur majorité. Cependant aujourd'hui, nombre d'entre eux sont qualifiés, contrairement à ceux de l'IP1. Cela dénote d'une évolution dans tous les domaines et secteurs d'activités. Ainsi, on constate même la présence des cadres parmi les immigrés aujourd'hui. Donc, si les ouvriers sont plus de 85%, il y a 25% de manœuvres et on retrouve cependant 2% des cadres⁴⁹.

Depuis 1982, le nombre de cadres est en constante croissance, tendant peu à peu à se rapprocher du taux français. Le tableau suivant nous montre les chiffres de 1971 à 1982, sur la répartition par qualification des étrangers de 100 salariés étrangers)⁵⁰ :

⁴⁸ Source INSEE

⁴⁹ Source: J. Minces, 1998: Id. (P.79) [source: Ministère du Travail, 1982].

Années	%							
	Manœuvres	Ouvriers spécialisés	Ouvriers qualifiés	Total ouvriers	Employés	Agent de maîtrise	Cadres	Ensembles
Juin 1971	26,7	40,1	26,8	93,6	3,6	1,7	1,1	100,0
Oct.1973	18,8	42,6	30,5	91,9	5,1	1,7	1,3	100,0
Oct.1976	16,1	38,3	34,8	89,2	6,7	2,1	1,7	100,0
Oct.1979	13,4	34,5	37,9	85,8	9,2	2,6	2,1	100,0
Oct.1982	14,0	33,1	37,3	84,4	9,8	3,0	2,3	100,0

N'étant admis qu'en tant que force de travail et qu'en tant que force de production naguère, cette situation n'a pas beaucoup évoluée de nos jours, car c'est encore ainsi qu'est évaluée l'immigration...

3. La politique française d'immigration

Qu'appelle-t-on au juste politique d'immigration ?

Au regard de ce qui se passe en France quant à sa politique d'immigration, on arriverait à penser qu'il n'y en a pas. En effet, ce que l'on remarque au prime abord c'est une panoplie de textes épars et des lois et pratiques gouvernementales de circonstances. A vrai dire, la France n'a pas d'organisation (Cf. les quelques textes et lignes sur la chronologie des lois sur l'immigration, dans le point ci avant) car le pays semble agir après coup et constat seulement. Alors la France serait un pays sans politique d'immigration vu sous cet angle. Or, une analyse des lois et des textes de lois nous fait quand même savoir qu'il y aurait une sorte de politique d'immigration. Donc, bien que n'en affichant pas clairement une, le pays en exerce cependant bien une, contrairement à ce que voit l'extérieur. Cela est peut-être dû au fait que la France ne possède pas de stratégie de politique d'immigration bien définie, censée, cohérente ; et qu'elle poursuit sa politique d'immigration est « gérée » au jour le jour. Ainsi, tel le fait constater P. Weil : *« C'est d'ailleurs ce qui font se plaindre certains – qui regrettent de ne pas avoir de politique bien*

⁵⁰ Y compris les apprentis. Source : Ministère des Affaires sociales.

établie comme aux USA ou en Allemagne par exemple, et s'en féliciter d'autres- qui pensent qu'il vaut mieux pas, car ils voient là les moyens d'intégration des étrangers : les institutions de la République, l'école et l'armée, etc., suffisent largement à absorber les arrivants et à les transformer en Français » (1991 : 19).

Ceci dit, il semble bien que la France a bel et bien une politique d'immigration, c'est-à-dire qu'elle s'est menue de règles précises en ce qui concerne les entrées, les séjours des immigrés et tout ce qui les concerne. Il suffit d'ailleurs de regarder les textes de loi pour s'en rendre compte. Ces textes prenant naissance in situ. Cette politique a pour principe l'apport constant_ et circonstancielle_ des changements - amélioration ou plutôt blocage -, les nécessités économiques et sociales. La politique française d'immigration est une politique tout à fait à son avantage, consensuelle, et créée à partir des années 30 autour des choix décisifs. Ce sont donc les orientations officielles ou pragmatiques qui organisent l'action publique.

En somme, la publication du 2 novembre 1945 est le symbole du départ de la mise en œuvre d'une véritable intervention de l'Etat dans le domaine de l'immigration. Ce texte est **Le** texte de référence depuis plus de 50 ans. L'appellation « politique d'immigration » n'est donc pas chose aisée, car une politique d'immigration implique beaucoup de choses et d'aspects. Plusieurs conditions doivent être réunies en effet pour qu'une politique d'immigration soit appelée comme telle_ surtout que le regard porté sur l'immigration n'est pas le même partout et encore les flux migratoires, les problèmes sociaux, économiques, culturels, de religion(s) ne sont pas égaux partout ailleurs... Et encore il faut les revoir à l'heure d'aujourd'hui, heure dite « Heure de l'Europe »...

4. Conclusion

Nous pouvons dire tout compte fait que, le phénomène de l'immigration en France remonte du XIX^e siècle, avec l'IP1 d'abord puis l'IP2. Il en découle que l'Etat français a longtemps laissé cette immigration sans réelle gérance, en ne créant et n'appliquant que des lois et circulaires pour posséder véritablement une situation donnée et ce même *in situ*. Vu sous cet aspect, le pays ne peut prétendre à la possession d'une politique d'immigration. Aussi, s'avère-t-il que ces lois et circulaires sont tantôt adoucies et tantôt

endurcies, car elles ne sont pas constantes. En effet, leur dureté ou leur douceur qui les suivent dépend beaucoup de la mouvance politique en place : la gauche ou la droite. De ce fait, on retrouve souvent de l'adoucissement dans la mouvance politique de gauche et du durcissement à droite... Ce phénomène d'immigration a mené progressivement des individus sur le sol français, avec une nette recrudescence depuis 1945, si bien qu'aujourd'hui, le panorama humain du pays montre un pays très cosmopolite. L'implantation de ces individus s'étend dans toutes les régions, avec une forte concentration dans les grandes villes. Ils se sont donc établis dans le pays de manière durable et leur majorité est Française actuellement (Fim). Autre fait, on constate une nette évolution sociale car, hier mal logés, presque analphabètes, aujourd'hui ils sont mieux logés et occupent même des postes importants, à responsabilité. En effet, ceux d'hier avaient du mal à se loger et occupaient des logements de fortune, tandis que ceux d'aujourd'hui (pour la plupart Fim mais encore appelés immigrés) occupent divers logements allant du squat au pavillon situé même dans des quartiers huppés... Quant à l'emploi, c'est comme avec le logement. Nombreux sont ceux qui peuvent prétendre à des fonctions de cadre ou à des emplois valorisants, vu qu'ils ont effectué des études... En somme, nous pouvons dire qu l'Etat, depuis qu'il a pris conscience des problèmes liés au phénomène de l'immigration en France, n'a jamais cessé de tenter de le gérer. Effectivement, on constate qu'il essaie de créer une réelle politique d'immigration pour pouvoir « mieux y voir clair ». D'ailleurs, nous pouvons dire qu'actuellement, avec la politique de Nicolas Sarkozy, il se peut qu'à l'issue de son mandat présidentiel, que la France ait enfin réussi à se créer une politique d'immigration bien finie et définie, qui permette de recevoir des étrangers dans une structure bien définie...

CHAPITRE III. L'IMMIGRATION ET LES CULTURES

1. Les deux périodes de l'immigration et les cultures : les immigrés face à leurs cultures et aux cultures des autres immigrés, et face à la culture française

D'un ensemble de représentations de jugements idéologiques et des sentiments qui se transmettent à l'intérieur d'une communauté, la culture est un mot qui ne cesse d'évoluer car c'est une notion difficile à définir. Ce terme revêt en effet plusieurs connotations et on le définit *in situ*. Ainsi, la culture comprend toutes les manières de vivre, de se représenter l'extérieur (de soi ou de sa communauté), de concevoir, voir et vivre les rapports entre les humains, les différents peuples, etc.

Comme nous l'avons déjà souligné plus loin, l'immigration que nous qualifions de première période (désormais IP1) est une immigration que l'on peut traiter d'essentiellement européenne. Elle est aussi désignée en terme d'immigration nord / nord. Le point commun qui relie l'IP1 à l'IP2 réside dans le fait que tous ces immigrés ont quitté leurs pays, laissé leurs amis, parents et familles, pour venir en France afin de trouver une vie meilleure.

L'IP1 comporte bien sûr plusieurs cultures mais elles sont européennes, donc plus proches de celle du pays d'accueil. Les différences entre ces cultures immigrées et celle de la France résident dans des zones de monoculture convergentes avec des zones multiculturelles. Ainsi, on pouvait remarquer chez ces immigrés le degré de leur chrétienté qu'ils affichaient ouvertement dans une France bien sûr chrétienne, mais ayant perdu ce côté. Cela choquait donc de voir les Italiens par exemple porter des signes ostensibles de la religion catholique et se signer tout le temps, de toujours se référer à un saint dans toutes les situations... Bref, leurs croyances et leurs pratiques étaient palpables. A côté de ce fait religieux existait aussi celui de l'alimentation. Ils étaient de grands consommateurs de pâtes par exemple. Ce qui leur valut le surnom péjoratif de Macaronis, lorsque les autochtones parlaient d'eux. Autre fait culturel, chez ces immigrés, ils se réunissaient en communautés pour fêter des moments précieux, importants, ou pour se retrouver tout simplement. Le plus flagrant dans ce domaine est constaté chez les Portugais qui, d'ailleurs, depuis cette époque, ont conservé cet esprit de retrouvailles et par conséquent la langue portugaise et, ont toujours tendance à se marier entre eux (même ceux qui sont Français). Le cas d'une famille de notre connaissance, par exemple, dans la région parisienne vient à point nommé appuyer ce fait. Dans cette famille, les nourrices de leurs enfants sont toujours Portugaises et

elles doivent impérativement parler la langue portugaise à leurs enfants, pas le français. Cette famille va tous les étés au Portugal... Les enfants sont parfaitement bilingues portugais-français, même s'ils sont Français.

Les IP1 conservaient leurs cultures mais ne l'imposaient pas à leur progéniture. Cependant il existe des exceptions telle celle que nous venons de citer, en plus d'un autre que nous verrons lors de nos analyses, car l'une de nos enquêtés (Fim/2) vit justement une situation similaire et en relève ouvertement sa fierté. En effet, elle s'en dit elle-même « convaincue »... Suite à ceci, nous pouvons dire que les IP1 avaient des raisons d'encourager leurs enfants à s'imprégner de la culture de la France car ils voulaient leur parfaite intégration, afin de leur épargner les exactions dont ils étaient victimes. Ils imposaient l'école à leurs enfants et les punissaient quand ces derniers avaient des notes moins bonnes à l'école, allant même jusqu'à aller voir l'instituteur afin de lui demander d'être strict avec eux⁵¹... Ces parents ne voulaient pas que leurs enfants vivent leur vie : celle de miséreux, d'illettrés, etc. car ils savaient qu'ils ne rentreraient plus dans le(s) pays qu'ils avaient quitté. Pour cela, ils ont préféré tout sacrifier pour leurs enfants, et, pour la majorité ils se sont jurés « d'oublier » leurs cultures. Dans le but de mieux se faire accepter en France, et afin de se fondre dans le moule français, des pactes ont certainement été signés comme l'ont fait ces personnages dans le roman de Simone Signoret⁵² : « *Jurons avait-elle dit. Et ils avaient juré. Ils seraient de jeunes parents amnésiques en tout cas devant leurs enfants* ».

Ces IP1 respectaient les lois françaises et n'essayaient en aucun cas de les « dépasser » ou de les « contourner ». Il sied de signaler qu'ils ne bénéficiaient pas non plus de lois et d'Associations qui pouvaient les protéger, comme les IP2 d'aujourd'hui. Ils n'étaient pas hostiles aux cultures des autres immigrés.

Nous voulons également signaler que la France a favorisé l'intégration des IP1. Le pays effectivement jugeait utile cette intégration et ce hélas, seulement pour une caste des IP1 qui étaient considérés comme « assimilables »⁵³. Ceux-ci bénéficiaient alors de l'accueil chaleureux de la France et il ne leur était pas imposé de balayer d'un revers de main leurs cultures. Ils étaient tolérés. Mais toute cette tolérance était temporaire car le but véritable de cette action

⁵¹ Cf. François Cavanna : *Les Ritals*.

⁵² Simone Signoret : *Adieu Volodia*.

⁵³ Nous éclaircirons cela le chapitre portant sur l'Intégration versus assimilation.

d'intégration était de les soumettre à la culture et aux règles de la France. Progressivement, donc, les IP1 se sont fondus dans le moule français, grâce notamment à une volonté de leur part. A ce propos Ralph Schor (1996 : 102) évoque l'état culturel des IP1 Italiens et Polonais au lendemain de la seconde guerre mondiale, d'après une étude réalisée par Alain Girard et Jean Stoetzel. Cela se présente de la manière suivante⁵⁴ :

Habitudes culturelles	Italiens	Polonais
	%	
Costume		
◆ Entièrement français	92	96
◆ Pas entièrement français	8	4
Cuisine		
◆ Française	25,7	50,5
◆ Italienne ou polonaise	15,3	6,5
◆ Mixte	59	4,3
Emissions radiophoniques écoutées		
◆ Italiennes ou polonaises seulement	5,3	16,5
◆ Françaises	36,7	37
◆ Des deux pays	58	46,5
Journaux lus		
◆ Italiens ou polonais seulement	12,7	34
◆ Français	64,7	37
◆ Des deux pays	22,6	29

Comme ce tableau le montre bien, une évolution des différents attrait culturels s'est faite et continue de se faire chez les IP1. Ils ont subi des changements lents qui se font encore jour... Il en découle qu'aujourd'hui dans les familles « venues d'ailleurs » (IP1), le souvenir d'être « venu d'ailleurs » n'est que plus lointain.

Contrairement à leurs prédécesseurs, les IP2 bénéficient_ comme nous le disions tantôt, de plusieurs lois et Associations, pour les protéger dans tous les domaines de la vie. Par ailleurs, le

⁵⁴ Tableau simplifié (sans toucher aux chiffres).

fait socioculturel avec les IP2 n'est pas seulement linguistique_ car la langue française ne devrait pas constituer un véritable barrage linguistique étant donné que la majorité de ces IP2 viennent des ex colonies françaises. Le problème avec ces derniers est donc complexe et est surtout culturel et religieux. En effet, les cultures des IP2 constituent bien souvent une barrière à leur intégration / assimilation dans le pays d'accueil : elles sont sources d'interdictions multiples (surtout religieuses). Ces interdictions créent bien entendu des clivages entre la culture française et les leurs, compte tenu de leur profonde différence. Il s'avère donc que leurs cultures ne leur laissent pas le libre arbitre dans un pays complètement différent culturellement et surtout religieusement, où toute la population est par conséquent censée être libre, égale et fraternelle_ selon la devise du fondement de la République.

Mais il nous sied de conserver en mémoire que l'IP2 est récente. C'est une immigration qui a commencé après la deuxième guerre mondiale, venue au secours de la France qui avait besoin de main-d'œuvre pour sa reconstruction. Ces IP2 viennent des ex colonies françaises étaient dans un premier temps majoritairement africaines (Nord-africaine et Subsaharienne). L'Asie et les autres continents bien qu'aussi sont concernés, sont arrivés bien après seulement. C'est là donc le départ d'une diversité culturelle et religieuse qui entre en France. Cette diversité « très diversifiée » est qualifiée de « Grand Sud ». Un fait nouveau est également introduit : la couleur de la peau. En effet, l'IP1 essentiellement européenne est blanche. Par contre l'IP2 est très diversifiée côté pigmentation dermique. Ce qui fait qu'ils sont d'abord regardés comme des êtres « curieux » et surtout, inspirent la peur de la part des autochtones pour tout ce qui est différent. Tout ceci porte à croire qu'il est donc impossible pour la majorité des IP2 de se représenter un « autre » monde que le leur c'est-à-dire celui d'où ils viennent, vu il n'ont que la manière « conventionnelle » de se représenter la France comme les Fds.

Nous pouvons également constater que l'idéologie des IP2 se transmet plus visiblement de génération en génération, pas comme chez les IP1, car un phénomène est apparu quant à la définition du « culturel » et ces derniers tirent profit de cette situation, aujourd'hui. Ainsi le souligne en Christian Jelen : « *Culturels* » sont devenues l'excision, même pratiquées sur notre sol. « *Culturels* » sont des traditions perpétrant l'inégalité de la femme, la polygamie, l'emprise de la religion dans tous les aspects de la vie ; « *culturelles* » sont devenues des pratiques religieuses prônant la disparition de la laïcité et l'édification d'un ordre moral étouffant – et la violation de nos lois républicaines. » (1994 : 21).

Tel chez les IP1, culturel est également le vestimentaire, le culinaire, la lecture, la musique, etc. Contrairement aux IP1, les IP2 arborent des tenues « traditionnelles » dans la société, dénotant ainsi leur appartenance à une communauté donnée. Nous pouvons le constater dans les scènes de la vie courante, tous les jours dans la rue... Ces images nous en donnent une idée :



Nous pouvons stipuler que le fait de ne pas choisir de transmettre sa langue à ses enfants constitue un choix d'intégration et dès lors, la machine de l'intégration est lancée. Mais conserver sa langue en la perpétrant à travers les jeunes générations et les suivantes, constitue une volonté d'appartenance à un groupe, une communauté, même s'il existe un détachement géographique. En effet, l'idée maîtresse qui en ressort est celle de se sentir « parti » sans vraiment « être parti », d'être toujours relié par le cordon ombilical avec ses proches restés dans le pays natal. Parler donc la langue d'origine, se vêtir et manger « comme au pays », écouter et danser la musique et les danses du pays, constituent des signes que l'on a du mal à se détacher et cela montre un blocage à l'intégration... Or, le cas de la majorité des IP2 (la première génération) et de leurs enfants (souvent la deuxième génération) n'est pas le même que celui des IP1. A la différence des IP1, la majorité des IP2 commencent souvent par apprendre leur langue d'origine à leurs enfants, avant de leur apprendre le français, qui est pourtant la langue qu'ils devront utiliser quotidiennement dans leur vie et ce, dans tous les lieux où ils iront. Toute cette transmission des us et coutumes des pays d'origine des IP2 semble se faire plutôt par souci de garder un lien avec le pays d'origine, *«car sinon les enfants auront des problèmes avec les*

cousins au pays, quand ils iront en vacances, sinon ils vont être la risée de tous» ; tel M.⁵⁵, Française (pour qui les parents sont venus d'Algérie) qui communique chez elle en famille en dialecte algérien (chaoui). Le chaoui, elle l'a appris comme langue maternelle. Ses parents lui ont toujours parlé en chaoui (jamais en français). Elle parle aussi ce dialecte quand elle va en Algérie en vacances...

Ces enfants sont hélas souvent à cause de ce trait familial, pour la plupart en échec scolaire (ce n'est pas le cas de M.). Ce qui est bien loin du cas des enfants des IP2.

2. L'atmosphère des cultures en France (vue générale)

Dans une France multiculturelle, les cultures coexistent dans un « *salad bowl* » ou « *melting pot* », avec des points forts où certaines cultures tendent à se « majorer », avec (toujours bien évidemment) la culture française (et ses variantes régionales) au-dessus de toutes celles des immigrés ou dites immigrées. Aujourd'hui, la tendance est à la « dévalorisation » de la culture française - qui selon certains, fort minoritairement - va être « écrasée, absorbée » par celle des immigrés, en l'occurrence la culture maghrébine. Il s'agit, bien sûr, d'une fabulation. Arriver simplement à penser et à asserter une telle chose paraissait incroyable pour les IP1, qui rappelons-le, n'avaient aucun moyen de se faire valoir et surtout n'avaient aucune parole, par conséquent, existaient « sans vraiment exister » car ils devaient se frayer très difficilement leur chemin dans un pays nouveau pour eux. Les IP2 par contre, avec souvent des lois ayant bien évolué en faveur de tous et en la leur, s'offrent alors la liberté de proférer des élucubrations choquantes (qui font la clé des débats du Front National et de Sarkozy) du fait qu'ils bénéficient, comme les autochtones, et au même titre des bienfaits stipulés dans la devise nationale.

Il semble pour certains que nous devons cette situation de « pagaille » qui profite aux IP2 - du moins en grande partie - aux deux septennats de François Mitterrand, où il était devenu « politiquement correct » de réduire le rôle de la culture française à peu de chose, et de porter aux « cultures » dites « immigrées », vocable désignant en fait les « cultures » de banlieue (nous dirons plutôt des « banlieues »). Cette situation a bien entendu favorisé l'émergence de

⁵⁵ Dans le cadre d'une étude que nous avons réalisée dans le cadre de l'apprentissage, du plurilinguisme et des identités (DEA, université de Rouen, année académique 2002-2003) : « *Approche et perception de la bilinguisme chez une jeune adulte* ».

débordements qui ont mené peu à peu les jeunes générations vers le non-respect de la laïcité, principe fondamental de la République. Il s'avère donc qu'en France, le nombre croissant des Associations, des Organisations des Droits de l'Homme, des partis politiques (alors en quête d'électeurs) renoncent, empêcheraient et rejetteraient l'assimilation / l'intégration des IP2, en défendant ce qu'ils désirent plutôt que de les aider à se soumettre aux lois et à la culture du pays. Dès lors, on ne se pose plus la question du choix de l'intégration / l'assimilation de ces derniers, qui sont désormais libres d'en vouloir ou pas, même quand ils sont Français. Le fait de le leur demander constituerait presque un crime des « Droits de l'homme ». Cette situation avec les IP2 est tout le contraire de celle des IP1.

Etant donné ce qui en découle, réunir la France, faire des citoyens libres-égaux-fraternels demeure de nos jours pourtant une œuvre qui relèverait de l'utopie, car nous sommes en présence d'une France multiculturelle où des bulles isolées et non communicantes existent et créent des conflits. Bref, la France multiculturelle est balkanisée. Or qui dit balkans dit conflits. Mais toutefois il faut croire en une amélioration de la situation d'ici quelques années, car des changements lents se font. Qui dit changements lents, dit changements durables, tel s'est faite l'intégration des IP1. Eux aussi ont connu des difficultés, qui peut-être n'étaient pas du même ordre que celles des IP2, mais elles étaient également de cohabitation et d'acceptation. Ce tableau suivant, d'après l'INSEE, met en avant les différences existantes entre différentes communautés, causant la crainte des Fds qui redoutent l'insécurité et donnent une importance croissante aux différences culturelles :

(Etat d'âme)	En pourcentage	
	Novembre 1985	Novembre 1989
◆ Sentiment d'insécurité	75	69
◆ Différence de coutume	49	58
◆ Différence de religion	23	57
◆ Différence de la langue	20	20
◆ Couleur de peau	8	5
◆ Concurrence sur le marché du travail	45	32
◆ Inutilité économique des étrangers	57	46

3. Conclusion

Nous pouvons en conclure, au regard d'aujourd'hui que, la vision générale des cultures en France nous montre en somme une atmosphère d'entente (même si imparfaite) et donc l'espoir demeure. Car l'identité nationale a réussi à absorber les sous-cultures jusqu'à présent et _ espérons-le _ continuera à les absorber malgré les replis communautaires déjà rencontrés... Il y a un intéressement aux cultures des autres entre différentes communautés dans l'alimentaire par exemple, où il est devenu « normal » dans les habitudes de consommer un *tajine*, un *kebab*, des *nems*, etc. Signe que les cultures évoluent et se rencontrent, au moins sur ce point.

CHAPITRE IV. LA LAÏCITE

1. Historique

Tirant ses racines du terme latin « *laicus* », la laïcité signifie « *peuple* » en français. Le terme laïc ou laïque est par conséquent employé pour désigner « *celui qui n'est pas prêtre* ». D'ailleurs « *laiko* » (grec) est radicalement opposé à « *clericos* » (clergé). En somme au III^e siècle, un laïc ou laïque est « *celui qui n'est pas membre de clergé* ». Ceux qu'on appelle laïcs appartiennent à la société chrétienne, mais formant un groupe à part, et qui même si ce groupe porte l'étiquette « chrétien », est de nature différente de celle des membres ecclésiastiques ou monastiques de l'Eglise.

Au Moyen Âge, celui qu'on nommait laïc c'était d'abord une personne qui tirait des conséquences plus ou moins clairement, selon sa culture et ses connaissances (son savoir). Bien qu'appartenant à la société chrétienne et faisant partie de l'Eglise, le laïc est à la fois différent, infériorisé, dévalorisé par les moines ecclésiastiques. Les laïcs représentent (telle la définition du terme en latin) le peuple (*laï*), c'est-à-dire la majorité de la population. Ils avaient leur terrain de lutte à l'intérieur même de l'Eglise, qui les considéraient comme asservis, inférieurs à elle.

Pourtant, dans le monde Médiéval, il n'y avait pas de sens de distinguer les religieux des politiques, car papes et rois s'unissaient au faîte de la société pour garder le pouvoir (ou alors ils étaient antagonistes et voulaient se l'accaparer). Jusqu'au XIII^e siècle régnait alors la confusion des pouvoirs. C'est au nom de Dieu que le pouvoir était imposé au pouvoir civil au Moyen Âge, par le truchement de l'Eglise : c'était la *théorie médiévale des deux glaives*, c'est-à-dire le *temporal* (le matériel, le palpable) et le *spirituel* (l'âme). Ainsi, le pouvoir de l'Eglise partit d'une parole de l'Evangile : « *Rendez donc à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu* » (Matthieu chapitre 21, verset 22 ; Marc chapitre 12, verset 17 ; et Luc chapitre 20, verset 25), pour créer la théorie de Dieu et César, le spirituel et le temporel. Depuis, l'Occident s'en était toujours allé ainsi...

Il en découle que l'apparition des monarchies européennes peut être considérée comme le départ de cette politique essentielle du Moyen Âge, qui fera du roi à partir du XII^e siècle, *Imago Dei* (« l'image de Dieu »). Jusqu'au début du IV^e siècle, l'une des raisons qui ont fait de l'Empire

romain avec les chrétiens, était que les habitants de l'Empire devaient rendre un culte obligatoire à l'empereur alors considéré comme une personne divine. Dès lors de la conversion de l'empereur, Dieu prit une place prépondérante dans l'empire, car Dieu se place au-dessus de l'empereur qui se trouve de ce fait « *divinisé* » (et non pas « désacralisé »). C'est déjà là l'œuvre d'un grand combat militant des laïcs. Vont alors s'en suivre une panoplie de faits et événements qui vont aboutir au fil des siècles, à une situation où l'Eglise va carrément être séparée de l'Etat. Ainsi, le temporel et le spirituel sont brisés de leurs liens et cela pouvait se distinguer. Cela laissant le champ du changement s'accroître pour ainsi laisser éclore la laïcité, née pour donner satisfaction à tous les partis, pour vivre dans un havre de paix.

*** *En France***

1.1. Le gallicanisme et l'Ancien régime

Au XIV^e, le roi Philippe IV le bel engage une épreuve de force avec le pape Boniface VIII. Cet acte d'engagement de conflit avait pour enjeu d'assurer la primauté absolue de sa majesté dans son royaume. En 1303, Philippe le Bel fit acte d'accusation au sénéchal de Carcassonne, le principal représentant de l'administration royale en Languedoc. Celui-ci était accusé d'« *extorsions* », d'« *exactions* » et d'autres faits de corruption « *énormes et abominables* ». La lettre qui stipulait cette accusation fut écrite en prenant appui et rappelle sur la Bible, un épisode biblique, pour bien affirmer l'impérative nécessité qu'avait le roi de réprimer ces abus⁵⁶... Cette lettre n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Effectivement les indices d'une profonde mutation du pouvoir royal se multipliaient, car Philippe le Bel moins d'une dizaine d'années auparavant, s'était engagé dans une lutte, un bras de fer avec la papauté, dont le point culminant fut « l'attentat d'Agagni », c'est-à-dire la brève arrestation du pape Boniface VIII dans une de ses résidences du Latrion, en septembre 1303. Philippe le Bel se posait alors en garant suprême de la foi chrétienne : le gallicanisme venait de voir le jour. Le gallicanisme, c'est quand la volonté du roi se heurte à celle du pape, c'est-à-dire, l'idée suivant laquelle le roi de France ne reconnaît ici-bas aucune juridiction supérieure.

⁵⁶ Cf. O. Guyotjeannin, 1998 : « *Le roi de France en ses préambules, XI^e -début du XV^e siècle* », dans : Annuaire-bulletin de la société de l'Histoire de France. PP. 21-44.

Sous le règne de Philippe le Bel (1285-1341), dès ses premières années de règne, on vit changer radicalement l'attitude royale vis-à-vis des droits de l'Eglise. On voyait partout dans le royaume de durs conflits opposant les seigneurs ecclésiastiques aux officiers royaux, où l'exercice de toutes sortes de droits sur les hommes et sur les terres se traduisait par une progression générale de la loi royale. Les protestations qui firent les évêques et le pape à Philippe le Bel demeurèrent sans effets réels.

Pendant longtemps, la religion catholique fut dominante en Europe. Elle a joué de ce fait un rôle doublement politique et a incarné à la perfection l'action politique et religieuse. L'Eglise se reposant sur les Etats, elle souhaitait posséder des princes à sa dévotion et vice-versa, si bien que cette situation généra un conflit entre le pape et la royauté (les princes chrétiens).

A partir de Philippe le Bel donc, comme nous l'avons dit ci-dessus, la France inaugura une politique d'indépendance par rapport à Rome (le gallicanisme). Le gallicanisme se manifesta par la « Pragmatique Sanction de Bourges » (1438), édit de Charles VII dirigé contre l'autorité des papes. Le Concordat de 1516 partagea le pouvoir de nomination des « Princes de l'Eglise » entre le roi et le pape⁵⁷. Le gallicanisme se consolida avec Richelieu puis atteignit son apogée sous Louis XIV, soutenu par les doctrines de Bossuet, qui lui rédigea la Déclaration du clergé de France de 1682, laquelle indiquait que le pape et l'Eglise n'ont de pouvoir : *« Que sur les choses spirituelles et qui concernent le statut éternel, et non point les choses civiles et personnelles... Les rois et les souverains ne sont soumis dans les choses temporelles à aucune puissance ecclésiastique par l'ordre de Dieu. »*

De ce fait, le monarque de droit disputait obligatoirement à Rome le titre de chef spirituel et temporel de ses sujets chrétiens (mêmes catholiques, avant la proclamation de l'édit de Nantes de 1598, ainsi que sa révocation en 1685).

La monarchie française s'est identifiée jusqu'à une période assez récente d'avant la Révolution⁵⁸, à la domination d'un catholicisme « établi » : l'Etat contrôlait l'Eglise gallicane. En retour, l'Eglise gallicane possédait des privilèges éminents (notamment l'enseignement). C'est justement d'une telle position de l'Eglise que la laïcité s'est progressivement confirmée.

⁵⁷ Cf. D. Béresniak, 1990 : « *La laïcité* ». Ed. J. Grancher. P.40.

⁵⁸ L'édit de Tolérance de novembre 1787 reconnaît qu'il existe des « non catholiques » dignes d'être reconnus comme « bons sujets » et de bénéficier d'un état civil (Béresniak D., op. Cit. P.46). Le premier édit de Tolérance en Europe fut promulgué par Joseph II en 1782. Avant cela, une certaine tolérance de fait régnait dans les Etats de Frédéric II de Prusse.

Suite à ce qui précède en somme, le gallicanisme ne signifie pas immédiatement et nécessairement un progrès de la laïcité, car il consiste seulement à ôter à la religion catholique l'une de ses dimensions politiques.

1.2. L'édit de Nantes

La fin des guerres de Religion. Enfin ! Des guerres de Religion donc est née une 'paix' sous forme d'un principe : la laïcité. On peut considérer que c'est la répulsion des conflits de Religion qui a donné le jour à une véritable tolérance religieuse observée jusqu'à lors en France (et en Europe) : il est en effet immoral de forcer les consciences, c'est-à-dire, que l'homme est libre de sa pensée. En somme, le spirituel et le temporel se sont différenciés.

Dès la réalisation de cette distinction, on pouvait remarquer en France (au XVI^e siècle) trois grands partis à savoir, les catholiques _ qui veulent « exorciser » l'hérésie et rétablir l'unité perdue du royaume ; les huguenots (ou protestants), réformés à leurs propres yeux _ qui cherchent à « gagner dans leur foi » leurs compatriotes et aussi qui cherchent à se faire reconnaître publiquement ; et enfin, les Politiques - recrutés souvent dans les couches de la magistrature et de la notabilité urbaine. Ces derniers sont des serviteurs de l'Etat royal dont ils tirent profit. Leur doctrine tient en trois principes : la souveraineté royale sans partage, le gallicanisme et la primauté de la nation. Tel le clame Claude d'Aubry dans son fameux *satyre Ménippée* : « *Nulle force ne s'égale / A la puissance royale [...] / Grande folie entreprend / Qui à son maître se perd : / Dieu contre les rebelles / Soutient des rois les querelles [...] / Le vrai Français ne se range / Roi ni à Prince étrange.* »

Les catholiques et les protestants ont un point en commun : celui de la religion bien sûr. C'est donc là leur première préoccupation. Quant aux Politiques, la leur c'est d'abord le salut de l'Etat. Après de multiples guerres qui opposaient les Politiques aux autres (surtout les Politiques des Seize), les Politiques qui avaient bien travaillé pour leur roi eurent gain de cause. En effet, la victoire d'Henri IV fut aussi la leur, car ils désiraient un prince catholique. Et Henri IV s'était converti au catholicisme. Ce choix avait été fait à la suite d'une réflexion sur l'histoire. En effet, même après quarante ans de guerre civile, Henri IV avait compris qu'une France protestante était peut être possible mais il valait mieux l'éviter. Effectivement, les Politiques voulaient une France gallicane et aspiraient à un Etat fort, qui devrait donc être un Etat de paix, d'unité et de paix civile. C'est ainsi que le premier Bourbon coiffa l'autorité monarchique à la perfection, une

perfection que seul Louis XIV su dépasser...

Henri IV malheureusement ne satisfait pas seulement les Politiques car il les déçut à la signature de l'édit de Nantes qu'il offrit aux protestants, en 1598. Cet Edit admettait l'existence de deux confessions à l'intérieur même d'un Etat, et cela au bénéfice de tout le monde. C'était tout le contraire de la paix d'Augsbourg de 1555, car même si c'était pour le même but que l'édit de Nantes, celui-ci était dans le cadre lâche de l'Empire et au bénéfice des seuls princes. Ceci dit, même si l'édit de Nantes présentait cependant les protestants comme étant sous la protection du roi de France, il a été en fait démontré que c'est la religion catholique qui était privilégiée dans le royaume de France. C'est donc comme si le roi avait deux fils : l'un légitime (le catholicisme) et l'autre illégitime (le protestantisme). Le fils illégitime n'étant que toléré. L'édit de Nantes spécifiait que le roi était catholique, par le truchement de l'édit. Donc il devenait le protecteur des Eglises protestantes. En vérité, le roi était au-dessus de tous les « partis » religieux. Nous pouvons considérer cet acte comme une petite lueur de la laïcité, luisant à peine dans le ciel ; un début de changements à venir ; un enfantement qui ne se fera pas sans 'risques' dans un chemin tortueux et pleins d'embûches...

Malheureusement au fil des temps, l'édit de Nantes_ qui ne faisait pas que des bienheureux _ne cessa de s'étioler. Considérant l'unité de foi comme un garant de l'ordre et de la stabilité du royaume, le roi Louis XIV décida de la révocation dudit édit et lutta contre le jansénisme. Cette révocation de l'édit de Nantes s'inscrivit dans l'édit de Fontainebleau, le 17 octobre 1685. En effet, l'édit de Fontainebleau s'inscrit en faux contre la tradition instaurée par l'édit de Nantes, du fait de la position exceptionnelle de la France par rapport au reste de l'Europe. Cela se devait au fait que la France avait une monarchie catholique qui avait en son sein un Etat protestant, et qui plus est n'obéissait qu'à la seule raison d'Etat !!! Ainsi, 200.000 réformés quittaient la France par la suite. Plus tard, par l'esprit des Lumières, l'édit de Fontainebleau reçut le même traitement que l'édit de Nantes. Louis XIV en 1787, redonna par l'édit de tolérance, un statut civil aux réformés. Deux ans plus tard, c'est-à-dire en 1789, la Révolution rendit à jamais caducs les deux édits. Mais avant tout, voyons ce qu'était le positionnement de Louis XIV par rapport aux problèmes de religion...

Louis XIV, crée en quelque sorte une religion royale. D'ailleurs n'est-il pas un 'dieu' tel qu'il se proclamait et était proclamé ? _ Mais Pierre de Bérulle⁵⁹ vient nous en donner une preuve de sa

⁵⁹ Pierre de Bérulle fut un militant de la contre-Réforme. Cette citation est tirée de son « Discours de l'Etat et des

divination dans ces quelques lignes tirées de son discours (1623) : « *Un monarque est un dieu, selon le langage de l'Ecriture.* »

L'absolutisme de Louis XIV en effet l'a mené à créer la « religion solaire ». Il fut un roi sans degré équivalent en Europe. Il était vénéré comme un 'vrai dieu', et des témoignages abondent à ce sujet tel celui de Omer Talon qui, agenouillé devant le jeune roi lors du lit de justice du 18 mai 1643, qui inaugura le règne de Louis XIV, déclarait : « *Sire, le siège de votre majesté nous représente le trône du Dieu vivant. Les ordres du royaume vous rendent honneur et respect comme à une divinité visible*⁶⁰. »

Bossuet aussi dans la même optique, expliquait qu'il y avait : « *Quelque chose de religieux dans le respect qu'on rend au prince. Le service de Dieu et le respect pour les rois sont choses unies. [...] Ainsi Dieu a-t-il mis dans les princes quelque chose de divin. [...] C'est donc l'esprit du christianisme de faire respecter les rois avec une espèce de religion, que [...] Tertullien appelle très bien « la religion de la seconde majesté ». Cette majesté n'est qu'un écoulement de la première, c'est-à-dire de la divine, qui pour le bien des choses humaines a voulu faire rejaillir quelque partie de son éclat sur les rois.* »

Grosso Modo, Bossuet souligne que la religion royale est clairement subordonnée à celle de 'la première majesté'⁶¹. Pour ainsi dire, il pense que le roi ne peut prétendre être totalement divin... Même si, telle le souligne Joël Cornette (2004 : 33) : « *Versailles a bien été conçu pour éclater aux yeux de tous la grandeur, la puissance royale de Louis XIV* ». En fait, c'est Versailles qui représente la religion de Louis XIV car Versailles c'est son orgueil, l'extériorisation de son ego, sa grandeur immense, *lui* personnifié et divinisé : sa fascination.

grandeurs de Jésus », adressé à Louis XIV en 1643.

⁶⁰ Joël Cornette, 1998 : *La mélancolie du pouvoir. Omer Talon et le procès de la raison d'Etat*. Paris. Fayard.

⁶¹ Joël Cornette, 2004 (P.32).

1.3. La Révolution et la Constitution du Clergé

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses... »

(Article X de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le 26 août 1789)

Lors de la Révolution française l'Etat met l'Eglise sur la défensive. Le Décret du 12 juillet 1790 sur la Constitution Civile du Clergé en effet, divise profondément : il y a le clergé d'un côté - qui est dit « réfractaire » et qui empêche qu'elle puisse s'allier en totalité au Nouveau Régime ; et l'Eglise Constitutionnelle, de l'autre.

L'Eglise Constitutionnelle se trouve soumise à plusieurs endroits au contrôle du laos, c'est-à-dire, chose qui se fait paradoxalement au moment où la religion catholique n'est plus proclamée comme étant celle de l'Etat : il s'ensuit dès lors que la nomination des évêques se fait par le corps électoral, les curés par le district. La nation se voit assignée la tâche du traitement des ministres de la religion (qui perdent beaucoup de leurs privilèges). On voit en France dans cette ère révolutionnaire, une espèce de « gallicanisme » extrême, de soumission extrêmement radicale de l'Eglise au Politique. Au contraire des premiers mouvements de gallicanisme, cette fois l'Etat ne se fait pas meilleur défenseur de l'Eglise.

Le 28 août 1789, la liberté religieuse est proclamée, par l'article X de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen : *« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. »*

Cette Déclaration met en avant une sorte de « tolérance » (qui en est une !) à l'exemple de l'Angleterre, qui depuis plusieurs années déjà, avait cette tolérance établie après des différends entre les religions, pour rétablir l'équilibre du royaume. Voltaire d'ailleurs en fait l'observation suivante : *« Un Anglais, comme un homme libre, va au Ciel par le chemin qui lui plaît. »*

Le Français a désormais le droit de choisir sa religion et de la mettre à jour s'il le désire. La perte de position de pouvoir de l'Eglise dans l'Etat en France fut créée par la laïcisation de l'Etat civil. Cela fut décidé et est écrit dans la Constitution de 1791 en ces termes : *« La loi ne considère le mariage que comme contrat civil. Le pouvoir législatif établira pour tous les habitants, sans distinction, le mode par lequel les naissances, mariages et décès sont constatés ;*

*et il désignera les officiers publics qui en recevront et conserveront les actes.*⁶² »

L'Etat s'est séparée de l'Eglise, ça y est ! Mais ! Cette séparation s'est effectuée grâce aux changements ayant pris source dans l'histoire, jusqu'à une concrétisation. Mais de quelle manière donc ?_ Dans un premier moment, le Directoire inaugure une première formule de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Selon l'article 354 de la Constitution de l'an III (1795), élaborée par la Convention thermidorienne : « *Nul ne peut empêcher d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi. Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'un culte. La République n'en salarie aucun.* »

Assez tolérante, particulièrement à l'égard des manifestations extérieures du culte, cette sécession fut remplacée en 1801 par le système dit « Concordataire ». Ce système gouverna les relations Etat / Eglises pendant plus de cent ans, jusqu'en 1905⁶³.

1.4. Le Régime Concordataire

Napoléon conclut avec le Vatican un Concordat en 1801. Ce Concordat fut complété par des « articles organiques » et promulgué en 1802.

Le régime Concordataire concernait en première instance la religion catholique, mais aussi les deux cultes protestants (luthérien et calviniste) ainsi que la religion judaïque. A proprement parler, ce sont les cultes non catholiques qui étaient plutôt concernés par les « articles organiques », qui s'appliquaient à eux seuls donc. Quant au Concordat, avec le pape, il concernait exclusivement la religion catholique bien entendue. Seul le culte catholique était reconnu officiellement. Les autres étant non officiellement reconnus au même titre que l'Indifférentialisme et l'athéisme. Alors bien qu'elle ne fut plus religion d'Etat, la religion catholique⁶⁴ - proclamée « religion de la majorité des Français » _ avait le soutien de l'Etat : celui-ci désignait les évêques qui prêtaient serment de fidélité au gouvernement ; et la chaîne continuait avec les curés qui étaient nommés par les évêques. Les curés tout comme les évêques prêtaient serment au gouvernement (l'autorité civile).

⁶² Cité par Barbier M. (P.31).

⁶³ Il subsiste de nos jours, pour des raisons historiques, des départements : l'Alsace-Lorraine, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, devenus allemands entre 1871 et 1918.

En récapitulatif, le compromis qu'avaient trouvé l'Etat et Rome (l'Eglise) afin de vivre harmonieusement était donc celui-ci : le gouvernement devait verser un traitement aux évêques et curés, et autorisait par-dessus tout les fondations en faveur des Eglises... Le bilan des relations entre l'Etat et les cultes était donc que l'Eglise n'était plus d'Etat mais bénéficiait d'une reconnaissance. En retour, l'Etat contrôlait son organisation et ses activités de façon assez stricte. Quant au judaïsme, son culte fut organisé par une loi de 1808, mais ses ministres ne reçurent pas de traitement, comme les cultes catholiques et protestants, sous la monarchie de Juillet.

Ainsi, nous ne pouvons parler de ce point sans l'approfondir avec donc Bonaparte⁶⁵ qui, a joué un grand rôle dans ce qu'on appelle la paix du Concordat... Il s'avère à la suite que le 2 novembre 1789, monseigneur de Talleyrand-Périgord, évêque d'Autun, monte à la Tribune et fait un discours sur le déficit des finances royales. Il s'avère que l'Eglise était plus riche que l'Etat car ses richesses s'évaluaient à deux milliards. Talleyrand pensa donc qu'il fallait nationaliser les biens du clergé pour combler ce déficit. Son discours qui choqua le corps de l'Eglise, fut considéré comme une trahison de la part de l'Eglise, car Talleyrand était ne l'oublions pas, évêque. Par la suite, la nationalisation des biens de l'Eglise⁶⁶ ne se fit pas sans conséquences. En effet, l'Eglise devait en contrepartie de cette nationalisation, se faire indemniser. Un compromis fut alors trouvé : la nation devait prendre en charge les frais du culte et assurer un traitement aux prêtres, qui devinrent des fonctionnaires et donc pénétrèrent dans la nouvelle organisation de France, qui repose sur un système justement d'élections.

La laïcisation de l'Eglise de France par la Constitution Civile du Clergé (1790) faisait enterrer le Concordat de 1516. Ce Concordat qui faisait de la religion catholique, apostolique et romaine une religion d'Etat, n'était accepté ni par le pape ni par la plupart des évêques. Le « corps » de l'Eglise se voit donc ainsi forcer la main car l'Assemblée constituante exige de lui un serment de fidélité. Ce serment n'étant pas accepté de tous, très vite on se retrouva dans une situation ambiguë. L'Eglise en effet se retrouvait scindée en deux avec d'une part, des « prêtres jureurs » et d'autre part des « prêtres réfractaires ». Des sanctions avaient été prises pour ceux qui refusaient ce serment, à savoir, l'immédiate destitution de leur fonction. L'abbé Grégoire, soucieux de garder l'Eglise dans le camp de la Révolution, fit ce serment ; il fut suivi par quatre

⁶⁴ Elle le redevint en 1814.

⁶⁵ *Bonaparte, Premier Consul, choisit le Concordat (sorte de pacte de non-agression) aux mesures radicales prises par la Constituante.*

⁶⁶ La nationalisation des biens de l'Eglise profita en premier lieu aux paysans aisés et aux bourgeois qui les rachetèrent.

évêques. La situation de conflit qui sévissait à cette époque était bien sure favorable à une guerre religieuse devenue plus qu'inévitable. Elle éclata donc en Vendée en mars 1793. Des massacres sanglants s'en suivirent... Devenu évêque de Blois et siégeant à la Convention, Grégoire déclara le 21 décembre 1794 : « *La liberté du culte existe en Turquie. Elle n'existe pas en France. Le peuple y est privé d'un droit dont on jouit dans les Etats despotiques, même sous les régimes d'Alger et du Maroc.* »

La pensée de Grégoire fut aussi celle des réfractaires et tous pensèrent donc qu'il fallait faire une sécession entre l'Eglise et l'Etat. Ainsi, en 1795, Boissy d'Anglas fit voter le premier Décret de séparation. Dix articles notifient ce décret :

- **Article 1** : L'exercice d'aucun culte ne peut être troublé.
- **Article 2** : La République n'en salarie aucun.
- **Article 3** : Elle ne fournit aucun local ni pour l'exercice du culte, ni pour le logement de ses ministres.
- **Article 4** : Les cérémonies de tout culte sont interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice.
- **Article 5** : La loi ne reconnaît aucun ministre du culte.
- **Article 6** : Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque est soumis à la surveillance des citoyens.
- **Article 7** : Aucun signe particulier à un culte ne peut être placé dans un lieu public ou extérieurement de quelque manière que ce soit.
- **Article 8** : Les communes ou sections de communes, en nom collectif ne pourront acquérir ni louer un local pour l'exercice des cultes.
- **Article 9** : Il ne peut être formé aucune dotation perpétuelle ou viagère, ni établi aucune taxe pour acquitter les dépenses.
- **Article 10** : Quiconque troublerait par la violence les cérémonies d'un culte quelconque ou en outragerait les objets, sera puni suivant la loi du 19-22 juillet 1791.

Ce texte fonde l'Etat laïque et se voit être confirmé dans l'article 354 de la Constitution de 1795 : « *Nul ne peut être empêché d'exercer le culte qu'il a choisi.* »

Ainsi, la neutralité de l'Etat venait de se créer. En revanche, l'Etat bien que neutre maintenant, devrait se reposer sur des valeurs morales... Un an plus tard, en 1796, le pape recommandait aux catholiques français de se soumettre à la République. Six ans ! Six ans, voilà la durée de la

première séparation de l'Etat et de l'Eglise. Le bilan n'était pas moins escompté : l'effondrement du culte catholique ne se fit pas (il grandit et s'enrichit au contraire), une morale laïque ne réussit pas à s'imposer (ses partisans étant trop prestigieux).

Face à cette situation qui prévalait, Bonaparte se vit alors s'offrir deux solutions, après Brumaire (novembre 1799) : soit il devait laisser s'accroître le mouvement de restauration religieuse sans qu'il y intervienne ; soit il devait consacrer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ou signer (en tant que chef de l'Etat) un accord avec le chef de la chrétienté et s'octroyer de ce fait l'estime de la reconnaissance religieuse...

L'Eglise s'accommoda au Concordat de 1801 à 1905.

1.5. La loi de 1905 : la laïcité, une loi d'apaisement ?

Comme nous l'avons vu, la laïcité ne s'est pas instaurée brusquement. En effet, l'histoire démontre que ce sont plusieurs faits et événements à travers plusieurs siècles, qui sont à l'origine de ce qu'on appelle aujourd'hui le principe de laïcité ou tout simplement laïcité, née par la loi de 1905. La laïcité qui est, rappelons-le le principe de séparation des églises et de l'état était acceptée par tous sans exception dès 1905, date réelle de la mise en place de la « structure » dans la République.

Aussi radicale fut-elle, cette votée le 9 décembre 1905 (après plusieurs mois de débats) est une manifestation d'une volonté réelle de pacification de la part de ses initiateurs. La laïcité est donc une loi d'apaisement car elle mettait enfin une trêve qui se voulait infinie à des guerres et guéguerres entre différentes Eglises et l'Etat. La France pouvait alors commencer à respirer car les catholiques modérés et les laïques venaient de trouver un terrain d'entente. Et bien qu'il subsistait encore diverses tensions avant l'élaboration de la loi de la laïcité, tous ont préféré « taire » leur « hargne ».

Selon Guy Haarscher⁶⁷, l'analyse du concept de la laïcité révèle deux axes, à savoir : *large* et *étroit*.

⁶⁷ Haarscher G.: *La laïcité*. QSJ ? 2005. Paris. PUF (P. 3)

➔ La largesse concerne en primo analyse les régimes respectant la liberté de conscience quand ceux-ci impliquent que l'Etat n'est pas l'apanage d'une partie de la population mais l'apanage de tous, sans discrimination quelconque des individus à cause de leurs orientations vitales.

➔ L'étroitesse renvoie à une séparation de l'Etat et des confessions. En comparaison aux USA (qui, bien que n'étant pas les créateurs du terme) où la laïcité était appliquée du moins la liberté culturelle. Car en 1776 déjà, la Déclaration des droits de Virginie proclamait : « *La religion ou le culte dû au Créateur, et la manière d'y satisfaire, ne peuvent être dirigés que par la raison et la conviction, jamais par la force et par la violence. En conséquence, tout homme doit jouir de la pleine liberté de conscience et la même liberté doit d'étendre également à la forme du culte que sa conscience lui dicte...* »

Il en découle donc que l'Etat fédéral était « laïcisé » très tôt aux USA (non les Etats fédérés). La Constitution des USA garantit la séparation des Eglises et de l'Etat fédéral, l'absence de toute religion établie : *The Established Religion*, c'est-à-dire politiquement privilégiée, et la pleine liberté de conscience (c'est la fameuse « théorie du mûr »).

Au regard de ce qui précède, nous en déduisons que l'approche première de la laïcité française et de la laïcité en général n'est donc que politique. En effet, l'Etat laïque ne privilégie aucune confession tout en se portant garant de la libre expression de chaque confession (bien entendu, dans certaines limites). La création de la loi de 1905 marque la fin du régime concordataire, car il y a dissociation des Eglises du pouvoir civil, en abolissant le statut public des Eglises. Ainsi, la République n'a désormais ni le droit de ne salarier aucun culte, ni encore ne les subventionner. Autrement dit, l'Eglise doit se « débrouiller » seule. Toute délégation de l'Etat qui consistait à nommer les grands représentants de l'Eglise est désormais abolie. Déjà, la déclaration des droits de Virginie le proclamait, comme déjà mentionné ci-dessus

Cependant, la loi garantissant la liberté de conscience et la liberté du culte, tous les établissements publics de l'Eglise sont également supprimés et remplacés par des associations culturelles régies par la loi de 1901. Ce qui valut une tension entre la France et le Vatican en 1904. Seule l'église catholique refusa le compromis de l'Etat demandant aux églises des associations cultuelles. En 1904, deux évêques se rendirent au Vatican sans demander

l'autorisation de l'Etat français comme le prévoyait un texte de 1802. Cela refroidirent les relations diplomatiques entre la France et le Vatican. Cette froideur ne fut pas des moindres car elle dura jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale ; et c'est seulement en 1921 qu'un second compromis fut trouvé et par conséquent le rétablissement des relations diplomatiques entre la France et le Vatican...

Ainsi, c'est sous le terme d'associations diocésaines reconnaissant et respectant la hiérarchisation de l'église que désormais devait être reconnus les établissements de l'église catholique en France (même s'ils sont laïcisés).

1.5.1. Une histoire donc...

La laïcité est une invention française issue de l'histoire française, donc des événements successifs. Dieu (l'Eglise) et César (l'Etat) se voient ainsi séparés, tel dans le principe du christianisme : la Révolution française a en effet posé les bases de la liberté religieuse et de la séparation entre l'Etat et l'Eglise. Ainsi sera marqué le XIX^e siècle, par l'alternance et l'affirmation de la place privilégiée de la religion catholique et le progrès de la pensée laïque, autour de la question religieuse entre autres. Déjà en 1881 et 1882, Jules Ferry instituait l'école populaire gratuite, **laïque** et obligatoire...

L'idée de la séparation malgré tout était unimaginable en 1903 encore, tel le montre les propos sceptiques d'Emile Combes, président du conseil : « *La séparation ? Vous n'êtes pas sérieux, il faudra encore vingt ans.* »

Cela n'empêcha cependant pas, que deux ans après seulement, la promulgation de la loi de 1905. Le texte fondateur de la loi de 1905 semble s'annoncer comme étant la proposition du député socialiste du Rhône (et fils de pasteur) Francis de Pressensé, qu'il déposa le 7 avril 1903. Cette proposition cosignée par 56 députés (dont Jaurès, Briand et Buisson) était bien détaillée. N'étant pas que favorable, la proposition de Pressensé fut attaquée par : les catholiques, Gabriel Monod (historien d'origine protestante) et Eugène Réveillaud (député radical, franc-maçon converti au protestantisme), qui la jugeaient trop hostile au sentiment religieux.

Néanmoins il en découle que c'est le projet de Pressensé qui a servi de base à la future loi. C'est Aristide Briand en 1903 qui en a été nommé le rapporteur à la Commission, car Pressensé n'était pas élu en son sein. Briand s'est inspiré du texte de Pressensé pour élaborer la proposition de loi soumise au vote parlementaire. Ses notes révèlent combien il était soucieux et consciencieux d'aboutir à une loi ne heurtant futillement ni le sentiment religieux d'une manière générale, ni l'église catholique en particulier. En spécifiant donc que les associations seraient formées *en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice*, l'article fut voté à 482 voix contre 52, le 22 avril 1905. La loi venait donc de passer, et à Jaurès de s'écrier : « *la séparation est faite !* »

L'apaisement ne survient néanmoins avec le Vatican (en partie) qu'un an après quand Clemenceau, nommé ministre de l'Intérieur en mars 1906, décida de suspendre les inventaires des biens de l'Eglise catholique, s'il devait alors se faire par la force.

1.5.2. La laïcité constitutionnalisée

La laïcité déjà appliquée, le principe de la neutralité est confirmé dans la Constitution de 1946. Et la France poursuit la constitutionnalisation de la laïcité, toujours dans son sens premier...

L'article 2 de la Constitution de 1958 déclare que : « *La France est une République...laïque. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.* »

Ainsi, la laïcité se veut maintenant protectrice de l'Eglise comme les rois de France jadis, mais la laïcité par contre se révèle protectrice tout en respectant sa neutralité. C'est d'ailleurs se fit « convertir » l'Eglise. Dès lors, la « *laïcité-protection* » laissa sa place à une « *laïcité-neutralité* », mettant en exergue son statut de garante de l'intérêt général du laos (peuple).

1.5.3. Quelques articles de la loi de 1905

- **Article 1.** La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

- **Article 2.** La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimés des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics. [...]

- **Article 13.** Les édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets immobiliers les garantissant, seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer [article 4]. [...]

- **Article 25.** Les réunions pour la célébration d'un culte tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition sont publiques. [...]

- **Article 28.** Il est interdit [...] d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.

2. Applications : en France et en Europe

* En France

2.1. Les mesures de l'Etat

2.1.1. La question scolaire

2.1.1.1. En passant...

L'école publique ne privilégie aucune doctrine...L'école publique respecte de façon absolue la liberté de conscience des élèves...

Ces lignes sont quelques-unes des mesures de l'Etat pour l'école, suite à la création du principe

de la laïcité. Pour en arriver à cette conclusion, beaucoup d'encre a dû couler car l'école est en effet un élément de débats importants nécessitant une implication de temps à son égard. En effet, elle est le berceau de la génération future et l'éducation de cette génération dépend de l'enseignement dispensé. Ainsi, la loi du 28 mars 1882 proclamait déjà la « neutralité confessionnelle » de l'école publique _ bien avant l'institutionnalisant de la loi du principe de la laïcité en 1905_ (les articles 1 à 3 débattent particulièrement de l'école). Comme l'indique le combat laïque : *« au nom d'une morale républicaine : l'école forme les citoyens, assure l'unité de la nation, les enseignements étant porteurs de l'intérêt général. »*

Cette querelle de la laïcité s'incarne dès lors dans la lutte entre l'école publique et l'école privée_ qui, doit rester marginale, pour les adversaires de la laïcité. La laïcité à l'école publique s'est imposée peu à peu, sans remettre en cause l'existence des écoles privées (Loi Falloux, 1850).

La loi de 1882 a imposé la laïcité dans les programmes et des locaux des écoles publiques. La Loi Debré de 1959, elle, crée les écoles privées sous contrat, encadrant les relations entre l'Etat et les écoles privées, définissant les obligations réciproques des deux partenaires. Le secteur privé de l'éducation est soumis à de strictes obligations de service public, comme l'unité des programmes et le respect de la liberté de conscience. Dans l'enchaînement des choses, bien des années plus tard, en 1901, l'article 14 du 1^{er} juillet de la même année interdit d'enseigner aux membres des congrégations religieuses, renforcé par la loi du 7 juillet 1904. L'article 30 de la loi du 9 décembre 1905 quant à lui stipule que : *« L'enseignement religieux ne peut être donné en dehors des heures de classe. »*

Une longue circulaire du 12 décembre 1989 de l'éducation nationale et de la Jeunesse et des Sports, détaille l'attitude des enseignants à l'égard de la laïcité. Il en découle donc que, les enseignants, dans l'exercice de leur fonction, du fait de l'exemple à donner explicitement à leurs élèves, doivent **impérativement** éviter toute marque distinctive de nature philosophique, religieuse ou politique qui porte atteinte à la liberté de conscience des enfants, ainsi qu'au rôle éducatif reconnu aux familles. L'enseignant qui contreviendrait à cette règle commettrait une faute grave.

Tout ceci est le résultat d'un combat, qui fut d'ailleurs le premier de la laïcité, comme le stipule Léon XIII : *« L'école est le champ de bataille où se décide si la société restera chrétienne ou non chrétienne. »*

Il sied donc de souligner que nous ne pouvons exclure le trio société-école-laïcité car ils sont étroitement liés, vu que les principaux acteurs des combats de la laïcité (pour ou contre) font partie du corps social et que l'un des domaines dans lequel s'est manifestée la laïcisation de la société est l'école. Voilà pourquoi il est important pour nous de débattre de l'école, qui, de nos jours, redevient (sans avoir jamais cessé de l'être) le théâtre de la scène politique, en ce qui concerne l'application de la laïcité et les relations qu'elle peut avoir avec l'Etat et ses différentes Institutions. Derrière la question scolaire donc se pose la question religieuse, car l'Eglise possède un pouvoir immense de création des consciences.

Vus les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui face à la crise que connaît la laïcité, la question est de savoir comment former des citoyens à la liberté et aux besoins républicains. Car, l'histoire nous montre que la notion de citoyen / citoyenneté et les devoirs républicains ne peuvent avoir lieu que si l'Eglise demeure en dehors de tout ce qui concerne les choses étatiques, sinon l'Eglise ne le permettrait pas, parce qu'elle atrophie les consciences. C'était le cas de l'Ancien Régime où l'Eglise était dominante. Mais à la Révolution, l'Eglise s'était vue être privée de son pouvoir sur l'école... Les vieilles universités qui géraient l'enseignement primaire et secondaire perdaient donc leurs privilèges. Mais, le décret de la Convention (décembre 1793) marque un tournant, car il affirme la liberté de l'enseignement : tout citoyen donc, étant habilité, pouvait ouvrir une école, à condition de respecter certaines règles.

Peu après, le Directoire et le Consulat firent opposition à cette attitude favorable et par conséquent, la liberté de l'enseignement fut détruite. La raison de cette attitude se trouve dans ces paroles de Guizot, qui pensait qu'il s'agissait de grouper, nous citons : « *En un corps qui leur prêtât sa force et sa grandeur tous les hommes chargés de l'enseignement.* »

Ainsi, ce corps fut l'Université impériale. Elle disposait du monopole de l'enseignement donc. Cependant, il demeurait quelques flous dans cette manière de faire, car les écoles devraient baser leur enseignement sur les « préceptes de l'église catholique ». La loi du 10 mai 1806 appliquant ces idées déclara que : « *Nul ne peut ouvrir d'école et enseigner publiquement sans être membre de l'Université.* »

Le supérieur et le secondaire étant bien entendu inclus dans cette loi, l'enseignement primaire en était exclu. En effet, celui-ci demeure sous la dépendance des Frères de l'église catholique qui forment des instituteurs, qui eux-mêmes sont placés sous les ordres des curés.

Cette situation qui prévalait fut achevée en 1814, par la Restauration qui proclamait à nouveau

la liberté de l'enseignement. L'Université faisait alors l'objet à des attaques et des critiques de la part des libéraux, car elle était pénétrée par l'église catholique et ses Conservateurs. Dans l'enseignement primaire à contrario, des écoles primaires publiques pouvaient dès lors exister à côté des écoles privées. Quant à l'enseignement secondaire, en 1850, la loi Falloux renforçait la position (imposante) de l'église catholique. Elle rendait encore sa foi plus publique l'enseignement primaire par la loi du 15 mars 1850, et tel le dit Monseigneur Parisi⁶⁸: « *Non seulement elle fait faire un premier pas à cette liberté de l'enseignement que nous réclamions avec tant d'insistance, mais elle a fait entrer le prêtre à tous les degrés dans la direction et la surveillance de l'enseignement officielle.* »

La liberté de l'enseignement supérieur sera prononcée par une loi de 1875. Après de vifs débats, le monopole de collation des grades par l'Etat sera réaffirmé. L'église devrait dès lors voir faiblir peu à peu son emprise sur l'enseignement...

a. Les lois Ferry

La mainmise de l'Eglise sur l'Etat à travers l'enseignement s'est vue encore plus affaiblie à la III^e République. En effet, la III^e République commença par baisser le pouvoir de l'Eglise dans l'enseignement libre. Mais c'est seulement en 1880 que les principes actuels de laïcité et de neutralité de l'enseignement sont mis en action : les militants ayant élaboré une grande tâche à cette action. Ainsi, la loi de 1886 laïcise le personnel enseignant dans le primaire. Pour le secondaire, le principe de laïcité du personnel n'ayant qu'une valeur coutumière (consacrée par un arrêt du conseil d'Etat en 1912).

On peut dire, de manière générale, que le principe de laïcité est comparé à celui de la neutralité. A ce propos, deux interprétations se sont lourdement opposées : celle défendue par Ferdinand Buisson, et celle défendue par Jules Ferry (la « *neutralité sereine* ») :

Ferdinand Buisson⁶⁹ : « *L'Eglise est logique, il faut être avec elle ou contre elle. L'école laïque*

⁶⁸ Introduction de Monseigneur Parisi. Cité par R. Labrusse, op. cit. (P.36).

⁶⁹ Instructions de 1883. *Ibid.*

n'est pas une chose sans nom ou sans caractère. Il faut opter : ou l'école rationalise ou l'école cléricale. Il n'y a rien entre les deux. »

Jules Ferry⁷⁰ : *« Au moment de proposer à vos élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve, à votre connaissance, un seul honnête homme qui puisse être froissé par ce que vous allez dire. Demandez-vous si un père de famille, je dis bien un seul, présent à votre classe pourrait de bonne foi, refuser son assentiment à ce qu'il entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de dire, sin non, parlez hardiment car ce que vous allez communiquer à l'enfant, ce n'est pas votre sagesse, c'est la sagesse du genre humain...Le maître devra éviter comme une mauvaise action tout ce qui dans son langage ou dans son attitude blesserait les croyances religieuses des enfants confiés à ses soins, tout ce qui porterait le trouble dans leur esprit, tout ce que trahirait de sa part envers une opinion quelconque un manque de respect ou de réserve. »*

On notera que cette opposition suscite de nos jours des débats animés dans le camp des défenseurs de la laïcité, avec, d'une part, la pensée d'une laïcité forte de ses conditions rationalistes, anticléricale mais quelques fois antireligieuse. Jules Ferry pour sa part, a su faire une synthèse de la situation et en conclut que son dénouement ne constituait pas une chose aisée, car la paix de la nation était menacée. En effet, le choix effectué devait être équitable pour le bien de tous.

b. L'école laïque des religions

Bien de solutions aient été recherchées et trouvées depuis la laïcisation de l'école et la séparation de l'Etat et de l'Eglise, en 1991, comme étant l'une des solutions à ce problème, surtout, avec la multiplication des confessions religieuses *accrues en France avec l'immigration et la stabilisation des immigrés*, l'école laïque des religions voyait le jour par le truchement de l'organisme Laïque de Formation Continue. Cette école diffuse un enseignement ayant particulièrement un attrait avec l'histoire et au contenu culturel des cinq principales religions, dans le respect de l'identité de chacun. Ces religions sont : le catholicisme (1^{ère} religion du pays), l'islam (la 2^e religion), le judaïsme, le bouddhisme et l'hindouisme.

⁷⁰ *La lutte scolaire en France*. (P.264). Cité par C.-A. Colliard dans : *Libertés publiques*. Paris, Dalloz. 7^e édition. 1989 (P.471). Buisson qui fut Directeur de l'enseignement primaire jusqu'en 1896 publia en 1912 un ouvrage intitulé : *La foi laïque*.

L'objectif de cette école était d'atteindre une meilleure connaissance des religions, pour posséder une meilleure compréhension du monde, et aussi entre les uns et les autres.

2.1.1.2. L'affaire du foulard islamique

La question de la laïcité à l'école a connu de nouveaux développements avec « l'affaire du foulard islamique », et à travers elle, celle du port des signes distinctifs à l'école publique.

Les débats qui animent encore la chronique actuelle prennent leurs sources dans une époque contemporaine et même très récente encore. Tout a commencé le 18 septembre 1989, au collège Gabriel Havez de Creil. Trois jeunes musulmanes portant un voile islamique sont provisoirement exclues des cours par le proviseur, qui pense que le port du foulard islamique porte atteinte à la laïcité et à la neutralité de l'école publique. Le 9 octobre de la même année, elles reprennent les cours à condition d'ôter leurs foulards avant d'entrer en classe. Mais 10 jours plus tard, le 19 octobre, elles les remettaient en cours...

Il apparaît que leur velléité radicalisée de refus d'obtempérer semblerait provenir du conseil de l'un des représentants de la Fédération des Musulmans de France. Dès lors, une polémique nationale qui n'était pas prête de s'arrêter, venait de voir le jour. On en parle en terme de « *affaire du foulard islamique* ». A partir de la troisième exclusion des trois jeunes filles du collège, cette affaire devenait surmédiatisée. Pour ce faire, des débats passionnés vont être mis en avant au niveau national, et parallèlement à ces débats, de nouveaux voiles vont soudainement apparaître dans différentes écoles dans le pays : Marseille, Avignon, Montfermeil, Alsace, etc....

La loi interdisant le port du foulard islamique à l'école est donc ressentie par les musulmans comme un martyrisant. Cela les pousse à se mettre en position de victimisation. Ainsi, les jeunes de banlieues pour leur part, la ressentent comme une brimade, car il s'agit là de faire une catharsis de la situation qui prévaut, pour comprendre qu'ils sont en quête d'identité : le voile serait alors à la fois de l'individualisme et de la reconstruction identitaire. En effet, quitte à venir rasée à l'école (le cas d'une jeune fille musulmane en Alsace), on se rend compte que c'est un défi lancé à l'autorité.

Face à un problème que nous qualifions d'assez récent, puisque introduit par la suite de l'IP2, et par conséquent résultant de l'installation des immigrés d'une manière définitive, il a fallu agir et

réagir à cause du principe du fondement de la République : la laïcité. Par la suite donc, deux avis ont été rendus par le Conseil d'Etat les 27 octobre 1989 et le 2 novembre 1989. Le Conseil privilégie une solution au cas par cas, car la situation demeure délicate : ils sont en face de citoyens Français !! Comme manière de faire, il part de la considération du principe de la laïcité qui, suppose le respect du principe de neutralité par les enseignants et dans les enseignements, comme la liberté de conscience des élèves. Cependant, le port d'un symbole ne devrait pas porter atteinte au pluralisme, à la liberté d'autrui, ni à l'exercice de l'enseignement et ni à l'assiduité également. On pense alors que seul l'insigne « **trop ostentatoire** » ou revendicatif n'est pas permis_ car cela pourrait nuire à l'apprentissage de l'élève ou troubler l'ordre public. Aussi, rappelons-le, le principe de la laïcité dans ses fondements (du moins en ce qui concerne la question scolaire) prohibe également le port des signes distinctifs, philosophiques, politiques ou religieux sur le corps des enseignants.

Tout doit être tenu à la neutralité afin de convenir à tous (Jules Ferry). Il est aussi de la manière d'exercer, de respecter si possible les règles alimentaires des minorités, car la laïcité dans sa conciliation avec les autres libertés et les évolutions religieuses demeure une question de mesure continuellement évolutive.

Cette stratégie républicaine s'ensuit d'une volonté d'éviter tout trouble pouvant mener à des conflits civils profonds sinon carrément des guerres fratricides dans le pays. D'ailleurs, en 1882 déjà, bien avant la création de la loi de la laïcité, il y eut cette « *affaire du crucifix* », où il fallut ôter tous les crucifix dans les écoles publiques pour la rentrée 1882. Ainsi, les Circulaires ministérielles appelèrent à appliquer la loi, nous citons : « *Dans l'esprit même où elle a été votée, dans l'esprit des déclarations réitérées du Gouvernement, non comme une loi de combat dont il faut violemment enlever le succès, mais comme une des grandes lois organiques dans les mœurs et à faire partie de son patrimoine.* »

Signalons aussi que malgré cette loi, on retrouvait encore des crucifix dans les écoles et ce, jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale encore (!). Ceci pour montrer que le processus qui mène au changement « visuel » est un processus lent, qui doit pénétrer les mœurs et pourquoi pas également plus profond, les us et coutumes ?!

Peut-être que le crucifix était-il pour montrer l'attitude particulière qu'il fallait avoir dans ses relations avec Dieu, c'est-à-dire sa foi ? Peut-être que le foulard islamique en est de même ?_

Mais en tous cas, avec le temps, l'application de la laïcité a eu raison de cette « foi trop voyante ». Il n'en demeure pas moins que « l'affaire du foulard islamique » ne cesse encore d'animer le débat public et demeure toujours d'actualité, presque deux décennies depuis la première affaire. Etant donné qu'il s'agit d'une sphère publique, l'école (publique) se voit dans l'obligation d'interdire tout signe qui relèverait d'une appartenance privée.

Dans la suite de cette affaire qui perdure, la France s'est vue divisée en deux avec, d'une part, les tenants de la laïcité, proches de la laïcité traditionnelle : ils refusent **radicalement** le foulard à l'école, car selon eux, la religion doit demeurer confinée dans la sphère privée. D'autre part, nous avons les tenants de la laïcité qui plaident pour une ouverture. Selon ces derniers, le foulard ne constitue qu'un début, car au-delà de cette première revendication s'en profileraient d'autres à l'instar de la séparation des garçons et des filles aux cours de gymnastique ou plus grave encore, l'exigence des cours spécifiques. Ce groupe prend ses fondements dans l'histoire... Le problème qui demeure par-dessus tout est conceptuel parce qu'il s'agit ici de redéfinir le concept de la laïcité. Cela demande d'importantes analyses, souvent focalisées sur le pour ou le contre du foulard islamique. Seule l'histoire peut nous venir à la rescousse vu qu'il s'agit également de considérer les bouleversements qu'un tel changement (même conceptuel) pourrait apporter.

Comme dans la période de grands débats quant au fondement de la laïcité, l'éducation nationale, le plus concerné des domaines, se retrouve aux premières loges de cette recomposition. Ainsi, concernant les lois scolaires, François Burdeau écrit : *« Parce qu'elle est un atout politique de première grandeur, l'école a été l'origine de deux forces qui prétendent au gouvernement de l'esprit : l'Etat et l'Eglise. Pour avoir été trop ambitieux en entreprenant de substituer son propre monopole à celui de l'Etat, l'Eglise fut vaincue. »*

En somme, eu égard à l'histoire récente, la laïcité (en ce qui concerne l'école) se recherche dans son domaine social et juridique. Face donc à la neutralité du corps de l'enseignement, il demeure néanmoins très difficile d'imaginer de nos jours comment un enseignant « neutre » peut le rester vis-à-vis du nazisme et du libéralisme politique, ou encore face au fanatisme religieux et de l'ouverture de l'esprit.

2.1.2. La question religieuse

« Toute religion porte en elle une propension à l'intolérance. Parce qu'elle vise la recherche d'un Absolu, elle est toujours en danger d'absolutiser ses propres convictions. » (Gérard Delteï)

Bien que d'actualité, la question religieuse en France n'est pas une affaire récente. En effet, bien avant la naissance de la laïcité, si l'on remonte jusqu'aux XV^e – XVI^e siècles, on constate que les affaires de religion ont toujours été mises en avant dans les affaires d'Etat, car la religion a toujours tendance à faire balloter la paix.

La France constamment lutte contre les problèmes des religions (les Eglises), et elle a toujours recherché des solutions pour gérer ces problèmes qui mettent la politique du pays en situation d'instabilité. L'exemple des guerres saintes des XV^e–XVI^e siècles entre catholiques et protestants vient nous illustrer l'ancienneté des conflits qu'engendrent les religions dans le processus de la paix nationale, quand il s'agit de concilier l'Etat et la Religion. Récemment l'affaire du foulard islamique a fait que les Politiques recouvrent l'occasion de revoir justement tout ce qui concerne les rapports qui existent entre l'Etat et la Religion. Les données se retrouvent alors changées car aujourd'hui, avec l'apport des nouvelles religions en France et de l'islam en particulier, le pays se doit de reconsidérer son histoire religieuse.

L'idée première qu'émet l'émergence des religions en première instance c'est qu'elles menacent l'identité nationale et surtout la laïcité si durement construite et instaurée (!). C'est donc là une grande bataille que mène la République depuis surtout cette affaire du foulard islamique. A l'heure où le pays se recherche dans sa distinction de sa vie culturelle et culturelle, tout est remis en question, ce qui ne peut qu'affirmer ou confirmer de nos jours que la superposition automatique de l'établissement de la citoyenneté, de la nationalité et de l'identité culturelle suit le même cours qu'il y a plusieurs années, voire même un demi-siècle seulement encore. Nous pouvons en conclure qu'il n'y a plus de « *kulturrekampf* », c'est-à-dire une lutte de cultures_ même si le langage demeure encore le seul point ressemblant entre différentes origines constituant la Nation française.

Suite à ce qui précède, il s'avère que parler de la question religieuse en France signifie beaucoup plus en réalité, parler de l'islam d'une façon générale car elle est la seconde religion de France.

C'est donc elle qui fait beaucoup plus parler d'elle que les autres religions (européennes et autant que celles issues de l'IP2). Dans l'islam, le culturel et le cultuel forment un tout, un absolutisme religieux. Dieu (Allah) est au dessus de tout et dirige tout. Mais il ne nous faut pas perdre de vue que la France est un pays non musulman à l'origine et elle le demeure encore, nonobstant le fort nombre de croyants de l'islam. Cette situation fait penser à quelques Politiques que les musulmans ne sont pas assimilables du fait de leur incapacité à distinguer l'espace social existant entre la vie privée et la vie publique. Il existe pourtant dans cette « islamophobie » régnante actuellement dans le débat français, surtout vu ce qui se passe dans le monde (les événements du 11 septembre 2001 à New York, les bombes à Londres en 2005...) une tendance à diaboliser l'islam. Ainsi, en résulte que d'aucuns pensent que cette religion n'est pas compatible avec la laïcité et par conséquent, elle constitue un obstacle à l'intégration pacifique des populations différentes : elle signe l'obsolescence du modèle républicain d'intégration⁷¹. D'autres par contre pensent qu'il est temps de réviser la laïcité, parce qu'il y a aujourd'hui des apports des populations extérieures qui changent tout. Ces derniers visent une réforme de la laïcité par rapport aux situations actuelles, car toutes les religions devraient profiter d'une reconnaissance étatique égale, parce que la nation française, républicaine, d'une règle générale ne se fonde en principe sur aucune référence religieuse... Voilà pourquoi rien ne peut justifier en elle l'exclusion, ni même seulement sa possibilité. De plus, la République n'est ni chrétienne ni islamique, tous sont égaux. Les individus sont sujets de droit et nul groupe particulier ne peut imposer quoi que ce soit. Il faut donc pour l'intérêt de tous, respecter la sphère publique et les lois qui la font vivre.

La leçon que l'on peut tirer de ces deux réactions est que les Eglises par conséquent, ne peuvent prétendre à imposer leurs valeurs spirituelles et éthiques (au nom de qui ? au nom de quoi ?). Une telle laïcité établie le cadre républicain où la loi fait face aux Eglises donc. L'Etat laïque veille à ce que soient reconnus et réalisés les droits de la liberté religieuse et c'est dans le même cadre que l'islam doit être révisé, étant donné qu'il est récente en France _ mais tout aussi répandue à travers le monde, avec des zones géographiques monoreligieuses, avec de fortes dominances ...

La question religieuse en France demeure celle de savoir s'il faut et s'il s'agit de parler d'héritage religieux ou plutôt du patrimoine spirituel dans le pays, car les questions de la laïcité

⁷¹ Cf. *L'affaire du foulard islamique*.

et du rapport société-religions continuent d'être sensibles et suscitent encore des réactions non seulement partout dans le pays mais aussi à travers le monde. Il reste à savoir s'il y a compatibilité entre religion et laïcité aujourd'hui, par rapport à la situation qui prévaut : y a-t-il compatibilité entre la laïcité et les religions ? _ Car l'histoire nous démontre que ce ne fut pas le cas il y a encore un siècle seulement ; d'où la création du principe de la laïcité même.

Nous n'avancons nullement par là, voyant dans la laïcité une ennemie des religions. En tous cas, cela sera ainsi tant que les religions s'exprimeront toujours comme démarches spirituelles et ne revendiqueront aucune emprise sur l'espace publique. C'est pourquoi la séparation juridique de la sphère privée d'avec toutes les religions, toute idéologie, doit être essentielle. Ainsi, la question laïque ne se pose alors plus de la même nature qu'autrefois aujourd'hui et le respect de la diversité doit être concilié à celui de l'unité nationale. La tâche de l'Etat à ce propos est de réaffirmer des règles strictes en ce qui concerne la diversité culturelle et spirituelle dans le pays. Pour ce faire, le premier secteur visé est l'Education, car l'Etat doit_ dans ce domaine_ lutter fermement contre le racisme, l'antisémitisme... La laïcité devrait dans tous les domaines et particulièrement dans l'Education, être le thème majeur de l'instruction civique, afin de mieux assurer l'enseignement du fait religieux, pour éviter tout débordement, et de cette manière assurer la relève pour demain.

Le président Jacques Chirac⁷² s'est prononcé à cet effet le mercredi 8 décembre 2003, en faveur d'une loi interdisant les signes religieux « ostensibles » dans les écoles, collèges et lycées publics. Adoptant donc les propositions de la Commission Stasi sur la laïcité, il a affirmé que : *« Les signes discrets, par exemple une croix, une étoile de David, ou une main de Fatima, resteront naturellement possibles... En revanche, les signes ostensibles, c'est-à-dire ceux dont le port conduit à se faire remarquer et reconnaître immédiatement à travers son appartenance, ne sauraient être admis. »*

Dans la suite de cette action de fermeté, le président de la République annonçait la création d'un « Code de la laïcité », qui doit rassembler tous les principes et les règles, ainsi qu'un Observatoire de la laïcité auprès du Premier ministre⁷³.

⁷² Cf. : <http://www.droitconstit.org/>

⁷³ Il s'agit de Jean-Pierre Raffarin.

La question religieuse étant également culinaire, elle va au-delà de l'enseignement et de l'administration. En effet, dans le cadre de l'islam toujours, on constate que des mesures sont prises afin de respecter les traditions culinaires religieuses des musulmans. Ainsi, les administrations sont invitées à prévoir des mets de substitution dans les cantines publiques à cet effet ; la suppression d'un jour religieux chrétien⁷⁴, pour satisfaire tout le monde, et le projet d'inscription d'au moins une fête religieuse islamique dans le calendrier de l'Etat ; de prendre en compte les impératifs religieux funéraires...

Toujours dans le domaine de l'Education, d'autres mesures supplémentaires sont prises pour mieux gérer et contrôler la situation. Ainsi, en Alsace Moselle par exemple, l'islam est inclus au même titre des enseignements religieux proposés et on est libre de suivre ou non un enseignement religieux. Aussi, l'Enseignement des Cultures d'Origine (ELCO) est supprimé et est remplacé de façon progressive par celui des langues vivantes. L'enseignement des langues non étatiques telles que le berbère et le kurde par exemple, a été également envisagé...

Face à cette crise laïco-religieuse que traverse la France aujourd'hui, on indexe l'islam et on semble oublier le passé. En effet, il s'avère qu'accepter le laïcité n'a pas été chose aisée pour l'Eglise et surtout pour l'Eglise catholique qui avait la mainmise sur l'Etat. Quelques années avant la loi de 1905, dans le *Syllabus*, dans un document du pape Pie IX qui dénonçait 80 erreurs modernes, on peut lire le rejet des propositions suivantes : « *L'Eglise soit être séparée de l'Etat et l'Etat de l'Eglise.* » (n°55) « *À notre époque il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'Etat à l'exclusion de tous les autres cultes.* » (n°77), etc. Mais plus tard, en 1925, l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France traitait de « l'injustice des lois de laïcité ». Quelques formules sont citées à ce propos : « *Les lois de laïcité sont injustes d'abord parce qu'elles sont contraires aux droits formels de Dieu.* »

Le texte suivant confond laïcité et laïcisme : « *Le laïcisme dans toutes les sphères est fatal ou bien privé et public. Dès lors les lois de laïcité ne sont pas des lois.* »

Il est bien évident de nos jours que les déclarations de « *Syllabus* » sont désuètes, car depuis la seconde moitié du XX^e siècle, les catholiques ont « *fait la paix avec la laïcité* ». En effet, cela se distingue déjà rien que par le fait que l'Eglise catholique ne peut plus être identifiée par la volonté de contrôler les Institutions de la société, vu que les positions de l'évêque favorables à l'école laïque et à sa réussite, ne se comptent plus. Le principe même de la laïcité est devenu la

⁷⁴ Qu'en est-il alors du principe de la laïcité dans ce cas ?

spécificité culturelle de cette église.

Shmuel Trigano pour sa part pense que le problème de l'islam face à la laïcité serait dû au fait que cette religion a toujours vécu en majorité même quand elle fut dominée. La tâche que la France doit abattre sur l'islam est ardue car elle est d'auto-réforme, autrement dit, c'est cette religion elle-même qui devrait apporter des changements en elle, bouleverser sa manière de faire par rapport à la France : c'est ainsi que les religions chrétienne et judaïque ont agit... Il déclare donc qu' *« il n'est pas normal que l'islam et les Arabes soient dispensés de ce qui fut exigé des Juifs et des chrétiens, après la Révolution de 1789, pour entrer dans la Nation française. Nicolas Sarkozy a beaucoup de mérites, mais son Conseil musulman de France repose sur le néant. Le problème n'est pas d'obtenir et d'imposer une entente entre les différents courants islamiques mais de réformer l'islam pour qu'il soit à même de pouvoir s'exercer dans le cadre français. »* (...) *« Il faudrait que les autorités de l'islam déclarent sous quelles catégories elles considèrent la France comme territoire, à la fois géographique et symbolique. »* (...) *« Les autorités musulmanes européens doivent confirmer qu'elles reconnaissent la liberté et les droits de la femme, son droit de divorcer, à contracter mariage avec qui bon lui semble. Elles doivent confirmer la prééminence du droit civil sur la charia. »*⁷⁵

D'une manière générale, pour Trigano, un islam français ne sera possible que si les changements cités s'opèrent... Cela va ainsi également pour l'intégration des musulmans en France. Aussi difficile que cela puisse paraître aujourd'hui avec l'islam, si on lui trace le chemin à suivre et surtout qu'il veuille bien le suivre, ce sera peut être à son tour un jour de considérer la laïcité comme le fait l'église catholique et les Eglises...

2.1.3. L'ethnocentrisme

Apparaissant comme obstacle majeur à l'étude des autres sociétés, l'ethnocentrisme c'est ce pouvoir que l'on s'octroie à définir son appartenance tribale ou ethnique comme étant supérieure à celle des autres. C'est donc cette pensée qui consiste à croire que sa culture domine celle des autres. C'est aussi le droit que l'on se donne de juger les autres en se positionnant comme « civilisé », mieux « racé »... C'est une attitude collective à caractère anthropocentrique.

⁷⁵ Dans *Le Figaro*, 7 mai 2003 : « *Un islam français est-il possible ?* »

Claude Lévi-Strauss, étudie ce concept en la comparant à l'égocentrisme, c'est-à-dire le fait de tout ramener à soi, le fait d'être le centre du monde... Dans une optique ethnocentrique c'est plutôt **sa** société, **sa** culture qui est au centre de l'ethnie. Il pense donc que l'ethnocentrisme est une attitude d'origine inconsciente, qui porte à penser ou à croire que sa société, sa civilisation, tout ce qui attrait à son groupe, est meilleure, supérieure à ceux des autres groupes, ethnies, etc. C'est une attitude spontanée et donc universelle et il dit que : « *Le barbare est d'abord l'homme qui croit à la barbarie.* »

Les cultures humaines sont bien différentes certes mais non inégales. Pourtant, la diversité culturelle ne semble apparaître aux humains que comme un phénomène artificiel car la vision qu'ils ont des cultures des autres est celle d'une barbarie, une monstruosité et d'un scandale, en comparaison à sa propre culture. Ainsi considérée, la construction sociale se définit en terme de **race** et même de **races**.

Des actes naissants des races (humaines), une hiérarchisation de la société, se trouve l'oppression au premier plan. En effet, avec l'élargissement de l'empire colonial français par exemple, nous avons une nette vision de l'oppression. En voulant donc inculquer sa culture et sa civilisation aux colonisés, la France a jugé leurs valeurs inférieures aux siennes. Bien qu'étant des citoyens Français (au sens napoléonien du terme), les colonisés n'avaient pas le même statut que les « vrais » Français, dit « de souche ». Cette manière d'agir oppressive est nettement visible en Algérie par exemple, où la France différenciait les Français européens des Français musulmans : deux poids, deux mesures... Le statut de Français musulman a pour effet de soumettre les femmes de cette communauté à un code civil appelé « *statut personnel* » (concernant le mariage, la filiation...). En effet, en Algérie occupée, les indigènes de sexe masculin pouvaient sortir du statut de « *sous citoyens* » à condition de renoncer à leur religion c'est-à-dire, à leurs cultures, à leurs croyances, à leurs familles et à leurs voisinages. L'islam devenait de ce pas, sur le plan idéologique et légal, la raison donnée pour leur statut d'indigènes. Le dénigrement de l'islam se fait sur le mode d'opposition classiquement coloniale entre « *civilisés* » et « *barbares* »... Au nom de l'ethnocentrisme, les « civilisés » parlent des sociétés primitives car eux, sont « plus évolués » parce qu'ils ont développé la science, les techniques, et possèdent une puissance économique, etc. Tout ce qui ne leur ressemble pas est renvoyé à un âge préhistorique. L'oubli flagrant est celui de ne plus penser aux pas que l'on a suivi pour arriver au stade dans lequel on est actuellement, car le progrès est comme il nous le dit, fruit des étapes de la vie et du temps.

Aussi, même si les « sociétés primitives » apparaissent comme telles, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'organisation ni d'évolution en leurs seins. Le fait est que la distance géographique a un rôle à jouer dans les constructions du ou des modèles sociaux. En effet, la société européenne (si elle existe) a des similitudes à cause du rapprochement géographique. Cela provient des caractéristiques propres à cette société avec à un passé commun, une même origine (même si quelques peu divergente). Bref, toutes les sociétés ont une histoire, la leur, même si elle diffère de la *nôtre*. Les Indiens ne considéraient-ils pas les colons comme des barbares ? Les critères de « civilisation » donc diffèrent selon les zones et les sociétés, car toute culture peut se prévaloir d'une supériorité selon le critère qui lui est propre. Cependant, aucun de ces critères n'est plus pertinent qu'un autre : nulle culture ne peut se considérer comme supérieure aux autres.

Avec les indépendances, la venue des immigrés du Grand Sud dans la métropole n'a fait qu'empirer et compliquer les rapports conflictuels qui existaient entre différents peuples en France. Dans les années 80, l'ethnocentrisme a atteint des propensions considérables avec la déclaration de la gauche au « *Droit à la différence* ». En effet, cette question du « *Droit à la différence* » a plusieurs fois remis en cause la laïcité telle qu'elle s'était construite et finalisée avec la loi de 1905. Ce fait donc de reconnaître cette action et statut est un acte de réduction du social et du politique, qui ramène des individus à une mosaïque de « tribus », de « communautés », bref à un retour symbolique vers une loi de la jungle (*The Jungle Law*). Ramener la différence à l'inégalité ou l'égalité à l'identité constitue deux formes d'ethnocentrisme.

Dans la vie personnelle, les perceptions l'emportent souvent sur les données objectives. « L'affaire du foulard islamique » (nous ne cesserons d'en parler) est révélatrice de l'ethnocentrisme, car pour la majorité des Français, la notion de laïcité est tellement incluse en eux (elle va de soi) qu'ils la considèrent comme une valeur universelle. Interdire les signes ostentatoires des religions (surtout de l'islam) serait « remettre » en place une laïcité si chèrement construite et gagnée. Le fait que le président Chirac ait pu trancher sur cette question signifie que le problème est profond et c'est donc à la base qu'il devrait se régler. Mais pour notre part, nous pensons qu'agir de la sorte, tenter de faire couper tout lien existant avec la religion des pays d'origines de la plupart des immigrés ne servirait à grand-chose (surtout si c'est dû à la distance géographique, culturelle...), tel le soulignent ces propos de Martin Heidegger : « *La suppression des distances n'apporte aucune proximité : car la proximité ne consiste pas dans le peu de distance.* » Pourtant le problème est tout ailleurs...

Aujourd'hui, au nom de la laïcité, une poussée ethnocentriste se lève et on peut craindre à la longue un danger dû à un excès d'interventionnisme pouvant provoquer des réactions qui peuvent s'avérer violentes ou qui sait, peut-être pacifiques. Un retour de la part de ceux qui se sentent « bafoués » serait donc à éviter car cela risquerait de dégénérer en affrontement généralisé (les banlieues ?). Fort heureusement, l'Etat semble cerner ce problème_ comme nous l'avons mentionné, le président tient cela à cœur_ et des mesures sont prises pour éviter une dégénérescence sociale de ce genre. La laïcité est par ce fait, révisée. Ainsi, tout ce qui peut-être considéré comme *lèse laïcité* est discuté en Conseil, et s'en suivent les adoptions des mesures, des lois, etc. Le principe de la neutralité est mis également en avant, ainsi que celui de l'égalité de tous les peuples français, c'est-à-dire, ce qui fait l'unité du pays. Répudier purement et simplement les formes culturelles des autres (morales, religieuses, sociales, esthétiques...) parce que considérées comme étant « barbares », « mœurs de sauvages », etc., ne devrait pas être permis ni pas plus tolérées, si elles menacent la laïcité. Mais changer les habitudes demeure un travail de titan à abattre vu que l'ethnocentrisme est une attitude spontanée et par conséquent universelle. Aussi, proclamer l'égalité entre les humains, qu'elle soit naturelle ou proclamée, met en avant de manière inconsciente la négligence des diversités culturelles et renie les différences qu'elle n'arrive pas à comprendre, cette fois-ci de façon consciente et réelle. Cela en va ainsi également pour la fraternité entre les humains.

2.1.4. Le communautarisme

« L'universel c'est le local moins les murs. »

Michel Torga

Nous ne devons omettre que le principe de la laïcité a été créé pour réunir tout le peuple français dans la neutralité et l'égalité. Accepter le « droit à la différence » est une chose. Mais pousser le respect des différences signifierait communautariser la société française. Or le communautarisme va à l'encontre de l'accession à la citoyenneté nationale. En effet, cela est contre l'autonomie qui est la base de la laïcité, c'est-à-dire de l'arrachement des questions de conscience au politique. Ainsi, cela pourrait gravement dégénérer en une crise sociale car tel le dit Jacques Julliard⁷⁶ :

⁷⁶ Jacques Julliard, 1995.

« *La sensiblerie communautaire est un encouragement au crime.* »

Souvent considéré comme une réaction au libéralisme et à l'individualisme, le communautarisme est un mouvement qui fait la communauté, c'est-à-dire, ethnique, religieuse, culturelle, sociale, politique, mystique, sportive... Cette communauté a une valeur importante sinon plus que les valeurs universelles de liberté et d'égalité...

Dans la communauté, il n'existe pas de perspective de détachement de son histoire et de sa culture. Elle défend le groupe et l'individu non pas en tant que tels mais comme un ensemble. Pour ses défenseurs, la laïcité ne peut être opérative en matière de choix culturels, religieux ou moral. Leurs valeurs sont traditionnelles, bâties sur une base mythique ou idéalisée. Souvent ils ne se réfèrent qu'à eux car l'altérité est considérée d'un mauvais oeil. Vivre dans un Etat communautaire nécessite par conséquent la réunion de plusieurs conditions difficiles (une confiance réciproque par exemple). Jusqu'à présent, on a constaté que c'est seulement les échanges économiques qui permettent les bons rapports entre différentes communautés. Par contre, la contrainte de faire vivre différentes communautés ensemble fait courir le risque de morcellement car c'est source de conflits perpétuels : exemples des unions imposées telles que l'URSS, la Yougoslavie..., et les grandes religions, ainsi que les empires. Cela laisse à réfléchir sur la constitution de l'Union Européenne (désormais UE), même si cela est une volonté à l'échelle du continent⁷⁷.

Ce qui demeure important dans le groupe donc c'est la cohésion, et ainsi l'unité fera sa force. Mais en France, ce serait la communauté française qui devrait prédominer et non pas des balkans, car qui dit balkans dit morcellement. De ce fait, le repli identitaire des musulmans (minoritaires mais actifs) constituerait un frein à l'intégration comme nous l'avons dit plus haut, parce qu'ils vivent communautarisés. Cela se répercute sur l'influence occidentale qu'ils rejettent et ne veulent « subir » ou hériter (culture religieuse). Cette culture de refus ils l'ont hérité du colonialisme... La religion constitue pour ces individus le support culturel, idéologique et dogmatique de leurs valeurs. Isoler, fermer, balkaniser, cloisonner... tels sont les objectifs des musulmans intégristes qui souhaitent imposer ce genre de société en France, dans le but également d'écarter les « autochtones » et les non musulmans. Georges Sarre⁷⁸, faisant le bilan

⁷⁷ Le vote du « non » à la Constitution Européenne en 2005 montre qu'il y a des désaccords dans l'Union...

⁷⁷ Jacques Julliard, 1995.

⁷⁸ 6 mai 2003 dans : <http://atheisme.free.fr/citations/>

de la situation actuelle dans la continuité entre la laïcité, l'islam et le communautarisme, la glose en ces termes : « *La loi de la séparation des Eglises et de l'Etat établit une distinction entre l'espace public et la sphère de la vie privée. La religion appartient à la vie privée. Le communautarisme réduit l'individu à son identité ethnique ou religieuse. C'est le contraire de la citoyenneté républicaine. La citoyenneté ouvre sur l'universel, le communautarisme enferme. La citoyenneté intègre et rassemble dans un projet collectif. Le communautarisme divise, oppose, attise les conflits, mène au racisme et à l'exclusion. La République est le destin commun de tous ceux qui ont choisi la France, quelle que soit leur origine et leur religion. C'est elle qui est la civile des communautaristes et des intégristes qui veulent imposer une société cloisonnée, fermée, à l'anglo-saxonne, où chaque ethnie correspond à un quartier, où plus personne ne communique avec l'autre parce qu'il est différent.* »

Mis à part cette attitude de refus de l'influence occidentale, l'attitude des musulmans s'avère être un moyen pour eux de préserver et de sauvegarder leur cohésion culturelle et communautaire. La culpabilité y joue un rôle important parce que, comme le dit Albert Einstein: « *Pour être un membre irréprochable parmi une communauté de moutons, il faut avant toute chose être soi-même un mouton.* » (1934).

Contrairement au communautarisme, l'universalisme ou l'universalité elle, représente des valeurs allant de paire avec certaines valeurs de la République. Ainsi, la liberté, l'égalité, la solidarité, la paix, le bien, la morale, la raison et le bon sens... sont des valeurs de l'universalité. Un homme peut être à la fois membre d'un club de tennis, d'un club de tarot, d'un club de football, être chrétien pratiquant,... il n'est pas du moins communautaire au sens musulman du terme, car il demeure libre de ses choix. Danièle Sallenave⁷⁹ vient à point nommé renforcer cette thèse en ces termes : « *Lutter contre le communautarisme n'est pas contraindre l'homme moderne à l'isolement ou à la solitude. C'est tout au contraire redonner voix aux anciennes formes de solidarité, d'une solidarité choisie ; c'est méditer sur des modèles alternatifs de société, de développement, c'est se mobiliser en faveur d'autres modes de production et de distribution des richesses.* »

⁷⁹ Dans : dieu.com/2004 <http://atheisme.free.fr/citations/>

*** En Europe**

3. Quelques exemples de pays européens

En Europe, la laïcité revêt plusieurs visages car elle varie selon les pays, tout en conservant une espèce d'universalité. La tradition laïque y est propre aux pays de tradition catholique c'est-à-dire, « *Là où l'Eglise...s'estime avoir vocation à une prise en charge globale de la vie sociale, et se pose comme puissance en vis-à-vis et en concurrence de l'Etat* », pense Guy Haarscher (2004 :46).

Ainsi pour G. Haarscher, il y a distinction entre les pays de tradition catholique et les pays de tradition protestante quant à leur *laïcité*. En effet, lui, parle plutôt de sécularité pour les pays de tradition protestante : la laïcité est le combat des forces sociales « libérales » contre l'Eglise (conservatrice). Et la sécularité est une logique consistant à une libéralisation concomitante de la société et l'Eglise, car selon F. Champion: « *Il y a des transformations conjointe et progressive de la religion et des différentes sphères de l'activité sociale... l'Eglise protestante (en situation de monopole ou de dominance) n'est pas une puissance de l'Etat, mais une institution dans l'Etat, constitutive du lien politique, et assurant des responsabilités plus ou moins acceptées ou contestées au pouvoir politique.* » (1995 : 45)

Nous nous attardons, pour notre part, sur les pays de tradition catholique donc laïques, mais nous parlerons aussi des pays de tradition protestante (séculaire), afin d'établir une comparaison entre les deux traditions religieuses. Nous terminerons par brosser une situation de quelques pays multiconfessionnels.

3.1. Les pays de tradition catholique

Comme nous le savons, la France s'est laïcisée en 1905 cependant. La Belgique bénéficiant d'un autre acheminement la menant à la laïcisation du royaume, la différence de voie d'avec la France résidait dans le sens où en Belgique, la Constitution de 1831 était déjà l'une des plus progressistes d'Europe. Elle garantissait en effet une liberté de conscience. C'était le résultat

d'un compromis (« l'unionisme ») entre les libéraux et les catholiques signé en 1827 : l'Etat devait prendre en charge les pensions et les traitements des ministres de l'Eglise catholique. Cela valait également pour les autres cultes reconnus (protestant, anglican, judaïque, orthodoxe et islam [depuis peu]). Le royaume reconnaît toutes les religions citées excepté le bouddhisme et les sectes... Les ministres des religions citées sont donc rémunérés par l'Etat (communes ou provinces). Quant à la religion catholique, elle bénéficie d'une place de choix qui lui accorde 97% des aides. Aussi, ses cérémonies religieuses rythment les fêtes nationales, car cette religion est officiellement identifiée comme celle de la nation Belge.

L'unique similarité entre la situation belge et la situation française réside dans le fait que la France était dans le même cas avant la séparation de l'Etat et de l'Eglise en 1905.

Bien que les autres pays de tradition catholique expriment fortement leur foi en l'Eglise, on constate que la laïcité est un grand compromis d'une manière générale un peu partout en Europe : l'Espagne par exemple est radicalement laïcisé depuis 1975 ; en Italie, depuis 1984, il y a eu l'abolition du principe du catholicisme conçu comme religion d'Etat ; au Luxembourg, la Constitution de 1868 du Grand-duché de Luxembourg garantit la liberté religieuse ; au Portugal et en Autriche, la Constitution de 1982 garantit la liberté de conscience...

En Italie, en 1870, les Etats Pontificaux sont envahis par le général Cardona accompagné d'une armée de plus de 50.000 hommes. Rome fut obligée de capituler et Victor Emmanuel II, alors roi du Piémont en fit sa capitale. Dès lors, un processus de sécularisation débutait, influencée par la Révolution Française. Le pape Pie IX opposé à ces idées libérales se réfugie au Vatican et se constitue prisonnier. Un an plus tard, le Parlement italien votait une loi dite « des Garanties⁸⁰ » pour garantir les prérogatives du pape, établir le statut du Vatican et régler les relations entre celui-ci et l'Etat italien. Pie IX et ses successeurs rejetèrent cette loi. La situation se compliquait encore car cela se passait au moment de l'unification du pays (1870)... Plusieurs années plus tard, le 11 février 1929, la signature des accords du Latran (au palais de Latran), entre l'Etat (Mussolini) et le Vatican (représenté par le cardinal Gasparii, alors secrétaire d'Etat du pape), signalait la fin de la question « romane » débutée en 1870. Il fut arrêté que le pape demeurerait le seul maître du Vatican. Il apparaît que cet accord est un compromis car la religion catholique devenait exclusivement religion d'Etat : c'est le concordat. Nous pouvons en déduire que les

⁸⁰ La loi garantie offre au Vatican (pape + évêques...) un territoire en pleine propriété, constituant des sanctuaires, un palais et des couvents, mais uniquement à titre résidentiel.

deux parties sont sortaient « gagnantes » de la longue tension qui subsistait depuis 1780. Dans cet accord, l'enseignement religieux est obligatoire à tous les niveaux scolaires... Cependant, des arrière-pensées des deux parts existait une contrepartie : l'agissement de Mussolini était dans le but de fasciser l'Eglise, celui de l'Eglise était de restaurer un Etat catholique... Malgré leur échec bipolaire, les rapports entre l'Etat et l'Eglise restent bons dans le pays, néanmoins jusqu'en 1945. Après cette date, l'article 7 de la Nouvelle Constitution italienne affirmait la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ôtant à l'Eglise le pouvoir temporel d'appliquer la doctrine chrétienne au sein de la société civile. Aujourd'hui, l'Etat italien reconnaît l'Eglise Catholique et l'Etat du Vatican s'est entièrement défaits des lois catholiques.

3.2. Les pays de tradition protestante (séculaire)

3.2.1. La Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, l'Eglise est « établie ». Il s'agit des Eglises anglicane et presbytérienne (en Ecosse, en 1690). La Réforme du XV^e siècle en effet a permis l'opération de la sécularisation en même temps que celle de la société. Ainsi, séparer l'Eglise de l'Etat n'a donc pas été nécessaire. L'Eglise d'ailleurs marque sa présence en Grande-Bretagne de diverses manières dans les institutions officielles de l'Etat. De toute façon l'Eglise anglicane est « établie⁸¹ » (The Establishment), c'est-à-dire que le chef de l'Eglise, le « défenseur de la foi » se trouve en la personne du souverain. On le voit bien d'ailleurs dans la Chambre des Lords où l'on retrouve 25 évêques représentant l'épiscopat anglican, signant de ce fait le degré de l'implantation profonde de l'Eglise dans le Royaume Uni. Aussi, les assemblées de l'Eglise sont parties dépendantes de l'Etat car elles sont soumises à un certain contrôle parlementaire. Tony Blair par exemple avait demandé la suppression du droit de vote de ces 26 évêques en qualité à la Chambre des Lords...

N'étant pas d'Etat donc, l'Eglise n'a presque pas de privilèges par rapport aux autres religions. En 1969, la loi sur la tolérance reconnaît une liberté partielle aux protestants non-conformistes. En 1928, les droits de ces derniers furent consolidés, puis à part entièrement. Une loi, la loi du

⁸¹ L'Eglise presbytérienne est établie en Ecosse mais il n'y a plus d'Eglise établie ni en Irlande du Nord ni au pays de Galles.

blasphème_ qui concernait à l'origine l'Eglise anglicane seulement _ a été étendue aux autres Eglises chrétiennes, mais pas à l'islam, causant ainsi des discordes et des crises dans les temps actuels, car la Cour Européenne des Droits de l'homme n'a pas constaté la compatibilité de cette loi avec la Convention Européenne des Droits de l'homme.

Dans le domaine de l'enseignement par contre, toutes les écoles, toutes confessions confondues, sont subventionnées et, l'éducation religieuse est assurée dans l'enseignement public. Malgré le fait que 10% seulement soient pratiquants et que 70% croyants, la prière du matin est en principe obligatoire dans les écoles. Dans les autres institutions à l'instar de la police, les femmes musulmanes sont autorisées à porter le tchador. Cela n'est pas chose nouvelle car, dans les années 80 déjà, le turban était autorisé de port aux policiers Sikhs...

L'hymne à la tolérance dont fait preuve la Grande-Bretagne a été relayé par un nouvel amendement aux lois antidiscriminatoires : il faut « *Protéger et respecter* » selon leur devise. Le Royaume Uni de ce fait reconnaît le droit à la différence.

3.2.2. Le Danemark

L'Eglise est reconnue officiellement d'Etat. Le souverain demeure le chef de l'Eglise, comme en Grande-Bretagne. Cette Eglise est luthérienne et « *jouit...du soutien de l'Etat* », selon la Constitution. Elle est liée avec l'Etat depuis la fin du XV^e siècle. Néanmoins on constate une évolution dans les rapports entre les deux, ce sur plusieurs points. Etant donné que la langue et l'identité nationale prennent leur source dans la Bible (tout comme en Allemagne), l'Eglise cependant accepte assez tôt le pluralisme interne _ la Bible accepte plusieurs traductions... _ et donc au XIX^e siècle, le théologien Grundwig fit progresser la démocratisation interne sous l'autorisation de l'Etat : cela a permis l'évolution libérale contre l'empire clérical et contre toute morale officielle et pour le droit des femmes. Ces actes mettent en évidence le rôle de parrain que joue l'Etat pour l'Eglise, qui de ce pas jouie un rôle de tremplin social.

3.2.3. La Suède

La Constitution suédoise de 1975 garantie la liberté des consciences. Jusqu'à la séparation de l'Eglise et de l'Etat (entrée en vigueur en 2000), l'Eglise luthérienne était l'Eglise officielle. Les

Eglises reçoivent toujours les subventions de l'Etat qui garantie la liberté religieuse. A l'école par exemple, le voile islamique ne pose pas de problème, car il ne va pas à l'encontre de la Constitution. Cependant, on constate quelques changement depuis quelques années. C'est d'ailleurs ce qui pousse Olivier Truc⁸² à dire : « *Depuis 2003, la burqa peut en revanche être interdite dans les classes suédoises pour des raisons de pédagogie ou de sécurité, par exemple en cours de chimie.* »

3.2.4. La Finlande

La Convention garantie la liberté de conscience. L'Eglise luthérienne évangélique et l'Eglise orthodoxe (1% de la population) constituent les deux Eglises de l'Etat. A l'école publique est dispensé un enseignement relatif aux religions, mais il ne constitue pas une obligation catégorique, car les élèves qui le désirent peuvent le remplacer par un cours général de religion ou de philosophie.

3.3. Les pays multiconfessionnels

3.3.1. Les Pays-Bas

Aux Pays-Bas, la liberté religieuse est très étendue. Cela constitue une avance sur l'évolution européenne. L'identité nationale est cimentée par le calvinisme (XVII^e siècle), lors de la formation des Provinces-Unies (contre l'Espagne catholique). Le calvinisme demeure dominant jusqu'à lors, malgré le fait qu'aux XVII^e- XVIII^e siècles, la multiplicité des appartenances confessionnelles protestantes demeure. L'idée même de tolérance provenait des milieux humanistes (Erasme) et des protestants libéraux (les Aroniniens, Hugo Grotius, etc.). En 1795, la création de la « République Batave » sous pression française sépare les Eglises de l'Etat et proclame l'égalité et la liberté de tous les cultes, ainsi que l'égalité des droits. Cette égalité fut confirmée dans la Constitution de 1848, et dorénavant, « *toute société religieuse doit régler elle-même ses propres affaires*⁸³. »...

⁸² Dans : *Le Monde. Islam et laïcité.* <http://www.islamicite.org/article396.html>

⁸³ Cité par J-P Martin, « *Courants religieux et humanistes aux Pays-Bas.* », in J. Baubérot, op. cit. (P. 107).

Cette constitution a eu pour conséquence essentielle l'émancipation des catholiques. La question scolaire quant à elle, en 1860, morcelle le pays. Chaque Eglise en effet veut son école, les conservateurs calvinistes encore plus bien évidemment. Les conséquences de cette situation sont d'ordre financière surtout, car dès 1920, l'Etat prend entièrement en charge les finances des Eglises quant à leurs écoles. Cette crise scolaire ne fut réglée qu'au XX^e siècle : la Constitution de 1917 reconnaît l'égalité des écoles publiques et privées, les pouvoirs publics les financent à 100 %, comme nous l'avons déjà indiqué. Ce climat de système pluraliste (des écoles séparées) favorise parfaitement les écoles confessionnelles.

Le pays fut gouverné de 1900 à 1939 par un gouvernement de coalition chrétienne la plupart du temps. Pour le Parlement, le respect du principe des élections reste proportionnel, c'est pour cela que chaque parent « doit déclarer l'appartenance » de son enfant dès sa naissance Il s'agit d'un compromis de paix.

Graduellement, le pays s'est modélisé d'une manière « laïque » selon le modèle français. Il s'avère donc qu'aujourd'hui, nombreux sont les Néerlandais qui se déclarent sans religion (55% de la population) et par conséquent, la chute de la pratique religieuse est impressionnante. En effet, en 50 ans, la foi et le paysage religieux devenues méconnaissables. La foi est passée de 75% à 40%. Vu comme royaume de la tolérance, la paix néerlandaise est aujourd'hui hélas soumise à des troubles, face à la montée de l'islam qui se radicalise. Cette tolérance nationale s'est alors vue mise à rude épreuve en 2004, avec l'assassinat du polémiste Theo Van Gogh, par un islamiste radical. De fortes tensions intercommunautaires ont été provoquées à cet effet, et les immigrés aujourd'hui se retrouvent sur le banc des accusés. Il s'ensuit depuis, de nombreux actes antimusulmans... Il s'avère que mis à jour sous cet aspect, les musulmans sont dénoncés_ tout comme en France_ comme étant dans l'incapacité de s'intégrer.

Il faut dire que l'introduction de l'islam dans le pays est un phénomène assez récent car, cette religion y est présente que depuis les années 70. En effet, le pays ayant besoin d'une main-d'œuvre extérieure a fait appel à « l'immigré utile » _ comme fut le cas de plusieurs pays européens à l'instar de la France. Il s'agit des Marocains et des Turcs dans la grande majorité, sinon presque la totalité que l'on retrouve ailleurs dans les pays européens. Le flux migratoire de ces derniers ne s'est pas arrêté malgré la fin de l'appel de la main-d'œuvre et, _ tout comme en France et dans d'autres pays_ des regroupements familiaux ont eu lieu. Aujourd'hui, s'ensuivent

leurs conséquences que nous connaissons tous.

Actuellement on y dénombre environs 920.000 musulmans sur une population totale de plus de 16 millions d'habitants, soit 5,7% de la population totale. Les communautés turque et marocaine demeurent toujours majoritaires.

Contrairement à la France, aux Pays-Bas, l'Etat ne considère pas l'identité religieuse comme un frein à l'intégration des minorités. Elle serait bien au contraire comme un levier pour accélérer leur intégration, car il sied de rappeler que l'Etat néerlandais s'est constitué au XIX^e siècle à travers l'émancipation de ses minorités catholique, juive et protestante non calviniste, et a permis leur coexistence pacifique, d'où leur tolérance. L'islam constitue donc un élément nouveau et très récent dans cette « famille » religieuse, mais cela ne posait pas de problème jusqu'en novembre 2004. Jusqu'à cette date en effet, les musulmans jouissaient des mêmes droits que les autres résidents du pays, et quand ils sont citoyens Néerlandais, ils jouissent des mêmes droits que tous les autres citoyens et ce, sur tous les plans : éligibilité aux élections municipales _ plus de 200 personnes d'origine musulmanes siègent aujourd'hui au Conseil municipal...

Bien que les musulmans bénéficient des mêmes droits que les autres au nom de la tolérance, au nom de la séparation de l'Eglise et de l'Etat (depuis 1981), ils ne peuvent espérer de l'Etat quelque subvention, pour les questions relevant de la religion, car depuis 1986 l'Etat ne subventionne plus la construction des Eglises ou des mosquées. Cependant, au nom de l'intégration, les musulmans, à travers des associations obtiennent quelques subventions...

Dans la continuité de l'islamophobie vient s'ajouter la crainte de balkanisation, car les « autochtones » commencent à voir dans cette religion une forme de vie communautaire. Pour M. Scheffer, socio-démocrate Néerlandais, la fameuse tolérance masquerait, beaucoup d'indifférence et de condescendance : *« Nous vivons les uns à côté des autres, sans nous rencontrer : chacun a son propre café, sa propre école, ses propres idoles, sa propre musique, sa propre foi, son propre boucher, et bientôt sa propre rue ou son propre quartier⁸⁴. »*

Ainsi, aux Pays-Bas, telle avec « l'affaire du foulard islamique » en France, le problème de l'intégration des immigrés musulmans s'est réveillé. La question de « l'échec » de l'intégration des « allophones » (les non autochtones) de culture musulmane devient de plus en plus le thème

⁸⁴ Cité par Marie-Claire CECILIA : « La tolérance néerlandaise à l'épreuve de l'islam. »
<http://www.monde-diplomatique.fr>

des débats principaux dans le pays.

3.3.2. L'Allemagne

L'Allemagne constitue le second Etat à confessions multiples après les Pays-Bas. La Révolution Française de 1789 et Napoléon ont brisé le *statut quo* qui existait et durait depuis les traités de paix⁸⁵ d'Augsbourg (1555) et de Westphalie (1648), entre protestants et catholiques. La référence à Dieu garda néanmoins une grande place dans les Institutions jusqu'en 1919, date de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'Eglise catholique fut par la suite démantelée et ses biens expropriées mais elle ne resta pas sans réagir et finit par introduire la liberté religieuse (figurant dans la Constitution de 1848)...

La séparation et le l'abjure de l'Eglise catholique rendirent minoritaires les catholiques lors de la réunification de l'Etat, avec l'écartement de l'Autriche qui est un pays majoritairement catholique. Ils furent également combattus par Bismarck (*kulturkampf*) car le but de ce dernier était de briser l'emprise de cette Eglise et son parti (le *Zentrum*) sur le peuple allemand. Bismarck fut mis en situation d'échec, son action ne faisant que consolider davantage cette emprise de l'Eglise sur le peuple. Quant au protestantisme, le courant libéral auquel il était passé avait participé à la création de l'esprit « prussien » et à la soumission de l'autorité.

Aujourd'hui, la situation globale du pays montre une jouissance absolue de l'autonomie d'organisation inscrite dans la loi fondamentale de 1949 : « *Le peuple Allemand..., conscient de sa responsabilité devant Dieu et devant les hommes...* ». Ainsi, on dénombre : 30 millions de protestants, 28 millions de catholiques, 1.600.000 musulmans, 30.000 juifs. Toutes les Eglises en Allemagne demeurent fortes, influentes et riches. Elles reçoivent 10% de l'impôt sur le revenu ainsi que des subventions pour l'entretien, l'organisation et les rassemblements religieux (*kirchentag* et de *katholikentag*). Quant à l'enseignement religieux à l'école, le choix des parents est évalué...

Il en découle que malgré la diversification des églises et des confessions religieuses en Allemagne, celles-ci jouent néanmoins un rôle positif par exemple sur les questions de paix, de société et de santé...

⁸⁵ Ces traités de paix ont longtemps fixé le principe de « Cujus rex, ejus religio »...

4. La laïcité en Amérique

En Amérique, l'Etat est laïque et la société religieuse... Le débat sur la laïcité constitue une controverse souvent présente à cause de l'ignorance. A ce propos, d'aucuns pensent que l'Amérique est un pays laïque et même plus séparatiste que la France, car on y retrouve certaines écoles confessionnelles subventionnées par l'Etat. Si débat il y a à propos de la laïcité en France (et en Europe), on dirait plutôt que celles de la France et de l'Europe d'une manière générale, sont dures et austères, tandis que celle de l'Amérique plus ouverte.

En Amérique, Jefferson est considéré comme la base de l'idée de la laïcité. C'est lui qui le premier a parlé de la nécessité de créer un « mur de séparation » entre l'Etat et les religions (les Eglises). Cette séparation est stipulée dans le premier Amendement à la Constitution du pays, mais de manière imprécise parce qu'il ne contient que les deux clauses religieuses (le non établissement des religions et la liberté de conscience) : *« Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise la libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit qu'à le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour la réparation des torts dont il a à se plaindre. »*

5. La laïcité : un nouveau défi pour le nouveau siècle ?

Ancrée dans les mœurs de la société française et faisant partie inhérente dans la création de l'identité nationale voire même individuelle, la laïcité depuis la fin du XX^e siècle devient un nouveau sujet de débats intarissables. C'est là un chamboulement institutionnel, mental et social qu'hérite le XXI^e siècle, car la remise en question de la laïcité d'une manière générale, forme un symptôme de difficultés de notre société sans cesse en mutation. Il n'existe plus « d'affections » entre citoyens, et la République elle-même ne crée plus de citoyens...

Jadis, force majeur et cœur de la machine d'intégration, la laïcité est aujourd'hui lessivée par tous les problèmes qui minent notre société.

L'idée qu'émet la majorité des individus aujourd'hui est celle de ne plus repenser la laïcité telle qu'elle s'était faite en 1905. Il faut plutôt l'adapter aux progrès, aux changements de notre société et lui donner les moyens de faire vivre cette laïcité. L'enjeu est de taille car à l'heure dite l'Europe, il faut pousser sa vision non pas seulement en France mais également au-delà de ses

frontières jusqu'aux pays membres de l'Union Européenne, parce qu'ils connaissent et vivent aussi la crise de la laïcité. On constate qu'il existe souvent des conflits entre la machine d'intégration et le fait religieux, de manière générale. En effet, le pluralisme religieux cause problème, avec surtout l'islam qui, semble être contraire à toute intégration. Cette religion ne peut dissocier l'Etat de la religion. En France donc, la spécificité de la laïcité nationale et les failles du modèle d'intégration bousculent brutalement le pacte laïque et Républicain. Mais encore heureusement que tout porte à croire que la laïcité n'est pas pour autant désuète. D'ailleurs, la Commission Stasi le souligne en ces termes : « *L'idéal de la laïcité a été façonné par l'histoire* » : la laïcité « *n'est pas une valeur temporelle déconnectée de la société et de ses mutations* », elle est « *construite dans un dialogue permanent.* »

Autrement dit, il faut toujours débattre des problèmes qui peuvent la miner et ainsi trouver des solutions...Un pas dans l'histoire nous fait savoir que la laïcité a toujours réussi à régler ses problèmes. Elle en est toujours sortie revigorée et prête à en affronter d'autres. De nos jours cependant, on peut dire que son cœur est à reprendre, car elle semble changer de facette face aux crises actuelles : il faut donc la reconquérir. Pour cela, il faut gérer dans l'unité et le respect mutuel notre société qui est très diversifiée et pluralisée, et accepter ainsi de faire place à de nouvelles religions. Car les apports des immigrés surtout de l'IP2, font retracer l'histoire de la laïcité française et même de l'Europe.

Le premier lieu où il faut agir est l'école. En effet, nous ne sommes pas sans savoir que l'école est le creuset où viennent se fondre toutes les jeunes identités qui formeront celle de demain. C'est donc l'école qui crée des citoyens. Elle est la base de la création de l'identité individuelle et par conséquent également la base de la nation. Pour cela, il semble bien normal qu'elle soit le point fort des débats sur la laïcité. Aussi, il est tout à fait aussi « normal » que la question du foulard islamique soit vue et débattue par rapport à la laïcité. Cependant, le pour ou le contre du port du voile ou du foulard islamique demeure une question de tout autre nature...

C'est contre le repli communautaire et identitaire par conséquent que la République doit se battre, car derrière se profile la contestation du modèle Républicain. Le but de l'école républicaine (laïque) _ pour laquelle Jules Ferry s'est bien battu _ était de jouir d'une égalité et d'une neutralité pour tous. Ainsi accepter des revendications de droits spécifiques à l'intérieur même de l'enceinte scolaire c'est violer l'égalité et la neutralité de la laïcité. C'est comme le dit la Commission Stasi : « *Quand la laïcité est en crise, la société française peine à offrir un destin commun.* »

Malheureusement, l'école n'est pas le seul problème constituant le frein au bon fonctionnement de la laïcité. En effet, l'hôpital et d'autres services publics viennent renforcer la crise laïque. La société française multireligieuse, multiraciale, et multiculturelle se retrouve dans la difficulté de se gérer. La ségrégation urbaine et sociale dont elle est victime mène à une perte de confiance en la société et donc fait reculer l'intégration. L'école elle-même n'est plus ce qu'elle était car elle n'arrive plus à s'autogérer pour faciliter cette intégration. Elle semble même être devenue un endroit qui « tue » l'intégration...

Avec l'islam, la mixité est mise en cause et on commence à retrouver des séparations de sexes dans plusieurs endroits tels que les piscines, les salles de gym, les hôpitaux où les femmes refusent de se faire ausculter par des médecins de sexe masculin, etc. La liste ne cesse de s'allonger car de plus en plus, de requêtes sont lancées et malheureusement acceptées. L'acceptation de ce genre de situation constitue une ségrégation de l'espace public. Dès lors que ça se passe ainsi dans la société française, nous nous posons la question de savoir jusqu'où la République va-t-elle concéder à l'inacceptable. Bien au contraire si la République veut avancer, elle doit aider les personnes qui se retrouvent dans de telles situations, car elles sont « esclaves » des us et coutumes de leurs parents et ancêtres. Ces individus devraient être libérées de leur conscience et arriver à ne plus penser par rapport à la communauté (le nous), par rapport à la religion. Ils devraient bénéficier de la même liberté dont jouissent les autres citoyens de sexe masculin qui sont le leur foi.

L'école demeure encore pour ces femmes musulmanes la situation salvatrice de référence, tel le confirme Chirine Ebadi, Iranienne (prix Nobel de la paix 2003) : *« Je défends la liberté de s'habiller comme on l'entend. Les femmes doivent choisir leurs vêtements comme le font les hommes. Mais l'école est avant tout un lieu d'émancipation pour les femmes. Les fondamentalistes préféreraient qu'elles n'y aillent pas. Alors si elles sont chassées de l'école pour des raisons vestimentaires – le prétexte du voile – les conséquences seront désastreuses. Les fondamentalistes auront gagné le combat. »* (*Le Monde*, le 17 décembre 2003).

Une semaine plus tôt, le 12 décembre, dans le même quotidien, Monique Canto-Sperber et Paul Ricœur déclaraient – toujours à propos du foulard islamique : *« Personne n'a encore établi que le foulard à lui seul incarnait dans tous le cas une telle menace (une menace générale sur l'école ou la République). Et si celle-ci était avérée, ne faudrait-il pas alors interdire le foulard en tous lieux, y compris dans la rue ? [...] Les élèves ne sont pas des agents de l'Etat, ils viennent d'une*

société tissée de liens et d'habitudes. Faut-il, pour les éduquer, commencer par les désincarner ? [...] Le sens le plus profond de l'exigence d'égalité à l'école est bien là : permettre aux jeunes filles voilées d'accéder à cette forme de vie où elles sont traitées pareillement aux garçons. Si elles doivent un jour se battre pour être égales, c'est à partir de ce vécu qu'elles le feront. »

En tous cas, l'affaire du foulard islamique a bien ouvert le chemin à un long combat sur la laïcité, qui nourrit les débats de manière régulière.

François de Singly dans la même pensée stipule que : *« Le voile peut représenter l'expression la plus réactionnaire du communautarisme, un des liens des sociétés holistes qui échappent au libre arbitre des individus. Mais – et c'est là que tout se complique - il peut également figurer un des multiples expressions de cette différenciation personnelle qui font la singularité de chacun [...] le « je » n'existe qu'en référence à des « nous », c'est le paradoxe de l'individualisme [...] Il est évident que la vie en commun impose des règles d'autorité commune, c'est-à-dire des interdits. Simplement, la règle est de l'ordre de l'aménagement, du pratique, pas de la loi. Si on va jusqu'à interdire le voile à l'école, si l'on refuse ces liens non ségrégationnés, on poussera ces jeunes filles vers le communautarisme. L'avenir de la France est-il dans cette partition des espèces avec une école publique sans signes et des écoles subventionnées avec des signes autorisés ? »* (*Libération*, le 20 décembre 2003).

6. Conclusion

Il va de soi que le respect de la laïcité doit demeurer car il constitue une bataille quotidienne et surtout utile. Les débats sur le voile montrent qu'il peut y avoir différentes perceptions de la laïcité et aussi, cette laïcité devrait « s'adapter » à son temps. En effet, elle est richesse commune et tend la main à toutes les communautés, à toutes les religions de France, afin qu'elles l'étreignent et ne fassent qu'une avec elle. L'égoïsme ne devrait en aucun cas exister dans les attitudes des citoyens, pour que la vie sociale soit meilleure et acceptable pour tous, car chaque individu ne recherche-t-il pas une part de bien-être ? _ C'est ainsi que la laïcité peut peut-être faire éviter la communautarisation de la société française...

CHAPITRE IV. UNE FRANCE MULTICULTURELLE

De nos jours, parler proprement des sociétés homogènes demeure désuet, car si elles existent, il n'en reste que très peu cependant. Ceci dit, la quasi-totalité des sociétés sur notre planète est hétérogène. Ainsi, on parle d'elles en termes de multiraciales, multiethniques, multiculturelles... en raison de l'importance des groupes qui présentent des caractéristiques culturelles différentes. Le plus inhérent des problèmes dans ces sociétés est celui de la communautarisation sociale due au fait justement du multiculturalisme : il est donc l'un des gros problèmes qui alimente les discours car c'est ce phénomène qui serait à l'origine des difficultés que rencontre la laïcité en France mais également dans d'autres pays d'Europe.

1. Le multiculturalisme en France

Malgré les multiples provenances qui forment aujourd'hui la Nation française, la loi du pays leur confère à toutes, une égalité. En effet, en France les différences de groupes ethniques ne sont pas reconnues et ne figurent pas sur la carte nationale d'identité. Ce qui est tout à fait le contraire de la politique sociale des USA et de la Grande-Bretagne par exemple, car chez eux, les différences ethniques, linguistiques ou religieuses sont reconnues et leur statut minoritaire leur confère des droits. En France où le principe d'égalité est républicain, une telle considération n'est même pas seulement imaginable. On ne réfléchit pas quant au fait d'être Français simplement.

Mais, multiculturelle la France l'était déjà avant même 1850⁸⁶. Effectivement, un regard dans l'histoire du pays nous montre déjà un mélange de cultures, car venaient des pays et royaumes avoisinants des conseillers des rois de France, des épouses (des reines), des réfugiés politiques, des artistes, etc. Une immigration que ne pouvaient se permettre que des individus de classes bourgeoise et moyenne, avec une qualification dans les métiers pour cette dernière. Le plus grand changement cependant est celui arrivé avec l'immigration de masse des populations venant d'Europe (IP1), différentes de celles qui y étaient avant la Révolution industrielle. Celles-

⁸⁶ Date que nous avons retenue comme étant le départ de l'immigration (IP1)...

là étaient en effet pour la grande majorité illettrées, incultes, analphabètes, sans qualification... Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, avec l'arrivée de la seconde vague d'immigrés (IP2), le changement culturel s'est renforcé dans le pays, car ces différentes provenances n'avaient pas de similitudes avec celles venues d'Europe (religion, culture...). Leur mode de vie souvent communautaire était l'attrait qui se faisait le plus remarquer...Il est vrai d'ailleurs que nombreux sont les IP2 qui transmettent encore leur mode de vie (de leur pays d'origines) à leurs enfants qui pourtant sont Français. Nous ne signifions nullement ici que les IP1 ne le font pas ou ne l'ont pas fait.

1.1. La balkanisation sociale

Issue dans sa majorité d'Afrique du Nord (et en grande partie d'Algérie) mais également d'Afrique subsaharienne, la population de l'IP2 est majoritairement installée dans les banlieues en Ile-de-France (désormais IDF) et dans les grands centres urbains tels que Lyon, Marseille...Et aujourd'hui partout dans le pays. Leurs regroupements au départ ainsi que les regroupements familiaux ont favorisé la création des ghettos. Il fallait loger « convenablement » tout ce monde. Par la suite, s'annonçaient les signes de début d'une balkanisation du pays qui venait d'entrer dans une ère nouvelle, car les cultures et religions, bref le mode de vie des IP2 était bien différent de ceux des IP1. Dès lors un processus lent devait suivre son cours...

1.1.1. Les banlieues

La banlieue se définit selon le Média Dico Français comme : « *Un ensemble des agglomérations qui entourent une ville importante* ». Nous considérons que la définition de ce dictionnaire ne peut plus s'appliquer aujourd'hui vu que l'image que nous renvoie la banlieue n'est plus la même que celle qu'elle renvoyait dans les années 60 ou 70.

Aujourd'hui donc, on préfère parler des *banlieues*, plutôt que de la banlieue, car les grandes agglomérations françaises ont évolué dans le contraire de ce qu'elles devaient être à l'origine, c'est-à-dire, la concentration des populations dans un minimum de confort, etc. Un projet

d'ailleurs qui avait été fortement applaudi à l'époque... De nos jours donc, elles sont considérées comme le lieu où le fonctionnement « normal » de la société est rompu. Déjà de par leur configuration sociale et ethnique, les problèmes que génèrent ces lieux peuvent être compréhensibles dans la mesure où des populations ayant des traits sociaux similaires y sont concentrées, sans n'avoir pour la plupart du temps aucun contact avec les populations autochtones. En somme, les banlieues résumeraient l'archétype « immigré(s) » ou « d'origine immigré » (principalement les Noirs et les Maghrébins).

L'étymologie du terme (« *ban* » = *en dehors*) nous montre déjà qu'il y a rupture. Des considérations par la suite ont été créées et maintenues vis-à-vis des villes qu'elles entourent et un sentiment d'exclusion sociale est né des populations_ surtout d'origine immigrée _ qui y résident. C'est donc une image d'exclus qu'ils renvoient à ceux de la ville car il existe réellement une relation de ségrégation entre la ville et la banlieue. En effet, dès l'origine, les banlieues ont accueilli en premier lieu, ceux dont les villes ne voulaient pas ; et en second lieu, ceux qui voulaient fuir la ville... On peut alors observer une ségrégation sur trois niveaux entre les villes et les banlieues : économique (les industries et usines ont été transférées des villes pour les banlieues car jugées trop bruyantes et ou dangereuses), sociale (opposant souvent le centre et la banlieue) et ethnique (communautarisation).

Les banlieues vues ainsi se définissent comme des *quartiers sensibles*, des *zones d'éducation prioritaire (ZEP)*, des *lieux où la violence a atteint son apogée*, des *lieux de concentration des familles immigrées ou d'origine immigrée*...

Ceci donc dénonce « l'enfermement » dans lequel vivent les familles immigrées ou d'origine immigrée, qui sont condamnées à vivre dans des *cités-dortoirs* ou dans des *quartiers-bétons*. De par leurs provenances elles ne sauraient être acceptées ailleurs : elles sont différentes et c'est là dans les banlieues qu'est leur place... Depuis au moins une dizaine d'années on constate qu'il s'est effectuée une ethnicisation des banlieues et le chômage y faisant rage, il n'a fait qu'accentuer cette action. Ainsi, on constate l'émergence d'une sorte de prise de conscience dans les banlieues, quant à la différence des Fim face aux Fds. Après moult revendication de la part des immigrés, les politiques ont fini par leur accepter et reconnaître officiellement leur différence. Il s'agit du « droit à la différence » qui fait que dès lors, les appartenances communautaires commençaient à prendre le dessus sur l'identité française qui est aussi la leur _ puisqu'il y avait reconnaissance officielle. Leurs cultures et leurs religions allaient donc devenir

le motif de leurs revendications...

Suite à cette reconnaissance du droit à la différence, il a fallu créer des structures, et former des personnels spécialisés dans les banlieues : l'ethnicité venait ainsi d'être légitimée.

Une chose importante à noter, l'échec scolaire est très prononcé dans les banlieues. Constatant cet effet, des ZEP (Zones d'Education Prioritaire) ont été créées afin de tenter d'y remédier. D'autres structures tels que par exemple l'accompagnement scolaire (des cours de soutien scolaire), instauré par les mairies des communes, connaît depuis plusieurs années un réel succès. Pour l'année scolaire 2005-2006, l'initiative de créer quelques internats pilotes pour « rattraper » les élèves (qui ont un potentiel mais réduit dans la cellule familiale car souvent monoparentales ou vivant à l'étroit, trop bruyant...) commence à montrer des signes positifs. Il est donc prévu que quelques autres types d'établissement de ce genre seront créés dans les années à venir, car si c'est là la solution pour aider les enfants à réussir autant mieux le faire... En effet, souvent « expulsés » de l'appartement, les enfants⁸⁷ ne peuvent étudier donc ils « traînent » à l'extérieur et finissent par former des bandes et malheureusement dans la plupart des cas dégénèrent au fur et à mesure que les années passent. Est-il aussi constaté que souvent dans ces familles, les parents constituent la première génération immigrée. Les enfants bien que Français, sont éduqués à la manière du pays d'origine et se retrouvent décalés face à la société française (la leur). Cependant, ils ne voient pas ce qui les différencie des Fds car, selon les principes de la République, ils doivent en principe jouir des mêmes droits... Leur situation est complexe et même difficile : Ils vivent donc dans la cellule familiale selon un mode de vie « ancestral », à l'extérieur sont vus comme « étranges », « associables », « spécimen à part », etc. Et c'est ce qui fait qu'ils finissent pour la plupart, par adopter des attitudes controversées, parce que, se retrouvant dans une impasse.

D'autre part, ces jeunes sont Français certes, mais dans la cellule familiale on leur reproche de « vivre comme les Blancs », c'est-à-dire de se vêtir à l'occidental (surtout les filles), de « traîner » avec les garçons au lieu d'accomplir ses corvées dans le foyer (encore les filles !!!), de ne pas obéir à leurs parents... la liste est longue. A l'école, les parents des Fds leur reproche de « contaminer » leurs enfants et donc changent de classe ou carrément d'école à leurs enfants quand ils considèrent qu'il y a trop de Noirs ou d'Arabes dans leurs classes. Ainsi il a été constaté depuis quelques années l'existence des classes entièrement constituées d'enfants dont

⁸⁷ Nous ne disons pas que ce cas est général mais il s'applique hélas à la majorité dans les banlieues.

les parents sont issus de l'immigration (principalement l'IP2 donc).

Le problème est que l'école qui inculquait la manière d'être de la République se retrouve souvent à suivre l'âne de Buridan, car elle essaie également de satisfaire tous les parents. Reste donc à savoir quelle chance ont ces enfants dont les parents vivent dans un mode de vie communautaire et n'ayant pratiquement sinon jamais de contacts avec les Fds, pourraient-ils apprendre un jour les valeurs de la société dans laquelle ils vivent ? Un monde parallèle !!!

Ah, qu'elle paraît lointaine l'école d'avant-guerre où les IP1 étaient plutôt en situation de réussite scolaire ; où ils s'acharnaient à éduquer leurs enfants selon les principes du pays d'accueil ; où l'on lisait la fierté des sur leurs visages parce que leurs enfants étaient les élites de leurs écoles... En effet, François Cavanna⁸⁸, fils d'un Italien et d'une provinciale Française expliquait dans son autobiographie, qu'à son époque (avant-guerre), les élèves étrangers étaient des « têtes d'ampoule » de leurs établissements et ils faisaient la fierté de leurs parents et de leur maître, qui d'ailleurs était accusé à tort de favoritisme envers les enfants étrangers. Le concernant, ses parents veillaient à ce que leur enfant obtienne au moins son certificat ; cela pour lui éviter d'accomplir les durs métiers qu'étaient les leurs (le père était maçon et vidangeur de fosses sceptiques, métier très dangereux car il y avait souvent des morts dus aux explosions à cause du gaz ; la mère était blanchisseuse). Ils voulaient qu'il travaille aux PTT car cela leur paraissait honorifique... et intellectuel !

Bien que ne sachant souvent pas lire eux-mêmes, les parents de l'IP1 punissaient leurs enfants et demandaient à leurs instituteurs de les punir sévèrement quand ils rentraient avec des notes en dessous de la moyenne donc. La similarité qu'il peut y avoir avec les parents de l'IP2 c'est que la plupart sont dans la situation de ceux de l'IP1, c'est-à-dire qu'ils ne savent ni lire, ni écrire, et ne parlent que très peu la langue française. Mais ces derniers, contrairement à ceux de l'IP1, n'encouragent pas leurs enfants à réussir et encore moins leur en donnent les moyens. Cela est sans importance pour eux si les enfants accomplissent un jour le même métier qu'eux ou qu'ils travaillent aussi durement qu'eux... Il y en a beaucoup qui ont depuis longtemps démissionnés de leur fonction de parents, sûrement parce que trop laxistes ou parce qu'encore ils s'en foutent tout simplement. Mais fort heureusement, on rencontre de moins en moins des IP2 dans ces cas primaires...

⁸⁸ *Les Ritals.*

Ces enfants exposés à tous les mauvais courants qui peuvent exister dans la rue dégénèrent souvent en braqueurs, dealers de drogues et ou de marchandises volées, et commettent d'autres actes illicites. D'autres par contre se tournent vers la musique (R&B, rap, raï...), la danse (hip-hop, break danse...), le sport (football, basket-ball, autres). D'autres encore travaillent durement...Et d'autres encore ont pourtant réussi par les études... Tous les cas ne se ressemblent pas non plus ici.

1.1.2. L'ethnisation en tant que processus de différenciation sociale

Le concept d'ethnisation vient des USA. Jadis désignant le « païen » ou « l'impie » jusqu'au XVIII^e siècle, aujourd'hui il désigne l'altérité. C'est lui qui a mené à considérer celui de stéréotype en France. De plus, le cours que suivait la période coloniale est aujourd'hui hélas renouvelé dans la production de nombreux stéréotypes dans le pays. Le fait donc d'ethniser le pays (en ce qui concerne surtout la question des immigrés), réduit la société à des considérations communautaires. Dès lors morcellement il y a. Les politiques ont ainsi créé un obstacle majeur à la démocratie, car il a été démontré ailleurs que c'est justement le problème d'ethnisation sociale qui met le pays en feu. En effet, dans les pays africains par exemple où l'ethnisation est fortement prononcée, la démocratie a du mal à s'installer car elle est ennemie de l'ethnie qui elle, procède par hiérarchisation. D'ailleurs à ce propos J. Costa-Lascoux (2005 : 2)⁸⁹ fait remarquer que déjà dans les années 1960-1970, « *les étudiants africains futurs élites de leurs jeunes Etats ne cessaient de se poser la question de « comment s'émanciper des divisions ethniques.»*

Il s'est avéré en effet que le problème de l'ethnie n'est pas si simple qu'il peut y paraître. L'ethnie crée une fissure sociale et cela se termine le plus souvent par des affrontements meurtriers (les cas de la Yougoslavie, de la Bosnie, du Congo-Brazzaville, du Rwanda...). Dans les banlieues françaises par exemple, la mise en place des médiateurs, des « grands frères », etc. reproduit le schéma social colonial français où le chef ethnique jouait ce rôle. Dans une dimension plus régionale, les Alsaciens, les Corses, les Picards étaient recensés comme des ethnies. Ils étaient donc à protéger...

⁸⁹ En ligne : <http://remi-revues.org/document1976.html/>

Tout ceci nous mène à considérer l'ethnie comme vulnérable, ayant besoin par conséquent de protection, car nous savons tous par expérience que l'ethnie fragilise la société : elle la divise en effet en deux clans, « nous » et « les autres ». Elle met en exergue une fierté du groupe qui relève du domaine de l'ethnocentrisme. Non seulement ce processus d'ethnisation est néfaste du fait qu'il morcelle la société, il est donc normal que loin de favoriser la diversité culturelle, elle favorise la discrimination des identités. C'est ce second processus qui est mis en place dans la société française. Aujourd'hui donc, on constate qu'une hiérarchisation prend de l'ampleur dans les milieux immigrés_ schéma reproductif de la période coloniale. Cette hiérarchisation qui est d'ailleurs un processus de différenciation avance tête baissée. En parlent de ce processus, J. Costa-Lascoux encore (2005 :2), pense qu'il : *« se pare de la différence culturelle en déclarant la valoriser. Il suppose que les Institutions répondent d'autant mieux aux besoins et aux aspirations de certaines populations, qu'elles les constituent en sous-ensembles, présentant une certaine homogénéité à partir de quelques traits socio-culturels caractéristiques. »*

Ainsi, l'ethnisation s'adapterait le plus souvent à des manières de vivre et elle s'avère en conséquence être un facteur important de revendications énormes. En effet, en tant que processus de marquage social et culturel, elle catégorise la source de victimisation des minorités et partitionne la société ne touchant hélas que le *laos* : les discriminations sont alors mis en avant. En Afrique du Sud par exemple, l'ethnisation avait fini par marquer fortement le social et le culturel jusqu'à créer une ségrégation raciale. Affergan⁹⁰ pense que ce genre de situation se produit lorsque : *« la différence finit par absorber dans une inégalité de droit et de fait par le stratagème de la comparaison »*. Une fois de plus, l'ethnocentrisme nous montre ce qu'elle a de néfaste.

2. Le multiculturalisme en Amérique

L'image de l'Amérique contemporaine est certes multiethnique, multiculturelle mais aussi celle d'une entité cohérente qui perdurerait. Effectivement, l'histoire du pays nous montre un avenir multiethnique dès sa fondation. La question est alors celle de savoir comment cette Amérique multiethnique, multiculturelle a-t-elle réussi à conserver une identité **propre** au fil des

⁹⁰ Cité P.4, in J. Costa-Lascoux (2005)

siècles.

Il est bien entendu que tous, nous savons que des pays se brisent quand ils ne parviennent pas à donner à des peuples faisant partie de différentes ethnies et d'ethnies différentes, des raisons pouvant les convaincre de se considérer comme partie inhérente d'une même Nation. Jusqu'à une date assez récente, le résultat de ce mélange demeurait satisfaisant en Amérique. Ce *colosse aux pieds de béton* (?) semble bien avoir trouvé sa voie malgré le hic qu'a été la guerre de sécession. Contrairement à la France, l'Amérique s'est « constituée » avec des provenances venues du monde entier. C'était le rêve : *The American Dream*. En effet, considérant que les terres n'appartenaient à personne, tous ceux qui voulaient y immigrer étaient les bienvenus. D'ailleurs, le mythe du rêve américain subsiste encore de nos jours, malgré quelques changements introduits par l'apport d'une immigration récente. Le citoyen Américain donc s'avère être un homme à part. A l'époque, celui qui acquerrait la citoyenneté américaine était un homme nouveau : à nouvelle identité, nouvel homme, n'est-ce pas ?

Hector Saint John de Crèvecoeur, citoyen Américain, émigré de France vers les colonies américaines en 1759, posait la question suivante : « *Qu'est donc cet Américain, cet homme nouveau ?*⁹¹ ». Il en a apporté une réponse en ces termes : « *Il est lui-même un Américain qui, ayant laissé derrière lui tous ses préjugés et ses modes de vie anciens, en reçoit de nouveaux du nouveau genre de vie qu'il a adopté, du nouveau gouvernement auquel il obéit, et du nouveau rang social qui est le sien. L'Américain est un homme neuf, qui agit selon les principes nouveaux... Ici, des individus de toutes nations se fondent dans une nouvelle race d'hommes.* »

Signalons qu'en parlant de race, Crèvecoeur faisait allusion à ce que nous, nommons de manière contemporaine *nationalités*. Cette race dont il parle fait référence aux nationalités anglaise, allemande, française, irlandaise, hollandaise, suédoise...

Il est également à noter que lui-même, de *race* française, avait épousé une Américaine... née Américaine. Aussi, s'étonnait-il de la diversité des autres colons parce que cela était chose typiquement américaine, parce que ce fait n'existait nulle part ailleurs dans le monde. S'attardant sur une famille, il trouvait que cette dernière constituait selon lui, « *un curieux mélange de sangs* », car le grand-père était Anglais, la grand-mère Hollandaise. L'enfant né de cette union avait épousé une Française et ensemble, avaient eu quatre fils, qui à leur tour avaient épousé des

⁹¹ In *Letters for an American Farmer*, cite par Arthur M. Schlesinger, Jr: *L'Amérique balkanisée*. 2^e édition.

femmes de nationalités différentes.

Parlant de ce que ses contemporains nommaient *race américaine*, Crèveœur dans son analyse de la situation en conclut ceci : « *des apports multiples est sortie cette race que l'on dit aujourd'hui américaine.* »

Bien que multiethnique et multiculturelle, la caractéristique propre à l'Amérique n'était pas de conserver les anciennes cultures. Il était bien au contraire encouragé de penser à l'avenir, d'où la création d'une nouvelle culture dite *américaine*. Pour cela, on ne pouvait prôner le droit à la différence comme en France. En effet, l'identité nationale se devait d'être unique, leur seule référence était l'Amérique⁹². Ils possédaient une histoire riche, leur foi nationale consolide leur croyance en un seul peuple dans le fonctionnement d'une société multiethnique. C'était là le rêve américain. Ce rêve qui ne prenait hélas pas en compte les minorités : les Noirs, les Indiens, les Mexicains, etc. ...

Aujourd'hui encore, comme nous l'avons dit tantôt, le fameux rêve américain se retrouve plus que bouleversé avec les nouvelles vagues d'arrivants. Le pays ne s'attendait pas à « gérer » ce genre de problème rencontré, car le sens vigoureux d'unicité nationale forgée par la guerre d'indépendance, concrétisée dans la Déclaration de 1776 et la Constitution de 1787, se voit aujourd'hui reconsidéré. L'adaptation avec peine des Noirs, des Latinos et de quelques autres provenances (nées Américaines pour certaines, ou devenues Américaines par naturalisation pour les autres), rend plus ardue la tâche qu'incombe au pays de les fondre dans le moule national. Ce fait n'en demeure pas moins compréhensible par les rapports aux peuples non-blancs qui furent massacrés, bafoués, envahis (les Indiens).

Le racisme tel qu'on ne l'a jamais vu ailleurs sauf bien sûr en Afrique du Sud (apartheid) est ancré dans les âmes. En Amérique, les non-blancs donc sont souvent considérés comme infréquentables (surtout dans le sud du pays, fervent conservateur des traditions ancestrales). Raciste, l'Amérique l'a toujours été de par son histoire, c'est-à-dire, dans sa manière d'agir, de penser, dans ses lois, ses institutions, ses cultures... On peut considérer que c'est l'étincelle qui montre la défaillance de l'expérience nationale. Il faut également souligner qu'il ne faut point oublier, malgré les failles du système national d'intégration, que l'âme de l'Amérique s'est aussi forgée avec la minorité Noire. Les autres minorités y ont également participé à sa Constitution.

⁹² De plus, l'origine ne se lisait pas sur la carte d'identité comme de nos jours.

2.1. Les différences

Il est bien entendu que même si similitude il y a parmi les citoyens Américains, des différences subsistent et ce, depuis les premiers moments de la création de la nation américaine. La première différence à citer est celle du fossé qui existait entre les Anglais et leur progéniture américaine. Il y a eu rupture entre ceux qui sont partis de l'Angleterre, ensuite avec leurs enfants et finalement avec ceux restés au pays. Ils n'avaient plus rien en commun ou presque : la langue. Même si aujourd'hui encore un Américain et un Anglais se comprennent, il existe cependant des changements subis dans la langue anglaise usitée en Amérique. En effet reconnaît une différence entre l'anglais d'Angleterre (le british), et l'anglais d'Amérique (l'américain), ceci est pour dénoncer les écarts de culture creusés par la distance et le temps, qui aujourd'hui constituent quelques signes distinctifs.

Mais à d'autres temps d'autres différences. De nos jours, l'assouplissement des lois a facilité l'entrée des migrants venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du sud. Aussi, cette affluence nouvelle a chamboulé la composition de la population du pays. Ces apports « extérieurs » ont favorisé la montée des ethnies : tous sont concernés. Ainsi, une reconsidération nationale s'est effectuée, prenant comme point de départ l'origine ethnique. Dès lors, l'assimilation tant rêvée s'est vue dénoncée car en elle est vue un moyen d'éradication des minorités, à long terme. Après tout, la culture anglaise n'est-elle pas celle qui domine ? Et pourquoi pas les autres ? _ De toutes façons, accepter une domination de quelque ethnie serait accepter d'être dominé, et nul n'aimerait voir son peuple ou sa race être dominée par une autre.

Les minorités ont émis par la suite le désir de perpétuer les communautés ethniques distinctes : on peut considérer que c'est le départ de ce qu'on peut appeler *le droit à la différence* en Amérique. Donc, l'Amérique, au lieu d'être une nation donatrice d'une identité de ses citoyens, est destinée aujourd'hui à préserver les diversités étrangères. Une communautarisation sociale est effectuée, avec des caractères très prononcés propres aux groupes qui jadis, étaient voués à disparaître au profit d'une intégration menant à une unicité. Ainsi, tel un étendard, l'ethnie est brandie, car la volonté de la montrer n'est que plus grande. D'ailleurs, « *ethnie* » n'était-elle pas associée jadis à « *étranger* », « *mis à l'écart* » ?

Eut égard à ce qui précède, il s'avère que le flou demeure dans la définition des concepts d'intégration et d'assimilation en Amérique : ils semblent désuets aujourd'hui. En effet, le

constat effectué dénonce une notion d'assimilation caractérisée de manière exemplaire depuis fort longtemps, ayant perdu de sa valeur. On va même jusqu'à rencontrer des refus catégoriques des ethnies à se « soumettre » aux lois d'assimilation du pays (dans certaines contrées en tous cas). Ce fait est encore d'actualité même si quelques mesures et lois sont prises pour y remédier... Il s'est donc avéré chez les immigrants qualifiés de Latinos, c'est-à-dire provenant du Mexique, de Cuba de Floride ..., qui émettent vivement leur volonté de conservation de leurs racines. L'assimilation par leur acte est ainsi devenue une intégration reposant fortement sur le refus, puisqu'ils ont eu le courage d'émettre leur volonté. Quant aux immigrants d'origine espagnole, ils se sont constitués une langue (le spanglish) et une culture propres à eux, en parallèle avec la culture américaine.

De cette situation, de manière globale, nous retenons qu'il semble régner un désordre sociolinguistique en Amérique. Mais toutefois, la langue anglaise (l'américain) demeure dominante, même si on rencontre quelques faibles zones de monolinguisme étranger, en plus du bilinguisme encouragé depuis le milieu scolaire même : dans le cas de l'enseignement des cours en langue maternelle. Mais cette situation a été récemment « saisie » et « réglée » par le référendum 227 de Californie, qui impose désormais l'anglais comme langue de l'enseignement, pensant ainsi ramener la société vers une assimilation, notion perdue par l'épisode bilingue, avec la langue maternelle fortement dominante. Ainsi, du communautarisme l'action américaine est passée au multiculturalisme.

2.2. La discrimination positive

Avec la montée des ethnies, des points « positifs » sont apparus, notamment l'expression des minorités rejetées avec dédain. Elles avaient enfin de la reconnaissance. Des postes auxquels elles n'avaient pas droit leur sont désormais ouverts. Il y a eu à cet effet des quotas pour leur accueil. Cela peut être vu comme un point de départ qui porte au changement menant à reconsidérer « *l'égalité de droit*⁹³ » non établie, malgré le fait qu'elle soit prévue dans toute la Constitution démocratique... Tout ceci n'est pas sans affecter les rapports économiques dans leurs représentations (raciale, ethnique...).

⁹³ Ce point constitutionnel est la cible des multiculturalistes...

2.3. Quand le marketing joue la carte du multiculturalisme

Nous le savons tous, l'Amérique est multiculturelle. L'économie également doit suivre le cours de l'histoire si elle veut subsister. C'est pourquoi des enseignes, des effigies, etc., prennent figures de leur temps... En effet, qui dit multiculturalisme dit aussi multiethnique (raciale). Nous en sommes donc aux représentations.

Le cas de figure de *Barbie* par exemple, poupée magnifique, très stylée, blonde, etc. longtemps vénérée, ne représente pas totalement l'image du pays. Le temps est aujourd'hui à une représentation nationale plus proche de la réalité, car à société multicolore, diversités multicolores. Ainsi est créée *Kayla*, poupée aussi stylée que Barbie, cependant avec une peau et des cheveux sombres. Kayla serait une représentation du métissage du pays car on ne saurait lui attribuer une nationalité ou une provenance quelconque : ni tout à fait blanche, ni tout à fait noire, ni tout à fait jaune, elle représenterait l'Amérique d'aujourd'hui. C'est cela l'image de l'Amérique de nos jours...

Des emblèmes changent pour la « neutralité ». La catégorisation ethnique semble être ainsi renvoyée à l'arrière plan, car le but premier est celui de vendre. Le marketing préfère donc jouer la carte de prudence. En effet, s'il devait effectuer un choix entre un marketing ethnique et le multiculturalisme, ce serait une zizanie d'où ne sortiraient que des perdants. En choisissant la « neutralité », le marché est américain et s'adresse à tous les Américains. C'est donc vers un « *General Market* » que le pays a choisi de se tourner. Pour ce faire, des actions se font dans tous les domaines de la vente, en les appuyant plus par ci et moins par là, et vice-versa...

Un regard dans le domaine de l'alimentaire également nous montre que les grands groupes ont compris le « nouveau système » et l'ont par conséquent choisi : *pepsi*, *coca-cola*... Ces deux concurrents ont ciblé leurs clients dans deux types de populations : la première pour les minorités (populations non blanches) et la seconde pour la population blanche. *Pepsi* fut dès les années de la seconde guerre mondiale apte à soutenir les Noirs qui étaient allés en guerre. Il a dû batailler également contre le ku klux klan qui lui reprochait d'être pro Noirs... Cette marque a donc été la première à effectuer du marketing ethnique, n'hésitant pas à employer l'image de la star américaine Noire, Michael Jackson, alors en plein succès dans les années 80. Le reste du marché alimentaire se concentre sur des cibles multiculturelles. La chaîne *Sears* par exemple a complètement hispanisé 200 de ses magasins. La question qui ressort de cette action est celle de

savoir si des actions sont menées plus fortement dans une zone donnée que dans une autre, par rapport justement à la population y résidant, n'est-ce pas cibler d'une manière ethnique ? _ Ceci nous mène à avoir un autre regard sur ce problème, et nous nous demandons si nous pouvons encore parler de neutralité.

L'industrie automobile quant à elle, ayant trop longtemps ignoré les marchés ethniques s'évertue à les reconquérir. *General Motors* par exemple a créé en 2001 le « *Center of Expertise on Diversity* » à cet effet. L'industrie cosmétique, elle a « compris » qu'un immense marché se cachait derrière le multiculturalisme. On peut d'ailleurs considérer que c'est le marché le plus ouvert dans la matière. En effet, avant, les produits étaient créés sans la prise en compte de la diversité ethnique. Aujourd'hui, rares sont les annonceurs qui ne ciblent pas ou n'envisagent pas de s'adresser à ces marchés ethniques...

Face à ce grand succès il se trouve qu'il y a un os dans les rouages, d'un point de vue linguistique, même si l'anglais demeure la langue de référence. En effet, il s'avère que de toutes les populations résidant en Amérique, les Asiatiques demeurent le marché le moins accessible, à cause de leur diversité linguistique. Cependant ce problème est considéré comme minime car ces derniers ne constituent que 4 % de la population totale. Les annonceurs contournent donc cet obstacle en se tournant vers le marché de l'automobile, qui lui ne nécessite pas autant de barrières langagiers. Les Hispaniques et surtout les Noirs sont axés sur la musique, les vêtements, les articles de sports... La marque *Nike* y trouve souvent son compte. En fait, les marketeurs utilisent ces deux populations pour atteindre une autre cible : la population blanche. Car en réalité, ils se sont rendus compte que les tendances se créent dans les centres urbains à forte concentration Noire. Ainsi, quand les Noirs achètent, ils jouent le rôle de pionniers sans le vouloir.

3. Le multiculturalisme au Canada

Le Canada, tout comme l'Amérique, met en avant le multiculturalisme dans les valeurs, les coutumes, les façons de vivre, de s'alimenter, de se vêtir, d'éduquer... des pays d'origine. Aussi lointaines que proches, ces pays ont une place de choix. Par ailleurs, le combat majeur qui résulte de ce mode d'organisation social est celui d'une telle liberté n'obligeant nullement l'intégration. Face à cette situation, nous nous demandons si cette possibilité est-elle seulement envisageable

dans ces conditions _ Car elle semble bien inimaginable.

Pourtant semble donc résulter du système multiculturel canadien, une clanisation sociale évidemment inévitable ! Puisque sont bannis des véritables échanges et relations intercommunautaires, et que la société se retrouve de ce pas hiérarchisée (ethnisation sociale). Ce que l'on sait ici c'est que ce genre de situation dégénère souvent sur des crises sociales violentes et sur un racisme prononcé, bref, un assassinat lent de la démocratie. Cependant, quelques rarissimes cas de relations véritables, c'est-à-dire de parfaite harmonie dans le multiculturalisme ont été constatés... Même dans les sociétés multiculturelles ou communautaires en effet se pose donc toujours et encore le problème des minorités. Reste à savoir où les situer, c'est-à-dire qu'il faut se demander si réellement ces minorités constituent-ils la partie du peuple établie de manière durable dans le pays ?_ Ou ce serait plutôt les communautés établies de manière récente ? La solution proposée à ce genre de problème demeure politique, souvent au profit de ceux qui sont depuis de longues dates établis sur le territoire. Cependant, les problèmes liés au multiculturalisme restent difficiles à gérer et ce, même dans un pays tel que le Canada où sa gérance atteint les sommets du contrôle.

3.1. L'origine du multiculturalisme

Né dans les années 1960 à la suite des débats politiques quant à la question québécoise, le multiculturalisme au Canada atteint aujourd'hui les limites de la perfection du système multiculturel. L'ampleur de ce phénomène a prit son essor environ une vingtaine d'années plus tard, sur des proportions sociales_ des logiques différentes. A ce propos, M. Wievora dans Le Dictionnaire de sociologie (1999 : 335), définit ce terme sous trois registres distincts analytiquement, mais souvent confondus dans la pratique. Ce sont :

« **1. Le registre proprement sociologique** : s'intéresse à la présence dans une société donnée, de différences culturelles, à l'existence de domaines et d'affirmations identitaires religieuses, ethniques, raciales, etc. Quatre logiques principales sont à l'œuvre ici :

- logique d'antériorité (Indiens d'Amérique par exemple)
- logique d'importation (avec l'immigration)
- logique de reproduction (minorités régionales par exemple)

- logique de production (enfin et surtout).

2. Le registre de philosophie politique et de l'éthique : situe le multiculturalisme dans les tensions entre tenants d'un universalisme qui n'admet que des individus dans l'espace public, et partisans d'une plus ou moins grande reconnaissance des particularismes culturels. Dans le monde anglo-saxon, la discussion oppose *Communitarians* (favorables à cette reconnaissance) et *liberals* (qui sont hostiles). En France, les positions radicales d'intellectuels « républicains » universalistes, assimilant toute reconnaissance de la différence au développement d'un communautarisme ravageur, ont longtemps retardé l'ouverture du débat.

3. Enfin, le multiculturalisme peut être une politique, éventuellement inscrite dans la loi fondamentale d'un Etat, dont l'objectif est de concilier le droit des individus et des groupes à maintenir une culture propre, et la possibilité pour chacun de s'intégrer à la nation et de participer pleinement à la vie de la cité.

Au Canada, en Australie et en Suède, cette politique s'efforce d'articuler la reconnaissance des particularismes culturels au traitement des inégalités et des difficultés sociales des groupes concernés. Aux USA, le multiculturalisme est éclaté, les problèmes sociaux des minorités sont l'objet des Politiques très controversés de l'*Affirmative Action* (discrimination positive), tandis que leur reconnaissance culturelle, surtout à l'école et dans l'université, relève d'autres efforts, débouchant parfois sur les excès du « *Politically Correct.*»

Dès 1971 donc, le Canada était référencé comme le premier à se doter d'une politique sur le multiculturalisme. Pourtant il n'était pas le premier à se rendre compte du fait multiculturel. En 1986, toujours dans ce continuum, prenant appui sur une longue tradition législative en matière de droits de la personne, le gouvernement_ qui a adopté une loi dite sur l'équité, en matière d'emploi et une loi dite sur le multiculturalisme national_ reconnaît la richesse de sa diversité ethnique et raciale. Il y attache d'ailleurs une grande importance. Ainsi, la *Loi sur le multiculturalisme* canadien permet d'établir une égalité entre tous les citoyens Canadiens, sur tous les plans. Ainsi, le souhait du pays c'est qu'à travers cette loi permettre l'édification d'une idée de respect et d'égalité de la part de tous ses citoyens, sans distinctions aucune. Tels étaient donc les trois objectifs du gouvernement à savoir donc : 1/. Promouvoir, renforcer l'identité canadienne ; 2/. Accroître la participation des citoyens (les amener à s'impliquer de manière

active dans le devenir de leur collectivité et celui de leur pays) ; 3/. Etendre la justice sociale.

3.2. La diversité culturelle

Pays très diversifié, le Canada_ tout le contraire de l'Amérique_ n'établit cependant pas l'identité raciale ou ethnique sur la carte d'identité. Le multiculturalisme est pourtant un trait basique de la société canadienne, comme nous l'avons vu ci-dessus. Les quelques origines qui forment les identités canadiennes sont européennes (anglaise, française majoritairement, puis allemande, italienne, polonaise, ukrainienne...), africaines (très diversifiées) et maghrébine, asiatiques (chinoise, vietnamienne) et indienne. Les Indiens sont considérés comme des autochtones pour la plupart, à l'instar des Amérindiens et des Inuits ainsi que des Métis.

Au recensement de 2001, 10.4 millions de Canadiens (soit environ 35%) décrivaient leur identité ethnique comme étant celle uniquement anglaise ou française. Il faut croire qu'ils constituent les majorités ethniques du pays. D'autres par contre ne se sont identifiés que comme étant des « Canadiens », créant ainsi un non-lieu d'enquête, car les classer ethniquement demeure difficile. C'est ainsi, car la société canadienne est ethnicisée...

3.2.1. Les cultures et les langues

Il est bien entendu certain que, qui dit société multiculturelle, dit également société multilingue. Au Canada, hormis la langue française et la langue anglaise qui sont établies comme langues officielles, quelques minorités prétendent que ces deux langues ne sont pas leurs langues maternelles. En effet, plus de 5 millions de Canadiens l'affirmaient en 2001. Les statistiques montrent qu'immédiatement après les langues officielles vient la langue chinoise (plus de 850.000 locuteurs) et ses variantes (cantonais, mandarin...). Cette langue est également couramment parlée que la langue française ou la langue anglaise. Dans le panorama linguistique canadien il y a une quinzaine de langues parlées par plus de 100.000 personnes chacune.

Tout comme dans toutes les grandes villes, la diversité ethnique au Canada n'échappe pas au phénomène socio urbain qui est la concentration ethnique ou communautaire dans des zones distinctes. Ainsi, comme en France, certaines communautés sont plus nombreuses ici que

d'autres et vice-versa. Par exemple, les originaires d'Asie et d'Afrique représentent plus de 35% à Toronto et à Vancouver. Les Chinois représentent à eux seuls 340.000 personnes à Vancouver, soit 17% de la population de la ville. A Toronto, ils sont 410.000, soit 9% de la population de la plus grande agglomération du Canada. Ce qui signifie que dans ces deux villes, la langue chinoise est fortement usitée.

3.2.2. Gérer la diversité dans l'éducation

Concernant l'éducation, l'Institution canadienne a su gérer de manière intelligente et créative ses diversités. Effectivement, comme nous l'avons dit tantôt, il existe des Canadiens pour qui les langues française et anglaise ne sont pas leurs langues maternelles. C'est justement là que se trouve le problème de base qui conduit parfois et souvent entre autre_ en tous cas ça s'est avéré en France_ à des situations d'échec scolaire. Car les enfants doivent apprendre en même temps pour la plupart la langue institutionnalisée, l'écriture ainsi que la lecture...

A Vancouver par exemple, on découvre que plus de la moitié des élèves des écoles publiques sont permis d'utiliser une autre langue que le français et / ou l'anglais. Au Canada, c'est à l'éducation de s'adapter à la diversité de la population et non pas le contraire. D'ailleurs, des programmes de sensibilisation multiculturelle et contre le racisme sont mis en place par l'éducation et dans l'enseignement, afin d'assurer l'inclusion. Les enseignants eux-mêmes sont appelés à s'ouvrir à d'autres cultures. La presse y est également invitée (publication des journaux dans des langues des minorités...) ainsi que la radio (programme dans ces langues) et la télévision.

3.4. Les identités

Faisant partie intégrante de la vie au Canada, le multiculturalisme est donc reconnu comme un fait fondamental de l'identité canadienne et de son patrimoine. Ainsi, les Canadiens quelque soit leurs origines culturelles sont appelés à participer et à réaliser ensemble les objectifs nationaux, à bâtir de manière unanime l'harmonie de leur société et par conséquent la prospérité économique de leur pays. Voilà pourquoi l'immigration canadienne est voulue (remplissage territorial...) et

choisie (choix par critères...) et non pas subie, tel par exemple en France et en Espagne.

La caractéristique propre du Canada cependant est contraire à celle de l'Amérique notamment en ce qui concerne le droit à la différence au Canada. En effet, dans ce pays, il existe une volonté de conservation des cultures d'origine, tandis qu'en Amérique, la volonté était de créer une nouvelle culture : la culture américaine. Vu comme tel de l'extérieur, le Canada paraît vulnérable à cause surtout de l'éclatement des identités nationales_ les Canadiens ont l'habitude de se référer à leurs pays d'origine. C'est d'ailleurs à cet effet que sir John MacDonald, Premier ministre Canadien déclarait que : « *Le Canada a trop de géographie et pas assez d'histoire.* » Rappelons que si l'Amérique en a bien une, c'est parce qu'elle l'a voulue et a bien bataillé pour s'en construire une... Mais il y a autant de cultures, autant de langues qu'autant de religions et de races au Canada, c'est pourquoi les identités sont aussi religieuses. Toutes les religions du pays vivent dans une harmonie remarquable, même si depuis environ une vingtaine d'années on constate quelques transformations. De manière fondamentale donc, ces transformations affectent la diversité religieuse. Quelques religions à savoir l'hindouisme, le bouddhisme, l'islam et la religion sikhe sont à l'origine de ces changements. Dès lors, les rapports de religions jadis paisibles sont à l'ordre du jour, car c'est là le problème des identités nationales qui par ailleurs risquent de se modifier ou encore de toucher la politique économique du pays (la foi est souvent liée à la culture de l'individu).

Les Institutions nationales étudient présentement ce fait lié aux religions. A ce propos, Bowlby⁹⁴ (2001:3) nous annonçait que le ministère du Patrimoine canadien a demandé à une certaine Joanna Rummens d'examiner les ouvrages des savants interdisciplinaires sur les identités canadiennes. Cet examen révélait en conclusion que : « *L'identité religieuse demeure un domaine de recherche embryonnaire, mais elle revêt une grande importance pour plusieurs nouveaux immigrants et groupes de réfugiés.* »

Bowlby explique que Rummens avait raison : « *d'avancer qu'il existe peu de travaux de recherche sur les religions et leur relation avec les identités canadiennes dans les bases de données examinées.* » (Idem. P.3). La situation religieuse au Canada s'est certes transformée depuis une vingtaine d'années, mais cette transformation a débuté bel et bien dans les années 1960. Il a d'abord été remarqué une diminution de la foi religieuse, ensuite l'application d'une nouvelle politique d'immigration a précipité les modifications, car dès lors entraient en scène des

⁹⁴ In : « *De la tradition aux aspirations actuelles : Identités canadiennes et diversité religieuse.* »

religions complètement différentes de celles que les canadiens avaient toujours connues. Il y eut donc l'apparition de l'islam, de l'hindouisme, du bouddhisme, de la religion sikhe... Quand des peuples immigrèrent, ils arrivèrent et s'installèrent avec leurs cultures et leurs religions. C'est là une similarité avec la situation religieuse que connaît la France, territoire de notre étude, surtout avec l'apparition de l'IP2.

Comme en France (de manière continue), d'un point de vue religieux, le Canada à son tour connaît un développement de nouvelles modes religieuses au sein de sa société. Même si une entente nationale semble y être réussie, il n'en demeure pas moins que les différentes communautés demeurent ethnocentristes.

3.4. La Laïcité et les religions

Suivant le modèle américain, son voisin de culture européenne le plus proche, le Canada est favorable à une politique de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Une situation d'embrouillamini existe à ce sujet. En effet, l'imitation du modèle américain s'arrête là car la solution constitutionnelle de la révolution américaine n'a jamais été caractéristique de la relation entre religion et l'Etat-nation du Canada. A ce sujet, Roger O'Toole (1996 : 121) stipule que : « *Par contre, la religion canadienne a manifestement des racines traditionnelles. Bien que le sectarisme ait sans aucun doute joué un rôle vital et important, ce sont les grandes Eglises ayant de solides liens avec les élites politiques, commerciales et culturelles qui ont dominé l'expérience religieuse canadienne depuis leur importation.* »

Aussi, O'Toole soutient que l'Eglise catholique et l'Eglise anglicane, suivies des Eglises presbytérienne, congrégationaliste et méthodiste (après la fusion de l'Eglise au Canada, en 1925), ont été une véritable Eglise établie comme en Angleterre, dans la majeure partie de la société coloniale et postcoloniale du pays. Elle aurait conservé cette position au XX^e siècle encore... Au Canada donc, les religions avaient une influence sociale profonde. Les changements subis sont remarquablement acceptés avec souplesse, fait certainement dû à la capacité d'adaptation du pays, et bien entendu forgé par les Institutions. La citoyenneté nationale allait ainsi de pair avec la citoyenneté religieuse, bien que les religions se distinguaient. On constate aujourd'hui qu'il y a dans ce pays une espèce de compréhension des choses faite de manière naturelle, pacifique... En effet, la situation socio-culturelle-ethnico-religieuse semble

nous le montrer : tout va bien ! Tous ces aspects s'enchevêtrent sans s'entrechoquer et faire jaillir des étincelles. Ce qui semble mettre en évidence la réussite d'une société multiculturelle-multiethnique-multireligieuse-multilinguistique parfaitement établie. Dans le pays donc, la religion est indissociable à la notion de citoyenneté et elle est ressentie comme un sous-genre de la culture. Cela comporte un double sens. Chose curieuse cependant, dans un cadre de l'adoption de la laïcité, là où l'Etat devait être divorcé de la religion : il la reconnaît tout simplement. C'est comme s'il vivait dans une sorte de concubinage, comme pour dire *ben, voilà, ce n'est pas ma femme mais je l'héberge seulement. Nous avons des enfants ensemble mais c'est tout, on n'est pas mariés. Vous voyez.* Drôle de situation, mais tant que l'apaisement subsiste... De tout façon, le contexte Eglise ou religion quand il est associé à la société de plus multiculturelle, multireligieuse, etc., n'est pas chose aisée à gérer ni même à débattre.

Dans le même continuum, Bruce Lincoln (2000) ne considère pas la religion comme un élément de base de la culture. Pour lui, elle peut être prépondérante voire hégémonique, par rapport à la «culture». Cependant, concernant la question d'éthique et d'esthétique, sa fonction remplisseuse se révèle des fonctions très importantes en tant que partenaire ou concurrent. Il ressort que Lincoln pense juste car souvent la religion peut se révéler amie ou ennemie. Toute la société en dépend puisque c'est la place que lui réserve les citoyens qui détermine la paix sociale. De manière générale, cela en va de la capacité d'une communauté religieuse donnée à s'adapter à son environnement et à se trouver une place au milieu des cultures environnantes du pays.

4. Le multiculturalisme peut-il générer une vraie entente ?

4.1. Analyse comparative des situations américaine, canadienne et française

Amérique	Canada	France
<i>Différences</i>		
▪ Quotas dans les postes (emplois) valorisants ; favorisation des étudiants non-blancs dans des universités de prestige → <i>discrimination positive</i> .	Les universités et les emplois sont ouverts pour tous, sans exception.	Les universités sont ouvertes pour tous. Par contre on retrouve des emplois fermés aux <i>Fim</i> ...
▪ Aspiration à une seule et même identité → <i>identité américaine</i> .	Reconnaissance et valorisation des multiples identités d'origine → cela constitue une richesse nationale...	Reconnaissance d'une seule et même identité : identité française. Mais, différenciation dans certains cas notamment par le fait de la reconnaissance du droit à la différence...
▪ Echec du multiculturalisme dans le sens de non canalisation dudit phénomène (identité unique en apparence mais fortement éclatée intérieurement).	Réussite de canalisation du phénomène multiculturel.	Du fait de la récente prise de conscience du phénomène multiculturel, la France est encore au stade de la recherche en ce qui le concerne.
▪ Port de l'identité ethnique et raciale sur la carte d'identité.	Pas de port des identités ethniques sur la carte d'identité.	Pas de port des identités ethniques sur la carte d'identité.
▪ Non volonté de conservation des cultures d'origine → non droit à la différence (néanmoins officiellement).	Volonté prononcée de conservation des cultures d'origine → droit à la différence officielle.	Encouragement aux <i>Fim</i> d'abandonner leurs cultures d'origine. (cependant encouragés par les tenants du droit à la différence).
▪ Raciste de par son histoire.	Non raciste de par son histoire.	Non raciste de par son histoire.
▪ Immigration non (?)	Immigration choisie et voulue.	Immigration non choisie.
▪ Egalité des citoyens (mais non officielle sur le terrain)	Egalité des citoyens sur tous les plans.	Egalité des citoyens sur tous les plans (mais inégalités non officielles).
<i>Similitudes</i>		
<ul style="list-style-type: none"> • Sociétés fortement multiculturelle, multiethnique, multireligieuse, multilingue... • De manière générale : égalité de tous les citoyens, dans les 3 pays. • <i>Canada-France</i> : non racisme par leurs histoires / non port de son origine sur la carte d'identité / universités ouvertes à tous / terres d'immigration. • <i>France-Amérique</i> : volonté d'abandon des cultures d'origine / reconnaissance et aspiration à une unique identité dans les deux pays. 		

4.2. La crise des banlieues

Nous devrions plutôt parler des crises des banlieues au lieu de la crise des banlieues. Elles ont souvent été en effet, depuis leur émergence, le théâtre des événements marquants ayant souvent intéressé les médias. Des violences diverses s'y opèrent de manière quasi permanente. Depuis leur création donc, dans les débuts des années 1960, plusieurs incidents débutant dans une telle banlieue ont souvent affectés d'autres. Farid Aïchoune (1991) soulignait l'ampleur de la violence que pouvaient avoir les jeunes des banlieues (déjà !) en 1990. Les âges de ces jeunes sont pour la plupart similaires à ceux des 'casseurs' de 2005 : 13 à 20 ans sinon légèrement plus. Aussi, leur motivation est semblable à ceux de 1990, car en général c'est un sentiment d'excentration social et culturel qui les pousse à agir de la sorte. Le tout est sans alors compter sur la haine née de ce sentiment qui s'entend sur tout ce qui porte un uniforme. Le constat fait sur les jeunes de nos jours révèle une virulence accrue de leur part : ils n'ont pas peur de se mesurer aux forces de l'ordre et ils voient le crime et le mal partout.

Il en découle que l'image que renvoient ces jeunes sur leur habitat est celle d'un lieu de violence extrême car il représente une déglingue sociale. Pour parler de leur habitat, ils emploient des termes non dénoués de sens tels que : « zones », « zones rouges », etc. Il s'agit pour la plupart des banlieues parisiennes, même si un stéréotype s'est créé dans les diverses banlieues dans tout le pays... La crise qui nous intéresse particulièrement est celle qui a eu lieu de la fin octobre à la mi-novembre de l'année 2005. Elle est lourde de conséquences et intéresse particulièrement notre objet d'étude dans la mesure où nous travaillons sur l'identité française, et que la provenance de la plupart des jeunes manifestants sont des Fim (IP2). Cette crise touche donc fortement le volet de l'identité.

Comme déjà constaté par le passé, la crise de la fin de l'année 2005 ne représente pas une nouveauté dans le genre de violence qu'il peut avoir dans les banlieues des grandes villes françaises. Elle n'était pas non plus inattendue dans la mesure où elle se produit de manière assez régulière, c'est-à-dire à la suite d'un décès d'un jeune de cité. Les autorités ont d'ailleurs longtemps été averties des tournures que pouvaient prendre les divers incidents qui croissaient dans les cités. Depuis 1979 (plus de 25 ans en effet), la violence est installée dans les cités et va grandissante. Ainsi, on pouvait déjà remarquer en :

➔ 1979 : à Vaulx-en-Velin (banlieue de Lyon), une première émeute éclatait. Résultat : des

voitures brûlées, des affrontements avec la police.

➔ 1980 et 1983 : les Minguettes (banlieue de Lyon) : des voitures brûlées lors des « rodéos », et des scènes de violence et d'affrontement avec la police. Les mesures prises par le ministre de l'Intérieur face à cette délinquance étaient d'arrêter et d'emprisonner ces jeunes... Ce qui valut à l'extrême droite d'associer le phénomène de l'immigration à celui de la violence, d'où leur victoire aux élections municipales.

➔ 1990 (Vaulx), 1991 (Le Val-Fourré, banlieue parisienne), 1993 et 1997 (Damarie-Les-Lys, banlieue parisienne), 1998 (Toulouse) : émeutes et affrontements avec la police.

➔ Depuis 1999 : émeutes chaque année et de manière croissante dans de nombreuses villes : incendier les voitures est entré dans les moeurs des jeunes des cités...

Ainsi, les émeutes de 2005 ont « surpris » sans vraiment surprendre les autorités car ce genre de réaction est devenue monnaie courante, quand décès d'un jeune il y a. Tout a donc commencé à la suite du décès de deux jeunes Fim de Clichy-sous-Bois dans la région parisienne. Ils étaient poursuivis par la police et s'étaient réfugiés dans un local EDF où ils ont trouvé la mort par électrocution. Leur compagnon lui, a terminé gravement brûlé à l'hôpital. Mais comme à chaque fois, le prétexte est trouvé par les jeunes des banlieues pour démolir, crier leur rage et leur haine. Ainsi, animés d'un esprit revanchard, les jeunes de Clichy-sous-Bois ont commencé à casser et à incendier voitures, magasins, et écoles (surtout les écoles maternelles). Cela représentait pour eux la base des soucis qu'ils rencontrent dans la vie active, du fait qu'ils font face à un fort taux de chômage. Brûler des écoles donc signifie montrer la base de leur malaise...

Hélas, bien de dégâts commis mais surtout à déplorer les pertes humaines... La difficulté majeure qu'engendre ces jeunes par leurs méfaits est celle d'une violence acquise. Elle est vue comme une génération dangereuse à cause de sa tenue. Leur « look » en effet relève d'une manière générale de leurs cités. Il faut signaler que le facteur déclenchant des crises des banlieues est souvent la mort d'un ou de plusieurs des jeunes des cités. Ce qui est également visible c'est que l'ambiance vécue dans ces lieux à celle d'avant et pendant la Révolution de 1789 et celle de la fin du XIX^e siècle : il nous semble qu'une nouvelle « race » est entrain de naître. Leur haine, celle qu'ils ont pour les Autorités et les Institutions, n'est pas prête de s'arrêter. Ces mots répétés par F. Aïchoune nous le confirment : *«...la politique c'est de la*

*merde*⁹⁵. » Bizarrement, la révolte de 2005 a de grandes similitudes avec les révoltes qui se produisent dans les ghettos en Amérique, où les dernières plus importantes ont eu lieu à Los Angeles, basées sur le même sentiment de frustration chez les jeunes Noirs Américains. Bien entendu le racisme y est pour beaucoup.

En Amérique comme en France, les troubles ont les mêmes origines et nécessitent le même type de réponse, malgré quelques différences existantes entre les deux pays : les jeunes exigent violemment du changement et la fin de la « ghettoïsation » ainsi que les discriminations vis-à-vis des populations d'origine immigrée, des IP2 (en France).

4.2.1. La crise vue depuis la France

Certes la France est multiculturelle mais elle aborde une seule et unique identité. Comme nous le savons, la citoyenneté égalitaire est accordée à tous ceux qui sont Français, sans distinction de race, de religion ni d'origine. Tel est donc la France institutionnalisée et vue de l'extérieur. D'un point de vue interne, des inégalités sur les points cités subsistent bel et bien vis-à-vis surtout des Fim qui, se sentant rejetés, se retournent vers les identités d'origine de leurs parents et / ou grands-parents. Dès lors, la notion de citoyenneté qui est la base de l'unification nationale, ne s'étend plus seulement à la France, car elle a perdu de sa valeur.

Les autorités dans les années 1980-1990 ont prôné pour une alliance de contraintes à savoir, l'égalité dans la différence. Depuis peu encore, leur objectif d'exercer de la discrimination positive face aux Fim_ soit disant pour leur donner leur chance_ est peu à peu mis en place afin de tenter de palier aux problèmes cités ci-dessus, et de permettre leur intégration sur plusieurs niveaux de vie... Mais cela ne suffit pas encore car toujours des gens se sentent rejetés et des conflits se font.

La vision générale qu'à eu la France face à cette récente crise des banlieues est celle de l'horreur, d'un désastre, d'un gâchis, d'un ras-le-bol de la part des Fim. C'est également une espèce de prise de conscience des Politiques quant aux difficultés réelles que rencontrent les Fim dans les domaines du travail, du logement et du social. Bref, c'est une vision qui reconnaît que ces

⁹⁵ Cité par F. Aïchoune, 1991 : 20.

individus sont en marge de la société. Mais cela ne semble pas expliquer toute la violence qui s'est produite pendant la crise, et il va donc sans dire que toutes ces dégradations volontaires de la part ces jeunes ne sont pas sans conséquences. Ces conséquences ont fait l'objet d'un abattage médiatique quelque peu exagéré, nourrissant ainsi des émeutes. En effet, une fois que la police a obtenu des médias un désintéressement à propos, la violence s'est vue décroître.

4.2.1.1. Les causes « réelles » de la crise

Même si le facteur déclenchant immédiat de cette crise paraît être le décès des deux jeunes de Clichy-sous-Bois, la vraie cause semble être de loin la réaction du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, le 20 juin 2005. Il semblait en effet involontairement avoir allumé le feu et s'était donc préparé en conséquence... Le 20 juin 2005 donc, à la suite d'un meurtre dans une cité d'Ile de France, il déclarait : « *Je vais nettoyer la cité au Kärcher.*⁹⁶ » Comme si cette provocation ne suffisait pas, quatre mois plus tard, le 25 octobre, soit deux jours avant les émeutes, répondant à une famille, il déclarait devant les médias : « *Vous en avez assez de cette racaille ? Eh bien je vais vous en débarrasser.* »

Ayant déjà choqué les jeunes et leur communauté en juin, Sarkozy cette fois n'hésite pas à employer le terme « racaille » pour les désigner. Ce terme injurieux qui les blessent résume la haine des autorités sur les Fim. La police à son tour n'a pas hésité à employer des termes injurieux à leur égard (à l'instar de « macaques »). Ce qui a bien sûr contribué à attiser leur colère et fini par faire éclater la violence que nous connaissons tous, à partir du 25 octobre. Pour montrer leur profonde colère et faire savoir aux yeux de toute la France qu'ils n'étaient pas différents des autres Français, certains Fim sont allés jusqu'à brandir leur carte d'identité devant les médias. La « guerre » ! C'était pour dire leur ras-le-bol d'être traités ainsi, c'est-à-dire, comme du bétail...

⁹⁶ *Kärcher* = marque de machine qui nettoie sous haute pression.

4.2.1.2. Les mesures et solutions

Pendant les émeutes, Sarkozy avaient annoncé pouvoir expulser les étrangers y ayant participé. Il n'avait pas spécifié s'il parlait des Fim mais cela se sous-entendait implicitement... Pour lui donc, il fallait arrêter et juger immédiatement les émeutiers Français. Pour ce faire, les parquets s'étaient mobilisés et avaient reçu l'instruction d'utiliser les qualifications possibles pour poursuivre les infractions (délits d'outrage, provocation à la rébellion, crime en bande organisée, association des malfaiteurs...). S'ensuivaient des arrestations prononcées (100 mineurs), sans le bénéfice de sursis. Les tribunaux agissaient de manière variable d'une région à une autre, en fonction du contexte, même si la loi demeure la même partout en France. En plus des arrestations, un état d'urgence avait été instauré. La privation des libertés était telle que cet état demeurait exceptionnel... Le couvre-feu fut instauré et les rassemblements prohibés. Aussi, le réseau téléphonique portable était mis sous surveillance, notamment des *sms* ou *textos* (qui sont des messages simplifiés, plutôt de la phonétique mais d'un genre nouveau car il existe des minis dictionnaires pour connaître ce langage...), car c'était l'un des moyens de transmission des lieux de casse. Internet également était mis sous surveillance pour les mêmes raisons. La presse bien entendu quant à elle, vu l'abattage mené face à l'évènement, avait reçu une sanction notamment la limitation de ses droits (le tout hors contrôle de la justice). L'état d'urgence instauré était relatif à la loi de 1955, notamment « *en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public*. ». Cet état d'urgence est fortement chargé de symbole car aux yeux des minorités et des démocrates, il est en même temps synonyme de répression coloniale, de mensonge et d'impunité... Aussi, les Fim se souviennent-ils de leurs origines et de la soumission violente qui fut imposée à leurs parents. De plus, cet état de 2005 comportait des allures d'ethnisation...

Hormis ces quelques mesures, le renforcement d'une politique anti-migrations. C'est ainsi que l'immigration fut de ce pas durcie : le regroupement familial est rendu plus difficile ; le statut d'étudiant se doit dorénavant être méritoire ; le prolongement du délai d'attente aux conjoints non Français dans le cas d'un couple mixte est porté à quatre ans... Et pour les jeunes Fim, des solutions semblent avoir été trouvées pour les occuper et espérer de ce fait éradiquer la violence et la délinquance dans les cités. Il faut donc pour ce faire :

- ➔ Occuper les jeunes désœuvrés
- ➔ Lutter contre leurs discriminations...

A ce propos, le Premier ministre, M. de Villepin avait déclaré, le 1^{er} décembre 2005 : « *L'année 2006 sera l'année de l'égalité des chances, comme grande cause nationale, afin que chacun trouve sa véritable place dans notre République.* » Cependant, nombreux sont ceux qui attendent encore les résultats de cette déclaration et des mesures prises lors de cette crise. Ils attendent les politiques au pied de la lettre, car depuis une vingtaine d'années, leurs paroles produisent de l'effet incantatoire. D'autres pensent que les propos et actes de M. De Villepin vont produire l'inverse de l'attente, c'est-à-dire que leur application ira jusqu'à renforcer la discrimination et la ségrégation qui sont justement à combattre. Un exemple de ce type d'action inversée : l'âge de la scolarisation obligatoire passant de 16 ans à 14 ans. Ce qui signifie que la société française ira vers une pyramide à forte dominance presque analphabète et peu instruite, sinon encore très peu seulement.

4.2.2. La crise vue de l'extérieur

La presse internationale s'était beaucoup intéressée aux émeutes des banlieues en France. Ainsi, la question quasiment générale a été celle de savoir si le modèle républicain français fait il encore montre de réussite car avec cette violente crise, c'est l'échec qui apparaissait. La classe politique française fut de ce pas vue de l'extérieur comme étant aveugle, inefficace dans la mesure où elle a longtemps appliqué la politique de l'autruche quant à ses problèmes internes. La laïcité et le principe d'égalité aidant, le système français ne considère donc pas de manière officielle les communautés ethniques et / ou religieuses. C'est d'ailleurs pour cela que les tenants de la discrimination positive par exemple sont considérés avec effroi et par conséquent, le principe du fondement de la nation leur est rappelé.

Plusieurs regards extérieurs ont donc été accordés à la France qui pour une première, hormis Mai 68, montraient un tel visage de violence non contenue. Un visage tel qu'on ne l'avait pensé avant, du moins pas tout haut... L'extérieur a beaucoup été étonné. Les jugements apposés à la France ont été exprimés de manière aussi simple mais également de manière idéologique. Comme dit ci-dessus, l'aspect spectaculaire a été fortement privilégié, pointant ainsi du regard la France qui souvent était considérée comme moralisatrice. La presse internationale a beaucoup insisté sur le caractère insurrectionnel et sur l'échec de la politique française d'intégration des Fim.

4.2.2.1. La Grande Bretagne

La Grande Bretagne compare son système d'intégration à celui de la France car elle les considère en situation d'échec. Ainsi, *The Independent*, quotidien britannique soulignait que cette crise des banlieues en France ainsi que les attentats de Londres (juillet 2005), « *Soulèvent des questions fondamentales sur la relation entre les minorités ethniques et les démocraties pluralistes.* »

Il s'avère que le modèle multiculturel britannique et la laïcité française font face à l'échec... Des questions soulignées, on constate qu'en Grande Bretagne si l'échec s'avère, ce serait à cause d'un multiculturalisme insuffisant. Pour ce faire, *The Independent* suggère le remodelage de leur modèle d'intégration parce qu'« *Affirmer son identité raciale aide à construire plutôt qu'à mettre en péril le sens de la communauté. Un multiculturalisme qui suppose, par exemple, la formation des imams britanniques peut n'avoir qu'un impact positif.* »

Ainsi pour la Grande Bretagne, la réintégration des jeunes dans l'économie française s'impose, car c'est là le moyen pour ramener la paix. Ainsi, pour le *Financial Times* pense que « *Toute stratégie visant à ramener la paix sociale doit s'accompagner de la levée des obstacles qui ont poussé ces sans-culottes d'aujourd'hui à la marge de l'économie française (...) Le point essentiel est que le marché du travail français marginalise à dessein les populations jeunes, moins qualifiées et hors normes. Les politiques qui luttent contre le chômage n'effacent pas nécessairement la marginalisation (...) La justice et le sens commun ordonnent que tous puissent équitablement en profiter.* »

Rappelons-nous, la Grande Bretagne avait opté dans les années 60, pour un multiculturalisme qui est le modèle de tolérance et de diversité. Ainsi, chaque communauté y vit librement sa propre culture. Ce qui n'est pas le choix français car rien que son principe du fondement de la nation l'en interdit. En France, le terme intégration est synonyme d'assimilation et être français signifie avoir des contraintes vis-à-vis de sa patrie. L'intégration est donc unilatérale en France, tandis qu'en Grande Bretagne elle comporte un double sens... Il semble en tous cas que la France avec cette crise marquée par une contagion de ville en villes, à une similitude remarquable avec les crises que connaît la Grande Bretagne depuis environ une trentaine d'années. Les banlieues britanniques en effet continuent de souffrir depuis qu'il y a eu des qui ont divisé des jeunes issus de l'immigration (Inde, Pakistan, Jamaïque...) et des jeunes dits 'de souche'. En 1981 par

exemple, date considérée comme point de départ de ce genre de crise, les troubles débutés en avril à Brixton (faubourg « noir » de Londres avec un bilan de 300 blessés dont 200 policiers) avaient été d'une rare violence. Trois mois plus tard, en août, ils avaient atteint le reste du pays... En 1985 ou en 1991 aucune ville n'avait été épargnée.

Tout comme en France, cette violence en Grande Bretagne relève du rituel dans l'esprit des jeunes. Ce serait plutôt d'une affirmation de son appartenance à une communauté que les émeutes prennent naissance en Grande Bretagne. Contrairement à elle, la cause des conflits en France serait plutôt l'oubli social de ces jeunes dits Fim.

4.2.2.2. La Tchécoslovaquie

Le regard tchèque sur la France lors de cette crise, avait été celui d'une France vue comme moralisatrice et donneuse de leçon. C'est donc une nouvelle image de la France que les Tchèques découvraient. Ils faisaient ainsi ravalier à la France la fierté sa politique par cette crise. Les débris de voitures et de tous autres genres qui jonchaient les rues montraient en effet l'échec de cette politique d'intégration. Aussi semblait être mise à nue la politique discriminatoire du pays vis-à-vis des Fim, car même la carte d'identité, symbole de l'appartenance de la nation n'est plus suffisante pour la garantie des mêmes chances devant le travail, le logement...

L'opinion tchèque est également celle que l'immobilisme français freine l'UE et par conséquent, si émeute re-éclatent un jour, ce ne sera plus seulement une histoire liée aux enfants Fim, mais l'histoire de tous en réalité. Il en découle finalement que Nicolas Sarkozy en traitant les jeunes Fim de « racailles », a fait montre d'un racisme « officiel », car dans ces endroits ce terme demeure très insultant et désigne des individus infréquentables...

En conclusion, la situation française qui a montré un déficit en matière d'intégration, pourrait être celle d'un autre pays européen.

4.2.2.3. L'Espagne

La crise des banlieues de 2005 a mené les Ibériques à penser que la France est un pays qui ne bouge qu'à coup de révoltes. C'est donc ainsi que cette crise y avait été vue comme une révolte. Pour les Espagnols, les affrontements ont mis en avant la profonde fracture sociale existante en France. *El País* assure que : « *Il ne sert à rien de chercher des réseaux criminels pour expliquer le mouvement qui a débuté dans une banlieue de Paris et s'est répandu comme une traînée de poudre.* » Au final pour eux, on ne sait jamais comment les choses se terminent-elles en France...

4.2.2.4. L'Allemagne

Le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, quotidien allemand ayant consacré un dossier spécial à la crise des banlieues françaises, s'est plutôt positionné d'une manière favorable à la France. En effet on voit bien qu'il soutient le pays quand il affirme que son modèle d'intégration n'est pas mort. Mais il s'avère que l'état de crise actuelle est hélas répétitif, même si l'ampleur de la violence de 2005 était nouvelle. Le problème c'est que, c'est juste les Politiques (de gauche ou de droite) ne maîtrisent pas la situation sociale du pays. Le choix de mots pour ce quotidien n'est également pas à prendre à la légère, car ils sont lourds de sens et de symboles. Ainsi, « *kärcher* » et « *racaille* » employés par Sarkozy ont été l'escalade de la guerre des nerfs qui a opposé les jeunes avec les autorités... Pour ce journal toujours, l'Etat doit agir avec plus de discernement et justement la question du discernement demeure encore un doute pour de nombreux Français.

4.2.2.5. Le Japon

Aussi éloigné que le Japon puisse être de la France, ce pays n'a pas manqué de suivre de près les événements socio-économiques qui ont ébranlé cette dernière. L'analyse du Japon sur cette situation est la suivante : pour le quotidien *Asahi Shimbun*, « *On parle de la dégradation de la situation, dans les banlieues françaises depuis les années 70, quand les immigrants se sont*

installés dans les cités HLM ». Il souligne aussi le fort taux de chômage des Fim résidant dans ces lieux, ainsi que la discrimination, en matière de race, de religion, de logement, d'emploi... dont ils font objet.

Pour le journal *Tokyoïte*, ce serait : « *ce principe républicain qui a engendré l'isolement profond des populations immigrées. Les jeunes de ces quartiers éprouvent un sentiment de désespoir et ont l'impression d'être abandonnés par l'Etat.* »

Pour *Asahi Shimbun* encore : « ... *la France n'a pour l'instant pas trouvé la solution pour remédier à sa fracture sociale.* »

Il en découle que le Japon, face à cette situation, prend la « défense » des jeunes Fim. Pour lui, c'est l'Etat français qui porte tous les torts et ceux-ci viendraient entièrement de sa politique d'immigration et d'intégration.

4.2.2.6. Le Maghreb

On peut dire que dans le Maghreb, notamment en Algérie et au Maroc, les émeutes qui ont touché la France y ont largement résonné. En effet, la majorité des Fim étant pour la plupart leurs sources dans ces pays, leurs parents 'restés au bled' ont suivi et commenté quotidiennement les nuits d'émeutes et ce, non sans une certaine passion, attendant alors son dénouement...

Ainsi selon la pensée de Aït-Larbi et de Oberlé⁹⁷, d'aucuns demeuraient parfois dibutatifs concernant les discriminations en France ; d'autres restaient parfois interloqués, à l'instar de Rhéda, jeune chômeur Algérien de 19 ans, qui s'inquiétait : « *Les beurs ont de la chance de vivre dans un pays riche et démocratique, et ils se plaignent. Maintenant ce sera encore plus difficile pour nous d'avoir un visa.* » Ce post adolescent avait des projets d'émigration soit en France soit au Canada. D'autres encore se sont sentis heurtés par les propos de Sarkozy qui, pensent-ils est à l'origine de l'éclatement de cette violence. Nombreux étaient donc ceux qui étaient interrogés et qui semblaient justifier ces faits par diverses causes à savoir, le racisme, le chômage, le manque de logement... L'ampleur y était telle que certains journaux arabophones, en écho aux islamistes,

⁹⁷ Dans : « *Les troubles vus du Maghreb* », Le Figaro, 14 avril 2005.

voulant profiter de la situation, reprochaient aux autorités de ne pas apporter leur soutien aux émeutes. Une fois de plus, les musulmans voulaient faire l'amalgame du pouvoir et de la religion.

C'est justement ce qu'on constate avec Yassin par exemple, qui est un intégriste de 35 ans, à cette occasion jubilait en ces termes : « *Cette Intifada contre le taghout (pouvoir impie) français fait honneur à l'islam. Comme la « racaille » de Bab El-Oued qui a fait trembler les généraux athées d'Alger pendant une décennie, celle de Seine Saint-Denis finira, avec l'aide de Dieu, par avoir la peau de Sarkozy*⁹⁸. »

Au Maroc par contre, les émeutiers étaient considérés comme des « Français de mauvaise extraction », selon le journal *Aujourd'hui le Maroc*, proche du palais royal. Le ton était beaucoup plus tranché. Il apportait dans son dernier éditorial, une explication cinglante : « *Dix millions de citoyens Français sont exclus. Relégués dans les banlieues sordides, ils sont livrés à tous les marchands de haine et de désespoir. Ces Français sont convaincus qu'ils n'ont aucune chance de sortir de leur condition uniquement parce qu'ils sont ce qu'ils ont le tort inexplicable d'être d'origine arabe ou africaine ou d'être musulmans. Des qualités ou des attributs complètement démonétisés sur le marché secondaire des valeurs républicaines.* »

Tout ceci se passe de commentaire...

5. Le racisme

Nous pouvons dire, de manière générale, que la concentration géographique rend visible l'ethnisation et l'accélère. Aussi, en France, le plus flagrant du phénomène d'ethnisation ou encore de communautarisation est celui des ZEP qui, concernent les origines étrangères ou immigrées ... C'est là le moyen de regrouper un lot de handicaps socioculturels. Donc subsistent des générations qui contribuent à la disqualification sociale par le culturel en France. Le pays a en effet procédé par regroupement de ses immigrés dans des secteurs considérés comme « rouges », et qui sont en dehors de la vie des autochtones. Il va sans dire que des individus venant d'ailleurs et qui se retrouvent ainsi regroupés et même parqués entre eux, ne peuvent

⁹⁸ Cité par Aït-Larbi et Oberlé (idem).

connaître les us et coutumes du pays qui les accueille. C'est penser que c'est un acte volontaire de la part des Institutions afin de conserver une distance avec ces derniers qui sont si différents d'eux. La réalité est que dès le départ, c'est-à-dire dès les débuts de leur installation définitive en France, les immigrés ont été isolés et ils ont organisé leurs modes de vie selon ceux de leurs pays d'origines : ils étaient établis en France mais vivaient comme s'ils étaient chez eux. Il n'y avait donc pas de rupture avec les leurs restés dans leurs pays. Mais des années ont passé depuis leur établissement sur le sol français.. Ainsi, des regroupements familiaux ainsi que des acquisitions de la nationalité française se sont faits, alors ces immigrés sont devenus Français pour la plus part sinon leurs enfants nés sur le sol français. Ces enfants sont appelés en terme de « deuxième génération » ou de Fim et parlent la langue française comme première langue (pour la majorité d'entre eux) et contrairement à leurs parents, ils ont plus de contacts avec les Fds dont ils sont amis et ils fréquentent les mêmes établissements scolaires qu'eux. Cependant, bien que Français, on constate que ces enfants eux aussi connaissent des difficultés_ certes pas semblables à celles connues par leurs parents ou grands-parents, mais d'un autre ordre : chômage accru, catégorisation sociale... et surtout dans leur majorité, l'échec scolaire. Leur ressemblance avec leurs camarades Fds est hélas aussi limitée car eux, sont souvent rejetés...

Tout cela se passe sous le nez des autorités qui n'agissent pas, comme si cela leur était égal. Comme si c'était là un problème propre aux immigrés⁹⁹ auquel ils devaient trouver la solution eux-mêmes. Il s'avère que dans cette ségrégation existent aussi des rivalités entre différentes communautés d'origines étrangères. Les jeunes en effet, se regroupent et forment des clans et se portent main entre différentes origines. Une instabilité sociale s'avère donc dans les milieux immigrés ou d'origine immigrés.

Les pouvoirs politiques ont mis longtemps à prendre conscience de ces faits, et à reconnaître ces nouveaux Français qui d'ailleurs sont différents d'eux, et tout aussi différents de ceux qui le sont devenus par la suite de l'IP1. Constatant que le phénomène de mode vie communautaire (qui d'ailleurs fait éclater la société) prend de l'ampleur, on peut se demander pourquoi l'Etat n'agit que maintenant. Avait-il tu ces problèmes _ en étouffant les cris et les manifestations de violence dans les milieux immigrés, par racisme, se disant que ce n'était pas à lui de les gérer mais plutôt que ces derniers devraient se prendre en main eux-mêmes. Finalement, que pensait-il en agissant de la sorte ? Qu'il réussirait à les faire rencontrer la culture et les us et coutumes du pays et par

⁹⁹ Même leurs enfants pourtant Français sont également appelés immigrés !

conséquent réussir leur intégration ? - Cela est très ambigu car si tel était la pensée de l'Etat pour réussir l'intégration de ces immigrés, cela était voué à l'échec dès le départ. Nous pensons que la meilleure manière d'agir aurait été celle que le pays a eue vis-à-vis des IP1 et de leur descendance... En Hollande par exemple, il est strictement interdit dans leur manière de faire avec les immigrés, de les regrouper entre eux. Bien au contraire, ils sont intégrés dans les mêmes quartiers que les autochtones. Et cela a longtemps porté ses fruits, de bons fruits d'ailleurs...

Mais la France a dû faire face aux Fim qui sont Noirs, Beurs, Asiatiques, c'est-à-dire de cultures et de religions très différentes de ce que le pays avait toujours connu. Bref, différents des Fim de l'IP1 qui étaient nous le rappelons, catholiques dans leur majorité, de race blanche, et de culture européenne. De nos jours d'ailleurs la politique de logement est différente par rapport aux Fim de l'IP1 et ceux de l'IP2. Ceux de l'IP1 en effet sont plus acceptés, malgré la connotation de leurs noms patronymiques hérités de leurs aïeuls. Les Fim de l'IP2 sont plus logés dans les banlieues, des quartiers bétons... tandis que les Fim de l'IP1 ont facilement accès là où les autres ne l'ont pas. Mais nous ne referons pas l'histoire car les Fim de l'IP2 « bénéficient » des système des cités (les Grands ensembles) qui n'existaient pas alors lors de la période 1.

Eu égard à ce qui précède, on peut dire que tout porte à croire sinon à faire croire que les Français sont racistes. Oui, ils sont racistes car ils acceptent plus les IP1 que les IP2 ; oui ils sont racistes parce qu'ils catégorisent les IP2, ils les hiérarchisent face à l'emploi : un Fim d'origine maghrébine est plus coté qu'un Fim d'origine subsaharienne ; oui les Français sont racistes quant au logement face aux Fim de l'IP2... Mais ! Les Français ne sont pas tout aussi racistes quelque part. En effet, nous devons aussi dire qu'il y a eu des abus quelque part, de la part des Fim de l'IP2, qui ont toujours tendance à l'assistanat par exemple. Alors non les Français ne sont pas racistes car à travers l'histoire, nombreux sont ceux qui se sont battus pour le bien être des immigrés, en changeant les lois en leur faveur (cf. chapitre 2) ; et nous en passons... Donc, le racisme existe bel et bien dans la société française, de par les Institutions et de par les Fim ainsi que les Fds. Le racisme a toujours existé même pour les Fim de l'IP1 qui avaient eux, moins de lois en leur faveur que les Fim de l'IP2 aujourd'hui... Ce qui d'ailleurs bouleverse la société. Récemment encore, en fin d'octobre 2005, avec la crise des banlieues, les lois ou la politique d'immigration s'est vue durcir. Dans le cadre donc de la stratégie de l'amalgame minorités - étrangers, l'Etat a durci ses contrôles de l'immigration en France (plus en vue en faveur de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb) rendant plus ardu le regroupement familial, etc. Or, souvent les enfants d'immigrés ou la génération suivante sont considérés comme des étrangers.

On a pu le constater d'ailleurs lors des arrestations relatives à la crise des banlieues de 2005 et aux manifestations anti-CPE¹⁰⁰ : ceux qui avaient le stéréotype **étranger** étaient les plus visés par la police. Lors de la crise des banlieues, les insultes et des mots racistes ont été employés pour parler des Fim, et des exactions commises à leur encontre...

En fin de compte, un stéréotype existant qualifie directement les Fim : « casseurs » « banlieusards », « racailles », etc. parfois même des mots ou des phrases qu'on ne saurait employer face à un être humain sauf par des individus ayant des attraites fascistes ou même nazis, à l'instar de Nicolas Sarkozy, qui dit « nettoyer la racaille au kärcher ». Tout cela a servi d'alibi à la police qui en a bien profité et ne se gêne même plus de montrer son côté raciste, puisque soutenu par son ministre de l'Intérieur. Parallèlement, comme pour palier à ce racisme devenu flagrant en France, à la suite de cette dernière crise des banlieues, le Premier ministre, de Villepin annonçait que des œuvres seraient mis en place pour les jeunes désœuvrés (surtout les Fim qui habitent ces lieux). Il lutterait également contre les discriminations car disait-il le 1^{er} décembre 2005 : « *L'année 2006 sera l'année de l'égalité des chances, comme grande cause nationale, afin que chacun trouve sa véritable place dans notre République.* » Or, les problèmes avec les Fim demeurent entiers encore. En effet, celle qu'on nomme la génération suivante est la non prévue de l'utilitarisme de la migration. Elle est simplement méprisée, exclue du marché du travail, incomprise et demeure sujet à la répression... La seule explication de l'Etat face à leur prise de conscience c'est de relever leur caractère « ethnique », pour montrer leur manque d'intégration dans la société française. Or, qui dit ethnique dit différenciation. La discrimination participe à la logique différentialiste. Aujourd'hui, c'est sur ces Fim que la traditionnelle stigmatisation de l'étranger se rapporte : ils sont Français mais seulement sur papiers... Car souvent, on a tendance à les désigner par l'origine de leurs parents et / ou grands-parents. Par contre, la deuxième, troisième voire quatrième génération des IP1 elle, sont Françaises à part entière. Pour les Fim, c'est la mise en place d'un véritable stigmate héréditaire que l'utilitarisme migratoire crée. En effet, ils ont peu de chance sur le marché du travail, et si jamais ils ont un peu de chance, leur place est dans le sale boulot, c'est-à-dire, ceux dont les Fds ne veulent pas. La vérité est que la France pensait faire d'eux des individus comme leurs parents, leur faire faire des travaux pénibles et les faire vivre dans des taudis. Mais il y a erreur, parce que, contrairement à leurs parents, les Fim savent lire et écrire, et ils connaissent la loi ; aussi, ils ont

¹⁰⁰ **Contrat Nouvel Embauche** : établi par le Premier Ministre Dominique de Villepin. Ce contrat visait l'embauche des jeunes jusqu'à 25 ans dans une période d'essai de deux ans. Des marches et manifestations ont été effectuées par des syndicalistes, des étudiants et lycéens, ainsi que par des parents d'élèves qui jugeaient cette loi médiocre et précaire... la lutte a dure de la mi-février à avril 2006, les esprits furent apaisés par le retrait dudit

des associations qui sont là pour les aider.

Somme toute, pour les autorités, l'intégration des Fim est encore à faire...et pour les Fds ? Seulement ce que l'on sait, c'est que les Fim doivent acquérir et conquérir leur reconnaissance et leur respect... La lutte pour la hiérarchisation raciale est loin d'être terminée en France car on parle toujours d'intégration ratée vis-à-vis des Fim de l'IP2 alors que celle des IP1 semble être parfaitement réussie.

6. Conclusion

Du fait de son multiculturalisme, la France demeure un pays encore jeune, comparée aux Etats-Unis par exemple... Elle a encore du mal à trouver ses marques face à ce phénomène nouveau, et par conséquent, sa société est frileuse. Les faits de racisme relevés constituent en fait une frayeur de tout ce qui est nouveau. En effet, il a été démontré que les Français sont frileux face à la nouveauté car cela bouscule leurs habitudes...

Ainsi, le temps seul pourra mener ce pays vers une entente dans le multiculturalisme telle que nous le constatons en Amérique et au Canada. Pour ce faire, de part et d'autre, dans ses sociétés, des efforts non faibles devront être faits...

CHAPITRE VI. ... OU PLUTOT UNE FRANCE MULTICULTURELLE ?

1. La transculture

Pour définir ce terme, nous allons nous atteler à la définition de François Laplantine, dans le Dictionnaire de sociologie. Ce dernier le définit comme : « *un mélange et croisement des cultures et des populations différentes.* » (P.339)

Dans ce phénomène de transculture, pour en parler, plusieurs points de vue ont été émis ainsi que plusieurs noms. Nous allons donc voir les trois voies de définitions que nous propose Laplantine, avant de voir si ce phénomène peut se référer à la société française c'est-à-dire, si sa société a réussi à outrepasser ses cultures...

1.1. La transculturalité chez Ortiz

Ethnologue et musicologue, Ortiz est l'un des tous premiers théoriciens du métissage, à l'instar de Freyre et avant, Bastide. Pour lui donc, la transculturalité est : « *un processus dans lequel on donne toujours quelque chose en échange de ce que l'on reçoit. C'est un processus dans lequel les deux parties de l'équation sont modifiées. Un processus dans lequel émerge une nouvelle réalité, composite et complexe, une réalité qui n'est ni l'agglomération mécanique des caractères, ni mosaïque, mais un phénomène nouveau, original et indépendant.* »

Il en ressort que Ortiz nous fait penser à ce que la ville crée par rapport au langage, c'est-à-dire, le processus de koïnéisation. En effet, la ville par besoin langagier, de par les multiples provenances de ses habitants, crée une langue ou un langage permettant la compréhension de tous. Cela est possible parce que la ville un creuset où viennent se fondre les différentes origines_ qu'elles soient nationales ou étrangères.

1.2. Le « melting-pot » ou « salad bowl »

François Laplantine (idem. P. 340) pense qu'il convient de rappeler enfin l'existence d'une nation populaire proche de la transculturalité : le melting-pot. Ce terme est tiré d'une pièce de théâtre de Israël Zangwill, présenté pour la première fois en 1908 à Washington et dédiée au président Roosevelt. Dans *melting-pot*, David Véra, survivant du pogrom de Kichinev, rencontre la belle Véra, Slave, orthodoxe et fille du bourreau de David. Dans le creuset de cette union, les différences vont se mélanger jusqu'à fusionner, toutes les populations de la terre se réconcilient pour ne faire qu'une seule nation. Il n'y a plus que des Américains. Remarquons ici que le mythe *melting-pot* n'est pas sans rappeler la légende d'*Iracéma* forgée au Brésil en 1857 par José de Alencar : de l'union d'un Portugais et d'une Indienne est née Iracéma _ anagramme de *América* _ qui n'est pas seulement Portugaise ni seulement Indienne, mais symbole de la nation, de ce qu'elle a d'universel.

Aussi, nous pensons que de nos jours, cette expression qui est également appelée *salad bowl* est celle de la convergence de toutes les cultures et races qui y vivent, en union dans une atmosphère **conviviale**, faisant fi de son égoïsme culturelle et raciale, pour n'en conserver que la commune. Bien sûr, l'idée n'est pas de rejeter ce que l'on est, mais plutôt d'en faire un dépassement et de reconnaître également ce qu'est l'autre. De ce fait, l'altérité prend une allure « amicale », contribue d'ailleurs ainsi à la cohésion sociale.

1.3. Le métissage comme troisième voie

Les catégories de miscégenation (Freyre, 1974), de transculturalité (Ortiz, 1991 ; Bastide, 1970), de melting-pot (Zangwill, 1975), de mixité, d'hybride (Canclini, 1992) ou encore d'assemblage de bricolage (Lévi-Strauss, 1962), de composite (Glissant, 1996), demeurent néanmoins non seulement insuffisants, mais inadéquates pour rendre compte du métissage, car elles supposent encore l'existence d'éléments ontologiquement et historiquement premiers qui seraient accessoirement rencontrés pour produire du dérivé. On postule, à travers ces différentes catégories, l'existence de deux individus originellement « purs » ou, plus généralement, d'un état initial _ racial, social, culturel _ d'un ensemble, qui à un certain moment aurait rencontré un autre ensemble, donnant ainsi naissance à un phénomène « impur » ou « hétérogène ». Or le

métissage contredit précisément la polarité *homogène / hétérogène*. Il offre une troisième voie entre la fusion totalisante de l'homogène et la fragmentation différentialiste de l'hétérogène. Le métissage est une composition dont les composantes gardent leur intégrité. Non seulement les individus ne s'appréhendent plus eux-mêmes à partir d'une matrice culturelle exclusive (qui serait européenne, africaine, malgache ou tamoule de la Réunion, portugaise, indienne du Brésil) ni ne forment des groupes *métis* séparés (comme en Inde pour les descendants des Anglais et des Hindous, ou en Afrique du sud), mais ne se reconnaissent pas non plus dans une totalité différenciée (dans les années 30 au Brésil, *l'Estado novo* de Vargas, crée, avec la samba, le paradigme d'une « pureté métisse » hégémonique, patriotique et défensive).

Le métissage _ qui oppose la reconnaissance de l'autre en chacun de nous ainsi que l'acceptation de la pluralité, non fragilité provisoire mais comme valeur constituante _ survient en particulier dans les sociétés comme le Brésil, les Caraïbes, l'île Maurice, l'île de la Réunion lorsque le flux des imbrications est tel qu'il devient vain de demander à quel fleuve principal appartient les différents affluents, car la culture vers laquelle on va l'emporte sur la culture dont on vient.

Il s'agit maintenant de voir du côté de la famille et de l'école, quant au rôle qu'elles jouent dans l'éducation en France. Longtemps considérée comme celle qui donne la première éducation, la famille est également celle qui favorise l'intégration sociale, culturelle... Pendant l'IP1, les valeurs qu'elle pouvait transmettre étaient strictes car elle avait peur des autorités françaises et, participait activement à son intégration. L'exemple cité de François Cavanna, fils d'un immigré Italien et d'une provinciale Française est un bel exemple. En effet, comme cité tantôt, les parents de ce dernier se battaient afin de lui inculquer les valeurs nationales, en commençant par le travail scolaire. Car même si c'était là un moyen pour eux de voir leur fils un jour réussir socialement, implicitement c'était aussi de le voir ressembler aux autres Français. Cela montre le rôle primordial de l'école qui elle aussi inculque les valeurs républicaines. De ce fait, l'IP1 par le truchement des parents qui poussaient leur progéniture à s'appliquer aux études, à réussir à outrepasser leurs états d'âme par rapport à leurs propres cultures.

Aujourd'hui, on constate que règne une sorte de transculture ou plutôt même de métissage qui fait que les descendants des IP1 se sont fondus dans le moule français. Cependant, bien que considérée comme réussite, la fonte des IP1 dans le moule de la société française n'est pas si parfait qu'on y croit car il y a un hic. En effet, si nous regardons bien de près la notion de transculturalité chez les Portugais par exemple, nous verrons que chez ces derniers, ce n'est pas

seulement le nom patronymique qui demeure aujourd'hui, mais aussi tout un tas d'habitudes héritées de leurs parents. La langue portugaise a effectivement passé à travers le temps car ses Fim l'emploient chez eux. Les parents parlent le portugais aux enfants une fois la langue française acquise ; ils leur prennent des baby-sitters Portugaises et vont chaque été au Portugal, histoire de conserver les racines ancestrales. Cette situation est similaire à celle de certains IP2 d'origine maghrébine, mais très peu sinon inexistante chez les IP2/Fim d'origine d'Afrique subsaharienne. Cela est sans doute due à la distance géographique qui joue donc sur le coût et les moyens financiers...

Chez les IP2 comme nous le savons déjà, il y a une forte diversité de cultures. La famille souvent transmet systématiquement la langue de son pays d'origine à ses enfants. Ceux-ci ne sont en contact pour la plupart, avec la langue française qu'en dehors de la cellule familiale. Pourtant, la famille est considérée comme étant celle qui enseigne les valeurs premières de la société... L'école quant à elle n'est plus ce qu'elle était du temps des IP1 : aujourd'hui, le niveau scolaire est des plus bas depuis plusieurs années. En effet, on constate un grand nombre d'échecs scolaires chez les jeunes Fim de l'IP2. De plus, la majorité des parents IP2 ne sont pas strictes quant aux études de leurs enfants, laissant croire qu'elles leur importe peu... Un autre facteur s'ajoute à cela : la polygamie ! Chez les musulmans, la polygamie est autorisée. Plusieurs familles se retrouvent entassées dans quelques pièces à peine, d'où des rivalités et des querelles subsistantes empêchant alors les enfants d'étudier. Il y a hormis cela, le problème de l'illettrisme et / ou de l'analphabétisme des parents qui ne peuvent prétendre les aider.

Du fiasco social que cela peut représenter, l'IP2 a du mal à se « ranger » et à se « fondre » dans le moule « qui crée des citoyens Français »... Sa transculture est loin d'être en route dans la mesure où chacun se confine dans sa culture et, crée des rivalités entre cultures. Aussi, le rejet de la culture française s'avère souvent chez les IP2, même si leur progéniture est Française. C'est comme si espoir de retour au pays d'origine il avait toujours. Aussi, les modes de vie des pays d'origine sont reconstitués en France. Dans les cas présents cités ci avant, on ne peut parler de métissages interethniques, car subsiste encore fortement le multiculturalisme et les conflits qu'il génère.

L'école aujourd'hui est placée au cœur de la tourmente car elle ne sait plus créer des citoyens et surtout on ne sait pas si cela sera bien d'imposer à tous, les mêmes règles dans la mesure où ses élèves sont multiethniques, multiraciales, multireligieux... Mais il s'avère quand même que la

transculture est encore à gagner socialement parce qu'ailleurs elle se fait et elle s'est faite. Côté culinaire, les Fds par exemple ont intégré des traditions culinaires issues des pays étrangers et rapportées par les Fim. Ainsi, il est devenu « normal » et banal de demander du *couscous*, du *tajine*, de la *pælla*, de la *carbonara*... et de manger des *nems* et des *sushi*. On parle donc de manger « espagnol », « italien », « indien », « oriental », « japonais » ou « chinois », etc. Ces produits visibles du métissage culinaire sont vendus à tous. Ce métissage n'est pas une synthèse c'est-à-dire une pensée héritée, analytique, mais bien un dépassement de sa culture : on n'a plus d'appréhension quant aux aliments de l'autre que l'on ne qualifie plus de « dégueulasse », et nous en passons... Ce dépassement s'effectue dans une sorte de curiosité qui pousse d'abord l'individu à goûter, ensuite à apprendre à apprécier la cuisine de l'autre

Par ce métissage, la cuisine française s'est enrichie. En effet, même les grands chefs cuisiniers s'intéressent aujourd'hui aux cuisines d'ailleurs. Toujours à la quête des saveurs exotiques, ils ne cessent de voyager pour en découvrir de nouvelles et, par la suite innover dans leurs cuisines avec toute leur créativité. Leur savoir-faire est à croire que la gastronomie est une affaire universelle. Il faut oser, innover et être à la découverte de saveurs nouvelles. La variation n'a d'ailleurs jamais fait de mal à personne. Bien au contraire.

Mis à part la cuisine, la musique, la danse et la vêtue en passant par la parlure bien entendu. Ces volets de la culture ont démontré de la transculturalité : les cultures dites « parallèles » ont « viré » vers une culture spécifique. Ainsi, une foule d'artistes populaires dans le hip-hop, le raï, le RNB et le rap pullulent aujourd'hui dans le pays. Des cinéastes talentueux également mettent en beauté les cultures. Aussi, une vêtue spécifique s'est créée et est agencée par rapport aux « styles ». Quant au langage, il a aussi évolué... C'est dans les zones où se sont concentrées les populations d'origine étrangères c'est-à-dire dans les banlieues et les grands centres urbains comme Lyon et Marseille, qu'un parler spécifique s'est créé. Il est « *m'as-tu vu ?* » et a influencé la jeunesse française...

Il en découle de manière générale, que toutes ces créativités ont donné un nouveau souffle à la culture populaire. Par ailleurs, une industrie musicale alternative engendre des millions d'Euros. Ces cultures s'avèrent être une richesse et sont sources de vitalité. La jeunesse colorée de France a pénétré les mœurs, faisant trembler les ancêtres dans leurs tombes. C'est un changement sociologique qui se produit mais lentement. A côté de tout ceci, les cultures régionales dites autochtones. Ces cultures qui sont loin d'être mortes, ont également vu une résurgence de leurs

identités. En effet, jadis étouffées, quelques langues régionales sont de nos jours enseignées à l'école à l'instar du breton et du basque... Côté musique, le celtique se met en avant avec des festivals qui sont de renommée internationale. D'autres actions sont aussi entreprises pour faire valoir ces cultures : le tourisme régional et la cuisine du terroir, par exemple. Cependant, il n'y a pas que du bon à la promotion des cultures régionales. En effet il a été constaté que promouvoir moult cultures peut signifier morcellement : une société multiculturelle fait ressurgir des cassures sociales. En France donc, la Bretagne et la Corse font rejaillir des mouvements séparatistes, menant à des vagues de violence. Jacques Attali à ce propos s'inquiète et dit que : *« L'Etat centralisé a créé un citoyen typique. Il a tué les langues régionales. Il a instauré l'égalité entre les citoyens Français, évitant ainsi le danger d'affrontements entre communautés différentes. Aujourd'hui, la décentralisation et l'affaiblissement de l'Etat ont ravivé ce risque. »*

Il est vrai que l'unité fait la force. Le morcellement social de la France a par conséquent, de quoi faire inquiéter. Allant dans ce même sens, Zaïr Kédadouche, président de l'Intégration France et fils d'immigrés Algérien, est tout aussi catégorique à ce propos. Il stipule que : *« La France s'enrichit grâce à ses différences et ses cultures. Mais, au bout du compte, la seule culture qui doit prévaloir est celle centrée autour des valeurs républicaines, du civisme et d'un Etat unitaire. »*

Là où les chances devaient être solidaires et égales, le melting-pot français ne donne pas ce sentiment. Effectivement, la réalité nous révèle que le sentiment d'exclusion socio-économique est plus que renforcé : le chômage touche 40 % des jeunes Fim (Maghrébins, entre 20 et 29 ans), et 11% seulement chez les jeunes Fds. Si les Fim ont réussi à s'intégrer par rapport à la musique, la danse et le sport, ils brillent par ailleurs par leur absence dans l'activité socio-économique du pays. Le grand risque social serait l'implosion en microgroupes sociaux. Mais en même temps, le pays peut nous étonner d'une manière positive et ce, très vite qu'on ne peut l'imaginer. Le transculturel _ peut-être un jour _ pourra prendre le dessus peut être pas socialement maintenant, mais dans un autre domaine notamment musical il l'est déjà... Le social quant à lui reste à conquérir et à acquérir ou vice-versa.

Il en résulte que la France demeure multiculturelle de par sa société et elle est transculturelle de par sa musique, sa danse et sa vêtue. Cependant, des zones de monoculture existent encore au niveau régional... Donc le combat qui concerne l'aboutissement d'une transculture se doit d'être encore mené _ car, bien que déjà commencée aujourd'hui, son accomplissement est encore bien

loin.

2. Une utopie ?

Comme nous le savons, la situation sociale de la France dénote un multiculturalisme. Cela nous rappelle également les deux grandes périodes de l'immigration qui souvent ont pris leurs sources dans les besoins du pays en main-d'œuvre. Par la suite, des naturalisations ont été effectuées, en plus des lois sur la naturalisation. Ainsi, sont entrées dans le pays différentes « races » et cultures, lors de la première Guerre mondiale d'abord, où il y a eu le premier contact avec les individus de l'Empire colonial, c'est-à-dire, issus d'Afrique et de l'Indochine, en plus des provenances non coloniales (10.000 Juifs parmi eux). On considère que c'était là le primo contact du peuple français avec les peuples réellement différents d'eux, d'un point de vue religieux, racial et culturel. C'était donc un regard nouveau que les Français posaient sur ceux qu'ils nommaient sauvages, exotiques... Ensuite, avec la seconde Guerre Mondiale suivie de la décolonisation, le contact avec les « Français » des colonies et avec les ex-Français fraîchement décolonisés, en plus des autres peuples peut-être tout aussi européens mais de cultures non francophones, s'est renforcé. Il devenait de ce pas courant de voir ces « étrangers » dans la vie quotidienne, qui plus est, dans les mêmes écoles et mêmes classes que les enfants Fds. Ce phénomène de scolarisation avec les jeunes immigrés n'est pas nouveau concernant les IP1, mais celui d'avec les enfants issus du grand Sud (Asie du sud est, Afrique du Nord (surtout l'Algérie), l'Afrique subsaharienne et le continent sud américain) c'est-à-dire de l'IP2 est plus récent.

Aujourd'hui, assimilés sont toutes les provenances immigrées dans la société française. Il est effectivement rare que soient choqués des individus lors d'une rencontre avec ces dernières, non européennes surtout. Cela devient presque « normal » tellement ils sont représentés en France. Justement, il se pose un dilemme social quant à la multiplicité de leurs cultures, c'est-à-dire, une situation multiculturelle qui fait présager l'abandonner du terme « France » pour celui de « République ». En effet, le second terme semble être mieux accepté que le premier car la *France* ne ferait référence qu'aux Fds. Quand on parle donc du « français », l'image qui vient aussitôt est celle d'un stéréotype typiquement européen. C'est aussi là l'idée des campagnes du FN. Cependant, la réalité sociale est tout autre car elle monte une France multicolore comme un arc-en-ciel, un pays de métissage, un mélange « harmonieux » qui devrait en théorie illuminer la culture nationale : un *homo-universalis*.

Telle aurait due être la situation socioculturelle de la France car, même si le pays ne se « débarrassait » pas des cultures immigrées de la première génération, il devrait au moins en être de la seconde : les enfants de l'IP2 vont à l'école avec ceux des Fds. Donc, ils doivent théoriquement se ressembler... Or, sans le vouloir (certainement), la France se dotait dans cette pensée d'un complexe de supériorité « culturelle » parce qu'elle considérait la sienne comme meilleure. Encore de l'ethnocentrisme ! Malheureusement, c'est un autre effet qui a eu lieu. De nos jours les « immigrés », c'est-à-dire la seconde génération, demeure liés à leurs ses cultures d'où cette France multiculturelle. Ce qui a pour conséquences la tendance à la disparition des mémoires nationales, par souci de l'autre, parce qu'une telle société est source de conflits et il faut essayer de satisfaire tout le monde.

Comme terrain d'entente, d'aucuns pensent qu'il est nécessaire de faire disparaître de la mémoire tous les personnages posant problème. D'autres compromis ont été également mis en place tel dans les cantines où lorsque c'est de la viande de porc qui est au menu, on doit nécessairement concocter un autre menu pour les musulmans par exemple ; ou encore il est toujours question de restreindre des jours fériés du calendrier parce que chrétien, afin d'équilibrer avec les fêtes musulmanes... Tout ceci c'est comme si la France sonnait mal dans ce genre de situation. Dans le même continuum, le terme *république* serait plus équitable, car il est mieux adapté parce qu'abstraite. Cette République – abstraite – est le terrain dans lequel le multiculturalisme français existe, étant donné l'historique conflictuelle du pays. C'est un phénomène d'acculturation unilatérale qui guette la France car les Fds pour leur part perdront leur(s) culture(s) tandis que les Fim conserveront les leurs tout en « s'appropriant » celle(s) de la France. Cela semble révéler l'échec socioculturel du pays, situation pouvant dénoter une sorte de colonisation du pays. Tout ceci demeure ambigu car, en France, l'idée même d'une distinction entre citoyens est une hérésie, du point de vue du sacro-saint principe de la République : « *L'égalité de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion.* »

C'est pourquoi donc, les cultures en situation en France sont pour la plupart des Français considérées comme une richesse. Certes celles issues de l'immigration ne sont pour l'instant reconnues que dans le domaine artistique. A cet effet justement, les cultures dites de banlieues ont été les premières à s'émanciper et, elles constituent une source économique véritable par le fait qu'elles engendrent des millions d'Euros. Ces cultures sont communément nommées 'culture de la « new génération »', c'est-à-dire une culture imprégnée de musiques, de langues et d'accents issus hors du pays, parfois associées à celles du pays. Elles vivifient le pays en lui

apportant un souffle nouveau résumé en « blancs-blacks-beurs ». Cette « new génération » culturelle qui unifie le pays comprend toutes les « races » du pays bien évidemment. La nouvelle France se résumerait donc à une trilogie de termes : blancs-blacks-beurs, trilogie de noms sur lequel repose l'espoir celui qui a illuminé le pays lors du mondial de football en 1998 par exemple. On peut considérer que c'était là la prise de conscience d'un changement sociologique symbolisée par des sportifs. L'équipe de France avec Laurent Blanc, Zinédine Zidane, fut championne du monde en 1998 et demeure par conséquent le symbole de cette nouvelle France car elle comprenait différentes origines : Maghrébine, Africaine Noire, Antillaise, Italienne, Espagnole, Française (Bretonne, Basque...), Portugaise, Argentine, Arménienne... On ne pouvait à cet instant même s'empêcher de penser qu'il était entrain de se passer quelque chose d'important. Il s'agissait certes de football, mais tout aussi bien plus que cela. En effet, cette victoire véritablement nationale, renvoyait une image de la France réelle, un pays multicolore, réuni derrière les valeurs d'une République tolérante et humaniste. Tout un symbole de la nation à la française ! Cette équipe incarne le mythe du creuset à la française, celui qui crée des citoyens de la nation. Elle incitait et incite encore (de mémoire) les Français à s'identifier de manière positive vis-à-vis de ce qu'ils sont réellement, c'est-à-dire, un pays pluriel.

Cela représente un sujet très intéressant dans le cadre d'une étude sociologique. Michèle Tribalat, démographe spécialiste de l'immigration, estimait que cette équipe avait réalisé « *plus pour l'intégration que des années de politique volontariste* ». L'ambassadeur de France à l'ONU, Alain Dejammet, saluait devant la presse cette victoire comme un « *hommage à la France multiculturelle* ». Jacques Chirac, président de la République, parlait alors d'une « *France tricolore et multicolore*. » Quand aux peuples, tous étaient descendus dans les rues de la capitale et du pays dans une joie tellement immense, comme le montrent ces deux images :



A côté de tout ceci, bien après les débordements de joie..., à l'heure donc des réflexions,

d'aucuns sont venus à penser et pensent encore que cette victoire des Bleus serait due aux performances des sportifs Français originaires d'ailleurs. Cela ne semble pas étonnant car, en 1958 déjà, le champion d'origine polonaise Raymond Kopa né de la coupe du monde de la même année, en était déjà l'exemple. Les pensées de ces individus se confirment encore en 1986 à la coupe du monde football avec l'équipe de Platini (originaire d'une famille italienne). L'entraîneur de l'équipe Michel Hidalgo était lui-même d'origine Espagnole et avait dans ses rangs : Manuel Amoros et Luis Fernandez (originaires d'Espagne), Basile Boli (originaire de la Côte d'Ivoire), Jean Tigana (originaire du Mali), Yannick Stopyra (petit-fils de Polonais, donc Fim de l'IP1), Jean-Marc Ferreri (originaire d'Italie)... D'autres par contre pensent que ce sont les Français qui avaient la technique et les autres, la vigueur et la rapidité... Si donc en est le cas, il ne reste plus qu'à conclure justement que c'est cette unité qui a fait la force de l'équipe des Bleus. On peut aussi ajouter l'esprit d'entente et de soutien qui a réussi à nouveau à réunir le pays durant la coupe du monde de football de 2006. En effet, du sentiment de lassitude du départ et même de la raillerie dont faisaient partie les Bleus de l'équipe de France de football (car les joueurs n'arrivaient pas à décrocher des buts pour leur classification), a succédé un esprit tel déjà vu dans la même occasion en 1998. En effet, tous étaient derrière ces sportifs, toujours aussi multicolores, qui ont une fois de plus fait rêver le pays tout entier. Leur tristesse finale avait été aussi celle du pays. La colère qui a fait place à cet état d'âme a été également celle de toute la nation, car tous considéraient la victoire nationale comme volée par les Italiens. Cette fois-ci, on avait à l'esprit les couleurs de la nation réunies pour gagner. Des encouragements leurs ont toutefois été faits après leur blessante défaite...

On peut dénoter, face à cette diversité de la France et de ces deux seuls exemples de mondial de football, un exemple de transculture réussie. Pendant une période assez courte mais non sans sens, le pays avait revêtu trois couleurs en une, tel sur l'étendard du pays : tous ont fait l'unanimité dans leurs cœurs, d'un point de vue sportif. La question qui se pose est alors celle de savoir si cette éventuelle transculture nationale est réalité ou plutôt utopie? _ Certes nous pensons pour notre part qu'elle est réalité mais elle demeure en même temps aussi utopique. Si donc une transculturalité s'opère, elle est encore néanmoins frileuse à notre heure, car on constate de plus en plus d'utopie dans le pays. Cela était surtout dû aux élections présidentielles de 2007. Ainsi, la xénophobie (prônée par Sarkozy et Le Pen surtout), les différences et tous les problèmes liés au multiculturalisme refont surface. Dans ce cas de figure, les espoirs ne peuvent que s'ébranler dans une telle situation sociopolitique. Si donc en 2002 déjà le Front National (FN) a pu surprendre le pays par « ses bons résultats » aux présidentielles, il en découle

aujourd'hui que ressurgissent : un sentiment de honte qui s'accolant à l'identité française, un sentiment de rejet (à cause de ses origines), un sentiment de gêne et de pression (de la part des Fim), et un sentiment de supériorité raciale (les Fds). Le FN semble apparaître de ce pas comme le parti politique qui a donné le signal à une action menant à la décadence sociale. C'est la société qui paie les grands frais des Politiques, l'ébranlant ainsi et y semant le doute dans le devenir de la Nation-République.

Concernant cette victoire des Bleus toujours en 1998, Nick Fraser, journaliste du quotidien anglais de gauche *The Guardian*, écrivait à propos de la joie débordante des Français : « *Les Français ne manifestent pas ainsi qu'ils croyaient vraiment à une France multiculturelle. Ils se réjouissent juste de voir des étrangers leur ressembler d'avantage.* »

Cela dit, il semble que cela se vérifie car, dilemme il y a dans cette France multiculturelle soi-disant aimée, quand elle clame les éloges des gagnants qui sont au service du pays. Cependant, à la moindre défaite, les Blacks-Beurs ne sont plus reconnus comme des Français à part entière. Ils sont en effet dénommés en référence à leurs pays d'origine ou à ceux de leurs parents et / ou grands-parents. C'est ainsi que le tennisman Yannick Noah, vainqueur de Roland Garros de 1984, Franco-camerounais (son père est Camerounais et sa mère Française), était appelé Français quand il gagnait un match et, Camerounais quand il en perdait un. Tel avait été également le cas avec la Française Marie-José Perec, athlète, originaire des Antilles françaises. Bien d'autres exemples illustrent ce genre de rejet de « ses » enfants par la France.

Il en découle que l'acceptation de la diversité en France provient de l'excellence. Il faut croire que c'est juste à ce titre que le pays reconnaît et accepte la diversité culturelle. En effet, dans un autre domaine que celui cité, les IP1 par exemple exigeaient de leurs enfants d'être les premiers à l'école. Là encore il y avait un prix à gagner pour se faire accepter de l'autre. Celui de l'intégration.

Malgré cette « intégration » une fois réussie, on demeure toléré, c'est-à-dire, on accepte les différences oui, mais uniquement dans la réussite. C'est tel est la réclame de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, fils des IP1 Polonais, qui prône l'acceptation dans la réussite en terme de « l'immigration choisie ». Lui, s'est fondu dans le moule national. En plus il possède un avantage : il est de couleur blanche et certainement d'obédience catholique, donc répondant au dogme révolutionnaire « liberté, égalité, fraternité », dogme qui en théorie s'applique à tous mais en réalité à ceux qui sont Blancs et chrétiens. Alors, ceux qui ne lui ressemblent pas : les

Blacks et les Beurs dévalorisés à double échelle et n'ayant ni père ni mère à qui s'identifier... ne peuvent atteindre son niveau de reconnaissance. En effet, trop lourds sont les obstacles pour y arriver. Ils semblent d'ailleurs incommensurables (enseignement inadapté, loisirs inaccessibles, travail impossible, parents défaillants, etc.). Ils vivent également une identité subjective d'étranger (refus d'entrer dans certains endroits...). Les Juifs eux, sont encore une fois à part. En effet, ils ne rentrent pas dans les dénigrement auxquels ont part les Fim, car il ne faut surtout pas les « toucher » au risque d'être poursuivi pour cause d'antisémitisme...

Suivant le schéma de la transculturalité chez Ortiz, la France s'inscrit dans la troisième voie, c'est-à-dire le métissage. Certes, un devenir encore incertain pour le pays, parce que, tanguant. Mais l'espoir d'une transculturalité demeure quand même car des exemples réels sont cités dans la démonstration de ses variations. Donc bien que cela reste encore à vérifier, la machine est déjà mise en route...

3. Exemple de transculture au Québec

Au Canada et au Québec, le multiculturalisme est considéré comme une richesse, car il possède de multiples facettes. Il est également à gérer au quotidien et le domaine où il se fait souvent est l'art. En effet, que ce soit chez les Acadiens, les Québécois ou chez les Nord Britanniques, leurs manières de fabriquer meubles en bois, tapis crochetés, courtpointes et aquarelles par exemple démontrent la diversité dans l'art. Aussi, les Asiatiques, les Européens et toutes les autres provenances installées au Québec contribuent à renforcer la richesse nationale. Chaque culture est reconnue comme telle et, tous les québécois participent donc à l'avancement du pays, tout en conservant chacun sa propre culture. Le multiculturalisme au Québec donc au lieu d'être source de conflits s'avère un terrain d'entente parce que sa gérance permet de faire une catharsis, une purgation des passions de chaque culture.

L'écriture est également un domaine non négligeable vu que la transculture y est nette dans la mesure où ce champ s'est vu s'élargir avec l'installation de nouveaux migrants en provenance d'Haïti, du Maghreb, du Proche et du Moyen Orient et même encore de l'Extrême Orient. Certes une mosaïque extrêmement diversifiée et hétérogène, dans laquelle il se pose souvent aux écrivains migrants un problème dans de nouvelles pratiques. Mais cela n'empêche en rien

l'intertextualité, c'est-à-dire, une transculture que l'on peut nommer « *transtextualité* » car ce serait selon Jérôme Ceccon¹⁰¹ : « *le transfert d'une culture littéraire et son partage par des écrivains venus d'ailleurs et ceux d'ici.* »

4. Exemple de transculture en Amérique

En Amérique, les convergences entre les diverses origines qui constituent la nation font montre un paradigme identitaire. En effet, malgré des évidences quant à l'imperfection de son utilisation et de sa formulation (parfois utopique), il s'avère qu'un nouveau modèle de société s'est créé. Elle peut faire face aux défis de la société contemporaine. Comme des ingrédients d'un couscous donc, le pays est constitué de différents apports de peuples et de cultures et ils restent distincts malgré ce mélange. Ainsi, chaque contribution culturelle participe à la vie américaine très diversifiée. Aussi, le *melting pot*, qui a la caractéristique de fondre les divers apports dans le creuset national, serait en train de se muter en *saladier* (*salad bowl*) où la valeur particulière des apports reste intouchée. Aujourd'hui, on peut déjà constater que l'image du pays s'est radicalement métamorphosée. D'ailleurs, le président Bill Clinton annonçait il y a quelques années que : « *D'ici 30 ou 40 ans, aucune race ne dominera aux États-Unis. Et nous ferions bien de nous faire à cette idée.* » En bon démocrate libéral, sa tâche dans son effort politique consistait à enseigner la tolérance raciale et les vertus du multiculturalisme. Cet extrait de l'un de ses discours intitulé « *Les États-Unis, terre de diversité et d'espoir.* » (1999) disait ce qui suit¹⁰² :

« *Parvenus à l'aube du XXI^e siècle, nous mesurons pleinement les défis formidables et les fougueux espoirs que l'avenir nous réserve. Au cours du prochain siècle, nous pourrions devenir la première démocratie véritablement multiraciale et multiethnique au monde. Nos écoles publiques n'ont jamais accueilli autant d'élèves, aux origines d'une diversité encore inégalée : de fait, un écolier sur cinq est issu d'une famille d'immigrants. En Virginie par exemple, tout près de la capitale de notre pays, de l'autre côté du Potomac qui arrose*

¹⁰¹ Jérôme CECCON, 2004 : « *Les littératures au Québec* ». In Littératures francophones. Groupe de recherche en littératures postcoloniales. Université d'Envers. www.ua.ac.be/postcolonial

¹⁰² Source: *Revue électronique de l'Agence d'information des États-Unis*, vol. 4, n° 2. Juin 1999.

Washington, le district scolaire du comté de Fairfax se targue de scolariser des enfants issus de cent quatre-vingts groupes raciaux, nationaux et ethniques et qui parlent à eux tous plus de cent langues maternelles. Nous devons veiller à ce que notre système éducatif nourrisse la créativité de chacun de nos élèves, qu'il leur donne à tous les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour réaliser leur potentiel et qu'il leur offre la possibilité de réussir dans la vie et dans la carrière qu'ils choisiront. Le prochain siècle comportera sa part de défis et d'espoirs pour les personnes du troisième âge aussi. Dans notre pays, leur nombre doublera d'ici à l'an 2030 et, grâce aux progrès de la médecine, l'Américain moyen qui vivra au milieu du XXI^e siècle atteindra l'âge de 82 ans, soit six ans de plus que l'espérance de vie d'aujourd'hui. Ces années supplémentaires procurent certainement beaucoup de satisfaction, mais elles compliquent les programmes fédéraux qui prodiguent une aide financière et des soins médicaux aux personnes âgées. L'une des grandes craintes de ceux parmi nous qui sont dans la fleur de l'âge - c'est-à-dire la génération née dans l'après-guerre -, c'est qu'en vieillissant nous constituerons un fardeau intolérable pour nos enfants à tel point que ceux-ci auront du mal à élever nos petits-enfants. À l'approche du nouveau millénaire, maintenant que nous jouissons d'une économie robuste et que nous assistons aux premiers excédents budgétaires depuis les années 1960, nous avons une occasion historique - et une obligation solennelle - de veiller à ce que le régime de retraite et la caisse d'assurance-maladie soient préservés pour le bien-être des futures générations, elles qui vivront dans une société où les hommes et les femmes mèneront une vie plus longue, plus active, plus productive. Nous aurons beaucoup à faire au prochain siècle, tandis que nous nous emploierons à devenir une nation respectueuse de nos différences, fière de célébrer notre diversité et unie autour de valeurs communes. Maintenant que le nouveau millénaire approche à grands pas, marquons fièrement les étapes de cette évolution, réjouissons-nous des progrès accomplis et montrons-nous déterminés à réaliser de plus grandes percées encore dans les années à venir. »

Malgré les différences considérables existantes dans le pays, des ressemblances subsistent à l'intérieur même de leurs « communautés imaginaires » ou représentations collectives de la nation. Or, au lieu d'être basées sur la filiation et l'ethnie unique et homogène, ces constructions imaginaires font souvent appel à la diversité culturelle. Le melting-pot américain, se basant sur la recherche d'une identité commune semble être un projet utopique dans la mesure où son orientation ne le permet pas. Les origines diverses ainsi que leurs histoires et leurs langues etc.,

sont divergent tellement qu'un tel projet relèverait d'une utopie. A cet effet quand même, l'examen des différentes constructions de la « nation imaginaire » (de l'historien Benedict Anderson) s'avère intéressant quant à la notion de convergence car, on a pu constater que des représentations d'identités collectives basées sur le constat d'une grande diversité ethnoculturelle se sont créées, et ce par exemple... Cependant, l'idéologème du melting-pot américain visait, dans un premier instant, à créer une nouvelle identité collective basée sur l'hétérogénéité, la tolérance, et un projet commun.

5. Conclusion

Il apparaît que le multiculturalisme n'est pas un phénomène simple. En effet, sa gérance n'est pas chose aisée car parfois elle cause des éclatements qui bouleversent les sociétés. Ainsi, toutes les sociétés du monde sont majoritairement hétérogènes et donc elles font toutes actuellement _ face à la mutation sociale _ face à un phénomène de communautarisation. En France, les diverses populations qui forment l'histoire de son immigration ont contribué à rendre visible son multiculturalisme, à cause de multiples différences (religions, cultures, couleur de peau, etc.). Aujourd'hui, la crainte est à la balkanisation de sa société, car ses banlieues par exemple sont souvent au bord de l'éclatement : les jeunes Fim/IP2 ont souvent du mal à s'intégrer et prônent ouvertement leur appartenance à l'identité d'origine de leurs parents et / ou grands-parents. Cela semble être la vraie conséquence de leur perte de repère car il apparaît clairement que l'école qui contribuait à la création des citoyens a perdu cette fonction... C'est justement face à ce problème profondément socio-identitaire que le pays ne cesse de tenter de trouver des solutions face à son multiculturalisme, parfois de manière maladroite, mais avec un fort encouragement aux Fim (IP2) à abandonner leurs cultures d'origine...

Pour son action, la France s'inspire de la manière de faire du Canada et de l'Amérique, qui sont deux sociétés peut-être différentes l'une de l'autre mais fort profondément touchées par ce phénomène. Ainsi, la gérance du multiculturalisme au Canada et en Amérique diffère d'un pays à l'autre.

En Amérique par exemple, l'image renvoyée partout dans le monde a toujours été celui d'une société multiethnique, multiraciale, multireligieuse... Par conséquent, ce vaste pays a toujours géré son multiculturalisme par hiérarchisation sociale. En fait, on peut dire que cette gérance s'est faite toute seule car ce pays n'a pas été construite comme les autres (pays de l'immigration

par excellence), c'est-à-dire, toutes les « races » y figurent quasiment depuis sa fondation, et le pays 'appartient ' à tous. Et bien que cela se passe ainsi, tous cependant ont un regain patriotique dans l'âme car c'est une société de melting pot : chaque identité est différente d'une autre mais toutes cohabitent parce qu'il y a souci de préservation des identités. Dans sa hiérarchisation sociale, l'Amérique crée des quotas que ce soit dans les universités ou dans les emplois car il y existe une discrimination dite positive.

Au Canada par contre, bien qu'un appel est fait dans l'optique de peuplement du territoire (immigration voulue et non subie), on reconnaît ouvertement les différences et les minorités ont souvent leur foi liée à leurs cultures. Cette société est donc tout comme celle de l'Amérique (et de la France puis plusieurs décennies maintenant), multireligieuse, multiethnique... L'intégration dans ce pays n'est pas forcée et par conséquent y existe une ethnicisation sociale avec une demande engagée de la part des Autorités, à s'ouvrir à d'autres cultures, donc aux relations intercommunautaires. Politiquement donc, a été créée une loi dite « loi sur le multiculturalisme » dans le but de créer une égalité entre tous les citoyens et ce, sur tous les plans. Cela montre que le multiculturalisme est un phénomène qui préoccupe réellement les Institutions. Pourtant, vu de l'extérieur, le pays montre au prime abord une pagaille socioculturelle, mais en fait y règne l'une des gérances du multiculturalisme jamais encore constat dans un autre pays du monde. En effet, on peut dire que le Canada a atteint les sommets du contrôle du multiculturalisme... Aussi, on ne met pas l'accent sur l'aspect négatif du phénomène mais plutôt sur son aspect positif, c'est-à-dire, sur ce que ce multiculturalisme apporte au pays. Ainsi, on y relève une richesse et conséquemment la démarche pour cultiver ce multiculturalisme s'étale sur trois points fondamentaux à savoir : 1/- la promotion, le renforcement de l'identité canadienne ; 2/- l'accroissement de la participation des citoyens (ie. Les amener à s'impliquer de manière active dans le devenir de leur collectivité et celui de leur pays) ; et enfin, 3/- le développement de la justice sociale).

De la comparaison générale entre ces trois pays, nous disons en conclusion qu'on dénote un point commun entre Canada et la France : ces deux pays n'établissent pas l'identité ethnique ni raciale des individus sur la carte nationale d'identité ; les universités sont libre d'accès à tous ; tout ceci est le contraire de l'Amérique. Quant à la laïcité, le Canada et la France se ressemblent. L'Amérique se différencie aussi ici car bien que se disant laïque, la religion chrétienne est inscrite dans sa Constitution... La France se cherche encore dans sa quête de gérance de son multiculturalisme, tandis que l'Amérique elle, a échoué où le Canada a atteint presque

l'excellence du ciblage du phénomène multiculturel.

CHAPITRE VII. L'IDENTIFICATION

1. L'identification

L'identification au pays d'accueil se fait toujours ou presque par rapport au pays d'origine de l'individu. En effet, le choc culturel étant souvent flagrant, on a tendance à toujours recourir à la comparaison et, ainsi, élever ou rabaisser tel ou tel phénomène. L'ethnocentrisme est présent dans l'identification. Soit donc on valorise sa culture mais très rarement on la dévalorise en face d'une autre. Les immigrés sont également identifiés par les autochtones... Pour les enfants des immigrés nés sur le sol français, leur identification se fait presque exclusivement à la France. Effectivement, même si certaines familles maghrébines par exemple, et souvent algériennes ont su garder une tradition de retour chaque été dans leurs pays d'origine, leurs enfants n'en demeurent pas moins Français pour autant, et ils revendiquent cette identité.

Ceci démontre que les modes d'identification sont variables au cours de l'histoire collective et de la vie de manière générale et / ou personnelle. Selon Claude Dubar (2003 :3), il existe deux sortes d'identification : celles attribuées aux autres, c'est-à-dire les « *identités par autrui* » ; et celles revendiquées par soi-même, c'est-à-dire, les « *identités par soi* ». Pour lui donc, on peut accepter ou refuser ces identités que les autres nous attribuent. Quant à la notion de formes identitaires, elle répond à ces deux processus d'identification et à leur relation. La phénomène d'identification selon lui toujours, (P.4), s'effectue selon deux formes dites sociétales et communautaires.

- *Les formes dites communautaires* : sont les plus anciennes. Ancestrales, elles supposent les croyances comme la vie de « *groupements appelés*«'communautés' considérés comme des systèmes de places et de noms désignés aux individus se produisant à l'identique à travers les générations» (2000 : 4).

Dans le même contexte, chaque communauté possède une appartenance considérée comme principale en tant que membre de sa «communauté» et, une position singulière en tant qu'occupant une place dans celle-ci. Ces formes sont étroitement liées et dépendantes des croyances dans les caractères essentiels des appartenances à certains groupes considérés comme

primordiaux, immuables ou simplement vieux pour l'existence individuelle. Ces formes d'identification des individus à parler de leurs groupes à appartenance persistent dans les sociétés dites modernes. Elle peuvent également être assumées par les personnes elles-mêmes et, peuvent être « pour soi », aussi bien que « pour autrui ».

- *Les formes sociétales* : sont récentes voire en émergence. Elles supposent l'existence des « collectifs multiples, variables, éphémères auxquels les individus adhèrent pour des périodes limitées, et qui fournissent des ressources d'identification qu'ils gèrent de manière diverse et provisoire. ¹⁰³ »

Dans cette perspective, chacun possède de multiples appartenances qui peuvent changer au cours d'une vie. Ces formes sont liées aux croyances différentes des précédentes, particulièrement et de la primauté des identifications « pour soi » sur les identifications « pour autrui ». Les identifications de types sociétales peuvent produire des identités dites « pour autrui » comme des identités dites « pour soi », selon la nature des catégories employées. Les formes d'identification sociétale sont conditionnées par la croyance dans « l'identité personnelle » par rapport aux divers groupes (familiaux, professionnels, religieux, politique...). Elles sont considérées comme des résultantes de choix personnelles et non pas comme des assignations héritées. Effectivement, si l'on prend l'exemple de la reproduction des usages sociaux de la parenté dans le pays d'accueil, on constate que cela ne va pas toujours de soi. Ainsi donc, si les relations existantes entre les parents ayant immigré en France s'entretiennent sans heurts avec ceux demeurés au pays d'origine, cela démontre une implication d'un lien étroit au lieu d'origine, qui lui-même dépend de plusieurs contextes (économique, politique...). Comme nous l'avons déjà souligné beaucoup plus loin, les groupes qui immigreront emportent avec eux leurs modèles d'organisation sociétales et les reproduisent dans leur pays d'accueil, en les faisant muter pour cause d'une certaine adaptation.

La thèse de Dubar donc nous montre des formes sociétales qui comprennent des configurations typiques de formes identitaires. L'identité sociale serait alors synonyme de catégorie d'appartenance pour la majorité des sociologues. Pour le reste, elle demeure ambiguë car les appartenances étant multiples, aucune ne peut s'imposer à priori « objectivement » comme étant la principale. Les appartenances influent également sur les comportements et les idées, à l'instar

¹⁰³ Cf. : Claude Dubar, idem.

de l'origine culturelle (par exemple), les croyances religieuses, etc.

Eut égard à ce qui précède, l'identification s'avère difficile pour les sujets qui voudraient se « démarquer du groupe ». Ainsi donc, s'identifier au pays d'accueil implique une volonté personnelle d'abord, mais celle du groupe aussi. Les formes sociétales plus récentes, ont tendance à s'imposer de plus en plus sur les formes communautaires qui, elles, sont de tradition plus ancienne. A côté de l'identification du « je » et du « nous », il existe une identification extérieure qui se positionne comme « juge » des deux premières, l'identification de l'altérité c'est-à-dire ceux qui se trouvent en dehors du groupe. C'est justement le regard des Fds qui constitue ce second volet d'identification. Ces derniers en effet, portent un regard assez dévalorisant sur les Fim. Aujourd'hui par exemple, avec les différentes vagues de violence dans les banlieues, le regard des Fds se pose une fois de plus sur les Fim en tant que juge. Ainsi, ils les voient comme différents d'eux et ils sont en « dehors » de « leur société », même s'ils y vivent. De plus ils sont de cohabitation difficile... Nombreux sont donc les Fds qui renvoient leur appréciation culturelle à la leur, même si une minorité est contre. De manière générale, ils communautarisent les Fim qu'ils rejettent et leur renvoient la faute de leur « non intégration ». Ils les catégorisent et leur assignent des pseudonymes quelques fois insultants. Somme toutes, les Fds ne s'identifient pas aux Fim.

2. L'identité

- Pour le **PLI** (2005 : 561), l'*identité* c'est :

1. *Rapport que présentent entre eux deux ou plusieurs êtres ou choses qui ont une similitude parfaite.*
2. *Caractère permanent et fondamental de quelqu'un, d'un groupe. Psychol. Identité sociale* [c-à-d, le sentiment ressenti par un individu d'appartenir à tel groupe social, et qui le porte à adopter certains comportements spécifiques.]
3. *Ensemble de fait et de droit (date, lieu de naiss., nom, prénom, filiation, etc.) qui permettent d'individualiser quelqu'un. Exemple : vérifier l'identité de quelqu'un.*

De manière générale, l'identité se définit selon ces trois voies de définition. Le premier point de définition du PLI nous montre une identité qui se construit avec « son » groupe. C'est le chemin de l'ethnisation ; le second point nous montre une identité se construisant dans une relation avec l'autre. L'altérité qui est le troisième point montre une identité imposée à l'individu par la société qui l'entoure. C'est donc suivant ce schéma de définition du PLI que nous allons développer ce titre, en l'opposant à la société française et à la France (République ou Nation).

L'identité du groupe est celle que Weber¹⁰⁴ nomme « *forme communautaire* » car elle désigne des « *relations sociales fondées sur le sentiment subjectif (traditionnel ou émotionnel) d'appartenir à une même collectivité* ». Aujourd'hui donc, la société française est multiculturelle et par conséquent communautaire. Ce sont des identités multiples que comporte donc le pays. La forme communautaire renferme deux sortes de lien social : celui qui repose sur la force de la tradition, les liens transmis par la filiation et les héritages culturels. Ces liens sont souvent très solides et anciens ; et celui qui résulte de l'identification collective et émotionnelle à un même « leader charismatique ». Cette forme étant dominante, elle se voit développer en son sein des sentiments d'appartenance. Par contre, l'identité construite dans une relation avec autrui est considérée comme sociétaire car, elle désigne des « relations sociales fondées sur le compromis ou la coordination d'intérêts motivés rationnellement¹⁰⁵ (en valeur ou en finalité). Cette forme concerne deux types de rationalités à savoir, celui du rapport aux valeurs, la rationalité axiologique qui sous-entend les « *ententes rationnelles par engagement mutuel* » ; l'autre concerne le rapport des moyens à une fin qui s'impose d'elle-même, la rationalité économique, l'échange marchand, la « *compétition en vue de s'assurer mes meilleures chances de vie* », mais aussi « *l'association volontaire des individus pour défendre leurs intérêts* ».

La forme sociale est celle que vit la société française, c'est-à-dire comme si un compromis avait été passé entre l'Etat et la société. Aussi, on peut dire que l'Etat est la société constituée de Fim vivant une rationalité économique car, si l'on prend par exemple ce qui a été cité avant, on constate que les Fim sportifs sont appelés Français quand ils gagnent un match, et ils sont dénommés par rapport à leurs pays d'origine sinon ceux de leurs parents, lorsqu'ils sont alors perdants... Cet exemple démontre une « association volontaire des individus pour défendre leurs

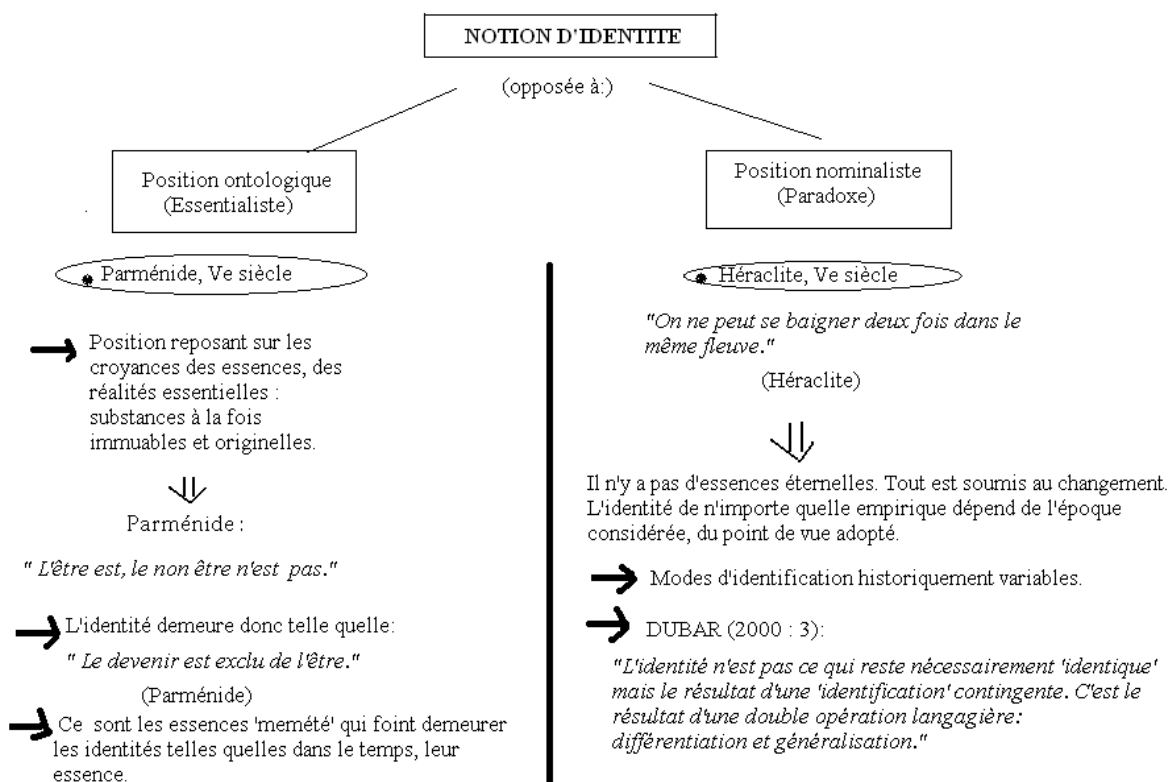
¹⁰⁴ Cité dans Dubar 2000 : 29.

¹⁰⁵ Dubar, idem.

intérêts »¹⁰⁶. Il est également probant avec la victoire des Bleus lors de la coupe du monde de football en 1998... Selon Weber toujours, les associations représentent les groupements au sein desquels les relations de type sociétaire sont les plus dominantes.

La troisième forme d'identité, en l'occurrence celle de l'individu qui se voit imposée une identité par la société qui l'entoure, est une identité strictement personnelle. Elle se construit toujours par rapport à l'altérité tel le disait J.-P Sartre : « *Je est un autre* »... Très récemment, on considérait encore son identité comme un aboutissement d'un chemin de culture. Cet aboutissement était alors une libération. Mais de nos jours, c'est l'appartenance et la contingence qui reviennent au premier plan dans la quête identitaire. Il n'est plus question en effet de s'identifier à l'ensemble, à des valeurs universelles, mais seulement à soi. On s'identifie donc à ce soi qu'on a reçu mais pas choisi. L'identité est ainsi passée de l'état d'accomplissement à celui du préalable.

Nous avons résumé la notion de l'identité chez Claude Dubar qui, la commente selon deux positions en opposition : Ontologique (Parménide, VI^e siècle) et nominaliste (Héraclite, V^e siècle), ce qui donne le schéma suivant :



¹⁰⁶Weber dans Dubar, idem.

Des deux formes d'identité, l'une est différente et l'autre commune. Il ne peut exister de perspective d'identité sans l'autre, c'est-à-dire l'altérité. Cette identité varie d'ailleurs de par l'histoire et dépend également de son contexte de définition : par exemple, l'identité française telle qu'elle fut définie au XIX^e siècle ne correspond plus à notre époque... En effet, plusieurs faits entrent en compte dans la définition d'une identité et, vu la société actuelle sa définition demeure confuse. Ainsi les faits sont à prendre en compte dans toute tentative de définition et c'est ce qui fait que la définition de ce terme diffère de celle du siècle précédent. Celle-ci s'inscrit dans une approche nominaliste et donc est appelée à varier car, objective.

La position de Parménide (Essentialiste) démontre une hérédité à la naissance, c'est-à-dire, la possibilité à l'être de dire « ce qu'il est ». C'est une appartenance à priori et elle ne dépend pas du temps. Si l'on considère cette approche, on peut penser que l'altérité n'influe en rien dans l'identité de cet autre être. Cependant l'approche nominaliste, même si elle s'oppose à l'approche essentialiste, ne demeure pas pour autant dénouée de cette dernière. En effet, les deux croyances sont unies car on pense que l'appartenance est donnée comme à priori. On peut par conséquent la définir comme étant la singularité essentielle de chacun, qui devient ce qu'il est : il accomplit son destin et il demeure lui-même (état civil).

L'approche nominaliste quant à elle, refuse, tout de même de croire à l'existence des appartenances « essentielles »... Effectivement, si l'on prend par exemple l'identité personnelle, on constate qu'elle n'est pas figée. Il est vrai que cette dernière se construit durant toute la vie et elle est par conséquent subjective (pour soi) et ne demeure nullement le reflet des identités statutaires, des positions occupées dans les catégories officielles d'appartenances etc. (identité par autrui). D'ailleurs, on constate de plus en plus que ces positions sont appelées à changer dans la vie adulte (profession, famille (père / mère), couple, migration, etc....

En France, les formes d'identité ne sont pas dissoutes. Il s'avère que même si le fait d'être français signifie un tout, les identités différentes subsistent néanmoins. Cela signifie que l'Etat, c'est-à-dire, l'identité française a en France une subordination des autres identités : on peut alors parler de la double nationalité qui, implique une reconnaissance (qu'elle soit officielle ou non) des diversités ethnico religieuses et culturelles donc. Aussi, cette reconnaissance met en évidence une perte de solidarité au profit de la domination de la religion, d'où des clivages.

L'histoire française nous montre comment le pays s'est bâti. La création de la Nation et par

conséquent de l'identité nationale s'est construite elle, par la francisation des différents peuples et ethnies si l'on puisse parler ainsi. Ainsi, peu à peu se sont brassés ces peuples pour finir par s'intégrer et créer une seule et même identité, sans pour autant écarter ni réfuter les identités régionales. C'est également dans cette manière de procéder que se crée encore la notion d'identité de nos jours chez les Fim de l'IP2 (et sans doute encore chez quelques-uns des Fim de l'IP1). Mis on constate également d'autre part que cette manière d'agir du pays n'est pas un cas particulier, car plusieurs exemples à l'instar de la Chine illustre cette manière de faire. Mais, la Chine diffère un peu de la France par le fait qu'elle a procédé par l'écrasement des autres peuples ou ethnies. Donc, seule la majorité ethnique (les Hànn) a eu le droit d'imposer sa culture, sa langue et son histoire. Les 57 autres ethnies que compte ce pays, bien que parlant leurs langues, doivent impérativement parler la langue des Hànn (le Hànyǔ : Hànn = ethnie ; yǔ = langue) communément appelée mandarin. Cette dernière ethnie est majoritaire et « avale » les autres qui, pour certaines se sont déjà fondues dans leur culture. Pour d'autres, on peut dire que rien n'est encore « perdu »... Ainsi, dans les provinces reculées et divisées ethniquement, règne pauvreté et non considération de la part des Hànn. C'est donc par la force que tout se fait en Chine : intégration par la force du nombre, c'est-à-dire que le gouvernement fait occuper massivement une province par l'ethnie majoritaire, afin d'écraser l'ethnie originaire de la région. C'est ainsi qu'a été « intégrée » (plutôt assimilée) la Mandchourie et c'est ainsi que l'on veut procéder actuellement pour le Tibet... A l'heure actuelle, avec le boum économique chinois, nombreuses sont les ethnies qui se déplacent vers les grandes villes pour chercher du travail. En plus, les besoins actuels font que les investisseurs achètent les terres des minorités qui hélas sont contraints de les quitter. C'est dans une crainte que ces minorités abordent ce nouveau siècle : elles se trouvent dispersées, isolées, assimilées et folklorisées (de l'hyper commercial)... Au lieu de s'effectuer telle qu'en France, l'unité des peuples chinois repose essentiellement sur une base politique. C'est en effet le « *Parti Communiste Chinois* » qui définissait et définit encore les groupes ethniques, naturellement toujours selon la vision des Hànn...

Tout ceci confirme que l'identité varie énormément car son besoin constitue un véritable facteur de conflits de manifestation politique, d'activité communautaire, d'identité individuelle, sportive, religieuse, comme nous l'avons dit déjà dit avant. C'est donc pour cela que c'est sous de multiples formes que s'examine l'identité. Cela rejoint la thèse de Dubar. Sous un autre angle, l'identité se définit par exemple par rapport à la géographie et par conséquent prend la forme locale ou nationale _ on parle en effet de l'identité corse, bretonne. Par rapport à soi-même, vu que nous sommes uniques, l'identité individuelle se construit dans un double mouvement

d'assimilation et de différenciation, l'identification aux autres et de sa distinction à eux. De manière générale, elle est un effort permanent qui s'occupe du continuum dans le changement par rapport à des périodes de sa vie... Elle varie et s'adapte in situ, et elle peut réussir son adaptation ou même s'éloigner, se perdre dans son repérage. C'est d'ailleurs ainsi que se sont vues naître des notions telle que la normalité par exemple... comme pour placer le plus grand nombre d'individus dans une même référence (on doit parler de telle sorte, on doit faire les choses de cette manière...). Cela constitue un marquage d'un groupe particulier quel qu'il soit (régional, national...), et ce groupe doit suivre un certain nombre de procédures considérées comme « normales ». Il se crée donc des limites et, les individus en faisant partie doivent se comporter comme ses pairs. La notion de liberté est reconsidérée dans le groupe étant donné que la liberté individuelle doit sans cesse être révisée parce qu'elle s'arrête là où commence celle du groupe.

Actuellement, l'identité (individuelle ou collective) est vue comme une dynamique. En effet, c'est ce dynamisme qui pousse des communautés à agir de telle sorte ou autre. A ce propos, l'exemple des musulmans du monde entier qui se sont rebellés lors de la publication des caricatures du prophète Mahomet (2006) dans un quotidien de publication. Cet acte danois a été vu comme blasphématoire à l'égard dudit prophète. Les conséquences en ont été désastreuses : des morts, des incendies de quelques ambassades dans des pays musulmans... et c'est une espèce de guerre qui venait d'être déclarée aux pays européens non musulmans, car la crise s'étendait dans une grande superficie de l'Europe. L'atteinte d'une image pieuse et donc positive venait de se faire et cela, pour cette confession religieuse qui utilise la loi de Talion, ne pardonne pas. Ainsi, leur solution pour effacer cette souillure a été la violence Il y a également le fait que cette grande majorité de musulmans est vue par les autres comme des violents, des terroristes. Et ces incidents ont fortement conforté cette idée chez plusieurs personnes, surtout que tous ont encore en mémoire l'horreur des attentats du 11 septembre 2001 en Amérique.

Il ressort donc de l'identité culturelle qu'elle possède plusieurs facettes (sexe, milieu social, famille...) qui se regroupent, se contredisent et se rejoignent objectivement. L'individu doit sans cesse reconsidérer les choses car l'identité n'est jamais acquise, tel le dit Daniel Sibony¹⁰⁷ : « *L'identité n'est pas un cache mais un mouvement, un devenir.* » Elle peut être bouleversée à chaque instant de la vie. Il en vaut de même pour l'identité de groupe ou l'identité collective : selon les situations, on met en avant telle facette de son identité.

¹⁰⁷ In : *Libération*, 18 mars 1997.

En France, avant la Révolution l'identité communautaire était celle qui prévalait. C'est la Révolution qui a libéré l'identité individuelle. Aujourd'hui encore, les identités collectives existent avec un dynamisme. Ce serait même un phénomène, nous dirions, presque de mode. En effet, ces identités sont revendiquées (bretonne, corse, maghrébine...) et cela a tendance à mettre sur le second plan l'identité nationale... Le problème qui se pose alors de nos jours est celui de savoir comment faire pour vivre son identité communautaire de telle sorte que cela serve à tout le pays. Aussi, faudrait se demander comment préserver l'unité et l'indivisibilité du pays sans créer des scissions identitaires et sociales.

3. Une République unie et indivisible

3.1. La Nation française

La nation française n'existe pas vraiment avant 1789, bien que ses fondements remontent loin dans l'histoire. En effet, c'est la Révolution française de 1789 qui a forgé la nation telle qu'elle existe aujourd'hui, ou plutôt elle l'a concrétisée. Donc, la France en tant que politique existait bel et bien avant la Révolution. Cependant, l'adhésion aux principes de la nation qui a créé le citoyen est un acte volontaire nouveau à cette période-là. En 1790, un an plus tard, précisément le 14 juillet, une fête nationale venait commémorer, la citoyenneté nationale, l'appartenance à une nation. Trois siècles plus tard, la tradition demeure...

Pour parler de la nation française donc, nous allons bien entendu énormément citer énormément Ernest Renan¹⁰⁸, considéré alors comme incontournable lorsque l'on parle de la nation. Nous allons donc voir comment ce terme a évolué depuis sa création, les sentiments qu'il génère, etc. Nous allons non pas seulement parler de Renan mais également de quelques personnes qui ont eu à y apporter leurs points de vue.

¹⁰⁸ « Qu'est-ce qu'une nation ? », Conférence effectuée le 11 mars 1882 à la Sorbonne.

3.1.1. La nation selon Ernest Renan

« L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été les plus bienfaisantes. »

Pour Renan, « la tendance de nos jours¹⁰⁹ est à la confusion de la race¹¹⁰ et de la nation... » Ainsi, il définit la nation en opposition aux groupes ethniques, par le fait que les nations possèdent des citoyens et les autres non : il n'y eut pas de citoyens Chinois, Egyptiens par exemple, dans l'Antiquité. Il pense donc que l'Empire Romain se rapprochait déjà plus de la patrie car son organisation était nationale. Quant à la France, ce territoire devint légitimement le nom d'un pays où pourtant les Francs n'étaient que minoritaires. Au X^e siècle, tous les habitants de ce territoire étaient des Français : on ne distinguait pas de différence ethnique. L'oubli avait gagné les esprits...

Renan pense d'ailleurs que « l'oubli et l'erreur historique sont un facteur de la création d'une nation. » Ainsi, effectuer des recherches historiques contribue à révéler les violences ayant forgé les formations politiques... C'est comme réveiller le dragon qui sommeille. Par conséquent, les progrès des études d'histoire ne peuvent que souvent mettre la nation en danger. En effet, l'histoire nous démontre une unité souvent acquise brutalement. Tout citoyen Français doit avoir oublié son histoire (origine, événement, etc.) s'il veut faire partie de la nation. A souligner que le roi de France fut le véritable investigateur de cette unité nationale... jadis vu à tort on lui donne aujourd'hui raison.

L'unité nationale quelle qu'elle soit s'avère être le résultat de quelques faits, à savoir :

1. Tantôt la réalisation par une dynastie (le cas de la France) ;
2. Tantôt la volonté directe des provinces [les cas de l'Alsace-Lorraine¹¹¹], la Hollande, la Suisse, la Belgique ;

¹⁰⁹ c-à-d la fin du XIX^e siècle...

¹¹⁰ Race = Germanique, Gauloise, Celtique, Save, Ibérique...

¹¹¹ Nous en parlerons un peu plus tard dans les points à suivre...

3. Tantôt par esprit général (Italie, Allemagne, tardivement vainqueurs de la féodalité)...

Ainsi, Renan pense que le principe des nations est français. Pour tenter d'y répondre, il pose une série de questions auxquelles il donne des réponses : *« Mais qu'est-ce donc un Français ? Pourquoi la Hollande est-elle une nation, tandis que la Hanovre ou le Grand-duché de Parme n'en sont pas une ? Comment la Suisse, qui a trois langues, deux religions, trois ou quatre races, est-elle une nation, quand la Toscane, par exemple, qui est si homogène, n'en est pas une ? Pourquoi l'Autriche est-elle un Etat et non une nation ?, En quoi le principe des nationalités diffère-t-il du principe des races ? Voilà des points sur lesquels un esprit réfléchi tient à être fixé pour de mettre d'accord avec lui-même. [...] A entendre certains théoriciens politiques, une nation est avant tout une dynastie, représentant une ancienne conquête, conquête acceptée d'abord, puis oubliée par la masse du peuple. Selon les politiques dont je parle, le groupement des provinces effectué par une dynastie, par ses guerres, par ses mariages, par ses traités, finit avec la dynastie qui l'a formé. [...] Les limites de la France en 1789 n'avaient rien de naturel ni de nécessaire. La large zone que la maison capétienne avait ajoutée à l'étroite lisière de traité du Verdun fut bien l'acquisition personnelle de cette maison. A l'époque où furent faites les annexions, on n'avait l'idée ni des limites naturelles, ni du droit des nations, ni de la volonté des provinces. La réunion de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Ecosse fut tout de même un fait dynastique. [...]*

Une telle loi, cependant est-elle absolue ? Non, sans doute. La Suisse et les Etats-Unis, qui se sont formés comme des agglomérations d'additions successives, n'ont aucune base dynastique. Je ne discuterai pas la question en ce qui concerne la France. Il faudrait avoir le secret de l'avenir. Disons seulement que cette grande royauté française avait été si hautement nationale, que, le lendemain de sa chute, la nation a pu tenir sans elle. Puis le XVI^e siècle avait changé toute base. L'homme était, après des siècles d'abaissement, à l'esprit antique, au respect de lui-même, à l'idée de ses droits. Les mots de patrie et de citoyen avaient repris leur sens.[...] Il faut donc admettre qu'une nation peut exister sans principe dynastique, et même que des nation qui ont été formées par des dynasties, peuvent se séparer de cette dynastie sans pour cela cesser d'exister. [...] Outre le droit dynastique, il y a le droit national. Ce droit national, sur quel critérium le fonder ? A quel signe le connaître ? De quel fait tangible le faire dériver ? »

Renan dans sa suite va tenter de répondre à ces trois dernières questions à travers des points bien

précis dans la communauté des intérêts et la géographie, la religion, la race et la langue. Voyons les maintenant point par point.

3.1.1.1. La religion

« La religion ne saurait non plus offrir une base suffisante à l'établissement d'une nationalité moderne ». (Renan, id.)

« A l'origine, la religion tenait à l'existence même du groupe social. Le groupe était une extension de la famille. La religion, les rites étaient les rites de la famille. La religion d'Athènes, c'était le culte d'Athènes même, de ses fondateurs mythiques, de ses lois, de ses usages. Elle n'impliquait aucune théologie dynastique. Cette religion était, dans toute la force du terme, une religion d'Etat. On n'était pas athénien si on refusait de la pratiquer. [...] Jurer sur l'autel d'Aglaure, c'était prêter le serment de mourir pour la patrie. Cette religion était l'équivalent de ce qu'est chez nous l'acte de tirer au sort, ou le culte du drapeau. Refuser de participer à un tel culte était comme serait dans nos sociétés modernes refuser le service militaire. [...] De nos jours, la situation est parfaitement claire. Il n'y a pas de masses croyant d'une manière uniforme. Chacun croit et pratique à sa guise, ce qu'il peut, comme il veut. Il n'y a plus de religion d'Etat ; on peut être Français, Anglais, Allemand, en étant catholique, protestant, israélite, en ne pratiquant aucun culte. La religion est devenue une chose individuelle ; elle regarde la conscience de chacun. La division des nations en catholiques, protestantes, n'existe plus. »

3.1.1.2. La « race »

« Les divisions artificielles, résultant de la féodalité, des mariages princiers, des congrès de diplomates, sont caduques. Ce qui reste ferme et fixe, c'est la race des populations. Voilà ce qui constitue un droit, une légitimité. La famille germanique, par exemple, selon la théorie que j'expose a le droit de reprendre les membres épars du germanisme, même quand ces membres ne demandent pas à se rejoindre. Le droit de germanisme sur telle province est plus fort que le droit des habitants de cette province sur eux-mêmes. On crée ainsi une sorte de droit primordial analogue à celui de droit divin ; au principe de la nation subsiste celui de l'ethnographie. C'est

là une grande erreur, qui, si elle devenait dominante, perdrait la civilisation européenne. Avant le principe des nations est juste et légitime, autant celui du droit primordial des races est étroit et plein de danger pour le véritable progrès. [...] Charlemagne refit à sa manière ce que Rome avait déjà fait : un empire unique composé des races les plus diverses ; [...] Le Dauphiné, la Bresse, la Provence, la Franche-Comté ne se souvenaient plus d'une origine commune. [...] La considération ethnographique n'a donc été pour rien dans la constitution des nations modernes. La France est Celtique, Ibérique, Germanique. L'Allemagne est Germanique, Celtique et Celte. L'Italie est le pays où l'ethnographie est la plus embarrassée. Gaulois, Etrusques, Pélasges, Grecs, sans parler de bien d'autres éléments s'y croisent dans un indéchiffrable mélange. [...] La vérité est qu'il n'y a pas de race pure et que faire reposer la politique sur l'analyse ethnographique, c'est faire porter sur une chimère. [...] Les discussions sur les races sont interminables, parce que le mot race est pris par les historiens philologues et par les anthropologistes physiologistes dans deux sens tout à fait différents. Pour les anthropologistes, la race a le même sens qu'en zoologie ; elle indique une descendance réelle, une parenté de sang. Or l'étude des langues et de l'histoire ne conduit pas aux mêmes divisions que la physiologie. [...] En d'autres termes, les origines zoologiques de l'humanité sont énormément antérieures aux origines de la culture, de la civilisation, du langage. [...] La conscience instinctive qui a présidé à la confection de la carte d'Europe n'a tenu aucun compte de la race et les premières nations de l'Europe sont des nations de sang essentiellement mélangé.

3.1.1.3. La langue

« La langue invite à se réunir ; elle n'y force pas. Les Etats-Unis et l'Angleterre, l'Amérique espagnole et l'Espagne parlent la même langue puisqu'elle a été une seule nation. Au contraire, la Suisse, si bien faite, compte trois ou quatre langues. Il y a dans l'homme quelque chose de supérieur à la langue : c'est la volonté. La volonté de la Suisse d'être unie, malgré la variété de ses idiomes, est un fait bien plus important qu'une similitude souvent obtenue par des vexations. Un fait honorable pour la France, c'est qu'elle n'a jamais cherché à obtenir l'unité de la langue pour des mesures de coercition. [...] L'importance politique qu'on attache aux langues vient de ce qu'on les regarde comme des signes de race. Rien de faux. La Prusse, où l'on ne parle plus qu'allemand, parlait slave il y a quelques siècles ; [...] les exemples sont innombrables. Même aux origines, la similitude de langue n'entraînait pas la similitude de race. [...] Les

langues sont des formations historiques, qui indiquent peu de choses sur le sang de ceux qui la parlent, et qui, en tous cas, ne sauraient enchaîner la liberté humaine quand il s'agit de déterminer la famille avec laquelle on s'unit pour la vie et pour la mort. Cette considération exclusive de la langue a, comme l'attention trop forte donnée à la race, ses dangers, ses inconvénients. Quand on y met de l'exagération, on se renferme dans une culture déterminée, tenue pour nationale ; on se limite, on se claquemure [...] Avant la culture française, la culture allemande, la culture italienne, il y a la culture humaine. »

3.1.1.4. « La communauté des intérêts »

« La communauté des intérêts est assurément un lien puissant entre les hommes. » (Renan, id.)

« Les intérêts, cependant, suffisent-ils à faire une nation, Je ne le crois pas. La communauté des intérêts fait les traités de commerce. Il y a dans la nationalité un côté de sentiment ; elle est l'âme et le corps à la fois ; un Zollverein n'est pas une patrie. »

3.1.1.5. La géographie

« La géographie ce qu'on appelle les frontières naturelles, a certainement une part considérable dans la division des nations. » (Renan, id.)

« La géographie est un des facteurs essentiels de l'histoire. Les rivières ont conduit les races ; les montagnes les ont arrêtées. Les premières ont favorisé, les secondes ont limité les mouvements historiques. Peut-on cependant comme le croient certains partis, que les limites d'une nation sont écrites sur la carte et que cette nation a le droit de s'adjuger ce qui est nécessaire pour arrondir certains contours, pour atteindre telle montagne, telle rivière, à laquelle on prête une sorte de faculté limitante à priori ? Je ne connais pas de doctrine plus arbitraire ni plus funeste. Avec cela, on justifie les violences. Et, d'abord, sont-ce les montagnes ou bien sont-ce les rivières qui forment ces prétendues frontières naturelles ? Il est incontestable que les montagnes séparent ; mais les fleuves réunissent plutôt. Et puis toutes les montagnes ne

sauraient découper des Etats.»

Après avoir débattu de ces quelques points que nous venons de voir, Renan s'interroge sur ce qu'il lui faut encore dire pour la suite de son exposé. Ainsi, il poursuit sur la nation qui est, nous citons : *« une âme, un principe spirituel. [...] L'une est dans le passé l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche langage de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu in divis.*

L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, de grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on s'assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent, avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. [...] La nation est donc une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits de ce qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. [...] L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de la vie. [...] Les nations ne sont pas quelques chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle est la loi du siècle où nous vivons. A l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître. [...] »

3.1.1.6. Résumé (conclusion)

« Je résume, messieurs, l'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. Tant que celle conscience morale prouve sa force sur les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister. Si des doutes s'élèvent sur ces frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question. Voilà qui fera

sourire les transcendants de la politique, ces infailibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre à terre. ‘‘Consultez les populations, fis donc ! Quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d’une simplicité enfantine’’. – Attendons, messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être bien des tâtonnements infectieux reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d’avoir raison dans l’avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé. »

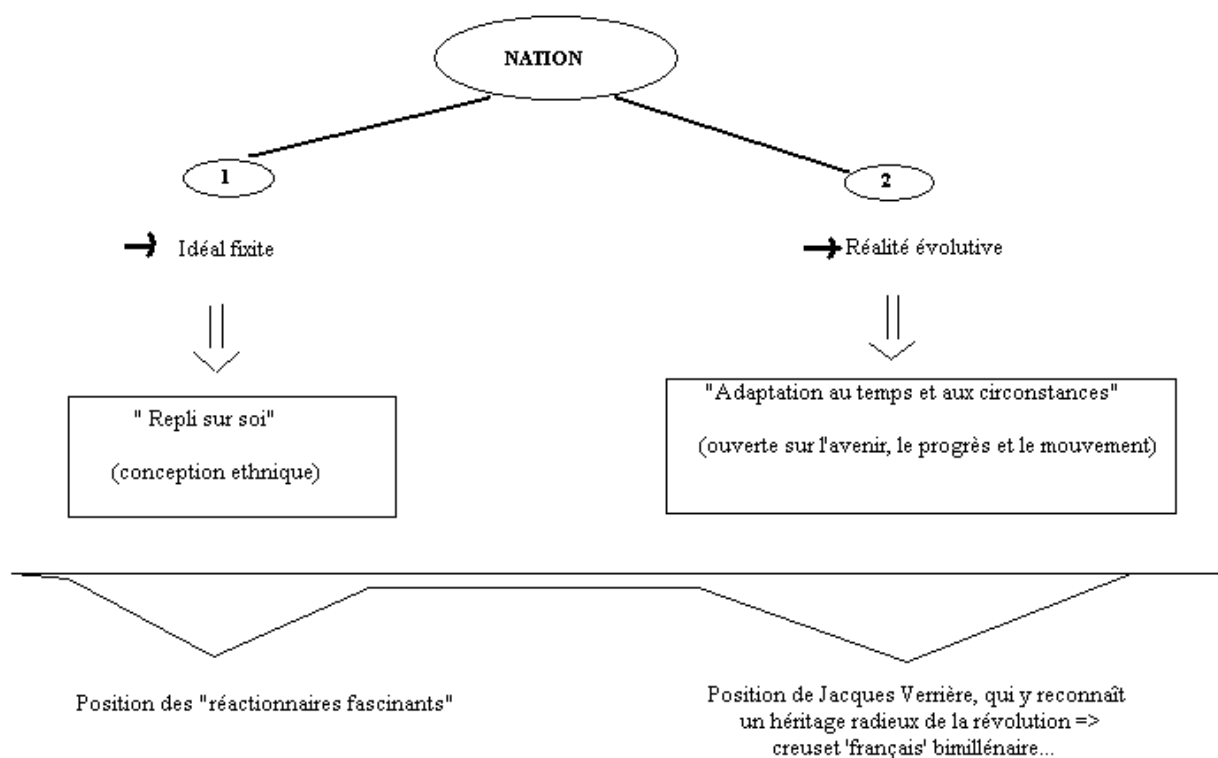
3.1.2. Le point de vue de Jacques Verrière

En l’an 2000, Verrière expose son point de vue sur la nation dans son ouvrage intitulé Genèse de la nation française. La critique¹¹² dudit ouvrage fait montre d’une séparation en deux groupes de « penseurs » par l’auteur. Selon lui donc, pour d’aucuns, l’intolérance et le nationalisme ont été la base de la nation. Cette considération de l’auteur ne peut subsister face à la mondialisation, l’Europe et Internet... Ainsi, pour eux, la nation serait : *un idéal fixite d’une nation immuable qu’il s’agit de défendre contre ceux qui veulent la détruire*. Autrement dit, ils sont contre l’évolution, donc conservateurs.

D’autres par contre sont défenseurs de la thèse selon laquelle il existe un passé glorieux... Pour ceux-là donc, la nation serait : *une réalité évolutive, [...] imperceptiblement adaptée au temps et aux circonstances*.

Si nous schématisons ces deux points de vue, nous aurons ce qui suit :

¹¹² Critique signée Amable Sablon du Corail, sur le site Internet <http://www.pautins.com>



En somme, Verrière veut souligner que ce qu'on nomme nation en France, est le résultat d'une construction non ancienne. Les différents courants migratoires qui ont marqué l'histoire nationale ont conduit au marquage de la naissance du pays. Aussi, il veut démontrer que l'immigration n'altère en rien l'idée de la nation – car c'est là la position d'un Etat-démissionnaire (ainsi que de la sécurité et de l'éducation) quand celui-ci veut traquer les immigrés... Pour le critique, Verrière accentue les contradictions, « *afin de relativiser l'impact de l'immigration sur la cohésion nationale, il entend se placer dans une perspective où s'inscriraient les différentes vagues migratoires.* » Le critique pense donc que la bonne volonté de l'auteur le mène à *effectuer une comparaison entre les immigrés contemporains et les barbares du V^e siècle...* Les comparer donc ainsi s'avère être un acte absurde d'un point de vue historique car, ceux qu'on nomme barbares étaient des violents conquérants, et par conséquent les immigrés ne leur ressemblent pas du tout. Sa critique finale conclue en ces termes quant à la totalité de l'ouvrage: « *un échec et un bel exemple de malhonnêteté intellectuelle...* »

3.1.3. L'analyse de Laurent Theis

« Nation française : une longue histoire. »

« L'Etat républicain a fabriqué de la nation française avec une intense énergie, et aussi avec les risques inévitables de nationalisme. »

Pour Theis, *« la nation française n'a jamais commencé, ce qui peut laisser espérer, sans le garantir, qu'elle ne finira jamais non plus. [...] L'existence de la nation est une pétition de principe ; intellectuellement elle est une fiction. A la différence du peuple [...] la nation tient tout entière dans l'idée de ce qu'on fait d'elle, et échappe à toute définition claire et stricte [...]. L'histoire offre ainsi les repères, les mythes et les symboles qui nourrissent le sentiment national [...]. Personne n'a jamais vu la nation. »*

Nous avouons que l'article de Theis en lui-même parle du nationalisme corse. Etant donné que la Corse fait partie de la France, nous avons donc pensé que cela serait intéressant dans la mesure où l'on parle justement de la nation...

3.1.4. La comparaison de Uri Avnery

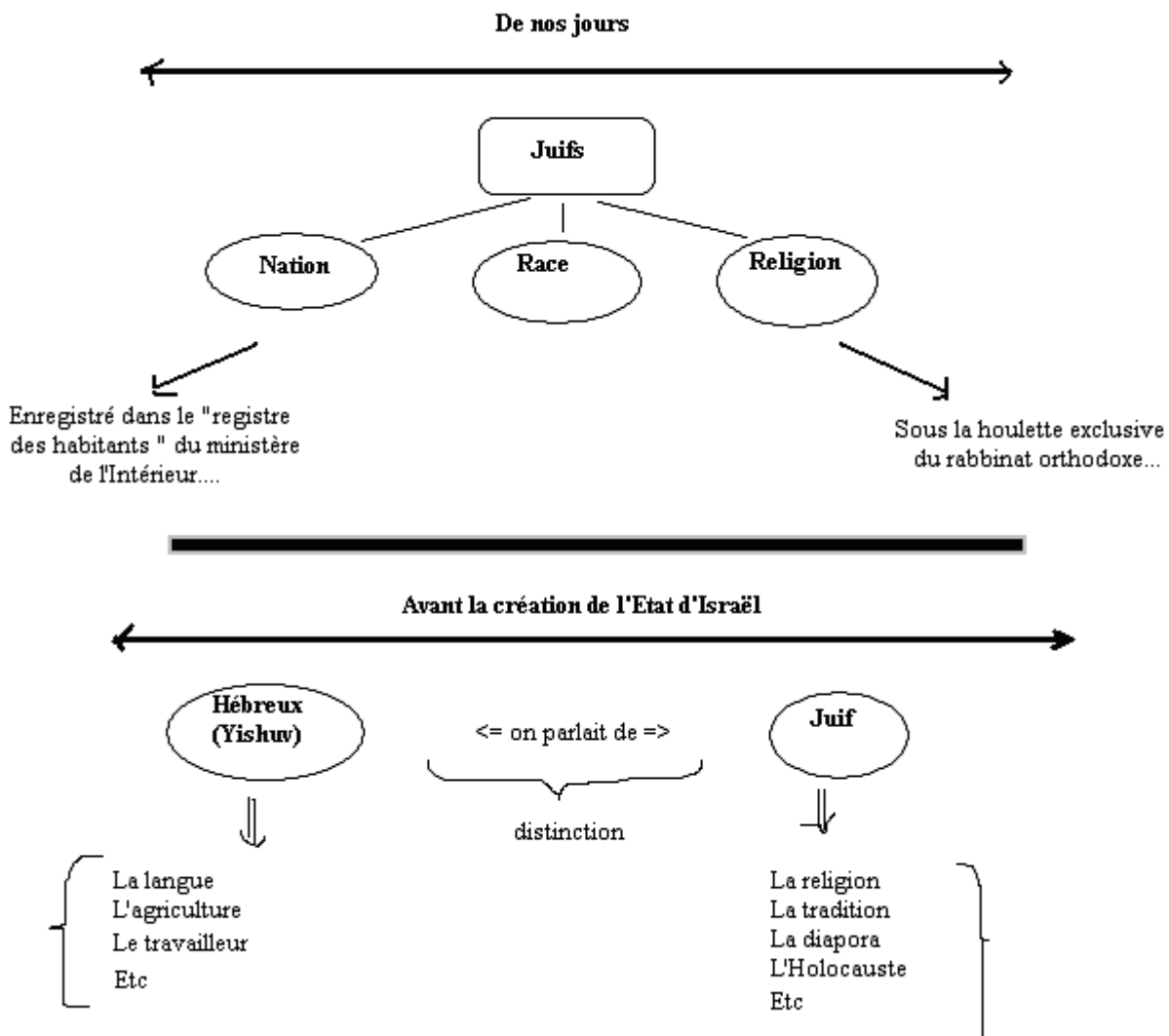
Dans son article *« une nation ? Quelle nation ? »*, paru le 26 septembre 2004¹¹³, Uri Avnery nous fait part de sa constatation de ce qu'on nomme nation en France, en Amérique et en Israël... tout en mettant l'accent que la différence de ce terme en Israël.

Ainsi, en France par exemple, d'autant qu'on ne peut imaginer la non existence de la nation, en Israël, elle n'existe pas tout simplement. En effet, le gouvernement israélien ne reconnaît pas la nation israélienne en tant que telle. Là-bas, *« Toute personne est enregistrée dans le « registre des habitants » du ministère de l'Intérieur. Le document comprend la rubrique « nation ». Cette mention apparaît également sur la carte d'identité que toute personne à l'obligation de porter sur elle à tout moment au risque d'encourir des poursuites. »*

¹¹³ Article publié sur le site de Gush Shalom, le 25 septembre 2004 – traduit de l'anglaise 'A Nation ? What Nation,' : RM/SW <http://www.france-palestine.org/article624.html>

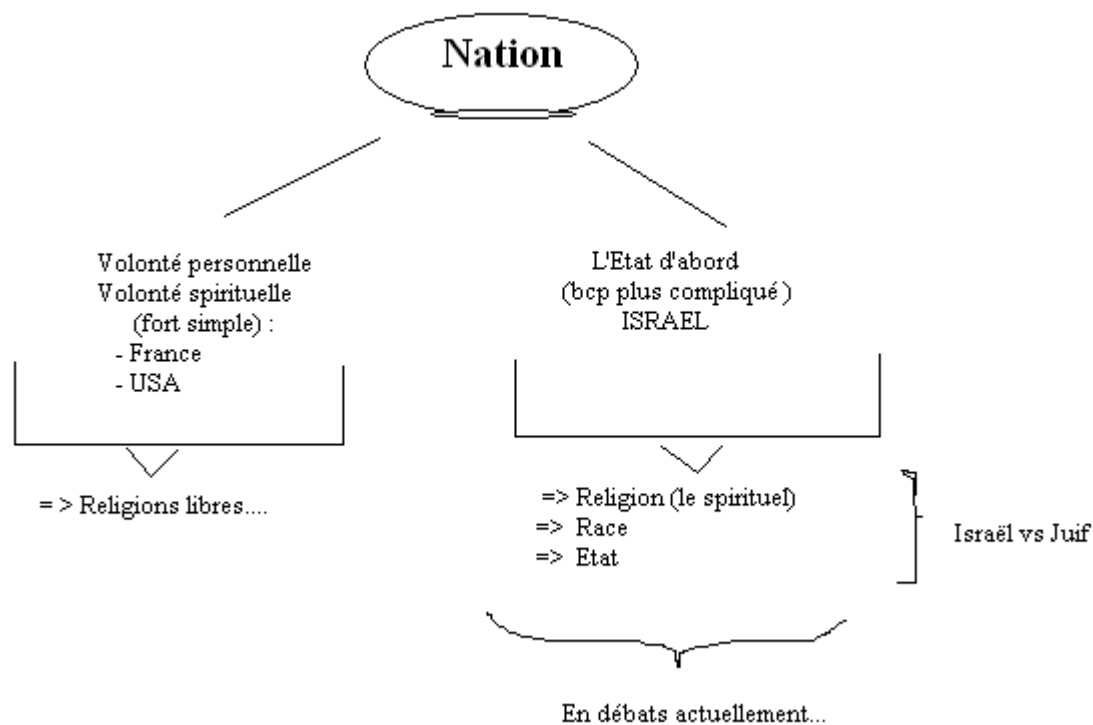
Si donc on ne peut parler de l'existence d'une nation en Israël, c'est parce qu'il n'y a pas une nation mais des nations. En effet, on en compte quarante, parmi lesquelles : « russe », « allemande », « française »..., et paradoxalement « chrétiennes », « musulmane » et « duze »...

Un débat existe également concernant ce qu'on y appelle *nation Juive*. En effet, vu que l'Etat réfute l'idée de la nation israélienne, curieusement il reconnaît celui de la nation juive : Israël est donc un Etat Juif (*L'Etat du peuple Juif*). Dans ce pays, cette notion revêt des appellations et des caractéristiques paraissant quelque peu étranges, vu que cette notion touche et associe plusieurs domaines les uns complètement différents des autres... Le schéma de tout ce paradoxe, relatant de l'état spirituel dans ce pays nous donne la suivante :



Selon Avnery, les choses se sont simplifiées quand la nation d'Israël est née... Ainsi dit-il, « *une personne peut être du genre masculin, végétarien par inclination, juif par religion et Israélien par groupement national.* »

Or, la nation impliquant la citoyenneté, chaque citoyen est donc partie inhérente de la nation à laquelle il s'identifie. Tel en France par exemple, l'appartenance religieuse doit être libre, car cela n'entache en rien son appartenance à la nation... Et telle nous l'avons vu tantôt, cette appartenance est d'abord une décision personnelle et spirituelle. En conclusion, on ne peut considérer l'idée de la nation en Israël telle qu'en France ou en Amérique, parce qu'elle y est d'une conception tout autre... ce que nous résumons comme suit :



3.2. Etre Français

L'identité est un état qui évolue. L'identité française n'en demeure pas moins du reste. De par l'histoire du pays, la nationalité française va donc être définie quant à son passé et à son présent. Alors, qu'est-ce donc ? _ Nous allons tenter de la définir d'abord, ensuite nous définirons les identités américaine et allemande, pour comparer cette notion dans ces trois pays.

Tel donc le définit LPR (P.1083), « *Un Français c'est une personne de nationalité française.* » Et à Louis Aragon d'ajouter qu' : « *Il n'y a pas de race française, mais il y a une nation française* ». Or, qui dit nationalité dit implicitement citoyenneté (dans les sociétés démocratiques _ et la France en est une).

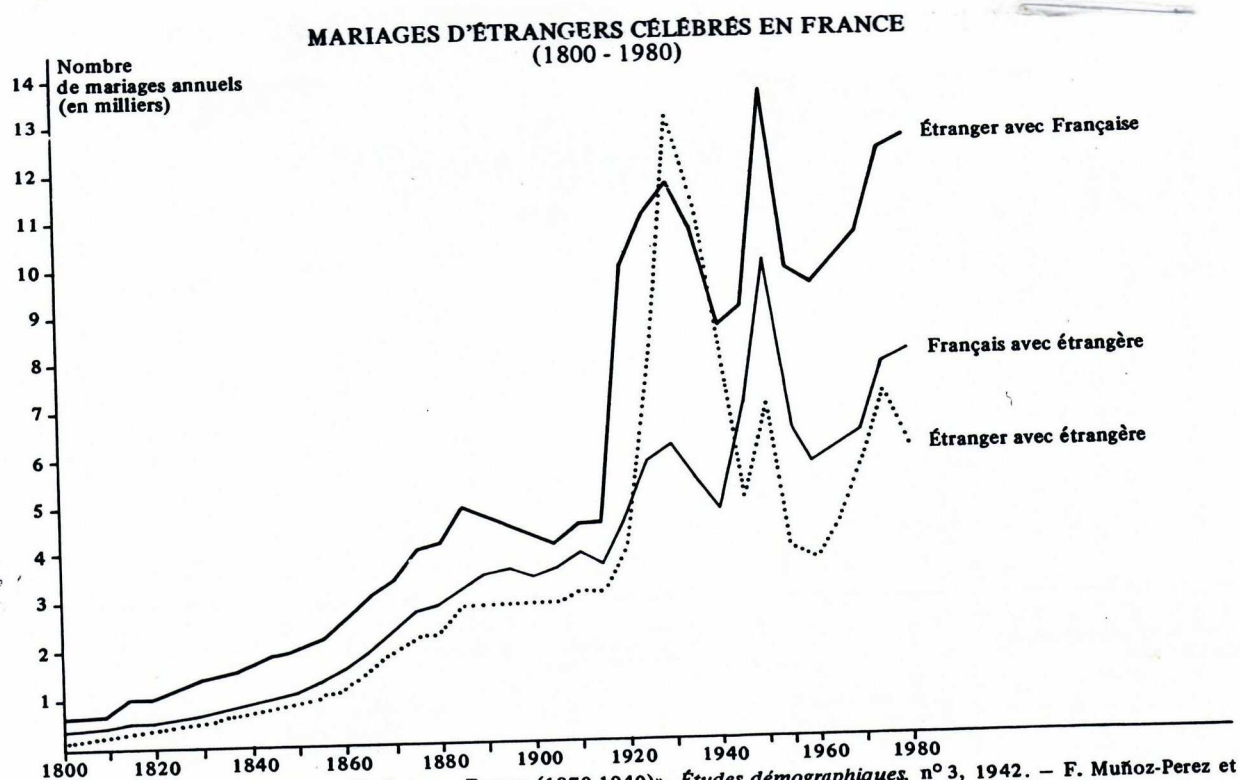
3.3. Etre Français hier et aujourd'hui

L'appartenance au sol français depuis des temps lointains conférait déjà à l'individu le statut de l'identité française. Au XIX^e siècle déjà, avec la naissance du Code de la nationalité (Napoléon I^{er}), le droit public français venait d'être rationalisé. Avec le double « *Jus soli* » donc et la marginalisation du principe de l'admission à domicile, le statut de mi-Français, mi-étranger venait d'être aboli : on devenait simplement Français. Le *Jus sanguinis* était également un facteur de nationalité. La troisième voie d'acquisition de la nationalité était par voie de naturalisation telle stipulée tantôt. Ainsi donc, cette volonté d'acquérir la nationalité française (pour les étrangers) passait par plusieurs signes dont le mariage mixte. Un siècle seulement plus tard, au XX^e donc, on pouvait déjà constater que cette acquisition (par acte d'union) dépassait les 50000¹¹⁴ (sur les 315.000 mariages célébrés en 1981).

Le graphique suivant nous donne une idée des chiffres de ces unions mixtes, également celles entre « étrangers », de 1800 à 1980¹¹⁵.

¹¹⁴ Source : Gérard Noiriel, 1988 : 198-199.

¹¹⁵ Gérard Noiriel, Id.



Sources : P. Depold, « Les migrations en France (1870-1940) », *Études démographiques* n°3, 1942. — F. Mulloz-Perez et M. Tribalat, « Mariages d'étrangers et mariages mixtes en France ». *Populations*, 1984.

Dans : Gérard Noiriel, 1988 :200.

Hormis l'implantation, les catégories socioprofessionnelles des étrangers jouent aussi un rôle pour acquérir la nationalité française. Elles influencent également sur les mariages mixtes. Le tableau¹¹⁶ suivant nous donne les chiffres de leur évolution de ces mariages et des catégories dans lesquelles ils sont classés, en 1901 et en 1931¹¹⁷ :

¹¹⁶ Gérard Noiriel, Id.

¹¹⁷ Tableau modifié...

Evolution de la population active par catégories socio-professionnelles												
1901	Chefs d'établissement		Employés		Ouvriers		Travailleurs isolés		Chômeurs		Non déclarés	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Anglais	1004	259	2.970	4.366	2.207	448	1102	1.565	243	121	94	130
Belges	11478	5.280	10080	13199	87191	21.148	15290	10965	5.312	1.388	332	37
Luxem- bourgeois	887	415	1.079	3.715	4.885	1.328	921	926	319	136	95	16
Allemands	2.306	1.203	5.812	19.266	14667	5.200	2.954	3.824	824	606	143	89
Suisses	4.356	1.553	7.192	7.505	14248	2.858	4.382	2.737	1.114	339	323	32
Autrichiens	548	95	906	906	2.174	291	976	471	172	44	48	5
Espagnols	4.951	2.870	2.836	2863	17189	3.307	8.328	2.598	1.003	167	50	2
Italiens	12147	4.908	9.107	16715	98826	20372	25614	9.903	5749	1.224	1.325	43
<i>Ensemble des étrangers</i>	40431	17275	43884	70556	248637	56655	64.907	35069	15490	4.210	2630	356
Statuts dans les emplois												
1931	Chefs d'établissements		Employés		Ouvriers		Travailleurs isolés		Chômeurs			
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Portugais	516	154	345	264	33182	1.097	2042	133	1.295	67		
Américains (USA)	619	116	818	301	644	210	1136	411	103	26		
Suisses	8.163	2.563	8.102	3.028	23.099	7.443	5.076	1.371	1.616	385		
Allemands	954	439	2477	2.648	23.664	5.391	1.569	676	821	201		
Espagnols	16508	9.789	6.320	4.451	104.045	24991	18020	4.079	5795	1.196		
Italiens	36298	18.717	14418	8.054	274.495	50802	42910	11.478	14945	2.889		
Polonais	5.627	3.008	3.438	3.267	209.084	42.951	9.234	3.255	5.345	1793		

Belges	20.329	10086	10.307	4183	71.441	20688	11.00 3	4.048	3840	945
Russes	2.859	913	4.590	1773	24.149	2.532	5.477	2.285	2.356	787
<i>Ensemble des étrangers</i>	104786	49309	116691	33476	899874	180119	123126	33359	47816	10668

3.3.1. L'étranger

Le **PR** (P.937) définit l'étranger comme : «*Qui est d'une autre nation* » et «*une personne dont la nationalité n'est pas celle d'un pays donné (par rapport aux nationaux de ce même pays)* ».

De nos jours, il devient presque politiquement correct d'utiliser plutôt le terme *immigré* que *étranger*. Cependant, ce terme qui porte d'ailleurs son histoire n'a pas toujours existé. En effet, jusqu'en 1870 encore, il ne figurait pas dans la littérature juridique et sociologique. On peut également constater son absence dans le « Littré ». Ce ne serait qu'en 1876 qu'il apparut pour la première fois. Cette apparition ou l'existence tardive est dû selon nous, au fait que le problème de l'immigration était pendant longtemps ignoré. Mais peu à peu, dans la III^e République, son intérêt suscité par un grand nombre d'étrangers lui fit valoir une entrée dans le lexique. Ainsi, le qualificatif *étranger* était celui qui caractérisait mieux la société industrielle dans laquelle s'engageait la France à la fin du XIX^e siècle, tel nous l'a montré le tableau ci-dessus.

Depuis, ces deux termes (étranger et immigré) sont distingués par nationalités qui d'ailleurs, évoluent de manière différente tel le pense Gérard Noiriel. Selon lui donc, cela est dû au fait de la contribution des luttes sociales et politiques antérieures à la société française (les étrangers également y ont joué un rôle). Cette population avait une évolution conséquente et, l'évolution se faisait en fonction des nationalités. Noiriel toujours (id., annexes statistiques), nous en donne les chiffres de 1931 (l'IP1) et de 1975 (L'IP1 et l'IP2 car le Maroc et l'Algérie apparaissent pour la première fois, et la Turquie également nonobstant qu'elle soit située aux Portes de l'Europe), dans les tableaux suivants¹¹⁸ :

¹¹⁸ Egaleme nt modifié.

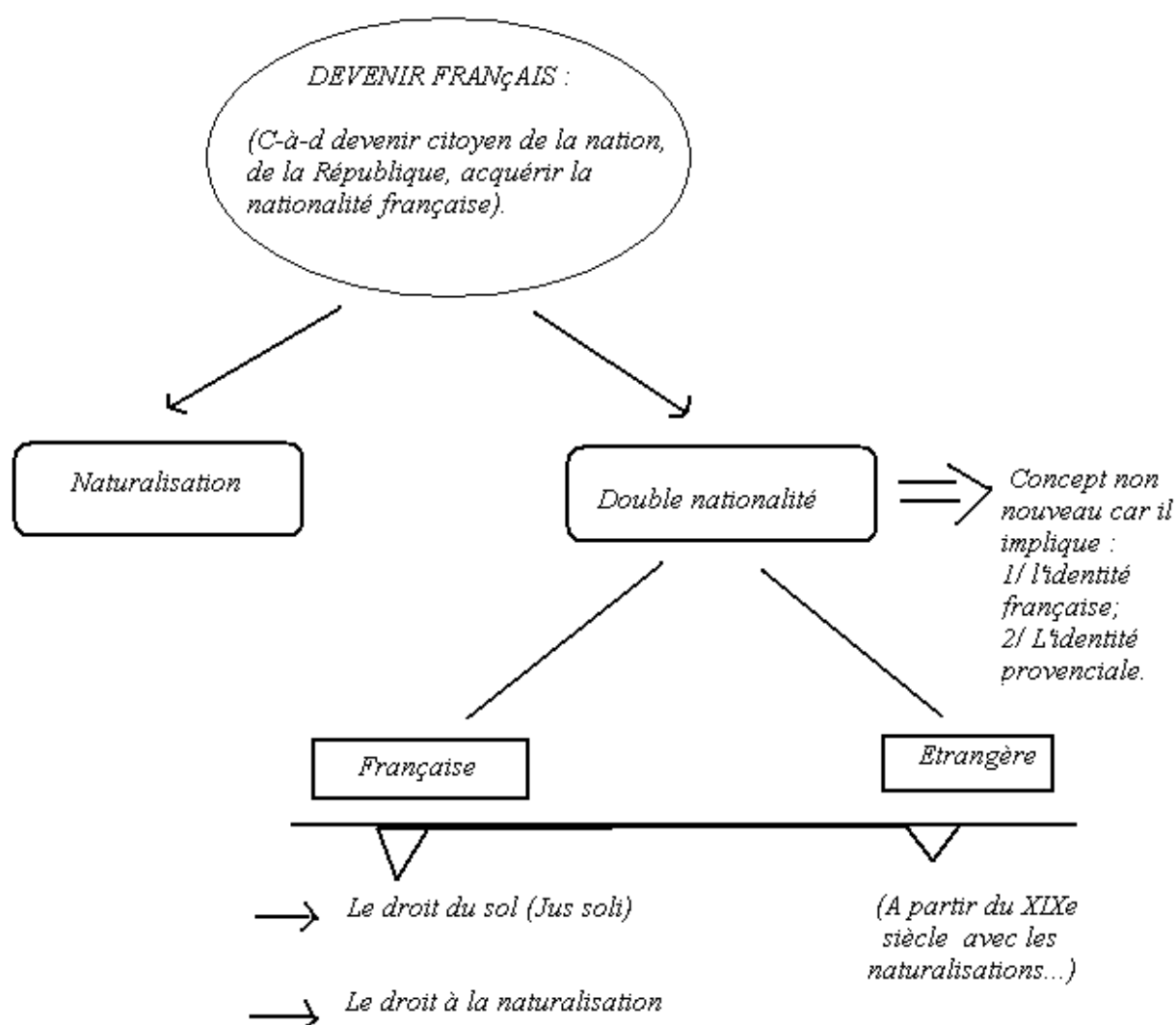
1931	<i>Population totale</i>		<i>Moins de 10 ans</i>		<i>10 ans et plus</i>		<i>Mariages mixtes*</i>		<i>Naturalisés **</i>
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Portugais	41080	7883	2557	2347	38523	5536	-	-	700
Américains (USA)	7832	8987	873	872	6959	8.115	112	64	1623
Suisses	58.958	39517	5438	4915	53.520	34602	878	496	19714
Allemands	40006	31732	4.373	4.267	35633	27456	471	619	33.204
Espagnols	200136	151728	29490	27.931	170646	123797	1354	878	26935
Italiens	485958	322080	61666	59717	424292	262363	3444	1797	100642
Polonais	30517	202694	53706	52.347	251411	150347	497	553	13535
Russes	47159	24769	2386	2.332	44773	22437	505	96	10.972
Belges	144670	109670	12898	12446	131772	96578	2064	1330	66896
<i>Ensemble des étrangers</i>	1655962	1058735	202890	195563	4453072	863173	10956	6364	361231
1975	<i>Population totale</i>		<i>Moins de 10 ans</i>		<i>10 ans et plus</i>		<i>Mariages mixtes***</i>		<i>Français par acquisition (H +F)</i>
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Espagnols	262365	235115	35970	33985	226395	201130	1595	1591	261100
Italiens	260440	202500	23605	22330	236935	180170	2976	1582	446400
Portugais	408530	350395	93050	87990	315480	262405	1.261	658	35700
Algériens	483095	227595	81305	78959	401790	149000	1251	201	6100
Marocains	190570	69455	23915	22400	166655	47055	338	130	20500
Turcs	37790	13070	4520	3850	33270	9220	—	—	-
<i>Ensemble des étrangers</i>	2060845	1381570	301805	284895	1759040	1096675	11786	7114	1392.000

* Il s'agit du nombre de mariages mixtes contractés l'année du recensement par les hommes et les femmes
** Effectifs des naturalisés comptabilisés l'année du recensement.
*** Chiffres de 1971.

3.3.2. Devenir Français

« En France, une fois la nationalité française acquise, vous êtes Français, un point c'est tout. »

(Michel Tribalat)

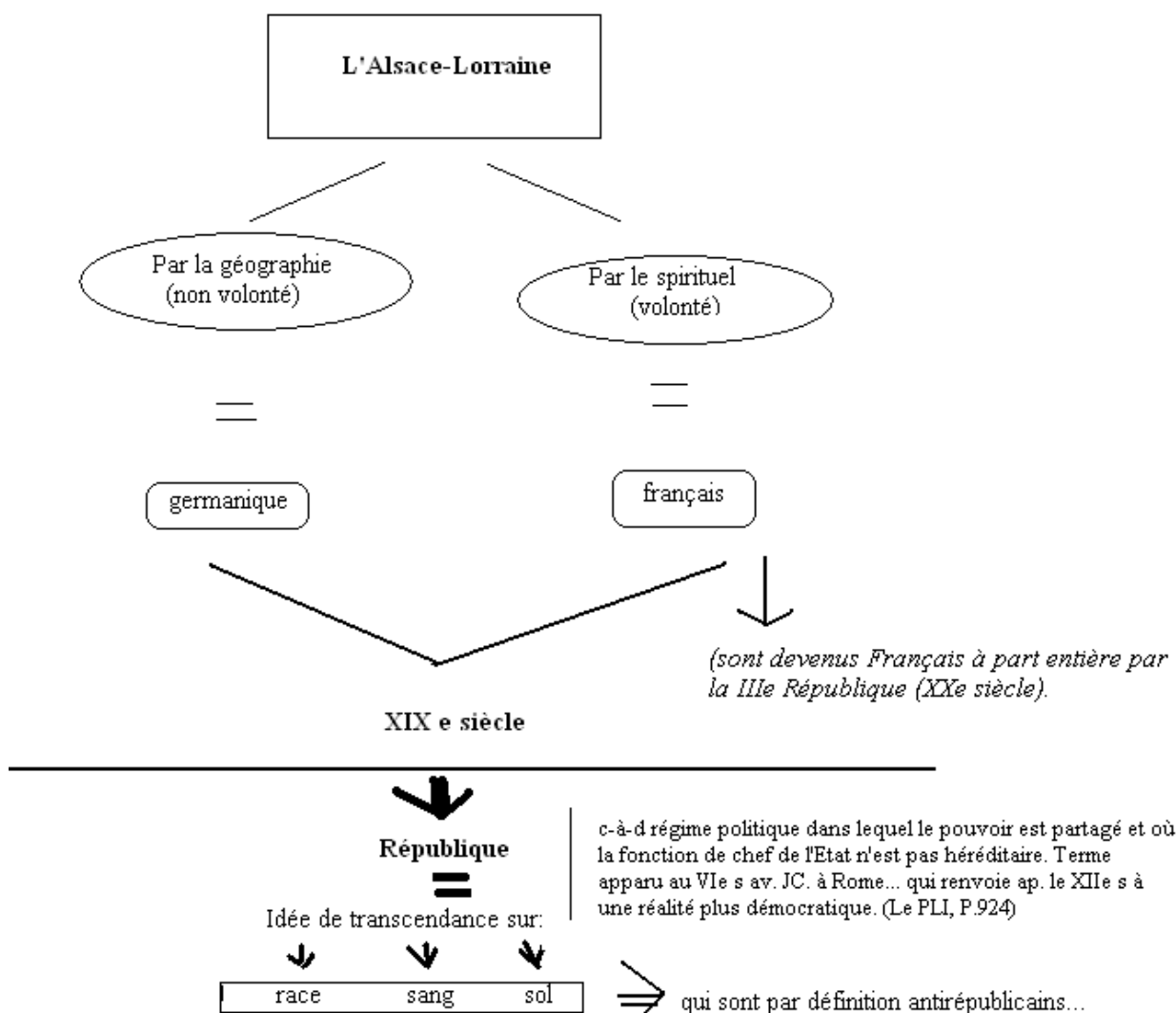


Il a été démontré que le concept de l'identité a toujours été complexe. Comme l'individu porte en lui plusieurs identités (ethnique, religieuse, nationale...), ce qui peut être synonyme de conflits dans un sens. Pour ceux qui deviennent donc Français, la double nationalité s'impose bien sûr car il n'y a pas lieu de renier son identité d'origine, comme en Amérique ou au Cameroun par exemple. Aussi, pour les IP1, par qui le phénomène de la naturalisation a débuté, le problème de l'intégration était moins important qu'avec les IP2. C'est parce que la machine à franciser marchait encore parfaitement...

Ainsi, brassage naturel il y avait, même si derrière tout subsistait une idée d'écrasement de la part de la République française. Effectivement, devenir Français signifiait encore il y a encore presque trente ans, subordonner son identité à celle du pays, de la nation. Il s'avère cependant que cela était avant tout une volonté d'acceptation de la nationalité française. Celle-ci valait et vaut encore pour tous, car même les Fds ont dû subordonner leurs identités provinciales à celle de la République.

L'exemple de l'Alsace-Lorraine donné par Edgar Morin¹¹⁹ _ que nous avons schématisé_ vient à point nommé nous éclairer sur le fait de cette acceptation, qui est une volonté d'esprit :

¹¹⁹ 2004 : 13.



Fils d’immigrés (IP1) lui-même, Morin nous en parle aisément. Il reconnaît en effet en avoir fait des frais qui d’ailleurs sont positifs, car il a procédé lui-même par une identification mentale. Ainsi, il a vécu l’histoire du pays avec ses victoires et ses défaites, ses joies et ses peines, dans un rôle actif et passionnant. Les héros nationaux étaient aussi les siens...

Il est clair que de toute façon on se fait violence quelque part, toujours , lorsque l’on accepte l’idée d’être naturalisé. Ce n’est pas seulement un problème des étrangers devenant Français, mais également celui des nationaux et même des Fds. C’est par conséquent une question de temps, de tous les temps et ce, au quotidien. Ainsi, pour E. Morin¹²⁰, toujours dans cette continuité : « *La France ne s’est pas constituée par la francisation des peuples et d’ethnies extrêmement divers. Le multiséculaire processus de francisation ne s’est pas effectué seulement*

¹²⁰ Id., P.12.

en douceur, mais il ne s'est pas effectué seulement par la force. Il y a eu brassage et intégration dans la grande nation, sans que se perdent toutefois les identités devenues provinciales [...] L'identité française comporte en elle l'identité de la province intégrée, c'est-à-dire la double identité. »

Il poursuit sa pensée (id. P.13) en expliquant qu'à partir du XX^e siècle, avec l'immigration des Espagnols et des Italiens, les lois ont changé notamment avec la III^e République, donnant alors accès aux naturalisations, d'abord à leurs enfants nés sur le territoire français, (le *jus soli*), ensuite aux parents. Nous en arrivons à penser comme Morin que l'école laïque a favorisé l'intégration de ces enfants. Mais cela nous l'expliquerons plus tard, dans le chapitre suivant.

Qui parle de naturalisation parle par conséquent de la nation. Cette notion apparaît d'ailleurs dès lors qu'on acquiert une nouvelle identité nationale (des droits civiques, on devient citoyen). Or, tandis que de grands bouleversements sociaux (et politique ! Et culturels !...) ébranlent notre République, il s'avère que la nation traverse une crise sans précédent. Jadis volonté spirituelle de vouloir vivre ensemble, on en arrive à penser que les différents flux migratoires font trembler les fondements de la nation. Aujourd'hui donc, est constaté un délaissement de la citoyenneté au profit de son appartenance ethnique et religieuse, à l'exemple de l'islam... Ainsi, l'avenir de la nation se remet en jeu car les libertés fondamentales qui normalement sont conférées à tous les citoyens, sont refusées à ceux qu'on appelle encore *étrangers*, ignorant souvent leur identité française : refus de logements, délits de faciès, barrières dans l'emploi (sauf précaires) ... Alors même que le sacro-saint principe de la nation est celui de conférer une égalité à tous ses citoyens sans distinction aucune.

La notion de citoyenneté impliquant donc un rattachement charnel et spirituel à la nation, tel nous l'a montré l'exemple schématisé de Morin, la part de collectivité de cette notion réside dans son appartenance individuelle, c'est ce qui fait ensuite rejaillir sa part collective. Il apparaît par conséquent que l'une ne peut exister sans l'autre parce qu'elles se complètent. Sa part active réside dans une complexité de domaines à savoir : social, culturel, politique, économique et financier, et actuellement beaucoup religieuse, même si ledit domaine est une question personnelle au départ. Tout ceci nous mène à nous interroger sur la citoyenne et donc sur ce qu'on nomme aujourd'hui *la question citoyenne*.

3.3.2.1. La question citoyenne

Les débats sur la citoyenneté n'ont pas toujours été faciles à mener. En effet, comme nous l'avons dit tantôt, cette notion implique non pas l'individu seul (une entité) mais aussi des individus (plusieurs entités).

En France, bien que l'IP1 ait eu ses propres problèmes, l'IP2 avec son implantation suivie de ses conséquences a, à partir des années 80, commencé à poser la question de la citoyenneté. Les religions de l'IP2 (mais surtout l'islam), ses diverses cultures, bref ses différentes manières d'être en général, contrairement aux IP1 sont reconstruites généralement selon les modèles de leurs pays d'origine. C'est alors que, parti alors du rang social, le politique (et bien d'autres) s'en est intéressé et ne cesse de le faire depuis presque 30 ans, par le fait qu'il considère l'avenir de la nation en danger...

A cet effet, C. Bertossi (2004⁷ :22) confirme que les débats sur les faits concernant l'IP2 ont fini par créer « *la question citoyenne* » qui concerne l'Etat-Nation. Ainsi: « *Depuis les années 80, les débats sur les identités nationales ont été vifs. A travers les réformes de nationalité, c'est la relation entre citoyenneté et identités qui s'est révélée particulièrement cristallisée autour de la notion d'intégration* ».

Cette question qui s'est bien évidemment bâtie sur la crise identitaire semble mettre en danger les acquis de la République, car en effet le national comme réservoir de la citoyenneté est alors remis en question, d'où l'opposition de la citoyenneté et de l'identité, parce que ce problème flagrant est une fracture identitaire présentée comme « dangereux » pour la nation (dans les populations de l'IP2). L'exemple du voile islamique nous fait montre d'une nouvelle orientation identitaire. Ce nous dévoile une supposition de deux identités : la bonne (de la nation) et la mauvaise (celle des autres, des étrangers « colonisateurs » de l'espace socioculturel français).

Selon Bertossi encore, « *Les populations de l'immigration ont posé des problèmes concernant la séparation entre citoyenneté et nationalité dus par les conditions de leur sédentarisation.* »

3.3.2.2. Les différents modes d'acquisition de la nationalité française

Sous l'Ancien Régime, le roi seul avait le droit de conférer aux étrangers vivant sur le sol français (les « Aubains »), la qualité de sujet de sa majesté (les « Régnicoles »). Peu après, le *jus soli* et le *jus sanguinis* (Napoléon Bonaparte) vinrent changer un peu les choses...

Le terme de citoyen est apparu avec la Révolution de 1789. A cette époque, ce droit d'être citoyen était même accordé aux étrangers qui vivaient en France contre la seule condition de prêter serment. Devenir donc citoyen demeurait encore ouvert à des individus jusqu'à récemment encore (avant le pouvoir de Nicolas Sarkozy). Cela devait se faire de la manière suivante :

⇒ *Le jus sanguinis et le Jus soli* : (le droit de sang et le droit de sol). Ces deux principes ont été instaurés par Napoléon Bonaparte. Le *jus sanguinis* c'est quand au moins l'un des parents de l'individu est de nationalité française. Et le *jus soli* c'est le droit de sol (1850), c'est-à-dire, quand l'individu naît sur le sol français. Cette loi a été instaurée pour tenter d'augmenter la population française qui s'affaiblissait. Etait alors Français à cette époque là, tout être né en France d'un parent étant lui-même né en France (ce qui correspond actuellement à l'article 19-3 du code civil, ancien article 23 du code de la nationalité).

Un individu peut jouir de ces deux facteurs en même temps. Ces deux lois de Napoléon demeuraient encore inchangées jusqu'à presque récemment, car des projets actuels érigés sous la présidence de Nicolas Sarkozy, confiés à la direction de Brice Hortefeux s'affairent énergiquement pour les changer...

⇒ En raison du mariage avec un conjoint Français : l'ouverture s'effectue par déclaration au tribunal (pour ceux qui sont sur le territoire français) et par le biais du consulat de France (pour ceux qui sont hors du territoire). Avant 2004, le conjoint demandeur devait attendre un an pour faire sa demande de nationalité après le mariage. Il faudrait dorénavant un délai de 2 voire 3 ans actuellement. Durant cette période, la vie de couple ne doit pas être suspendue... Cependant, ce délai d'attente est suspendu si le couple a déjà un enfant ou si entre temps naît un enfant. La filiation de ce dernier doit être établie à l'égard des deux conjoints.

⇒ Avoir vécu et avoir été scolarisé en France avant sa quatorzième année : tout enfant arrivé en France avant l'âge de 14 ans pouvant prouver d'une scolarité régulière peut faire sa

demande de naturalisation entre sa seizième et dix huitième année.

- ⇒ Pour les étudiants (avant les lois « Sarkozy », à partir de 2005), il fallait fournir des documents prouvant d’avoir vécu au moins 5 ans sur le territoire et, d’avoir acquis au moins trois diplômes français.
- ⇒ Le fait de résider et de travailler en France pendant au moins une dizaine d’années...
- ⇒ Autres.

3.4. Les Français dits « de souche »

« *Le nationalisme est toujours dangereux.* » Maxime Robinson

In : « *De la peste communautaire* ». Le Monde, 1^{er} décembre 1989.

Dans cette partie, nous allons débattre des différentes manières dont se définissent les Fds, puis de tout ce qui touche cette notion. Pour ce faire, nous avons collecté des témoignages, réactions des Internauts sur deux forums de discussion sur la notion de Fds. Ainsi, ces différentes visions vont nous permettre d’une part, de définir selon eux ce qu’est un Fds; d’autre part, de dégager quelques pistes sur lesquelles nous allons travailler en quelques phases : d’abord, la classification selon leurs point de vue c’est-à-dire, les sentiments qui y ressortent, ensuite nous ferons un commentaire sur chaque réponse, et pour terminer une synthèse schématisée.

3.4.1. Définitions

A la question de savoir donc ce qu’est un Fds, les réponses sont les suivantes¹²¹ :

<http://forums.france2/france2/ avousdejager/La-nation-françai-souche-sujet-5413-1.htm>

¹²¹ Nous avons par souci d’esthétique, correctement écrit les mots, car nombreux sont ceux qui ont écrit des sons ou des mots avec des fautes... à la mode d’Internet et des *textos* !!!

(gege de surennes)

« Un Français de souche est une personne qui est à l'origine d'une lignée de descendants Français, être originaire du pays où on vit. Un Beur est une personne née en France de parents Maghrébins immigrés. »

(fabien 5)

« Pour moi, c'est un Français qui a toutes ses origines en France depuis les années 1630 sans aucun étranger (personne venue hors de France) dans les aïeux, je me considère comme Fds bien que cette notion n'a rien d'officielle, d'ailleurs certaines personnes réfutent cette notion. »

(titiseonme ntos)

« La France me semble être caractérisée, en autres, par une culture : langue, gastronomie, religion catholique, us et coutumes...une personne ne possédant pas cette culture, n'ayant pas un nom de famille d'origine française depuis au moins plusieurs générations, ou n'ayant pas de racines familiales suffisamment éloignées ne me semble pas être clairement une personne de souche. »

(cyanure 1)

« Selon l'INSEE dans ses statistiques, on est de souche, quant ses parents sont nés dans le pays et soi-même aussi !

Donc grands-parents deviennent Français, parents sont Français donc, moi, je suis de souche ! Puisque j'ai des racines qui m'ont précédées ! »

3.4.1.1. Commentaires

(gege de surennes)

Pour cet Internaute, le fait d'avoir des descendants « Français » et d'être originaire de la France, confère à l'individu le statut de Fds. Or, il ne parle pas de la vérification de ce fait, car comme on l'a plus que dit, la France est une terre d'immigration et d'asile. De ce fait, le phénomène d'immigration quel qu'il soit, remonte loin dans l'histoire du pays... aussi, sans doute qu'il définit le « Beur » comme un Fds parce qu'il considère que son implantation sur le sol français est encore récente.

D'une manière générale, la définition de l'internaute peut-être divisée en deux parties. En effet, dans la première partie il définit le Fds comme celui qui a ses racines solidement implantées dans le pays et lui-même doit y être né. La seconde partie est un exemple pris sur le « Beur » en comparaison à lui-même qui se considère donc comme Fds. Car pour lui, le « Beur » n'a pas encore de racines solides dans le pays pour être un Fds.

Nous en concluons que ce sujet n'a sans doute pas réfléchi en tentant de définir le Fds car si on considère ses propos il se met dans le flou, car comme sont appelés aujourd'hui les descendants de l'IP1, les « Beurs » aussi seront un jour appelés Fds, vus que leur implantation perdure. Aussi, nous décelons une certaine ignorance de sa part, concernant l'histoire du pays vu que la majorité de ceux qui se considèrent aujourd'hui comme des Fds ont leurs origines bien ailleurs que dans le pays...

(fabien 5)

La définition de *fabien 5* rejoint celle de *gege de surennes*. En effet, lui aussi définit le Fds par rapport à la durée de l'implantation de sa famille dans le pays. Pour sa part donc, la situation paraît plus claire car sa famille est originaire du pays depuis le XVII^e siècle. Ce qui fait de lui donc un Fds...

(titiseonme ntos)

La définition de *titiseonme ntos* est un peu différente des deux premiers que nous venons de voir. Ce dernier définit le Fds par rapport à des points bien précis à savoir, la culture, la religion et les us et coutumes... pour lui, il est, nous dirons, obligatoire d'entrer dans ces critères si on doit être considéré comme un Fds. Il pousse même sa définition en introduisant le nom patronymique. Ainsi, si l'on considère la seconde partie de sa définition, un bon Fds, serait donc celui qui s'appelle *Lefebvre / Martin*... des patronymes à connotation française. Si donc on le considère, Sarkozy, Balladur, etc., ne sont pas de vrais Français !!! Alors que Sarkozy par exemple a osé se présenter aux élections présidentielles de 2007 !!! Un étranger !!! Elu !!! Car il est vrai que le nom patronymique Sarkozy ne sonne pas français ; Balladur... anciennement Balladurian, n'est donc pas aussi français que nous nous appelons Boukoulou !

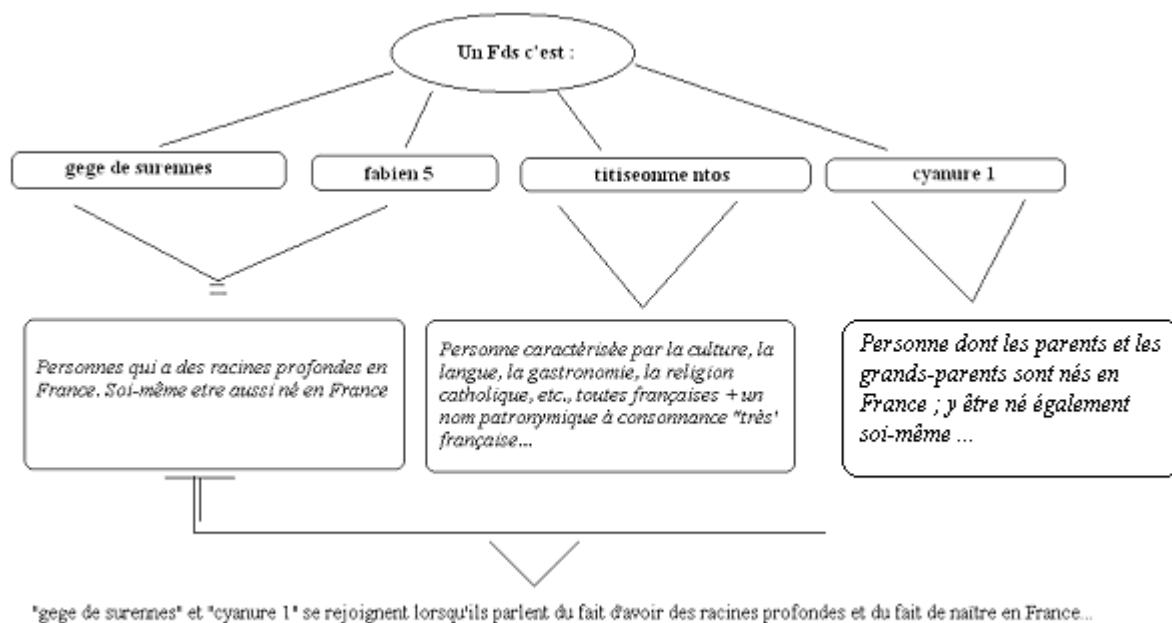
Mais ! Ils font tous la scène de la politique nationale. Que penser de cette définition de *titiseonme ntos* ? Est-ce que c'est de la xénophobie ? De l'égoïsme ? En tous cas, nous n'en saurons jamais rien.

(cyanure 1)

Celui-ci donne d'abord la définition de l'INSEE et s'en sert comme appui pour se définir comme un Fds (et par conséquent les autres également, qui se considèrent comme tels). Pour lui donc, le fait que ses parents et ses grands-parents sont nés en France lui confère ce « statut » car il a ses racines bien implantées dans le pays. Si donc on considère cette définition de l'INSEE, on peut déjà commencer à considérer quelques Fim de l'IP2 comme des Fds, vu que certains sont en France depuis au moins quatre générations déjà...

3.4.1.2. Synthèse

Le schéma suivant nous résume de manière globale le Fds, selon les définitions des quatre Internauts que nous avons vus ci-avant.



3.4.2. Différences

Pour ce groupe, nous avons décelé du racisme (vue extérieure), même si certains n'en sont pas conscients et que d'autres par contre l'affirment ouvertement. On sent cependant un sentiment de peur de la part de tous car ils se sentent « envahis ». C'est donc pour la majorité la peur de vivre avec des individus qui sont différents d'eux... D'où des jugements. En somme, l'idée générale est celle d'une « France au Français », d'un nationalisme exacerbé s'y dégageant. Les témoignages suivants nous rendent compte des différents sentiments qu'ils éprouvent, et qui marquent par conséquent du mépris et parfois des jugements justifiants du racisme vis-à-vis des Fim...

<http://forums.france2/france2/ avousdejager/La-nation-françai-souche-sujet-5413-1.htm>

(Pbau 1210)

« [...] Oui, je préfère (à priori) un Français qui ressemble à la majorité des Français. Et si cela s'apparente à du racisme, alors nous sommes des millions de racistes ! Je préfère que l'Etat aide les « étrangers » à vivre chez eux plutôt que de l'accepter

en France par arrivées massives et anarchiques.

J'ai par exemple compris et accepté en son temps l'indépendance de l'Algérie, bien que j'y ai perdu un parent ; c'était normal que les « indigènes » se gouvernent librement et seulement entre eux, et je prône donc la même chose pour mon pays : l'indépendance de la France qui n'a pas à accorder autant de droits aux étrangers et aux Français immigrés venus sans y avoir été invités ! »

(lili)

« C'était normal que les « indigènes » se gouvernent librement entre eux, et je pense donc la même chose pour mon pays : l'indépendance de la France qui n'a pas à accorder autant de droits aux étrangers et aux Français immigrés venus sans y être invités. »

(edouard 30)

« Je voudrais dire à 'pbau 1210' qu'il a entièrement raison !! 'respublica' se base sur des textes de lois de l'abstrait, il doit sûrement faire partie de ces bien-pensants (comme le dit très bien Sarkozy) de Gauche qui se révoltent contre tout propos scandaleux et blessants envers la dignité humaine !! Notre pays est bel et bien envahi par des étrangers !! Ne blâmons pas ceux qui sont venus il y a 40 ans, appelés par la France, même si il aurait été préférable de botter le cul des feignants qui refusaient de faire les boulots que faisaient les immigrés !!

Néanmoins il faut cesser de croire que des étrangers peuvent participer au renouvellement de notre population !! Celle-ci doit être renouvelée par des Français voire des Européens mais pas des Africains et autres personnes !!

A ceux qui y voient du racisme, je leur dit qu'il faut voir parfois certains aspects des choses, l'incompatibilité entre les deux civilisations, celle du nord et celle du sud (le choc des civilisations...). »

(eros¹²²) le 31.05.06, réf. : 68149

« *On est Français ou on l'est pas, c'est tout il y a rien à dire ! Français d'origine étrangère ça veut rien dire !* »

3.4.2.1. Commentaires

(pbau 1210)

Il est clair que cet internaute marque sa préférence dans ses propos. Pour lui, la France est aux Français et cela sous-entend aux Fds seuls. Et donc, si besoin d'aide des « envahisseurs » ont, cela devrait se faire mais depuis chez eux car ils n'ont pas besoin de venir envahir les « autochtones » de France étant donné qu'ils n'y sont pas invités. Et vlam !!!

Est-ce que nous pouvons qualifier son sentiment d'égoïste quand il stipule que : « *la France n'a pas à accorder des droits aux étrangers et aux Français immigrés ...* » ? Ou alors 'pbau1210' est tellement aveuglé par la haine de ces envahisseurs qu'il a fini par mettre son cerveau en état de veille, car il ne résonne plus ? Nous nous penchons pour notre part sur la seconde hypothèse. En effet, son racisme se voit tout de suite, ses propos ne cachent rien. On peut rajouter à cela un sentiment d'égoïsme aussi, et même de peur, même si c'est difficile à croire... Il semble également oublier que ceux qu'il appelle immigrés le sont parce qu'ils sont en France, pays que ce dernier voit entièrement d'appartenance aux « Gaulois », si nous pouvons ainsi nous exprimer pour montrer le degré des racines auxquelles il fait allusion. Or, nous aurions aimé savoir comment il appelle les Français qui vivent à l'extérieur, c'est-à-dire ceux qu'on appelle généralement « expatriés » et non pas « immigrés » quand ils vivent hors de France.

¹²² Ces propos de « eros » sont ambigus dans le sens où cela voudrait également dire que les Fds et les Fim sont tous des Français et donc qu'il n'opère aucune distinction...C'est pourquoi nous mettons ces propos dans cette partie et aussi dans celle qui concerne la similitude.

Le discours de *pbau 1210* est proche de l'obédience du front national (FN) mais aussi de la droite actuelle. Mais nous ne saurons jamais si c'est son obédience politique car il n'en parle pas dans le forum... Ce genre de raisonnement est souvent proche des partisans du FN. De toute façon, cet internaute ne pourra pas se comparer avec un Fim car pour lui nous pensons qu'il est plein de complexes surtout de supériorité raciale et culturelle.

(lili)

Cette internaute soutient entièrement l'idée de *pbau 1210*. Elle est tout aussi remplie de haine à l'égard des immigrés et des Fim. Ce qu'elle ignore peut-être pas, tout comme *Pbau 1210*, d'ailleurs c'est qu'elle possède certainement des aïeux venus d'ailleurs, vu apparemment qu'elle n'a pas effectué de recherches dans ce sens. Notre question face à ceci est celle de savoir si ce n'est pas son handicap dont elle parle qui, la fait réagir de cette sorte. Dans tous les cas, on ressent de la jalousie dans ses propos. Au final, *lili* laisse apparaître clairement son sentiment de ne jamais s'apparenter à un Fim ou un immigré...

(edouard 30)

Tout comme *lili*, *edouard 30* soutient entièrement *pbau 1210*. Il dénote un racisme flagrant. Le concernant, nous a été presque difficile de travailler sur son texte, mais nous avons fort heureusement réussi à le dépasser. Lui non plus donc ne conçoit pas la vie française avec les Fim et les immigrés. Quand il parle des Fim et des immigrés, il veut parler des individus venus du grand Sud seulement, car il ne parle pas des Européens. *edouard 30* est tout aussi animé d'un esprit ethnocentrique, égocentrique, européocentrique et *francocentrique*... Certainement pour lui, l'IP1 (nord / nord) a été un monde normal, tandis que l'IP2 est à bannir, car trop différente. Il oublie que même les IP1 ont eu droit à leurs sarcasmes, violences, dégoûts etc.... et qu'aujourd'hui ils sont entièrement acceptés !

On aborderait le terme d'intégration lorsqu'il parle de choc de civilisations et qu'il stipule que « *ce ne sont pas les africains ou autres...qui renouvelleront la France.* ». Contrairement à sa pensée, George Marchais¹²³ dans un extrait de son ouvrage intitulé « Démocratie » dit :

¹²³ Résumé sur Internet : <http://www.humanité.presse.fr/journal/1990-05-18/>

« Le chauvinisme et ce qui l'accompagne souvent, le racisme, sont des sentiments que je n'ai jamais éprouvés, et je ressens toujours à la fois étonnement et malaise lorsque je les rencontre chez quelqu'un.

Pour qui aime la France d'ailleurs, la xénophobie est une pure et simple absurdité. Car notre nation doit précisément son originalité, sa personnalité au fait qu'elle s'est enrichie en permanence de l'apport d'hommes et de femmes qui sont venus vivre sur notre terre avec leurs mœurs, leur savoir-faire, leurs connaissances, leur culture. Actuellement, dix-huit millions de Français ont au moins un arrière-grand-parent qui était étranger ! Est-ce qu'ils altèrent l'identité française ? Stupidité.

A ce constat d'évidence, les racistes opposent souvent l'objection suivante : « Oui, mais les immigrés non européens, ce n'est pas pareil ! Eux ne s'intègrent pas... » Je noterai simplement que cet argument était avancé exactement dans les mêmes termes, il y a quelques décennies, contre les immigrés espagnols, italiens, polonais ou juifs d'Europe Centrale.

Il est évident que, dans leur grande majorité, les immigrés resteront en France. Déjà, leurs enfants ont l'accent « titi parisien » dans nos cités en banlieue, « chtimi » dans le Nord, marseillais sur la Canebière, alsacien à Strasbourg... Nombre d'entre eux ont acquis la nationalité française. Ils sont Français, c'est ainsi, et l'avenir n'appartient ni au rejet, bien sûr, ni à une assimilation qui exigerait d'eux le reniement de leur personnalité, de leur culture, de leurs valeurs. La nation a, au contraire, tout à gagner à un enrichissement mutuel dans le respect des uns et des autres, des traditions et du mode de vie français, des droits et des devoirs qu'appelle la vie en commun. Notre pays ne serait d'ailleurs plus ce qu'il est s'il cessait d'être une terre de rencontre, d'accueil et, souvent d'asile... »

On ne peut trouver plus clair comme antithèse de notre internaute... D'ailleurs, nous pensons que ce n'est pas vraiment le fait de l'immigration qui le dérange mais la couleur de peau et la religion musulmane qui est celle de la plupart des IP2. Et nous savons tous que nous vivons une époque où l'islam est pointé du doigt dans la plupart des pays européens.

Encore, *edouard 30* semble oublier qu'il y a des IP1 qui n'ont pas réussi leur intégration. Nous parlons des Portugais par exemple. En effet, si l'on observe bien la communauté portugaise (elle porte ce nom malgré le fait que bon nombre de ses adhérents soient de nationalité française), on

peut constater que ses sujets parlent portugais dans leurs foyers, prennent des nurses Portugaise ou d'origine portugaise, donnent des prénoms lusophones à leurs enfants, vont chaque été au Portugal...donc les racines n'ont pas été coupées. Mais selon *edouard 30*, ce n'est pas grave car ils sont Européens ! Et c'est ce fait qu'il reproche aux Fim et aux immigrés !!!

(eros)

Il n'y a pas à redire. Pour *eros*, soit on est Français soit on ne l'est pas... Il y a donc une différence entre les Français (c'est-à-dire ceux qui sont considérés comme étant de souche et les Fim) et les autres (les immigrés). Nous avons placé l'intervention d'*eros* dans cette partie parce qu'elle est ambiguë. En effet, cela voudrait dire d'une part, qu'il considère tous les Français (Fds comme Fim) pareillement ou, il ne considère que les Fds... Il n'emploie d'ailleurs que le terme « Français », bien que le sujet du débat soit les « Fds ».

(diaf)

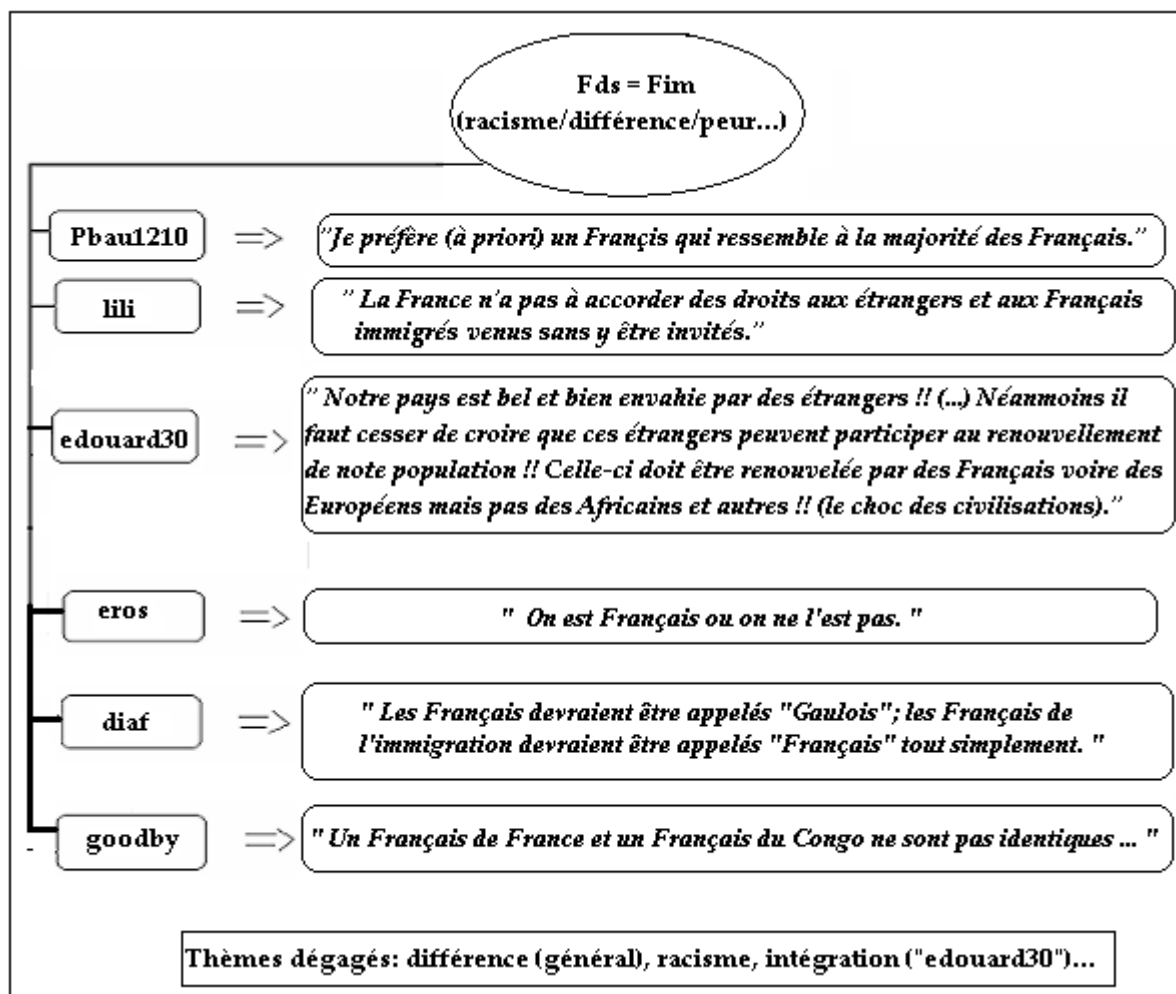
Pour lui, il existe une différence entre les Fds et les Fim en ce sens où il pense que ces derniers ne sont pas attirés par la France, qu'à cause de ses allocations... et ils ne montrent que du mépris vis-à-vis du pays.

diaf est patriote. Il souffre de voir ainsi son pays être profité par des opportunistes. Il montre son attachement à la terre quand il dit : « ...*les Français de souche devraient être appelés « Gaulois » ; car c'est un terme employé par les immigrés. Mais je le trouve excellent car il rappelle leur attachement à la terre.* » [le « leur » = « Gaulois »]

(goodby)

Celui-ci marque sa différence de manière brutale en comparant « un Français de France » et un « Français du Congo ». En ces termes, il veut parler respectivement des Fds et des Fim. En fait, ses propos montrent qu'il n'accorde aucune similitude entre les deux « Français ». Les propositions sont nombreuses quant à sa définition, car elle reste ouverte...

3.4.2.2. Synthèse



3.4.3. Similitudes

<http://www.politique.com/forum/archive/index.php/t-47.html>

(fred 75) le 31.05.05, réf. : 68209

« Que cette question puisse se poser m'afflige. Un Français est un Français, point. Liberté, EGALITE, fraternité peut-on lire sur les

frontons de nos mairies. Et la France est simplement...la somme des Français. »

(eros)

« On est Français ou on ne l'est pas, c'est tout il y a rien à dire ! Français d'origine étrangère ça veut rien dire ! »

(thomas)

« [...] Nous vivons dans un monde « globalisé » et la distinction entre Français de souche (qu'est-ce que « de souche » au fait ?) et Français d'ailleurs est selon moi une comparaison d'un autre siècle, celui qui a laissé à l'Histoire la trace sanglante de deux guerres mondiales, d'autres conflits « mineurs » et un cortège d'atrocités sans noms.

Les immigrés en question apportent également une force de travail, produisent des richesses et participent à la croissance démographique, renouvellement des générations.

Il n'est de richesses que d'hommes. »

(Lol LoL 1)

« Français de souche est une aberration...pourquoi pas dire blanc.

Français de souche par ceux qui la prônent veut dire : Français depuis plusieurs générations ? Pouvez-vous me donner les chiffres ?

Ma voisine est Française et musulmane...pourtant ses grands-parents sont arrivés en France y a... et là ils sont à 5 générations...est-ce qu'on considère que c'est une française de souche...moi oui...je pense qu'elle est aussi Française que n'importe qui...et de souche parce que sa famille, même si elle a des mœurs différentes, une religion différente, sa famille respecte la loi française...donc...c'est ce qui importe...

Je vois pas pourquoi on parle de Français de souche...personne ne connaît qui a fait ses ancêtres...si ça se trouve moi blanc j'ai du sang

| arabe ou autre... »

3.4.3.1. Commentaires

(fred 75)

Pour lui, un Français reste un Français. Il n'opère pas de différence quelque soit l'origine, la couleur... de l'individu. Ce qui l'importe lui, c'est que l'individu soit Français, car il se réfère à la devise française : *liberté, égalité, fraternité*. De plus, pour appuyer ses propos, il écrit EGALITE en majuscule, pour montrer que tous les Français doivent être ainsi : « *La France est simplement ... la somme des Français.* »

(eros)

Pour *eros*, c'est clair que les Français sont égaux. Il embrasse la même idéologie que *fred 75*...

(thomas)

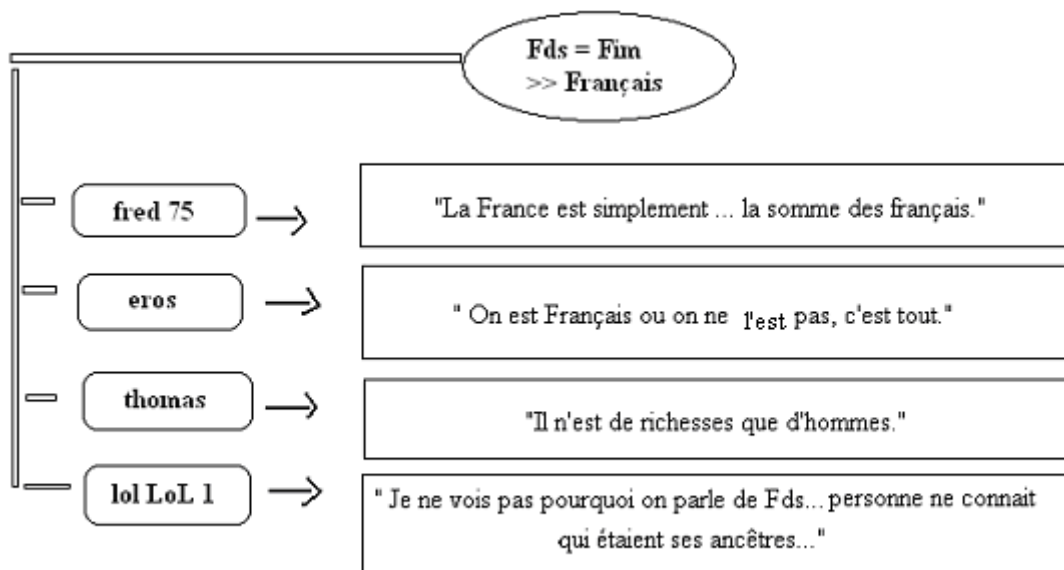
Thomas pense que parler des Fds ne signifie rien, car : « *Il n'est de richesses que d'hommes.* » Ainsi, pour lui, les immigrés sont un atout pour le pays car *ils participent à l'économie et à la croissance démographique du pays*... Donc il n'y a ni Fds ni Fim sinon que des Français pour *thomas* qui ne voit que des similitudes dans ces groupes d'humains...

(Lol LoL 1)

Celui-ci préférerait parler de couleur plutôt que de Fds, car il considère ce terme comme aberrant. Ainsi, si donc la personne vit conformément aux lois du pays, elle est Française à part entière.

Nous aurions pu mettre les propos de *Lol LoL 1* dans les définitions en les résumant ainsi : *un Fds est un individu qui possède sa religion et respecte les lois du pays...* Car cela lui suffit largement pour être considéré comme tel. Finalement, *Lol LoL 1* ne se considère pas différent car il s'identifie aux autres Français, dès lors qu'ils se fondent dans le moule national...

3.4.3.2. Synthèse



« fred 75 » et « thomas » considèrent que les Fim participent à la richesse nationale : c'est le tout qui fait la France. D'une manière générale tous se considèrent égaux face aux autres Français dits Fim. Donc il ne sert pas de spécifier Fds ou Fim mais dire simplement FRANÇAIS...

3.4.4. Plaintes des autres vs les Fds

http://www.generationvote.net/bloc_detail.php?Voir_bloc=813&nom=V_813&debut=20

(copyright) le 20.10.2005, réf. : 46844

*« Mon grand-père d'origine irlandaise ma grand-mère d'origine allemande, mon autre grand-père d'origine russe mon autre grand-mère d'origine **très** française, tous nés en France...nous sommes bien « blancs » et bien Français et pourtant on m'appelle gentiment il est vrai « la petite russe » ça va s'arrêter quand ces conneries ??? Le racisme, la xénophobie ne s'exercent pas que vers les pays du maghreb ou les pays du sud. Vais-je devoir changer de nom et m'appeler Dupont ? Il suffit ! »*

(Ness) le 03.09.2004, réf. : 14384

« Souvent quand on entend parler de meurtres, vols, etc., soit on ne dit rien, soit on se dit « encore un maghrébin », soit on se dit que c'est français d'origine x... alors là limite, autant parler de l'origine, pour que les racistes aient connaissance de la proportion des crimes commis par de bons Français. »

(oRiGiNe x) le 08.08.2005, réf. : 41083

« Souvent on entend parler de meurtres, vol, etc., soit on ne dit rien et on se dit « encore un maghrébin », soit on se dit que c'est un Français d'origine X. Exact. Ça fait vraiment peur.

Un exemple : la majorité des personnes pensent qu'un vandalisme tel que le tag est commis par des personnes d'origine étrangère...Faux. 80% des taggueurs sont des Français de souche. Bien blancs.

Arrêtez avec vos préjugés et vos généralités sur la délinquance...

(youenn) le 11.12.2004

« Le plus souvent pour la délinquance on parle des jeunes (qui ne sont plus très jeunes...) ou même pire certains journalistes vont même changer les noms des coupables (des noms bien français évidemment), ça c'est vu dans un journal parisien... »

(cibergazouille) le 30.08.2004, réf., 14281

« C'est de la discrimination : un français « d'origine », cela entend : n'oubliez pas que c'est un arabe... C'est d'ailleurs réservé aux faits divers. Si le médias parlent d'une personne qui gagne les jeux olympiques, un match de foot important, entre à polytechnique ou sort de l'ENA, il devient automatiquement « un Français » - tout court !!! C'est une discrimination insidieuse. »

(ptibou) le 27.08.2004, réf. : 14208

« C'est tout simplement de la discrimination !!! »

(lanatmat) le 21.09.2006, réf. : 73154

« Je lis n'importe quoi quelle est l'importance de cette info français ou non ? Juste que certains puissent encore faire leur propagande en disant « ah vous voyez c'est encore un arabe qui a fait ça... faut tous les expulser » Je tiens à rappeler à chacun que nous avons tous la même origine car nous sommes tous des HUMAINS et que les

frontières et les différentes régions du monde font que nos seules différences sont la nationalité, le culte, la culture, etc....»

3.4.4.1. Commentaires

(copyright)

Pour cette internaute - qui connaît ses origines, il lui est difficile d'être considérée comme une étrangère. En effet, issue d'une lignée très diversifiée géographiquement certes mais européenne, elle a hérité d'un nom patronymique à consonance étrangère, ce qui lui vaut le surnom dont elle parle. Elle en souffre et se rend compte que la xénophobie n'est pas l'apanage seul des individus venus d'ailleurs, précisément du Sud.

Nous pensons que cette femme se considère comme une Fds, mais les autres lui rappellent sans cesse ses origines diverses et surtout russe, trahie par son nom. Elle subit cela comme un racisme et crie donc son ras-le-bol... Cela signifie que les Fds sont pointilleux sur les noms patronymiques à consonance étrangère. Cette femme le rappelle d'ailleurs quand elle dit : « *Vais-je changer de nom et m'appeler Dupont ?* » Aussi, elle emploie l'adverbe de degré *très*, pour souligner le fait qu'elle au moins une racine « bien » française. A côté de cet adverbe, elle souligne l'appartenance de sa lignée à la France par le jus soli, et sa couleur de peau alors similaire à celle des Fds...

(oRiGiNe x)

Celui-ci dénonce la diabolisation des Fim par les Fds à travers les médias. Effectivement, on change les gens de noms qui commettent des exactions en noms à consonance étrangère et toujours africaine ou arabe, pour dénoncer la délinquance dans leurs « communautés »...

(youenn)

youenn rejoint *oRiGiNe x* dans sa philosophie de la vie sociale en France. Il va même jusqu'à donner un exemple, celui d'un quotidien parisien...

(Ness)

Pour *Ness*, on devrait plutôt parler de l'origine pour dénoncer les méfaits des Fim. Cela faciliterait ainsi la tâche aux racistes qui connaîtront alors les chiffres des Fds qui commettent aussi des méfaits bien entendu.

(Cybergazouille)

Cybergazouille dénonce du fait de toujours rappeler l'origine de l'individu quand l'action est considérée comme mauvaise et, son éloge en tant que Français lorsque l'action est bonne. Nous faisons remarquer que ses propos ne sont pas forcément faux car il y a des cas bien précis pour les étayer. Nous n'allons cependant pas tous les citer ici, un seul fera l'affaire. Il s'agit de l'exemple de Marie-José Perek, sprinteuse Française « d'origine Guadeloupéenne » qui, lorsqu'elle gagnait une courses, était qualifiée de Française, et lorsqu'elle en perdait une, on parlait d'elle en terme de Guadeloupéenne...

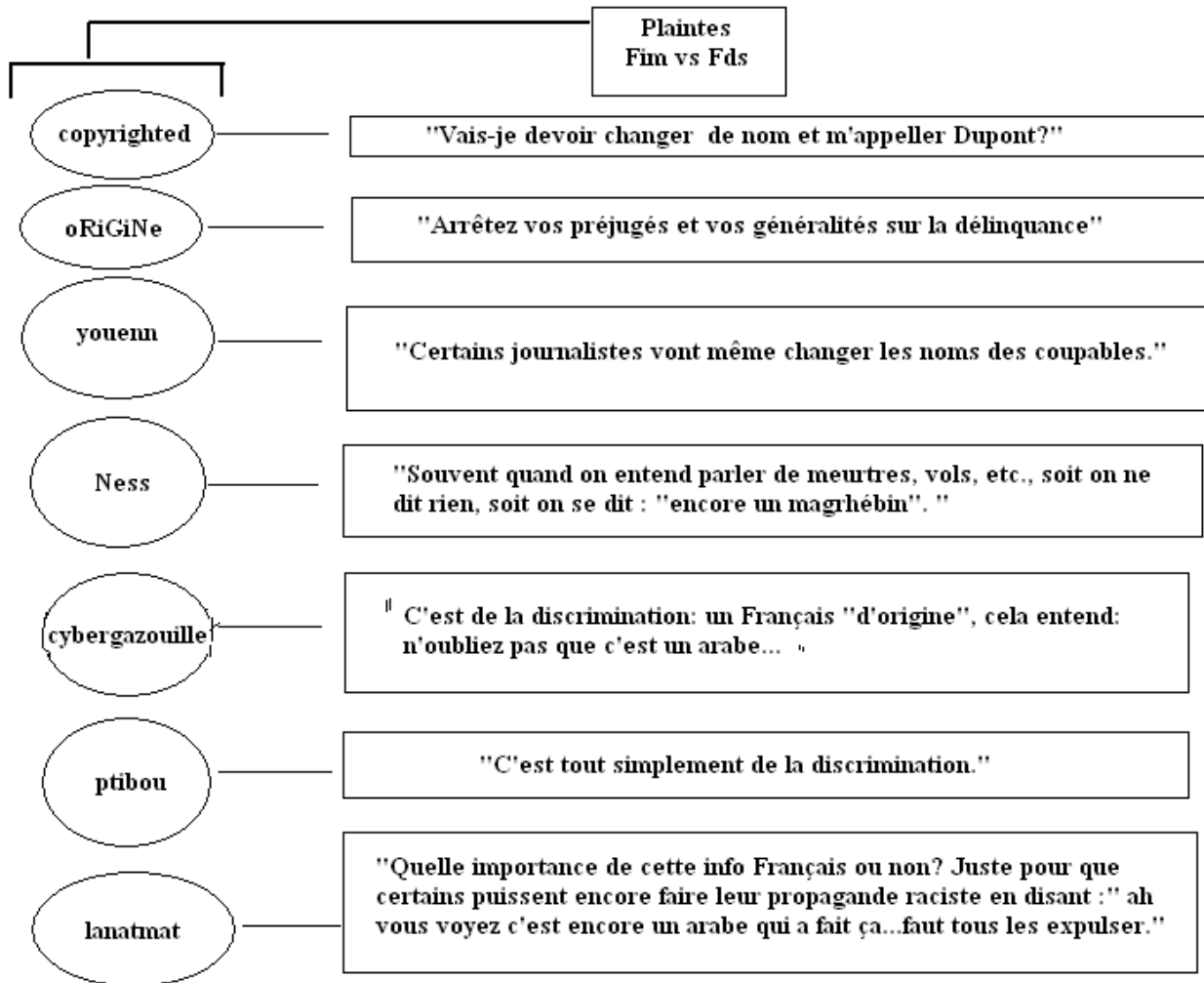
(ptibou)

Pour lui, le fait seulement d'user sur terme de Fds c'est déjà de la discrimination.

(lanatmat)

Ce dernier pense que parler des Fds ne sert qu'à faire avancer la propagande raciste...

3.4.4.2. Synthèse



3.4.5. Le « racisme » anti-Français

<http://forums.france2.fr/france2/avousdejager/La-notion-Français-souche-sujet-5413-1.htm>

(Cybergazouille)

« Un Français de souche est une personne qui n'a plus le droit d'habiter de nombreuses cités de France et qui baisse les yeux quand les « non-souche » le croisent. Un Français de souche n'est jamais

victime d'agressions racistes mais seulement « agressions gratuites ».
Un Français de souche se demande si dans dix ans sa place sera en France. Un Français de souche se prépare à trancher sa souche et à l'implanter plus à l'est. Pas en Allemagne, car là-bas aussi un Allemand se souche connaîtra les mêmes problèmes. »

<http://www.racismeantiblanco.bizland.com/silencescollectif/bid65.htm>

« Il faut dissuader les racistes de tous côtés »

Publié le 22 février 2002 dans les dernières nouvelles d'Alsace

« Deux hommes étaient jugés hier, par le tribunal correctionnel de Strasbourg pour des injures à caractère raciste.

Premier appelé à la barre, un Tunisien de 51 ans, aide-cuisinier au chômage. Le 11 novembre dernier, il insulte son voisin de chambre du foyer Sonacotra de la rue des Petites-Fermes, à Strasbourg. La raison ? Ce dernier est venu lui demander de baisser le son de sa télé.

« Il avait le volume à fond, je voulais qu'il baisse. Mais il m'a tout de suite traité de sale race de français et il m'a craché au visage. » (....)

les deux avocats des parties ont dénoncé des propos « inadmissibles ».

« C'est la première fois qu'on intervient dans ce contexte, où un Français se fait traiter de sale Français. Il faut dissuader les racistes de tous côtés », plaide Me Nisand pour la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA)... »

=> Lettre ouverte à la Licra-Alsace – licra@en-alsace.net (mercredi 23 février ...)

« Madame, Monsieur,

J'ai été surpris de voir que la Licra avait engagé des poursuites contre un Tunisien pour racisme anti-français.(...) Je suis en général hostile à la notion de « racisme anti-français » dans la mesure où les « français » peuvent être de toute origine.(...) Sachant que ce sont en

général les Français « de souche », bref les blanc, qui se font traiter de « sale Français », je voudrais savoir si le plaignant que vous avez défendu était un Français « de souche », « un blanc » ou si c'était une personne possédant simplement la nationalité française. »

<http://www.france-echos.com/actualite.php?cle=10084>

« Racisme et discriminations »

(mercredi 6 septembre 2006)

« Quand une entreprise discrimine les Français de souche. »

(Chouannerie)

« Ce matin en m'habillant j'ai entendu à la radio (France Inter) l'information suivante : une entreprise (dont j'ignore le nom) a pris la résolution de n'embaucher qu'uniquement des C.P.F seulement.

Les autres catégories de populations que sont les français de souche européenne (chrétiens et juifs) seront écartés, voire leurs candidatures rejetées.

Moi qui suis en recherche d'emploi, je ne serais pas privilégiée car étant en même temps handicapée et de souche européenne.

Cette discrimination favorise le communautarisme et n'accorde nullement la préférence nationale aux gens de ce pays que l'on appelle la France.

Je suis Française et si j'envoyais mon curriculum vitae à cette boîte, on me refuserait l'accès aux emplois indiqués.

Pourquoi pas organiser une nouvelle forme de testing contre cette entreprise qui discrimine les nationaux ?

Et la justice que va-t-elle dire ? Les associations dites antiracistes vont-elles se porter partie civile ? J'en doute fort !

Il serait temps de faire quelque chose contre cette discrimination positive qui n'a de positif que l'emploi des étrangers et l'exclusion des

français...

Peuple français, réagissez avant qu'il ne soit trop tard !

Où est le droit ? Où est la justice dans tout cela ? Et pourquoi laisse-t-on faire ce genre de racisme anti-Blancs et anti-Français ?

3.4.5.1. Commentaires

(Cybergazouille)

Il est vrai que le genre de situation dont parle *Cybergazouille* s'avère dans certains cas, mais de là à généraliser... Même si en effet il parle des cités, elles ne se ressemblent pas non plus. Nous ne connaissons pas son obédience politique mais nous avons effectué quelques recherches à propos de que l'on appelle « racisme anti-blanc » ou « racisme anti-français » ou encore « racisme inversé » et., pour appuyer ses propos. Comme lui, « blanc » dénonce subir le racisme de la part des autres... Or la plupart des informations recueillies à propos de ce terme viennent des individus pro-FN.

Mais avant d'aborder le terme de racisme anti-blanc, nous allons d'abord tenter de le définir pour en avoir plus ample image...

Tout d'abord, le terme « racisme », de race + suffixe « isme » a commencé à être usité à la fin du XIX^e siècle. On parle alors de racisme anti-blanc lorsqu'il s'agit de la couleur de peau ; de racisme anti-français quand on parle des Français, de couleur blanche et enracinés depuis bien longtemps dans le pays ; d'alphobie, etc. C'est le chanteur Areski qui, a fait introduire les termes alphobie, racisme anti-français, racisme à l'envers... dans les années 1970. Le racisme de manière générale prend toutes les formes et concerne tous les Humains quels qu'ils soient.

Concernant le racisme anti-blanc, on a l'idée d'une inversion car pendant très longtemps c'est vrai que c'était le contraire, c'est-à-dire, c'était les autres qui subissaient le racisme de la part des blancs. Cet attrait s'avère basique car il fait adopter l'autodéfense de ceux qui adoptent cette attitude : hostilité pouvant mener jusqu'à la violence (vues lors des manifestations diverses en 2005). Cependant, même si cela peut paraître étrange, il s'avère qu'en effet d'un racisme anti-français ou d'un racisme spécifique est chose récente. En effet, en 1997, Henri de Fersan,

d'obédience politique pro-FN, utilisait le terme « anti-français ». Mais il n'était certainement pas le premier à l'employer.

On parle de « racisme anti-blanc », de « racisme inversé » ou de l'« alphobie », et donc à ce titre, des actions de justice commencent à se faire car on voit ce phénomène croître (cf. : <http://www.racismeantiblanco.bizland.com/silencescollectif/bid65.htm>). En effet, la définition étrange que donne *toulouse 11* du Fds n'est rien à côté de l'exemple du Tunisien qui a agi directement en traitant un Français de « sale race de Français »... Quant à *Chouannerie*, on penserait être en pleine révolution française car c'est bien une incitation de révolte qu'elle essaie de passer dans ses propos. D'ailleurs son pseudo n'est pas anodin car il fait référence à la Révolution de 1789. Cette fois-ci c'est pour une révolte contre tous les envahisseurs, contre tous ceux qui ne sont pas Français, et même les Fim, non blancs, qui prennent donc la place des Fds (Français et blancs !!!) dans les emplois. En somme, *Cybergazouille* émet sa pensée avec violence. Celle-ci est révélée dans la répétition, lorsqu'il définit le Fds, en début de phrase : « *Un Français de souche c'est...* ». On y dénote une rage dont le but est s'imposer ses propos.

Malgré donc qu'il parle de cette manière (et d'autres individus aussi...), il en découle cependant que d'autres pensent que le fameux racisme blanc ne veut rien dire... en effet, qu'il n'en déplaise aux autres, il y a bien quelques Fds qui pensent donc que c'est « presque normal » l'attitude qu'ont les non-blancs / non-Français / non européens, face aux Fds / européens... Ceci dit, l'analyse suivante vient à point nommé nous donner une vision générale de ce qu'on nomme racisme anti-blanc, car il est bien détaillé que nous ne le commenterons pas...

(tiptop1)

« Je veux revenir sur ce racisme anti-blanc que ressentent certains de mes concitoyens. Peut-on le penser comme le racisme anti-arabe ou anti-noir ? Qu'a-t-il de spécifique ? Je pense que le racisme anti-blanc est une façon grossière et condamnable de résister à une domination, une aliénation qui prend ses racines dans plusieurs siècles d'oppression et d'humiliation. On est au cœur de la facture coloniale. »

Devant la véhémence des réactions sur ce forum et ailleurs (j'euphémise) je suis dubitatif et méfiant car retourner le racisme est une caractéristique des racistes. La méfiance est de mise.

« Blanc » est un terme bizarre. J'aimerais rappeler que les nord-africains se sont toujours considérés comme des blancs par opposition aux noirs africains qu'ils ont par ailleurs exclavagisé longtemps. (...) Le racisme n'est pas toujours dirigé vers celui que l'on croit. En général il l'est vers les plus faibles. De plus quand on observe la société (je travaille dans une école en banlieue, je ne pense pas être le plus mal placé pour le faire) le terme est impropre car ce qui est palpable ce n'est pas un racisme anti-blanc en tant que tel mais le rejet d'une identité occidentale, d'une citoyenneté qu'ils convoitent et qu'ils rejettent à la fois car ils sentent bien qu'on la leur refuse. C'est le sens des sifflets au stade de France pendant la Marseillaise. On vient à détester ce que l'on convoite car c'est jugé inaccessible. Je pose une simple question à tous ceux qui les somment de « s'intégrer » : s'ils ne désiraient pas s'intégrer dans notre pays pourquoi sacrifieraient-ils tout pour y venir, souvent au péril de leur vie ? L'occident nourrit encore les espoirs d'une vie meilleure mais ne consent point à les satisfaire. Le drame est là, nos beaux discours se retournent contre nous car devant notre magnifique triptyque Liberté, Egalité, Fraternité, nos immigrés et tous les candidats à l'immigration répondent chiche ! Mais nous nous défilons. Nous leur refusons l'essentiel : un travail pour gagner dignement leur vie. Le deuxième point sera de pointer que les émeutes ne sont pas de nature raciale. Les casseurs ne se sont pas attaqués, sauf cas particulier et isolé, aux personnes, aux Français en tant que tel mais aux symboles de la République, aux signes qui renvoient à leur situation de dominés. Je conviens que le racisme anti-blanc puisse exister dans la communauté noire mais de façon très minoritaire. Certains estiment que leurs oppresseurs n'ont toujours eu qu'une couleur. Ce n'est pas tout à fait vrai bien sûr, mais ça se comprend aisément. C'est un aspect d'un repli identitaire qu'on appelle la négritude. (...) »

3.4.5.2. Synthèse

Le racisme anti-Français apparaît comme un phénomène de mode qui semble-t-il va vite tomber en désuétude, du fait de son aberration. En effet, nombreux sont des dispositifs mis en place contre le racisme en général, pour tenter de « dissoudre » ce genre de considération. D'ailleurs, ces lois sont tellement « protectrices » qu'elles s'appliquent sur tous fort heureusement. C'est ainsi _ comme nous l'avons cité _ qu'un Tunisien a été condamné pour cause de racisme.

Le retournement concernant le racisme (alors jadis des Fds sur les Fim et actuellement des Fim sur les Fds...) de situation dont on fait état n'est pas donc sans passer inaperçu. Cependant, d'aucuns pensent qu'il faudrait carrément « dissoudre » le racisme de part et d'autres. D'autres, à comme *Cybergazouille* pensent que le Fds doit prédominer. Ce dernier va même jusqu'à tenter de soulever les esprits afin d'interagir face à cette situation, qu'il trouve illégale...

4. Eventuelles barrières à la création de cette nouvelle identité

« ...Mais le nationalisme communautaire l'est plus que les autres... France, prends garde aux communautés. » Maxime Robinson. In : *« De la peste communautaire »*, Le Monde, 1^{er} décembre 1989.

4.1. Le racisme

4.1.1. Le racisme scientifique

Tel que ce mot signifie en lui-même, le racisme concerne la « race ». Or, de nombreux sociologues (Lévi-Strauss...), ethnologues, etc., n'ont pu déterminer ce que cela voulait dire en vérité. Avant le XX^e siècle, ce qu'on appelait race correspondait plutôt à ce qu'on nomme aujourd'hui nationalité. En effet, dans le nouveau monde par exemple (l'Amérique), on parlait des races française, anglaise, irlandaise...

Aujourd'hui, la « race » se détermine plutôt sur un critère de couleur de peau. Ainsi, scientifiquement, après des études de recherches sur la génétique, cette théorie d'existence des races humaines s'avère arbitraire et plutôt subjective, car elle n'est pas pertinente. Effectivement, ce qu'on nomme racisme est une idéologie qui classifie les êtres humains d'après leurs

différences morphologiques, tel qu'on le fait avec les animaux...

En somme, le racisme ainsi décrit constitue la base de la hiérarchisation de la société et donc, concerne les points les plus importants de la société : le travail par exemple, où l'embauche se fait par rapport à son faciès.

Nous allons donc dans un premier temps considérer la hiérarchisation raciale dans son ensemble, appuyée par quelques exemples ; ensuite nous verrons comment le racisme agit-il dans l'emploi quant au faciès.

4.1.1.1. La hiérarchisation raciale

Cette hiérarchisation n'est pas chose nouvelle. En effet, le fait de hiérarchiser la société demeure ancestral car la hiérarchisation sociale tire sa source dans la nuit des temps. Bien que sociale (dans le cas étudié), la hiérarchisation prend sa source dans la tradition (l'individu, le groupe), la politique (l'Etat...) :

- D'une part, le sexisme : hélas, reléguer le sexe féminin dit sexe faible au second rang est une forme flagrante de hiérarchisation. On se retrouve face à deux groupes d'humains : l'un, dominateur et, l'autre, dominé. Depuis des siècles, de longs siècles donc, les femmes ont été plus que soumises... Bien que depuis le XIX^e siècle, des actions concrètes pour briser cette soumission avaient été faites, les résultats réels n'ont vu le jour que concrètement dans la seconde moitié du XX^e siècle. C'était une révolution résultante des longs combats menés par les femmes (soutenues par quelques hommes), depuis plusieurs siècles. Ainsi donc, ce système de domination masculine _ qui d'ailleurs se trouve plus qu'instinctif _ s'est vu baisser...
- D'autre part, la religion : toute forme de religion n'a jamais été réellement neutre. Effectivement, le constat de l'égalité par exemple ne peut se vérifier dans ce domaine. Il y a naturellement une hiérarchisation dans la religion. Et dès lors qu'il y a donc brisure sociale, on constate que l'expression ressurgit. Nous pouvons nous rendre compte de cet état dans l'islam par exemple où, des milliers de femmes _ surtout dans le Proche Orient _ sont opprimées à cause du port du voile islamique... Aujourd'hui en France, avec l'islam considéré comme seconde religion du pays, on constate de plus en plus de femmes qui se voilent. D'ailleurs « l'affaire du foulard islamique » dont nous avons précédemment parlé en témoigne la violence et le degré

d'oppression subi par celles qui refusent de se voiler. L'exemple de l'Afghanistan avec la Talibans vient conforter cette hiérarchisation par oppression... A part l'islam, l'exemple de la guerre entre Catholiques et Protestants (les Huguenots) au XV^e siècle montre bien que ce sont toutes formes de religion qui sont touchées...

- En troisième lieu, la nationalité française : la hiérarchisation sociale dans ce cas se définit par ce qu'on appelle Fds et Fim... Il est vrai que le fait de différencier les Français constitue une hiérarchisation car les droits dès lors ne sont plus les mêmes... Par conséquent, ceux qui se considèrent comme Fds se sentent supérieurs aux Fim, tel nous l'ont montré ces quelques témoignages recueillis sur Internet (cf. point précédent). Ainsi, cette différenciation fait donc que les uns ont tous les droits (ou se les octroient eux-mêmes), tandis que les autres n'en ont que très peu sinon rien, alors que tous sont supposés égaux selon la devise nationale. Les Fim donc (ceux de l'IP2) continuent d'être appelés de part leurs origines ou celles de leurs parents / grands-parents, dénotant ainsi la non prise en compte de leur nationalité française dans la vie sociale sinon que sur les papiers...

Cette forme, bien que moins agressive du racisme donc fait cependant considérer les non-Français sont considérés comme différents. Sous prétexte de considérer et de tolérer les différences, ces théories raciales en profitent pourtant pour mettre en place des mesures de séparations culturelles entre les Fds et les Fim. Selon elles donc, « les Fim ne peuvent causer que du désordre ». C'est d'ailleurs là l'idéologie des *sarkozystes* qui, ne voient dans les Fim que des racailles, des ratés, qu'il faut renvoyer chez eux en les nettoyant au karcher.... Des individus sont ainsi exclus. En tous cas, c'est ce qu'ils ressortaient de leurs attitudes vis-à-vis des jeunes des banlieues...

- En quatrième lieu, les idéologies discriminatoires : discrimination issue de la classification ethnique des êtres humains. Les races sont de ce pas vues comme inégales. Cette inégalité s'avère culturelle et très subjective, comme nous l'avons tantôt signalé. Nombreux en effet sont les dictateurs qui ont profité de cette idéologie pour montrer leur présumée suprématie, à l'instar d'Hitler et le nazisme par exemple.

Il en découle que, d'une manière générale, le racisme scientifique est la forme la plus agressive et donc dangereuse des racismes. Intellectuel, il est celui qui dirige, réfléchit et émet sa pensée. Parti sous le prétexte de mesurer des humains (mesure du crâne, de la taille du cerveau...), c'est

plutôt la hiérarchisation raciale qui, ressurgissant de ces expériences scientifiques, a mené à l'extermination de certaines « races » dites inférieures (à l'exemple des Tsiganes par les nazis pendant la seconde guerre mondiale). Aussi, au Rwanda, le génocide de 1994 fut la conséquence des mensurations scientifiques faites par les Européens sur les Rwandais, élevant les Tutsis presque à leur rang, à cause de la longueur de leurs nez et, reléguant les Hutus à un rang inférieur. La hiérarchisation ainsi effectuée a bien évidemment suscité des jalousies et de la haine qui hélas, ont mené au génocide... C'est ce qu'on appelle épuration ethnique. Il y a également eu le cas du Kosovo, et bien d'autres encore, avoué ou non, sus ou pas...

La hiérarchisation raciale conduit aussi à ce qu'on appelle apartheid. Le cas de l'Afrique du sud par exemple où, dans les années 1980, les scientifiques Afrikaners avaient imaginé un projet qu'ils nommaient « *Project Coast* », dont l'objectif était l'élaboration d'une substance stérilisante entièrement destinée aux Noirs. Celle-ci devait donc être répandue dans les produits de consommation alors exclusivement destinés aux populations noires.

En Australie, les Aborigènes sont morts en masse, décimés par des maladies infectieuses ainsi que par les migrations forcées par les colons. Aujourd'hui encore, ils vivent parqués dans des réserves et, sont considérés comme des citoyens de seconde zone. D'ailleurs, ils n'ont le droit de vote que depuis 1967 !!!

4.1.1.2. L'embauche au faciès

Autre volet du racisme scientifique, l'embauche au faciès qui constitue encore hélas, un problème contemporain. Longtemps traité à la légère, ce racisme touchant plus à l'emploi n'a pas toujours été considéré sous l'angle du traitement objectif de la population concernée. En effet, il s'avère que le marché de l'emploi exclue encore les individus qu'il considère différents... No comment !

On peut se demander cependant comment cela se fait-il, car on sait que la France a fait appel à des individus différents de ceux qui semblaient appartenir depuis toujours à son territoire (les autochtones). Or, lors des premières venues de l'IP2, le problème se portait ailleurs car ces IP2 étaient considérés comme n'étant que de passage et que, leur présence se justifiait par le travail et pas n'importe lequel, car il s'agissait de ceux que les Fds ne voulaient pas. Ces individus

étaient donc « importants » dans la mesure où ils contribuaient à la reconstruction de l'économie nationale. Or, les Fds ne s'attendaient pas à ce que ces IP2 s'établissent de manière pérenne... La suite par voie de conséquence a été de penser que les enfants de ces IP2 effectueraient les mêmes tâches que leurs parents. Ce qui est évidemment faux ! Car ces enfants-là sont diplômés et ont plus de lois en leur faveur, etc.... que leurs parents. Aussi, ils sont Français, et même si on les appelle Fim, ils ont les mêmes droits que les Fds _ du moins en théorie. Ces Fim prennent cela à cœur considérant l'égalité de la Nation tout entière. Cependant, nombreux sont les Français se considérant comme « de souche », refusent encore d'embaucher ces Fim qui, à leurs yeux, devraient se trouver au bas de l'échelle comme le furent naguère leurs parents. Mais, la réalité n'est plus la même bien entendu car on trouve beaucoup de cadres et de diplômés chez ces Fim... Les quelques témoignages suivants (de Negrouche¹²⁴) viennent à point nommé nous rendre compte des difficultés que rencontrent les Fim face au marché de l'emploi :

4.1.1.2.1. Témoignage et commentaires

Témoignage 1 :

Depuis qu'il se prénomme Thomas, Abdelatif, 25 ans, DEUG d'allemand et BTS d'action commerciale, collectionne les entretiens d'embauches. (...).

« C'est triste à dire, mais il a suffi que je change de prénom pour que, subitement, on me propose enfin des entretiens. Comme je ne suis pas très typé et que mon nom ne fait pas très arabe, les rendez-vous se passent assez bien. Mais, quand je rentre chez moi, j'ai honte, car j'ai l'impression d'avoir retiré ma véritable identité pour exister socialement. »

Deux mois après son changement de prénom, entériné par une décision de juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance de Lille, « Thomas » est sur le point d'être embauché comme assistant du directeur marketing d'une grosse PME régionale spécialisée dans la

¹²⁴ 2002 : « *Embauche au faciès* », in : *Histoire d'immigration. Manière de voir*, 62 (PP. : 67-71).

restauration collective. Abdelatif n'aurait probablement eu aucune chance de décrocher ce poste.

Commentaire :

Ce Fim a compris que le racisme lui interdisait d'accéder à un poste. Alors, il a mis de côté sa propre identité pour s'identifier aux Fds vu « *qu'il n'est pas trop typé* » et que « *son nom ne fait pas trop arabe* », selon ses propres termes. Il a compris au détriment de sa propre identité qu'il n'avait pas le choix s'il voulait travailler. En tant que « Thomas », il lui a été plus facile de décrocher un emploi qu'en tant qu'Abdelatif. Ses paroles que nous avons soulignées démontrent sa volonté de vouloir ressembler aux Fds, bien qu'il en ait honte une fois rentré chez lui.... Cela démontre que la France n'est pas encore entièrement ouverte à l'intégration des individus différents des Fds – européens – catholiques – chrétien.

4.1.1.2.2 Témoignage et commentaires

Témoignage 2 :

A Toulouse, Nedjima, 26 ans, titulaire d'une maîtrise de droit et d'un DEA de management, est toujours au chômage deux ans après la fin de ses études. (...). Pourtant, elle ne changera pas de nom.

Ainsi, elle s'indigne dans ces paroles :

« En arabe, Nedjima veut dire « Etoile ». Vous ne trouvez pas que c'est beau, vous ? Jamais je ne changerai de nom. Cela signifierait que nous sommes dans un pays de non-droit qui intègre les gens non pas en fonction de leurs compétences et talents, mais en fonction de leurs faciès. C'est la remise en cause totale des fondements de la République, de l'Etat de droit et de toutes ces valeurs d'égalité et de justice que j'ai apprises depuis l'école primaire. »

En attendant de trouver un emploi en rapport avec sa formation, elle

confectionne des hamburgers pour une grande chaîne de restauration rapide et garde des enfants plusieurs fois par semaine.

Commentaire :

Nédjima n'est pas la seule à se retrouver dans cette situation... no comment !!!

4.1.1.2.3. Témoignage et commentaires

Témoignage 3 :

A Vitry-sur-Marne, Yazid, 27 ans, licence d'économie et diplôme de maintenance des réseaux Informatique acquis aux cours du soir, a dû se convertir dans la sécurité pour échapper au chômage.

Son témoignage :

« C'est le meilleur secteur où les Noirs et les Arabes sont bien vus ! Les directeurs des hypermarchés, des discothèques ou même les responsables des collectivités locales misent sur les jeunes issus de l'immigration parce qu'ils pensent que nous sommes plus aptes à faire face aux situations de tensions qui impliquent les jeunes des cités. »

Commentaire :

Voir Nedjima ci-dessus...

Negruche se pose la question de savoir comment prouver alors que le refus de l'embauche des trois cas cités ci-dessus est dû à leurs origines. Pour ce faire, il cite Michel MINE (P.63), professeur associé à la faculté de droit à Cergy-Pontoise, qui confirme que : *« La législation française, peu mobilisée devant les tribunaux, apparaît pauvre. Elle est incapable de protéger, de punir et de réparer. De plus, elle est dépourvue de dispositifs de prévention et d'alerte. Le*

droit communautaire, moins restrictif dans son approche de la discrimination, offre heureusement de nouvelles perspectives, qu'il faudrait exploiter davantage en matière de lutte contre la discrimination raciale. »

Pour sa part, Sophie Pisk¹²⁵, juriste au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) fait observer : *« Le plus souvent, le parquet n'ouvre même pas d'information ou classe sans suite parce que la preuve est évidemment impossible dans la quasi-totalité des affaires. Ce qui explique d'ailleurs le très faible nombre de condamnations en France. »*

Pour tenter de balayer ce racisme face à l'emploi, le Ministère de l'Intérieur a donc créé les Commissions départementales d'accès à la citoyenneté (Codac), en 1999. Ces Codac se rassemblent autour de plusieurs référents : syndicats, associations antiracistes, la police, les entreprises, etc. Ils ont pour but de faire régresser les discriminations dont sont victimes les jeunes Fim.

En 2000, un an après seulement, on pouvait déjà constater 401 signalement de racismes, dans tout le pays : il s'agissait des accès d'entrée en discothèque, aux autres loisirs et à l'emploi... Ces chiffres ont été sus grâce à des actions notamment menées contre le racisme_ car désormais reconnus ouvertement par l'Etat. Ainsi, Karim Zeribi¹²⁶, conseiller technique, chargé des questions liées à l'accès de la citoyenneté, auprès du ministre de l'Intérieur, Jean Pierre Chevènement stipulait : *« Les deux tiers des cas ¹²⁷ concernant l'accès à des discothèques ou autres lieux de loisirs, mais la discrimination à l'embauche et dans l'entreprise est aussi fréquente. Dans quelques mois, quand les Codac seront plus connues, nous enregistrerons certainement beaucoup plus de signalements. Beaucoup de victimes ne disaient rien, convaincues qu'il n'y avait rien à faire. »*

On peut constater que ce racisme prend son essor dans les piques de chômages car les Fds dans ces moments là, pensent que ce sont ces *étrangers* (= Fim) qui viennent leur prendre leur pain... Ainsi, loin de régresser _ surtout à toute approche des élections électorales _, ces discriminations face à l'emploi, font remonter à la surface de la xénophobie et tout autre genre de racismes. Nous

¹²⁵ Negrouche, 2002. P : 68.

¹²⁶ In : Negrouche, 2002. P : 68.

¹²⁷ Parmi les 401 indiqués.

avons pu le constater à l’approche des élections de 2002 et de 2007 ! De plus, les délocalisations des entreprises françaises vers le Maghreb et les pays de l’Est ne facilitent pas les choses, car nombreux sont les Français qui, ont perdu et perdent encore leurs emplois où ils travaillaient pour la plupart depuis de longues années...

4.1.2. Le racisme individuel

Dans le cadre de relations individuelles, ce que l’on nomme racisme individuel s’avère être l’accomplissement des actes vus comme racistes vis-à-vis des autres individus. En effet, on se différencie des autres d’abord, puis on se considère comme leur étant supérieurs. Concernant les chiffres de différents actes considérés comme racistes et antisémites en France, les renseignements généraux nous en informent un peu, par rapport aux années 2002, 2003 et 2004. Ce que nous avons résumé dans le tableau suivant :

<i>Actes racistes</i>		
2002	2003	2004
1313	833	1513 (dont 361 violents)
<i>Actes antisémites</i>		
-	-	2004
-	-	950 (dont 199 violents)

Ces chiffres montrent, la montée du racisme de manière constante. On constate d’ailleurs cette montée de racisme individuel prépondérante dans la région parisienne... D’après un sondage mené sur 1011 personnes entre le 17 et le 22 novembre 2005 par l’Institut CSA, un tiers des Français se déclare raciste. L’institut ne souligne pas s’il s’agit seulement des Fds ou si cela inclut tous les Français sans exception d’origine. Mais nous pensons qu’il s’agit des Fds... Selon cet institut toujours, dans la même enquête, ces actes jugés racistes se justifient de la manière suivante selon :

- 63 % de la population : « *certaines comportement peuvent justifier ces comportements* »

racistes. »

- 56 % de la population : *la présence étrangère est trop importante.*

Ce racisme dit individuel se retrouve donc dans toutes les sphères de la société et, les institutions n'en sont pas moins lésées. En ce qui nous concerne, nous allons examiner le racisme à travers l'Etat et la politique et bien évidemment les termes qui sont employés pour le renforcer. Nous allons aussi considérer les lois qui sont créées pour tenter de l'effacer...

4.1.2.1. Le racisme d'Etat

Quand l'Etat s'en mêle, le racisme s'exprime en différences et surtout en inégalités de tous genres. En effet, les citoyens restent inégaux de traitements parce que cela s'effectue en fonction de ce que l'on nomme **race** !!! L'embauche au faciès dont nous avons précédemment parlé est malheureusement un cas inextricable de cette réalité sociale. La prétexte est souvent le rejet soi-disant de la personne alors différente de soi, du groupe auquel on se réfère, qui donc ferait fuir les clients (ici dans le domaine commercial). Nous avons dans ce cas été personnellement victime de ce racisme plus d'une fois hélas. En effet, en trois ans de recherche d'emploi, nous avons essuyé plusieurs refus lors de la présentation sur le lieu de l'entretien, refus de notre différence consistant premièrement à faire une grimace lorsque nous nous présentions, malgré le fait que cette personne ait été préalablement très aimable au téléphone... Notre nom marital qui est français passait bien, ainsi que notre voix mais une fois sur place, pas notre couleur de peau ! Les conclusions ont souvent été : « *non, vous vous trompez, ce n'est pas ici madame* » ; ou : « *on ne sait pas pourquoi on vous a fait venir, la place est déjà prise...* » ; ou encore « *je vais être clair avec vous madame, je vais vous dire que j'ai reçu un individu de sexe masculin et de peau noire, je l'ai envoyé vers un supermarché dont je ne citerai pas le nom, qui donc embauchait dans la boucherie, mais quand il y est allé, on lui a dit qu'il n'y avait pas de place. Alors il est revenu me voir et j'ai rappelé le supermarché et ils m'ont dit : « on est bien d'accord que vous m'envoyiez des individus mais comment voulez-vous qu'on explique aux clients le fait qu'ils sont noirs par exemple... »*... Ainsi, pour éviter tout risque de baisse, ils évitent de recruter des gens de 'races' différentes et aussi de noms à consonance étrangère, et par conséquent non européens...

L'individu voulait juste nous dire _ comme nous recherchions un emploi de formatrice_

qu'aucune personne de couleur blanche n'acceptera que nous soyons là entrain de la former...

Ce genre de comportement est souvent avancé pour « anticiper » l'opposition du client. En effet, le cas de l'apprenti-boucher signalé ci-avant, n'est pas le seul hélas. Ceci dit, il n'est pas rare que sont les employeurs qui sont souvent réticents ; les formateurs (ou même des conseillers en insertion professionnelle) ne font que suivre les « ordres » du marché selon les besoins de leurs partenaires qui sont bien entendu les entreprises qui leur font gagner leur pain.

Donc, l'acceptation mentale de cette différence, d'une personne considérée comme de « race inférieure », ne pouvait se faire dans ce domaine... Ailleurs oui mais pas dans le domaine de l'intellect ! Nous avons d'ailleurs été victime une fois de ce genre de rejet par une personne qui refusait que nous regardions ce qu'elle faisait. Nous étions alors en stage. C'était dans un centre de formation pour adultes, où cet individu était en remise à niveau, envoyé par son travail au centre... Il a accepté que nous regardions son travail qu'au bout d'un certain temps... Nous signalons que nous n'avons pas eu ce genre de problème avec des individus de « race blanche » dans le centre, venant des pays de l'Est.

Ceci dit, le rejet se fait sous plusieurs approches car certains prennent des gants et d'autres non. C'est parfois si niais qu'on ressent tout de suite une certaine haine de la part de l'employeur. Ce qui mène donc des individus à multiplier les petits boulots, bien que diplômés, en attendant de trouver mieux... Et souvent on s'enlise dans cette situation qui se devait provisoire.

Cela se fait en dépit du fait qu'en France, tel que nous l'avons déjà signalé plus loin, on ne porte pas son identité culturelle ou raciale sur sa carte d'identité, contrairement à l'Amérique, tel que nous le montre la classification « raciale » suivante :

Race	Blanche ou Caucasiens (White) = première catégorie
	Hispanique (Hispanic) = deuxième catégorie
	Noire (African American) = troisième catégorie
	Amérindiens ou natifs d'Alaska (American Indian, Alaska Natives) = quatrième catégorie
	Asiatiques

Cette classification raciale a été mise en place pour justifier ce qu'ils appellent « *discrimination positive* »... Cette politique est mensongère dans la mesure où on retrouve dans son intitulé le terme *discrimination*. En effet, le racisme par là, est officiellement reconnu et par conséquent, ses effets se retrouvent contrebalancés : quotas, etc. (qui permettent aux minorités d'avoir

certain accès.)

Aussi, il s'avère que le racisme d'Etat n'est pas un phénomène nouveau. A l'époque de Jules Ferry déjà, on en parlait en effet. Instauré officiellement en France le 28 juin 1889, sous l'autorité justement de Jules Ferry alors Ministre d'Etat, c'est l'Algérie qui en a fait les premiers frais. Tous ses habitants étant Français, avec le Code de l'indigénat, ces Français autochtones, c'est-à-dire Algériens, étaient devenus des citoyens de seconde zone et étaient soumis à des tâches les plus ingrates à volonté. Cependant, quelques oppositions se firent face dudit code, car quelques intellectuels le trouvaient illégal... Mais ce fut donner des coups d'épée dans l'eau puisque rien n'a abouti.

Avec Jules Ferry, était proclamé le principe hiérarchique et racial ruinant le concept même d'humanité et d'universalisme, dès 1889. Cela était un paradoxe entre les principes déclarés dans la Révolution de la même année d'ailleurs. Effectivement, parler d'une hiérarchisation raciale ne dénote pas de l'égalité et par conséquent en Algérie, à la suite de la création du fameux code de l'indigénat (c'est-à-dire, l'exclusion de la race), toiser du regard ou « l'outrage par regard » sur un Européen était considéré comme un délit passible d'emprisonnement et ce, pour une durée indéterminée... Pour sortir du territoire de la commune, les Français Algériens devaient avoir des permis de voyage et étaient aussi soumis à des couvre-feux à partir d'une certaine heure... Cela nous rappelle les Noirs d'Amérique à l'époque de l'esclavage où, ils devaient obligatoirement posséder des laissez-passer pour pouvoir circuler.

On constate donc qu'en Algérie colonisée, toutes sortes d'exactions étaient donc commises aux Français « de seconde zone »: razzias, châtiments corporels et déportation vers le bagne, suivie de l'extermination par le travail, esclavagisme, etc. Ce code d'indigénat ne s'appliquait pas seulement aux seuls Algériens mais également au reste des colonies françaises: noires, asiatiques. De ce fait, on excluait la « race ».

Certes raciste, l'Etat français jadis l'était (ou prétendait l'être), mais on ne peut hélas constater ses traces car aucun document, aucun livre ne relate ces histoires. Récemment (précisément en fin 2006), un film sur les indigènes Algériens venait d'être joué, relatant des faits réels. C'était là un document reconnaissant officiellement les faits passés dans cette ancienne colonie de la France. Un film émouvant... Malheureusement, le régime de Vichy a également eu à effectuer des actes du genre perpétrés lors de la colonisation: il a fait déporter des Juifs... L'Allemagne

d'Hitler est un bon exemple de présentation du racisme d'Etat. Ceci dit, l'officialisation du racisme d'Etat par l'Etat lui-même (pardonnez la tautologie) peut sembler ambigu car, Jules Ferry par exemple, qui fut justement un défenseur de la république avait fervemment participé à son lancement. On peut même le considérer comme son investigateur. Ainsi, nul ne peut réfuter les faits d'ailleurs avérés incontestables des racines républicaines du racisme : un racisme se définissant à travers des dominations, la répression... Depuis la fin du XVII^e siècle au début du XVIII^e siècle, dans ses moments de pointe, et encore de nos jours. Alors enfanté par un absolutisme monarchique, ce racisme se voulait au départ être protecteur de la bourgeoisie était par conséquent bien instauré. La protection par l'oppression et bien entendu sur le profit des plus faibles donc des « sous racés ».

4.1.2.2. Le racisme politique

Le racisme politique en France est l'apanage de toutes les classes politiques. Il en découle que, de manière générale, le sentiment qui en ressort est celui des idées reçues à l'égard du FN seul. Mais la réalité sur le terrain est celle d'une droite et d'une gauche également racistes. En effet, même si elle se veut « protectrice » des immigrés et défenseur des droits des pauvres, la gauche a toujours agit par des non-dits. Aussi elle s'est toujours servi des « immigrés » comme faire-valoir.

Depuis sa création dans les années 1920, la gauche française actuelle se retrouve ballottée entre deux classes politiques notamment les deux extrêmes ou se placerait plutôt dans ce qu'on peut appeler « centre », même si elle en est loin. Certains hommes politiques de gauche ne se cachent même plus pour montrer leur racisme, tel est le cas de Fress, député et membre du Conseil Général de l'Hérault... Ceci dit, bien que l'idéologie de la gauche ne soit pas raciste en elle (du moins en théorie), il n'en ressort pas moins que ses adhérents le sont ou peuvent l'être parfois. Bien que ressemblant au racisme d'Etat, nous faisons une dissemblance entre celui-ci là et le racisme politique. Le racisme d'Etat en effet concerne le pouvoir en place, et le racisme politique concerne les classes politiques du pays.

En France donc, seul le FN revendique ouvertement son racisme, même si le clan Sarkozy s'y applique également, car il s'en suit souvent des justifications de leur part chose que ne fait pas le FN. La gauche quand à elle continue d'agir de manière jugée plutôt hypocrite... Les doctrines de

droite et surtout le FN donc prônent des doctrines dérivées telles que l'ethnodifférencialisme et le racialisme. Devenue la troisième force politique du pays (2002), ce parti politique propose quelques unes de ses idées sur le site Internet <http://www.front-national.com>, où il montre sa force de racisme et de xénophobie à l'égard des étrangers et des immigrés non Européens :

1/ « Une menace mortelle pour l'identité française »

« La pensée et le développement, année après année, de colonies de peuplement, confortées par les dispositifs législatifs sociaux très favorables et une délirante propagande de référence étrangère, baptisée 'lutte contre le racisme', sont pour notre identité nationale une menace mortelle : « la France est une nation « venue du fond des âges » et sa population est, pour l'essentiel, fixée depuis plus de deux millénaires. Elle est principalement issue de la fusion de trois composantes européennes : celte, latine, germanique. »

2/ (à propos de l'immigration arabe, turque et subsaharienne)

« Mais, contrairement à l'immigration venue des pays au milieu du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ou aux élites venues des possessions d'Outre-mer, l'intégration massive de millions de ressortissants immigrés .. ont détruit cette identité. Il faut inverser le courant de l'immigration. »

3/ « Une menace mortelle pour la souveraineté française. »

« Résultat de cette politique, la présence en France de nombreux étrangers et d'un nombre grandissant de binationaux, Français au regard de la loi française, mais Algériens, Marocains ou Turcs au regard de la loi de ces pays, met en cause sa souveraineté de l'ordre intérieur. »

4/ « Non à l'islamisation de la France »

« L'islam est bien plus qu'une simple croyance. C'est une théorie qui est à la fois religion, Etat et système de gouvernement Reposant, à

l'instar du marxisme, sur une opposition dialectique entre le dâr-al-harb, territoire où se déroule la guerre légale contre l'infidélité (jihâd) et le dâr-al-islam, territoire conquis où s'applique la loi de Mahomet, l'islam se caractérise par la permanence d'une éthique qui modèle dans un sens unificateur des normes sociales et des comportements (vie quotidienne, statut de la femme, héritage, droit social) qui ne sont ni de près, ni de loin, compatibles avec notre civilisation, notre conception de l'homme, nos traditions juridiques l'islam devient alors une menace pour notre souveraineté. »

*« C'est en ce sens que **l'islam devient alors une menace pour notre souveraineté nationale** en créant un système de double allégeance d'autant plus dangereuse que les dirigeants actuels de notre pays laissent les pays musulmans continuer à avoir une autorité politique (Algérie) ou religieuse (Maroc) sur les ressortissants, et financer les lieux de culte (Arabie saoudite) ou les institutions caritatives musulmanes liées, comme on l'a vu à Lille, au pèlerinage à la Mecque. »*

*« **Le Front national s'oppose à cette menace pour la souveraineté et la civilisation française.** Convaincu que la seule solution de fond est l'inversion du courant de l'immigration, il s'opposera dans l'attente à ces formes de prosélytisme agressif et ne permettra pas que des moyens quelconques y soient consacrés. »*

5/ « Une menace mortelle pour la paix civile française »

« Le lien entre l'immigration et insécurité est tellement évident que le sociologue de gauche Christian Jelen a pu écrire : « On ne peut résoudre un problème en le posant mal en omettant un certain nombre de paramètres essentiels. C'est pourtant ce qui se passe depuis des années, avec les violences urbaines. Les politiques mises en œuvre pour restaurer le calme n'ont pas échoué par hasard ou par malchance, mais par refus de reconnaître que les auteurs des violences sont majoritairement issus de l'immigration. » (In « La guerre des rue »).

Et en guise de **conclusion** :

« L'immigration massive que nous subissons porte atteinte à notre identité et, par voie de conséquence, à l'existence de la France. Quant au déracinement qu'elle entraîne, il est nocif aussi bien pour la population française que pour les immigrés eux-mêmes.

Pour que la France reste la France, les Français doivent rester maîtres chez eux. Cela a été le cas jusque dans les années soixante (son histoire le prouve) et il est essentiel que cela le demeure. »

« Quand aux proposition, il est possible de les résumer ainsi :

- 1. Mettre fin à toute immigration**
- 2. Abroger le regroupement familial en France**
- 3. Lutter contre le faux tourisme**
- 4. Procéder à l'expulsion effective des immigrés clandestins**
- 5. Réaffirmer le droit de la filiation. »**

Tel que nous l'avons déjà signalé, l'UMP qui est bien sûr de droite, crie également son racisme tout haut, par des actes également inscrits dans ses objectifs. Ainsi, moins agressif que le FN quand même, Jérôme Rivière, député UMP-CNI des Alpes-Maritimes, écrit dans le Figaro¹²⁸ sous le titre *« Multiculturalisme des imbéciles »* : *« Notre climat intellectuel, rongé par la culture de l'excuse, est paralysé par les tabous politiques. Cette lâcheté ordinaire atteint aujourd'hui ses limites. L'immigration que nous connaissons est-elle réellement une chance pour la France, ou seulement une colonisation à l'envers ? Il est temps de se poser sérieusement la question.*

Sommée par ses minorités de faire repentance et renier son histoire, la France apparaît comme une nation en état de coma culturel dépassé. Certaines périodes de notre passé ne peuvent plus être évoqués sans que ne se dressent les revendications agressives, les complexes historiques revanchards et les réflexes victimaires parfois concurrents, sauf pour un point : la détestation de la France et de son identité. Le sens du ridicule ne gêne pas ces iconoclastes haineux, qui s'acharnent à judiciaireiser la mémoire pour demander des comptes à nos ancêtres. Après des Croisades prétendument « génocidaires » et une œuvre coloniale forcément négative, il faudrait

¹²⁸ Le Figaro, 30 décembre 2005 : <http://www.conscience-politique.org/2006/rivieremulticulturalisme.htm>

aujourd'hui que les Français jettent Napoléon aux poubelles de l'histoire.

A la voirie, nos épopées nationales « ringardes », nos siècles chrétiens « obscurantistes », les soldats de l'Empereur « esclavagistes », les médecins au service du continent africain, les bâtisseurs de l'Empire. A la poubelle la France, cette « garce » dénoncée dans les textes de rap de nos banlieues. Les lieux des incendies de novembre, les écoles et les églises incendiées, les pompiers caillassés, les bibliothèques brûlées, le racisme antiblanc ordinaire préfigurent un conflit culturel qui n'épargnera rien.

(...)

Au lieu de défendre notre identité que l'on suicide, on préfère diaboliser les élus qui s'intègrent de l'avenir. Comme si la continuité française et l'avenir de nos enfants ne nous intéressaient plus.

(..)

Je soutiens que le multiculturalisme ne peut être qu'un état de transition entre deux cultures concurrentes.

(...)

Fut-il balayer la définition de l'identité française d'après De Gaulle : « Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne » ? C'est Giscard d'Estaing qui parlait d'« invasion », Mitterrand de « seuil de tolérance », Rocard de l'impossibilité d'accueillir « toute la misère du monde ». Paroles de bon sens, vite noyées dans le flot des aveuglements laxistes. Les Français, qui ne furent jamais consultés sur l'immigration de peuplement, subissent ces changements avec surprise et sans adhésion. Leur colère éclatera un jour ou l'autre. »

4.1.2.3. Les termes racistes et / ou assimilés

Ce sont les termes qui désignent les différentes provenances en France et même des Français dits de souche. Nous avons donc :

1. Français (Fds)

► **Céfran** : signifiant Fds en verlan, ce terme est créé par la banlieue et est adopté par les Fds,

dans le but de se démarquer des Fim. Quand Séguin¹²⁹ et Teillard parlent des « Céfrans qui parlent aux Français », ils veulent dire que ce message venant des Fds s'adresse aux Fim...

↳ reverlanisation : *Céanf*

► **Blonblon**

► **Toubab** : désignant un Blanc. Terme employé surtout lors des colonisations françaises.

↳ verlanisation : *Babtou*

► **From** (de fromage, faisant allusion surtout au camembert...)

► **Gaulois**

► **Pâté-rillette**

► **Chien crevé** : Fds pour les immigrés d'origine africaine ou proche orientale.

► **Face de craie** : attribué par les Fim d'origine africaine ou proche orientale, par référence à la pâleur du teint des Fds.

► **Gaouri** : Fds pour les immigrés d'origine africaine ou proche orientale.

► **Bolo** : nom attribué aux Fds non agressifs, « à tête de victime », par les Fim d'origine africaine ou musulmane. Ce terme est parfois repris par les antiracistes pour marquer une démarcation des Fds.

2. Arabes (Maghrébins et autres)

► **Arabe** : en France, ce terme comporte un double sens car il veut dire d'abord, une communauté et ensuite dénote un racisme. Dans ce pays donc, ce terme désigne la communauté maghrébine. De manière générale, il désigne les Nord-africains ainsi que les Berbères, les Egyptiens et certains habitants du Proche-Orient.

¹²⁹ 1996 : *Les Céfrans parlent aux Français*.

► **Beur** : au départ péjoratif, il a été créé en inversant les syllabes du terme **arabe**. Le politiquement correct demande l'usage de ce mot plutôt qu'à 'arabe', parce que celui-ci comporte en lui une connotation moins péjorative. C'est dire que le verlan de manière générale adoucit les mots... Souvent les enfants des immigrés Maghrébins, les Beurs constituent ce qu'on nomme « la génération suivante » ou « deuxième génération », par opposition aux primo-arrivants, car ils n'ont pas les mêmes problèmes et surtout la même durée d'implantation sur le territoire français.

↳ reverlanisation : **reubeu**

► **Rabza** : autre verlan du terme arabe, ce terme est souvent associé à la « racaille » dans les zones dites sensibles...

↳ verbalisation : **rabzouiller**

3. Noirs (Africains et Antillais, mais désigne majoritairement les Noirs d'Afrique.)

► **Black** : il est politiquement correct de parler de *Black* que de *Noir*, car supposé moins raciste.

↳ suffixation en *os* : **Blakos**

↳ verlanisation : **Keubla**

► **Blanche Neige**

► **Cainf'** : verlan du terme *Africain*.

↳ reverlanisation : **Cainfri**

► **Négro** : de *nègre*. Terme employé par les lusophones car il désigne la couleur noire tout simplement.

↳ troncation : **Neg'** (souvent employé par les Antillais, car il est prononcé tel quel en créole.)

↳ verlanisation : **Greune**

► **Kahlouche** : terme d'origine arabe, employé pour désigner les Noirs en France.

► **Nommo de leurcou** : employé dans les banlieues françaises.

► **Noir** : terme désignant les Sub-Africains et les Antillais, par rapport à leur couleur de peau.

↳ verlanisation : **Renoi**

↳ verlanisation : **Renou**

4. Asiatiques (Les Chinois et les autres)

► **Noich** : verlan de *chinois*.

► **Oinich** : verlan de *chinois*.

► **Chinetoque** : très péjoratif, souvent pour parler des Chinois mais s'adresse à tous les Asiatiques.

↳ troncation : **Toque / toc**

► **Tchoune**

► **Miaou**

► **Jaune** : en référence à leur couleur de peau.

► **Jacky** : en faisant sans doute référence à *Jacky Chan*, l'acteur Sino-américain...

5. Autres...

► **CFP** : abréviation de « Chance pour la France ». Il s'emploie pour désigner les Fim d'origine africaine ou proche orientale, par les *anti-immigrationnistes*. Divers politiciens à l'instar de Dominique de Villepin, alors Premier ministre (2005) et bien d'autres déjà au début du XX^e siècle, avaient qualifié l'immigration en France de « chance ».

► **Dhimmi** : attribution des Fds accusés de collaboration (au sens de la seconde guerre mondiale) de l'islam en France : le dhimmi est pour les musulmans un Juif ou un chrétien qui accepte la suprématie de l'islam. Considéré donc comme inférieur, il doit payer un impôt spécial.

► **Raton** : Maghrébin ou Nord-africain. Bien que ce terme soit vieilli et désuet en lui-même, son dérivé *ratonner* (= aller agresser et brutaliser les Nord-africains) signifie toujours *aller agresser et brutaliser des individus d'autres races, pour des fins raciales*. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre dans les banlieues de raton / ratonner, entre jeunes.

► **Portos** : terme péjoratif, désignant toujours les Portugais de France.

► **Rital** : terme désignant les Italiens. Il a été créé avant la seconde guerre mondiale, car il était très péjoratif à cette époque-là de les nommer ainsi...

└ mais aussi: *macaroni*...

► **Polak** : Terme désignant anciennement les Polonais. Aujourd'hui désuet.

► **Albosch / Bosch** : désignent les Allemands. S'emploient encore aujourd'hui...

► **Feujs** : désigne les Juifs.

Il en ressort de manière générale que les termes assimilés et / ou racistes classifient les populations de France en cinq (5) grands groupes qu'on peut résumer ainsi :

Français : Céfrans / Gaulois / From ...
Arabes (Maghrébins et Proches orientaux) : Beurs / Reubeus ...
Noirs (Africains et Antillais) : Blacks / Keublas / Renois
Asiatiques : Noiches / Oiniches / Jaunes...
Juifs : Feujs...

Cette catégorisation trouve souvent sa source dans les banlieues et est générée par les jeunes à travers ce qu'on appelle les langages des jeunes. A la base donc catégorisée pour codifier le langage, une fois décodés, ces termes sont repris publiquement et certains même ont fait leur entrée dans le Larousse. Ainsi, lorsque Nicolas Sarkozy emploi le terme *racaille*, il le « vole » à ses créateurs, cette fois pour les désigner de manière péjoratif que l'origine du terme, même si les deux sens se rapprochent. Il n'innove donc pas...

4.1.2.4. Les lois antiracistes

Considérés comme une violation des droits de l'Homme, les actes racistes sont donc passibles de sanctions pénales. Ainsi, de nombreux pays à l'instar de la France, ont adopté des lois et mesures ainsi que des sanctions contre ces actes racistes. En effet, pour les pays démocrates, agir d'une telle manière forme une atteinte aux valeurs démocratiques et à la dignité du citoyen... Depuis la création des droits de l'Homme et du Citoyen, chaque personne a vocation d'être protégée contre toute forme de discrimination fondée sur l'origine, la race, l'ethnie, l'appartenance nationale, etc.... Cela commence sous forme de liberté d'expression avec celle de la presse, dans la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et dans la loi relative à la communication audiovisuelle.

En France donc, les lois n'ont jamais cessé d'évoluer au fil du temps en faveur de la lutte contre le racisme, à savoir précisément, contre la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie, etc., car à chaque nouveau problème, sont créées des lois et/ou des sanctions pour tenter d'établir un dépassement du problème considéré évidemment comme intolérables. De nos temps, des suites ont été données à des plaintes des homosexuels accusant les autres de racisme homophobe, et même des plaintes des personnes à forte corpulence qui reconnaissent subir de la discrimination sur plusieurs niveaux sociaux. Ainsi, ont été créées des mesures pour tenter d'éviter ce genre de situation, protégeant au passage tous les individus ; et d'autres mesures et lois sont encore en cours... Le nouveau code pénal français, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1994, sanctionne les infractions et renforce la répression des délits racistes.

Quelques lois répertoriées viennent nous éclairer sur les divers efforts de la justice¹³⁰ et de l'Etat :

¹³⁰ Source : <http://www.justice.gouv.fr/textfond/antirac.htm>

Infractions	Texte	Peine	Peine complémentaire
<i>Provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale.</i>	Art.24 alinéa 5 Loi 1881	Emprisonnement de 1 an au plus et/ou amende de 300.000 FF au plus.	Interdiction d'être éligible, d'exercer une fonction juridictionnelle pendant 5 ans au plus (art.131-26, 2 et 3 CP)
<i>Provocation non publique à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale.</i>	Art. R.625-7 du CP (*)	- Amende de 1.000 FF au plus. - Saisie et confiscation.	
<i>Diffamation raciale.</i>	Art. 32 alinéa 2 Loi 1881	Emprisonnement de 1 an au plus et / ou amende de 300.000 FF au plus.	Art. R 625-7 du CP.
<i>Injure raciale.</i>	Art. 33 alinéa 3 Loi 1881	Emprisonnement de 6 mois au plus et / ou amende de 150.000 FF au plus.	
<i>Apologie de crime contre l'humanité.</i>	Art. 24 alinéa 1 et 3. Loi 1881	- Emprisonnement de 5 ans au plus et / ou amende de 300.000 FF au plus. - Confiscation spéciale.	
<i>Contestation de l'existence de crimes contre l'humanité définis par le statut du tribunal international de Nuremberg de 1945.</i>	Art. 24 bis Loi 1881	Emprisonnement de 1 an au plus et / ou amende de 300.000 FF au plus.	
<i>Mise en vente, distribution ou reproduction des publications étrangères interdites.</i>	Art. 14 Loi 1881	- Emprisonnement de 1 an et / ou plus une amende de 300.000 FF au plus. - Saisie administrative des exemplaires et reproductions.	
<i>Mise à la disposition</i>		- Emprisonnement maxi	

<i>des mineurs, exposition ou publicité d'ouvrages interdits aux mineurs.</i>	Art. 14 Loi 1949	et / ou amende de 25.000 FF maxi. - Saisie.	
<i>Port ou exhibition d'uniformes, insignes ou emblèmes rappelant ceux des responsables de crimes contre l'humanité.</i>	Art. R625-1 du Code pénal.	- Amende de 10.000 FF au plus. - Confiscation.	
<i>Interdiction de mémoriser des données portant sur la race.</i>	Art.31 et 42 Loi du 6 janvier 1978	Emprisonnement de 5 ans au plus et / ou amende de 2.000.000 FF au plus.	
<i>Crimes qualifiés de crimes contre l'humanité commis au cours de la seconde guerre mondiale pour le compte d'une puissance européenne de l'axe.</i>	Art. 6 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg.	Peine attachée aux crimes recevant la qualification de crimes contre l'humanité (ex. réclusion criminelle à perpétuité sanctionnant la complicité d'assassinat)	Déchéance des droits civiques.
<i>Crimes qualifiés de crimes contre l'humanité commis (après l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal) et association en vue de commettre les dits crimes.</i>	Art. 225-1 et 225- 2, 1 du CP (*)	Réclusion criminelle à perpétuité.	Art. 213-1 à 213-3 : privation des droits civiques, interdiction d'exercer une fonction publique, confiscation des biens, interdiction du territoire français pour les ressortissants étrangers, interdiction de séjour, etc. ...
<i>Refus de fournir un bien ou un service fondé sur une discrimination nationale, ethnique, raciale ou religieuse.</i>	Art. 225-1 et 225-2, du CP (*)	Emprisonnement de 2 ans au plus et amende de 200.000 FF au plus.	Art. 225-19 du CP : privation temporaire du droit d'éligibilité, affichage et diffusion de jugement, fermeture temporaire ou définitive d'établissement, exclusion temporaire

			des marchés publics, privation temporaire d'exercer une fonction juridictionnelle.
<i>Licenciement, sanction ou refus d'embauche discriminatoire.</i>	Art. 225-1 et 225-2, 3 du CP (*)	idem	idem
<i>Entrave discriminatoire à l'exercice normal d'une activité économique.</i>	Art. 225-1 et 225-2, 2 du CP (*)	idem	idem
<i>Subordination de la fourniture du bien ou d'un service pour d'une offre d'emploi à une condition discriminatoire.</i>	Art. 225-1 et 225-2, 4 et 5 du CP (*)	idem	idem
<i>Discrimination commise par un représentant de l'autorité publique.</i>	Art. 432-7 du CP (*)	Emprisonnement de 3 ans au plus et une amende de 300.000 FF au plus.	Art. 432-17 du CP, dont privation des droits civiques, interdiction professionnelle, confiscation de l'objet ou du produit de l'infraction.
<i>Violation de sépulture à caractère raciste ou antireligieux.</i>	Art. 225-18 du CP (*)	- Emprisonnement de 3 ans au plus et amende de 300.000 FF au plus. - En cas d'atteinte à l'intégrité du cadavre : emprisonnement de 5 ans au plus et amende de 500.000 FF au plus.	
(*) CP : Code pénal.			

Ainsi, toutes ces lois s'appliquent réellement sur le terrain car chez des particuliers par exemple, ces actes abondent. Les représentants de l'autorité publique ne restent pas non plus de mise... Nous avons donc répertorié quelques exemples sur des agissements racistes sanctionnés par les

lois que nous venons de voir, et nous les avons placés dans le tableau suivant :

<i>Discriminations commises par :</i>	<i>Actes</i>
<i>des particuliers</i>	<p>1. Refuser la fourniture d'un bien ou d'un service. Exemple : refus de location d'un logement pour un motif purement raciste...=> un hôtelier a été condamné en application de l'ancien Code (art. 416-1), après avoir accueilli une femme de type européen lui demandant une chambre pour deux personnes, avait refusé ensuite de la lui louer en la voyant accompagné d'un homme noir. / une tenancière de boisson a également été condamnée pour avoir refusé de servir deux clients d'origine maghrébine...</p> <p>2. Refus d'embaucher, à sanctionner ou à licencier une personne. Exemple : un employeur a été condamné, sous l'empire de l'ancien Code pénal, pour avoir congédié un salarié au motif qu'il était de nationalité marocaine.</p> <p>3. Subordination de la fourniture d'un bien ou d'un service à une condition discriminatoire. Exemple : une offre de logement comportant une clause excluant les étrangers ou l'interdiction d'accès à l'entrée des discothèques...</p> <p>4. Subordination d'une offre d'emploi à une condition discriminatoire. La répression des actes discriminatoires est aggravée, puisqu'ils sont punis au maximum de 2 ans d'emprisonnement et de 30.000 FF d'amende.</p>
<i>des représentants de l'autorité publique</i>	<p>1. Refus du bénéfice d'un droit accordé par la loi. Exemple : le refus d'une promotion ou d'une nomination, la non délivrance d'un acte ou d'un titre.</p> <p>2. Entrave à l'exercice normal d'une activité économique quelconque.</p>
<i>La profanation de sépultures</i>	-
<i>Le crime contre l'humanité</i>	<p>1. Le génocide (art.2111)</p> <p>2. La déportation, la réduction en esclavage, les tortures inspirées par des motifs politiques, etc.</p> <p>3. Les crimes contre l'humanité commis en temps de guerre.</p> <p>4. Participation à un groupement ou à une entente en vue de préparer des crimes (art. 2133)</p>
<i>Autres : exhibition d'uniformes...</i>	-
<i>Provocation non publique à la discrimination</i>	-
<i>Interdiction de mémoriser des données portant que la race</i>	-
<i>Actes et comportements interdits :</i>	
<i>Lors du recrutement : le fait de soumettre une offre d'embauche, de stage ou de formation à une condition discriminatoire.</i>	

<i>Dans le cadre du pouvoir disciplinaire de l'employeur : le fait de sanctionner et licencier une personne pour un motif purement raciste (art. L 12245 du Code du travail).</i>
<i>Insertion d'une clause discriminatoire : ayant pour objet de léser les salariés dans leur emploi ou travail, dans le règlement intérieur de l'entreprise (art. L 12235 du Code du travail) ou dans une convention ou accord collectif de travail (art. L 1335, 9° et 10° du Code du travail).</i>
Sanctions
<p>Les victimes peuvent dénoncer le comportement ou l'acte illicite à l'inspection du travail et saisir le conseil de prud'hommes pour obtenir la réparation du préjudice subi par l'allocation de dommages-intérêts, ou l'annulation de la décision de l'employeur ou la décision de licenciement, ou encore l'annulation de la clause litigieuse insérée au règlement intérieur.</p> <p>La loi a récemment aménagé la charge de la preuve (Loi du 16 novembre 2001).</p>
Source : Ministère français de la Justice, 2003.

4.2. Le multiculturalisme

4.2.1. L'identité culturelle

« Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. »

(Déclaration des droits de l'Homme, Paris, 1948, art. 27)

Les cultures constituent les notions de base des ethnologues. L'identité culturelle a d'ailleurs été leur premier terrain d'étude. Ainsi, parler de cultures mène à parler d'ethnies, car les deux sont liées. Etudier donc un tel phénomène signifie conjuguer l'espace et le temps, l'histoire et le temps... La notion d'identité en elle-même est bien sûr complexe et, derrière sa représentation il n'y a rien car elle est auto-fondatrice.

Parlant des cultures ici, nous voulons signifier l'ensemble des connaissances, compétences et valeurs... En ce qui concerne l'identité culturelle en France elle est devenue chose mitigée de nos jours. Au regard de la jeune génération d'aujourd'hui par exemple, elle demeure inexistante. On peut dire que c'est plutôt une sorte de mixture des identités venues de toutes parts (surtout de l'immigration dans sa grande majorité) qui s'est mise en place et qui prédomine socialement. Ainsi, lors de la fameuse crise des banlieues de la fin de l'an 2005, on a pu constater la lourde incompréhension dans les conflits entre différents âges. Dans ce cas-là, nous pouvons parler de

choc culturel du fait de la flagrance des évènements, car nous étions en face d'une jeunesse crispée, en rupture totale avec la société, sans aucun respect pour les structures quelles qu'elles soient... Cette jeunesse donc ne réussie pas à s'adapter socialement_ contrairement à celle de l'IP1 et / ou même celle de leurs parents _ (rappelons que ces sujets sont souvent issus de ce qu'on appelle la génération suivante, la deuxième génération, etc.) et sont issus des familles à problèmes : chômage, illettrisme, polygamie... Ils logent dans des quartiers difficiles appelés *zones* où, ils ne sont en contact pour la plupart qu'entre populations venues d'ailleurs, pour ainsi dire, qu'entre eux.

Faisant fi d'un racisme prononcé, les jeunes de la société française, surtout les Fim de l'IP2, portent en eux ce qu'ils appellent *la rage*. Celle-ci se traduit par la violence, le racisme... dénotant ainsi d'une réelle rupture sociale.

Eu égard à ce qui précède, nous pouvons nous poser la question de savoir qu'elle identité pour cette jeunesse ? – étant donné qu'elle est la génération, l'avenir de demain...

Le racisme dont nous faisons état ici en parlant de la jeunesse, prend forme dans ce qu'on nomme identité culturelle, mais sans référence particulière. D'ailleurs, ces jeunes qui ont la « rage » et qui se déclarent racistes, antifrçais, etc., sont paradoxalement racistes entre eux-mêmes : ils le sont dans le groupe auquel ils s'identifient globalement (les Noirs et les Arabes par exemple ne s'entendent pas souvent).

Cependant, l'Etat ayant la responsabilité d'établir des mesures nécessaires pour éviter la marginalisation de tout citoyen, conformément à la Déclaration des droits de l'Homme, il lui incombe d'instaurer ses lois dans un état de tolérance et, via l'éducation, d'inculquer aux enfants le fait d'assumer les responsabilités de la vie dans la société... Tout cela doit s'effectuer dans le respect de ladite Déclaration. Aussi, dans ce continuum, chacun doit respecter la vie socioculturelle et politique des autres communautés.

De ce qui est de la reconnaissance de l'identité culturelle, elle est assez récente. En effet, au XIX^e siècle par exemple, bien que le nombre des intellectuels ne cessait de croître en France et en Europe, on ne prenait pas en compte la multiplicité culturelle assurément source de richesses culturelle bien évidemment. Ainsi, les écrits (presse, romans, essais...) faisaient souvent montre d'un certain racisme, qui d'ailleurs apparaissait à l'époque. comme un fait ordinaire et normal, car la référence culturelle était alors européenne. Tout ce qui n'était donc pas européen était

qualifié de sauvage, barbare, sous-hommes, donc en dehors de l'humanité. Un siècle plus tard, dans les débuts du XX^e siècle, la conscience de la diversité culturelle constituant une richesse était née. Sa cause essentielle a été la confusion des différentes cultures (IP1 + IP2 même si plus récente en début du siècle). Il fut beaucoup plus en « mesure » d'affronter les autres cultures, plus préparés à la diversité donc.

Mais cela ne dit pas que c'est gagné aujourd'hui car gérer la diversité culturelle n'a jamais été chose aisée, surtout quand celle-ci est issue de tous les horizons. De plus, chaque individu possède sa nature humaine prouvant de l'inexistence du stéréotype humain. Pour ce qui est finalement de l'identité culturelle, de manière générale, elle consiste au regroupement, de tout ce qui est commun aux autres membres du groupe. Elle est communautaire mais peut s'avérer également intercommunautaire : on parle alors d'enculturation et d'acculturation (le cas des Noirs et des Arabes dans les quartiers, où ils s'identifient ensembles, puis différemment selon leurs origines). Cette identité constitue donc un processus dynamique (le langage par exemple) et multidimensionnel, tel nous l'avons déjà dit. Elle est composite comme toutes les identités d'ailleurs.

Il apparaît que la question de l'identité culturelle est profonde. En effet, les revendications dont font état différentes provenances et même les Fds (peuples basque, corse, breton...) sont liées à l'appropriation individuelle du statut de membre d'une communauté donnée. C'est sur cette base-là justement que le FN a bâti sa politique. Cependant, il ne va pas de soi d'être défini comme tel par l'altérité car c'est en soi que cela doit partir, dépendamment de sa « foi » en une culture, une tradition, une valeur, une foi données. Mais cela se prononce bien sûr source de conflits sinon il n'existerait pas de querelles et des guerres... Or nous dépendons de la société. C'est elle qui crée des clivages, des divisions, des associations, etc., et des troubles de la personnalité : spécifiés dans « *Les identités meurtrières* » (Malouf A., 1998).

Il en découle que la question qui ressort ici est celle de savoir qui peut se déclarer de telle ou telle société et qui s'y référence exactement. Cependant, les codes sociaux déterminent des comportements à avoir pour être accepté dans ladite société. Ainsi, la rupture des jeunes des banlieues par exemple, est basée sur le côté extra sociétale du groupe. Ces derniers ont cessé de se référencer au groupe et créent par conséquent une excentration socioculturelle. Aussi, c'est par le fait qu'ils se considèrent exclus du groupe (la société) qu'ils reculent. Nous pouvons dire que l'exclusion et le rejet dont ces jeunes sont sujets va au-delà de tout car, il se pose un

problème de cohabitation de cultures, bien qu'ils soient Français, les font se retourner vers les cultures de leurs parents qu'ils ne connaissent même pas réellement d'ailleurs. C'est donc là la première forme de discrimination (le racisme) dans laquelle ces individus se sentent surveillés, traqués par la majorité et donc sont très méfiants de tout ce qui porte un uniforme, bref de l'autorité. C'est donc cette discrimination qui crée en eux un double sentiment de rejet et par conséquent une reculade sans précédent.

Dans le cas de *Thomas*¹³¹ cité ci-dessus, il y a renoncement de son identité. Or agir de cette manière signifie pratiquer ce qu'on appelait en Amérique le *Passing*, bien que cela ne soit pas tout à fait ressemblant. Le *Passing*¹³² consistait donc à tirer parti d'une faible coloration de la peau, pour se faire passer pour un Blanc, en reniant ses origines. Passer pour un Blanc c'était pouvoir accéder à bien des avantages et des fonctions sociales réservés aux Blancs et inaccessibles aux Noirs. C'était d'éviter d'être identifié pour un Noir.

Dans le cas de *Thomas* donc, en réalité Abdelatif, nous voyons qu'il s'agissait d'un besoin jugé de « presque » vital qui lui a fait agir de la sorte. Ainsi donc pour lui : « ...il a suffi que je change de prénom pour que, subitement, on me propose enfin des entretiens. Comme je ne suis pas très typé et que mon nom ne fait pas très Arabe, les rendez-vous se passent assez bien. »

De ce grand micmac qu'est l'identité culturelle, quand il y a rupture sociale totale, c'est-à-dire des tensions aggravées comme celles que nous avons eu en France à la fin du mois de novembre de l'année 2005, surgissent des inimitiés et une grande aversion de l'altérité. Cela peut même dégénérer en guerre civile. C'est d'ailleurs ce qu'on a frôlé durant ce conflit qui avait pris en un temps record une ampleur telle qu'on se demandait s'il fallait faire intervenir l'armée... Au départ donc des mots, un sentiment d'injustice, etc. Quelque soit la nature de la source du conflit, cela s'aggrave dans le temps et peut dégénérer en génocide (le Rwanda, le Congo Brazzaville...), en déportation (les Juifs pendant la seconde guerre mondiale), etc.

Aujourd'hui, en plein début du XXI^e siècle, l'identité culturelle demeure encore conflictuelle dans la plupart des cas, car nous devons faire face à un multiculturalisme encore plus étendu avec la mondialisation. En effet, le cas de la France particulièrement nous intéressant bien entendu, nous voulons donc savoir comment elle va gérer cette identité culturelle localement

¹³¹ Voir 4.1 / 4.1.1.2 : L'embauche au faciès...

¹³² Cf. : Carfantan Serge, 2004 : « Philosophie et spiritualité » (P.2). <http://sergecar.club.fr/cours/nature6.htm>

d'abord, et à travers l'Europe ensuite. Cette identité est donc devenue un enjeu incontournable. Nous en reparlerons dans notre dernier chapitre qui traite de l'Europe (chapitre IX)... En France toujours, l'islam se frotte à la chrétienté et au modèle social d'intégration nationale. Bien que Français en effet, les Fim musulmans se réfèrent à des chefs spirituels alors que le principe de la laïcité en France laisse libre les individus dans leurs pensées et leurs choix !!! Ainsi donc, nous nous retrouvons dans une ère qui rappelle celle des croisades : les intégristes musulmans promettent le paradis à ceux qui agiraient avec violence, histoire d'éliminer les infidèles (= les non musulmans), de faire une guerre sainte. C'est au nom d'Allah donc que se transforme l'islam « français », changeant ainsi le panorama culturel et social du pays. Le rapport aux différentes cultures se voit ainsi brisé par le fait que les différences culturelles ressurgissent de plus en plus...

4.2.2. Le communautarisme

Valeur importante qui trouve sa source sans le regroupement ethnique, la religion, le social et le culturel, le politique et même le mystique, le communautarisme est une réaction au libéralisme et à l'individualisme. Il s'avère non détachable de l'histoire et de la culture du groupe car pour celui-ci, tout ce qui représente l'Autorité ne peut demeurer dans sa neutralité (laïcité et religion par exemple), vu qu'il n'est pas possible de penser sans son attachement traditionnel, culturel, religieuse etc. Le cas de la communauté musulmane est une bonne illustration de cette situation, quand on prend par exemple la religion. En effet, la référence en tout de l'islam et à l'islam est liée au prophète et à la Mecque. Dans les pays musulmans, Dieu-Allah est indissociable à tout: le spirituel, le politique et le social. C'est pourquoi il y a les bons, les purs (les musulmans) et les impures, les infidèles (les autres). Cette manière de considérer socialement ou même mondialement les choses est dite manichéenne.

Dans le groupe, l'identité relevée est celle du groupe seul. À l'intérieur de la structure règne une confiance réciproque. Aussi, le groupe veille à ce qu'aucune communauté ne soit au-dessus de la leur. Dans cette situation, la communauté maghrébine par exemple se sent souvent en dehors de la société française et, réagit souvent mal à ce qu'on peut nommer, des « boutades » de la majorité française (entendons par là les Fds), lorsqu'elle se sent rabaissée ou attaquée.

On constate aussi en France un marché établi entre les pays d'origine des Fim et la France. Ce sont des relations intercommerciales, économiques fortes qui se sont développées. Ainsi, on retrouve des supermarchés arabes et turcs, avec des produits spécifiques en rapport avec leur régime alimentaire; des magasins d'alimentation subsaharienne; des restaurants chinois et asiatiques, etc. Cela fait montre d'une forte contrainte qui d'ailleurs nourrit le groupe: l'unité faisant donc la force. Le replis identitaire que met en exergue ces diverses communautés notamment et particulièrement la communauté musulmane, constitue un frein à l'intégration car il rejette entièrement l'influence de l'occident. Cette démarcation socioculturelle et religieuse semble être basée sur le religieux. Nous pouvons constater hélas que récemment encore, cette attitude de repli n'était pas aussi renforcée. Or, l'attitude des Fds vis-à-vis des Fim dans le temps, a renforcée cette communautarisation sociale: le radicaux islamiques ont profité alors de la brèche ainsi créée et il n'est pas étonnant de voir aujourd'hui qu'il y a de plus en plus d'adhérents à cet islam radical. Le clivage social se retrouve plus que creusé. Le djihad (guerre sainte) ainsi déclaré, cette situation nous fait souvenir celle des guerres de religions en Europe (entre catholiques et protestants). Donc, c'est une sorte de déjà vécu mais à l'envers.

Michel Benoît nous le rappelle dans les lignes suivantes: « *On ne pouvait donc jamais échapper au cléricalisme, qui était cette fois celui des laïques (catholiques). Cléricalisme de toujours, dont je découvrais la ligne de conduite: Il y a qu'une seule vérité, et c'est la nôtre. Si tu ne la partages pas totalement, une seule alternative : ou tu es un peu sot, et nous t'éclairer, pour ton bien. Ou alors tu refuses d'adhérer et cette ligne de pensée, et tu deviens notre ennemi: nous allons t'écraser, pour ton bien.* » (Prisonnier de Dieu, 1992)¹³³

Il en découle des groupements communautaires, qu'elles se font également par des critères de peau et de cultures bien entendu. Par exemple le CRAN (Conseil représentatif des associations noires de France) est critiqué, parce qu'il a été créé sur un critère racial. Cela ne peut se faire en France par rapport à la Loi de 1901. Nous avons aussi le sexe, qui est un facteur de communautarisation. Les homosexuels en effet, divulguent leur différence par les médias à travers la chaîne télévisée *Pink Tv*, des magazines et des journaux... Et il y a bien évidemment les religions, encore et toujours!

¹³³ Source: <http://atheisme.free.fr/Religion/Communautarisme.htm>

4.2.3. L'éternel « étranger »

Bien que Français depuis une génération sinon un peu plus, nombreux sont ceux qui se plaignent d'être désignés comme étrangers, encore de nos jours. Des témoignages et des scènes de la vie courante nous le montrent. Ainsi, les exemples cités dans le document ci-avant, tel celui de Yannick Noah ou encore celui de Marie-José Perec ont montré qu'ils étaient nommés *Français* lorsqu'ils gagnaient des compétitions et *étrangers* lorsqu'ils les perdaient... Un exemple encore plus flagrant car nous sommes cette fois-ci dans le cas d'une personne Européenne, de couleur de peau blanche, née il y a maintenant plus d'une soixantaine d'années en France. Voici son témoignage parut dans le magazine féminin *Femme actuelle*, en 2002, dans la rubrique « *Vous pouvez les aider* » :

De : Léocadie, réf. 879.01

Titre : « *On me considère toujours comme une étrangère* »

« A l'âge de 60 ans j'ai choisi un 24 décembre pour me marier. La veille de Noël, je pensais que ça me rapporterait chance. Mais les enfants de mon mari ne m'ont jamais acceptée. Ils ont tourné le dos à leur père. Je suis devenue « l'étrangère » au sein d'une famille déjà désunie à cause des problèmes d'argent. (...) »

Je suis née de parents Polonais dans le pays du Pas-de-Calais. A l'âge de 7 ans, à l'école communale, j'étais déjà « l'étrangère ». Dans la cour de récréation, les élèves criaient « sale polak ! ». C'était moi, je pleurai. Je ne comprenais pas pourquoi ils faisaient ça. (...) c'était en 1942.

Les années ont passées. (...) J'étais une élève studieuse, je voulais apprendre pour fuir l'analphabétisme de mes parents qui avaient vécu dans une Pologne occupée par les Soviétiques d'un côté, les Allemands de l'autre. Le baccalauréat en poche, je suis partie pour la Pologne en 1954 afin de poursuivre des études supérieures à Varsovie. Arrivée à l'aéroport, j'ai été accueillie avec chaleur par un groupe d'étudiants. Je n'oublierai jamais. Mais soudain, oh malheur ! mes oreilles se sont dressées : « Nous accueillons une jeune Française qui arrive de Paris pour étudier chez nous. ». Mon cœur s'est arrêté de battre ! Sur cette terre, celle de mes parents, je suis redevenue

« l'étrangère ».

Les années ont passées, je n'avais plus d'identité. J'ai mis au monde une enfant que j'ai élevé seule et qui a opté pour la nationalité française à l'âge de 18 ans. Rentrée en France, j'ai décidé de lutter pour acquérir une identité. J'ai étudié le français pour être la meilleure. J'y suis parvenue. Mes chefs de bureau me faisaient corriger leurs fautes d'orthographe. La gloire ! J'étais enfin à 100% Française.

Lorsque je me suis mariée, j'ai eu un livret de famille avec un nom français. Mais je restais « l'étrangère », entrant dans la famille où j'étais indésirée, (...)

Mais je me pose toujours la même question : suis-je Français ou étrangère ? (...) »

Nous allons gloser les deux exemples seuls et de ce témoignage cités tous ci-avant, afin d'explicitier la gêne occasionnée par cette considération des Fim par les Fds comme des éternels étrangers. En effet, nous considérons que cela est un frein à l'identité française. Et bien que les deux premiers exemples ne ressemblent pas tout à fait au témoignage de Léocadie, nous remarquons néanmoins une similitude dans cette considération globale qu'ont les Fds des Fim. Nous aurions pu penser que la couleur de peau constituait et nourrissait de manière importante le chauvinisme français, mais en réalité il y a bien une distinction entre les Fds et les Fim et ce, quelque soit leurs origines.

Dans le cas de Yannick Noah, issu de deux cultures (camerounaise de par son père et française de par sa mère), et bien Français, on faisait référence seulement et souvent à l'origine de son père dans les cas cités... Pour Marie-José Percec, issue des Dom, elle est tout aussi Française que n'importe quel Fds étant donné que les Dom sont français, pourtant elle possède aussi comme Noah, deux cultures. En effet, la culture de sa contrée lointaine n'est pas celle de la métropole. Mais qu'à cela ne tienne, elle est belle et bien Française et on ne saurait chercher sa source... Mais le cas de Léocadie est plus complexe qu'il n'y paraît. Elle est née en France et y a passé sa tendre enfance _qui dit-on sont les années qui comptent le plus dans la vie car elles forgent l'individu. Cependant elle n'a pu être intégrée, malgré ses efforts multiples faits à cet égard. De retour dans le pays d'origine de ses parents, la Pologne, elle se fait qualifier d'étrangère également. Alors elle perd son identité et ne sait plus vers laquelle se tourner vu qu'elle se sent

rejetée par ses deux pays de cœur. Et même si c'est la France qui lui tient le plus à cœur_ sa fille a choisi la nationalité française à sa majorité. Ne dit-on pas que la patrie c'est celle du cœur ? Mais on se heurte à des considérations de « ceux qui se sentent le plus chez eux », nous citons les Fds.

Le cas de Léocadie n'est pas isolé malheureusement car de nos jours c'est chose courante encore. Effectivement, nombreux sont les Fim qui se plaignent de vivre cette situation. Nous nous heurtons également de manière contemporaine à des problèmes de religion et, les replis communautaires avec l'islam prenant de l'ampleur. On peut considérer cette situation comme étant l'une des conséquences directe du rejet dont font objet les Fim, qui sont toujours considérés comme des étrangers en France et, lorsqu'ils vont en vacances dans les pays d'origine de leurs parents, ils sont également considérés comme tels. C'est ainsi qu'une dame de notre connaissance, 30 ans, Française, née en France de parents originaires d'Algérie, se considère toujours comme citoyenne Algérienne. Quand nous lui avons demandé pourquoi un tel agissement, elle nous a répondu que « *c'est parce que les Fds lui rappelleront toujours un jour d'où viennent ses parents et qu'elle ne veut pas de surprise* ». Elle se sent bien comme elle est, c'est-à-dire Française et Algérienne mais à vrai dire plus Algérienne que Française. D'ailleurs, même si elle s'habille à l'européenne et parle la langue française à la perfection, elle se nourrit le plus à la manière algérienne...

En conclusion, nous disons que la considération des Fim comme étant des éternels étrangers, semble constituer un grand problème dans le processus d'identification car, à l'heure actuelle, cette considération crée des clivages sociaux. Cela se marque plus encore que dans les années passées, à l'époque des Fim de l'IP1 (Léocadie...) étant donné que nous faisons face à plusieurs facteurs socioculturels : la couleur de la peau, la religion, les cultures.

4.3. L'ethnocentrisme

« Le véritable égoïste accepte même que les autres soient heureux, s'ils le sont à cause de lui. » Jules RENARD

L'ethnocentrisme est la manière de percevoir l'altérité, toujours par rapport à soi ou à son groupe, sa communauté, etc. Il s'avère de toute manière qu'est ethnocentrique, celui qui est également égocentrique, car les deux notions ramènent toujours tout à soi et / ou à son groupe.

La communauté qui se sent supérieure aux autres pense alors détenir le savoir exclusif. C'est à ce propos que Mike Singleton¹³⁴, dans le cadre des actions humanitaires considérées donc comme ethnocentriques, stipule que : « *Proposer un projet, c'est toujours imposer, qu'on le veuille ou choisisse.* » Et à ce même titre, Philippe Montois dit que : « *Rarement, nous prenons la peine de prendre en considération le savoir-faire des acteurs locaux de l'humanitaire...* »

Si donc nous faisons une transposition de ces deux prépositions par rapport à la société française contemporaine, nous pouvons dire qu'il en est de même des politiques et de la plupart des intellectuels « natifs », vis-à-vis des Fim. Or, on a tendance à omettre que chaque culture est une expression et, qui dit expression parle de l'adaptation le plus souvent spécifique à un milieu naturel.

Nous sommes en France, dans une société où les Fim (et aussi certains Fds) sont dans une impasse culturelle. En effet, vues comme inférieures, les cultures des Fim ou du moins de leurs parents et / ou grands-parents, semblaient totalement désintégrées il y a encore quelques dix ans. Mais, il y existe aujourd'hui une résurgence de ces cultures depuis quelques années... La conséquence de cette action recrudescence semble être un écartement des Fim de la culture française par les Fds. De l'ethnocentrisme des Fds naissent donc différentes cultures communautaires, et à côté de celles-là, celles dites également des banlieues. Tout ceci nous rappelle que nous ne devons pas oublier qu'un individu s'imprègne durant toute sa vie de la culture de la société où il vit : lui et ses pairs agissent, pensent, réagissent et raisonnent de la même manière. De ce pas, ces individus arrivent à ne vivre, penser, raisonner... que par rapport à la culture qu'ils s'approprient et elle est à leurs yeux la meilleure de toutes. Dans ce cas de figure, nous assistons à l'émergence des communautés (Fds, maghrébine (marocaine, algérienne, tunisienne), noire (très diversifiée), turque et autres. La société française est donc morcelée. De toute manière, dès lors qu'il existe une communautarisation sociale, il y a de l'ethnocentrisme et par conséquent des clivages sociaux. De la haine, de la violence, des moqueries..., voilà ce que constitue le centre de l'ethnocentrisme vis-à-vis des autres communautés. Nous ne voulons nullement dire qu'il n'existe que ces traits de caractères néfastes au sein de l'ethnocentrisme, car bien entendu des attraits positifs y existent assurément. L'ethnocentrisme est propre à toutes les cultures comme nous le savons tous mais, elle bloque hélas le raisonnement et par conséquent crée des désastres de tous genres : apartheid, génocides...

¹³⁴ In : Philippe Montois, 2006 : « *De l'ethnocentrisme dans l'action humanitaire occidentale.* » http://www.astm.lu/article.php3?id_article=1290

Fort heureusement en France, nous n'en sommes pas encore à la classification raciale, signe bien prononcé de l'ethnocentrisme établi et bien évidemment durable. Dans ce pays donc, tous sont (encore) égaux car c'est écrit dans la Constitution nationale. Dans certains pays à l'instar de l'Amérique et du Canada, l'ethnocentrisme témoigne un peu plus loin, de son profond établissement dans la classification raciale par exemple.

Nous avons déjà vu comment l'Amérique classe ses « races », nous allons dès à présent voir comment le Canada le fait, à travers le tableau suivant :

Juridiquement les « races » sont classées en 3 catégories :	
<i>Catégories</i>	<i>origines</i>
Les « Peuples fondateurs »	Canadiens Anglais
	Canadiens Français
Les « Peuples autochtones »	Amérindiens
	Inuits
	Métis
Les « groupes ethniques »	Ceux qui ont immigrés après les « fondateurs » : ➤ Ukrainiens ➤ Italiens
Les « minorités visibles »	Canadiens d'origine non européenne soit : les « non blancs » qui ne participent pas à la part entière à la société canadienne. Ce groupe regroupe tous les autochtones que les Canadiens d'origine non européennes.

Il en ressort de ces deux classifications qu'elles sont similaires. Si donc nous prenons en exemple que ces deux Etats, nous pouvons dire qu'il existe dans celui du Canada un exemple à suivre dans le sens où son identité reste constante. Mais nous ne pouvons en dire autant en Amérique. En effet, la société américaine est très morcelée et, ce morcellement ne cesse de s'approfondir. Ainsi, des identités diverses qui sont décrétées remontent toutes à la surface et sont également reconnues comme telles. C'est donc une société qui se recherche encore aujourd'hui, toujours, et son identité est instable.

En France, la tendance est de regarder et d'étudier les modèles canadien et américain, afin de tenter de gérer son multiculturalisme. Il en découle que l'ethnocentrisme s'avère être un véritable ennemi à la création d'une nouvelle identité, sinon du moins non positive. Effectivement, si elle

peut en créer, ce ne sera pas une seule mais plusieurs, car aucune communauté n'accepterait de se « rabaisser » au profit de l'autre parce que sa culture sera alors en jeu. Les conséquences de la création de multiples identités ou des identités morcelées sont graves car à l'heure actuelle, dite celle de l'Europe et de la mondialisation, les choses sont rendues encore plus ardues. La France doit alors commencer *Sa charité bien ordonnée par elle-même...*

5. Conclusion

Eu égard à ce que nous venons de voir, il s'avère que l'identification revêt un caractère complexe incluant donc plusieurs états. Ainsi, les Fds et les Fim, qui doivent apprendre à vivre ensemble, doivent normalement avoir les mêmes références, s'ils désirent rester dans un état de paix psychologique. Donc, lorsque d'aucuns rejettent les autres sous des prétextes divers, ce genre d'acte ne peut que créer des replis identitaires, et on s'est rendu compte que cela ne peut qu'enliser la société dans un état de crise... Mais les autorités font tout le nécessaire à cet effet, en créant des lois par exemples, alors placées comme garde-fou des valeurs sociales et identitaires de notre pays. D'un autre côté, les citoyens qui excentrent les autres, par rapports aux différences observées, sont fort heureusement minoritaires...

CHAPITRE IV. INTEGRATION VERSUS ASSIMILATION

1. Définitions

Ces deux termes sont usités depuis de longs siècles. Nous allons les définir selon le Dictionnaire étymologique (désormais DE) et selon LPR.

- Selon le DE :

➤ **Intégration** : (P.342)

De *intégral* (1696). Terme de mathématique. Empr. Du lat. du mathématicien Bernouilli *Integralis* (de integer), d'où **intégrer**, 1705.

Intégration, 1700.

Intégrer et *intégration* ont été une première fois empr. Au XIII^e s. au sens du lat. *integare* « rétablir dans son intégrité », *integratio* « fait de rétablir... »

➤ **Assimilation** : (P. 41)

Né en 1374 du lat. *assimilare* = « rendre semblable » (de *simul* « ensemble » ; refait sur *similis* « semblable », *assimilatio* , en vue de sens techn. ; sens général, fin du XVII^e siècle _
Dér. : **assimilable**, 1803.

- Selon LPR :

► **Intégration** : (PP.1334-1335)

n.f.- 1700 ; « rétablissement » 1309 ; lat. *integration* = intégrer.

1. Math. Opération (inverse de la différenciation) par laquelle on détermine la grandeur limite de la somme de quantités infinitésimales en nombre indéfiniment.

2. PHILOS. « *Etablissement d'une interdépendance plus étroite entre les parties d'un être vivant ou les membres d'une société* » (Lalande).

* Physiol. Incorection des activités de plusieurs organes, nécessaires à un fonctionnement harmonieux.

4. (mil. XXe s.) COUR. Opération par laquelle un individu ou un groupe s'incorpore à une collectivité, à un milieu (opposé à ségrégation). Intégration politique, sociale, raciale, culturelle (= acculturation).

Intégration des Noirs au système d'éducation commun, aux Etats-Unis = **assimilation, fusion, incorporation, insertion**. *Politique d'intégration des immigrés*.

► **Assimilation** : (P. 155)

n.f.-15.3 ; assimilation 1374. lat. *assimilatio*, de *assimilare* = assimiler.

1. Acte de l'esprit qui considère (une chose) comme semblable (à une autre)= **identification, rapprochement**. L'assimilation d'une chose à une autre, avec une autre.

« *L'inquiétante assimilation de la vie humaine à un songe* » (Faguet) = comparaison.

2. Action de rendre semblable (à quelque chose) par l'intégration. ◇ (1838) = harmonisation.

4. (v. 1840) Action d'assimiler des hommes, des peuples ; processus par lequel ces hommes, ces peuples s'assimilent. *L'assimilation progressive des immigrants, des naturalisés* = **absorption, insertion, intégration** (cf. américanisation, francisation, etc.). *L'assimilation* de ces immigrants, insérés dans l'organisme américain en doses massives (Siegfried). *Assimilation* culturelle = acculturation. *Politique d'assimilation*. « La France possède un grand pouvoir d'assimilation, elle l'a montré » (Duhamel).

5. **PHILOS.** Le fait d'aller du différent au semblable ◇ contraire : Distinction, séparation. Dissimilation. Autonomie, indépendance, isolement.

Avant nos temps, on parlait plutôt d'assimilation. Or, de nos jours, ce terme apparaît comme aberrant car, on lui préfère l'intégration, qui lui, est politiquement correct. C'est pourquoi nous parlerons d'intégration et non d'assimilation.

Le terme d'intégration implique celui de l'identité. Il s'agit de constater le rattachement à la France qui, est une nation. Donc nous allons reconsidérer le concept nation, même si nous l'avons déjà définie avant, avec Ernest Renan et d'autres... Ce terme demeure complexe parce qu'il se définit et s'applique in situ (espace et temps). Aussi, il faut se poser la question de savoir, intégration à quoi ? Et cela nous mène à répondre, intégration à la nation française...

Selon Mazzini¹³⁵ (en parlant de la conception spirituelle et volontariste de la Nation, en 1835) : « Une nationalité comprend une pensée commune, un droit commun, une fin commune: tels en sont les éléments essentiels [...]. Là où les hommes ne reconnaissent pas un principe commun, en l'acceptant de toutes ses conséquences, là où il n'y a pas d'identité d'intention pour tous, il n'existe pas de Nation, mais une foule et un rassemblement fortuits que la moindre crise suffira à dissoudre. [...]. Les conditions naturelles et historiques, la communauté de territoire, d'origine et de langue ne suffisent pas à définir la nationalité au sens où nous l'entendons [...] »

Ainsi, l'idée de nation se modifie du fait de sa complexité, et sa philosophie change selon les territoires et les époques, comme le dit Herder, cité par Snapper¹³⁶ (1991) : « Ainsi, les nations se modifient selon le lieu, le temps et leur caractère intense, chacune porte et en elle l'harmonie de sa perfection, non comparable à d'autres. ». Ceci dit, ces paroles de Renan peuvent s'associer et prennent appui sur celles de Herder : « Le vœu des nations en définitive, le seul criterium légitime, celui auquel il faut toujours revenir. » (*Qu'est-ce qu'une Nation ?*).

Nous allons dès à présent voir les différentes formes d'intégration qui existent, car il en existe bel et bien plusieurs...

2. L'intégration partielle

« Exister c'est être là simplement... » J.P. Sartre (*La nausée*.)

La majorité des Fim de la deuxième génération (voire même la troisième) qui vit dans l'hexagone est progressivement fondue dans le moule français. Cependant, si l'on parle de majorité, cela signifie qu'il existe quelque part une minorité, donc des gens à part. En effet, la tendance est à l'appui sur le modèle républicain, mais la mémoire nous rappelle que l'intégration vs l'assimilation n'a jamais été chose aisée, quelque soit le pays où elle doit se faire. Elle n'est

¹³⁵ Cité par D. Snapper, 1991 : 43.

¹³⁶ Dans : Rouché, 1964 : *Introduction à Herder. Idées pour la philosophie de l'Humanité*. Editions Aubier (P.12).

pas non plus spontanée.

Longtemps avant notre ère, le passage de l'*immigré* à l'*intégré* ou à l'*assimilé* s'est effectué au détriment de ce dernier car, encore considéré comme un sans-voix. Or, le fait de s'établir durablement en France doit déjà être considéré comme un signe du désir d'intégration (et non d'assimilation !). S'assimiler voudrait alors dire qu'il y a une non volonté de la part de celui qui est acteur_ pourtant_ car en vérité il subit plutôt qu'il n'agit. Cependant, s'intégrer démontrerait une volonté personnelle (ou même sociétaire dans le sens du groupe - communauté). C'est à cet effet que nous citons Mazzini¹³⁷ qui dit que : « *Multipliez autant que vous voulez les points de contact matériel et extérieur au sein d'un rassemblement d'hommes : ceux-ci ne formeront jamais une Nation sans l'unité morale d'une pensée commune, d'une idée prédominante qui fait d'une société ce quelle est parce qu'elle se réalise en elle.* »

Il n'y a donc pas de « modèle républicain » tel le rappelle Gérard Noiriel (2002 :30), parler de cette manière c'est : « *Occulter la dimension conflictuelle et douloureuse de cette histoire.* »¹³⁸

En outre, on constate sur le terrain que ces Fim de la seconde génération (voire de la troisième) subissent souvent des écartements sociaux dans l'emploi, le logement, et autres... Bien que des signes positifs commencent à se faire voir. Nous allons dès à présent voir ces écartements dans les domaines cités et dans d'autres sphères sociales.

2.1. Les causes

2.1.1. Ecartements dans l'emploi

2.1.1.1. Un peu d'histoire

Jadis venus en France pour travailler et par conséquent espérer vivre mieux que chez eux, les IP1 et les IP2 ont vécu des durs instants où ils ont dû travailler presque en état d'esclavage. En effet, leurs tâches étaient très ardues. De plus, ils étaient privés de droits dont jouissaient les Fds... Aussi, il y avait une xénophobie exacerbée à leur égard. Ce qui les rendant sujets à des exactions de tous genres, de la répression policière, sans compter des expulsions et autres humiliations. En

¹³⁷ Dans : D. Snapper, 1991 :43.

¹³⁸ En parlant de l'intégration...

somme, ils étaient vus comme des personnes de moindre intérêt mis à part celui d'effectuer les tâches les plus ingrates dont les autochtones ne voulaient pas. Dans tous les cas, il apparaît que ces immigrés ont payé leur intégration au prix le plus fort...

Nous rappelons que nous avons pris appui sur l'immigration dès 1850. Or dans les débuts du XX^e siècle déjà, ces IP1 étaient déjà des Français. Leur intégration s'est effectuée seule, sans que personne n'intervienne. Cependant, les IP1 de la période datant déjà du XX^e siècle ont eu plus de mal car plusieurs facteurs entraient en compte, rendant difficile leur acceptation dans l'hexagone : la montée du fascisme en Italie par exemple, le franquisme en Espagne... A cette période d'avant-guerre et de guerre même, plusieurs d'entre eux avaient été répertoriés par les préfectures comme des étrangers pouvant collaborer avec les ennemis, et ils devaient à chaque fois aller faire acte de présence dans leurs préfectures, permettant ainsi aux autorités de suivre leurs faits et gestes... Le chômage ne cessant d'aller bon train dans leurs milieux, cela ne pouvait que renforcer la misère dans leurs rangs, étant donné qu'il faisait bon d'employer des « vrais Français » plutôt que des « *macaronis* », des « *ritals* ». Les seuls travaux qui leur étaient alors réservés étaient les plus viles, les plus basses besognes où ils risquaient réellement leurs vies. On ne pouvait en effet savoir si le père parti travailler le matin rentrerait le soir, car il y avait souvent des explosions par exemple lors de la décharge des fosses septiques¹³⁹, à cause des gaz...

2.1.1.2. Les Fim de la « deuxième génération»

Avant que les « étrangers » ne deviennent Français, il n'existait pas de différence entre Français. En effet, étaient Français... simplement des Français. Il n'était pas de mémoire collective de les distinguer car tous étaient certains semble-t-il de leurs origines, qui étaient plutôt régionales ou gauloises. Donc, les étrangers n'avaient pas de droits. Les autochtones étaient considérés comme supérieurs à ces derniers sur plusieurs points, à savoir : la race, le fait d'être Français (la fierté), le fait d'avoir des droits... Ils étaient fiers et cela leur suffisait pour se sentir supérieurs. Or, dès lors qu'il eut s'agit de naturaliser ces étrangers, voire du fait que leurs enfants naissaient aussitôt Français. Cela devint alors pour les Français une chose qu'on ne peut ingurgiter : ces étrangers

¹³⁹ Cf. : François Cavanna : *Les Ritals*.

devenaient des Français comme eux !!! Cette idée n'était pas pour leur plaire, en tous cas pas pour la plupart. De plus, il n'était pas question que ces nouveaux Français acquièrent les mêmes droits qu'eux !!! Dès lors, il existait une distinction entre Français : il y eut donc des Fds et des Fim. Les Fim, toujours encore appelés étrangers.

Partant de la distinction aux discriminations sociales et ethniques, tous les Fim n'acceptent pas ces faits. En effet, si les premiers Fim les ont subit sans réagir parce que considéré comme normale, les jeunes générations elles par contre, aujourd'hui, en prennent conscience et crient leur ras-le-bol. Ils refusent simplement d'être *des citoyens de seconde zone qui effectuent les tâches les plus ingrates et qui ne sont reconnus que politiquement pour faire nombre lors des élections...* En effet, la gauche, même si elle se montre plus favorable aux Fim, n'a pas fait grand-chose les concernant socialement. La droite quant à elle, s'est toujours montrée hostile à leur égard. Même si on peut malgré tout constater quelques changements, surtout avec les élections présidentielles de 2007_ car ils ont compris que ces Fim constituaient des voix électorales...

Il en découle que, nonobstant quelques avancements qui se font dans l'emploi par rapport aux Fim, il existe cependant encore des discriminations tendant encore d'ailleurs à s'aggraver pour les générations de l'IP2 citées ci-dessus. D'une part, ces IP2 sont encore difficilement acceptés, encore à cause de leurs couleurs de peau, de leur religion (principalement l'islam qui l'est pour la plupart d'entre eux) et même de leurs zones d'habitation... Et, nombreux sont ceux qui demeurent encore des ouvriers, comme si tel est le sort qui leur est réservé de génération en génération _ car nous ne sommes pas sans savoir que leurs parents et / ou grands-parents étaient des ouvriers. Donc, la majorité des Fim de l'IP2 sont sous-diplômés, même si on voit de plus en plus des cadres et des *Bac+2*, de nos jours...

Cette situation semble bien pendre sa source dans un contexte précis. Effectivement, dans les banlieues, les jeunes Fim arrêtent leurs études dès 16 ans voire même avant_ l'âge officiel étant 16 ans pour arrêter ses études et / ou d'entrer dans l'apprentissage d'un métier. Très peu en quittant l'école entrent donc en apprentissage, et on les retrouve dans les quartiers, entraînés de « zoner » et de temps en temps font des « petits-boulots ». Souvent, arrivés à l'âge de la vingtaine, sinon un peu plus, ils recherchent une profession et font donc des contrats de

qualification. D'autres s'orientent vers le gardiennage et la sécurité, etc.

Ce qu'on constate également à propos de ces jeunes c'est qu'ils sont nombreux à ne pas savoir bien lire ni écrire, vu qu'ils quittent l'école tôt. Les valeurs qu'ils ont sont loin d'être celles de la République, car elles ont été brisées depuis fort longtemps. En effet, ne voyant pas l'intérêt de s'intégrer parce que rejetés, repoussés, ils ont préféré créer leurs propres valeurs, relatives à leurs lieux d'habitation. La crise des banlieues de la fin octobre 2005 nous a illustré le portrait de ces zones dites banlieues où, la précarité règne en maîtresse. D'ailleurs, ces jeunes des cités n'ont – ils pas brûlé des écoles, alors vues comme le symbole de leurs échecs ? _ C'est lourdement chargé de sens que ces actes ont été perpétrés : ils ont crié leur ras-le-bol de leur statut de citoyens de seconde zone...

Gérard Noiriel (2002 : 34) résume les comportements de ces IP2-Fim d'après 1970, en ces quelques lignes : « *Les comportements violents auxquels se livre une fraction de cette jeunesse reflètent à la fois son intégration dans l'univers local qui est le sien (la cité) et son refus d'accepter le sort qui lui est fait.* »

Comparant cette période de l'IP2-Fim d'après 1970 à celle de l'IP1-Fim des années 50, Si l'on considère ces propos de Gérard Noiriel: « *Dans les années 50, la deuxième génération issue des immigrations installées en France dans l'entre-deux-guerres avait trouvé dans le Parti communiste une organisation qui remplissait cette double fonction d'intégration et de dissidence.* » (Idem.), on arrive à la conclusion suivante : la classe politique a son rôle à jouer dans l'intégration des immigrés et des Fim, même si elle l'a longtemps oubliée.

Concernant le marché du travail, il en ressort qu'il est encore quelque peu fermé à tous ceux qui sont « différents » des Fds d'abord, ensuite et surtout du type dit européen. Aussi, les différentes origines devenues françaises ne sont pas « évaluées » de la même manière que les Fds et les européens sur le marché de l'emploi. En effet, le constat fait à propos montre que certains préfèrent par exemple des individus de type Maghrébin, du fait que, selon eux, « *ils passeront beaucoup mieux que les individus de type Africain* », donc de couleur noire. D'autres préfèrent les individus de type africain, et d'autres encore des individus de type asiatique (assertion de C. Coroller que nous étalerons sur le point suivant). Rappelons-nous le témoignage que nous avons vécu avec un directeur d'un centre de formation pour adultes¹⁴⁰... Ou encore l'expérience de S. (Fds /1) qui pourtant porte un nom patronymique bien français mais issue de plusieurs générations à dominance noire, elle est donc de couleur foncée. Cette personne s'est vue fermer les portes devant elle, dans le travail et dans le logement. Ainsi, pour éviter ce genre de situation,

¹⁴⁰ Cf. chapitre précédent.

elle préfère ne rechercher que des «logements attribués aux immigrés pauvres ».

De manière générale, aujourd'hui, force est de constater que de plus en plus, la couleur « asiatique » passe mieux que les couleurs africaine et maghrébine. Nous ne saurions dire pourquoi. Allez donc savoir...

Pour appuyer la thèse avancée ci-avant, nous sommes allée recueillir quelques témoignages sur Internet, dans un forum¹⁴¹ de discussion ayant pour titre : « *Quels moyens pour lutter contre les discriminations ?* ». C'est Louis Schweitzer, président de la Haute Autorité de luttres contre les discriminations, qui répond aux Internauts, au fur et à mesure. Les discussions se font comme suit :

(e_sceptik)

« D'origine maghrébine, je suis à la recherche d'activité depuis plus de dix-huit mois. Malgré un parcours réussi, je n'obtiens que très très très rarement des entretiens d'embauches, qui n'aboutissent jamais. Par ailleurs, je n'ai, aujourd'hui, aucun doute sur la discrimination réelle dans l'ensemble des cabinets de recrutements, qui, à compétences égale ou même inférieure choisissent systématiquement une personne d'origine française. Ne pensez-vous pas qu'il serait temps de lancer une importante campagne de communication au niveau national pour faire évoluer les mentalités ? Ne pensez-vous pas, par ailleurs, que les cabinets de recrutements devraient jouer un rôle éducatif et de sensibilisation auprès des entreprises pour favoriser l'insertion des minorités ? »

Aux interrogations, une réponse. A Louis Schweitzer de répondre à tous, après chaque question:

(Louis Schweitzer)

« Effectivement, il est très probable – et des tests (le « testing » l'ont montré –

¹⁴¹ <http://www.indigenes.org/forum/viewtopic.php?t=206> . Tiré du site <http://www.lemonde.fr> , 06.10.2005.

qu'il existe des discriminations importantes à l'embauche, dont sont victimes certaines personnes notamment en raison de leur origine maghrébine. Un effort de communication a été engagé à la fois par les associations, par le ministre, M. Begag, et par nous. Cela dit, je ne pense pas que la communication suffise à résoudre le problème. Même si elle est nécessaire. Il faut en outre mener, comme vous le suggérez, une action à l'égard des cabinets de recrutement. Et j'ai reçu hier, par exemple, le président des sociétés d'entreprises de travail temporaire pour voir comment nous pouvons efficacement améliorer la pratique des recrutements. Il y a aussi des actions spécifiques de la Haute Autorité vis-à-vis des grandes entreprises recruteuses. Enfin, la communication, c'est bien, mais je suis convaincu qu'il faut aussi sanctionner, punir les mauvaises pratiques. La Haute Autorité s'y attachera. »

(Jb)

« En dehors du traitement juridique des discriminations, comment va se concrétiser la « lutte contre les discriminations » dans le domaine de l'embauche ? »

(Fares)

« Bonjour. Comment s'assurer que toutes les mesures de lutte contre les discriminations soient effectivement suivies et qu'il n'y ait pas d'évitement de la part d'employeurs ? »

(Louis Schweitzer)

« Notre première mission, c'est d'aider ceux qui sont victimes de discriminations, à la fois en surmontant les obstacles auxquels font face et en réunissant les éléments qui permettent de sanctionner ceux qui font de la discrimination. Des gens nous écrivent (11, rue Saint-Georges, Paris 9^e) et nous aidons chacun d'entre eux individuellement. Mais ça ne suffit pas. Il faut mettre en œuvre des moyens supplémentaires et le premier d'entre eux est le testing. Il s'agit d'envoyer à une entreprise ou à un recruteur des CV qui ne

différent que par un élément de discrimination : par exemple le nom ou l'adresse du candidat. S'il apparaît que l'entreprise traite différemment deux candidats aux mérites identiques dont la seule différence est le nom, la preuve de la discrimination est établie, et nous pouvons agir. Une telle mesure permet bien sûr de punir ceux qui font de la discrimination. Mais le fait que cette technique existe, que nous soyons décidés à l'appliquer, est aussi une incitation aux recruteurs à proscrire chez eux toute discrimination. »

Il s'avère donc que ces écartements ou discriminations prennent diverses formes : certaines entreprises les pratiquent en rejetant l'individu dès le Curriculum Vitae ; d'autres, ne retiennent pas les candidatures après la présentation des individus ; d'autres encore, face aux crises sociales intensifiant le chômage, harcèlent les Fim alors déjà dans l'entreprise jusqu'à les pousser à la démission ; d'autres encore les acceptent mais seulement parce qu'ils travaillent bien (dans le cas présent, l'entreprise se définit comme non discriminante).

Il en découle que le dénie des compétences des jeunes Fim est flagrant car, leurs faiblesses sont surévaluées par rapport à leurs compétences. Ce qui fait d'eux des individus vulnérables dans le refoulement des candidatures, en raison de leurs noms patronymiques et leurs couleurs de peau. Ajouté à cela, leur soi-disant mauvaise maîtrise de la langue française ...

D'après un article pris sur Internet¹⁴², *une étude aux appels du 114 de la région parisienne a montré des appels concernant le monde du travail*. Or nous savons que le 114 est un numéro qu'on appelle quand on est victime de discrimination.

Selon une enquête de l'INSEE ¹⁴³(1992), les grandes lignes de l'état des lieux des discriminations à l'embauche donnent ce qui suit :

¹⁴² <http://discrims.free.fr/spip.php?article2160>

¹⁴³ Cette discrimination concerne les Fim et les immigrés... (INSEE : Enquêtes : « Mobilité géographique et insertion sociale », et : « Formation et qualité professionnelle ». (1992)

► Pour une sensibilité accrue au chômage

Causes de chômage parmi les pop. immigrées :

- Evolution de la conjoncture économique.
- Nature des emplois occupés.
- Structure démographique.
- Ancienneté des vagues migratoires.
- profil des migrants :
 - âge.
 - sexe (taux) : femmes : 25% ; hommes : 20%, quelque soit l'emploi.
 - nationalités.

Situation professionnelle des jeunes de 20-29 ans nés en France :

	Emploi	Chômage	Etudes	Inactivité	Total
- Pop. Témoin	58,3	13,3	23,4	5,0	100
- Enfants d'immigrés	54,7	21,9	15,0	8,5	100
- Dont père d'Algérie	45,1	28,2	17,4	9,3	100

- 53% d'hommes immigrés sont ouvriers contre 40% des actifs, et 20% de femmes immigrées sont ouvrières, contre 12% d'actives.

Les jeunes d'origine maghrébine, même après trois années d'études supérieures, ont deux fois moins accès aux professions dites intellectuelles et aux encadrements supérieurs. Aussi, il leur est peu probable d'accéder aux emplois dits stables...

D'après Catherine Coroller, dans *Libération*, (21 mars 2006) : « *Pour trouver du travail en France, mieux vaut être un jeune homme ou une jeune femme d'origine asiatique qu'une jeune femme noire ou un jeune homme Algérien.* » Cette citation de Coroller n'est pas une assertion mais un constat de la situation sociale concernant l'emploi en France. En effet, de nos jours, il a été constaté qu'il y a plus de chômeurs Fim d'origine africaine et maghrébine que d'origine asiatique. Il s'avère donc que les employeurs préfèrent les Asiatiques aux autres origines. Pourquoi cette situation ? - Pourtant, les jeunes Fim quelque soit leurs origines, subissent les mêmes traitements scolaires que les jeunes Fds. Mais, les Fim préféreraient plus tard effectuer des formations courtes... Par contre, les asiatiques sont « poussés » par leurs familles pour effectuer de grandes études. La manière d'agir des Asiatiques nous rappelle celle des parents de

l'IP1 d'avant-guerre...

Tout ceci n'exclut pas l'accession de quelques Fim aux grandes études et par conséquent aux diplômes honorant, et ce, de plus en plus. Nous pensons que le problème est encore plus profond que cela. L'Afrique noire par exemple, est toujours vue par les employeurs comme des sous hommes. Ce qui fait que leur attribuer des postes qui seraient valorisant et qui plus est, à responsabilité, donc d'avoir des Fds sous leur directive est une idée même pas imaginable. La couleur noire est une couleur qui dérange encore beaucoup. Il semble donc que pour ce genre d'employeurs, la place des Noirs dans le domaine professionnel est dans les emplois mal rémunérés et des plus avilissants. D'ailleurs, les faits nous relatent une vérité qui consiste à évaluer le nombre d'individus de la catégorie nommée ci-dessus à des postes de cadres ou d'enseignants universitaires ... Nous citons dans ce cas, notre propre sœur qui, anthropologue, ayant reçu les félicitations du jury et à l'occasion l'habilitation à enseigner dans l'enseignement supérieur, ne s'est vue attribuer que des postes de remplacements dans des lycées et collèges, jamais dans une université... Elle n'est pas la seule dans ce cas.

Face à toutes ces discriminations, des pénalités ont été créées. Les sanctions encourues par les auteurs de discriminations ne sont pas négligeables, tel le souligne Louis Schweitzer¹⁴⁴ : « *Oui, la loi est assez sévère. Les discriminations sont punies de peines d'amende et de prison supérieures à un an.* »

2.1.2. Ecartements dans le logement

Concernant le logement, nous avons choisi, pour commencer les termes d'Irving Goffman qui disent qu' « *aux yeux de bien de personnes du groupe majoritaire, les personnes extra-européennes portent un « stigmaté » : « attribut qui jette un discrédit profond, mais il faut bien voir qu'en réalité c'est en termes de relations et non d'attributs qu'il convient d'en parler ».* » *Ce stigmaté, couleur de peau, apparence physique, nom, accent...les différencient d'emblée, parfois de manière négative quand on a affaire au racisme.* »

¹⁴⁴ Id.

Il s'avère en effet que, dans une recherche de logement, les Fim de l'IP2 tendent à en acquérir un. Le cas de Fds/1 par exemple, est probant : elle est issue d'une mixité socioculturelle et elle porte un nom patronymique bien français et elle est Française. D'ailleurs, elle se considère même comme une Fds de part sa filiation. Mais elle est rejetée à cause de sa couleur... et alors se sent simplement Fim. Sa situation est paradoxale car elle se trouve entre deux catégorisations des Français. Elle nous en a parlé à notre demande et nous a répondu qu'elle aimerait bien déménager pour un logement plus décent, mais ses demandes n'aboutissent pas. Elle pense que c'est parce qu'elle a la peau foncée et qu'elle est financièrement précaire...

Dans ce cas de Fds/1 qui d'ailleurs n'est pas isolé, il existe un découragement qui crée de l'auto-exclusion. En effet, dans ses recherches, elle se limite aux quartiers de « parage » de stéréotypes non européens ou même précaires. Ce stigmatisme constitue souvent malheureusement souvent un facteur de comportement de repli identitaire, même quand on se sent Français ou on est Fds (les banlieues souvent). On considère que les individus victimes de ce genre de situation sont alors amenés à se communautariser. C'est là leur réponse à une société qui les rejette, comme le dit Philippe Bataille¹⁴⁵ dans les propos suivants : « *Les tentations communautaristes actuelles constitueraient donc une réponse tardive et détaillée à l'échec de l'intégration républicaine.* »

A côté du facteur peau et des origines, des préjugés circulent sur les Fim de l'IP2 et les étrangers à savoir lorsqu'un individu effectue une demande de logement, il véhicule une idée reçue selon laquelle les *étrangers* (Fim de l'IP2 et les étrangers) *n'honorent pas leurs loyers*. Le bailleur bloque de ce pas son dossier. Certaines agences de l'immobilier écartent systématiquement les dossiers de demande de location des Fim. Leurs agissements semblent être justifiés par deux raisons : d'une part, leur image_ car ils craignent qu'elle soit « salie » par les idées reçues sur les Fim et que par la suite qu'il leur soit collée une réputation négative. D'autre part, ils agissent de la sorte à la demande des propriétaires qui leur donnent parfois des consignes de location... *Foncia* par exemple qui est une grande entreprise d'agences immobilières, une grande entreprise de location donc avec plus de 260 agences nationales, est réputée comme raciste. Le *Canard enchaîné* du 2 novembre 2005, dénonçait les pratiques professionnelles de cette entreprise, sous le titre : « *La préférence nationale fait toit chez Foncia.* ». Selon « *L'observatoire du communautarisme*¹⁴⁶ », l'article justifiait les agissements de l'entreprise par

¹⁴⁵ In GDon : <http://discrims.free.fr/spip.php?article2160>

¹⁴⁶ <http://www.communautarisme.net/EST-il-raciste-de-prefer-des-locataires-français>

le fait que les étrangers quittaient leurs logements sans s'acquitter de leurs dus, d'où la préférence aux Français. Mais le texte ne dit pas s'il s'agit de Fds ou si les Fim de l'IP2 sont compris dans la dénomination *Français*. Et donc, selon cet observatoire toujours : « *Il apparaît clairement que la société Foncia a donné comme recommandations à ses agents immobiliers de commettre des discriminations fondées sur la nationalité des candidats à la location en privilégiant les candidats Français.* »

D'autre part, on constate que des logements mêmes sociaux sont souvent attribués aux Fds en priorité et si nécessaire aux autres Français, même dans certains quartiers populaires seulement. Cela amène beaucoup de problèmes de mixité sociale. Aujourd'hui, certains s'étonnent du fait du raté de l'intégration des Fim et des étrangers, et même des fds (!). En effet, on peut se demander dans une série de questions qui sont : où étaient les autorités lorsque ces villes-communautaires étaient entrain de se créer _ Qu'ont-elles fait pour éviter cette ghettoïsation sociale ?_ Et, quand est-ce qu'elles vont s'arrêter de parquer les Fim et les étrangers dans des zones d'habitation qui leur sont réservées ?.... Mille questions donc mais quelques cas seulement de prise de conscience de leur part et donc juste quelques tentatives de réponses éparées ...

A côté des problèmes de logement des Fim et des étrangers, les problèmes de logement des Fds également. Effectivement, nous devons en toucher un mot car notre travail porte sur l'identité française !!! Il existe donc des Fds qui vivent également dans des logements de fortune ou carrément dans la rue. Ces derniers sont appelés SDF (sans domicile fixe). Ce sont des personnes qui connaissent la précarité et, parfois même sont des travailleurs alors dénommés pauvres. Des associations telle que « Les enfants de Don Quichotte » oeuvrent pour aider les personnes démunies qui vivent dans la rue...

Somme toute, les problèmes de concentration géographique et / ou d'attribution de logement aux Fim et aux étrangers, d'insécurité et autres cas, dans les quartiers et certaines villes, ne seront résolus que si on résout les problèmes de fructification excessive de l'immobilier locatif et privatif, et en créant une véritable mixité socioculturelle. Mais, pourra-t-on seulement réussir à créer un jour cette situation de mixité ? _ C'est à voir dans le futur... Est-il qu'aujourd'hui, pour voir si un particulier ou surtout une agence est raciste dans sa manière de faire, on procède à une évaluation appelée « *testing*¹⁴⁷ ». C'est quand une personne différente des Fds (couleur de peau,

¹⁴⁷ Le testing se fait aussi dans le cas de la recherche d'emploi, avec les mêmes niveaux d'études, cursus professionnels, etc. on change juste le nom patronymique sur le Curriculum Vitae, le reste demeure tel quel sur les

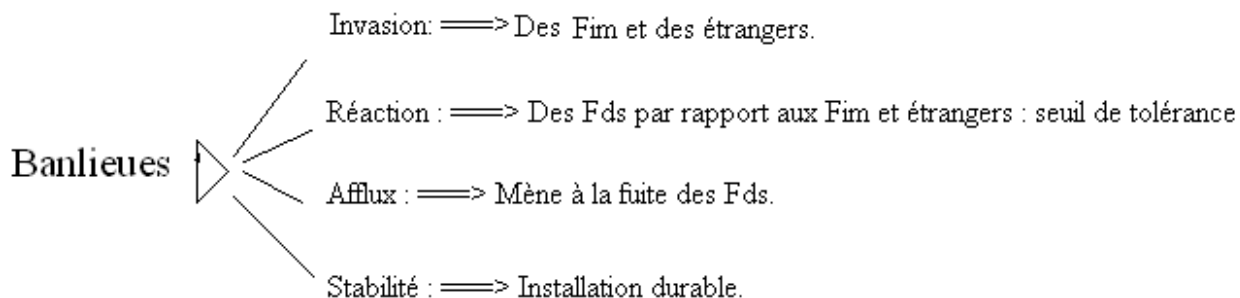
religion, nom étranger, accent tonique...) se présente dans une agence ou chez un particulier et feint de s'intéresser à un logement donné. Il y va donc avec une caméra se présenter et filmer en caché tout l'entretien. La suite déterminera avec preuve à l'appui, si l'agence ou le particulier bailleur discrimine des individus. Si cela s'avère, on envoie une personne correspondant aux « normes » Fds avec les mêmes références (fiches de paie...), toujours avec une caméra cachée, pour déterminer en finale s'il y a discrimination ou pas...

D'un autre côté, ces problèmes d'attribution de logement aux Fim (et aux étrangers) ont favorisé, comme nous l'avons déjà dit, des zones d'habitation où on retrouve une forte concentration des individus « identiques »... Ce genre de pratique rend la cohabitation entre Fim et Fds très difficile voire impossible et donc, la réalité sociale dénote une cohabitation des individus regroupés par origines sociale et géographique, compliquant alors les rapports sociaux, car l'autre se sent souvent rejeté par la majorité. Ainsi, la faute des réactions « justifiant » ce repli est souvent rejetée à l'autre, et il n'est pas rare que des émeutes éclatent entre communautés (surtout entre Noirs et Arabes). Encore, malgré des discordes qui existent dans ces endroits de « parage ethniques », il subsiste une entente entre jeunes ; par exemple, lorsqu'il s'agit de fomenter des plans diaboliques... Ces lieux sont souvent des banlieues et comme par hasard, dans « *banlieue* », il y a « *ban* », c'est-à-dire, « *en dehors de* ». Donc, les banlieues sont les endroits excentrés, privilégiés de métissage et d'affirmations ethniques et identitaires, même si ces lieux sont en théorie antiracistes. Les Fds qui y résident sont de revenus modestes et souvent précaires et, ils s'y sentent souvent humiliés car mis sur le même niveau de vie que des *étrangers* ! En effet, ne pouvant quitter les lieux _ où ils sont parfois minoritaires _ , ils en veulent au « système », tout autant que les Fim précaires car eux aussi se sentent exclus de la société.

La concentration de types de populations « similaires » est un fait que l'Ecole de Chicago a déjà étudié au début du siècle dernier, notamment dans les années 1910 et 1920. C'était là les premières études à ce sujet concernant l'étude entre la distance spatiale et la distance sociale. Cette Ecole de Chicago formant une synergie, ce sont particulièrement les sociologues et les géographes qui s'intéressèrent les premiers sur ce sujet. Ainsi, Park¹⁴⁸ dans sa conception a montré le fait possible de la mesure de la distance sociale en fonction de la distance géographique. Cela permet de connaître le stade atteint pour le groupe migrant en mesurant la

deux C.V.

ségrégation résidentielle dans un quartier par rapport à la population d'origine... En France, cela s'applique parfaitement dans les banlieues. Nous pouvons retracer le schéma de Park, appliqué sur la France comme suit :



Parlant du fameux « seuil de tolérance », Ralph Schor pense que : *« Si les « distances culturelles », indéniables, empêchent à ce point l'intégration, et si elles sont réellement seules responsables des malaises dans les grands ensembles ou les quartiers populaires. Cela amène à évoquer le fameux « seuil de tolérance ». Concept plus ou moins abandonné aujourd'hui, bien que dans la politique il soit constamment sous-jacent, on ne peut en nier le « sentiment » d'un trait de plume. »* (1996 : 114)

Ainsi, refuser la cohabitation avec les « étrangers » relève plutôt d'un jugement partiale car, pour Schor encore : *« Uriner dans les poubelles ou les ascenseurs, casser les boîtes aux lettres ou les taxiphones, insulter ou frapper quiconque demande un peu de calme pour pouvoir dormir alors que les autres « font la fête » relève davantage de la « mauvaise éducation » que de la distance culturelle. »* Nous ne pouvons qu'être d'accord avec ses paroles car nous avons vécu personnellement une situation similaire avec des voisins fêtards...

L'observation de l'Ecole de Chicago dit que les migrants s'installeraient toujours dans les quartiers dégradés du centre, autour du quartier des Affaires. Le fait est que les nouveaux venus s'y installent pour petit à petit arriver aux quartiers résidentiels non ségrégés. En France, on a constaté que des individus résidant dans des zones discriminées déménagent dès qu'ils connaissent une ascension sociale. Si nous prenons l'exemple de la ville de Rouen, qui est séparée par la Seine, nous sommes donc en présence de deux rives, c'est-à-dire Rouen gauche et Rouen droite. Or, la rive gauche est considérée comme ouvrière et la droite comme intellectuelle.

¹⁴⁸ In : <http://www2.urbanisme.equipement.gouv.fr/datas/docs/ouvr10/chap1.htm>

Donc, nombreux sont ceux qui quittent la rive gauche pour la droite dès qu'ils ont une promotion sociale d'une part ; et de l'autre, ceux qui refusent carrément d'habiter la rive gauche car socialement dévalorisante.

Un autre exemple, notre médecin-traitant habite la Rive droite de Rouen mais travaille dans la Rive gauche. Son enfant qui fréquente une école privée de la rive droite a un jour été invité à un anniversaire d'un camarade de classe. Or, cet enfant habite les Hauts de Rouen, quartiers de la Rive droite certes mais lieux de parage des populations précaires (de Rouen Rive droite). Bien que cette enfant soit scolarisée dans une école fréquentée par la petite bourgeoisie rouennaise, elle demeure dans « le mauvais quartier » pour les parents des enfants qu'elle a invités. Donc, mis à part l'enfant de notre médecin traitant, il n'y eut personne d'autre de son école à son anniversaire.

Ces incidents montrent le clivage qui existe entre les distances socio-spatiales décrites par l'Ecole de Chicago.

Il existe cependant que des individus veuillent contourner ces distances. En effet, dans un reportage de France 2 (avril 2007), une famille d'origine maghrébine a fait elle, le choix de résider dans le seizième arrondissement de Paris, quartier chic, immeuble chic, où les entrées des deux classes sociales qui y résident ne sont pas les mêmes. En effet, il existe une entrée franche pour la bourgeoisie, une entrée dérobée pour les roturiers. Dans les étages, les bourgeois, dans les chambres tout en haut dans les greniers. Ce sont des chambres de bonnes dans lesquelles s'entassent des familles entières. Les loyers y sont très élevés. L'espace d'habitation de cette famille est réduit, il s'agit de trois chambres de bonnes qui leur servent : une, de chambre à coucher familiale pour trois enfants et les parents, donc cinq personnes ; et l'autre leur servant de cuisine ; et la dernière de salon. Les sanitaires et la salle de douches se trouvent dans le couloir et ce sont des lieux communs à tout l'étage. A leur niveau, comparé aux autres locataires de leur entrée, cette famille d'origine maghrébine vit dans un luxe... Il s'avère donc que dans cette famille, les parents ont choisi de vivre ainsi pour éviter de tomber dans les stéréotypes des Fim, et d'éviter la « déroute » de leurs enfants quant à l'éducation qu'ils leur donnent. Ils ont de ce fait choisi de s'éloigner des stigmates socio-spatiales pour parfaire l'intégration de leurs enfants, ce qui est à leurs yeux une chose de grande importance, tel ils le disaient...

La classe bourgeoise quant à elle, possède bien évidemment des ascenseurs pour accéder à leurs logements mais pas la classe ouvrière. Les deux classes ne se rencontrent jamais, car elles vivent leurs vies en parallèle.

Suite à ce qui précède, on peut dire qu'en France, le lieu de résidence occupe une place prépondérante dans les relations sociales. Nous pouvons aussi en penser de même avec les « races », car il existe beaucoup de stéréotypes concernant les non-blancs. Pouvons-nous de ce pas dire que les faits concernant le logement sont des faits de relations entre « races » ? _ Certes oui en Amérique, mais en France c'est difficile de le dire, car là n'est pas vraiment le problème même si cela existe.

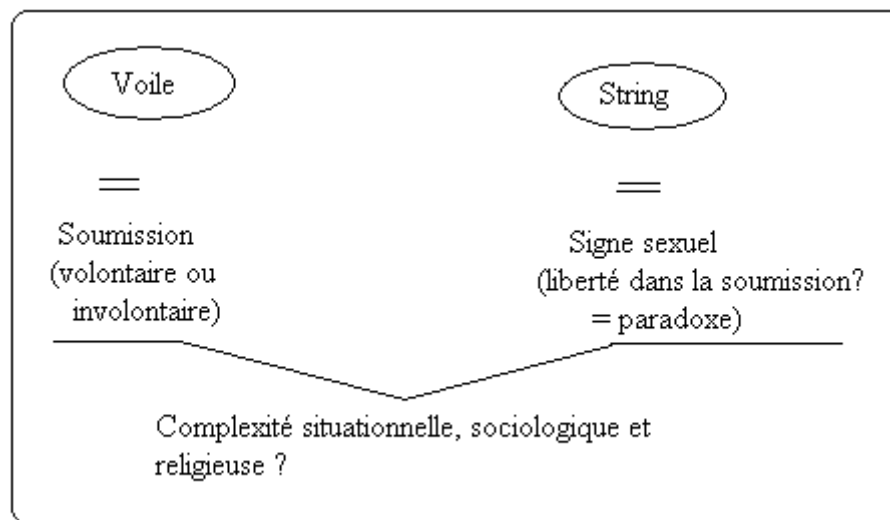
2.1.3. La « deuxième génération »

Au sein des populations françaises que l'on nomme aujourd'hui « deuxième génération », y subsiste toute une diversité de faits : religions, races, cultures, etc. Dans le cadre de la religion par exemple, si nous prenons le cas de l'islam (fortement représentée), nous pouvons constater que dans cette religion, les femmes qui se voilent deviennent de plus en plus nombreuses dans le pays. Phénomène considéré comme externe en France jadis, de nos jours il relève d'une prise de conscience qui appelle à la reconsidération des choses, vu que ces femmes sont Françaises dans la plupart des cas. Donc, la tendance est à croire que ce fait religieux peut constituer une menace à l'identité française. Or, selon les concernées (et aussi des hommes musulmans), il ne s'agit pas de « détourner » l'identité française (parce qu'elles toutes aussi Françaises que les Fds) mais plutôt d'honorer leur Dieu. Mais le voile islamique « dérange » la société française (cf. « Les affaires du foulard islamique ») et par conséquent l'islam, lorsqu'elles ne veulent par exemple pas être consultées par des médecins de sexe masculin et / ou ne veulent pas aller à l'école (laïque) sans voile.

Parlant justement du voile, phénomène ô combien étrange, il s'avère que les femmes voilées ne subissent pas toutes les contraintes de religion ni / ou de la famille, qui les leur imposent. Effectivement, une partie d'entre elles se voile sans l'accord de leurs parents. On peut penser qu'il s'agit peut-être des jeunes *Beurs* des cités qui le leur imposent par la menace, sous peine de représailles (tournantes, brûlures...). Est-il qu'elles finissent par imposer le voile à leurs parents qui pourtant avaient décidé de ne pas les en faire porter, par souci d'intégration. D'ailleurs nombreuses sont les mères qui n'en ont plus porté après être venues en France, par soucis d'intégration justement, car elles se sentaient libres dans leur nouvel endroit de vie. Cela montre bien un changement social qui fait que les parents sont consternés car ils ne comprennent pas

leurs enfants. Cependant, ces femmes qui parfois n'ont pas eu de choix, ont en laissé à leurs filles...

D'autre part, un paradoxe existant face à ce choix_ parfois des jeunes filles / femmes voilées qui portent des voiles portent aussi des strings bien en évidence !!! Donc il semble qu'elles ne portent pas le voile par soumission comme nous pouvons le croire, parce que le voile qui à la base est un signe de soumission est également un paradoxe, tel le montre le schéma suivant :



Concernant cette situation, Marie-Rose Moro¹⁴⁹ pense que « *La question n'est pas la menace de l'identité française ni de la laïcité à la française, grande bataille de la République, c'est plutôt de savoir pourquoi en France en 2004, des jeunes filles, enfants de migrants, choisissent ce mode de réaction, ce mode d'affirmation que nous femmes d'ici pouvons légitimement « trouver, réactionnaire. » (...) C'est de la reconnaissance de la modernité des enfants de migrants et de leur place dans nos sociétés modernes qu'il s'agit. »*

De manière globale, qu'il s'agisse de la violence dans les banlieues ou les villes françaises, ou encore qu'il s'agisse de la prolifération du port du voile islamique par des femmes et des jeunes filles Fim (et même Fds !), le problème majeur relève de la place des Fim dans la société contemporaine, car depuis la fin du XIX^e siècle, le pays est lié historiquement lié à l'immigration, la sienne, et par conséquent à l'intégration des descendants de ces immigrés

¹⁴⁹ Directrice scientifique de la revue *L'autre*. Cliniques, cultures et sociétés, 2004 <http://www.lautre revue transculturelle.fr>

aujourd'hui.

Suite à cela, l'intégration des Fim de l'IP2 s'avère problématique dans la mesure où de nombreux problèmes se posent quant à l'identité française. La société mue et les religions entrées en France avec les étrangers sont aujourd'hui l'héritage de leur progéniture. Avec l'islam, nombreux sont donc les « autochtones » qui imaginent cette religion comme étant une menace pour l'identité nationale, un obstacle à l'intégration des jeunes Fim. La question est celle de savoir pourquoi les jeunes ?_ Il semble que c'est parce que ce problème est devenu plus préoccupant depuis une dizaine d'années et que, ce sont les individus de plus en plus jeunes qui sont concernés. L'islam de son côté recrute des adeptes de plus en plus jeunes. Il semble profiter du mal être de ces individus pour accéder à ses fins. C'est à ce propos que P.-A. Taguieff, cité par Joël Roman¹⁵⁰ (1993), stipule que : « *L'exclusion des jeunes issus de l'immigration au nom de l'hétérogénéité de la tradition islamique, la montée d'une vague de xénophobie sont liées à une réclusion du social au profit du national.* »

Donc que ce soit l'islam ou des comportements équivoques, le sentiment réel qui pousse ces jeunes à réagir c'est l'exclusion, le rejet. Ce sont ces rejets qui créent des blocages (renfermement, communautarisme) et des aliénations culturelles et sociales. La crise des banlieues dont nous avons mainte fois parlée, est l'exemple le plus clair pour montrer ce sentiment de rejet car ces faits étaient des cris de ras-le-bol et de détresse de leur part. Il en ressort que dans leurs zones d'habitation, toute forme d'autorité (institutionnelle) les insupporte. Ainsi, la présence de tout uniforme (surtout la police) y est considérée comme une intrusion et même une insulte, souvent menant à des violences inconsidérées, des émeutes et incendies... La violence est leur manière d'affirmation de leur pouvoir sur les cités, car c'est seulement dans ces lieux qu'ils se sentent chez eux.

Aujourd'hui, on peut s'arrêter sur les valeurs intégrantes de la société naguère véhiculées par l'école. Il semble que les cités et leurs Fim sont oubliés dans ce processus du fait qu'il y a rupture très tôt avec l'école (environ 12-15 ans). Donc, ces jeunes ne peuvent prétendre à une vie collective en osmose avec les valeurs socioculturelles de base. Ils sont certes appelés deuxième génération, mais ils ne demeurent pas moins des « étrangers » aux yeux des Fds. L'appellation Fim les dérange. Or, la devise de la nation (Liberté, égalité, fraternité) est normalement globalisante pour les Français sans exception, mais paradoxalement, ceux qui se considèrent

¹⁵⁰ Ville, exclusion et citoyenneté : entretien de la ville. <http://www.bdsp.tm.fr>

comme Fds excluent les Fim. Ce qui provoque, de plus en plus très tôt, la rupture avec le modèle social d'intégration des individus dans l'identité française. L'une des conséquences remarquées est qu'à l'âge de travailler, ces jeunes des cités se retrouvent souvent fortement confrontés au chômage (vu qu'ils arrêtent trop tôt l'école) car ils n'ont pour la plupart aucune formation. A côté de cela, ils refusent d'accomplir toute tâche qu'ils trouvent avilissante, ingrate et dévalorisante, ceux accomplies par leurs parents...

A propos de l'école nous avons choisi Ralph Schor (1996 : 185) pour en parler. Celui-ci a tracé un tableau (que nous avons modifié) qui nous informe sur les chiffres du secondaire et sur l'après, des élèves de nationalité française, et ceux des nationalités étrangères nés en France et à l'étranger. Ce qui nous donne la suivante :

(Chef de famille : ouvrier non qualifié (garçons + filles)).

308

A côté de tout ceci, une discrimination consistant cette fois à faire une distinction entre les Fim de L'IP1 et ceux de l'IP2. En effet, ceux de l'IP1 ne sont pas appelés « deuxième génération » mais Français tout court. Est-ce parce qu'ils sont d'origine européenne ? Nous disons que sans doute oui... Comme les Fim de l'IP2 des différentes origines (Maghrébine, Africaine, Turquie...) subissent beaucoup de discriminations, la réalité sociologique montre un taux de chômage accru et d'autres discriminations (différence de traitement dans les services...) chez ces derniers. Ces faits sociaux sont dénoncés par les médias et certains politiques... La situation sociale de cette génération s'apparente (majoritairement) à celle de leurs parents mis à part le fait qu'elle, est née sur le sol français et est française mais toujours aussi dénommée par le terme *étrangère*. Suite à ceci, on se pose la question de savoir si nous pouvons dire que leur situation est un calque de celle de leurs parents _ Il nous semble apparaître en réponse qu'elle l'est presque. En effet, nous ne pouvons tout à fait comparer ces deux générations : la première a subi beaucoup plus de traitements discriminants que cette dernière. L'IP1 n'avait que très peu de lois pouvant l'aider à avancer et elle était étrangère (!)... Or, la deuxième génération elle (c'est-à-dire L'IP2), est française et peut se plaindre de ses mauvais traitements et elle a la possibilité d'évolution dans l'emploi si elle le souhaite, etc. Cependant, elle connaît plus de chômage que ses prédécesseurs à cause de certains faits / aspects : découragement, communautarisme, religiosité accrue...

Comme nous l'avons déjà dit, l'école constitue un tremplin important dans le processus d'intégration et par conséquent la construction identitaire sociale. La famille constitue l'autre partie favorisant l'intégration sociale, car elle détermine la position de l'école dans l'éducation des enfants. Il s'avère cependant que la seconde génération des Fim de l'IP2 fait chou blanc face à un système instauré depuis des décennies. L'échec scolaire, tel que nous en avons déjà parlé, est accru chez les jeunes Fim de l'IP2 : ils ont plus de difficultés scolaires que leurs condisciples Fds. La source du problème proviendrait des difficultés financières et même sociales des parents précaires, qui leur prennent beaucoup de temps et d'énergie, du fait des familles nombreuses (61% de pères et 64% de mères immigrés ne sont pas passés au-delà du niveau du certificat d'Etudes Primaires), des logements exigus, analphabétisme et /ou de leur illettrisme... Ce qui nous mène au bilan suivant : à instruction égale, ce genre de problème chez les enfants Fds est plus accru. Dans ce groupe, on retrouve quand même 15% des enfants Fds issus des familles de plus de quatre enfants (25% de pères et 33% de mères ayant seulement le niveau du Certificat d'Etudes Primaires...). Bref, tous ces facteurs font que les enfants Fim de l'IP2 dans la majorité des cas obtiennent des résultats inférieurs à ceux de leurs condisciples Fds.

Christian Jelen¹⁵¹ (1996), pour parler de cette situation d'intégration « ratée », stipule que : « *En revanche, quand les reculades de la République se multiplient, les difficultés d'intégration de nouveaux immigrés s'accroissent. Une France éclatée, dite multiculturelle, à plusieurs vitesses, qui produit des ghettos et fait le lit de l'extrême droite émerge. (...) Depuis lors, la République remplit de moins en moins son rôle de gardien de la cohésion nationale et de stimulateur de l'intégration. (...)* ».

Somme toute, les conséquences dans la vie sociale et dans l'espace français sont considérables. Les valeurs sociales qui semblent perdues ne peuvent être recouvrées que s'il y a réussite de la vie commune de toutes origines quelles qu'elles soient, à parts égales. C'est là seulement donc que le pays pourra réussir à nouveau son intégration. Le pari est ouvert... Et là on pourra parler de la France comme étant une République, au sens de Michel Wievora¹⁵², en ces termes : « *En ces temps-là, la France était une nation. Elle avait une seule langue, une seule culture, et tous ses citoyens se trouvaient égaux devant la loi. Cela s'appelait la République. (...) Et, au bout d'une ou deux générations, la question ne se posait plus : ils étaient parfaitement assimilés.* » Allant dans le sens de Wievora, R. Sole parle de l'exemple de Jelen qui, lui-même fils d'immigrés Polonais, nous cite : « *ne reconnaît plus le pays que sa famille avait adopté avec passion, malgré mille difficultés, car l'intégration se faisait alors dans la douleur, et parfois au forceps. (...)* ».

Toujours dans le cas d'une intégration ratée, une famille algérienne qui, chaque été quittait la Lorraine pour l'Algérie. Il s'agit de la famille de Salem. Le but de ce voyage, elle l'explique, était de préparer un retour définitif au pays de ses parents.

Nous avons ici un cas de parents qui se sentent Algériens et, veulent que leurs enfants pensent comme eux. Or, ils ne se rendent pas compte que ces enfants sont différents d'eux, déjà seulement par le fait qu'ils soient nés et ont grandi en France. Il est alors question de mentalité et de culture qui fait partie des cultures du pays. En effet, ces enfants ont la culture de la société française, peut-être pas la « bonne » selon les Fds, mais une culture qui fait partie des cultures

¹⁵¹ Commentaires à propos de « *La France éclatée ou les reculades de la République* », titré : « *Ils feront de bons Français* ». Enquête sur l'assimilation des Maghrébins.
<http://webpublic.ac-dijon.fr/pedago/ses/ressources/cours/multicultbiblio.thm>

¹⁵² Commentaires du quotidien *Le Monde*, de Robert Sole, sur l'ouvrage de Jelen et de Wievora : *Une société fragmentée- le multiculturalisme en débat*. Ouvrage collectif dirigé par Wievora. Ed. La découverte. Coll. Cahiers Libres. <http://webpublic.ac-dijon.fr/pedago/ses/ressources/cours/multicultbiblio.thm>

du pays quand même. On peut considérer comme étant normal le fait que la mère, née en Algérie et y ayant vécu, se sente toujours comme Algérienne, bien qu'elle vive en France et qu'elle y ait eu tous ses enfants....

Dans le cas de figure cité ci-contre, on peut parler d'une intégration ratée de la part des parents de Salem, car ils l'ont refusée dans la mesure où ils se préparaient toujours à un retour définitif. Mais ceci n'est pas un cas isolé : en effet, il a été constaté que souvent les familles Algériennes peinent plus que les autres familles immigrées, à trouver leur place en France. En effet, tel le dit Ralph Schor (1996 : 122-123) : « *Partagées entre le désir de restructurer une identité propre et la nécessité de la modernité, les familles algériennes ont plus de difficultés que d'autres à trouver un équilibre satisfaisant. (...) Pour le moment, essentiellement à cause du racisme, beaucoup d'entre eux essaient de maintenir la fiction du retour afin de trouver des excuses à leur refus de l'adaptation. Comme si s'adapter revenait à se renier soi-même, à « perdre son âme ». Mais aussi comme si s'adapter signifiait définitivement le non-retour. On ne « perd son âme » que lorsque l'on a honte de soi, de ses origines. Qu'on le veuille ou non et malgré le racisme ou le rejet, freins considérables à leur intégration, après tant d'années vécues en France _ la plupart des immigrés y sont depuis plus de dix ans _ , la majorité des familles se sont francisées peut-être superficiellement, même si, de l'extérieur, on refuse de le reconnaître. Ces familles s'en rendent compte généralement lorsqu'elles se rendent, en, vacances par exemple dans leur pays d'origine. »*

Quant à leurs enfants, nous en parlerons dans le point suivant car c'est une autre histoire. Pour ce qui est de cette situation, nous pouvons comprendre un peu l'état d'esprit de la jeune génération qu'on appelle seconde, quand ces individus « se cherchent ».

Nombreux sont les parents qui agissent comme ceux de Salem et par conséquent perturbent leurs enfants qui se sentent alors rejetés et dans le pays d'origine de leurs parents, et dans leur pays de naissance, la France. Ils ne savent donc pas quelle identité aborder. Les échecs successifs qu'ils connaissent relèvent d'abord du domaine familial puis du domaine institutionnel.

2.1.4. Les Fds

2.1.4.1. Les juniors

Eu égard à ce qui précède, nous ne pouvons plus parler de discriminations et / ou d'écartement dans l'emploi et le logement en faisant allusion seulement aux Fim. De nos jours, il a été observé que ces problèmes longtemps « réservés » aux Fim s'étend aussi aux Fds. Il en ressort qu'il existe une catégorie de populations, toutes origines confondues, où règne dans les foyers une misère invraisemblable. Effectivement, à l'orée du XX^e siècle, on assistait alors à une lente et progressivement descente vers les enfers des citoyens pourtant travailleurs. On les nomme *les travailleurs pauvres*. Ce sont des individus qui ont un emploi mais précaire. Ils ne peuvent subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, avec leurs bas salaires et, ne peuvent par conséquent accéder à un logement. Parmi les innombrables conséquences de cette situation, le grossissement des sans-abris dans les grandes villes, et la multiplication des marchands de sommeil (des hôtels où l'on propose des chambres à des prix très onéreux et sans aucune sécurité : nombreux sont les accidents et les incendies qui y tuent sans pitié...).

Il est bien entendu que le problème longtemps axé sur les Fim est aujourd'hui reconnu, mais remarqué sur le tard, comme touchant toutes les sphères sociales, donc aussi les Fds. Il découle donc de cette situation que parler d'intégration ne concerne plus seulement les Fim, parce que ce processus doit être également effectué vis-à-vis des fds qui subissent également cette situation humiliante. Ainsi ces individus doivent pour la plupart réapprendre à s'intégrer dans la société parce que la rue détruit l'homme, tant psychiquement que physiquement...

Toutes ces crises sociales englobant l'emploi et le logement mènent à un changement profond de la société, bousculant ses racines avec une ampleur incomparable. Le capitalisme gagne du terrain en France, le clivage entre différentes couches sociales, de plus en plus grand. Tant que cela ne concernait en théorie, que les Fim, les dirigeants portaient des œillères. Mais depuis quelques années, les bâtons commencent à être brandi à cause de cette misère décadente accrue donc par un taux de chômage qui ne cesse de croître : fermetures des usines pour cause de délocalisation, de faillite à cause des marchandises accessibles à des prix très discount (provenant de l'Asie où la main d'œuvre est vraiment peu onéreuse), de l'élargissement de l'Europe (contraintes de régularisation aux normes européennes fixées par Bruxelles)...

2.1.4.2. Les seniors

Une seconde catégorie de personnes s'ajoute à la première citée ci-avant : les salariés les plus âgés. En effet, ceux-ci sont bannis de l'emploi en partant sur une base de préjugés à leur encontre. Partant de la contribution Delalande, instaurée en 1987, le recrutement d'un salarié avancé dans l'âge est jugé plus dangereux. Les entreprises paient d'ailleurs le licenciement d'un travailleur de plus de 50 ans à l'UNEDIC, considérant que les seniors n'ont plus le droit de travailler. Ceux qui perdent donc leurs emplois ont beaucoup de mal à en retrouver un... car ils sont vus comme «finis», «has been », etc., et doivent par conséquent laisser la place aux jeunes.

Par ailleurs, les regards combinés de Betbèze, d'Autume, de Hairault (et d'autres encore), nous disent dans leur rapport et commentaires que la retraite serait plutôt considérée comme un remède contre le fort taux de chômage chez les juniors. En effet, cela permettrait aux jeunes d'entrer dans la vie active, car de plus en plus sont nombreux ceux qui y entrent tard...

Pour parler donc des seniors, nous avons choisi leur document constituant une source bien précise sur la question des seniors, publié sous le titre « *Les seniors et l'emploi en France.* » (La Documentation française). Y prenant appui, nous avons l'information que le rapport constitue une synthèse de la situation actuelle des seniors face à l'emploi. Il montre bien une observation débouchant sur le sentiment d'un leurre social. Les propos des auteurs nous le disent d'ailleurs : « *La cessation précoce des seniors, c'est notre impossible pari, c'est un mensonge à la jeunesse, c'est le point caché de notre consensus social. La retraite à 60 ans et la préretraite à 55 ans, pour permettre aux quadras d'avoir une promotion et aux jeunes de trouver des emplois, constitueraient finalement une solution équitable et performante aux problèmes d'emploi de notre pays.* ».

Ceci nous montre que c'est bien l'Etat qui gère cette situation : c'est par conséquent, un problème politico-économique et social auquel font face les seniors... Il faut reconnaître que l'idée née d'une démographie en forme d'entonnoir (le baby boom des années d'après guerre, 1945) implique une augmentation de la durée de vie, soit 77 ans d'âge moyen chez les hommes et 84 ans chez les femmes. Deux camps donc se forment quant à ce problèmes : d'une part, les tenants de la thèse selon laquelle les seniors ne « valent » plus rien sur le marché du travail et par conséquent, il faut les en tenir écartés, les remplacer par la jeunesse... ; et d'autre part, ceux qui

pensent que remplacer les seniors par les juniors ne ferait qu'aggraver la crise, vu que la jeune démographie n'est pas suffisante pour « boucher » les trous (l'indice de fécondité est de 1,9 %), il y aura donc plus de seniors que de juniors entrant dans l'emploi. Pour ce groupe, la solution serait de « recycler » les seniors, de les laisser continuer leur travail du fait qu'ils vivent plus longtemps qu'avant. Aussi, les jeunes entrant tard dans l'emploi à cause de multiples raisons (longues études, problèmes de chômage...), il vaut mieux peut-être orienter la recherche de solution ailleurs que dans une retraite qui ne constitue finalement pas une solution...

Il est sans doute vrai qu'il vaudrait mieux rechercher ailleurs, car nous faisons face à un problème économique assez grave : la délocalisation, ou plutôt les délocalisations ! Ce phénomène qui prend de plus en plus de l'importance en France relance le chômage et de ce fait, toutes les tranches d'âges actifs de la société française sont mises en cause. Ainsi, les auteurs du rapport stipulent que : « *Dans ce contexte, la production potentielle française est menacée, et le niveau de vie des Français avec elle. Une économie performante est donc une obligation – et un taux d'emploi élevé, conformément aux objectifs de Lisbonne, une condition. Ceci n'était pas dans l'esprit des décideurs qui ont réduit le temps de travail par semaine ou celui de l'âge de la retraite. Cette réduction, à l'époque, n'avait d'ailleurs pas d'effet perceptible du fait des ultimes effets du baby-boom d'après-guerre. Aujourd'hui, cet effet est devenu clair.* »

On ne peut être plus clair quand on fait face à ces écrits. Cela nous fait revenir d'une manière générale à un leurre de l'Etat face à la société tout entière, car l'avenir des retraités et des jeunes est très incertain dans la vision actuelle. La question que se posent les auteurs est celle de savoir à quel moment devient-on senior. Pour y répondre, ils vont s'intéresser au groupe de seniors dont les âges sont compris entre 55 et 64 ans qui représentent un total de 13 % de la population totale du pays (les auteurs considèrent les 50-54 ans comme autant actifs que les jeunes). Pour eux, c'est à partir de ces âges-là qu'on devient senior. Comme le seuil de la soixantaine est très marqué en France, cela fait distinguer les seniors de la cinquantaine de ceux de la soixantaine. Il en résulte par conséquent que tous les seniors sont très faiblement représentés dans l'emploi, à l'échelle nationale mais aussi internationale. Nous pensons qu'il est important de rappeler que ces individus ne sont pas accusés de leurs capacités personnelles... Pour les auteurs, l'explication seconde « *serait fait au contraire de les capacités productives intrinsèques des seniors la cause de leur sous-emploi. Leur productivité baisse avec l'âge, soit parce qu'ils sont usés physiquement, notamment s'ils ont été exposés à des conditions de travail difficiles, soit parce qu'ils ont du mal à se familiariser avec les nouvelles techniques de production.* »

Il est vrai que l'argument exposé pour l'avancement de l'âge de la retraite des seniors n'est pas faux. En effet, les deux facteurs (catégorie d'emploi et l'apport de nouvelles technologies) rendent compte de leurs réelles difficultés : ils coûtent chers à l'entreprise qui doit les envoyer en stage d'apprentissage par exemple (...), tel ils le disent : *« On comprend que la diffusion actuelle des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et les changements organisationnels qui l'accompagnent, puissent rendre le problème particulièrement aigu. »* Aussi, les cadres sont moins concernés par ce problème...

Ce taux d'emploi de seniors de 55-59 ans en France est de 54%, de deux points inférieur à celui de la moyenne européenne (Europe de 15). Et, inférieur de 22 points que celui des Danois : de 14 que celui des Américains et de 18 points que celui des Japonais. Le déficit des 60-64 ans est le plus important.

Enfin, ils concluent la suivante : *« l'âge détermine l'horizon de la vie professionnelle, et qui commande ainsi les comportements de tous les agents, travailleurs et entreprises, vis-à-vis de l'emploi. L'âge de la retraite est ainsi un déterminant essentiel du taux de l'emploi des 55-59 ans.*

Il faut donc approfondir la réforme des retraites de 2003, en organisant une transition systématique des âges de référence qui gouvernent le choix de l'âge de retraite. Il convient aussi de rendre plus attrayante la prolongation d'activité en révisant les barèmes de retraite pour promouvoir la retraite choisie en autorisant le cumul entre emploi et retraite.

Un second ensemble de propositions entend redonner vie au marché des seniors. La première condition consiste à restreindre très fortement les dispositifs de cessation précoce d'activité et, en particulier la dispense de recherche d'emploi. C'est là le seul moyen de briser le consensus dont souffre la société française et d'inciter, et même de contraindre, travailleurs et entreprises à emprunter la voie de l'emploi des seniors. Des incitations financières, comme le Contrat Initiative Emploi et des primes au retour à l'emploi, peuvent alors les accompagner en facilitant le retour à l'emploi des seniors.... (...) En revanche, les besoins spécifiques des seniors doivent être pris en compte dans l'entreprise, de la même façon que leurs qualités doivent être utilisées et entretenues. La prévention de la pénibilité, l'aménagement des emplois et des horaires, la formation professionnelle être encouragées au niveau de l'entreprise ».

Le graphique suivant nous donne les chiffres des taux d'emploi en 2003 :

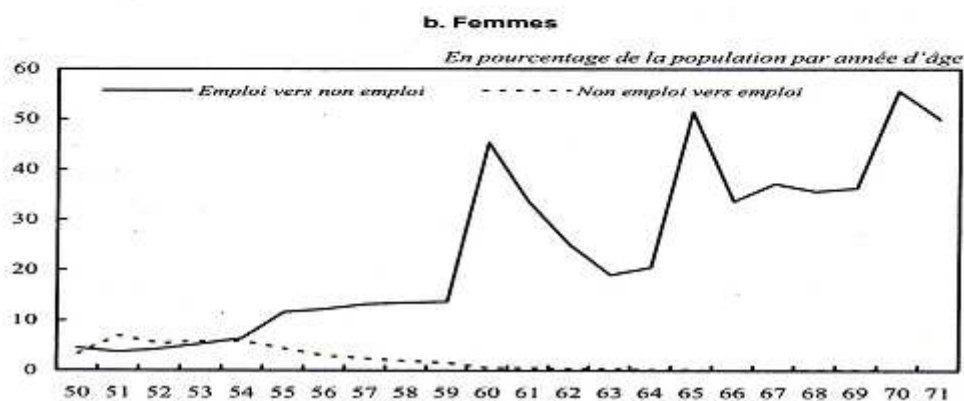
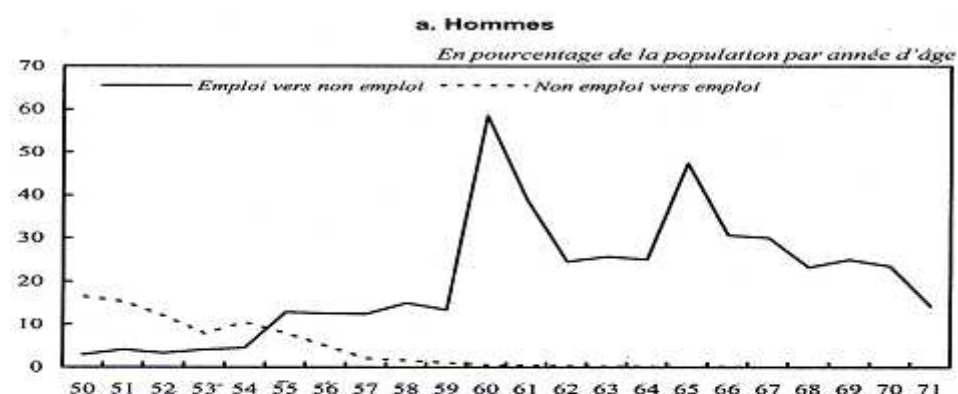
	15-64	15-24	25-54	50-54-	55-59	60-64	55-64
Hommes - Femmes	62,7	29,8	79,3	76,2	54,2	13,2	36,8
Hommes	68,9	33,3	86,9	84,0	60,2	14,5	41,0
Femmes	56,7	26,3	71,8	68,6	48,3	12,0	32,8

Taux d'emploi France, 2003

Source : Calculs des auteurs, données : OCDE, Statistiques de la force de travail.

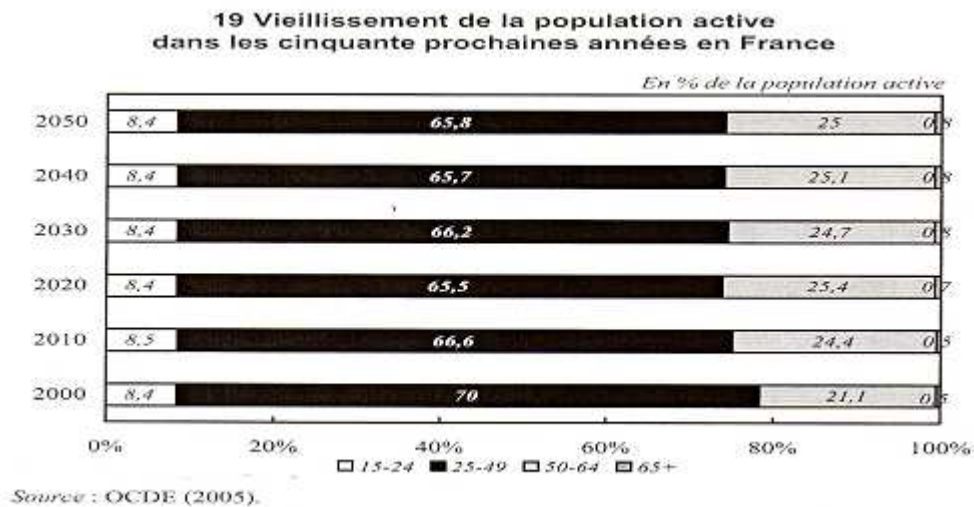
Les graphiques suivants (selon les auteurs), quant aux probabilités de transition par âge entre l'emploi et le non emploi en France de 1990-2002, donnent ce qui suit :

2. Probabilités de transition par âge entre l'emploi et le non-emploi, France, 1990-2002



Source : Aubert, Blanchet et Blau (2005).

Selon les prévisions de la population active dans les cinquante années à venir en France, selon les auteurs (page 53), donnent ce qui suit (P.53) :



2.1.5. L'observation de Gérard Noiriel

Historien Français, Gérard Noiriel est l'un des précurseurs de l'histoire de l'immigration en France. Il est aujourd'hui directeur d'études à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)...

Dans le cadre de l'intégration toujours, Gérard Noiriel fait remarquer que la société française traverse une crise, après une période d'intégration (son constat non nouveau cependant mais son point de vue est intéressant). Pourtant ce processus a fonctionné avec les premiers immigrés... et à Noiriel de penser que : *« prendre appui sur ce fait [c'est-à-dire que de millions de personnes immigrées se sont fondues dans le creuset français...] pour conclure à l'efficacité du « modèle républicain » d'intégration, c'est commettre une faute de raisonnement qu'on appelle « présentisme ».*

Le *présentisme* c'est la croyance selon laquelle le futur et le passé n'existent pas. Cette notion s'oppose à celle de l'éternalisme - c'est-à-dire, les choses passées et les choses futures existent infiniment..._ pour lui donc, la République n'a pas atteint les buts fixés normalement en ce qui concerne l'accueil des étrangers. L'intégration vue par lui donc est résumé en ces termes :

« Partir du présent pour déduire le passé est une façon d'alimenter l'histoire des vainqueurs au détriment des vaincus, l'histoire de ceux qui ont laissé une trace de leur passage au détriment des invisibles, des sans-voix. Toute réflexion sérieuse sur ce sujet devrait donc commencer par prendre en compte un fait élémentaire, confirmé par de nombreuses recherches récentes : la grande majorité des étrangers qui ont immigré vers la France dans le passé n'y sont pas restés. Ces dizaines de millions de personnes ont donné leur opinion sur le « modèle républicain » avec le seul moyen d'expression que la République leur a laissé : en fuyant vers des contrées plus accueillantes – c'est-à-dire en « votant avec les pieds ». Si on veut bien admettre l'idée que le premier stade d'une politique d'intégration consiste à accueillir dignement les étrangers pour qu'ils aient envie de rester, force est de constater que la République ne l'a pas atteint dans la majorité des cas. ». Ainsi, « Parler d'un « modèle républicain », c'est occulter la dimension conflictuelle et douloureuse de cette histoire. Confinés dans les secteurs les plus dévalorisés de l'emploi, surexposés aux accidents du travail, privés des droits élémentaires accordés aux citoyens, en butte à la xénophobie, à la répression policière et aux expulsions, les immigrants ont payé leur intégration au prix fort. (...) Le terme « modèle » laisse penser à tort que la République aurait eu un projet politique d'insertion des immigrants. Avant les années 1970-1980, cependant, aucun gouvernement ne s'est jamais vraiment penché sur la question. Depuis la fin du XIX^e siècle, les immigrants et leurs descendants se sont fondus dans la société française sans que les gouvernements experts s'en mêlent. Le rôle du politique dans ce domaine, comme dans d'autres, a donc été beaucoup plus limité qu'on le dit habituellement.(...) La comparaison entre la France et les États-Unis, deux pays d'immigration massive au XX^e siècle, est, à cet égard, très instructive.(...) Les migrants sont les premiers acteurs de leur intégration...(...) Ramenée à de plus justes proportions, la notion de « modèle républicain » désigne finalement la manière dont l'État républicain a mis en œuvre les principes fondamentaux. Qui régissent les sociétés démocratiques. Pour comprendre les particularités du cas français, il faut rappeler le rôle fondateur qu'a joué la III^e République. Tout le projet politique que ses dirigeants s'efforcent de mettre en œuvre à la fin du XIX^e siècle se focalise sur l'intégration des classes populaires dans l'État-nation. »

Cette intégration est partielle dans la mesure où par exemple l'origine des parents et / ou grands-parents est sans cesse rappelée aux enfants (qu'on nomme deuxième génération), qui se retrouvent alors dans une phase de quête de reconnaissance. En effet, Noiriel le fait remarquer dans ces lignes : « (...) ces discriminations ont eu tendance à s'aggraver pour les individus appartenant à la « deuxième génération ». Ces enfants d'immigrés sont les enfants du prolétariat

recruté en masse dans les années de prospérité, de 1950 à 1970. La plupart d'entre eux sont nés en France et possèdent la nationalité française, mais ils appartiennent généralement au monde ouvrier. A ce titre, ils sont touchés de plein fouet par les bouleversements sociaux induits par la mondialisation du capitalisme. Leurs problèmes d'intégration illustrent les difficultés que vit aujourd'hui l'ensemble des classes populaires. Une partie des jeunes issus de l'immigration subit les effets de cette crise de façon particulièrement intense.

Les profondes mutations qu'a connues la société française depuis les années 1950- l'émergence, notamment, d'une catégorie sociale intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte (les « jeunes » de 15-25 ans), la multiplication des grands ensembles et des ZUP – ont donné une grande visibilité à la « deuxième génération » dans l'espace public. Par surcroît, les discours médiatiques se focalisent sur une seule composante de ce groupe : les jeunes issus de l'immigration maghrébine. Constamment renvoyés à leur origine ethnique, à une religion que la majorité d'entre eux ne pratiquent pas, à des enjeux politiques internationaux qui ne les concernent pas plus que les autres Français, ils sont victimes d'une ségrégation qui n'est pas juridique, mais administrative, économique, sociale et culturelle.

Cette partie de la jeunesse ouvrière présente au plus haut point les caractéristiques propres à toutes les « deuxièmes générations ». Le degré extrême de domination qu'ont subi leurs parents sans pouvoir protester, les multiples formes de rejet qu'ils vivent chaque jour engendrent chez eux un profond désir de reconnaissance (et donc d'intégration). Mais ils ont également besoin d'exprimer publiquement leur refus d'un monde qui les méprise et les délaisse. Les comportements violents auxquels se livre une fraction de cette jeunesse reflètent à la fois son intégration dans l'univers local qui est le sien (la cité) et son refus d'accepter le sort qui lui est fait. (...) dans les années 1950, la deuxième génération issue des immigrations installées en France dans l'entre-deux-guerres avait trouvé dans le Parti Communiste une organisation politique qui remplissait cette double fonction d'intégration et de dissidence. (...) ».

2.1.6. Le constat de Patrick Simon

Patrick Simon est un écrivain socio-démographe contemporain qui travaille sur les phénomènes de discriminations. Il a fait partie des personnes qui ont protesté contre l'instauration du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale...

Dans *Cahiers Français* (330 : 62-67), Patrick Simon expose son point de vue sur l'identité

française, par rapport à la crise dite des banlieues, à la fin de l'année 2005. Ainsi, pour lui, ces événements sont la conséquence d'une vision plus assimilationniste et non pas le maintien des identités d'origine, de la part des « délinquants » qui *détruisaient* le pays. *La politique d'intégration quant à elle, exclue la reconnaissance de toute communauté constituée et la prise en compte des réalités culturelles.* (Idem)

Ainsi Simmon, le « fameux modèle d'intégration » français serait en crise et donc, « *Que révèle en définitive cette crise, sinon l'inadéquation entre la conception française d'intégration et les réponses à apporter aux enjeux posés par la société globalisée et multiculturelle du XX^e siècle ?* ». Impliquant directement la politique, il y répond en ces termes : « *les difficultés à vivre sans credo politique d'égalité, de laïcité et de cohésion_ à défaut d'une fraternité plus improbable _mettent en question un modèle dont on pensait qu'il avait fait ses preuves (...)* »

Pour lui donc, malheureusement, les failles du modèle d'intégration se lisent chez les immigrés et leurs descendants. Ces failles sont : les discriminations ethniques et raciales, la déstabilisation du compromis laïque avec l'émergence de l'islam de France, ainsi que les défaillances et fragilités des institutions. D'un autre côté, ces institutions, notamment, « *les reprises politiques récentes ont privilégié une vision plus coercitive et normative des devoirs des immigrés et des transformations qu'ils doivent accomplir pour pouvoir « entrer dans la Nation »* ». A ce même effet, depuis 2006, la vie civique est remise en avant chez les immigrés, afin de les aider à s'intégrer. D'ailleurs, les candidats à l'immigration et au regroupement familial subissent bien de tests pour juger le degré de leurs connaissances de la langue et de la culture françaises, avant de leur attribuer un titre de séjour. (Mais cela est sans compter sur les lois, les décisions... créées par le gouvernement de François Fillon, sous la présidence de Sarkozy, depuis son élection en 2006).

Aujourd'hui il semble bien que l'Etat est décidé à reprendre les choses en main, c'est-à-dire, à vouloir réunifier la Nation Française_ englobant toutes les origines de ses citoyens (?!). Nous ne pouvons nier que la doctrine républicaine quant à l'intégration est contemporaine. En effet, sans politique d'immigration visuelle, le pays face à de nombreuses crises sociales et notamment celle qui a bien ébranlé le pays (fin 2005), a fait décider les politiques à réagir concrètement car il y a désormais une conscience de la crise du modèle social dans le pays. Cela nous mène à considérer le point de vue de Patrick Weil (2002), qui dit que : « *Les conditions normatives de cette intégration, ou assimilation (...) se sont longtemps déduites des conditions énoncées dans le*

code de la nationalité, de leurs circulaires d'application et des débats qui ont entouré ses réformes successives. »...

Pour conclure, Simon pense que *la synthèse sur le « modèle français » d'intégration de la longue histoire de l'immigration et condense les principes fondamentaux de ce qui va devenir la politique d'intégration. Ce sont donc trois points qui sont :*

- 1. Le fait de l'individualité de l'intégration. L'intégration ne tolère (pas non) plus l'inscription des immigrés dans les communautés structurées qui, par leur institutionnalisation, mettrait en péril l'unité du corps national.

└ La naissance consciente des communautés brise l'unité nationale.

- 2. L'entrée de la citoyenneté c'est-à-dire l'acquisition de la nationalité française demeure le pivot central du processus d'intégration.

└ L'acquisition de la nationalité française = fierté d'être citoyen ==> vœu conscient ou inconscient de ressembler aux autochtones (fierté).

- 3. L'intégration est liée au principe d'égalité dont elle vise à renforcer la traduction dans la réalité sociale.

2.2. L'intégration partielle

Il en découle qu'aujourd'hui donc, on peut déterminer le degré d'intégration des individus Fim. Même si certains sont considérés comme « totalement » intégrés, d'autres par contre se considèrent et sont considérés comme « à peu près ou presque » à cause souvent du regard des autres (Fds) qui leur rappellent sans cesse leurs origines. En effet, les Fds ont souvent l'habitude de jauger du degré d'intégration des Fim et des étrangers. D'ailleurs, le MIIIND est un bel exemple pour parler de ce sujet...

Dans cette partie, nous pouvons placer des individus tels que Djamel Debouzze, Yannick Noah, Dieudonné Mbala-Mbala et d'autres encore. Ainsi, si certains pensent qu'il n'y a pas lieu de parler de la seconde génération (voire la troisième) concernant les Fim de l'IP1, d'autres par contre pensent qu'il ne peut en être autrement. Mais ne plus parler de Fim 2 (voire Fim 3) signifierait déjà arrêter de parler en terme de « Fds » et de « Fim », car c'est un substrat raciste. Il y a en tout et pour tout, des Français. Point.

La réaction souvent rencontrée face aux « presque » intégrés est une revendication de la double identité, faisant de ce pas référence aux origines de leurs parents et / ou grands-parents. Mais ce repli identitaire choque doublement, c'est-à-dire : ceux qui se considèrent comme Fds d'une part, et ceux qui s'acceptent comme Français seulement, d'autre part. Ainsi, on s'est rendu compte que c'est souvent le rejet (quelque soit l'âge de l'individu) qui est à la base de tout repli identitaire. Donc, certains pensent qu'il faudrait juste que les Fim « presque intégrés » cessent de clamer tout haut leurs origines (arabes, noires africaines et antillaises, et leur négritude) à l'instar de Lilian Thuram (par exemple) et bien d'autres encore. Mis à part ce fait, l'instauration de la discrimination positive de manière officielle (par les institutions) est un signe qui reconnaît l'évidence de l'écartement de certaines personnes et que, maintenant l'Etat veut les intégrer... Cela est contraire à l'éthique de la Nation française qui l'inscrit dans sa devise.

D'un autre côté encore, il faudrait que les Fim se sentent eux-mêmes d'abord Français et qu'ils arrêtent de s'ingérer dans les histoires politiques et sociales et autres événements des pays d'origine de leurs parents et / ou grands-parents. Etendre par exemple un drapeau marocain et crier dans les rues en manifestant sa joie parce que l'équipe marocaine a gagné un match de football est une attitude équivoque. En effet, certes la double nationalité est permise en France, mais acter de cette manière démontre une attitude qui renie le côté « français » et fait valoir le côté « marocain » de cet individu ; ou encore porter un tee-shirt français et arborer un drapeau algérien dans un stade quand l'équipe de France joue, est également un paradoxe ; ou encore lors d'un match Algérie-France, que des individus Français d'origine algérienne se positionnent en tant qu'Algériens !!! Ceci pour ne parler que du volet sportif...

Il en découle que le climat établi du fait de la double nationalité qui règne en France dans les populations d'origine *x* est tel qu'il ne cesse de prendre de l'ampleur. Cette double appartenance à deux nations fait donc que le sujet concerné se positionne *in situ* selon l'une ou l'autre, le plus souvent évidemment quand ça l'arrange. Il le fait avec des signes extérieurs pour rappeler sa situation à ses pairs d'abord et aux autres ensuite, et vice-versa.

L'effort que doivent fournir les Fim de l'IP2 dans ce cas réside dans leur acceptation tout d'abord comme Français, ensuite de s'assimiler ou de s'intégrer et enfin de s'instruire des valeurs culturelles du pays. Cela ne signifie pas que certains, voire de nombreuses personnes ne l'ont pas fait ou ne le font pas. Nous le disons juste dans le cas de ceux qui se cherchent et ne savent pas comment se « fondre » dans le moule français... L'idée est qu'ils cessent de se

considérer comme des citoyens *lambda* et de repenser leur mode de vie, car commençant par stopper de revendiquer simplement leurs origines par exemple. Ainsi, peut-être que la société, notamment les autres, réussiront-ils à les considérer autrement et, ces derniers réussiront alors enfin à se fondre dans le creuset français, tel l'ont fait la majorité des Fim de l'IP1...

D'autre part encore, si certains ne sont pas « totalement intégrés ou presque », ce serait dû au fait que les cultures d'origines de leurs parents et / ou grands-parents constituent simplement un blocage, car il en ressort que, les modes sociétales dont viennent les générations d'avant ne sont pas celles des générations présentes. Ce qui fait qu'il y a rupture entre les pays de provenance des parents et / ou grands-parents et celui de leurs enfants (la France). Ainsi, le panorama socioreligieux de la France est celui de la foute multitude de confessions religieuses et en ce qui nous intéresse précisément, l'islam. Cette religion qui est la troisième en nombre dans le pays, ne semble pas savoir dissocier le religieux du social, ce qui pose problème dans un mode de vie français. Aussi, on constate que des individus de cette confession religieuse se cantonnent dans le mode de vie socioreligieux étranger à la France. La conséquence en est que l'on considère leurs enfants comme « différents » des autres, c'est-à-dire toujours en rapport avec l'altérité. Ainsi, la méconnaissance de cette religion et de ses coutumes rend méfiant la société française. Un autre fait, dans cette religion, la polygamie est officielle¹⁵³ et elle est inscrite dans le coran.

Or, nous le savons, l'idée même de la polygamie est prohibée en France et son interdiction est inscrite dans la loi. Mais pour l'islam, il est normal pour ses adeptes d'avoir plusieurs épouses... En France cependant, dans les familles polygames (2500 à 20000 selon les estimations), seule la première épouse est reconnue par la loi du pays. La polygamie étant interdite dans le pays, les enfants issus de ces familles vivent très souvent dans des conditions très difficiles sous la pression des faits (exiguïté, bruits, impossibilité de suivre une scolarité normale...). Ainsi, l'ordre sociale établie dans les pays d'origine de ces personnes se retrouve effondré en France et par conséquent crée le chaos dans la cellule familiale, qui normalement constitue la source de l'intégration de la société. Ces familles se retrouvent désemparées quant à l'espace socioculturel de la France et des pays d'origine de ces individus.

Il en découle que notre société se trouve être construite avec plusieurs sortes d'individus : ceux qui sont issus des familles monogames, ceux issus des familles monoparentales et ceux issus des

¹⁵³ Nous parlons de la polygamie « officielle » en opposition à la monogamie française qui est souvent une polygamie « non officielle ». Dans la polygamie « non officielle », les hommes se permettent des maîtresses et parfois même carrément des foyers parallèles à leurs foyers officiels, avec un ou plusieurs enfants. Exemples de Feu président François Mitterrand avec madame Pingeot et leur enfant illégitime, Mazarine Pingeot ; et du chanteur

familles polygames. C'est cette dernière catégorie qui est fortement touchée par les crises sociales que nous traversons. En effet, les individus qui s'inscrivent dans cette catégorie sont souvent dans une quête identitaire et, terminent souvent par un « retour » qui en fait est un retournement vers la source de leurs parents et / ou grands-parents.

En somme, l'intégration « presque totale » sinon ratée dont sont qualifiés certains Français par certains Fds, s'avère être une intégration quand même dans le sens où :

- ils n'ont rien de commun avec les pays d'origine de leurs parents et / ou grands-parents ;
- ils sont des Français à part entière ;
- ils partagent les mêmes habitudes sociales que les « Fds » ; et,
- ils sont assimilés aux us et coutumes du pays.

Il serait donc injuste de parler d'une intégration « presque totale ». Aussi, ceux qui prétendent que c'est parce que ces Fim ne cessent de rabâcher le passé en faisant sans arrêt référence aux pays d'origine de leurs parents et / ou grands-parents, s'avèrent être des individus qui jugent trop vite. Il faut reconnaître par ailleurs que ces « Fim » sont évalués sur un temps court. Si nous comparons donc le temps qu'a mis l'IP1 pour se fondre dans le moule national, nous nous rendons compte que les IP2 subissent des jugements précoces. Nous ne soutenons aucun parti mais nous tenons juste à signaler quelques facteurs qui ne faisaient pas partie de l'IP1 mais qui effectivement font partie inhérente de l'IP2 : l'islam, une distance géographique conséquente (à l'échelle continentale), la couleur de peau, etc. Ces facteurs ont fait que les IP1 qui n'en avaient pas, pouvaient se confondre avec les Fds, car de même type « racial ». Or, les IP2 sont très diversifiés et par conséquent facilement repérables, ce qui ne facilite pas non plus leur acceptation. Rappelons-nous le sketch de l'acteur-comédien d'origine Sénégalaise, Mous Diouf, « *Avant quand j'étais Noir.* »...

3. L'intégration « totale »

Ce que nous entendons par intégration « totale » c'est, le fait d'être assimilé sous tous les points : social, professionnel..., et de s'accepter comme Français à part entière, c'est-à-dire que l'individu adhère aux valeurs républicaines...

Jadis avec l'IP1, on a vu des individus s'intégrer et se fondre dans le moule national. Aujourd'hui, il ne reste de ces immigrés que des vestiges qui sont les noms patronymiques à consonance étrangère sur les boîtes aux lettres, en bas des articles de presse, dans les magazines... et, à la tête de la République !!! Cette intégration est de longue haleine, comme nous l'a montré l'histoire, à propos de leur immigration. Elle est résultante des efforts multiples faits individuellement et collectivement.

Dans cette partie, nous allons parler de quelques actions entreprises pour « parfaire » l'intégration aujourd'hui (l'immigration choisie), des exemples des individus « totalement intégrés » (Monsieur Nicolas Sarkozy, Madame Rachida Dati...) et de la position dans laquelle les Fds catégorisent ces individus intégrés, par rapport à eux-mêmes.

3.1. Actions entreprises pour favoriser l'intégration

Avant, les individus arrivaient dans le pays, s'y installaient, travaillaient et « vivaient leurs vies », sans que les autorités politiques et / ou sociales s'y intéressent (façon de parler...). Leur intégration devait se faire par eux-mêmes, car c'est la machine sociale s'en chargeait automatiquement. Or, nous faisons face actuellement à une machine d'intégration sociale enroutée _ selon différents observateurs _ et donc la société française est en pleine crise, menaçant ainsi le pacte social à court ou à long terme.

Puis peu à peu, les autorités ont commencé à s'intéresser à ces immigrés de l'IP2 et à leur descendance (qui elle est Fim). La question d'une politique d'immigration fut posée quant à cette situation, car le pays semblait ne pas en posséder qui soit bien établie. Avec Sarkozy comme ministre de l'Intérieur (2005-2006), sous la présidence de Chirac, la manière de procéder devint révolutionnaire. Nicolas Sarkozy en effet commençait à ébranler un système « assis sur ses lauriers ». La question des banlieues (fin 2005) a posé beaucoup de problèmes et dérangé le système politique en place, étant donné que les sources de ces violences furent la mort de deux adolescents et par la suite, les propos de Sarkozy qui disait « *nettoyer les banlieues au kärcher* ». Ce dernier se positionne d'ailleurs comme un révolutionnaire, avec ses grandes ambitions qui bousculent les assises sociopolitiques. La suite de ces incidents en a été la proposition d'une

immigration dite choisie. Ce que Sarkozy entendait par là, c'est le fait de n'accueillir que l'élite étrangère, dans le but de favoriser l'intégration. En effet, qualifiée par rapport à la première vague, celle-ci, selon lui, posera moins de problèmes.

Nous pouvons en déduire que Sarkozy ne voit que le côté qualification, mais oublie le côté le plus important : le pôle culturel. Effectivement, même si ces individus « choisis » sont peut-être qualifiés, si l'on prend l'Afrique par exemple (terrain de prédilection de Sarkozy, en parlant des provenances néfastes de l'immigration), on constate que les cultures y sont multiples et très différentes les unes des autres. Aussi, la notion de famille y est tout aussi différente selon les zones géographiques du continent. Le nombre d'enfants varie aussi selon la géographie, même si dans l'ensemble il reste élevé chez les Africains. Chez les cadres, la tendance est en baisse ... Nous parlons donc des cultures et par conséquent de l'identité ! Cela implique que les identités d'origine doivent être prises en compte dans l'immigration choisie de Sarkozy, s'il veut une réussite de son projet, car il semble en oublier les cultures.

Aussi, les points de vue sur cette politique de l'immigration dite choisie ne fait pas l'unanimité sociale. En effet, nombreux sont ceux qui n'y voient qu'une proposition perverse. Aussi, ils pensent que les individus qui doivent arriver occuperont des postes importants, à responsabilité, donc il arrivera un changement de situation sociale : dans les années à venir, ils ne seront plus des citoyens de seconde zone, comme leurs prédécesseurs, ouvriers et peu qualifiés... Autre côté pervers, les politiques ne se sont pas posés la question de savoir si le peuple Français_ c'est-à-dire les Fds_ adhère à cette idée car n'oublions pas que nous sommes en République...

Déjà, parler une langue étrangère (surtout non européenne et quand on est typé...), fait apparaître l'individu comme extraterrestre _ Les Fds s'écarteront souvent de telles personnes, comme si elles allaient leur transmettre la peste. Avec l'immigration choisie, l'individu devient donc un produit, à l'égal des produits L'Oréal par exemple, « *Parce qu'il le vaut bien...* ». Alors, face à une telle situation sociale, pouvons-nous penser que le fait de choisir des individus par rapport à leur qualification, constitue t-il un facteur d'intégration ou plutôt **le** facteur d'intégration par excellence ? – Ou alors l'Etat mettra d'autres dispositifs à leur portée pour ce faire ?

De toute façon, ce dispositif s'inscrit d'avance dans une discrimination positive, quoiqu'il en soit. D'ailleurs, c'est Sarkozy qui a parlé de discrimination positive en premier dans le pays. Cette expression représente un aspect privilégiant les intérêts de la Nation française et du marché de l'emploi. Cela nous rappelle pleinement que Sarkozy est un grand capitaliste... A côté de

ceci, dans la continuité ses investigations lors de sa campagne présidentielle, l'idée de la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale. Aujourd'hui, c'est chose faite. Voyons maintenant les actions préconisées par ledit ministère ...

3.2. Le Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement

C'était chose promise, c'est maintenant chose due... Théoriquement, on parlait d'un « Ministère de l'identité nationale et de l'intégration », mais au final, le titre est plus kilométrique... Ledit ministère semble bien complexe au regard de son titre. En effet, il dit porter en lui seul quatre missions visibles qui sont normalement celles de quelques autres ministères et il doit par conséquent gérer des domaines complexes. Il s'agit de :

1. L'immigration.
2. L'intégration.
3. L'identité nationale.
4. Le développement.

Crée le 18 mai 2007 et dirigé par Monsieur Brice Hortefeux, c'est dans un des quinze ministères du gouvernement de François Fillon, Premier ministre du mandat de Sarkozy, que le Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement (désormais MIIIND) doit « montrer » ses preuves... Bien qu'ayant vu le jour, ce ministère provoque encore des réactions contestataires, car il dérange les esprits en commençant simplement dans sa dénomination, c'est-à-dire, le fait qu'il renferme deux termes ambigus à savoir « identité nationale » et « immigration ». Cela a donc valu la démission de huit universitaires de la cité nationale de l'histoire de l'immigration, en guise de protestation. D'autres protestations d'ailleurs allant dans le même sens, continuent de se poursuivre... A ce même effet, Monsieur Doudou Diène¹⁵⁴, rapporteur spécial de l'ONU contre le racisme, le 20 juin 2007 parlait alors de « *banalisation du racisme* » et d'une « *lecture ethnique et raciale des questions politiques, économiques et sociales et le traitement idéologique et politique de l'immigration comme un*

¹⁵⁴ In : *Libération*...

enjeu sécuritaire et comme une menace à l'identité nationale. »

La réflexion dénonce de vive voix le racisme « reconnu officiellement » dans la dénomination même de ce ministère.

Et, bien qu'il semble que les partisans dudit ministère pensent avoir trouvé les bons termes pour le baptiser, ses contestataires, quelques jours après, soit 21 jours qui ont suivi l'intervention de Hortefeux, ont été plus de 200¹⁵⁵ à signer une pétition contre cette dénomination « barbare ». Ils dénonçaient la « *confusion des rôles et des fonctions* » de ce ministère. Ce sont des « rôles ramassés » dans quelques ministères, rendant alors confus les rôles de ces ministères, tellement sa dénomination reste longue, complexe et confuse... Il a s'agit de créer « en parallèle » les rôles déjà joués par :

1. Le Ministère de l'intérieur : qui était alors chargé de l'immigration et concernait les naturalisations et l'enregistrement des déclarations de nationalité, à travers le mariage. Dans ce cas, il travaillait en binôme avec le ministère de la justice.

Concernant le volet immigration, le MIIIND prévoit déjà dans l'année 2007 la reconduction de 25.000 immigrés sans-papiers aux frontières...

2. Le Ministère chargé des affaires sociales et des affaires de la politique de la ville : s'occupait de l'intégration. Or, depuis mai 2007, d'après le décret du 31 mai 2007, le MIIIND « *est responsable de l'accueil en France des ressortissants qui souhaitent s'y établir et est chargé de l'ensemble des question concernant l'intégration des populations immigrées en France. Pour l'exercice de cette mission, il est associé à la définition et à la mise en œuvre des politiques d'éducation, de culture et de communication, de formation professionnelle, d'action sociale, d'accès aux soins, à l'emploi et au logement et de lutte contre les discriminations.* »

3. L'identité nationale : d'après le même décret du 31 mai 2007, le MIIIND « *participe, en liaison avec les ministres intéressées, à la politique de la mémoire et de la promotion de la citoyenneté et des principes et valeurs de la République.* »

¹⁵⁵ In : *Libération*, 22 juin 2006.

4 Le Ministère des affaires étrangères et de la coopération : habituellement s'occupait du volet « codéveloppement ». A partir de mai 2007, il s'est vu octroyé au MIIIND alors dorénavant il sera « *chargé de la politique de codéveloppement et, en liaison avec le ministres des affaires étrangères et européennes et le ministre, de l'économie des finances et de l'emploi.* »

Dans le cas présent de figure politique, nous nous retrouvons aujourd'hui face à deux groupes en ce qui concerne ce ministère : d'un côté les partisans_ qui ont bien entendu œuvré pour et dans sa création jusqu'à sa finalisation. Son ministre¹⁵⁶ d'ailleurs soutien *mordicus* que « *ce ministère, par l'audace de sa création et le courage de son action, a une ambition : permettre à notre communauté nationale de mieux vivre ensemble.* » _, et de l'autre, les contestataires. De toute façon, la création de ce ministère semble remettre en évidence le penchant presque FN (sinon revisité) qu'on attribuait à Sarkozy lors de sa campagne présidentielle. Pourtant, ces propos de Hortefeux semblent justifier la bonne intention alors source de la création dudit ministère, car il sera sans doute la clé du dénouement de la crise sociale que traverse le pays. Ne sait-on jamais... En effet, ses propos semblent mettre à jour un facteur important, celui de l'unité de tous (?) les Français. Le point d'interrogation est mis ici entre parenthèses, pour savoir si Hortefeux considère dans le pronom indéfini « tous », tous les Français c'est-à-dire, les Français dits Fds et les Français dits Fim... Aussi, parlant de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, on sous-entend une action menée avec un dépassement des esprits, c'est-à-dire, une catharsis. Ce qui « normalement » devrait apporter un dénouement positif _ car pour ce faire, l'action dans le terme « codéveloppement », fait participer des individus « ici » et « là-bas », ce qui nous renvoie simplement à la fameuse « immigration choisie » dont nous avons précédemment parlée.

Dans tous les cas, les débats sur l'identité nationale ne sont pas prêts d'être clos. Chacun y réfléchit et nombreux sont ceux qui prennent position, quel quelle soit... Car pour ce qui est des pro-Sarkozystes, « l'immigration choisie » vaut mieux que « l'immigration subie ». D'autres par contre considèrent que le rapprochement dudit ministère sans sa dénomination, « *s'inscrit dans la trame d'un discours stigmatisant l'immigration et dans la tradition d'un nationalisme fondé sur la méfiance et l'hostilité aux étrangers, dans les moments de crise*¹⁵⁷. »

¹⁵⁶ In : *Le Figaro*. 1^{er} juin 2007.

¹⁵⁷ In : Tassel F. « *Nicolas Sarkozy a fait un enjeu majeur, obligeant la gauche à occuper un terrain délaissé.* ». ► Propos des signataires de la pétition contre la dénomination et l'existence du MIIIND. « *Quotidien* » 16 juillet 2007.

Pour conclure, nous pensons que ce ministère est un colosse. L'avenir nous dira si ses pieds sont de fer, de béton ou d'argile, car tel le dit si bien ce proverbe français : «*Qui trop embrasse mal étreint* »...

3.3. Quelques exemples d'intégration

De tout ce qui a été dit précédemment, nous retenons que le terme intégration en France, comporte des degrés, et donc on peut le diviser en deux groupes, d'une part l'intégration partielle, et de l'autre, l'intégration totale. Ce que nous nommons intégration totale c'est en fait la considération d'un individu comme un Fds en dépit des facteurs qui peuvent l'entourer : la couleur de peau, la religion, etc. Aussi, cet individu n'est pas sans cesse entrain de ressasser ses origines.

Dans cette catégorie, comme nous l'avons dit ci-avant, nous plaçons des individus tels que Sarkozy (président de la République), Rachida Dati (Garde des sceaux) et bien d'autres encore, politiques et non politiques. Nous commenterons ceci après... Dans ce cas de figure, nous ne pouvons parler d'une association de communauté, tel que cela se fait dans l'intégration partielle et même carrément dans l'échec. En effet, ces individus se considèrent comme des Français et, il n'y pas lieu d'ajouter des attributs (Fds ou Fim). Ce qui fait que pour note part, considérons que dans cette explication, nous allons plutôt parler d'une intégration réussie, parce que nous trouvons ce terme mieux approprié. Cette forme d'intégration implique donc un choix personnel et c'est celui-ci qui s'avère être la conséquence de l'acceptation de l'individu.

L'exemple de Nadia Salem¹⁵⁸ dont nous avons parlé précédemment vient à point nommé nous illustrer la volonté personnelle qui mène à une intégration réussie. En effet, cette femme qui raconte que sa famille résidant en Lorraine, avait coutume de rentrer en Algérie chaque été. Le but de cette action était de préparer les enfants à un retour définitif... Cependant, il s'avère que pour ses parents sont nés en Algérie et y ont vécu la majorité des évènements les plus importants de leur vie, du moins les années qui contribuent à créer l'individu (socialement, culturellement...). Ils se sont toujours sentis Algériens, bien qu'ils vivent en France depuis fort

¹⁵⁸ « *L'Algérie, pays de l'ultime retour.* » In: D. Lepoutre & I. Cannodt, 2005.

longtemps et même que leurs enfants y soient tous nés. Nadia pour sa part, a choisi de vivre à l'occidental, c'est-à-dire, qu'elle a choisi d'éduquer son enfant à la manière de la société dans laquelle elle vit. Donc, elle ne parle que la langue française à son enfant, bien qu'elle sache parler et comprendre la langue arabe. Ce choix, dit-elle, elle l'a fait par amour, et tel ses mots le disent : *«Sa vie est ici. Elle est Française à part entière même si la question de la nationalité est assez épineuse à l'adolescence... Vouloir être Français est perçu comme la plus haute des trahisons... »*. Donc ce choix est réfléchi, car elle ne « craint » pas les « siens »...

Concernant Rachida Dati, garde des Sceaux, à 42 ans, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, il semble bien que la question de choix ne s'est même pas posée car cette femme est volontariste. En effet, son parcours dénote une véritable volonté d'intégration, traduite par sa soif de réussite. Née en Bourgogne d'un père Marocain (maçon de profession) et d'une mère Algérienne, elle est la seconde fille d'une famille de douze enfants. Elle a passé son enfance dans un quartier et a connu « la galère ». Très tôt, à l'âge de 16 ans, elle a commencé l'enchaînement des « petits boulots », notamment vendeuse de porte à porte... Sa soif d'apprendre l'a menée vers un parcours universitaire sanctionné par une maîtrise de sciences économiques et une autre en droit public. Sous le conseil de Simone Veil, elle entre à l'école de la magistrature (1977-1999) et devint conseillère de Nicolas Sarkozy en 2004, s'inscrivit à l'UMP en décembre 2006, fut nommée sa porte-parole en 2007 (14 janvier)... Sa fidélité à Nicolas Sarkozy lui a valu son poste actuel sous le gouvernement de François Fillon. Sa nomination lui confère le rôle de première personnalité issue de l'Afrique du nord et dirigeant un ministère régalien... Cette dame bien qu'issue d'une origine et d'une nationalité étrangères se considère comme Française à part entière...

Quand au cas de Nicolas Sarkozy, nous pouvons considérer que c'est la parfaite intégration. En effet, nulle personne d'origine étrangère n'a jamais prétendu au statut du président de la République française. On le considère d'origine étrangère de par son père, Pál Sárközy de Nagybosca, immigré Hongrois naturalisé Français, issu de la petite noblesse hongroise anoblie en 1628 par l'empereur Ferdinand II, roi de Bohême et de Hongrie. Celui-ci francise son nom en 1948... Sarkozy quant à lui, est né en 1955 à Paris, et est le deuxième d'une famille de trois enfants. Il a succédé à Jacques Chirac à l'Élysée le 6 mai 2007. Son parcours étudiant montre des lacunes diverses, en passant par des jobs étudiants. Mais sa volonté de réussite est sanctionnée par une maîtrise de droit privé en 1978 et deux ans plus tard, après deux années d'efforts en 1980, un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en sciences politiques. En 1981, il

obtient le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA), sur les traces de sa mère qui fut avocate. Son parcours politique part du simple militant en passant par le poste de secrétaire de la circonscription de Neuilly-Puteaux (1977), au comité de soutien des jeunes (à la candidature de Chirac, 1980), au maire de Neuilly-sur-Seine, au président de l'UMP, au poste de ministre et finalement à la présidence de la République.

Son parcours entier montre une détermination à la réussite. Et, même si cet individu est issu d'une mère Française qui d'ailleurs a été son modèle social, il n'en demeure pas moins issu de l'immigration de par son père. Sa détermination a concrétisé ses ambitions qui aujourd'hui l'ont mené à la plus haute fonction politique.

4. Conclusion

Le titre de ce chapitre montre deux termes en compétition. En effet, bien que sont nombreux ceux qui les utilisent, il a été constaté que peu savent en faire la différence. On peut cependant retenir que le terme intégration est à préférer au terme assimilation, dans la mesure où il y a libre acceptation de la part des individus d'entrer dans le moule de la société et de la nation française. Ce terme qui est aussi un processus socioculturel, (etc.) ne concerne pas seulement des personnes d'origine étrangère mais également des Français dits « de souche ». Effectivement, nous avons vu qu'il existe des Fds écartés socialement car plusieurs facteurs les empêchent de s'intégrer : financier, sociaux... Nous pouvons en conclure donc que l'intégration s'effectue par degrés !

Aussi on constate aujourd'hui que certains ont réussi leur intégration tandis que d'autres se cherchent encore. Mais il y a une cellule qui semble être incontournable dans ce processus : la famille. En effet, cernant tous les aspects de l'intégration, nous en fait conclure qu'elle joue un rôle important dans le processus d'intégration (ou d'assimilation). D'ailleurs, tous les témoignages que nous avons lus ou entendus mettent en avant l'effort de la famille (parents) et la volonté personnelle pour une intégration réussie. N'est-ce pas la preuve avec Christian Jelen qui a intitulé son ouvrage « *La famille, secret d'intégration* » ? _ il se trouve que c'est une vérité fondée...

Pour appuyer notre thèse sur l'intégration des individus issus de l'immigration, nous vous présentons les deux témoignages suivants, lus dans *Paris Match*¹⁵⁹, en complément des exemples cités ci-dessus :

- Morad Aït-Habbouche, journaliste de télévision, ne cesse de tarir d'éloges ses parents « formidables » qui lui ont : « *inculqué le respect – celui qu'on se doit et celui qu'on doit qu'on doit au pays d'accueil.* » Pour cet individu, les principes paternels omniprésents, ont influencé sa vie entière et il rend hommage à un de ses professeurs qui « *l'a sauvé des maudits « cycles courts », volontiers conseillés aux enfants des quartiers.* »
- Jeannette Bougrab, 38 ans, fille de harki, maître de conférences de droit public à la Sorbonne et membre de l'UMP, stipule que : « *Mes parents ne savaient ni lire ni écrire, (...), mais ils ont toujours cru en la valeur de l'enseignement. Ils n'avaient rien mais nous donnaient tout...* ».

Cette jeune femme a pour ambition de faire triompher l'intégration par le droit. On voit d'ailleurs une volonté d'intégration de la part de sa famille qui lui a donné un prénom français malgré ses origines maghrébines ...

Il découle de tout le chapitre que, visiblement, le pays traverse une zone de turbulence en ce qui concerne l'intégration de ses étrangers, de ses « premières voire deuxièmes générations » de jeunes Français et aussi de certains Fds. D'ailleurs le titre des témoignages de Santini dans *Paris Match*, « *Liberté, fraternité, inégalité* » montre bien un malaise.

Ce malaise se localise surtout dans le logement et le travail, donc le socioprofessionnel. En effet on a pu voir que le taux le plus élevé de chômeurs se situe chez les personnes dites Fim. La crise de logement les concerne aussi le plus...

Pour ce qui est de ceux qui ont réussi leur vie socioprofessionnelle à l'instar de Nicolas Sarkozy,

¹⁵⁹ Par : Sylvie Santini : « *Liberté, fraternité, inégalité* ». MatchDocument. *Paris Match*, n°02533 (12-18 ai 2005). PP. 27-28 / 29-30 / 32.

de Rachida Dati et bien d'autres, Yamian Benguigui¹⁶⁰, documentaliste ultraprimée et amie des stars, stipule que : « *Nous sommes des poissons échappés du filet.* »

Santini toujours, en 2005 stipulait que : « *La France est en couleur mais elle ne sait pas. Les minorités visibles sont « invisibles ». Si millions de Français d'origine maghrébine, autant originaires d'Afrique et encore un demi million d'Asiatiques ou de Turcs ne se voient ni à la télé ni au Parlement, encore moins au gouvernement.* » nous pouvons dire que ses propos étaient d'autant plus vrai encore seulement en 2005 mais aujourd'hui, soit quelques années plus tard, on constate un changement car, nous avons des personnes d'origine étrangère un peu partout, sur les scènes publiques de la République : Nicolas Sarkozy, Rachida Dati, Harry Roselmack, Audrey Pulvar, Safia Otokoré, Rama Yade, Fadella Amara...

Ce qu'il nous faut retenir ici c'est que le modèle de réussite qui fait penser à une réussite acquise semble passer obligatoirement par le biais d'une lutte sociale (société, école, famille), financière et politique. En effet, les politiques y jouent un rôle important. D'ailleurs, les institutions sont gouvernées par eux et, les lois et ou circulaires sont créées pour alléger ou durcir les conditions poussant à l'intégration. Actuellement, les contestations sont faites quant aux programmes du MIIIND notamment sur la question des tests ADN, pour le groupement familial, depuis les pays d'origine des immigrés.

Mais est-il au final que l'intégration en France, si elle se veut réussie, doit faire un effort d'intégration de l'identité nationale dans tous les secteurs de la société. Pour ce faire, elle devrait peut-être réviser la Constitution de la République qui n'est sans doute pas désuète, mais ne correspond plus à la présente époque, car elle ne dit pas ce que le pays doit et va faire de tous ces nouveaux Français...

¹⁶⁰ In : Santini, 2005.

CHAPITRE IX. LA FRANCE A L'HEURE DE L'EUROPE

I. L'Europe : présentation

1. Qu'est-ce que l'Europe ?

Ce que nous entendons par Europe constitue l'ensemble de cet espace multipôles qui englobe les espaces : politique, géographique, social, économique et monétaire. Cependant, on remarque que les pays membres de ces espaces ne sont pas tous adhérents dans tous les espaces, ce qui peut se voir clairement dans le domaine monétaire par exemple. Aujourd'hui, ces espaces comptent vingt-sept (27) membres, précisément depuis le 1^{er} janvier 2007. Ces Etats-membres forment globalement une association économique et politique de ses adhérents. Ce sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République Tchèque, la Roumanie, le Royaume uni, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

1.1. La géographie

L'Europe c'est cet espace constitué actuellement de 27 pays membres (depuis le 1^{er} janvier 2007), actuellement appelé Union Européenne (désormais UE). Géographiquement, il est plutôt complexe dans le sens où il touche tous les domaines possibles. On constate que tous ses pays membres ne sont pas toujours adhérents des mêmes espaces : si l'on prend par exemple le domaine monétaire, on peut voir que la Grande Bretagne n'en fait pas partie, car elle possède sa propre monnaie et a délibérément refusé d'entrer dans l'espace monétaire de l'union.

Bien que ces pays membres de l'UE soient clairement reconnus, on peut voir que les limites géographiques du continent demeurent quelque peu floues. Effectivement, les frontières de certains pays à l'instar de la France, s'étendent au-delà de la métropole (Antilles, Réunion, etc.); et aussi de l'Espagne avec les îles Canaries, qui fait étendre alors les limites de l'Europe jusqu'en Afrique du nord. D'autres complexités géographiques viennent se greffer à celles que nous

venons de voir, notamment l'emplacement de la Russie et de la Turquie qui, bien que placés politiquement en Europe, ont la majeure partie de leurs terres dans le continent asiatique... Quant à la superficie de l'Europe, elle s'élève à plus de dix millions de km², précisément 10.392.855 km², soit un tiers de l'Afrique ou un quart de l'Asie ou encore de l'Amérique de manière générale. Les régions géographiques de l'Europe peuvent être divisées en 5 grands groupes : l'Europe de l'est, l'Europe centrale, les Balkans, l'Europe de l'ouest et la Scandinavie. Toutes ses frontières terrestres demeurent politiques (et économiques !!!).

Il s'avère que l'UE telle qu'elle se présente aujourd'hui est le résultat d'un long processus de construction qui a débuté à la fin de la seconde guerre mondiale. On peut cependant affirmer que l'idée de cette construction est issue des idées provenant plutôt de l'humanisme gréco-latin aux principes de la Révolution française. En effet on peut voir à travers l'histoire que Napoléon, de par ses actions, avait déjà enclenché cette pensée d'unification. C'est donc l'histoire seule qui peut nous raconter les bases de cette Europe actuelle, car elle en est le principal témoin... Cependant ce qu'il faut retenir tout d'abord, c'est que l'idée vraie de cette Europe devenue aujourd'hui UE est née au début du XX^e siècle. Même si sa véritable base de construction « palpable » n'a commencé qu'à partir de 1945. On peut dire que les deux guerres mondiales lui ont servi de « souvenirs » mémorables pour savoir qu'il ne fallait plus recommencer ce genre d'erreur et d'horreur... Cette idée première de réunification fut donc d'abord tactique puis stratégique, vu qu'elle était née dans le but de renforcer la puissance de l'Europe alors affaiblie au niveau mondial. Ainsi on a vu naître l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), force militaire, créée avec les encouragements des Etats-Unis. Mais il y a également eu d'autres organisations créées avec les encouragements et le soutien de l'Europe, à l'instar du Conseil de l'Europe.

Six pays ont été donc au départ de la construction de l'ancienne base de l'Union : La RFA (ancienne République Fédérale Allemande), la France, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Au 1^{er} janvier 1973, soit 28 ans seulement après sa création, on pouvait déjà compter neuf pays, d'où l'on parlait alors de *l'Europe des 9*. Les trois nouveaux membres qui venaient intégrer l'espace étaient : le Royaume Uni, l'Irlande et le Danemark. Depuis la date de sa création, l'espace européen a connu plusieurs crises avec certaines assez violentes, à l'instar de la crise institutionnelle de 1965, qui a contribué à atténuer le caractère dit supranaturel de la communauté économique européenne. Aussi, sur une période s'étendant sur dix ans (1974-1984), avec la crise pétrolière, la communauté n'a pu s'arrêter sur les mêmes idées pour gérer

cette crise et par conséquent, ses membres ont agi de manière dispersée... L'histoire ayant encore une fois servie de base pour le présent et le futur, elle nous narre que la communauté prenait alors une nouvelle orientation à partir des années 1980, relançant ainsi la construction de la CEE, sous l'impulsion de F. Mitterrand, de E. Kohl et de J. Delors. Le but principal de cette action était celui de terminer l'intégration économique débutée presque dix ans seulement après le lancement de l'espace économique européen. Cette relance a été d'une grande source d'inspiration qui s'avère être la base du lancement des branches concernant la santé, le social, l'environnement, etc. Depuis lors, les ambitions de la CEE n'avaient jamais cessé de croître... Le bloc soviétique une fois dissolu, les idées de grandeur ont été alors possibles et, la communauté a poussé ses barrières loin derrière les limites du continent. Cependant, cet élargissement n'a pas eu que des côtés positifs car des problèmes d'ordres différents ont vu le jour et dès cet instant, l'ordre international a dû être reconsidéré. Ceci mène donc en 1992 à l'implication des pays membres de la dimension politique de la communauté, avec le traité de Maastricht. Cet acte a également permis de poser les bases de la monnaie unique (l'Euro)... La carte suivante nous donne une idée de la situation géographique de chaque Etat-membre de l'Union, avec les « extensions » de certains pays :



Il en découle en somme que l'espace européen qui se voulait beaucoup plus économique au départ comme l'indiquait son nom, est devenu politique et ne cesse d'embrasser d'autres domaines jusqu'à atteindre ce qu'on appelle la globalisation. De manière générale, les buts de l'UE sont, d'une part l'établissement des fondements d'une union sans cesse plus étroite entre Européens, de sauvegarder la paix et de rechercher l'unité politique. D'autre part, elle doit assurer par une action commune le progrès économique et le marché intérieur européen, et elle doit renforcer la cohésion sociale. Pour mener à bien ses projets dans l'espoir d'atteindre ses objectifs, elle se repose aujourd'hui sur trois « piliers » fonctionnant de manière communautaire.

1.2. La démographie

Nous ne pouvons considérer l'Europe que de manière géographique car sa démographie est également importante. Il apparaît de manière évidente que plus l'Union a grandi, plus le nombre de ses habitants s'est accru. Pour ce faire, certains pensent que l'élargissement de l'Union est un acte positif, puisqu'il permettra de « sauver » l'Europe parce qu'il n'y a guère de renouvellement de générations. En effet depuis les années 60, on avait commencé à constater que le taux de fécondité par femme en moyenne en Europe, était de 2,1 enfants, mais il ne cessait de baisser dans le temps pour n'atteindre que 1,6 enfant. Le sud du continent est la partie la plus touchée par cette crise. L'Espagne par exemple est passé de 2,8 enfants à 1,07 depuis 1975 seulement... De manière générale, la fécondité des femmes Européennes demeure partout insuffisante et par conséquent, elle ne peut à elle seule suffire à régénérer les générations. Vu sous cet angle, il est évident que l'élargissement de l'Europe ne peut lui être que bénéfique. De plus, les apports des populations d'origine étrangère semblent être un atout. En juillet 2004, (INSEE), on dénombrait environ 1,5 millions de migrants pour 1000 habitants... En 2007, la population de l'Europe s'élevait à 492,3 millions d'habitants, classant ainsi le continent au troisième rang mondial derrière la Chine et l'Inde et, devant les Etats-Unis d'Amérique (300 millions d'habitants). Au sein de l'UE, c'est l'Allemagne qui détient le plus d'âmes avec 82,5 millions d'habitants. Malte cependant est le moins peuplé avec 0,4 million d'habitants... Bien que l'Europe se place au troisième rang mondial, il s'avère qu'elle connaît toujours un taux de croissance faible, l'un des plus faibles du monde. Par contre, l'espérance de vie y est la plus élevée du monde.

Comme sa géographie, la démographie de l'Europe est également inégale. Effectivement, il existe des régions beaucoup plus peuplées que d'autres. C'est ainsi que les statistiques présentent un déclin formidable des populations de certains Etats-membres (faible taux de naissance), à moins que d'autres solutions ne soient trouvées avant. C'est à cet instant que l'immigration entre en scène car elle joue un rôle important dans le sens où elle constitue momentanément une solution à ce problème. Momentanée sûrement mais certainement à long terme, comme elle nous l'a déjà montré avec les diverses vagues installées en France...

Nous proposons quelques chiffres (INSEE) pour montrer les quelques mouvements des populations immigrées en Europe en 2004 (dans une Europe alors de 25 !!), dans le cadre d'une étude comparative avec quelques pays extracommunautaires :

Pays	Effectifs en milliers						Indicateurs		
	pop.	Nombre de mariages	Nombre de naiss.	Nombre de décès	Accroiss. naturel	Solde migratoire	Taux de fécond.	Taux de natal.	Taux de mort.
Allemagne	82516,3	396,0	705,6	818,3	-112,7	+81,8	1,37	8,6	9,9
Autriche	8173,3	38,5	79,0	74,3	+4,7	+61,7	1,42	9,7	9,1
Belgique	10421,2	43,0	116,0	101,9	+14,1	+35,4	1,64	11,1	9,8
Chypre	739,8	5,3	8,3	5,2	+3,1	+15,7	1,49	11,2	7,0
Danemark	5404,5	37,7	64,6	55,8	+8,8	+5,0	1,78	12,0	10,3
Espagne	42691,7	215,3	453,3	370,7	+82,6	+610,1	1,32	10,6	8,7
Estonie	1349,1	6,0	14,0	17,8	-3,8	-0,3	1,40	10,4	13,2
Finlande	5228,2	29,3	57,8	47,6	+10,2	+6,7	1,80	11,0	9,1
France *	62324,4	278,6	800,2	519,2	+280,7	+108,8	1,91	12,8	8,3
Grèce	11058,2	46,5	104,0	104,0	0,0	+35,0	1,29	9,4	9,4
Hongrie	10107,1	43,8	95,1	132,5	-37,4	+18,2	1,28	9,4	13,1
Irlande	4068,5	20,6	61,7	28,2	+33,5	+48,0	1,99	15,2	6,9
Italie	58175,3	250,8	262,6	546,7	+15,9	+558,3	1,33	9,7	9,4
Lettonie	2312,8	10,4	20,3	32,0	-11,7	-1,1	1,24	8,8	13,8
Lituanie	3435,6	19,1	30,4	41,3	-10,9	-9,7	1,26	8,9	12,0
Luxembourg	453,3	2,0	5,5	3,6	+1,9	+1,5	1,70	12,0	7,9
Malte	401,3	2,4	3,9	2,9	+1,0	+1,8	1,37	9,7	7,2
Pays-Bas	16281,8	76,1	194,0	136,6	+57,4	-9,9	1,73	11,9	8,4
Pologne	38182,2	191,8	356,1	363,5	-7,4	-9,4	1,23	9,3	9,5
Portugal	10502,0	49,0	109,3	102,0	+7,3	+47,3	1,42	10,4	9,7
Rép.Tchèque	10216,1	51,4	97,7	107,2	-9,5	+18,6	1,23	9,6	10,5
Roy. -Uni	59867,2	-	716,0	583,1	+132,9	+201,8	1,74	12,0	9,7
Slovaquie	5382,5	27,9	53,7	51,9	+1,8	+2,9	1,25	10,0	9,6
Slovénie	1997,0	6,6	18,0	18,5	-0,6	+1,8	1,22	9,0	9,3
Suède	8993,6	43,1	100,9	90,5	+10,5	+25,3	1,75	11,2	10,1
Union Eur.	460282,5	-	4828,0	4355,6	+472,5	+1855,1	1,50	10,5	9,5
Pays	Popul.	Mariage	Naiss.	Décès	Solde naturel	Solde migratoire	Taux de fécond.	Taux de nat.	Taux de mort.

* Il s'agit ici de la France entière, c'est-à-dire, la Métropole plus les quatre départements d'Outre-mer.

1.3. Les droits et les institutions

Pour mener à bien tout projet, surtout à une échelle aussi grande que celle de l'UE, il faut bien entendu créer des institutions et des droits qui vont gérer ce projet. Cela implique l'intérêt de tous les membres dans le choix et la direction et l'application de ces droits (et chartes) et institutions. Ces droits et institutions sont nombreux mais nous, pour notre part, n'avons retenu

que les plus importants que voici :

Les institutions	Les droits (et les chartes)
<p>• Le Conseil européen : Centre d'implantation de l'UE. Organe essentiel bien que n'étant pas juridiquement à vrai dire, une institution de l'UE. Les chefs d'Etat et de gouvernement y définissent les lignes directrices et les priorités pour la Constitution européenne.</p> <p>• Le Parlement européen : Organe législatif et budgétaire. Il est l'organe qui représente les Etats membres de l'Union et défend les droits des citoyens. C'est la seule institution européenne élue directement par les citoyens européens. Les députés _qui sont au nombre de 785 depuis l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie_ sont élus par pays et par groupes politiques, pour une durée de 5 ans. Ils sont éligibles dans leurs pays d'origine.</p> <p>Le nombre de députés représentant chaque Etat membre change en fonction du nombre d'habitants (exemple : Allemagne : 99 / Royaume Uni, Italie, France: 78 / Espagne, Pologne : 54 / Malte : 5, etc....).</p> <p>• Le Conseil de l'UE : Principal centre de décision de l'Union. Ce Conseil réunit les membres des gouvernements nationaux en charge d'un même domaine.</p> <p>• La Commission européenne : Organe exécutif de l'Union. Politiquement, il est indépendant et représente l'intérêt général de l'Union.</p> <p>• La Cour de justice des communautés européennes : Organe judiciaire de l'Union. 25 juges et 8 avocats généraux la composent et veillent au respect du droit communautaire.</p>	<p><i>Les droits dans l'Union posent les principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'Etat de droit. Le Traité de Maastricht de 1992 est celui qui a introduit la notion de citoyenneté européenne...</i></p> <p><i>La charte des droits fondamentaux de l'UE a été élaborée en Cologne, en juin 1999, lors de la réunion du Conseil de l'Union européenne. Elle a pour but de « réunir les droits ».</i></p>

<ul style="list-style-type: none"> • La Cour des comptes européens : C'est l'institut de contrôle de surveillance des finances. Elle assure la fiabilité, la légalité et la bonne gestion des comptes de l'Union. 	
---	--

1.4. Les traités, les actes et les constitutions

Les traités de l'UE sont au sommet de la hiérarchie des normes communautaires. Les différents traités en l'occurrence : de Paris, de Rome, de Nice, l'Acte unique européen de Maastricht, et les Actes assimilés (protocoles et conventions annexées aux travaux primaires), font partie des droits primaires des traités d'adhésion. Les **traités** ne contiennent pas de catalogues fondamentaux, c'est donc en grande partie la jurisprudence de la Cour de Justice Européenne (CJCE) qui est chargée d'assurer et de compléter la promotion des principes généraux du droit, en s'inspirant des traditions constitutionnelles des Etats-membres et des conventions internationales de protection des droits par les Etats-membres, notamment la Convention européenne des droits de l'homme... La Commission européenne quant à elle, est la gardienne des traités. Elle garantit et contrôle le droit communautaire dans les Etats de l'Union et doit rendre compte de ses activités dans un rapport une fois l'an. Ce rapport est multifacé car, il fait état des principales évolutions dans plusieurs domaines parmi lesquels : l'agriculture, la société, l'environnement, la concurrence, etc.

Nous proposons la vision de deux traités qui on peut dire, marquent l'Union dans sa vision d'élargissement. Il s'agit des traités d'Amsterdam (1999) et de Nice (2001), qui ont posé les bases actuelles de l'Europe des 27. Ces traités avaient comme but l'assurance d'un bon fonctionnement institutionnel, lorsque l'UE devait compter 25 membres et plus... Cependant entre 2002 et 2003, vu quelques difficultés rencontrées dans l'application de certains points conclus dans les deux traités, on a créé une convention européenne dans le but « d'examiner les questions essentielles » soulevées par l'élargissement de l'Union, et de « rechercher les différentes réponses possibles ». Ainsi, cette convention au final a présenté un projet de traité établissant une Constitution européenne, le 29 octobre 2004. Ce texte devait être ratifié, mais la France et les Pays-Bas ont fait vote négatif (référendum). A l'issu de ce vote, une polémique qui est à la base de 16 ratifications de nos jours. Ce texte constitutionnel a demeuré encore incertain

jusqu'à très récemment car ce n'est que trois ans plus tard, c'est-à-dire, en 2007 (25 mars) que la chancelière Allemande, Angela Merkel, par à suite d'une déclaration politique, à Berlin, annonçait *les valeurs de l'Europe et confirmait la volonté des Européens de les concrétiser*. Il en sera de même dans le courant du second semestre de l'année 2008.

Le respect des valeurs de l'UE reste un critère essentiel de l'adhésion des membres de l'Union. Les Actes eux, sont adoptés par les Institutions européennes et ce, par l'application des Traités. Quant aux ordres juridiques des Etats de l'UE, ils reposent sur la sauvegarde et le respect des droits de l'homme. Concernant la Constitution européenne, elle, présente dans le préambule de son traité des points touchant le culturel, le religieux, l'humanité et l'Europe bien entendu, en passant par la liberté et l'Etat de droit.

En somme, l'UE a pour objectif la garantie du bien-être des citoyens Européens et elle se fonde sur un marché hautement compétitif. Elle travaille aussi à la promotion de la paix et fixe de nouveaux objectifs à l'Union dans trois domaines principaux qui sont :

1. La solidarité et la protection des droits de l'homme.
2. La culture : la sauvegarde et le développement du patrimoine européen.
3. Des relations extérieures ; le commerce libre et équitable ainsi que la pauvreté.

A côté de ceci, l'UE renforce la démocratie non seulement dans la « bulle » de l'UE mais aussi dans chaque Etat.

1.5. Les monnaies

L'un des gros efforts de l'UE a été celui de posséder une monnaie unique dans le but d'acquérir une puissance monétaire, et de dominer le dollar américain, de devenir carrément la première puissance monétaire mondiale. Aujourd'hui on peut considérer que c'est chose faite. Même si la majorité des pays membres de l'UE sont adhérents, il s'avère que quelques-uns ont refusé leur adhésion dans l'espace monétaire. Cela constitue quelque part une faille dans le système... Ainsi, quelques-uns d'entre eux ont donc préféré conserver leur monnaie (la Grande Bretagne et l'Irlande par exemple). D'autres par contre n'attendent qu'à y entrer : la Roumanie et la Pologne.

1.6. Les langues

Aussi diversifiés sont les pays de l'UE, aussi diversifiées sont également ses langues et ses cultures. Tout cela constitue bien entendue la richesse de cette Communauté, bien qu'elle ne communique principalement dans ses sessions verbales que dans les langues anglaise et française. Il s'avère donc que la diversité qui existe au sein de l'UE est bien réelle. Actuellement, elle compte 23 langues et sur ce nombre, 21 ont été officiellement reconnues depuis le 8 mai 2004. Ce sont : *le tchèque, le danois, l'allemand, l'estonien, le grec, l'anglais, l'espagnol, le français, le letton, le lituanien, le hongrois, le maltais, le néerlandais, le polonais, le portugais, le slovène, le finnois, le suédois, l'italien, l'irlandais (langue gaélique) et l'autrichien*. Et depuis 2007, les langues roumaine et bulgare sont désormais à considérer parmi celles de l'Union.

Sur le plan linguistique donc, l'Union effectue de gros efforts afin de ne léser aucun pays, car comme on le sait tous, une langue est porteuse d'identité. Ainsi, l'Union facilite l'apprentissage de ses langues en renforçant les programmes *Erasmus*, en introduisant dans des lycées et collèges des options dites européennes. Aucune langue ne doit être mise sur le ban.

2. Les enjeux politiques et sociaux de l'Europe

2.1. L'éthique

Il est bien connu que les enjeux de l'UE sont surtout d'ordres politique et économique. Ils sont d'ailleurs clairement décrits dans le Traité constitutionnel, alors ratifié à la mi-février 2008, par le Congrès de Versailles... Nous allons dans cette partie, commencer par définir l'éthique ensuite, nous en parlerons en rapport avec l'UE, parce que celle-ci ne saurait exister sans une certaine éthique.

L'éthique selon le LPLI (2005 : 435) veut dire : « (*grec. Ethikos qui signifie moral*). Qui concerne les principes de la morale. 2. ensemble des règles de la conduite ». Et comme nous le savons, une personnalité en la personne d' Edgar Morin, a bien débattu sur l'éthique, la fin d'une saga de 5 volumes. Il y a débat des questions portant sur le bien et le mal. C'est justement un aspect des choses à prendre très au sérieux de nos jours, car la société ou plutôt les sociétés

changent. Il nous semble évident qu'en effet être réellement entrés dans un monde nouveau depuis une dizaine d'années au moins. Ce nouveau monde se présente comme celui d'un monde de combats perpétuels où il faut sans cesse demeurer vigilants, afin de ne pas laisser le mal prédominer sur le bien.

Le capitalisme (à l'américaine) est venu créer un fossé dont les conséquences sont de grandes différences entre classes sociales, et ce de plus en plus. Cela démontre une mutation des mentalités et de ce pas, un retour en arrière qui nous rappelle la Révolution française mais d'un autre genre. On peut aussi dire que ce flash back met à nu la conscience que nous touchons peut-être vers la fin de la morale. Peut-être que cela est-il vrai que les sociétés n'ont plus aucune valeur, puisque les mentalités semblent sans vie... En tout cas pour Morin et pour de nombreuses personnes, la société et les sociétés sont en profonde crise. Ainsi, aujourd'hui, les notions du bien et du mal connaissent bien de difficultés à se frayer un véritable chemin dans les consciences, cependant avec une nette avance pour le mal. Le monde critique cet univers qui s'en va dans son navire, KO par son histoire bordée de sabordages de pirates qui ont sapé sa morale. Chacun devrait avoir conscience de son rôle à jouer dans ce monde « imparfait » et c'est dans ce sens que Morin parle de « *devoir qui a besoin d'un savoir, faire son devoir n'est pas simple mais incertain et aléatoire, d'où la nécessité d'une éthique complexe alliant la pensée de l'éthique et l'éthique de la pensée.* » Il souligne ainsi le lien existant entre le biologique, le social et le culturel, constituant donc *le fil de l'éthique*.

Il en découle que penser l'Europe doit se faire par rapport à la morale d'abord. Si donc morale il n'y a pas en effet, cette Union ira d'emblée vers un échec cuisant et certain, à court sinon à moyen terme. Elle serait alors un repère de filous, de mafieux, de tout le mal qui puisse exister sur cette terre... Il faudrait pour ce faire que chaque Européen acquiert une morale et en fasse acte, parce que c'est cette éthique-là qui est le fil conducteur de l'Union. Morin qualifie cet acte dit moral d'« *acte individuel de relance* » et il use du terme *relance* pour en parler dans un sens actif, mettant ainsi en évidence le lien existant entre le *bien-penser* et le *bien-agir*.

Dans son enjeu donc. L'UE doit ainsi dans un défi qui est celui d'unir l'être à la société, repenser la société. En effet, même s'il y a eu plusieurs mutations sociales dans l'histoire de l'Europe, celle qui concerne notre époque est sûrement d'un autre genre. Vu que son discours et les mentalités mutent... Alain Touraine¹⁶¹ qui s'est penché sur le sujet, en parle d'ailleurs en terme de

¹⁶¹ Alain Touraine, 2005 : *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde aujourd'hui*. Fayard. 365 Pages.

paradigme nouveau. Son observation dit que : « *Nous changeons de paradigme dans notre représentation de la vie collective et personnelle. Nous sortons de l'époque où tout s'exprimait et s'expliquait en termes sociaux (...)* » (2005 : 13).

Le paradigme ou discours, comme nous le savons tous, n'est non pas seulement dit mais aussi pensé et vécu, car il fait partie de la vie intégrante de l'individu, de la société, en somme d'un tout. Jadis, on pouvait trouver diverses formes de discours mais actuellement il devient plus affirmatif, dans le sens où l'individu s'implique véritablement davantage dans les affaires sociales. On peut de ce pas dire que le discours est passé de l'état passif à celui d'acteur : on parle sans arrêt de révolution(s). En fait, l'Europe serait une sorte de Révolution française mais d'un genre autre, c'est-à-dire, c'est une révolution des mentalités. La mondialisation, la capitalisation du monde et particulièrement l'Occident (plus l'Amérique) en premier lieu, et ensuite le reste du monde (Asie, Moyen Orient...), font qu'il devient désuet de parler des individus en termes sociaux. Les mutations effectivement rendent presque ou sinon impossibles. La lecture de leurs codes d'avant. Le culturel semble désormais remplacer le social et par conséquent, la société en profite pour purger ses passions. De cette purgation naissent les cultures, qui ne naissent vraiment pas en effet, car elles ont toujours existé. C'est en fait une prise de conscience qui se fait, une prise de conscience de l'existence de ces cultures. Celles-ci ne sont d'ailleurs pas reniées, ni étouffées dans l'UE, mais sont bien au contraire sans cesse évaluées et réévaluées. C'est justement là que l'UE réalise qu'il a un rôle non négligeable à jouer. En effet, là sans cesse, elle doit prendre garde de ne laisser de côté une seule culture d'un Etat-membre dans ses projets et lois...

Au final, une analyse normative de l'éthique européenne, montre des valeurs positives à savoir : morales, sociales, politiques et religieuses (!!). Si l'on veut effectivement faire aboutir les projets de l'Union, il est important de considérer tous les domaines cités ci-dessus, car ils sont tous leur place dans l'espace de l'Union : sans société ces domaines ne pourraient exister. Aussi, cette analyse met en exergue les idées de destruction (le mal) qui menaceraient l'Union si elle ne respecte pas une certaine éthique. C'est sur ce point que nous rejoignons Edgar Morin dans sa pensée sur l'éthique. En somme, le monde européen doit être pensé en terme de bien et de mal et ce, sur un fil politique, parce que, politique avant tout. Et comme Touraine le dit si bien : « *Les catégories « sociales » se décomposent aujourd'hui et se substituent aux catégories politiques.* » (Idem.) ... Le défi de l'UE est donc bel et bien révolutionnaire car l'Union doit organiser entre pays voisins, parfois anciens ennemis, un mode de relation qui préserve de manière pérenne des

guerres. L'Union s'avère donc être un exemple d'ensemble politique et économique que l'histoire de l'humanité n'a jamais démontré (nous prenons l'exemple des Etats-Unis, territorialement mais pas institutionnellement). Politiquement donc, elle rencontre une barrière dans la pensée de son Etat : celle d'agir comme un Etat.

2.2. L'économie

La monnaie adoptée par la majorité des Etats-membres de l'UE est l'Euro. Une autre facette de l'Union montre le fort intérêt économique à l'instar de l'intérêt politique de cette institution et c'est d'ailleurs pourquoi certains la jugent comme étant économique, monétaire et budgétaire... Concernant l'économie donc, on parle de budget communautaire. Chaque Etat-membre doit chaque année contribuer aux cotisations annuelles de l'Union. La France_ qui est le second pays qui contribue le plus au budget communautaire de l'Union_ pour sa part, consacre près de 6,8% de ses recettes fiscales nettes au budget avec une contribution de 18 milliards d'euros à l'Union. Non seulement elle cotise. Mais en même temps, elle bénéficie de ce budget. Les fonds qui lui sont consacrés proviennent de diverses sources notamment pour la France, des droits des douanes, des prélèvements agricoles (taxes...), des cotisations diverses... L'Union elle-même ne prélève aucun impôt. Ses ressources propres proviennent de trois répertoires qui sont :

1. Les ressources propres traditionnelles (RPT)
2. La ressource sur la taxe de la valeur ajoutée (TVA) : taux uniforme, harmonisée selon les normes de l'Union.
3. La ressource revenu national brut (RNB) : contribution de chaque Etat-membre calculée sur le RNB communautaire.

2.2.1. Les dépenses

Il existe deux types de dépenses dans l'Union :

1. Les dépenses de fonctionnement : réparties par institution (Conseil de l'UE, Commission européenne, Cours de justice, Comité économique et sociale, Comité

des régions, Médiateurs européens de la protection des données.

2. Les dépenses opérationnelles : concerne les dépenses relatives aux prix. Elles sont regroupées dans la section qui concerne la Commission européenne. Elles sont de deux ordres, à savoir :

1. Les Dépenses obligatoires (DO) : représentent les dépenses (mécaniquement) des Traités et des règlements communautaires, principalement.
2. Les Dépenses non obligatoires (DNO) : recouvrent les Actes notamment la politique de cohésion économique et sociale (recherche, culture, formation, environnement), les actions...

2.2.2. Les crédits

Il en existe de deux sortes :

1. Les crédits pour engagement : correspondent aux moments que l'Union s'est donné, à dépenser pendant l'exercice en cours, ainsi que lors des exercices des actions pluriannuelles.
2. Les crédits de paiement : couvrent les dépenses prévues pour l'année engagée lors des exercices précédents.

Le principe d'annualité de budget concerne le rattachement des opérations de manière à faciliter le contrôle de l'activité de l'exécutif communautaire souvent nécessaire pour mener des actions pluriannuelles. L'écart entre les deux crédits représente le temps entre le moment où les engagements sont contractés et le montant de paiements correspondants sont liquidés.

2.3. Le logement

Ici, nous allons voir comment l'UE pense et conçoit le logement dans son institution à travers les Etats-membres, c'est-à-dire avec les Européens, quel qu'ils soient. Autrement

dit, nous allons considérer comment chaque Etat-membre gère ses problèmes de logement. Pour notre part, étant donné que nous travaillons sur la France, nous allons citer ce pays en exemple.

Un rapport du Parlement européen¹⁶² à ce sujet relève trois questions de départ, à savoir :

1. Quelle est la contribution des politiques de logement au bien-être des Européens les plus pauvres ?
2. Les nouvelles innovations améliorent-elles la politique et la pratique ?
3. Quelle a été l'influence de l'UE sur les résultats en matière de logement ?

L'analyse effectuée suite à ce questionnaire révèle qu'il a été par conséquent constaté quelques règles qui consistent à réglementer l'Union. Pour ce faire, on a procédé à ce qui suit : une réglementation des normales minimales de logement ; un contrôle des loyers du secteur privé (en déclin en Europe du nord et de l'ouest après 1960) ; à la fourniture des logements sociaux en location, particulièrement au cours de la période 1950-1980 (exceptés les pays méditerranéens et la Belgique) ; et enfin, à des modifications subséquentes de l'impact en faveur de la qualité du logement et des subventions individuelles étant donné la croissante pénurie et la sévère diminution des ressources.

Ceci dit, il y a d'une part, les règles qui sont apposées aux pays membres de l'UE, et d'autre part, on peut les ranger dans quatre groupes compte tenu de leur pourcentage de PNB :

1. Pays-Bas, Suède, Royaume-Uni : se caractérisent par une forte intervention de l'Etat. Ces pays possèdent les plus amples secteurs de loyers sociaux de l'UE et leurs gouvernements dépensent plus de 3% du PNB.
2. Autriche, Danemark, France, Allemagne : moins de modifications du marché et maintien d'importants secteurs de loyers privés. Les dépenses publiques en politique du logement se situent typiquement dans une fourchette de 1 à 2 % du PNB.
3. Irlande, Italie, Belgique, Finlande et Luxembourg : ce groupe est disparate, mais possède _ pour la plupart des pays _ d'importants secteurs de propriétaires occupants

¹⁶² Décembre 1996 <http://www.europarl.eu>

et des secteurs de loyers sociaux relativement faibles. Les dépenses publiques en matière de logement sont généralement limitées et représentent environ 1% du PNB.

4. Portugal, Espagne, Grèce : les secteurs de propriétaires occupants sont particulièrement importants. Les secteurs de logements sociaux minimaux (jusque récemment) ainsi que des secteurs privés de loyers de basse qualité sont en régression. Les dépenses des gouvernements en politique du logement représentent moins d'1% du PNB.

De tout ceci, nous retenons que l'accèsion et les aides au logement varient énormément dans les pays de l'UE. En effet, on peut dire après comparaison que les politiques de logement dans l'UE sont très diversifiées, de manière beaucoup plus importante que dans les Etats-Unis d'Amérique. Quant à la France, elle fait partie du groupe au PNB le plus élevé ; cela est dû aux efforts considérablement louables et d'ailleurs poursuivis que ce pays accomplit, dans le but de faciliter l'accèsion aux logements sociaux. C'est donc un combat d'actualité, même si les résultats sont encore considérés comme faibles...

2.4. L'emploi

L'UE met tous ses moyens en œuvre pour favoriser l'emploi au sein de ses Etats-membres. En 1997, elle a adopté le Traité d'Amsterdam, établissement pour la première fois le fait que ses pays membres «*considèrent la promotion de l'emploi comme une question d'intérêt commun et coordonne leur action.* ». Le sommet sur l'emploi luxembourgeois en novembre 1997 établit les bases de la stratégie européenne de l'emploi ; et le Conseil européen de Lisbonne, en mars 2000, fixe des objectifs généraux, précisés ensuite par le Conseil européen de Stockholm de juin 2001. Pour atteindre donc leurs objectifs, les Etats de l'UE ont dû adopter à Lisbonne (2000) un plan dit d'action, reposant sur 4 piliers¹⁶³ principaux, qui sont :

1. L'employabilité
2. L'esprit d'entreprise

¹⁶³ Le Parlement européen, 2007 : « *Stratégie européenne pour l'emploi* » Union Européenne : politique du travail et de l'emploi. <http://www.europape.europa.eu>

3. L'adoptabilité
4. L'égalité des chances.

Malheureusement, 5 ans seulement après, c'est-à-dire, en 2005, l'Union devait reconnaître l'échec de cette entreprise quant à cette Stratégie. La principale cause de cet échec se situe entre 2000 et 2003, quand l'économie mondiale a connu une baisse de sa croissance. Cette baisse était due à l'éclatement de la bulle Internet et aux scandales financiers, à l'augmentation des prix du pétrole et aux incertitudes géopolitiques engendrées par les attaques terroristes ainsi que la guerre en Irak. A partir du second semestre de l'année 2003, fort heureusement une amélioration commençait à voir le jour. Dans ce cas de figure on parle de *relance économique*. Face à cette situation globale, le 12 avril 2005, la Commission européenne proposait des *Lignes Directrices* aux Etats-membres dont l'optique était de créer un « nouvel élan » pour l'emploi, pour la période 2005-2008, avec un point centré et accentué sur la croissance de l'emploi. Ainsi, des recommandations macroéconomiques ont suivi de près ces *Lignes Directives* qui sont au nombre de 15 que voici :

1. Garantir la stabilité économique.
2. Assurer la pérennité de l'économie.
3. Favoriser une affectation efficace des ressources.
4. Favoriser la cohérence des politiques macroéconomiques et structurelles.
5. Veiller à ce que l'évolution des salaires contribue à la stabilité macroéconomique de la croissance.
6. Contribuer au dynamisme et au bon fonctionnement de l'UEM.
7. Développer et approfondir le marché extérieur.
8. Assurer l'ouverture et la compétitivité des marchés.
9. Rendre l'environnement des entreprises plus attrayant.
10. Encourager l'esprit d'entreprise et créer l'environnement favorable aux PME.
11. Entendre et améliorer les infrastructures européennes et achever les projets transfrontaliers prioritaires prouvés.
12. Accroître et améliorer l'investissement dans la recherche-développement.
13. Faciliter l'innovation et l'adoption des TIC.
14. Encourager l'utilisation durable des ressources et renforcer les synergies entre la protection de l'environnement et la croissance.
15. Contribuer à la création d'une base industrielle solide.

En ce qui concerne les Etats-membres de l'Union, ils doivent de leur côté développer la

croissance, l'activité, l'attractivité du marché du travail et la création d'emplois. L'aide de l'Union n'est pas accordée de manière permanente et elle dépend d'abord du taux de PNB de chaque Etat. Elle est toujours révisée à la baisse. Concernant les actions d'aide à la réalisation des projets de l'Union face à l'emploi, la France quant à elle a reçu 4,5 milliards d'Euros en 2007, débloqués par le FSE (Fonds social européen). C'est une aide dénommée « *compétitivité régionale et emploi 2006-2013* ». Elle lui est attribuée dans le but de dynamiser son marché du travail et aussi pour financer les actions concrètes afin de soutenir les travailleurs et les entreprises en mutation, de combattre le chômage, de favoriser l'insertion sociale, de lutter contre les discriminations dans le monde du travail, de promouvoir le capital humain et les innovations. Dans cet objectif, la priorité est axée sur les points suivants :

1. L'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques (899 millions d'Euros, soit 20% du budget).
2. Le développement de l'accès à l'emploi des chômeurs (1,275 milliards d'Euros, soit 28% du budget).
3. Le renforcement de la cohésion sociale et la lutte contre les discriminations (1,756 milliards d'Euros, soit 39% du budget).
4. L'investissement dans le capital humain et la mise en réseau, l'innovation et la transnationalité (390 millions d'Euros, soit 9% du budget).
5. L'assistance technique pour aider à la mise en œuvre de ses priorités (avec une enveloppe de 175 millions d'Euros, soit 4% du budget).

La réalisation de ces projets est confiée aux préfets des régions (85%). C'est à cet effet que des écoles de « deuxième chance » ont vu le jour (Marseille, IDF, Val-de-Reuil), dans le but de favoriser la réinsertion sociale et professionnelle des jeunes... Il est aussi crée l'ouverture de plusieurs métiers et emplois aux Fim, dans l'optique de lutter contre le racisme (renforcement de la cohésion sociale et lutte contre les discriminations). L'armée par exemple a ouvert ses portes aux individus de type arabe, même si seulement encore *timidement*, selon Karim Bourtel¹⁶⁴, et cela « *Cela étonne, suscite la prudence ou choque* », (2005 : 35). En effet, cela s'avère être une chose nouvelle qui, comme tout ce qui est nouveau est souvent sujet à de la curiosité. Et il y a bien sûr de la stupéfaction, des protestations mais également aussi paradoxale que cela puisse paraître, de l'acceptation... Le tout choque dans la pensée. Il est évident qu'il est de toute manière temps que la France s'ouvre à ses Fim. Cela permettra de les accepter et de les faire

¹⁶⁴ Karim Bourtel, 2002 : « *Timidement, l'armée s'ouvre aux Beurs.* » In : Histoire(s) d'immigration. Manière de voir, 6. Le monde diplomatique. Bimestriel mars-avril (Pages 35-37).

accepter comme Français tout simplement un jour, au même titre que les Fds. En effet, comme nous l'avons déjà dit, l'intégration joue un rôle majeur dans l'identité d'un individu. Par conséquent, le fait d'accepter les individus nommés Fim tels quels, c'est-à-dire sans préjugés ni autres pensées de tous genres, signifierait réussir enfin et / ou peut-être leur intégration.

A propos de cette intégration des Fim dans l'armée, le général Henri-Charles Puyou¹⁶⁵ déclare qu' « *Ils sont bien intégrés dans l'armée.* ». D'ailleurs, on fait penser que cet obstacle n'a jamais existé que dans l'imaginaire des gens qui se sentent exclus. C'est ce que déclare le capitaine Michel Hadj, aide de camp du chef d'état major de l'armée de l'air : « *n'avoir jamais senti d'obstacle* ». Pour lui-même qui est un Fim, c'est justement l'armée qui lui a tout donné. Un autre témoignage d'un Fim, le soldat Ali Messaoud, qui ne voit pas d'intérêt du sujet du sujet stipule que : « *Dans ma section, il y a plus de Maghrébins que de femmes* ». Nous ne retenons dans cette assertion que l'aspect concernant la discrimination, même si ici ce soldat fait état d'une ségrégation dans le genre.

Il semble en découler de manière générale que le problème n'est pas dans le fait que les Fim n'accèdent pas à l'armée comme emploi, mais plutôt dans leur évolution de carrière... Effectivement pendant longtemps, ces personnes n'ont occupé que des postes subalternes. Or, à en croire le général Irastorza, l'armée se veut « *une émanation de la société dans toutes ses composantes, qui fédère en transcendant les particularismes ethniques, sociaux ou religieux* » (In Bourtel, idem, page 37).

Une autre ouverture encore, dans le métier du journalisme (presse écrite et audiovisuelle). Nous avons l'exemple probant de Harry Roselmack qui présente le journal télévisé de 20 h sur TF1... Chose inimaginable encore il y a seulement une dizaine d'année, voire même encore très peu. De nombreux autres Fim sont exposés en première loge sur la TNT (Télévision Numérique Terrestre).

Eu égard à tout ce qui précède, il apparaît que l'UE fait un travail qui va au-delà de toute espérance internationale, pour favoriser l'intégration de tous les habitants de son espace. Cela se vérifie dans le territoire de chaque Etat-membre. Le contrôle que l'UE exerce sur ces Etats empêche ces derniers de poursuivre leurs politiques souvent néfastes car elles consistaient alors à

¹⁶⁵ Cité dans Karim Bourtel, page 35.

l'écartement des Fim, favorisant les Fds (pour la France) et les sujets de « race » dite européenne.

2.5. La laïcité

La laïcité est un terme dont la définition varie selon les pays. En effet, si l'on prend l'exemple de la France dans son sens républicain et laïque, on peut dire que la définition qu'on fait de sa laïcité diffère (d'un point de vue approche) de celle des autres pays de l'Union. Ce qu'il faut savoir c'est que la France ou tout autre pays ne saurait imposer sa laïcité aux autres membres de l'Union car ce serait pénétrer dans le domaine privé des autres et, créer donc des conflits. Il s'avère qu'en France il est d'usage de transmettre les valeurs laïques aux individus dès leur plus jeune âge. Aussi, ce principe a clairement créé une indépendance entre l'Etat et la religion... Mais cette manière d'agir de ce pays n'est pas forcément acceptée des autres.

La laïcité française est avant tout une construction juridique à valeur constitutionnelle et non pas une idéologie relevant du droit public. Elle n'interfère en aucun cas dans les consciences car elle ne relève pas de l'intimité. C'est donc dans ce sens que l'on peut dire que la laïcité prend différents sens...Au total dans l'UE, la reconnaissance juridique qu'à la laïcité ne se limite que dans trois pays : la France en premier lieu, la Belgique et le Portugal ensuite.

Il est sûr et certain que si la création de l'UE fut au prime abord économique, divers ingrédients ont apporté des inquiétudes d'autres ordres diverses : intolérances nationales, religieuses, régressions quant aux droits des femmes par rapport au travail (certains pays étant plus avancés que d'autres à ce sujet), la libre disposition des corps, dans l'éducation ; et ce qu'on appelle le choc des « thérapies libérales », inspirées du modèle anglo-saxon et imposé depuis les années 80 tant à l'intérieur de l'UE qu'à l'extérieur. Ceci dit, dans ce contexte la laïcité apparaît comme une idée, une sorte de référence, de modèle à quelque terme qui serait le synonyme d'« apaisement », de « compromis »... Effectivement, la laïcité apparaît comme une sorte de neutralité (sens français), relevant de la sphère publique et non pas privée : c'est elle qui régent la vie communautaire, nationale ... dans le but d'assurer une bonne entente sociale (vis-à-vis de son groupe d'abord et de celui des autres ensuite). Elle fait prendre conscience de sa *liberté citoyenne et individuelle*.

Suite à toutes les difficultés rencontrées, il en ressort que l'Union a intérêt à demeurer sur le qui vive par rapport à la question de la laïcité. Sous tous apports, sous tous aspects, elle doit veiller à ce qu'il n'y ait aucune action de séparation dans la sphère sociale notamment dans l'éducation, l'instruction, car c'est là que se créent les générations à venir, avec tout intérêt, si on en prend l'exemple de la France, à séparer la sphère politique de la sphère religieuse.

Il en résulte que la laïcité française n'a pas toujours fait que des adeptes. Certains l'ont contesté (1983-1984 et 1995) et d'autres encore continuent de le faire aujourd'hui, mais là n'est pas le problème. Le problème en effet réside dans le fait que la Constitution européenne est contre la laïcité. Par conséquent, la France, qui est plutôt fière de la sienne, se retrouve en danger dans l'Union. La question que nous nous posons face à cette situation, est celle de savoir si la laïcité française est dépassée... L'idée débattue depuis plusieurs années est celle de la faire évoluer dans l'objectif de la mettre aux « normes » de la vie actuelle. A l'échelle de l'Union, il faudrait que chaque pays membre considère ses rapports entretenus entre l'Etat et la religion (cf. chapitre IV). En parlant donc de l'UE, on voit que sa Constitution réfute la prise en compte des principes et modalités de mise en pratique de la laïcité. Ainsi, prendre la défense de la laïcité signifierait pour elle, prendre la défense avant tout du principe de la séparation de l'Etat et de l'Eglise. Cela se présente comme un paradoxe dans la mesure où l'Union la reconnaît de manière officielle, dans l'article I alinéa 52, et par conséquent dénie cette séparation et institutionnalise un « dialogue régulier » entre l'Union et les Eglises. Ainsi, les Eglises sont placées au cœur de la vie démocratique, au même titre que les partenaires sociaux car : *« (...) reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient ouvert, transparent avec ses Eglises et organisations. »*

De ce fait, la Constitution de l'Union reconnaît officiellement le pouvoir juridique des Eglises et cet acte se révèle plutôt contraire à la loi de 1905 de France. Cette reconnaissance officielle remet en cause les principes nouveaux de l'Union par rapport à la France_ car les autres Etats étant donnés qu'ils possèdent un droit de regard extérieur, ne semblent pas comprendre la laïcité française (exceptés la Belgique et le Portugal). C'est ainsi que dans certains pays de l'Union, l'Eglise intervient dans la sphère privée (concernant la question liée aux droits des homosexuels et à l'avortement, par exemple). Cette situation peut constituer en son sein une bombe à retardement car la laïcité est disparate et surtout ne se ressemble pas : certains tolèrent trop de choses tandis que d'autres n'en tolèrent pas assez ou simplement pas ... De toute façon, une histoire suit la laïcité dans l'Europe.

Tout ceci nous montre que l'UE n'était pas prête à hériter de tous les problèmes rencontrés dans le domaine sociopolitique. D'ailleurs, c'est l'éclatement du bloc soviétique et du Mur de Berlin qui semble en avoir été les véritables causes. La religion est ainsi devenue une croix à porter, placée en mauvaise posture comme un rappel de valeurs sur lesquelles l'UE serait créée. Elle lui sert de référent quant au jugement dans l'assurance de la vitalité de choix des politiques extérieures. Aujourd'hui, l'islam fait désormais partie du panorama religieux de l'Europe, avec ses Européens musulmans d'abord et, avec ses Européens d'origine immigrée (EOI) ensuite. Cette religion étant différente de celles que l'Europe a toujours connues sur ses terres, certains changements et conflits ont été implantés avec elle. Le conflit majeur est l'intégration de cette religion dans le panorama des religions de l'Europe. Il paraît bien évident que l'Union doit considérer la question religieuse car c'est impératif dans sa construction profonde, ce qui nous mène donc au point suivant ...

2.6. Les religions

Nous savons donc que l'UE comporte plusieurs religions, mais toutes ne sont pas implantées de la même manière dans tous les pays membres. Dans cette partie, nous pensons qu'il est préférable de parler des églises et non pas des religions, car nous parlons des confessions religieuses à savoir : catholique, protestante, orthodoxe, excepté l'islam. Géographiquement ces religions se répartissent comme suit :

1. Le protestantisme : Europe du Nord (Royaume-Uni, Scandinavie, Pays-Bas, Allemagne (du Nord)).
2. L'orthodoxie : Europe de l'Est (Grèce, Russie, Ukraine, Roumanie, Serbie, etc.).
3. La catholicisme : Europe du Nord, du Sud, de l'Ouest et du Centre (Portugal, France, Suisse, Italie, Espagne, Allemagne (du sud), Pologne, Autriche, Croatie, Slovénie...).

Les catholiques sont les plus nombreux. On retrouve cette religion dans 23 pays. Les orthodoxes eux, sont dans 10 pays et les protestants dans 9 pays. Quant à l'islam en Europe, on se rend compte qu'elle existait en fait déjà en Bosnie-Herzégovine et en Albanie, donc non récente en Europe. Cependant, on doit son extension aux EOI. On retrouve aussi les musulmans de manière non négligeable dans les Balkans quand même, depuis l'empire Ottoman. Aujourd'hui, l'islam occupe un rang important dans plusieurs pays (3^e en France). Concernant les religions

minoritaires dans l'UE (bouddhisme, hindouisme, athéisme...), certaines ne font partie de l'Europe que très récemment, soit par goût d'exotisme ou par mode, avec un succès qui ne cesse de croître. Le judaïsme quant à lui est ancien car les Juifs sont présents en Europe depuis l'empire romain ...

La laïcité à côté de tout ceci, reste partielle dans la question des religions en Europe. Cependant, vue la diversité de confessions religieuses, nombreux sont ceux qui pensent que les religions dans l'éducation doivent être « bannies » (en France avec les affaires du foulard islamique par exemple), si l'on veut réellement réussir l'éducation des enfants ; et aussi surtout si l'on veut leur inculquer une éducation européenne. Ainsi, les rapports existant entre l'école et les religions sont dépendants de la manière dont chaque Etat-membre définit les buts et les contenus de son programme d'éducation. En Hollande par exemple, la manière d'agir dans l'éducation diffère beaucoup de celle de la France, car ce pays prône la tolérance. Tandis qu'en France règne la laïcité. En Italie, la religion catholique est consacrée religion d'Etat et patrimoine nationale. Elle y occupe donc une place de choix.

Il en découle que peu de pays de l'Union déclinent leur identité nationale de manière purement laïque. Ainsi au Royaume-Uni par exemple, l'éducation religieuse rime avec épanouissement spirituel des élèves et elle est incluse dans les objectifs de l'éducation publique. On constate cependant que partout où il y a dispense de cours de religion, il y a des déviations. Cela serait dû à la tendance qui est celle d'une bifurcation vers des cours d'histoire des religions ou encore de cultures religieuses à la place de l'instruction religieuse proprement dite. Somme toute, il existe en ce qui concerne l'UE, une grande variété de relations entre les religions et les différentes sociétés. Ces religions ne sont pas des patries ni davantage liées au *sol* qu'au *sanguinis*, mais uniquement à l'individu et à ce qui l'entoure.

2.7. Le communautarisme

Nous tenons tout d'abord à souligner l'importance de distinguer le communautarisme du multiculturalisme (déjà défini...), étant donné qu'il est déjà arrivé de les confondre. *Le communautarisme se distingue du multiculturalisme dans le sens où il crée une différence dans sa réaffirmation de l'importance de la communauté construite sur des héritages biologique,*

*linguistique et historique*¹⁶⁶. Ainsi, il se place comme garant des valeurs traditionnelles et ancestrales, et se pose de manière affirmée comme valeur intemporelle. Il peut également s'avérer dangereux car (aussi paradoxal que cela puisse paraître) il peut briser les valeurs des us et coutumes d'une société donnée, vu qu'il est synonyme de cloisonnement, de clanisation. Vu cet angle, le communautarisme se positionne comme un concept ambigu puisqu'il comporte en même temps un côté positif et un côté négatif. Dans l'urgence du moment par exemple, il se positionne comme nécessité car il protège l'essentiel, se pose en tant que gardien des traditions, et permet la conservation d'une certaine vision des choses. Nous avons l'exemple des Fim de l'IP2 du Maghreb pour illustrer ce cas de figure. Ces derniers donc sont attachés aux traditions et valeurs qui ont été apportées en France par leurs parents et ou grands-parents. Nous pouvons aussi citer l'exemple des Fim de l'IP1 en l'occurrence les Portugais, qui perpétuent leurs valeurs ancestrales et leur mode de vie en France (cf., chapitre V).

Il en découle que le communautarisme en France a toujours été considéré comme un repli identitaire, un refus d'intégration, de scission des coutumes d'avec les parents qui, eux sont les primo-arrivants dans le pays. Aujourd'hui, plus de 15 ans après la prise de conscience du phénomène de la création des communautés et de leur présence en France et en Europe (!), d'aucuns commencent à changer leurs regards sur les communautés. Ils y voient « *des radeaux de survie après le naufrage du monde moderne* ». Ainsi, leur vision est de « *renoncer à imaginer les communautés comme des havres d'une nostalgie qui, par la force des choses, n'est plus. La fidélité au passé suggère au contraire la novation et la création* »¹⁶⁷. Cela voudrait dire qu'il y a évolution des mentalités. Nous nous demandons si cela constitue une petite étincelle, une lueur d'espoir dans l'avenir de ceux qu'on nomme Fim en France (et autres appellations similaires, dans l'UE)... Peut-être bien que oui, peut-être bien que non. Mais en tous cas, la réalité nous montre que le communautarisme¹⁶⁸ est un terme qui renvoie à différentes réalités par rapport : aux lieux de vie (*mode de vie lié à une organisation locale choisie comme rejet de la société industrielle*), à l'identité (*coexistence séparée des différentes communautés ethnique sur le même territoire.*_ Ceci renvoie donc au repli identitaire et religieux etc.), à la société (*segmentation de la population d'une nation = organisation sociale*).

¹⁶⁶ « *Le communautarisme, un recours.* », in : <http://www.europemaximum.com> . 14 août 2005 : 3.

¹⁶⁷ « *Le communautarisme, un recours.* », in : <http://www.europemaximum.com> . 14 août 2005 : 3.

¹⁶⁸ <http://www.wikipedia.org/wiki/Communautarisme>

Pour l'UE, étant donné que ce phénomène est un mouvement de pensée qui bâtit la communauté politiquement et économiquement. Certains considèrent que l'Union détient part le communautarisme une arme de valeur importante qu'elle doit savoir manier et en éviter toute défection. En effet, vu la diversité des origines dans l'Union, celle-ci a plutôt tout intérêt de toujours reconsidérer cet aspect. Ce qui demeure important cependant, c'est sa cohésion de l'Union telle qu'elle est clairement stipulée dans sa devise : « *Unie dans la diversité* ».

2.8. Le métissage identitaire

L'UE par définition constitue un brassage de cultures, même si sa base est européenne. On considère qu'il y a métissage lorsque la perspective d'avenir (ici du groupe) prend le dessus sur ses propres origines, c'est-à-dire d'où l'on vient. C'est comme les Etats-Unis d'Amérique lors de leur création et ce qu'ils sont maintenant. Ils ont pour leur part, dû faire beaucoup de concessions dans leur soif de grandir. Ces concessions représentent un enjeu psychologique énorme car leur absence peut être lourde de conséquences et générer de lourds conflits pouvant même passer par une pesante guerre dite de Sécession, dans leur idéologie d'unification... Donc, que pour qu'il y ait du métissage, il doit y avoir une raison subsistante, ainsi pour prétendre arriver au résultat escompté. Ce résultat s'effectue tout seul et il ne faut surtout pas évoquer des idées assimilationnistes, au risque d'avoir le contraire de ses attentes.

Actuellement, on constate que le terme métissage est à la mode. Tout et n'importe quoi en effet devient métissage (poésie, musique, peinture, pensée, culture, « race »). On voit que ce cependant en vogue provoque une ouverture et l'Europe n'est pas en reste en ce qui concerne le phénomène, bien au contraire. La tentative de création d'une langue européenne, l'espéranto, a d'ailleurs prouvé cette volonté de métissage dans l'UE. Ensuite la création du port folio européen des langues (désormais PFEL), créé en remplacement de l'espéranto, vient confirmer cette volonté de création de métissage car le PFEL est ce qui peut être considéré comme un mixage de toutes les langues (officielles), sinon le plus grand nombre possible des Etats-membres de l'UE.

Suite à ce qui précède, on peut dire que l'UE, même si elle ne se présente pas comme les USA, est métissée et ce métissage est aussi (et surtout) identitaire. L'UE est en multilingue et est constituée des identités éclatées. Peut-être qu'un jour elle ne le sera plus à l'exemple des USA...

Seul l'avenir pourra nous le dire... Pour ce faire, il faudra surtout craindre qu'une identité donnée ne domine sur toutes les autres, parce que le métissage ne peut exister que si l'amalgame s'effectue de manière parfaite, c'est-à-dire, on ne peut l'identifier comme issue d'une telle identité ou d'une telle autre culture. Aussi, si elle est considérée comme telle, cette identité ne pourrait plus être considérée comme un métissage car ce métissage tiendrait quelque part de l'indicible, vu qu'il sera non identifiable ! En effet il est *l'entre-deux* identités ou même *l'entre-tout* des identités de l'UE. Donc un « bon métissage identitaire » doit d'abord être pensé avant d'être ressenti. C'est comme nous l'avons dit tantôt, c'est d'une volonté (la pensée d'abord) qui a fait que les USA deviennent ce qu'ils sont aujourd'hui...

Il est bien vrai que l'UE est aussi considérée (de part les populations des Etats-membres, par exemple la France avec ses Fim) des populations jadis indigènes de l'Europe, mais il faudrait savoir les intégrer dans cette nouvelle identité pour tous, afin de réussir ce métissage à l'instar des USA, malgré le fait que ces derniers ont longtemps écarté leurs populations Noire et Indienne... La question que nous nous posons face à tout ceci est celle de savoir si l'UE va réellement réussir son métissage identitaire et arriver à un résultat tel que constaté en Amérique (où, l'on porte son origine ethnique / raciale sur sa carte d'identité...) _ Pour notre part, nous pensons que ce sera pénible d'un point de vue psychologique quand on est Français par exemple, car rappelons-le, en France, on ne porte pas son origine ethnique / raciale sur sa carte d'identité. Selon la devise républicaine en effet on est égaux. Or, la devise de l'UE elle, définit l'*Union dans la diversité*. Ces deux devises étant contraires, on peut se demander quel sera alors l'avenir des IP2 de France dans cette Europe ...

Pour tenter de répondre à cette question, il est nécessaire d'examiner l'identité européenne et les identités dans l'Europe.

3. La question de l'identité européenne et des identités de l'Europe

Toute question débattant de l'identité demeure délicate parce que derrière toute représentation subsiste toujours une identité. Même si derrière celle-ci il y a le néant, elle demeure encore délicate. En effet, l'identité peut être source de conflits avec des conséquences inimaginables. Il s'avère que représenter l'UE de manière politique, économique... c'est représenter son identité, donc, soustraire les identités de ses Etats-membres pour une seule identité, celle d'une Europe

multi-identitaire.

Comme le dit Borges¹⁶⁹, répondant à la question de Paul Valéry (« *Mais qui est donc Européen ?* ») : « (...) *en Europe, compte tenu des nationalismes enragés, on ne sait être que Français ou Allemand, Anglais ou Espagnol, Russe ou Polonais... L'identité de l'Europe est comme un kaléidoscope. Parmi ses figures, « la marque de reconnaissance » est une voie d'affirmation* ».

Ainsi, il en découle que parler d'une identité européenne s'avère difficile étant donné que les identités de ses Etats-membres sont encore fortement représentées. C'est dire que ces identités sont transposées et demeurent encore cloisonnées dans les mentalités inchangées. Bien que la transnationalité ne soit pas encore effectuée, on peut cependant parler de problème identitaire au sein de l'Union mais peut-être bien aussi à l'intérieur de chaque Etat-membre, car sont encore nombreux ceux qui ont du mal à se libérer de leurs vieux démons.

Il est important de souligner que, malgré la multitude des identités qui forment l'UE, on constate qu'il n'y pas de crise identitaire déclarée. Accéder donc à une identité globale au sein de l'UE signifierait acquérir un métissage parfait, alors signe d'une dignité humaine reconnue. C'est une pensée qui dépasse l'entendement humain puisqu'il nous semble que cette purgation des passions n'est pas encore dans l'idée de l'être humain, européen, encore attaché à sa mère patrie... Mais quoiqu'il en soit, l'identité de l'UE, comme le stipule Vallejo-Gomez (idem, page 25) : « *parie sur une volonté positive et contemporaines clairement énoncés dans le Traité Constitutionnel : « L'Union est fondée sur des valeurs de respect de la dignité humaine, de la liberté de démocratie, d'égalité de droit, ainsi que de respect, des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités.* »

Il faudrait donc « transnationaliser » l'identité européenne en « dénationalisant » les identités de ses Etats-membres, tel est le défi que l'UE peut se lancer si elle veut un jour espérer devenir comme les USA. Pour ce faire, il faudrait déjà que différents peuples souffrent de l'idée d'acceptation du par capitalisme car comme nous le savons, l'Europe est capitaliste. On remarque quand même que les populations des Etats-membres de l'UE subissent plutôt ce capitalisme et par conséquent, ont de plus en plus conscience de la perte de la démocratie. En

¹⁶⁹ Dans : Nelson Vallejo-Gomez 2005 : « *Europe, une identité kaléidoscope. Plaidoyer pour une dé-nationalisation de la Nation* ». In : Synergies Europe 1. Gerflint. (P. 17).

effet, si on prend la France par exemple, on voit que la souveraineté de cette République est bafouée. Le peuple français n'a plus de décision car les voies de vote sont ignorées à l'instar du vote massif du « non » au Traité Constitutionnel en 2005 ... 3 ans après, le nouveau président de la République élu en 2007 l'a fait ratifier par voie de décret. Tout ceci explique que les citoyens Européens perdent leurs voix dans l'Union... Nous pouvons dès à présent examiner la question citoyenne justement...

4. La citoyenneté

Etymologiquement, la citoyenneté c'est le fait qu'«*un citoyen adhère aux finalités et aux règles de la cité, ce qui lui vaut de disposer des prérogatives, droits et devoirs lui conférant un droit de cité*¹⁷⁰ ». ».

Concernant cette notion par rapport à l'UE, c'est à grande échelle qu'on doit la considérer car nous entrons dans un domaine que nous appelons *inter citoyen*. Il faudrait donc pour qu'un individu se sente citoyen Européen, qu'il ait une certaine *éthique*, c'est-à-dire qu'il doit posséder un ensemble de règles de conduite. C'est une attitude ou démarche essentielle au bon déroulement du pacte de l'Union. Cette éthique n'est pas seulement politique, économique ou sociale, elle est tout aussi religieuse et rend l'individu presque supranaturel. L'idée de la Constitution européenne fait penser qu'il existe bel et bien une citoyenneté européenne, mais est-ce qu'on peut réellement l'affirmer sur le terrain ?... Il s'avère en effet que bon nombre de problèmes se sont révélés dans l'acceptation de cette Constitution à savoir entre autre, ce vote massif du « non » en France aux Pays-Bas...

D'un autre côté, il existe des pays qui n'ont pas eu d'histoire coloniale et par conséquent, très peu de relations avec des « non Eds ». Est-ce que ces pays là pourront-ils accepter ces individus qui viennent du dehors de l'Europe (mais qui possèdent une nationalité d'un pays membre de l'Union) comme des citoyens à part entière ?_ ou plutôt cela va se faire à la manière des Grecs antiques_ qui ne pouvaient accepter des étrangers comme citoyens dans leur Cité ?...

D'autre part, il existe des pays qui sont confrontés depuis une longue date à ce problème

¹⁷⁰ Anicet Le Pors, 1999 : « *La citoyenneté* ». QSJ ? PUF. Paris (Page 3).

« d'étrangers » qui, aujourd'hui les ont intégrés ou encore qui mettent en évidence tous les moyens pour ce faire. La France d'aujourd'hui, avec son modèle jacobin, se révèle être une République biface, universaliste et aussi individualiste, contrairement à l'Ancien régime où n'étaient sujets de sa majesté ou du royaume que les individus nés dans le royaume (fait encore d'actualité en Grande-Bretagne). Ainsi, pour éviter le rejet de ces individus dans la sphère privée, ce pays met tout en action tous ses moyens pour faire considérer comme citoyens (avec tous les droits possibles, au même titre que ses Fds) ceux qu'il appelle Fim. Cela vient du fait que le modèle français tire sa source et sa puissance dans l'idéologie d'intégration et fait que chaque individu, toute provenance confondue, puisse s'identifier à la nation française. Agir de cette manière montre une volonté de rejet officiel du multiculturalisme alors synonyme d'appartenance communautaire et par conséquent source de clivages sociaux et de conflits divers.

Suite à ce qui précède, il ressort quelques questions de notre part, à savoir : *est-ce qu'on peut considérer les habitants de l'Union telle qu'elle se présente, c'est-à-dire multiculturelle, comme des citoyens ?* _ Vu que ces deux notions, multiculturalisme et citoyenneté, semblent s'accrocher de façon antinomique. De plus, la devise de l'Union même le dit clairement... Aussi, *est-ce que cela nous permet d'élargir notre vision de la citoyenneté (de part sa définition) et par conséquent, l'étendre sur une échelle continentale, incluant tous les Etats-membres de l'Union avec toutes les cultures inhérentes du groupe (vu qu'il y a dépassement de tous les genres : politique, social, économique...)* ? _ Cela voudrait dire qu'on fait un amalgame de deux modèles de vision quant aux notions de la citoyenneté et celle du multiculturalisme, à en croire le magazine *Géocities*¹⁷¹. En effet, on semble y voir dans la redéfinition de la citoyenneté qui serait, « *la combinaison entre le multiculturalisme et la citoyenneté passe en premier lieu par la combinaison des modèles français et américain* ». Ainsi, le modèle français devrait « se corriger » en s'initiant du modèle américain. Et, pour les Américains, ils devraient regarder le modèle français pour se dérouiller... inouï !

En somme, la France doit accepter de considérer les différences culturelles qui existent en son sein. Ce que nous venons de voir nous fait penser que l'UE a compris cela et l'a accepté (rien que par sa devise), c'est pourquoi la question de la citoyenneté en Europe ne semble pas en vérité se poser. Et si cela devait s'avérer un jour en être le cas, ce serait là un véritable casse-tête chinois... En fin de compte, la combinaison des modèles français et américain, concernant le

¹⁷¹ « Multiculturalisme et citoyenneté » (Page 4). In : <http://www.geocities.com>

gérance du multiculturalisme et de la citoyenneté, ne règle pas directement les problèmes liés à la cohésion de cultures en situation certainement différentes les unes des autres. Mais, c'est en ce moment-là qu'intervient l'éthique ou plutôt les éthiques (civique, civile, administrative... bref de responsabilité), pour tenter de provoquer le déclic d'une prise de conscience des individus en tant que citoyens Européens et cela, malgré leurs diverses provenances (reconnaissance mutuelle en tant que citoyens Européens, donc faisant partie d'une même communauté).

La notion de citoyenneté inclut donc des droits civiques dans l'Union, tandis que tous ceux qui n'en sont pas citoyens sont privés de droits. C'est ainsi qu'un individu qui réside en France par exemple depuis x temps, mais qui ne possède pas la nationalité française et par extension européenne, ne peut prétendre à aucun droit civique en France ni en Europe. Il l'est d'ailleurs au même titre qu'un mineur Franco-Européen, car ce dernier n'acquerra des droits seulement qu'à sa majorité. Se sentir citoyen implique donc de se reconnaître dans une certaine notion et implique également l'adhésion aux valeurs de cette notion. Nous considérons pour cette raison qu'il existe plusieurs types de citoyens : des citoyens sur « papiers et dans la conscience » et, des « citoyens de cœur » (étrangers s'identifiant à une nation sans que celle-ci ne leur confère légalement le statut de citoyen), car ne dit-on pas que *la patrie est celle du cœur* ? En effet, il existe des individus, bien que Français ou Belges ou autres, qui pourtant réfutent l'idée d'être appelés citoyens Européens... Tout ce qui précède nous montre que la citoyenneté « *n'est pas un ensemble de valeurs de droits, de devoirs inscrits dans un Etat de droit figé. Elle siège aussi dans la pratique militante* » (Anicet Le Pors, idem, page 87).

5. Les immigrés dans l'Europe

Nombreux sont les débats qui portent sur les immigrés en Europe, au sein des pays de l'Union. Pour notre part, nous employons plutôt la préposition « dans » et non « en », pour souligner que nous ne parlons pas des immigrés qui arrivent récemment dans l'UE, mais de ceux établis de manière permanente dans les Etats-membres de l'Union depuis plusieurs années. Cela concerne également les Fim et tout autre apparenté dans les Etats-membres de l'Union, bien que cela paraisse aussi étrange.

En ce qui concerne l'ensemble de ces individus, la Commission européenne œuvre ardemment pour leur intégration dans l'Union. En effet, elle parle d'intégration et met l'accent sur l'égalité

des chances, luttant donc contre les discriminations raciales, ethniques, religieuses... depuis une dizaine d'années, dans un programme nommé EQUAL. Ainsi, cette Commission considère désormais l'intégration comme un concept global, évoquant les aspects socio-économiques, les questions culturelles et les valeurs qui s'y attachent, quant à ce groupe d'individus.

Tout ceci est la conséquence d'une politique d'immigration à l'échelle de l'UE qui, dès 1953 avec le Traité de Rome (Traité fondateur de l'Europe), instaurait la liberté de circulation des travailleurs. Avec l'Acte unique européen signé et adopté en 1985, un espace communautaire européen sans frontière fut établi. Dès lors, l'immigration ne concernait plus uniquement les Etats-membres de l'Union de manière individuelle (et selon les cas différents) mais également la communauté tout entière. Il demeure que chaque Etat de l'Union possède sa propre politique quant à ses immigrants (il est question ici des individus qui ont une nationalité d'un Etat-membre de l'Union). En France l'immigration ne fait pas partie du mythe politique national car elle est bien réelle, et non ciblée à vue d'œil. Donc, la situation sociopolitique actuelle du pays actuelle est un bel exemple d'illustration. Tandis que le Traité de Maastricht dissociait citoyenneté de la nationalité, la sphère sociale subissait un changement à l'échelle internationale, européenne, parce que dans la République française ces deux notions sont liées. En effet, un citoyen Européen peut faire valoir son droit de veto lors des élections dans l'un des Etats-membres de l'Union, sans même en posséder la nationalité. Or, qui votait jadis, était forcément de nationalité française. C'était un compromis du national-citoyen, indispensable et obligatoire, une spécificité française en un mot... Aujourd'hui, ce « pouvoir de vote » démultiplié et excentralisé ne s'est pas étendu sur les étrangers résidents permanents dans l'UE (non possédant une nationalité d'un pays membre de l'Union). Une fois de plus le destin de ces individus demeure clos, là où il y aurait pu avoir une ouverture. Ainsi, ils poursuivent leur chemin en Europe et hors de l'Europe. Ils n'ont aucun droit de décision mais pourtant ils vivent à l'intérieur de l'Union, tels des pantins qui subissent les lois et humeurs décisionnaires de leurs « maîtres »...

Bien que la Commission européenne parle d'intégration, l'écartement dont fait l'objet les étrangers constitue la preuve d'un contraste dans les idées maîtresses de l'Union _ en tout cas, depuis 2003, cette Commission examinait cette question au moins sur le plan des élections locales. La France quant à elle reste sceptique à ce propos. La Belgique et l'Italie ont été les premiers pays de l'Union à vouloir mettre en place ce système d'ouverture. Mais cette question du droit de vote aux élections conféré aux étrangers demeure encore délicate. En Belgique, et en Italie donc, d'importantes polémiques ont été soulevées au-delà des conflits qui séparent

traditionnellement la gauche et la droite politique, c'est-à-dire le gouvernement et l'opposition. En Belgique, le Parti Libéral Flamand (VLD) s'y est fortement opposé sous prétexte qu'une majorité de la Flandre y était hostile. Pourtant, au niveau national, 55% des Belges étaient favorables à l'octroi immédiat du droit de vote aux étrangers, et 84%, à juger que leur intégration passe par une intégration politique. 89% pensaient que les habitants d'une commune devaient avoir le droit de décider de sa gestion... En Italie, c'est l'un des deux partis de la droite dure qui avait lancé ce débat favorable au vote des immigrés. Action paradoxale de la part de cette partie de la droite italienne, mais pourtant Gianfranco alors fin, leader de l'Alliance Nationale (AN) estimait que : « *Les temps sont murs pour discuter du droit de vote pour les immigrés qui vivent, travaillent, paient leurs impôts en Italie et ont obtenu un titre de séjour.* »¹⁷²

Cette déclaration avait allumé le feu aux poutres au sein de la coalition de droite. Ainsi, Umberto Bossi, l'autre leader de la droite, faillit quitter la ligue du Nord du gouvernement par la suite. Seule l'intervention seule du Premier ministre, Silvio Berlusconi avait réussi à dénouer cette affaire...

L'examen des cas de figure de la Belgique et de l'Italie présente une situation conflictuelle à propos du droit de vote des immigrés. Il montre aussi qu'une ouverture est peut-être déjà faite pour les Fim et les autres individus qui possèdent une identité d'un pays membre de l'Union. Mais, il n'est pas encore question du vote des résidents étrangers dans l'UE car cela provoquerait d'importants conflits et peut-être même de réelles scissions dans les Etats d'abord et dans l'Union ensuite. En définitif, **en** Europe, les immigrés posséderaient moins d'ouverture encore que **dans** l'Europe. Elle est donc divisée quant à cette question qui en réalité n'est pas sans stratégie, car elle touche les notions de citoyenneté et de nationalité. Le constat fait montre que certains tendent déjà à l'accepter... Deux Etats-membres, notamment le Portugal et le Royaume-Uni l'ont déjà octroyé aux résidents permanents appartenant à leurs anciennes colonies (pour les élections locales). Récemment encore, dans la seconde moitié de l'année 2008, ces individus ont reçu des cartes électorales en France. Cette première dans l'histoire du droit de veto sur le territoire français, concernait les élections des prud'hommes (prévues pour le 3 décembre 2008). D'un autre côté, on peut penser que le refus des autres Etats d'octroyer ce droit de vote aux étrangers n'est en fait qu'une expression de peur. En vérité, c'est souvent dans l'idéologie de l'extrême droite qui pense que ce droit servirait à « gonfler » le nombre d'électorat de gauche. De l'autre côté encore, cette extrême droite prend comme prétexte ce fait du droit de vote aux

¹⁷² Idem. L'Humanité.

immigrés pour renforcer leur haine et leur idéologie extrémiste.

En conclusion, l'Europe et la majorité de ses Etats ont peur de se lancer dans des changements qui risqueraient de les effrayer plus encore, de les bousculer dans leurs habitudes. En effet, cela suppose des changements de mentalités et une acceptation des cultures que les Européens jugent surtout barbares et non intégrables. L'intégration de ces individus dans la sphère politique est alors aperçue comme un acte. C'est subséquent un détail est à se rappeler : qui est Européen est de « race » blanche ! – De ce fait forcément, nous nous retrouvons une fois encore dans une guéguerre raciale et ethnique.

6. Les langues et les cultures

En ce qui concerne les langues de l'UE, on constate qu'il y a un déficit de débat à ce propos. Malgré le fait que toutes soient reconnues de manière officielle, il s'avère que la langue anglaise est celle qui a de plus en plus de l'ascendance sur les autres. Si donc on peut concevoir qu'il y a une hiérarchisation des langues, l'ordre du palmarès serait le suivant : l'anglais, le français, l'allemand... L'anglais fait face au français et ces deux langues ont toujours mené bataille (langues officielles des Traités divers).

Les langues de l'UE sont considérées comme de réelles richesses. Ainsi considéré, le Conseil de l'Europe leur consacre une journée au patrimoine, le 26 septembre. Son but est d'encourager l'apprentissage des langues de l'Union. Ainsi, plusieurs méthodes ont été mises en place, afin de favoriser et de faciliter les échanges linguistiques à l'intérieur de l'Union. Ces langues font partie inhérente de l'Union et on les retrouve dans toutes les sphères de la vie : professionnelle, privée... Ceci met en évidence l'importance qu'il y a de parler une langue étrangère ou même plusieurs, surtout quand on travaille pour une société étrangère, ou encore quand on travaille pour une société qui recrute des individus ne parlant pas la même langue que soi, et aussi pourquoi pas quand on s'expatrie... En France, avec la délocalisation de plusieurs usines et entreprises (due au fait de l'ouverture de la Chine à l'extérieur - ce qui a provoqué la hausse des prix sur le marché français, à la main d'œuvre extérieure moins chère et à la mondialisation etc.), l'une des solutions proposées est celle d'expatrier les employés locaux vers les pays de l'Union où la main d'œuvre est beaucoup moins chère (Roumanie, Pologne).

Il ne nous faut pas oublier de mémoire qu'une langue est porteuse non seulement d'une identité mais aussi d'une culture. Donc, que ce soient les déplacements dans l'UE ou que ce soient les apprentissages des langues de l'Union (par divers moyens mis en place), nous pensons que cela va renforcer les liens entre différents peuples et voir ainsi sans (doute) s'accélérer l'acceptation de l'identité européenne. Le danger qu'il peut avoir dans une telle vision d'entreprise est celui de voir certaines cultures beaucoup plus favorisées que d'autres, et de cette manière nous assisterons à la mort lente des autres langues ayant moins de locuteurs. En effet, Claude Hagège l'a fait constater de manière globale et a tiré la sonnette quant à la mort des langues. Par conséquent, une infime partie de la civilisation européenne serait en danger, car cette mort va commencer par affecter des langues qui possèdent moins de locuteurs, pour terminer avec celles qui ont en plus.

La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (Strasbourg, le 5 novembre 1992), définissant clairement les statuts des langues (officielles et régionales), stipule dans son préambule :

« Les Etats-membres du Conseil de l'Europe, signataire(s) de la présente charte, Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une Union plus étroite entre ses membres, notamment afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Considérant que la protection des langues régionales ou minoritaires historiques de l'Europe, dont certaines risquent, au fil du temps de disparaître, contribue à maintenir et à développer les traditions et la richesse de l'Europe ;

Considérant que le droit de pratique d'une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique constitue un droit imprescriptible, conformément aux principes contenus dans le Pacte international relatif au droits civils et politiques des Nations Unies, et conformément à l'appui de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés du Conseil de l'Europe ;

(...);

Soulignant la valeur de l'interculturalité du plurilinguisme, et considérant que la protection et l'encouragement des langues régionales ou minoritaires ne devraient pas se faire au détriment des langues officielles et la nécessité de les apprendre ;

Conscients que la protection et la promotion des langues régionales ou

minoritaires dans les différents pays et régions d'Europe représentent une contribution d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie et de la diversité culturelle, dans le cadre de la souveraineté nationale et de la dignité territoriale ;

Compte tenu des conditions spécifiques et des traditions historiques propres à chaque région des pays d'Europe ;

Sont convenus de ce qui suit :

Partie I - Dispositions générales

Article 1- Définitions

Au sens de la présente Charte :

a- par l'expression « langues régionales ou minoritaires », on entend les langues :

i. pratiquées traditionnellement sur un territoire d'un Etat par des ressortissants de cet Etat qui constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population de l'Etat ; et

ii. différents de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat.

Elle n'inclut ni les dialectes de la (des) langue(s) de l'Etat ni les échanges des migrants ;

(...)

Article 2- Engagements

1- Chaque Partie s'engage à appliquer les dispositions de la partie II à l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur son territoire, à laquelle s'appliquent les paragraphes choisis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.

2- Toute partie peut, à tout moment ultérieur, notifier au Secrétaire Général qu'elle accepte les obligations découlant des dispositions de tout autre paragraphe de la Charte qui n'avait pas été spécifié dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou qu'elle applique le paragraphe 1 du présent article à d'autres langues régionales ou minoritaires, ou à d'autres langues

officielles non répandues sur l'ensemble ou une partie de son territoire.

3. Les engagements prévus au paragraphe précédent seront réputés partie intégrante de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation et porteront les mêmes dès la date de leur notification.

Suite à ce qui précède, nous retenons que les enjeux linguistiques et culturels de l'UE sont énormes et s'avèrent donc majeurs. Cependant, ils sont encore méconnus du grand public, malgré leur importance. La diversité linguistique et culturelle de l'UE peut être un point faible et ainsi s'avérer source de conflits. L'organisation de l'Union, fort heureusement, veille à ce que cela ne dégénère pas, en prenant en compte l'aspect de la richesse du patrimoine qu'elle constitue. Elle fait aussi appel à d'énormes moyens financiers pour promouvoir les langues et cultures de l'Europe. A plus petite échelle, l'Union prend aussi en compte les langues régionales ou minoritaires car elles constituent également les richesses de leurs Etats et par ricochet celles de l'Union. Ainsi fait, plusieurs programmes européens sont consacrés à l'apprentissage des langues, à l'instar de SOCRATES (mobilité des étudiants) et de LEONARD (pour la formation des professionnels). Les Etats-membres et la France pour ce faire, participent à ces programmes et fournissent des efforts considérables (initiation aux langues européennes dès l'école primaire, et même quelque projet concernant l'extension de l'apprentissage en grande section de la maternelle ; obligation d'apprendre au moins une langue au collège, dès la classe de quatrième dès 1993, toute section confondue).

7. Les changements sociaux

Si l'on est seulement un temps soit peut observateur, on constate que « notre société actuelle n'est plus celle qu'elle était », comme le dit de nombreuses personnes. Une observation approfondie du terrain montre donc plusieurs changements de plusieurs ordres : acceptation et intégration des homosexuels dans la société par exemple (gay pride, Pink Tv, etc.). C'est ainsi que l'homosexualité est banalisée et choque de moins en moins les opinions (ils sont nés comme ça et il faut les accepter comme tels...). Cette banalisation des mœurs bouscule les valeurs ancestrales et c'est ce qui fait souvent dire aux personnes âgées des phrases du genre : *de notre temps, les choses n'étaient pas comme ça... / vous parlez d'une époque ! ...* A côté de cet aspect, il y a les changements économiques, financiers et bien d'autres. Ce qui est clairement

remarquable c'est le fait d'une prise de conscience mondiale d'un sentiment d'avoir changé d'ère. Cette ère nouvelle est arrivée progressivement et s'affirme dans ce nouveau millénaire, ce nouveau siècle, avec ces changements qui inquiètent car ils sont arrivés avec des valeurs sociales nouvelles...

Les différentes vagues de populations qui constituent aujourd'hui l'UE sont un fort sujet d'étude sociologue mais aussi politique, dans la mesure où l'on fait face à plusieurs civilisations en contact. De plus les vagues d'immigrés qui font désormais partie du panorama européen, en commençant par les Etats-membres de l'Union dont ils font partie, viennent rendre intéressante cette étude. En effet, l'étude de la France nous a montré que ces immigrés « posent » quelques soucis dans ce pays. Les politiques et tous ceux qui ont un pouvoir d'étude tentent de trouver ainsi une solution face aux différents problèmes rencontrés dans la coexistence et l'intégration de ces individus d'abord, et dans la coexistence avec eux ensuite.

Face à ces différents changements sociaux auxquels se heurte l'UE à travers ses Etats-membres et son organisation même, nous nous demandons s'il existe une solution (même temporaire) pour y faire face. Aussi, nous voulons savoir si ces changements représentent une menace pour les sociétés des Etats de l'Union ou bien au contraire, ils représentent un air nouveau, insufflé pour redonner donc une jeunesse à ces sociétés vieillottes. Nous allons tenter d'y donner une réponse...

La réalité sociale nous montre un multiculturalisme officiellement reconnu mais parfois refoulé. Bien souvent l'histoire nous montre que la construction de certaines sociétés qui aujourd'hui renient le multiculturalisme le font par souci d'unification. En effet, la France par exemple est devenue une nation en réunifiant ses identités régionales, proposant et imposant la seule identité nationale, afin que les individus devenus citoyens se sentent réellement Français avant tout, bien que les identités régionales subsistent toujours. Or avec l'UE, on ne peut prétendre penser de la même manière parce que l'Europe se veut multiculturelle et multi-identitaire. Il s'avère que son multiculturalisme fait heurter la définition identitaire des individus. Effectivement l'impression qui ressurgit est celle des identités enfouies depuis bien longtemps et par conséquent met à nu ce manque d'une identité européenne proprement dite. Si tel devrait être le cas, il est à craindre des conflits à court terme, pouvant déchirer l'Union. La question qui revient encore est celle de savoir ce qu'il faut faire des identités de l'Union. Ce qui apparaît pour le moment c'est une sorte d'acculturation des individus qui n'arrivent pas à se trouver une place dans cette machine

énorme déjà en route. En réalité, il faut croire que ceux qui y trouveront une place seront alors de « vrais » Européens, c'est-à-dire, des citoyens au sens du citoyen Français par exemple. Cela signifierait atteindre les limites de l'identité américaine et aller même au-delà d'elle, car celle-ci est choisie, pensée et vécue... Aussi, cela voudrait encore dire que le nouveau pacte social sera effectivement réceptif dans l'UE. Autrement dit, il sera effectué chez ces individus des changements profonds relevant d'une catharsis. Mais changer de mentalité et le devenir tel quel, n'est pas une chose aisée. En effet, ceux qui n'accepteront pas de devenir Européens (comme ceux dont nous venons de parler) seront donc des individus « rebelles » parce qu'ils réfutent l'idée de l'Union, même si le monde connaît aujourd'hui un nouveau paradigme social...

Ce changement de paradigme, comme le souligne Alain Touraine, se repère en terme de conflits, de réformes, de protestation et de domination d'une part, et dans le sens historique, implique des contraintes de gouvernabilité et du dénombrement ; et d'autre part encore, il touche la construction des défenses, des critiques et des mouvements de libération. Il faudrait en somme, que ces individus fassent leur purgation des passions, qu'ils réussissent à faire une réelle un dépassement de soi afin de pouvoir se prétendre comme tels. Donc, au sens de Touraine: *« Tout paradigme est une forme particulière d'appel à une figure ou à une autre. Le sujet est l'affirmation, dont les formes changeantes, de la liberté et de la capacité des êtres humains de se créer et de se transformer individuellement et collectivement »*. (Idem, P.15)

L'Europe implique implicitement l'entrée de plusieurs sociétés dans le modèle capitalisme. Or, le capitalisme est encore nouveau dans les esprits des individus dans le continent. D'autre part, il y a la peur... Même s'il y a un adage qui dit que *tout nouveau, tout beau*, malheureusement, on ne peut l'appliquer à tout et sur tout. Ainsi, l'adoption de l'Euro comme monnaie de l'Union (du moins pour la plupart de ses Etats-membres), n'est pas accueillie comme une princesse par de nombreux individus, nonobstant le fait d'avoir bien préparé le monde peu à peu à l'accueillir. Elle ne fait donc pas l'unanimité aujourd'hui à cause disons, des changements trop vite subis avec son arrivée : la hausse des prix sur le marché, une forte monnaie mais des salaires constants, etc. Cela n'a de ce fait réussi qu'à créer des inégalités sociales et raccourcit les échelles sociales... D'autre part, les violences relevées dans le Proche Orient ont des répercussions dans l'Union encore « jeune » et par conséquent, créent un sentiment de peur et de la méfiance, ainsi qu'une montée de la violence. Les liens sociaux se retrouvent relâchés et les valeurs fracassées. A côté de ceci, les décisions de Bruxelles qu'anéantissent les anciens pouvoirs nationaux et locaux, et donc affaiblissent certains pays face à la Chine et son ouverture à l'extérieur.

Les résultats de ces changements sont bien évidemment la fragmentation sociale faisant que l'UE devienne sujet à des protestations diverses se manifestant par des mouvements divers. C'est alors que tous subissons une inversion sociale car, de la volonté d'union autrefois, naît progressivement un esprit communautaire et ethnocentrique. De ce fait, l'autre (l'altérité) est révisée dans la considération qu'on en fait. Ainsi, l'UE demeurant dans les consciences comme une création économique et monétaire et politique, ou chacun peut tirer son profit. On considère alors que c'est là une opportunité pour ceux qui vivent dans la précarité. En effet, il faut garder à l'idée que cet espace a été créé_ du moins dans l'idée de départ, pour renforcer les liens entre Etats, afin d'éviter d'éventuelles guerres. C'est ainsi que l'UE continue de se bâtir selon son propre modèle, c'est-à-dire, sans Européens et sans politique internationale (il est normalement en projet de création...). Les habitants de l'Union n'emploient l'adjectif « européens » que lorsqu'ils « *ne souhaitent pas être identifiés à leur pays* », déclare Touraine (idem, P. 61), donc ils en usent à convenance selon que ça les arrange... Cela fait constater qu'il n'est pas possible _ du moins pour le moment_ de parler d'une nation européenne à l'instar des nations française, américaine... L'Union n'y est pas encore prête parce qu'elle est encore non démocratique et ne possède pas de « sujets » propres. Ceci fait, on ne peut prétendre parler d'une culture européenne dans l'Union, étant donné le grand nombre de différences qui y existent (civilisations, religions, us et coutumes...). En somme, les changements sociaux constatés en son sein sont sans doute multiples, mais il semble que l'idée qui unit les différents individus est celle de l'utilitaire. Dans l'Union en effet c'est l'utilitarisme qui prime et être Européen s'avère simplement utile, du moins pour le moment. C'est pourquoi on ne s'identifie à l'UE qu'à dessein.

Dans le genre de société comme celle de l'Union, l'utilitarisme constitue le lien qui renforce les idéologies politiques, économique et monétaires, et autres. Les passions comme les intérêts lui sont alors subordonnés et cela peut bien constituer une menace pour l'Union, dans la mesure où un Etat-membre userait ses profits étant dans le besoin et, une fois « dépanné », il s'en « débarrassera ». Quant au fait de donner un « souffle nouveau » à l'Union, semble-t-il que ces changements la bouleverseraient réellement, ensuite elle créerait une véritable politique à propos _ et plus tard elle serait une nation au même titre que les USA, ne sait-on jamais...

II. La France à l'heure de l'Europe

Nous entendons par ce titre toutes les actions entreprises par la République française, pour se mettre au pas de l'UE dans les domaines qui la concernent. Il s'agira donc de voir comment l'identité française est vue dans l'Europe et, comment les Français (Fds plus Fim) ressentent l'identité européenne sur la leur. Enfin, nous allons voir comment est accueillie la « seconde génération » dans cette grande institution.

1. L'identité française dans l'Europe

L'identité française est collective, égale, fraternelle et libre. On peut dire d'elle qu'elle est communautaire du fait qu'elle inspire l'unité. Considérant donc son aspect communautaire, il est nécessaire de prendre en compte l'ethnocentrisme. Or l'idée de l'Europe elle, implique une ouverture et qui dit ouverture dit la fin d'une considération ethnocentrique pour une considération plus excentrée. De nos jours, il y a encore possibilité semble t-il de former ou de créer des identités collectives qui s'avèrent très vigoureuses une fois créées et ce, quelques soient les endroits. En ces temps dits de la mondialisation, on peut ainsi les estimer parce qu'elles sont vigoureuses... Il est évident qu'actuellement, nombreux sont les individus qui prennent conscience de leur identité française et la mettent en avant. La dynamique de cette action d'élévation de identitaire relève d'abord de la peur qu'ils ont de perdre leur identité au profit de l'identité (englobante) de l'UE. Les Français ont donc peur d'appartenir à un groupe que celui auquel ils ont toujours appartenu et dont ils sont fiers. C'est d'ailleurs là leur seul souci de revendication, avec la conscience d'un sentiment ethnocentrique profond (l'autre = barbare ; l'inconnu fait peur ; nous sommes les meilleurs...) et c'est à ce niveau qu'ils portent un jugement visant toujours à rehausser leur blason et à rabaisser celui des autres.

En fait, il s'agit ici de voir comment les Français vivent leur identité dans l'Union. De vivre cette identité française dans un sens positif, c'est-à-dire, agissant de telle manière que les choses progressent plutôt. Agir ainsi implique une action qui consiste à faire progresser sa culture propre, son économie... C'est un effort personnel d'abord puis collectif, puisque conjugué. En revanche, le fait de renier une identité dans un but obtus relevant d'un sentiment profond d'ethnocentrisme, c'est aussi valoriser sa culture, la tenir fermée et ne vivre que par rapport à

elle. Ceci peut être considéré comme une reculade, et par cet agissement, on ne peut rien rapporter à l'édification du monde. Donc, si les Français vis-à-vis de l'UE adoptent cette attitude, cela voudrait dire qu'ils renient l'identité de l'UE, et on les jugera comme étant une nation repliée, renfermée et sans intérêt donc pour l'Union. Mais fort heureusement ce n'est pas le cas, car ce pays est bel et bien impliquée dans la création de l'Union... L'Union quant à elle, œuvre durement pour valoriser les cultures de ses Etats-membres, justement pour éviter ce genre de situation ramenant les individus à des situations de repli. Ainsi, chaque nation, chaque identité est valorisée dans l'Union et de l'autre côté, chaque identité se valorise. Bien que comportant de multiples identités, l'UE ne les superpose pas comme des lits gigognes, mais les emboîte plutôt comme des *legos*, créant ainsi un panorama riche dans tous les sens...

Les Français ont appris à vivre leur identité nationale en parfaite harmonie avec les identités régionales, cantonales... Ainsi, toute identité a besoin de reconnaissance car on ne peut la vivre que par rapport à l'autre. Or l'altérité est complexe et peut provoquer de profondes guerres. Dans l'UE, on ne peut affirmer vivre « réellement » l'altérité au regard de la multitude des identités qu'elle renferme. Elle se révèle être « l'esprit » qui doit distribuer les civilisations de l'Europe et ainsi, peut-être un jour arriver à la création d'une unique civilisation, car avec une histoire commune. Pour ce faire, il a été créé comme nous le savons, des programmes divers pour favoriser les échanges culturels, mais également pour créer un choc qui provoquera sans doute une sorte de *pidgin de civilisation européenne*, ou encore une *civilisation véhiculaire*. Et c'est alors que la France sera_ comme les autres pays de l'Union_ Europe. Victor Hugo déjà au XIXe siècle en avait la vision et il l'a dit dans ces mots : « *La France deviendra Europe* ».

2. Le ressenti des Français de leur identité

Dans cette Europe qui ne cesse de grandir surgissent des peurs : de soi, de l'autre, du lendemain, de tout... Tant que tout paraît grandiose mais aussi non idéalisé, c'est-à-dire imaginaire, il y a en même temps de la fascination mais aussi de la crainte dans les esprits. Ainsi, les Français sont craintifs. Ils ressentent l'UE et la vivent suivant leurs émotions. C'est alors qu'ils sont catégorisés en deux parties : d'un côté, les plus nantis trouvent leurs comptes dans l'Union, de l'autre les plus démunis qui sont frileux rien qu'à l'idée de la mondialisation...

La question sur l'identité française n'a jamais autant déferlé la chronique depuis que les liens

avec l'Union se resserrent encore plus. En effet, nombreux sont ceux qui ressentent l'identité européenne comme une menace pour l'identité française. Ces menaces sont nombreuses : problème d'immigration, la question de l'islam, le capitalisme provoquant un grand clivage socio-économique, la mondialisation... L'Europe constitue la mort des ambitions qui signifie donc la mort des libertés pour ceux qui restent démunis. Cet esprit de mondialisation devient plus ancré dans les consciences et s'accompagne d'une mort de la société. Cette société jadis « humaine », devient davantage individualiste. C'est dans ce sens que le pape Benoît XVI disait : *« L'occident montre une haine envers lui-même qui paraît étrange considérée comme un phénomène pathologique : l'occident ne s'aime plus. Dans son histoire, il voit unique semblable et destructif, et il n'est plus capable de reconnaître ce qui est grand et pur »*.

Quant à la catégorie des Français qui pensent que l'UE constitue une opportunité, ils y voient en effet une occasion de progression et de promotion. Dans ce groupe on retrouve des politiciens, des patrons de PME, diverses personnes ayant un bagage intellectuel conséquent, et peut-être même des Fim. En ce qui les concerne, il y a d'autres avantages pour eux dans quelques pays de l'Union, et pas en France malheureusement encore pour la plupart (gros problèmes de chômage liés le plus souvent à la couleur de peau...). Les autres pays sont quelque peu moins regardants de ce côté, à l'instar de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas... et donc offrent des postes en fonction de la qualification de l'individu. L'UE est également pour ces Fim une occasion de se faire connaître car ils ont tout comme les autres Français, besoin de reconnaissance. L'identité de manière générale a besoin de reconnaissance, ne l'oublions pas. Ainsi, ces Fim souvent appelés « seconde génération » ou encore « génération suivante » en France, bousculent l'UE. Le point suivant va nous montrer comment.

3. La « génération suivante » dans l'Europe

Selon les politiques, la génération suivante vit des problèmes de tous genres en France. Il s'agit des problèmes relevant souvent des violences et des discriminations diverses. Mais, le pays ne reste pas sans réagir... Ce sont les différentes vagues de violences qui déchirent souvent le pays qui nous le disent. La France n'étant pas préparée à ce genre de conflits _ car l'installation des parents et ou grands-parents de ces individus sur le sol français n'était que provisoire à l'époque, du moins c'est que pensaient les politiques _ c'est donc une situation d'urgence qui est déclarée, afin de tenter de trouver des solutions pour parfaire leur intégration. La prise de conscience des

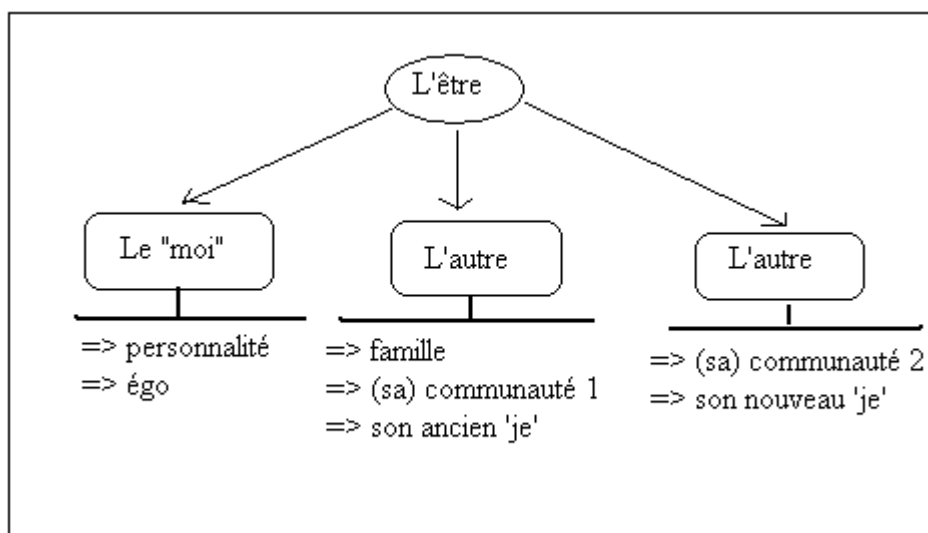
Fim s'est effectuée en France en même temps que la prise de conscience des changements qui touchent notre société, car on constate qu'elle a subi d'importants changements. Il semble que la conséquence majeure de ces changements soit celle de l'application du pacte social, du contrat établi depuis des siècles à la société française. En même temps, l'ère de l'UE s'est également changée en mondialisation, rendant encore plus ardue la tâche qui incombe à la France d'intégrer ses Fim. Le pays mène donc dorénavant une guerre sur plusieurs fronts, avec un problème encore plus grave : l'islam. Effectivement, on a constaté dans le pays mais aussi dans l'UE que cette religion pose beaucoup de problèmes dans l'identité des individus issus d'ailleurs. C'est un problème d'intégration qui semble relever des us et coutumes contraints par l'islam. Cet islam dérange en France surtout quand il est radical, parce qu'il bouscule les valeurs fondamentales du pays (laïcité) et de l'Union (peut-être laïque mais laïque quand même à sa manière). Aussi, cette religion ne sait pas être en mesure de dissocier le matériel du spirituel, créant alors d'importantes reculades.

C'est donc par rapport à la religion d'abord que les Fim (mais pas tous) sont regardés et jugés par les Eds dans l'Union, sans pourtant et pour autant prétendre les connaître. Il y a aussi la couleur de peau donc l'aspect racial qui constitue alors une barrière. Ceci dit, la cause en est sans doute le manque de contact avec des non Européens, car tous les pays n'ont pas eu de colonies... C'est là l'une des causes du *pourquoi la « seconde génération » dérange aussi dans l'UE*.

La religion de la plupart des Fim et des Européens d'origine immigrée est l'islam. Cet *islam-radical-qui-dérange*, surtout à partir des événements du 11 septembre 2001 aux USA, a provoqué une tournure mondiale qui connaît depuis de puissantes vagues de violences avec des attaques terroristes au nom d'une *djihad* (guerre sainte). Malheureusement, dans ces attentats du 11 septembre 2001. On a pu constater après qu'il n'y avait pas seulement que des Arabes du Proche-Orient, mais aussi des Fim Arabes et des Eoi. Ce qui fait qu'aujourd'hui les Fim Arabes sont sujets à des catégorisations, même quand ils ne sont pas pratiquants... D'ailleurs, le refus de l'adhésion de la Turquie à l'UE est l'une des conséquences de cette vague de montée de violence islamique, même si ce pays est laïc.

L'intégration de la « seconde génération » non pas seulement française mais aussi européenne, s'avère être un impératif car si on veut réussir l'avenir de l'Union, rien de doit être mis de côté. Cette « seconde génération » forme une importante part dans les effectifs de l'Union, car elle est nombreuse, vigoureuse et surtout urbaine. Son intégration doit alors effectuer dans toutes les

sphères sociales, professionnelles et aussi politiques, au même titre que les autres Eds. On pourra peut-être de cette manière éviter de renforcer les liens communautaires qui forment de profondes sources de clivages avec une forte tendance à happer et à défavoriser la création des liens intercommunautaires. Ainsi, le bénéfice sera pour tous sans exception. Mais cependant, on pense qu'agir, même de cette manière, s'avère aussi délicate puisque on note beaucoup de repli identitaire dans les groupes des Fim et des Eoi. Ce qui semble rendre cette entreprise difficile c'est le mixage des identités. Subséquemment, l'idée de l'identité française (par exemple) leur est déjà difficile d'acceptation.... De ceci apparaît complètement utopique la pensée de les faire embrasser l'opinion d'une identité européenne. Cela vaut aussi pour tous les Eds. C'est un effort qui relève presque de l'irréel car il ne sera pas sans d'importantes résistances. Si jamais ces individus réussissent à passer ces obstacles, il ne leur sera pas autorisé de faire marche arrière, dans la crainte de devenir inidentifiables partout ailleurs (perte totale de toute(s) identité(s)). Cette action implique donc un changement définitif des mentalités. De toute manière, le changement ne pourra se faire que s'il y a évolution identitaire sans changement de mentalité parce que cette opération demeure sans doute compliquée mais pas réalisable parce que du fait de cet acte d'identification seulement le sens en est lourd car il implique de multiples combats à l'intérieur de l'être humain : face à lui-même, face à ceux à qui il s'identifie et enfin, face à ceux à qui il veut s'identifier. Cela peut se schématiser comme suit :



En somme, vu que la mondialisation favorise le multiculturalisme, les Fim et les Eoi peuvent voir une « seconde chance » dans l'Union. Considérant que cette dernière combat les discriminations, l'occasion leur est donnée pour s'imposer et trouver leur place, ainsi de réussir leur intégration (souvent inachevée dans leurs pays de rattachement identitaire). Il s'avère que le

multiculturalisme de l'UE est assimilationniste par opposition au différentialiste, car l'Union confère des droits aux minorités pour éviter les inégalités mais également pour les compenser. La diversité s'inscrit dans une quête de l'idéal et d'authenticité. Philosophiquement parlant, elle s'inscrit dans une quête de modernisation de l'idéal d'égalité, combiné avec le puissant appel des identités. Sur le plan politique, elle s'inscrit dans une démocratie pluriculturelle : « *Celle-ci est idéale et organisée autour du mécanisme de participation que garantissent la possibilité des individus et à des groupes qui se réclament d'une identité culturelle particulière, de coexistence en toute harmonie avec d'autres individus et d'autres groupes, lesquels revendiquent des identités différentes* ». (E. Dupin, 2004: 19).

III. Conclusion

Nous pouvons dire ici que l'UE offre à la France et à ses ressortissants une ouverture à l'échelle internationale. Celle-ci s'avère politique, économique et même professionnelle et, peut-être aussi sociale. Les Français rencontrent dans leurs relations au sein de l'Union, au même titre que les autres Européens, des différences culturelles d'ordre diversifié (us et coutume, etc.), mais cela constituerait un enrichissement culturel plutôt à ce qu'on en entend. Aussi, l'UE peut offrir un nouveau départ à ceux qui n'ont pu décoller dans leur pays d'origine (pays européens)... Mais l'Union n'a pas que des côtés positifs, car en effet, il y a une contrepartie. Celle-ci s'avère parfois embarrassante parce qu'elle diminue certaines libertés. L'Union a _ rappelons-le, un droit de regard sur les pouvoirs décisionnaires dans ses Etats-membres. La conséquence de ces droits et libertés restreints se traduit souvent par des grognes à l'échelle nationale.

L'Union subit intensément les changements sociaux qui surgissent avec cette nouvelle ère. Ils sont déjà bien écrits dans les consciences et au niveau de chaque Etat-membre. Cela constitue un ralentissement car elle est encore jeune et a parfois du mal à se trouver, vu qu'elle se recherche encore. Ainsi, elle doit batailler rudement pour avancer et en même temps conserver l'unité en son sein, en dépit de ses diversités. De l'autre côté, les Etats-membres, chacun chez soi, doivent également savoir gérer leurs problèmes internes sans en affecter spécialement les autorités compétentes de l'Union. Ces problèmes, comme nous le disions, sont de plusieurs ordres et, proviennent surtout de la difficulté de gérer les diversités culturelles. Parmi eux, il y a la question touchant l'intégration des Fim et des Eoi. Ces derniers en effet possèdent des différences culturelles et religieuses qui rendent difficile leur acceptation par les Eds, même si

théoriquement ils ont les mêmes droits qu'eux.

En France quant à l'UE, le sentiment national est bien sûr partagé en ce qui la concerne. L'idée de la mondialisation et du capitalisme justement crée des clivages sociaux encore plus profonds. Certains pour leur part pensent que l'Union constitue une belle opportunité... Mais qu'à cela ne tienne, le sentiment général des Français (Fim et Fds) quant à l'identité, demeure d'abord national avant d'être européen. En tout cas, ce qu'il en ressort, c'est qu'ils ressentent leur identité plus profondément que celle de l'Union.

En somme, la France s'est mise à l'heure de l'Europe, c'est-à-dire, au pas avec les autres pays de l'Union. Mais elle a encore beaucoup de choses à régler par rapport à la communauté : sa laïcité par exemple dont elle est fière, est menacée par l'idée de l'Union qui semble posséder la sienne propre, mais différente bien entendu de la sienne. En effet, le citoyen Français a l'impression de perdre sa liberté ainsi que la notion de la démocratie. Pour se mettre donc au pas avec le reste, la France a dû tout reconsidérer afin de rentrer dans les normes de l'Union. Ainsi, les décisions prises par voie de vote, à l'exemple du « non » au Traité Constitutionnel en 2005, est passé outre, bafouant ainsi la décision de ce peuple, car il a été ratifié par le Référendum (2008) sans qu'on ne le consulte... En définitif, l'UE comporte peut-être des points positifs mais elle demeure menaçante des identités nationales, car elle étouffe les libertés. Tout compte fait, l'identité française se voulant demeurer forte doit pour ce faire avoir beaucoup de concessions comme dans chaque mariage, parce que l'Union en demande beaucoup justement.

Deuxième partie

PRESENTATION DES ENQUÊTES

CHAPITRE I. PRESENTATION DES QUESTIONNAIRES

1. Présentation

Nous avons choisi de travailler avec deux questionnaires, étant donné que nous travaillons avec deux panels bien distincts. Ces questionnaires sont composés de vingt-sept (27) questions qui comportent tous deux une partie commune et une question commune. Nous avons également quelques questions en rapport aux statuts que s'attribuent nos enquêtés, à savoir *Français dit de souche* et *Français dits issu de l'immigration*.

Les deux questionnaires comportent chacun cinq (5) parties bien distinctes qui sont :

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none">1 - Etat civil / identité de l'être (partie commune)2 - Us et coutumes / culture(s)3 - Assimilation / intégration4 - Emploi / société / collectivité / logement / stéréotype / racisme5 - A l'heure de l'Europe (partie commune). |
|---|

Les questions dans leurs catégories se présentent selon les deux questionnaires et bien entendu avec des modifications propres à chaque questionnaire.

2. Questionnaires

2.1. Le questionnaire des Fds

I. Etat civil / identité de l'être (partie commune)

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none">1. Nom, prénom, âge, sexe, lieu de naissance, fonction2. Pouvez-vous me dire de quelle origine vous êtes ? et vos parents ?3. Êtes-vous Français ? |
|--|

4. Pensez-vous qu'un Français se définisse par des critères prédéfinis ? (stéréotypes ?)
5. Pour vous, qu'est-ce donc un Français ?
6. Pensez-vous qu'un Français dit 'issu de l'immigration' c'est-à-dire, un Français non dit 'de souche', soit un citoyen Français à part entière ?
7. Que pensez-vous des Français dits 'issus de l'immigration' ? (naturalisés ou nés Français)
8. Que vous inspire votre identité française ?

II. Us et coutumes / culture(s)

9. Que pensez-vous de la culture française aujourd'hui ?
10. Pensez-vous que de nos jours, on puisse parler d'une culture française pure ?
11. Que pensez-vous des cultures dites 'immigrées' ?
12. Pensez-vous que les cultures dites 'immigrées' soient un jour 'assimilées' ou 'intégrées' à la culture française pour n'en faire qu'une, c'est-à-dire, LA culture française ?
 - Si non : Pourquoi ?
 - Si oui : expliquez
13. Que pensez-vous des cultures en situation en France ?
14. Pensez-vous que la culture française soit au-dessus de celles des dites 'immigrées' ?
 - Si non : pourquoi ?
 - Si oui : expliquez

III. Assimilation / intégration

15. Vous arrive-t-il de manger 'exotique' c'est-à-dire, non français ?

- Si non : pourquoi ?

- Si oui : pourquoi ?

16. Je vais vous donner une feuille de papier sur laquelle j'ai dessiné un tableau. Des noms patronymiques y figurent. Vous allez, s'il vous plaît, noter ces noms par des notes allant de 0 à 5. Ces notes correspondent à votre conception du nom patronymique représentatif de la 'vraie' France de nos jours - selon vous bien sûr... Marquez d'une croix dans les cases pour les noter...

Noms	0	1	2	3	4	5
Dupond						
Sayad						
Bantsimba						
Moussoki						
Aznavour						
Henri						
Peznec						
Mohammed						
Thran						
Patanayos						
Sarkozy						
Fux						
Muller						
Sanchez						
Santini						
Butler						
Elie						
Cortès						

17. Pensez-vous que votre nom patronymique soit représentatif de la France d'aujourd'hui et de demain ?

- Si oui : Pourquoi à votre avis ?

IV. Emploi / société / collectivité / logement / stéréotype/ racisme

18. Pensez-vous que votre nom patronymique ne vous pose aucun problème face à l'emploi ?

- Si non : pourquoi ?

- Si oui : expliquez

19. Pensez-vous qu'il y ait inégalité de chances sur le marché de l'emploi, quant aux Français dits de 'souches' et ceux dits 'issus de l'immigration' ?

- Si non : pourquoi ?

- Si oui : pouvez-vous expliciter votre avis s'il vous plaît ?

20. Avez-vous déjà rencontré des barrières ou difficultés dans le logement, bien que vous soyez Français dit 'de souche' ?

- Si oui : à votre avis, pourquoi ?

21. Bien que vous soyez Français dit 'de souche' donc, vous arrive-t-il de voir des portes fermées devant vous dans des milieux publics ?

- Si oui : expliquez

22. Avez-vous déjà été témoin d'un acte que vous jugez inégal ?

- Si oui : pourquoi pensez-vous que cela soit inégal ?

23. Pensez-vous être 'différent' des Français dits 'issus de l'immigration' ?

- Si oui : pourquoi ?

24. Comment vous sentez-vous face aux dits 'Français issus de l'immigration' ?

25. Croyez-vous que la devise française : « Liberté, égalité, fraternité » soit applicable à tous les Français, c'est-à-dire, les Français dits 'de souche' et les Français dits 'issus de l'immigration' ?

- Si oui : expliquez

- Si non : pourquoi ?

V. A l'heure de l'Europe (partie commune)

26. Pensez-vous qu'il y ait réelle 'assimilation' ou 'intégration' de toutes les provenances (les immigrés) devenues françaises, dans un avenir proche ?

27. Croyez-vous à une France unie, c'est-à-dire, croyez-vous à une égalité pour tous demain ?
28. Pensez-vous qu'une France multiculturelle puisse trouver sa place dans une Europe grandissante ?
- Expliquez

2.2. Le questionnaire des Fim

I. Etat civil / identité de l'être (partie commune)

1. Nom, prénom, âge, sexe, lieu de naissance, fonction
2. Pouvez-vous me dire de quelle origine vous êtes ? Et vos parents ?
3. Etes-vous Français ?
4. Pensez-vous qu'un Français se définit par des critères prédéfinis ? (stéréotypes ?)
5. Pour vous, qu'est-ce donc un Français ?
6. Pensez-vous qu'un Français dit 'issu de l'immigration' c'est-à-dire, un Français non dit 'de souche', soit un citoyen Français à part entière ?
7. Que pensez-vous des Français dits 'issus de l'immigration' ? (naturalisés ou nés Français)
8. Que vous inspire votre identité française ?

II. Us et coutumes / culture(s)

9. Que pensez-vous de la culture française aujourd'hui ?
10. Pensez-vous que de nos jours, on puisse parler d'une culture française pure ?
11. Que pensez-vous des cultures en situation en France ?

12. Que pensez-vous de la culture de vos parents (ou de vos grands-parents, si les parents sont nés en France) ?

13. Pensez-vous que leur culture soit assimilable à celle de la France ?

- Si non : pourquoi ?

- Si oui : expliquez

14. Pensez-vous que la culture française doit au-dessus de celle de vos parents ?

- Si non : pourquoi ?

- Si oui : expliquez

15. Qu'avez-vous conservé de la culture de vos parents (ou grands-parents) ?

III. Assimilation / intégration

16. Mangez-vous français ?

- Si non : pourquoi ?

- Si oui : Mangez-vous quand même 'non français', c'est-à-dire, des produits alimentaires du pays d'origine de vos parents (ou grands-parents) ?

- Si oui : à quelle fréquence ?

- Si non : pourquoi ?

17. Je vais vous donner une feuille de papier sur laquelle j'ai dessiné un tableau. Des noms patronymiques y figurent. Vous allez, s'il vous plaît, noter ces noms par des notes allant de 0 à 5. Ces notes correspondent à votre conception du nom patronymique représentatif de la 'vraie' France de nos jours- selon vous bien sûr... Marquez d'une croix dans les cases pour les noter...

Noms	0	1	2	3	4	5
Dupond						
Sayad						
Bantsimba						
Moussoki						
Aznavour						
Henri						
Peznec						
Mohammed						
Thran						
Patanayos						
Sarkozy						
Fux						
Muller						
Sanchez						
Santini						
Butler						
Elie						
Cortès						

18. Pensez-vous que votre nom patronymique soit représentatif de la France de demain ?

- Si non : pourquoi ?

IV. Emploi / société / collectivité / logement / stéréotype/ racisme

19. Pensez-vous que votre nom patronymique vous pose problème face à l'emploi ?

- Si non : pourquoi ?

- Si oui : pourquoi ?

20. Pensez-vous qu'il y ait inégalité de chances sur le marché de l'emploi quant aux Français dits de 'souche' et des Français dits 'issus de l'immigration' ?

21. Avez-vous déjà rencontré des problèmes de logement parce que vous 'venez d'ailleurs' ?

- Si oui : expliquez

22. Avez-vous déjà rencontré des barrières dans des endroits publics_ telles les boîtes de nuit par exemple _, du fait de votre ‘différence’ ?

- Si non : expliquez

23. Vous croyez-vous ‘différent(e)’ des autres Français, c’est-à-dire des Français dits ‘de souche’ ?

- Si oui : pourquoi ?

- Si non : expliquez

24. Croyez-vous à la devise française : « Liberté, égalité, fraternité » ?

- Si oui : expliquez

- Si non : pourquoi ?

V. A l’Heure de l’Europe (partie commune)

25. Pensez-vous qu’il y ait réelle ‘assimilation’ ou ‘intégration’ de toutes les provenances (les immigrés) devenues française, dans un avenir proche ?

26. Croyez-vous à une France unie, c’est-à-dire, croyez-vous à une égalité pour tous demain ?

27. Pensez-vous qu’une France multiculturelle puisse trouver sa place dans une Europe grandissante ?

- Expliquez

CHAPITRE II. METHODOLOGIE

Nous commencerons par répertorier les différents traits qui réunissent et / ou divisent actuellement nos deux populations d'enquêtés. Bien entendu nous n'oublierons pas de prendre en compte le futur car c'est là d'ailleurs le but de notre recherche. Nous allons observer le moindre changement dans le social qui, ferait évoluer l'identité française, englobant les français qu'on dit 'de souche' et ceux dits 'issus de l'immigration'. Cette observation se fera à travers les indices décelés dans les propos de nos enquêtés.

Nous disons que ce qui nous a semblé au départ des enquêtes c'est un sentiment de frustration de la part des Fds mais aussi de la part des Fim, dans la mesure où tous se sentent perdus aujourd'hui. En effet, pour les uns, la société française serait ancrée dans une crise sans issue ; pour les autres, la solution pourrait être trouvée mais si et seulement si tous les individus faisaient des efforts. Cependant, le dernier groupe pense que ces efforts devraient commencer par le groupe des Fds. Bref, les deux groupes se rejettent la faute. Cette situation de conflit social et identitaire nous a néanmoins fait montre d'une lueur d'espoir car, même si elle semble stagner au départ, on sent qu'il y a une volonté de la part des deux « camps » de s'allier, ensemble le regard alors tourné vers le même objectif, donc une identité globale et convergente comme avant. Nous vérifierons si cela relève d'une utopie... Aussi, la situation *socio-identitaire* en France de manière globale nous laisse paraître que la tranche d'âge la plus optimiste quant aux changements est celle des 25-39 ans puisque c'est celle-là qui semble être la plus mature. Les jeunes par contre, demeurent encore dans un flou car ils sont plutôt dans une phase d'égarement et en situation de perte identitaire...

Nos enquêtes se sont déroulées en plusieurs temps car nous avons mis au moins deux ans pour observer, approcher les enquêtés, discuter et finalement les interroger. Quelques enquêtes se sont faites de manière spontanée, l'occasion faisant le larron : il se trouvait en effet que nous ayons notre matériel avec nous... Les enquêtés occupent des fonctions différentes à savoir : enseignants, autres et parmi eux, des étudiants. De manière générale, ils se sont prêtés au jeu au départ mais au fur et à mesure de l'avancement de l'interview, nous avons sentis quelques-uns quelque peu crispés, marquant alors une expression de gêne. Il faut reconnaître en effet que nos questions leur extirpaient réellement la vérité profondément cachée en eux. Ils nous dévoilaient en somme les secrets de leurs âmes ! L'une des suites des entretiens a été la perte d'un ami qui, à

la fin de l'interview nous a dit que c'était-là des questions très personnelles, sur un ton presque de reproche. Depuis, nous n'avons plus eu de ses nouvelles...

Globalement, les questions posées nous ont apparues simples lors de leur constitution. Cependant, lors des entretiens nous avons dû revenir quelquefois sur certaines car il y a eu quelques problèmes de compréhension. Ces problèmes variaient d'un individu à un autre et, selon sa profession. A la fin des entretiens, certains enquêtés demandaient à écouter la bande. Parfois même, il arrivait que ceux qui avaient consenti à révéler leur identité renonçaient alors à le faire...

Pour ce travail donc, notre observation consistait à écouter les conversations et quand nous le pouvions, à introduire intelligemment des sujets qui nous intéressaient (en conservant toujours le fil de l'idée principale), afin de les noter ensuite, dans le but de les exploiter. Nos observations se sont faites un peu partout : dans les moyens de transport, dans des cercles amicaux, dans la salle de pause au travail, avec nos étudiants_ lors de nos différents stages dans deux centres de formation pour adultes, dans la famille...

1. La recherche empirique

Bien que personnelle, nous nous sommes néanmoins appuyée sur la méthodologie d'enquêtes de Nicolle Berthier (2000), pour mener à bien cette recherche. Nous avons utilisé des enregistrements sonores et la prise de notes, en faisant bien attention de suivre l'interviewé en même temps. Cela s'est effectué sur des fiches individuelles (que nous avons pris le soin de placer intégralement dans les annexes...), nous facilitant par la suite la compréhension lors de la transcription ou, d'avoir un descriptif rapide de l'interrogé, lors de la relecture de la bande. Nous avons ensuite pris des notes concernant l'écoute de la bande, afin d'en percevoir les difficultés éventuelles lors des enregistrements.

Les fiches individuelles nous servant de base se présentent comme suite :

FICHE N°

CODIFICATION :

NOM, PRENOM, AGE :

ANONYMAT :

LIEU:

HEURE DU DEBUT:

HEURE DE FIN:

DUREE TOTALE:

PREDISPOSITION A L'ENQUETE:

DEROULEMENT:

ELOCUTION:

DIFFICULTES:

REMARQUES:

Parallèlement, nous avons mené des enquêtes spontanées avec des prises de notes mentales. Une fois dans la capacité de transcrire ce que nous avons noté de mémoire, nous les classions dans une pochette réservée pour.

L'objectif principal de cette démarche est l'évaluation et la vision des Français, selon qu'ils sont dits de souche ou dits issus de l'immigration. Cela est dans l'optique de nous dévoiler leur perception de l'identité française et aussi de son cheminement dans le futur, à travers une société multiculturelle, multiethnique, multi religieuse, multiraciale... Ainsi donc, les questions notées ci-dessus ont été élaborées dans le but de cadrer toute leur perception car elles incluent toutes les notions qui nous intéressent, pour voir si cela dénote de quelque signe d'un changement identitaire.

1.1. Le recueil des corpus (entretiens)

Nous avons enquêté sur une population adulte. Les professions de nos enquêtés sont très variées car cela va de différents emplois (même si majoritairement enseignants) mais aussi aux étudiants. Il s'agit des hommes et des femmes pour lesquels les âges varient environ de 20 à 40 ans. Ils ont été interrogés en Normandie, dans la région rouennaise pour la plupart. Chaque entretien semi-directif a duré au mois trois quarts d'heure. Les entretiens se sont déroulés dans leur majorité à l'intérieur d'un bâtiment excepté celui de Fds/3 qui s'est déroulé dans un parc, sous un beau soleil, avec des gazouillis d'oiseaux dans le fonds...

1.2. La critique du protocole d'enquête

Nous avons rencontré quelques difficultés dans la réalisation de nos enquêtes : d'une part, trouver des individus se prêtant au jeu, d'autre part des problèmes financiers vu le manque de financement pour cette thèse. D'autre part encore, la perte des données, car nous avons perdu 5 enregistrements (!) : 4 parce qu'ils se sont effacés et 1 parce que la bande magnétique s'est cassée... Aussi, le facteur temps venait à manquer. A côté de tout cela, d'autres problèmes à l'instar de la transcription des corpus se sont également posés. En effet, nous nous sommes_ comme le plus souvent dans ce cadre, heurtée à une situation difficile à savoir la retranscription

des paroles quant l'enquêté parlait trop vite ou peu fort, ou encore n'articulait pas. L'accent et le débit nous ont donc beaucoup préoccupée et nous avons dû accorder beaucoup d'attention lors de l'écoute de certaines bandes. Cela se traduit par des signes marquant de l'incompréhension d'un mot ou même de toute une phrase dans les corpus. Nous soulignons également la timidité de certains enquêtés, malgré tout les efforts faits pour les mettre à l'aise. Une autre difficulté encore, celle de concordance d'emploi du temps. En effet, quelques enquêtés voulaient bien se prêter au jeu mais nous ne réussissions pas à trouver un horaire relatif pour tous. Ce qui nous a d'ailleurs retardé dans nos enquêtes. Aussi, les moyens financiers nous faisant donc défaut, les rendez-vous des entretiens ont plus d'une fois été repoussés... En somme, ce sont tous ces faits de déveine qui ont fait que nous nous promenions quand nous le pouvions avec notre matériel d'enregistrement.

CHAPITRE III. LES OUTILS D'ANALYSE

1. La catégorisation

Etant donné que nous travaillons sur un sujet qui annonce des couleurs multiples, nous allons principalement parler de H. Tajfel qui a travaillé sur la catégorisation, afin de bien nous situer dans notre sujet. Nous considérons cette catégorisation comme un jugement ou même une évaluation. Ainsi, H. Tajfel définit la catégorisation comme « *des processus psychologiques qui tendent à ordonner l'environnement en terme de catégories : groupe de personnes (...) en tant qu'ils sont semblables, soit équivalents, les uns les autres par l'action, les inventions ou les attitudes* » (1972 : 272).

La catégorisation (peut-être jugement ou peut-être encore évaluation) nous permettra d'analyser les réponses de nos enquêtés dans la mesure où elle est objective. Donc nous ferons des catégorisations objectives des réponses, c'est-à-dire, de la façon dont nos enquêtés rendent compte (souvent de manière inconsciente) des dénominations qu'ils attribuent aux autres, ou même de la façon dont ils se voient eux-mêmes par rapports aux autres. Nous verrons aussi leur manière d'évaluer les autres par rapport à eux, c'est-à-dire, lorsqu'ils effectuent une comparaison par rapport à eux-mêmes ou par rapport au groupe auquel ils s'apparentent. Cette catégorisation, etc. s'avère être d'une manière générale un problème lié à l'altérité vu que l'identité implique bien entendu l'altérité. La perception identitaire (qu'elle soit faite par des Fds sur les Fim ou vice-versa, ou encore par les Fds sur les Fds, et par les Fim sur les Fim...) s'effectue de manière individuelle d'abord puis collective. En effet, selon J.-C. Deschamps, le sujet, pour se différencier au monde auquel il se trouve, n'opère pas de différenciation individuelle mais des groupements en catégorie, et l'un des effets majeurs de cette catégorisation, est « *l'exagération des différences perçues entre les groupes et une minoration des différences intragroupes* » (1977 : 22).

Nous retenons dans notre cas d'étude, en ce qui concerne la catégorisation (du jugement /de l'évaluation) identitaire de notre panel et ce *in situ*, le fait de regroupement d'une catégorie d'individus en fonction de leur géographie d'origine (à l'échelle continentale) et de leur couleur de peau. Ce qui implique d'autres dimensions à savoir la dimension culturelle et la dimension

religieuse. Il s'agit donc d'une catégorisation qu'on peut qualifier de regroupement communautaire.

1.1. Catégorisation : évaluation et jugement

La catégorisation est souvent évaluée et l'évaluation en lui-même implique un jugement. En effet, motivée par une évaluation des pratiques d'autrui, l'altérité est souvent évaluée en discours. Thierry Bulot dans ce cas parle de « *la relation des acteurs sociaux à la norme ou à la forme énoncées* » (1998 : 63). Même si ce sociologue urbain en parle par rapport à la ville, nous apposons cette vision quant aux valeurs vues par certains Fds et Eds comme étant les normes : est Français et / ou Européen celui qui a la couleur de peau blanche... C'est ainsi que catégoriser conduit à des pratiques qui gênent (embauche au faciès...), qui classent (un Fds est supérieur à un Fim...) et évalue des individus (un Fds est meilleur au travail qu'un Fim...). Cela dit, catégoriser favorise bien évidemment la création des stéréotypes...

1.2. Catégorisation et identité

La question qui revient le plus dans notre étude est celle de savoir comment les Français (Fds et Fim) perçoivent leur identité, alors posée dans le but d'évaluer si évolution il y a et pour finir s'il y a construction d'une identité nouvelle, en d'autres termes, il s'agit d'une identité unifiée et englobante. Cette question demeure d'ordre anthropologique, car l'identité fait sans cesse la référence à l'altérité. C'est ainsi que nous pouvons citer J.-C. Ruano-Borbalan (citant alors J.-F. Grosiaux) qui appuient cette thèse dans les propos suivants : « *d'un point de vue anthropologique l'identité est un rapport et non pas une qualification individuelle comme l'entend le langage commun. Ainsi, la question de l'identité est non pas « qui suis-je ? », mais, « qui suis-je par rapport aux autres ? Que sont les autres par rapport à moi ? » Le concept identité ne peut se séparer du concept altérité.* » (1998 : 2).

Comme nous l'avons dit dans nos appuis théoriques, l'identité d'un individu est liée à la reconnaissance de son appartenance à certains groupes sociaux. Il en découle que les clivages

identitaires présents en France proviennent des différentes provenances des Français d'aujourd'hui. Ainsi, les Institutions considèrent les problèmes d'intégration des Fim comme étant liés au fait d'être encore rattachés aux pays d'origine de leurs parents et / ou grands-parents. La catégorisation identitaire dont font objet les Français (Fds et Fim) ici peut alors être définie comme la place qu'occupe l'individu dans les sphères géographique et mentale. La communauté quant à elle, a un rôle important à jouer dans le sens où l'individu est rendu visible grâce à elle, mais aussi parce qu'elle met en exergue les différences de tous genres à partir de l'identité. Ainsi, le marquage identitaire s'effectue rien que par les termes Fds et Fim, selon qu'on s'y identifie ou que l'on juge l'appartenance des autres, c'est-à-dire, lorsqu'un Fds par exemple évalue (peut-être culturellement...) un ou des Fim, et opère une comparaison entre ses valeurs sociales et celles du / des Fim. A cet effet, même si la citation suivante de Bulot ne rend pas la réalité exacte de notre cas, nous la citons quand même car elle nous éclaire sur cette représentation de l'identité par rapport à l'altérité et à la société : *« l'ensemble des opérations qui mènent un sujet ou groupe en tant qu'il(s) se pose(nt) comme distinct(s) des autres par l'affirmation voire la revendication d'un système de valeurs sociologiques (...) »* (1999 : 27).

Tout ceci nous mène à conclure que ce processus d'identification à autrui consiste à relier la catégorisation sociale (et identitaire) en fonction des pratiques langagières dénonciatrices de son appartenance à un groupe donné. Identifier crée des rapprochements entre différents individus similaires et représente mentalement l'autre de la même manière. L'identification à un groupe au final, témoigne de la construction de l'identité de l'individu. Nous en avons la preuve dans cette partie de l'entretien de Fds/4, que voici :

3♣ oui ? / et > est-ce que tu peux me parler de tes origines ?/

4♣ donc je suis de nationalité française / je suis d'origine Belge par mon grand-père paternel / . ma mère heu >, de nationalité française, du Nord de la France /

5♣ d'accord . très bien et donc tu es Français hein ? \

6♣ \ suis Français, c'est mon grand-père paternel qui s'était fait naturaliser heu :: / heu : / heu, avant la guerre /

7♣ ☺ / *donc tu penses être Français par rapport déjà à ton grand-père qui s'est naturalisé, et aussi parce que ta mère est née Française ? /*

8♣ heu, non, je me considère > Français / ma mère est née Française et mon père est de nationalité française > heu / il y a que mon grand-père qui était heu / s'était fait naturaliser Français / donc je me considère heu, Français /

10♣ mais je ne renie pas mes origines Belges / j'en parle régulièrement surtout au boulot [] / je ne renie pas mes origines / ben, j'ai un nom qui sert quand même : / je ne renie pas mes sources / Véhent va jusque dans le nord de la France, donc il n'y a pas de soucis /

Bien que ses lignées paternelle et maternelle soient bien brassées, Fds/4 tire la solidité de son affirmation identitaire dans celles-ci mais également quelques part dans le jus soli. C'est donc là son support identitaire.

2. Conclusion

La catégorisation d'une manière générale constitue l'appui majeur de notre analyse des corpus, car nous voyons comme une perception (propre et / ou d'autrui). En effet, nous avons effectuée notre analyse en faisant toujours référence aux différentes manières dont les sujets usent des mots pour évaluer, juger et même catégoriser leur groupe propre ou celui des autres. En somme, la catégorisation ici s'effectue toujours par rapport à l'altérité : les pratiques d'autrui, les normes dites « correctes » et celles dites « incorrectes », etc. Cela mène au terme d'acceptation que nous avons également évalué.

Troisième partie

ANALYSE DES CORPUS

CHAPITRE I. ANALYSE DU CORPUS I (corpus Fds)

1. Tableau de codification des Fds

Nom et Prénom	Codification
Entretiens	
Sylvie L.	Fds / 1
Guillaume B.	Fds / 2
Cyrille D.	Fds / 3
John K.	Fds / 4
Jean-Pierre V.	Fds / 5

2. Détail des spécificateurs

Fds	INDICES			
	Thèmes	Spécificateurs		Catégorie d'item
	Variable sexe	Femme		+ - -
		Hommes		+ + -
	Présentation d'identité	Ages	Femme	+ 33 ans
			Homme	+ 25 ans / + 30 ans / + 35 ans / + 47 ans
		Situations profess.	Femme	Documentaliste
			Homme	+ Etudiant / + Acheteur / + Enseignant
	Perception identitaire	Identité française		+Respect / + responsabilité / +fruit social / +fierté / +- englobant / ++ nationalité / + jus sanguinis / +papiers / + respect des lois /+ l'Etat / ++ aisance /- besoin de reconnaissance
		Seconde identité (propre)		////
		Autre identité (non propre)		++ français
	Statut identitaire	Citoyenneté française	Fds	+++ reconnaissance / ++ identité française
			Fim	+ + reconnaissance (juridique) / ++ efforts / ++ identité française /
	Intégration	Famille		++ culturel / ++ début /+++ mentalités / +sacrifice /+ - géographique / + piège / + éducation
		Ecole		+ géographie / ++ société / ++ évidence
Perception du degré d'intégr. / d'ass.	Intégration		++ question de chance / ++ école / + famille / + travail	
	Assimilation		+ famille	
Catégorisation du type français	Non stéréotypes		- catégorisation / -- stéréotypes (aspect extérieur) / ++ évolution mentale	
	Stéréotypes		- stéréotype / + couleur de peau / + visuel / + stéréotypes	

Ethnoculture (jugement)	La culture française	Intégr.	++ diversification / ++ évolution / - appauvrissement / - culture pure / + difficulté pour les Fim	
		Assim.	+ imposition des cult. imm. / + richesse / - assimilation	
		Valoris.	+ vivante / + méritoire / + influence / + plus projetée / + élevée / + représentée / +++ mixée	
	Les cultures immigr.	Propre	++ richesse / + chance (pour la France) /	
		Autres	+ ghettoïsation / ++ cohabitation / + intégration / + acceptation / + influence / +++ richesse / + positives / - reconnues / + implantation	
		Valoris.	Culture chinoise / cultures africaines	
	Discriminations	Logement/emploi/société...		-- difficultés / -- consonance / ++ inégalités / +- égalités / ++ discrimination / -- confiance / ++ méfiance / +++ couleur de peau (Cf. Fds/1) / ++ rapport NP - couleur de peau...
	Différences	Fds vs. Fim	Fds	++ difficultés / Fds1 : +++ / -- droits des Fds / ++ différences
			Fim	-- Fds/1 / ++ culturel /
Evaluation mentale	Noms patronymiques	propre	-- représentation / + français (quand même) / - africain	
		autres	++ étrangers	
	Les cultures		++ intégration culturelle / +++ culinaire / ++ musical / ++ artistique	
Laïcité et religion	Laïcité	Int.	-- islam / -- force / + neutralité / == positif / + lois / + égalité / ++ évolution / ++ mentalité	
	Religion	Ass.	-- souplesse	
		Int./ass	++ frein /	
L'Europe (avenir)	Place de la France	Fim	+ positif / + - négatif / + stéréotypes / ++ prometteur / + objectif / - opinion / + mentalités	
		Fds / Fim (égalité)	== Inévitable / ++ survie	
Perception de la devise de la Nation	Liberté		++ application / -- liberté / ++ - égalité (lois) / -- égalité (terrain) / ++ utopique / ++ application (droits)	
	Egalité			
	Fraternité			

3. Indices des analyses

I/- • ETAT CIVIL

- Indication de la situation générale de l'individu.

• IDENTITE

- Indication de la perception de l'individu de sa nationalité française : positionnement personnelle face à cette identité et jugement de l'identité française que portent les autres.

II /- US ET COUTUMES

- Jugement de la culture française de manière générale.
- Jugement des cultures dites immigrées.
- Point de vue sur la vie des cultures en situation en France.

III /- ASSIMILATION VS INTEGRATION

- Recherche d'indices d'ouverture...

IV/- EMPLOI /SOCIETE /COLLECTIVITE /LOGEMENT /STEREOTYPE /RACISME

- Autoévaluation de son nom patronymique.
- Connaissance et ou reconnaissance des inégalités sociales (logement, emploi...).
- Témoignages des faits des inégalités et autres jugements de soi face aux Fim.
- La laïcité

V/- A L'HEURE DE L'EUROPE (partie commune)

- Perception personnelle de l'intégration des Fim dans l'Europe.
- Jugement personnel quant à la France à venir dans sa devise.
- Jugement personnel de l'avenir d'une France en couleur dans l'Europe (UE).

Notice

Nous tenons à signaler que pour la question n° 11, avec le tableau des noms patronymiques, les noms cités ont été pris au hasard, car ils ne font référence à aucun individu visé. Nous avons simplement, après pré-enquête sur les boîtes aux lettres, recensés quelques noms et après avoir effectué un tri, nous sommes arrivés à la conclusion suivante. Nous avons bien entendu fait très attention, quant à l'objet de notre étude, de faire paraître des noms de toutes consonances dans le tableau de la dite question. Ainsi, celui-ci nous aidera à évaluer nos enquêtés par rapport à leur perception des noms patronymiques en France. Ce jugement ne sera pas fait seulement sur les noms des autres mais nous voulions également que l'enquêté soit amené à auto-évaluer son propre nom patronymique. En somme, les enquêtés sont amenés à apporter leur jugement sur ces noms à savoir, si pour eux, ces noms peuvent être considérés comme des noms français, ou encore s'ils révèlent une appartenance à la nation française. Les notes marquées, allant de 0 à 5 sont pour signifier justement la perception de ces noms, par l'enquêté, 0 étant perçue comme nulle et 5 comme indéniable.

Cette note est aussi valable pour le questionnaire n° 2 ou le questionnaire Fim.

4. Analyses

4.1. Analyse par entretien :

- A. Entretien de Sylvie L. (Fds/1)
- B. Entretien de Guillaume B. (Fds/2)
- C. Entretien de Cyrille D. (Fds/3)
- D. Entretien de John K. (Fds/4)
- E. Entretien de Jean-Pierre V. (Fds/5)

FICHE N° 1

(Mercredi 9 février 2005)

CODIFICATION : Fds/1

NOM, PRENOM, AGE : Sylvie L., 33 ans.

ANONYMAT : Non

LIEU: Rouen, rive gauche (76000)

HEURE DU DEBUT: 11H20

HEURE DE FIN: 12H20

DUREE TOTALE: 01H00

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui, ++ -

DEROULEMENT: Quelques interruptions

ELOCUTION: Bonne, ++

DIFFICULTES: Débuts difficiles / interruptions (les enfants, le téléphone et les bruits de fons),
+++

REMARQUES: Très bonne interview malgré les interruptions ...

1. Les marquages identitaires

- 1.1. Marquage d'identité lié au topo
- 1.2. Marquage ambigu d'identité et source identitaire

2. Description du phénotype français

3. Reconnaissance / non reconnaissance et jugement / évaluation culturelle

- 3.1. Reconnaissance et non reconnaissance
- 3.2. Jugement
- 3.3. Evaluation

4. La France et l'immigration : les raisons de l'immigration

5. Evaluation identitaire

- 5.1. Evaluation personnelle et évaluation de l'altérité
- 5.2. Evaluation face à l'emploi
 - 5.2.1. Le nom patronymique et l'accent
 - 5.2.2. Egalités / inégalités : les Fds vs. les Fim

6. La double appartenance

7. L'intégration

- 7.1. La culture
- 7.2. L'école et la famille

8. La laïcité et la religion

9. L'Europe : l'égalité dans l'union dans la diversité

1. Les marquages identitaires

1.1. Marquage d'identité lié au topo

Fds/1 est née au Congo Brazzaville (4) et reconnaît jouir d'une double nationalité : congolaise et française (10 / 12). Il lui arrive de jouer sur sa double nationalité in situ (14). Cette situation dans laquelle elle se trouve et se reconnaît Fds/1 apparaît comme un avantage pour elle.

Elle montre de manière visible par ses propos que son appartenance identitaire est liée au topo. En effet, les tirades allant de 52 à 68 nous le confirment de manière claire. Nous en concluons que Fds/1 pense qu'il ne devrait pas y avoir d'obstacle identitaire par rapport à l'identité française du fait de la culture de l'individu, autrement dit, la société faisant imprégner sa culture à l'individu, celui-ci se sent alors relié au *sol* et par conséquent tout être peut aspirer à la nationalité française quelque soit son origine :

54♣ et surtout de l'âge ! . / parce que heu : / l'être humain est : / d'une manière ou d'une autre le **produit** > / d'un milieu social /

56♣ donc > heu : / même en faisant le maximum d'effort que l'on veut, il est difficile de ne pas refléter heu : / les / les / je dirai les stigmates de la première culture que l'on a reçue /

Il en découle en somme que, selon Fds/1, un individu d'origine immigrée est Français tout d'abord culturellement. Par contre un Fds né à l'étranger et y ayant toujours vécu aura la culture de son lieu de vie mais sera tout de même distinct des Fds qui vivent sur le territoire français. Selon elle donc, un Fim qui est né sur le territoire français et qui y vit est plus imprégné de la culture du pays que ce Fds qui n'y est pas et qui n'y vit pas :

66♣ mais un Français de souche qui naît en Afrique par exemple, et qui revient ici heu : / parlant par exemple des / des / des :: / des événements de la Côte d'Ivoire \

68♣ \ même par l'accent on voit que ç'en est un qui tend vers un accent africain,

| par rapport à un enfant Africain qui est né ici /

1.2. Marquage ambigu d'identité et source identitaire

Fds/1 est née française, ce qui fait qu'elle jouit de cette nationalité du fait d'héritage (16). Cependant, ses mots révèlent sa reconnaissance dans le groupe qu'on identifie comme étant celui des Fds (20). Il s'avère que cette source est marquée par le fait d'abord qu'elle soit née comme telle, c'est-à-dire Française, par filiation donc, car son père est aussi Français de naissance. Mais à côté de cette reconnaissance, une autre, celle d'appartenir également au groupe de Congolais. En effet, Fds/1 est née au Congo et son père tout comme elle, possède la double nationalité. Donc elle jouit tout autant aussi de la nationalité congolaise par filiation (de par son père et sa mère) et par conséquent on ne découvre aucune trace de naturalisation chez Fds/1, comme nous indiquent ses propos dans les tirades 18 à 30.

2. Description du phénotype français

Fds/1 ne définit pas le Français selon des critères prédéfinis ou des stéréotypes, comme nous l'indique sa réponse :

| 46♣ par rapport à des critères prédéfinis, mais pas une nationalité / non /

| 48♣ c'est quelqu'un qui a la nationalité française ! / qu'elle soit par filiation ou acquise par droit de sol, qu'elle soit acquise par naturalisation / mais c'est quelqu'un qui a la nationalité française /

3. Reconnaissance / non reconnaissance et jugement / évaluation culturelle

3.1. Reconnaissance et non reconnaissance

Ici, nous avons observé les réponses de Fds/1 relatives aux indices d'intégration ou non de l'individu. Selon elle, les Institutions devraient fournir des efforts en ce sens, car cela faciliterait l'intégration des Fim :

76♣ parce que l'être humain est particulier / même quand on est une famille on n'est pas forcément pareils . même les Chinois ne se ressemblent pas, et donc ça fait que heu :: / on ne peut pas dire aujourd'hui par exemple que les Français de l'immigration portent / ne nous voilons pas la face hein / qu'on dise les choses comme le disent certaines personnes, heu ::: / qu'ils ont des problèmes d'intégration, qu'ils ont des problèmes de ceci .. moi je crois qu'il faut plutôt voir quel effort fait-on pour faciliter leur intégration . du moment où on leur donne la chance \

78♣ qu'il faut pouvoir donner la chance aux Français issus de l'immigration /

80♣ si l'on veut qu'ils s'intègrent vraiment / parce que je pense que si on donne une chance à quelqu'un, je ne vois pas comment cette personne-là ne pourrait pas ne pas s'adapter /

Vu comme tel, Fds/1 ne pense pas que les écarts de comportements arborés par certains Fim et jeunes Fim même, résultent indubitablement de leur écartement social. Elle le dit dans ces mots :

82♣ je ne vois pas comment elle pourrait se mettre volontairement en marge de la société / je ne vois pas pourquoi elle va être différente de / de / d'un Français de souche . excepté bien entendu le fonds, parce que cette personne aura heu : / forcément reçue heu :: / une culture heu : / heu :: / à la limite ça peut être une source de richesse, parce que ce heu ::: \

Ainsi pour elle, la cause de tout cela ne peut être culturelle, tel on semble nous le dire. Ses idées sont confirmées dans sa considération de la diversité culturelle en France comme étant une source de richesse (84) et cette richesse qui est rendue visible dans la vêtue (108), la musique (110) et l'alimentation, fait évoluer la culture française, par le fait qu'elle tend vers la mondialisation (112).

On constate aussi que Fds/1 positionne cette diversité culturelle en France comme une richesse d'abord selon son point de vue propre car elle est issue de deux cultures (114). Ainsi, nulle ne peut être sa pensée en ce qui concerne les cultures dites immigrées ou d'origine immigrée, qui seraient alors la source d'un appauvrissement de la culture française (120), bien au contraire ! Son étonnement face à cette question est rendu visible par la question écho qu'elle nous fait (118). Mais sa réflexion nous laisse entendre que la culture française, bien qu'en pleine évolution par le contact des cultures étrangères, doit quand même conserver son fonds :

120♣ je ne pense pas que ce soit un appauvrissement . / l'essentiel c'est de garder son fonds . ça deviendrait un appauvrissement si l'on retrouvait plus l'identité française dans tout ce qui est culturel, dans la mesure où le fond demeure occidental ou français . je ne pense pas que ce soit un appauvrissement /

Suite à tout cela, Fds/1 en ce qui concerne la question de savoir si l'on pouvait encore actuellement parler d'une culture française pure, nous répond ce qui suit :

122♣ . faut déjà définir le concept « français » /

124♣ français, si l'on englobe pas les Français immigrés, dès lors on retrouve la culture française pure . mais si on ne veut pas seulement demeurer dans le Français de souche, je dirai qu'il n'y a pas de culture française pure, parce qu'on ne peut pas aujourd'hui ne pas tenir compte heu :: / de la forte participation heu : / je veux dire heu :: / heu :: / les immigrés en France représentent 75% de la population française d'aujourd'hui¹⁷³ et c'est pas rien . / donc il faut déjà redéfinir

¹⁷³ Fds/1 veut parler de tous ceux qui ont été immigrés et des générations suivantes qui bien que françaises de nos

Ainsi, selon elle, il sied d'abord de définir le concept *français* et c'est seulement après qu'il sera possible de pouvoir poser un avis sur la culture française en devenir. Nous en concluons par rapport à ses mots que pour Fds/1, tout dans l'ensemble en ce qui concerne la culture ou les cultures, doit être redéfini dans l'expression actuelle de la culture française.

3.2. Jugement

Fds/1 n'émet aucun indice de jugement sur les autres (74 et 76). Par contre elle pense qu'une diversité culturelle constitue une richesse pour la France et donc juge les cultures dites immigrées ou d'origine immigrée de manière positive. En effet, elle pense qu'elles ne peuvent qu'être bénéfiques pour le pays (132 à 136). Mais sa réflexion fait signifier quelque chose qui retient notre attention : la prise en compte de la réalité culture actuelle par la France, car elle est multiculturelle et donc, elle devrait faire en sorte de prendre les aspects positifs de ces cultures (138 et 140). Cette dernière pensée de Fds/1 nous révèle la notion d'acceptation car si quelque part elle parle d'acceptation c'est qu'il y a rejet et donc la France devrait selon elle, effectuer un travail sur elle-même afin de surmonter cette barrière. En somme, Fds/1 souligne la présence des cultures immigrées présentes en France et d'ailleurs intégrées dans la société par le fait de leur imposition et non d'une acceptation :

| 144♣ \ disons que par la force des choses ça s'imposera /

Nous pouvons reconnaître que Fds/1 parle d'une manière réaliste car ses propos peuvent en effet être confrontés à la réalité, c'est-à-dire *in situ* : on relève la présence de plusieurs restaurants de spécialités étrangères en France, et la présence des habitudes alimentaires intégrant des recettes étrangères. On peut de par ce fait dire que les habitudes culinaires sont déjà bien ancrées dans la culture française et cela implique un changement de mentalités. Cette phase de changement est

souvent incitée par la curiosité lorsqu'un individu fréquente des étrangers (= première ouverture) et ensuite il goûte aux éléments divers de la culture de l'étranger et il s'intéresse enfin à la culture « d'autrui ». Ainsi, tout se fait de manière naturelle car volontaire. Fds/1 le constate dans la tirade suivante :

146♣ (...) / enfin, je crois qu'une acceptation / dans une acceptation, il y a une sorte d'imposition mais qui serait naturellement du fait de la présence des Français immigrés en France /

3.3. Evaluation

A la question de savoir si Fds/1 pensait que la culture française était au-dessus de celle dites immigrées, elle nous répond de manière positive. Ainsi pour elle, cette affirmation se justifie dans l'évaluation des cultures immigrées par rapport à celle de la France, en terme de valorisation :

160♣ plus valorisée oui, mais pas plus valorisante / valorisée oui, parce qu'il y a plus de moyens pour la valoriser /

Pour elle toujours, ce sont le manque de moyen financier et la diversité des culturelles elles mêmes qui empêchent les cultures dites immigrées d'être valorisées (162).

4. La France et l'immigration : les raisons de l'immigration

Fds/1 pense que les raisons qui poussent encore les individus à immigrer vers la France sont d'autres ordres. Donc s'il y a affluence des immigrés en France et d'autres demeurent sans-papiers, c'est à cause du durcissement des lois sur l'immigration (98 et 100), comme nous l'avons vu dans le second chapitre de nos appuis théoriques. D'ailleurs, il a été démontré que les

lois sur ce phénomène durcissent souvent à cause de certaines peurs, tel qu'elle le souligne (102). Ceci a donc mené à une immigration durable alors qu'avant étaient nombreux ceux qui rentraient après un certain nombre d'années en France. Ces lois durcies ont rendues pérennes l'immigration (106). Ainsi, selon Fds/1, l'assouplissement des lois serait l'une des solutions pour légaliser l'immigration, afin d'essayer d'endiguer *l'el dorado* de l'immigration (104).

5. Evaluation identitaire

5.1. Evaluation personnelle et évaluation de l'altérité

Fds/1 reste neutre face à son identité car elle ne l'évalue pas (86). Cependant, elle émet un avis sur l'identité française acquise par un adulte (90 et 92). Quant à l'évaluation des noms patronymiques inscrits dans le tableau que nous avons dessiné, nous constatons qu'elle a noté de manière étonnante mais intéressante ces noms.

Effectivement, elle rapproche plus les noms à consonance européenne vers la note 5, c'est-à-dire la note qui relie un caractère indubitable de la pensée du nom français. D'autre part, elle rapproche de 0 les noms faisant référence préalablement à l'Asie ou au tiers-monde ou encore au Grand sud. Or, nous avons, en dessinant ce tableau, introduit quelques noms qui font rappeler quelques personnalités publiques, afin de voir s'ils allaient lui rappeler une origine donnée. De plus, on constate qu'elle donne particulièrement comme note aux noms tels que *Moussoki* et *Mohammed* un 0. Si donc elle leur attribue un 0, c'est que ce n'est pas un fait relié au hasard. En effet, Fds/1 sait que *Moussoki* est d'origine africaine et même congolaise. Or inconsciemment pour *Mohammed*, étant donné que nous savons que c'est un nom musulman et que la France basique qui est par tradition catholique ne le possède pas dans son répertoire.

Nous pensons donc que Fds/1 lui attribue un 0 parce qu'elle sait que c'est un nom d'origine étrangère. La déduction de Fds/1 se rapproche beaucoup de celle de Fds/2 mis à part le fait que Fds/1 (par exemple) donne un 0 à *Moussoki* et à *Mohammed*, et que Fds/2 leur donne respectivement 0 et 4. Aussi, pour Fds/1, la couleur de peau est un facteur de différenciation car c'est cela qui lui fait distinguer les Fds des Fim et ce, de manière évidente.

D'un autre côté, on constate que Fds/1 donne un 2 à *Aznavour*, *Patanayos* et *Sarkozy* ; 3 à *Sayad*

(dans le doute car ce nom est en vérité d'origine arabe) ; se rapprochant de la note 5, *Peznec* (qui est alors un nom breton donc français) ; *Fux* et *Muller* (alors des nom alsaciens mais qui sonnent bien allemand), *Sanchez* et *Cortès* (d'origine espagnole), *Santini* (d'origine italienne), *Elie* (d'origine juive_ même si aujourd'hui certaines personnes se disant Fds le portent avec des variantes : Hélye, Héli...) ; et enfin, *Butler* (d'origine anglo-saxonne) un 4. *Dupond* et *Henri* par contre ont tous deux un 5 car ils sont pour elle des noms qui paraissent parfaitement français et ce, sans aucune hésitation.

Nous retenons de ce qu'il apparaît de cette analyse des noms patronymiques que Fds/1 note de manière rapprochée les noms qui ont leurs origines dans des zones géographiques rapprochées :

- pour la note 4 : les noms issus de l'Europe de l'ouest
- pour la note 2 : les noms qui lui paraissent tirer leur source loin de la France
- 3 pour *Sayad*, nous pensons beaucoup plus par ignorance ou et par hésitation.

En conclusion, Fds/1 considère toujours comme étrangers ceux qui ont des noms patronymiques éloignés du point 0 (la France), de part leur consonance. Paradoxalement, *Sarkozy* qui est un nom placé à dessein_ comme d'autres encore dans le tableau, n'a semble t-il pas attiré son attention car elle lui a attribué un 2 seulement. Pourtant, un homme publique sinon le président de la République française actuelle qui porte ce nom qui désormais est célèbre, était alors ministre au moment de notre entretien... Si donc on s'en tient à la définition de Fds/1 du nom patronymique représentant la France actuelle, on peut dire que *Sarkozy* est étranger. Pourtant, avec ce nom, ce personnage a réussi à se hisser à la présidence de la République !

Le tableau les regroupant est comme suit :

Notes	Les noms patronymiques
0	Bantsimba / Mohammed / Thran
1	-
2	Moussoki / Aznavour / Patanayos / Sarkozy
3	Sayad
4	Peznec / Fux / Muller / Santini / Sanchez / Butler / Elie / Cortès
5	Dupond / Henri

Commentaire

Bien que nous ayons pris nos précautions par une pré-enquête en expliquant bien ce que nous attendions de Fds/1, en essayant de lui expliquer les termes clés qui pouvaient lui poser problème, elle nous a surpris en nous reposant la question de savoir ce que nous entendons par Fds et par Fim :

224♣ donc je disais que [] / en fait il faut que je comprenne, un Français de souche c'est quoi?
c'est un blanc de peau ? /

Donc surprenante nous est apparue cette question soudaine car nous avons choisi le premier questionnaire pour elle suite à son auto classification dans le groupe Fds...A effet de surprise donc, réaction de surprise, ce qui se traduit de notre part par la question (225). Celle-ci nous fait prendre conscience de la vulnérabilité de notre interview. Effectivement nous avons eu peur d'échouer, d'autant plus que Fds/1 était notre première interviewée des deux listes... Après coup, elle a finalement choisi d'employer un terme approprié selon elle, à la situation (*degré*) :

226♣ . heu : / moi je vais utiliser le terme heu / par le **degré** pour déterminer la filiation, parce que heu / de souche, bon / déjà le fait d'être née à l'étranger heu :: / ça fait que c'est difficile de déterminer la souche là / ☺ /

[☺ ☺ ensemble]

donc moi je vais dire Français premier **degré** \

Employant désormais le terme de « Français premier degré », Fds/1 pour finir donc, ne pense pas être différente des autres Français dits Fds, de manière générale :

230♣ ok / donc je ne me sens pas différente parce que / non je ne pense pas /

Cependant, si l'on doit lui citer des exemples sur ce qui peut créer la différence entre ces deux

groupes et elle (234), elle s'aperçoit finalement que c'est partagé, c'est-à-dire qu'elle essaie alors de situer la différence :

232♣ heu ::: / les mêmes droits oui / peut-être pas les mêmes chances, mais pour /
c'est là le problème hein, la vie de tous ne se ressemble pas /

Il en découle en somme que Fds/1 s'identifie aux deux groupes des Français : ceux dits de souche et ceux dits issus de l'immigration mais se considère *Française premier degré*, vu qu'elle est née Française. Son identification aux Fim est dû au fait qu'elle est née au Congo (228) et par conséquent elle connaît quelque part l'immigration :

234♣ (...) / bien que je sois née Française, répertoriée au consulat de France dès ma naissance, j'ai quand même vécu heu : / pendant longtemps à : / hors de la France / en Afrique / et donc > d'une manière ou d'une autre, j'ai connu l'immigration / voilà /

Bien que Fds/1 considère les choses d'une manière générale avec beaucoup de souplesse et de philosophie, il n'en ressort pas moins qu'elle ne croit pas à la devise française car selon elle : « *tous ne pouvons pas vivre unis* » (244).

5.2. Evaluation face à l'emploi

5.2.1. Le nom patronymique et l'accent

Comme Fds/1 nous l'a déjà montré, elle analyse intérieurement ses réponses avant de nous les révéler, donc à la question de savoir si son nom patronymique, L., ne lui posait aucun problème dans la société (emploi...), elle nous a répondu par l'affirmatif mais également par la négation (190). Selon elle, cela est dû à la couleur de sa peau (noire) car elle nous apprend que c'est seulement son père qui est métis (Franco-Congolais) et que sa mère elle, est bien Noire. Mais elle reconnaît que son nom laisse donc à surprendre (192) : il est bien français et sonne français.

Hormis le facteur peau, Fds/1 émet son accent comme handicapant pour elle dans la société, face à certains faits :

196♣ et puis, j'ai un accent ! / . pour > n'avoir pas > / appris le français heu / je veux dire, comme langue maternelle en **France** / et ça fait que j'ai un accent /

5.2.2. Egalités / inégalités : les Fds vs. les Fim

Aussi sûrement que Fds/1 est consciente des inégalités sociales dont elle est victime, elle reconnaît que cela est bel et bien une évidence puisque c'est un fait avéré sur le marché de l'emploi entre les Fds et les Fim. Elle considère cela comme un manque de confiance de la part des Fds qui conservent toujours une certaine méfiance à l'égard des Fim :

198♣ bien sûr ! . / bien sûr ! / et déjà un problème de confiance / et comme je dis, apprendre à accepter, c'est pas facile mais il faut apprendre à accepter / il y a : le fait que des fois on a l'impression que ce qui vient d'ailleurs n'est pas bien, donc sans chercher à découvrir on met une croix \

200♣ \ beaucoup de méfiance / et bon : on a d'ailleurs heu / écoute heu / déjà même dans / dans le privé encore on peut dire que heu / heu : : / [] / donc même si la personne n'évoque **pas** le / le facteur race ou le facteur peau, on peut toujours trouver des excuses ou des mots pour heu :: / pour expliquer son refus /

Mais à côté de cette inégalité sur le marché de l'emploi, celle dans l'immobilier. En effet, Fds/1 pense que cela existe. Consciente donc de sa couleur foncée, elle essaie de contourner cette discrimination en basant sa recherche d'emploi sur des lieux d'habitation qu'elle juge possible pour elle. Elle y prétend par rapport à ses ressources financières qu'elle ne juge pas assez suffisantes car elle est demandeur d'emploi :

206♣ bon, je n'ai pas rencontré de barrière parce que consciente de ce que certains logements étaient considérés comme appartenant à / à des personnes à gros revenus, qui heu / évidemment se trouvent être des personnes généralement Françaises de souche, donc ça fait que moi je me suis dirigée heu : / et : / j'ai plutôt recherché ce qui correspondait à : / à / à mon propre porte-monnaie quoi / donc j'ai pas rencontré de barrière parce que déjà j'étais consciente que / avec heu : / étant à la recherche d'un emploi, je ne pouvais pas accéder ou prétendre à ce type de loyer /

Par contre, elle avoue ne pas subir de discrimination dans les loisirs vu qu'elle effectue très peu de sorties (208 et 210). Mais à diverses occasions, elle déclare être choquée face à certaines attitudes qu'elle trouve injustes. Elle a même été plus d'une fois en face d'une attitude qu'elle a jugée inégale :

212♣ plus d'une fois . / plus d'une fois /

214♣ même avec heu / les hôtesse de caisse / même avec heu : : / plus d'une fois / on arrive en caisse , on se rend compte qu'on ne te parle pas > heu / l'hôtesse de caisse se permet de vous dire "*madame est-ce que vous pouvez aller rendre ça sur le rayon s'il vous plaît ?* " . / c'est quelqu'un d'autre qui a mis ça là et pourquoi voulez-vous que moi j'aille rendre ça ? . / plus d'une fois, le comportement / plus d'une fois /

L'attitude de Fds/1 décrite dans ses paroles ci-dessus nous fait penser à une résignation de sa part. Mais elle s'en défend en nous assurant que non (216), mettant cela sur son côté « réaliste » :

218♣ je suis réaliste .. / et je suis très proche de : / je veux dire, très proche de / de l'humain / j'essaie de comprendre / j'essaie heu / j'essaie de comprendre , me mettre à la place des autres parce que c'est pas marrant, mais j'essaie de relativiser les attitudes / bah ! . c'est sûr que quand ça me choque je râle /

220♣ heu ouais / heu :: / j'essaie de comprendre heu / de savoir pourquoi cette

personne réagit comme-ci et pourquoi elle demeure froide / pourquoi elle fait
comme ça /

Nous en concluons en disant qu'en fine psychologue, Fds/1 justifie son attitude sous cet attrait et même de manière philosophique d'ailleurs, car elle le fait toujours dans le but d'en comprendre la cause...

6. La double appartenance

Par le fait d'avoir une double appartenance Fds/1 reconnaît avoir une certaine richesse. Celle-ci se traduit ici particulièrement dans l'alimentation (l'art culinaire). En effet, elle reconnaît cuisiner français, avec une certaine adaptation :

144♣ (...) / prends mon cas, quand je cuisine, je cuisine français bien sûr, mais il y a une certaine adaptation hein \

146♣ \ de la cuisine française à :: / à / à la congolaise que je suis / donc ça sera peut-être un peu plus épicé > / . ça sera peut-être un peu plus relevé > /

7. L'intégration

7.1. La culture

Il apparaît qu'imposer n'a jamais servi à rien car la nature fait les choses elle-même. En effet, Fds/1 pense , en ce qui concerne ici l'intégration des Fim et des immigrés, qu'il faut tout d'abord prendre en compte la culture de leurs pays d'accueil, ensuite connaître sa philosophie sociale. Autrement dit, il leur faudrait pour ce faire, se conformer aux règles de la nation, donc de la France pour permettre leur intégration :

168♣ donc il ne faudrait pas faire des choses qui choquent . / ou qui s'opposent à :: / à la laïcité tout **au**> / ou tout au moins à ce : / les choses qui sont vraiment flagrantes /

170♣ c'est juste . on est citoyen Français ou on ne l'est pas ! /

Pour elle, cela est logique et il en vaut de même pour les non Français qui aspirent à la nationalité française :

172♣ mais les immigrés dès lors qu'ils deviennent Français ou ils **aspirent** de le devenir \

174♣ \ c'est logique\

Puis Fds/1 nous rappelle l'importance et l'obligation du respect des lois du pays qui vous accueille (176) car selon elle, cela constitue déjà un pas vers l'intégration... A propos, elle émet un jugement comparatif sur la manière de vivre des populations Fim du Maghreb et d'Afrique noire, qui diffèrent alors de celle de la France. Sa vision est donc que la France ne doit surtout pas imposer une culture donnée, mais plutôt faire en sorte de la faire plaire aux autres, afin d'en provoquer son acception :

180♣ heu : / je dirai qu'il y a deux volets, le premier est que >: / tant que ce que l'on veut valoriser le cadre avec quelque chose de base française / je veux dire / c'est à dire que ça ne choque pas, parce que, y a pas que le Français de souche, il y a aussi qu'il faut tenir compte que dans ces Français-là il y a des Français dits de l'immigration, mais issus d'une autre immigration / si je prends l'Afrique noire et la blanche par exemple, ça fait deux cultures bien différentes . ils se retrouvent en France / donc il faut voir les habitudes est-ce qu'il faut valoriser . / et je redis qu'on n'impose pas / ce qui est beau plaît toujours, donc si jamais on cherche à valoriser ce qui est bien, les gens finiront par accepter . / il ne s'agit pas de s'imposer ou de s'affirmer comme si c'était une lutte et dire que je l'intègre en vous imposant ceci ou cela / parce que les habitudes sont difficiles à changer, donc c'est

| le premier aspect / ça : / ça : \

Il en découle suite à ce qui précède que Fds/1 pense que vivre selon sa culture propre en France ne peut être un facteur d'intégration, même si ladite culture fait dorénavant partie intégrante du panorama culturel du pays (180). Aussi, selon elle toujours, se cantonner culturellement peut également_ aussi paradoxalement que cela puisse paraître_ être un facteur d'intégration. Mais pour cela, elle cite le domaine commercial notamment la restauration chinoise (et d'autres aspects visibles (184), le tout toujours dans le même domaine) :

| 182♣ \ et donc, le deuxième aspect est que ça peut-être un facteur d'intégration . / aujourd'hui en France par exemple se sont bien intégrés en France de par leurs restaurants . tant que ça : / ça : / je veux dire que ça ne choque pas, il y a beaucoup de gens aujourd'hui qui sont friands de la cuisine chinoise \

7.2. L'école et la famille

Fds/1 croit que l'école qui constitue « *un passage obligé* » de l'intégration est selon elle également l'apprentissage de la vie sociale :

| 246♣ .. c'est un passage / . je veux dire que c'est un passage obligé qui facilite forcément la cohabitation déjà hein / parce que la meilleure manière de connaître c'est déjà d'être là dans le milieu / ça / ça facilite le contact, parce qu'on est entouré de personnes de plusieurs tendances, de plusieurs origines / et :: / je dirai qu'une personne ayant fait ses études ici si jamais se retrouve sans emploi ou avec un emploi qui ne valorise pas ses études, est-ce que cette personne s'intègre vraiment ? je ne crois pas / je ne crois pas qu'elle soit vraiment une personne intégrée / l'intégration > et les diplômes d'accord mais > comment \

A côté de l'école, la famille qui est le complément de cette éducation. Mais pour Fds/1 à la fin,

bien que l'école et la famille déterminent la source de l'intégration, c'est réellement le travail qui en est la véritable détermination :

248♣ la famille / la famille forcément / la famille forcément / et heu : / moi en fait je veux dire que c'est un facteur / c'est un facteur d'assimilation / c'est un facteur d'intégration / .. mais > le facteur prédominant pour moi, c'est le travail /

252♣ \ quand on parle travail c'est le poste qu'on a , c'est heu / l'ambiance qu'il y a au travail /

8. La laïcité et la religion

L'intégration en France passant également par le respect de la laïcité, Fds/1 pense que dans ce pays, il est possible de dissocier la religion des Institutions, du fait justement de cette institution :

254♣ mais > / par rapport à la loi de la laïcité ! / fut dissocié hein heu / heu :: / vivent sur le \

256♣ \ les Institutions et la religion ont été dissociées par rapport à la laïcité / mais dans la pratique, c'est un problème de croyance /

Commentaire

Ici, nous avons vu que le fait de dissocier la religion des Institutions demeure encore un fait quelque fois incompréhensible voire impensable pour certains Fim et certains étrangers, car souvent dans leurs pays d'origine une telle idée est impensable_ voire même blasphématoire (souvent les pays musulmans).

En France, il est vrai que cette séparation, même si politiquement elle apparaît comme nette, n'en demeure pas toujours respectée¹⁷⁴...

¹⁷⁴ Cf. Le chapitre IV : la laïcité (appuis théoriques).

Ainsi pour Fds/1, tout, en ce qui concerne donc la séparation entre la religion et les Institutions par rapport à la laïcité, est question de mentalité : on doit les redéfinir afin d'arriver à un résultat sur l'identité française, comme l'indique la tirade suivante :

258♣ si > : / si déjà on : / on redéfinit le concept que l'on / que l'on veut donner aux Français, on doit le redéfinir / le redéfinir même au niveau des mentalités . je crois cela est possible là / en fait tout le problème est là, qui est Français, qui ne l'est pas / je crois qu'il faut s'habituer au changement et aussi accepter le fait qu'il y a quand même à peu près 15% de la population vivant en **France** , qui est issue de l'immigration et que dans les 85% qui restent, donc qu'on considère comme Français de souche, il y a en plus les Français nés à l'étranger / donc ça va quand même faire beaucoup /

9. L'Europe : l'égalité dans l'union dans la diversité

En parlant de la possibilité de l'union des individus divers et bien différents en France, en toute égalité, Fds/1 fait penser que c'est peut-être moins utopique qu'on l'imagine, car elle y voit une possibilité :

262♣ bon > / . vous savez, faut relativiser les choses hein / on peut être unis oui, mais dans la diversité / diversité /

Il s'avère donc que dans cette société multiculturelle qui justement voit son multiculturalisme croître par rapport à l'UE, Fds/1 affirme que la France va y trouver son équilibre, sa place donc *elle risquerait de ne plus exister* :

266♣ . je ne le prends pas mal /

268♣ donc en ce moment je ne le prends pas mal / que je ne suis > un peu > : / le

produit de / de / de / de : / ce : / non je ne le prends pas mal /

270♣ c'est objectif / on est obligé de faire en sorte que cela soit positif, sinon c'est la France qui se casse /

Il apparaît ici sans nul doute que Fds/1 exprime une occasion pour le pays de « *s'objectiver* », se reconsidérer. Ce qu'elle risque c'est la rupture d'avec la société qui se trouve être déjà à deux niveaux : nationale et internationale, les deux accentuées par la mondialisation. Celle-ci embrasse les individus en les mettant devant des faits accomplis :

272♣ on ne peut pas ne pas tenir compte de cette réalité-là / faudrait qu'on fasse tout, qu'on prenne des orientations qui vont dans ce sens là, et qui prennent compte du fait qu'aujourd'hui, avec la mondialisation on n'y peut rien /

FICHE N°2

(Vendredi 11 février 2005)

CODIFICATION : Fds/2

NOM, PRENOM, AGE : Guillaume B., 30 ans.

ANONYMAT : Non

LIEU: Rouen, rive droite (76000)

HEURE DU DEBUT: 14H00

HEURE DE FIN: 14H50

DUREE TOTALE: 50 min

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui, ++

DEROULEMENT: +++

ELOCUTION: Bonne, +++

DIFFICULTES: Manque de temps de notre part...

REMARQUES: Très bonne interview dans l'ensemble. L'enquêté possède plusieurs instruments de musique d'origine étrangère dans son salon...

1. Les marquages d'identité lié au topo et source identitaire

2. La description du phénotype français

3. La représentation du nom patronymique français en l'occurrence

- 3.1. Les noms du tableau
- 3.2. Auto jugement du nom patronymique
- 3.3. Le nom patronymique face à l'emploi

4. Acceptation, jugement et évaluation

- 4.1. L'acceptation
- 4.2. Le jugement et l'évaluation
 - 4.2.1. L'intégration
 - 4.2.2. Evaluation identitaire
 - 4.2.3. Jugement et évaluation des cultures
 - 4.2.3.1. La culture française
 - 4.2.3.2. Les cultures immigrées
 - 4.2.3.3. Le brassage des cultures
 - 4.2.3.4. L'intégration des cultures en vue d'une unicité culturelle
 - 4.2.3.5. La valorisation culturelle

5. La France et l'immigration

6. La laïcité

- 6.1. Laïcité et intégration
- 6.2. Laïcité et religion

7. L'intégration et les cultures

- 7.1. Se vêtir
- 7.2. S'alimenter

8. Les Français en France et en Europe

9. Egalités / inégalités

- 9.1. Barrières face à emploi et le logement
- 9.2. La devise française
- 9.3. L'égalité des Français dans l'avenir en France et dans l'Europe

10. Différences

11. L'Union Européenne

11.1. La place de la France dans l'Union Européenne

11.2. L'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union européenne

1. Les marquages d'identité lié au topo et source identitaire

A 30 ans lors de notre entretien, Guillaume (désormais Fds/2) est étudiant en thèse de doctorat ès sciences. Son identité française est liée à plusieurs facteurs notamment : le *jus sanguinis* et le *jus soli*. En effet, il est né à Rouen, donc en France des parents Français. Il l'affirme fermement sa source identitaire, telles nous le disent les lignes suivantes :

4♣ ☺ / lieu de naissance, Rouen /

11♣ ☺ / *et peux-tu me dire que / de quelle origine > tu / tu es > ? /*

12♣ Française /

13♣ *tes parents ? /*

14♣ Français également /

15♣ *donc tu es bien Français c'est ça ? /*

16♣ complètement ! /

Commentaire

Nous avons insisté sur la question (15) pour inciter Fds/2 à nous en dire plus, dans le but de savoir s'il se connaissait des origines étrangères proches ou lointaines. Mais il ne semble pas en avoir (16) et donc nous en concluons que Fds/2 est Français par filiation depuis de nombreuses années, un Fds alors.

2. La description du phénotype français

Fds/2 ne pense pas qu'un Français puisse se définir selon des critères prédéfinis ou des stéréotypes (24).

Commentaire

Ainsi, nous pensons de manière générale qu'il annonce une ouverture d'esprit car il semble avoir atteint une certaine purgation des passions par rapport à l'altérité. En effet, son état d'esprit lui fait accepter la présence des « étrangers » en France. Toutefois, nous avons été un peu surprise qu'il fasse allusion à notre personne :

24♣ non je ne pense pas non / non / je suis pas du tout heu ::: / pour ce thème > / à l'esprit heu : / toi justement tu heu : / ☺ / tu pourrais très bien être Française et que : / c'est seulement **ta** > : / ta carte d'identité qui n'est pas :: / de nationalité française, mais heu : / j'ai l'impression que tu te considères heu : / comme Française, appartenant à : / au peuple Français > et faisant partie du peuple Français /

Bien que nous y avons été assez surprise, nous n'avions jamais un seul instant pensé qu'il ait des idées sur nous vu qu'il était notre ami. Nous n'avions auparavant jamais abordé un tel sujet de conversation...

Autre constat : Fds/2 fait souvent écho aux questions posées. Nous en avons déduit qu'il s'agit d'une réflexion à haute voix tout simplement.

Il semble apparaître que la pensée de Fds/2 sur les Français est celle d'un type pas forcément européen, mais il se contredit lui-même plus loin dans la conversation, peut-être de manière inconsciente, lorsqu'il définit le Français par rapport à son stéréotype :

242♣ \ heu : / très souvent ils sont dévisagés par / je veux dire des Français de souche, béret-baguette de pain \

Concernant donc la définition d'un Français, il nous dit ce qui suit, après quelques moments de silence :

28♣ (...) / un Français c'est une personne qui heu : / heu :: / remplit les droits et :: /
devoirs de : / heu : / inscrits dans : / soit la constitution heu : / heu : /
parlementaire ou / ou autre / que ça soit n'importe quel type de : / de document
officiel, c'est une personne qui heu : / qui respecte certaines règles > heu : / des
règles de l'Etat français > et qui heu : / et qui heu, justement en retour bénéficie de
certains droits \

30♣ \ qui sont propres à l'Etat français /

Ainsi, pour lui, l'être Français est celui qui respecte les institutions nationales et en retour jouit
des bénéfices de l'Etat. Ce privilège en retour qu'offre l'Etat aux Français en retour concerne
tous les Français sans exception, selon lui (32). Mais cela n'est pas sans condition pour les Fim
qui selon lui toujours, doivent effectuer leurs devoirs (envers l'Etat) pour être considérés comme
des citoyens à part entière (34). Il semble justifier cette situation dans le fait que cela est relié aux
respects des règles sociales :

34♣ \ bien sûr, s'il remplit les / les heu : / ses devoirs en tant que > Français \

36♣ \ je ne crois pas > qu'on / qu'on pourra en dire autrement . ce n'est pas / ce
n'est pas une question de : / d'origine finalement pour moi . et si toutefois t'es
accepté par : / soit intégré, accepté par la communauté heu : / parce que justement
> respectant heu / certaines règles, les règles de vie de heu : / d'un Français /

3. La représentation du nom patronymique français en l'occurrence

3.1. Les noms du tableau

Tout comme Fds/1, Fds/2 a donné 5 aux noms *Dupond* et *Henri*. Par contre, sa réflexion sur la
notation de *Mohammed* avait été faite à voix haute (nous nous en souvenons) en ces termes :
« *Mohammed...c'est un nom français* > ». Cela peut d'abord sembler étonnant mais après cette

première phase, on comprend que Fds/2 a dépassé, comme nous le disions, une certaine étape. Mais quand on voit la notation des autres noms, on peut constater qu'il leur a dans la majorité attribuée 0 pour note. Par cet acte, il implique une non appartenance de ces noms au répertoire des noms typiquement français. Ainsi pour lui, ces noms sont forcément étrangers. Aussi, on décèle une certaine ignorance de sa part sur certains noms pourtant français à l'instar de *Peznec*, pourtant breton mais alors noté 2. *Santini* est noté 4 tout comme *Mohammed*, mais cela peut sembler étonnant dans la mesure où une personnalité sportive porte ce nom... Mentalement Fds/2 a rapproché *Santini* de *Mohammed* alors qu'il sait pertinemment que c'est un nom d'origine italienne, donc européen et non pas loin de la France aussi. Seuls *Dupond* et *Henri* ont 5 parce qu'il les considère comme indubitablement français. *Sanchez* quant à lui bénéficie de la note 2 ; *Elie* 3 et *Cortès* 1. Par contre, *Sarkozy*, *Fux* et *Muller* ont 0.

En tableau cela nous donne ce qui suit :

Notes	Les noms patronymiques
0	Sayad / Bantsimba / Moussoki / Aznavour / Thran / Patanayos / Sarkozy / Fux / Muller / Butler
1	Cortès
2	Peznec / Sanchez
3	Elie
4	Mohammed / Santini
5	Dupond / Henri

Eu égard à tout ce qui précède, nous disons que Fds/2, bien qu'affichant une certaine pensée d'évolution, ne demeure pas moins bloqué sur une idée du nom représentant la France encore aujourd'hui. Les autres noms en effet demeurent étrangers, mis à part *Santini* et *Mohammed* qu'il a considéré comme français et auxquels il a attribué la note 4. On peut d'une manière générale, s'interroger sur sa notation car, malgré le fait qu'il y ait des personnalités publiques portant certains noms (*Aznavour*, *Sarkozy*), il n'hésite pas de leur attribuer un 0. Nous en concluons que Fds/2 bien qu'il présente une certaine ouverture d'esprit a encore du chemin à parcourir. Il n'est donc pas entièrement en mesure d'accepter mentalement l'altérité alors différente de lui sur plusieurs points...

3.2. Auto jugement du nom patronymique

Ayant émis un avis qui en vérité est un jugement des noms patronymiques du tableau, Fds/2 quant à savoir s'il pensait que le sien représentait réellement la France actuelle, nous répond par la négation (286). Il est vrai que la première impression face à cette réponse peut être l'étonnement mais quand on y réfléchit, on constate qu'en fait il a voulu dire que son nom, vu de l'extérieur, ne reflétait pas automatiquement la France tel que *Dupond* et *Henri*... Ainsi, nonobstant la reconnaissance qu'il fait sur le nombre portant le même nom patronymique que lui, il ne pense pas que son nom représente la France et ne sait pas non plus s'il le sera un jour. On comprend ici que pour lui, la représentation nationale est une question de nombre, comme l'indique ce qui suit :

290♣ \ on ne peut pas savoir s'il y aura plus de Martin ou plus de Mohammed /
donc, on ne peut pas prévoir /

Nous pouvons en conclure que Fds/2 a bien intégré le nom *Mohammed* car il arrive même à en faire la comparaison avec le nom *Martin*. Quant à son propre nom, il laisse transparaître une hypothèse qui hélas reste inachevée, mais nous y semblons déceler une idée incertaine de propagation par le métissage :

286♣ \ je / je veux dire / ☺ / il y a beaucoup de famille **B.** donc heu : / je sais pas
/ non heu :: / oui, il est français . il est français mais représentatif non /

288♣ \ dans l'avenir un peu plus **si** > : / s'il y a un mélange heu / un mélange heu :
/ . mais on ne peut pas savoir \

Mais Fds/2 paraît même plutôt assez satisfaisait de son nom, limitant la reconnaissance du nom français à la résonance seule :

302♣ mais heu : / j'ai l'impression que B. sonne bien justement / ça sonne

français / français /

Cette autosatisfaction le mène à un jugement au-delà de ce sentiment qui le pousse jusqu'à effectuer une comparaison (non dite) avec les autres noms patronymiques, à consonance étrangère ou simplement des noms étrangers, en ces termes :

304♣ à > : / ça /. / ouais ça ne déborde pas /

305♣ *comment ça ?* /

306♣ ça reste dans le cadre français /

3.3. Le nom patronymique face à l'emploi

Ayant reconnu avoir un nom patronymique à résonance française, Fds/2 ne pense pas rencontrer de barrière quelconque quant à son nom (298) et il doit cela justement à sa résonance :

300♣ . / ben : / parce que j'ai pas l'impression que ça sonne quoique ce soit heu : / ça pourrait poser un problème face à l'emploi s'il avait une consonance étrangère / et que la personne qui est en face de moi ait des à priori heu : / simplement vis-à-vis de mon nom. /

302♣ mais heu : / j'ai l'impression que B. sonne bien justement / ça sonne français / français /

Cela dit, Fds/2 considérant sa notation des noms patronymiques, on constate qu'il joue sur l'effet de l'appartenance. En effet, ses mots nous révèlent la classification des individus en France en deux catégories bien distinctes : d'une part les Fds, de l'autre les étrangers (non assimilés à l'identité française) ; et dans ce lot on retrouve même ceux qui portent la nationalité française

(s'ils ne respectent pas les lois du pays, etc.).

4. Acceptation, jugement et évaluation

4.1. L'acceptation

Par acceptation, nous entendons l'intégration ou non des Fim. Donc nous allons relever les indices d'intégration ou non de ces individus que nous donne Fds/2. Ainsi, celui-ci nous parle d'acceptation des Fim par les Fds, acte qui se trouve être la conséquence de l'accomplissement de leurs devoirs de citoyen (28). Malgré cela, il fait dire qu'au-delà de l'accomplissement des devoirs civiques, l'intégration des Fim (et des étrangers) reste encore reliée à la volonté de la « communauté » (entendons ici les Fds) :

36♣ \ je ne crois pas > qu'on / qu'on pourra en dire autrement . ce n'est pas / ce n'est pas une question de : / d'origine finalement pour moi . et si toutefois t'es accepté par : / soit intégré, accepté par la communauté heu : / parce que justement > respectant heu / certaines règles, les règles de vie de heu : / d'un Français /

Ses paroles nous renvoient au communautarisme qui se veut être l'exclusion de l'altérité alors considérée comme « barbare ». En effet, en usant du terme communauté, Fds/2 révèle que la société française en est une, c'est-à-dire, un cercle qui accepte d'y faire entrer seulement qui elle veut... Donc qui dit communauté introduit forcément les notions d'égoïsme et de race. Or l'acceptation implique une ouverture dans le groupe et une reconnaissance du nouvel arrivant qui désormais s'identifiera à ces membres. Dès lors, ce « barbare » devient « notre » et alors son identité et ses droits sont ceux du groupe : il est Français ! Cette considération des faits implique théoriquement l'égalité de tous les droits...

4.2. Le jugement et l'évaluation

4.2.1. L'intégration

Comme l'acte de penser fait appel au jugement et parfois même à l'évaluation, Fds/2 quant à sa perception des Fim, nous parle des problèmes auxquels ces derniers font face à savoir, liés à l'intégration :

42♣ heu : / ben je pense . ☹ / y a rien > / ☺ / rien de moins ni rien de plus que / que n'importe quel autre > Français / certains ont : / ont > certaines difficultés dues à leurs origines en fait, des difficultés d'intégration \

44♣ \ comme ce sont des > heu ::: / **des** > / immigrés de > deuxième génération c'est ça ? / quand il a / quand ils sont heu : \

Ainsi pour lui, les origines de l'individu jouent un rôle important dans le processus d'intégration. D'ailleurs, il en semble tellement convaincu qu'il emploie le terme de « deuxième génération » (44), mais après il émet un doute quant à cette appellation, car il semble considérer tous les Fim comme des deuxièmes générations (48). Au final il semble que Fds/2 pense que les problèmes d'intégration que rencontrent les Fim, en tous cas certains pour ne pas parler de la majorité, seraient plutôt liés à leur condition sociale souvent précaire :

50♣ certains oui / c'est vrai ont > certaines difficultés mais heu : / à mon avis dû à leur milieu social mais pas du tout à leur origine /

Il en ressort que Fds/2 classe les soucis d'intégration de certains Fim en deux catégories : ceux qui ont des difficultés dues à leurs origines (42), et ceux qui en ont à cause de leur précarité (50). Mais il en conclue finalement que les mêmes problèmes d'intégration ne sont pas toujours et seulement liés aux Fim :

52♣ du > : / les mêmes problèmes peuvent survenir quelque soit le / l'origine
heu ::: \

53♣ \ de la personne ? /

54♣ \ de la personne /

Il en ressort que l'intégration qu'elle soit sociale ou non, est aussi et surtout culturelle. Fds/2 pour sa part quant à la question scolaire, pense qu'effectivement l'école y joue un rôle important. Pour lui ainsi, les problèmes se rencontrent surtout dans les Zep ou Zup où l'on retrouve beaucoup d'enfants issus de familles défavorisés :

358♣ . . / je pense, sauf dans le cas où on se retrouve dans les : / . dans les Zep, avec justement des personnes qui sont issues d'un milieu social difficile et qui malheureusement se retrouvent tous ensembles / .. on retrouve des **classes** heu : / tu vas du côté de Cergy-Pontoise, où l'on retrouve des classes où il n'y a que des Noirs et des Maghrébins et des Blancs / les Blanc heu : / ont peut-être moins de problèmes sociaux depuis qu'ils sont dans d'autres écoles . ça arrive souvent / (...)

Nous pouvons retenir de cette situation que nous brosse Fds/2, des idées reçues, c'est-à-dire, des stéréotypes qui sont justement véhiculés sur les banlieues ou Zep/Zup... D'ailleurs il fait appuyer ses mots avec l'exemple de sa sœur qui fréquente ces lieux, par obligation professionnelle :

358♣ (...) / ma soeur habitait à côté de Cergy-Pontoise, tu vois, la cité des Blacks
c'est comme ça /

En conclusion, pour Fds/2, l'école favorise certes l'intégration mais cela dépend également des facteurs tels que la zone d'habitation et le milieu social. De plus, il reconnaît qu'il est impossible que cette intégration se fasse dans les banlieues ou Zep / Zup vu qu'il y a « parcase » des

individus Fim et étrangers, et donc des individus qui n'ont pas de contact avec les Fds, qui eux malheureusement semblent être dérangés par les Fim dans ces zones d'habitation (358).

Nous remarquons que Fds/2 ne glose de cette question scolaire que seulement par rapport à l'avantage des Fds, c'est-à-dire, de leurs enfants qui *eux au moins n'ont plus de problèmes sociaux depuis qu'ils sont dans d'autres écoles* (358). Cette manière de penser incrimine (et discrimine) d'office les enfants Fim. En effet, il est normal pour lui de séparer les enfants Fim des Fds étant donné qu'ils sont source de problèmes. Ainsi, il avoue par ces paroles une certaine appréhension (de sa part) des Fim. Cela nous fait nous demander où est passé son « pseudo » esprit d'ouverture dont il fait état, plus d'une fois :

244♣ (...) pour ma part je suis très ouvert /

264♣ c'est toujours ça / heu : / le fait que je sois ouvert /

Commentaire

Nous tenons à rappeler ici que lorsque Fds/2 parle des Fim il ne parle pas des Fim/IP1 mais seulement de ceux de l'IP2 lesquels il considère d'ailleurs toujours d'une manière générale comme des étrangers... Donc il effectue une différence entre les individus dits de race blanche et ceux dits de race noire, et les Arabes. Enfin, aucunement il ne fait allusion aux Fim/IP1. Le tout paraît à vrai dire, contradictoire dans la mesure où sa notation des noms patronymiques dans le tableau semble entièrement le contredire.

Quant à la famille, après l'école, Fds/2 la considère comme le déclic principal du processus d'intégration. Sa réponse face à la question de l'intégration et la responsabilité de la famille est directe et répétitive, et elle inclue la dimension culturelle et aborde la question des mentalités, avec une idée de dépassement :

360♣ ouais, ouais / . ouais / . ouais, mais après ça dépend des cultures / ça dépend des cultures, s'il y a une culture familiale forte ou heu : / il faut une présence familiale forte / mais avec un père qui est barjot avec heu : / des terrains heu : / []

/ je pense que c'est un frein . c'est un frein à l'intégration puisqu'un frein ça détruit tout / donc ça peut être également une énorme ouverture . si tu / toujours quelque chose / si tu as une personne en face de toi qui est suffisamment ouvert et suffisamment intelligente, et puis heu :: / ben j'élève mes enfants heu : / ben, comme bon me semble, mais quand même avec le respect des droits français > / voilà, ça / ça je trouve ça franchement / c'est très bien . je pense que l'intégration c'est avant tout une question de mentalité . si la personne souhaite d'être intégrée, il faut qu'elle fasse certains sacrifices entre guillemets / . // si elle accepte ces sacrifices-là ben [] / ça devrait être très facile /

Ce qu'il nous sied aussi de retenir, c'est quand Fds/2 parle de la manière d'élever ses enfants (360). Cela peut bien entendu se révéler étrange au prime bord, mais ayant bien cerné son entretien, nous comprenons que bien qu'il dit avoir un esprit d'ouverture et qu'il parle de changement des mentalités (plus d'une fois), il reste encore quelque peu fermé. Ce non accomplissement de son ouverture se remarque également dans la façon dont il parle de l'éducation des enfants des Fim... comme s'il s'agissait des enfants d'étrangers et étrangers eux-mêmes aussi alors qu'il s'agit des Français, donc des individus qui théoriquement possèdent les mêmes droits que ceux qu'on nomme Fds.

4.2.2. Evaluation identitaire

Conscient que son identité française à tous les niveaux de la société ne lui pose aucun problème, Fds/2 avoue ne rien ressentir de particulier face à la question de savoir comment il la ressentait :

58♣ est-ce que je / est-ce que je ressens heu :: / l'identité française ? / moi je me sens bien en France . je me sens bien dans cet Etat de droits / heu :: / est-ce que je ressens réellement l'identité française ? c'est pas évident parce que / parce que j'ai toujours vécu > comme ça / mes parents sont Français / je n'ai jamais eu de / de problèmes entre guillemets heu : / de reconnaissance \

Aussi, en se disant Fds « pur », Fds/2 ne reconnaît pas avoir besoin de reconnaissance comme Fds/1, dans le bout d'entretien suivant qui est le sien :

192♣ parce que heu :: / lorsque j'envoie un dossier par exemple, quand c'est une candidature où on n'a pas demandé de photo, on peut me rappeler / . mais > au téléphone, je peux en effet parfois ressentir un effet de surprise / .. et : / enfin bon / ou bien la personne comprend tout de suite que je ne suis pas heu :: / ce à quoi elle s'attendait /

193♣ *mais pourtant tu es Française de souche /*

194♣ . oui mais j'ai la peau noire ! /

195♣ *d'accord /*

196♣ et puis, j'ai un accent ! / . pour > n'avoir pas > / appris le français heu / je veux dire, comme langue maternelle en **France** / et ça fait que j'ai un accent /

Il apparaît en somme que Fds/2 lui, ne pense pas se poser de question quant à son identité, étant donné qu'il n'a réellement pas besoin de reconnaissance :

60♣ \ non non / et puis ça > / en fait je ne me la poserai jamais puisque / puisque je suis déjà dans le moule depuis heu :: / depuis tout petit ! / tu vois, je n'ai jamais eu justement cette heu : \

61♣ \ *rupture /*

62♣ \ non pas ce / pas ce besoin de reconnaissance ou > d'identité française /

De plus, il dit comprendre ceux qui vivent dans la situation des Fim, c'est-à-dire, ceux qui ont souvent besoin de reconnaissance :

66♣ je comprends que des personnes > heu : / issues heu : / issues de l'immigration peuvent heu : / puissent / puissent heu : / réclamer une identité française et puis heu : / heu :: / vouloir se : / se conformer justement à > : / à ce que heu : / bon ce qu'on entend par identité française / tu vois ? /

68♣ dans ce sens là / mais moi comme de toutes façons je :: / tu vois ? /

Fait marquant quant à cette question identitaire à propos de la perception de sa propre identité de Fds/2, il prend à témoin, nous rendons ainsi complice de ses propos en nous assurant que nous le comprenons bien. Cette complicité se traduit par des « *tu vois ?* » :

64♣ tu vois ? /

66♣ je comprends que des personnes > heu : / issues heu : / issues de l'immigration peuvent heu : / puissent / puissent heu : / réclamer une identité française et puis heu : / heu :: / vouloir se : / se conformer justement à > : / à ce que heu : / bon ce qu'on entend par identité française / tu vois ? /

68♣ dans ce sens là / mais moi comme de toutes façons je :: / tu vois ? /

4.2.3. Jugement et évaluation des cultures

4.2.3.1. La culture française

Parlant de la culture, Fds/2 reste d'une manière générale dans l'art. Ainsi, sa pensée de la culture française est que cette dernière mérite d'exister (74). Selon lui, ce mérite est visible dans le sens où on le ressent et alors la culture crée un besoin de reconnaissance. Quant à cette reconnaissance au-delà des frontières de la France, il pense qu'elle n'est pas assez représentée, donc n'est pas assez reconnue à l'échelle internationale, à part peut-être le domaine littéraire :

76♣ mais est-ce qu'elle est suffisamment représentée > heu / de par le monde > /

⊗ / heu :: / ben j'ai l'impression que non, parce que heu :: / on > / y a quand même un / un vivier de / de créations françaises qui ne sont pas exportées, qui méritent d'être reconnues /

78♣ je pense que heu :: / la France est un pays de :: / de productions culturelles importants \

80♣ \ heu : / que ce soit cinématographique et ben même heu / si on accepte le / le / les productions indiennes, qui sont propres à leur pays qui n'exporte quasiment pas heu : / le cinéma français s'exporte énormément / c'est le deuxième cinéma au monde /

82♣ \ heu : / la littérature française est reconnue de par le monde, heu ::: / la musique française > n'est pas très reconnue / c'est vrai que heu : / la musique française et même la variété française ne s'exporte pas /

4.2.3.2. Les cultures immigrées

Avant même que nous n'ayons terminé de poser la question de savoir si Fds/2 pensait que les cultures dites immigrées constituaient un enrichissement pour la France, il nous a répondu avec empressement, de manière positive (114). Ensuite il a développé sa pensée en y relevant une question de compétition entre ces cultures-là :

116♣ . ah ! / crois-tu cela ? / . . je ne sais pas / ça les met en > : / en compétition / ça met en compétition les / les / les cultures > d'origine diverses (...)

Ainsi il parle en terme de cultures ayant influencé la culture française actuelle qui alors serait une sorte de koinè créée à partir de diverses cultures introduites dans la pays à travers les vagues successives d'immigration. Ces cultures selon lui toujours font dorénavant partie intégrante du panorama culturel de la France (118). Comme pour confirmer ses dires, il nous parle des Fim/IP1 qui sont désormais considérés comme des Français à part entière :

118♣ je pense / je pense parce que le / le / la culture française n'est pas > / n'est pas une culture dite de /de souche française en fait . les / les personnes étrangères qui sont déjà installées en France depuis longtemps font partie du / du paysage français . / ce sont des Français à part entière . ils ont leur(s) propres cultures parce que / parce que issues de pays étrangers /

Nous pouvons dire de Fds/2, lorsqu'il parle d'un fait réel faisant référence aux Français de l'IP1 qui ont transmis leur héritage culturel à leur descendance. En effet, ses propos corroborent avec ce que nous avons vu dans nos appuis théoriques à propos justement de la conservation et la transmission de la culture du pays d'origine, à l'exemple des Portugais... Mais nous admettons une marge d'erreur quant à la compréhension de ses dernières paroles car nous pouvons nous tromper dans leur interprétation, parce qu'il pourrait tout aussi s'agir des Français de l'IP2. Somme toute, nous retenons que Fds/2 pense que les cultures dites immigrées partagent la scène nationale car la France est multiculturelle :

120♣ et heu : / je pense que ça fait partie également de la culture française . la France c'est pas > / c'est pas > heu : / sais pas heu : / Maupassant, Chateaubriand, heu / heu : / Debussy et puis d'autres . et puis . \

122♣ \ et puis heu / Camille Claudel > / y a pas qu'eux . ça peut être heu : / ça peut être beaucoup de choses /

Quant à la considération ou plutôt l'évaluation des cultures dites immigrées, Fds2 pense que c'est justement leur existence qui fait que la France compte sans son répertoire autant d'instruments de musique (d'origines étrangères). Ce fait déjà dénote selon lui, d'une certaine ouverture d'esprit (qui d'ailleurs s'avère enthousiaste) de la part des Fds et ce, quelque soit leur positionnement vis-à-vis des Fim. Ainsi, malgré que ce fait demeure encore nouveau, l'intention n'est pas moins de transmettre ces valeurs car ces cultures auraient la vertu de faire évoluer la pensée. Les bribes suivantes de son entretien viennent à point nommé étayer ses propos :

166♣ ☺ / heu : / oui . ça peut être > : / ... disons que c'est un critère de choix .

c'est un critère de choix /

168♣ donc c'est dans le même ordre quoi / s'il n'y avait pas eu de brassage > / s'il n'y avait pas eu de cultures immigrées heu / personne ne jouerait du djembé en France / y aurait pas d'école de salsa / y aurait pas > : / y aurait pas heu :: / tout ça > / y aurait pas / on ne connaîtrait pas de : / d'écrivains étrangers, enfin \

170♣ \ de cinéma, même un cinéma africain normalement ne serait pas projeté en France /

172♣ et puis maintenant y a beaucoup de partenariat chaque fois que : / je pense que les gens sont / sont très ouverts /

174♣ \ et des gens de / des milieux de / de différents milieux culturels en France sont assez ouverts et puis heu / ça / ils s'intéressent à tout ce qui se passe vraiment/

176♣ et heu : / veulent faire découvrir ces / ces cultures > / heu / dites étrangères au peuple Français /

178♣ tout à fait / tout à fait . et puis ça permet sans doute de faire évoluer les idées/

4.2.3.3. Le brassage des cultures

Commentaire

Nous reconnaissons ici que les questions qui vont suivre ont été plutôt maladroites de notre part, dans la mesure où Fds/2 nous a déjà parlé précédemment des attraits culturels des cultures dites immigrées dans la culture française, et aussi du fait qu'il nous a dit qu'il ne reconnaissait pas une pureté de la culture française. Nous nous sommes donc rendue compte que nous n'aurions jamais dû lui poser par exemple la question sur le fait de savoir s'il croyait en une culture française pure (123 à 137). Nous faisons alors observer que si nous avons retenu ses propos ici c'est parce qu'il nous a semblé pertinent d'analyser la suite qu'il nous en donne, à partir de la tirade 138...

Finalement, après l'impasse dans laquelle nous nous sommes retrouvée face à cette question sur la pureté de la culture française, Fds/2 nous donne un indice intéressant qui est l'évolution de la culture française :

138♣ \ la pureté de la culture > / c'est une nat_ / c'est une nation qui a du mal à // à prendre heu / . . . bon / je pense que la culture française est / a évoluée /

140♣ \ a évolué de plus haut [] / pour que la France renaisse de part le monde /

C'est cette évolution à travers les brassages qui fait donc qu'on ne puisse plus parler de la pureté de la culture française ; la pureté culturelle étant la preuve d'un manque d'évolution :

142♣ c'est de la culture **essentielle** heu / si on veut de l'esprit heu : / ☺ / heu / tu vois, mais ☺ / non . maintenant c'est un tel mélange que heu :: / je crois qu'on peut même pas parler de / de culture pure ! / c'est / c'est . / une culture qui existe, qui évolue, qui est en pleine mutation / qui est heu : / qui est / qui suscite des apports de / d'**origine** > : \

144♣ \ diverses ! / et heu / voilà, c'est / tout ça forme la culture française /

146♣ \ et il y a une cult_ / dire une culture pure ça signifierait **que** > / il y a une source, et puis on évolue pas plus que ça en fait /

148♣ moi je vois ça comme ça / ça / ça déborde à un moment donné et ça : / ça crée des affluents en fait / et ça vient s'écouler dans le / dans le fleuve qui est devenu la / la culture française /

Il en découle que pour Fds/2, la culture française actuelle prend sa source d'intérêt dans des petits filets une fois agrandis en forment des grands, comme il l'indique dans les mots ci-après :

152♣ ça le rend intéressant, ça le rend **bouillonnant** . il **bouillonne** par moment /

et un beau jour heu : / ça permet de créer des petits courants un petit peu amusant,
mêlés des / des courants musicaux qui sont heu / ça donne \

153♣ \ *tu t'intéresses beaucoup à la musique hein ? / parce que c'est : / tu / tu*
fais un peu référence à la musique /¹⁷⁵

154♣ oui ! / parce qu'en fait après les / le > . / au niveau littéraire, je : / bon, je
pêche un peu là-dedans . j'ai pas une culture littéraire énorme mais j'ai pas
l'impression qu'il puisse y avoir heu : / un tel heu :: / un tel brassage /

156♣ la musique permet justement de : / brasser des heu : / des origines diverses
et puis heu / et puis on s'en tient à un produit qui > / qui finalement est / est un
brassage, mais qui fait partie de la culture française /

4.2.3.4. L'intégration des cultures en vue d'une unicité culturelle

Parfois, il arrive que des cultures, à force de cohabiter, finissent par n'en faire qu'une, d'où notre question pour savoir si Fds/2 pense que la cohabitation des cultures en France finiraient un jour par n'en former qu'une, il nous a répondu ce qui suit :

180♣ . . / ben : / c'est pas évident / .. c'est pas évident parce que : / par le terme
culture française bien souvent on entend culture franco-française . une culture
française qui > / je veux dire heu : / . . produite par des français dont on connaît
l'origine > / bonne question /

182♣ heu / ... moi je souhaiterais / je souhaiterais justement qu'il y ait
assimilation des / des cultures étrangères pour que / pour ne former qu'une
culture française, mais c'est / c'est même bien plus large que ça . ce n'est pas
réduire heu / à la nationalité française . je vois une culture > / ne même plus

¹⁷⁵ Nous lui posons cette question parce que nous savons qu'il aime la musique, qu'il en fait et possède d'ailleurs plusieurs instruments de musique d'origine étrangère...

définir la culture comme étant heu / étant nationale /

Aussi, concernant le terme assimilation_ qu'il préfère à intégration, Fds/2 pense que celui-ci n'est pas approprié dans le sens où il renferme en lui-même une idée de rupture avec l'origine (184)_ car on entend par assimilation un acte forcé... En parlant d'origine, il remet sur le tapis la question de l'identité française qui serait alors, selon lui, un brassage de cultures. Par ailleurs, il y aurait erreur de couper les racines avec les origines :

186♣ . . / et tout ça / tout ça forme quand même une culture française parce que c'est produit par des Français heu, en **France** . donc d'origines étrangères qui viennent apporter **le plus**, la petite originalité dans la culture française /

188♣ . . / il faut surtout pas justement heu : / se couper de ses racines et puis heu : / tenter une assimilation forcée hein /

192♣ alors on va rester dans le terme de la musique qui s'appelle la « world music » . en fait c'est mêler des courants différents /

Il en résulte pensée de Fds/2 que l'assimilation n'a pas lieu d'être et si jamais elle s'avère un jour, elle devrait alors se faire en « douceur ». Surtout on semble lire dans ses propos une note d'espoir qui est celle de ne pas avoir à constater le brassage des cultures, dans le but d'en faire qu'une. Il estime par contre qu'on devrait afficher les différences culturelles en sachant garder la particularité de chacune d'elle (tel qu'il est fait en Grande-Bretagne par exemple) :

194♣ et le but ce n'est pas d'_ / de n'en former plus qu'un /

196♣ le but c'est justement d'arriver à diversifier et montrer qu'il y a vraiment des origines diverses /

198♣ et garder cette heu : / . cet aspect bien / bien particulier . bien définir chaque culture /

Commentaire

Fds/2, dans cette partie de notre interview que nous venons d'analyser, rejoint la pensée des dirigeants politiques Français qui, dans les années 80 ont fait de la diversité un de leurs chevaux de bataille, avec notamment le slogan prônant le « *droit à la différence* ». Ainsi, comme s'indigne Christian Jelen (1994 :21) : « *'culturels' sont devenues les excisions, même pratiquée sur notre sol. 'Culturelles' sont des traditions perpétrant l'inégalité de la femme, la polygamie, l'emprise de la religion dans tous les aspects de la vie ; 'culturelles' sont devenues les pratiques religieuses prônant la disparition de la laïcité et l'édification d'un ordre étouffant – et la violation de nos lois républicaines.* »

4.2.3.5. La valorisation culturelle

Pensant qu'il existe une idée d'ascendance culturelle en France Fds/2 en parle en terme de valorisation :

202♣ plus valorisée ou valorisante, oui . je pense qu'elle est beaucoup plus valorisée, mais est-ce qu'elle est plus valorisante ? / bien sûr ! / puisque généralement elle est reconnue en tant que telle /

204♣ elle est reconnue comme étant / peut-être / peut-être aussi > / est-ce que cela provient de : / de :: / du lourd passé ? / du lourd passé français ? / ben, beaucoup de siècles d'émission de > / heu : / des mentalités françaises et tout ça > : / tout ça a été heu : \

206♣ \ projeté oui / heu : / projeté heu : / heu :: / dans tout le : / toutes les cultures donc, tout ce qui est art > / des arts divers heu : / . si on prend heu : / l'architecture, c'est assez complexe . c'est inscrit dans un courant heu : / architectural que l'on ne trouve pas ailleurs . si tu prends l'architecture maghrébine c'est toujours pas ça mais heu : / c'est pas du tout la même chose /

208♣ heu :: / est-ce que c'est beaucoup plus élevée en France ? sans doute parce qu'il y a eu énormément d'influence . heu : / on ne peut pas parler d'architecture française sans parler de la reconnaissance italienne ... / avec l'influence énorme

que ça a eu /

210♣ et qu'ils disent c'est pas mal / c'est pas mal de faire ça chez nous \

212♣ \ ils ramènent des idées et les adaptent sans doute à > / à un milieu culturel donné . dès lors ce n'est plus la même chose qu'on a vu dans le pays d'origine /

Ainsi pour lui, la médiatisation culturelle contribue à sa propagation et par conséquent sa valorisation. Il pense d'ailleurs que si certains domaines à l'instar de l'architecture demeurent ouverts, c'est grâce à cette valorisation culturelle. La conclusion qu'il en tire est celle de l'influence d'une culture sur une autre (216 et 218). Après cette réflexion qui est plutôt une réponse, il nous en fait une autre, se demandant si tout compte fait il ne s'agirait pas plutôt d'une pureté culturelle dans ce cas (220) ; mais il en reste là... Il en conclue finalement que c'est grâce au fait d'importation que la France existe encore culturellement :

222♣ la pureté de la culture ? / peut-être . . / peut-être mais heu : / . mais parce qu'il fait vivre cette culture-là . je pense que si elle n'est pas reprise par d'autres personnes, c'est une culture qui est déjà morte /

223♣ *elle vit sinon quoi /*

224♣ c'est clair ! /

5. La France et l'immigration

Pour connaître les impressions de Fds/2 sur le phénomène d'immigration qui a toujours touché la France, celui-ci, dans le souci de savoir le point de vue exact afin de mieux comprendre ce que nous attendons de lui, nous a fait une *question écho* (86). Après lui avoir explicité le sens dans lequel il pouvait s'orienter, il nous a embarrassée car il ne semblait pas avoir de réponse à la question. Ce qui explique cette suite de conversation morte :

87♣ \ en général / non, non heu :: / ce que tu **penses** >, que ça soit une réponse
 > : / par rapport à l'acceptation ou **pas** > par rapport à l'accueil ou chais pas > /
 heu : / mais heu : / que penses-tu heu : / de la France quant à l'immigration ? /

88♣ ☹ /

89♣ c'est une question un peu vaste et heu \

90♣ \ ouais /

91♣ le rép_ / la réponse peut-être aussi heu : / vaste heu \

92♣ \ ouais /

93♣ ☹ /

C'est seulement après qu'il répond d'une manière ciblée, c'est-à-dire, en rapport avec les étudiants car lui-même l'est :

94♣ je vais répondre à ça d'un point de vue étudiant heu : / dans le cas des
 étudiants heu / étrangers > heu : / (...)

Ceci dit, nous pouvons en déduire que la pensée de Fds/2 s'oriente version selon laquelle la France serait plutôt flexible sur l'immigration estudiantine. Aussi, il émet une autre dimension cette fois financière, car il y aurait, selon lui, des améliorations à effectuer à ce sujet en ce qui concerne donc les étudiants étrangers :

94♣ (...) / justement des bourses d'études // heu : / de ce point de vue là, et : / y a
 peut-être des améliorations à faire mais après / après est-ce que :: / est-ce que c'est
 pas simplement une question de budget . de / de la part **du** > : / de / de l'éducation
 nationale . est-ce qu'elle privilégie les / heu : / les étudiants Français heu :: / ça

| paraît légitime de : / de se consacrer d'abord aux étudiants Français /

Il termine cette thèse par une assertion sur la normalité parce que c'est pour lui une question de priorité pour ceux qui ont la nationalité française. Là, Fds/2 ne spécifie pas s'il s'agit des Fds ou des Fim... Il pense aussi que le fait d'agir comme il pense, ne peut permettre le maintien de bonnes relations extérieures puisque la France est un pays d'accueil des étudiants étrangers :

| **96♣** ça > : / en revanche ça > : / ça permet pas de : / de maintenir de bonnes relations internationales d'équipe /

| **98♣** je pense que la France est toujours le > / un / un pays qui / qui est recherché des étudiants étrangers \

| **100♣** \ beaucoup d'étudiants étrangers veulent venir heu / étudier en France pour découvrir le pays, pour découvrir la culture française [] \

Ce que nous pouvons retenir ici c'est qu'à part une tradition d'accueil des étudiants que Fds/2 retient, nous constatons également le fait qu'il révèle le fait que le pays n'est pas seulement terre d'accueil des étudiants mais aussi celle terre d'asile : politique et économique, etc. :

| **102♣** \ et heu : / . ben disons vis-à-vis de l'immigration si c'est accueil > / accueil de ::: / heu :: / la France a toujours souvent été reconnue comme > / comme un territoire d'asile /

| **104♣** et : / j'ai l'impression que ce n'est plus du tout le cas . heu / ça / ç'a peut-être été le cas y a / y a / y a quelques / quelques années / quelques décennies mais j'ai pas l'impression que la France accueille à bras ouverts où heu / tous ceux qui veulent heu : / fuir un régime > / un régime politique difficile ou heu : / des conditions > heu : / économiques > \

Ses derniers propos nous disent qu'il est informé sur la situation de l'immigration, à savoir son histoire et son présent. En effet, notre chapitre parlant de ce terme en a beaucoup débattu...(Cf. chapitre 2). Fds/2 est donc tout aussi au courant de la situation politique actuelle sur l'immigration car il sait que les lois sont durcies. Il introduit ensuite la notion d'intégration qui d'ailleurs peut être considérée comme un lointain synonyme de l'immigration, mais admet ne pas en savoir plus dans le fonds :

108♣ \ là-dessus c'est fermé hein / je pense que les frontières sont **bien** fermées . j'ai l'impression que > / qu'il y avait un accueil encore plus important il y a / y a encore quelques années / ça se passait pas trop > / pas trop mal . l'intégration des / des : / de / de ces personnes étrangères en France n'a pas l'air de / ou alors ne se remarque pas / ne se remarque pas / est-ce que c'est propre à > / à Rouen ? / je ne sais pas /

109♣ *peut-être qu'il y a un abus aussi quelque part, heu : *

110♣ \ ouais ! / à quoi ça sert de fermer les frontières [] / mais ça je > / je sais pas qui / j'ai pas une culture suffisante pour heu ::: \

111♣ \ *pour savoir ce qui se passe réellement ? /*

112♣ ouais /

6. La laïcité

6.1. Laïcité et intégration

Pour Fds/2, la question concernant la laïcité et l'intégration n'est pas évidente, car il sait que s'affranchir des règles de sa communauté n'est pas toujours facile. En effet, cela s'avère souvent être une source de conflits politique et religieux. Et nous savons que ces deux notions ne font pas bon ménage. C'est d'ailleurs pourquoi la France et plusieurs pays dans le monde ont embrassé la laïcité (Cf. chapitre 4). Donc Fds/2 pense qu'en France il devrait avoir le respect des mêmes

règles concernant les immigrés, quelque soit leur provenance :

226♣ . . . [] / c'est pas évident / c'est pas évident / je serais tenté de dire > : oui .
je vais tenter de dire oui, parce que finalement heu :: / . c'est d'établir les mêmes
> / règles de comportement, quel que soit l'origine des personnes immigrées \

228♣ \ heu : / s'affranchissant de leurs origines culturelles et religieuses /

230♣ donc je peux dire oui / tout le monde est mis au même niveau et puis heu, à
chaque fois pratiquement [] des croix qui ne doivent être ostentatoires \

Ainsi, quant à cette question, il nous donne une réponse en rapport avec la religion : en France, comme nous le savons, la loi garantie la liberté de conscience et la liberté du culte (Loi de 1905), mais dans des domaines privés, on ne doit pas porter des signes ostentatoires... Si donc on s'en tient à ses propos, on peut en déduire qu'il pense donc que l'intégration commence par le respect des règles établies par les Institutions (l'Etat). Dans ce sens, cette notion intègre l'étranger, c'est autre qui est différent de soi par définition. D'autre part cependant, Fds/2 pense qu'il ne faudrait pas se servir de la laïcité pour mettre les immigrés (= Fim + étrangers résidants en France) sur le ban de la société, c'est-à-dire, que la discrimination consistant à l'écartement n'est pas pour favoriser l'intégration mais plutôt pour créer un effet boule de neige :

232♣ \ heu : / on peut dire oui / dans ce cas là, on peut dire oui . et puis, on peut
dire également non parce que c'est couper heu : / faut pas / faut pas mettre heu : /
les immigrés en marge / les empêcher de > vivre leurs religions, de vivre leurs
cultures /

Des tirades ci-dessus ressortent de la pensée de Fds/2, un sens ambigu de l'utilisation du terme immigré, car il en use souvent pour désigne seuls les Fim/IP2 en l'occurrence. En effet, la ligne de ses mots durant la conversation semble nous dire de manière générale, que Fds/2 en usant de ce terme le fait juste sur les individus du grand sud, puisque les Fim/IP1 n'avaient pas sinon que

très peu de problèmes de religion hormis leur pratique, chose qui ne se faisait plus en France justement depuis l'adoption de la laïcité :

| 228♣ \ heu : / s'affranchissant de leurs origines culturelles et religieuses /

Ainsi, il revient sur ce qui a été dit plus loin (188), c'est-à-dire, que l'intégration ne doit surtout pas s'effectuer par la force (234). En fin de compte, ses mots nous rappelant que l'histoire de la laïcité nous a démontré qu'il fallait de la patience pour bien atteindre son but. Nous pouvons donc en convenir avec Fds/2, car nous ne sommes pas tous sans savoir que les changements lents sont ceux qui perdurent...

6.2. Laïcité et religion

Eu égard au principe de la laïcité, Fds/2 pense qu'il est malheureusement très difficile de dissocier les religions des Institutions en France (362), et cela constitue pour lui un retour en arrière, tel nous l'indiquent ses propos :

| 364♣ c'est très difficile parce que la religion reste heu : / quelque / moi je veux dire > / je suis athée / alors déjà ben : / la religion c'est [] / c'est pas > : \

| 365♣ \ ta tasse de thé ? /

| 366♣ c'est pas que ce n'est pas ma tasse de thé, c'est heu : / je connais énormément des ce_ / enfin co_ / connais pas trop mal les religions > / ça m'intéresse de savoir comment / ce qu'est une culture religieuse mais heu : / moi je ne m'inscris pas justement dans un mouvement religieux, et heu : / j'ai par moment parfois du mal à comprendre donc / à comprendre comment > / comment certaines personnes peuvent se réclamer de l'islam par exemple ou heu / ou d'autre chose en fait / j'ai l'impression que la religion est un frein terrible / c'est / c'est ::: / j'ai l'impression que c'est un retour en arrière /

Vu pour lui, qui demeure un esprit libre en quête de savoirs, il lui est déjà difficile de se réclamer d'une certaine foi religieuse. C'est d'ailleurs son esprit de curiosité qui le fait se proclamer athée. On conçoit que c'est ainsi par souci de conservation de sa liberté. En France, la laïcité justement qui délie le spirituel du matériel, qui est apparu et apparaît comme aisée à faire, est pour lui encore ardue. Il nous semble qu'il est le seul de nos enquêtés à voir les choses de cette manière. Et bien que nous n'ayons pas l'impression qu'il ait bien cerné la question, nous avons eu l'esprit de le laisser poursuivre. La tirade 367 dénote donc de notre volonté de l'inciter à poursuivre, dans l'espoir de lui soutirer plus d'informations... Aussi, d'une manière générale, par rapport à cette question, il répond dans une vision d'évolution ou de recul :

368♣ \ c'est pas heu : / c'est pas un signe d'évolution en gros / la religion dans certains cas / arriver à > : / à faire cohabiter les Institutions heu : / la France est plutôt libérale \

Il ressort de l'étude de sa réponse, une compréhension de la question arrêtée sur la relation entre l'Etat (les Institutions) et la religion, mais en exclue la laïcité dans les premiers temps car il ne l'aborde que plus loin :

374♣ \ à moins que ce soit quelque chose de forcé heu / comme la loi sur laïcité dont on parlé / c'est heu :: / c'est quelque chose qui : / qui a été imposé /

Retenons que cette réponse (il bafoue) lui est soutirée après notre insistance, après donc une reformulation de la question, en la prolongeant et aussi en abordant les domaines clés de notre entretien, dans le but de mieux l'orienter.... En effet, notre entretien se voulait semi-directif :

371♣ *ben justement la laïcité heu : / a pour principe de : / [] fondamental de disso_ / enfin, de dissocier tout ça > / donc heu : / voilà / . / et penses-tu qu'il y ait heu, réelle assimilation ou intégration hein, selon le terme que tu veux, de toutes les provenances c'est-à-dire des immigrés devenus Français, dans un avenir proche ? /*

372♣ . . . / ce serait une intégration forcée, ça va passer par les lois / . je vois pas trop bien / je vois trop bien parce que ce serait faire évoluer les mentalités / je ne puis faire évoluer les mentalités c'est quelque chose de très dur / . / c'est difficile, c'est ::: / je ne sais pas ce que peux y répondre /

374♣ \ à moins que ce soit quelque chose de forcé heu / comme la loi sur laïcité dont on parlé / c'est heu :: / c'est quelque chose qui : / qui a été imposé /

376♣ donc heu : / si tu imposes quelque chose que tu veux aux gens > / ça ::: / et que finalement ils le prennent comme heu :: / comme quelque chose de naturel, je dirais que [] /

7. L'intégration et les cultures

7.1. Se vêtir

Etre en France, vivre en France, agir en France... Fds/2 pense que le fait que les Fim valorisent leur culture en France et (peuvent) y vivre (par elle et que par elle ?) fait porter un regard négatif sur eux. Pour ce faire, il prend l'exemple des Africains (nous supposons ici les Noirs, car nous avons remarqué sa distinction des Maghrébins...) et leurs différents modes de vie en France :

238♣ très souvent mal vu ! /

239♣ ☹ ? /

240♣ très souvent mal vu, heu : / ne serait que : / voir des : / des Africains heu :: / marcher sans la rue en djellaba ou avec des vêtements traditionnels \

Il nous révèle que ce regard négatif que portent les Fds sur les Fim est également juge. Parlant de ces Fds, Fds/2 les catégorise car il leur attribue un stéréotype :

242♣ \ heu : / très souvent ils sont dévisagés par / je veux dire des Français de souche, béret-baguette de pain \

Aussi, il emploie beaucoup l’adverbe de manière souvent et l’adverbe de degré très, qui vient appuyer l’adverbe de manière souvent, pour marquer la fréquence du jugement que portent les Fds sur les Fim :

238♣ très souvent mal vu ! /

240♣ très souvent mal vu, heu : / ne serait que : / voir des : / des Africains heu :: / marcher sans la rue en djellaba ou avec des vêtements traditionnels \

242♣ \ heu : / très souvent ils sont dévisagés par / je veux dire des Français de souche, béret-baguette de pain \

244♣ \ très souvent , ben enfin, pour prendre une image comme ça d’entrée / je disais que c’est souvent mal perçu . est-ce que ça provient toujours d’un problème de milieu social pour que ça > / . c’est souvent le signe d’une pauvreté intellectuelle de faire ce genre de discrimination mais bon ! / (...)

Après cela, il se pose la question de savoir si l’origine de ce jugement par le regard est lié au milieu social de l’individu, car il pense que cela dénote d’un manque d’instruction. Pour finir, il ne se reconnaît pas dans ce groupe d’individus qui portent des regards négatifs sur les autres (244). Et comme s’il était gêné (il était assez mal à l’aise sur certaines questions...), il rajoute comme pour se justifier quant à l’habillement des Fim, que de par son esprit d’ouverture cela ne le gêne pas (244) :

246♣ heu :: / moi ça me gêne pas . moi ça heu : / . une personne qui vit comme elle vivait dans son pays d’origine, tant qu’elle respecte certaines règles de l’Etat français \

244♣ (...) / j'ai du mal à répondre à ce genre de question parce que pour ma part je suis très ouvert /

Il découle de ce qui précède que pour Fds/2 en fait, le l'accent sur l'intégration est accentué sur le respect des lois de la nation française :

246♣ (...) / . une personne qui vit comme elle vivait dans son pays d'origine, tant qu'elle respecte certaines règles de l'Etat français \

248♣ \ des règles vestimentaires c'est pas quelque chose qui me préoccupe /

250♣ tu vois ? / je précise cet ordre-là parce que c'est marquant /

Eu égard à ceci, nous pouvons en déduire que Fds/2 demeure une personne ouverte, contrairement à la majorité des Français qui s'auto qualifient de Fds. Donc, bien que la vêtue traditionnelle dénote de l'appartenance à une communauté donnée et par conséquent demeure sectaire, cela ne le dérange nullement tant que ces derniers respectent les règles fondamentales du pays (Fds/2 en parle en terme de « certains » (246)).

7.2. S'alimenter

L'alimentation ne saurait rester en marge lorsque nous parlons des cultures en France. Effectivement, étant donné que le pays est imprégné de parfums exotiques que l'on en parle d'ailleurs également en terme de phénomène de mode. Ainsi, Fds/2 reconnaît faire partie de ces Français qui consomment exotique :

253♣ ☺ / non non / ça me convient . bon, une question culinaire, manges-tu exotique ? /

254♣ oui /

255♣ *je veux dire non français ? /*

256♣ oui /

La raison que Fds/2 nous donne pour justifier son ouverture culinaire, est nous disons, quelque peu étonnante, si bien que nous avons voulu en chercher la cause qui s'est avéré être celle de la monotonie alimentaire et celle de la soif de découverte justement aiguïée par son esprit d'ouverture :

260♣ parce que j'en ai marre de manger traditionnel ! / ☺ ☺ ☺ /

262♣ parce que heu : / manger français, je peux le faire très bien chez moi / enfin, c'est /. et puis, on / parce que c'est intéressant, c'est toujours intéressant de découvrir autre chose /

263♣ ☺ / *d'accord /*

264♣ c'est toujours ça / heu : / le fait que je sois ouvert /

Après cette confidence, il nous révèle quelque chose d'intéressant, nous disons même d'important car cela influencera notre conclusion de l'essai. Ainsi, il nous dit que cet esprit d'ouverture qu'il dit posséder n'est pas l'apanage de ses parents car ces derniers demeurent encore clos. Il s'avère donc que si lui a 30 ans, ses parents sont d'une autre génération et aussi, ils vivent presque à la campagne (ce qui implique peu de contact avec les étrangers...):

266♣ mais, tu prends mes parents, ils n'ont pas du tout cette attitude-là hein /

267♣ ☺ / *c'est encore la vieille garde ? /*

268♣ je ne sais pas / je sais même / peut-être un problème d'habitude ou un problème de : \

269♣ \ *génération aussi peut-être ?* /

270♣ \ . peut-être, peut-être . ou : / ou :: \

272♣ peut-être aussi par le fait qu'ils ne soient pas > / en ville . (...)

8. Les Français en France et dans l'Europe

Nous tenons à rappeler que ce qu nous entendons par « l'Europe » signifie en fait l'UE.

Fds/2 pour sa part voit l'avenir des Fim (qu'il confond encore avec les immigrés) en France de la même manière qu'il se présente aujourd'hui (294). Aussi, il y apporte une comparaison avec celui des Fds qu'il nomme lui, « Français » :

296♣ (...) / c'est pas parce qu'il a des cultures différentes qui vont arriver / des immigrés heu : / qui vont arriver, que ça va réellement changer le / l'état d'esprit des Français . peut-être que, hmm / ça sera intéressant dans l'avenir /

En réalité, la vision de Fds/2 sur l'avenir des Fim n'est pas très positive car il ne la considère pas vraiment changée. Dans cette perspective, il émet quand même une petite note d'espoir introduite par un « peut-être » (296).

On constate qu'il n'a pas tout à fait tort dans la mesure où la France, après des siècles d'immigration, connaît encore des problèmes d'inégalité. En effet, des faits discriminants sont toujours et encore constatés sur les Fim et leur descendance, beaucoup plus sur ceux de l'IP2 car on les considère non intégrables.... Pour la part de Fds/2, quant à sa manière de pensée d'une manière générale, on comprend qu'il parle des Fim/IP2 donc des « immigrés ». Il constate donc des inégalités sur les Fim sur plusieurs domaines de la vie (l'emploi, le logement...) :

310♣ ouais, ouais / parce que ça existe encore /

312♣ je pense qu'elle existe encore /

9. Egalités / inégalités

9.1. Barrières face à emploi et le logement

Des barrières constituant les inégalités, Fds/2 ne reconnaît pas en avoir déjà rencontrées, ni dans le logement, ni dans l'emploi. Si Fds/1 reconnaît y faire face à cause de plusieurs facteurs (Cf. entretien de Fds/1 : (206)), Fds/2 pour sa part considère que d'une part ce serait à cause de sa présentation physique (nous reconnaissons qu'il est ce qu'on appelle une *fashion victime*), mais après par sentiment de gêne, il s'avise et nous dit que c'est parce qu'il est relationnel :

314♣ non, non / non parce que je pense que c'est dû à **ma** > : / à ma présentation /

316♣ non, sans rigoler, parce que je suis d'un contact assez facile heu : / suis toujours un peu plus souriant quand je / suis toujours aimable /

Par ceci, on comprend que Fds/2 en voulant se rattraper nous a dit plaisanter mais il n'en est pas vrai car il reconnaît encore plus loin ne pas connaître de barrières sociales et toujours et justement à cause ou plutôt grâce à sa présentation physique (mais aussi toujours à son sens relationnel (322)) :

317♣ ☺ / *et dans les lieux publics, as-tu déjà eu des portes fermées heu : *

318♣ \ non, jamais ! / non /

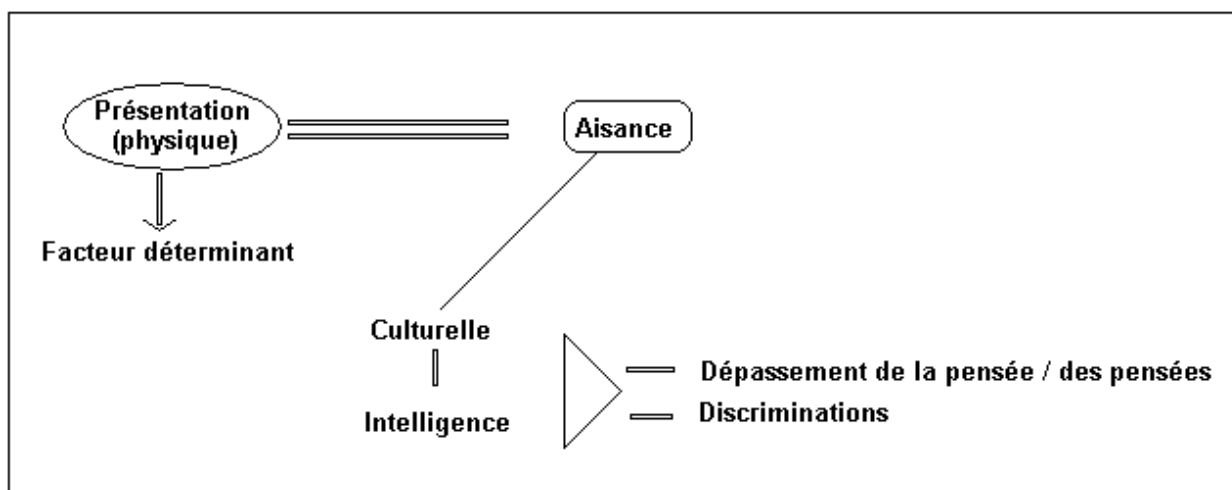
319♣ *jamais ? /*

320♣ mais ça c'est pareil, c'est dû encore une fois à ma présentation heu,

De tout ce qui précède, nous concluons que Fds/2 n'est pas victime des inégalités sociales ou de discriminations. Par contre il fait relever une inégalité socio-spatiale sur des individus vivant dans la précarité (Cf. aussi Fds/1 : (206)). Fds/2 parle ouvertement de ces discriminations, en faisant remarquer qu'elles sont également visuelles. En effet, il constate que la vêtue, du moins pour lui, peut être aussi discriminante :

334♣ (...) . et puis la discrimination prendra force / en plus tu as affaire à des gens qui eux, sont dans un milieu social plus aisé, qui ont sans doute une culture un peu plus **large** et une intelligence bien plus / bien plus établie et / et ils s'arrêtent pas à : / à ce genre de chose /

Afin de mieux cerner la pensée de Fds/2, nous l'avons schématisée et elle se présente comme suit :



Il en découle_ étant donné que Fds/2 fait allusion plus d'une fois à notre personne que nous en déduisons selon son schéma qu'il ne nous considère pas comme une « étrangère », dicté par ses sentiments et impressions à notre égard :

334♣ je pense que toi tu es quelqu'un d'établi heu : / je pense que ça se voit > / ça se voit sur toi parce que la présentation fait que justement tu as une certaine aisance / .. et puis la discrimination prendra force / en plus tu as affaire à des gens qui eux, sont dans un milieu social plus aisé, qui ont sans doute une culture un peu plus **large** et une intelligence bien plus / bien plus établie et / et ils s'arrêtent pas à : / à ce genre de chose /

24♣ (...) / toi justement tu heu : / ☺ / tu pourrais très bien être Française et que : / c'est seulement **ta** > : / ta carte d'identité qui n'est pas :: / de nationalité française, mais heu : / j'ai l'impression que tu te considères heu : / comme Française, appartenant à : / au peuple Français > et faisant partie du peuple Français /

9.2. La devise française

Note :

Depuis la Révolution française, l'Etat prône la liberté, l'égalité et la fraternité pour tous. Mais, cette devise _ qui est le symbole de la Nation est arborée sur les frontons des mairies_ est aujourd'hui au milieu des débats de tous genres, car le pays fait face à plusieurs crises qui n'existaient alors pas lors de la création de la Nation. En effet, avant les deux grandes périodes de l'immigration que nous avons répertoriées_ et surtout la seconde, les Français étaient constitués d'individus disons semblables, Européens d'origine (les autres étaient très faiblement représentés). Mais de nos jours, suite à ces différentes vagues d'immigration, peut être Français quiconque de n'importe quelle provenance du monde... Il s'avère donc que la notion de la devise nationale est remise en question du fait qu'elle ne soit plus applicable sur tous les Français. Ainsi, dans la perspective d'aboutissement de notre essai, dans notre idée générale, nous avons introduit cette question sur la devise française, dans le but de savoir si dans les esprits ou mentalités, des pas positifs commencent à se faire ou s'ils sont déjà effectués, pour intégrer toutes les provenances devenues françaises aujourd'hui. Par conséquent, ladite question nous permettra également de jauger de la conscience des individus pour voir si une idée de création d'une nouvelle identité prend forme ; donc s'il y a nette évolution et si cela s'avère, nous voudrions savoir dans quelles zones géographiques et pourquoi dans telles zones plutôt que d'autres...

Fds/2 ne pense pas que la devise française soit en application sur tous les Français (350) car pour

lui, il existe encore une idée d'inégalité sociale qui emprisonne la liberté des Fim et qui conduit même jusqu'à la hiérarchisation sociale (352). Ainsi, il pense que cette inégalité se trouvant dans la devise nationale n'est pas seulement inégalité envers les Fim mais également sur les Fds, car on ne peut pas parler d'égalité ni d'ailleurs de fraternité. Pour lui finalement cette devise n'est qu'un relent patriotique car elle renferme beaucoup trop de différences :

354♣ libres, même égaux ! / égaux, normalement devant la loi, devant le : / tout le monde a les mêmes heu : / tenues d'ouvriers / . . / ça je pense que ça sert et heu : / fraternité, est-ce que tous les Français sont frères ? / . . parce que heu : / mais ça c'est pareil . si tu prends / si tu prends heu : / deux Français qui souffrent, je ne sais pas si : / c'est presque fou / . . . / l'idée de fraternité de toute façon n'est pas une idée de cohésion, une idée patriotique en fait heu : / qui fait ressentir le sentiment national . enfin, l'idée est là / . . . la liberté ? / normalement, tout le monde à la même liberté également en France / après il faut voir comment on décrit le mot liberté . est-ce que c'est heu : / liberté d'accession à l'emploi ? / liberté de : / liberté de déplacement, oui, heu : / après parler de liberté d'accession à l'emploi se porte à : / toujours / . c'est qu'à chaque fois il y a une autre personne en face, pour savoir comment le : / l'individu qui est en face d'une personne immigrée doit réagir / tu vois ? /

356♣ ben tu vois, la définition est difficile sur ton heu : / avoir un jugement heu : / donné là-dessus heu : / [] . ça dépend tellement des cas / voilà /

9.3. L'égalité des Français dans l'avenir en France et en Europe

Fds/2 face à la devise française nous a démontré que celle-ci n'existait que par relent patriotique, donc en déduit que le peuple français est inégal : inégalité de la part des Fds sur les Fim, et inégalité des Fds sur les Fds aussi. Vu comme suit, il ne prédit pas un bel avenir égal pour les Français (370).

10. Différences

Il est formel que Fds/2 ne se reconnaît pas dans le groupe des Fim car il ne possède pas la même culture qu'eux (et il parle souvent du groupe Fim en terme d'adjectifs possessifs, le laissant en dehors de ce cercle ; exemple (42)) :

338♣ est-ce que je suis différent des Français issus de l'immigration ? /
culturellement oui /

La première partie de sa réponse se terminant par un point d'interrogation est en fait une question écho dans sa réflexion. Il ne pense donc pas posséder une culture dite immigrée du fait que ces cultures sont encore selon lui, beaucoup trop proches de leur(s) source(s) (origine(s) étrangère(s)). Les différentes parties de la conversation nous en disent plus :

340♣ je pense que j'ai pas leur culture / j'ai pas leur culture parce que, eux, ben : /
. ils sont issus de l'immigration donc la génération qui :: / qui venait avant eux
était au pays comme on dit \

342♣ \ et peut-être / je pense que ces personnes-là vivent encore avec beaucoup
de : / avec une culture différente, peut-être un mode de vie un peu différent, mais
qui est bien / bien adapté à > : / au / au mode de vie français /

343♣ ☺ / d'accord \

344♣ \ je pense que de ce point de vue-là, culturellement je suis différent .
mentalement ben peut-être aussi, puisque je pense que leurs parents ont eu des
difficultés que n'ont pas eu les miens / ben oui, ils ont peut-être heu : / ils ont
peut-être une certaine appréhension heu :: / vis-à-vis des comportements des gens
qu'ils ont rencontrés ou des mentalités qu'ils ont rencontrées / ... heu :: / peut-
être que justement il y a une petite heu / peut-être qu'ils déplorent / ils déplorent
que des personnes immigrées fassent heu : / ça peut être un problème de couleur,

| un problème justement de heu : / [] / de culture ou :: / ouais, simplement là /

Ainsi, cette différence existante entre lui et les Fim se situe au niveau culturel et par conséquent atteint la mentalité, la couleur de peau et le niveau de vie d'une manière générale. Nous pouvons aussi dire qu'on décèle beaucoup d'hésitation dans les propos cités ci-dessus. Cela peut-être expliqué par le fait que Fds/2 était soudain mal à l'aise car il se rendait compte ou plutôt pensait qu'il ne pouvait pas s'exprimer de manière franche étant donnée que nous, en face de lui, avons la peau foncée. Donc, conscient de cette différence de peau, nous avons compris qu'il choisissait minutieusement ses réponses, afin d'éviter de nous heurter. Nous en avons pensée à la fin de l'entretien si ses réponses auraient été les mêmes, face à un individu de la même couleur de peau que lui...

Donc en ce qui concerne notre volonté de savoir si lui, se sentait différent des Fim, nous n'avons pas été étonnée de sa réponse faite avec une certaine hésitation. Bien qu'ambiguë au départ, celle-ci se solde à la fin par une affirmation car, il apparaît clairement que pour Fds/2 la couleur de peau est un facteur de différenciation :

| 346♣ ... / ben, je ne sais pas / je / enfin, heu : / qu'est-ce qu'on peut dire ? / . / face à eux, est-ce que je / est-ce que je peux [] / heu ::: / éprouver une gêne ou ::: \

| 347♣ *je ne sais pas* > / *comment te sens-tu* / *tu te sens bien ou mal à l'aise ?* / *oui c'est ça, oui* / ☺ ? /

| 348♣ ☺ / j'allais dire indifférent, mais dans le sens où heu : / même si c'est ma > : / ben y a un Français pure souche en face de moi, ben je serais différent / une personne que je croise, alors si c'est / si c'est quelqu'un qui heu / heu : / donc heu : / dont on connaît l'origine simplement en le regardant, ben oui, ben [] /

11. L'Union Européenne

11.1. La place de la France dans l'Union Européenne

L'UE apporte beaucoup de changements à l'intérieur de l'union elle-même d'abord, puis dans chaque Etat-membre. La France qui est déjà un pays multiculturel, doit par conséquent gérer ses problèmes qui trouvent leur source justement dans cette diversité culturelle. Ainsi, la question que l'on se pose souvent face à cette diversité est celle de savoir si ce pays va trouver sa place au sein de cette immense organisation. Fds/2 pour sa part pense plutôt que oui mais cette volonté serait plutôt à un besoin de différenciation. Mais on constate aussi quelques notes de fatalisme dans ses propos, faisant alors penser que l'heure est à un mélange culturel. D'ailleurs cela semble être inscrit de manière globale dans sa mentalité, car la France doit, pour lui, porter son sacerdoce :

382♣ ... / ouais je pense / je pense parce que heu : : // de toute façon heu / heu / l'élargissement européen > permet heu : / l'arrivée > : / un arrivage de / de / de cultures diverses /

384♣ c'est justement heu / ce qu'on > : / que certains cherchent avec l'intégration de la Turquie, parce que heu :: / c'est / c'est quelque chose de complètement différent / c'est complètement différent /

386♣ \ de / de ce point de vue là heu : : : / la France est impliquée / la France a son sacerdoce /

11.2. L'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union européenne

L'analyse des propos de Fds/2 sur l'avenir de la France avec ses Fim, nous fait comprendre que ces derniers ne semblent être pas entièrement prêt à être intégrés, selon lui. Autrement dit, il dénonce les mentalités des Fds qui sont encore fermées au sujet des Fim. Aussi, lorsqu'il parle Fim, Fds/2 ne fait allusion qu'aux Fim/IP2 originaire du grand sud, qu'il appelle encore

« immigrés » ou « étrangers ». Malgré aussi le fait qu'il ait noté dans le tableau des noms patronymiques, les noms à consonance européenne par 0 ou par une autre note proche de 0, il ne parle pas des Fim/IP1 ou 2 en terme « d'étrangers » ou « immigrés ». En somme, la question sur l'avenir des Fim dans l'UE lui paraît d'abord floue mais après une explication de notre part, suivie de quelques moments de silence (387 à 397), il nous donne finalement une réponse ambiguë se trompant aussi sur le choix des termes :

398♣ (...) / l'arrivée des heu / d'immigrés en France va peut-être permettre à / à des Français qu'ils soient justement issus de l'immigration ou pas / . / d'aller ben ailleurs / d'aller ben dans tous les pays européens . (...)

La suite de cette bribe de conversation nous fait mieux comprendre que Fds/2 n'associe pas les Fim à proprement dire en France car il les voit toujours comme des individus qui **arrivent** seulement en France. Or notre question ne pouvait pas être plus claire vu que nous lui avions parlé des **nouveaux Français** et expliqué ce que cela voulait dire...

Nous pouvons en conclure que pour Fds/2, l'UE constitue quelque chose de positif pour les Fim qui se voient ainsi offrir plus de liberté (culturelle, individuelle...). Ainsi, le mélange culturel observé en France se répandrait dans toute l'Europe...

FICHE N° 3

(Mercredi 28 juin 2006)

CODIFICATION : Fds/3

NOM, PRENOM, AGE : Cyrille D., 35 ans.

ANONYMAT : Non

LIEU: Le Grand Quevilly (76120)

HEURE DU DEBUT: 14H50

HEURE DE FIN: 15H20

DUREE TOTALE: 30 min

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui, ++ -

DEROULEMENT: ++-

ELOCUTION: Moyenne, +-

DIFFICULTES: Débuts quelques peu difficiles ++

REMARQUES: Interview moyenne car dégradée par la timidité de Fds/4 tout le long de l'entretien. Heureusement que l'entretien s'est déroulé de manière générale, dans de bonnes conditions matérielles...

1. Les marquages d'identité lié au topo et source identitaire

2. La description du phénotype français

3. La représentation du nom patronymique français en l'occurrence...

3.1. Les noms du tableau

3.2. Auto jugement du nom patronymique

3.3. Le nom patronymique face à l'emploi

4. Evaluation identitaire

5. Jugement et évaluation des cultures

5.1. La culture française

5.2. Les cultures immigrées

6. Les cultures

6.1. L'intégration des cultures

6.2. Le brassage des cultures

6.3. La valorisation culturelle

7. Les Français en France et dans l'Europe

8. Egalités / inégalités

9. Différences

Note avant propos

Bien que Fds/3 fut disposé à cet entretien, nous avons par souci de le ménager, de simplifier ses questions au fil de l'entretien. Aussi, il avait de manière générale du mal avec quelques questions, d'où nous avons cru nécessaire d'en sauter d'autres, étant donné qu'il n'y en avait pas de réponse déjà lors de notre pré-enquête... Ainsi, nous constatons l'absence des questions sur la religion et la laïcité. Malgré ces difficultés de départ nous nous sommes résolue de transcrire et d'analyser son entretien.

1. Les marquages d'identité lié au topo et source identitaire

A 35 ans, au moment de notre entretien, Cyrille (désormais Fds/3) est professeur de mathématique dans un collège, dans l'agglomération Rouennaise. Né en France dans le Lot-et-Garonne, à Nérac (8 et 10), il reconnaît n'être lié au sol français que par sa mère :

18♣ heu, ma mère est Française /

20♣ géniteur Américain > / . mais > j'ai toujours vécu, grandi en > : / en France
hein /

Il parle de son père en terme de « géniteur » par ce qu'il a toujours vécu avec sa mère car il ne le connaît pas. Ainsi, pour appuyer son appartenance à la France, il insiste sur le fait qu'il y a toujours vécu. A notre insistance, lorsque pour confirmer cette appartenance, nous lui avons posé la question de savoir s'il est Français, il nous a répondu par une suite d'affirmation, comme pour marquer une évidence (22). Ceci nous fait conclure, en disant que Fds/3 est indéniablement Français, un « vrai » Fds (41 et 42). Son appartenance à cette identité est doublement liée car il s'agit d'abord du topo et ensuite de la filiation (par sa mère). Ce lien qui fait de lui un « vrai » Fds par filiation est connu depuis au moins trois générations, et si nous disons « au moins », c'est parce qu'il émet une supposition car il ne semble pas y être au courant plus que cela... :

41♣ \ *tu te considères comme un Français de souche ?* /

42♣ heu ::: / oui ! /

43♣ *c'est parce que ta mère est Française ?* /

44♣ ma mère l'est >, mes grands-parents > l'étaient > / avant aussi je crois /
donc . /

2. La description du phénotype français

Fds/3 ne reconnaît pas de description du Français par des critères prédéfinis ou stéréotypes (28 et 30). Ainsi, sa définition du Français est toute simple car seulement en rapport à la nationalité française :

31♣ *non ? / d'accord . mais pour toi donc, qu'est-ce qu'un Français ?* /

32♣ . un citoyen de nationalité française /

Etant donné le fait qu'il use du terme « citoyen », nous en avons profité pour pousser plus loin la question, pour savoir s'il pensait qu'un Fim était un citoyen Français à part entière. Sa réponse est donnée de manière positive, sans nous surprendre donc (34). Cependant, voulant connaître ses impressions sur les Fim, il demeure coi (35 et 36) ; et à notre insistance, il finit par nous donner une réponse que nous jugeons plutôt encourageante pour les Fim. En effet, ne donnant pas de signe d'ouverture d'une manière générale, nous nous rendons compte qu'il en a finalement quelque part... Il s'avère qu'à ce même genre de question, Fds/2 paradoxalement qui se dit ouvert, y a émis une vision contradictoire, c'est-à-dire, en parlant déjà des Fim en tant qu'étrangers et immigrés, il les écarte du groupe des Français. Enfin, Fds/3 définit le citoyen Français par rapport à sa nationalité, écartant toutes les différences pouvant les toucher, du moins les discriminations visibles qui s'annoncent dans le « groupe » des Fim, car il ne pense pas être

différent d'eux (38).

3. La représentation du nom patronymique français en l'occurrence

3.1. Les noms du tableau

Concernant la notation des noms patronymiques du tableau que nous avons dessiné, nous pouvons dire que la manière de noter de Fds/3 diffère de celle de Fds/2 par exemple. En effet, on constate chez lui deux notes seulement : 0 et 5 car il n'a pas mis de note intermédiaire. Ceci dit, nous pouvons en déduire qu'il considère deux types de noms patronymiques en France : ceux qui indubitablement représentent la France et d'autre part, ceux qui ne la représentent pas, donc qui sont étrangers. Aussi, il nous semble, analysant sa façon de noter, que Fds/3 note ces noms de manière arbitraire car, cela s'est fait soit du fait de leur notoriété publique (artiste, politicien...), soit également parce que tout le monde sait que *Dupond* par exemple est un nom français. Par contre, nous ne pouvons dire s'il possède quelque connaissance des noms régionaux à l'instar ici de *Peznec* qui est un nom breton, et de *Fux* et *Muller* qui sont des noms venant de l'Alsace-Lorraine, car il les note tous d'un 0. Quant à *Elie*, on peut en convenir comme d'un nom juif mais nous connaissons pour notre part des individus qui se disent Fds, portant ce nom avec quelques variantes : *Hélye*, *Héli*, *Hélie*...etc.

Somme toute, tous les noms européens et du grand sud qui figurent dans notre tableau ont eu 0, donc sont pour Fds/3 des noms purement étrangers. Mais ce qui nous paraît étonnant ici c'est *Mohammed* qui est noté 5. En effet, ici, il dépasse Fds/2 dans la notation de ce nom car Fds/2 pour sa part, lui avait attribué un 4. Si donc on se fie à la notation de Fds/3 et de Fds/2 concernant *Mohammed*, on peut en conclure que ce nom est intégré dans la mentalité française. Aussi, la manière globale de noter de Fds/3 quant à ce nom, ne dénote pas d'une grande acceptation à ce niveau...

Le tableau résumé regroupant toutes ces notes donne la suivante :

Notes	Les noms patronymiques
0	Sayad / Bantsimba / Moussoki / Peznec / Thran / Patanayos / Fux / Muller / Butler / Elie / Cortès
1	-
2	-
3	-
4	-
5	Dupond / Aznavour / Henri / Mohammed / Sarkozy / Santini / Sanchez

3.2. Autojugement du nom patronymique

Voulant savoir si Fds/3 considérait son nom patronymique comme représentant la France actuelle, il nous répond dans la négation, vu qu'il n'a pas à donner de leçon aux autres (126). Mais il reconnaît sans aucun doute que son nom, même qu'il n'est pas représentatif de la France actuelle, demeure français :

128♣ donc heu : / heu, non, j'ai un nom français parmi d'autres et puis :: \

130♣ donc ça me / ça me passe voilà / j'ai pas > \

132♣ pas de doute là-dessus /

3.3. Le nom patronymique face à l'emploi

Ayant reconnu que son nom patronymique est typiquement français, Fds/3 reconnaît également ne pas connaître de barrière sur le marché de l'emploi (134). Nous pensons comme lui que c'est du fait de sa possession de l'identité française d'une part et de l'autre, parce qu'il est fonctionnaire. Cependant, il nous évoque que lui certes n'en connaît pas, mais d'autres par contre dans le privé certainement (36), et aussi ceux qui ont des noms à consonance étrangère rencontrent des difficultés face à l'emploi :

138♣ mais malheureusement heu, on a vu des cas oui, où ça posait des difficultés pour des candidats dont les noms avaient été de consonance d'origine étrangère /

4. Evaluation identitaire

Vu que Fds/3 est né Français et l'est du fait d'un héritage d'au moins deux générations et plus, il nous dit ne rien ressentir de particulier par rapport à son identité (46). Cette question sur le ressenti de son identité a été accueillie reconnaissons le, avec un certain étonnement car, il a marqué quelque moment de silence avant de nous donner sa réponse qui est plutôt disons, réfléchie...

5. Jugement et évaluation des cultures

5.1. La culture française

Lorsque nous avons posé à Fds/3 la question de savoir ce qu'était sa pensée sur la culture française, il nous a d'abord demandé plus de précision (48). Après quelques précisions, malheureusement suivies d'une non réponse, et après une autre explication lui annonçant quelques pistes d'orientation, il nous a finalement répondu disant qu'il n'y avait pas d'opinion dessus (51 à 54).

Reprenons alors presque totalement en main les rennes de cet entretien se voulant semi-directif, dans le souci de le faire parler, nous n'avons hélas pas trop réussi à nous donner plus d'information sur le sujet. De manière générale en effet, Fds/3 est resté vague (55 à 58). Ce qui nous est apparu de ces moments, c'est une non maîtrise du sujet de sa part, et il semble s'embrouiller lui-même dans sa pensée, comme s'il était perdu (59 et 60). Du fait que nous le remettions sur la piste le fait tilter et c'est ainsi que nous avons enfin une réponse, par rapport à la mixité :

64♣ heu ::: / pffft . peut-être heu [] / là je sais pas du fait de la mixité, de / de / de là : / les stéréos_ / enfin, les / les cultures diverses, enfin, je pense que \

Nous en concluons de manière globale, que Fds/3 n'a pas d'idée particulière sur la culture française et cela ne lui a jamais traversé l'esprit apparemment.

5.2. Les cultures immigrées

Tout comme sur la culture française, Fds/3 ici n'émet tout d'abord pas d'idée sur les cultures dites immigrées (73). Après lui avoir reformulé la question non sans quelques explications, il a fini par nous répondre en rapport avec la musique et admet son manque d'information à ce sujet :

72♣ (...) / enfin, on pense musique actuelle, le rap, heu / je pense que c'est d'origine américaine, d'ailleurs en partie, donc heu : /

74♣ là heu ::: / pfft ! / .. non, je n'ai pas assez de recul sur la / je ne me sens pas attiré sur le genre musical > du rap, c'est / ça m'évoque pas grand-chose, mais peut-être c'est : / heu : / de ma part aussi heu / . enfin, le / l'aspect musical ne m'attire pas vers heu, le : \

Il s'avère donc que pour Fds/3, les cultures dites immigrées se limitent au rap (d'origine américaine) et il considère d'ailleurs cela comme un phénomène de mode (76). Nous pouvons en déduire qu'ici, Fds/3 n'a pas plus d'informations à nous communiquer...

6. Les cultures

6.1. L'intégration des cultures

L'intégration culturelle chez Fds/3 semble se traduire dans l'alimentation uniquement. En effet, à la question de savoir s'il mangeait exotique, il nous a répondu par l'affirmation, puis il en rajoute la fréquence. Cependant, ses propos révélant une consommation « italienne » (116) il réfléchit sur sa consommation exotique, passant en revue ce qu'il en connaît :

118♣ heu, quoi d'autre heu : / un kebab de temps en temps /

119♣ ☺ / *donc, oui !* /

120♣ voilà /

121♣ *ben voilà ! on a trouvé une petite ouverture* / ☺ /

122♣ ben > heu, le couscous / il m'est arrivé d'en manger . / j'ai un très bon ami
qui > fait ça très bien, de toute façon /

C'est comme le dit la tirade 121, on dénote une ouverture dans la mentalité culinaire chez Fds/3.

6.2. Le brassage des cultures

Fds/3 ne s'identifie pas à un devin car il reconnaît ne reconnaître pas jouer les Cassandre pour savoir s'il y aura brassage des cultures en France ou pas, dans la perspective d'une unicité culturelle (78 et 80). Nous considérons cette méconnaissance de Fds/3, qui n'en est pas une à vrai dire. Mais du moins, cette non visée de l'avenir concernant les cultures comme la suite de ce qui a été dit ci-avant, constituait l'avant-pas de ce point. Ici aussi Fds/3 semble être dans une confusion des idées (82 à 84).

Note

La lecture des tirades allant de 78 à 88 met en évidence le fait de notre insistance qui s'avère en vérité nulle. Effectivement, nous nous sommes rendue compte lors de la transcription de l'entretien, qu'il n'aurait pas fallu insister sur ces points. Mais « la question culturelle » étant importante dans notre étude, nous y avons pensé *in situ* et fort heureusement pour nous, la suite a été fluctueuse.

Il s'avère qu'après notre insistance donc que Fds/3 pense finalement que les cultures multiples favorisent des rencontres. Par contre pour y arriver des efforts doivent être fournis. Pour en

parler, il emploie le pronom personnel pluriel **nous**, pour désigner les Fds, groupe auquel il s'identifie lui-même :

88♣ (...), **nous** devons faire un effort pour aller vers cet_ / cette culture-là, (...)

Mais le mélange ou plutôt le partage des cultures **Fds < > Fim** va dans un sens et va-et-vient selon lui, afin de créer un dialogue intercommunautaire :

90♣ dans les deux sens, voilà ! / pour que les communautés > s'ouvrent / voilà donc pour qu'elles s'ouvrent, peut-être un peu plus qu'elles ne le sont . / c'est peut-être un problème général politique /

92♣ et des / des lieux communs pour heu, développer un peu, élargir les mentalités, donc que les lieux de vie soient > réellement > : / qu'il n'y ait pas de cloisonnement comme on le voit actuellement /

Nous en venons à constater ici que, tout comme Fds/1 et Fds/2, Fds/3 nous parle des **mentalités**. Celles-ci en effet semblent à la fin demeurer un facteur déterminant d'une ouverture dénotant alors une évolution des uns vers les autres. Ainsi, malgré une nette transcendance des mentalités, il n'en demeure pas moins que Fds/3 considère ce fait comme étant encore insuffisant (94). Cette insuffisance caractérise pour lui, un manque d'ouverture et c'est pourquoi on peut encore constater des crises diverses qui traversent le pays, à l'instar de celles des nos banlieues :

94♣ ce n'est pas assez, non / c'est certainement pas assez . / on voit bien, enfin / peut-être à travers les problèmes des / dits de banlieues, qu'on voit actuellement _ / y a des crises de toute façon hein . /

6.3. La valorisation culturelle

Fds/3 concernant la question de savoir s'il considère qu'il existe une hiérarchisation culturelle en France avec une dominance de la culture française, nous répond par rapport à l'ouverture et par rapport aux échanges existants entre différentes cultures (96). Par la suite, après notre insistance par souci de direction, il conserve le silence (100 et 104) mais finit par nous donner une réponse positive. La partie de la conversation suivante vient à point nommé nous informer de la situation :

105♣ . *par exemple toi, tu te sens Français, tu te dis que « je suis Français et par rapport au-dessus des autres cultures, la mienne est au-dessus ? » /*

106♣ ouais > .. /

107♣ *tu ne sais pas ? /*

108♣ non non, là je ne sais pas, il faudrait que je les : / moi / moi-même qu je les connaisse pour dire . \

109♣ \ *donc si je comprends bien *

110♣ \ mais >: / cette culture est : / est faite que si elle est partagée aussi, hein /

111♣ *d'accord /*

112♣ \ si on \

113♣ \ *tu n'as pas une ouverture par rapport à ces cultures-là donc ? /*

114♣ voilà, pas > : / pas suffisamment non / pas assez > : / pas assez /

Il en découle que sur la question culturelle, Fds/3 reconnaît, de manière générale, sa

méconnaissance dans ce domaine. Cette méconnaissance nous est révélée par des silences fréquents mais également par des réponses courtes et parfois même par des hors sujets.

7. Les Français en France et dans l'Europe

Fds/3 quant à savoir si un jour en France, dans un avenir proche, qu'il soit possible que toutes les provenances issues d'ailleurs soient intégrées, il nous répond par une note positive (156). Il croit aussi à une unicité pour tous, signe, disons, d'une certaine perfection, c'est-à-dire, d'une intégration accomplie (158). Ainsi, il demeure positif dans l'ensemble car il croit que cette France d'ailleurs multiculturelle et en pleine croissance, trouvera sa place dans l'UE, parce qu'il considère le multiculturalisme plutôt comme une richesse pour le pays :

160♣ . ben oui / c'est sa principale richesse; c'est comme ça qu'une nation arrive à se développer, par l'enrichissement heu \

162♣ voilà, des apports divers /

8. Egalités / inégalités

Des inégalités, Fds/3 ne reconnaît pas en avoir ni dans l'emploi, ni dans le logement, ni dans les endroits publics (130, 140 et 142). Aussi, il conserve la foi quant à l'application de la devise française sur le peuple Français (150). Ainsi, pour lui qui est enseignant, l'école publique constitue un facteur idéal d'intégration, subséquemment c'est une Institution égale (152). Finalement, il pense que la source de l'individu ne doit pas être prétextée pour justifier les discriminations. En effet, ce qu'il faut regarder socialement c'est l'éducation et le milieu de vie de l'individu avant tout. Sur ce point, Fds/3 rejoint Christian Jelen qui parle de l'importance de l'école et de la famille dans la création de la personnalité de l'individu.

9. Différences

Fds/3 relève une différence entre lui et les Fim, du moins, ceux qu'il connaît (146). Cette différence se situe au niveau de vie socioprofessionnelle (148).

FICHE N° 4

(Mardi 16 juin 2008)

CODIFICATION : Fds/4

NOM, PRENOM, AGE : John K., 25 ans.

ANONYMAT : Non

LIEU: Saint Etienne du Rouvray (76380)

HEURE DU DEBUT: 14H00

HEURE DE FIN: 14H32

DUREE TOTALE: 32 min

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui, ++ +

DEROULEMENT: +++

ELOCUTION: Bonne, +++

DIFFICULTES: ---

REMARQUES: Très bonne interview sans une quelconque interruption...

1. Les marquages identitaires

1.1. Marquage d'identité

1.2. Source identitaire

2. La description du phénotype français

2.1. Les stéréotypes

2.2. La définition du Français

3. La représentation du nom patronymique français en l'occurrence

3.1. Les noms du tableau

3.2. Auto jugement du nom patronymique

3.3. Le nom patronymique face à l'emploi

4 . Acceptation, jugement et évaluation

4.1. L'acceptation

4.2. Jugement et l'évaluation

4.2.1. Evaluation identitaire

4.2.2. Jugement et évaluation des cultures

4.2.2.1. La culture française

4.2.2.2. Les cultures immigrées

4.2.2.3. L'intégration des cultures en vue d'une unicité culturelle

4.2.2.4. Les cultures en situation

4.2.2.5. La dominance culturelle

5. La laïcité

6. L'intégration

6.1. L'école et la famille

6.2. L'intégration des cultures

6.3. L'intégration des Fim dans l'Europe

7. Egalités / inégalités

7.1. Barrières face à l'emploi et au logement

7.2. La devise française

7.3. Autres

8. Différences

9. L'Union Européenne

9.1. La place de la France dans l'union européenne

9.2. L'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union

1. Les marquages identitaires

1.1. Marquage d'identité lié au topo

A 25 ans, John (désormais Fds/4) est doctorant en Informatique depuis 3 ans (6). Il dit être né à Vernon dans l'Eure, en Normandie donc en France (4). Il reconnaît être Français (12). Nous en concluons au prime abord que l'identité française de Fds/4 est liée au topo étant donné sa naissance sur le territoire français.

1.2. Source identitaire

Bien que se reconnaissant Français par rapport au topo, nous constatons que Fds/4 peut également s'y reconnaître du fait d'héritage parental, car il jouit en effet du *jus sanguinis*. Ses deux parents sont donc nés Français. Mais, il nous informe que sa source identitaire certes simplifiée par l'identité finale de ses parents, c'est-à-dire l'identité française, est bien plus diversifiée. En effet, 3 de ses 4 grands-parents sont d'origine étrangère. Il ne nous parle pas exactement desquels il s'agit dans ces multiples identités... Ce qui est certain qu'il reste Européen car il parle même d'appartenance à ce continent, partant des origines étrangères de ses grands-parents :

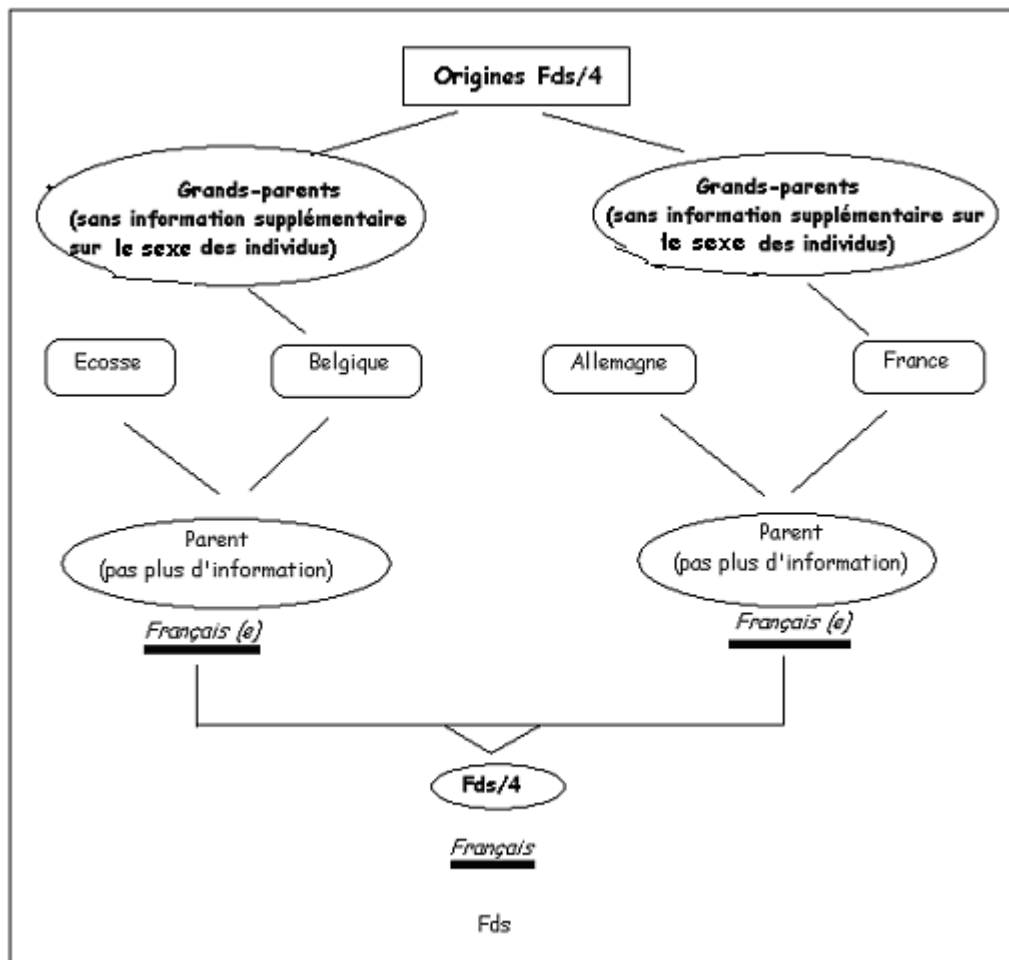
8♣ j'ai des origines sûrement européennes, au sens où heu / donc une partie de ma famille est originaire d'Ecosse, une autre partie est originaire de Belgique, une faible > partie originaire d'Allemagne et enfin le reste de ma partie est originaire du Nord de la France /

9♣ d'accord / donc, tes parents, concrètement, ils viennent d'où ? /

10♣ mes parents heu > / mes origines que j'ai évoquées sont heu > : / sont au niveau de mes grands-parents / mes deux parents étant nés et ayant toujours vécu en région parisienne /

Pour tenter de comprendre comment Fds/4 se considère Fds vu sa source identitaire, en

l'occurrence les identités sources de trois de ses grands-parents, nous avons schématisé ses racines. Ce qui nous donne la suivante :



Il en découle que les parents de Fds/4 sont Français, l'un des deux ayant son père ou sa mère d'origine Française, jouit donc d'un double héritage, à savoir le *jus soli* et le *jus sanguinis*. L'autre est Français certainement par héritage, des suites de naturalisation d'au moins un de ses parents, mais donc également par le *jus sanguinis*. Il bénéficie aussi du *jus soli* vu qu'il est né en France. Il apparaît clairement que Fds/4 se déclare Fds au su des informations relatives à ses parents et non pas ses grands-parents, vu que leurs origines étrangères demeurent trop proches...

2. La description du phénotype français

2.1. Les stéréotypes

Pour Fds/4, un Français est défini selon des stéréotypes. Cependant, il pense qu'ils évoluent conséquemment :

14♣ ... mmm / . d'une certaine manière > heu, oui / mais ces stéréotypes **ont** > je pense fortement bougé et heu / heu :: / depuis que > / depuis que je suis né, je suis moi-même / j'ai constaté un petit peu l'évolution de certaines pensées par rapport à ces stéréotypes /

L'adverbe *fortement* qu'il emploie pour parler de cette évolution des stéréotypes s'avère double, c'est-à-dire, impliquant et le stéréotype et la pensée qu'on a de ces stéréotypes. Donc il apparaît que cet adverbe marque l'importance des stéréotypes.

2.2. La définition du Français

Lorsque nous considérons la définition que nous donne Fds/4 de l'être français, nous comprenons pourquoi il se positionne comme Fds. Effectivement, on décèle chez lui une simplicité qui se traduit ici par une acceptation suivie d'une considération du Français, comme l'étant par le simple fait déjà et seulement de naître et de grandir en France (16). C'est ainsi qu'il pense qu'un Fim est un citoyen Français à part entière (18), et qu'il *n'en pense pas plus que les autres* : nous citons (22).

Commentaire

Fds/4 apparaît comme un individu ouvert, donc avec une mentalité évoluée. Cela est sans doute dû au fait qu'il vit des relations « inter raciales » et par conséquent, entre en contact de manière permanente avec des cultures autres que celles de son lieu de vie première. Aussi, même s'il possède des à priori sur des individus autres que les Fds, il semble en tous cas ne pas en montrer des signes. Nous en concluons que Fds/4 «transidentitaire».

3. La représentation du nom patronymique français en l'occurrence

3.1. Les noms du tableau

Il apparaît que Fds/4 vient après Fds/5 dans le nombre de nom patronymique noté 5, inscrits dans le tableau. En effet, si Fds/5 en a inscrit 5, Fds/4 lui en a mis 4. Aussi, si *Peznec* et *Muller* sont pour lui des noms français représentatifs de la France réelle actuelle, il demeure qu'il est l'un des rares à les considérer ensembles. Pour sa part, Fds/5 y a inscrit *Peznec*, mais Fds/4 est le seul de tous, Fds et Fim confondus, à y inscrire *Muller*. Par contre il attribue à *Butler* et à *Fux* un 0, les excluant carrément du reste du groupe. Par cette note, il apparaît quelque peu obtus alors qu'il se dit ouvert et apparaît comme « pro européen ». Nous sommes donc quelque peu étonnée qu'il note ainsi des noms européens et pas africains par exemple. Mais l'impression générale qui nous arrive est celle d'une méconnaissance des origines du nom patronymiques _ même si partielle. Il nous semble donc qu'il note les noms, certes pas de manière arbitraire mais avec beaucoup de doute ; et surtout qu'il essaie de conserver son esprit d'ouverture, car c'est comme il le dit lui-même : « *il n'en pense pas plus que les autres (...)* » (22).

Nous en concluons finalement que Fds/4 n'a pas noté les noms patronymiques de la même manière que les autres enquêtés, dans la mesure où il n'a eu à effectuer aucune analogie à des personnalités ou à des origines. Sa notation des noms est comme suit :

0	Fux / Butler
1	-
2	Mohammed /Thran
3	Sayad / Bantsimba / Moussoki / Aznavour / Patanayos / Sarkozy
4	Santini / Sanchez / Elie / Cortès
5	Dupond / Henri / Peznec / Muller

Notre analyse sur la notation sur *Muller* et *Fux* est la suivante :

► Vu que Fds/4 porte un nom patronymique originaire de l'Est du pays, notamment de la Lorraine, il apparaît que, se considérant lui-même Fds, il attribue un 5 à *Muller*, en pensant certainement que ce nom est originaire de la même région que le sien, d'où cette note. Par

contre, *Fux* qui est noté 0, est un nom alsacien. Or, il s'avère que même en Alsace, ce patronyme est raillé car il est considéré comme allemand. Les individus qui le portent sont souvent confondus avec des allemands à cause de leur nom donc¹⁷⁶. C'est ainsi que Fds/4 a noté ce nom, c'est-à-dire, nous pensons dans le même état d'esprit que la plupart de ceux qui le considèrent comme un nom étranger.

De ce fait, *Fux* ne peut être considéré comme étant représentatif de la France actuelle et encore moins de demain, *in vivo*. En conclusion, nous continuons de croire cependant toujours en l'ouverture d'esprit de Fds/4, nonobstant le 0 qu'il attribue à *Fux* et à *Butler*...

3.2. Auto jugement du nom patronymique

De ce qui a été dit *supra*, il apparaît que Fds/4, quant à l'auto jugement de son nom patronymique, reconnaît ouvertement qu'il n'est pas représenté au même titre que Dupond par exemple... Mais comme nous le disions, il reconnaît que son nom est représenté en Lorraine, donc après déduction, incluant le plan européen, il finit par dire que son nom est représentatif de la France actuelle et de demain :

50♣ heu, on ne peut pas dire que ce soit un nom typiquement français / encore que c'est un nom typique d'une région qui est française depuis assez longtemps, en l'occurrence la Lorraine, région frontalière de l'Allemagne et qui a longtemps été dominée par la langue allemande / donc au sens où effectivement il y a heu, un grand plan de construction européen encore plus franco-allemand qui est dessiné depuis maintenant à peu près 60 ans, heu, oui, c'est assez représentatif du futur de la France /

¹⁷⁶ Nous avons vécu personnellement une situation où nous devions retrouver un individu portant ce nom en Alsace, à la gare de Colmar. Or, ne le trouvant pas et nous renseignant, nos interlocuteurs ont évoqué quelques moqueries à propos de ce nom, du genre : « *Tiens, c'est un Allemand ça !* », ou encore : « *c'est pas un nom français ça !* »...

3.3. Le nom patronymique face à l'emploi

Il en ressort que Fds/4 a voulu nous dire implicitement que son nom patronymique est également représenté en Allemagne. De ce fait, il pense que face à l'emploi, son nom ne lui pose aucun problème (52). Cela il le doit à l'image d'un peuple allemand travailleur (54). Etayant donc sa théorie, il nous informe que l'étude qu'il a faite de la civilisation (et de la langue) allemande lui a révélé un peuple actifs, c'est-à-dire, avec des habitudes contraires à celles des Français. Ainsi les Allemands sont porteurs des images d'un peuple ponctuel, sérieux dans le travail, et précis. Ces images constituent pour ainsi dire, des avantages pour ce peuple car il suscite la curiosité et l'intérêt des recruteurs, bref, ils sont la préférence de ceux-ci. Mais, à coté de cale, dans un second temps, Fds/4 reconnaît aussi que son patronyme pourrait lui apporter quelques désagréments dus au fait que l'on pourrait le confondre avec un individu Juif, car Klein est également porté par des Juifs. Au bout du compté, il nous dit que tout se solde bien dans la mesure où ce patronyme est ancré dans les mentalités en France comme étant français :

56♣ si, oui / disons que heu, heu :: / heu : / ben ce que je veux dire, c'est par rapport à ce que je / j'ai étudié la langue allemande / j'ai étudié un petit peu la culture allemande et la société allemande / et donc l'Allemagne véhicule une certaine image de sérieux dans le travail, de précision, de ponctualité heu, qui sont heu, on va dire des / des petits avantages dans le cadre d'un recrutement professionnel . / cela dit, tous les Français > en lisant mon nom patronymique heu >, ne pensent pas forcément à l'Allemagne en premier lieu ; donc heu : / très rarement certains y voient des origines juives qui peuvent être légèrement sujet à la discrimination, mais c'est assez rare / et sinon les **gens** n'y font pas très attention, pensant que c'est un nom français / y a même un acteur Français qui possède le même nom que moi / heu :: /

4 . Acceptation, jugement et évaluation

4.1. L'acceptation

L'acceptation chez Fds/4 apparaît d'abord comme un fait relatif à l'évolution des mentalités, sur les stéréotypes à l'égard des non Fds quels qu'ils soient. Personnellement donc, il pense qu'il y a une nette ouverture concernant les mentalités (14). Ce fait nous l'appelons acceptation. Et bien que pensant qu'il subsiste encore des discriminations sur les Fim (68), cette ouverture de Fds/4 dont nous avons parlé *supra*, demeure encore ici. En effet, celui-ci reste optimiste malgré le fait qu'il y ait encore un combat qui s'avère être celui sur les idées reçues. Mais ce combat demeure encore loin de se faire :

| 106♣ oui, assez lointain < / il faut vaincre certaines idées reçues / que c'est loin de se faire > heu, quelques / en quelques minutes, il faut des décennies et des décennies (...) /

4.2. Le jugement et l'évaluation

4.2.1. Evaluation identitaire

D'une certaine manière, Fds/4 reste neutre face à l'évolution de l'identité d'autrui. Effectivement, il n'émet aucun jugement quant à la considération des Fim (22). D'ailleurs, ne définit-il pas le Français le plus simplement possible ? (18). Pour lui donc pour qui le Fim est un individu citoyen à part entière (18), il ne ressent son identité propre différemment seulement en dehors du pays, c'est-à-dire, sur le plan international :

| 24♣ .. [] / mmm / au niveau plan international une certaine spécificité /

Nous pouvons dire que ce ressenti qu'a Fds/4, il le voit comme quelque chose qui se veut être une déférence et une presque obligation qui se veut être une responsabilité vis-à-vis de l'histoire :

26♣ . et ::: / un certain > : respect vis-à-vis de l'histoire aussi heu, mmm / quelque part une certaine responsabilité aussi vis-à-vis de l'histoire /

Il en découle qu'il n'évalue pas vraiment l'identité française mais en fait ressortir une responsabilité pesante qui est celle de porter l'identité française de manière positive, comme Fds/5 d'ailleurs, dans le sens où il dit en ressentir de la fierté (Cf. Fds /5 : (26). Ainsi, Fds/4 se positionne en tant qu'ambassadeur de l'histoire et de la culture du pays, hors de ses frontières.

Face à sa propre identité, mis à part le respect dont il parle, nous pensons qu'au final Fds/4 ne ressent rien de particulier, et aussi qu'il se sent égal des Fim qu'il considère comme ses pairs.

4.2.2. Jugement et évaluation des cultures

4.2.2.1. La culture française

Lui qui semble bien posséder une culture générale assez conséquente, ne pense pas que l'on puisse parler d'une culture française pure. En effet, il pense que cela ne se peut parce qu'elle a été bien influencée par divers courants culturels justement immigrés :

32♣ non, parce qu'elle a été très facilement influencé heu, notamment par des cultures anglo-saxonnes heu, aussi par les cultures arabes et heu, un plus récemment peut-être par des cultures asiatiques /

Ainsi, il pense que la culture française est beaucoup plus complexe en commençant seulement par le fait qu'elle présente un certain écart entre Paris et la province, par exemple : la culture parisienne étant plus mixée et par conséquent ouverte ; ce qu'il appelle la *world culture*. La culture provinciale par contre elle, se positionne comme conservatrice car elle est détentrice des valeurs ancestrales :

28♣ ... je pense que c'est : / pfft ! / une culture beaucoup plus complexe que les médias décrivent, avec un / un / un fort décalage entre / entre la culture parisienne et la culture provinciale / la culture provinciale est beaucoup plus ancrée dans /

dans les traditions heu, judéo-chrétiennes / et ben >, la culture parisienne étant très world culture . voilà /

4.2.2.2. Les cultures immigrées

Pensant que la culture française est bien imprégnée de différentes cultures immigrées ou dites immigrées..., pour lesquelles il n'émet aucune pensée négative d'ailleurs. Il les trouve bien au contraire acceptables, bien qu'elles viennent d'ailleurs :

34♣ . je pense que ce sont des > : / des cultures > acceptables, avec lesquelles il faut laisser des / éviter des préjugés heu / cela dit, heu ::: / c'est cultures-là sont par définition étrangères /

Aussi, il pense que c'est une bonne chose que le fait que ces cultures-là soient dans un processus d'échange avec elle de la France, mais il ne pense pas qu'il leur faille à tout prix s'intégrer, car cela n'en est pas l'objectif :

36♣ c'est bien qu'elles communiquent avec la culture française, mais pas forcément qu'elles soient intégrées à la culture française / pas forcément heu, le but, à mon avis /

4.2.2.3. L'intégration des cultures en vue d'une unicité culturelle

Venant de nous dire que les cultures ne devraient pas forcément s'intégrer en France, bien que communiquant avec celle du pays, Fds/4 nous admet qu'il est cependant et finalement possible qu'ils le soient, en vue d'une unicité culturelle, afin de se fondre dans le moule national et en devenir la référence. Mais tout comme Fds/5, il pense qu'il faut quand même conserver quelques

attraits de sa culture source. Mais encore, il pense qu'il faut savoir les mettre un peu aux oubliettes pour des besoins d'adaptation :

38♣ ☹ / heu : / c'est possible mais > heu : / c'est pas forcément ce que je souhaite moi / heu ::: / je pense qu'effectivement quand on émigre vers un pays, heu, on a forcément besoin de garder certaines racines dont la culture fait partie / mais il faut aussi savoir mettre un peu de côté cette culture-là, pour pouvoir s'adapter aux spécificités propres du pays dans lequel on s'installe /

39♣ *d'accord / . quand tu parles de racines, tu veux parler des racines sources des immigrés ? /*

40♣ oui /

4.2.2.4. Les cultures en situation

Concernant les cultures en situation en France, Fds/4 pense qu'il y a naissance d'une balkanisation, surtout dans certains quartiers de l'IDF. Ainsi, il déplore le fait que ces cultures ne communiquent pas entre elles mais demeurent cloisonnées :

42♣ .. ben j'observe une certaine > ghettoïsation des cultures où heu, heu :: / notamment si on va dans la région parisienne, on retrouve certains quartiers heu, typiquement associés à une culture . / des quartiers arabes, des quartiers africains, des quartiers juifs, heu, des quartiers asiatiques et heu : / je ne peux que regretter assez ce cloisonnement des cultures /

4.2.2.5. La dominance culturelle

Fds/4 ne répond pas franchement à la question de savoir si dominance il y avait de la culture française sur celles immigrées. Il nous parle plutôt de la dominance de la culture romaine_ issue

elle-même des pensées philosophiques grecques _, sur la culture française, elle-même dominée par la religion chrétienne et juive ... :

44♣ . ah ! / la culture française est une _ / très principalement issue heu, de la pensée heu, enfin ! / de l'empire / de l'empire Romain issu lui-même de la pensée des philosophes / ensuite nous avons été très influencés par la religion chrétienne et aussi la religion juive qui est forcément étroitement liée à la religion chrétienne . / et puis récemment, dans la seconde moitié de notre siècle >, effectivement plus heu : / . plus influencés par des heu, de / de l'immigration on va dire réc_ / récente . / de toutes façons heu, la plupart de ces cultures sont à la base toutes immigrées parce que heu, heu :: / les Romains nous ont envahis, la pensée chrétienne nous a envahie, etc., etc. /

5. La laïcité

Pour Fds/4, la laïcité constitue un principe *absolument inamovible, extrêmement important* : nous citons. Ainsi, de son point de vue, la loi devrait être plus prononcée sur ce principe :

72♣ hum, pour moi, qui suis allé à l'école de la République, c'est un principe absolument inamovible, extrêmement important d'autant plus que je suis personnellement agnostique, et donc heu :: / c'est vrai que heu, j'aurai **tendance** à : / oui, à privilégier une législation assez ferme dans le sens de la laïcité /

Il n'en dit pas plus long sur ce principe mis à part donc la position de sa pensée qui peut étonner car c'est celle d'un évitement de briser toute communication entre les instances religieuses et les Institutions. Il montre ici une certaine souplesse que Fds/5 par exemple ne montre pas. En effet, ce dernier demeure catégorique à ce sujet, c'est-à-dire, qu'il ne doit subsister aucun lien de quelque manière qu'il soit, entre la religion et les Institutions (Cf. : Fds/5 : 150 et 152).

Fds/4 pense donc que chaque individu doit savoir respecter ses limites afin d'éviter des débordements, et aussi surtout, il faut éviter de rester sans communication :

80♣ .. oui / je pense que c'est heu / que c'est possible heu / cela dit, il faut pas non plus s'enfermer heu, dans / dans une laïcité absolue dans laquelle > y aurait aucune communication possible avec les instances religieuses / je pense qu'il n'y a rien de pire que le non dialogue, donc il faut > / mais il faut que chacun reste à sa place, sinon les choses deviennent un petit peu biaisées, on va dire /

Aussi, sa vision concernant la relation qui puisse exister entre la religion et la laïcité a parfois causé des difficultés à l'intégration des individus. Dans un contexte de similarité de religion, à l'exemple des Fim/IP1, c'est-à-dire d'origine Fds, celle-ci était catholique. Et donc, selon Fds/4, ces derniers ont été facilement intégrés en France car le pays étant lui-même de tradition catholique ... :

82♣ oh ! / l'intégration c'est vrai que surtout il y a plusieurs décennies où heu, les croyances religieuses étaient beaucoup plus fortes qu'aujourd'hui en France / la religion a posé beaucoup de problèmes à certaines populations pour s'intégrer / on par exemple des populations qui étaient considérées étrangères et encore à la sortie de la seconde guerre mondiale donc des > / des populations issues des nations européennes heu, Italie, Portugal, Espagne et la Pologne, qui sont les 4 ayant principalement immigré en France, sont très facilement intégrées, heu, entre autre à mon avis, parce qu'elles partagent l'héritage catholique de la France, (...) \

Ainsi, la religion constitue une barrière à l'intégration des individus quand justement elle diffère de celle de la foi traditionnelle du pays. L'islam constitue un exemple type de la religion empêchant l'intégration :

82♣ (...), tandis que eh bien, pour les populations heu ::: \

84♣ \ du Grand sud, notamment celles qui adhèrent à l'islam / y a / tout de suite ça fait heu / ça fait une différence qui était jugée assez heu / assez importante par les / par les générations précédentes et qui mettaient en fait une barrière de plus à lever et une barrière pas spécialement facile > /

Le constat de Fds/4 est celui de la situation actuelle, celle qu'il vit donc. Ici, il nous apporte une information nouvelle à savoir, un certain relâchement des croyances en France, qui renforcerait encore plus la barrière existante entre la religion, la laïcité et l'intégration. Ce fait serait dû à la tendance actuelle qui est celle justement de débrayer, donc d'un assouplissement dans les actes :

84♣ (...) / cela dit aujourd'hui, les gens étant moins croyants qu'avant, cette barrière a tendance un petit peu à > : / à se lever /

6. L'intégration

Note

Nous signalons que Fds/4 a choisi le terme intégration à celui d'assimilation, de lui-même...

6.1. L'école et la famille

Selon Fds/4, l'école favoriserait forcément l'intégration. Le fait d'employer cet adverbe pour souligner le caractère inévitable de l'action de l'école, souligne en fait ce qu'il disait de l'acceptation. En effet, qu'à cela ne tienne, l'intégration implique nécessairement l'acceptation. Pour lui au final, sans école, on ne peut parler d'intégration :

74♣ . heu :: / oui, forcément . / parce que heu, de toute façon, s'il y avait pas d'école ☺ y aurait pas du tout d'intégration, à mon avis /

Par contre, nous avons constaté que Fds/4 pense que la famille _ tout comme l'école_ même si elle peut constituer un tremplin ou non pour l'intégration. Elle le peut quand elle prend le relais d'instruction dans le foyer, c'est-à-dire qu'elle enseigne la langue française à ses enfants ; elle ne le peut dans la mesure où elle est incapable d'apprendre la langue française à ses enfants.

Il apparaît ici qu'il nous révèle une information importante qui est celle de la langue. En effet, il

a été reconnu que l'intégration commence souvent par langue. C'est d'ailleurs pourquoi actuellement les immigrés primo arrivants sont immédiatement pris en charge linguistique en France ; et c'est une obligation pour eux de passer par là. Les Institutions présentes l'ont compris... En conclusion, nous disons qu'étant donné que Fds/4 se positionne comme agnostique, ainsi il est possible pour lui de dissocier la religion des Institutions alors laïques en France.

6.2. L'intégration des cultures

L'intégration des cultures impliquant celle des identités, pour Fds/4 les Fim ne devraient conserver qu'un minimum de leurs cultures, même les abandonner afin de pouvoir se fondre dans le moule français. L'intégration passant donc par les cultures, lui qui vit une relation quelque peu étroite avec des individus issus d'ailleurs, admet intégrer les cultures immigrées dans ses habitudes. En effet, il va jusque dans son alimentation car il reconnaît manger exotique et ce, à un rythme fréquent, tel Fds/2 d'ailleurs. Mais contrairement à Fds/2, les raisons de Fds/4 diffèrent de ce derniers car Fds/2 lui, le fait pour échapper à la monotonie ; tandis que pour Fds/4 c'est dû à un concours de circonstances :

46♣ oui, très souvent /

47♣ oui . / et c'est une question de goût ou une question de > ::: ? /

48♣ heu, heu ::: / [] pfft / c'est une question de situation, pas forcément heu, du goût, mais c'est que heu / heu :: / je fréquente assez souvent des personnes donc avec des cultures assez différentes / donc c'est ce qui me fait goûter des plats très différents /

6.3. L'intégration des Fim dans l'Europe

Sur la question de l'intégration des Fim dans l'Europe, Fds/4 émet une réponse positive d'abord ensuite négative, après il étaye sa pensée :

98♣ .. alors heu pfft / oui et non . / ça heu ::: / non, dans le sens où heu ::: / l'idée européenne est née avant des conséquences de la seconde guerre mondiale et au fil du temps, s'est développé l'idée que l'Europe était là un peu pour défendre les nations européennes face à des agressions commerciales ou > territoriales / d'autres pays tu sais > heu, émergent depuis assez heu, depuis au moins heu, une bonne dizaine d'années, l'idée de se défendre par rapport à l'immigration notamment issue du Grand sud /

100♣ et heu :: / peu de cas faits pour l'instant heu, sur heu / comment s'occuper de ceux qui sont déjà là et ceux qui vont arriver prochainement / au niveau européen par exemple, cette politique est vraiment réservée intégralement aux Etats-membres / si ce n'est que heu, l'Union les prends quand même évidemment mais bon, en principe les droits de l'homme etc. / . même si heu ::: / c'est dans le principe-là, même si elle limité dans la pratique /

Il apparaît dans sa manière de répondre que Fds/4 semble comprendre la question comme s'appliquant sur les étrangers. Or, nous avons constaté que tout comme Fds/5 ou même Fds/2, il associe les Fim à l'étranger. Pour lui _ comme pour les deux autres_ le Fim est forcément issu du Grand sud, donc non Européen et surtout non blanc (= rien à avoir avec le racisme ici...).

Donc, lorsque Fds/4 nous parle d'intégration des Fim, il parle d'acceptation et par la suite, du fait accompli, c'est-à-dire, de ce que l'Union Européenne se voit imposer l'immigration. Aussi, si elle accepte ces immigrés, c'est uniquement à cause du principe des Droits de l'homme... Après, dans la pratique tout est bien évidemment différent, comme un peu dans l'application de la devise française par exemple (102).

7. Egalités / inégalités

7.1. Barrières face à l'emploi et au logement

Confirmant ce que nous avons vu *supra* dans nos appuis théoriques, Fds/4 pense qu'il est évident que les Fim sont victimes de discriminations (58). Mais le concernant, lui qui est Fds, il avoue ne pas en connaître, du moins pas du même ordre que celui des Fim. En effet, si l'on parle des

égalités et des inégalités, il nous montre ici que tous, c'est-à-dire les Fds et les Fim tous confondus, sont victimes de discriminations, mais pas du même ordre. Ainsi, les Fim par exemple, face à l'emploi et le logement, sont victimes d'une embauche au faciès, et l'origine géographique n'en demeure pas du reste.

Parlant des inégalités dans le logement, on peut dire qu'elles s'y révèlent doublement discriminatoires : dans ce groupe on constate un fort taux de chômage et par conséquent des obstacles financiers... Selon Fds/4, c'est sur ce point que se rejoignent les Fds et les Fim, car pour lui par exemple, ou même pour Fds/5 et Fds/1, existe une inégalité par rapport aux ressources financières :

Fds/4 :

60♣ . non, pas spécialement heu, non / on n'a toujours / on m'a toujours demandé les papiers heu, habituels > / donc je dirai, plus de barrières financières que tout autre /

61♣ *d'accord / parce que tu es étudiant ? /*

62♣ heu oui / parce que j'étais étudiant non salarié, etc. /

Fds/5 :

132♣ ... non, non, non / le logement c'est un peu différent, je ne pense pas / le logement, y a peut-être plus de passe-droits pour obtenir un logement >, heu / ça c'est > : / c'est plus de la politique parce que heu, tout le monde sait très bien qu'avec un peu d'aide on peut avoir un logement plus facile / quelqu'un qui veut un appartement ou une maison, il suffit qu'il se fasse pistonner il l'a / je ne pense pas que ce soit une question de nom >, de racisme ou quoi que ce soit /

Fds/1 :

206♣ bon, je n'ai pas rencontré de barrière parce que consciente de ce que certains logements étaient considérés comme appartenant à / à des personnes à gros revenus, qui heu / évidemment se trouvent être des personnes généralement Françaises de souche, donc ça fait que moi je me suis dirigée heu : / et : / j'ai

plutôt recherché ce qui correspondait à : / à / à mon propre porte-monnaie quoi /
 donc j'ai pas rencontré de barrière parce que déjà j'étais consciente que / avec heu
 : / étant à la recherche d'un emploi, je ne pouvais pas accéder ou prétendre à ce
 type de loyer /

7.2. La devise française

La devise française à savoir son application sur tous les individus Français, est selon Fds/4 de l'ordre de la pensée, c'est-à-dire exercée qu'exercable. Cette visée il l'a par rapport aux inégalités qu'il constate dans son exercice, notamment dans les droits de l'homme et le niveau financier. De plus, il reconnaît qu'humainement il est impossible d'être tous égaux ; donc l'égalité demeure un fait utopique. Cependant, même si elle demeure comme telle, Fds/4 ne pense qu'on peut tenter de l'atteindre :

90♣ [] elle est applic_ / elle est applicable et à mon sens relativement appliquée
 au moins dans l'esprit . peut-être pas forcément dans les faits, mais heu ::: /
 toujours pareil, ce sont des idéaux qui sont sortis de la Révolution française qui
 étaient extrêmement violentes et extrêmement heu, rigoureuses on va dire / un peu
 extrémistes dans les idéaux et on constate que c'est une > / notamment par rapport
 à l'égalité des droits, pas une égalité des faits, puisque de toute façon, on > naît
 tous dans des familles qui sont heu, plus ou moins à tel et tel niveau **social** > qui,
 ont heu, telle et telle ressource heu, de patrimoine ou heu, financière . / et donc de
 là découlent forcément des inégalités mais c'est là qu'il faut être aussi réalistes
 entre guillemets, en disant qu'on peut pas heu, être égaux complètement dans
 l'ensemble de la population /

91♣ ☺ / *en fait c'est une utopie ?* /

92♣ heu oui / c'est une utopie mais heu ::: / rien n'empêche d'essayer de s'en
 rapprocher /

Il apparaît que Fds/4 ne semble pas tout à fait avoir tort lorsqu'il dit que rien n'empêche de tenter de se rapprocher de l'égalité. C'est d'ailleurs ce qu'on a pu constater (au risque de nous répéter) à la finale de la coupe du monde de football en 1988 à Paris et dans toute la France, où l'on ne pouvait que considérer l'union, la fraternité et l'égalité des Français sans tromper qui que ce soit... Elle était donc réelle !!! Pendant ce moment on pouvait dire que la devise française s'appliquait vraiment et c'était du jamais vu dans le pays...

Alors cette égalité, Fds/4 le souhaite pour tous les Français. Il semble sincère lorsqu'il le dit, car il dit lui-même exécrer l'injustice. Cependant, même s'il garde un espoir qui se traduit aussi par son souhait de voir une France égale un jour, il reconnaît également que ce n'est pas prêt d'arriver vu que cette vision lui semble encore lointaine :

104♣ ... ben en tous cas, je le souhaite > / je le souhaite, puisque heu :: / comme tout le monde hein, j'ai eu du mal à accepter heu, une injustice / cela dit, je n'ai pas le sentiment > que c'est pour demain quoi /

105♣ ☺ / *donc peut-être encore très lointain quoi /*

106♣ oui, assez lointain < / il faut vaincre certaines idées reçues / que c'est loin de se faire > heu, quelques / en quelques minutes, il faut des décennies et des décennies et c'est vrai que rien que heu, l'idée heu / l'idée européenne, puisqu'on en parle est > une idée qui s'est construite très lentement > après des conflits très durs / et on voit encore récemment qu'y a des / qu'y a des difficultés à se mettre complètement en place heu, dans le sens où heu, on veut brusquer un peu le destin . / et finalement c'est une mauvaise option parce que on braque heu, certaines / certaines nations européennes . / faut vraiment marcher sur des œufs, surtout ces trucs-là /

Il apparaît qu'il est bien question de mentalités pour Fds/4 qui voit alors cette possibilité de voir s'accomplir sa vision que dans le changement des mentalités. Ainsi, il reconnaît aussi que l'Europe ne s'étant pas fait brusquement, mais en douceur plutôt, les changements qui devraient toucher la France à travers le changement des mentalités ne peut se faire qu'à travers le temps donc...

7.3. Autres

Des inégalités, il en existe bien entendu de plusieurs sortes. Fds/4 en ce qui concerne le fait de savoir s'il a déjà été témoin ou non d'un acte jugé inégal sur les Fim, nous répond de manière affirmative, même s'il n'en connaît pas personnellement :

66♣ ... oui / c'est sûr mais heu :: / je sais pas pourquoi, ça me revient pas à l'esprit, mais j'ai un sentiment / oui dans ma mémoire, d'avoir assisté certaines fois à des heu :: / je sais pas, des comportements heu :: / on va dire heu, [] / oui, un peu / un peu discriminatoire /

67♣ ☺ / *et c'était vis-à-vis des personnes dites issus de l'immigration ou pas ?* /

68♣ oui /

8. Différences

Se reconnaissant ouvert, Fds/4 pense cependant être différent des Fim. Cette différence ne s'exprime pas par un complexe de supériorité mais se situe plutôt dans son environnement, c'est-à-dire dans les us et coutumes. En effet, il nous parle de son ancien collègue au Havre, où il y avait des différences flagrantes entre lui et ses camarades d'école, qu'il nomme ici *les gens issus de l'immigration* :

70♣ heu, je le pense oui / mais heu, cette heu :: / je ne sens pas une grande supériorité morale à la moyenne, mais sur ces aspects-là oui / je le pense parce que heu / parce que j'ai grandi > dans un milieu où il y avait / notamment au Havre dans mon collègue, y avait une très grande proportion des gens issus de l'immigration à une ou deux générations, et ça m'a donc amené à > naturellement à me poser des questions sur ces heu / sur ces aspects-là /

Note

Il nous est apparu lors de notre entretien que Fds/4 pour cette question était un peu gêné, d'où sa réponse concise et peu explicative. Nous aurions voulu en effet le voir s'exprimer un peu plus là-dessus ; qu'il commente un peu plus son idée. Mais ...

9. L'Union Européenne

9.1. La place de la France dans l'union européenne

Pour Fds/4, la France a déjà trouvé sa place dans l'Union Européenne, qui s'avère être l'unique possibilité pour ce pays de poursuivre son existence sur le plan international. Cette lutte pour la survie il la voit comme une question liée à la taille, qu'elle soit économique, du nombre des habitants, etc.... :

108♣ . dans une Europe qui ne cesse de s'agrandir > heu, non / de toute façon, je vais dire que l'Europe ne peut pas grandir sans cesse puisqu'elle a des frontières géographiques qui font que heu, elle a déjà presque atteint sa taille heu > / sa taille maximale / en revanche, je pense que l'Union européenne est la seule manière possible pour la France d'exister encore, sur le plan international, dans le contexte de globalisation avec des pays hyper puissants qui émergent, comme le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, heu, qui vont devenir des concurrents directs des Etats-Unis d'Amérique, notre allié, on va dire traditionnel / donc heu, si heu : / si nous on n'arrive pas > à :: / à faire un conglomérat d'à peu près de taille économique et heu :: / de population équivalente, il est clair qu'on aura plus notre mot à dire sur bien de sujets dans le monde /

9.2. L'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union

Note

La question sur l'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union Européenne n'a pas été posée à Fds/4, car nous pensons qu'il nous en avait déjà donné la réponse :

98♣ .. alors heu pfft / oui et non . / ça heu ::: / non, dans le sens où heu ::: / l'idée européenne est née avant des conséquences de la seconde guerre mondiale et au fil du temps, s'est développé l'idée que l'Europe était là un peu pour défendre les nations européennes face à des agressions commerciales ou > territoriales / d'autres pays tu sais > heu, émergent depuis assez heu, depuis au moins heu, une bonne dizaine d'années, l'idée de se défendre par rapport à l'immigration notamment issue du Grand sud /

100♣ et heu :: / peu de cas faits pour l'instant heu, sur heu / comment s'occuper de ceux qui sont déjà là et ceux qui vont arriver prochainement / au niveau européen par exemple, cette politique est vraiment réservée intégralement aux Etats-membres / si ce n'est que heu, l'Union les prends quand même évidemment mais bon, en principe les droits de l'homme etc. / . même si heu ::: / c'est dans le principe-là, même si elle limité dans la pratique /

FICHE N°5

(Mardi 24 juin 2008)

CODIFICATION : Fds/5

NOM, PRENOM, AGE : Jean-Pierre V., 47 ans, Agent portuaire à Rouen.

ANONYMAT : Non

LIEU: Le Petit Quevilly

HEURE DU DEBUT: 18H15

HEURE DE FIN: 19H00

DUREE TOTALE: 45 min.

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui, +++

DEROULEMENT: + +-

ELOCUTION: +++

DIFFICULTES: +- -

REMARQUES: Beaucoup de bruits dans la maison...

1. Les marquages identitaires

- 1.1. Marquages d'identité lié au topo
- 1.2. Sources identitaires

2. La description du phénotype français

- 2.1. Les stéréotypes
- 2.2. La définition du Français

3. La représentation du nom patronymique en l'occurrence

- 3.1. Les noms du tableau
- 3.2. Auto jugement du nom patronymique
- 3.3. Le nom patronymique face à l'emploi

4. Acceptation, jugement et évaluation

- 4.1. L'acceptation
- 4.2. Jugement et évaluation
 - 4.2.1. Evaluation identitaire
 - 4.2.2. Jugement et évaluation des cultures
 - 4.2.2.1. La culture française
 - 4.2.2.2. Les cultures immigrées
 - 4.2.2.3. L'intégration et les cultures en vue d'une unicité culturelle
 - 4.2.2.4. Les cultures en situation
 - 4.2.2.5. La dominance culturelle
 - 4.2.2.6. Le choc culturel

5. La laïcité

6. L'intégration

- 6.1. L'école et la famille
- 6.2. L'intégration et les cultures
- 6.3. L'intégration des Fim dans l'Europe

7. Egalités / inégalités

7.1. Barrières face à l'emploi et le logement

7.1.1. L'emploi

7.1.2. Le logement

7.3. Autres

7.3. La devise française

8. Différences

9. L'Union Européenne

9.1. La place de la France dans l'Union Européenne

9.2. L'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union Européenne

1. Les marquages identitaires

1.1. Marquages d'identité lié au topo

Né dans le département du Nord, précisément à Douai (2), Jean-Pierre (désormais Fds/5) est Acheteur au port autonome de Rouen. Nous disons que son identité française est liée au *topo* étant donné qu'il est né sur le sol français. Il clame son appartenance à la France de manière appuyée d'ailleurs :

4♣ donc je suis de nationalité française /

6♣ \ suis Français (...) /

8♣ heu, non, je me considère > Français / (...) / donc je me considère heu, Français /

1.2. Sources identitaires

Bien que Fds/5 se reconnaisse une partie originaire de l'étranger (Belgique), sa nationalité est, comme nous l'avons vu, due à deux faits : le *jus soli* et le *jus sanguinis* :

4♣ (...) / . ma mère heu >, de nationalité française, du Nord de la France /

8♣ (...) / ma mère est née Française et mon père est de nationalité française > heu /

En effet, sa mère semble avoir un solide enracinement en France, et son père est né Français, vu que son père d'origine Belge, s'était fait naturaliser Français :

6♣ \ suis Français, c'est mon grand-père paternel qui s'était fait naturaliser heu :: /

heu : / heu, avant la guerre /

8♣ (...) / il y a que mon grand-père qui était heu / s'était fait naturaliser Français /
(...)

Il en découle que Fds/5 est **bien** Français et ce par filiation. Bien qu'il se considère donc comme Fds et qu'il ne se reconnaisse qu'une seule source solidement implantée en France (sa mère), il se considère vraiment comme un Fds et en porte la fierté qui est souvent liée au peuple français :

112♣ . ben, d'un côté oui, parce que je me considère à 100% Français, même si je suis d'origine étrangère / (...) / maintenant je me considère 100% Français (...) /

26♣ (...) / je suis Français, je suis fier, point / heu / je suis fier de l'être, puis heu : / c'est tout /

2. La description du phénotype français

2.1. Les stéréotypes

Tout comme Fds/2 par exemple, Fds/5 ne pense pas qu'un Français puisse être défini par des caractères prédéfinis. Il appuie ses propos par une comparaison qu'il effectue entre le « type belge » en faisant allusion à « ses » origines belges¹⁷⁷, car il revendique souvent cette partie. Ainsi pour lui, il n'existe aucune différence entre les individus Français et Belge, et par conséquent ni l'un ni l'autre n'est défini selon des stéréotypes :

12♣ . non, je ne pense pas heu :: > [] / non / à mon avis non, parce que déjà, en ce qui concerne les caractéristiques du type belge, je ne pense pas qu'il y aurait une différence / enfin, je ne vois pas > / je ne pense pas > / il n'y a aucune

¹⁷⁷ Nous y reviendrons...

différence de ce côté-là /

2.2. La définition du Français

Etant donné que Fds/5 ne définit pas l'individu Français selon des stéréotypes, nous constatons que dans le même continuum, il définit le Français sans à priori :

14♣ .. un Français ben heu, s'il est Français par ses papiers, ben après ben heu :: /
suis pas quelqu'un de raciste ou quoique ce soit / donc un Français est Français
c'est parce qu'on est naturalisé Français ou on est né Français point . c'est tout /

Pour lui donc, l'individu est Français de deux manières : d'une part, du fait de sa naissance sur le sol français, donc il bénéficie du *jus soli* ; d'autre part, par le fait de naturalisation. Il rajoute même qu'il n'existe aucune obligation pour ce faire, excepté le respect des lois. Ce respect des lois, Fds/2 en parle également dans le fait d'être français (CF. Fds/2 : 28 et 30)... En fin de compte, la définition de Fds/5 n'est pas discriminatoire, dans le sens où elle n'effectue aucune différence entre les Fs et les Fim (34 et 36).

Commentaire

Il s'avère que nous avons constaté plus loin dans notre entretien, que Fds/5, bien que définissant simplement le Français, semble se contredire lui-même dans sa notation des noms patronymiques. Effectivement, si l'on prend l'exemple seul du nom *Aznavour*, on remarque qu'il y fait une analyse pour le moins étrange, car il part de la notoriété de ce nom alors porté par une célébrité du pays, pour arriver à son origine étrangère. Cependant, malgré cette notoriété, il s'entête dans un premier temps à lui attribuer la note 0 puis finalement se rebute et lui attribue un 5, dans un sentiment de gêne car il le reconnaît finalement comme un Français :

88♣ heu : / c'est pas facile de mettre une note / Aznavour par exemple, je sais bien qu'il s'est / il est connu / c'est un chanteur qui est d'origine Arménienne, je ne peux pas mettre 0 où : / même s'il est considéré comme un / pou / pour nous, il est considéré comme un chanteur en l'occurrence, un chanteur Français ; mais il n'est pas Français /

3. La représentation du nom patronymique en l'occurrence

3.1. Les noms du tableau

Commentaire

Cela ne nous a pas semblé étonnant que Fds/5, tout comme le reste de nos enquêtés du questionnaire Fds, n'attribue la note 5 à Dupond. Sa réflexion tout au long de la notation de ces noms a été certes celle dénotant d'une certaine ouverture d'esprit, mais paradoxalement aussi celle d'une hésitation que nous pouvons considérer comme une non ouverture quelque part. Lui qui disait donc que peu lui importait la nationalité de l'individu nous a étonné avec les paroles suivantes, par exemple :

16♣ enfin, après ben heu, la personne soit Française, Belge, Suisse, heu > : / enfin, peu importe, toutes les nationalités ont aucune importance pour moi /

Il apparaît par ailleurs, quant aux noms, que Fds/5 fait entrer le concept « consonance » qu'il associe à l'adjectif qualificatif féminin « étrangère ». En effet, il note ces noms de manière arbitraire, c'est-à-dire qu'il leur associe des notes liées à la distance géographique donc reliées à leur consonance, tel nous le montrent ses propos :

86♣ ben, par contre heu :: / je / je pense pas mettre un > : / *Sayad* ou :: / *Ba_* / *Bantsimba* / pour moi y a pas une différence quoi, heu :: / je / je sais que c'est un nom à consonance étrangère, je me doute bien /

Mentalement donc, même si est tel que nous le disions, Fds/5 dénote d'une ouverture, il n'en ressort pas moins que nous décelons encore quelques barrières notamment quant à une certaine acceptation ici dans les noms patronymiques. Cette acceptation, signe donc d'une cassure de barrière, est constaté cependant avec le patronyme *Aznavour*, dans sa réflexion suivante :

88♣ heu : / c'est pas facile de mettre une note / *Aznavour* par exemple, je sais bien qu'il s'est / il est connu / c'est un chanteur qui est d'origine Arménienne, je

ne peux pas mettre 0 où : / même s'il est considéré comme un / pou / pour nous,
il est considéré comme un chanteur en l'occurrence, un chanteur Français ; mais il
n'est pas Français /

Il est bien clair que ses propos font ressortir un doute et en même temps un rejet, et finalement une acceptation signée par l'emploi du pronom personnel pluriel « nous » qui le fait reconnaître officiellement dans le groupe français... Il apparaît ici de manière nette que c'est une question de mentalité ; celle-ci s'avère pour lui et tous les Français :

90♣ c'est vrai qu'Aznavour est ancré dans l'esprit des Français, mais on sait bien
qu'il est Arménien \

En somme, nous disons que Fds/5 note les noms par rapport aux noms des individus de sa connaissance ou connus, de notoriété publique. Celle-ci se présente comme suit :

Notes	Les noms patronymiques
0	-
1	-
2	Sayad / Bantsimba / Mohammed / Thran / Patanayos
3	Moussoki / Fux / Butler
4	Peznec / Muller / Sanchez / Cortès
5	Dupond / Aznavour / Henri / Sarkozy / Santini / Elie

Il apparaît donc, de manière générale que Fds/5 attribue des notes à ces noms en raison de la consonance et des origines, le tout associé à la connaissance et / ou leur notoriété. Nous schématisons sa façon de noter en termes d'étranger et d'origine comme ceci :

Noms		Origines
Sarkozy		Hongroise
Aznavour (sonne tellement français : 98)		Arménienne
Patanayos		Grecque
Bantsimba Sayad		. Etrangère (86), d'abord ; . Africaine (96), ensuite. Le tout par raisonnement par rapport à la consonance.
Muller		. Française (94), d'abord ; . Belge (96), ensuite ; . Allemande (98), « finalement » ; « peut-être »
Mohammed		(non dite)
Thran	↔ ↔	(non dite)
Fux		(peut-être français)
Henri		Français (98), « si ça se trouve »
Peznec		Bretonne (française) : « qui sonne breton » (98)
Elie		Française (92 et 102)
Moussoki		(non dite)
Santini		Française (98) : « à 100% »
Sanchez		(non dite)
Cortès		(non dite)
Butler		(non dite)
Et nous rajoutons le sien, puisqu'il en parle en terme d'origine et de consonance. Donc :		
Véhent		. Belge (10), d'abord ; . Français (112), ensuite.

Nous en concluons que Fds/5, bien qu'ouvert raisonne encore en terme « d'étrangers » et « d'origine »...

Commentaire

Nous tenons à relever la réflexion de Fds/5 qui lors de sa notation nous a révélé des informations intéressantes pour notre analyse. Ainsi, nous avons constaté qu'il notait ces noms avec une réflexion à voix haute, se traduisant par des phrases telles que par exemple : « *C'est pas français, mais européen* » ; « *heu, Muller, ça c'est belge* » ... Sa pensée au final nous a donné la suivante : par exemple pour *Sarkozy*, il parlait de lui attribuer la note 2 au départ mais finalement il lui a donné un 5.

Enfin, cette notation a été pour lui quelque chose d'embarrassant tel qu'il le dit lui-même (100 à 106).

3.2. Auto jugement du nom patronymique

Ayant effectué un jugement hésitant sur les noms patronymiques du tableau, Fds/5 qui considère le sien comme étant entièrement français, bien qu'originaire de la Belgique, affirme de ce fait que son nom représente la France actuelle (et peut-être de demain encore) :

112♣ . ben, d'un côté oui, parce que je me considère à 100% Français, même si je suis d'origine étrangère / je me répète / je me répète de toute façon > heu, Véhent, y a qu'à vérifier sur Internet, en Belgique il y a pleins de Véhent, et c'est un nom qui est d'origine heu :: / c'est / c'est lié avec moi quelque part, je le sais / main_ / maintenant je me considère 100% Français et je considère que c'est un nom français /

Dans le même continuum, il pense que son nom « passe » mieux qu'un nom originaire d'Afrique, car selon lui, ce nom sera continuellement considéré comme étranger en commençant seulement par sa consonance seulement, vu qu'il est marqué à jamais :

114♣ comme un nom / comme sûrement un nom africain peut-être considéré heu :: / 100% français, heu : / au bout de > : / sais pas moi, comme moi, quelques cas des Africains qui sont chez depuis des générations, et ils sont considérés comme Français, même si le nom est plus difficile sachant qu'un : / désolé, je vais parler d'Afrique / donc un nom à consonance africaine, on pensera plus facilement « ben, tiens, ça sonne africain », plus qu'un nom, heu :: / passe partout quoi /

Nous comprenons de par ce qui précède que Fds/5 à cette heure dite de l'Europe, possède là un esprit européen et émet donc une idée d'européanisation du nom. Il a d'ailleurs plus de facilité à accepter un nom qui « sonne » européen qu'un nom qui sonne africain par exemple, bref un nom étranger. Cela se révèle dans les exemples des noms « passe partout » (selon sa vision), car ils les considèrent ainsi du fait de leur ancrage dans la mentalité des Européens. La séquence suivante vient nous rendre compte de ses propos :

115♣ *c'est quoi un nom passe partout pour toi ? /*

116♣ *je sais pas >, y a des marquages qui sont peut-être / y a peut-être des marquages / y a des Martin hein / y a des gens qui s'appellent Martin /*

117♣ *c'est le premier nom français /*

118♣ *c'est peut-être le premier nom français hein, y a des étrangers qui doivent sûrement s'appeler Martin hein ; il doit bien y avoir / peut-être pas des / des / des Suisses ou des Italiens, mais je suis sûr qu'il y a des Martin hein / et en / y a des / chez les Anglais ça se prononce peut-être Martin¹⁷⁸ mais c'est Martin¹⁷⁹ hein /*

120♣ *mais tout le monde sait que c'est la même chose hein /*

Ainsi, vu sa manière de classification et même de catégorisation des noms patronymiques, s'agissant du sien, Fds/5 admet penser qu'il est français et qu'il le sonne (112). Mais il emploie également de manière répétée de la dérision sur son nom, relative à ses origines, avec ses collègues au travail. Ces derniers lui rappellent d'une certaine manière son origine belge, comme nous le voyons :

124♣ *ben quelque part ça doit sonner français / mais des fois qu'on en rigole / quand on sait mes origines, mes collègues qui disent ça en rigolant « Véhent, c'est vrai que ça sonne belge » / ils disent ça peut-être parce qu'ils savent / heu, ça ne me préoccupe pas / si c'était plus vamp, quelque chose comme ça, même si ça sonnait plus quelque chose comme les / les / les / les vrais noms belges, ça ne me dérangerait pas plus /*

Finalement, il vit bien son nom et répond même de manière positive aux moqueries et aux

¹⁷⁸ Prononcer /*Martine*/.

¹⁷⁹ Prononcer /*Martin*/.

blagues qui lui sont liées. Cela ne le gêne donc pas, pour reprendre ses termes.

Nous pensons que ce manque de gêne et de frustration est d'au fait que son nom demeure européen et l'est de source. Il lui permet donc de s'intégrer sans poser de question ni de problème, ce qui n'est pas le cas de tous (114). Quant aux noms du tableau, de manière générale, nous pensons que, bien que Fds/5 dénote d'une certaine acceptation de l'altérité, nous ne pouvons en dire cependant qu'elle soit entièrement ouverte, c'est-à-dire sans barrières dans la mesure où il intègre peu, mais alors vraiment peu, les noms venant d'au-delà des frontières européennes. Aussi, il intègre mentalement de façon plus aisée les noms connus, même s'ils proviennent des confins de l'Europe, ainsi que des noms avec une consonance se rapprochant de la langue française. Déjà, le manque d'attribution des notes 0 et 1 montre un avancement, une évolution du mental de sa part.

3.3. Le nom patronymique face à l'emploi

Dans un cheminement de la pensée bien dessinée : reconnaissant que son nom est d'origine belge mais avec des proches parents dans le Nord de la France, reconnaissant que son nom sonne français et finalement, reconnaissant que son nom est français, Fds/5 ne reconnaît donc pas rencontrer des barrières face à l'emploi (124).

4. Acceptation, jugement et évaluation

4.1. L'acceptation

L'acceptation ici chez Fds/5 signifie (tout comme chez tous nos enquêtés, les deux corpus confondus) l'intégration des Fim, qu'elle soit mentale et / ou physique. Pour celui-ci, sa caractérisation commence déjà par le fait de considérer les Fim comme des citoyens Français à part entière :

17♣ donc par rapport à ce que tu viens de me dire, penses-tu qu'un Français dit issu de l'immigration soit considéré comme un Français à part entière /

18♣ oui /

19♣ *un citoyen Français ? /*

20♣ oui / tout à fait / tout à fait / ben en fait, si je / si je remonte à mes origines, c'est un peu ça, heu, ben > / à > :: / presque un siècle maintenant, peut-être pas loin, mais heu, heu :: / une fois naturalisé, pour moi, heu : / heu, cette / la personne est Française point . après c'est à elle d'accepter ses origines / je pense que toute personne doit accepter son origine, qu'elle soit de telle ou telle origine / on accepte et on ne peut rien y faire, c'est tout /

Il en découle que cette acceptation est simple et sans condition donc (même q'il parle de respect des lois...). Aussi, il pense que c'est au Fim d'accepter leurs origines. Il veut signifier par là qu'il est nécessaire de conserver une souche et c'est d'ailleurs ce que lui a fait personnellement, et revendique son origine belge :

10♣ mais je ne renie pas mes origines Belges / j'en parle régulièrement surtout au boulot [] / je ne renie pas mes origines / ben, j'ai un nom qui sert quand même : / je ne renie pas mes sources / Véhent va jusque dans le nord de la France, donc il n'y a pas de soucis /

Il en ressort, bien que encourageant l'idée d'une conservation de la culture source, après naturalisation, pour Fds/5, il est nécessaire de ne plus rappeler les origines des individus, vu que c'est la nouvelle qui doit primer :

22♣ . ben c'est un peu ce que je viens de te dire / je / je [] / je / je ne comprends pas, des gens qui s'arrêtent là, sur de tels sujets >, « ça c'est un Français, mais c'est pas un vrai Français » / il a été naturalisé, point / il a été naturalisé, point / il est accepté et heu, il a acquis les droits des Français, point / il faut le considérer comme un Français, point / on n'a pas le droit de dire « non non, t'es / t'es / t'es Arabe, t'es Marocain ou tu es Africain » , peu importe / il est Français maintenant

, point / après on peut dire que c'est un Français mais qu'il est d'origine africaine,
point / c'est tout / donc, on ne peut pas le traiter d'Africain ou heu, il est Africain .
voilà /

Commentaire

Ces derniers propos de Fds/5 peuvent porter à confusion car il parle de la conservation des cultures... Alors que d'autre part, il parle de ne plus considérer les Fim selon leurs origines. Cela fait dire qu'il a effectué sa catharsis et que désormais l'altérité pour lui est un concept acceptable car les Fim sont considérés comme ses pairs. C'est d'ailleurs pourquoi il considère les Fim comme des citoyens Français à part entière, même s'il existe pour lui à cet effet une petite condition (18 et 20). Nous tenons à expliciter : ce qu'il entend par Fim ici ce sont des individus issus du Grand sud seuls. En effet, il fait une différence entre les Européens et les non Européens. Donc il dit ne pas comprendre encore ceux qui s'arrêtent sur des aspects discriminatoires, faisant référence sans cesse aux origines des individus.

Aussi d'autre part, suite à ce qui suit *supra*, peut-être que Fds/5 veut-il simplement parler d'une conservation des origines par les Fim eux-mêmes, afin d'éviter une acculturation. Il ne le dit pas non plus, du moins pas de manière explicite. Aussi, pour notre part nous ne comprenons pas cet intérêt de conservation car il a été prouvé qu'il contribue souvent à créer des clivages socioculturels interdisant donc l'intégration des individus. C'est justement ce qui mène les Fds à parler des Fim comme étant des individus difficilement intégrables... d'autre part, nous ne signifions pas que des cas d'intégration dans la conservation culturelle de base n'a pas été révélée.

En conclusion, dans le cas de Fds/5, lui qui est Européen et aussi du fait que la Belgique qu'il revendique comme sa source, n'est pas géographiquement éloignée de la France. De plus, comme nous l'avons déjà vu et dit, sa mère est Franco-française et son père, bien que né de parents naturalisés est aussi Français...

4.2. Jugement et évaluation

4.2.1. Evaluation identitaire

Ce que l'on peut retenir de manière générale des propos de Fds/5 relatifs à son identité propre, c'est-à-dire l'identité française, c'est qu'il la porte avec fierté. Il affirme d'ailleurs bien fort et à plusieurs reprises qu'il est Français :

6♣ \ suis Français, c'est mon grand-père paternel qui s'était fait naturaliser heu :: /
heu : / heu, avant la guerre /

7♣ ☹ / *donc tu penses être Français par rapport déjà à ton grand-père qui s'est
naturalisé, et aussi parce que ta mère est née Française ? /*

8♣ heu, non, je me considère > Français / ma mère est née Française et mon père
est de nationalité française > heu / il y a que mon grand-père qui était heu / s'était
fait naturaliser Français / donc je me considère heu, Français /

26♣ \ qu'est-ce qu'elle m'inspire ? / ben heu, [] / pfft, je ne sais pas > / rien de
particulier honnêtement, heu :: / je suis Français, je suis fier, point / heu / je suis
fier de l'être, puis heu : / c'est tout /

Aussi, tout comme Fds/2, Fds/5 (8) reconnaît ne rien ressentir de particulier face à son identité. Ce sentiment il le confirme avec l'adverbe « honnêtement », comme pour prouver sa bonne foi.

Nous en concluons qu'il ne se pose pas de question sur son identité. Nous pensons d'ailleurs par conséquent que c'est ce qui nous a d'abord valu une non réponse (24) qui en fait dénote une surprise face à la question. C'est seulement après une question écho de sa part, qu'il est arrivé à nous donner une réponse. Nous considérons que cette question écho lui a servi de stimulateur pour la compréhension de la question.

4.2.2. Jugement et évaluation des cultures

4.2.2.1. La culture française

Etant donné que Fds/5 pense qu'il ne faut pas s'amputer de sa source quant à la culture française. A la question donc de savoir sa pensée sur la culture actuelle, nous répond qu'elle devrait être sauvegardée ; or le verbe sauvegarder qu'il emploie n'est pas si simple qu'on ne peut le penser, car il implique deux actions en lui-même : 1/- sauver ; 2/- garder. Il faut dans ce cas tout d'abord sauver et ensuite garder la culture française. Au sens du LPI, ce verbe décortiqué et défini donne la suivante :

Sauver : v.t. (bas lat. *salvare*)

1. Tirer quelqu'un du danger, de la mort, du malheur.
2. Préserver de la perte, de la destruction.

Garder : v.t. (du germ. *Wardōn*).

1. Surveiller un être pour le protéger, prendre soin de lui.
2. Surveiller un lieu, une issue, etc., pour en défendre l'accès.

Ainsi, dans le LPI, le verbe **sauvegarder** est défini comme :

v.t. 1. Préserver contre toute atteinte ; protéger, défendre.

Il en ressort que dans le sens de Fds/5, ce verbe rejoint le sens de la protection d'abord, puis de la défense. Or, si on doit protéger quelqu'un ou quelque chose, cela veut dire que cette personne ou cette chose est en danger... Il en découle que ce verbe accuse le fait que la culture française soit affaiblie, c'est-à-dire, il espère attirer l'attention sur l'utilité et surtout l'importance de cette culture, afin de rétablir son équilibre et ainsi lui assurer une pérennité. En conclusion, le verbe sauvegarder vu dans ce sens conserve réellement sa place dans son discours ; Pour Fds/5 en fin de compte, la culture constitue un pont entre les générations :

28♣ . ben > , je pense qu'il faut la sauvegarder / il y a des habitudes françaises, des cultures, et puis je pense qu'on s'attache et heu : / on a été d'une certaine façon, par bien ou > mais bien pour certaines choses, et je pense qu'il faut protéger une certaine culture et la transmettre à nos enfants / comme heu / comme heu :: / heu : / comme les gens venant de n'importe quel pays, il faut garder les souches, faut > / c'est comme ça, quelque chose qu'ils ne doivent pas perdre . chaque région, chaque pays a : / a ses traditions / il faut les garder / surtout il faut les garder / ça peut être par l'intermédiaire de > / de / de nos enfants /

D'autre part, quand Fds/5 nous parle « des gens qui viennent de n'importe quel pays et qui doivent garder leurs sources » (28), nous y décelons la mentalité selon laquelle, même fondus dans le moule français, les Fim porteront toujours une étiquette culturelle les différenciant des Fds, étant donné

qu'ils auront conservé et perpétué celle de leur pays d'origine (proche et / ou lointaine). C'est ainsi que *in situ*, la société française vit sa culture.

Eu égard au mélange des populations et par conséquent des cultures qui vivent en situation en France, Fds/5 pense qu'on ne peut parler d'une culture française pure. En effet, il se positionne comme défenseur de ses propos en relevant les différences culturelles entre les individus. Ceux-ci les ayant « importées » avec eux lors de leur appel par le pays, à la suite du besoin de la main d'œuvre ressentie par le pays après la seconde guerre mondiale :

30♣ non ! / déjà, il y a quelques siècles on avait déjà des mélanges culturels / après, avec la deuxième guerre mondiale déjà, on a vu ces mélanges s'accroître / le pays avait besoin des / des étrangers pour reconstruire / par rapport à la politique actuelle, ça les freinera . ça changera peut-être ; mais non, on ne peut parler de pureté /

4.2.2.2. Les cultures immigrées

Fds/5 pense que les cultures immigrées (ou dites immigrées) sont introduites en France depuis les années 50, avec de Gaulle, c'est-à-dire avec les premiers instants de la création de l'Europe... Pour lui, ce sont des cultures qui méritent du respect à une condition (même s'il en réfute l'existence), celle que ses détenteurs respectent celle de la France. Il insiste d'ailleurs sur le terme « respect » :

32♣ elles y sont déjà heu, depuis De Gaulle, dans les années 50 hein / elles y étaient déjà avec les mouvements venus d'Eu_ / d'Europe hein / depuis déjà le siècle dernier, heu / moi je pense qu'il faut les respecter / je pense qu'il faut les respecter, heu / je pense que les cultures / heu, je pense des Français comme je le disais tout à l'heure, d'origine heu :: / de n'importe quel pays . s'ils ont leur culture, il faut la respecter / donc s'ils respectent la nôtre, il n'y a pas de raison de ne pas respecter la leur, point /

33♣ il y a une condition alors quand même ? /

34♣ non / il n'y a pas de condition, mais heu, faut la respecter / je pense que si on a en face de nous des gens intelligents, ils vont respecter la nôtre / nous de l'autre côté on a aucune raison de ne pas respecter la leur /

4.2.2.3. L'intégration et les cultures en vue d'une unicité culturelle

Il apparaît depuis le début de notre entretien que Fds/5 est pour que chacun, quelque soit son origine, citoyen Français Fds ou Fim, doit conserver sa culture source (35 et 36). Il n'est donc pas besoin pour ces cultures immigrées ou dites comme telles, qu'elles se fondent dans le moule français afin de devenir la culture française en l'occurrence. Ceci dit, on n'a pas besoin quant à ces cultures, ni de l'intégration ni d'assimilation, pour qu'elles deviennent cette culture française dite de référence (38). Ainsi, on peut dire que si tel devait se faire pour elles, nous changerons alors de registre pour embrasser celui de discrimination :

40♣ non, ça restera toujours la culture >, comme je le disais tout à l'heure, pa_ / par rapport à tel pays, à telle région ; même si heu, les gens sont Français > d'origine, leurs enfants sont Français, les petits enfants sont Français, etc./ la culture re_ / restera toujours de / d'origine de départ quoi, donc si c'est > : / enfin, peu importe, ça restera / on ne saura pas si c'est une culture française pure heu, peu importe / ça restera toujours la culture de départ / leur culture de départ /

44♣ non, ça revient [] / aucune culture, aucune heu > / aucun point de racisme ; ça devient du racisme / si c'est propre je respecte /

La dernière partie de la tirade (44) : « *si c'est propre je respecte.* » signifie que Fds/5 accorde beaucoup de respect et une certaine importance à la culture. Pour lui donc, chacun doit rester à sa place. Il veut également interpréter par « propre », le fait que tel aspect de la culture d'autrui lui plaise, dès lors qu'il y a acceptation de sa part.

Note

Nous savons tous qu cette situation de conservation et de perpétuation des culture fait vivre des cultures parallèles, créant ainsi des bulles communautaires isolées, sans aucune relation entre elles. Bref, elles communautarisent et balkanisent la société. A moins que, comme pour les langues, la société ne réussisse à se créer une koinè culturelle, comme le dit Fds/4 : une « world culture ». C'est d'ailleurs ce qu'on constate dans des grandes villes capitales comme New York, Paris, surtout ...

4.2.2.4. Les cultures en situation

Bien que parlant préalablement du fait que chaque individu conserve sa culture, Fds/5 dans un second temps pensent que les cultures (qu'elles soient françaises ou non) sont bien possibles de cohabitation. Il revient sur respect entre différents individus de cultures différentes, et parle même d'un incident récemment déroulé dans le pays, relaté de manière dite extrapolée par les médias :

46♣ ben moi, je pense qu'elles peuvent co_ / qu'elles peuvent très bien cohabiter / quand on voit ce qui se passe, on voit très bien des reportages télé à Paris où des gens de toutes origines, à l'exemple des Juifs et des Africains , heu, notamment ce qui s'est passé ce week-end, on le voit encore à la télé / des gens qui cohabitent, qui sont voisins de palier, ils respectent \

47♣ \ tu me parles de la mort, enfin, l'a_ / l'agression du \

48♣ \ oui, l'agression du gamin Juif de 17 ans /

49♣ oui ? /

50♣ oui, quand j'entends les gens parler, c'est bien / enfin, j'ai entendu ça hier soir ; c'était un vieux Juif qui parlait / de toute façon, il avait des voisins Africains et il disait qu'ils avaient une très bonne cohabitation / il les respectaient >, il appréciait leur musique / enfin ! il les respectaient / . honnêtement, c'était jugé par rapport aux Africains / ils se respectent entre eux, c'est bien / mais après ce qui s'est passé entre ces jeunes, on ne sait pas trop /

Pour lui, ainsi, la barrière qui soit disant existe dans les relations interculturelles en France serait créée par les médias, car parfois / souvent derrière un fait divers, est créé un incident que l'on met sur le dos de la discrimination culturelle, pour diverses raisons :

52♣ c'est leur problème / c'est un problème de jeunes, voilà / donc c'est une histoire de > : / de heu :: / de filles ou par rapport aux filles / je ne sais pas ce qui s'est vraiment passé heu, mais ça n'a rien à avoir avec le racisme /

53♣ *donc tu penses que les médias ont extrapolé l'affaire ? / ils lui ont donné une dimension raciale ? /*

54♣ exactement ! / parce que y a : / y a un quartier à Paris où il y avait des gamins Juifs, donc ils en ont fait un bon débat et puis, Sarko partait là-bas, donc ils ont profité de l'occasion /

Il apparaît ici que Fds/5 semble accuser par ses propos la communauté juive qui sait souvent jouer des situations pour leur avantage. Alors que dès lors qu'il s'agit d'un Fds, les faits sont et demeurent ordinaires :

56♣ c'est / c'est peut-être ça > / et peut-être qu'on en aurait parlé moins si c'était un Français / les agressions il y en a tout le temps à Paris / j'en parlais encore ce week-end, je / un de mes collègues, son fils a eu une histoire presque similaire / bon, on en a pas fait d'histoire, c'est pas passé à la télé /

58♣ des agressions comme ça, ça arrive régulièrement / il s'est pris des coups / quand ça arrive à Paris dans les banlieues, je parle des banlieues, le 9-3 quoi, heu, ça arrive partout /

Note (rappel)

Lorsque Fds /5 parle de Français (56), il veut parler uniquement des Fds. Cela signifie que même s'il prône et clame l'idée d'une certaine ouverture, mentalement il n'est pas encore prêt à l'accepter. En effet, l'adjectif *Français* qu'il emploie devrait dans ce cas englober tous les Français sans distinction aucune, c'est-à-dire et les Fds et les Fim. Or, nous avons constaté qu'en parlant des Fim ou immigrés, il fait allusion aux seuls Fim/IP2 (des non Européens). Ici, il vient d'y inclure les Juifs. En conclusion : pour Fds/5, sont Français, tous les Fds et les Fim/IP1 (ie. Européens).

4.2.2.5. La dominance culturelle

A savoir si Fds/5 considérerait la culture française comme étant au-dessus de celles des immigrés, il nous répond franchement, de manière négative. Ensuite il est revenu sur le respect dont il nous a déjà parlé plus d'une fois. A la fin, il nous parle de la liberté de chaque individu, face à sa culture et à sa volonté face à celle-ci :

60♣ non, pas du tout, non / au-dessus ? / non, heu : / je connais bien la culture française / j'ai été élevé dans la culture française . mais si je connais d'autres cultures maintenant par rapport à > ma vie privée / mais je ne pense pas qu'il y en a une qui prenne le dessus sur l'autre, chacun respecte la sienne / chacun fait ce qu'il veut /

Nous pouvons dire de ce fait que ce respect que témoigne Fds/5 à sa culture et à celles des autres, il l'a déjà en commençant par sa vie privée, comme nous le montre la séquence suivante :

61♣ ☺ / *une petite parenthèse, tu viens de me parler de quelque chose qui m'a interpellée / tu m'as parlée de différence de culture qui me semble assez proche de toi, dans ta vie privée donc / peux-tu m'en parler ? /*

62♣ oui, ma concubine est d'origine Africaine /

63♣ ☹ /

64♣ c'est pourquoi je dis que je respecte ses choix, point / on n'a pas forcément les mêmes discussions, mais je respecte, point /

65♣ ☹ /

66♣ voilà ! / elle est venue en France / elle serait née en France, ce ne serait pas la même culture / il y a des sujets que nous discutons, mais je sais qu'on n'a pas les mêmes origines / on n'a pas les mêmes cultures / on ne peut donc pas être d'accord sur tout / donc c'est même pour ça qu'on est en guerre /

67♣ ☹ / *d'accord* /

68♣ honnêtement, que ce soit ma compagne, que ce soit heu / j'ai des amis Africains ou des amies Africaines, point / c'est pas pour ça que je suis en désaccord avec / voilà / ce heu : / on n'y peut rien, c'est une façon d'être élevé, et puis, ben y a l'enfant qui prendra > / qui prendra les deux cultures, point / et des choses qui seront des origines de sa mère /

70♣ je respecte et je vis avec / je ne peux pas lui imposer ça / j'aimerais pas faire ça /

4.2.2.6. Le choc culturel

Précédemment, Fds/5 nous a fait une confidence sur sa vie privée. Celle-ci nous révèle donc une étroite relation étroite de Fds/5 avec des cultures immigrées. Déjà dans son foyer, sa concubine est d'origine africaine (68)... Il s'avère donc que Fds/5 vit une situation qui ne manque pas de faire des étincelles chez lui, car deux cultures se choquent et s'entrechoquent sans arrêt, du faits de multiples désaccords entre lui et sa concubine : ils sont donc en situation de *choc culturel*. Le fait

est qu'il est bien conscient e cette situation et c'est pourquoi il nous révèle qu'il est en « guerre »¹⁸⁰ (66).

Commentaire

Notre observation de la situation des Fim a effectivement révélé plusieurs malentendus créant des désaccords. Pourtant, il ne s'agissait parfois pas de paroles blessantes, ni de propos ou encore de gestes insultants, mais l'un et l'autre interprétaient trop vite l'attitude de l'autre ; D'où des guéguerres qui pouvaient aller jusqu'à une semaine entière voire plus, dans lesquelles ni l'un ni l'autre ne s'adressait la parole. Dans ces cas-là, ils passaient par des écrits ou par l'intermédiaires des enfants de Fds/5 pour communiquer... Ils n'étaient pas non plus d'accord sur la manière d'élever leur enfant de 2 ans.

Il s'avère que Fds/5 semble prendre cette attitude avec une pointe de positivisme (68), bien que nous savons que cette situation l'agace vraiment –nous fréquentons le couple...).

5. La laïcité

La question sur la laïcité, Fds/5 nous y répond par rapport à l'école. Pour lui, il ne faut surtout pas mélanger l'école de la religion :

150♣ .. ben après on vient dans le domaine de l'école, c'est > : / c'est un grand sujet / bon, c'est vrai que dans l'enseignement c'est compliqué, on le voit bien quand il se passe des choses / faut pas > : / faut pas enseigner / faut pas mélanger la religion et ses : / et l'enseignement /

152♣ je pense que / que > l'école / on est une école publique . et les élèves de l'école que ce soit de la maternelle en grande section, il faut que pour apprendre, que ce soit de l'enseignement à part /

Il apparaît pour lui que la religion et la laïcité ne peuvent cohabiter. Lui qui se dit neutre pense qu'il

¹⁸⁰ Mais ils se sont définitivement séparés deux mois après cet entretien...

ne faut surtout pas afficher sa religion surtout à l'école (qui doit naturellement favoriser l'intégration) :

156♣ \ non / par contre là-dessus j'avoue que je suis assez contre heu / il faut être neutre / je pense **que** > enfin, faut pas qu'une gamine aille à l'école avec une croix / enfin, je pense qu'il faut pas aller avec ça quoi /

6. L'intégration

Note

Fds/5 a préféré le terme d'intégration à celui d'assimilation parce qu'il trouve que le premier est moins choquant que le second... (72 et 74).

6.1. L'école et la famille

Fds/5 pense réellement que l'école favorise l'intégration. Cette opinion est réalité pour lui parce qu'il tire son exemple de ses enfants, qui ont des relations d'école issues de plusieurs horizons, tel le montrent ses propos :

158♣ oui / si / si on fait abstraction de plusieurs choses, elle le favorise et on le voit bien ! / je le vois par heu / par rapport à mes cas personnels . j'ai / par mes enfants / moi, j'ai des enfants / j'ai des enfants qui ont des / des copains ou des copines heu > : / de pleins d'origines /

162♣ donc heu, tout jeune j'ai jamais fait un plat là-dessus / ils me ramènent des amis, je ne vais pas demander leurs origines / non, ils sont Français ou heu, il est de telle origine / ça n'a jamais été un problème / la porte est ouverte, tant que le gamin est correct ou il respecte où il est, après moi j'ai aucun souci /

Finalement, il réintroduit la notion de respect se devant alors d'exister entre lui et les amis de ses enfants, car si le respect est en effet, par conséquent il ne voit aucun inconvénient à ce que ses enfants fréquentent leurs amis :

166♣ ben la famille, là je suis bien passé pour le savoir / j'ai une grande culture et : / ben, je pense que c'est pas un problème /

167♣ *donc tu penses qu'elle favorise forcément l'intégration ? /*

168♣ ben bien sûr ! /

170♣ complètement ! /

En conclusion, nous disons que Fds/5 pense que les deux cultures, c'est-à-dire, celle des Fds et celle des immigrées ne peuvent que favoriser l'intégration (172 et 173). Cependant, nous constatons un fait qui nous a interpellée : le fait qu'il nous dise que deux cultures ensemble favorisent forcément l'intégration, alors qu'il nous disait supra que lui et sa compagne étaient en « guerre »...

6.2. L'intégration et les cultures

Concernant les cultures et l'intégration, le seul point relevé ici chez Fds/5 se trouve dans l'alimentation. Bien que vivant permanemment en présence de deux cultures dans son foyer, il avoue ne consommer que très peu de nourriture exotique (76). La raison qu'il avance pour étayer ses dires est personnelle, sans à priori, car il se dit difficile :

78♣ je suis quelqu'un d'assez difficile, sais **pas** > / je ne reproche rien de goûter mais, déjà que dans la nourriture française je suis déjà très difficile, même en légumes, etc., heu :: / voilà / après, je respecte les plats des autres quoi / O /

Ainsi, Fds/5 réintroduit la notion de respect pour une énième fois, pour signifier que cette ce caractère n'est pas une critique vis-à-vis de la cuisine étrangère... Nous en concluons que Fds/5, bien que l'exotisme bousculant quelque peu les mœurs françaises notamment ici dans le culinaire, reste encore en dehors de ce phénomène, non pas par faute d'intérêt mais parce qu'il n'apprécie pas tout simplement. Avec très peu de consommation exotique comme il le dit lui-même, il ne fait pas partie de ceux qui sont ancrés dans la quête culinaire exotique, comme Fds/2 par exemple (Cf. Fds/2 : 253 ? 254 ? 260 ? 262 et 264).

6.3. L'intégration des Fim dans l'Europe

La question portant sur l'intégration des Fim dans l'Europe apparaît comme épineuse pour Fds/5, dans la mesure où celle-ci demeure entière selon lui. En effet, il pense que la Roumanie par exemple qui attend son entrée officielle dans l'Union, provoque encore des remous et des réticences à cause des stéréotypes qui lui sont alloués. C'est alors qu'il semble ne pas comprendre pourquoi on doit en accepter aisément certains et en refuser d'autres dans l'Union. Cela semble bien l'inquiéter... D'autre part, il parle d'adaptation culturelle devant alors s'effectuer pour ces individus, avant d'entrer sur le sol français. Cela constitue pour lui une sorte d'engagement menant au respect mutuel dont il nous parlait précédemment. Ainsi, cette partie d'entretien vient à point nommé nous rendre compte du constat de Fds/5 sur cette situation :

186♣ moi je pense que le problème est entier / on dit que la Roumanie c'est l'Europe / la Roumanie par exemple / les Roumains ont été mal acceptés /

187♣ *penses-tu ? / à ton avis, pourquoi ? /*

188♣ pourquoi ? / ben parce que c'est des gens qui sont > souvent catalogués /

189♣ *comme ? /*

190♣ comme des gens > / des mendiants, des voleurs, des gens qui volent ou > : / on le voit bien, y a des problèmes avec la Roumanie alors que c'est pas si loin que

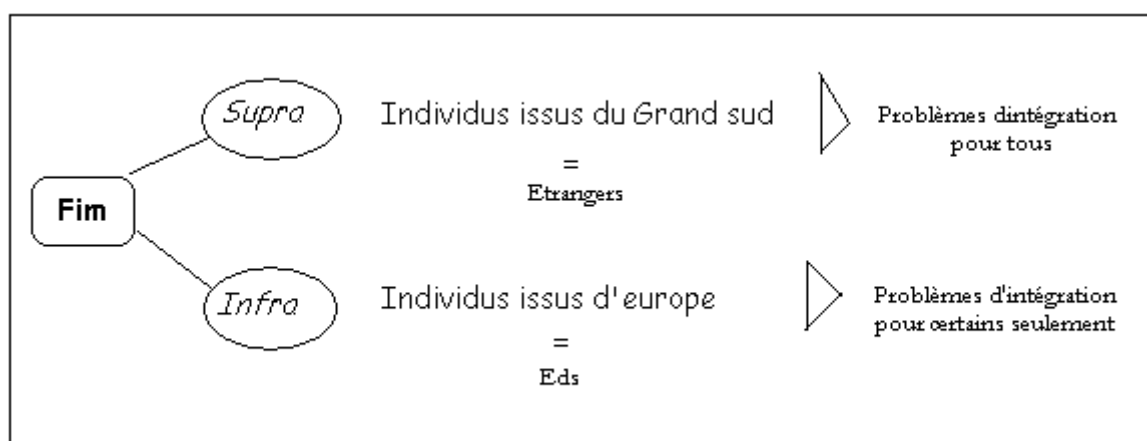
ça / alors pourquoi heu, refuser la Roumanie et pourquoi accepter les Italiens ? /
j'ai l'impression qu'un Italien qui va vivre en France ça va pas choquer /

191♣ *mais on a bien accepté la Pologne ! /*

192♣ on a accepté la Pologne /

196♣ (...) / les Roumains heu, ils se considèrent coincés heu > : / est-ce qu'ils vont être acceptés heu, chez nous un jour ? / ça je ne sais pas > heu, c'est > :: / en fait on revient à la culture / ils vont peut-être s'a_ / si : / il faut s'adapter, y a une adaptation à faire avant de venir chez nous / heu, c'est pour rester quoi / heu :: / respecter notre façon de vivre et nous, respecter la leur /

Suite à ce qui découle, il apparaît que Fds/5 reste vraiment dans les frontières de l'Europe. Dans le groupe des Fim donc ici, il fait allusion seulement aux Eds, donc en excluant les autres. Ce fait de ne parler que des Eds en tant que Fim peut paraître étrange dans la mesure où Fds/5 fait allusion aux Fim issus du Grand sud seuls, *supra*. Or maintenant Fim égal Eds seuls. Face à tout ceci, nous nous demandons s'il n'associe pas mentalement la question au terme Europe, c'est-à-dire, qu'il ne retient que ce terme dans toute la question... Nous résumons schématiquement cette situation comme suit :



D'autre part, la Turquie étant volontaire pour faire partie de l'Union Européenne, frappe donc à ses portes depuis des décennies. Or, géographiquement, c'est un pays mal situé car il est entre l'Asie et

l'Europe. Donc sa demande est sans cesse repoussée, soit disant pour plusieurs raisons. C'est ainsi qu'à notre remarque sur ce refus d'intégration de certains pays à l'instar de la Roumanie, il nous répond comme la plupart de ceux qui ne veulent pas que la Turquie « entre » dans l'Union Européenne, bien qu'elle participe à la coupe d'Europe de football :

193♣ *et certains sont même prêts à accepter la Turquie /*

194♣ *on est prêts à accepter la Turquie, mais c'est pas pareil / les Turques, ils / est-ce qu'ils sont vraiment en Europe ou est-ce qu'ils sont de l'autre côté ? /*

195♣ *ils participent bien à la coupe d'Europe ! /*

196♣ *ils participent / mais ça c'est d'autres problèmes / c'est / c'est compliqué pour moi, c'est heu des / c'est un sujet compliqué / (...)*

7. Egalités / inégalités

Note

Ici, les égalités et inégalités concernent tous les aspects discriminatoires.

7.1. Barrières face à l'emploi et le logement

7.1.1. L'emploi

Fds/5 pense qu'il existe des inégalités sur le marché de l'emploi sur les Fim. Ce fait selon lui s'avère du fait du nom de l'individu car les employeurs émettraient des réticences sur les noms à consonance étrangère. Mais cela n'est pas l'apanage de tous les employeurs car il y aurait des emplois où il y aurait plus de souplesse... :

126♣ *ben la première chose qu'on regarde c'est le nom / c'est clair qu'un CV*

avec un nom déjà / la personne / certaines sociétés n'acceptent personne par racisme / déjà c'est inclus pardon / en voyant déjà Martin et en voyant heu > / un nom heu, italien ou autre, on sait tout de suite que celui-ci est un nom français et cet autre est d'origine italienne / maintenant y a des gens qui s'arrêtent pas à ça / y a des gens qui vont recevoir tout de suite la personne et y a des gens qui vont faire un blocage /

127♣ *tu veux parler de chauvinisme de leur part ? /*

128♣ voilà ! / mais ça dépend des sociétés / ça des dépend des emplois recherchés, heu :: / . je travaille dans une grosse société et je ne pense pas qu'on s'arrête à ça / honnêtement heu : / il y a des :: / y a des gens d'origine africaine / y a des gens qui s'appellent Mohammed chez moi où je travaille / c'est pas valable partout quoi, c'est une grande société et on ne s'arrête pas dessus /

129♣ *donc tu penses qu'on rencontre ces cas de figure dans les petites entreprises quoi ? /*

130♣ ouais ! / les artisans sont beaucoup plus comme ça, à s'arrêter aux / y aura peut-être plus à faire en premier tri /

Nous en concluons que, tout comme Fs/4, il ne reconnaît pas rencontrer de barrière par rapport à son nom patronymique (124).

7.1.2. Le logement

Concernant le logement, Fds/5 pense qu'il existe des barrières pour tous les Français : les Fds comme les Fim. Cela ne se passe donc pas comme dans l'emploi. En effet, il pense que dans le logement existe du piston et que cela n'a rien à avoir avec le racisme :

132♣ ... non, non, non / le logement c'est un peu différent, je ne pense pas / le

logement, y a peut-être plus de passe-droits pour obtenir un logement >, heu / ça c'est > : / c'est plus de la politique parce que heu, tout le monde sait très bien qu'avec un peu d'aide on peut avoir un logement plus facile / quelqu'un qui veut un appartement ou une maison, il suffit qu'il se fasse pistonner il l'a / je ne pense pas que ce soit une question de nom >, de racisme ou quoi que ce soit /

134♣ heu c'est le coup de pousse /

7.2 Autres

Comme pour l'emploi, Fds/5 qui se positionne en tant que Fds ne reconnaît pas rencontrer de barrières dans les lieux publics (138 et 140). Aussi, il n'a jamais vécu de scène dans laquelle il y aurait eu un acte jugé inégal, sur au moins un Fim, sauf indirectement à travers les médias et / ou des amis... Mais il reconnaît que certaines actions le choquent dans l'emploi, en ce qui concerne le nom patronymique :

142♣ dans ma vie privée non / dans des reportages ou des discussions avec des amis ou des collègues, peut-être, en voyant ça / personnellement non / mais y a des choses qui me choquent par rapport à la recherche d'emploi / faudrait qu'on fasse un tri, qu'on ne reçoit pas une personne qui porte un nom à consonance d'origine étrangère, ça ça me choque / la / la personne pourrait être compétente ou largement compétente pourtant /

7.3. La devise française

Conservant son esprit d'ouverture et son optimisme, Fds/5 pense que la devise française 'applique à tous les français, sans exception (78). Ainsi, il n'y a nulle raison d'effectuer une quelconque différence vu que les droits sont pour tous :

180♣ bien sûr / y a : / y a aucune raison de faire une différence / honnêtement heu,

comme je dis, il y a des droits / des droits / pour des gens qui vivent en France, les droits sont les mêmes pour tout le monde /

Il apparaît que voulant savoir si tous les Français bénéficiaient des mêmes droits et ce de manière équitable, il change alors d'orientation et nous révèle que finalement, il y aurait une différence de traitement. Dans la foulée, il incère l'immigration et puisque l'heure actuelle nous parle d'une immigration choisie, il pense qu'elle est inconcevable. En effet, il estime que tout individu décide de ses allers et venus :

182♣ . ben tout le monde n'a pas forcément les mêmes droits / c'est vrai qu'on tourne un peu en rond parce que l'immigration, heu ::: / quand on parle politique, l'immigration choisie quand on entend ça, c'est : / pfft / suis pas trop d'accord avec ça quoi / c'est / non non, par exemple toi tu fais telle profession, tu peux venir . toi par contre tu retournes dans ton pays parce qu'on a ce qu'il faut en français / comment on peut penser ça ? / ça c'est / ça me choque un peu / c'est des choses qui me choquent / des gens / des gens ont accepté ou décidé de venir dans notre pays, point / ben ils ont tout fait pour y venir, ils y sont / maintenant c'est leur choix, si un jour ils décident de repartir dans leur pays heu ::: / ils peuvent le faire, mais heu, moi j'ai du mal à accepter qu'il y ait des gens qui sont reconduits aux frontières >, ou qui se retrouvent reconduits de force /

184♣ sachant très bien que ces gens font tout pour revenir . /

Il en découle que, parlant de Fds et de Fim, Fds/5 fait déroute car il en arrive sur les immigrés « purs », c'est-à-dire, des individus souvent primo arrivants ou encore une première voire une seconde génération d'immigrés, ou encore seulement des étrangers... Bref, d'une politique d'immigration actuelle qu'il réfute. Par conséquent, Fds/5 ne pense pas qu'il puisse exister une égalité pour tous les Français¹⁸¹ (Fds et Fim) car c'est un fait politique. Il en va donc bon gré malgré des politiques et de leurs politiques. D'ailleurs, loin est de lui l'idée que l'on se rapproche de cette

¹⁸¹ Lui qui disait que les Fim étaient des citoyens Français à part entière (20)...

égalité, puisqu'il y aurait selon lui, beaucoup de régression politique :

198♣ non / non / c'est pas pour demain / c'est pas prêt d'arriver, même si je / même si je le pensais mais il y a / c'est : / c'est de la politique hein, c'est de la politique /

199♣ *donc si c'est pas pour demain, c'est pour quand ? /*

200♣ ben je sais pas, c'est à voir hein / peut-être, j'aimerais bien /

202♣ et : / pfft / c'est compliqué parce qu'on fait des pas en politique, on > freine et puis on revient à l'opposé / alors on fait un pas en avant et deux en arrière pour que heu : \

204♣ (...) / c'est pas pour demain /

8. Différences

Il apparaît que Fds/5 ne pense pas être différent des Fim qu'il appelle cependant étrangers. Il semble que cela est une question de respect existant entre les deux groupes. Mais Fds/5 ne montre pas de signe de racisme ni d'ailleurs d'un certain chauvinisme face à ces derniers, bien qu'il se contredise parfois lui-même... :

144♣ .. je ne pense pas non /

146♣ non / non, non, non, non / je > ::: / pfft / je pense pas non / non, non / je pfft / pas du tout /

147♣ *et comment te sens-tu face à eux ? /*

148♣ ... sans : / sans problème / je me sens à l'aise, je peux discuter avec des étrangers, ça ne me dérange pas du tout / tant que / comme je le disais tout à

| l'heure, tant qu'y a le respect, tant qu'y a : / aucun soucis pfft / je ne m'arrête_ / pas
| de > chauvinisme, de racisme / pas du tout /

9. L'Union Européenne

9.1. La place de la France dans l'Union Européenne

Demeurant optimiste quant à la place de la France dans l'Union européenne, nous constatons que son optimisme se décèle dans la confiance qu'il a en la France, dans le fait que ce pays est l'un des pays fondateurs de l'Union. C'est ainsi qu'il devrait hisser les autres pays... :

| 206♣ ben je pense qu'elle l'a parce qu'elle heu ::: / c'est quand même un des
| premiers pays qui a vraiment lancé l'Europe, quand même avec de Gaulle / c'est
| dans les premiers pays, l'Allemagne heu :: / l'Allemagne et la France /

| 208♣ je pense qu'elle peut être à la tête, enfin, avec la / avec les premiers qui ont
| lancé ça ; c'est un > justement, un défi qu'à la France de pousser les autres vers le
| haut /

9.2. L'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union Européenne

C'est d'abord avec une certaine sûreté que Fds/5 nous assure que les Fim ont déjà leur place assurée au sein de l'Union. Ensuite il émet cette espérance, celle de les y voir un jour s'intégrer. Cependant il pense que même si cela doit un jour être effectif, il voit cela déjà comme un travail de longue date et de longue haleine, non évidente pour le moment, car pour ce faire les mentalités doivent évoluer :

| 210♣ oui ! / je pense qu'elles le s_ / j'espère / je pense qu'elles le seront, mais
| bon, ce serait long / il faut faire changer les cultures, il faut > : / il faut changer la
| mentalité des générations, c'est long à accepter /

Il apparaît ici que Fds/5 nous parle de changement de cultures. Or *supra*, il nous a révélé que chacun devrait conserver la sienne, et seul le respect devrait rester, etc.... Il semble donc encore une fois se contredire avec ses propos... Mais qu'à cela ne tienne, nous retenons de tout ceci qu'il reconnaît que l'acceptation des Fim au sein de l'Union Européenne n'est pas encore à l'ordre du jour, car le bout du tunnel de leur intégration est encore bien loin, peut-être même encore plus loin que nous le pensons :

211♣ *donc c'est pas prêt d'être accepté /*

212♣ *non / pour moi c'est pas / c'est pas encore aujourd'hui /*

213♣ *bon ! / peut-être pour la génération suivante ? /*

214♣ *peut-être ou pas / peut-être c'est la suivante mais sais pas /*

215♣ *très bien ! *

216♣ *\ franchement, faut encore attendre /*

4.2. Analyse thématique regroupée

Plan

4.2.1. Perception identitaire

4.2.1.1. L'identité française

4.2.1.2. Seconde identité propre

4.2.2. Statut identitaire

4.2.2.1. L'identité française

4.2.2.2. La citoyenneté française

4.2.3. Perception du degré d'intégration / assimilation

4.2.4. Catégorisation du type français

4.2.5. Ethnoculture (jugement)

4.2.5.1. La culture française

4.2.5.2. Les cultures dites immigrées

4.2.5.3. Le métissage culturel

4.2.5.4. Enrichissement / appauvrissement culturel

4.2.5.5. Valorisation / dévalorisation culturelle

4.2.6. Discriminations

4.2.6.1. Le logement

4.2.6.2. L'emploi

4.2.6.3. La société / la collectivité ...

4.2.7. Différences et discriminations

4.2.8. Relations sociales

4.2.9. L'avenir

4.2.9.1. L'Europe : la place de la France

4.2.9.1.2. L'intégration des Fim

4.2.9.1.2. Les Français (Fds et Fim)

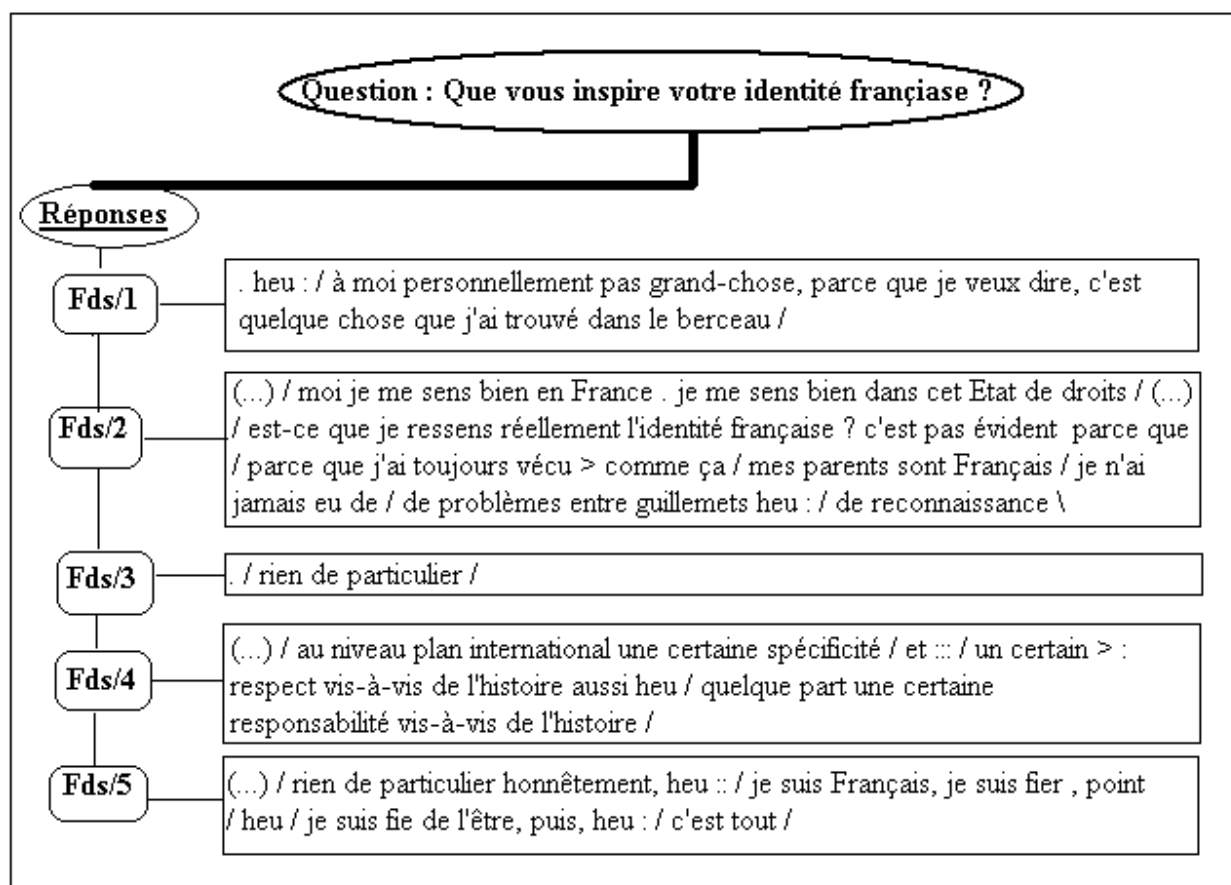
4.2.9.2. Perception de la devise française.

4.2.1. Perception identitaire

Note

Tous nos enquêtés du corpus Fds sont mono identitaire exceptée Fds/1. Ici donc, lorsque nous évaluons la perception identitaire de la seconde identité propre, il s'agit de Fds/1 seule, bien que certains possèdent également des origines en dehors des frontières françaises...

4.2.1.1. L'identité française



Commentaire :

Il apparaît que sur 4 enquêtés sur 5 ont des regards convergents sur le ressenti ou l'inspiration de leur identité française. La réalité semble être celle d'une situation où ces individus ne se sont

jamais posés cette question. En fait, ils semblent tous être sans émotion face à leur identité. Pour Fds/4 par contre on note une légère démarcation dans la mesure où il l'associe à un certain respect y existant (donné de l'extérieur) et par conséquent fait porter des charges attenantes. Le respect dont nous fait part Fds/4 ici rattrape quelque part le sens de Fds/5 qui dit en ressentir un sentiment de fierté. Même si ce dernier dit tout d'abord ne rien en ressentir de particulier, nous y apposons un regard tout autre car l'identité est comme nous le savons, quelque chose de très profond et ce sentiment de fierté est celui entre autre sinon le plus important qui réussit à réunir le peuple français. En effet, c'est elle qui favorise la création des mouvements nationalistes, écartant, discriminant d'autres individus, resserrant donc les clivages socio identitaires encore nommés communautaires, au sens de Weber. En conclusion, nous disons que fort heureusement que la fierté que revêt l'identité française révélée par les individus qui la portent est sociale et non pas réellement communautaire, lorsque l'on examine profondément le pays...

4.2.1.2. Seconde identité propre

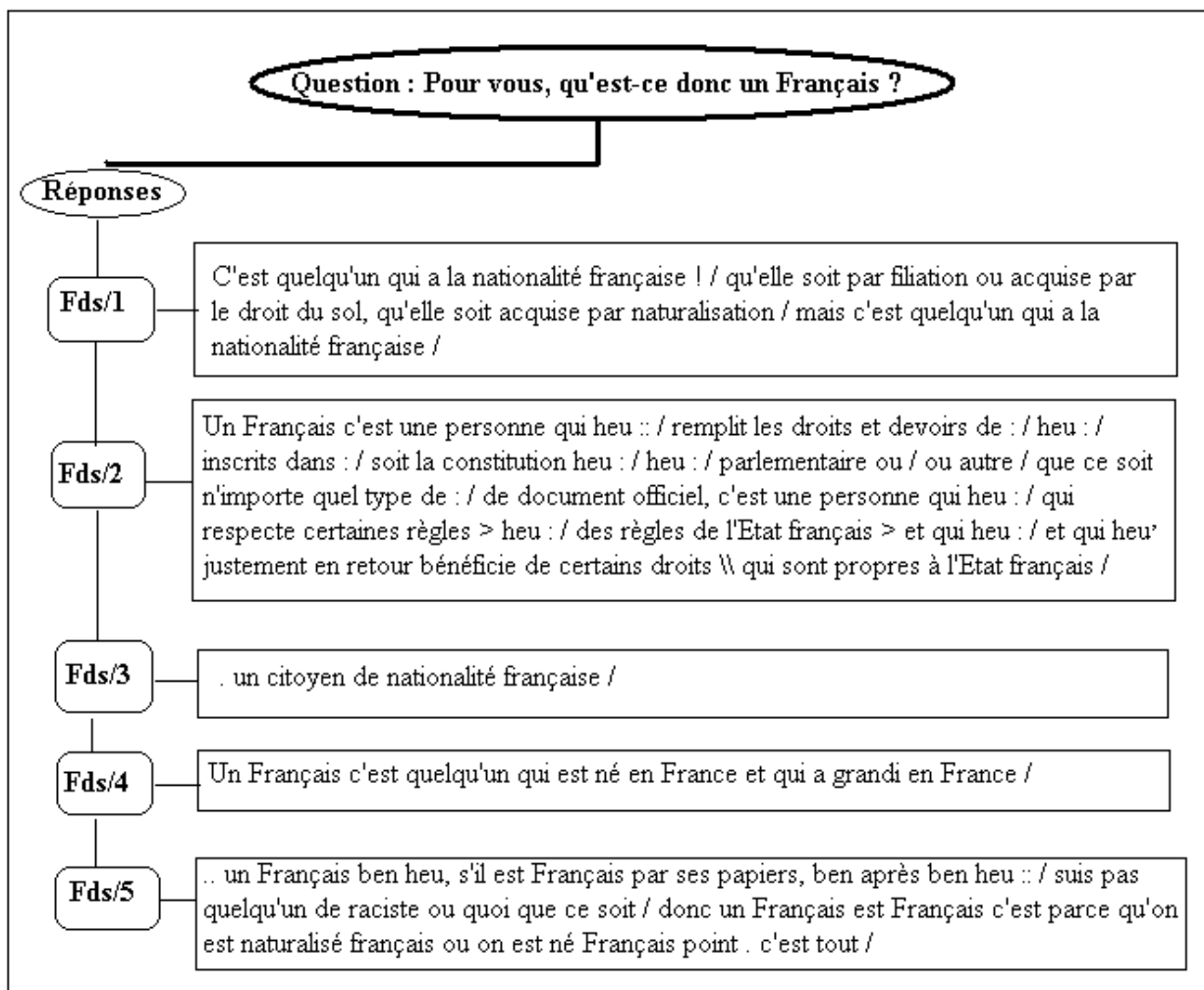
Nous pouvons dire que Fds/1 qui jouit d'une double nationalité vit dans sa situation, un dépassement du « jacobinisme », c'est-à-dire que son identité française jouit d'une double facette, au même titre que les identités régionales vis-à-vis d'un Fds sans souche reconnue étrangère (10). Aussi, cette double identité est sans idée d'assujettissement chez elle, étant donné le dépassement identitaire qu'elle a réussi à faire, c'est-à-dire, qu'elle a réussi à ne pas s'arrêter sur les diversités ethno culturelles. Cela se doit certainement au fait que premièrement elle soit ouverte, et deuxièmement, parce que la culture française est une culture forte et fortement liée aussi aux anciennes colonies du pays_ car le Congo qui est son second pays en est un. Donc la société congolaise du moins urbaine qui est un calque de la société française est tout comme son modèle urbaine. En effet, la culture dominante dans les deux cas est urbaine. En France où les droits sont respectés, renforcés par la laïcité, même si certains ont encore du mal à effectuer leur dépassement, il est plus facile de passer au-delà des à priori ethno identitaires, donc d'accepter d'intégrer des individus issus de l'extérieur du pays. Cela va droit dans le sens de la vision d'Edgar Morin¹⁸²... Ainsi, en France, Fds/1 est Française (considérée comme d'origine congolaise) et au Congo elle est Congolaise (considérée comme d'origine française) (12).

¹⁸² Dans « Francité et universalité ». Préface. Synergies France 1 (2004). PP 12-16.

Quant aux autres enquêtés, bien que les trois autres restants sur les quatre possèdent des origines en dehors des frontières nationales, personne n'a aucune perception identitaire telle que celle de Fds/1. Et bien que Fds/5 par exemple revendique ouvertement ses origines belges, on ne peut le comparer à elle qui vit réellement une situation de partage avéré de deux cultures et ce, dans deux milieux bien distincts.

4.2.2. Statut identitaire

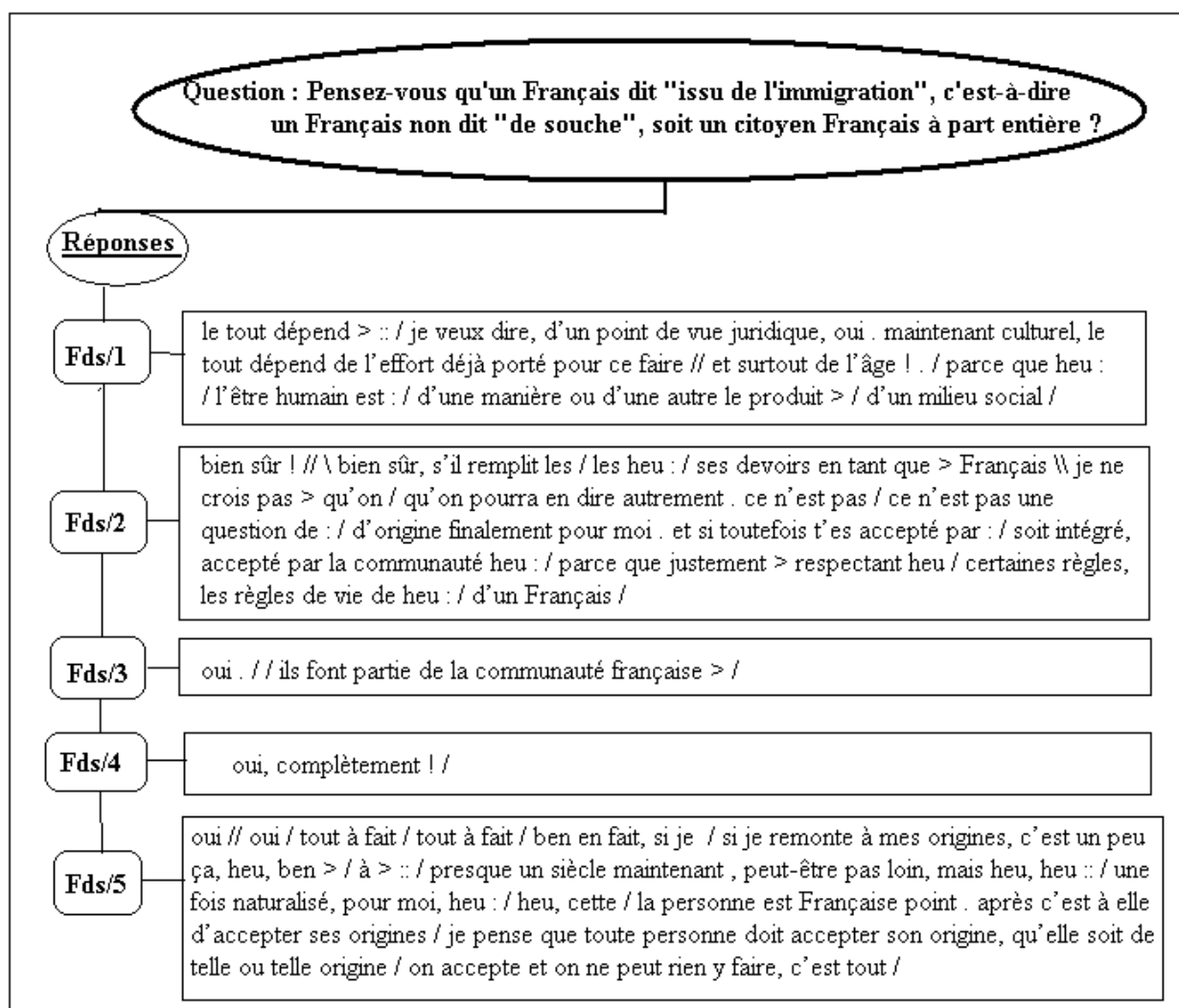
4.2.2.1. L'identité française



Commentaire :

Fds/1 conçoit la nationalité française de la manière considérée par la loi, c'est-à-dire établie dans le droit relatif à la nationalité française. C'est dans le même esprit que Fds/2 considère les individus portant cette nationalité. En effet pour lui, elle est liée à des droits et devoirs civiques... Quant à Fds/4, la nationalité est liée au fait du *jus soli* et d'avoir à s'imprégner de la vie sociale française, autrement dit, d'y avoir grandi. Quelque part, nous pensons qu'il n'a pas tout à fait tort de considérer ainsi les choses car nous savons que l'identité se construit dans l'espace temporel charnière qu'est l'enfance. Donc, on instruit ce dernier des valeurs nationales et cela finit par créer la personnalité identitaire ; en quelques mots, fait de lui un citoyen Français. C'est ce que nous confie Edgar Morin en ces termes : « *Fils d'immigré, c'est à l'école et à travers l'histoire de France que s'est effectué en moi un processus d'identification mentale. Je me suis identifié à la personne France, j'ai souffert de ses souffrances historiques, j'ai joui de ses victoires, j'ai adoré ses héros, j'ai assimilé cette substance qui me permettait d'être en elle, à elle, parce qu'elle intégrait à soi non seulement ce qui est divers et étranger, mais ce qui est universel.* » (Idem. 2004 : 13).

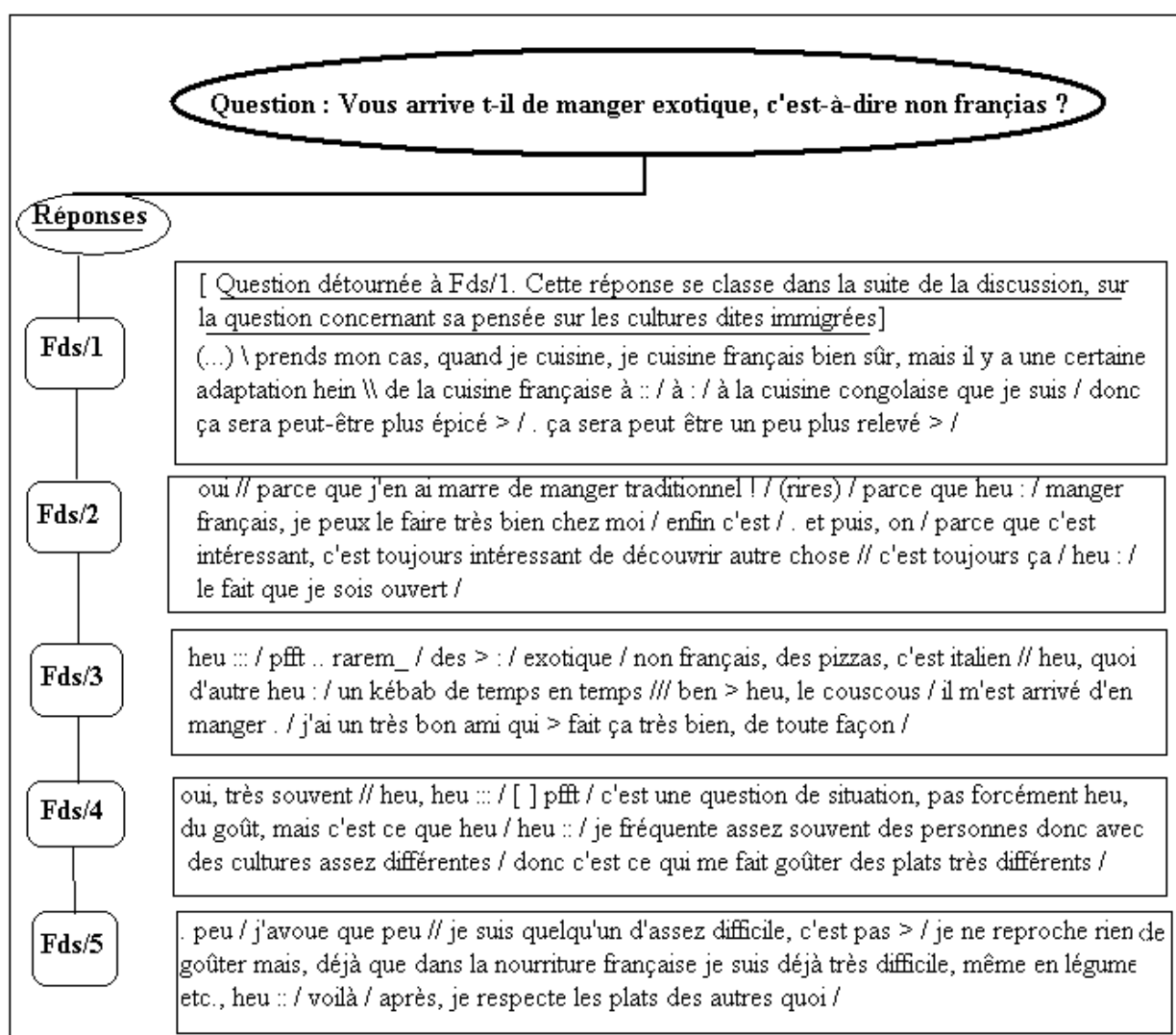
4.2.2.2. La citoyenneté française



Commentaire :

Au vu des réponses de nos enquêtés, les Fim seraient parfaitement intégrés ou presque. Cependant si obstacles il y a, ils seraient plutôt d'une part du fait que ces derniers ne respectent pas les lois du pays (Fds/2), d'autre part, de l'effort personnel (Fds/1 et Fds/5).

4.2.3. Perception du degré d'intégration / d'assimilation



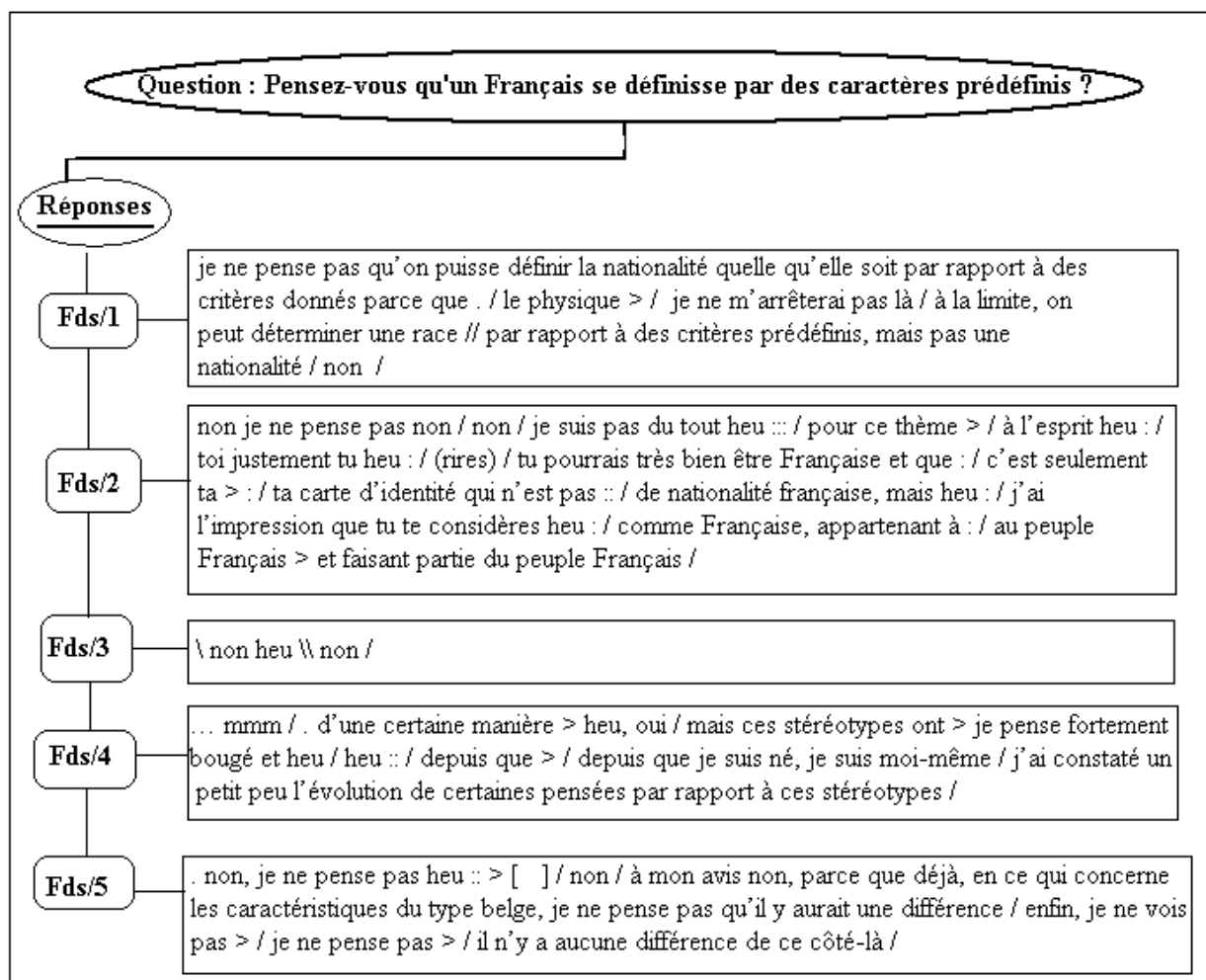
Commentaire :

Bien qu'il existe une question sur cette rubrique, à propos des noms patronymiques (du tableau), nous jugeons mieux faire en n'analysant la Q.15 seule, car nous pensons que la Q.16 a suffisamment été traitée...

Dans l'ensemble ici, nos enquêtés montrent une ouverture vers d'autres cultures. Même si Fds/5 est celui qui est le moins ouvert, ce n'est pas parce qu'il demeure obtus sur le sujet mais c'est parce qu'il a des goûts difficiles, comme il le dit lui-même.

4.2.4. Catégorisation du type français

1.

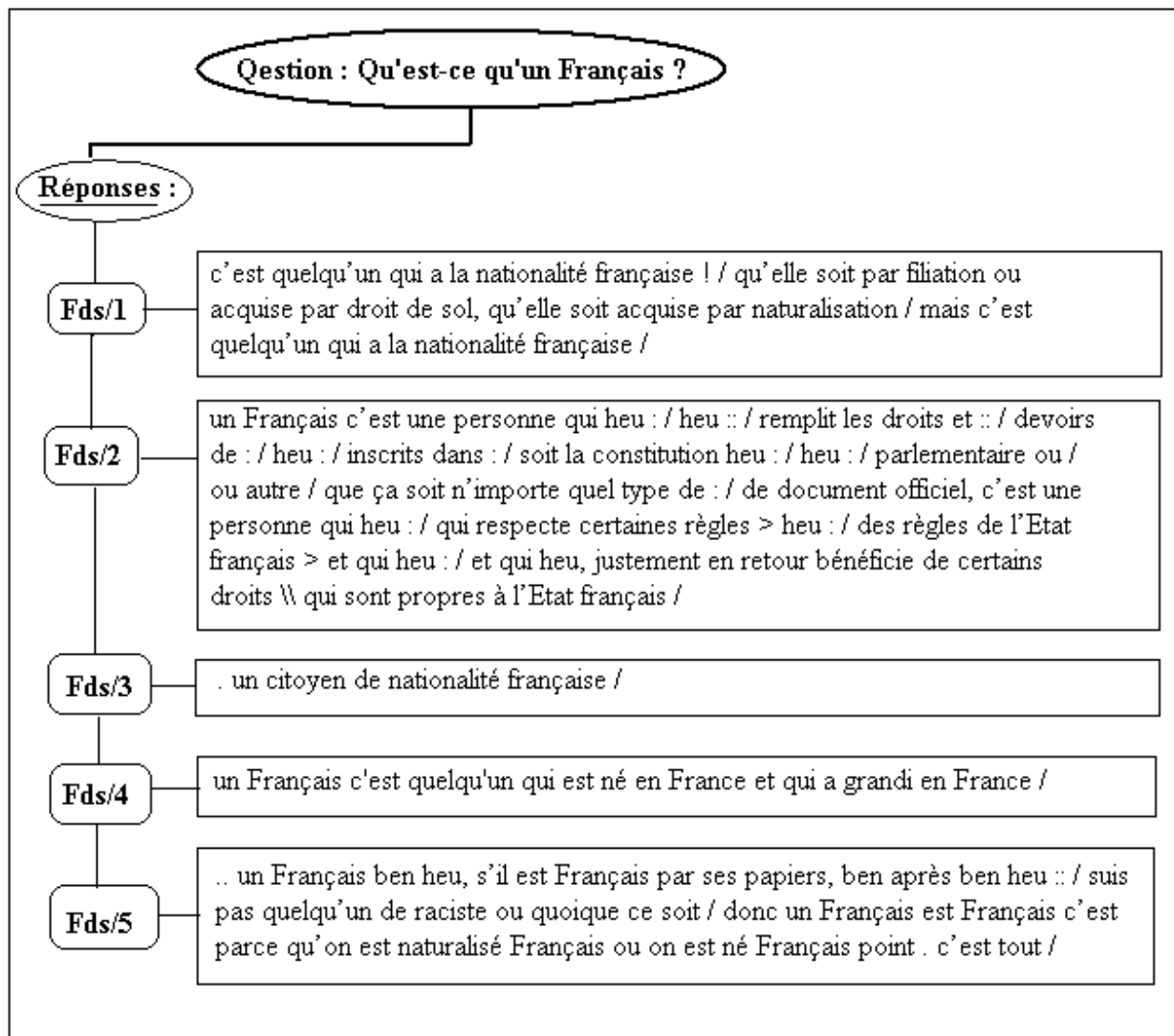


Commentaire :

Seul Fds/4 semble reconnaître la catégorisation des Français par des stéréotypes. En effet, sa façon de considérer les choses cela n'est pas nouvelle car il le répète d'une certaine manière dans la considération de son nom patronymique. Ainsi pour lui, les stéréotypes dont il fait état implicitement ici concerne les Fim... Après si on doit les considérer au sens de Fim/2 par exemple, nous comprenons qu'il s'agit des facteurs véhiculaires de mauvaise réputation. C'est donc comme le dit Fds/4, il y a des changements dans la manière de voir les Français. Pour Fds/1, définir des individus par rapport à des critères touchant l'aspect physique est simplement inconcevable. Par contre Fds/2 lui considère que c'est une chose qui ne peut se lire car elle est non palpable. Pour finir, Fds/5 pense qu'il n'y a pas de différence entre l'être Français et l'être Belge (par exemple), donc il y voit une similarité entre les individus.

Il en découle par conséquent, eu égard aux réponses de nos enquêtés, qu'on ne peut définir un tel type par rapport à des critères généraux, même si le Français est souvent considéré comme tel.

2.

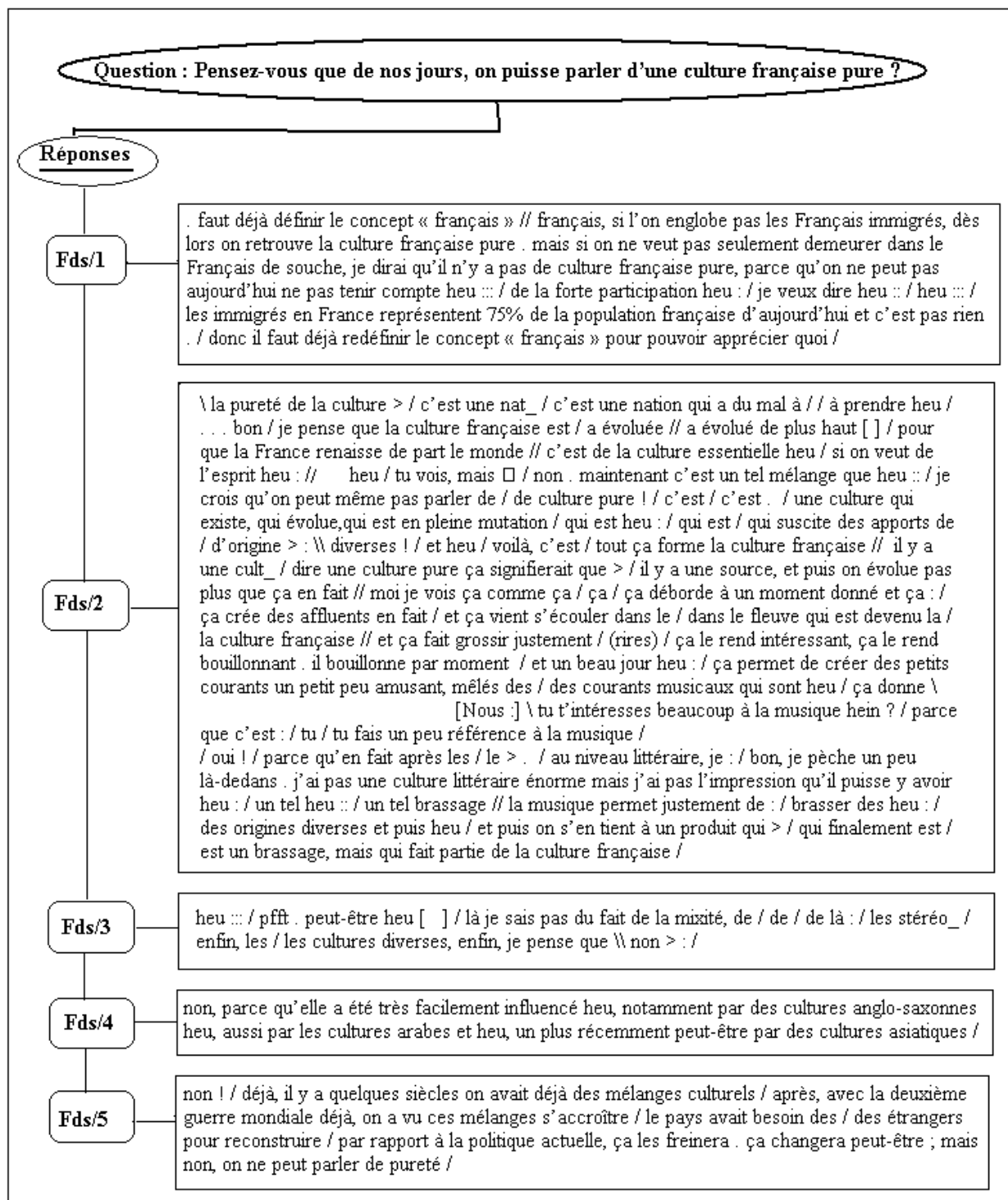


Commentaire :

Il ressort de toutes les réponses de nos enquêtés, de manière globale_ même s'il peut y exister quelques variantes dans leurs définition_ qu'un Français est celui qui possède la nationalité française.

4.2.5. Ethnoculture (jugement)

4.2.5.1. La culture française



Commentaire :

Eu égard à ce qui précède nous disons qu'à l'heure actuelle, nous ne pouvons parler de la pureté de la culture française. En effet, les propos de nos enquêtés démontrent que cette culture est imprégnée des cultures extérieures vu la complexité de sa société. C'est dans cette optique qui en fait s'avère être une continuité que Fds/2 en parle en terme d'évolution. Mais ce qui en ressort ouvertement c'est l'unanimité en ce qui concerne le fait de mélanges imprégnées donc dans la culture française et de ce pas, on ne peut parler d'une culture française pure. Cela dénote d'une ouverture, voulue ou pas de la part des français, peut-être même de souche, car c'est la société ensemble qui subie cette mixité culturelle. Cette mixité culturelle constitue une ouverture à l'image de celle dont nous parle l'historien René Rémond¹⁸³. Cette image d'ouverture qu'il nous donne est décelée dans l'évolution de l'identité française, à l'époque de la Révolution. Pour qu'il y ait donc ouverture, il a fallu passer par une rupture. Selon lui, celle-ci s'est effectuée donc dans le fait que l'on a cessé de considérer l'individu comme Français s'il embrassait une autre religion que le catholicisme. Ainsi, la Révolution a fait demeurer au centre de l'identité nationale une ouverture jusque dans l'idée de l'acceptation de la religion d'autrui, et cela va ainsi jusqu'à aujourd'hui...

Il en découle puisque la culture est étroitement liée à l'identité, l'idée d'une mixité culturelle semble alors également dénoter (et en même temps donc) celle d'une identité dans un esprit de *salad bowl*, dans le sens où et l'identité et la culture doivent demeurer ouvertes. C'est dans ce sens que Rémond nous parle d'ouverture en ces termes : « *l'identité n'est pas un musée, ni un conservatoire. La France a une capacité à créer et à innover. À condition de ne pas toucher aux principes généraux, son identité nationale est appelée à se développer.* » (idem). De ce fait il introduit un parallèle avec l'évolution de la langue. Ce qui montre encore plus les liens étroits qu'entretiennent cette trilogie de concepts : langue-culture-identité. Ainsi, il nous dit que cette évolution dans la langue s'effectue de la manière suivante : « *À la commission du dictionnaire de l'Académie française, dont je suis membre, l'on introduit quantité de nouveaux mots empruntés à des langues étrangères. Ils enrichissent le français, mais n'affectent pas sa syntaxe, qui modèle la structure de l'esprit.* » (idem).

Nous en concluons en disant : que tant que les mots qui entrent dans la langue française lui sont

¹⁸³ Cité par : M.-F. Masson et D. Peiron : « *Comment se construit l'identité nationale ?* » <http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2297693&rubId=788> (14/03/2007)

bénéfiques, dans le sens où ils contribuent à son enrichissement, la France considère cela plutôt comme un aspect positif. Cependant ces mots doivent rester à leur place, c'est-à-dire, ils ne doivent surtout pas entrer dans les rouages complexes de la langue, ce qui risquerait de la muter et finalement de la rendre méconnaissable, donc ce serait un aspect plus que négative.

4.2.5.2. Les cultures dites immigrées

Commentaire :

Il s'avère ici que les points de vue de nos enquêtés divergent sur la question sur les cultures dites immigrées. Effet, si Fds/1 par exemple pense qu'on peut en tirer des aspects positiver et donc en profiter quelques part, Fds/2 par contre pense que ces sont des culture stagnantes. Sa vision est la même que celle de Fds/1 en ce qui concerne l'idée de profit. Ainsi pour lui, c'est la France seule qui s'enrichit de ces cultures, en les incorporant en elle. Sa vision diffère complètement de celle de Fds/1 donc car Fds/2 n'y voit aucun partage.

Pour Fds/3 et Fds/4, ces cultures vivent peut-être en France mais restent cantonnées dans leurs communautés car elles demeurent étrangères. Quant à Fds/5, il nous parle du respect mutuel entre ces cultures et la culture française, pour pouvoir cohabiter...

Question : Que pensez-vous des cultures dites immigrées ?

Réponses

Fds/1

en général je dis que si l'on ne peut prendre que le bien \\\ heu : / dans toutes ces cultures-là ?
// on ne ferait que du bien à la culture de la France, donc la culture française, pays dans lequel nous sommes // donc, je crois qu'il faut seulement positiver / il ne faut pas voir que le bon côté de la chose // forcément il n'y a pas que du bon dans toute culture / mais regardons plutôt l'aspect positif, qu'on ne s'attarde pas à des concepts purement heu : / ... heu : / comment dire > : ? // on doit accepter de prendre le positif // accepter que c'est > une réalité qui est là / on ne peut pas vivre sans > : / de cette réalité-là, et rechercher que du positif, donc ne récupérer que le positif pour le mimer dans la culture française / . mais si on rejette tout en bloc, forcément ça fait heu /

Fds/2

... donc des cultures qui > sont issues de / d'un pays étranger et qui heu / arrivent \\\ ouais et elles n'évoluent pas / c'est-à-dire des cultures qui / qui restent heu : \\\ ... est-ce que ça peut donner un aspect communautaire à la culture ? / / / heu : / oui, ça peut être > : / ... disons que c'est un critère de choix, c'est un critère de choix // donc c'est dans le même ordre quoi / s'il n'y avait pas eu de brassage > / s'il n'y avait pas eu de cultures immigrées heu / personne ne jouerait du djembé en France / y aurait pas d'école de salsa / y aurait pas > : / y aurait pas heu : / tout ça > / y aurait pas / on ne connaîtrait pas de : / d'écrivains étrangers, enfin \\\ de cinéma, même un cinéma africain normalement ne serait pas projeté en France // et puis maintenant y a beaucoup de partenariat chaque fois que : / je pense que les gens sont / sont très ouverts // et des gens de / des milieux de / de différents milieux culturels en France sont assez ouverts et puis heu / ça / ils s'intéressent à tout ce qui se passe vraiment // et heu : / veulent faire découvrir ces / ces cultures > / heu / dites étrangères au peuple Français // / tout à fait / tout à fait . et puis ça permet sans doute de faire évoluer les idées /

Fds/3

heu : / . heu : / sais pas, je les / les / les / les : / si tu p_ / enfin, on pense musique actuelle, le rap, heu / je pense que c'est d'origine américaine, d'ailleurs en partie, donc heu : // là heu : / pfft ! / ... non, je n'ai pas assez de recul sur la / je ne me sens pas attiré sur le genre musical > du rap, c'est / ça m'évoque pas grand-chose, mais peut-être c'est : / heu : / de ma part aussi heu / . enfin, le / l'aspect musical ne m'attire pas vers heu, le : \\\
\\ d'accord, donc toi tu focalises en fait sur le rap / donc pour toi ça \\\
\\ je pen_ / enf_ / heu, oui, en forme musicale heu > / c'est donc plutôt à la mode quoi /

Fds/4

. je pense que ce sont des > : / des cultures > acceptables, avec lesquelles il faut laisser des / éviter des préjugés heu / cela dit, heu : / c'est cultures-là sont par définition étrangères // c'est bien qu'elles communiquent avec la culture française, mais pas forcément qu'elles soient intégrées à la culture française / pas forcément heu, le but, à mon avis /

Fds/5

elles y sont déjà heu, depuis De Gaulle, dans les années 50 hein / elles y étaient déjà avec les mouvements venus d'Eu_ / d'Europe hein / depuis déjà le siècle dernier, heu / moi je pense qu'il faut les respecter / je pense qu'il faut les respecter, heu / je pense que les cultures / heu, je pense des Français comme je le disais tout à l'heure, d'origine heu : / de n'importe quel pays . s'ils ont leur culture, il faut la respecter / donc s'ils respectent la nôtre, il n'y a pas de raison de ne pas respecter la leur, point /
/ il y a une condition alors quand même ? /
/ non / il n'y a pas de condition, mais heu, faut la respecter / je pense que si on a en face de nous des gens intelligents, ils vont respecter la nôtre / nous de l'autre côté on a aucune raison de ne pas respecter la leur /

4.2.5.3. Le métissage culturel

Question : Pensez-vous que les cultures dites 'immigrées' soient un jour 'assimilées' ou 'intégrées' à la culture française pour n'en faire qu'une, c'est-à-dire, LA culture française ?

Réponses :

Fds/1

\ disons que par la force des choses ça s'imposera / prends mon cas, quand je cuisine, je cuisine français bien sûr, mais il y a une certaine adaptation hein \\ de la cuisine française à : / à / à la congolaise que je suis / donc ça sera peut-être un peu plus épicé > / . ça sera peut-être un peu plus relevé > / enfin, je crois qu'une acceptation / dans une acceptation, il y a une sorte d'imposition mais qui serait naturellement du fait de la présence des Français immigrés en France /

Fds/2

... / ben : / c'est pas évident / .. c'est pas évident parce que : / par le terme culture française bien souvent on entend culture franco-française . une culture française qui > / je veux dire heu : / ... produite par des français dont on connaît l'origine > / bonne question /// heu / ... moi je souhaiterais / je souhaiterais justement qu'il y ait assimilation des / des cultures étrangères pour que / pour ne former qu'une culture française, mais c'est / c'est même bien plus large que ça . ce n'est pas réduire heu / à la nationalité française . je vois une culture > / ne même plus définir la culture comme étant heu / étant nationale \\ donc que la ça se passe par heu : / c'est même pas une assimilation, parce qu'assimilation ça voudrait dire heu / heu : / provoquer une certaine rupture avec le / avec l'origine même // ... / et tout ça / tout ça forme quand même une culture française parce que c'est produit par des Français heu, en France . donc d'origines étrangères qui viennent apporter le plus, la petite originalité dans la culture française // ... / il faut surtout pas justement heu : / se couper de ses racines et puis heu : / tenter une assimilation forcée hein /

/ donc tu serais partant pour qu'on appelle animer [] ? /

ah oui ! / tout à fait ouais !! // alors on va rester dans le terme de la musique qui s'appelle la « world music » . en fait c'est mêler des courants différents // et le but ce n'est pas d' / de n'en former plus qu'un // le but c'est justement d'arriver à diversifier et montrer qu'il y a vraiment des origines diverses // et garder cette heu : / . cet aspect bien / bien particulier . bien définir chaque culture /

Fds/3

/ là honnêtement, je ne sais pas / je ne sais pas // ben c'est des problèmes de société hein, en > général hein / plus des problèmes de société . c'est la société française >, sais pas // non /

Fds/4

/ heu : / c'est possible mais > heu : / c'est pas forcément ce que je souhaite moi / heu : / je pense qu'effectivement quand on émigre vers un pays, heu, on a forcément besoin de garder certaines racines dont la culture fait partie / mais il faut aussi savoir mettre un peu de côté cette culture-là, pour pouvoir s'adapter aux spécificités propres du pays dans lequel on s'installe /

Fds/5

non // non, ça restera toujours la culture >, comme je le disais tout à l'heure, pa_ / par rapport à tel pays, à telle région ; même si heu, les gens sont Français > d'origine, leurs enfants sont Français, les petits enfants sont Français, etc. / la culture re_ / restera toujours de / d'origine de départ quoi, donc si c'est > : / enfin, peu importe, ça restera / on ne saura pas si c'est une culture française pure heu, peu importe / ça restera toujours la culture de départ / leur culture de départ /

Commentaire :

Pour ainsi dire, l'identité nationale se doit d'être ouverte. C'est également là la pensée de Max Gallo¹⁸⁴ qui dit qu' : «elle se modifie sous l'apport bénéfique de populations venues d'ailleurs.

¹⁸⁴ Dans : M.- F. Masson, D. Peiron (idem).

Mais il faut tout de même s'interroger sur la façon dont elle va évoluer, à chaque flux migratoire». Ces propos il les doit au fait que ce ne sont pas les cultures et us et coutumes des individus qui importe dans ce processus d'identification à la Nation, mais plutôt l'abandon de certaines valeurs de la République, notamment la laïcité et l'égalité des sexes. Aussi, il s'interroge sur la « démission » des élites qui depuis les années 1920 « doutent de l'histoire nationale et considèrent la nation comme un concept obsolète ». « La France est le pays qui, à l'échelle de notre continent, compte le plus de couples mixtes entre Européens et non Européens. Pour lui toujours donc : Cela prouve bien la puissance assimilatrice des valeurs nationales. Mais comment voulez-vous que le nouvel entrant adhère à l'identité nationale si celle-ci est considérée dans le pays même comme nulle et non avenue ? »

Il s'avère ici que le débat le plus flagrant qui ressort de sa pensée sur ce thème se base sur le choix des termes *intégration* et *assimilation*, assimilés au multiculturalisme alors source du communautarisme. En effet, il déplore que la société ait plutôt choisi le terme intégration à celui d'assimilation... C'est dans le même esprit que tous nos enquêtés_ excepté Fds/3 qui n'a aucune opinion sur la question_ penchent plutôt sur le terme intégration qu'ils jugent plus acceptable, souple dans l'idée qu'il véhicule. Ainsi c'est l'intégration et non l'assimilation qui favoriserait le métissage culturel...

M. Wiewiora¹⁸⁵ quant à lui pense que penser de cette manière, c'est-à-dire, entrer dans un esprit d'assouplissement avec le terme intégration signifie reconsidérer les fondements de la République. En effet, il pense que cette reconsidération des fondements est indispensable car il en relève de l'identité nationale parce qu' : « *il existe des critères objectifs pour déterminer qui en relève et qui n'en relève pas. On est Français ou on ne l'est pas... Mais si l'on veut définir qui est un "bon national" et qui ne l'est pas sur des critères autres que juridiques, on ouvre la porte à des dérives extrêmement graves* ». Pour terminer il pense qu' « *on a le droit de ne pas aimer la France, même si l'on tient d'elle son identité nationale* ».

L'intégration dont nous parlons ici rentre dans le cadre du métissage culturel, c'est-à-dire un métissage qui s'inscrit dans le continuum de la transculturalité. Et comme le dit si bien le DS (idem : 339), le métissage = *mélange et croisement des cultures et des populations différentes*, il apparaît donc de manière éclairée que : « *C'est un processus dans lequel on donne toujours quelque chose en échange de ce que l'on reçoit. C'est un processus dans lequel les deux parties*

¹⁸⁵Dans : M.- F. Masson, D. Peiron (idem).

de l'équation sortent modifiées. Un processus dans lequel émerge une nouvelle réalité, composite et complexe, une réalité qui n'est ni l'agglomération mécanique des caractères, ni une mosaïque, mais un phénomène nouveau, original et indépendant. ». Cette thèse de Malinowski¹⁸⁶ vient donc à point nommé corroborer l'idée générale de nos enquêtes.

Passant outre tout processus d'intégration / d'assimilation, le métissage peut être considéré comme l'ultime voie dans l'accomplissement et l'aboutissement dudit processus. Effectivement, si l'on considère profondément les fondements de ce processus, on constate qu'il est la somme de plusieurs, c'est-à-dire et même plutôt le résultat une sorte de synergies volontaire et / ou involontaire venant l'accomplir. Elle est volontaire dans le sens où tous les individus désirent s'ouvrir pour y participer ; elle est involontaire quand elle se forme elle-même dans un esprit tel une koinè... Dans cet état de métissage, l'esprit n'est pas au différencialisme mais plutôt à la ressemblance dans un genre nouveau, non pas issu d'une culture / identité donnée mais des divergences devenues convergences. De là nous pensons qu'on peut parler d'une certaine pureté car on atteint dès lors quelque chose certes d'explicable mais d'indissociable qui rassemble toutes les origines, quelles qu'elles soient, car le métissage contredit précisément la polarité *homogène / hétérogénéité*.

En France donc, même si toutes les provenances immigrées devenues françaises actuellement doivent conserver quelques attraits de leurs cultures d'origine, il ne demeure pas moins que, vivant dans la société française, c'est donc normal quelque part que ce soit la culture de base de la Nation qui nous ne dirons pas domine mais reste quand même majoritairement élevée dans ce processus. Nous voulons dire par là que la base de la culture française demeurera, car justement le métissage *« s'offre une troisième voie entre la fusion totalisante et l'homogène et la fragmentation différentialiste de l'hétérogène. Il est une composition dont les composantes gardent leur intégrité »*¹⁸⁷. » ...

¹⁸⁶ Cité *supra* dans une préface très enthousiaste à cet ouvrage, résume ainsi les idées d'Ortiz sur la transculturalité (Cf.: Fernando Ortiz, 1991).

¹⁸⁷ Dans le DS, *transculturalité* (PP 339-340) : François Laplantine.

4.2.5.4. Enrichissement/appauvrissement culturel

Question : Pensez-vous que la culture française soit au-dessus de celles des dites 'immigrées' ?
- Si non : pourquoi ? - Si oui : expliquez

Réponses :

Fds/1

. au-dessus ? / je ne comprends pas /
au-dessus, c'est-à-dire, qu'elle est plus valorisée ou elle est plus valorisante que celle des immigrés ? /
plus valorisée oui, mais pas plus valorisante / valorisée oui, parce qu'il y a plus de moyens pour la valoriser //
c'est un fait / et la plupart des immigrés sont issus du tiers-monde et n'ont peut-être pas les mêmes moyens /
ou les mêmes moyens ne sont peut-être pas données pour mettre en avant ces cultures . bon, il y a aussi le fait
qu'il y en ait plusieurs \\\ donc c'est pas facile de :: / de : / s'imposer / de mettre en valeur des micros heu :: / je
ne sais plus comment on le dit \\\ ... mais je crois que / parce que le problème heu : / il ne faut pas non plus
chercher aussi à > : / s'imposer / en France / faut déjà que l'on accepte qu'on est en France et que la culture de
base ou le fond français veut ceci // donc il ne faudrait pas faire des choses qui choquent . / ou qui s'opposent à
:: / à la laïcité tout au> / ou tout au moins à ce : / les choses qui sont vraiment flagrantes /
c'est comme on dit, heu : / faut se conformer aux règles du pays d'accueil quoi /
c'est juste . on est citoyen Français ou on ne l'est pas ! // mais les immigrés dès lors qu'ils deviennent Français
ou ils aspirent de le devenir \\\ c'est logique\\ je veux dire que, ça c'est valable partout dans le monde . comme
on dit heu : / on danse du pied droit, quand tu arrives là où tout le monde danse du pied droit, tu fais pareil /

Fds/2

au-dessus ? // plus valorisée ou valorisante, oui . je pense qu'elle est beaucoup plus valorisée, mais est-ce
qu'elle est plus valorisante ? / bien sûr ! / puisque généralement elle est reconnue en tant que telle // elle est
reconnue comme étant / peut-être / peut-être aussi > / est-ce que cela provient de : / de :: / du lourd passé ? /
du lourd passé français ? / ben, beaucoup de siècles d'émission de > / heu : / des mentalités françaises et tout
ça > : / tout ça a été heu : \\\
\\ projeté ? /
\\ projeté oui / heu : / projeté heu : / heu :: / dans tout le : / toutes les cultures donc, tout ce qui est art > / des arts
divers heu : / . si on prend heu : / l'architecture, c'est assez complexe . c'est inscrit dans un courant heu : /
architectural que l'on ne trouve pas ailleurs . si tu prends l'architecture maghrébine c'est toujours pas ça mais
heu : / c'est pas du tout la même chose // heu : / est-ce que c'est beaucoup plus élevée en France ? sans doute
parce qu'il y a eu énormément d'influence . heu : / on ne peut pas parler d'architecture française sans parler
de la reconnaissance italienne ... / avec l'influence énorme que ça a eu // et qu'ils disent c'est pas mal / c'est
pas mal de faire ça chez nous \\\ ils ramènent des idées et les adaptent sans doute à > / à un milieu culturel
donné . dès lors ce n'est plus la même chose qu'on a vu dans le pays d'origine // ça forme la Renaissance \^ tu
vois, c'est tout le temps un système d'influence // donc est-ce que / tout à l'heure on parlait justement de / de /
du fait d'intégrer ou de : / d'assimiler les cultures, finalement c'est > une culture qui influence l'autre . // tu vois
? / est-ce qu'on perd l'originalité et puis la pureté ? // la pureté de la culture ? / peut-être ... / peut-être mais
heu : / . mais parce qu'il fait vivre cette culture-là . je pense que si elle n'est pas reprise par d'autres
personnes, c'est une culture qui est déjà morte /
elle vit sinon quoi /
c'est clair ! /

Fds/3

au-dessus de ces cultures ? / de quelle heu > : \\\ ouais > .. /
tu ne sais pas ? /
non non, là je ne sais pas, il faudrait que je les : / moi / moi-même qu je les connaisse pour dire . \\\
\\ donc si je comprends bien \\\
\\ mais > : / cette culture est : / est faite que si elle est partagée aussi, hein \^ si on \\\
\\ tu n'as pas une ouverture par rapport à ces cultures-là donc ? /
voilà, pas > : / pas suffisamment non / pas assez > : / pas assez /

Fds/4

. ah ! / la culture française est une _ / très principalement issue heu, de la pensée heu, enfin ! / de l'empire / de
l'empire Romain issu lui-même de la pensée des philosophes / ensuite nous avons été très influencés par la
religion chrétienne et aussi la religion juive qui est forcément étroitement liée à la religion chrétienne . / et puis
récemment, dans la seconde moitié de notre siècle >, effectivement plus heu : / . plus influencés par des heu, de
/ de l'immigration on va dire réc_ / récente . / de toutes façons heu, la plupart de ces cultures sont à la base
toutes immigrées parce que heu, heu : / les Romains nous ont envahis, la pensée chrétienne nous a envahie,
etc., etc. /

Fds/5

non, pas du tout, non / au-dessus ? / non, heu : / je connais bien la culture française / j'ai été élevé dans la culture
française . mais si je connais d'autres cultures maintenant par rapport à > ma vie privée / mais je ne pense pas
qu'il y en a une qui prenne le dessus sur l'autre, chacun respecte la sienne / chacun fait ce qu'il veut /

Commentaire - sur les points : enrichissement/appauvrissement culturel et Valorisation/dévalorisation culturelle

De ceci, nous retenons que nos enquêtés dans un premier temps, ne pensent pas que l'on puisse parler de la culture française et des cultures dites d'origine immigrée, en terme d'enrichissement et / ou d'appauvrissement...En effet, les propos regroupés de Fds/1 et de Fds/2 par exemple font ressurgir plutôt une acceptation du terme **valorisation** qu'à celui **d'élévation**. D'ailleurs, Fds/1 reconnaît d'emblée ne pas comprendre l'idée d'un appauvrissement. Ainsi pour elle toujours, la valorisation serait même à l'origine de l'intégration des individus dans la société/culture française...

Pour Fds/2 qui rejoint Fds/1 en ce qui concerne l'idée de valeur, il apparaît plus qu'indubitable que l'on puisse parler d'enrichissement, qui émet alors une idée d'ouverture, même si la vision de Fds/4 diffère de celle des autres enquêtés (Cf. : Fds/4/42), on peut quand même retenir que telle est également sa pensée quelque part, après synthèse.

En somme, de manière générale, il apparaît que l'idée d'un appauvrissement de la culture française serait une idée bannissable dans la mesure où nos enquêtés, majoritairement, pensent que ç'en est nullement le cas. Nous en concluons selon une synthèse globale, que la culture française est certes plus valorisée que celles issues d'ailleurs, elle ne leur en demeure cependant pas supérieure. En effet, même si nos enquêtés, en l'occurrence ici plus Fds/2 pose une autre problématique notamment sur le fait de savoir si la culture française est **valorisée** ou **valorisante**.

4.2.5.5. Valorisation/dévalorisation culturelle

Question : Que pensez-vous des cultures en situation en France ?

Réponses

Fds/1

(aucun commentaire)

Fds/2

plus valorisée ou valorisante, oui . je pense qu'elle est beaucoup plus valorisée, mais est-ce qu'elle est plus valorisante ? / bien sûr ! / puisque généralement elle est reconnue en tant que telle // elle est reconnue comme étant / peut-être / peut-être aussi > / est-ce que cela provient de : / de :: / du lourd passé ? / du lourd passé français ? / ben, beaucoup de siècles d'émission de > / heu : / des mentalités françaises et tout ça > : / tout ça a été heu : \

\ projeté ? /

\ projeté oui / heu : / projeté heu : / heu :: / dans tout le : / toutes les cultures donc, tout ce qui est art > / des arts divers heu : / . si on prend heu : / l'architecture, c'est assez complexe . c'est inscrit dans un courant heu : / architectural que l'on ne trouve pas ailleurs . si tu prends l'architecture maghrébine c'est toujours pas ça mais heu : / c'est pas du tout la même chose // heu : / est-ce que c'est beaucoup plus élevée en France ? sans doute parce qu'il y a eu énormément d'influence . heu : / on ne peut pas parler d'architecture française sans parler de la reconnaissance italienne ... / avec l'influence énorme que ça a eu // et qu'ils disent c'est pas mal / c'est pas mal de faire ça chez nous // ils ramènent des idées et les adaptent sans doute à > / à un milieu culturel donné . dès lors ce n'est plus la même chose qu'on a vu dans le pays d'origine // ça forme la Renaissance / tu vois, c'est tout le temps un système d'influence // donc est-ce que / tout à l'heure on parlait justement de / de / du fait d'intégrer ou de : / d'assimiler les cultures, finalement c'est > une culture qui influence l'autre . // tu vois ? / est-ce qu'on perd l'originalité et puis la pureté ? // la pureté de la culture ? / peut-être . . / peut-être mais heu : / . mais parce qu'il fait vivre cette culture-là . je pense que si elle n'est pas reprise par d'autres personnes, c'est une culture qui est déjà morte /

Fds/3

pfift // ouais ouais, oui : mais oui / justement les / les cultures qui > : / . ben ce serait bon qu'elles se _ / justement, le / le / crée des / ils créent des rencontres, je visais le rap, nous devons faire un effort pour aller vers cet_ / cette culture-là, pour mieux m'intégrer, enfin, dans l'autre pf_ / dans les deux \

\ ça se passe dans les deux sens ? /

/ dans les deux sens, voilà ! / pour que les communautés > s'ouvrent / voilà donc pour qu'elles s'ouvrent, peut-être un peu plus qu'elles ne le sont . / c'est peut-être un problème général politique // et des / des lieux communs pour heu, développer un peu, élargir les mentalités, donc que les lieux de vie soient > réellement > : / qu'il n'y ait pas de cloisonnement comme on le voit actuellement // ce n'est pas assez, non / c'est certainement pas assez . / on voit bien, enfin / peut-être à travers les problèmes des / dits de banlieues, qu'on voit actuellement _ / y a des crises de toute façon hein . /

Fds/4

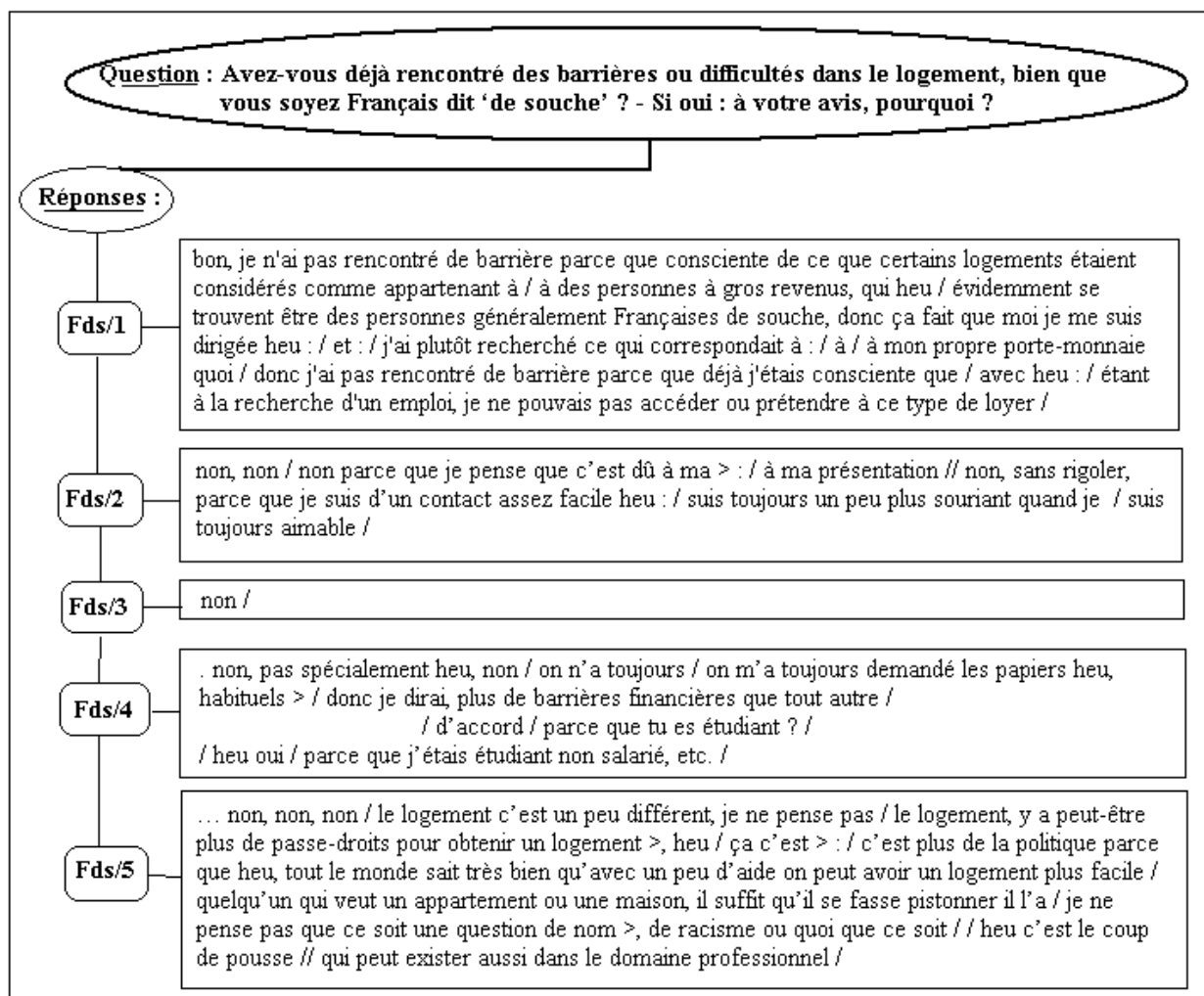
.. ben j'observe une certaine > ghettoisation des cultures où heu, heu :: / notamment si on va dans la région parisienne, on retrouve certains quartiers heu, typiquement associés à une culture . / des quartiers arabes, des quartiers africains, des quartiers juifs, heu, des quartiers asiatiques et heu : / je ne peux que regretter assez ce cloisonnement des cultures /

Fds/5

ben moi, je pense qu'elles peuvent co_ / qu'elles peuvent très bien cohabiter / quand on voit ce qui se passe, on voit très bien des reportages télé à Paris où des gens de toutes origines, à l'exemple des Juifs et des Africains , heu, notamment ce qui s'est passé ce week-end, on le voit encore à la télé / des gens qui cohabitent, qui sont voisins de palier, ils respectent \ \ oui, l'agression du gamin Juif de 17 ans // oui, quand j'entends les gens parler, c'est bien / enfin, j'ai entendu ça hier soir ; c'était un vieux Juif qui parlait / de toute façon, il avait des voisins Africains et il disait qu'ils avaient une très bonne cohabitation / il les respectaient >, il appréciait leur musique / enfin ! il les respectaient / . honnêtement, c'était jugé par rapport aux Africains / ils se respectent entre eux, c'est bien / mais après ce qui s'est passé entre ces jeunes, on ne sait pas trop // c'est leur problème / c'est un problème de jeunes, voilà / donc c'est une histoire de > : / de heu : / de filles ou par rapport aux filles / je ne sais pas ce qui s'est vraiment passé heu, mais ça n'a rien à avoir avec le racisme // donc tu penses que les médias ont extrapolé l'affaire ? / ils lui ont donné une dimension raciale ? /// exactement ! / parce que y a : / y a un quartier à Paris où il y avait des gamins Juifs, donc ils en ont fait un bon débat et puis, Sarko partait là-bas, donc ils ont profité de l'occasion // c'est / c'est peut-être ça > / et peut-être qu'on en aurait parlé moins si c'était un Français / les agressions il y en a tout le temps à Paris / j'en parlais encore ce week-end, je / un de mes collègues, son fils a eu une histoire presque similaire / bon, on en a pas fait d'histoire, c'est pas passé à la télé // des agressions comme ça, ça arrive régulièrement / il s'est pris des coups / quand ça arrive à Paris dans les banlieues, je parle des banlieues, le 9-3 quoi, heu, ça arrive partout /

4.2.6. Discriminations

4.2.6.1. Le logement



Commentaire :

Concernant le logement, unanimement, l'idée de nos enquêtés est celle d'une barrière plutôt financière que tout autre...

4.2.6.2. L'emploi

1.

Question : Pensez-vous que votre nom patronymique ne vous pose aucun problème face à l'emploi ? - Si non : pourquoi ? - Si oui : expliquez

Réponses :

Fds/1

oui / et non // parce que heu : / lorsque j'envoie un dossier par exemple, quand c'est une candidature où on n'a pas demandé de photo, on peut me rappeler / . mais > au téléphone, je peux en effet parfois ressentir un effet de surprise / . et : / enfin bon / ou bien la personne comprend tout de suite que je ne suis pas heu : / ce à quoi elle s'attendait /
mais pourtant tu es Française de souche /
 / . oui mais j'ai la peau noire ! // et puis, j'ai un accent ! / . pour > n'avoir pas > / appris le français heu / je veux dire, comme langue maternelle en France / et ça fait que j'ai un accent /

Fds/2

aucunement /
pourquoi ? /
 / . ben : / parce que j'ai pas l'impression que ça sonne quoique ce soit heu : / ça pourrait poser un problème face à l'emploi s'il avait une consonance étrangère / et que la personne qui est en face de moi ait des à priori heu : / simplement vis-à-vis de mon nom . /// mais heu : / j'ai l'impression que B. sonne bien justement / ça sonne français / français // à > : / ça / . / ouais ça ne déborde pas /
comment ça ? /
 ça reste dans le cadre français /

Fds/3

.. non non / y a pas de soucis /
d'accord . / et à ton vis, pourquoi ? /
 . ben déjà heu, le concours que j'ai passé, j'ai pas eu à : / j'ai pas eu à me justifier non plus . peut-être bien dans le privé ils ont peu de chance . / bon, le concours que j'ai obtenu heu, enfin, il fallait déjà que j'ai : / j'ai la nationalité française donc, non . / là il a fallu heu, le casier judiciaire correct . / donc j'ai pas de souci / . et dans les quelques travaux, les jobs d'été que j'ai eu à faire, j'avais pas de soucis non plus /

Fds/4

non // heu, oui, c'est par rapport à l'image véhiculée heu, de l'Allemagne qui plutôt est active dans le monde du travail /
d'accord / peux-tu m'en parler un petit peu plus s'il te plaît ? /
 si, oui / disons que heu, heu : / heu : / ben ce que je veux dire, c'est par rapport à ce que je / j'ai étudié la langue allemande / j'ai étudié un petit peu la culture allemande et la société allemande / et donc l'Allemagne véhicule une certaine image de sérieux dans le travail, de précision, de ponctualité heu, qui sont heu, on va dire des / des petits avantages dans le cadre d'un recrutement professionnel . / cela dit, tous les Français > en lisant mon nom patronymique heu >, ne pensent pas forcément à l'Allemagne en premier lieu ; donc heu : / très rarement certains y voient des origines juives qui peuvent être légèrement sujet à la discrimination, mais c'est assez rare / et sinon les gens n'y font pas très attention, pensant que c'est un nom français / y a même un acteur Français qui possède le même nom que moi / heu : /

Fds/5

ben quelque part ça doit sonner français / mais des fois qu'on en rigole / quand on sait mes origines, mes collègues qui disent ça en rigolant « Véhent, c'est vrai que ça sonne belge » / ils disent ça peut-être parce qu'ils savent / heu, ça ne me préoccupe pas / si c'était plus vamp, quelque chose comme ça, même si ça sonnait plus quelque chose comme les / les / les / les vrais noms belges, ça ne me dérangerait pas plus /

Commentaire :

Bien que tous se sont déclarés Fds, il s'avère que face à la question de l'emploi, de nos cinq (5) candidats ici, seule Fds/1 déclare rencontrer des barrières face à l'emploi ; Les dites barrières, elles les rencontre du fait de sa couleur de peau et de son timbre de voix. Son nom patronymique par contre ne semble pas lui poser de problème. Le problème qu'elle rencontre est typique car personnel. Ce même problème, nous rencontrons ce fait similaire sauf que pour nous, c'est la couleur de peau seulement qui est en cause, car nous utilisons un nom patronymique usuel français (marital)...

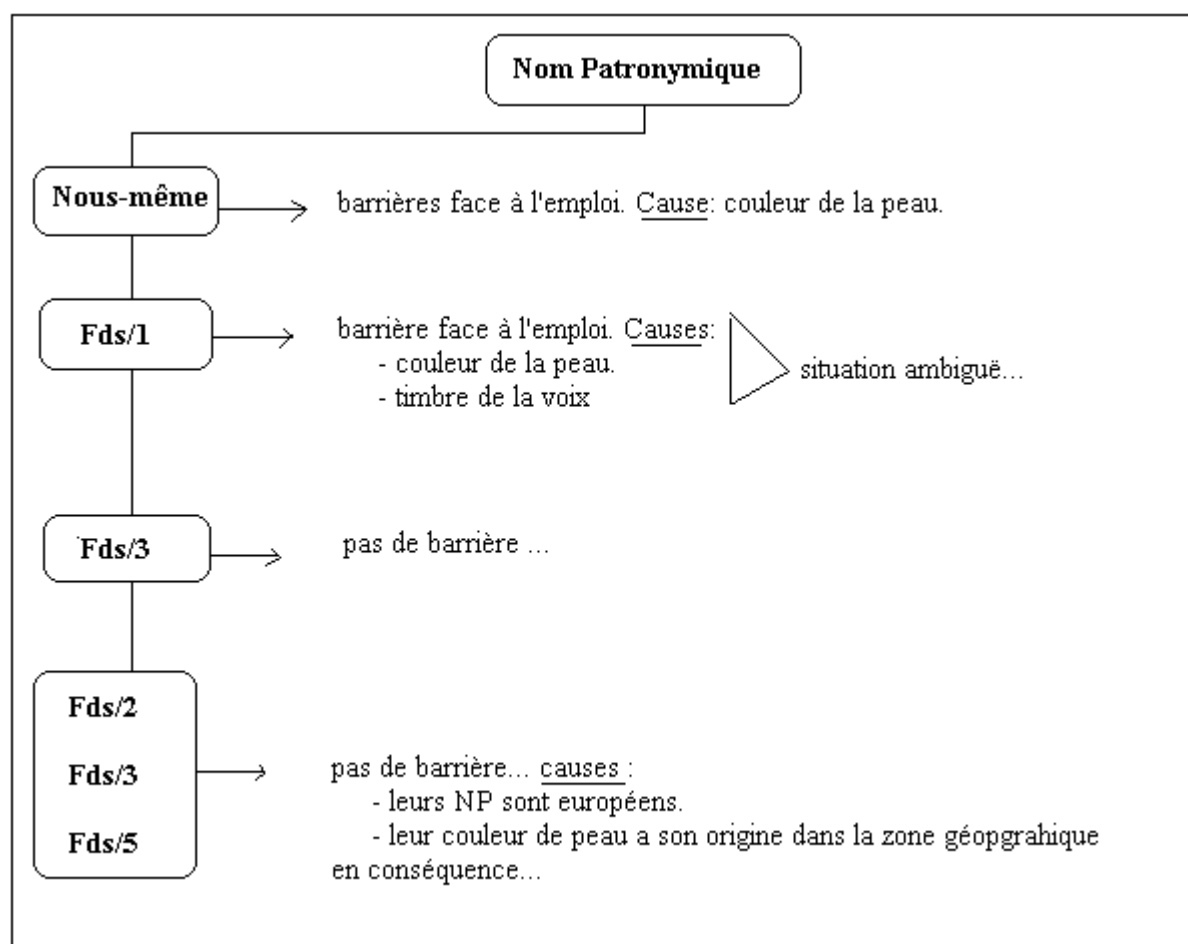
Ce fait est remarquable car, vivant la même situation que Fds/1, à quelques différences près, nous lisons souvent des expressions diverses parmi lesquelles l'étonnement et parfois même le mépris, lorsque nous arrivons sur les lieux de l'entretien... Et nous avons des réponses inimaginables telles que : « *On ne sait pas pourquoi on vous a fait venir, car le poste est déjà pourvu...* » ; « *Oui ? Vous désirez quelque chose ?...* », etc. Et nous en passons...

Nous avons ici, dans ce cas de figures, deux parties, Fds/1 face à nous-même. Nous, sommes née hors de France et sommes étrangère. Elle, est née Française, même si elle est née hors du pays et est de lignée française... Notre similitude est la couleur de peau.

D'autre part, pour le reste de nos enquêtés, qui déclarent ne pas rencontrer de problèmes par rapport à leurs NP.

Fds/2 quant à lui, émet la notion de ton du NP... Pour lui donc, si on considère ses propos, c'est la consonance du NP qui aurait certainement un rôle prépondérant à jouer dans le fait d'acceptation des sujets...

Nous avons en fin de compte interprété toutes ces réponses (y compris notre vision) dans le schéma suivant, pour des raisons de simplicité de la situation :



Question : Pensez-vous qu'il y ait inégalité de chances sur le marché de l'emploi, quant aux Français dits de 'souches' et ceux dits 'issus de l'immigration' ? - Si non : pourquoi ? - Si oui : pouvez-vous expliciter votre avis s'il vous plaît ?

Réponses :

Fds/1

bien sûr ! / bien sûr ! / et déjà un problème de confiance / et comme je dis, apprendre à accepter, c'est pas facile mais il faut apprendre à accepter / il y a : le fait que des fois on a l'impression que ce qui vient d'ailleurs n'est pas bien, donc sans chercher à découvrir on met une croix \

\ de la méfiance ? /

\ beaucoup de méfiance / et bon : on a d'ailleurs heu / écoute heu / déjà même dans / dans le privé encore on peut dire que heu / heu : / [] / donc même si la personne n'évoque pas le / le facteur race ou le facteur peau, on peut toujours trouver des excuses ou des mots pour heu :: / pour expliquer son refus /

Fds/2

\ forcément ! // ouais, ouais / parce que ça existe encore // je pense qu'elle existe encore /

Fds/3

mais malheureusement heu, on a vu des cas où, où ça posait des difficultés pour des candidats dont les noms avaient été de consonance d'origine étrangère // non /

Fds/4

(Nous n'avons pas jugé utile de lui poser cette question, eu égard à ce qu'il a dit précédemment...)

Fds/5

ben quelque part ça doit sonner français / mais des fois qu'on en rigole / quand on sait mes origines, mes collègues qui disent ça en rigolant « Véhent, c'est vrai que ça sonne belge » / ils disent ça peut-être parce qu'ils savent / heu, ça ne me préoccupe pas / si c'était plus vamp, quelque chose comme ça, même si ça sonnait plus quelque chose comme les / les / les / les vrais noms belges, ça ne me dérangerait pas plus /

Commentaire :

Ici, quasiment tous nos enquêtés ont répondu de manière positive, donc ils reconnaissent l'existence des inégalités face à l'emploi, quant aux Fds vs. Fim.

Pour Fds/1, ce problème se trouve au niveau de la confiance : de celle que doivent faire les Fds au Fim. D'ailleurs, dans cette réponse, nous constatons qu'elle se positionne en tant que Fim. Ce positionnement nous a plus d'une fois jusqu'à lors troublée car, elle s'est déclarée comme Fds et, puisqu'elle jouit d'une situation très particulière, elle se balance aisément dans les deux groupes, selon qu'elle s'y reconnaît en son temps ou non, ce, sans nous prévenir...

Quant aux autres, pour Fds/2 par exemple, celui-ci relève le fait de l'existence du racisme (ce qui crée donc des inégalités par définition) ; pour Fds/3 ici, c'est une question de consonance, tel que nous l'a déjà révélé Fds/2 *supra* et comme nous le révèle également Fds/4... Par ailleurs, Fds/5 lui, vient surligner cette importance en relevant également la consonance de son propre NP et ses

origines (alors non françaises...). Mais ce qui ressort de ses propos c'est une banalisation de la question car, chez lui, cette confiance n'est pas conséquente et il n'en est nullement mortifié... Pour ainsi dire dans l'ensemble, nous en déduisons que pour nos enquêtés l'intonation du NP demeure un facteur important dans le processus d'acceptation et / ou de rejet des individus.

4.2.6.3. La société / la collectivité...

1.

<p>Question : Bien que vous soyez Français dit 'de souche' donc, vous arrive-t-il de voir des portes fermées devant vous dans des milieux publics ? - Si oui : expliquez</p>	
<p>Réponses :</p>	
Fds/1	<p>oui / et non // parce que heu : / lorsque j'envoie un dossier par exemple, quand c'est une candidature où on n'a pas demandé de photo, on peut me rappeler / . mais > au téléphone, je peux en effet parfois ressentir un effet de surprise / .. et : / enfin bon / ou bien la personne comprend tout de suite que je ne suis pas heu : / ce à quoi elle s'attendait /</p> <p>mais pourtant tu es Française de souche /</p> <p>/ . oui mais j'ai la peau noire ! // et puis, j'ai un accent ! / . pour > n'avoir pas > / appris le français heu / je veux dire, comme langue maternelle en France / et ça fait que j'ai un accent /</p>
Fds/2	<p>aucunement // . / ben : / parce que j'ai pas l'impression que ça sonne quoique ce soit heu : / ça pourrait poser un problème face à l'emploi s'il avait une consonance étrangère / et que la personne qui est en face de moi ait des à priori heu : / simplement vis-à-vis de mon nom . // mais heu : / j'ai l'impression que B. sonne bien justement / ça sonne français / français // à > : / ça / . / ouais ça ne déborde pas // ça reste dans le cadre français /</p>
Fds/3	<p>.. non non / y a pas de soucis // . ben déjà heu, le concours que j'ai passé, j'ai pas eu à : / j'ai pas eu à me justifier non plus . peut-être bien dans le privé ils ont peu de chance . / bon, le concours que j'ai obtenu heu, enfin, il fallait déjà que j'ai : / j'ai la nationalité française donc, non . / là il a fallu heu, le casier judiciaire correct . / donc j'ai pas de souci / . et dans les quelques travaux, les jobs d'été que j'ai eu à faire, j'avais pas de soucis non plus /</p>
Fds/4	<p>(Nous n'avons pas jugé utile de lui poser cette question, vu qu'il nous a déjà révélé des informations sur le sujet...)</p>
Fds/5	<p>ben quelque part ça doit sonner français / mais des fois qu'on en rigole / quand on sait mes origines, mes collègues qui disent ça en rigolant « Véhent, c'est vrai que ça sonne belge » / ils disent ça peut-être parce qu'ils savent / heu, ça ne me préoccupe pas / si c'était plus vamp, quelque chose comme ça, même si ça sonnait plus quelque chose comme les / les / les / les vrais noms belges, ça ne me dérangerait pas plus /</p>

Commentaire :

Cf. le point 4.2.6.1 (l'emploi)...

Question : Bien que vous soyez Français dit 'de souche' donc, vous arrive-t-il de voir des portes fermées devant vous dans des milieux publics ? - Si oui : expliquez

Réponses :

Fds/1	non . non jamais // peut-être qu je ne sors pas assez ici /
Fds/2	\ non, jamais ! / non // mais ça c'est pareil, c'est dû encore une fois à ma présentation heu, vestimentaire // suis quelqu'un d'assez malléable /
Fds/3	non plus /
Fds/4	heu, je n'en ai > pas souvenir / non, j'en ai pas souvenir /
Fds/5	non / oh ! / heu, à titre personnel ? / non pas du tout // non, non /

Commentaire :

Bien que cette question soit la même que sur le point précédent, nous avons voulu traiter ses autres aspects... Ainsi donc, nous constatons qu'ici, tous ici ont répondu de manière négative à cette question. Cependant, l'analyse de la réponse de Fds/1 nous révèle une réponse qui ne s'avère pas être la conséquence d'une situation sur le terrain. En effet, ce n'est pas en restant casanière qu'elle pourra donner un avis réel de cette situation...

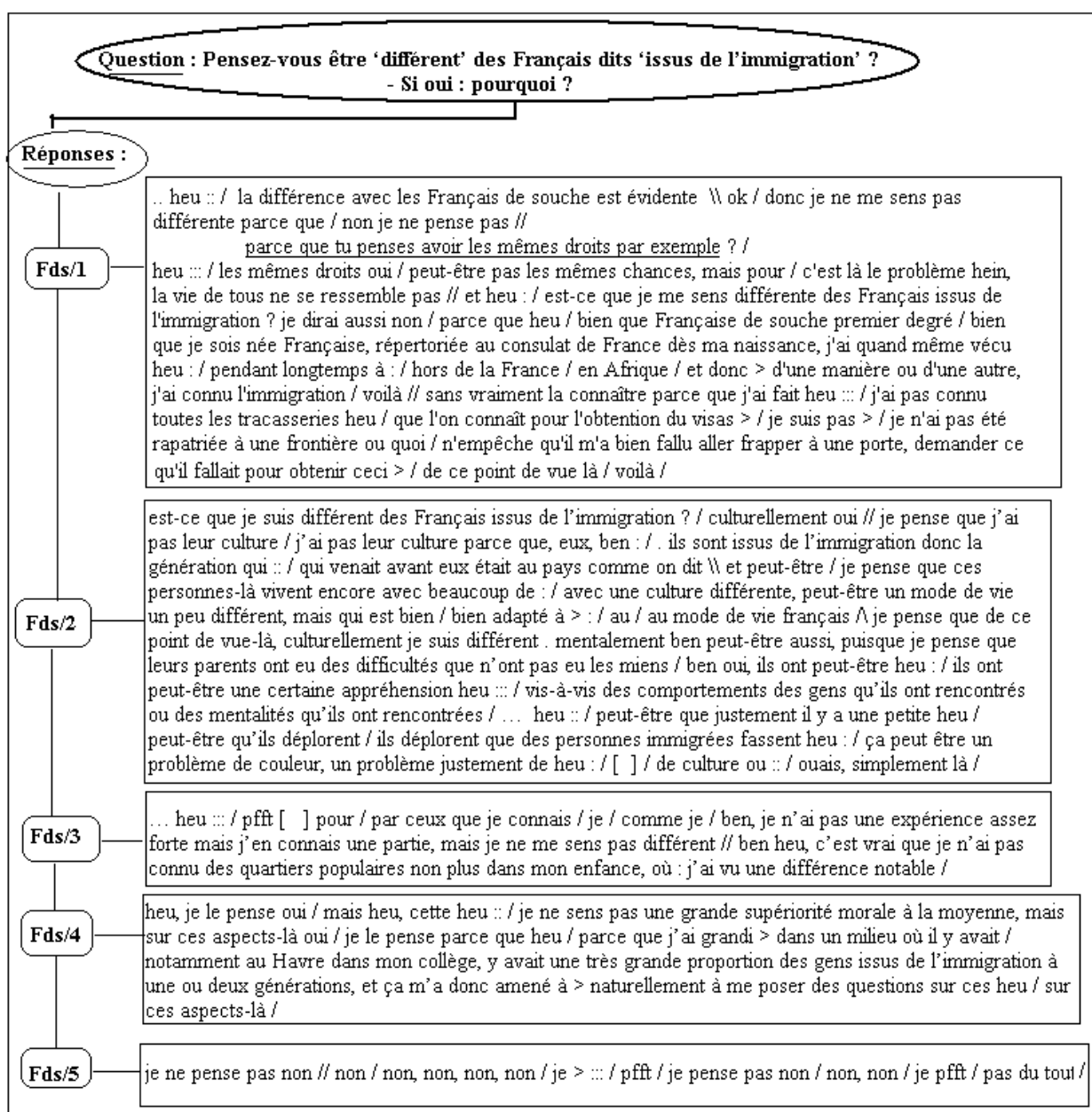
4.2.7. Différences et discriminations

Commentaire :

Fds/1 qui se reconnaît dans le groupe Fds donc, vit une situation différente de celle des autres enquêtés de son groupe. Effectivement, ses propos divers analysés nous révèlent un handicap

venant de sa couleur de sa peau entre autre. Cela dit, ce critère la classerait au prime abord dans le groupe des Fim, mais son histoire est complexe... C'est ainsi que face à la question présente, elle se positionne également comme une Fim. Ceci dit, elle se sent différente des Fds sur plusieurs points.

Quant à Fds/2, Fds/3 et Fds/4, ils reconnaissent l'existence des différences pouvant exister entre les deux groupes d'individus, mais les placent au niveau culturel. Seul Fds/5 déclare ne pas ressentir de différence face aux Fim...



4.2.8. Relations sociales

Question : Comment vous sentez-vous face aux dits 'Français issus de l'immigration' ?

Réponses :

Fds/1

\ bien sûr / bien sûr, y a aucun problème /

Fds/2

... / ben, je ne sais pas / je / enfin, heu : / qu'est-ce qu'on peut dire ? / . / face à eux, est-ce que je / est-ce que je peux [] / heu : / éprouver une gêne ou : / je ne sais pas > / comment te sens-tu / tu te sens bien ou mal à l'aise ? / oui c'est ça, oui / (rires) ? / (rires) / j'allais dire indifférent, mais dans le sens où heu : / même si c'est ma > : / ben y a un Français pure souche en face de moi, ben je serais différent / une personne que je croise, alors si c'est / si c'est quelqu'un qui heu / heu : / donc heu : / dont on connaît l'origine simplement en le regardant, ben oui, ben [] /

Fds/3

(Etant donné que Fds/3 n'a pas beaucoup de contact avec ceux que l'on nomme deuxième génération, nous avons jugé nécessaire de ne pas lui poser cette question...)

Fds/4

(Tout comme Fds/3, nous avons jugé nécessaire de ne pas lui poser cette question...)

Fds/5

... sans : / sans problème / je me sens à l'aise, je peux discuter avec des étrangers, ça ne me dérange pas du tout / tant que / comme je le disais tout à l'heure, tant qu'y a le respect, tant qu'y a : / aucun soucis pff / je ne m'arrête / pas de > chauvinisme, de racisme / pas du tout /

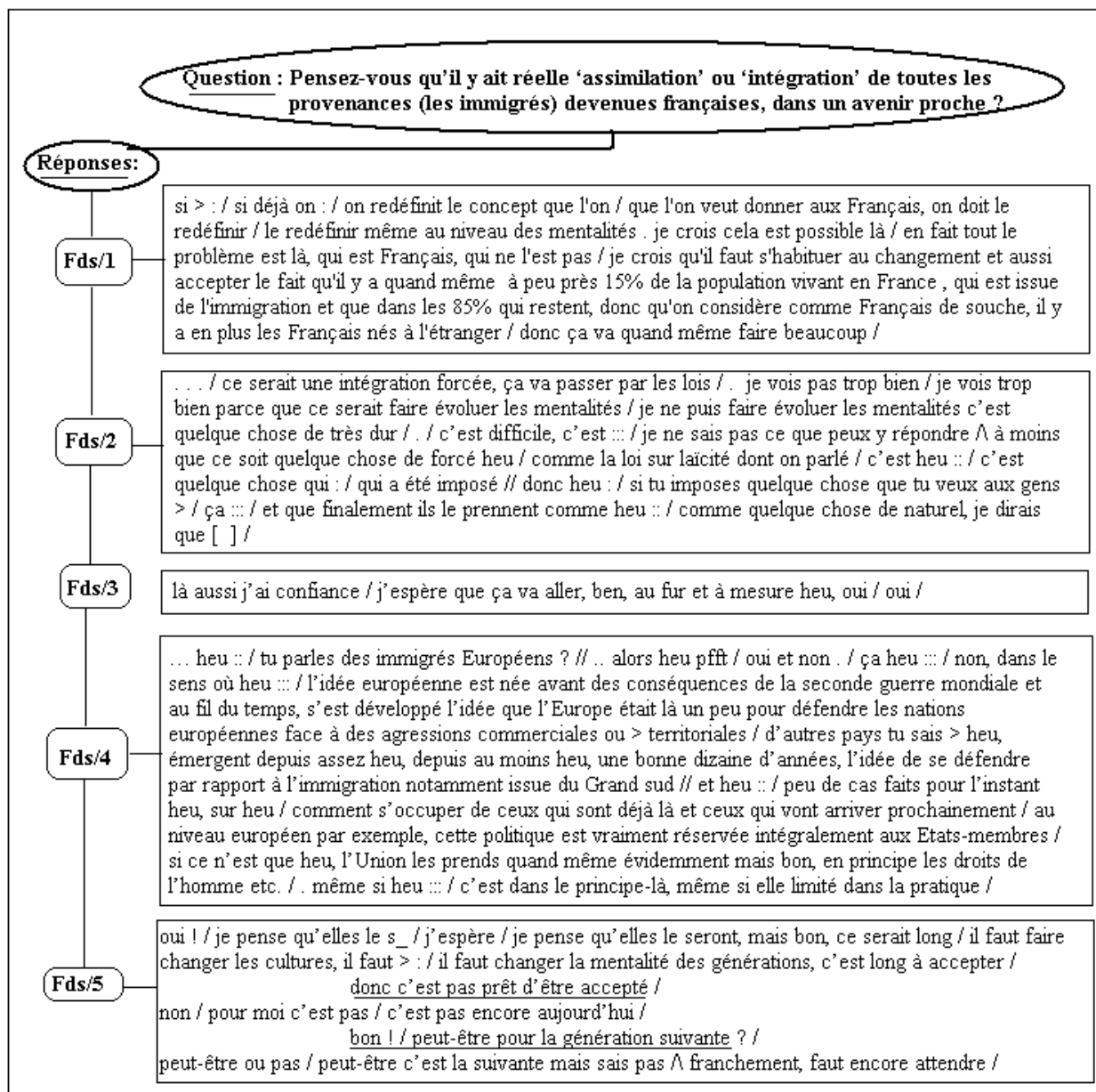
Commentaire :

Nous nous passons des commentaires ici...

4.2.9. L'avenir

4.2.9.1. L'Europe : la place de la France

4.2.9.1.1. L'intégration des Fim

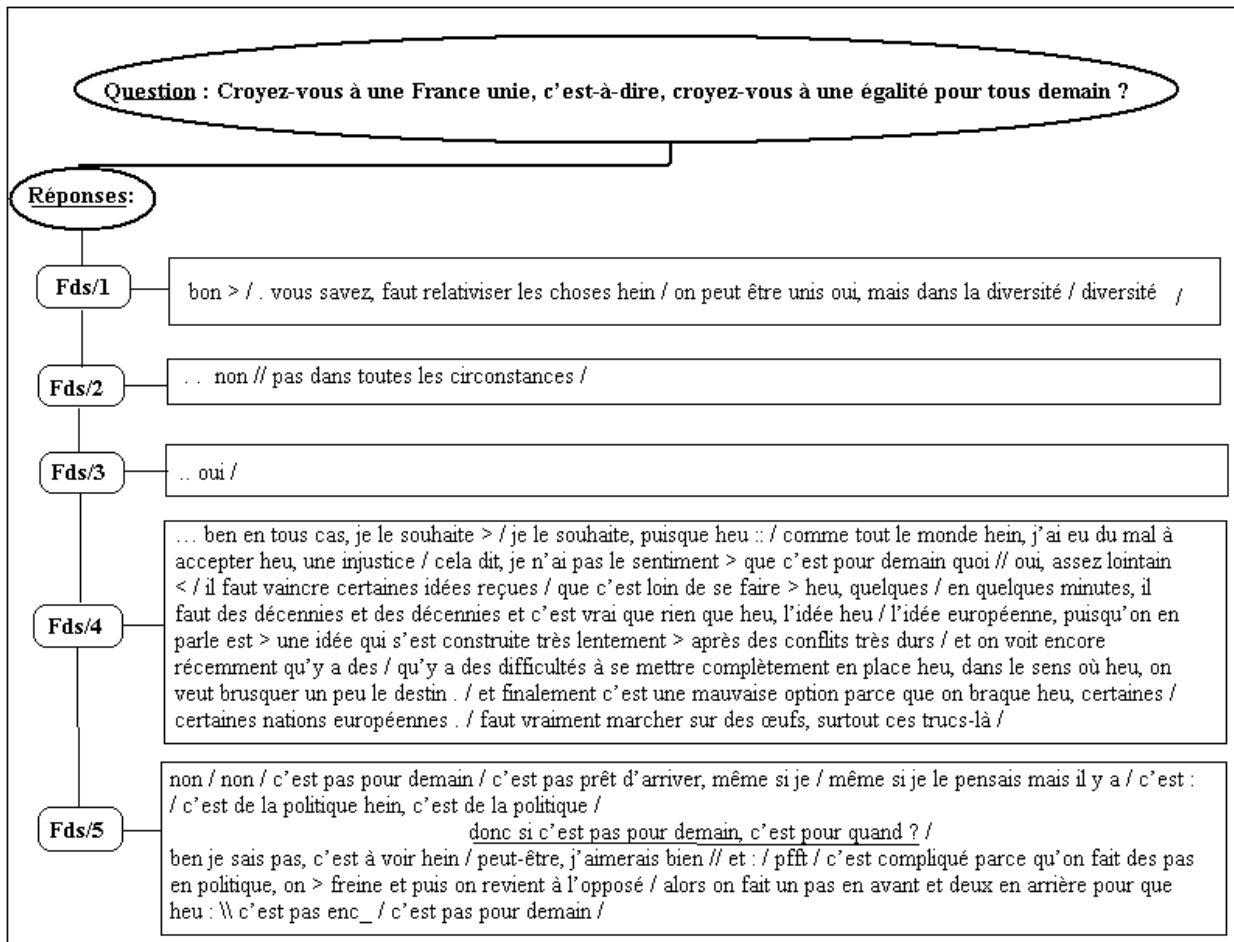


Commentaire :

Au vu de ce qui a été dit ici, il en ressort que pour tous, l'intégration des immigrés est une question de mentalités...

4.2.9.1.2. Les Français (Fds et Fim)

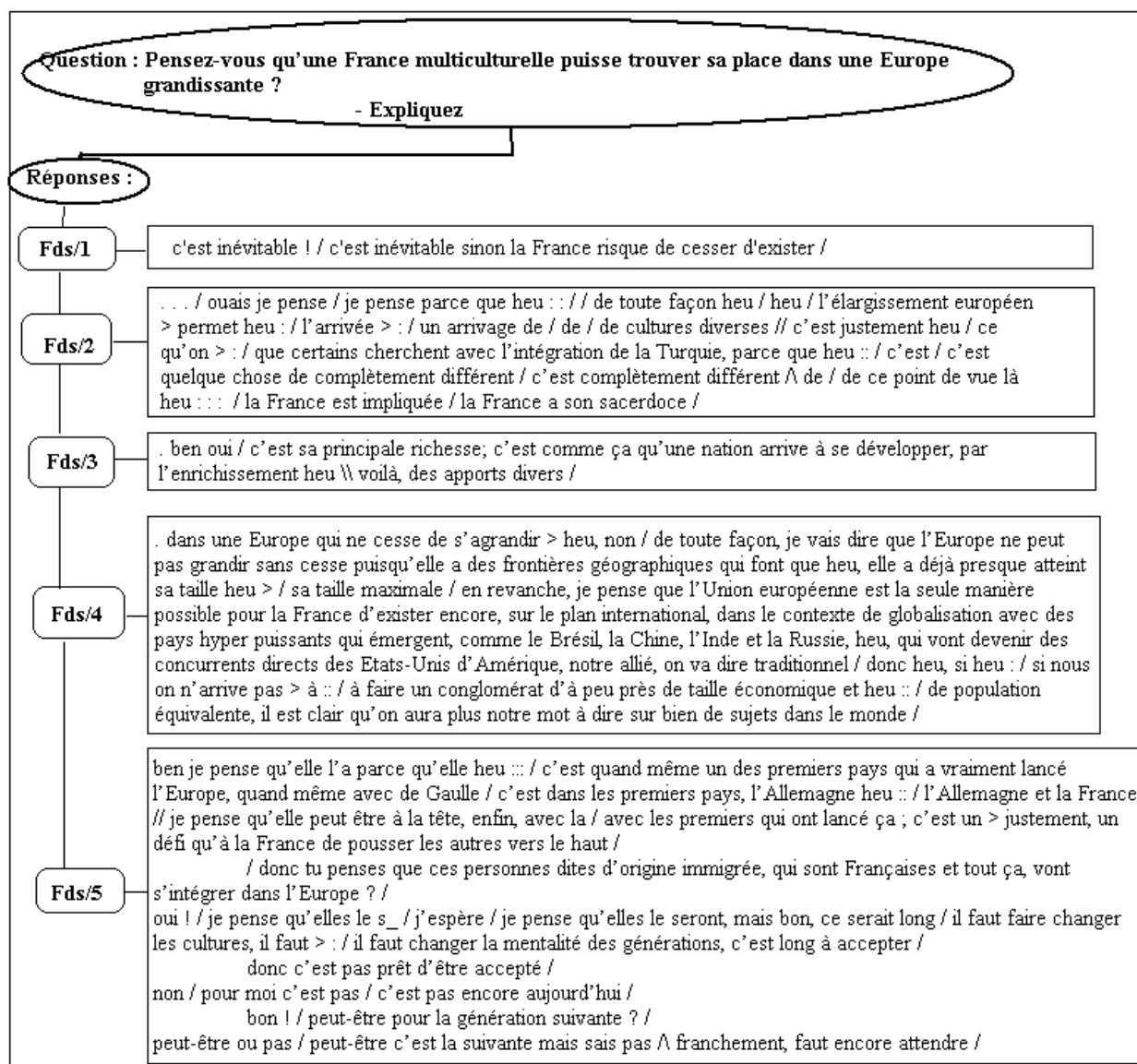
1.



Commentaire :

L'égalité ici est certes possible pour quasiment tous nos enquêtés, car en tous cas, Fds/1, Fds/3 et Fds/4 osent y croire. Certainement aussi Fds/2, vu qu'il pense que les circonstances peuvent la rendre possible. Quant à Fds/5, loin de lui cette idée égalitaire, surtout dans un avenir proche étant donné qu'il y a sans cesse des régressions sociales qui la rendent alors irréalisable...

2.

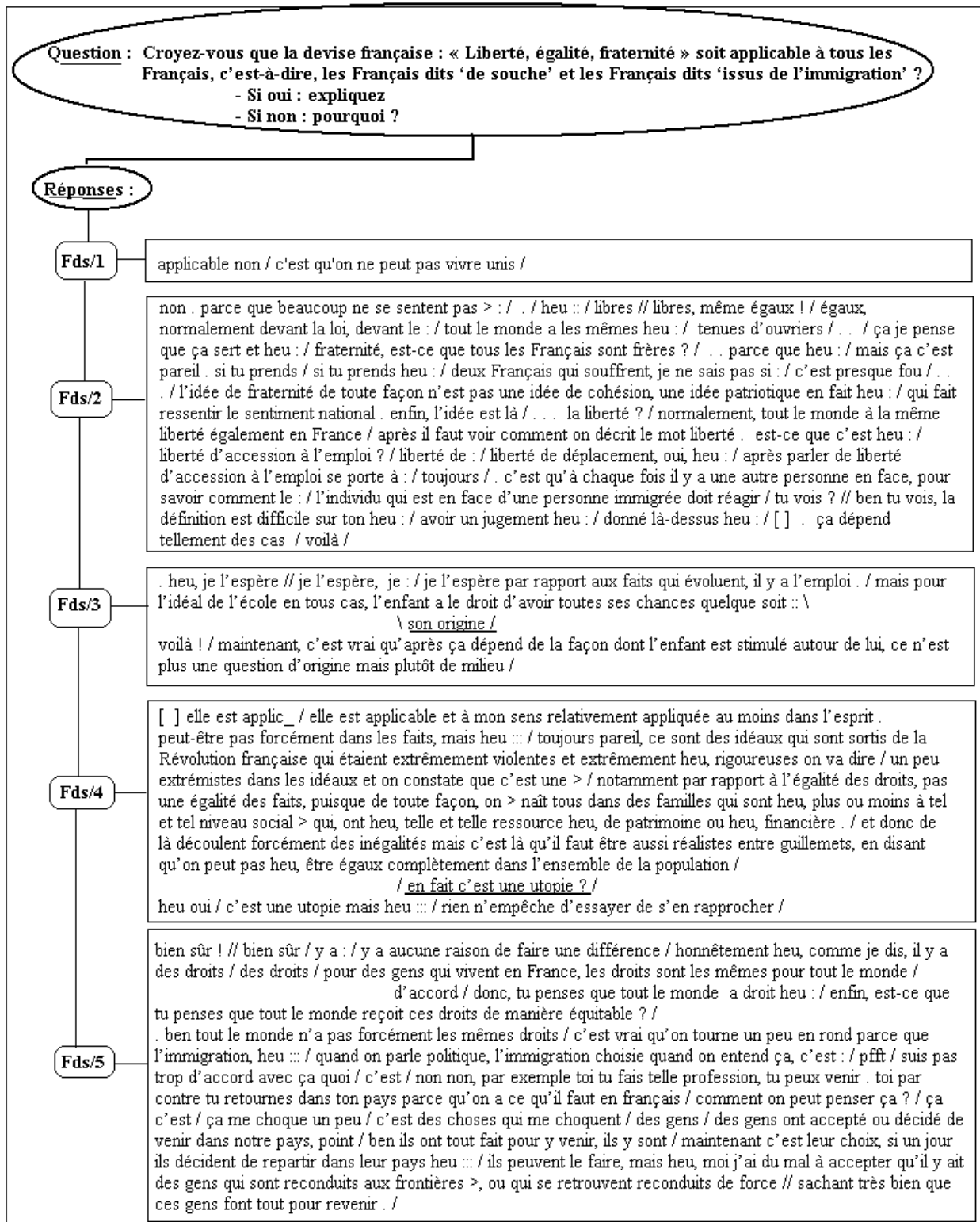


Commentaire :

De manière générale, tous nos enquêtés ici, excepté Fds/4, pensent que la France multiculturelle saura se trouver une place dans l'UE.

Il nous semble cependant comprendre que Fds/4 n'a pas bien compris la question...

4.2.9.2. Perception de la devise française



Commentaire :

Mis à part Fds/ 5 qui pense que cette devise est applicable, tous les autres réfutent cette thèse.

Pour ces derniers donc, cela résulterait d'un état d'esprit, une question de mental donc...

4.3. Synthèse

Dans cette partie, nous étudierons les déictiques renvoyant aux appartenances dans l'identification ou la non identification de l'individu. Ainsi, nous nous appuierons sur les parties sélectionnées dans les analyses thématiques regroupées. Pour ce faire, nous aurions préféré utiliser le logiciel d'analyse et de données nommé **QSR.Nud-ist**, qui est un bon logiciel dans ces cas, que nous avons déjà eu à utiliser dans de précédents travaux en maîtrise... Au final, ce n'est que manuellement que nous allons analyser ces déictiques dans une synthèse, pour tenter de déceler les avancements sinon les reculs dans ce processus d'identification par les pronoms. Nous allons pour ce faire, travailler sur les réponses de nos enquêtés analysées supra. Nous avons choisi de dresser un tableau pour chaque analyse/synthèse...

Questions : <i>Que vous inspire votre identité française ?</i>				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Moi	Moi	Je	Positionnement direct dans le discours, indiquant une neutralité ou un fait accompli.
	Je	Je		
Fds/2	Moi	Moi	Je	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée.
	Je	Je		
Fds/3	-	-	-	-
Fds/4	-	-	Je (sous entendu)	Identité dénotant d'une lourde responsabilité à charge en plus d'une fierté l'accompagnant.
Fds/5	Je	Je	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant un sentiment de fierté.

Question : Pour vous, qu'est-ce donc un Français ?				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Elle	Elle	-	Généralité (dans laquelle elle se reconnaît)
Fds/2	-	-	-	Pas d'indice direct mais des non-dits...
Fds/3	-	-	-	Pas d'indice direct
Fds/4	-	-	-	Pas d'indice direct
Fds/5	Il	Il	-	Jugement d'autrui...
	-	-	Je (sous-entendu)	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Généralité / impersonnel (mais se reconnaît dans ce cercle)

Question : Pensez-vous qu'un Français dit « issu de l'immigration », c'est-à-dire, un Français non dit « de souche » soit un citoyen Français à part entière ?				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/2	Il	Il	-	Jugement d'autrui...
	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Généralité
Fds/3	Ils	Ils	-	Jugement d'autrui ...
Fds/4	-	-	-	Pas d'indice
Fds/5	Je	Je	-	Positionnement direct
	Elle	Elle	-	Jugement d'autrui...
	On	On	(Nous)	Généralité/ impersonnel (mais se reconnaît dans ce cercle)

Question : Vous arrive t-il de manger exotique, c'est-à-dire non français ?				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
	Il	Il	-	L'autre...
Fds/2	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/3	Il	Il	-	Impersonnel
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/4	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/5	Je	Je	-	Positionnement direct

Question : Pensez-vous qu'un Français se définisse par des caractères prédéfinis ?				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	-	Impersonnel / généralité
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/2	Tu	Tu	-	Implication d'autrui <i>in situ</i>
	-	-	-	Pas d'indice
Fds/3	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/4	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/5	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel

Question : <i>Qu'est-ce qu'un Français ?</i>				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Elle	Elle	-	Impersonnel (au même titre que « on » par exemple)
Fds/2	-	-	-	Pas d'indice
Fds/3	-	-	-	Pas d'indice
Fds/4	-	-	-	Pas d'indice
Fds/5	Il	Il	-	L'autre...
	-	-	Je (sous entendu)	(Positionnement direct)
	On	On	-	impersonnel

Question : <i>Pensez-vous que de nos jours, on puisse parler d'une culture française pure ?</i>				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	On	On	-	Impersonnel / généralité
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel / généralité
	Tu	Tu	-	Implication d'autrui <i>in situ</i>
	Il	Il	-	L'autre...
Fds/3	Il	Il	-	Impersonnel
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/4	Elle	Elle	-	L'autre...
Fds/5	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	-	Impersonnel
	On	On	(Nous)	Impersonnel / englobant

Question : <i>Que pensez-vous des cultures dites « immigrées » ?</i>				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	On	On	(Nous)	Impersonnel / généralité
	Nous	Nous	-	Positionnement directe englobante (son cercle)
	Il	Il	-	Impersonnel
Fds/2	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	(Nous)	Impersonnel / généralité
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/3	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/4	Il	Il	-	Impersonnel
	Elles	Elles	-	Les autres...
Fds/5	Elles	Elles	-	Les autres ...
	Je	Je	-	Positionnement direct
	Ils	Ils	-	Les autres...
	Il	Il	-	Impersonnel

Question : <i>Pensez-vous que les cultures dites « immigrées » soient un jours ‘assimilées’ ou ‘intégrées’ à la culture française pour n’en faire qu’une, c’est-à-dire LA culture française ?</i>				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
Fds/2	On	On	(Nous)	Impersonnel / généralité
	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
	Tu	Tu	-	Implication d’autrui <i>in situ</i>
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/3	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/4	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	-	Impersonnel
	Il	Il	-	Impersonnel
Fds/5	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel / généralité

Question : Pensez-vous que la culture française soit au-dessus de celles dites « immigrées » ?

- si non : pourquoi

- si oui : expliquez.

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	Elle	Elle	-	L'autre...
	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	-	Impersonnel
	Ils	Ils	-	Les autres...
Fds/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Elle	Elle	-	L'autre...
	On	On	(Nous)	Impersonnel
	Tu	Tu	-	Implication d'autrui <i>in situ</i>
	Il	Il	-	Impersonnel
	Ils	Ils	-	Les autres...
Fds/3	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
	Elle	Elle	-	L'autre...
Fds/4	Nous	Nous	-	Positionnement direct (englobant d'autres personnes auxquelles il s'identifie)
Fds/5	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel

Question : <i>Que pensez-vous des cultures en situation, en France ?</i>				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	-	-	-	Pas d'indice
Fds/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Elle	Elle	-	L'autre...
	On	On	-	Impersonnel
Fds/3	Tu	Tu	-	Implication d'autrui <i>in situ</i>
	Il	Il	(On)	Impersonnel
	Ils	Ils	-	Les autres
	Elles	Elles	-	Les autres
	Ils	Ils	-	Les autres
	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	-	Impersonnel
Fds/4	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	-	Impersonnel
Fds/5	Je	Je	-	Positionnement direct
	Elles	Elles	-	Les autres...
	On	On	-	Impersonnel
	Ils	Ils	-	Les autres
	Il	Il	-	L'autre...
	Tu	Tu	-	Impersonnel

Question : <i>Avez-vous déjà rencontré des barrières ou difficultés dans le logement, bien que vous soyez Français dit « de souche » ?</i> - Si oui : à votre avis, pourquoi ?				
Indice à partir des déictiques				
sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/2	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/3	-	-	-	Pas d'indice
Fds/4	On	On	(Nous)	Impersonnel / généralité
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/5	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	-	Impersonnel
	Il	Il	-	Impersonnel

<p>Question : Pensez-vous que votre nom patronymique ne vous pose aucun problème face à l'emploi ? - Si non : pourquoi ? - Si oui : expliquez</p>				
<p align="center">Indices à partir des déictiques</p>				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fds/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	Ils	Impersonnel
Fds/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	L'autre
Fds/3	Je	Je	-	Positionnement direct
Fds/4	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Je)	Impersonnel
Fds/5	On	On	(Ils)	Impersonnel
	Ils	Ils	-	Les autres...

Conclusion :

Il en découle, suite à tout ce qui suit, que nos enquêtés ont richement employé des déictiques. Cela nous permet d'avoir des informations sur leurs positionnements par rapport à différents sujets abordés...

CHAPITRE II. ANALYSE DU CORPUS II (corpus Fim)

1. Tableau de codification des Fim

Nom et Prénom	Code
Entretiens	
Odile K.	Fim / 1
Emilie de O.	Fim / 2
Stéphanie B.	Fim / 3
Antoine M.	Fim / 4

2. Détail des spécificateurs

Fim	INDICES			
	Thèmes	Spécificateurs		Catégorie d'item
	Variable sexe	Femmes		++-
		Hommes		---+
	Présentation d'identité	Ages	Femmes	+33 ans / + 20 ans / +35 ans
			Homme	+ 43 ans
		Situations profess.	Femmes	+ étudiante / + employée
			Homme	+ enseignant
	Perception identitaire	Identité française (propre)		+ 2 ^e id. / + quête / + instabilité / ++ positive / + UE / + insécurité statutaire /
		Seconde identité (propre)		+ positive / + européenne / + équivalence / + insécurité statutaire / +catégorisation
Fim	Statut identitaire	Citoyenneté française	Fim	+ incomplet / + instabilité / + Jus soli / +- assimilation / +- intégration / + ordre religieux / + catégorisation
			Fds	+ naissance / + égalitaire / + citoyen lambda / + similitude / - différences / + instabilité /
	Perception du degré d'intégr. / d'ass.	Intégration	Famille	+++ favorisation / ++ valeurs sociales /
			Ecole	+++ égalité de diplômes / --+ favorisation /
		Assimilation	Famille	\
			Ecole	\
	Catégorisation du type français	Non stéréotypes		+ vision générale / + origines /
		Stéréotypes		+++ couleur de peau / ++ origine géographique / ++ catégorisation /
	Ethnoculture (jugement)	La culture française	Int/ ass.	Intégr. : +- ouverture / + intégration / ++- enrichissement / --+ appauvrissement
			Cul. fçse	++ valorisation / - mixité / + dégradation / + brassage
			Valoris.	+ équivalence des cultures / +- dégradation / + positive / + renforcement

		Les cultures immigr.	Intégr.	+ intégration / + ouverture /
			Assim.	
			Valoris.	+ - valorisation / ++ communautaires / +- intégration / - isolement
		Les cultures en situation		+ américanisation / + balkanisation / + diversité / + richesse / + équivalence / ++ positives
	Discriminations	Logement/emploi/société...		++ inégalités / + craintes / +++ catégorisation / + racisme : ++ écartements morphol. / ++ mentalités /
	Différences	Fim vs. Fds		+++ couleur de peau / ++ origines géographiques / ++ cultures / +++ mentalités / ++ NP / + intonation
	Evaluation mentale	Noms patronymiques	propre	+ difficultés / - patrimoine français / + mentalités / ++ intonation / - représentation
			autres	++- français / ++ mentalités / + +origines géographiques / - Europe / + valorisation
		Les cultures	propres	++ communautaires / ++ chaleureuses / +ouverture / ++ valeurs / + positives / ++ solidarité
			Franç.	- communautaire / - solidarité / ++ isolation / - pureté / ++ diversité / + failles / + nostalgie
			Valoris.	- dominance / ++ équivalences / +++ ouvertures / ++ enrichissement
		Identités	propres	+ faciès / + positive /
			autres	+ négation / + écartement / - faciès / ++ évolution
	Laïcité et religion	Laïcité : intégration		++- facteur positif / + clanisation / + anarchie / + harmonie / + respects / + égalitaire / + neutralité
		Religion	Int./ass.	+ neutralité / + ouvertures / + clanisation / + fermeture / - intégration / - neutralité
			Dissociat.	+++ positif / ++ nécessité /
	L'Europe (avenir)	Place de la France	Ts les Fr.	- évidence / ++ efforts / ++ espoirs / ++ volonté / ++ désillusion / ++ utopique /
			Fds	++ évolution mentale
			Fim(int/ass)	+ intégration / ++ espoir / + chance / + certitude / + évolution mentale
	Perception de la devise de la Nation	Liberté		+- application / +- égalité / - liberté / - fraternité / - réaliste / + idéologique / + respect /
		Egalité		
		Fraternité		
	Origines identitaires	Femmes		+ Congolaise / + Portugaise / + Ivoirienne
		Homme		+ Algérienne

3. Indices des analyses

I/- • ETAT CIVIL

- Indication de la situation générale de l'individu.

• IDENTITE

- Indication de la perception de l'individu de sa nationalité française : positionnement personnelle face à cette identité et jugement de l'identité française que portent Fds.

II /- US ET COUTUMES

- Jugement de la culture française de manière générale.
- Jugement des cultures dites immigrées (celles de leurs parents et/ou grands-parents).
- Jugement de la culture française par rapport à celle de ses parents et/ou grands-parents : évaluation des deux cultures dans une hiérarchisation.
- Point de vue sur la vie des cultures en situation en France : assimilation/intégration ou pas.

III /- ASSIMILATION VS INTEGRATION

- Recherche d'indices d'ouverture...

IV/EMPLOI /SOCIETE /COLLECTIVITE /LOGEMENT /STEREOTYPE /RACISME...

- Autoévaluation de son nom patronymique face aux situations de la vie courante.
- Connaissance et ou reconnaissance des inégalités sociales (logement, emploi...).
- Témoignages des faits des inégalités et autres jugements de soi face aux Fds.
- La laïcité

V/- A L'HEURE DE L'EUROPE (partie commune)

- Perception personnelle de l'intégration/assimilation des Fim dans l'Europe.
- Jugement personnel quant à la France à venir dans sa devise.
- Jugement personnel de l'avenir d'une France en couleur dans l'Europe (UE).

4. Analyses

4.1. Analyse par entretien :

- A. Entretien d'Odile K. (Fim/1)
- B. Entretien d'Emilie de O. (Fim /2)
- C. Entretien de Stéphanie B. (Fim /3)
- D. Entretien de Antoine M. (Fim /4)

FICHE N°1

(Vendredi 6 janvier 2006)

CODIFICATION : Fim /1

NOM, PRENOM, AGE : Odile K., 33 ans.

ANONYMAT : Oui

LIEU: Le Grand Quevilly (76120)

HEURE DU DEBUT: 00H00

HEURE DE FIN: 00H45

DUREE TOTALE: 45 min

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui +++

DEROULEMENT: +++ (+ gêne)

ELOCUTION: +++

DIFFICULTES: ++- (++ compréhension des questions... hésitations...)

REMARQUES: Bon déroulement de l'entretien, malgré quelques problèmes de compréhension des questions de la part de Fim/1...

1. Les marquages d'identité et source identitaire

2. Description du phénotype français

- 2.1. Définition par des caractères prédéfinis
- 2.2. Définition d'un Français
- 2.3. La représentation du nom patronymique français
 - 2.3.1. Les noms du tableau
 - 2.3.2. Autojugement du nom propre
 - 2.3.3. Le nom propre face à l'emploi

3. Evaluation identitaire

- 3.1. Opinion des Fim
- 3.2. Autojugement identitaire

4. La France et l'immigration

5. Jugement et évaluation des cultures

- 5.1. La culture française et les cultures dites immigrées
- 5.2. Les cultures en situation
- 5.3. La culture de ses parents et la culture française
- 5.4. La conservation culturelle

6. Les cultures et l'intégration

- 6.1. La valorisation culturelle
- 6.2. La laïcité, les cultures et l'intégration
- 6.3. L'alimentation

7. L'intégration

- 7.1. L'école
- 7.2. La famille
- 7.3. La religion

8. Inégalités / égalités

8.1. Le logement

8.2. Les loisirs

8.3. La devise française

8.4. Les différences

9. L'Union Européenne

9.1. La place de la France dans l'Union

9.2. L'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union

1. Les marquages d'identité et source identitaire

Fim/1 qui est étudiante a 33 ans lors de notre entretien. Elle reconnaît être née en France. Ce qui fait que son appartenance au groupe français est liée au topo d'abord (2 et 8), car en vérité, sa source est ailleurs (4). En effet, son identité première est Congolaise et elle lui est transmise par ses parents (6). Nous en concluons que Fim/1 est, comme nous disait Fds/1, *binationale*, c'est-à-dire qu'elle est liée à la fois au Congo et à la France. Contrairement à Fds/1 par exemple, Fim/1 est née Congolaise et a acquis sa nationalité française à l'âge adulte, étant donné que la France est son lieu de naissance. Ainsi, nous pouvons dire de son état qu'elle jouit du *jus soli* en France et du *jus sanguinis* au Congo.

2. Description du phénotype français

2.1. Définition par des caractères prédéfinis

Suite à la question de savoir si Fim/1 considère le citoyen Français par rapport à un ou des stéréotypes, elle nous répond par rapport aux mentalités des Fds, qui se trouvent alors être différentes des autres individus (= non Fds) :

10♣ heu ::: / je dirai que : / heu :: / le Français de souche ne se définit pas comme heu : / le Français ayant des origines différentes et puis la conception et la mentalité est totalement différente et heu :: \

11♣ \ tu parles des Français de souche ? /

12♣ oui /

A partir de ses propos, nous pouvons conclure que Fim/1 définit le Français, ici le Fds, par des clichés ou des stéréotypes. D'ailleurs, plus loin dans notre entretien, nous verrons qu'elle différencie nettement les Fds des Fim. Cela se confirme donc déjà dans sa définition de l'être Français...

2.2. Définition d'un Français

Fim/1 nous anticipe quant à la question sur la définition d'un Français (15). Ainsi, elle le définit comme suit :

14♣ celui heu > dont le père est heu : / celui de race blanche donc ayant des parents de race blanche et donc de race blanche / quand je parle des Français ayant des / ve_ / venant d'autres origines, je parle notamment de / Français de / de race noire qui n'a pas totalement la même mentalité, la même culture que le Français de souche /

Par la suite, à notre demande, quelque peu insistée, voulant savoir ce qu'elle entendait concrètement par « un Français », elle nous étonne par une réponse que nous jugeons plutôt satisfaisante, car celle-ci va vraiment nous aider dans la démarche de notre thèse :

16♣ ... / comment je vais définir / . / heu ::: / le français en général de nos jours en gros, est un mélange de > / de personnes venant de plusieurs orig_ / heu : / horizons /

17♣ . *donc le Français, si je résume bien, le Français serait quelqu'un ? /*

18♣ \ venant de plusieurs horizons de nos jours parce que, quand on parle des origines de la majorité des Français > , on retrouve rarement des Français de souche pure /

Il en découle que pour Fim/1 qui nous parle d'un stéréotype sur le Français, ses mots viennent nous révéler un élément intéressant pour notre analyse : la mixité. Effectivement, elle nous parle d'une mixité raciale_ mais également géographique, qui fait qu'aujourd'hui nous ne pouvons, selon elle, parler d'une pureté de descendance française. Cette *non* pureté donc est non seulement raciale du fait de introduction par le fait de la distance géographique, c'est-à-dire, des individus de « race » dite blanche (19 et 20). D'ailleurs Fim/1 qui paraît être consciente de la réalité sociale actuelle, reconnaît la question de l'identité française par rapport au facteur de la

« race » :

22♣ heu : / les : / les définir par / par la race serait une chose assez heu, je dirai erronée parce que heu : / on trouve des Français entre guillemets heu : / de / de : / venant de / d'autres horizons > / aussi d'autres races \

2.3. La représentation du nom patronymique français

3.3.1. Les noms du tableau

De par sa position, Fim/1 qui est notre première enquêtée de sur la liste des Fim, n'a pas noté les noms patronymiques du tableau de la même façon que les Fds d'une manière générale. En effet, même s'il existe dans la notation de Fim/1 la relève de quelques similitudes, notamment en ce qui concerne les noms *Dupond* et *Henri*, l'étude de son tableau met à jour une grande différence donc qui évalue sur les 18 noms marqués comme suit :

Notes	Les noms patronymiques
0	-
1	Sarkozy / Mohammed / Sanchez / Butler
2	Sayad / Bantsimba / Moussoki / Muller / Santini
3	Peznec / Thran / Patanayos / Cortès
4	Aznavour
5	Dupond / Henri

S'avérant alors de la logique de Fim/1, une compréhension quelque peu disons évoluée, en comparaison avec celle de Fds/2 par exemple. En effet, sa notation ne révèle aucune note égale à 0. Le plus étonnant c'est encore le nom *Sarkozy*... Nous conservons de cette manière de noter, une impartialité et une non conviction chez Fim/1. Ainsi, selon elle, seuls demeurent indéniablement représentatifs de la vraie France d'aujourd'hui, *Henri* et *Dupond*. Il en résulte de manière générale, du tableau des noms patronymiques noté par Fim/1, une stagnation des idées, car même si on y décèle aucune note s'apparentant à 0, les noms d'origine africaine et même française (*Peznec*, *Muller*, *Fux*...), et européenne et encore d'autres origines, demeurent pour

elle non français d'office dans leur représentation.

2.3.2. Autojugement du nom propre

Bien que n'ayant attribué un 0 à aucun nom du tableau, Fim/1 reconnaît que le sien représente la France actuelle (122).

2.3.3. Le nom propre face à l'emploi

A savoir donc si le nom patronymique de Fim/1 est représentatif de la « vraie » France actuelle, nous avons vu qu'elle nous a répondu par l'affirmatif. En ce qui concerne l'emploi, elle reconnaît paradoxalement que son nom lui crée malgré tout des barrières. Celles-ci lui sont créées à cause de la consonance de son nom :

124♣ oui, parce que > déjà mon nom heu :: / quand je le vois >, il ne reflète pas le nom français, comme Dupond, Henri, mais > : / c'est un nom ayant une autre origine /

Ainsi, ayant compris que Fim/1 s'emmêlait les pinceaux quant à la représentation de son nom patronymique, nous pouvons quand même dire qu'elle nous apprend un élément nouveau assez surprenant certes mais intéressant, car elle nous parle des mentalités (126). Contrairement à Fds/1 par exemple, comme nous l'avons dit *supra*, Fim/1 est tout aussi Française mais leurs sources de possession de cette nationalité ne sont pas similaires, pourtant cela ne les empêche nullement d'avoir une vision similaire, quant à l'évolution des mentalités...

En conclusion, Fim/1 dénote encore d'une idée de fermeture sur le marché de l'emploi concernant les Fim et concernant la consonance étrangère du nom patronymique. Cependant, nous ne pouvons affirmer que cela s'arrête sur le caractère / critère « race » car elle ne nous le dit pas. Aussi, nous savons tous que les Fim/IP2 comportent tout aussi des Européens que des individus issus du grand Sud.

Note

Fim/1 semble avoir quelques problèmes de compréhension car nous avons dû, durant notre entretien, reformuler plusieurs fois les questions, afin de lui permettre une meilleure compréhension.

3. Evaluation identitaire

3.1. Opinion des Fim

Fim/1 considère les Fim comme étant des citoyens Français à part entière. Cependant, cela se doit au fait que ces derniers premièrement résident en France, et qu'ensuite ils respectent les lois du pays :

24♣ oui / oui, c'est un Français à part entière puisqu'il heu ::: / heu ::: / puisqu'il vit sur le territoire et respecte les lois établis par l'Etat /

Cette raison qu'elle nous donne nous paraît disons, un peu abusée, car analysant son point de vue, nous y comprenons que ne sont pas donc Français les Fds et Fim qui résident à l'étranger (expatriés pour diverses raisons...), puisque la condition qu'elle émet est liée au topo et aux lois de la France...

Quant à savoir ce qu'elle pense de ses pairs en général, elle nous répond que ce sont des individus positifs. Ainsi va son idée sur eux, dénotée par ses termes :

38♣ heu :: / je dirai heu : / dans le sens positif déjà heu ::: / [] \

40♣ heu : / [], pardon, [] / .. ben > : / c'est quelqu'un qui a la base vient avec > d'autres idées, et une fois sur le ter_ / heu, territoire prend conscience des réalités qui sont totalement différentes de celles reçues dans son pays d'origine, et qui essaie de s'adapter parce que ce n'est pas toujours aussi évident pour lui / puis y a plusieurs paramètres qui rentrent, le fait par exemple d'être éloigné de ses parents,

heu :: / de : / de vivre la solitude du quotidien > / de / d'essayer de :: / heu : /
de :: / de / de / de vivre en harmonie, longtemps en harmonie / de heu :: / c'est
bon /

Cette dernière partie de notre entretien fait ressortir chez Fim/1 une nostalgie liée à la rupture d'avec sa famille et son pays de lieu de vie première, le Congo. Aussi, sa réponse nous dit qu'elle ne prend pas en compte les Fim nés en France (de parents soient étrangers, soient Fim également) mais qui ont dans leur cas toujours vécu en France, même parfois sans aucun contact avec les pays d'origines de leurs parents et /ou grands-parents.

Note

Nous savons qu'ici, Fim/1 nous répond en prenant exemple sur elle-même, car elle est arrivée en France à l'âge adulte et souffre encore de la séparation d'avec sa famille. Et même si c'est elle-même qui avait manifesté le désir de quitter son pays de lieu de vie première, elle avait toujours vécu en Afrique. Cela fait tout juste une décennie qu'elle vit en France...

3.2. Autojugement identitaire

Voulant connaître la pensée de Fim/1 sur son identité française, elle nous surprend encore une fois, en nous parlant d'une globalité, c'est-à-dire non pas elle seule mais en se positionnement comme une porte-parole des Fim. Donc, elle fait assertion de l'existence de deux cultures, noire et blanche, auxquelles s'identifient d'une part les Fim et d'autre part les Fds :

42♣ heu : / en général ce sont des gens qui se cherchent parce qu'ils sont à cheval sur deux cultures différentes, donc la culture blanche et la culture noire /

43♣ *donc pour toi, un Français issu de l'immigration est forcément noir ? / il ne peut pas être d'une autre couleur ? /*

44♣ certes il peut être d'autre origine mais qui > aura **tendance** pendant un certain temps à se chercher, parce qu'il est à cheval donc entre heu / à cheval entre sa culture et la culture qu'il vient découvrir ici /

Incluant donc la notion de culture et la faisant rimer avec identité, Fim/1 nous révèle donc l'annexion de son identité française à celle de sa quête culturelle. En effet, on constate dans ses dires qu'elle se cherche encore elle-même. Aussi, le fait qu'elle ait toujours vécu au Congo et par conséquent s'est imprégnée de la culture congolaise, ne lui facilite pas la tâche qui consiste alors à son insertion dans la société française, presque sur tous les plans, du moins surtout culturellement. Les couleurs dont elle parle en (42) font en fait référence à l'Occident et à l'Afrique. Au final, après insistance et orientation de notre part, Fim/1 nous donne un autojugement de son identité française. Et bien que cette identité lui apporte du positif, elle lui apporte également bien de négatif, dans le sens où elle est en pleine perte de repères (sociaux), par rapport aux mentalités en France. Cela lui est mentalement très difficile d'acceptation :

48♣ .. / par moment heu : / en ce qui me concerne >, mon identité française forcément m'apporte des choses positives mais > / par moment > / il est difficile > / [] / heu : / [] / il est difficile > de trouver ses repères parce que c'est pas toujours évident, on a touj_ / on a tendance à se perdre heu : / on a tendance à se perdre, à ne pas toujours comprendre heu :: / forcément la mentalité d'ici > : / et / sais pas comment t_ / sais pas comment comprendre /

4. La France et l'immigration

Concernant l'immigration, Fim/1 pense que « *la France qui a tendance à resserrer ses lois sur ce phénomène, et ferait mieux de refaire sa politique sur l'immigration du fait qu'elle a besoin de tout le monde.* » :

50♣ .. heu : / déjà heu :: / comment v_ / heu : / elle a tendance à : / à se resserrer, à

refermer ses portes et heu :: / d'ouvrir ses portes > et essaie de voir > / les personnes qui seraient heu / . c'est bon /

51♣ *si je comprends bien, tu veux parler d'une immigration de choix, c'est-à-dire, comme au Canada par exemple ? /*

52♣ oui et non . parce qu'on a aussi besoin de n_ / oui parce que ce serait intéressant / après on va n'avoir plus de diplômés qui migreront sur heu / sur le territoire . / non par ce que ça va pas favoriser heu : / toute cette immigration /

53♣ *ok . que penses-tu de la politique française d'immigration ? /*

54♣ elle est à refaire /

55♣ *elle est à refaire ? /*

56♣ elle est à refaire [] / pardon /

5. Jugement et évaluation des cultures

5.1. La culture française et les cultures dites immigrées

Fim/1 pense que la culture française « *s'ouvre à d'autres horizons* » (60). Par contre, les cultures dites immigrées constituent un enrichissement qui permettrait de modifier l'image que la culture française se fait des autres cultures. Cet enrichissement permettrait à la culture de réellement s'ouvrir :

62♣ je dirai un enrichissement parce que ça lui apporterait heu / ça lui permettrait de modifier l'image qu'elle a : / eu tendance à > avoir sur tout ce qui vient de l'immigration /

63♣ *d'accord . donc c'est un enrichissement en ce sens là, et *

64♣ \ dans ce sens là / donc leur permettrait de / de s'ouvrir > à d'autres / à d'autres ouvertures venant d'autres horizons > [] / à > ne pas trop se focaliser / à voir une variété heu : / ce qui est différent en fait /

65♣ *donc si je comprends ce que tu dis, cela va permettre à la culture française de s'ouvrir *

66♣ \ de s'ouvrir / tout à fait, et c'est important je pense /

Il s'avère d'autre part que Fim/1 pense de manière paradoxale en ce qui concerne les cultures dites immigrées en France. Effectivement, si elles constituent pour elle un enrichissement, elle émet également une sorte de doute à propos, introduit par une négation qui fait alors penser à un appauvrissement. Or, notre insistance s'avérant être une explication, après qu'elle nous ait répondu que c'était un enrichissement, elle reprend l'affirmation mais semble encore s'embrouiller toute seule, car elle nous dit finalement que l'ouverture dont elle parlait avant, n'est pas en fait un enrichissement :

67♣ *là c'est un enrichissement ? /*

68♣ non /

69♣ *d'accord. Et heu : / penses-tu que de nos jours on puisse parler d'une culture française pure ? /*

70♣ (...) / quelque part ça peut être qu'un enrichissement au pays / ça va lui permettre de s'ouvrir à d'autres personnes, heu : / de : / d'apprendre > / de découvrir, de connaître les mentalités venant d'ailleurs et de se faire une idée heu, d'ailleurs /

Eut égard à tout ce qui précède, nous disons que Fim/1 au final, n'admet pas que l'on puisse parler d'une pureté de la culture française du fait de son brassage avec les cultures dites

immigrées. A cela, elle rajoute la mixité qui fait déjà partie des racines des Français dits alors de souche :

70♣ non . parce qu'il y a un brassage / on ne peut pas parler / on ne peut pas parler de nos jours de / d'une culture française pure parce que heu : / à l'origine le Français déjà de souche n'est pas : / c'est un Français venant > d'ailleurs . (...)

5.2. Les cultures en situation

Selon Fim/1, la présence des cultures dites immigrées en France constitue un enrichissement quelques part, à la culture dite française. Elle pense aussi que toutes ces cultures en situation dans le pays (française et celles dites immigrées) constituent quelque chose de positif pour le pays (72 et 74).

5.3. La culture de ses parents et la culture française

De la culture de ses parents en comparaison avec celle de la France, Fim/1 pense qu'elle possède des avantages et aussi des inconvénients. En effet, selon elle, en présence des deux cultures, il faut retirer de chacune d'elle le positif, car chacune d'elle en comporte :

80♣ que c'est une culture quelque part qui a ses avantages et ses inconvénients, et quand on la compare à la culture qu'on vient découvrir ici, on trouve qu'elle est beaucoup plus intéressante / je pense qu'il faudrait surtout essayer de prendre > le / le côté positif des deux cultures et essayer de / de / d'éloigner heu : / parce qu'on se rend compte qu'on vit sur le territoire français, qu'il y a aussi bien des avantages dans les cultures africaines que dans la culture française /

Vue de cette manière, la culture de ses parents, pour elle, a des capacités d'intégration et est donc assimilable à celle de la France, étant donné qu'elles renferment toutes deux des points positifs. Finalement, elle considère que la culture de ses parents constitue également un enrichissement pour la culture française, car elles se valent :

82♣ .. oui, pourquoi pas / . pourquoi pas / heu : / quand on trouve / quand on compare la culture heu >, européenne entre guillemets, française en l'occurrence, on trouve qu'il y a beaucoup de failles et que pour quelqu'un venant de l'immigration, je pense que ça serait un enrichissement de > heu : / de heu / de : / de / de / de / de privilégier le côté positif de chaque /

83♣ *donc tu penses que la culture de tes parents vaut celle de la France ? /*

84♣ oui /

Etant donné que nous savons maintenant les valeurs que Fim/1 accorde à « ses » deux cultures, nous ne pouvons affirmer qu'elle ne puisse donc considérer un instant qu'elle puisse les hiérarchiser. Elle fait asseoir son affirmation sur le fait que les deux comportent chacune aussi des défauts...

Note

Fim/1 parle de la culture de ses parents (aussi la sienne) en terme de « culture africaine », en rapport avec ses origines certes mais globalisant toutes les cultures (80 / 90). Aussi, elle globalise également la culture française qui devient le « culture européenne ». De manière générale, elle ramène dans les deux cas les cultures à l'échelle continentale.

Cette vision globalisante qu'a Fim/1 est généralement l'une des manières des Africains (presque la plupart) qui généralisent souvent les Européens. En effet, souvent ils disent « je vais en Europe », en faisant allusion à la France seule...

5.4. La conservation culturelle

Fim/1 qui est née en France mais a grandi au Congo, reconnaît avoir conservé comme héritage culturel de ses parents, le respect des aînés. Elle le considère donc comme un critère important encore d'actualité en Afrique, mais hélas perdu en France :

92♣ oui . y a le respect à l'égard des grands-par_ / heu / je veux dire des personnes âgées . alors qu'ici ce n'est plus le cas / les jeunes d'aujourd'hui ont tendance à ne pas trop respecter les plus âgés / je trouve qu'en Af_ / heu : / que l'Afrique / la culture de mes parents > ou heu , la heu : / culture africaine a beaucoup plus de valeur et a essayé de garder :: > les valeurs qu'elle avait autrefois / alors que celle > : / la culture européenne a plus de heu : / progressivement tendance à se modifier / y a ce côté négatif . ce qui est dommage bien sûr /

Ainsi, étant donné sa conservation des valeurs ancestrales congolaises, Fim/1 qui se trouve en état de choc culturel en France, reconnaît quand même que c'est la culture de ses parents qui prédomine en elle. Cela est dû au fait qu'elle ne vit en France que depuis quelques années, comme l'indiquent ses propos :

94♣ . forcément je dirai que c'est celle de mes parents, puisque j'ai vécu une partie de heu, de ma vie avec mes parents au Congo, alors qu'ici ça fait à peine quelques années que je suis sur le territoire /

95♣ *si je peux me permettre, ça fait combien de temps que tu es en France ? /*

96♣ on va dire > : / 8 ans . / (...)

Elle semble également justifier ce renforcement culturel hérité de ses parents, par le fait qu'elle

compare les deux cultures auxquelles elle fait face. L'issue en est donc que celle de ses parents comporte une bulle de rapprochement ; et celle de la France non :

96♣ (...) / mais sinon heu : / la culture européenne a tendance à privilégier le côté individuel alors que : / quand on la compare avec la culture africaine, non c'est total_ / c'est / c'est l'inverse : \

Cette vision qu'elle a des cultures est basée sur une comparaison entre les deux cultures qu'elle possède : elle fait de la valorisation culturelle. En effet, Fim/1 évalue et juge certes les cultures, et cela peut être quelque fois banal, mais pour notre part, nous considérons ce fait comme une attitude pouvant comporter une clef ouvrant sur plusieurs domaines d'études dont l'intégration...

6. Les cultures et l'intégration

6.1. La valorisation culturelle

Note

On voit souvent des individus dits Fim (peu importe leurs origines) vivre en France de la même manière ou presque, que l'on vit dans la plupart des pays d'origine de leurs parents et /ou grands-parents... Les débats, encore d'actualités d'ailleurs et plus encore dans les périodes de crises dites de banlieues, incriminent ces individus alors fortement catégorisés comme non intégrables dans la société française, etc., du fait de plusieurs facteurs dont la conservation justement des cultures dites immigrées... Elles le sont par rapport à plusieurs facteurs parmi lesquels la valorisation.

Il s'avère que Fim/1 qui reconnaît jouer totalement des valeurs culturelles ancestrales en y faisant également souvent référence, reconnaît aussi vivre en rapport avec la culture française, pense de par ces faits cités, que la valorisation culturelle définie par un mode de vie référé uniquement à sa culture source, constitue quand même un facteur d'intégration :

| 98♣ tout à fait ! / parce que l'éducation déjà reçue à la base doit primer /

Sa réponse qui semble naturelle, montre sa préférence culturelle. Mais celle-ci révèle aussi une idée de communautarisation car si chacun devrait vivre selon sa culture d'origine, on ne pourrait plus parler de *salad bowl*, de *melting pot*, etc. Ce serait en effet une transposition des sociétés étrangères en France, sans qu'il y ait une connexion quelconque nulle part. Donc sans nul doute de voir se constituer une espèce de koinè socioculturel et identitaire. Et quand Fim/1 nous parle de primauté culturelle, cela voudrait dire une communautarisation très renforcée qui serait alors à la base d'une parfaite rupture sociale car il y aurait des identités éclatées, nous menant alors dans des reculades de la République, tel le dit Christian Jelen¹⁸⁸. Donc, il y aurait des individus fortement excentrés socialement, culturellement, de manière totalement volontaire puisque tous les coups seront permis... Cela dit, les banlieues françaises ne sont pas loin de cette situation que nous venons de décrire et elles l'ont d'ailleurs plus d'une fois frôlée.

6.2. La laïcité, les cultures et l'intégration

Fim/1 nous a défini les Fim comme des citoyens Français à part entière, à condition qu'ils vivent en France et y respectent les lois établies (24). Or, qui parle des lois françaises parle aussi de la Loi de 1905 dite loi de la laïcité. A la question donc de savoir si pour elle la laïcité favorise l'intégration des unités en France, elle nous a répondu de manière négative. Ainsi, elle sa réponse est justifiée par le fait de la négligence du respect des lois. D'ailleurs, la question sur la laïcité selon elle, crée des clans au lieu d'unifier les individus :

| 100♣ non / non / vus les différents problèmes rencontrés ces derniers temps, heu :
/ bien qu'on ait parlé de la laïcité heu : / non / elle n'est pas du tout favorisée c'est
bien dommage /

| 101♣ d'accord /

¹⁸⁸ CF. Christian Jelen : *La France éclatée ou les reculades de la République...*

102♣ en fait quelque part je trouve qu'elle a tendance à > : / heu : / à créer des clans /

103♣ *elle crée des clans ? /*

104♣ des clans, des clans, oui / oui /

Et, eut égard au fait que Fim/1 pense que la laïcité crée favorise des liens claniques, elle pense aussi qu'elle favorise également l'anarchie à cause de la volonté de vivre dans ce cantonnement clanique. Fim/1 déplore cela en ces paroles :

108♣ mmm : / quelque part oui / oui / parce que déjà, celui qui est à la base > : / il faut prendre le cas d'un quartier qui avait heu, soit plusieurs personnes étrangères vivant dans ce quartier ne : / disons com_ / comment faut-il l'expliquer, heu ::: / avec ce problème de laïcité n'aurait pas > : cette envie de s'ouvrir aux autres, ils auraient tendance quelque part à vouloir rester dans le clan parce qu'ils se sentent plus à l'aise au milieu d'un / d'un / d'un clan /

110♣ ce qui est dommage quoi /

Il ressort de cette situation une vision globale de Fim/1 sur la laïcité et les cultures, d'une mésalliance constituant alors un frein à l'intégration.

6.3. L'alimentation

Reconnaissant être en possession de deux cultures bien distinctes, Fim/1 affirme manger français. Et bien que sa culture dominante soit celle du Congo, elle reconnaît manger « africain » de manière occasionnelle, car c'est seulement « *quand ça lui arrive* »... (112). Cette rareté dont elle parle n'est pas due au fait de culture mais plutôt au fait financier, car les produits dits

exotiques sont hors de prix :

118♣ parce qu'il revient heu / ouais, parce que ce sont des produits coûteux et c'est pas toujours évident > heu : / de manger exotique régulièrement /

Nous disons donc que ce fait de consommer « exotique » est pour Fim/1 (mais aussi pour Fds/1) un plaisir qui émane de sa double culture, lui faisant « brasser » les produits locaux (= français) avec des produits exotiques :

114♣ . ben je mange les produits heu : / de mon pays / donc tu vois, ça fait toujours plaisir quelque part donc de temps en temps quand on peut, de / de manger les produits heu : / de manger exotique entre guillemets, des produits de notre pays, heu : / quelque part de mélanger, de brasser avec les produits d'ici /

7. L'intégration

Note explicative :

Peut-être inévitable pour vivre dans une société et ici, la société française, Fim/1 espère voir la possibilité d'intégration de toutes les provenances devenues Françaises aujourd'hui (154). Ainsi, cette intégration, tel que nous l'avons vu dans nos appuis théoriques, prend sa source dans plusieurs domaines dont l'école et la famille. Cependant, semblant en être de principaux noyaux, un troisième facteur vient s'ajouter à ces deux premiers : la religion. Mais cette dernière est vue comme un véritable frein pour l'intégration en France, depuis la Loi de 1905, car rappelons-le la France est laïque !!!

7.1. L'école

Employant encor le terme *positif*, Fim/1 pense que l'école l'est dans le processus d'intégration. Elle y voit en effet une égalité de chances, du moins en ce qui concerne l'obtention des diplômes car ils sont les mêmes pour tous :

142♣ . heu : / oui, parce que : / quelque part quand un étranger ou heu, un Français issu de l'immigration heu : / en fin d'année obtient un diplôme, ben quelque part c'est le même que le Français de souche pure, donc à ce niveau là c'est vrai que : / . ben > : / [] /

7.2. La famille

Note :

A la question de savoir si pour Fim/1, tout comme l'école, la famille peut être également considérée comme une source d'intégration, nous avons relevé dans sa réponse un détail qui peut-être considéré au prime abord comme anodin. Mais vu profondément, ce détail se révèle être en fait un fait culturel. Effectivement, au sens africain du terme, la notion de famille a une vision plus large que celle connue en Europe. En Afrique donc, celle-ci renferme plusieurs membres et pour certains on ne peut déterminer la source de parenté, car elle paraît alors très lointaine ; d'où souvent l'emploi de l'expression « famille élastique ». Tandis qu'en Europe, la bulle est (très) petite et donc constituée seulement de quelques membres, très proches... Il faut donc considérer ce terme dans les propos de Fim/1 au sens *africain du terme*.

Il en découle que Fim/1 pense que la famille aussi favorise l'intégration de l'individu. Pour souligner ce fait, elle cite encore une fois son exemple propre :

146♣ oui ! / oui, parce que déjà l'éducation heu :: / reçue par les parents > / bon

l'éducation plutôt qu'on reçoit des parents heu, me permets quelque part de : / []
 / on va dire de ::: / [] . de mieux / de mieux affronter heu : / les réalités qu'on
 découvre quand on arrive sur le territoire français /

7.3. La religion

Le rapport religion-Institutions chez Fim/1 n'est pas possible car selon elle, « *on ferait mieux de les dissocier* » (148), étant donné que la France est un pays laïque :

150♣ oui c'est possible et je pense que ce serait mieux que : / [] / comme la
 France est un pays laïque, je pense qu'il faut quelque part enlever heu : / [] tout
 ce qui est religion à l'école / ça créerait plus de problèmes tel qu'on l'a déjà vu /

8. Inégalités / égalités

8.1. Le logement

Le nom patronymique de Fim/1 constituant une barrière face à l'emploi, elle reconnaît également de ce pas connaître des barrières dans le logement. Cependant, elle pense que la barrière rencontrée dans le logement est plutôt due au facteur financier, tel est aussi la pensée de Fds/1. Donc, Fim/1 nous révèle que ce cas financier est aussi l'apanage de la majorité des Fim qui sont d'ores et déjà jugés comme désargentés...

Mais nous décelons dans les propos de Fim/1, un sentiment de discrimination sociale subie. Celui-ci est dénoncé à travers la comparaison qu'elle fait entre la situation des Fim et celle des Fds en l'occurrence, de la situation d'un jeune individu de sexe masculin, dans le cas d'une demande de logement... Là encore, Fim/1 nous parle de la question des mentalités qui doivent évoluer, mais reste sceptique quant à la réussite de cette évolution :

130♣ oui, forcément, parce qu'il y a des préjugés heu : / à l'égard de celui qui vient d'ailleurs, est-ce qu'il sera en mesure de payer son logement ? est-ce qu'il aura l'argent ? et tout . alors que heu :: / quand un jeune Français ayant le même âge fait une demande de logement, quelque part, l'a facilement / y a encore à ce niveau là aussi des préjugés heu : / il faudrait heu, quand même que les gens puissent évoluer à ce niveau là . ce qui est pas heu : / ce qui ne vas pas se faire demain, et c'est dommage bien sûr /

Nous pouvons dire de ces paroles qu'elles laissent resurgir une amertume, d'où notre question de savoir si Fim/1 pensait que les Français (entendons ici les Fds) étaient racistes (131). Ainsi, sa réponse affirmative ne nous a presque pas étonnée, vu qu'elle nous disait rencontrer des barrières dans l'emploi et le logement. Donc, elle prétend constater ce racisme de manière fréquente (132). Suite à ce qui précède, nous pouvons déduire que Fim/1 affirme l'existence des inégalités dans le logement (et l'emploi) concernant les Fim, de manière régulière et générale.

8.2. Les loisirs

Si Fim/1 reconnaît subir des inégalités dans l'emploi et le logement, elle reconnaît également en être victime dans des endroits publics à l'instar des discothèques (134).

8.3. La devise française

Subissant de différentes discriminations, Fim/1 admet ne pas croire en la devise française (138). En effet, décelant l'incapacité de l'application de ladite devise sur le terrain (140), elle conserve quand même un espoir de changement (156).

8.4. Les différences

Fim/1 se sent bel et bien différente des Fds sur bien de points. En effet, elle nous confie en

ressentir le poids dans les milieux publics, tel que l'administration, où l'on ne cesse de lui rappeler sa différence... :

136♣ oui, parce que heu :: / à chaque fois que je heu : / je me présente heu ::: / []
/ heu : / soit dans l'administration >, on m_ / on a toujours tendance à me
demander de quelle origine suis-je / donc quelque part y a encore la différence/

9. L'Union Européenne

9.1. La place de la France dans l'Union

Fim/1 pense que la France aura bien du mal à se trouver sa place au sein de l'UE (158), car le pays « *a encore beaucoup de chemin à parcourir* » (160). Si nous comprenons bien ses propos ici, nous comprenons qu'elle voit là un échec de la France au niveau de la gérance de son unicité... du fait de son multiculturalisme.

9.2. L'avenir de la France avec ses Fim dans l'Union

Dans sa vision d'avenir de la France avec ses Fim dans l'UE, Fim/1 reste positive. Elle pense en effet que les Fim, justement, seront mieux gérés dans cette organisation, et cela ne sera pas à cause d'une question de choix mais plutôt par un fait accompli ou même imposé naturellement (162). Quant à l'avenir des Fim (et du sien !) à proprement dire, elle reste donc positive et elle conclue même sa réponse par une note d'espoir, laissant alors envisager des ouvertures ... :

164♣ .. oui, pourquoi pas / peut-être un jour ☺ /

166♣ espérons / espérons /

Conclusion :

Il découle de l'entretien global de Fim/1, un certain pessimisme quant à l'intégration des Fim. Cette intégration est certes en route (selon elle), mais rencontre encore beaucoup d'embûches sur son chemin, dénotant alors d'un grand problème : le changement des mentalités. Or, cela s'avère être un critère important. Aussi, elle pense que cette intégration des Fim est beaucoup plus acceptée dans l'UE qu'en France ... En somme, l'identité française selon elle ne semble pas menacée, nonobstant quelques déboires...

FICHE N°2

(Lundi 15 juin 2008)

CODIFICATION : Fim/2

NOM, PRENOM, AGE : De O. Emilie, 20 ans.

ANONYMAT : Non

LIEU: Le Grand Quevilly (76120)

HEURE DU DEBUT: 14H00

HEURE DE FIN: 14H30

DUREE TOTALE: 30 mn

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui, ++ +

DEROULEMENT: +++

ELOCUTION: Bonne, +++

DIFFICULTES: ---

REMARQUES: Très bonne interview déroulée dans de bonnes conditions générales : pas de bruit de fonds...Fim/2 est totalement disposée.

1/- Les marquages et sources des identités

- 1.1/- Marquages des identités
- 1.2/- Sources des identités
- 1.3/- Double appartenance

2/- Description du phénotype français

- 2.1/- Les stéréotypes
- 2.2/- La définition d'un français
- 2.3/- La citoyenneté des Fim

3/- La représentation du nom patronymique français

- 3.1/- Les noms du tableau
- 3.2/- Autojugement du nom propre
- 3.3/- Le nom patronymique face à l'emploi

4/- Evaluation identitaire

- 4.1/- Autojugement identitaire
- 4.2/- L'opinion des Fim

5/- Jugement et évaluation des cultures

- 5.1/- La culture française et les cultures en situation
- 5.2/- Les cultures dites immigrées
- 5.3/- La culture française face à la culture des parents de Fim/2

6/- Cultures et intégration

- 6.1/- La valorisation culturelle
- 6.2/- L'alimentation

7/- L'intégration

- 7.1/- L'a religion et la laïcité
- 7.2/- L'éducation et la famille

8/- Egalités vs. inégalités

8.1/- L'emploi et le logement

8.2/- Les loisirs

9/- La devise française

10/- Les différences

11/- L'Union Européenne (L'UE)

11.1/- La place de la France dans l'UE

11.2/- L'avenir de la France avec ses Fim dans l'UE

1./ - Les marquages et sources identitaires

1.1/- Marquage des identités

A 20 ans lors de notre entretien, Emilie (désormais Fim/2) est étudiante fraîchement entrée à l'IUFM à Mont Saint Aignan. Elle reconnaît être née en France... Ce fait de naissance lui a valu le *jus soli*, même si elle ne le reconnaît pas ouvertement au départ de notre dialogue.

Il en découle que dans un premier temps, l'identité française de Fim/2 est reconnue par le *jus soli*. D'où l'importance de souligner ses sources identitaires...

1.2/- Sources des identités

Comme indiqué à peine *supra*, l'identité française de Fim/2 est liée au prime abord au *jus soli*; ainsi, nous découvrant que dans un second temps, nous pouvons également lui accorder cette identité du fait d'un héritage : *jus sanguinis*. En effet, sa mère est née Française et donc lui a transmis de fait la nationalité française (16).

1.3/- Double appartenance

Peut-être pas annoncée certes de la même manière que Fds/1 et Fim/1, il apparaît cependant que Fim/2 est également comme l'a dit Fds/1, *binationale*. En effet, le seul fait de reconnaître sa liaison intense avec les racines de ses parents (qui sont également les siennes, selon ses propos) révèle cette multi appartenance... Sa double situation identitaire se révèle cependant quelque peu complexe, car cela demande un approfondissement dans son analyse.

Ce que nous constatons d'emblée en effet, c'est le fait qu'elle annonce sa double nationalité ainsi que celle de sa mère, et les origines de sa famille, tel le montre cette bribe de dialogue :

10♣ heu, ☺ j'ai la double nationalité > et / français et > portugaise /

11♣ d'accord / donc tes parents si je comprends bien, heu ... /

12♣ eh bien, ma mère est / a / a la double nationalité (...)

Il en découle que dans sa famille, seules elle et sa mère sont porteuses de cette double nationalité, car son père demeure Portugais, par volonté :

12♣ (...) et mon père heu, a gardé la nationalité portugaise /

14♣ non, mais si tu veux : / heu, oui, parce qu'il est né au Portugal et il ne veut pas prendre la nationalité française /

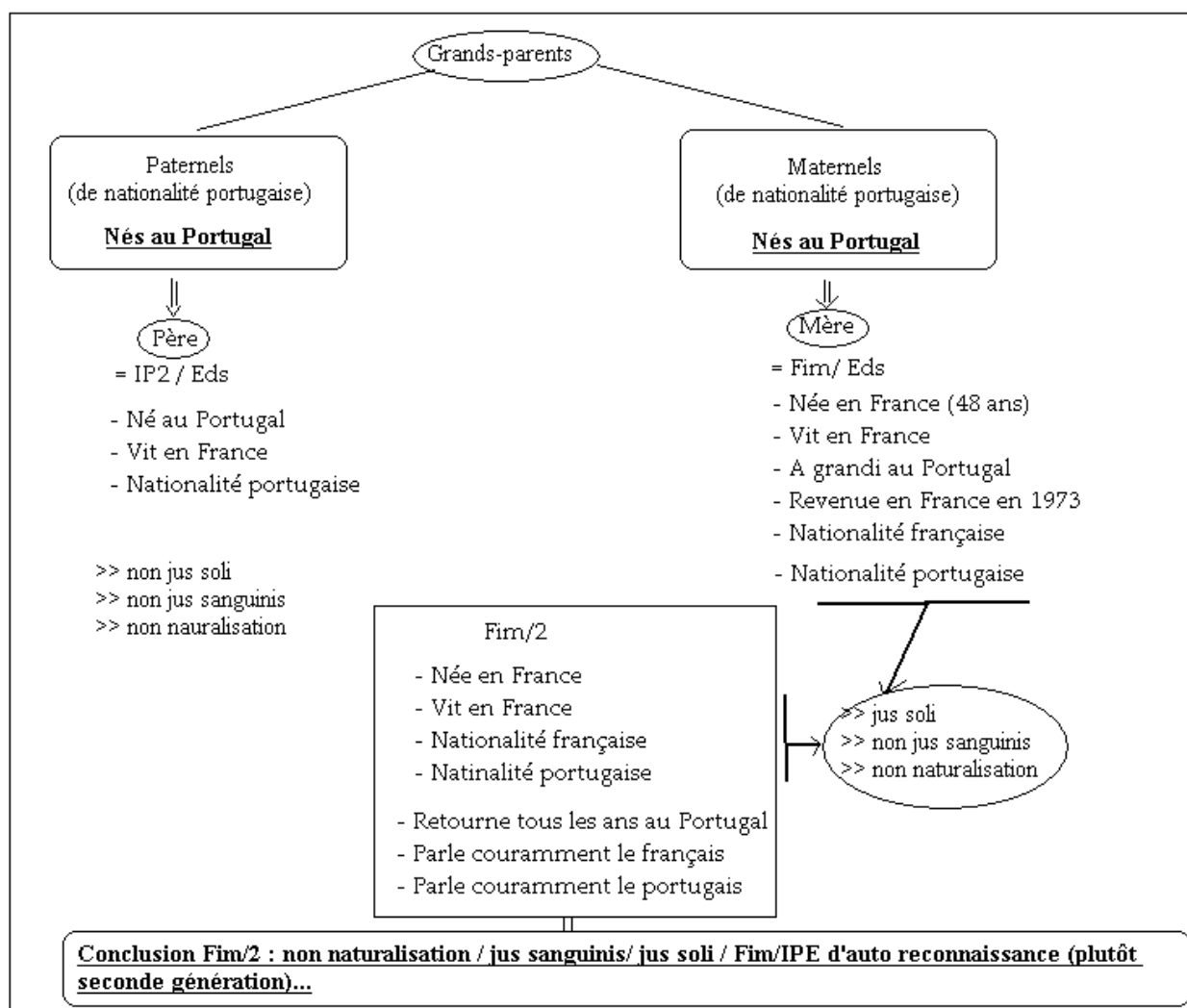
Cette reconnaissance de Fim/2 et sa mère, d'appartenir à deux nationalités, implique également une appartenance à deux cultures, comme nous le disions tantôt. De plus, même si elles demeurent européennes, ce sont deux cultures qui divergent. En effet, il s'agit d'une part de distinguer la lusophonie de la francophonie ; et de l'autre, les cultures contingentes... ce malgré le fait qu'on puisse y déceler des similitudes (même encore à l'heure actuelle, dite alors de mondialisation). Ainsi, dans ce cas de figure, nous pouvons adjoindre Fim/2 de Fds/1 qui soutenait la thèse du métissage culturel et identitaire...

Comme nous l'avons fait remarquer, les origines de Fim/2 sont fortement ancrées dans le pays d'origine de ses parents. Elle nous a d'ailleurs confiée que ses grands-parents _ que ce soit du côté de son père que celui de son père _ ont tous connu l'immigration. Cette dernière s'est effectuée à la manière des IP1, c'est-à-dire, dans l'espoir d'une amélioration des conditions de vie. C'est là que justement nous avons la révélation que l'IP1 (immigration nord / nord) n'a jamais cessée, malgré le fait que l'on médiatise énormément l'IP2...

Le résumé de la situation de Fim/2 et de sa famille, nous rend compte qui est celle-ci : sa mère et elle-même font partie de ceux qu'on nomme deuxième génération. Son père reste immigré (étranger) car il n'est pas Français... Mais, lors de notre pré enquête, il s'avère pourtant que Fim/2 s'était déclarée Fds. Nous étions surprise qu'elle change de 'camp' lors de l'entretien enregistré... Nous mettons cela sous le poids de la critique reçue de sa part, par une de ses camarades, qui avait rouspété lorsque Fim/2 nous avait déclarée être une Fds... Cependant,

malgré le rappel de la pré enquête, elle a insisté pour être classée dans le groupe des Fim...

Pour résumer donc la situation identitaire de Fim/2 et de sa famille, nous avons créé le schéma suivant :



Cette situation de la famille de Fim/2 rend compte la nature de l'immigration des grands-parents paternels et maternels, ainsi que du père de celle-ci, en ses propres termes qui sont :

20♣ mon père est arrivé en France :: / enfin, c'est son père qui est parti du Portugal pour travailler en France /

22♣ après heu, ma grand-mère, mon père et mon oncle sont / sont venus en France/

24♣ eh ben, les parents de ma mère c'est exactement la même chose /

108♣ pas forcément parce que moi [] / enfin / pfft ! / mes parents sont venus en

France > et mes grands-parents à cause du travail, et pour fuir la dictature du
Portugal\

Nous pouvons en conclure en disant que, Fim/2 jouit pleinement de son statut d'appartenance à une double nationalité, ce qui ne semble pas être le cas de tous les Fim... Elle nous le montre d'ailleurs plus loin (emploi par exemple...) et elle n'hésite pas à revendiquer ce statut et met en évidence son héritage culturel portugais, qu'elle aimerait « **franchement** » transmettre un jour à ses enfants...

2/- Description du phénotype français

2.1/- Les stéréotypes

De part sa réponse que nous nous permettons de juger quelque peu motivée, Fim/2 admet que les Français sont jugés selon des stéréotypes (Fim/2/30). Cette réponse rejoint à peu près celle de Fds/2 qui justement nous a donnée la même vision... Pour cette dernière, les Français portent des clichés tels que « consommateurs de vin, de fromage 'qui pue' », « joueurs de football », etc. ... (Cf. Fds/2/32).

La pensée de Fim/2 s'avance jusque dans une trouvaille de similitudes entre un Français et un Italien... Dès lors, reviennent en surface les qualifications d'antan (et encore actuelles !) sur les Italiens de l'IP1 par rapport aux pâtes alimentaires, d'où leur surnom de « macaronis » par exemple :

34♣ ben oui / c'est comme lorsqu'on voit un Italien on pense aux pâtes heu ☺ ☺ /

Nous ne pouvons dire à l'heure actuelle que ces qualificatifs sont péjoratifs, car on ne les désignent plus vraiment de la sorte. Il est vrai qu'à l'époque d'avant-guerre, c'était injurieux à leur égard... Les stéréotypes qui sont porteurs de continuité de l'identité de l'individu et d'une

communauté, peuvent briser une réputation et même carrément aider à élever l'individu et/ou sa communauté. C'est d'ailleurs dans ce sens que Fds/4, voyant les Allemands être attribués d'un stéréotype valorisant_ vus un peu comme un peuple travailleur_ pense qu'il peut alors quelque part tirer profit de son nom patronymique qui est frontalier, et même originaire d'Allemagne. Le tout, à cause de la qualification se raccrochant à ce nom patronymique...

La vision de Fim/2 qui voit le Français par rapport au football, au vin et au fromage, nous donne l'analyse suivante que nous avons placée dans un tableau :

<i>Items</i>	<i>Quelques mots reliés au terme</i>	<i>Péjoratif</i>
Football ▶	<ul style="list-style-type: none"> - Fanatisme - Racisme - Violence - Défaites - Victoires - Réunion 	<ul style="list-style-type: none"> - Losers - Fainéants
Vin ▶	<ul style="list-style-type: none"> - Alcoolisme - Paresse - Faiblesse 	<ul style="list-style-type: none"> - Ivrognes - Fainéants
Fromage ▶	<ul style="list-style-type: none"> - Gastronomie (bonne table) - Camembert 	<ul style="list-style-type: none"> - Le camembert ⇒ « pue » (= les Français puent)

Il en découle finalement que Fim/2 considère ces qualificatifs attribués aux Français comme péjoratifs, car elle n'a pas pu se retenir de rire lorsqu'elle a effectué la comparaison avec les Italiens... Nous pouvons nous permettre d'en déduire qu'elle ne se reconnaît pas dans ces qualificatifs, car là, elle se démarque de manière officielle des Français qu'elle considère alors implicitement comme des Fds seuls. De ce fait d'ailleurs, elle dénote donc de son positionnement en tant que Portugaise... Aussi, nous décelons une reconnaissance de sa part, qui en vérité est une volonté de démarcation du groupe « Français » (42). Nous en concluons que Fim/2 joue sur sa double nationalité.

2.2/- La définition d'un Français

A savoir, la manière de Fim/2 de définir le citoyen Français, nous lui ôtons une réponse en rapport avec le sol et la langue (36). Bien que n'ayant pas profondément détaillé ses propos, nous en déduisons, au vu de ce qui ressort au prime abord, que sa réponse est tiré de sa propre expérience. En effet, Fim/2 est née en France et parle couramment la langue française...

2.3/- La citoyenneté des Fim

Bien que Fim/2 définisse simplement l'individu Français par rapport à deux critères, il n'apparaît pas moins qu'elle ne considère les Fim que partiellement comme étant des citoyens à part entière (38). Cela, elle le voit dans le fait qu'elle les considère comme des individus étant quelque part en dehors de la « bulle communautaire française ». Nous expliquons : pour elle, tout se joue sur l'origine de l'individu ! Tout ce qui vient ensuite se greffer sur cette identité ne compte pas. Et, bien qu'il ait été démontré de manière générale que le travail est un facteur d'intégration, il s'avère que Fim/2 ne porte pas le même regard sur cette thèse, comme le prouvent ses propos :

40♣ oui / alors pour moi, c'est pas un Français totalement extérieur parce que : /
ben il participe quand même à la vie > / ben, il travaille / on ne peut pas dire qu'il
soit extérieur . / donc par ses origines quoi, il est extérieur /

Ce rangement en dehors de la « bulle communautaire française » est pour elle un moyen de démarcation qui sert donc à distinguer les Fim des Fds. Ainsi, elle-même se reconnaît dans le second classement, mais elle réfute en même temps l'idée de se considérer comme une étrangère, du fait de sa naissance. Cela signifie qu'elle est plus intégrée qu'elle ne peut le penser elle-même... Effectivement, même si Fim/2 se déclare et se considère plus Portugaise, il ne se dégage pas moins qu'elle est tout autant Française. Son ancrage est plus profond, comme nous le montrent ces lignes :

42♣ ben moi je me considère pas totalement comme Française à 100%, mais pas

non plus étrangère parce que je suis née ici / en tous cas je ne peux pas renier que je ne suis pas Française quoi / puis j'ai toujours été heu : / et si je prends 100% heu, je suis quand même 25%, 30% Française, étant donné que je suis née ici, malgré que j'ai des origines étrangères /

De manière générale, il en découle que cette manière de catégorisation des individus en deux groupes semble être quelque part un fait marquant qui elle-même est encore reclassifiée comme nous allons le constater dans le point suivant, dans l'étude des noms patronymiques...

3/- La représentation du nom patronymique français

3.1/- Les noms du tableau

Les noms du tableau étant des ambassadeurs géographiques et culturels des individus qui les portent, on constate que c'est dans cet état d'esprit que Fim/2 les a annotés. Ainsi, elle n'attribue aucune note négative ni même la note 1 à aucun nom. Cependant, ce qui ressort de son annotation d'une manière générale, c'est la conservation en tête de l'idée de l'Europe. En effet, lors de notre entretien, cette dernière nous a révélé être une « fanatique » de l'Europe...

Il en découle qu'elle a bien su distinguer les noms européens ou d'origine européenne du reste des noms de la liste. Mais chose curieuse, comme décelé dans la majorité de nos Fds, le nom *Peznec* fait encore ici une fois l'objet d'un « mal rangement », c'est-à-dire que Fim/2 également ignore que c'est un nom typiquement d'une région française (Bretagne). Pour *Thran*, nous pensons qu'elle lui a attribué la même note que *Peznec*, étant également dans l'hésitation, alors que ces deux patronymes sont bien éloignés géographiquement parlant...

Sur les 18 noms du tableau, l'annotation globale de Fim/2 s'effectue comme suit :

<i>Pour la note :</i>	<i>Les noms :</i>	<i>Les noms</i>
0	0	-
1	0	-
2	4	Sayad / Bantsimba / Moussoki / Mohammed
3	2	Peznec / Thran
4	6	Sarkozy / Fux / Muller / Sanchez / Butler / Cortès
5	6	Dupond / Aznavour / Henri / Patanayos / Santini / Elie

Il en découle que sa manière de noter révèle quelques similitudes avec les annotations Fds/4 et Fds/5...

De cette analyse de tableau annoté par Fim/2, nous retenons que cette dernière intègre totalement plusieurs noms. Aussi, certains qui sont considérés comme étant français mais étant cependant des noms frontaliers d'origine européenne, elle les classe tous dans la note 4. Pour elle donc, même ces noms ne sont pas français, elle les rapproche toujours dans une idée de l'Europe. Cependant, nous constatons que malgré son fanatisme européen, elle n'attribue la note négative à aucun nom. Nous pouvons prendre cela comme une acceptation quelque part, disons même une tolérance. Nous parlons de tolérance dans le souvenir d'un fait qu'elle nous a révélé sur une de ses relations, notamment une amie qui, rencontrerait des barrières considérables dans l'emploi à cause justement de son patronyme alors d'origine maghrébine (112).

3.2/- Autojugement du nom propre

Fim/2 qui reconnaît que la France actuelle est un mélange de plusieurs provenances, pense par conséquent que ce pays ne sera pas totalement peuplé de Fds (106). Elle reconnaît également dans un premier temps que son nom patronymique est à la base étranger à la géographie du pays, vu que son grands-parents_ tant maternel que paternel_ et même son père ont connu l'immigration (108).

Nous en concluons que Fim/2 a conscience de l'origine étrangère de son patronyme et aussi que celui-ci sonne étranger (selon ses propos). Donc il est totalement étranger :

120♣ bah ! j'ai un / j'ai / enfin, j'ai un nom de famille heu > qui sonne un petit peu étranger / qui sonne étranger, puisque *de Oliveira* c'est pas français (...)

3.3/- Le nom patronymique face à l'emploi

Bien que reconnaissant elle-même que son NP est étranger et qu'il le sonne, Fim/2 admet en même temps qu'elle ne rencontre pas d'obstacle par rapport à son nom, face à l'emploi : elle pense que son prénom (alors français) est un élément qui la favorise...

120♣ (...) mais j'ai un prénom français, donc > / heu :: / puis après, quand tu vas à des entretiens > , ils voient ta tête, ils voient bien que t'es Française quoi /

Aussi, elle introduit de manière innocente un fait social, d'actualité, et même racial, qui est le délit de faciès... Il en découle que pour elle, selon ses propos, son prénom constitue un sésame. Donc cette manière qu'elle a de considérer les faits sociaux est également celle d'un jeune homme dont nous avons parlé *supra*, Abdelatif (cf. Chapitre VII : L'identification). En effet, cette thèse de Fim/2, vue dans ce sens prend pertinence car Abdelatif l'a bien vérifiée ! Ce dernier, bien que moins « typé » et ayant un nom d'origine maghrébine mais portant à confusion car ne « sonnait pas trop étranger » (le contraire des propos de Fim/2), lui par contre rencontrait des barrières dans l'emploi... Il a dû changer son prénom passant d'Abdelatif à Thomas, pour qu'il réussisse à se décrocher des entretiens d'embauche dans un laps de temps très court... Nous reprenons ses propres termes pour mieux rendre compte de la situation, (cités par Negrouche ¹⁸⁹) :

« C'est triste, mais il a suffi que je change de prénom pour que subitement, on me propose enfin des entretiens. Comme je ne suis pas très typé et que mon nom ne fait pas très arabe, les rendez-vous se passent bien. »

En résulte des faits de ces deux témoignages que leur contemporain donne raison quelque part à Fim/2 par rapport à ce constat fait avec Abdelatif/Thomas. En effet, elle n'a pas tort lorsqu'elle avance les raisons des barrières rencontrées... Pour cette dernière encore, la connotation du NP et même plus encore, l'origine du prénom reste importante, car elle détermine réellement l'origine géographique, la source de l'individu et ainsi provoquer des rejets. Elle le souligne d'ailleurs dans ces termes :

116♣ heu > ::/ mon nom, je pense pas / je pense plus aux noms maghrébins, africains, tout ça /

118♣ parce que c'est plus ces noms-là /

122♣ mais par contre j'ai une copine qui est heu > / qui est Algérienne, elle a vraiment la tête d'Algérienne et son nom est Aïne D. ; je vois, elle a beaucoup de mal à trouver du travail /

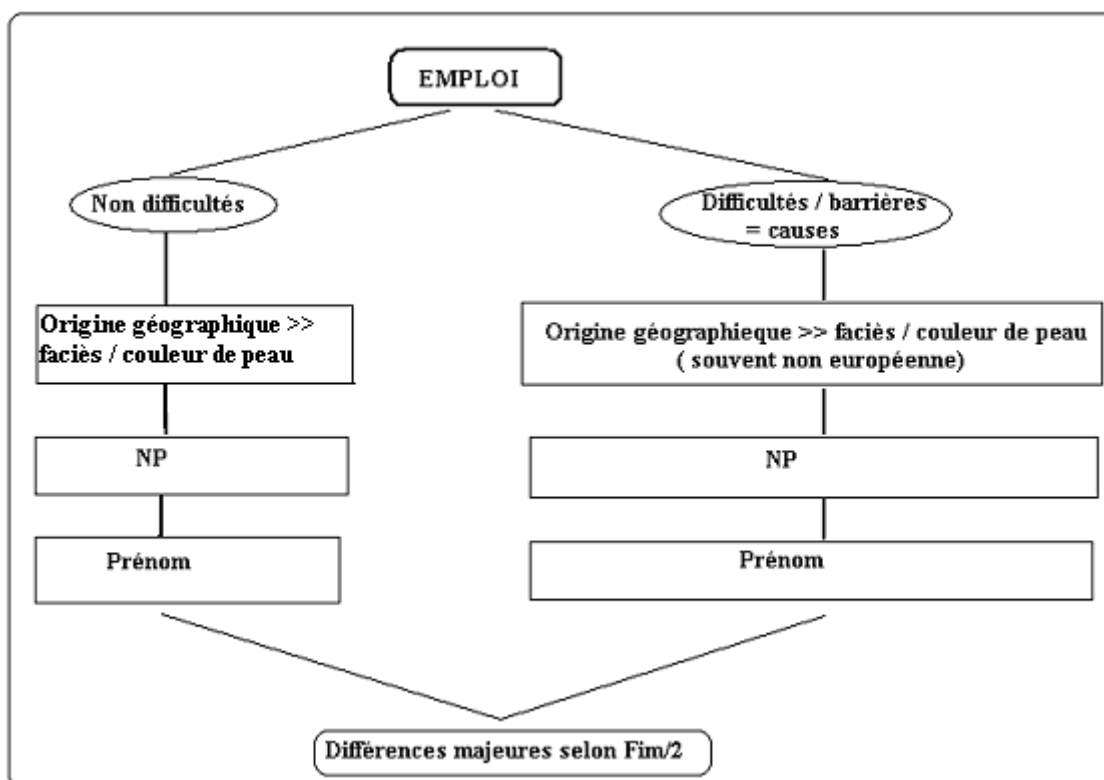
123♣ ☺ / *et tu penses donc que c'est par rapport à son nom ou c'est plutôt par rapport à son origine ?*¹⁹⁰

124♣ ben en tout cas, elle / pour elle, c'est > par rapport à son nom . / elle se sent vraiment touchée par rapport à ça /

Pour résumer cette situation décrite par Fim/2, par souci d'éclaircissement, nous avons tracé le suivant :

¹⁸⁹ Idem...

¹⁹⁰ Cette question est la suite de sa réponse (114 / 120 / 122).



4/- Evaluation identitaire

4.1/- Autojugement identitaire

Fim/2 est Française et elle le reconnaît (26). Mais elle es également Portugaise (10) et ne considère pas le Fim comme un citoyen à part entière, c'est-à-dire, au même titre que le Fds (38). Car, bien que ces individus participent à l'économie nationale par exemple, Fim/2 considèrera toujours leur vision comme étant celle des individus « extérieurs » au pays. Ce côté « extérieur » qu'elle leur confère (et par conséquent se confère elle-même) est du fait de son origine portugaise, qu'elle ne cesse jamais d'ailleurs de mettre en avant à la moindre occasion...

Cependant, nous constatons un fait remarquable se situant lors de notre pré enquête : Fim/2 nous avait dit au prime abord qu'elle se reconnaissait dans le groupe des Fds, alors que son origine portugaise est encore fraîche et qu'elle la prône bien fort... C'est à cet effet, après un bref broissage de la situation, pour lui rafraîchir la mémoire, qu'elle nous répond finalement ce qui suit :

42♣ ben moi je me considère pas totalement comme Française à 100%, mais pas

non plus étrangère parce que je suis née ici / en tous cas je ne peux pas renier que je ne suis pas Française quoi / puis j'ai toujours été heu : / et si je prends 100% heu, je suis quand même 25%, 30% Française, étant donné que je suis née ici, malgré que j'ai des origines étrangères /

Il en découle que, Fim/2, eut égard à ce qui précède, revendique donc le droit de sol et sa nationalité française avec du pourcentage, ayant toujours dans la conscience son origine portugaise.

Ce fait nous rappelle que l'identité est très complexe, bien que parfois elle nous apparaît aussi simple. En effet, un individu peut réagir de manière surprenante face à une situation donnée, en rapport avec son ou ses appartenances identitaires. Le groupe pour lequel son cœur penche peut valoir beaucoup de choses... Aussi, l'identité, comme elle évolue dans le temps, impacte énormément dans la vie des individus. Elle implique l'altérité. Le regard de l'individu sur les autres, impliquant un jugement de valeurs, des comparaisons... Ce qui est souvent destructif plutôt que constructif, car cela fait souvent muer l'ego des individus...

En découle donc que Fim/2 s'identifie à deux groupes : celui des Français et celui des Portugais. L'un et l'autre apparaissent comme important pour elle, même si son mode de vie, ses pensées, etc. semblent la placer plus dans le groupe des Portugais. Il n'en demeure pas moins que son cœur est français et elle a le sentiment d'être indéniablement Française. Cette identité, elle l'évalue en comparaison avec son identité portugaise...

Le phénomène d'identification passe également par l'intégration (ou assimilation !)_ c'est ainsi que librement Fim/2 désire s'intégrer dans le groupe français, et c'est tout aussi librement qu'elle désire rester dans le groupe portugais. Cet effet dont elle fait montre s'avèrerait nul si de part et d'autre on refusait de lui ouvrir la porte du cercle. En effet, c'est dans ce cas de figure que l'on rencontre souvent des individus perdus dans leur identité et qui finissent par créer des groupes ghettos, où ils s'anarchisent, dans l'espoir de se faire entendre, de se faire comprendre et aussi pour qu'on leur explique qui ils sont... le cas des banlieusards franciliens par exemple... Donc, le fait n'est pas seulement de s'identifier à un groupe donné mais il est également un fait d'intégration, critère très important, car il doit exister une réciprocité entre le demandeur et le récepteur.

Mais dans le cas de Fim/2, il semble que la parfaite harmonie soit au rendez-vous car elle nage dans une aisance relationnelle avec la société et l'emploi, et vice versa... Cependant, nous qualifions son identité portugaise d' ancestrale dans le sens où elle est d'une part héréditaire (et identitaire et culturelle), communautaire et vivante. Effectivement, la vision globale des Portugais du Portugal, et même de certains Français d'origine Portugaise, est négative car elle est lourde de sens. Nous expliquons : aux dires de Fim/2 _ et à ce que nous avons personnellement constaté _, les Portugais du « pays » n'ont pas une image pas très positive de la France et encore moins des Fim d'origine portugaise. Fim/2 en parle en terme de différences existantes entre « ceux qui sont partis » et « ceux qui sont restés dans le pays » (entendre par là, même les enfants nés en France et y évoluant...) :

110♣ \ mais ce n'est pas dit que les Portugais heu, de maintenant >, étant donné qu'ils sont en régime démocratique, viennent en France / ils viennent peut-être passer des vacances mais pas forcément ; ils / ☺ ¹⁹¹ **ils**¹⁹² ont une image négative de la France /

112♣ ah oui !!! /

114♣ \ une image négative et positive . / négative parce que c'est un peu de la jalousie, étant donné qu'**on**¹⁹³ est plus développé heu, que notre heu, de base est plus élevé > / mais heu, négative parce qu'on _ / négative parce qu'ils **nous**¹⁹⁴ considèrent comme des riches > /

Le constat qui en ressort est que cette manière de Fim/2 de constater les faits n'est pas propre aux seuls Portugais. En effet, c'est souvent la vision générale des individus « restés dans le pays » d'origine face à ceux qui sont partis... Il est souvent question de rejet et de peu

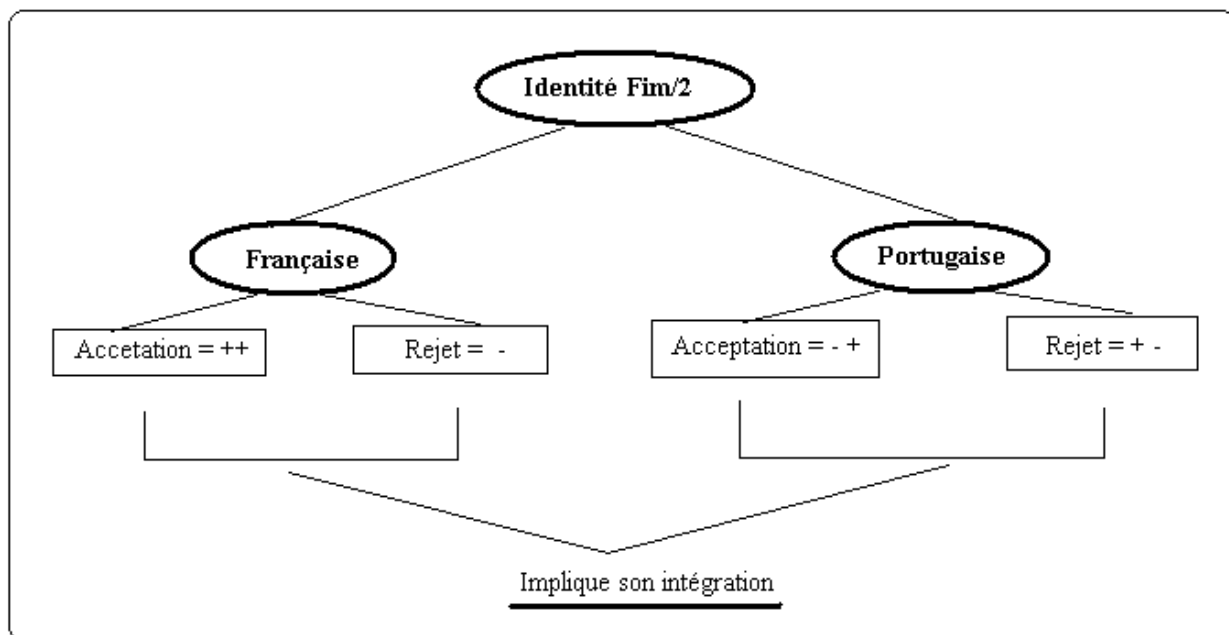
¹⁹¹ Ce rire de la part de Fim/2 est jaune ...

¹⁹² Dans ce « ils » Fim/2 ne se reconnaît pas dans ce groupe de Portugais ; elle se place alors comme Française seulement. Elle se démarque de l'altérité...

¹⁹³ Le « on » = « nous » les Français... Fim/2 s'identifie ici aux Français.

¹⁹⁴ Le « nous » correspond aux Portugais de France...

d'acceptation. Ce que nous avons schématisé comme suit :



Fim/2 dans cette partie parle des pronoms personnels choisis consciemment, car cela marque une franche démarcation entre elle et l'altérité (nous ; eux ; ils...), séparant de manière franche les *Portugais du Portugal* de ceux de la France.

4.2/- L'opinion des Fim

Voulant jauger du degré de la perception des Fim de leur identité française, étant donné qu'ils en sont porteurs, nous avons voulu savoir bien évidemment ce que Fim/2 pensait de la sienne. Cette dernière a préféré nous répondre par un détour, c'est-à-dire, qu'elle a préféré parler de l'intégration partielle des Fim en général... Or en étant elle-même une, il en découle que nous nous sommes rendue compte que dans ce cas, elle ne s'est pas identifiée dans ce groupe. Bien que s'y identifiant comme nous l'avons vu *supra*, ici, dans la comparaison avec des individus non Européens, elle se démarque. En effet, elle nous parle des Maghrébins et implicitement des non Européens. De ce fait, elle rentre dans la catégorisation d'autrui, tels nous le disent ses propos :

50♣ heu / pfft ! / y en a une partie pour moi / y en a une partie qui sont intégrés / assimilés ou intégrés /

52♣ et y en a une partie qui sont en France mais qui n'ont pas du tout la volonté de s'intégrer /

54♣ \ c'est des petites communautés qui ne s'intègrent pas /

55♣ d'accord . / ok / et à ton avis, pourquoi ? /

56♣ . je sais pas <, peut-être que heu : / communiquer avec des Maghrébins, tout ça heu / heu / je pense qu'il y a peut-être dans la religion, dans leur conception heu, de la **France**, je ne sais pas /

Dans cette situation, ces mots de Maalouf¹⁹⁵ viennent à point nommé nous rendre compte de la réalité, et nous disent en conséquence ce qu'elle implique :

« C'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs étroites appartenances, et c'est notre regard aussi qui peut les libérer. »

Il en découle que Fim/2 considère le fait de la « non intégration » de ces individus dû par leur propre non vouloir, cause surtout religieuse... En résulte finalement qu'elle ne s'identifie aucunement à ces derniers. Cela peut-être considéré comme étant le résultat de plusieurs facteurs dont l'essentiel est l'UE (58). Pour elle donc, l'identité nationale constitue quelque chose d'important parce qu'elle peut impliquer des ouvertures... (60).

Eut égard à tout ce qui précède, nous en concluons que Fim/2 vit une situation qui est des plus simples, par rapport à ses identités. Effectivement, tout lui est simplifiée, dans le sens où plusieurs facteurs « positifs » lui sont agencés : la « race » : elle est de couleur blanche !

¹⁹⁵ Les identités meurtrières (1998)

L'identité basique portugaise : c'est l'UE ! Et autres... Il s'avère que Fds/1, qui pourtant se déclare Fds vit une ségrégation raciale alors qu'elle est de lignée directement française, mais ne jouit pas d'un élément jusqu'à lors très important en France et en Europe : la couleur de peau ! Et ce, bien que son nom patronymique soit typiquement français...

5/- Jugement et évaluation des cultures

5.1/- La culture française et les cultures en situation

A l'heure où l'on parle un peu partout dans les médias de la culture française qui traverserait une certaine crise, Fim/2 pense ouvertement qu'elle est en « dégradation ». Malheureusement, cela restera sa seule réponse, malgré le fait que nous avons un peu essayer de lui en faire dire plus ... :

61♣ bien ! / parlons culture, que penses-tu de la culture française aujourd'hui ? /

62♣ ☺ / elle est en dégradation la culture française ! /

63♣ elle est en dégradation ? /

64♣ oui /

Ainsi, voulant en savoir toujours plus, à la question de savoir si elle pensait qu'il existait une culture française pure, nous avouons avoir été peu surprise par sa réponse, qui la fait se positionner en pleine réalité... Ce qui fait rejoindre quelque part Fds/2 et Fds/1 qui parlent de mixité culturelle en France. Fim/2 nous donne une réponse qui balaie le panorama culturel du pays en passant par le premier représentant intérieur et extérieur, le président de la République :

66♣ ben non parce que heu : / on ne peut pas parler d'une culture française pure / y a tout le temps heu, même parm_ / au niveau des artistes, y en a qui ont pas heu

/ même le président de la République n'est pas 100% Français / je veux dire qu'il n'y a pas de culture française pure / les participants e la culture française ont tous des origines diverses quoi /

Dans un premier temps, elle nous parle de dégradation culturelle. Présentement, elle vient de nous parler d'une sorte de perte de valeur culturelle... Il s'avère que cette dégradation qu'elle décèle dans la culture française se trouve selon elle, au niveau de la culture, proprement dite, c'est-à-dire, elle parle des domaines artistiques et culinaires _ qu'elle nomme *gastronomie*. Ainsi, c'est justement le fait de mixage des populations qui par conséquent ont investi et investissent encore la culture française de base. Ce qui l'affaiblit. De ce fait, il n'apparaît pas raisonnable de parler de culture française pure, tels le dépeignent ses propos :

68♣ ben au niveau artistes, peintres, on n'a pas les mêmes peintres tout ça, qu'on avait il y a un siècle ou deux / heu :: / après heu >, la musique c'est pareil, y a beaucoup de musique venant d'Amérique, hein, des Etats-Unis, qui viennent s'intégrer > ; même voilà quoi / même dans la culture comme ça > / même dans la culture, même dans la gastronomie . / c'est la même chose hein / voilà ben l'américanisation > \

Nous pouvons en dire que sa vision de mixage culturel nous ramène ou plutôt nous renvoie à la considération de sa vision des cultures en situation dans le pays. En effet, pour elle, les cultures en situation ne peuvent que mener le pays dans une reculade car cela lui est néfaste, allant jusque même à bloquer sa croissance :

70♣ ... heu : / ça fait un peu phénomène > d'américanisation ouis / et à la fin y a des po_ / y a des points et des points négatifs, parce que aussi heu / enfin, dans notre culture / dans la culture française on va prendre du **retard** > / on va peut-être pas > : / sais pas, on va peut-être pas avoir le même développement qu'un autre **pays** > .. /

71♣ . dans quel sens ? / tu peux expliquer ? /

72♣ le développement ? /

73♣ oui, ben > \

74♣ \ ben : > développement heu : / heu, je sais pas, peut-être après au niveau des technologies heu ... /

5.2/- Les cultures dites immigrées

Dans la suite de l'idée des cultures, Fim/2 qui pense déjà à une certaine reculade, réaffirme cette pensée lorsque nous lui avons parlé des cultures dites immigrées. En effet, elle nous souligne des points négatifs qu'elle y visionne, et ce sont eux qui constituent le frein à culture française face aux autres, qui elles évoluent (70). Nous constatons que cette négativité, Fim/2 l'axe surtout sur la technologie car elle y voit un blocage dans son épanouissement (74)...

Nous pensons qu'ici, qu'elle touche à quelques aspects positifs dans l'idée de fréquentation des cultures. Mais elle reste renfermée dans sa pensée sur la reculade et le freinage, car pour elle, même si la France rentre en contact avec ces cultures dites étrangères, même si ces dernières peuvent lui rapporter quelque chose de positif, il s'avère néanmoins (et toujours) que la culture français subit quand même une reculade :

76♣ pas forcément, il y a aussi du positif / ça peut être aussi faire découvrir d'autres horizons mais heu, ça l'empêche aussi un peu de se développer /

Nous en concluons que Fim/2 manque un peu d'objectivité dans sa considération et dans son analyse des situations des cultures en contact en France. Elle demeure fermement obtuse...

5.3/- La culture française face à la culture des parents de Fim/2

Fim/2 qui nous a beaucoup parlé de la provenance de ses parents, nous parle de la culture portugaise, la sienne et celle de ses parents. Cette culture est quotidienne dans sa vie et il en ressort qu'elle y occupe donc une place de choix. Ses propos nous en montrent le degré :

78♣ moi la culture de mes parents, c'est vrai que heu :: / ben la culture portugaise >, je veux dire, j'écoute la musique portugaise > ; je mange portugais, je regarde beaucoup / je lis portugais, j'ai / enfin / j'ai l'habitude quoi / je > la mets pas de côté /

79♣ pour toi c'est important ? /

80♣ ouais /

82♣ comme la langue ! / pareil, la langue je la pratique heu > . /

On ne peut montrer plus d'importance sur une culture comme celle que démontre Fim/2 ici. Mais, si nous récapitulons la situation culturelle et même linguistique de Fim/2, nous pouvons constater qu'elle vit bien ses deux cultures, même si celle de ses parents (portugaise) prédomine largement en elle. Effectivement, hors du noyau familial, elle réagit comme un individu tout simplement Français.

Faisant partie de notre fréquentation, ce qu'elle vient de dire *supra* nous étonne car nous ne l'avons jamais entendue, au cours de nos conversations, introduire ne fut-ce qu'un seul mot portugais. Elle parle un français correct sans mots étrangers...

Eut égard à tout ce qui précède, nous en concluons que Fim/2 est parfaitement bilingue culturelle, si elle qui sait faire la part des choses, avec ses deux codes langagiers français – portugais, ancrés de manière distincte dans son esprit.

6/- Cultures et intégration

6.1/- La valorisation culturelle

Fim/2 valorise elle-même la culture portugaise (78 / 82). Nous n'y avons décelé aucun indice de dévalorisation de celle-ci, car son éloge à son égard va au-delà de toute espérance d'héritage culturelle : elle rentre dans les détails...

Ce fait est plutôt positif dans notre étude. Ainsi, sa valorisation de la culture portugaise part du retour aux sources tous les étés, en passant par l'application de la langue, de son écriture et de sa lecture, et se termine dans l'alimentation. Au dessus de tout ceci, sa visée de vie future : elle pense transmettre à son tour ses valeurs culturelles à ses futurs enfants :

88♣ ben > c'est au même niveau / je veux dire pour moi, je les cultive autant heu / pour l'écriture j'utilise beaucoup plus la langue française > heu : / les livres français >, les auteurs Français pour mes études tout ça / je n'utilise pas les auteurs Portugais >, les livres, tout ça / donc c'est normal que la culture française pour moi soit un petit peu supérieure à la portugaise /

138♣ ben dans la mesure / dans la mesure où que ma culture portugaise je ne la renie pas quoi / pour moi c'est important et heu > :: / ben je veux dire, j'espère même quand je serai mariée et quand j'aurai des enfants >, je veux / je veux qu'ils connaissent / je veux qu'ils connaissent le Portugal quoi . / c'est pas un truc que je vais laisser de côté /

La culture portugaise ! Fim/2 la cultive sans arrêt, c'est pourquoi elle demeure vivante en elle. Elle ne cesse de s'en alimenter dans le but de mieux la connaître encore et de toujours s'en imprégner, n'hésitant pas à fouiller toutes les sources possibles pour ce faire, tel le dénonce son propos suivant :

90♣ ben > je regarde heu / enfin, j'ai des > souvenirs historiques par rapport à mon grand-père / il me raconte souvent l'histoire, ce qu'il a vécu là-bas, ses

anecdotes d'enfance tout ça > / je garde des souvenirs, heu, j'y vais tous les ans
 quasiment que / c'est vrai que heu, je découvre des monuments >, je découvre un
 petit peu l'histoire du Portugal / .. heu ::: /

Dans cette valorisation élogieuse, elle a mis sur le ban la culture française et le reconnaît quelque part, lorsqu'elle stipule la valoriser dans le seul but d'en tirer profit. La culture française est donc pour elle une nécessité seule. C'est ainsi que nous ne pouvant dire qu'elle la valorise, même si elle pratique par exemple la langue française de manière courante. D'ailleurs, ses propos la trahissent (88). La culture française est finalement un outil qui la sert pour ses études et ses rapports sociaux.

Autrement, vu que la France est un pays franco-français, c'est-à-dire que la langue française et son écriture demeurent pareilles, par conséquent, Fim/2 qui pensent moins la valoriser est malgré elle son ambassadrice (au sein de sa famille ici et au Portugal), car même si elle se prétend tout à fait Portugaise, elle s'est trahie elle-même en nous annonçant que les Portugais du pays la rejettent quelque part, vu qu'ils émettent une différence entre eux et ceux qui vivent en France.

6. 2/- L'alimentation

Dans le continuum des us et coutumes propres au Portugal, ici, fim/2 reconnaît _après avoir reconnu avoir été imprégnée et poursuivre de s'imprégner de cette culture _ s'alimenter dans sa cellule familiale à la portugaise. On décèle même dans sa réponse une certaine hiérarchisation et une fierté de cette culture, car elle en fait même la comparaison avec la culture française. Et bien qu'elle reconnaisse s'alimenter « quand même » français, elle admet que sa fréquence demeure rare :

92♣ eh ben >, ma / ma / ma mère est une cuisinière Portugaise hein, quand même ! / donc heu, c'est-à-dire que c'est du riz et des frites hein / c'est pas ☺ ☺
 c'est pas des pâtes par exemple hein, mais c'est des / c'est du riz avec des légumes
 et pas des : > / moi je mange quand même français ; quand même ça m'arrive de
 manger des pâtes **blanches**, mais heu, c'est très rare /

| 94♣ c'est mélangé quoi / les accras de morue je les mange !! / ☺ ☺ /

Sur notre insistance, dans le but de recueillir plus d'information, il s'avère qu'elle nous donne une information qui vient dégraisser la première, elle mange français plus souvent qu'elle ne nous l'a d'abord confiée. Cela, nous le comptabilisons dans l'intégration car nous y voyons un signe. La séquence suivante nous en informe en réel :

| 95♣ *vu donc ce que tu viens de me dire, Emilie, j'en déduis que tu manges fréquemment portugais *

| 96♣ \ ouais /

| 97♣ \ *que français ?* /

| 98♣ ben, les deux hein / ma mère mélange heu > /

Cette situation nous informe également une sorte de gêne ressentie par Fim/2 que celle de nous confier cette vérité, car nous pensons qu'elle se sent redevable de la culture portugaise ...

7./- L'intégration

7.1/- La religion et la laïcité

Pour Fim/2, la laïcité est un principe favorable au processus d'intégration (154). Cela, elle le pense possible dans le sens où selon elle, on ne saurait la dissocier de l'éducation :

| 156♣ . mmm > : / mais > : / elle pourrait faciliter l'intégration si > heu / enfin, je veux die heu, si toutes les > heu :: / si vraiment on abandonnait la religion par exemple aux portes de l'école, du lycée ou du collège heu, si vraiment on faisait

abstraction de la religion / mais y a des gens > / moi je vois bien à l'université, y a des filles qui portent le voile par exemple, ou > ::: / des choses comme ça ! /

157♣ ☺ / *donc, si je résume ce que tu viens de dire à l'instant, pour toi, la laïcité n'est pas compatible avec la religion ? /*

158♣ . ben non ! / c'est totalement > heu, pour moi c'est le contraire . / ou on est laïc ou > : on > montre sa religion quoi /

Ainsi, pour elle, si nous faisons face à diverses crises quant à la laïcité dans son rapport avec l'éducation par exemple, le problème ne se pose pas au Portugal, car là-bas, il n'y a quasiment que des catholiques, ce qui n'est pas le cas de la France.

Nous en pensons qu'à travers ses mots, Fim/2 vient de relever le problème de la multiplicité des religions en France. Ce qui n'est pas pour faciliter la tâche de la laïcité parfois. Effectivement, avec ses différents passages de l'immigration, la France est devenue un pays multiconfessionnel et par conséquent, la machine laïque contemporaine a du mal surtout avec l'islam, tel nous le déclare Fim/2 (156). Or, nous savons que la laïcité se veut de se dissocier de la religion, du moins de manière officielle, et c'est également la vision de Fim/2... Pour celle-ci, relever ce fait constitue même un signe de respect qui pousse à écarter le jugement sur des individus. En effet, elle voit l'absence même des signes ostentatoires des religions comme un hommage à la laïcité et Fim/2 y voit un signe de neutralité :

166♣ mmm .. ben pour moi, la laïcité c'est abandonner sa religion heu / c'est faire abstraction quoi / c'est / enfin, c'est respecter en même temps la religion des autres sans les juger >, sans heu / sans dire non > il est machin, il est protestant, il est catholique, il va même, il y va pas > :

168♣ pour moi c'est vraiment heu > : / vraiment ne pas juger les autres / vraiment rester neutre quoi, hein /

7.2/- L'éducation et la famille

Fim/2 reste dans le doute sur la question concernant l'intégration et l'école, du moins en ce qui concerne une certaine catégorie d'individus, notamment les Africains (Noirs). Pour elle, si cela peut se réaliser, c'est seulement si ces derniers ne sont plus victimes du racisme de la part du corps enseignant (184). Cette manière de considérer les choses, bien qu'elle soit positionnée géographiquement ailleurs _et autrement _, est également celle des jeunes des banlieues, précisément celles d'Île-de-France (Cf. *Les crises des banlieues*_ chapitre V).

D'autre part, Fim/2 conserve son doute sur le fait que la famille soit également vue comme un facteur permettant l'intégration. En effet, selon ses propos, c'est la famille qui peut pousser ses enfants à l'intégration ou pas, car c'est selon qu'elle-même le désire ou pas :

186♣ \ alors la famille, c'est pareil . / c'est les deux choses / elle peut faciliter si heu / si elle les pousse vraiment à s'intégrer > heu, elle peut-être aussi un point négatif si c'est déjà une communauté qui ne veut pas s'intégrer / on dit la communauté heu /

8/- Egalités vs. inégalités

8.1/- L'emploi et le logement

Pour Fim/2, la question sur le logement ne se pose pas car elle vit encore chez ses parents. Et bien qu'encore étudiante, elle multiplie les jobs et n'a jamais rencontré de problèmes particuliers face à l'emploi.

Nous en concluons, au su de tout l'entretien, que Fim/2 est égale aux Fds face à l'emploi, et ce, bien que se déclarant Fim. Ce qui n'est pas le cas par contre, d'une de ses connaissances qui elle, d'origine maghrébine, en rencontre à cause de plusieurs critères visuels. Fim/2 elle, pense donc que plusieurs critères lui permettent de passer entre les mailles du filet de filtrage des Fim, notamment, son appartenance à l'UE, son prénom français, sa couleur de peau et son nom patronymique qui, bien qu'étranger, selon elle ne le sonne pas plus (120 / 130 / 132). Donc, pour elle, les autres vivent des inégalités face à l'emploi mais pas elle, à cause des facteurs

visibles tel que déjà leurs NP (116).

8.2/- Les loisirs

Fim/2, comme dans l'emploi, ne reconnaît pas subir quelque inégalité dans ses loisirs (134).

9/- La devise française

La devise française pour Fim/2 est, on peut dire, appliquée, même si elle est à « revoir ». En effet, elle part sur la parité existante homme – femme et que les lois sont respectées. Nous en concluons que des trois mots de la devise, Fim/2 croit en l'égalité déjà...

Quant à la fraternité, elle se démarque des Fds et se positionne personnellement, en stipulant que les Fds déjà ne sont pas solidaires _ et par conséquent on ne peut parler de fraternité. Ainsi, elle identifie deux sphères géographiques culturellement divergentes : la France et le Portugal (qu'elle sait différencier). En France, elle voit l'individualise, et au Portugal l'entraide, la solidarité, la fraternité donc. Les Portugais pour elle, vivent très liés, car leurs liens familiaux sont très forts, et ils se regroupent en communautés ... :

144♣ et donc encore plus dans le fait si t'es Français ou pas Français / heu, après c'est fraternité ! / heu : / les Français je pense qu'ils¹⁹⁶ ne sont pas soudés entre eux ☺ ☺ /

146♣ ☺ / bah ! / c'est mon point de vue hein / je pense que : / c'est mon point de vue /

148♣ pour moi, ils sont pas soudés /

¹⁹⁶ Ici Fim/2 se reconnaît comme Portugaise plutôt que Française... De ce fait, elle s'en distingue par le pronom

De plus, nous disons pour conclure que, tout comme au début de notre dialogue, elle nous redonne une image dégradée des Fds¹⁹⁷, en en parlant par des stéréotypes, comme dans la description du phénotype français (32) et de l'Italien (34).

10/- Les différences

Question différences, Fim/2 pense elle-même être différente des Fds (136) et relève cette différence sur les faits de son acceptation et de sa valorisation personnelle et voulue de la culture portugaise, au point de vouloir la pérenniser. On y décèle même un certain fanatisme, et c'est même carrément du fanatisme, car ses propres termes employés la trahissent :

138♣ ben dans la mesure / dans la mesure où que ma culture portugaise je ne la renie pas quoi / pour moi c'est important et heu > :: / ben je veux dire, j'espère même quand je serai mariée et quand j'aurai des enfants >, je veux / je veux qu'ils connaissent / je veux qu'ils connaissent le Portugal quoi . / c'est pas un truc que je vais laisser de côté /

11/- L'Union Européenne (L'UE)

Note :

Avant d'aborder ce volet, nous tenons à rappeler sur Fim/2 est une fanatique de l'UE. Elle ne se gêne pas de le clamer.

Cette idée de l'UE lui fait penser qu'elle aura plus de chances de réussite dans sa vie, car l'UE abaisse les barrières qui pourraient exister (comme avec son NP par exemple). Elle a donc le parfait profil de l'« Européenne »...

personnel pluriel « ils ». De plus, nous avons décelé une sorte d'ironie dans ses rires...

¹⁹⁷ Par le pronom personnel pluriel « ils », Fim/2 veut parler des Français, en particulier des Fds et en exclue les Fim...

11.1/- La place de la France dans l'UE

La question sur l'UE ne laisse pas de mise à Fim/2 qui s'interroge d'ailleurs sur la place de la France dans cette association. Cela dit, elle pense que si doit demeurer un problème d'acceptation ou de rejet, ce ne serait pas au niveau de la France mais au niveau des autres pays de l'Union, car la France, selon elle, subit déjà des influences extérieures :

194♣ ben la France elle pourrait trouve heu / elle pourrait trouver sa place / bon, déjà elle est multiculturelle, ouais, dans le sens où y a plus d'influences qui viennent, sa société est déjà mixte / maintenant heu, est-ce que les pays vont les accepter < où : / où > autre choses ? ben j'en sais rien /

Eut égard à tout ceci, nous en concluons que Fim/2, lorsqu'elle parle de l'acceptation ou de rejet se limite aux individus non Eds car les Eds, quels qu'ils soient ne devraient en fait pas avoir de problème d'intégration dans l'UE...

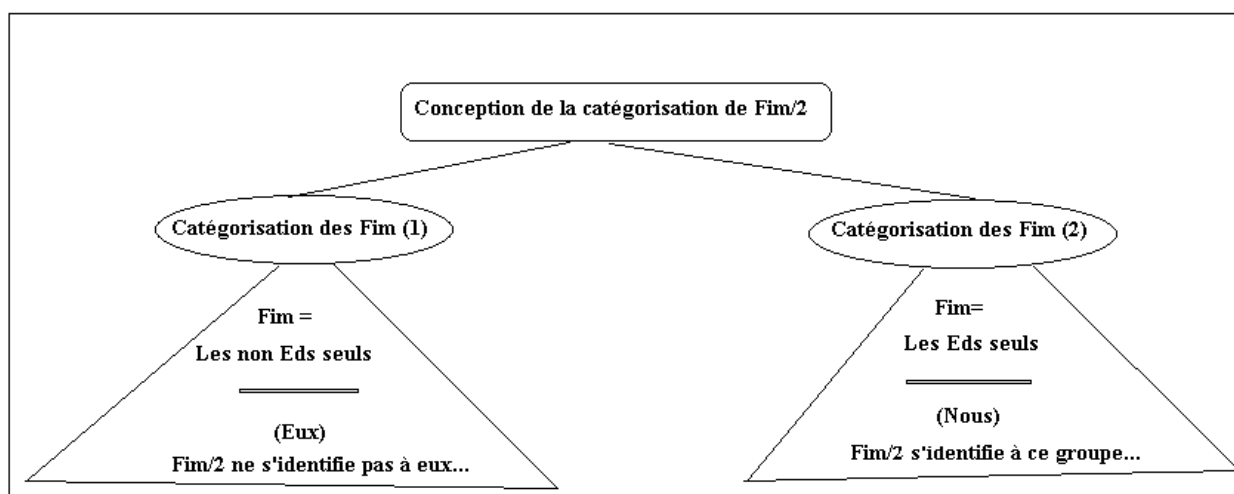
11.2/- L'avenir de la France avec ses Fim dans l'UE

Fim/2 a du mal à croire à l'assimilation (acceptation ou rejet) des Fim non Eds dans l'UE, mais paradoxalement, concernant leur avenir dans cette Union, elle pense que c'est chose de déjà accomplie. Nous notons qu'elle sait différencier les deux notions (assimilation et intégration) et définit l'intégration comme un fait d'acceptation des individus dans une communauté ; et l'assimilation une question de volonté personnelle. Ainsi, pour elle, l'avenir des Fim dépend donc de leur volonté (= assimilation) :

182♣ non / déjà je pense > l'assimilation / l'assimilation c'est déjà depuis longtemps parce que quand tu prends l'espace francophone, ils se considèrent déjà un petit peu comme déjà heu, Français / heu :: / après l'intégration c'est > peut-être un petit peu vraiment question de volonté / c'est un peu la volonté des gens

aussi de vouloir heu,d'arriver dans un pays / arriver dans un nouveau pays, de
vouloir s'intégrer dans une société qui est heu / d'accepter les lois heu, de tels ou
tels > endroits heu > /

Nous retenons donc que Fim/2 se démarque des autres Fim et c'est ainsi que nous avons schématisé sa vision sur la catégorisation, qui donc est la suivante :



En conclusion, nous disons que la vision de Fim/2 pense que les Fim/non Eds ont besoin d'une assimilation tandis que ce n'est pas nécessaire pour les Fim/Eds vu qu'ils sont Européens ! C'est d'ailleurs l'une des raisons qui font qu'elle souhaite conserver son identité portugaise (202).

FICHE N°3

(Samedi 27 juin 2009)

CODIFICATION : Fim /3

NOM, PRENOM, AGE : Stéphanie B., 35 ans (Employée)

ANONYMAT : Non

LIEU: Rouen (Jardins de la mairie)

HEURE DU DEBUT: 10H00

HEURE DE FIN: 11H05 min

DUREE TOTALE: 01H05 min

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui

DEROULEMENT: +++ à l'aise

ELOCUTION: +++

DIFFICULTES: -+

REMARQUES: Bon déroulement général, mais quelques problèmes de fonds car nous étions dans un endroit public, de surcroît en plein air... donc beaucoup de bruit de la part des passants, des gens autour et des voitures ...

1/- Les marquages et sources des identités

2/- Description du phénotype français

- 2.1/- Les stéréotypes
- 2.2/- La définition d'un français
- 2.3/- La citoyenneté des Fim

3/- La représentation du nom patronymique français

- 3.1/- Les noms du tableau
- 3.2/- Autojugement du nom propre
- 3.3/- Le nom patronymique face à l'emploi

4/- Evaluation identitaire

- 4.1/- Autojugement identitaire
- 4.2/- L'opinion des Fim

5/- Jugement et évaluation des cultures

- 5.1/- Une culture française pure ?
- 5.2/- Les cultures dites immigrées
- 5.3/- Les cultures en situation
- 5.4/- La Culture française face à la culture des parents de Fim/3
- 5.5/- La conservation identitaire et l'héritage culturel
- 5.6/- La dominance culturelle

6/- Cultures et intégration

- 6.1/- La France et l'immigration
- 6.2/- L'alimentation

7/- L'intégration

- 7.1/- La laïcité
- 7.2/- L'école
- 7.3/- La famille

7.4/- Les Fim dans un avenir proche

8/- La laïcité

8.1/- La laïcité et la religion

8.2/- La laïcité et l'intégration

9/- Egalités vs. inégalités

9.1/- L'emploi

9.2/- Le logement

9.3/- Les loisirs

10/- La devise française

11/- Les différences

12/- L'Union Européenne (L'UE)

12.1/- La place de la France dans l'UE

12.2/- L'avenir de la France avec ses Fim dans l'UE

1/- Les marquages et sources des identités

A 35 ans lors de notre entretien, Stéphanie B. (désormais Fim/3) est employée de Bureau à Paris, où d'ailleurs elle est née (2).

Elle déclare jouir d'une double nationalité : Française et Ivoirienne. Elle est Française parce qu'elle est née sur le sol français, donc jouit du jus soli (8) ; et est Ivoirienne du fait de l'héritage de ses parents (4 / 6).

2/- Description du phénotype français

2.1/- Les stéréotypes

Pour Fim/3, l'individu Français peut être défini par des stéréotypes. Cependant, elle rajoute que même si on le définit ainsi, cela reste une question de temps car les mentalités évoluent :

10♣ heu ::: / je dirai quelque part que oui / Mais bon, aujourd'hui, on ne peut pas penser de cette manière / enfin, c'est mon opinion car la mentalité est totalement différente de nos jours / les Français dits de souche \

Elle introduit de manière directe la catégorisation des Français (stéréotypes) en Fds et en Fim. Pour elle, les Fds c'est ce qu'elle nomme « Céfrans », c'est-à-dire, des individus de type européen, dits de « race blanche ». Mais personnellement, elle préfère parler plutôt des origines des individus que d'autres critères :

14♣ ben j'entends par les là les Céfrans ☺ / heu : / des gens dits de race blanche / enfin / quand je parle des Français issus d'ailleurs, je parle plutôt des origines de ces personnes car pour moi, elles leurs sont adjointes à vie / . ben > je dis cela parce que c'est toujours de cette manière que nous verront les Céfrans quoi ☺☺☺ / vu qu'ils considèrent qu'on n'a pas la même culture qu'eux, même si nous sommes nés ici et que nous y avons toujours vécu [] /

Il en ressort d'emblée qu'elle introduit des éléments intéressants, forts utiles pour notre étude...

2.2/- La définition d'un Français

Après insistance de notre part, nous avons fini par réussir à obtenir de Fim/3 qu'elle nous donne sa définition personnelle d'un Français. Pour elle donc, le Français serait un être résultant de la mixité des origines des individus, un individu non défini en somme (18).

C'est donc comme nous l'avons dit avant, la vision de Fim/3 ne se limite pas sur un critère de la couleur de peau et par conséquent, comme le dénoncent ses propos, le Français contemporain serait le résultat d'une synergie d'individus issus de toutes parts. Il n'en demeure pas moins que cette constatation touche la réalité de l'histoire socioculturelle de la France depuis les débuts de son immigration. C'est ainsi qu'elle se permet de faire remarquer que le Français ne peut être homogène :

22♣ (...) / je me sens Française comme tous les autres, même si je sais qu'eux ne me verront que différente . / toujours / c'est dommage /

2.3/- La citoyenneté des Fim

Eut égard au point précédent, il semble au prime abord que Fim/3 ne semble pas douter de la citoyenneté des Fim. Elle pense même que les regards que lui posent les Fds ne sont pas toujours négatifs (22). D'ailleurs, elle considère que le Fim est un citoyen à part entière, qui jouit de ses droits civiques, au même titre qu'un Fds :

24♣ ah ça oui ! / pour moi, c'est un Français à part entière / il a la nationalité française, vit en France et vote aux élections / oui, il l'est /

3/- La représentation du nom patronymique français

3.1/- Les noms du tableau

Fim/3 reste primaire dans sa manière d'annoter les NP du tableau. Il apparaît en effet qu'elle attribue la note 0 à tous les noms dont elle semblerait connaître les origines. Ces noms sont non européens. Cette manière de faire dénote un certain pessimisme appuyé par ses propres mots qui émettent le doute :

122♣ j'en doute / (...)

Nous considérons quelque peu l'annotation des NP de Fim/3 d'étrange, car même Fim/2 qui se propose en fervente défenseuse de l'UE n'a attribué la note 0 à aucun nom... Aussi, on peut constater que Fds/4 par exemple et par contre lui, qui se positionne également comme un défenseur de l'Union a marqué deux noms d'un 0 (Fux / Butler).

Ces cas d'annotation nous mettent en face de deux idéologies différentes chez nos deux sujets : Fds/4 vs. Fim/3, mais avec quelques similitudes... Nous représentons cette annotation de Fim/3 dans le tableau suivant :

<i>Pour la note :</i>	<i>Les noms :</i>	<i>Les noms</i>
0	0	Sayad / Bantsimba / Moussoki / Mohammed / Thran / Patanayos
1	0	0
2	4	Sarkozy / Fux / Muller / Sanchez / Butler / Cortès / Elie / Santini /
3	2	Peznec
4	6	Aznavour
5	6	Dupond / / Henri

Nous constatons un fait qui paraît banal mais en vérité non : tous ont attribué aux NP *Henry* et *Dupond* la note 5. Ainsi qu'il paraît indéniablement pour Fim/3 (et tout le reste), que ces noms sont la réelle représentation du NP français.

Mais Fim/3 écarte d'emblée tous les NP « étrangers », à consonance non européenne, même *Patanayos* qui pourtant l'est. Apparaît également dans cette annotation une idée de regroupement européen des NP européens et d'un autre côté, un regroupement des NP français... L'idée qui en ressort est celle de la France d'abord, de l'Europe ensuite ... et finalement le reste. En effet, ces notes allant de 2 à 5 font constater que : *Sarkozy* par exemple, qui pourtant est à l'heure actuelle un NP qui donnerait de l'espoir aux immigrés, une idée d'acceptation, de réussite... mais on constate qu'il ne côtoie pas aussi fort que *Aznavour*¹⁹⁸, qui pourtant n'est même pas européen à la base...

Nous concluons, au regard de ce qui précède, que Fim/3 demeure fermée sur la représentation du NP censé représenter la France actuelle. Donc, si on ne considère que son cas, la France n'est alors pas prête au changement.

3.2/- Autojugement du nom propre

Suite à ce que nous venons de voir sur les NP, il semble apparaître de manière nette étant donné les circonstances, que Fim/3 n'a pas d'opinion positive sur les NP d'origine non européenne, sur la représentation de la France actuelle quant à ses NP. Ainsi, nous constatons que cette opinion s'élargie jusque sur son propre NP... En effet, selon ses propos, « elle en doute » (122).

3.3/- Le nom patronymique face à l'emploi

En ce qui concerne l'emploi, Fim/3 reconnaît que son NP lui pose problème face à celui-ci. Cela, elle pense le devoir à la consonance de son nom, et elle pense même que cela n'est pas près de changer car tout est question de mentalités :

124♣ oui / j'ai eu beaucoup, beaucoup de mal à me dégouter ce fichu travail de surcroît mal payé / j'ai un nom a, consonance étrangère, surtout à consonance africaine, donc bye [] /

¹⁹⁸ *Azanavourian* à la base... Origine : Arménie.

126♣ rêve pas ma fille / oh, pardon / peut-être, si on reste optimiste mais pour cela il faudrait que les mentalités évoluent /

Il en découle que, malgré ses dires, que Fim/3 n'est pas au chômage. Cependant, même si elle a un emploi, elle ne reconnaît pas être embauchée à sa juste valeur. Ce fait implique que, malgré la consonance de son nom, comme elle le dit, elle a quand même un emploi. Cela dénote quand même d'une ouverture déjà, du moins au niveau de son entreprise...

4/- Evaluation identitaire

4.1/- Auto jugement identitaire

Fim/3 qui a deux identités bien partagées se sent rejetée face à l'identité française (par les Fds) et cela lui est inconcevable. Elle place ce méfait sur le fait de la méfiance, car les Français dits Fds restent méfiants. Cela, elle ne semble pas le comprendre étant donné qu'elle ne fréquente pas le pays de ses parents (la Côte d'Ivoire). Elle n'y est d'ailleurs allée qu'une seule fois, comme elle l'indique. Ainsi, elle nous confie qu'elle se sent plus Française qu'autre chose... Et ce poids du regard que les Fds lui posent lui est lourd, comme l'indiquent ses propos :

42♣ ben > : / moi je me sens Française / mais je déplore le fait que les autochtones, en tous cas encore nombreux sont ceux qui restent encore avec des appréhensions des autres / pour eux, je suis une étrangère alors que moi, je ne suis allée en Cote d'Ivoire qu'une fois / je me sens bien ici / mais nous sommes maltraités sur plusieurs aspects / ça c'est inadmissible ! \

43♣ ☺ /

46♣ oui ! / c'est triste de voir ça et de devoir le subir . /

Encore un autre fait constaté à propos du rejet que nous dit ressentir Fim/3 : sa couleur de peau.

En effet, elle dénonce sa pigmentation qui est selon elle, prise en compte dans tous les rejets qu'elle peut subir. Cela est généralisant pour les Africains (entendons ici les Noirs...), car les autres Fim eux, sont acceptés :

44♣ \ et c'est d'autant plus dommage encore car la plupart des gens rejetés sont les gens qui ont la peau noire / des individus qui viennent d'Afrique noire / les autres sont mieux acceptés, même s'ils parlent mal la langue française / je suis en colère /

Donc, ce rejet se traduit par une émotion de colère, nous dirons même de haine quelque part ; et cela est ajouté d'une note de mélancolie et d'amertume. Bref, ce que nous voulons traduire ici, c'est que Fim/3 est bouleversée dans son moi et qu'elle considère en elle un sentiment d'inachevé. Encore, sa réflexion sur le tout montre un regret qui lui fait en vouloir à ses parents quelque part, le fait d'être née en France :

48♣ par moment de la colère / par moment de la haine / par moment des regrets / je suis ambiguë / c'est comme si je refusais de m'admettre / c'est comme si je vivais une vie inachevée / je suis en colère \

50♣ oui / oh ! / ben oui ! / parfois je regrette de ne pas être née ailleurs / j'en ai même voulu à mes parents d'avoir choisi de vivre en France /mais bon, c'est comme je l'ai dit, j'ai vécu une belle enfance avec des amis géniaux et elle est belle la vie / c'est juste que parfois on a besoin de vrais repères / on n'est pas toujours compris et c'est quelque fois difficile à gérer dans la tête /

Note :

La colère que ressent Fim/3 ici correspond exactement à celle ressentie par les jeunes Fim des banlieues parisiennes, qui, comme nous le savons, tirent justement la source de leur colère dans le sentiment d'excentration social et culturel, se traduisant par un manque d'intérêt au travail et un intéressement aux choses faciles, de l'argent gagné facilement (deal des drogues par exemple...). Tout ceci cependant ne peut prétendre à la comparaison entre Fim/3 et ses pairs (Fim), car elle, a poursuivi des études et n'est pas aigrie comme eux. Aussi, nous constatons qu'elle est en phase avec les Autorités, même si elle arrive à parler de racisme, ce qui n'est pas le cas des autres jeunes Fim.

4.2/- L'opinion des Fim

Etant elle-même une Fim, Fim/3 dans sa définition de l'être Français, émet une opinion qui est celle que les Fim en général, quelques soient seront toujours vus comme des individus différents par les Fds. Elle déplore ce fait qu'elle trouve *dommage* :

22♣ heu : / définir par la race / définir par la race c'est pas trop mon truc / je me sens Française comme tous les autres, même si je sais qu'eux ne me verront que différente . / toujours / c'est dommage /

En effet, il s'avère que sa vision idéal serait que les Fds et les Fim soient tous considérés de la même manière (28), car, pour elle, tous les droits sont les mêmes pour tous :

30♣ bah oui ! / même quand on quitte son pays d'origine et on s'établit en France et qu'on acquiert la double nationalité, on est quand même sur le même pas que les natifs / j'entends par là ceux qui sont nés sur le territoire / je pense qu'on a le droit de tous les autres / on a le droit de jouir de tout comme les autres Français /

Eut égard à ce qui découle, nous en arrivons à la conclusion suivante : Fim/3 a une opinion

négative sur les Fds. Généralisons un peu, nous dirons que sa pensée englobe celle de tous ses congénères, car elle emploie le second pronom personnel pluriel « nous » par ricochet, trahit par ce qui se veut normalement impersonnel « on » (30/50...). Bref, elle se pose en ambassadrice des Fim lorsqu'elle opine sur ce sujet...

5/- Jugement et évaluation des cultures

5.1/- Une culture française pure ?

Au vu des réponses de nos enquêtés, il en découle, de manière générale, qu'ils ne reconnaissent pas l'existence d'une culture française pure. En effet, celle-ci est brassée est résulte donc des contacts de différentes couches migratoires qui ont traversé le pays... Quant à Fim/3, elle reconnaît que la France est culturellement brassée et ce, sur plusieurs volets parmi lesquels, la politique et l'alimentation. Ainsi, ce mélange dont il est question ici constitue ce qu'elle nomme melting pot. Pour elle, cela constitue un fait positif, nonobstant le fait que les Fds, malgré tout, rejettent les détenteurs de ces cultures_ même si ces cultures, elles, sont bien accueillies :

60♣ ... / que c'est une culture très brassée / je dis cela sur plusieurs vues / que ce soit le volet culturel, politique, culinaire / tout est brassée / c'est un melting pot culturel que nous vivons en France / je trouve cela très bien /mais les Français, ceux qui se disent de souche, s'ouvrent volontiers aux cultures étrangères, les intègrent même très facilement en les greffant aux leurs, mais paradoxalement n'acceptent pas les détenteurs premiers de ces cultures / *mystakes*¹⁹⁹ ! /

Finalement pour Fim/3, nous ne pouvons ne parler que d'une culture française, mais de plusieurs, car aujourd'hui, l'être Français est soit Fds, soit Fim ... :

70♣ non . / parce qu'il y a un brassage / on ne peut pas parler ainsi de nos jours

¹⁹⁹ Mystère, en anglais...

car il y a beaucoup de métissage des origines / par là, j'entends qu'à l'origine le Français dit de souche n'est pas / ne trouve pas forcément sa source, du moins au moins une, dans le pays / je pense que c'est quelque chose de positif quelque part, pour le pays . /

5.2/- Les cultures dites immigrées

Fim/3 reconnaît donc qu'il existe la présence des cultures non françaises dans le pays, et, il apparaît de manière fortuite qu'il y a brassage des cultures. Par conséquent, elle nous informe que les cultures dites immigrées intègrent la culture française, créant alors un melting pot... Dans cette situation, à la question de savoir si celle-ci constituait un enrichissement ou plutôt un appauvrissement de la culture française, elle pense plutôt qu'il s'agit nettement d'un enrichissement. Celui-ci se doit au fait que ces cultures dites immigrées renforcent la culture française qui alors voit sa vie prolongée :

62♣ waaa ! / carrément un enrichissement ! / oui, parce qu'elles la renforcent / et justement je trouve que c'est une bonne chose, car comme les langues, les cultures vivent et ou survivent par leurs mutations /

D'autre part encore, l'aspect positif qu'elle y décèle c'est l'acquisition d'une ouverture d'esprit des Français alors en contact avec ces différentes cultures; par conséquent, l'altérité a des tendances à plus d'acceptation, comme nous le dénoncent ses propos :

64♣ \ oui / ceci dit, elles permettent aux Français de s'ouvrir aux autres / de s'affranchir de leur timidité culturelle car le Français ce n'est pas celui qui est curieux de nature / /

65♣ *une ouverture donc *

Note :

Ceci dit, on constate cette ouverture, cet aspect que Fim/3 dénonce, un peu partout actuellement... En effet, aujourd'hui, on danse des danses étrangères, on écoute des musiques étrangères, on mange des cuisines étrangères... Tous sont pour la plus part non européennes. D'ailleurs, il suffit d'aller danser en discothèque pour vérifier ces faits, et dans différents restaurants arborant des noms étrangers et même français_ où on peut dorénavant demander quelques mets étrangers... Il y a également à côté de tout ceci, des groupes de musiciens locaux dont la France est fière, mais constituée d'individus Fim (Bisso na Bisso...) ; et des artistes indépendants (Amel Bent...) (Cf. propos de Fim/3 à propos de Bisso na Bisso, (68)).

5.3/- Les cultures en situation

Du fait que Fim/3 reconnaisse l'existence en France des apports culturels étrangers, qui côtoient quotidiennement la culture française, et que d'autres en font déjà partie intégrante, elle ne pense pas moins cependant qu'il reste encore une tâche ardue à effectuer là-dessus... (Nous pensons ici qu'elle veuille parler d'acceptation, car ce « travail » comme elle nous le confie (Cf. 72/74), même si elle n'a pas voulu nous expliciter ses propos, consiste à dénoncer le rejet dont elle nous a parlé auparavant.

Nous en concluons que Fim/3, en suivant son raisonnement, pense que cultures en situation en France se côtoient plutôt bien, mais que toutes ne sont pas cependant acceptées...

5.4/- La Culture française face à la culture des parents de Fim/3

Les parents de Fim/3 sont nés en Afrique, précisément en Côte-d'Ivoire d'où ils sont d'ailleurs originaires (78 / 6)... C'est ainsi que Fim/3 évalue du fait de ses deux héritages culturels, la culture française à la culture ivoirienne. Elle les place sur le même point : zéro. La différence

qu'elle peut y déceler se place au niveau de la valorisation culturelle : celle de la France l'est plus que celle de la Côte-d'Ivoire (82). Elle précise bien quand même qu'il ne peut y avoir de comparaison entre les deux pays, pour cause :

80♣ ben c'est une culture tout aussi importante que celle de la France, mais avec des différences justement géographiques / déjà, il s'agit de considérer deux continents et c'est énorme ! / voilà / y a d'une part la France et l'Europe, et de l'autre, la Côte d'Ivoire et l'Afrique / c'est merveilleux car réussir à nous élever par rapport à ces deux cultures, je trouve cela bien / . mes parents nous ont toujours donné la bonne part ☺ / ils ont toujours voulu que mes deux frères et moi, nous nous intégrions car c'est le pays dans lequel ils ont choisi de vivre après leurs études universitaires / j'aime bien moi, mes deux cultures /

84♣ (...) / y a beaucoup de travail pour la reconnaissance d'une culture donnée / et puis la Cote d'Ivoire est un pays jeune, tandis que la France date de Mathusalem ☺☺☺ /

Nous avons bien voulu tracer un tableau comparatif de cette situation, pour relever ces différences visuelles, de manière claire. Ainsi nous avons :

<i>Différences</i>		
Etat	France	Côte d'Ivoire
Espace / continent	Europe	Afrique
Temps	Pays vieux (histoire ancienne)	Pays jeune (histoire récente)
Valorisation	+++ (acquise)	+- (à acquérir)

5.5/- La conservation identitaire et l'héritage culturel

Note :

Dans la plupart des sociétés africaines, qui demeurent d'ailleurs ancestrales, la famille constitue un noyau de vie non négligeable, car elle transmet les valeurs de base, traçant ainsi les voies socio-identitaires de l'individu ; bref, ses repères futurs...

Fim/3 qui, bien que née en France et grandie en France, reconnaît n'avoir que très peu de contact avec le pays d'origine de ses parents, puisqu'elle n'y est allée qu'une seule fois... Elle reconnaît cependant que ses parents lui ont transmis les valeurs culturelles de leur pays d'origine.

Effectivement, elle nous parle d'emblée du respect des aînés, signe culturel très répandu en Afrique, caractéristique d'ailleurs et composante très importante dans l'éducation là-bas :

86♣ (...) / . je trouve qu'en Afrique les cultures sont plus valorisées, je parle des traditions ancestrales / bien sûr, il ne faut pas tout prendre mais y en a qui sont importantes / de toute façon on doit **toujours** faire la part des choses quelque soit la culture qu'on a en face de soi /

Ainsi, on se doit tout d'abord de respecter ses parents, ensuite les individus plus âgés que soi (qu'ils soient membres de sa famille ou pas, connus ou inconnus...). Elle déplore donc le non respect des jeunes qu'elle considère alors sans valeurs... Cela, elle l'affecte au fait que la famille et la société française n'effectuent pas la tâche qui leur était incombée. Or, pour elle et sa famille, ces valeurs existent encore réellement, simplement parce que ses parents ont pensé à la lui transmettre...

Ce fait de transmission nous révèle bien un héritage socioculturel et par conséquent une conservation des valeurs ancestrales au sein du noyau familial de Fim/3 :

86♣ ☺ / je vais faire comme à l'école, le respect des aînés > :: / le respect d'autrui > :: / enfin, surtout le respect car c'est justement ce que je constate ici, dans cette

société, qui est en manque / [] / ici, les jeunes cassent tout sans respects aux valeurs, à certaines valeurs / les parents crient beaucoup ou se plaignent parce que, que veux-tu c'est ainsi qu'est faite la société française malheureusement / or nous, dans notre foyer, on a appris ces notions de base / il y a des choses que je vois des enfants faire et c'est inimaginable car nous, n'étions même pas prêts à les penser, brrr !!! /

5.6/- La dominance culturelle

Sans l'ombre d'un doute, Fim/3, à la question de savoir laquelle de la culture française et / ou ivoirienne dominait en elle, elle nous répond, la culture française. Selon ses propos, cela se doit au fait qu'elle se considère comme faisant partie inhérente de la société française. Pour nous, révéler ce fait qu'elle nous confie d'ailleurs avec l'emploi de l'adjectif possessif féminin singulier, « ma », signifie une identification au groupe Français... :

88♣ je dirai sans hésiter celle de France / celle de France parce que c'est ma société / c'est celle où j'ai toujours vécue et je pense que c'est normal . /

Et, bien qu'elle reconnaisse cette situation de dominance culturelle en elle, elle nous rappelle avec une certaine complicité marquée par un clin d'œil, qu'elle n'oublie pas cependant la culture de ses parents :

88♣ (...) / enfin, c'est ma vision c'est sûr, mais en même temps, je ne renie pas celle de mes parents dis O /

Les signes de cette dominance culturelle chez Fim/3 ne s'arrêtent pas là : elle nous confie ne pas aimer la Côte d'Ivoire. Peut-être que cela ne constitue pas un fait culturel, certes, mais le cœur y est...(90 / 92).

6/- Cultures et intégration

6.1/- La France et l'immigration

D'actualité, nous savons que l'immigration est polémique en France. Ainsi, Fim/3 reconnaît la tradition jadis d'accueil du pays, mais hélas fait perdu actuellement : ceci dit, elle déplore (encore une fois !) le fait que tous les individus visiblement d'origines étrangères soient tous considérés de la même manière, c'est-à-dire, comme des étrangers : ils sont tous placés dans le même panier... Et si donc le pays a fermé ses frontières et alourdi sa surveillance des étrangers face à l'immigration, elle est contre cette idée car selon elle, cela ne fait que renforcer la clandestinité :

52♣ que c'était un pays ouvert mais à présent fermé / qu'elle a perdu ses valeurs de pays d'accueil / mais bon, y a des raisons derrière et parfois il le faut / mais ce que je déplore c'est qu'on met tout le monde dans le même panier / . donc, le fait de renforcer les barrages frontaliers, on favorise quelque part l'intrusion clandestine / après faut assumer car on a une politique qui fait ressortir les yeux de leurs orbites ☺☺☺ / . j'en ris mais je ne devrais pas car c'est incroyable tout ce qui se passe ... /

Dans le continuum de son idée donc, elle nous confie que la politique française de l'immigration, selon elle, est carrément à reconsidérer (56 / 56)...

6.2/- L'alimentation

Le biculturalisme de Fim/3 dénonçant d'emblée son métissage, c'est ainsi qu'elle nous confie être une réelle curiosité culinaire. En effet, elle s'alimente français, ivoirien (africain), asiatique... bref, elle demeure une personne ouverte car elle s'alimente de tout (112).

Lorsqu'elle mange ivoirien, elle ne le fait cependant pas systématiquement, car elle le fait chez

ses parents, à chaque fois qu'elle va leur rendre visite :

116♣ oh ! / pas très souvent car j'en profite surtout lorsque je vais voir mes parents en Ile-de-France, je demande à ma mère de me faire plaisir et j'en profite /

117♣ *fréquence incertaine* ? /

118♣ oui, on peut dire ça comme ça /

Nous retenons de tout ceci, que l'alimentation chez Fim/3 n'est pas un sujet qui nous interpelle, dans la mesure où ce n'est pas un critère alarmant qui demande ou qui demanderait une étude plus approfondie. Du moins pas dans cette étude... Son étude démontre en effet qu'elle possède un esprit ouvert qui va au-delà de ses héritages culturels. S'alimenter africain pour elle (par exemple), même si elle le reconnaît, ne fait pas partie de ses habitudes quotidiennes, mais constitue un fait d'héritage de ses parents.

7. /- L'intégration

30♣ bah oui ! / même quand on quitte son pays d'origine et on s'établit en France et qu'on acquiert la double nationalité, on est quand même sur le même pas que les natifs / j'entends par là ceux qui sont nés sur le territoire / je pense qu'on a le droit de tous les autres / on a le droit de jouir de tout comme les autres Français /

7.1/- La laïcité

De manière générale, donc la laïcité pour Fim/3 constitue un facteur d'intégration. Pour nous étayer sa thèse, elle nous titille les narines avec le culinaire, car elle nous en donne les détails par le chimique. En somme, pour elle, la laïcité peut être un facteur d'intégration à condition qu'il y ait respect de ses principes :

100♣ je pense oui / je pense oui / . oui / comme je le disais, la laïcité est une bonne sauce bien parfumée qui nous titille parfaitement les narines et nous donne faim, hmm ! / . ☺ je m'explique, si tous respectaient ce principe, nous n'en serions pas là / mais bon ... / elle connaît aussi ses failles, comme tout d'ailleurs / rien n'est parfait dans le monde /

102♣ donc rien n'est parfait car y en a qui s'en servent comme base pour profiter de la loi / pour profiter, abuser du pays / et j'en reste là hein /

Dans le même volet, ses propos font penser à l'exposition d'une idée d'anarchie, mais elle le renie. Mais là, une fois encore, elle met en exergue sa légendaire colère *infra*, dans notre entretien... Mais l'étude de cette colère démontre une rébellion : Fim/3 est une révoltée. Une révoltée contre l'injustice, les inégalités et l'irrespect ... révélés dans ces lignes :

104♣ oui / y en a qui en profitent, et bien même ! / . mais je préfère me taire / bref, si tous était à égalité on n'aurait pas non plus vu ce genre de chose \

105♣ \ *comment ça ? / te viendrais-tu à l'idée par hasard de penser que ce principe favorise quelque part l'anarchie ? /*

106♣ [] / non, pas en lui-même, mais les gens qui en jouent /

108♣ bah ! / tu n'es pas sans savoir qu'il y a communautarisation de la société française, Claire ?! /

110♣ \ oh, arrête de faire l'autruche / vois ! / . ce qui est dommage quoi /

7.2/- L'école

Comme pour la laïcité, Fim/3 pense que l'école peut constituer un facteur d'intégration. Pour que cela soit possible, elle pense que certains critères sont nécessaires, notamment l'impartialité du corps enseignant... Effectivement, elle nous confie que les enseignants jouent un rôle considérable dans ce processus (vu que ce sont eux qui sont les premiers concernés car en face des élèves). Ce rôle peut être positif lorsque ceux-ci jouent le rôle qui leur est alloué au départ : impartialité dans l'apprentissage des savoirs ; et l'aspect négatif de l'école dans son rôle d'intégration vient du fait que certains font montre d'un racisme à l'égard des élèves :

142♣ . disons que l'école peut l'être / elle le peut lorsque les instituteurs et les professeurs sont impartiaux et ne surnomment pas les enfants de « *bamboula* » et autres pseudos / c'est moche / c'est raciste / illégal et ça tue l'intégration / les enfants se sentent exclus et après on s'étonne qu'il y a des casses / faut juste relever les choses et tout ira dans un semblant de droiture / là encore c'est mon point de vue, Claire /

Note :

Nous notons et relevons que les faits de racisme de la part du corps enseignant, dénoncés ici, forment un fait avéré, car ils ont été dénoncés publiquement dans les médias. Si on a bonne mémoire justement, on se souviendra de l'an 2005, des débats, suivant la crise ou plutôt les crises dites de banlieues dont on a supposé les causes dans le sentiment d'excentricité socio culturelle des jeunes résidants dans ces lieux. Cette marginalisation est massivement ressentie par les jeunes de l'IDF, puis par les jeunes dits Fim un peu partout dans le pays...

7.3/- La famille

En ce qui concerne la famille, Fim/3 pense de manière très sûre, que celle-ci constitue un facteur favorable à l'intégration. Sa réponse est affirmative et ne révèle aucune hésitation.

Pour que ce fait soit possible, une fois encore, elle nous émet une condition : la transmission,

cette fois. En effet, l'intégration à travers la famille doit être une question de volonté, car c'est seulement dans ce cas de figure qu'on ne peut parler d'intégration. Le cas contraire ferait parler d'une assimilation. Ainsi, Fim/3 pense que la famille est le noyau de l'avenir de l'être, comme le trahissent ses propos :

146♣ oh oui ! / carrément ! / si la famille fait un effort, amène l'enfant à s'intéresser aux valeurs du pays, eh ben cet enfant se sentira comme faisant partie de la communauté / mais si c'est le contraire, dans ce cas, la famille sèmera de la haine dans le cœur de cet enfant /

En somme, nous disons que Fim/3 se rapproche de la thèse avancée par Christian Jelen, celle qui consiste à considérer « la famille comme le secret d'intégration »...

7.4/- Les Fim dans un avenir proche

Dans une perspective d'avenir, Fim/3 pense qu'il peut y avoir l'intégration de tous les Fim, mais non temporisé. Elle reste douteuse sur le fait que cela soit possible, même dans une décennie _ si on doit donner une fourchette de temps :

152♣ .. tout d'abord, je choisis le terme intégration / après, à savoir si ces individus vont être intégrés, ça je n'en doute pas, mais je dis que la lumière au bout du tunnel est encore un peu loin /

154♣ ben, je ne voit pas cet aboutissement dans la décennie à venir, par exemple /

8/- La laïcité

8.1/- La laïcité et la religion

Ce qui ressort des propos de Fim/3 ici de manière générale, c'est la notion de respect. Or, cette notion, elle l'associe également ici, c'est-à-dire, en rapport avec la laïcité... Ce respect dont elle parle, nous le décelons dans différents propos, dans un enchaînement d'idées. (100 / 102 / 104 / 108)...

Ainsi, sur ce qui est de savoir si donc la laïcité est possible de dissociation des religions, elle nous donne une réponse positive, car pour elle, c'est grâce à cette action que les crises diverses (dans l'enseignement par exemple) peuvent être évitées... Ses propos nous en disent plus long :

150♣ oui c'est possible et je pense que ce serait mieux que : / [] / comme la France est un pays laïque, je pense qu'il faut quelque part enlever heu : / [] tout ce qui est religion à l'école / ça créerait plus de problèmes tel qu'on l'a déjà vu /

8.2/- La laïcité et l'intégration

(Cf. Egalement le point 8.1)

Tout comme dans le rapport de la rime laïcité-religion(s), Fim/3 admet que cette rime s'accorde également avec la laïcité-intégration. Pour elle donc, la laïcité favorise l'intégration des immigrés et des individus d'origine immigrée. Cependant, elle admet que cette faveur n'est pas sans une certaine attitude de respect des principes (100).

Il en découle qu'elle se positionne de manière directe comme une défenseuse de la laïcité. Et même si elle reconnaît que ce système a aussi ses failles, elle reste cependant indulgente face à cette dernière, relevant le fait qu'il n'y ait rien de parfait dans le monde... Autre fait encore, parmi les failles observées, elle nous dénonce des attitudes des individus, qui semblent bien en profiter ... :

102♣ donc rien n'est parfait car y en a qui s'en servent comme base pour profiter de la loi / pour profiter, abuser du pays / et j'en reste là hein /

104♣ oui / y en a qui en profitent, et bien même ! / . mais je préfère me taire /

9/- Egalités vs. inégalités

104♣ (...), si tous était à égalité on n'aurait pas non plus vu ce genre de chose \

Note :

Les étrangers et / ou les individus dits issus de l'immigration sont les plus touchés par le chômage, en moyenne deux fois plus souvent que les Fds... En temps de crises, cette situation est pire...

9.1/- L'emploi

Il va sans dire dans un sens général, que Fim/3 relève des inégalités... Ainsi, elle reconnaît avoir certes réussi à trouver un emploi, mais le prix à payer fut fort cher... Cela, elle pense le devoir au fait de son NP qui est comme elle le dit elle-même, « à consonance étrangère », et surtout « africaine » (124). Cela nous fait penser à un exemple cité *supra*, dans le même chapitre (Abdelatif / Thomas), même si elle, n'a pas eu besoin de changer son NP, ni son prénom...

La pensée globale de Fim/3 est donc celle du fait qu'être d'origine africaine constitue un handicap à l'emploi. Bref, être d'origine étrangère. Ses propos nous en rendent compte :

128♣ ben oui hein / il n'y a pas de choix à faire face à un Noir, un Arabe et un Blanc / **BBR**, tu sais ce que c'est ? / Bleu Blanc Rouge ! on recherche des **vrais** Français / heureusement que toutes les entreprises ne pensent pas de la sorte car

| c'est piteux / très piteux ! [] /

9.2/- Le logement

Note :

A juste titre de rappel, nous disons qu'il va sans doute qu'il a été révélé la présence d'une ségrégation concernant le logement en France. Cela a-t-il toujours été ainsi, et ce fait est accentué par l'IP2 encore plus visible côté différences... A ces différences, nous pouvons rajouter les écarts sociaux existants entre Fds et Fim...

Fim/3 pour sa part reconnaît qu'il existe une ségrégation socio ethnique sur le logement. Pour justifier son assertion, elle évoque les différents stéréotypes accolés aux « étrangers », des stéréotypes usuels, tels nous le montre ses propos qui sont :

130♣ oui / hélas / on vous catalogue et vous êtes pestiférés, donc dès que vous vous approchez, on voit en vous de suite, la couleur, l'absence des papiers, le manque d'argent, etc. / c'est écoeurant mais c'est la vérité et j'en ai envie de vo_ / bref, vaut mieux pas en parler /

Il en ressort en dépit de ses propos, qu'elle dénonce un excès de dégoût, qui fait qu'elle subisse ces exactions en résignée donc... Cela, elle le doit à sa couleur de peau car ce facteur a, selon elle, un rôle à jouer très prépondérant dans des circonstances particulières :

132♣ ça dépend de quelle immigration / car ce ne sont pas tous les immigrés ou les gens dits d'origines immigrés qui sont de véritables victimes / disons que la couleur de la peau nous handicape beaucoup nous les Noirs / oui, je dirai qu'il y a des Français racistes et cela se reflète bien au quotidien, surtout lors des crises et des élections /

9.3/- Les loisirs

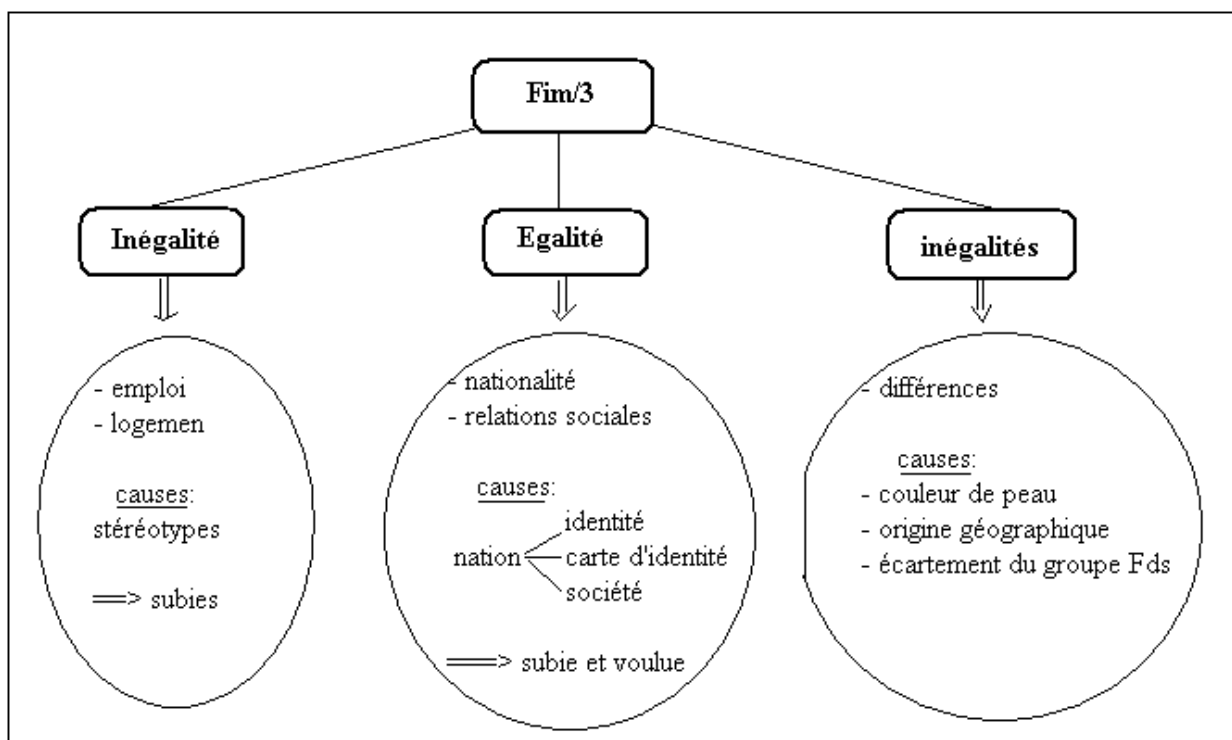
De nombreux témoignages nous ont révélé l'existence d'une marginalisation des individus dans des milieux publics, de lieux de loisirs tels que des discothèques, etc.... Ces discriminations sont perpétrées par des individus dits Fds.

Fim/3 cependant ne se reconnaît pas ici dans le lot des individus discriminés (dans les exemples cités), mais elle en profite pour nous relater une mésaventure survenue à deux de ses amis, à l'entrée d'une discothèque. Les propos suivants nous rendent compte de la situation :

134♣ moi non mais j'ai déjà assisté à une scène de ce genre / tellement j'en avais été écoeurée que je n'ai jamais remis les pieds dans cette discothèque / nous étions un groupe et j'étais la seule fille, on était mélangés, Blancs et Noirs / le videur a refusé à mes deux amis Noirs d'entrer dans la boîte et moi il me l'a permise, soit disant parce qu'il me connaissait / j'étais verte de rage /

Ceci dit, ses propos ici trahissent son indignation car elle ne s'est jamais sentie différente des Fds sur ce point. De cette égalité qui émane de sa manière de penser ici, elle arrive à y investir l'inégalité. Cela devient alors inégalité tout simplement (136) ...

Il découle que cette situation de Fim/3 ici semble au prime abord ambiguë. Mais il ne faut pas l'analyser de manière globale : il faut vraiment déchiqueter les parties de son discours pour en connaître le sens, dans cette étude. Ainsi, nous concluons cette situation par ce schéma simplifié, pour des besoins d'éclaircissement :



10/- La devise française

Note :

Alors que cette devise française (liberté_égalité_fraternité) est désossée et différemment interprétée, on constate de nos jours que, ses multiples interprétations sont amplifiées surtout dans cette dernière décennie par le politique Jean-Marie Le Pen, avec pour point de départ franc, le second tour des élections présidentielles de 2002...

Alors que le sens commun de la notion de la devise française dénonce le lien possible qui existe entre individus est celui de la solidarité, d'amitié et d'entente, Fim/3 pour sa part opine de manière différente de celle de la majorité au premier regard, c'est-à-dire, d'un point de vue négatif. En effet, cette dernière pense que cette notion est chimérique (88). Sa thèse, elle la défend en en tirant la source dans le réalisme, c'est-à-dire, sur la base du concret social. Cependant, elle émet une l'hypothèse de l'application de la dite devise, mais seulement alors à moindre proportion :

140♣ parce que, d'abord, tous ne pouvons pas être libre, égaux ni fraternels / soyons réalistes, c'est juste idéologique / donc ça peut-être mais à des moindres échelles / mais c'est bien, c'est beau, c'est rassemblant /

156♣ c'est utopique, comme je te l'ai dit avant / c'est chimérique /

Nous concluons, eu égard à tout ceci, que Fim/3, n'est pas apte à reconnaître l'application de la devise française, du moins sur tous les citoyens (Fds et Fim), car certains en bénéficient et d'autres en sont écartés...

11/- Les différences

Nous nous permettons de reconnaître que Fim/3 a sans doute une manière assez originale de considérer les rapports qui existent dans l'identité française, entre les Fds d'une part et les Fim, de l'autre. Effectivement, elle y voit sans cesse des différences et en en parlant, elle introduit de nombreuses notions qui sont : la mentalité, la « race » (103), les Fds vs. les Fim (et des origines des individus... (14)).

Lorsqu'elle nous parle des Fds, elle leur attribue dans ses propos, le pseudonyme de « *Céfrans* », connu même jusque dans la sphère politique (Séguin : « La France parle aux Céfrans »). Dans ce groupe donc, elle dénonce un fait d'actualité qui justement fait couler beaucoup d'encre dans les médias, car c'est un fait qui contribue à la fortification des clivages socioculturels et crée par conséquent des communautés : **la « race »**. Et qui dit « race » dit racisme :

14♣ ben j'entends par les là les Céfrans ☺ / heu : / des gens dits de race blanche /

En parlant de « race blanche », Fim/3 révèle la différenciation sociale existante entre les individus de différentes couleurs de peau. Ces différences sont d'ailleurs mal vécues...

Il nous semble que la différenciation dont fait état ici Fim/3 n'est justement relevé que par elle seule, dans un premier temps ; signalons-le... Car à côté du fait qu'elle différencie les individus

Européens des non Européens, elle y rajoute les Eds... En somme, l'analyse de ses propos nous révèle son souci particulier qui est celui de la différenciation, toujours : les Fds vs. Fim vs. Eds... et les Fim/Eds ??? _ En effet, elle parle des Fim comme étant des individus « issus d'ailleurs »... (Cette vision rejoint sur ce point celle de Fim/2).

En découle également et en fin de compte, qu'elle préfère parler des origines des individus, plutôt que des « races », lorsqu'elle parle des différences existantes entre les Fds et les Fim, bien que ces différences, elle les ressentira toujours :

14♣ enfin / quand je parle des Français issus d'ailleurs, je parle plutôt des origines de ces personnes car pour moi, elles leurs sont adjointes à vie / . ben > je dis cela parce que c'est toujours de cette manière que nous verront les Céfrans quoi ☺☺☺ / vu qu'ils considèrent qu'on n'a pas la même culture qu'eux, même si nous sommes nés ici et que nous y avons toujours vécu [] /

136♣ oui / mais ça dépend car j'ai des amis avec qui ça se passe très bien / lorsque nous sommes ensemble je ne vois pas leur couleur ni la mienne d'ailleurs / c'est bien comme ça / là je ne me sens que Française comme elles et comme eux, mais pas Noire et d'origine étrangère / on en parle jamais / mais je me sentirai toujours différente dans la société /

12/- L'Union Européenne (L'UE)

12.1/- La place de la France dans l'UE

Note :

Se cherchant elles-mêmes face à leur multiculturalisme, nombreuses sont les personnes qui se sont inquiétées de la place qu'occupait la France au sein de l'Union Européenne (l'UE), c'est-à-dire, une France tout aussi multiculturelle, dans une association multiculturelle...

C'est dans cette perspective que nous sont émis les propos suivant de Fim/3 analysés...

Pour Fim/3, la France se doit de se trouver sa place au sein de l'UE, étant donné que c'est l'Europe qui se met « au pas des USA » (158). Ainsi, elle reconnaît que c'est une démarche qui nécessite beaucoup d'efforts. Celle-ci doit être selon elle, les efforts conjugués de la France et de l'UE :

160♣ ben oui, parce qu'aux USA, on sait que cela ne s'est pas fait du jour au lendemain / de plus même s'il y a union, on sait que c'est éclaté / donc l'Europe sera également comme ça /

12.2/- L'avenir de la France avec ses Fim dans l'UE

La France « doit se mettre au pas de l'Europe », tels sont les propos de Fim/3. Ainsi, selon elle, ce mouvement serait pour elle un début d'une attitude positive vis-à-vis des Fim, c'est-à-dire, elle les voit réussir (sans doute socialement) à partir du fait que l'UE les accepte... Donc, si ce fait qui est d'ouverture s'il ne peut s'effectuer avec et à travers la France, alors l'UE en prendra la relève...

La pensée de Fim/3 sur cette perspective d'avenir des Fim en France et dans l'UE s'achève sur une note qui se veut être positive, donc plutôt ouverte, car elle, pour sa part, y espère et y croit (164 / 166).

FICHE N°4

(Samedi 24 octobre 2009)

CODIFICATION : Fim /4

NOM, PRENOM, AGE : Antoine M., 43 ans, Enseignant de collège

ANONYMAT : Oui

LIEU: Vernon

HEURE DU DEBUT: 17H00

HEURE DE FIN: 18H11

DUREE TOTALE: 01H11 min.

PREDISPOSITION A L'ENQUETE: Oui +++

DEROULEMENT: +++

ELOCUTION: +++

DIFFICULTES: --+

REMARQUES: Bon déroulement de l'entretien de manière générale. L'enquêté était bien disposé et ses réponses sont réfléchies. La seule difficulté apparente c'est l'effort de notre canalisation car il avait beaucoup à dire et nous, avions peur de rater notre train pour le retour. En effet, ayant toujours été dans la même fourchette d'heure dans la majorité de nos entretiens, nous n'avions réservé qu'une petite heure pour cet entretien qui nous a surprise par sa richesse et surtout la bonne volonté de la part de l'enquêté...

1/- Les marquages et sources des identités

- 1.1/- Marquages et sources identitaires
- 1.2/- Double appartenance

2/- Description du phénotype français

- 2.1/- Les stéréotypes
- 2.2/- La définition d'un Français
- 2.3/- La citoyenneté des Fim

3/- La représentation du nom patronymique français

- 3.1/- Les noms du tableau
- 3.2/- Autojugement du nom propre
- 3.3/- Le nom patronymique face à l'emploi

4/- Evaluation identitaire

- 4.1/- Autojugement identitaire
- 4.2/- L'opinion identitaire de Fim/4 sur les Fim et sur les Fds

5/- La politique française d'immigration

6/- Jugement et évaluation des cultures

- 6.1/- La culture française
- 6.2/- Les cultures en situation
- 6.3/- La culture française face à la culture des parents de Fim/4
- 6.4. La conservation identitaire
- 6.5. La dominance culturelle

7/- Cultures et intégration

- 7.1/- La valorisation culturelle
- 7.2/- L'alimentation

8/- L'intégration

8.1/- L'ouverture vs. la fermeture des cultures

8.2/- La laïcité et la religion

8.3/- L'éducation et la famille

8.3.1/- L'école

8.3.2/- La famille

9/- Egalités vs. inégalités

9.1/- L'emploi et le logement

9.2/- Les loisirs

10/- Le racisme

11/- Les différences

12/- La devise française

13/- L'Union Européenne (L'UE)

13.1/- La place de la France dans l'UE

13.2/- L'avenir de la France avec ses Fim dans l'UE

1/- Les marquages et sources des identités

1.1/- Marquages et sources identitaires

Antoine (désormais Fim/4) tire la source de ses identités dans deux endroits très distincts : L'Algérie et la France. Même si nous n'avons pas eu l'information concernant son appartenance au groupe Français, nous constatons quand même qu'il souligne de manière franche, appartenir à ce groupe (8). D'autre part, nous n'avons pas non plus le renseignement franc concernant sa nationalité algérienne, hormis le fait qu'il nous marque sa source dans ce pays, héritage de ses parents (4).

Les marquages identitaires de Fim/4 sont donc révélés par sa reconnaissance d'appartenir à la nation française et à la nation algérienne. Suite à ce qui précède, il en découle que dans ce premier temps, concernant le marquage identitaire, nous ne parlerons que d'un fait de marquage prononcé : l'identité française. Car nous ne savons s'il porte également la nationalité algérienne. Effectivement, sa source face à ce marquage est avérée (ses parents), mais non son appartenance proprement dite. Quant à son identité française, nous ne saurons non plus dire de quelle manière il a pu accéder à sa jouissance...

1.2/- Double appartenance

Ici, la double appartenance de Fim/4 face donc aux références française et algérienne, apparaît surtout comme quelque chose de culturel. Il apparaît cependant clairement qu'il appartient à l'identité française, dont il semble pleinement jouir à la manière des Fds, tel nous en informe ses propos :

42♣ nullement différent des autres dits de souche / car je me sens Français et c'est tout / je suis un citoyen, fonctionnaire et je paie mes impôts /

Ceci nous prouve déjà que culturellement, Fim/4 se sent proche des Fds, possédant donc les

mêmes codes sociaux que ces derniers... Quant à l'Algérie, son appartenance est ici trahie par l'héritage parental dont il nous fait état, sur l'évaluation des cultures (cf. 82). Mais ce qui est net c'est que Fim se déclare appartenir à ces deux cultures dans lesquelles il semble être à l'aise :

84♣ honnêtement, pour moi c'est pareil :: / heu, je vis bien mon appartenance à ces deux cultures / celle de mes parents est certes la leur, mais ça me permet de rester connecté avec mes racines, mes sources . / heu :: / celle de la France est celle dans laquelle je suis imprégné / je suis né dedans, j'y ai grandi et j'y vis chaque instant de mon existence / donc je les vis **bien** > / je suis Français et **fier** de ma culture /

2/- Description du phénotype français

2.1/- Les stéréotypes

Fim/4 définit l'être Français de la manière la plus simple possible qu'il soit : celle d'un individu porteur de la nationalité française.

Ainsi, pour lui, il serait presque aberrant de définir un Français par des stéréotypes, et le définir ainsi est désuet, car on est simplement Français :

10♣ je ne dirai pas cela au prime abord / un Français c'est déjà par définition quelqu'un qui porte la nationalité française / enfin, pour moi, pas de définition par des stéréotypes / . dire que la personne est Française par rapport à son origine par exemple / pour moi c'est quelque chose qui ne devrait même plus se faire de nos jours car c'est désuet /

11♣ ☺ /

12♣ ☺ / donc un Français est Français, c'est tout / (...)

13♣ *tu peux me donner des exemples s'il te plait ? /*

14♣ simplement qu'on ne peut parler de Français issus de / la tendance actuelle justement est de dire son origine et je n'approuve pas cette attitude / dès qu'on est en face d'une personne dont la différence géographique est flagrante ou tout simplement son accent qui est d'un tantinet soit peu différent de celui de la France ; je mets « celui de la France » entre guillemets car je sais que la France a de multiples accents / . donc je disais que dès qu'on est en face d'une personne différente, on lui demande instantanément quelle est son origine / pas de stéréotypes / d'ailleurs, parfois la police fait systématiquement des contrôles de papiers par rapport aux faciès /

En résumé, pour Fim/4, un Français c'est « *simplement un citoyen comme les autres* » (...) (16).

2.2/- La définition d'un Français

Dans la continuité sur l'individu Français, Fim/4, qui vient de nous montrer son horreur de considération des différents types d'individus nommés Français, définit tout simplement le Français comme porteur de la nationalité française... Ainsi, il ne pense pas relever de différences sur ceux-ci, quelques soient leurs sources (22).

2.3/- La citoyenneté des Fim

La question sur la citoyenneté des Fim, posée ici à Fim/4, ne trouve pas de réponse, pour la simple raison qu'il n'y pense pas... Ce ci dit, cette absence de réponse est due au fait qu'il considère les Français comme égaux, c'est-à-dire, qu'ils sont « *tous logés sous la même enseigne* » (26). Sa pensée globale sur cette question, transcrite donne la suivante :

54♣ que la France est un pays merveilleux qui a su en son temps donner asile à des individus venus de toutes parts / des gens qui parfois sont très différents des populations autochtones / des gens qui aujourd'hui sont donc des citoyens au même titre que ceux qui ont des racines profondes dans le pays / .. aujourd'hui,

dans les débats un peu partout, on entend que l'immigration / on en parle comme une plaie alors que pendant des décennies, voire même des siècles, ce phénomène a été bénéfique pour le pays / bien entendu, c'est comme on dit « d'autres époques, d'autres mœurs », donc il faudrait reconsidérer les choses ; voir ce phénomène sous un autre œil, celui d'une ère de melting pot par exemple / aujourd'hui donc, le problème reste entier quant à la France et à son immigration, car on focalise beaucoup sur les individus au lieu de mettre plutôt en œuvre les moyens pour les intégrer / de toute façon, toute l'histoire de la France actuelle se réécrit /

3/- La représentation du nom patronymique français

3.1/- Les noms du tableau

Dans la notation des NP du tableau, il apparaît que Fim/4 qui nous a brossé une pensée égalitaire concernant les Français, se contredit lui-même ici. En effet, si telle était sa pensée réelle, le final nous aurait donné un classement de tous les noms dans la même note. Or ce n'est pas le cas. Ainsi, l'analyse de cette notation nous donne la suivante :

<i>Pour la note :</i>	<i>Les noms :</i>	<i>Les noms</i>
0	0	-
1	2	Bantsimba / Moussoki
2	0	-
3	13	Peznec / / Sayad / Mohammed / Thran / Patanayos Fux / Muller / Sanchez / Butler / Cortès / Elie / Santini / Aznavour
4	0	-
5	3	Dupond / Henri / Sarkozy

Suite à son idée d'égalité développée ci avant, il ressort de manière nette à partir de ce tableau, que Fim/4 catégorise les individus finalement, car sinon il n'y aurait pas trois notes d'attribuées. Nous faisons désormais face à trois groupes de personnes qui sont :

- Le groupe de Français aussi appelés Fds : des individus dont les NP annoncent leur appartenance à la racine du pays. Dans ce groupe, Fim/4 nous met seulement trois noms... Parmi ces noms apparaît le nom *Sarkozy*. Son classement dans ce groupe ne nous étonne que très peu car nous avons constaté qu'il apparaît bien intégré, dans la majorité des notations de cette enquête.
- Le groupe de Français mais Eds (dans leur majorité) : des individus pouvant se fondre dans la masse sociale commune, de par leur type morphologique, sans préjugés apparents... Il s'agit là des treize (13) noms placés dans la note 3... Nous constatons que Fim/4 est le seul de nos enquêtés à avoir placé autant de NP dans la même note...
- Le groupe de la note 2 : dans cette case, Fim/4 ne place que deux NP. Ceci dénonce quelque part, si nous suivons la logique de sa pensée, donc par déduction, le placement des individus de type non européen, donc de différence morphologique visible... Mais le constat que nous faisons ici est celui de l'origine géographique de ces deux NP, qui viennent donc de d'Afrique subsaharienne. Or, Fim/4 a incorporé les NP *Mohammed* et *Sayad*, qui sont des noms non européens de base, dans le groupe portant la note 2. Dans cette logique, apparaît de l'idée d'intégration des individus par Fim/4, une incorporation du facteur couleur...

Il en découle, au vu de ce qui précède, que cette notation fait apparaître le fait d'information sur la notion d'intégration de Fim/4. Ceci constitue une antithèse de son idée d'égalité des citoyens lancée au départ.

3.2/- Auto jugement du nom propre

Suite à ce qui a été dit supra, ici Fim/4 nous livre son incertitude quant à l'auto jugement de son NP, comme faisant partie du patrimoine du pays. Il nous confie ne pas être objectif à ce sujet. Nous en déduisons qu'il est ambivalent face à son identité française...

En somme, même s'il n'a pas grand estime de son NP en France, il espère quand même le voir faire partie du patrimoine national, c'est-à-dire, qu'il représente un jour la France, comme le font déjà Henri et Dupont par exemple. Pour ce faire, il pense que les mentalités doivent au préalable évoluer :

114♣ peut-être / . mais il faut encore un peu de temps / je ne pense pas que ce soit dans un futur proche car les mentalités ne sont pas encore prêtes en France / d'ailleurs, il n'y a qu'à voir les débats médiatisés, il y a beaucoup de rejets des personnes issues d'ailleurs / nombreuses sont celles qui subissent le chômage / moi, franchement, j'ai eu de la chance /

115♣ *de la chance ? /*

116♣ oui / car je n'ai pas eu de problème par rapport au travail / je suis dans la fonction publique / là, on y accède par voie de concours, et qui dit concours, dit anonymat /

3.3/- Le nom patronymique face à l'emploi

Etant sceptique quant à la considération de son NP comme faisant partie du patrimoine français, il s'avère que paradoxalement, face à l'emploi, Fim/4 reconnaît ne pas rencontrer de problèmes. Sa réponse est d'ailleurs spontanée et franche (112).

4/- Evaluation identitaire

4.1/- Auto jugement identitaire

Dans une perspective d'auto jugement identitaire, eut égard à ce qui précède, Fim/4 émet plutôt une opinion positive sur son identité française. Ainsi, pour lui, son identité vaut celle des Fds. Il parle de cette évaluation en usant du pronom personnel « je », le positionnant directement au centre de son discours, le tout, dans une comparaison :

22♣ heu : / je ne me trouve pas différent des autres Français, quelques soient leurs origines / justement, mon travail en tant que professeur me met

continuellement en contact avec des enfants issus de toutes parts /

Pour lui donc, malgré son fait de jugement comme quoi son NP est étranger, il apparaît par contre que son auto évaluation identitaire émet des signaux positifs. En effet, cela est possible même s'il décèle des différences entre le groupe Fds et le groupe Fim :

42♣ nullement différent des autres dits de souche / car je me sens Français et c'est tout / je suis un citoyen, fonctionnaire et je paie mes impôts /

Ceci dit, Fim/4 nous confie son empathie qui le mène à l'écoute des autres, à vouloir comprendre la cause de leurs différences :

48♣ \ donc, par moment je me mets à la place des uns et des autres / le plus étonnant c'est que j'en suis arrivé à la conclusion qui est la suivante, l'être humain est égocentrique / enfin, lorsque :: / lorsque / heu, quand il y a des intérêts en jeu, les uns en tirent partie en voulant rabaisser les autres . / donc, ceux qui se disent de souche s'octroient tous les droits et essaient de donner les restes aux autres, etc./

50♣ malheureusement / mais c'est mon constat / après, je ne dirai pas que cela est valable pour la majorité des individus de part et d'autre / parfois je me perds moi-même dans ces identités multiples / ☺☺ c'est étrange mais je me sens tout aussi bien Maghrébin / ça doit venir du fait que j'aie deux cultures / mais moi ça me va car je me considère comme riche, culturellement parlant bien entendu / mes parents m'ont appris leur langue tout en encourageant le français / ils disaient que c'était pour notre bien, et le fait de porter un prénom chrétien ne les gênaient pas . d'ailleurs ils considéraient cela comme un fait d'intégration \

En somme, nous constatons qu'il évalue sa propre identité et celle de ses « pairs ». Entendons

par là, les individus dits issus de l'immigration, ou Fim :

52♣ \ oui, oui, oui / . et je trouve cela très bien / ils ont eu une bonne idée car j'apprécie cette manière de faire /

4.2/- L'opinion identitaire de Fim/4 sur les Fim et sur les Fds

Pour Fim/4, il n'existe pas de différence entre les Fim et les Fds, sur le plan de leur identité commune : ils sont tous « *logés sur la même enseigne* » (26 /30).

5/- La politique française d'immigration

Contrairement à ce qui est dit dans les médias concernant le présumé manque de politique d'immigration, Fim/4 nous surprend en nous déclarant le contraire. En effet, selon lui, la France en a bien eu une. Et si jamais elle l'a eue, il semblerait, en tous cas, qu'elle l'ait perdue depuis un certain temps... Ceci dit, cette politique présentait un facteur d'intégration des immigrés. C'est ce qui permettait de se fondre dans le moule national, pour n'en ressortir que Français... Donc, Fim/4 déplore le fait de changement opéré contemporanément, d'où le rejet. Ainsi, ce changement s'érige au premier rang de la scène socio politique, créant par conséquent une polémique qui ne passe pas inaperçue : l'absence d'une politique d'immigration en France, mais plutôt des lois éparses :

54♣ que la France est un pays merveilleux qui a su en son temps donner asile à des individus venus de toutes parts / des gens qui parfois sont très différents des populations autochtones / des gens qui aujourd'hui sont donc des citoyens au même titre que ceux qui ont des racines profondes dans le pays / .. aujourd'hui, dans les débats un peu partout, on entend que l'immigration / on en parle comme une plaie alors que pendant des décennies, voire même des siècles, ce phénomène a été bénéfique pour le pays / bien entendu, c'est comme on dit « d'autres

époques, d'autres mœurs », donc il faudrait reconsidérer les choses ; voir ce phénomène sous un autre œil, celui d'une ère de melting pot par exemple / aujourd'hui donc, le problème reste entier quant à la France et à son immigration, car on focalise beaucoup sur les individus au lieu de mettre plutôt en œuvre les moyens pour les intégrer / de toute façon, toute l'histoire de la France actuelle se réécrit /

56♣ ben > la politique française d'immigration est inexistante / ce ci dit, on a pu constater que tout nouveau gouvernement en fait à sa tête et par conséquent, les lois ne cessent de muer, mais pas toujours pour arranger les choses . / elles sont souvent fermées et c'est ce qui favorise la clandestinité des immigrés /

58♣ en tout cas, c'est ce que j'ai constaté et analysé \

6/- Jugement et évaluation des cultures

6.1/- La culture française

Nombreux sont des contemporains qui pensent comme Fim/4 quant à la culture française. Celle-ci donc apparaît comme métissée et donc a évolué à travers le temps, au contact des cultures étrangères :

60♣ c'est une culture métissée ! / une culture qui a su > : / qui a su changer à travers le contact avec des cultures étrangères et - ou immigrées /

62♣ j'entends par là que la culture française est très brassée / . déjà, je pense que parler d'une unique culture peut se faire, mais il serait préférable de parler des cultures françaises / ceci dit, on parlerait d'une monoculture, je le dis bien entre guillemets, donc d'une monoculture pour parler de la culture du pays, vue de l'extérieur . et des cultures françaises, lorsqu'elles vivent en situation / (...)

D'autre part, au vu de ce qui nous vient d'être révélé, nous ne pouvons parler d'une culture française pure au final. Donc, cette impossibilité s'étale sur deux volets : d'une part, sur le fait de métissage ; d'autre part, sur un fait de masse :

62♣ j'entends par là que la culture française est très brassée / . déjà, je pense que parler d'une unique culture peut se faire, mais il serait préférable de parler des cultures françaises / ceci dit, on parlerait d'une monoculture, je le dis bien entre guillemets, donc d'une monoculture pour parler de la culture du pays, vue de l'extérieur . et des cultures françaises, lorsqu'elles vivent en situation / effectivement, déjà, si on écarte l'immigration, les apports immigrés, on constate l'existence des cultures multiples dans le pays / j'entends par là les cultures, bretonne, normande, basque, corse, et j'en passe . / donc pour revenir sur le sujet, la culture française si on doit en parler en ces termes, est une culture très brassée / (...)

Concluant la pensée de Fim/4, il apparaît qu'il n'existe pas d'homogénéité de culture en France, donc pas de pureté :

70♣ ben, dans le sens où subsiste finalement une homogénéité, oui / en quelque sorte oui / mais au regard des archives, des héritages, je dis bien des héritages car il y en a plusieurs . / je dis donc, qu'au regard des héritages, on ne peut pas parler d'une culture française pure / de toutes façons c'est bien plus compliqué qu'il n'y paraît / **la** culture ou **les** cultures ? / ah ça ! /

Du reste, Fim/4 nous confie que la culture française, au-delà de toute cette hétérogénéité demeure ouverte et demande à être connue :

62♣ (...) / pour moi c'est une culture ouverte et qui demande à être connue /

6.2/- Les cultures en situation

Le regard observateur de Fim/4 sur les cultures en situation en France met à jour l'enrichissement de la culture française (d'abord), mais également son appauvrissement (ensuite et paradoxalement). Effectivement, ce dernier y voit ces deux faits en même temps. Son appauvrissement se situerait sur le plan émotif, car il 'agit d'une nostalgie dans les zones plutôt bien définies du pays dans une tranche d'âge bien distincte :

64♣ dans le sens où j'en ai parlé, on peut parler premièrement d'un enrichissement / deuxièmement, quelque peu appauvrissement, mais pas tant que ça . / cet appauvrissement ferait plutôt vu comme un regret, une nostalgie, car ce sont souvent dans les zones rurales, chez des individus d'un certain âge qui déplorent ce fait de brassage culturel / d'ailleurs, si on remarque bien, ça crée des mouvement intégristes tels que nous le voyons par exemple en Corse et en Bretagne ... / mais dans la majorité, je pense plutôt que ces contacts créent un mouvement positif dans la culture française, vue que la culture, au même titre que les langues, se veut vivante si elle doit perdurer /

D'autre part, l'enrichissement de la culture française aurait un pourcentage plutôt beaucoup plus croissant par rapport à son appauvrissement, telle est la vision de Fim/4 sur ce sujet... Pour arriver à un final qui est celui qui consiste à prendre en compte (et par conséquent) le fait que ces cultures en situation créent une ouverture du pays sur le monde :

72♣ c'est une belle chose pour le pays /

74♣ bah ! / c'est une ouverture sur le monde, une ouverture vers d'autres cultures / le problème des Français c'est surtout le fait de rester cantonnés dans la France . / (...)

Fim/4 ici veut nous informer sur le fait de bienfaisance que ce contact de cultures a pour la

France et les Français. Une aubaine donc... En effet, il n'hésite pas à s'englober avec les autres, en usant du pronom personnel pluriel « nous », et par conséquent, en se positionnant personnellement comme porte-parole de tous les Français. Ainsi, il dénonce le repli apparemment historique des Français, et pense donc que cette situation pourrait aller bon train avec cette nouvelle situation :

74♣ (...) / j'explique, nous restons renfermés et nous glorifions nous-mêmes en hissant notre culture au-dessus de toutes celles des autres / mais justement avec l'Union Européenne, je pense que l'affaire du renfermement est réglée / du moins, je crois que ça va forcer les Français à regarder plus loin que leur bout du nez, d'attiser leur curiosité, etc. /

6.3/- La culture française face à la culture des parents de Fim/4

A savoir ici si l'une de des deux cultures prenait de l'ascendance sur l'autre, Fim/4 nous répond de manière intelligente car, il détourne quelque peu la question et nous émet son sentiment de fierté... Ainsi donc, il est fier d'appartenir à la nation française, mais finit _ par notre insistance _ à nous donner une réponse conséquente : il n'y pas de culture dominante en lui, les deux se valent...

84♣ honnêtement, pour moi c'est pareil :: / heu, je vis bien mon appartenance à ces deux cultures / celle de mes parents est certes la leur, mais ça me permet de rester connecté avec mes racines, mes sources . / heu :: / celle de la France est celle dans laquelle je suis imprégné / je suis né dedans, j'y ai grandi et j'y vis chaque instant de mon existence / donc je les vis **bien** > / je suis Français et **fier** de ma culture /

85♣ *donc tu dis au final ? /*

Note :

Face à cette réponse de Fim/4, il peut apparaître une réaction de surprise... En effet, ce genre de considération sans partie pris est rare. Les individus ayant une double culture arrivent souvent à faire un choix, surtout lorsqu'ils sont déçus par l'une de leurs cultures. Nous pouvons citer pour exemple le cas de Fds/1, qui prône la culture congolaise à cause de plusieurs facteurs (Cf. Analyses de Fds/1...).

Ou encore Fim/2 qui, bien qu'étant née en France (ainsi que sa mère), valorise avec intensité la culture portugaise, celle de ses parents mais également la sienne, revendiquée avec référence (lecture, écriture, langue, etc. ...) ...

6.4. La conservation identitaire

Au vu de tout ce que nous a confié Fim/4 *supra* sur les cultures, il apparaît que la culture algérienne constitue pour lui, un patrimoine différent de celui de la France, car, mis à part l'héritage linguistique qui en résulte, ses parents lui ont également inculqué un esprit de partage et d'entraide... :

88♣ heu ::: / déjà heu, l'héritage linguistique / en plus de cela : >, un esprit de partage, un mode de vie très particulier en comparaison avec celui de la France, c'est-à-dire, l'entraide / effectivement, ce n'est pas ce qu'on voit souvent dans notre société ici . / heu ::: / heu : / en Algérie, déjà on vit dans des rapports très étroits avec la famille et même le quartier / j'apprécie cet attrait heu : / cet attrait culturel car il y a moins de solitude en Algérie qu'en France /

6.5. La dominance culturelle

Bien que Fim/4 refuse de considérer dans son optique d'évaluation culturelle la culture algérienne et la culture française, il nous révèle quand même qu'il est influencé par celle de la France. Ceci semble être possible dans la mesure où il s'agit de la culture de sa société de vie. Il

en découle que cette reconnaissance de dominance culturelle, avouée sans complexe, n'est pas pour autant pour lui plaire, comme ses propos le trahissent :

90♣ ah non, je ne peux pas dire cela car les choses ne se font pas ainsi / les choses ne sont pas ainsi / le fait est que je suis en effet détenteur de deux cultures . mais il est bien évident que celle de la terre où je vis de manière quotidienne est celle qui prédomine en moi / et je dis cela sans parti pris car ce serait désolant / donc, c'est la culture ::> / c'est heu : / c'est donc la culture française qui domine en moi, dans le sens heu / dans le sens où je vis ici et j'en suis totalement imprégné / bien entendu, j'ai en moi également de la culture algérienne mais je ne vis pas en Algérie /

92♣ (...) / donc voilà la culture française domine en moi, bien que cela ne me plaise guère de / cela ne me plaise guère de parler de dominance /

7/- Cultures et intégration

7.1/- La valorisation culturelle

Etant donné que Fim/4 apprécie ses deux cultures et s'y retrouve, malgré le fait que celle de la France soit ascendante sur l'autre, il apparaît quand même qu'il les valorise toutes deux et en tire profit comme il peut... Aussi, il semble avoir autant de recul sur les deux pour arriver à ne choisir dans l'une ou dans l'autre, que ce qui lui semble bon : l'alimentation par exemple...

7.2/- L'alimentation

Fim4, au fil de cet entretien nous a révélé une ouverture d'esprit large. Celui-ci, lorsqu'il s'agit de jauger de son degré d'intégration via les cultures, nous donne des informations intéressantes sur celui-ci quant à son alimentation... Ainsi, il apparaît qu'il arrive à faire sa catharsis sur les interdits alimentaires liés à la religion de ses parents (fait d'héritage pour lui) : l'islam. Dans

cette religion donc, il est par exemple interdit de manger du porc... Mais lui, a jugé seul de ce qui lui est bon, de transcender les interdits sans cesser de respecter sa religion, ni ses parents... Le tout dans l'unique souci de se simplifier la vie.

D'autre part, son alimentation *libre* est variée et mixée : il mange aussi algérien que français, et demeure également ouvert à d'autres cultures :

104♣ . . il m'a été interdit par mes parents de consommer de la viande de porc par exemple, mais j'estime que je dois en juger de par moi-même, même si je respecte ma religion . donc j'ai décidé de me simplifier la vie et de manger de tout / pour le reste je fais attention et je respecte le Coran / heu : / ne transmets pas ceci []²⁰⁰
/ ☺☺ / voilà /

106♣ et je mange aussi algérien car pour rien au monde je détesterai un bon petit couscous / bon, je vais rester sérieux / je mange de tout / je mange français bien sûr, et je mange algérien, et je mange vraiment de tout / je suis une personne ouverte à toutes les cultures / je regarde, j'observe et je prends ce qui est bon / heu : / oui, c'est bien ça / j'aime bien m'intéresser aux cultures du monde / ☺ /

108♣ oui / en tant que célibataire c'est bien difficile de s'organiser sur les repas / de temps à autres je vais au restaurant et je choisis dans le menu / que ce soit aussi avec les collègues / bref, j'aime bien découvrir comme je l'ai dit, mais vraiment hein /

8/- L'intégration

8.1/- L'ouverture vs. la fermeture des cultures

De la manière la plus spontanée et honnête qu'il soit, Fim/4 ici nous dit qu'on ne peut s'intégrer dans une culture tout en restant renfermée dans la sienne. Pour lui, c'est justement ce genre de

²⁰⁰ Nous avons été obligée de respecter sa vie privée, donc ôté délibérément ce qu'il nous a confié...

comportement qui finit par créer des problèmes sociaux du genre de ceux que nous connaissons depuis des décennies, dans nos banlieues, surtout parisiennes :

96♣ honnêtement, non / il faut s'ouvrir ! / je suis contre le fait des individus qui émigrent et qui reconstituent leurs modes de vie dans les pays qui les accueillent / donc heu :: / des individus qui reconstituent leurs modes de vie dans leurs pays d'accueil / ce qui finit par créer des problèmes du genre de celui dit des banlieues, donc des crises, etc. / mais là encore, faut pas généraliser car heureusement, tous ne sont pas aussi obtus /

Il en conclue que pour arriver à entrer dans ce processus d'intégration, il faut nécessairement se mêler à la population autochtone :

98♣ qu'il faut se mêler aux autochtones / il faut s'ouvrir et c'est seulement comme ça qu'on apprend la culture du pays d'accueil et ses conséquences O /

52♣ (...) / ils ont décidé d'immigrer et en même temps, ne sont pas restés renfermés dans leur culture d'origine /

Au final, nous constatons qu'il use de l'adjectif possessif « mon » pour parler de la France, signe que lui, est parfaitement fondu dans l'identité nationale. Il n'hésite pas non plus, non sans une certaine fierté, à nous révéler l'importance du port de son prénom chrétien, car pour ses parents déjà, c'était un début d'intégration, comme le soulignent ces lignes :

50♣ (...) et le fait de porter un prénom chrétien ne les gênaient pas . d'ailleurs ils considéraient cela comme un fait d'intégration \

Si l'on ne se réfère qu'à cette bribe de conversation, cela peut paraître banal, mais sa profondeur montre que justement, c'est d'importance non négligeable. Effectivement, l'intégration pour lui, revêt une double face : personnelle d'abord, familiale ensuite... Et du côté de ses parents également, car leurs efforts d'intégration ressemble à ceux des Fim/IP1 (Cf. « F. Cavanna, Les Ritels), en commençant donc par le prénom de leur enfant... en passant par l'usage de la langue française dans le noyau familial :

50♣ (...) / mes parents m'ont appris leur langue tout en encourageant le français /
(...)

Note :

Ce qui peut paraître étrange ici, c'est que Fim/4 emploie pour parler de la France, l'adjectif possessif « mon », et pour parler de la langue d'origine de ses parents, l'adjectif « leur »... Cela dénote une certaine scission mentale. Effectivement, ces deux adjectifs possessifs sont le signe d'une rupture entre les deux générations. Elle n'est pas culturelle mais plutôt socioculturelle, car même si Fim/4 dit être bi culturel, il nous a cependant confiée que c'est la culture française qui dominait en lui. Quelque part, celle de ses parents est soumise à celle de la France. C'est une véritable question de lieu de vie, comme il le souligne...

8.2/- La laïcité et la religion

Selon ce que nous a décrit l'histoire, la France sépare la religion des Institutions, etc., au nom du principe de la laïcité. C'est donc ainsi que de nombreux individus ont réussi leur intégration à la nation française, se laissant mouler dans le bain national... Et c'est également ainsi que Fim/4 considère les rapports religion - intégration.

Pour lui en effet et donc, la laïcité est un principe favorable à l'intégration des individus issus de toutes parts. Il tire la source de sa réponse à partir de sa propre expérience professionnelle, car, d'après lui, l'enseignement est un bon facteur pour ce faire. Son expérience familiale n'en est pas de reste... :

100♣ en tant qu'enseignant, je réponds sans hésitation, oui / ce oui est définitif / regarde, moi, mes parents sont venus d'Algérie . / n'eut été la laïcité, je pense que les choses ne seraient pas pareilles qu'aujourd'hui / donc, la laïcité est une application plutôt positive dans le sens où elle met tout le monde sur une égalité / de ce fait, aucune religion n'est mise en avant / et moi, né de parents musulmans, ils ont toujours respecté les principes de la laïcité . / le problème, il est vrai, est surtout visible chez les filles musulmanes, si on prend la religion ; sur les filles voilées, que ce soit à l'école ou dans les différentes sphères de la société française . / don / donc heu : / heu :: / heu // donc là, c'est la laïcité qui vient encore une fois trancher, elle rappelle son sacro principe et permet à la loi de sévir / je parle des lois réelles et votées, notées dans la constitution nationale bien entendu / heu : / heu, la laïcité est la neutralité qui favorise l'acceptation des différents individus différents, je le dis entre parenthèses / différents des Français dits de souche / voilà /

Au vu de cette déclaration, il apparaît par conséquent que c'est donc heureusement qu'il existe cette séparation, car c'est elle qui fait de la France un pays libre de ses opinions, comparée à l'Algérie où c'est la religion qui régit tout (144).

8.3/- L'éducation et la famille

8.3.1/- L'école

Il semble que Fim/4 qui nous semble réfléchi sur ses questions, reste quelque peu sceptique sur la question concernant le rôle intégrateur de l'école. Ainsi, sans peine, il nous confie que certes l'école a joué ce rôle mais jadis seulement, car de nos jours ce n'est plus d'actualité. En effet, il pense que cette dernière a perdu son autorité. C'est dire qu'il croit que c'est dû au fait que non seulement le sacro-saint principe de la laïcité est bafoué, la famille également a perdu ses valeurs... Ajouté à tout ceci, la dégradation des valeurs sociales donc. Aussi, lui qui est le plus à même de nous exposer son opinion sur ce sujet, par rapport à sa profession, nous révèle donc que les mentalités se sont considérablement dégradées au fil des décennies et elles semblent alors être sans vertu : l'école n'éduque plus. En effet, le souci de ce manquement viendrait aussi du

corps enseignant qui, montrant sa peur aux enfants (pour qui l'éducation parentale est un gros souci) fait profiter aux enfants d'un terrain en leur faveur, leur permettant par la suite d'être sans gêne... L'école ne joue donc plus son rôle d'éducatrice et d'intégratrice par conséquent. Ses propos témoignent de la puissance de ses termes :

138♣ avant oui / mais aujourd'hui, vu ce qu'elle représente dans les esprits, je suis plus sceptique / . cela, je le dois à plusieurs facteurs parmi lesquels, le non respect des lois, dont la laïcité, la perte des valeurs familiales, le durcissement de la société, la perte de l'éthique, etc. / crois-moi, c'est plus dur d'être enseignant de nos jours, qu'avant / oui, avant, l'enseignant était respecté et craint / il endossait alors le rôle d'éducateur en même temps / maintenant, on constate que les élèves assassinent des enseignants, les rendent dépressifs, etc., bref, c'est moralement difficile d'être enseignant de nos jours / (...) / pour moi, l'école / l'école heu, ne favorise plus l'intégration / je souligne, elle ne la favorise **plus** /

Certes, nous courrons vers une dérive certaine, à en croire les propos de Fim/4 ici...

8.3.2/- La famille

Face à ce qui vient de se dire ci-dessus, il s'avère au prime abord que Fim/4 ne pense pas que la famille soit encore un facteur d'intégration des individus. Pour étayer sa thèse à propos, il commence donc par montrer une certaine colère face à la situation actuelle et par conséquent, rend les parents responsables de ce méfait. En effet, Fim/4 les rend complices de leurs enfants lorsqu'ils tolèrent certains comportements néfastes perpétrés sur les enseignants :

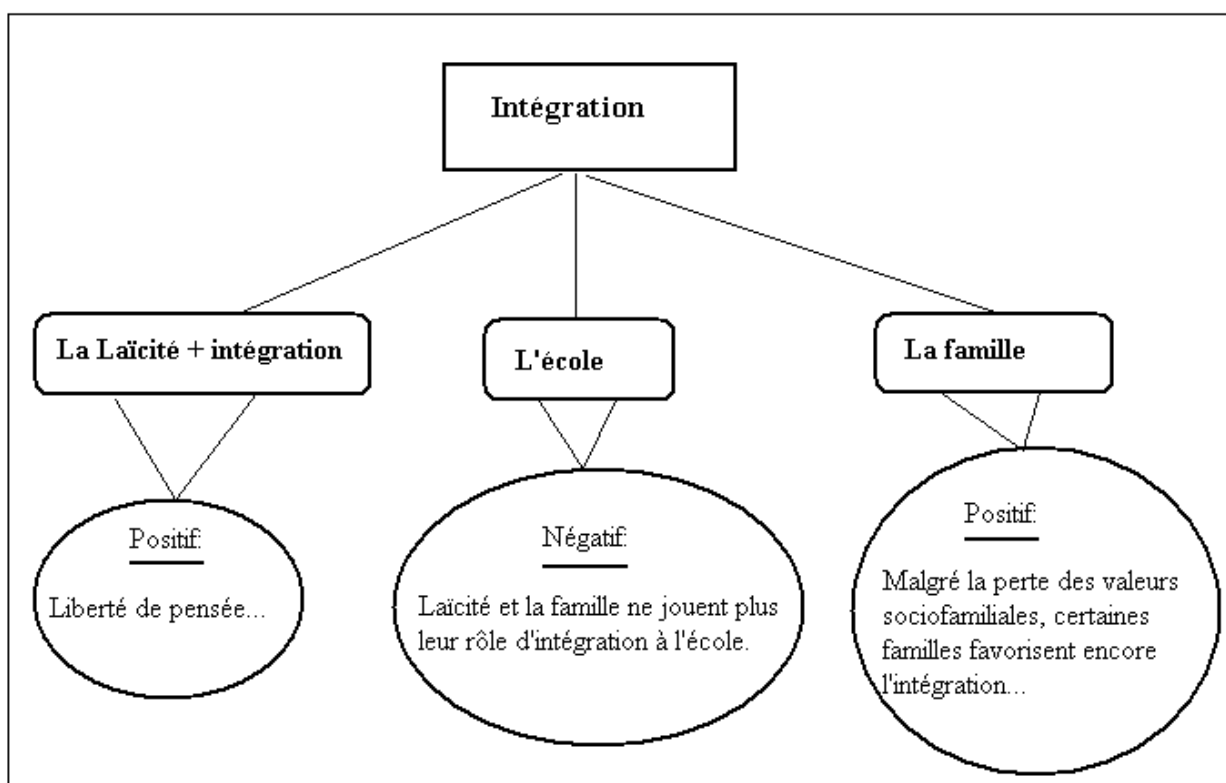
138♣ (...) / comment voulez-vous que l'école mène à bien son rôle d'éducateur et d'instructeur si les parents enveniment leurs enfants chez eux et que ceux-ci nous voient comme leurs ennemis ? / (...)

Il en va de la sorte que le rôle de la famille reste important dans le processus d'intégration des individus. Fim/4 en est conscient et c'est pourquoi il nous confie dans un second temps que c'est la famille qui détient la clé de ce processus. Autrement dit, toutes les familles ne font pas chou blanc (fort heureusement).

En conclusion, nous disons qu'il s'avère, en effet, que, lorsque la famille tient à cœur son rôle, cela se reflète sur leurs enfants et par ricochet encore, l'école est alors amenée à jouer son rôle ... C'est dans cette vision des choses que Fim/4 affirme finalement que la famille a encore son rôle à jouer. Donc tout n'est pas encore perdu. Ce rôle est d'une importance non négligeable parce que la famille demeure le départ du processus de l'intégration, comme nous le disent ses propos qui viennent donc nous résumer le tout :

140♣ là encore, ça dépend des familles / mais avant, l'enfant était aussi éduqué dans sa famille / et quand éducation il y avait dans la cellule familiale, ça apparaissait de manière claire à l'école et dans la société / hors, de ce que je viens de dire sur l'école et l'intégration, ici, la famille la rejoint / la rejoint / donc dans le pire des cas, non / mais s'il faut te donner une réponse définitive, je dis oui, car le noyau familial est bien le départ de ce processus / heu :: / la famille est très importante dans ce rôle / regarde, un enfant qui grandit dans la rue et celui qui est éduqué, ne sont pas pareils ; le premier n'aura aucunes valeurs sociales et éthiques, tandis que le second oui / oui, justement /

Dans le souci de donner plus de clarté quant à cette notion d'intégration en relation avec la laïcité, la religion, la famille et l'école, nous avons tracé un croquis qui résume encore plus la pensée de Fim/4. Voici donc...



9/- Egalités vs. inégalités

Malgré tous les doutes que Fim/4 peut avoir et même nous montrer, concernant la question de la parité entre citoyens Français dans leur avenir, il s'avère néanmoins qu'il garde un certain positivisme à propos. En effet, il s'obstine à y croire (150). Bien qu'il ne croie donc pas trop à l'égalité de tous les individus du moins dans un avenir proche, il croit quand même à l'égalité des Français, c'est-à-dire, que le regard qu'il porte sur ce sujet lui est assez satisfaisant.

Cependant, il déclare que c'est ainsi son point de vue mais pas celui de tous car cela répond de la vision de chacun des individus ... (24) et donc : « *tous sont logés sous la même enseigne* » (26). Quant aux inégalités, un autre point de vue vient 'déranger' le premier qu'il vient de nous confier : elles existent bel et bien, et ses propos le prouvent :

36♣ bah ! des inégalités de tous genres / entends par là, le racisme surtout /

Ainsi donc, il crie au racisme parce que les Fds poseraient un regard négatif sur les Fim qui, sont donc palpables par leur couleur de peau, et par conséquent considérés comme non intégrables

(38). Et, si donc le regard des Fds sur les semblables de Fim/4 est telle quelle, pour ce dernier, on ne saurait totalement blâmer les Fds seuls, puisque les Fim ont eux aussi leur responsabilité dans l'affaire :

40♣ voilà / et moi, par rapport à mon métier, je pense que c'est 50-50 car d'une part, nous avons le travail des Institutions qui n'est pas fait comme il se doit / et de l'autre, le renfermement dans lequel se terrent les familles / pas toutes mais nombreuses / de nombreuses familles / heu / / heu :: / heu, des familles laissées sur le ban de la société quoi /

Ces inégalités dont nous parle Fim/4 ici s'étendent jusque dans l'emploi, le logement et les loisirs, bien entendu...

9.1/- L'emploi et le logement

... Lui qui nous affirmait au début de notre entretien être ou plutôt se voyait et se considérait comme un pair des Fds, nous avoue reconnaître l'existence des inégalités dans le logement et l'emploi en ce qui concerne les Fim... Il semble bien sûr de son assertion car il insiste là-dessus, en se positionnant deux fois comme porte-parole des autres, plus précisément de ses relations, dans l'usage du pronom personnel « je » :

120♣ je le pense et je l'affirme / je l'affirme car j'ai des exemple réels dans mes relations / c'est triste à dire mais c'est la vérité /

122♣ par rapport au logement, un peu pareil que le reste des personnes rencontrant des difficultés /

Ayant également lui-même vécu dans le logement un refus suite au racisme, il s'est trouvé une solution qui s'avère être un détournement au problèmes, car il est devenu propriétaire. Ses

propos suivants nous en rendent compte :

122♣ (...) / à vrai dire, je n'ai essayé que deux refus / cela m'a suffi et donc je me suis retourné vers l'achat / je suis propriétaire et donc tranquille de ce côté-là /

9.2/- Les loisirs

Voulant savoir si étant donné qu'à la fin Fim/4, bien que se considérant Français à part entière, dit avoir rencontré des barrières dans le logement et non pas dans les loisirs, _ dans un but de la confirmation de pensée _ il nous confie avoir cependant au moins une de ses relations qui en a été victime. Cette réponse n'est pas sans antécédent mental car lui-même n'aurait été capable de nous répondre à ce sujet donc. En effet, lui, est reclus, à en considérer ses propos... :

128♣ déjà, je suis une personne casanière / et quand je sors en discothèque par exemple, j'y vais avec des amis, mais jamais je n'ai eu de problèmes de ce genre / cependant, un ami d'origine turque lui, s'est toujours vu refuser l'entrée dans une discothèque de Rouen, dont je tais le nom / c'est honteux ! /

130♣ il n'y a pas de doute là-dessus /

10/- Le racisme

En posant franchement la question à Fim/4, concernant le fait de savoir si les Français (entendons par là les Fds) sont racistes vis-à-vis des Fim, il nous répond de manière que nous avons jugé détournée, mais pour arriver finalement à une conclusion ouvrant sur une probabilité. Il nous révèle une fréquence, c'est-à-dire que si ces derniers sont racistes, c'est alors par moments seulement.

Et il est exact qu'à l'heure actuelle où de nombreuses rencontres sont probables entre tous types

d'individus, il pense que c'est la couleur de peau qui en constitue le bouc émissaire :

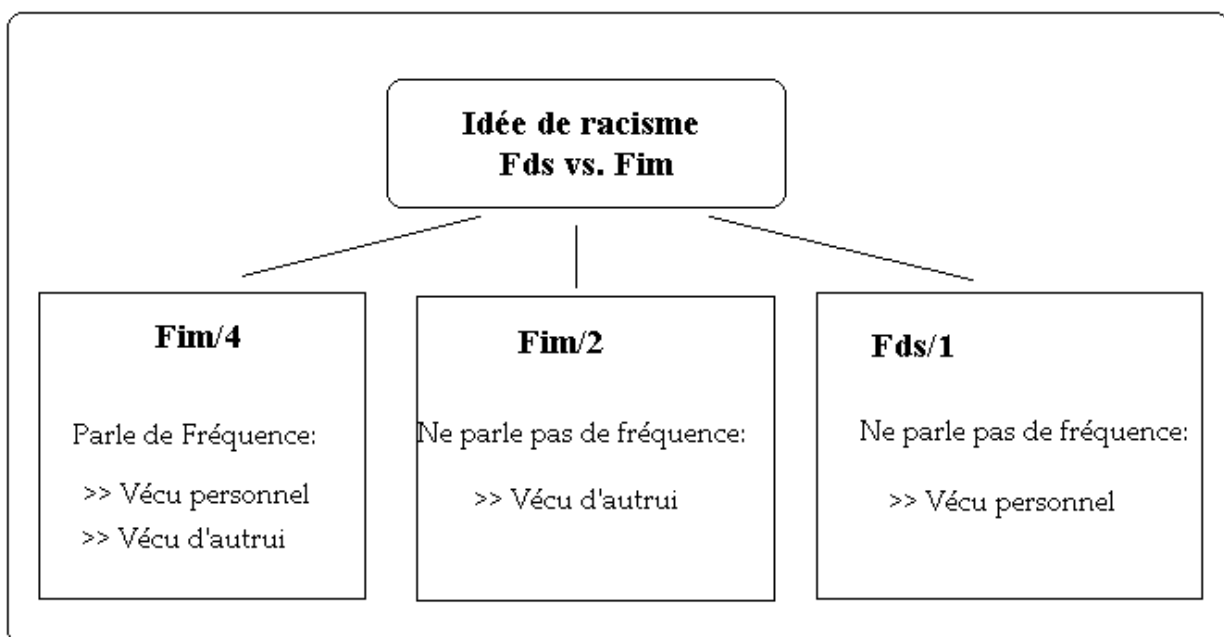
124♣ ça dépend / . parfois ça passe bien, parfois non / mais les Européens, surtout à l'heure de l'ouverture de l'Union, passent mieux que les gens basanés et typés /

126♣ des individus Arabes, Noirs, Asiatiques, plutôt que des Italiens et les Espagnols par exemple /

Nous en concluons pour résumer le tout, que Fim/4 parle de fréquence d'une part, qui le fait essayer des refus mais pas tous sur le même plan. Il ne parle pas clairement du genre ou des genres des refus auxquels il a fait face (mis à part dans le logement), mais reste anecdotique sur la couleur de peau. Mais nous retenons, d'après ses exemples, que le racisme existe bel et bien en France.

Aussi, ce qui n'est pas très étonnant ici, c'est que Fds/1 et Fim/2 par exemple, partagent ce point de vue de Fim/4... Car elles aussi ont parlé de racisme...

Cette vision commune sur le racisme, schématisée nous donne ce qui suit :



11/- Les différences

Plus d'une fois dans notre entretien, Fim/4 nous a confié au prime abord, ne pas constater de différences entre les Fds et les Fim. Entre autres, les propos suivants :

30♣ . . oui / . oui car je pense qu'une fois un individu devient Français, il prend les mêmes assurances, les mêmes lois, bref, les mêmes libertés et ne devrait normalement pas être différencié des autres /

Les faits racistes, Fim/4 n'a pas cessé ensuite d'en constater (logement, emploi, société...)... les rendant donc visibles en dépit de ses propos :

34♣ \ ah oui ! / oui, oui / . il y a bien évidemment des différences /

Il faut dire que la reconnaissance de ces faits le mène encore au final, à se considérer comme étant lui aussi différent des Fds. En effet, nous constatons ici, qu'il fait une espèce de bilan. Celui-ci forme pour lui, un constat d'éloignement du groupe Fds. Et cela le rend même quelque peu coléreux... Ainsi, il déclare que c'est sa couleur qui en est la cause. Nous reportons ses propos pour vous en donner l'image :

132♣ forcément / je me sens différent par rapport à ma couleur de peau / je suis quand même un peu typé comme ils disent / j'ai la peau mâtée et les cheveux noirs / . je pense que lorsque je passe dans la rue ça se voit et par conséquent les regards me le rappellent / oui, je me sens différent sur cet aspect-là / mais par rapport à certains droits non / au travail nous sommes tous pareils / après heu / ban > :: / ben > :: / ben, c'est comme ça / de toute façon / de toutes façons, on ne peut pas tous être identiques / mais bon, après les sentiments, ça ne se commande pas / voilà /

12/- La devise française

L'égalité, malgré les différences décelées un peu partout dans les propos de Fim/4, reste quand même présente dans son esprit. Le long de notre entretien. En effet, il croit toujours à l'égalité entre les Français, même s'il reconnaît que celle-ci ne s'applique pas partout... Ainsi donc, même s'il reconnaît être l'égal de ses collègues de travail, il réfute cependant l'idée égalitaire, lorsqu'il nous confie l'histoire de l'exaction d'une de ses relations...

Concernant la fraternité, il nous avoue ne pas y croire, tout simplement. Il va même pour en parler, mener une comparaison entre la France et l'Algérie, ses deux pays de cœur. Il nous explique donc qu'en Algérie, la bulle sociale est plus resserrée qu'ici, où règne plutôt un esprit individualiste. Cela signifie qu'en France, il y a cassure sociale dans ce sens, tandis qu'en Algérie existent encore des liens... Finalement, il nous avoue _ changeant de cap et nous confiant _ que même si tel est le cas en France sur la fraternité, elle existe cependant encore et toujours, mais à moindre échelle...

Quant à la liberté, au risque de nous surprendre, au constat de ses dires préalables, il affirme qu'elle existe. Nous en concluons au regard de la vision de Fim/4, que la devise française reste quelque chose de positif pour lui, même s'il exclue la fraternité dans toute vision. Il n'est pas le seul à voir la devise française ce n'est pas applicable de la même manière sur tous les sujets... D'autres enquêtés partagent également cette vision (Fds/1 par exemple).

13/- L'Union Européenne (L'UE)

13.1/- La place de la France dans l'UE

Pour Fim/4, il faudrait que la France se fraie un chemin dans l'UE pour y trouver sa place. Il reste d'ailleurs très optimiste à ce sujet. Aussi, y voit-il un moyen d'intégration des Fim, car vu que l'UE elle-même est déjà 'colorée', ces derniers n'auront qu'à s'y fondre, comme jadis l'ont fait des Fim/IP1 en France... Ses propos qui suivent nous en donnent l'image de sa pensée :

| **154♣** si elle ne trouve pas sa place au sein de l'Union, elle devrait alors

disparaître, et ce je ne le pense pas / elle trouvera a place / peut-être pas > : / heu ::
/ je veux dire, peut-être pas de manière aisée, mais elle la trouvera sa place / voilà
/ regarde, l'Europe n'est pas homogène, et pourquoi la France / une France
multiculturelle n'y arriverait-elle pas ? /

156♣ elle va y arriver / laissons-lui sa chance / on va y arriver / regarde déjà dans
les cellules de l'Union, ça va / c'est déjà multiculturelle et multicolore, même si
encore timide / toutes ces minorités visibles seront moins visible et je veux y
croire / Regarde, Rachida Dati, Rama Yade et j'en passe /

13.2/- L'avenir de la France avec ses Fim dans l'UE

Restant dans un esprit positif, Fim/4 voit une réussite dans Fim dans l'UE. En effet, il pense que ces individus y ont encore une chance de se voir considérer comme des être humains tout simplement, et aussi d'être vus plutôt qu'être jugés pour et non plus pour leurs types morphologiques :

158♣ ce sont des parfums d'espoir non, ce que je venais de dire ? / pourquoi ne
pas devenir une sorte des Etats-Unis d'Amérique ? / ça peut le faire car alors on
ne verra plus que les compétences des êtres humains et non plus leurs couleurs /
heu :: / heu, je dis cela par rapport à la situation dépeinte actuellement et non pas
de manière globalisante, car on sait que le racisme existe toujours bel et bien aux
Etats-Unis /

160♣ oui, très possible ☺☺ /

Il apparaît cependant, qu'il pense que pour voir sa pensée se réaliser, il faudrait au préalable qu'il y ait une évolution des mentalités. Mais il relève également que ce n'est pas une entreprise aisée (quand même), car les différentes crises sociales que la France a traversées ont fait se renfermer les esprits, c'est-à-dire, reculer les mentalités, menant plus les individus vers un renfermement

donc. Il en conclue disant que, certainement donc que les Fim seront un jour intégrés, mais ce futur n'est pas proche...

4.2. Analyse thématique regroupée

Plan

4.2.1. Perception identitaire

4.2.1.1. L'identité française

4.2.1.2. Seconde identité propre

4.2.2. Statut identitaire

4.2.2.1. L'identité française

4.2.2.2. La citoyenneté française

4.2.3. Perception du degré d'intégration / assimilation

4.2.4. Catégorisation du type français

4.2.5. Ethnoculture (jugement)

4.2.5.1. La culture française

4.2.5.2. Le métissage culturel

4.2.5.3. Enrichissement / appauvrissement culturel

4.2.5.4. Valorisation / dévalorisation culturelle

4.2.5.5. La dominance culturelle

4.2.5.6. L'héritage culturel

4.2.5.7. La conservation culturelle

4.2.6. Discriminations

4.2.6.1. Le logement

4.2.6.2. L'emploi

4.2.6.3. La société / la collectivité ...

4.2.7. Différences et discriminations

4.2.8. Relations sociales

4.2.9. L'avenir

4.2.9.1. L'Europe : la place de la France

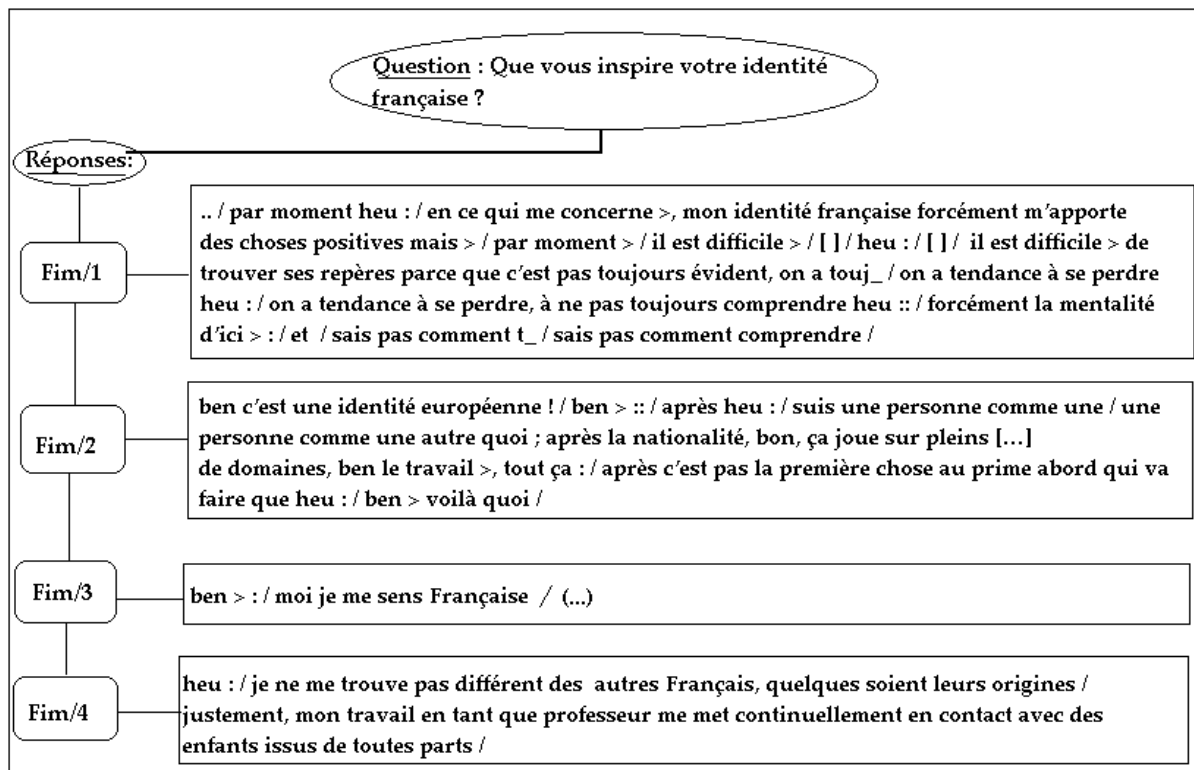
4.2.9.1.2. L'intégration des Fim

4.2.9.1.2. Les Français (Fds et Fim)

4.2.9.2. Perception de la devise française.

4.2.1. Perception identitaire

4.2.1.1. L'identité française



Commentaire :

Pour nos quatre enquêtés formant notre panel Fim, nous constatons, au vu de leurs réponses, que leur identité française est vécue de manière positive, c'est-à-dire, qu'ils semblent jouir des mêmes bienfaits dont jouissent également les Français (entendons par là les Fds). Cependant, Fim/1 décèle quelque façon de vivre cette identité, qui serait donc quelque peu négative... En effet, elle nous confie la difficulté mentale d'acceptation que peuvent faire et / ou avoir les Fim ; car, elle vit mal son changement (de milieu) culturel, face à sa double identité : elle est quelque peu perdue...

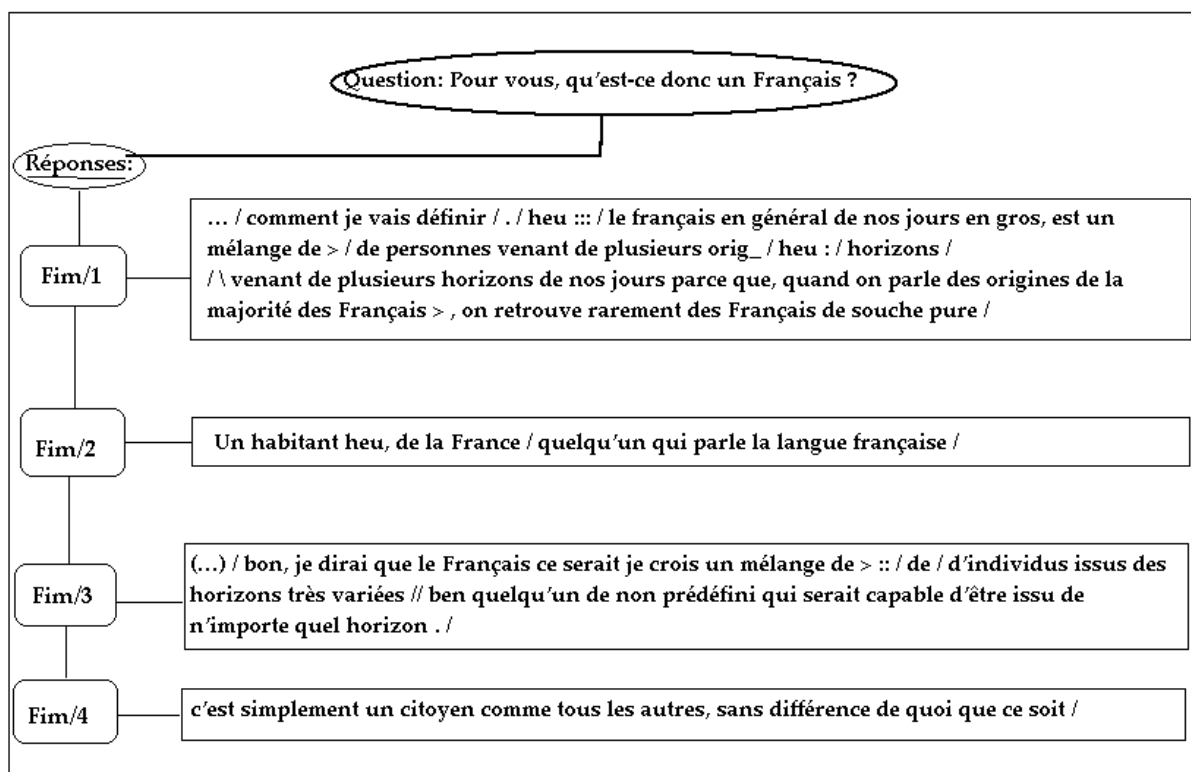
Au vu des réponses générales de nos enquêtés, nous en concluons que les Fim ici considèrent l'identité française plutôt de manière positive.

4.2.1.2. Seconde identité propre

Nos enquêtés qui possèdent deux cultures pensent qu'elles constituent dans leur ensemble une certaine richesse... du fait de leur diversité ! En somme, nous constatons que dans ce panel, tous ne partagent en fait que l'identité française. En effet, leurs secondes identités sont entièrement différentes les unes des autres. Seule Fim/2 est Européenne ; le reste vient d'Afrique : Fim/4, d'Afrique du Nord, Fim/1 d'Afrique Centrale, et Fim/3 d'Afrique de l'Ouest... Leurs secondes nationalités sont donc, respectivement : portugaise, algérienne, congolaise, et ivoirienne...

4.2.2. Statut identitaire

4.2.2.1. L'identité française



Commentaire :

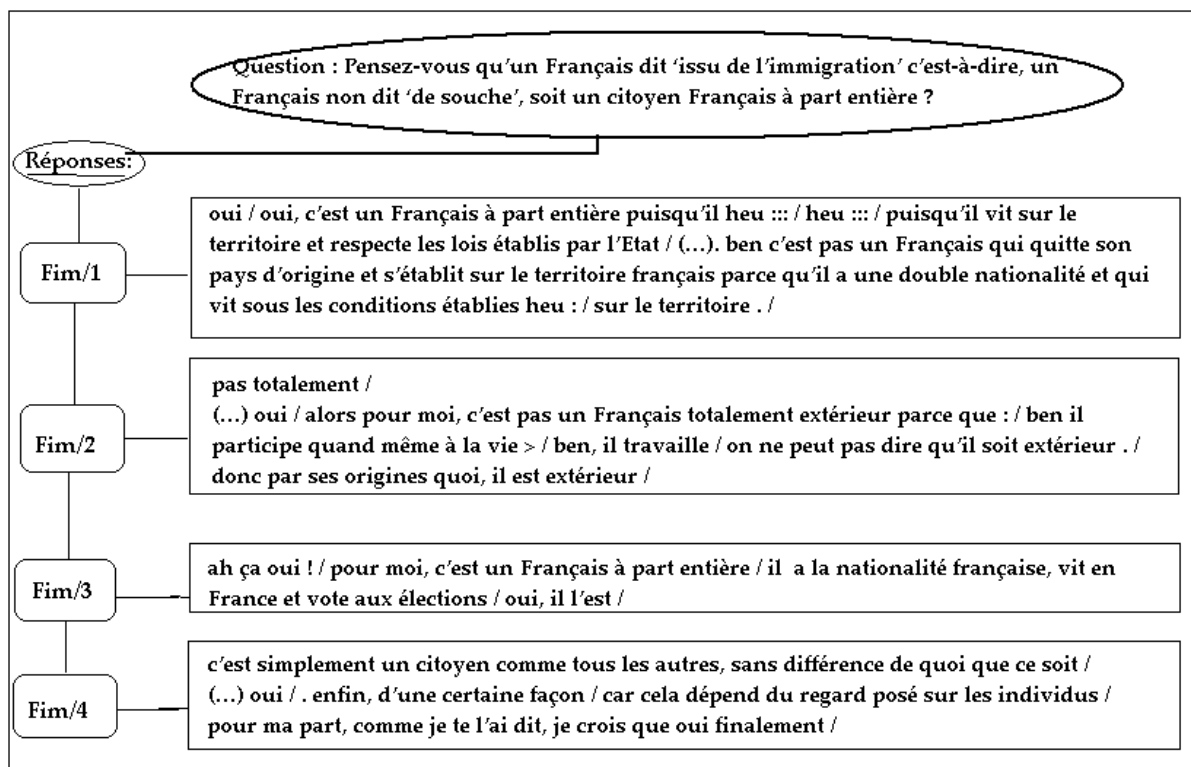
La considération du français par nos Fim ici nous paraît importante dans la mesure où cette question a été posée dans le but de savoir si eux-mêmes s'intégraient dans cette définition...

Ainsi, pour tous, le Français serait un être sans « visage » car il est défini comme avant les « grandes immigrations », c'est-à-dire, les deux grandes périodes que nous avons définies pour notre axe de recherche.

Pour Fim/1 qui use du terme « Fds » pour définir l'être Français, laisse présager ne pas se considérer (bien que Française) comme une Française au même titre que les Fds, donc...

L'image du français ici définie par nos enquêtés apparaît donc comme celle que nous avons pu constater lors de la finale du mondial du football de 1998 : tous les Français se sont alors sentis égaux, valorisant de ce pas la chère devise nationale. Il en découle au vu de leurs définitions, que nos enquêtés s'incluent dans le groupe des Français.

4.2.2.2. La citoyenneté française



Commentaire :

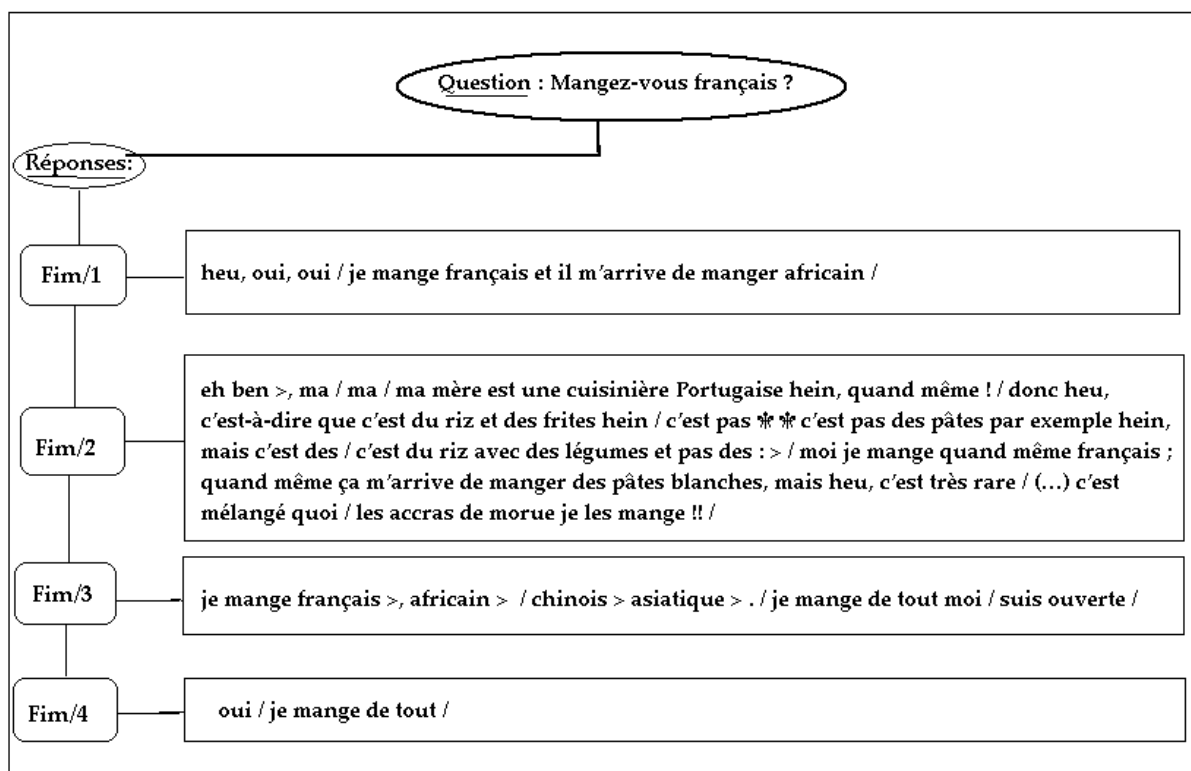
Bi en qu'ayant précédemment fait l'unanimité sur la définition de l'être Français, il apparaît sur ce point que la notion de la citoyenneté des Fim les divise ... En effet, si Fim/2 ne voit pas les Fim comme des citoyens à part entière, c'est-à-dire, au même titre que les Fds, Fim/1, Fim/2 et

Fim/3 eux, par contre, se considèrent comme tels. Pour ces derniers donc, le simple fait déjà de posséder la nationalité française leur confère ce droit, au plus d'effectuer leurs devoirs civiques par exemple (cf. Fim/3).

Aussi, nous constatons quelque part chez Fim/2, une sorte d'égarement, faisant au prime abord croire à une incompréhension de la question. Mais tel n'est pas le cas au final... Pour elle donc, le simple fait de travailler constitue déjà un facteur non distinctif. Le côté qui fait que le Fim soit différent des Fds est alors situé sur le fait de son origine extérieure.

Il en découle que pour nos enquêtés, hormis Fim/2 donc, les Fim sont des citoyens Français à part entière. Ce fait qui paraît non des moindres est source de conflit parfois. Effectivement, lorsque les banlieues parisiennes (et de plus en plus à l'intérieur du pays) brûlent, l'excuse annoncée est souvent celle de la relégation des Fim sur le ban de la citoyenneté française. Voilà donc pourquoi ils brandissent leurs cartes d'identité devant les autorités policières et les médias... Cet acte est une prise de position France...

4.2.3. Perception du degré d'intégration / assimilation



Commentaire :

L'ouverture dont nous fait montre ici nos enquêtés n'est plus qu'espérance d'intégration. En effet, l'aspect culinaire est également important dans ce processus, vu qu'il est également culturel !

La grande ouverture de Fim/3 peut en étonner beaucoup. Mais il précise bien que c'est son seul choix, en plus du fait de sa volonté de se simplifier la vie ...

Seule Fim/2, encore une fois se démarque des autres : son ouverture sur ce point n'est pas aussi prononcée que celle des autres et encore moins celle de Fim/3...

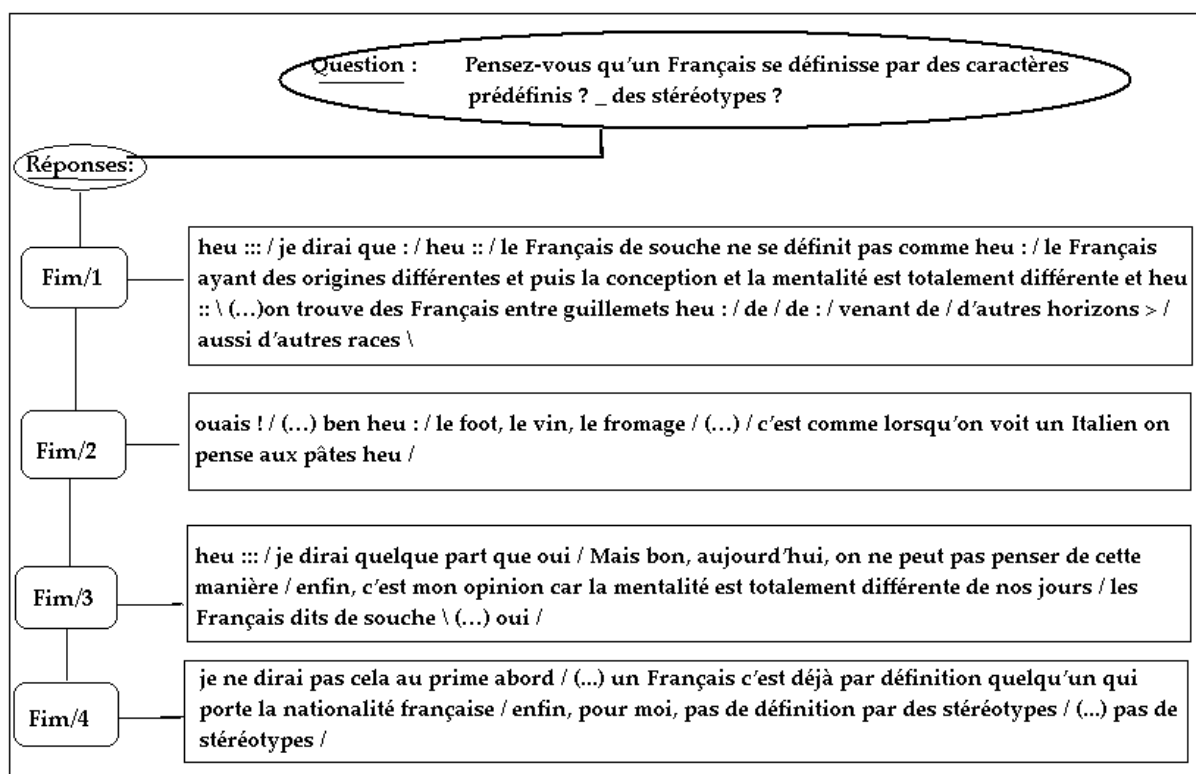
Il s'avère que dans le cas de Fim/3, nous pouvons parler de transcendance. Cette transcendance, si nous suivons ses propos dans leur totalité, nous informe qu'elle commence par le fait de subir l'éducation de ses parents qui lui ont donc inculqué au départ des valeurs étrangères à leur pays d'origine : un prénom chrétien par exemple, alors qu'ils sont de confession musulmane. Nous nous rendons compte que toutes ces actions ont été menées dans un souci d'intégration socioculturelle de leur enfant.

Pour Fim/2 cependant, bien que sa mère soit une seconde génération, elle demeure quand même cantonnée dans son héritage culturel portugais, qu'elle a d'ailleurs bien pris le soin de transmettre à sa fille...

Au vu de ce qui précède, nous en concluons que nos enquêtés demeurent ouverts dans leur grand ensemble...

4.2.4. Catégorisation du type français

1 .



Commentaire :

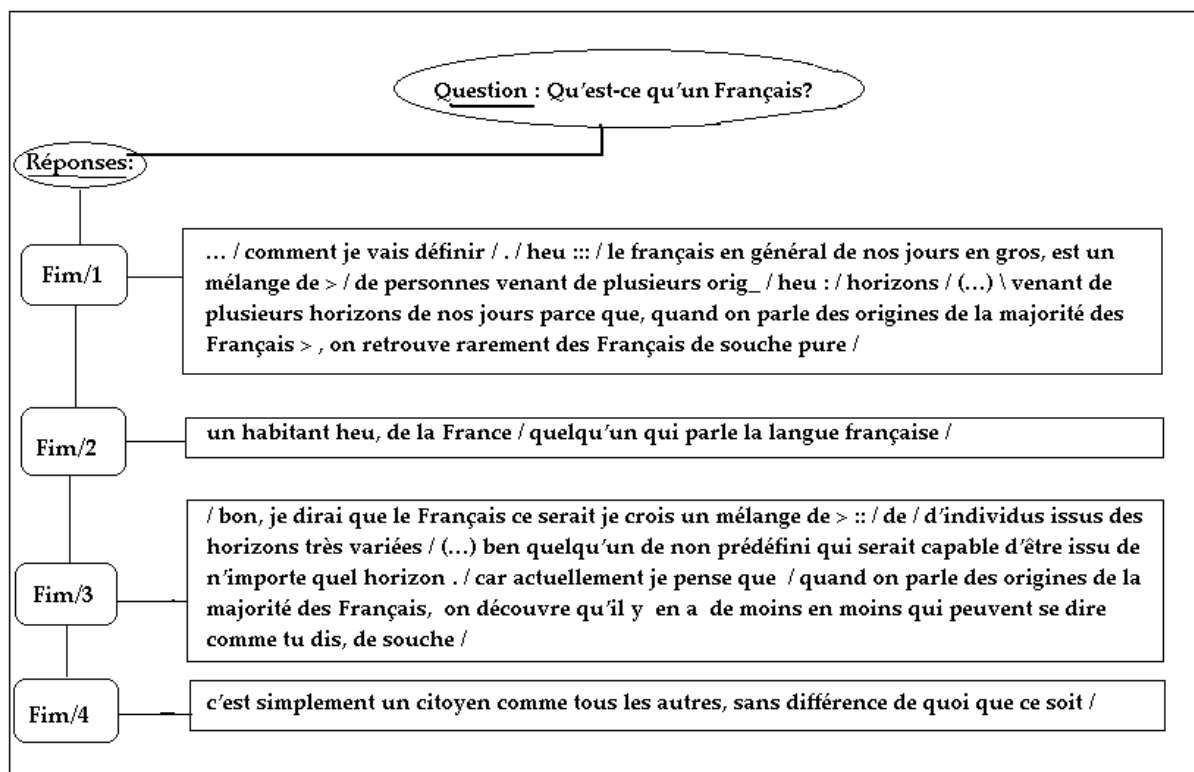
Pour notre panel, le Français se caractérise par des stéréotypes. Et même s'ils ne partagent pas cette vision d'une manière commune, et que Fim/4 lui ne nous parle pas de stéréotype, il s'avère quand même que pour Fim/1, considérer ainsi le Français est une vision dépassée, au regard de ce que nous renvoie le panorama national... Il serait plutôt question de mentalité pour elle. Pour Fim/3 également, il est question de mentalité...

Seule Fim/2 caractérise formellement le Français, en citant donc les attraits qui lui sont accolés. Il semble donc possible que c'est ainsi sa manière de considérer les individus, d'une manière

générale, car dans la même foulée, elle caractérise l'être italien...

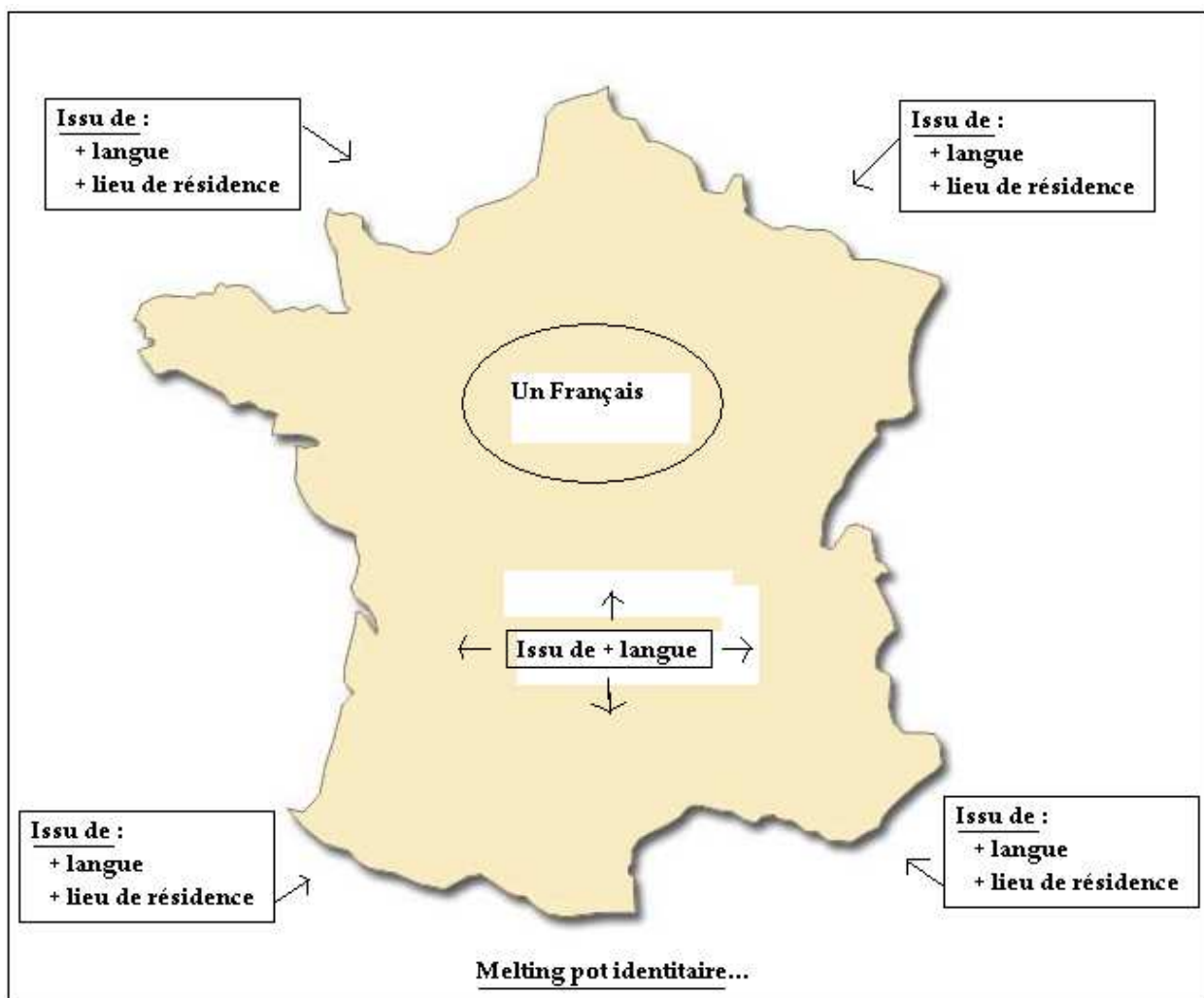
Nous en concluons que la catégorisation du Français ne fait vraiment pas partie de la vision de nos enquêtés, hormis Fim/2.

2.



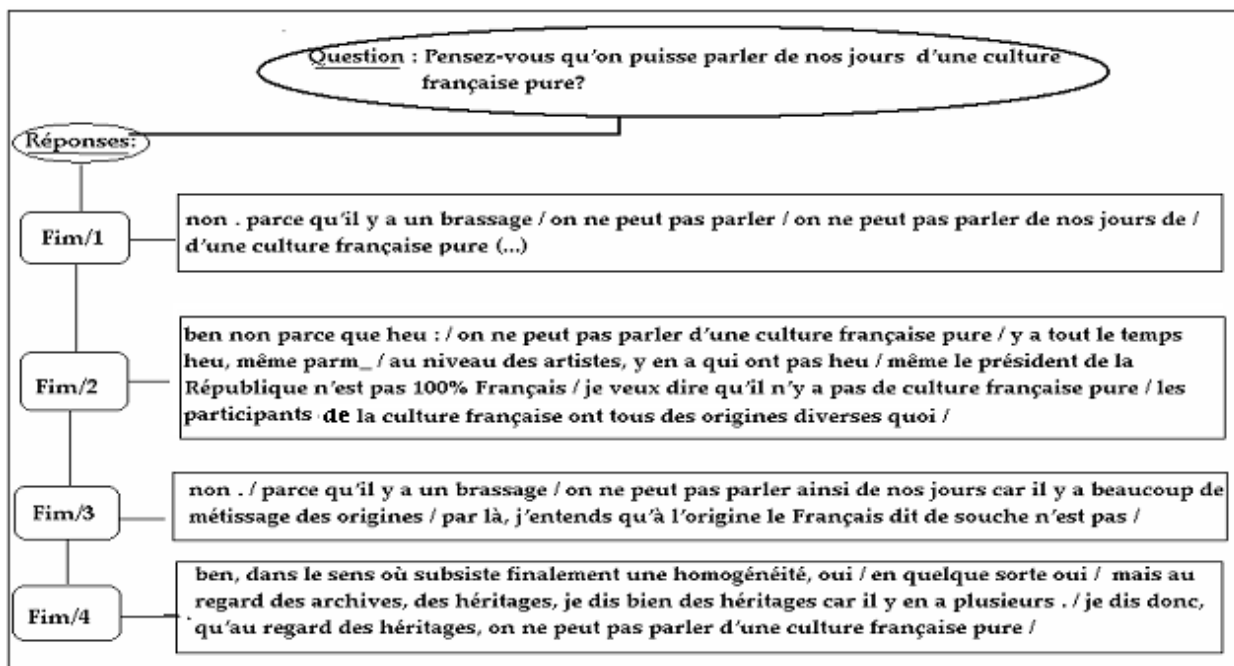
Commentaire :

Ici, nous préférons tracer un schéma pour synthétiser la perception du Français chez nos enquêtés, que voici ...



4.2.5. Ethnoculture (jugement)

4.2.5.1. La culture française



Commentaire :

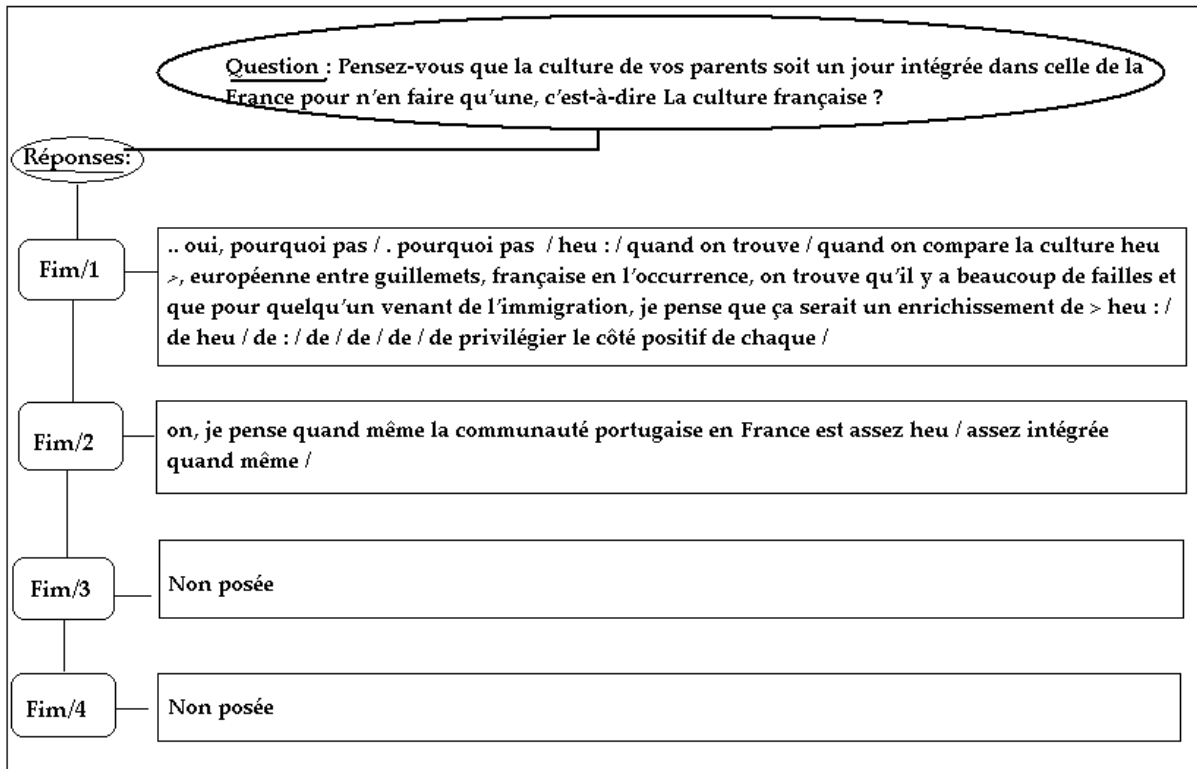
Comme pour les stéréotypes, ici également, mais cette fois ci de manière unanime, nos enquêtés nous informent qu'il n'existe pas de culture française pure. Ainsi, donc, la culture française est hétérogène et ce, sur plusieurs niveaux... Le fait d'être en relation directe avec les cultures étrangères lui a fait perdre sa notion de pureté.

Ainsi, Fim/2 par exemple, vient même à relever le fait des origines étrangères du président actuel de la République (M. Nicolas Sarkozy), pour nous montrer l'intensité de l'hétérogénéité du panorama socioculturel du pays... Mais contre toute attente, Fim/4 pour sa part, nous annonce que même, dans cette diversité culturelle qui existe dans le pays, subsiste encore non pas une seule culture française pure, mais plusieurs...

Cette pensée de Fim/4 rappelle que nos régions ont leurs particularités, d'où la pureté dont il nous parle ici... Il en découle, au vu de la vision générale des réponses ici, que nous ne pouvons pas parler d'une culture française pure. Mais certainement des cultures françaises pures, dans le sens où nous considérons les cultures ethniques ou régionales, incluant de ce pas celles dites

immigrées...

4.2.5.2. Le métissage culturel



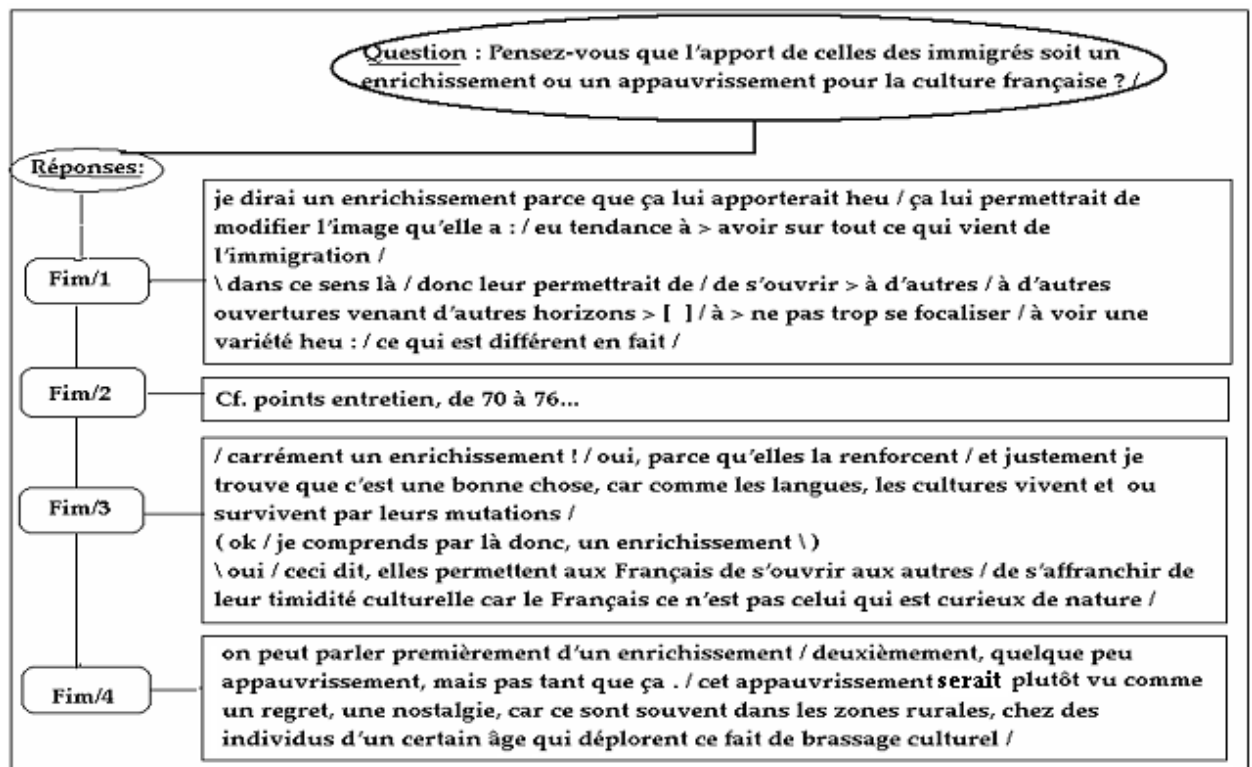
Commentaire :

Reconnaissant l'existence d'une mixité culture dans le pays, nos enquêtés ici, nous répondent sur la question concernant l'intégration de la culture de leurs parents dans celle du pays, une partie sur des généralités, l'autre sur leur seconde culture, fait d'héritage de leurs parents...

Ainsi, pour Fim/1 et Fim/2, il y a effectivement une possibilité d'intégration de la culture de leurs parents (de celles dites immigrées donc). Fim/2 pense même que la culture portugaise serait déjà intégrée dans le pays. Ce qu'elle ne nous dit pas, si cette dernière est intégrée, c'est-à-dire fondue dans celle du pays, ou plutôt intégrée dans la société, mais dans une sphère fermée, alors dans une balkanisée. Il apparaît donc au regard de la réponse de Fim/2 qu'elle est quelque peu hors sujet car il s'agissait de savoir si cette culture portugaise serait un jour fondue dans celle de la France pour ne plus apparaître que comme simple apport...

Pour Fim/3 et Fim/4, nous nous rendons compte que nous ne leur avons pas posée cette question...

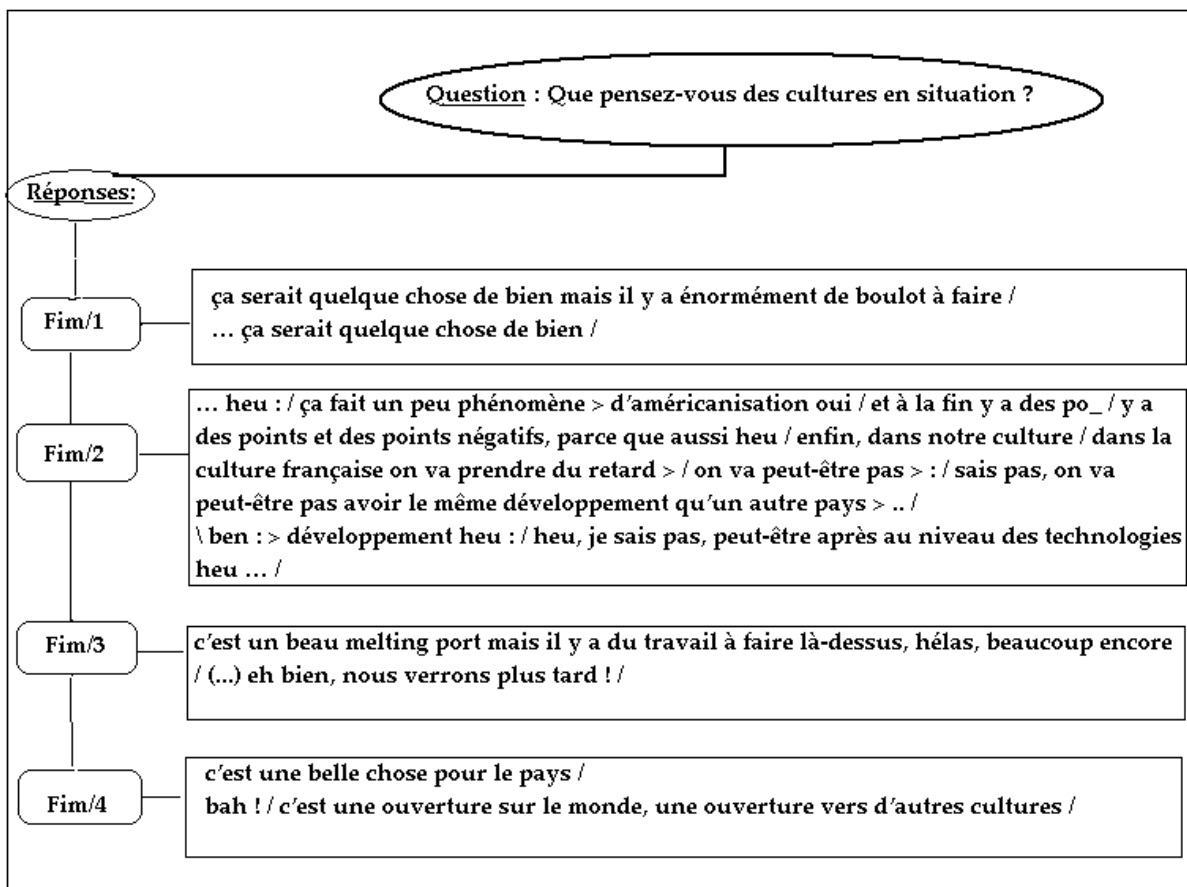
4.2.5.3. Enrichissement / appauvrissement culturel



Commentaire :

Dans la continuité des questions sur la culture, s'agissant de considérer les cultures dites immigrés si elles constituent un enrichissement ou plutôt un appauvrissement, no enquêtés ont tous eu une pensée positive, c'est-à-dire, un enrichissement. Alors, pour Fim/1, ces apports modifient l'image de ces cultures-là ; pour Fim/3, ils enrichissent la culture française qui de ce pas est emmenée à survivre, et par conséquent, crée une ouverture d'esprit (société). Fim/ 4 quant à lui, joue les ambivalents car pour lui, ce fait de contact constitue à la fois un enrichissement de la culture française mais aussi un appauvrissement. Cet appauvrissement, il le situe sur le plan sentimental (nostalgie), chez des individus d'âges plus avancés, dans des zones géographiquement reculées (les campagnes). Quant à Fim/2, cette dernière y voit essentiellement de l'appauvrissement...

4.2.5.4. Valorisation / dévalorisation

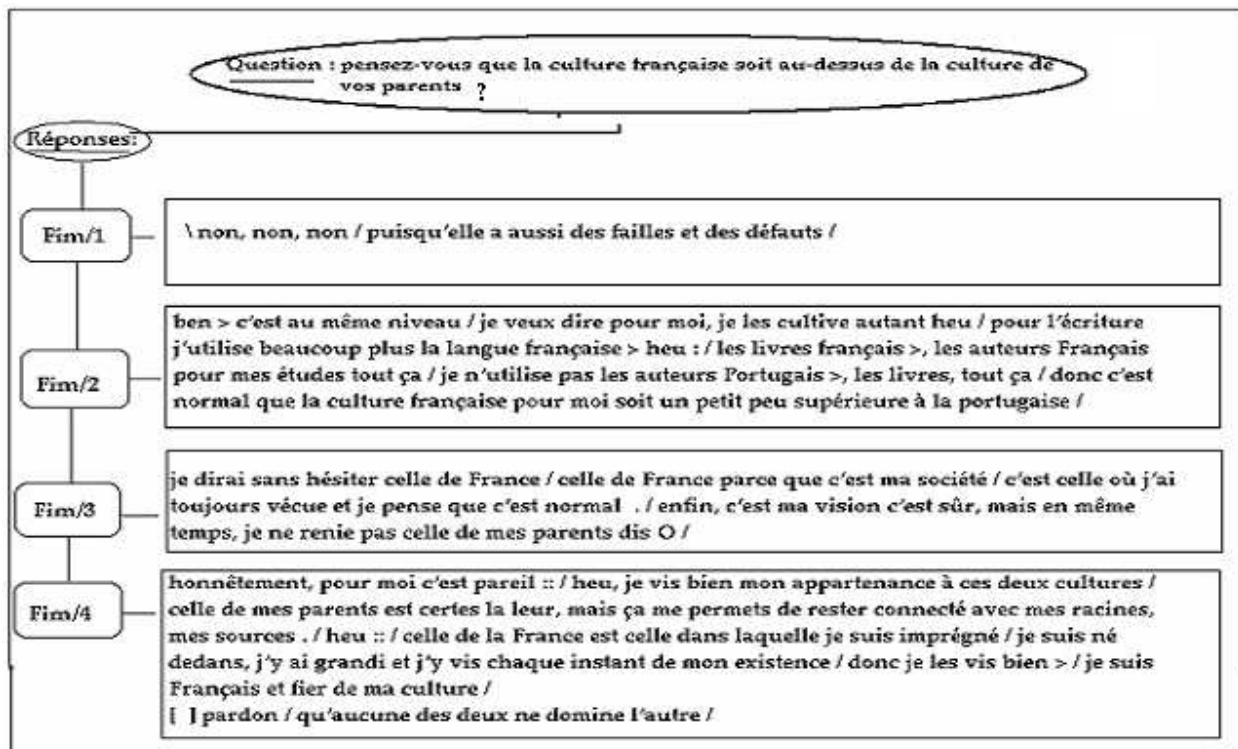


Commentaire :

Des cultures en cohabitation en France, nos enquêtés y voient un attrait positif. Telle est donc leur vision, mais sans compter sur Fim/2... En effet, si les autres ont une vision positive sur cette question, Fim/2 elle, y voit plutôt un processus de balkanisation socioculturel qui d'ailleurs ne peut que retarder la culture française dans son évolution.

Pour le reste, ces cultures forment un melting pot, par conséquent, une ouverture pour le pays... Ils pensent encore (presque de manière générale) que pour arriver à une cohésion, il reste encore du chemin à parcourir.

4.2.5.5. La dominance culturelle



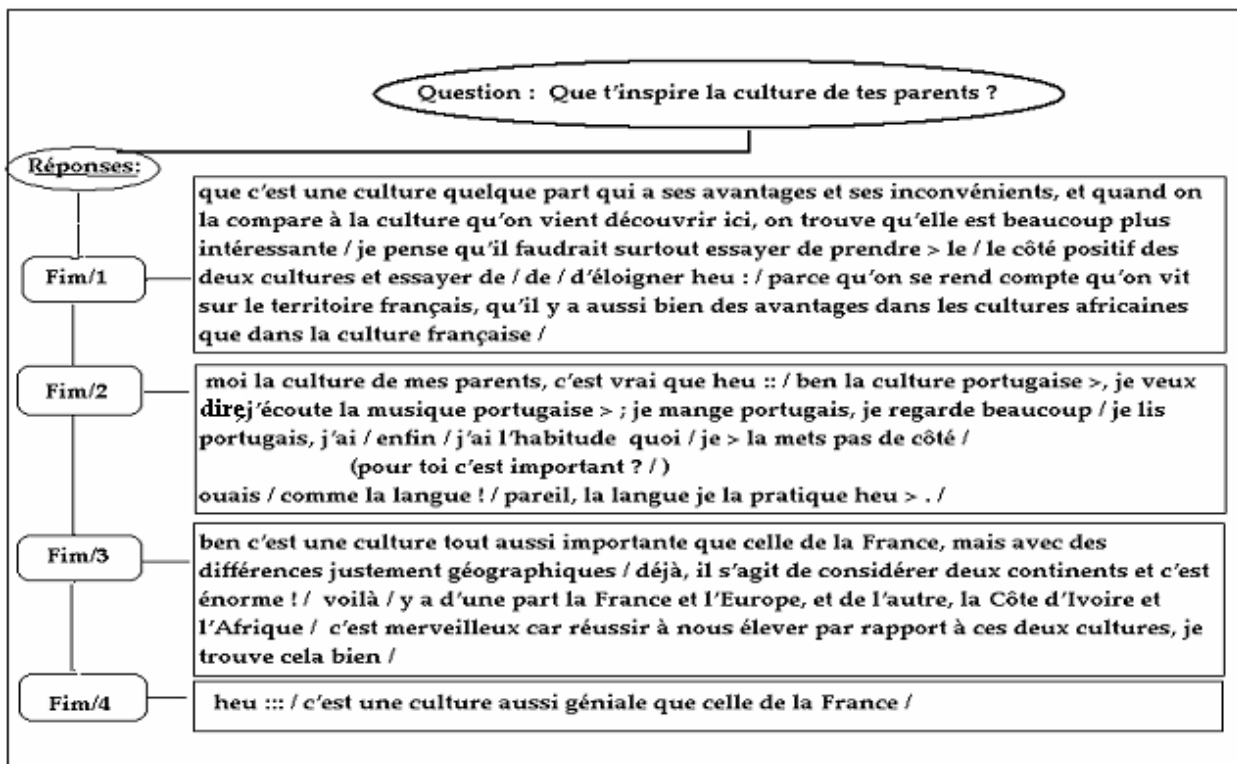
Commentaire :

L'Homme étant le résultat de sa société de vie, il apparaît ici que la question sur la dominance culturelle de la France sur les cultures d'origine de nos enquêtés qui sont issus de deux cultures, nous répondent de manière que nous jugeons assez dispersée... Nous pensons cependant que leurs réponses sont sincères et leur viennent du cœur.

En effet, il apparaît de façon étonnante que Fim/3 répond spontanément de manière positive ; et Fim/2 fait quant à elle tout d'abord une petite comparaison entre la culture française et la culture portugaise pour finalement aboutir sur une réponse positive, ce bien qu'elle soit profondément imprégnée de la culture portugaise. Ce fait d'aboutissement, elle le doit à sa société de vie qui est la société française, d'où elle bénéficie de l'éducation et de l'environnement... Fim/1 elle, répond également de manière spontanée par la négation. Ainsi, nous nous rendons compte que seul Fim/4 demeure dans une espèce de neutralité, puisqu'il nous confie bénéficier équitablement des bienfaits de ses deux cultures. Aussi, nous remarquons qu'il nous confie au final que la culture française est celle qui prédomine quand même en qui, du fait que cette société soit son lieu de vie...

En somme, nous concluons que finalement tous nos enquêtés, exceptée Fim/1, pensent que la culture française est au-dessus de celles de leurs parents.

4.2.5.6. L'héritage culturel



Commentaire :

Dans leur considération des cultures de leurs parents, nos enquêtés nous ont révélée qu'ils estimaient tous. En effet, leurs réponses trahissent toutes une pensée positive à l'égard de ces cultures.

Ainsi, pour Fim/1, la culture de ses parents renferme également des aspects négatifs _ tout comme la culture française... Cependant, comparant les deux cultures, la culture française serait beaucoup plus négative. Le fait est qu'elle active le bon côté des chose et sait donc en faire la part, et par conséquent ne prend que ce qu'elle considère comme étant du positif dans les deux cultures.

Pour Fim/2, la culture de ses parents n'est plus à valoriser car c'est chose accomplie. Effectivement, elle s'en est profondément imprégnée et s'en imprègne encore. Ceci se traduit par un fait de pronation profonde de cette culture. Nous pouvons en conclure ici pour Fim/2 que

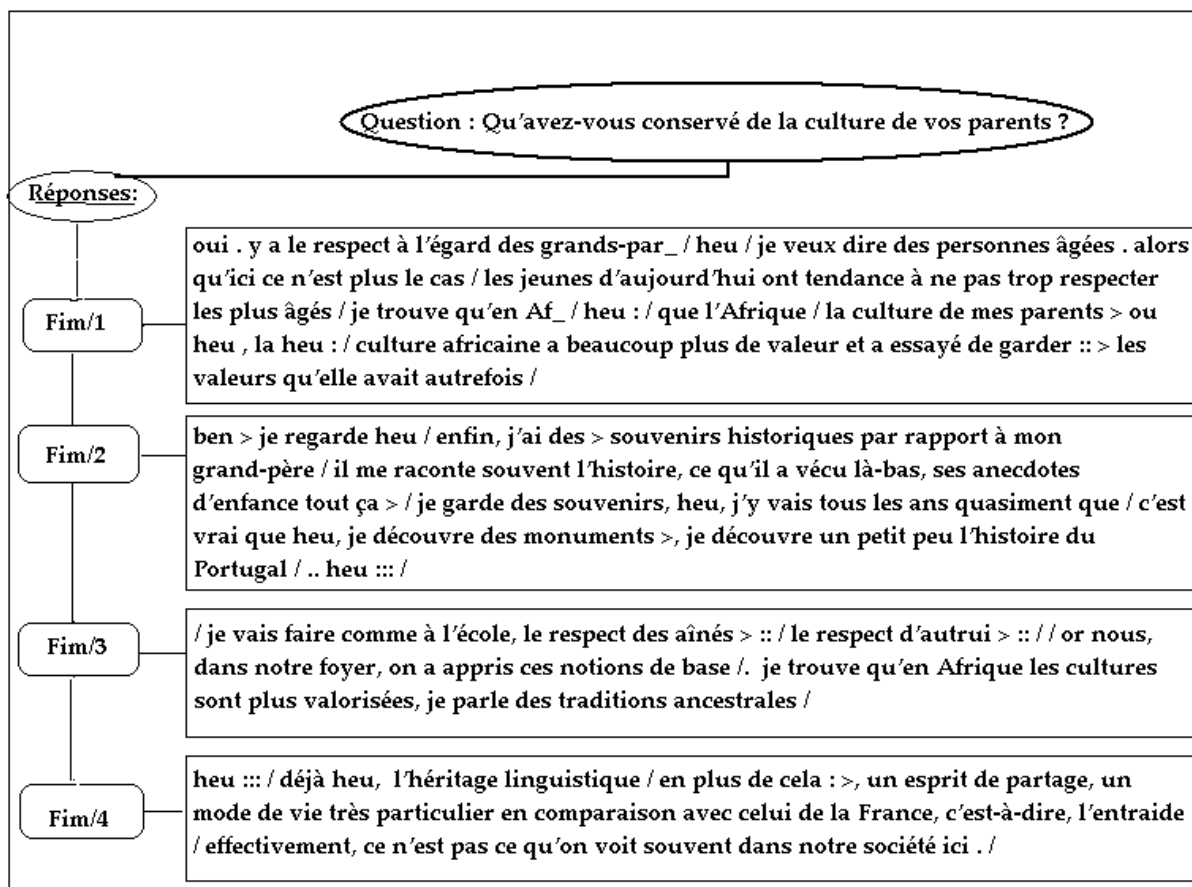
l'héritage culture s'est accomplie au-delà de l'imaginaire, et la transmission à la génération d'après est positivement assurée... Elle est donc désormais tenante de la perpétuation de la culture de ses parents.

Pour Fim/3, déjà, le fait que la culture ivoirienne rencontre la culture française forme un aspect extraordinaire, car elle essaie de se projeter loin. Cela la mène à nous parle d'un très grand rapprochement géographique à l'échelle continentale : entre l'Afrique et l'Europe... Bref, elle apprécie tout aussi les deux cultures sans parti pris.

Nous constatons que cette vision qu'elle a de ses deux cultures, n'est pas son seul avis car Fim/4 également partage ce point de vue. En effet, ce dernier nous confie l'équivalence de la culture algérienne et de la culture française.

Il en découle, eut égard à ce qui précède, que tous nos enquêtés n'ont pas des à priori sur les cultures de leurs parents. Ils apprécient en effet leur héritage dont ils font d'ailleurs l'apologie comme ils le font également vis-à-vis de leur culture française.

4.2.5.7. La conservation culturelle

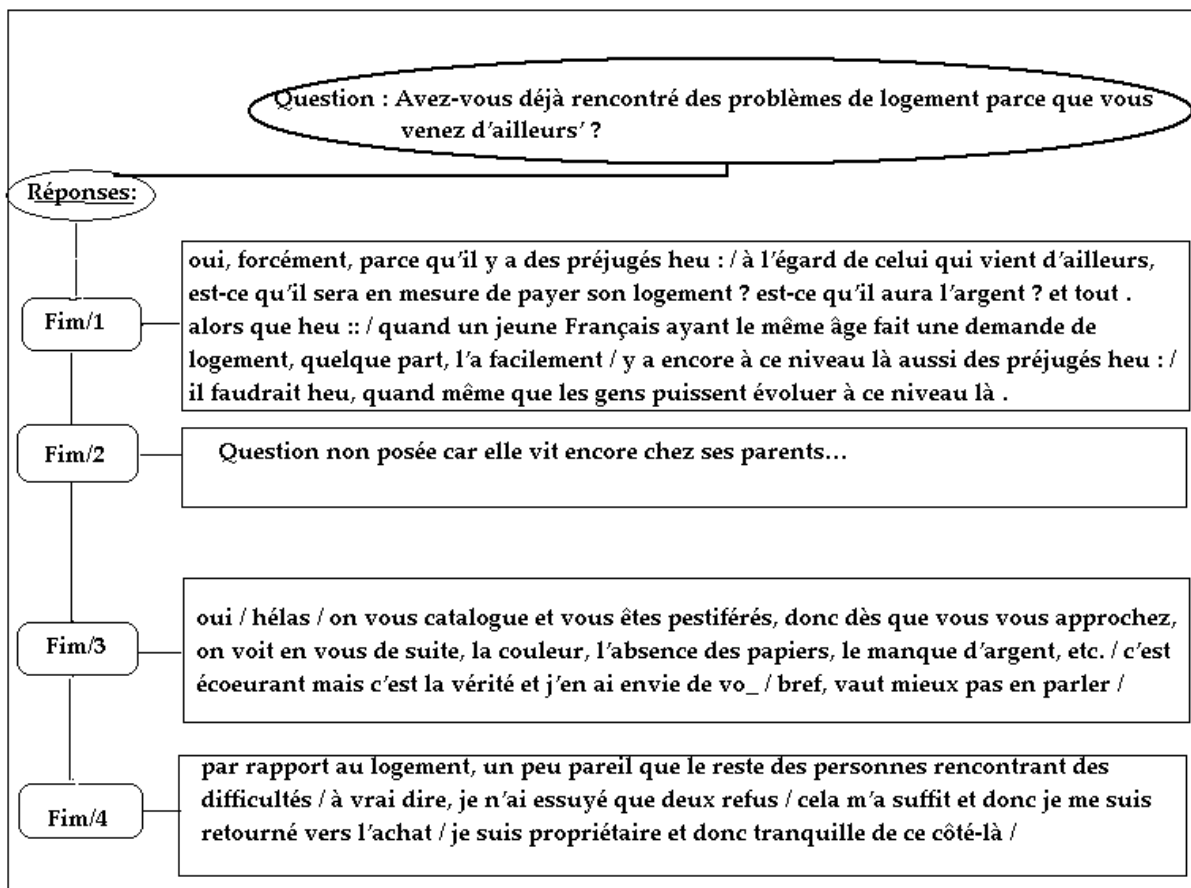


Commentaire :

Dans le point avant, nous avons appris que nos enquêtés n'avaient pas des à priori sur les cultures de leurs parents. Il s'avère également qu'ils en ont reçu comme héritage, de nombreux aspects de ces cultures. Ainsi, d'aucuns sont parvenus à nous parler des souvenirs, en plus de la langue et de l'aspect culinaire... Fim/1 et Fim/2 par exemple ; d'autres nous ont confiée avoir reçu des attraites proprement spécifiques ... (Fim/1, Fim/3 et Fim/4 avec le respect des aînés par exemple)... Il va sans dire et il n'est aucun doute que Fim/1 et Fim/3 conservent une part non négligeable de leur héritage culturel. Ceci dit, rien que cet aspect qui est l'hommage aux aînés, et qu'ils prétendent briller par son absence dans la société française, fait que la valorisation de leur héritage culture de ce côté prend une importance accrue...

4.2.6. Discriminations

4.2.6.1. Le logement



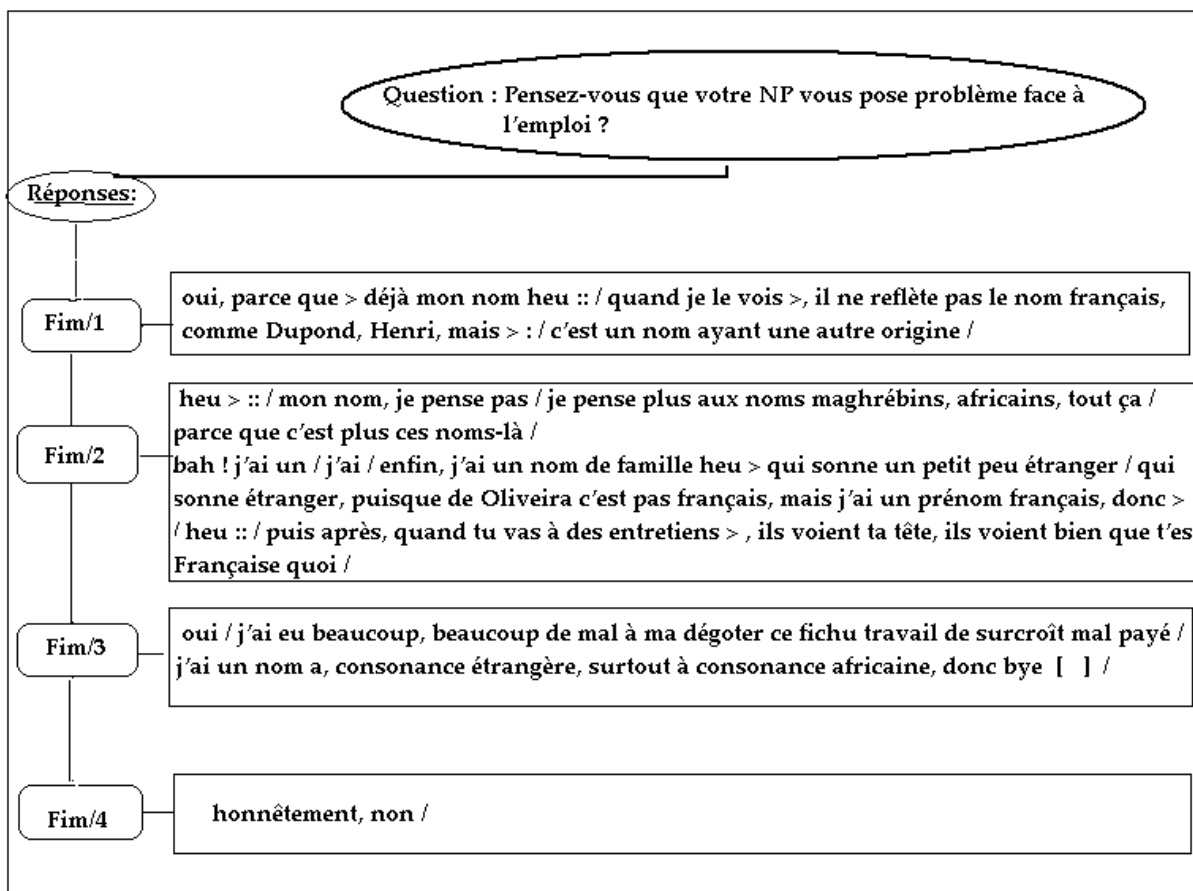
Commentaire :

Au vu des réponses de nos enquêtés, hormis Fim/2 du fait qu'elle vive encore chez ses parents, il apparaît que tous ont été confrontés directement à des problèmes de logement. Ainsi, pour Fim/1 et Fim/3 par exemple, cela semble dû au fait de leur origine africaine (subsaharienne), immigrée donc, et aux stéréotypes attribués aux gens de leur type morpho géographique. Fim/4 par contre lui, n'ayant essayé que deux refus (mais des refus quand même), a préféré choisir une autre solution, selon ses moyens financiers...

Il en ressort que l'individu dit Fim porte sur lui et en lui une image dégradante, car on le voit comme une personne de non confiance, pauvre, ... ayant donc de nombreux vices... Par conséquent, ces caractéristiques précèdent leur vertu et font ériger des barrières à leur encontre.

4.2.6.2. L'emploi

1.



Commentaire :

Il en découle, au vu des réponses de nos enquêtés, que nous pouvons différencier deux groupes ici. Nous avons d'une part, Fim/1 et Fim/3, et d'autre part, Fim/2 et Fim/4. Les premières nous confie avoir rencontré des problèmes face à l'emploi ; les seconds nous confient ne pas en avoir rencontrées. Si tel est le cas, ce qui en ressort au prime abord est un problème purement de discrimination (racisme). Ceci dit, elles pensent que c'est dû à la consonance de leurs noms patronymiques qui tintent « étrangers » et par conséquent ne reflètent pas le pays...

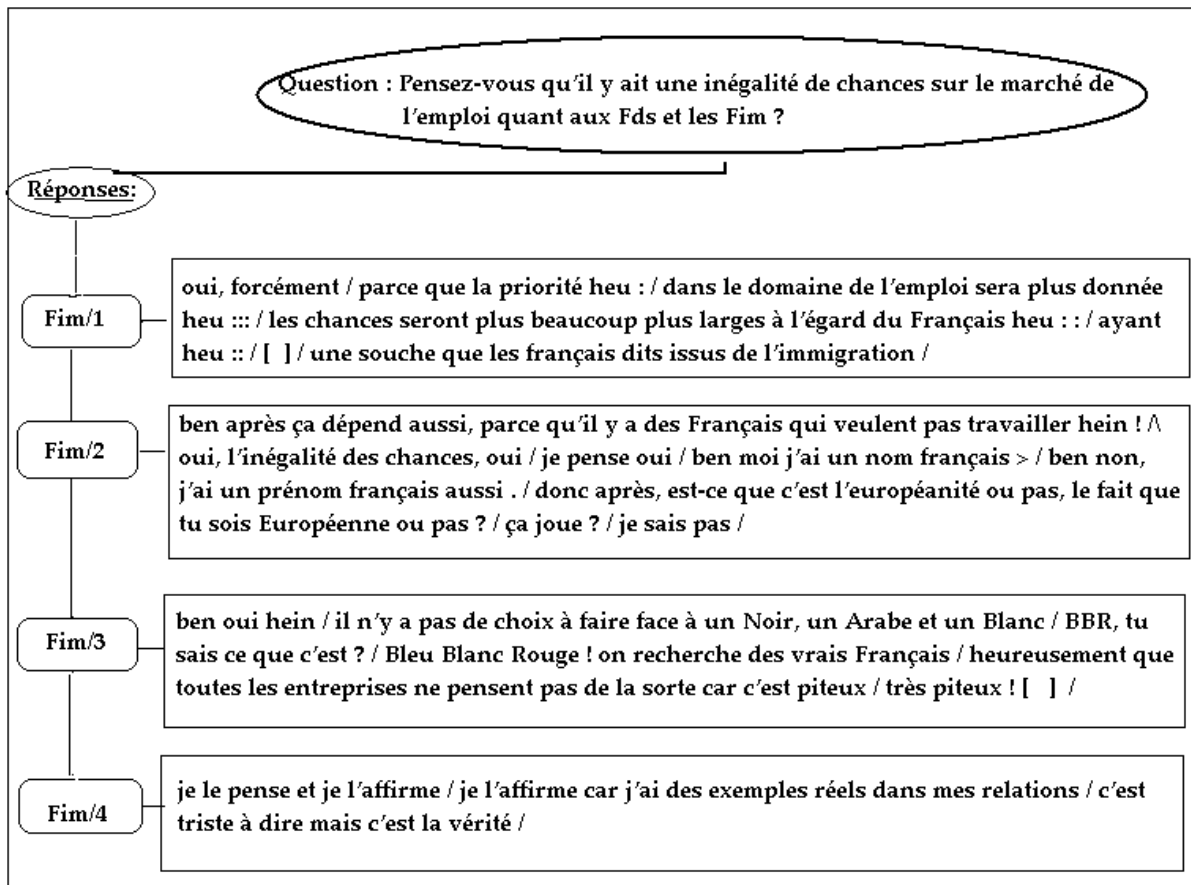
Quant à Fim/2, prenons donc son cas, nous constatons qu'il est un peu différent du reste de notre panel Fim. En effet, elle est certes Fim, et même Fim/IP2, elle est cependant et également Eds (européenne de « souche »). Donc, du fait de son nom patronymique qui est d'abord d'origine étrangère, elle ne pense pas au prime abord que ce la soit comparée aux noms africains (Afrique

du Nord et subsaharienne). D'ailleurs, pour elle, son nom ne sonne « qu'un petit peu étranger », même si elle le reconnaît ouvertement que... Mais il apparaît ensuite qu'elle introduit un autre facteur_ qui ne nous avait pas interloquée, à vrai dire..._ : son prénom ! En effet, selon elle, celui-ci serait son ambassadeur dans ces cas-là. En plus de son prénom, nous avons « sa tête », c'est-à-dire, sa morphologie (elle veut parler du fait qu'elle soit typé européenne). Ainsi donc, son prénom et sa morphologie, selon elle, font d'elle une Française...

Pour Fim/4, le problème de discrimination face à l'emploi ne se pose pas non plus... Sa réponse concise (ici), mais étayée dans le reste de ses propos dans cet entretien, nous informe que, portant la nationalité française, il a passé un concours pour entrer dans la fonction publique. Donc fonctionnaire de l'Etat, il ne connaît pas de barrière sur ce niveau-là, par conséquent.

Nous en concluons, suite à ce qui découle, à cinquante pour cent, le nom patronymique de nos enquêtés leur pose problème face à l'emploi. Et cinquante pour cent constitue une part non négligeable dans le nombre...

2.



Commentaire :

Au su des informations collectées dans le point précédent, il apparaît ici qu'effectivement, il existe bien des inégalités quant aux deux groupes spécifiés dans notre ligne de recherche, concernant l'emploi.

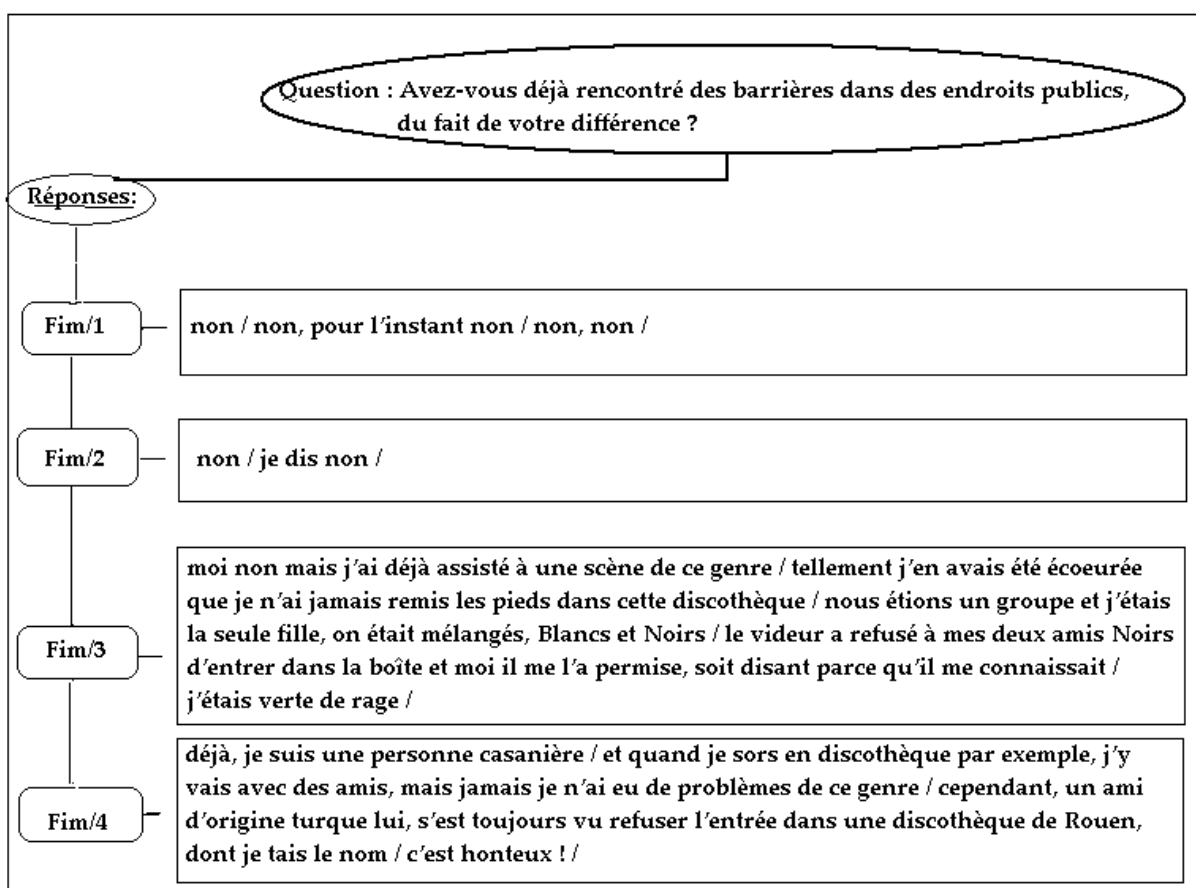
A en croire nos Fim non Eds, c'est-à-dire, Fim/1, Fim/3 et Fim/4, cela semble même être quelque chose de flagrant. En effet, il semble que la couleur des individus soit un facteur déterminant car important. Fim/1 nous parle de priorité aux Fds, c'est-à-dire, des individus de couleur de peau dite blanche ; Fim/3 également étaye sa thèse dans cette optique, et va jusqu'à user du terme rencontré dans certaines agences d'Intérim, dans un but d'écartement dans leur critère de recherche, des individus de type non européen : BBB Ce terme qui ici se décrypte Bleu Blanc Rouge, est également décrypté « Black-Blanc-Beur ».

Or Fim/4 passe encore une fois entre les mailles du filet, mais nous confie quand même avoir dans ses relations des exemples à citer ...

Quant à Fim/2, elle remet ici la question du nom patronymique. Cependant, elle reconnaît cette fois le sien comme faisant partie du patrimoine français, puisque c'est ainsi qu'elle le définit... Il s'avère donc pour elle que, en plus d'avoir un nom « français », elle met également en avant son origine européenne, et semble se poser des questions sur ce fait de situation.

En somme, il apparaît qu'au vu des réponses des autres enquêtés, il semblerait bien que ce soit le type morphologique et de la pigmentation des individus que ces barrières s'érigent. Nous en concluons donc qu'entre le Fds et le Fim, il existe bien une inégalité mais encore existent-il des déférences dans le groupe Fim (selon qu'ils sont Fim/non Eds ou Fim/Eds)...

4.2.6.3. La société / la collectivité ...

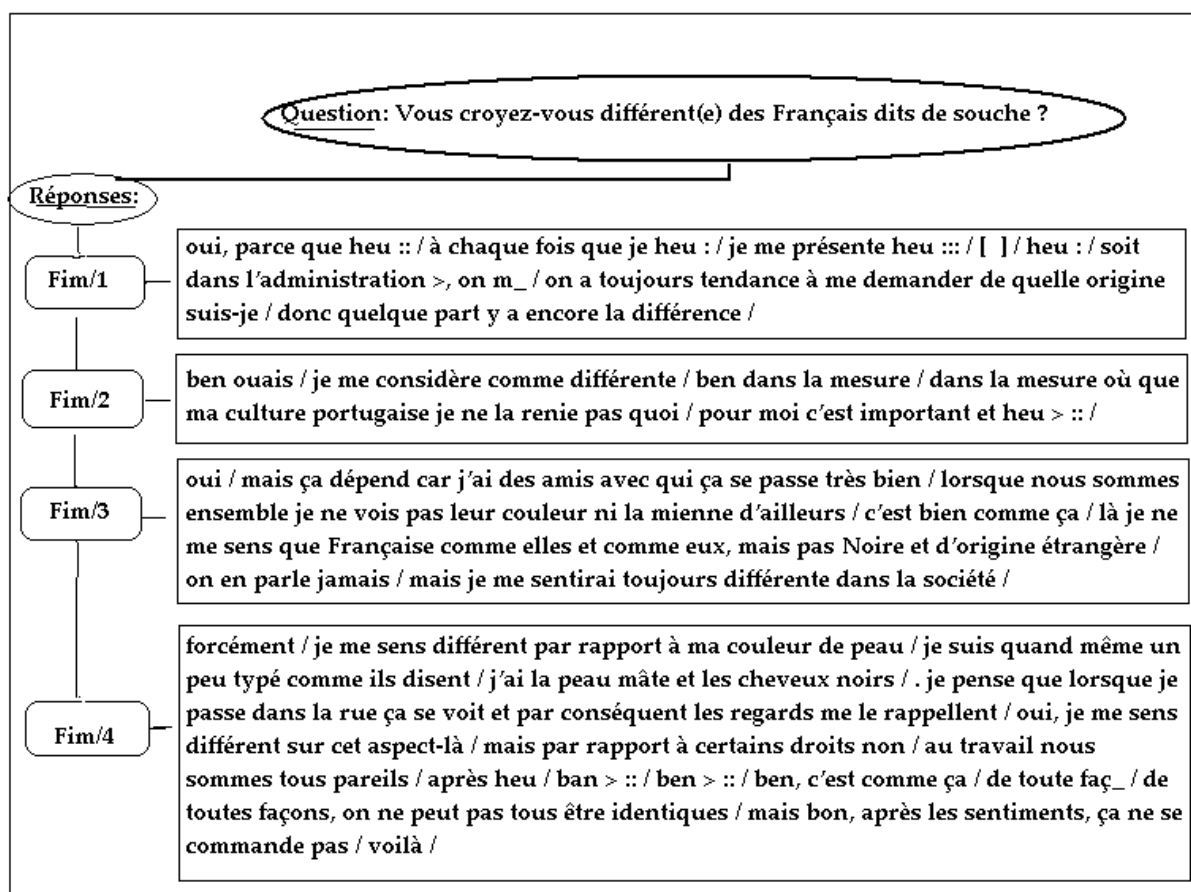


Commentaire :

Au regard des réponses de notre panel, nous disons qu'il n'existe pas à priori de barrières sur les Fim. Mais bien que n'ayant pas personnellement pas vécu ces faits, il apparaît quand même que ces barrières existent. En effet, Fim/3 et Fim/4 arrivent à nous citer des exemples dans leurs relations. Ainsi, ces barrières seraient dues au fait de couleur de peau, donc des origines étrangères (non Eds) des individus...

4.2.7. Différences et discriminations

4.2.7.1. Différences



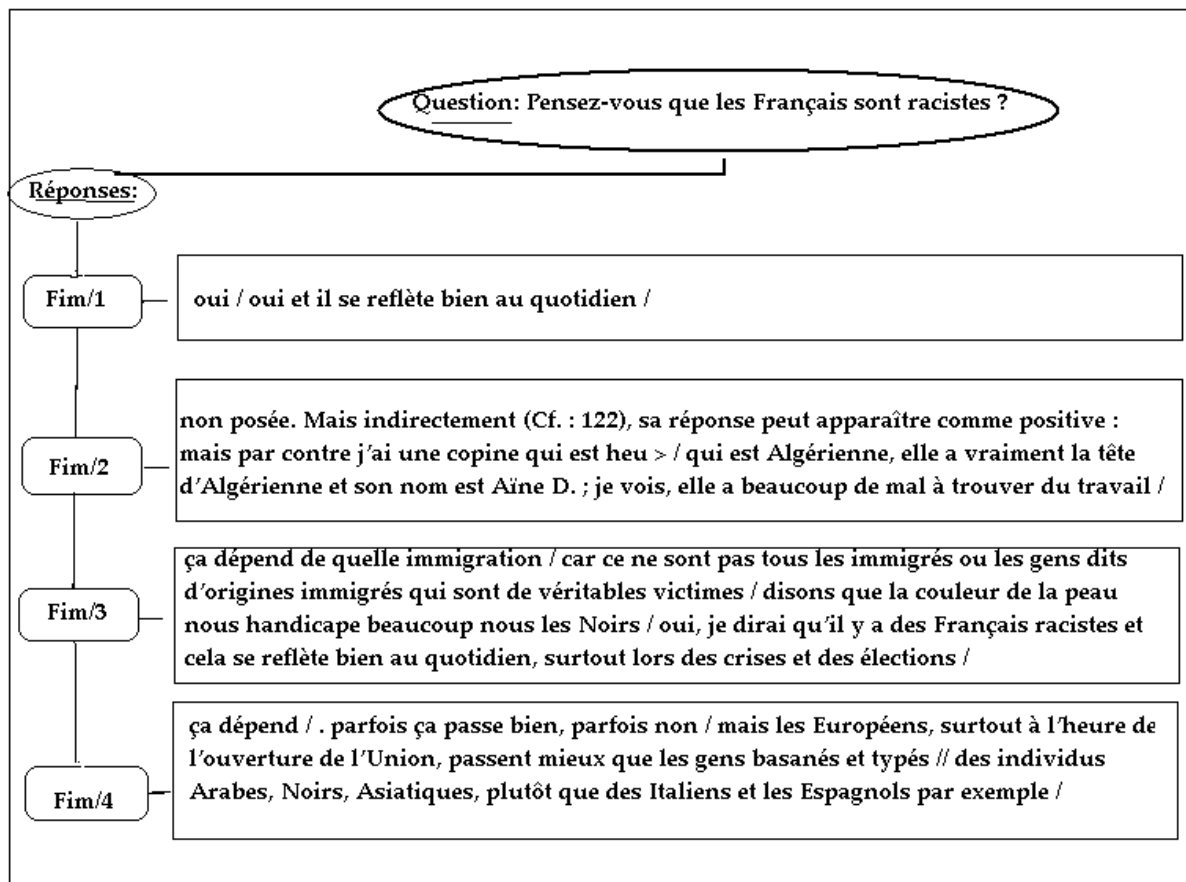
Commentaire :

Question différence, tous nos enquêtés reconnaissent l'être en comparaison aux Fds... Ainsi, leur panorama se présente comme suit :

Niveaux où se situent leurs différences vs. Fds			
Fim/1	Fim/2	Fim/3	Fim/4
Couleur de la peau	Culturel	Couleur de la peau	Couleur de la peau

Il apparaît donc que seule Fim/2 situe sa différence vs. les Fds sur le plan culturel. Tout le reste la situe au niveau de la couleur de peau, car ils sont de peau bronzée... Ainsi, nous en concluons que la pigmentation épiderme constitue un facteur important dans la différenciation des Français.

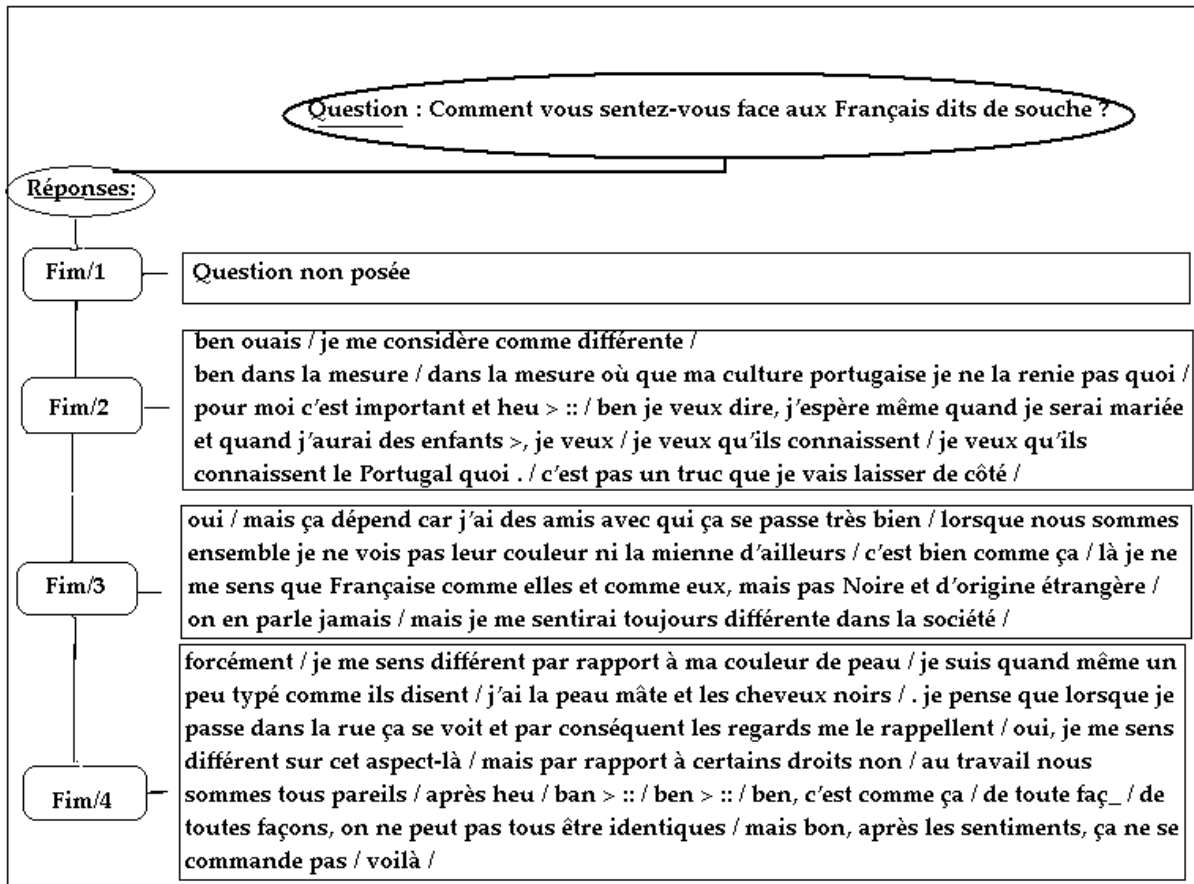
4.2.7.2. Discriminations



Commentaire :

A cette question, nos enquêtés ont répondu de manière positive. Ainsi, pour Fim/1 par exemple, le racisme fait partie de son quotidien ; Fim/2, elle, met en cause le nom patronymique... ; Fim/3 et Fim/4, c'est encore la couleur qui est en cause la couleur de peau... Il apparaît même que Fim/4 admet que les Eds seraient mieux acceptés que les non Eds, du fait donc et toujours, de la pigmentation épidermique...

4.2.8. Relations sociales



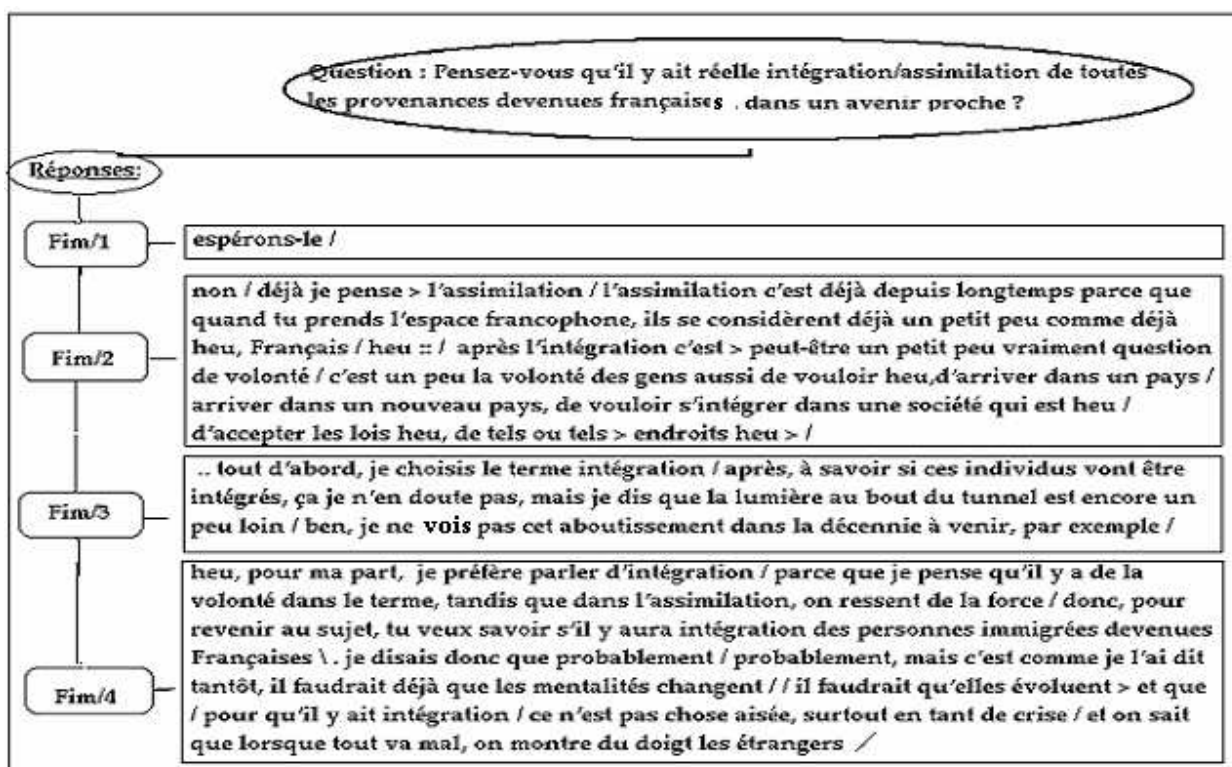
Commentaire :

Ce point rejoint celui de la question des différences Fds vs. Fim...

4.2.9. L'avenir

4.2.9.1. L'Europe : la place de la France

4.2.9.1.1. L'intégration des Fim



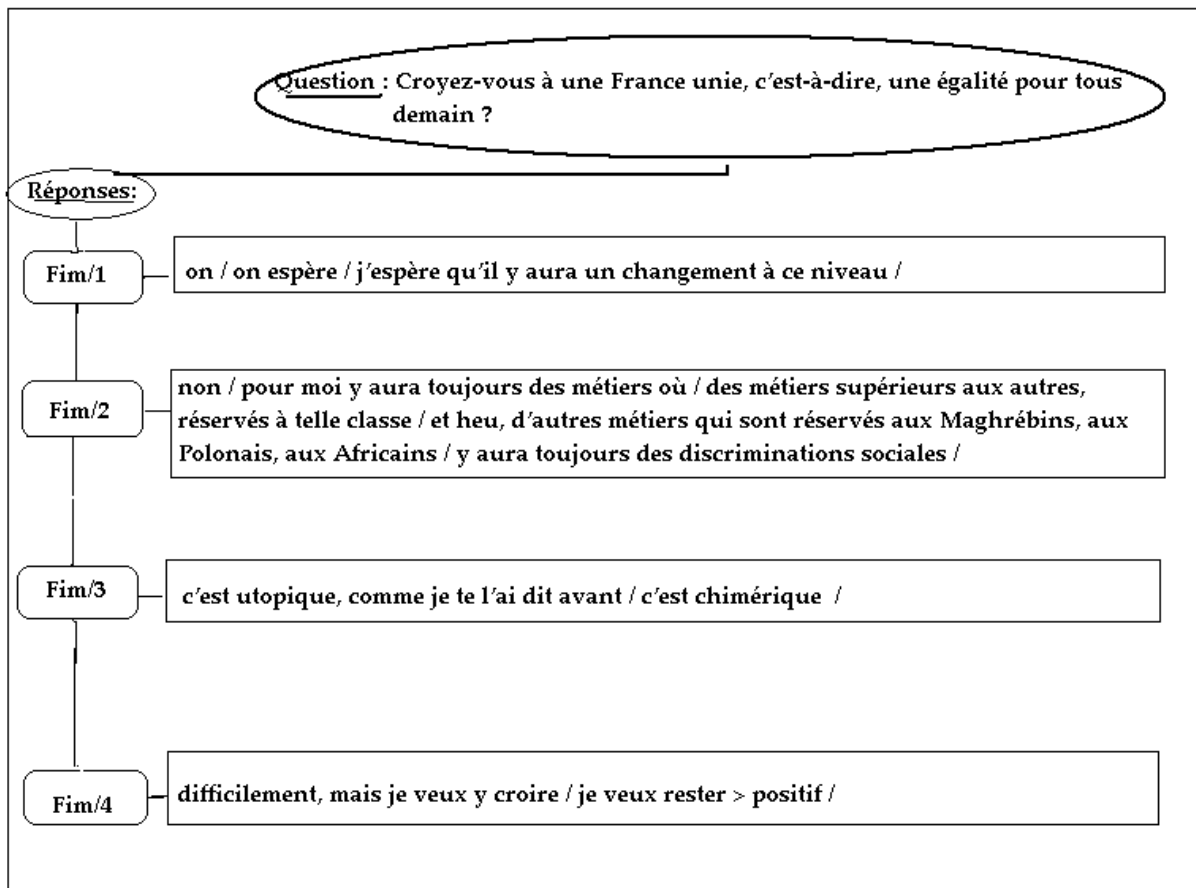
Commentaire :

Intégrer les provenances étrangères afin qu'elles se fondent dans le moule française pour en faire partie inhérente est une perception ici considérée, mais non à court terme. En effet, si Fim/1 par exemple y voit là un espoir ; Fim/3 elle, une perspective positive ; Fim/4 aussi, mais non sans une certaine mutation mental au préalable... Quant à Fim/2, le fait déjà de partager la langue française à travers l'espace de la francophonie constitue un facteur d'intégration. Celui-ci est certes infime, mais en est quand même un... Le reste dépend de la volonté des individus...

Nous en concluons, que Fim/2 ici, est un peu hors sujet car elle n'a pas tout à fait compris la question...

4.2.9.1.2. Les Français (Fds et Fim)

1.

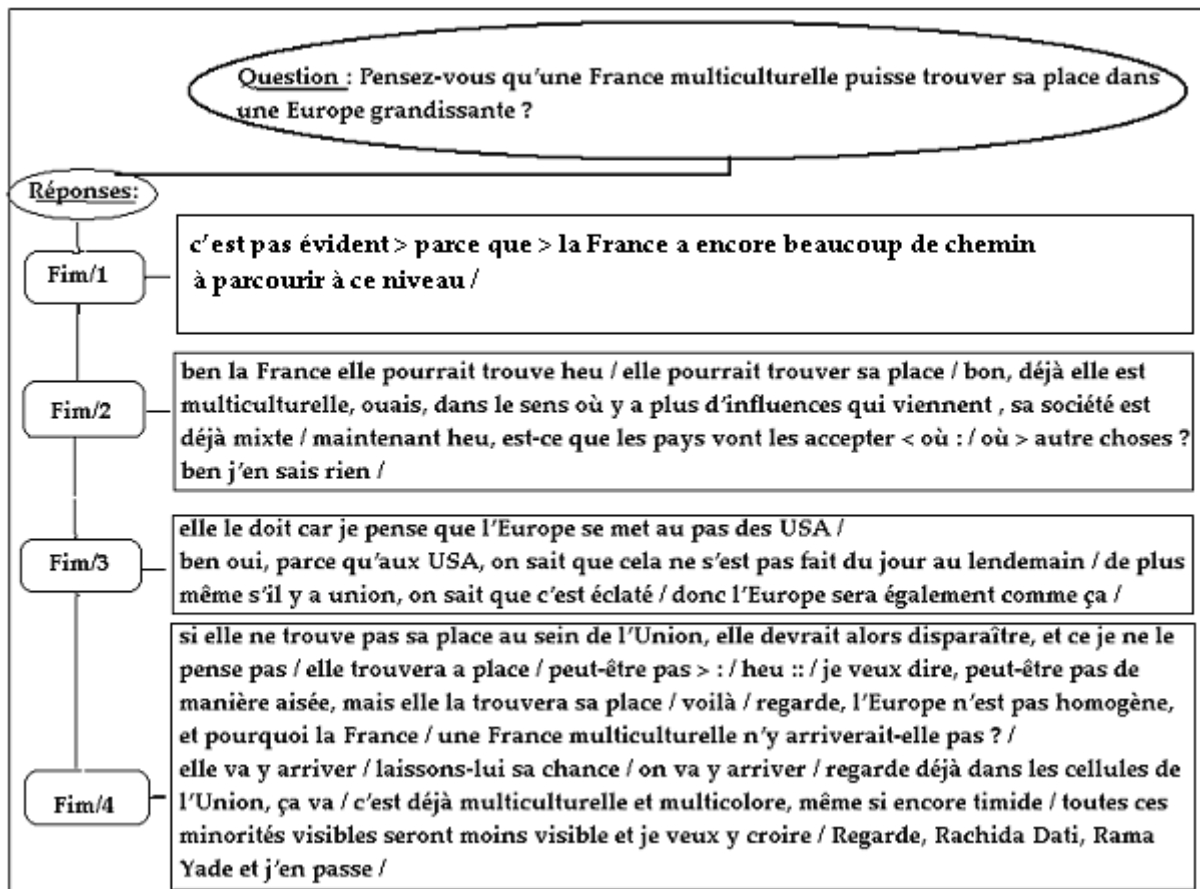


Commentaire :

De tous nos enquêtés, sur cette question d'unicité, seuls Fim/1 et Fim/4, quelque peu, demeurent positifs dans leurs réponses. Ils veulent bien y croire en effet... Quant à Fim/2 et Fim/3, elles n'y croient simplement pas. Fim/3 n'y voit que de l'utopie...

La réponse de Fim/1 qui espère donc une égalité pour tous, émet une condition : le changement de mentalité. Fim/2 elle, parle d'inégalité par rapport à l'emploi, alors facteur de divisions... car tous ne pourront jamais travailler égaux... Pour Fim/4, finalement, il peut y avoir un semblant d'unicité mais alors seulement en s'y attelant d'arrache-pied...

2.



Commentaire :

Tous ici restent dans l'incertitude quant à la place du pays avec son multiculturalisme dans le l'Europe... Pour Fim/1, par exemple, qui émet une hypothèse (non déclarée mais sous-entendu), il est difficile d'y arriver vu que le pays a encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'y arriver... Pour Fim/2, c'est une question d'acceptation sociale... Mais pour Fim/3 et Fim/4, cette question constitue un impératif pour le pays, qui demeure dans son ensemble une bonne perspective, donc une vision positive dans l'Union Européenne...

4.2.9.3. Perception de la devise française

Question : Croyez-vous que la devise française « liberté, égalité, fraternité » soit applicable sur tous les Français ? (Fds et Fim)	
Réponses:	
Fim/1	<p>pffft !! / non non / parce que heu : / c'est / c'est / c'est bien beau de dire mais > ils sont incapables de l'appliquer et on le sent au quotidien / donc, quelque part y a pas égalité, fraternité >, etc. /</p>
Fim/2	<p>.. heu, alors liberté, je pense que les droits > / les droits heu :: / de l'homme sont quand même respectés . / après l'égalité, heu, ben >, y a déjà pas d'égalité entre homme - femme >, donc c'est à revoir pour moi / et donc encore plus dans le fait si t'es Français ou pas Français / heu, après c'est fraternité ! / heu : / les Français je pense qu'ils ne sont pas soudés entre eux /</p>
Fim/3	<p>en chimère ça se peut / parce que, d'abord, tous ne pouvons pas être libre, égaux ni fraternels / soyons réalistes, c'est juste idéologique / donc ça peut-être mais à des moindres échelles / mais c'est bien, c'est beau, c'est rassemblant /</p>
Fim/4	<p>je dirai qu'elle s'applique certes, mais pas pareil partout / tiens, prends l'exemple dont je viens tout juste de te parler, au travail, je suis l'égal de mes collègues / en discothèque, moi ça passe, mais ma connaissance, non / etc., donc pour ce qui est déjà de l'égalité, c'est différentiel / . après la liberté, oui / ça / ça s'applique / oui, on peut dire ça / voyons :: / heu : / chaque citoyen est libre en France, c'est cela / après la fraternité, c'est comme je le disais, en Algérie, on ne peut laisser les gens dans la solitude /</p>

Commentaire :

Question ô combien difficile et partagée que celle concernant l'application de la devise française... au regard des réponses de nos enquêtés, bien entendu...

Il s'avère qu'ici, dans le souci d'une simplification de compréhension, nous avons tracé un tableau, que voici pour tout commentaire...

Devise française	Fim/1	Fim/2	Fim/3		Fim/4	
Liberté	N'existent pas (Non application Au quotidien)	<u>Existe</u> (Respect des droits de l'Homme)	Idéologique / Chimérique	N'existe pas (Nous ne pouvons pas tous l'être)	S'applique sur des niveaux différents	<u>Existe</u> (Chaque citoyen est libre)
Egalité		<u>N'existe pas</u> (Pas de parité : - homme-femme/ - d'égalité Fds-Fim)				<u>Existe</u> (Mais différentielle au travail)
Fraternité		<u>N'existe pas</u> (Les Français ne sont pas soudés)				<u>N'existe pas</u> (Les gens sont dans la solitude)

4.3. Synthèse

4.3. Synthèse

Dans cette partie, tout comme nous l'avons fait avec les Fds, nous étudierons les déictiques renvoyant aux appartenances dans l'identification ou la non identification de l'individu. Ainsi, nous nous appuierons sur les parties sélectionnées dans les analyses thématiques regroupées... Nous allons donc analyser ces déictiques dans une synthèse, pour tenter de déceler les avancements sinon les reculs dans ce processus d'identification par les pronoms Conclusion du document). Nous allons pour ce faire, travailler sur les réponses de nos enquêtés analysées supra. Nous avons choisi ici, de dresser un tableau pour chaque analyse/synthèse...

Question : <i>Que vous inspire votre identité française ?</i>				
Indices à partir des déictiques				
Sujets	Pronoms pers. (usuels/ réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
	-	-	(Je)	Positionnement direct
Fim/2	-	-	(Je)	Sous-entendu, dénoncé par le verbe être « suis »... Positionnement direct
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct

Question : *Pour vous, qu'est-ce donc un Français ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/ réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
Fim/2	-	-	-	Pas d'indice
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	-	-	-	Pas d'indice

Question : Pensez-vous qu'un Français dit « issu de l'immigration », c'est-à-dire un Français non dit « de souche », soit un citoyen à part entière ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Il	Il	-	Altérité
Fim/2	Moi	Moi	(Je)	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée.
	Il	Il	-	Altérité
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
Fim/3	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée.
	Il	Il	-	Altérité
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct

Question : *Mangez-vous français ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/2	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée.
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée.
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct

Question : *Pensez-vous qu'un Français se définisse par des caractères prédéfinis ?_ des stéréotypes ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
Fim/2	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
Fim/4	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.

Question : *Qu'est-ce qu'un Français ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel , mais globalisant
Fim/2	-	-	-	Pas d'indice
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
	Il	Il	-	Impersonnel
	Tu	Tu	-	Implication d'autrui <i>in situ</i>
Fim/4	-	-	-	Pas d'indice

Question : Pensez-vous qu'on puisse parler de nos jours d'une culture française pure ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
Fim/2	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Y	(Il)	-	Impersonnel
	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/3	Il	Il	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant

Question : *Pensez-vous que la culture de vos parents soit un jour intégrée dans celle de la franc pour n'en faire qu'une, c'est-à-dire, La culture française ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	On	On	-	Impersonnel, mais globalisant
	Il	Il	-	Impersonnel
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/2	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/3	-	-	-	(Question non posée)
Fim/4				

Question : *Pensez-vous qu l'apport des celle des immigrés soit un enrichissement ou un appauvrissement pour La culture française ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	Lui	Lui	-	Altérité
	Elle	Elle	-	Altérité
	-	(Eux)	-	Altérité pluriel
Fim/2		On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Y	(Il)	-	Impersonnel
	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/3	Il	Il	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	(Nous)	Impersonnel, mais globalisant

Question : *Que pensez-vous des cultures en situation ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/2	On	(Nous)	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Y	(Il)	-	Impersonnel
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/3	Il	Il	-	Impersonnel
	Nous	Nous	-	Implication de <i>Je</i> + l'altérité, c'est-à-dire, le groupe auquel <i>je</i> s'identifie...
Fim/4	-	-	-	Pas d'indice

Question : Pensez-vous que la culture française soit au-dessus de la culture de vos parents ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Elle	Elle	-	Altérité (culture française)
Fim/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	Moi	Moi	-	- Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
	Je	Je	-	- Positionnement direct

Question : *Que t'inspire la culture de tes parents ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	On	On	(Nous/Je)	Impersonnel, globalisant et positionnement personnel mais indirect
	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/2	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/3	Il	Il	-	Impersonnel
	Y	Y	(Il)	Impersonnel
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	-	-	-	Pas d'indice...

Question : *Qu'avez-vous conservé de la culture de vos parents ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Y	Y	(Il)	Impersonnel
	Je	Je	-	Positionnement direct
	Elle	Elle	-	Altérité
Fim/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Altérité
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
	Nous	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	On	(Nous)	-	Positionnement direct plus implication non volontaire de l'altérité direct : Je+Vous, groupe auquel elle s'identifie...
Fim/4	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Celui	Celui	(Lui)	Altérité

Question : Avez-vous déjà rencontré des problèmes de logement parce que vous venez d'ailleurs ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Il	Il	-	Impersonnel
	Celui	Celui	(Lui)	Altérité
	Il	Il	-	Altérité
	L'	Il	-	Altérité
	Y	Il	-	Impersonnel
Fim/2	-	-	-	Pas d'indice
Fim/3	On	On	(Ils)	Impersonnel (avec l'altérité sous entendu)
	Vous	Vous	(Nous)	Altérité pluriel (mais sous entendu « nous » car elle s'y reconnaît...)
	On	On	(Nous)	Impersonnel (avec l'altérité + je, sous entendu) / globalisant
	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct

Question : Pensez-vous que votre nom propre vous pose problème face à l'emploi ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Altérité
Fim/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Tu	Tu	-	Positionnement direct de l'altérité proche
	Ils	Ils	-	Altérité pluriel
Fim/3	Je / J'	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	-	-	-	Pas d'indice

Question : Pensez-vous qu'il y ait une inégalité de chances sur le marché de l'emploi quant aux Français « dits de souche » et les Français dits « issus de l'immigration » ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	-	-	-	Pas d'indice
Fim/2	Il	Il	-	Impersonnel
	Je / J'	Je	-	Positionnement direct
	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
	Tu	Tu	-	Positionnement de l'altérité indirect, mais personnel...
Fim/3	Il	Il	-	Impersonnel
	Tu	Tu	-	Implication directe de l'altérité proche
	On	On	(Ils)	Impersonnel, mais avec l'altérité pluriel sous entendu...
Fim/4	Je / J'	Je	-	Positionnement direct

Question : *Avez-vous déjà rencontré des barrières dans des endroits publics du fait de votre différence?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	-	-	-	Pas d'indice
Fim/2	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/3	J'	Je	-	Positionnement direct
	Nous	Nous	-	Positionnement de J + l'altérité, son groupe de référence...
	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
	Il	Il	-	Altérité
Fim/4	Je / J'	Je	-	Positionnement direct
	Lui	Lui	-	Altérité

Question : Vous croyez-vous différent des Français dits « desouches » ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Ils)	Impersonnel (dans l'altérité très indirect)
	Y	(Il)	-	Impersonnel
Fim/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
Fim/3	J' / Je	Je	-	Positionnement direct
	Nous	Nous	-	Je + altérité, son groupe de référence. Positionnement direct...
	Elles	Elles	-	Altérité plurielle
	Eux	Eux	-	Altérité plurielle
Fim/4	Je / J'	Je	-	Positionnement direct
	Ils	Ils	-	Altérité plurielle
	Nous	Nous	-	Je + altérité, son groupe de référence. Positionnement direct...
	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant

Question : *Pensez-vous que les Français sont racistes ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Elle	Elle	-	Altérité
Fim/3	Nous	Nous	-	Je + altérité, son groupe de référence. Positionnement direct...
	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/4	-	-	-	Pas d'indice

Question : *Comment vous sentez-vous face aux Français dits « de souche » ?*

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	-	-	-	Pas d'indice
Fim/2	Je / J'	Je	-	Positionnement direct
	Ils	Ils	-	Altérité plurielle
Fim/3	J' / Je	Je	-	Positionnement direct
	Nous	Nous	-	Je + altérité, son groupe de référence. Positionnement direct...
	Elles	Elles	-	Altérité plurielle
Fim/4	Je / J'	Je	-	Positionnement direct
	Ils	Ils	-	Altérité plurielle
	Nous	Nous	-	Je + altérité, son groupe de référence. Positionnement direct...
	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant

Question : Pensez-vous qu'il y ait une réelle intégration / assimilation de toutes les provenances devenues françaises dans un avenir proche ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	-	-	-	Pas d'indice
Fim/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Tu	Tu	-	Positionnement de l'altérité indirect, mais personnel...
	Ils	Ils	-	Altérité plurielle
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct
	Il	Il	-	Impersonnel
	On	On	-	Impersonnel, généralisant
	Tu	Tu	-	Positionnement de l'altérité indirect, mais personnel...

Question : Croyez-vous à une France unie, c'est-à-dire, une égalité pour tous demain ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/2	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
	Y	(Il)	-	Impersonnel
Fim/3	Je	Je	-	Positionnement direct
	Tu	Tu	-	Positionnement de l'altérité indirect, mais personnel...
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct

Question : Pensez-vous qu'une France multiculturelle puisse trouver sa place dans une Europe grandissante ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	-	-	-	Pas d'indice
Fim/2	Elle	Elle	-	Altérité
	Y	(Il)	-	Impersonnel
	J'	Je	-	Positionnement direct
Fim/3	Elle	Elle	-	Altérité
	Je	Je	-	Positionnement direct
	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Il	Il	-	Impersonnel
Fim/4	Je / J'	Je	-	Positionnement direct
	Lui	Lui	(Elle)	Altérité
	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant

Question : Croyez-vous que la devise française « liberté, égalité, fraternité » soit applicable sur tous les Français (Fds et Fim) ?

Indices à partir des déictiques

Sujets	Pronoms pers. (usuels/réfléchis)	Valeur réelle	Autre valeur	Conclusion
Fim/1	Ils	Ils	-	Altérité plurielle
	On	On	(Nous)	Impersonnel, globalisant
	Y	(Il)	-	Impersonnel
Fim/2	Je	Je	-	Positionnement direct
	Y	(Il)	-	Impersonnel
	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
	T'	(Tu)	-	Impersonnel, globalisant l'altérité
	Ils	Ils	-	Altérité plurielle
	Eux	Eux	-	Altérité plurielle
Fim/3	-	-	(Nous)	Englobant, généralisant (sous-entendu, dénonce par « tous »...)
Fim/4	Je	Je	-	Positionnement direct
	Elle	Elle	-	Altérité
	-	-	(Tu)	Sous-entendu, dans le positionnement direct de l'altérité proche...
	-	-	(Toi)	Positionnement direct de l'altérité proche (sous-entendu du pronom réfléchi ...)
	Moi	Moi	-	Positionnement direct dans le discours, indiquant une imposition naturelle mais acceptée. Exposition personnelle.
	On	On	-	Impersonnel

CHAPITRE III. SYNTHÈSE DE L'ENSEMBLE DES ENTRETIENS

Dans cette partie, nous allons entreprendre une analyse comparative des deux corpus (Fim et Fds), dans le but de confronter leurs différents points de vue, afin de constater s'il y a en route un processus d'évolution identitaire, une évolution englobant donc toutes les provenances aujourd'hui françaises... Ainsi, vu que tous nos enquêtés, tous groupes confondus, ont des professions que nous qualifions d'assez intellectuels (y compris les étudiantes), nous allons essayer de constater si ce point constitue un élément probant pour le résultat escompté. Il y aura également à côté de cet aspect, les âges des individus. Ce dernier facteur en effet, est très important, car il s'agit des générations qui selon leurs époques relatives à la construction des identités (adolescence, le jeune adulte), donc de savoir il s'agit, de constater s'ils sont en contact avec les populations dites d'origines immigrées.

En effet, nous pouvons remarquer que, selon que les Fds vivent dans un environnement où ils rencontrent et / ou fréquentent, du moins sont en contact avec ce type de population, leur mentalité peut s'avérer beaucoup plus ouverte vis-à-vis de ces derniers, comparées aux Fds qui vivent dans les campagnes qui ont très peu, voire pas du tout des contacts avec les Fim. Cela se traduit par des actes que les autres jugent de racistes. Par ailleurs, nous n'entendons pas que les Fim mais aussi les Fds ...

Pour tenter d'atteindre notre but, nous avons choisi de travailler sur les résumés des questions retenues dans les deux synthèses, du moins les questions communes, par souci d'équité. Ainsi, leur synthèse nous donne la suivante, selon deux colonnes, d'une part les Fds et de l'autre, les Fim... :

THEMES		
<i>Identité française</i>	<i>Fds</i>	- conscience / + fierté / - héritage
	<i>Fim</i>	+ liberté / + égalité
<i>Définition du Français</i>	<i>Fds</i>	++ identité (individus de nationalité française)
	<i>Fim</i>	++ divers provenances
<i>Citoyenneté</i>	<i>Fds</i>	++ conditions / ++ naturalisation
	<i>Fim</i>	++ citoyen (simplement) / +- citoyen
<i>Ouverture</i>	<i>Fds</i>	++ ouverture d'esprit (mangent exotique)
	<i>Fim</i>	++ ouverture d'esprit (mangent français)
<i>Stéréotypes</i>	<i>Fds</i>	-- stéréotypes
	<i>Fim</i>	-- stéréotypes
<i>Pureté culturelle</i>	<i>Fds</i>	-- pureté
	<i>Fim</i>	-- pureté

THEMES		
<i>Cultures immigrées</i>	<i>Fds</i>	+ échelle / + balkanisation / - probables / ++ échanges
	<i>Fim</i>	++ probables / ++ melting pot
<i>Dominance culturelle</i>	<i>Fds</i>	++ probable
	<i>Fim</i>	-- probable
<i>Enrichiss. / appauvriss.</i>	<i>Fds</i>	++ enrichissement / - pauvreté
	<i>Fim</i>	++ enrichissement / - pauvreté
<i>Discriminations</i>	<i>Fds</i>	++ présence / - identification aux Fim
	<i>Fim</i>	++ présence / ++ difficultés
<i>Différences</i>	<i>Fds</i>	++ faciès /
	<i>Fim</i>	+++ différences
<i>Avenir</i>	<i>Fds</i>	++ condition (évolution mentale) / ++ espoir
	<i>Fim</i>	++ espoir ++ utopie

Au vu de toutes ces réponses, il semble apparaît d'abord dans leur ensemble, un ouverture. Celle-ci, nous pouvons le considérer comme étant l'un des points de départ du processus d'intégration et par conséquent... Effectivement, l'évolution des mentalités est une chose plus qu'espérée dans le cas d'une étude comme celle-ci, où nous sommes à la recherche des indices sur une éventuelle francité. Ainsi, tous âges confondus, nos enquêtés sont presque tous entourés des individus dits Fim (excepté Fds/3). Quant à leurs âges, nous disons qu'ils sont quand même dans leur majorité, dans une tranche qui connaît bien le multiculturalisme. Cependant, Fds/3 par exemple, bien qu'entrant dans cette tranche d'âge, reconnaît ne pas être en contact avec les Fim. Nous pensons que ce fait vient de sa ville natale (le sud du pays) où il n'y a pas beaucoup d'immigrés... Aussi, Fds/2, malgré le fait qu'il nous dise ses origines rurales (ses parents habitent toujours à la campagne), lui est devenu un citoyen incontesté, avec le « paraître » des

gens propres aux villes, et va même jusqu'à reconnaître et intégrer le NP *Mohammed* dans le patrimoine français. Fds est entré en contact avec les Fim d'abord par le fait d'être en zone urbaine, ensuite pour avoir été à l'université.

La simplicité d'esprit que dégage ici nos enquêtés, trahis par leurs réponses, est transposée donc dans leurs entretiens. En effet, pour tous par exemple, Fds et Fim confondus, le citoyen Français est défini simplement... Démarche peut être intéressée par les Fim, dans la mesure où ils veulent une reconnaissance identitaire, mais de la part des Fds _ exceptée Fds/1 _, c'est une démarche quelque peu difficile. Cela s'explique par le fait qu'ils reconnaissent être différents des Fim...

Il apparaît que tous les profils de nos enquêtés,, de manière générale donc, émettent une vision que nous jugeons de positive sur l'avenir de la nation, car nous constatons chez ces derniers, un esprit d'ouverture assez avancé. Peut-être qu'il y a des degrés dans cette ouverture, mais nous considérons que c'est déjà un bon point pour l'identité des Français, qui voyons, a déjà commencé à tracer sa route vers...

Quatrième partie

IMPLICATION DIDACTOLOGIQUE

Etant donné que nous travaillons sur le concept d'identité, nous considérons qu'il va de soi qu'il ne peut être dissocié de celui de la culture ou même des cultures. Or, la culture désigne un objet didactologique complexe, parallèlement, l'identité aussi. En effet, nous avons pendant un bon moment hésité à parler en fin de compte des identités françaises, au lieu de l'identité française. Le choix s'est arrêté sur la seconde car la France est une nation et elle le demeure. Ainsi, il s'avère qu'associer l'identité à la culture n'est pas chose aisée bien que les deux soient indéniablement liées.

Notre intérêt personnel pour les problèmes ou plutôt les questions relatives à la culture liées à l'identité et par conséquent à la société dans une vision identité – culture concerne de plein fouet notre discipline d'étude, car nous ne pouvons découdre de notre essai, sans introduire une partie sur l'implication didactologique du sujet...

Comme nous le disions, notre travail s'inscrit en sciences du langage, dans le domaine de la didactique des langues et des cultures (DLC). Et bien que nous travaillions dans ce domaine, nous ne travaillons pas sur les langues car l'aspect culturel que nous avons cru bon de cibler, derrière la notion d'identité, afin de nous permettre d'aboutir sur nos hypothèses. La DLC (quelque soient ses objectifs et dans ceux-ci ses contenus, etc.) a toujours été concerné par les questions relatives à la culture. Cependant aujourd'hui on constate qu'il y a une nette évolution quant aux liens reliés à ces concepts de la discipline, lorsqu'ils se sont modifiés au fur et à mesure de l'évolution de la notion de culture.

Ainsi, le terme culture et toutes ses dérivations, est polysémique. Ce marquage polysémique porte parfois à confusion car on vient souvent à nommer « culture » ou « culturel » à défaut, les termes, événements, situations, etc. ... D'un autre côté, la culture impliquant l'identité et même les identités, sont hiérarchisées socialement dans sa considération. Et donc l'une est élevée au détriment de l'autre ou des autres.

En ce qui concerne l'identité, eu égard à tout ce que nous avons dit tantôt, nous pouvons dire que cette considération hiérarchique s'avère exacte. En effet, si l'on tient compte des panels de nos enquêtés, les Fds, bien que leur majorité « avoue » ne pas être raciste et ouverte d'esprit, il n'en demeure pas moins que leurs propos les trahissent quelque peu, quelque part dans nos entretiens

(surtout Fds/2)... Ceci mène à penser qu'il y a bien hiérarchisation identitaire et culturelle : les Fds et les Européens d'abord, les Fim ensuite. Et encore, dans le second groupe, Fim/2 par exemple qui est d'origine portugaise, lors de notre pré enquête, se déclarait Fds. C'est juste qu'elle s'est gênée car nous étions en présence d'une Fds...Alors, elle s'est finalement déclarée Fim, mais se considérant Européenne, et préfère parler en terme d'Européen / Européen. Le fait qui nous marque ici chez Fim/2 est que cette dernière considère Européens seulement des individus dits Eds. Sont donc exclus de ce groupe par elle, les Fim d'origine non européenne.

Revenons sur la notion culture - identité, nous avons jugé nécessaire de placer cette notion accolée sur l'endroit où se placent les pensées de nos enquêtés, afin de cerner la perspective historique se dégageant d'eux. Les faits d'immigration dont nous avons parlé dans notre première partie de ce document forment une empreinte de l'histoire du pays, qui va nous aider à avancer dans cette partie.

Si donc nous voulons en France (et en Europe) comprendre l'identité dans cette ère d'immense diversité culturelle, il est donc plus que nécessaire de prendre conscience de l'évolution franche de cette notion qui est bien entendue liée à celle de la culture, afin d'en saisir honnêtement leur portée qui est, selon nous, encore insoupçonnée, mal utilisée, donc mal cernée. Cela doit également s'entendre sur le point social.

C'est ainsi que la DLC qui est une discipline profondément ancrée dans la sphère sociale a pour problématique principale la notion de culture. Nous y rajoutons ici, la notion d'identité. Mais nous avouons donc qu'il n'est pas fort aisé de définir la notion de culture. Et bien que celle de l'identité soit déjà définie et redéfinie, dans notre cas, elle est à redéfinir encore, étant donné que nous avons en France (et en Europe) non pas seulement une identité mais aussi et en même temps plusieurs identités. Nous ne redéfinirons pas au sens premier ces termes mais plutôt en rapport avec les résultats des analyses réalisées sur les propos de nos Fds et de nos Fim. Ainsi, ces deux tâches ne sont pas simples comme le dit Jacques Cortès : « *Définir le sens général de cette évolution est d'évidence une nécessité dont témoigne l'ampleur et la qualité des travaux (...)* Publiée dans le champ de la DLC » (2002 : 2).

Aujourd'hui, après un cheminement qui a traversé plusieurs siècles, la notion de culture et maintenant, associée à celle de l'identité sert donc à faire des distinctions sur les plans social, individuel et collectif. Cela renvoie à des représentations et à des stéréotypes, car ni les cultures ni l'identité n'appartiennent à un champ conceptuel unique, dénué de toute réalité. Et la réalité

française (et européenne) n'est plus la même sur les deux plans. Donc il sied de la considérer de manière évolutive car ils sont tous deux considérés comme des enjeux importants.

Il apparaît donc que penser autrement en France (et en Europe) signifierait l'établissement d'une évolution mentale, une acceptation vis-à-vis de / des culture(s) issue(s) d'ailleurs et par conséquent, introduire les Fim (et les Eds) dans la bulle que l'on considère comme étant la sienne. Il faut pour cela, s'inspirer du passé pour bâtir l'avenir. Ainsi, nous pourrions dire que *« Cette longue marche de la culture dans la pensée des hommes permet à l'homme contemporain de voir en elle plus et mieux que ses prédécesseurs »* (Dollot L., 1996 :115²⁰¹)

Ceci dit, arriver de nos jours à exprimer pleinement et consciemment la problématique de la culture – identité est un pas en avant rendu possible grâce à l'histoire. C'est dans cette vision que nous considérons cette notion. Ainsi, la culture – identité c'est donc tous les caractères qui relient l'individu à la société et au pays où il vit. En effet, un individu qui vit à la campagne n'aura pas la même mentalité qu'un individu vivant en ville... Accepter donc l'altérité, acquérir une ouverture d'esprit, faire évoluer sa mentalité fait partie de l'acte d'identification, et par conséquent, y inclure les cultures (et les langues !). Ainsi, cet acte qui constitue une catégorisation demeure quand même comme l'un des points de départ du processus d'intégration identitaire.

D'ailleurs, en parlant des villes, Louis-Jean Calvet n'est-il pas arrivé à la conclusion qui est celle de la considération de ces endroits comme étant une forme spatiale sachant créer des mélanges (langues/cultures), qui participent donc à la création d'une culture (unique ?). Nous avouons que c'est cette démarche constructive que nous avons conservée car elle nous a aidée à constater l'évolution de l'identité française, objet de notre étude... Il s'avère donc que nos résultats finaux devraient laisser envisager la création d'une koinè identitaire en France, une koinè qui se doit de commencer par la culture, en forme donc d'entonnoir, pour ne ressortir qu'une seule culture et une seule identité : la culture et l'identité françaises. Ces dernières se devront d'être les références de tous les Français, sans distinction de leurs origines...

Pour ce faire, la langue est un grand facteur clé dans ce processus, car elle est le lien qui crée la francité : elle est véhiculaire, culture et identitaire. Ainsi, l'apprentissage scolaire par exemple nous apprend la vertu de l'amour... fondement de la paix et de la cohésion sociale, etc. qui fait donc que les différentes provenances quelques soient leurs différences arrivent à cohabiter sans

se froisser...

Aussi, la culture française, d'autre part, a toujours montré sa force d'intégration. En effet, elle est avant tout urbaine _ et nous savons que les immigrés s'installent en zones urbaines, dès leur arrivée dans le pays... Donc la culture française avec son système éducatif qui a déjà montré ses preuves, est civile, civique et laïque, d'où son rôle d'intégratrice dans sa nature.

Nous en concluons, disant que, le pays dans sa démarche didactique, à l'instar de l'enseignement de la DLC, n'oublie pas son éthique, qui fait donc qu'elle y intègre le respect des individus et prend en compte leurs cultures : il y existe bien entendu, une ouverture d'esprit. Cette démarche de la DLC impliquée ici consiste à vérifier les sources du terrain (pratique) et les écrits car cette discipline s'avère riche en rencontres.

²⁰¹ Dollot Louis, 1996 : « *Culture individuelle et culture de masse* ». QSJ ? 128P ; Puf. Paris.

CONCLUSION

Tout au long de cette étude, nous nous sommes rendue compte que les résultats escomptés n'ont pas été forcément dans les réponses trouvées. Il s'avère donc en effet que plusieurs aspects ont fait que dans la vérification de nos hypothèses a fait l'objet d'une recherche approfondie, s'étendant dans plusieurs domaines (politique, économique, démographique, sociologique... au-delà de ce que nous aurions pu penser donc), usant de plusieurs moyens pour essayer d'y aboutir (bibliothèque, Internet, base de données, témoignages, médias...). Donc, ce n'était pas une entreprise aisée...

Ainsi donc, chercher des réponses aux questions de nos hypothèses qui étaient de savoir si : les différences culturelles interdisaient-elles la création d'une nouvelle identité française ... Si ces différences donc allaient-elles pouvoir se fondre dans l'unicité... S'il y aurait de l'assouplissement ou plutôt du durcissement (dans les lois par exemple)... Et si donc au final, la francité pouvait-elle accueillir des individus différents...

Il en découle qu'il apparaît, suite à notre recherche qu'il existe des individus Fim issus de différents horizons, qui restent cantonnés dans leurs cultures sources, mais tel n'est pas le cas de tous. Ainsi, ceux-là vivent dans un repli identitaire alors interprété comme un refus d'intégration. C'est en ce sens que nous constatons des problèmes face à la laïcité par exemple...

Ce principe de la laïcité en effet qui normalement rend hommage au pays par sa vertu de neutralité, avait permis à de nombreuses générations des Fim de se fondre dans le moule français. Or, bafouée, critiquée, piétinée, de nos jours, la banalisation de la laïcité fait ressurgir la recrudescence des religions des Fim, alors que celles-ci étaient reléguées à l'arrière plan jadis, aujourd'hui est devant de la scène ... surtout des médias. En effet, nous savons que lorsqu'une information est relevée par les médias, elle est plus que surévaluée, et donc l'incident, l'information prend une autre ampleur...

Le constat effectué face à ce premier phénomène est la première phase de plusieurs autres, car, il a été constaté en vérité qu'il n' 'y a pas de fumée sans feu'... Effectivement, longtemps repoussés au ban de la société, il apparaît que les Fim/IP2/non Eds Eds = Européen de souche), les individus souvent de cultures, de religions, de langues et de pigmentation épidermique différente, se balkanisent, et par conséquent se sont créés un autre monde, alors différent de celui

des Fds. La cohabitation par exemple entre ces deux groupes s'avère difficile, avec des barrières face au logement, à certains emplois (surtout en cas de crise économique), certains loisirs... impliquant indéniablement la présence du racisme.

Comme les Grands Ensembles, lieux où se concentrent les Fim dans leur majorité, c'est là que les problèmes cités ci avant sont les plus souvent rencontrés. En effet, la majorité des Fim issus du département de Seine Saint-Denis (93) par exemple, sont souvent écartés du monde du travail, car ils sont considérés comme des « pourris », des « renégats », de la « racaille », etc. et par conséquent, quelque soit leur volonté d'en sortir et de s'en sortir, ils découvrent une sorte de ventouse qui les retient dans leur zone de vie...

Il se trouve également que ces lieux qui apparaissent au prime abord comme très hétérogènes, sont également homogène, après observation, même si cela peut étonner. C'est ainsi que l'a constaté Juliette Minces²⁰² qui dit que : « *Ces lieux constituent un milieu social homogène pour un milieu «ethnique» hétérogène.* ». Aussi, poursuit –elle dans ce constat, *les Français dits de « souche » qui restent dans ces milieux sont marginalisés...et q'ils ne veulent pas être comparés au Français dits « issus de l'immigration », car ils se sentent minoritaires, d'où leur comportement de racisme.* (Idem).

Nous constatons que le dernier point souligné par Juliette Minces renferme deux points importants : la cohabitation et le racisme. Il s'avère que la cohabitation de ces deux groupes mène à l'intégration « à l'envers » des Fds, dans la culture dite « des banlieues », car les enfants Fds acquièrent l'esprit des enfants Fim... Quant au racisme, si ce ne sont pas les Fds qui le sont vis-à-vis des Fim, ce sont les Fim qui le sont alors sur les Fds... En effet, il a été constaté dans la dernière décennie surtout, que la société française nous parle d'un racisme inversé. Cela consiste à repousser « des zones d'habitation des Fim », les Fds, car les Fim ne désirent pas cohabiter avec des « étrangers »... De toutes façons, les cités sont ethnicisées, et donc, elles sont socioculturellement excentrées. Ce qui n'est pas un facteur à vrai dire, favorable à leur intégration. D'ailleurs, le taux de chômage et le taux de pourcentage y sont fortement accentués. Les enfants ont une aversion pour tout ce qui représente l'autorité car ils ont perdu toute croyance aux valeurs et vertus républicaines et intégratrice... Ainsi, la famille qui jadis était considérée comme source première de l'apprentissage de ces valeur était considérée comme facteur d'intégration de base, semble aujourd'hui avoir perdu son rôle. Par conséquent, les enfants se retrouvent dans une situation de perte de valeurs socioculturelles et identitaires, d'où

le repli dont ils font montre.

Nos résultats à cet égard, même s'ils révèlent quelques corroborations des thèses avancées dans nos hypothèses, et d'ailleurs connues telle que cette intégration _ qui ne se fait plus selon les principes vertueux de la nation _, il s'avère quand même qu'il existe des points positifs qui font croire à une cohésion socioculturelle et identitaire. Tous nos enquêtés par exemple ont admis l'existence d'un métissage culturel, surtout au niveau culinaire et artistique (musical par exemple), et par conséquent, dénotent d'une certaine ouverture d'esprit. Or, cette ouverture peut être interprétée comme un signe précurseur des changements positifs...

Face à ce cas de figure, nous pouvons nous permettre de nous demander si la société et l'identité françaises sont réellement en crise, tel on nous l'annonce depuis plusieurs temps déjà ! Car si cela se trouve, elles seraient seulement en période transitoire, c'est-à-dire qu'elles seraient en pleine phase de revendications qui feront que l'identité française se mette sur le pas des cultures... Il va sans dire en effet que le multiculturalisme français n'est plus à démontrer, mais pour ce qui est de ses identités, elles ne sont considérées que de manière négative. Or, si le regard des autorités changeait à leur encontre, et les considéraient dans une optique de leur intégration dans la culture française, peut-être que ces dernières seraient plus aptes à accepter le processus d'intégration plutôt que de l'assimilation dans laquelle on veut les enrôler ? _ Ne l'oublions pas, l'assimilation signifie la force...

Cette manière de reconsidérer la société face aux problèmes dont on parle n'a pas échappé à l'éminent linguiste Claude Hagège²⁰³ qui stipule en 2004, sur la question de l'identité française que : *« A mon sens, ni la langue, ni l'identité française ne sont en crise. Les crispations communautaires dont on parle tant sont le fait des minorités qui ne demandent qu'à s'intégrer. [...] Mis la témérité revendicative d'une frange aussi marginale ne doit pas faire oublier qu'une grande proportion de Français demeure habitée par un rêve d'intégration. »*

Ainsi, en découle que qu'il y a une chose que nous devons garder en pensée, ce serait la volonté d'intégration des Fim, comme l'ont justement évoqués nos enquêtés dans leurs diverses réponses... En effet, tous les regards sont braqués sur les différences culturelles des individus,

²⁰² Juliette Minces : *La génération suivante*, Page 104.

²⁰³ Claude Hagège, dans le Figaro, 30/04/2004 : *« L'identité nationale : qu'est-ce qu'être Français aujourd'hui ? »*.
www.lefigaro.fr

alors que leur fonds lui, est ignoré. On focalise avec véhémence sur les débats portant par exemple sur le voile islamique, lorsque l'on oublie que ces femmes voilées, sont le plus souvent victimes des doctrines dites spirituelles, et par conséquent, embrigadées par des hommes fanatiques. En vérité, l'islam de base en lui-même n'est pas la question. Certes, la laïcité recule « à cause » de cette religion, mais ce ne sont pas tous les islamistes qui la bafouent : il faut plutôt regarder du côté des radicaux... Alors, cette bouffée rageuse qui fait qu'il y ait de plus en plus de recul de la considération des Fim et qui crée également et simultanément leur repli socioculturel et identitaire, fait oublier qu'ils sont d'abord des citoyens Français, que d'ailleurs d'aucuns politiciens s'en rappellent lors des situations des votes...

En guise de conclusion, nous disons que nos hypothèses sont vérifiées. Qu'il existe en effet un processus de construction identitaire français, englobant toutes les origines premières des Fim (leurs origines deuxièmes étant leurs régions d'établissement et de reconnaissance, comme en faisant dorénavant partie). Ainsi donc, nous constatons que la francité qui fait fondre les diverses provenances étrangères dans le moule national français est toujours en route. Certes, elle fonctionne, mais il lui faudra juste un peu plus de temps qu'elle n'a eu à le faire avec les Fim/IP1/Eds, car ces derniers _ rappelons-le _ avaient moins de différences socioculturelles et religieuses (et épidermique !) que les Fim/IP2/non Eds... Et tel le dit la chanson de Marc Lavoine « *C'est ça la France* », dans son refrain :

*[...] c'est ça la France
On est tous des frères selon les déclarations
Enfin je pense,
Faut jamais les oublier
Les trois qui terminent en Té*

Il s'avère donc que la France est à l'image de ses échanges avec les divers pays étrangers avec lesquels elle entretient des liens commerciaux, politiques... Donc un pays multiculturel, qui devrait commencer à inclure les Fim dans la nation, les introduire au sens d'une considération égalitaire, en cessant de les voir comme des êtres « issus de », comme des étrangers donc...

Pour résumer le tout, en guise de mots ultimes de ce document, nous citons ces belles phrases du

poète Julos Beaucarne, pour laisser à tous, la possibilité d'entrer dans une petite réflexion ... :

Ton Christ est Juif,
Ta voiture est japonaise,
Ta pizza est italienne et ton couscous algérien,
Ta démocratie est grecque,
Ton café est brésilien,
Ta montre est suisse,
Ta radio est coréenne,
Tes vacances sont turques, tunisiennes ou marocaines,
Tes chiffres sont arabes,
Ton écriture est latine,
Et... tu reproches à ton voisin
D'être un étranger....

BIBLIOGRAPHIE

Nous tenons à signaler que nous n'avons pas consulté tous les documents cités dans notre bibliographie générale. Des documents non lus (mais parfois tout de même rapidement consultés) y figurent parce que nous pensons qu'ils représentent un intérêt particulier pour notre thématique en général et / ou particulièrement pour une partie ou même encore un chapitre donné... Nous les signalons toutefois ces ouvrages _ même partiellement consultés, sont marqués par un *. Seuls les titres de la **e-bibliothèque** ont tous été consultés.

Notre bibliographie est donc classée par thèmes. Ils sont au nombre de 8 qui sont :

- 1- Hommage à Jacques Cortès (dédicace pour l'œuvre de toute une vie...).
- 2- Les ouvrages de référence.
- 3- Les manuels, les enquêtes et les statistiques.
- 4- Les revues, les magazines, les articles et les journaux.
- 5- Les thèses, les mémoires, les rapports, les séminaires et les colloques, les comptes-rendus.
- 6- Les romans.
- 7- La e-bibliothèque.
- 8- Les dictionnaires.

Jacques CORTES Bibliographie sélective

Date de rédaction mai 2009

Pour établir cette bibliographie, j'ai distingué 5 aspects de ma carrière se chevauchant régulièrement :

1. 1968 – 1976 *Publications en vue de l'obtention de grades universitaires*
2. 1963 – 1971 *Période japonaise*
3. 1973 – 2004 *Publications liées à mes fonctions de Directeur du CREDIF (Centre de Recherche et d'Etudes pour la Diffusion du Français) à l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud, puis de Professeur des Universités à partir de 1983.*
4. 1986 – 1989 *Publications aux Etats-Unis dans le cadre de mes fonctions de membre du Board of Directors of French American Institute for International Studies et de Chairman and Editor of Pages d'Ecritures (Revue du Professeur de français aux Etats-Unis) ;*
5. 1999 – 2010 *Publications liées à mes fonctions de Président du GERFLINT*

1. 1968 – 1976 : Publications en vue de l'obtention de grades universitaires (3)

1968 : *La Syntaxe des Propositions temporelles dans un roman de Chrétien de Troyes : Perceval le Gallois ou le Conte du Graal* – Mémoire de maîtrise sous la direction du Professeur Charles Foulon. Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Rennes

1970 : *La Fonction adjectivale dans le français contemporain ; Essai de définition structurale. Etat du Problème en 1970* - Thèse de 3^{ème} cycle présentée sous la direction de Jean Gagnepain et avec le concours d'André Martinet. Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Rennes

1976 : *Le statut de l'adjectif en français* – Thèse d'Etat sous la direction de Jean Gagnepain et d'André Martinet

soutenue à Rennes, Faculté des Lettres et Sciences humaines : Jury : Jean Gagnepain, André Martinet, Charles Foulon, Georges Mounin et André Bernard.

Publications liées aux travaux universitaires (5)

1969 : *La place de l'adjectif épithète dans le groupe nominal*, Bulletin d'Etudes de la Linguistique française N° 4-5, Société d'Etudes de la Linguistique française au Japon, International christian University, Tokyo, Japon, pp. 1-35.

1970 : *L'adjectif épithète français Analyse fonctionnelle et application au problème de la place*, Publication du bulletin de l'Athénée français de Tokyo, pp.1-15

1978 : *L'équilibre phonétique et rythmique des déterminants nominaux dans la prose littéraire* – Revue de Phonétique Appliquée, Mons, Belgique, N° 48, pp.257 - 282

1979 : *Grammaire fonctionnelle du français* ; initiateur de l'idée en tant que Directeur du CREDIF, et membre de l'équipe dirigée par André Martinet pour la mise en forme générale du plan d'ensemble et la rédaction des textes ayant servi à traiter la partie adjectivale de l'ouvrage qui reprend les conclusions et les exemples de ma thèse de doctorat ; Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud/ CREDIF, Didier, Paris, 275 p.

1987-1988 : *Le fonctionnement relationnel de l'adjectif* – Mélanges offerts à Petar Guberina, Jugoslavenska Akademija Znanosti I Umjetnosti, Filologija Knjiga 15 Razred Za Filoloske Znanosti, Zagreb (pp.67 – 73)

2. 1963 – 1971 : Diverses publications de la période japonaise (9)

1964 : *Opinions du Japonais moyen, Conversation à l'Athénée Français de Tokyo*, publication de l'Athénée (74 p.)

1966 : *Tête-à-tête avec un Français moyen*, petit manuel de civilisation française réalisé avec le Professeur Yoshio Abe, à l'intention des étudiants de français des universités japonaises, Ed. Suruga dai-Shuppansha, Tokyo, 60 p.

1969 : *bilan scientifique et technique d'un stage de formation de professeurs par les techniques audio-visuelle du CREDIF (avril –juin 1969)*, Publication du centre de recherches pédagogiques de l'Athénée Français de Tokyo (197 p.).

1970 : *bilan scientifique et technique d'un stage de formation de professeurs français et japonais par les techniques audio-visuelles du CREDIF (avril – mai 1970)* , Publication du Centre de recherches pédagogiques de l'Athénée Français de Tokyo (261 p.)

1970 : Organisateur et éditeur des ACTES du Premier Colloque franco-japonais pour l'enseignement de la langue française au Japon, publiés avec le concours de l'Ambassade de France, la Société japonaise de Langue et Littérature française, l'Association Japonaise des Professeurs de Français, membre de la FIPF, l'Athénée Français de Tokyo, l'Institut franco-japonais de Tokyo et le National INSTITUTE FOR Educational Resarch (NIER) (230 p.). Deux communications publiées

- *Les problèmes phonétiques de l'étudiant japonais*, pp.9-37
- *Méthode audio-visuelle et méthode directe*, pp.167-179

1970 : *Les recettes d'épouvante de Mérimée* ; in *Etudes de Langue et Littérature françaises* N° 16 de la Société de langue et littérature françaises du Japon, Ed. Hakusuisha, Kanda, Tokyo, Japon, pp.41-45

1971 : *Manuel de Langue française pour débutants avancés*, (description, portrait, narration, dissertation, analyse littéraire) publié par le Centre de recherches de l'Athénée Français de Tokyo, 155 p.

1971 : *Considérations générales sur l'enseignement du français au Japon*, conférence prononcée à (et publiée par) l'Athénée Français de Tokyo, 13 p.

3. 1973 – 2004 : Publications liées à mes fonctions de Directeur du CREDIF (Centre de Recherches et d'Etudes pour la Diffusion du Français à l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud) puis de Professeur des Universités à partir de 1983. (65)

1974 : « *ALFONIC et l'enseignement du français langue seconde* » – in Alfonic 1, Rencontre de Châtenay-Malabry des 5 et 6 décembre 1974 ; Publication de l'INRDP et du Laboratoire de phonologie appliquée de l'Université René Descartes, pp.79-86

1976 : Editeur des *Actes du troisième Colloque international SGAV pour l'Enseignement des Langues*, qui s'est déroulé à Châtenay-Malabry du 15 au 18 mai 1974, CREDIF/ Didier 338 p.

1976 : Dans les Actes ci-dessus, direction d'un atelier sur **l'enseignement aux adultes** et publication d'une communication sur « *L'Education permanente dans le monde du travail en France* », pp.289-299.

1974 : Coordinateur de la revue *Voix et Images du CREDIF* n°3, suite au colloque ci-dessus

1976 : « *Français langue étrangère et objet technique, remarques sur quelques orientations de recherche et esquisse de solution* » in Revue les ELA n°23 (pp.29-46)

1977 : « *Français scientifique, français instrumental et français fonctionnel. Essai de définition* » in ***Le renouveau des études françaises à l'université*** ; deuxième rencontre mondiale des départements d'études françaises, Strasbourg, AUPELF, 17 au 23 juillet 1977, pp. 71-84

1977 : « *Français scientifique, français instrumental et français fonctionnel* » in Bulletin 16-17 de la FIPF, Sèvres, pp.53-57

1977 : « *Le Verbe et la conjugaison* » in *Langue Française* N° 36, pp.67-72

1978 : « *Approche psycho-sociolinguistique d'un dossier d'Education Permanente* », in les ELA n°29 (pp.54 – 67)

1979 : Dir. *Le Machin 1*, matériel d'apprentissage du français pour débutants avancés s'intéressant aux domaines de la technologie, Didier CREDIF (2 fascicules)

1980 : Dir : *Le Machin 2* suite (2 fascicules)

1979-80 : « *Rapport de synthèse : les activités de recherche scientifiques et didactiques du CREDIF à l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud* », Publication du CREDIF, 86 p.

1980 : Dossier CREDIF : « *Didactique du Français Langue Etrangère, Le mouvement des idées (Austin, Bernstein, Halliday et Wilkins)* », Publication interne du CREDIF (50 p.)

1980 : Dir. *Spirales, Techniques d'expression et de communication en éducation permanente*, CREDIF : Didier, 1980, 215 p.

1981 : « *L'ancien et le nouveau testament de la didactique des langues* » in Revue de Phonétique appliquée 59-60, 1981 (pp.43-63)

1981 : « *Remarques sur la langue française des années 80* », Conférence prononcée au Club de la Table Ronde d'Evreux le 18 mars 1981, 15 p.

1981 : « *Perception, Production et Progression, ou les 3 piliers de la sagesse audio-visuelle* », Dossier de formation CREDIF (20 p.)

1981 : « *Grandes lignes de l'évolution didactique en Français Langue étrangère* ». Dossier de formation CREDIF (11 p.) :

1981 : « *Poésie et Sémantique* ». Dossier de formation CREDIF (17 p.)

1981 : « *Sémantique et Didactique, Points de repère* ». Dossier de formation CREDIF (13 p.)

1981 : « *Connotations et Poésie* ». Dossier de formation CREDIF (18 p.)

1981 : « *Poésie et versification* ». Dossier de formation CREDIF (10 p.)

1981 : « *Affectivité et Langage* ». Dossier de formation CREDIF (16 p.)

1982 : Dir. Relectures, *Sciences de l'Homme, Sciences du Langage* (Austin, Bernstein, Bourdieu, Labov, Goffman, Crozier, Piaget et Chomsky relus par Jacques Cortès, Louis Porcher, André Abbou et Victor Ferenczi) CREDIF : Didier, (144 p.) et rédaction de 2 chapitres :

- Chap 1 : « *J.L. Austin : Quand dire c'est faire* » (pp.11-17)
- Chap 2 : « *B ; Bernstein : Langage et Classe sociale* » (pp.17-25)

1982 : Dir. Environnement et Enseignement du français, *Français dans le Monde* N° 171, rédaction de l'Introduction et de l'article *Entre le zéro et l'infini...l'environnement*

1983 : « *L'investigation du Texte, un Essai de lecture sémio-systémique* », Cahiers du CISL n°5, 1983-84 de l'Université de Toulouse le Mirail, (pp.79 – 138)

1983 : « *La Didactique des langues de 1950 à 1980* », in Cahiers de l'EREL de l'Université de Nantes (pp.5-35)

1983 : « *Sur un poème de Francis Ponge : le Feu* », in Mélanges offerts à l'Inspecteur Général Jean Auba, Directeur du CIEP de Sèvres, Les Amis de Sèvres (pp.49-53)

1985 : « *Problèmes de bilinguisme* », Etude élaborée à la demande de la *Mission Laïque française*, présentée au Colloque de Draveil (février 85), et publiée dans la revue *Dialogues*, références perdues, 16 p.

1985 : « *Aspects socio-culturels d'un enseignement du français langue étrangère aux fins de communication, en milieu scolaire* », rapport présenté dans le cadre du Projet N°12 du CDCC du Conseil de l'Europe suite à l'organisation et à la direction (par moi) de l'atelier international qui s'est déroulé au CIEP de Sèvres du 4 au 8 mars 1985. Ce rapport, publié en septembre 85, fait état des conclusions que je tire de cet atelier. CREDIF (14 p.)

1985 : Dir. Grammaire de Texte, *Français dans le Monde* N° 192, rédaction de l'Avant-Propos (pp. 26 et 27) et de 2 articles :

- « *La grande traque des valeurs textuelles ; quelques principes liminaires pour comprendre la Grammaire de texte* » (pp. 28- 34)
- « *Des principes au plaisir du Texte, Effets sémantiques et pragmatiques dans 3 poèmes de F.Ponge* » (pp.35-38)

1986 : « *Les chances du bilinguisme dans les Ecoles maternelle françaises de l'étranger* », Etude préparée pour le compte de la *Mission laïque française*, suite à une enquête menée à la Houston International Awty School appartenant au réseau des Etablissements étrangers gérés par la MLF.

1987 : Dir. Une introduction à la recherche scientifique en Didactique des Langues, regroupement des conférences

et des travaux des séminaires de 3^{ème} cycle organisés aux universités d'Aix-Marseille 1 (département de phonétique) et de Rouen (Institut des sciences du langage), CREDIF/ Didier, 231 p. et rédaction de 3 chapitres :

- Chap.1 : « *Une taxinomie de la recherche en didactique des langues* » (pp.9-21)
- Chap 2 : « *Les origines de la modernité en didactique des langues* » (pp. 21 -53)
- Chap 3 : « *Approche systémique en didactique des langues étrangères : un exemple : Un Niveau-seuil* » (pp.53-67)

1987 : « *Coquelicot* », Nouvelle publiée dans le recueil *Nouvelles d'ici et d'ailleurs* sous l'égide du Conseil de l'Europe, Hatier, Paris (pp.5-25)

1988 : Dir. *Sociolinguistique* : « *Evaluation et Analyse de discours, Actes du séminaire sur le français des années 80 (années 83 – 86) présentés en collaboration avec Jean Peytard*, Distribution Didier Erudition, impression ENS de Saint-Cloud-Fontenay, 189 p.

1988 : Dir. *Maquette dactylographiée du N° zéro de la revue Pages d'Ecritures pour l'Afrique subsaharienne* (139 p.)

1990 : Dir. Revue Europe n°738 consacré à la langue française, *Vivre le français contemporain* ; article de présentation : *Et pourtant elle bouge...* » (pp.3-10)

1990 : sous le pseudonyme Ergon Vadius, dans le même numéro, « *Variations sur un mot d'actualité* », (pp.54-58)

1990 : « *Jean-Claude Milner, Introduction à une science du Langage* », *Des Travaux/Seuil*, Paris, 1989, 702 p. Analyse critique in revue La Pensée n°276, (pp.129-130)

1991 : « *Un Grand Linguiste normand : Lucien Tesnière (1893 – 1954)* » in Revue d'Etudes normandes N°4, Université de Rouen et Association d'Etudes Normandes, (pp.49-59)

1992 : Dir. Préparation, en collaboration avec Françoise Madray-Lesigne, du Colloque International organisé à l'Université de Rouen, pour célébrer le centenaire de la naissance, à Mont Saint-Aignan, de Lucien Tesnière. Composition des Pré-Actes (124 p.)

1992 : « *Lucien Tesnière, Linguiste et didacticien des langues* », Actes du Colloque International CNRS. URA 1164, Université de Rouen, en collaboration avec Franck Sainte Martine (pp.47-52). Texte repris dans la revue *Etudes Françaises* (1992.2) de l'Université de Wuhan, Centre des Hautes Etudes Françaises, pp 1-18

1992 : *Grammaire et Didactique des Langues*, cours de maîtrise FLE pour le Télé-enseignement de l'Université de Rouen (32 p.)

1993 : « *Le français langue étrangère à l'Université, une affaire qui marche...mais plutôt mal* », Conférence d'ouverture au Colloque organisé à Varsovie par l'Institut de romanistique de l'Université de Varsovie, du 25 au 26 novembre 1993 , et publiée dans les Actes en 1994 (pp.15-32)

1994 : *Introduction aux travaux et recherches en FLE*, Programme de 3^{ème} cycle pour le Centre de Télé-Enseignement de l'Université de Rouen (67 p.)

1996 : « *Tu n'es bon, mon garçon qu'à faire des chansons* », Revue Europe n°805, N° spécial sur Charles Trenet, (pp.29-34)

1996 : *Initiation à la Didactique du FLE, Aspects théoriques*, Cours de Licence Sciences du Langage, mention FLE pour le Télé-Enseignement de l'Université de Rouen (102 p.)

1996 : *Le Concept de culture en Didactique des langues*, cours de maîtrise FLE pour le Télé-Enseignement de l'Université de Rouen (67 p.)

1997 : « *La Francophonie – Idées reçues et réalités* », Conférence prononcée à Novossibirsk le 22 mars 97 et à la Bibliothèque Pouchkine de Tomsk, le 28 mars 97

1997 : *Didactique de l'Evaluation*, cours de maîtrise FLE pour le Télé-enseignement de l'Université de Rouen (55 p.)

1998 : « *Réflexions sur la disparition du CREDIF* », *ELA* n°109 (pp. 39-49)

2001 : « *Un pionnier, Hommage à Robert Galisson* », *ELA* n° 123-124 (pp.491-501)

2002 : « *Mais, ô mon cœur, entends le chant des matelots* », *ELA* n°127, (pp. 301-307)

2002 : « *Religion et Dialogue des Cultures* », publié in Actes du Colloque *Islam and the Dialogue of Civilisations*, Vol.III, King AbdulAziz Public Library, Riyadh 1425-2004 (pp.71-83)

2002 : « *Un exemple de coopération scientifique mondiale en réseau : le GERFLINT* », conférence présentée à l'Université de Toulouse le Mirail, le 14 septembre 2002, à l'occasion du XIIIème colloque international SGAV (11 p.)

2003 : « *Préface* » au livre de Jocelyne Sourisseau : *Bonjour Konichiwa, pour une meilleure communication entre Japonais et Français*, l'Harmattan, Paris (pp.5-8)

2003 : « *Méthodologie, éthique et didactologie des Langues-cultures (DLC)* » in *Apprentissage d'une langue étrangère/seconde, Tome 3 : La Méthodologie* dir. Paul Rivenc, De Boeck et Larcier, Bruxelles, (pp. 33-50) ;

2003 : « *Le GERFLINT et la jeune recherche francophone face aux enjeux du monde contemporain* », Entretien de Jean-Michel Frachet avec Jacques CORTES, ancien Directeur du CREDIF et Président du GERFLINT, publié dans la revue Point Commun de la CCIP, N°20 (pp. 4-6)

2005 : « *Pour une citoyenneté planétaire : le GERFLINT* », revue Les ELA n° 140 (pp.435-443)

2006 : « *Hommage à Paul Rivenc* », allocution prononcée le 23 septembre 2006 au FIAP Jean Monnet de Paris, et reprise dans le Bulletin N°1 de l'année 2006, de l'Association des anciens élèves des Ecoles Normales supérieures de Fontenay-aux-Roses et de Saint-Cloud, pp.115-137.

2006 : « *Le XXIème siècle et la culture du double-JE ou le fabuleux destin de la DLC* », conférence préparée pour le CELEC-CEDICLEC- GERFLINT de l'Université de Saint-Etienne (11p.)

2007: Allocution prononcée le lundi 14 mai 2007 à l'Université de Rouen ; Salle du Conseil de l'UFR des Lettres et des Sciences humaines, à l'occasion de la parution du livre d'hommage à Bernard Gardin (1940-2002) Composé par ses disciples et amis Revue *Synergies France* n°5.

Remarque pour mémoire : J'ai dirigé une soixantaine de thèses de doctorat et environ 200 Diplômes d'Etudes Approfondies (DEA, aujourd'hui Master2). Chaque soutenance de thèse implique la préparation de deux rapports :

- Un (détaillé) pour la soutenance
- Un (synthétique) pour accompagner et justifier le grade attribué au chercheur

La publication de ces rapports constituerait un énorme ouvrage.

.....

4. 1986 – 1989 Publications aux Etats-Unis dans le cadre de mes fonctions de membre du Board of Directors of *French American Institute for International Studies* (FAIIS) et

de Chairman and Editor of *Pages d'Ecritures* (Revue du Professeur de français aux Etats-Unis). (72)

La revue *Pages d'Ecritures*, éditée aux Etats-Unis, à Houston, Texas, par le *French American Institute for International Studies*, organisme dépendant de la Mission Laïque Française (9, rue Humblot, 75015 Paris) avait son Siège au 5151 San Felipe, Suite 1500, Houston Texas 77056. J'en ai dirigé les 27 premiers numéros entre 1986 et 1989 rédigeant tous les éditoriaux et présentant 3 textes (parfois 4):

- a) Editorial (désormais ED)
- b) Une chronique linguistique : humeurs langagières (désormais HL)
- c) Des analyses littéraires à l'intention des Professeurs de littérature française à des étudiants très avancés (désormais AL)

1986 : septembre :

ED : Un long trajet vers un grand pays aux serrures compliquées (pp.4-5)

HL : Le français et l'orthographe (p.12)

AL : « Le Bateau Ivre » d'Arthur Rimbaud, étude des 6 première strophes (pp.31-35)

1986 : octobre :

ED : Vous avez quelque chose contre la jeunesse ? (pp.7 -8)

HL : Ce bon vieux problème de la place de l'adjectif (p.12)

AL : « Le Port » de Charles Baudelaire » (Spleen de Paris) (pp.29-32)

1986 : novembre

ED : France-Amérique : un trait d'union nommé Greg Lemond (pp.5-8)

HL : Madame le...ou le singulier masculin du féminin (pp.10-11)

Nouvelle : Le passé simple du verbe venir (pp. 21-24)

AL : « L'offrande faite à Greg » texte de Jean Amadou (pp.31-37)

1986 : décembre

ED : La fantaisie, c'est très sérieux (pp.5-6)

HL : Euphémisme et crudité (pp.10-11)

AL : « Le Petit Prince » de Saint-Exupéry (pp.33-36)

Nouvelle : Ne m'en veux pas Mireille (pp.23-24)

1987 : janvier

ED : Pages d'Ecritures ? Tiens, Pourquoi donc ? (pp. 4-5)

HL : Les mots de l'indifférence (pp.9-10)

AL : « Candide » de Voltaire (chap.1) (pp.31-36)

Nouvelle : Valse mélancolique (pp.19-24°)

1987 : février

ED : L'enfance et la sagesse (pp. 5-6)

HL : Parler jeune, le malaise (pp.10-12)

AL : « Les fenêtres » de Charles Baudelaire (pp.25-31)

1987 : mars

ED : *Cheminots et chemineaux* (pp.4-6)

HL : *Au-delà des mots, le silence* (pp.22-24)

AL : « *le Feu* » de Francis Ponge (pp.29-32)

1987 : Avril

ED : « *Cette paisible rumeur là vient de la ville* » (Verlaine) (pp. 4-6)

HL : *Pour une grammaire du silence* (pp.17-19)

AL : *Hélène de Surgères fut-elle vraiment la dernière évasion amoureuse de Ronsard ?* (pp.31-35)

1987 : mai

ED : *Neuf mois à peine...neuf mois déjà* (pp.4-5)

HL : *Achèteriez-vous une voiture d'occasion à cet homme ? Du mensonge* (pp.8-10)

AL : « *Phèdre* » de Racine, Acte II, scène 5, vers 670-711 (pp.33-40)

1987 : septembre

ED : *FAIIS et Pages d'Ecritures sans voiles* (pp.3-4)

HL : *Les mathématiques dans la langue, une histoire d'asymptote* (pp.11-13)

AL : « *Promenade sentimentale* » de Paul Verlaine (pp. 55-60)

1987 : octobre

HL : *Petit bréviaire du Poncif* (pp.8-10)

AL : « *Les fausses confidences* » de Marivaux, Acte I, scène 14 (les révélations de Dubois) (pp.55-60)

1987 : décembre

AL : « *Moderato Cantabile* » de Marguerite Duras , extrait du chap.III

1988 : janvier

ED : *Jessica* (pp.2-3)

HL : *Le vrai et le faux, une histoire de passeport* (pp.9-11)

AL : *Comment dire une fable de La Fontaine : « le Chêne et le Roseau » ?* (pp.55-60)

1988 : février

ED : « *Mais juste pour l'hiver à manger et à boire* » (pp.2-3)

HL : *Transparence et Apparence* (pp.10-12)

AL : *Un extrait de « La nuit sacrée » de Tahar Ben Jelloun (prix Goncourt 1987)*

« *Adieu Gloire factice, à nous deux la vie...* » (pp.51-56)

1988 : mars

ED : *Courses* (pp.2-3)

HL : *Fortunes et infortunes patronymiques* (pp.10-12)

AL : *Introduction à la lecture d'une nouvelle de Prosper Mérimée : « La Vénus d'Ille »* (pp.53-56)

1988 : avril

AL : *Conduire une enquête avec des étudiants à propos d'une nouvelle fantastique de Prosper*

mérimée : « la Vénus d'Ille » (pp.55-60)

1988 : mai

ED : « See you again in september » (pp.3-4)

HL : La psychanalyse du pied (pp.11-13)

AL : Deux essais pour mieux comprendre et apprécier la Fontaine (pp.57-60)

1988 : septembre

ED : Beaucoup plus qu'une revue... » (pp.2-3)

*HL : « Hà ! Que vous fûtes fols, pauvres pères,
de faire apprendre à vos enfants le métier littéraire »*

Ronsard, « Bocage royal », 1^{ère} partie (pp.8-9)

*AL : Introduction à l'essai littéraire : « dans quelle mesure le premier livre des Essais peut-il
laisser pressentir la véritable personnalité de Montaigne ? (pp.44-48)*

1988 : octobre

ED : Le petit chanteur de l'hôtel des fleurs (pp.2-3)

HL : Comment l'esprit vient aux langues...étrangères (pp.3-5)

AL : Essai : réflexions sur l'interprétation du rôle de « Tartuffe » (pp.44-48)

1988 : novembre

Editorial : Francis Ponge ou l'art de remettre les mots, les choses et l'homme à leur place (pp.3-5)

HL : Les joies du Calendrier révolutionnaire (pp.5-8)

AL : 2 poèmes de Francis Ponge : « l'Huître » et le « Gymnaste » (pp.44-50)

AL : Trois poèmes d'amour de Ronsard (« A Cassandre », « à Mari »e et « à Hélène ») (pp.55-65)

1988 : décembre

ED : Les stages Pages d'Ecriture (pp.2-4)

*HL : « trois dollars et cinquante le chien chaud, maudit qu'c'est dispendiieux », réflexion sur les
mots de la francophonie (pp.5-7)*

AL : « L'Ecole des Femmes » de Molière, - Acte II, scène 5 (pp. 43 – 52)

1989 : janvier

ED : L'intégriste et l'imprécateur (pp.2-3)

HL : Une histoire à dormir debout : Comment l'humeur engendra l'humour ? (pp.4-6)

*AL : L'œil de Vendredi, extrait du roman de Michel Tournier « Vendredi ou les limbes du
Pacifique » (pp.50-54)*

1989 février

*ED : Les enfants du bon dieu et les canards sauvages, quelques idées empruntées à Saint-
Exupéry (pp.2-3)*

HL : réflexion sur les sens d'un mot : la Peste (pp.4-6)

AL : « Les animaux malades de la peste » de La Fontaine (pp.46-56)

1989 : mars

HL : A propos du préambule à la « Déclaration des Droits de l'Homme » (pp.4-7)

AL : « Booz endormi » de Victor Hugo - strophes 16 à 22 – (pp.47 – 53)

5. 1999 – 2010 : Publications liées à mes fonctions de Président du GERFLINT

Préambule

Le *Groupe d'Etudes et de Recherches pour le Français Langue Internationale* (GERFLINT) a été créé sous ma direction, il y a 10 ans, en collaboration étroite avec un groupe de jeunes chercheurs français et étrangers pour la plupart mes disciples et tous mes amis. La mission assignée à ce groupe était et reste triple :

- Soutenir la diversité des langues et des cultures, leur devoir de respect mutuel et la dignité de l'être humain.
- Promouvoir le français comme langue internationale d'étude et de recherche.
- Créer un réseau international de revues scientifiques dûment respectueuses des critères et standards internationaux en matière de publications universitaires, et selon un principe d'échange et de partage des savoirs, notamment entre jeunes enseignants-chercheurs .

Organigramme du GERFLINT

Président d'Honneur

Edgar Morin

Président

Jacques Cortès

Vice-Présidents

Serge Borg, Malgorzata Pamula, Jean-Paul Roumegas, Nelson Vallejo-Gomez

Conseillers scientifiques

Jacques Demorgon et Roger Goglu

Forum

Maquette

Site internet et édition

Trésorier

Thierry Lebeaupin

Laurent Pochat

Malgorzata Pamula

Michel Girardin

Les publications du GERFLINT sont le résultat du travail des équipes. Les revues sont un reflet, important certes, mais l'essentiel est dans la qualité des personnes qui, en amont, dans la discrétion, les font vivre et se développer. L'autonomie n'exclut pas mais appelle la cohérence. Inversement la cohérence n'exclut pas mais doit soutenir la liberté d'action et la créativité de chaque équipe. Autonomie, liberté et créativité sont donc les maîtres-mots d'un réseau où chacun doit se sentir motivé au sein d'un ensemble ouvert et solidaire que j'ai la conviction de croire en prise directe sur les besoins de paix, de concorde et de fraternité d'une planète, notre Terre-Patrie selon Edgar Morin, allant de plus en plus à la dérive.

**Liste des revues en mai 2008 avec leurs rédacteurs en chef
et, entre parenthèses, le nombre de leurs livraisons**

I. Revues Actives

- | | |
|---------------------------------------|---|
| 1) Afrique centrale et de l'Ouest (3) | Urbain Amoa |
| 2) Algérie(5) | Saddek Aouadi et Latifa Kadi |
| 3) Brésil (7) | Véronique Dahlet |
| 4) Chine(4) | Pu, Fu et Li |
| 5) Espagne (3) | Sophie Aubin |
| 6) Europe(4) | Enrica Piccardo |
| 7) France(6) | Francis Yaiche et Dominique Ulma |
| 8) Inde(4) | Vidya vencatesan |
| 9) Italie(6) | Marie Vittoz, Raus Rachele |
| 10) Monde(6) | Serge Borg et Jean-Paul Roumegas |
| 11) Monde Arabe (6) | Ebrahim Al Balawi et Henda Dhaouadi |
| 12) Pays Germaniques(3) | Florence Windmüller |
| 13) Pays Riverains de la Baltique(6) | Aleksandra Ljalikova et Fred Dervin |
| 14) Pays scandinaves (6) | Hanne Leth Andersen et Dorte Fristrup |
| 15) Pologne (6) | Malgorzata Pamula et Anita Pitlarz |
| 16) Roumanie (4) | Constantin Dorin Domuta et Monica Vlad |
| 17) Royaume Uni et Irlande(3) | Michael Kelly |
| 18) Sud Est Européen (3) | Alexandros Dagkas et Rea Moumtzidou |
| 19) Turquie(2) | Nedret Oztokat , Arzu Kunt et T. Yucelsin |
| 20) Venezuela (6) | Yolanda Quintero et Vero. Bustamante |

II. En gestation

- | | |
|------------------------|---------------------------------|
| 1) Amériques | Patrick Chardenet (pour le n°1) |
| 2) Canada | Eliane Lousada |
| 3) Monde Méditerranéen | A désigner |
| 4) Pays du Mekong | Lan Trung |
| 5) Tunisie | Salah Mejri |

III. Susceptibles de renaître

- 1) Russie (3)
- 2) Pérou (2)
- 3) Chili (4)

IV. Disparues

- 1) Afrique Australe (1)

- 2) Corée du Sud (1)
- 3) Vietnam (1)

Bibliographie

Année 2000 (environ 100)

Synergies Brésil N°1 : A la croisée des réformes méthodologique et curriculaire

- Préface (pp.7 -8)
- Culture et/ou civilisation ? Réflexions pour une approche anthropologique (pp. 36-38)
- Tendances actuelles de la Didactique des Langues : vers un nouvel humanisme (pp.78-88)

Année 2002

Synergies Brésil N°2 : Le métier de professeur de française, l'an 2000 : Mutations et Perspectives

- De ce deuxième numéro (pp.10-12)
- Charles Trenet et les experts comptables (pp.31-36)
- De la création à la lecture de textes littéraires et poétiques (pp.43-51)
- Professeur de français en l'an 2000 et dans les années qui suivront : prédication en forme de sermon et prédictions hasardeuses (pp.94-112)

Synergies Brésil N°3 : Du Français Langue Etrangère au Français langue Internationale

- De ce troisième numéro (pp.10-13)
- Idéologie et Didactologie des langues-cultures (pp.32 – 36)
- Linguistique et Didactologie des langues-cultures : un dialogue difficile mais toujours nécessaire (pp.127 – 142)

Synergies Brésil (N° spécial Sedifrale XII à Rio de Janeiro) - Mondialisation et humanisme : les enjeux du français

- Plaidoyer pour l'Enseignement du Français (pp.96 -101)

Synergies Pays riverains de la Baltique N°1 : Actes du Colloque sur le Français Langue internationale organisé à Tallinn les 14 et 15 septembre 2001 sous la direction scientifique de Jacques Cortès, Président du GERFLINT

- Pourquoi un tel colloque ? Enjeux et Objectifs (pp. 22-27)
- Se tourner vers l'avenir : les actes du colloque et la promotion de la recherche balte (pp.206-210)

Synergies Russie N°1 : Les Mots et la culture

- Préface (pp.9-13)
- Tendances actuelles de la Didactique des Langues et des Cultures : vers un nouvel humanisme (pp.23-35)

Synergies Russie N°2 : Le pouvoir des Mots

- Réflexions didactologiques sur la politesse et sur sa vision spéculaire : l'hypocrisie (pp.159 – 167)

Synergies Vietnam N°1 : Panorama des recherches vietnamiennes en Didactologie des Langues-cultures et en Sciences du Langage

- Préface (pp.7-11)
- Linguistique et Didactologie des langues-cultures (pp.32-45)

Année 2003

Synergies Brésil N°5 : Apprendre, enseigner, diffuser dans une logique de réseau : environnements numériques et cohérence didactique

- Préface (pp.7 – 10)
- Un exemple de coopération scientifique mondiale en réseau : le GERFLINT (pp.78 – 86)

Synergies Pérou n°1 : langues nationales et langues internationales au Pérou et en France : plurilinguisme et didactique

- Mondialisation, religions et didactologie des langues-cultures (pp.22 – 31)

Année 2004

Synergies Afrique Australe n°1 : Recherches francophones en Afrique

- Préface (pp. 5 – 7)

Synergies Amérique du Nord : Le défi de la diversité (dir)

- Cette chose délicate et sacrée...laïcité, diversité et paix religieuse (pp.131 – 136)

Synergies France N°1 : Crises et affirmations identitaires(dir)

- Direction de cet ouvrage qui rassemble les travaux d'un séminaire de 3^{ème} cycle
- Présentation (pp.10 – 12)

Synergies Italie n°1 : Parcours linguistiques et Perspectives éducatives

- Préface (pp.11 – 14)

Synergies monde Arabe N°1 : Recherches interdisciplinaires en langue-culture française dans les pays arabes

- Préface (10-12)
- Linguistique et Didactique (pp.83 – 96)

Synergies Pays riverains de la Baltique N°2 : Diversité de la Recherche francophone en Sciences humaines dans l'Espace baltique

- Préface (11 – 12)

Année 2005

Synergies Chine 1 : Langues, cultures et didactique : le français en Chine

- Préface : (pp.6 – 8)
- Le GERFLINT (pp.14 – 21)

Synergies France n°2 : Hommage à Paul Rivenc (dir.)

- Préface (pp. 8 – 11)
- Présentation (pp.11 – 17)
- *Mon cher Rédacteur en Chef, je n'aime pas la polémique ; Deux ou trois choses que je crois savoir de Paul Rivenc* (pp.50 – 59)

Synergies France n°3 : Dialogues des Cultures, Diversité linguistique, mythes et réalités

- *Quelle suite donner au dialogue des cultures* (pp.127 – 134)
- *Culture et/civilisation ? Réflexions pour une approche anthropologique* (pp.135 – 148)

Synergies Italie n°2 : Approches pédagogiques et Instruments didactiques pour le plurilinguisme

- Préface (pp.7 – 9)
- Le GERFLINT (pp.181 – 187)

Synergies Monde Arabe n°2 : L'enseignement du Français dans les pays méditerranéens

- *Dialogue des Cultures, religions et enseignement des langues* (pp. 129 – 133)

Synergies Pologne n°1 : Promouvoir la langue française ; Recherches et Formation en langues-cultures

- Préface (pp.6 – 12)
- *Comparatisme et Didactique des Langues-Cultures* (pp.70 – 78)

Synergies Pologne n°2 : L'Europe des Langues et des Cultures Tome 1 Didactologie des Langues-cultures et Tome 2 : Langue et Littérature

- Préface (pp. 6 – 8)

Synergies Russie n°3 : Société, Histoire et Communication; la Place de l'Homme dans la connaissance

- Préface (pp.6 – 9)

Synergies Venezuela N°1 : Réflexions en Didactique des Langues-Cultures et Interculturalisme

- *Le GERFLINT pourquoi ? Comment ? Texte en français et en espagnol* (pp.11 – 25)

Année 2006

Synergies Afrique Centrale et de l'Ouest : Diversité et richesse de la recherche francophone en Afrique Centrale et de l'Ouest

- *Avant-Propos : Lignes de partage* (pp.5-8)
- *Le GERFLINT ; origine et raison d'être* (pp.153 – 156)

Synergies Europe n°1 : La richesse de la diversité : recherches et réflexions dans l'Europe des

langues et des cultures.

- Introduction (pp.8 – 11)

Synergies France n°5 : Les enjeux sociaux du langage ; Hommage à Bernard Gardin

- Préface (pp.17 – 20)
- Ligne courbe, spirale et ligne droite ; quelques réflexions que m'inspire la thèse de Bernard Gardin (pp.51 – 58)

Synergies Monde n°1 : Langue française, plurilinguisme et identités européennes (en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères – DGCID.

- La Francophonie à l'aube des indépendances, novembre 1962, le n°311 de la revue *ESPRIT* (pp.88-101)
- Le GERFLINT : Origine et raison d'être (pp.147 – 150)

Synergies Pays riverains de la Baltique N°3 : La Complexité comme principe et raison de la recherche balte en Sciences humaines

- Préface (pp.6 – 9)

Synergies Pays Scandinaves : Ouverture didactologiques

- Dédicace (pp.5 – 8)
- Culture, comparatisme et enseignement des langues-cultures étrangères (72 -81)

Synergies Roumanie n°1 : Entre risque et liberté : la Roumanie et l'Europe ; Mélanges offerts à Adrian Marino (1931 – 2005)

- Dédicace (pp.6 – 7)

Année 2007

Synergies Algérie N° 1 : Recherches francophones en pragmatique et poétique du langage ; hommage à Madeleine Rolle-Boumlic et à Sadek Nouar

- Co-direction du numéro

Synergies Chine n°2 : Electisme méthodologique en Chine ; sa perception et ses pratiques

- Préface (pp. 7 – 9)
- La francophonie à l'aube des indépendances (pp.193 – 209)

Synergies Inde n°1 : Approche polyphonique de la langue et de la culture françaises dans l'Inde historique et contemporaine

- Dédicace : (pp.7 – 9)
- Présentation du GERFLINT : (pp.274 -277)

Synergies Inde n°2 : Aux sources du dialogue des cultures ; regards croisés sur le Moyen Age en France et en Inde. Hommage au Professeur Jean Dufournet

- Dédicace au professeur Dufournet (pp.13 – 15)

- Le GERFLINT en 2007 (pp.381 – 383)

Synergies Pays riverains de la Baltique n° 4 : Hypermobilité(s)

- Le GERFLINT (pp. 213 – 217)

Synergies Roumanie n°2 : Pour une approche complexe de la Francophonie

- Le GERFLINT en 2007 : (pp.221 – 223)

Année 2008

Synergies Algérie n°2 : Langues, Cultures et Apprentissages ; Hommage au Professeur Daniel Coste

- Co-direction du numéro
- Préface (pp. 9-11)

Synergies Algérie n° 3 : Littérature et Mythes ; Hommage au professeur Paul Siblot

- Co-direction du numéro
- Préface (pp.9 – 13)

Synergies Chine n°3 : Enseignement du FOS, réflexions et pratiques pédagogiques

- Préface (pp.7 - 9)

Synergies Espagne n°1 : Musiques, Langues, Cultures et Didactique pour l'apprentissage de la compréhension humaine

- Préface (pp. 9 – 13)
- « Mouche ton nez, dis bonjour à la Dame ! Réflexions sur la politesse et l'hypocrisie (pp.47 – 59)

Synergies Europe n°3 : Enseigner – apprendre – utiliser le français langue internationale aujourd'hui : pour une perspective comparatiste

- Le Gerflint (pp.173 – 175)

Synergies Inde n°3 : Inde – Québec : regards croisés et rencontres francophones

- Avant-propos : Aller et retour Montréal-Bombay

Synergies Italie n°4 : Les mots migrants : L'interculturel en œuvre

- Le Gerflint (pp.141 – 143)

Synergies Monde n°2 : Actes de la deuxième rencontre internationale des Comités de Rédactions des revues du réseau GERFLINT

- Direction du numéro
- Réécriture de toutes les conférences à partir de la transcription écrite effectuée par Henda Dhaouadi (207 p.)
- Préambule (pp.9 – 17)
- Présentation (pp.17 – 21)

- *Evaluation du Colloque* (pp.201 – 207)

Synergies monde n°3 : François Jullien et le public vietnamien

- *Direction du numéro*
- *Réécriture de l'ensemble des conférences* (159 p.)
- *Avant-propos* (pp.17 – 21)

Synergies Monde n°4 : Hommage à Edgar Morin pour son 87^{ème} anniversaire

- *Direction du numéro*
- *Dédicace* (pp.13 – 17)
- *La « Méthode » : Pistes de lecture* (pp.43 – 59)
- *Allocution prononcée à Besançon, lors de la présentation du Tome 6 de « la Méthode » consacré à l'Éthique*

Synergies Monde n°5 : Faire vivre les identités francophones (Congrès mondial de la FIPF à Québec : juillet 2008

- *Direction du numéro*
- *Présentation* (pp.13 -15)
- *Individualisation et mondialisation ou la substitution du marché à l'agora* (pp.39 – 51)
- *Bibliographie sélective et analytique des travaux du GERFLINT sur le thème du colloque* (pp.213 -240)

Synergies Monde arabe n° 5 : Les Mu'allaqât et autres poèmes arabes préislamiques : autour des traductions de Pierre Larcher

- *Préface* (pp.7 – 9)

Synergies Pays germanophones n°1 : L'enseignement bi-plurilingue : Education, compétences, stratégies d'apprentissage

- *Préface* (pp.7 – 11)

Synergies Pays scandinave n°3 : La langue au(x) programme(s)

- *Le Gerflint* (pp.125 – 127)

Synergies Sud-Est européen n°1 : Construire la cohésion sociale : le rôle de l'école en Grèce

- *Préface* (pp.7 – 10)
- *Le Gerflint* (pp.189 – 191)

Année 2009

Synergies Algérie n° 4 : Contacts et Diversités linguistiques, Hommage à Jacqueline Billiez

- *Co-direction du numéro*
- *Préface* (pp.9 – 13)

Synergies Espagne n°2 : Langues Enseignement, Education : Relier l'ancienneté et la modernité

- *Préface* (pp ; 15 – 19)

Synergies Italie n°5 : Rencontre et politique linguistique

- *Le Gerflint* (pp.141 – 143)

Synergies Royaume Uni et Irlande n°2 : Regards sur l'Entente culturelle

- *Le Gerflint* (pp.189 – 191)

Ce que je souhaite que l'on retienne de cet inventaire (environ 250 entrées), c'est sa caractéristique majeure qui est le changement permanent provoquant dispersion mais aussi évolution. Instituteur en Algérie, professeur de l'enseignement secondaire, professeur détaché au Japon, maître de conférences au Maroc, expert de l'Unesco au Zaïre, maître-assistant puis Professeur des Universités à l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud, directeur d'un Centre de Recherches, le CREDIF, dans cette même Ecole Normale, Professeur à l'Université de Rouen, Président fondateur du GERFLINT, comme on le voit, il est assez difficile de me suivre à la trace.

Ma carrière n'est pourtant pas une errance. En fait, ce que je retiens d'elle, c'est qu'elle m'a ouvert les yeux sur les innombrables facettes du métier d'enseignant. Si j'ai enregistré quelque succès dans mes rapports avec mes élèves de Constantine, de Lannion, du Japon, du Maroc, du Zaïre, des Universités de Nanterre (Paris X) - où j'ai enseigné pendant 3 ans – de l'Université de Rouen où j'ai sévi pendant une bonne quinzaine d'années, c'est d'évidence parce que tous ont certainement plus contribué à me former que l'inverse. Enseigner est la noblesse de notre profession. La recherche vient après, comme une grâce par surcroît qui nous est accordée pour prendre du recul par rapport à nous-mêmes et à ce que nous faisons.

C'est ce besoin de contact humain qui explique que le GERFLINT soit un réseau où, chaque année nous organisons une rencontre internationale. Il est important de mettre en place des équipes, de créer des revues, de donner à tous les jeunes chercheurs du monde la possibilité de s'exprimer par écrit, de dialoguer même, via Internet, avec des interlocuteurs situés aux antipodes de sa résidence, mais ces contacts virtuels seraient d'un moindre intérêt sans ces colloques multi-ethniques et multi-culturels où l'on apprend aussi à dialoguer de vive voix avec son « frère-humain », pour nouer avec lui des liens dans l'amitié. Partager des idées, c'est bien, s'informer mutuellement en tête-à-tête, c'est bien aussi, prolonger les propos savants par l'humour et la détente, c'est le plus grand pas qu'on puisse franchir en direction d'un humanisme fraternel. Je crois à l'amitié dans le partage du travail, mais je crois aussi à elle dans le partage de la fête.

Nous nous sommes donc déjà réunis à Paris (2006), à Besançon (2007), à Cracovie (2008), à Malte (2009), l'an prochain, en 2010, à une date non encore précisée, ce sera de nouveau Cracovie et en 2011 Londres. Ces rencontres sont les témoignages vivants de ce que vise le GERFLINT, à savoir une culture de la complexité par le croisement de tous les points de vue. Si l'intendance suit – mais ce problème n'est décidément pas de notre ressort – nous n'aurons pas perdu notre temps.

2/ Ouvrages de référence

1. ABOUSADA G. & MILLET H., 1986 : *Génération issues de l'immigration*. Ed. Arcantère. Paris.*
2. ABRIC J.-C., 1982 : *Pratiques sociales et représentations sociales*. Collection *Psychologie sociale*. PUF. 256 P. *
3. AFFERGAN F., 1997 : *Exotisme et altérité*. PUF. Sociologie d'aujourd'hui. Paris. *
4. AÏCHOUNE F., 1991 : *Nés en banlieue*. Edition Ramsay. 179 P.
5. AMAR M. & MILZA P., 1990 : *L'immigration en France au XX^e siècle*. Edition Armand Colin.
6. AMSELLE J.-L., 1996: *Vers un multiculturalisme français. L'empire de la coutume*. Edition Aubier. 179 P. *
7. ARDOINO J., 1998: *Penser l'hétérogène*. Edition Desclé de Brower. Paris. *
8. ARGOUTINE L., 1953 (dact.) : *Les Français d'origine étrangère*. *
9. AUSTIN J.-L., 1970 : *Quand dire c'est faire*. Edition du Seuil. Paris.
10. AUBERT F., TRIPIER M. et VOUREH F., 1997 : *Jeunes issus de l'immigration : de l'école à l'emploi*. Edition L'Harmattan. Paris.
11. BAKHTINE : *Marxiste et philosophie du langage*. *
12. BA OUMAR M. & CORTÈS J. (Préf.), 1993 : *Noirs et Beydanes mauritaniens : l'école, creuset de la nation*. Edition L'Harmattan. Paris.167 P. *

13. BARRAL P., 1985 : *les Ferry. Une volonté pour la République*. PUF. Edition Cerpinoise. Nancy. *
14. BARHIER M., 1995 : *La laïcité*. Edition L'Harmattan. Paris.
15. BAROU J., 2001 : *Le racisme au travail*. Edition La Découverte. *
16. BAROU J., 2001 : *Europe, terre d'immigration. Flux migratoire et intégration*. *
17. BAROU J., 1993 : *Mémoire et intégration*. Edition Syros. Paris.
18. BATESON G., 1988 : *Communication et société*. Edition Seuil. Paris. *
19. BAUBEROT J., 2000 : 'Histoire de la laïcité française'. « *Que sais-je ?* ». PUF. 124 P.
20. BAUBEROT J., 1997 : *La Morale laïque contre l'ordre moral*. Edition Seuil. Paris. *
21. BAUBEROT J., 1994 (sous la direction de) : *Religions et laïcité dans l'Europe des douze*. Edition Syros. Paris. *
22. BAUBEROT J., 1990 : *La Laïcité, quel héritage ?* Edition Labor et Fides. Genève
23. BAUBEROT J., 1990 : *Vers un nouveau pacte laïque*. Edition Seuil. Paris.
24. BEAUCHESNE H. et EPOSITO J., 1981 : *Enfants de migrants*. Paris. *
25. BEAUNE C., 1985 : *Naissance de la Nation France*. Edition Gallimard. Paris. *
26. BEGAG A., 2003 : *L'intégration*. Edition Le cavalier bleu. 122 P.
27. BENASAYAG M., 1998 : *Le mythe de l'individu*. Edition La Découverte. 173 P. *
28. BENCHEIKH S., 1998 : *Marianne et le prophète : l'islam dans la France laïque*. Edition Grasset. Paris. *

29. BENKIRANE R., 2004 : *Le désarroi identitaire. Jeunesse, islamicité et arabicité contemporaines*. Editions L’histoire à vif. Cerf. 344 P. *
30. BERAUD F., 1936 : *La France à tout le monde*. *
31. BERESNIAK D., 1990 : *La laïcité*. Edition J. Grancher.
32. BISTOLFI R. et ZABBAL F., 1995 : *Islam d’Europe : intégration ou insertion communautaire*. Edition de l’Aube. *
33. BLANC-CHALEARD M.-C., 2001 : *Histoire de l’immigration*. Edition L’Harmattan, collection « Repères ». Paris. 121 P.
34. BONNAFOUS, S., 1991 : *L’Immigration prise aux mots*. Editions Kimé, Paris. *
35. BOUCHER M., 2005 : *Discrimination et ethnicisation : combattre le racisme en Europe*. Edition l’Aube essai. 403 P.
36. BOUCHER M., 1947 : *Le sentiment national en Allemagne*. Paris. *
37. BOURDIEU P., CHAMBOREDON J-C, PASSERON J-C, 1968 : *Le métier de sociologue*. Edition Mouton. Paris.
38. BOUDON R., 1973 : *L’inégalité des chances*. Edition Armand Colin. Paris.
39. BOYER A., 1998 : *L’islam en France*. Collection Politique d’aujourd’hui. PUF. Paris.
40. BRAUDEL F., 2000 : *L’identité de la France. Tome I*. Edition Arthaud-Flamarian. « Espace et histoire ». 1182 P. *
41. BRECHON P., 2000 : *Les valeurs des Français*. Edition Armand Colin. Paris. 280 P. *
42. BRES J., 1993 : *Récit et production d’identité sociale*. Edition Groupe de recherche en

linguistique. Praxématique. *Langue et praxis*. Montpellier. 225 P.

43. BRUBAKER R., 1997 : *Citoyenneté et nationalité en France et en Allemagne*. *

44. BRUNETTE F., 1897 : *L'idée de la patrie*. Paris. *

45. BULOT T., 1999: *Langue urbaine et identité*. Préface de Jürgen Erfurt. Editions L'Harmattan. 231 P.

46. CALVES G., 2004 : *La discrimination positive*. « QSJ ? » Paris. PUF. 127 P. *

47. CANCLINI N. G., 1992: *Culturas hybridas*. Buenos Aires. Sudamerica. *

48. CESARI J., 1997: *Etre musulman en France aujourd'hui*. Editions Hachette. Paris. *

49. CHEVALLIER R., 1998 : « *La patrie* ». « QSJ ? ». PUF. Paris. 128 P.

50. CITRON S., 1987 : *Le mythe national. L'histoire de la France en question*. Paris. *

51. COLLIARD C.-A., 1989 : *Libertés publiques*. Edition Dalloz. 7^e édition. Paris. *

52. CONSTANT F., 2000 : *Le multiculturalisme*. Dominos. Flammarion. 117 P.

53. COQ G., 1999 : *Laïcité et République*. Edition Le Félin.

54. CORNETTE J., 1998 : *La mélancolie du pouvoir. Amer Talon et le procès de la raison d'Etat*. Edition Fayard. Paris.

55. COSTA-LASCOUX J., HILY M.A. & VERMES G. (dir.), 2000 : *Pluralité des cultures et dynamiques identitaires*. Edition L'Harmattan. Collections Espaces Interculturels. Paris.

56. COSTA-LASCOUX J., 1996 : *Les trois âges de la laïcité*. Edition Hachette. Paris. *

57. COSTA-LASCOUX J., 1989 : *De l'immigré au citoyen*. Edition La Documentation

Française. Paris.

58. COUVREUR G., 1998 : *Musulmans de rance, diversité, mutations et perspectives de l'islam français*. Les Editions de l'Atelier. Paris. *

59. DASETTO F., 1996 : *La construction de l'islam européen une approche socio anthropologique*. Edition L'Harmattan. Paris. *

60. DELIEGE R. : *Vers un nouveau tribalisme ? Du relativisme au politiquement correct*. *

61. DEMOUGEAOT E. : *La formation de l'Europe*. Edition Aubier-Montaigne. Paris, 1969-1979. Tomes 1 et 2. *

62. DESCHAMPS J.-C., 1997 : *L'attribution et la catégorisation sociale*. Publications universitaires européennes. Paris. 186 P.

63. DEWITTE P., 2003 : *Deux siècles d'immigration en France*. *

64. DREVET J.-F., 1997 : *La nouvelle identité de l'Europe*. Collection Major. 328 P.

65. DUHAMEL A., 1993 : *La peur des Français*. Editions Flammarion. 165 P.

66. DONNAT O., 1990 : *Les pratiques culturelles des Français*. Edition La découverte / La Documentation française. Paris. *

67. DUBAR C., 2000 : *La crise des identités : l'interprétation d'une mutation*. Edition Le sens social. PUF. 230 P.

68. DUBAR C., 1991 : *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*. Edition Armand Colin. Collection « U ». Paris. *

69. DUBET F., 1987 : *La galère, jeunes en survie*. Edition Fayard. Paris. *

70. DUBY G., 2003 : *Histoire de la France. Des origines à nos jours*. Edition Larousse.

71. DUPAQUIER J., POUSSON J.-P. (Sous la direction de), 1988 : *Histoire de la population française. De 1789 à 1914*. PUF. Paris. Tome 3.
72. DUPIN E., 2004 : *L'hystérie identitaire*. Edition Le Cherche midi. 165 P.
73. EINSTEIN A., 1934 : *Comment je vois le monde*.*
74. ELFANDARY E. (sous la direction de ~), 1987 : *Immigration et protection sociale*. Edition Sirey. Paris. *
75. ETIENNE B., 1989 : *La France et l'islam*. Editions Hachette. 321 P.
76. FERREOL G. (éd.), 1998 : *Intégration, lien social et citoyenneté*. Edition Septentrion. Presses universitaires. 382 P.
77. FERRY J., 1814 : *Lettres*. Editions Calmann-Lévy. Paris. *
78. FOREST P. (cop.) : *Qu'est-ce qu'une nation ? Ernest Renan*. Littérature et identité nationale.
79. France** Secrétariat d'Etat au Plan (1988-1991) : *Entrer dans le XXIe siècle. Essai sur l'avenir de l'identité française*. Edition La Découverte. (1991). *
80. FREYRE G., 1974 : *Liberté, laïcité. La guerre de deux francs et le principe de la modernité*. Edition Cujas. Cerf. *
81. GAILLARD J.-M., 1989 : *Jules Ferry*. Edition Fayard. 730 P. *
82. GALISSON R. (dir.), 1993 : *Plurilinguisme culturel en Europe : cultures européennes et cultures des diasporas*. Edition L'Harmattan. « L'homme et la société. » *
83. GALLANDE O. & LEMEL Y., 1998 : *La nouvelle société française*. Edition Armand Colin. Paris. *

84. GASPARD F. & SERVAN-SHERIBER C., 1984 : *La fin des immigrés*. Edition Le Seuil. Paris.
85. GAUCHET M., 1998 : *La religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité*. Editions Gallimard. 127 P.
86. GAUCHET M., 1985 : *Le désenchantement du monde*. *
87. GEORGE P., 1986 : *L'immigration en France. Faits et problèmes*. Edition Armand Colin. 168 P.
88. GIRARD B., 2005 : *Banlieues : insurrection ou ras-le-bol ?* 137 P. Ed. La Découverte.
89. GUEDEZ A. : *Néo-urbains, néocitoyens*. *
90. GILLETTE A. & SAYAD A., 1984 : *L'immigration algérienne en France*. Editions Entente (2^e édition). Paris. *
91. GIRARD A., 1971 : 'Attitude des français à l'égard de l'immigration étrangère. Enquête d'opinion publique'. *
92. GIRAUD M. : *L'ethnicité comme nécessité et comme obstacle*. *
93. GLISSANT E., 1996 : *Introduction à une poétique du divers*. Edition Gallimard. *
94. HAARSCHER G., 1996 : *La laïcité*. « QSJ ? » PUF. Paris. 125 P.
95. HAGUENAU-MOIZARD C., 2000 : *Etats et religions en Europe*. Collection TransEurope. 128 P. *
96. HERAN F., 2007 : *Le temps des immigrés : Essai sur le destin de la population française*. Edition du Seuil. 109 P.
97. HERVIEU-LEGER D., 1993 : *La religion pour mémoire*. Edition Du Cerf. Paris.

98. HOSBAWN E. J., 1990 : *Nations et histoires*. Paris.*
99. HUNDINGTON S., 1996 : *Le choc des civilisations*. *
100. JAMES E., 1982 : *The Origins of France. From Clovis to the Capetians*. Edition McMillan. Londres.*
101. JELEN C., 1999 : *La guerre des rues. La violence et les « jeunes »*. Editions Plon. 237 P.
102. JELEN C., 1996 : *La France éclatée ou les reculades de la République*. Préface de Claude Imbert. Edition NIL. 284 P.
103. JELEN C., 1993 : *La famille, secret de l'intégration. Enquête sur la France immigrée*. Edition Robert Laffont. 232 P.
104. JELEN C., 1999 : *La guerre des rues*. Editions Plon.
105. JORDI J.-J., 1993 : *De l'exode à l'exil, rapatriés et pieds-noirs en France*. Edition L'Harmattan.*
106. JULLIARD J., 1995 : *L'année des dupes*. Edition Le seuil. *
107. KEPEL G., 1991 : *Les banlieues de l'islam*. (PP. 281 – 282) [Cf. également le Premier rapport du Haut Conseil à l'intégration : 'pour un modèle d'intégration']. Edition La Documentation française. *
108. KEPEL G., 1977 : *Les banlieues de l'islam*. (P.100, chapitre III). [Par une circulaire ministérielle datée du 29 / 12 / 1977]. Edition La Documentation française.
109. KYMLICKA W., 2001 : *La citoyenneté multiculturelle. Une théorie libérale des droits des minorités*. Edition La Découverte. *
110. LABOV W., 1976 : *Sociolinguistique*. Edition de Minuit. Paris.

111. LABRUSSE R., 1977 (2^e édition) : '*La question scolaire en France*'. "QSJ?" PUF. 127 P.
*
112. LACORNE D., 1997 : *La crise de l'identité américaine. Du melting-pot au multiculturalisme*. Edition Fayard. « L'espace du politique. » 287 P.
113. LAMCHICHI A., 1999 : *Islam et musulman de France, pluralisme, laïcité et citoyenneté*. Edition L'Harmattan. Paris. *
114. LECONTE F., 1997 : *La famille et les langues. Une étude sociolinguistique de la seconde génération de l'immigration africaine dans l'agglomération rouennaise*. Edition L'Harmattan. Paris.
115. LEJEUNE P., 1980 : *Je est un autre*. Edition Le Seuil. Paris. *
116. LEPOUTRE D. & CANNOODT I., 2005 : *Souvenirs des familles immigrées*. Edition Odile Jacob. 377 P.
117. LEPOUTRE D., 1997 : *Cœur des banlieues : codes, rites et langages*. Edition Odile Jacob. Paris. 362 P.
118. Le MOINE G., 1986 : *L'immigration en France*. « QSJ ? ». PUF. 127 P. *
119. LEQUIN Y. (Préface de Pierre Goubert), 1988 : *La Mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France*. Edition Larousse. Mentalités : vécus et représentations. 480 P.
120. LEVY P., 1990 : *Entrer dans le XX^e siècle : essai sur l'avenir de l'identité française*. Editions La Découverte. 234 P.
121. LEVY-STRAUSS C. (édit.), 1987 : *Race et histoire*. Collection Folio / Essais. Ed. Denoël. (PP. 9-55).
122. LEVY-STRAUSS, 1962 : *La pensée sauvage*. Plon. *

123. LINCOLN B., 2000 : “*Culture*”. In: Willi Braun & Russel T. McCuthton, “*Guide to the study of Religion*.” Londres et New-York. Cassell. *
124. LONG M., 1988 : *Etre Français aujourd'hui et demain*. Edition La Documentation française. Paris.*
125. LOUVIOT I., 1991 : *Migrations Est-Ouest, Sud-Nord*. Collections Enjeux. Ed. Hatier. 79 P. *
126. MAALOUF A., 1998 : *Les identités meurtrières*. Edition Grasset.(essai) 211 P.
127. MA MUNG E., 2000 : *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*. Edition Ad. Ophrys. 176 P. *
128. MANCO A., 1999 : *Intégration et identité : stratégies et position des jeunes issus de l'immigration*. Edition De Boeck université. Bruxelles.
129. 109. MARCHAIS G., 1990 : *Démocratie*. Paris. Messidor / Editions Sociales. 307 P.
130. MARTIN N. M., 1982 : *Histoire de l'unité française. L'idée de patrie en France des origines à nos jours*. Paris. *
131. MATHOREZ J., 1921 : *Histoire de la formation de la population française. Les étrangers en France sous l'ancien régime*. Edition Champion. Paris. 2 volumes. *
132. MENDRAS H., 2002 : *La France que je vois*. Edition Autrement. Frontières. 178 P. *
133. MERLE P. & VATIN F. (sous la dir. de), 1995 : *La citoyenneté aujourd'hui : extension ou régression ?* Edition Presses Universitaires de Rennes. *
134. MINCES J., 1973 : *Les travailleurs étrangers en France*. Editions Du Seuil. Paris.
135. MINCES J., 1986 : *La génération suivante. Les enfants de l'immigration sont-ils si différents ? De toute façon, ils vont s'intégrer*. Edition Flammarion. 209 P.

136. MOIZARD C., 2000 : *Etats et religions en Europe*. Collection TransEurope. 128 P. *
137. MORIN E., 2005 : *Ethique. La méthode 6*. Editions Du Seuil. 240 P.
138. MORIN E., BAUDRILLARD J., 2003 : *La Violence du monde*. Éditions du Félin. 92 P.
*
139. MORIN E. et KERN A. B., 1993 : *Terre-patrie*. Editions Du Seuil. 217 P.
140. MORIN E. : *Penser l'Europe*. *
141. MORO M.-R. : *Que cache le voile ?* *
142. MUCCHIELLI A., 1986 : '*L'identité*'. « Q.S.J ? ». PUF. 124 P.
143. NAIR S., 1999 : *L'immigration expliquée à ma fille*. Editions Du Seuil. 63 P. *
144. NICOLET C., 2000 : *Histoire, nation, république*. Editions Odile Jacob. 344 P.
145. NOIRIEL G., 2007 : *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle) : Discours publics, humiliations privées*. Editions Fayard. 717 P. *
146. NOIRIEL G., 2005 : *Etat, nation et immigration : Vers une histoire du pouvoir*. Editions Gallimard. Collection Folio histoire. 587 pages. *
147. NOIRIEL G., 2002 : *Atlas de l'immigration en France*. Edition Autrement. Paris. 63 P.
148. NOIRIEL G., 2001 : *Etat, nation et immigration. Vers une histoire de pouvoir*.*
149. NOIRIEL G., 1992 : *Population, immigration et identité nationale en France, XIX^e et XX^e siècles*. Edition Hachette. Paris. *
150. NOIRIEL G., 1988 : *Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIX^e-XX^e siècles*. Edition du Seuil. *L'univers Historique*. 438 P.

151. NOIRIEL G., 1983 : *Longuy. Immigrés et prolétaires : 1880-1980*. PUF. Paris.
152. NOIRIEL G., : *The French Melting Pot. Immigration, Citizenship, and National Identity*. (Préface de Charles Tilly, traduction de De la Forcade Geoffroy). 256 P. *
153. NOUAILLAT R., 2003 : *Enseigner le fait religieux. Un défi pour la laïcité*. (Préface de R. Debray). Editions Nathan. Paris. *
154. ORTIZ F., 1991 : *Contrainte Cubano del tabaco y el azucar*. La Havana. Editorial de Ciencias sociales. *
155. PAYET J.-P., 1999 : *Mixités et ségrégations dans l'école urbaine*. Hommes et Migrations, n° 1217. PP. 30-42*
156. PÊNA-RUIZ H., 1999 : *Dieu et Marianne*. Editions PUF. Collection Fondements de la politique.
157. PEROTTI A., 1996 : *Migrations et société pluriculturelle en Europe*. CIEMI. Editions L'Harmattan. *
158. PIERRARD P., 2000 : *Anthologie de l'humanisme laïque, de Jules Michelet à Léon Blum*. Editions Albin Michel. Collection Spiritualités. 300 P. *
159. POTTECHER C., 1930 : *Jules Ferry*. Editions Gallimard. Paris. *
160. POULAT E., 1987 : *Liberté, laïcité. La guerre des deux France et le principe de la modernité*. Paris.
161. POUTIGNAT P. & STREIFF-FENART J., 1995 : *Théories de l'ethnicité*. Editions De Boeck. Bruxelles. *
162. REMOND R., 1998 : *Une laïcité pour tous*. Editions Textuel. 143 P.
163. REMOND R., 1974 : *Introduction à l'histoire de notre temps. Le XIX^e s, 1815-1914*.

164. RENAN E., 1882 : *Qu'est-ce qu'une nation?* Paris.
165. RIALS S. : '*Textes constitutionnels français*'. « QSJ ? ». PUF. 127 P. *
166. RICOEUR P., 1996 : *Soi-même comme un autre*. Editions Du Seuil. 424 P. *
167. REZSOHAZY R., 1979 : *Théorie et critique des faits sociaux*. Editions La Renaissance du livre. Bruxelles. *
168. REX J., 1996 : *Ethnic Minority in the Modern Nation State. Working Papers in the Theory of Multiculturalisme and Political Integration*. Londres. Macmillan Press. *
169. ROFRIGUES RUIVO J., 2001 : *Portugais et population d'origine étrangère en France*. Paris. Editions L'Harmattan. 496 P. *
170. ROUCHE, 1964 : *Introduction à Herder. Idées de la philosophie de l'Humanité*. Editions Aubier. *
171. ROSENFELD M., 1991 : *Affirmative Action and Justice. A Philosophical and Constitutional Inquiry*. Yale University Press. *
172. SABATIER C., MALEWSKA H. et TANON F., 2002 : *Identités, acculturations et altérité*. Paris. Editions L'Harmattan. 294 P.
173. SAYAD A., 1991 : *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Editions De Boeck. Bruxelles Université. 205 P. *
174. SCHLESINGER A. M. J^r, 1998 : *L'Amérique balkanisée. Une société multiculturelle désunie*. Editions Economica. 2^e édition. 171 P. *
175. SCHNAPPER D., 1994 : *La communauté des citoyens. Sur l'idée de nation*. Editions Gallimard. Paris. *

176. SCHNAPPER D., 1992 : *L'Europe des immigrés : essai sur les politiques d'immigration*. Editions F. Bourin, Paris. 196 P. *
177. SCHNAPPER D., 1991 : *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*. Editions Gallimard. Paris. 367 P.
178. SCHOR R., 1996 : *Histoire de l'immigration en France. De la fin du XIX^e siècle à nos jours*. Editions Armand Colin. 347 P.
179. SEMPRINI A., 1997 : « *Le multiculturalisme* » « QSJ ? » PUF. Paris. 127 P.
180. STASI B., 1984 : *L'immigration, une chance pour la France*. Editions Laffont. Paris.*
181. TAGUIEFF P.-A., 2005 : *La République enlisée. Pluralisme, « communautarisme » et citoyenneté*. Editions des Syrtes. Paris. 345 P.
182. TAGUIEFF P.-A. : *Catégoriser les inassimilables : immigrés, métis, juifs. La sélection ethnoraciale selon le Docteur Martial*. *
183. TAJFEL H., 1972 : *La catégorisation sociale* (Ed.) Dans : Moscovici : Introduction à la psychologie sociale. Tome 1. Editions Larousse. Paris. (PP. 272-303).
184. TAYLOR C., 1997 : *Multiculturalisme : différence et démocratie*. Editions Flammarion. « Champs ». 144 P.
185. TEILLARD S., 1996 : *Les Céfrans parlent aux Français*. Edition Calmann-Lévy. Paris. 230 P.
186. TEITELBAUM M. S. & WINTER J., 2001 : *Une bombe à retardement ? Migrations, fécondité, identité nationale à l'aube du XXI^e siècle*. Préface de François HERAN. Editions Calmann-Lévy. 366 P.

187. TEMIME E., 1999 : *France, terre d'immigration*. Editions Découvertes Gallimard. 160 P.
188. TERRAIL J.-P., 1995 : *La dynamique des générations. Activité individuelle et changement social (1968-1993)*. Editions L'Harmattan. Logiques sociales. 190 P. *
189. THELOT C., 1982 : *Tel père, tel fils*. Editions Dunod. Paris. *
190. TODD E., 1994 : *Le destin des immigrés. Assimilation et ségrégation dans les démocraties occidentales*. Edition Du Seuil. L'Histoire immédiate. 391 P.
191. TOURRAINE A., 1997 : *Pourrons-nous vivre ensemble, égaux et différents ?* Editions Fayard. « L'Espace du politique. » *
192. TRIBALAT M., 1996 : *De l'immigration à l'assimilation. Enquête sur les populations d'origine étrangère en France*. (Avec la participation de Patrick Simon et Benoît Riandey) Editions La Découverte /INED. 302 P.
193. TRIBALAT M., 1995 : *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*. Editions La Découverte. Paris. 232 P. *
194. TRIBALAT M., 1991 : *Cent ans d'immigration. Etrangers d'hier, Français d'aujourd'hui*. Editions INED-PUF. Paris. *
195. VALLET²⁰⁴ L.-A. et CAILLE²⁰⁵ J.-P., : *'La scolarité des enfants d'immigrés'*. *
196. VAILLANT E., 1996 : *'L'immigration.'* Editions Milan. Collection « Essentiels ». *
197. VAN ZANTEN A., 2001 : *L'école de la périphérie, scolarité et ségrégation en banlieue*. Editions PUF. Paris. *
198. VERRIERE J., 2000 : *Genèse de la nation française*. Editions Flammarion-Champ. 363

²⁰⁴ Centre National de la Recherche scientifique, laboratoire de sociologie quantitative (CREST, Paris).

²⁰⁵ Direction de Programmation et du développement, Ministère de l'Education nationale, Paris

P.

199. VIET V., 2003 : *Histoire des français venus d'ailleurs. De 1850 à nos jours.* *
200. VIET V., 1998 : *La France immigrée. Construction d'une politique 1914-1997.* Editions Fayard. Paris. *
201. VOISARD J. & DUCASTELLE C., 1990 : *La question immigrée dans la France d'aujourd'hui.* Editions Calmann-Lévy. Fondation Saint Simon. 151 P.
202. WALZER M., 1998 : *Traité sur la tolérance.* Editions Gallimard. « NRF ». 372 P. *
203. WEIL P., 2002 : *Qu'est-ce qu'un français? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution.* Editions Grasset. Paris. 466 P.
204. WEIL P., 1991 : *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration, 1938-1991.* Editions Calmann-Lévy. 403 P.*
205. WIEVIORA M.: 2001 : *La différence.* Editions Balland. 201 P.
206. WIEVORA M., 1998 : *Le racisme, une introduction.* Paris. Editions La Découverte. 165 P.*
207. WILLAIME. J.-P., 2000 : *Europe et religions : les enjeux du XX^e siècle.* Editions Fayard 2000. *
208. WINOCK M., 1995 : *Parlez-moi de la France.* Editions Plon. 280 P.
209. WITHOL de WEDEN C. & De TINGUY A., 1995 : *L'Europe et ses migrations.* Editions Complexes. 173 P.
210. WITHOL de WEDEN C., 1995 : 'France : les mirages de l'immigration zéro'. Dans : *L'Europe et ses migrations* (sous la dir. De Withol de Weden Catherine & De Tinguy Anne). PP. 57-71.

211. WITHOL de WENDEN, 1993 : *Banlieues... Intégration ou explosion ?* Editions Panoramiques. Paris. *
212. ZAKARIYA F., 1991 : *Laïcité ou islamisme : les arabes à l'heure du choix*. Editions La Découverte. Paris. *
213. ZANGWILL I., 1975 : *The Melting Pot*. Editions Arnos Press. New York. *

1. BARATS C., 2001 : *"Les mots de l'immigration et l'ethnisation des rapports sociaux. Le cas des débats télévisés français sur l'immigration."*
In : *Médias et migrations*, Réseaux, N°107, Hermès science publications. Paris. *
2. BARATS C., 1999 : *"Immigration : carrefour de la suspicion (discours présidentiels et juridiques)"*
In : *Mots*, n°60, septembre. Perspectives croisées sur l'immigration, P.P.43-57. *
3. BARATS C., 1998 : *"Politisation de l'immigration en France : logiques politiques et enjeux discursifs."*
In : *Quaderni*, N°36, Automne, pp. 69-81. *
4. BARATS C., 1996 : « *La législation sur l'entrée et le séjour des étrangers en France et son évolution depuis 1945* ».
In : *Les petites Affiches*, n°128, octobre, pp. 8-15.
5. BARRIERE A. et MARTUCELLI D., 1997 : « *L'école à l'épreuve de l'ethnicité.* »
Annales de la Recherche Urbaine n° 75. PP. 51-58. *
6. BAUBÖCK R., HELLER A., ZOLBERG A. (dir.), 1996 : « *The Challenge of Diversity. Integration and plurilingualism in Societies of Immigration.* »
Aldershot and Vienna, Avebury and European Center Vienne. *
7. BEAUD M., 2003 : *L'art de la thèse. Comment préparer et rédiger une thèse de doctorat, un mémoire de DEA ou de maîtrise ou tout autre travail universitaire.*
Edition La Découverte. Guides Repères. 193 P.
8. BERTHIER N. et F., 1978 : *Le sondage d'opinion.*
Entreprise moderne d'édition. Librairies techniques et les Editions E.S.F.. Collection Formation Permanente en sciences humaines. Paris.

9. BERTHIER N., 2000 : *Les techniques de l'enquête: méthode et exercices corrigés*.
Edition Armand Colin. Paris. 254 P.

10. BERTOSSI C., 2004 : « *Les frontières de la citoyenneté*. »
In : *Les frontières de l'Europe*. Journal mensuel de documentation politique. Après-demain
n° 463. PP. 22-26.

11. BLANCHET A. & Al., : *Les techniques en sciences sociales*. 240 P.

12. BLANCHET A., 1987 : '*Interviewer*'.
Dans: A.. et Al. Blanchet, *Les techniques d'enquête en sciences sociales*. Edition Dunod.
Paris. *

13. BLANCHET A. & Al., 1985 : *L'entretien dans les sciences sociales*.
Edition Dunod. Bordas. Paris.

14. BOUDON R., 1969 : « *Les méthodes en sociologie* ».
« *QSJ ?* ». PUF. Paris. 127 P. *

15. BOUGAREL X., 1992b : « *Allemagne : assimilation ou préservation des spécificités*. »
In : *Notes et études documentaires*. La Documentation française. PP. 19-54. *

16. BOURDIEU P., 1982 : *Ce que parler veut dire*.
Edition Fayard. Paris.

16. BOURDIEU P., 1980 : « *L'identité et les représentations*. »
In : *Actes de la recherche scientifique*, n°35.*

17. BOYER, BUTZBACH, PENDANT, 2000 : « *Nouvelle introduction à la didactique du français langue étrangère* ».
Clé internationale. *

18. CALVES G., 1999 : « *Les politiques de discrimination positive*. »
In : Paris. La Documentation française. *Problèmes politiques et sociaux*, n°822. (4 juin). *

19. COUET C., 1994 : « *Bilan démographique de 1993* ». Dans : INSEE première n°294. (Février). *
20. DELCROIX C., 1992^f : « *Pays-Bas : une volonté de « discrimination positive»* » In : *Notes et études documentaires*. La Documentation française. PP. 145-164. *
21. De RUDDER V., 1997 : « *Désignation et origine : production sociale et production savante de l'ethnique.* » In : *Mots et migrations*, Cahiers de la Méditerranée, n°54, Centre de la méditerranée moderne et contemporaine, Juin. *
22. De Sousa M., 2004^h
« *Etranger ici, étranger là-bas* »
Crises et affirmations identitaires. Synergie France n°1. Revue de didactologie des langues-cultures. Cordonnée par Jacques Cortès. PP. 55 à 64.
23. FOURNIER L., 2005³ : « *Réussites et limites du monde social britannique.* » In : Cahiers Français, 330. *Le monde social français*. PP. 15-20.
24. FRANCO B., 1992^c : « *Belgique : une situation transitoire.* » In : *Notes et études documentaires*. La Documentation française. PP. 55-82.
25. FRYBES M., 1992^d : « *France : un équilibre pragmatique fragile.* » In : *Notes et études documentaires*. La Documentation française. PP. 83-.*
26. GALISSON R., 2004 : « *Ethique et didactologie : de l'éducation aux langues-cultures à l'éducation par les langues-cultures.* ». In : Synergies Italie. Revue de didactologie des langues-cultures, n° 1. PP 134-143.
27. GALISSON R., 1993 : « *Plurilinguisme culturel en Europe : cultures européennes et culture des diasporas.* » Edition L'Harmattan. « *L'homme et la société.* »*

28. GHIGLIONE R., 1987 : « *Questionner* ». Dans: A; Blanchet et Al., *Les techniques d'enquête en sciences sociales*. Edition Dunod. Paris.
29. GHIGLIONE R. et MATALON B., 1978 : *Les enquêtes sociologiques, théorie et pratique*. Edition Armand Colin. Coll. U. Paris. *
30. GIORDAN H., 2005 : « *Pour une politique linguistique de la France.* ». In : *Tribune internationale des langues vivantes (La)*, n° 37 (mai). PP. 86-92. *
31. GRAWITZ M., 1984 : *Méthode des sciences sociales*. Edition Dalloz. Paris. *
32. HAJAR F., 2004 ⁱ
« *Le rap entre le métissage et la revendication* »
Synergie France n°1. Revue de didactologie des langues-cultures. Cordonnée par Jacques Cortès. GERFLINT.
33. INSEE, 2002 : '*L'immigration en France aujourd'hui*'. Edition INSEE Première.
34. INSEE, 1999 : *Recensement général de la population de 1982. France métropolitaine*.
35. INSEE, 1992 : « *Mobilité géographique et insertion sociale. Formation et qualification professionnelle.* »
36. JAVEAU C., 1982 : *L'enquête par questionnaire*. Edition De l'université de Bruxelles. Les Editions d'Organisation. Paris. *
37. JOIN-LAMBERT M.-J. (dir.), 1997 : « *La politique d'intégration des populations immigrées.* » In : *Politiques sociales*. Paris. Presses de Sciences Po et Dalloz. PP. 649-667.
38. De KETELE J.-M., 1983 : *Méthodologie de l'observation*. Laboratoire de Pédagogie expérimentale. Université Catholique de Louvain. Louvain-la-Neuve. *

39. LAPEYRONNIE D. (sous la dir. de ~), 1992^a : « *Immigrés en Europe. Politiques locales d'intégration.* » In : *Notes et études documentaires*. La Documentation française. PP. 5-17.
40. LECA J., SAYAD A., : « *Les maux-à-mots de l'immigration.* » In : *Politix*, N°12, Paris, PFNSP. *
41. LEVY M.L., EWENCZYK S. & JAMMES R., 1981 : *Comprendre l'information économique et sociale*. Guide méthodologique. Edition Hâtier Paris.*
42. MANDON D., 1990 : *Culture et changement sociale : approche anthropologique*. Edition Chronique sociale. 200 P.
43. MANESSY G., 1991 : *Modes et structuration des parlers urbains*. Dans : *Les langues en villes*. ACCT. Didier-Erudition. Paris. P.23.
44. MASSONAT J. : « *Observer dans A. Blanchet et Al. Les techniques d'enquête en sciences sociales* ». *
45. NEGROUCHE N., 2002 : « *Embauche au faciès.* » In : *Histoire(s) d'immigration*. Manière de voir, n°62. Le monde diplomatique. (Bimestriel mars-avril). PP. 67-71.
46. NOIRIEL G., 2002 : « *Petite histoire de l'intégration à la française.* » In : *Histoire(s) d'immigration*. Manière de voir, 62. Le Monde Diplomatique. Bimestriel mars-avril. PP. 30-34.
47. ORFALI K., 1992^b : « *Suède : de l'immigré au réfugié politique.* » In : *Notes et études documentaires*. La Documentation française. PP. 165-194.*
48. PUREN C., 2004 : « *Pour une didactique comparée des langues-cultures.* » In : *Synergies Italie*. Revue de didactologie des langues-cultures, n° 1. PP. 86-93.
49. QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT, 1998 : *Manuel de recherche en sciences sociales*. Edition Dunod. 272 P.

50. RISPAIL M.

- *Variations au cœur et aux marges de la sociolinguistique**

- *La francique**

« *De l'étude d'une langue minorée à la socio-didactique des langues* ».

51. ROUANET H., LE ROUX B., BERT M.C, 1987 : *Statistique en sciences humaines : procédures naturelles*. Edition Dunod. Paris. *

52. De SAINT-GEORGES P., 1979 : Recherche et critique des sources de documentation en politique économique et sociale. F.O.P.E.S., U.C.L. Louvain-la-Neuve. *

53. SAYAH M., 2004^g

« *Savez-vous parler djeun's ; maux et trafic de mots à Bellefontaine* »

Crises et affirmations identitaires. Synergie France n°1. Revue de didactologie des langues-cultures. Coordonnée par Jacques Cortès. GERFLINT. PP. 15 – 25.

54. SIMON P., 2005¹¹ : « *La crise du modèle français d'intégration*. » In : Cahiers Français, 330. *Le monde social français*. PP. 62-67.

55. THAVE S., 1999 : *Les étrangers et leurs enfants*. Edition INSEE Première n°689. (Décembre).

56. THAVE S., 2000 : *L'emploi des immigrés en 1998*. Edition INSEE Première n°717. (Mai).

57. VANDENABEELE A., 2004¹ :

« *Le XXI^e siècle sera spirituellement didactologique ou ne le sera pas*. »

In : *Crises et affirmations identitaires*. Synergies France n°1. Revue de didactologie des langues-cultures. GERFLINT. PP.21-27.

58. VEGLIA P. & FOLLIET D. : *Guide des sources d'archives publiques et privées. XIX^e-XX^e siècles*. Tome 4. *

59. YAICHE F., 2004^q

« *Simulation globale et enseignement bilingue* »

Pour comprendre l'identité française ; approche didactique. Synergies France n°1. Revue de didactologie des langues-cultures. GERFLINT. PP.125 - 131.

60. ZHOU M. 1997 : « *Segmented assimilation : issues, controversies, and recent research on the new second generation.* » In : International Migration Review, n°31 / 4. PP. 975-1008. *

1. ARDOINO J., 1999 (entretien ≈) : « *Pour un pluriel d'hétérogénéité.* » (Propos recueillis par Fabien Ollier et Henri Vaugrand). Dans : X-Alta n° 213. PP.63-76.*
2. AUBERT P., 1999 : « *Politiques pour faciliter l'accès à l'emploi des populations immigrées.* » Dans : *Notes et Documents* n°45. (Novembre). (DPM).
3. BARATS C., 2001 : « *Les mots de l'immigration et l'ethnisation des rapports sociaux. Le cas des débats télévisés français sur l'immigration* » In : *Médias et migrations, Réseaux*, N°107, Hermes science publications. Paris.
4. BARATS C., 1999 : « *Immigration : carrefour de la suspicion (discours présidentiels et juridiques)* ». In : *Mots*, 60. Septembre, Perspectives croisées sur l'immigration, PP.43-57. *
5. BARATS C., 1998 : « *Politisation de l'immigration en France : logiques politiques et enjeux discursifs.* » In : *Quaderni*, n°36, Automne, pp. 69-81.
6. BARATS C., 1996 : « *La législation sur l'entrée et le séjour des étrangers en France et son évolution depuis 1945* ». In : *Les petites Affiches*, n°128, octobre. PP. 8-15.
7. BARRIERE A. et MARTUCELLI D., 1997 : « *L'école à l'épreuve de l'ethnicité.* » *Annales de la Recherche Urbaine*, 75. PP. 51-58. *
8. BAUBÖCK R., HELLER A., ZOLBERG A. (dir.), 1996 : « *The Challenge of Diversity. Integration and plurilingualism in Societies of Immigration.* » Aldershot and Vienna, Avebury and European Center Vienne. *
9. BENBASSA E., 2004^k : « *La loi de ton pays est la loi.* ». Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque. Histoire.* Numéro spécial (281). (Juillet-août) PP. 52-53. *
10. BENGUIGUI Y. & PÉNA-RUIZ H., 2002 : « *L'exigence laïque du respect mutuel.* » Dans : *Histoire(s) d'intégration. Manière de voir* n°62. Le monde diplomatique (bimestriel mars-avril 2002). PP. 38-

11. BERNAVI E., 2004^d : « *L'édit de Nantes : le triomphe des Politiques.* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-août). P.27.

- BERTOSI C., 2004 : « *Les frontières de la citoyenneté.* » Dans : *Les frontières de l'Europe.* (Journal mensuel de documentation politique, *Après-demain* n°463). PP. 22-27.

12. BOUGAREL X., 1992^b : « *Allemagne : assimilation ou préservation des spécificités.* » In : *Notes et études documentaires.* La Documentation française. PP. 19-54.

13. BOURDIEU P., 1980 : « *L'identité et les représentations.* » In : *Actes de la recherche scientifique*, n°35. *

14. BRULEY Y., 2005^a : « *Petit tour d'Europe de la laïcité. Mille ans d'un débat passionné.* » Dans : '*Dieu et la République*'. *Historia* n°701. (Mai). PP. 48-49.

15. BRUN F. et LAACHER S., 2001 : « *De la régularisation à l'intégration : stratégies, atouts, obstacles...* ». In : *Migrations Etudes* n°97 (Janvier-Février).

16. BULOT T., 1998 : « *Langes en ville: une stigmatisation sociale des territoires* ». Dans: *Etudes Normandes* 1. Association Etudes Normandes. MSA.

17. CABANET P., 2004^o : « *1905 : une loi d'apaisement ?* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-août). PP. 68-71.

18. CALOT G., 1992 : « *La relève des générations.* ». In : *Population et sociétés* n°265. INED. (Février). *

19. CALVES G., 1999 : « *Les politiques de discrimination positive.* » In : Paris. La Documentation française. *Problèmes politiques et sociaux*, n°822. (4 juin). *

20. CHAMPION F., 1995 : « *Entre religion et sécularisation. Des rapports Eglise-Etat dans l'Europe communautaire.* » Dans : *Le Débat*. Numéro 77 (Novembre-Décembre). PP.46-72.

21. CHANET J.-F., 2004^m : '*Le choix de Ferry : la guerre des crucifix n'aura pas lieu.*' Dans :

Dieu et la politique. Le défi laïque. Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-Août). PP. 58-61 & P.63.

22. COMBE S., 1997 (dirigé par ≈) : « *Le livre du retour. Récits du pays des origines.* » Edition Autrement. *Collection Mutations*, n°173. (Septembre).
23. COQ G., 2004^v : « *Les batailles de l'école.* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque. Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-Août). PP. 100-101.*
24. CORNETTE J., 2004^f : « *Louis XIV ou la religion royale* ». Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque. Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-Août). PP. 30-33.*
25. COSTA-LASCOUX J., 2005 : « *L'ethnisation du lien social dans les banlieues françaises.* » Dans : *Revue européenne des migrations internationales. Vol.17; n°2. PP. 123-*
26. DANIEL J., 1998 : *Extraits d'une interview du roi Hassan II. N : Le nouvel observateur n°1116 (Mars). **
27. 27. DELCROIX C., 1992^f : « *Pays-Bas : une volonté de « discrimination positive ».* » In : *Notes et études documentaires. La Documentation française. PP. 145-164.*
28. 28. De RUDDER V., 1997 : « *Désignation et origine : production sociale et production savante de l'ethnique.* » In : *Mots et migrations, Cahiers de la Méditerranée, n°54, Centre de la méditerranée moderne et contemporaine, Juin. **
29. DOLLOT L., 1996 : « *Culture individuelle et culture de masse* » QSJ ? Puf. 129P.
30. DUHAMEL O. et JAFFRE J., 1987 : *L'opinion publique et le chômage, réflexion sur 3 courbes.* Dans : *Les temps modernes. PP. 305-318.*
31. ESTIVALEZES M., 2004^u : « *Religions sur tableau noir.* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque. Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-août). PP. 98-99.*
32. FAVIER J., 2005^d : « *Le premier choc des deux pouvoirs.* » Dans : *Dieu et la République.*

Historia n°701. (Mai). PP.50-53.

33. FOURNIER L., 2005³ : « Réussites et limites du modèle social britannique. In : Cahiers français n°330. « *Le modèle social français.* » PP.15-20. *
34. FOYER J., 2005^e : « *Un divorce retentissant.* » Dans : *Dieu et la République. Historia* n°701. (Mai). PP. 63-65.
35. FRANCO B., 1992^c : « *Belgique : une situation transitoire.* » In : *Notes et études documentaires.* La Documentation française. PP. 55-82.
36. FRYBES M., 1992^d : « *France : un équilibre pragmatique fragile.* » In : *Notes et études documentaires.* La Documentation française. PP. 83-.
37. GAILLARD J.-M., 2004^w : « *L'Europe sera laïque ou ne sera pas !* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (289). (Juillet-août). PP. 102-108.
38. GALISSON R., 2004 : « *Ethique et didactologie : de l'éducation aux langues-cultures à l'éducation par les langues-cultures.* » In : *Synergies Italie. Revue de didactologie des langues-cultures*, n° 1. PP 134-143.
39. GALISSON R., 1993 / « *Plurilinguisme culturel en Europe : cultures européennes et culture des diasporas.* » Editions L'Harmattan. « *L'homme et la société.* » *
40. GASTAUT Y., 2004^s : « *L'islam français est-il soluble dans la laïcité ?* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (289). (Juillet-Août). PP. 92-95 & P.97.
41. GAUCHET M., 2004^r : « *La laïcité a gagné, mais elle a changé de sens.* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (289). (Juillet-Août). PP. 80-83.
42. GIORDAN H., 2005 : « *Pour une politique linguistique de la France.* » *Tribune internationale des langues vivantes (La)*, n° 37 (mai). PP. 86-92. *

43. GEORGEON F., 2004^g : '*Les combats d'Attartürk* Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (289). (Juillet-Août). PP. 74-77.
44. (LE) GOFF J., 2004^b : « *Les laïcs sont le moteur de l'histoire de l'occident.* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (289). (Juillet-Août). PP.8-13. (Propos recueillis par Séverine Nikel).
45. GOULEMOT J.-M., 2004^g : « *Voltaire : « Ecrasons l'Infâme !* ». Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Dans : Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-Août). PP. 34-37.
46. HAGEGE C., 2004 : « *L'identité par la langue : qu'est-ce qu'être Français ?* » Entretien avec le Figaro, le 30 avril 2004, dans la série consacrée à l'identité française. www.lefigaro.fr
47. HARNOIS J., 1992 : « *La localisation des étrangers en France.* ». Dans : Insee Première n°177. (Janvier).
48. HERAN F., 1993 : « *L'unification linguistique de la France.*» Dans : Population et sociétés n° 285. INED (Décembre).
49. IMBERT C., 1995 : « *La Nation introuvable.*» Dans : *Le Point*, (7 octobre). *
50. INSEE, 2004 : « *Atlas des populations immigrées.*» Haute-Normandie. *FASILD*. N°65 (Avril).
51. INSEE, 1994 : « *Les étrangers en France.* ». Contours et caractères. Portrait social.
52. INSEE, 1982 : *Recensement de la population de 1982. France métropolitaine.*
53. JEANNENEY J.-N., 2004^p : « *Les présidents peuvent-ils aller à la messe ?* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (289). (Juillet-Août). PP. 72-73.
53. JOIN-LAMBERT M.-J. (dir.), 1997 : « *La politique d'intégration des populations immigrées.* » In : *Politiques sociales.* Paris. Presses de Sciences Po et Dalloz. PP. 649-667. *

54. HAUFFER R. 2005^j : « *Une autre histoire de la laïcité.* » Dans : *Dieu et la République. Historia* n°701. (Mai). PP.90-91.
55. LABAT J., 1993 : « *La population étrangère et son évolution* ». Données sociales. INSEE.
56. LACORNE D., 2004^l (entretien avec) : « *Idées fausses sur les Etats-Unis.* ». Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque. Histoire. Numéro spécial* (289). (Juillet-Août). PP. 54-57.
57. LALOUETTE J., 2004ⁿ : « *Portrait d'un anticlérical.* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi . Histoire. Numéro spécial* (289). (Juillet-Août). PP. 64-67.
58. LAVOINE M., 1996 : « *C'est ça la France* » (chant)
59. LECA J., SAYAD A. : « *Les maux-à-mots de l'immigration.* » In : *Politix*, N°12. Paris. PFNSP. *
60. LECOQ T., 2004^t : « *Voile, rentrée 2004.* ». Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque. Histoire. Numéro spécial* (289). (Juillet-Août). P.96.
61. LE THAI B., 1997¹⁰ : « *Au pays de l'oncle Vinh.* » Dans : « *Le livre du retour. Récits du pays des origines.* » Editions Autrement. Collection *Mutations*, n°173. PP.195-207. *
62. MARCHAND O., 1993 : « *Les groupes sociaux face au chômage : des atouts inégaux.* ». Données sociales. INSEE.
63. MARLIERE P., 1997 : « *Le principe de laïcité en France* ». Dans : *Franco-British Studies* n°23. Printemps. PP.41-56. *
64. MISKE K., 1997⁹ : « *Nouakchott-Paris, Paris-Nouatchott.* » Dans : « *Le livre du retour. Récits du pays des origines.* » Editions Autrement. Collection *Mutations*, n°173. PP.172-194.
65. MONTBRIA (De) T., 2004 : « *Ethnocentrisme et mondialisation.* ». Dans : *Le Monde*. (25 février 2004). *

66. MORIN E., 2004 (Préface) : « *Francité' et 'universalité* ». Dans : *Crises et affirmations identitaires*. Dans : Synergies France n°1 – année 2004. Revue de didactologie des langues – cultures (GERFLINT). PP. 12-16.
67. 66. NEGROUCHE N., 2002 : « *Embauche au faciès*. ». In : *Histoire(s) d'immigration*. Manière de voir, n°62. Le monde diplomatique. (Bimestriel mars-avril). PP. 67-71.
68. NICOLAÏDIS D., 1997⁵ : « *Les traces effacées de Kuplu*. » Dans : « *Le livre du retour. Récits du pays des origines*. » Editions Autrement. Collection *Mutations*, n°173. *
69. NICOLET C., 2005^d : « *La laïcité devient religion d'Etat*. ». Dans : *Dieu et la République*. Historia n°701. (Mai). PP.58-61.
70. NOIRIEL G., 2002: « *Petite histoire de l'intégration à la française*.» Dans : *Histoire(s) d'immigration*. Manière de voir n°62. Le Monde diplomatique. Bimestriel (Mars-Avril 2002). PP.30-34.
71. NORA P., 2005^f : « *La nation forge sa propre mystique*. » Dans : *Dieu et la République*. Historia n°701. (Mai). PP.66-70.
72. ORFALI K., 1992^g : « *Suède : de l'immigré au réfugié politique*.» In : *Notes et études documentaires*. La Documentation française. PP. 165-194.
73. ORIOL M., 1990 : « *Les problèmes du pluralisme*. » Education et Pédagogies n°9. (Septembre). PP. 74-82. *
74. O'TOOLE R, 1996 : « *Religion in Canada: its Development and Contemporary Situation*. » Dans : Social Compass. Vol.43, n°1. PP.119-134. *
75. PAYET J.-P., 1999 : « *Mixités et ségrégations dans l'école urbaine*. ». Dans : Hommes et Migrations, n° 1217. PP. 30-42 .
76. POBLETE M., 1997⁶ : « *Chili, cité du Vergoin*. » Dans : « *Le livre du retour. Récits du pays*

des origines. ». Editions Autrement. Collection *Mutations*, n°173. PP.123-135. *

77. PUREN C., 2004 : « *Pour une didactique comparée des langues-cultures.* » Dans : Synergies Italie. Revue de didactologie des langues-cultures, n° 1. PP. 86-93.
78. RAMONONET I., 2002 : « *Voyages sans retour* ». Dans : *Histoire(s) d'immigration..* Manière de voir n°62. Le Monde diplomatique. Bimestriel mars-avril 2002. (PP. 6-7).
79. REMOND R., 2004^j : « *Bonaparte et la paix du Concordat* ». Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-Août). PP.50-51.
80. RUANO-BORBALAN J-C, 1998 : « *L'identité, l'individu, le groupe, la société* ». Editions Sciences Humaines.
81. RUGGIU F-J., 2004^e : « *L'Angleterre, modèle de tolérance ?* » Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-Août). P.26.
82. SALEM N., 1997⁴ : « *L'Algérie, pays de l'ultime retour.* » Dans : « *Le livre du retour. Récits du pays des origines.* » Editions Autrement. Collection *Mutations*, n°173. PP.93-98.
83. SANCTON T., 2000 : « *Une France plurielle* »'. Dans : *Time People Pairs*, 12 juin. Vol. 155, n°23. (<http://www.time.com/>)
84. SARDON J.-P., 1993 : « *Vers un nouveau recul de la fécondité en France?* ». Population et sociétés n°281. (Juillet). P.6. *
85. SAYAD A., 1975 : « *Qu'est-ce qu'un immigré ?* ». Dans : *Peuples méditerranéens*, n° 74. *
86. SIMMEL G., 1908 : « *Digression sur l'étrange* ». Extraits in : *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine.* Traduit et présenté par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, Champ urbain, 1979. PP. 53 à 59. *
87. SIMON P., 2005¹¹ : « *La crise du modèle français d'intégration.* » Cahiers français n°330.

« *Le modèle social français.* » PP.62-67.

88. SIMON P., 1995 : « *Le logement en France.* ». *Population et sociétés* n°303. INED. (Juillet).
89. TAFFIN C., 1991 : « *Le logement des étrangers en France.* ». *Economie et statistique* n° 242. INSEE (Avril).
90. TASSEL F., 2007 : « *Nicolas Sarkozy a fait un enjeu majeur, obligeant la gauche à occuper un terrain délaissé.* » In : « *Quotidien* », 16 juillet 2007. Propos des signataires de la pétition contre la dénomination et l'existence du MIIND.
91. THERY J., 2004^b : « *Philippe le Bel, pape en son royaume* ». Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* L'Histoire. Numéro spécial (281). (Juillet-Août). PP.14-17.
92. TRIBALAT M., 1995 : « *Les immigrés et leurs enfants.* ». *Population et sociétés* n°300. INED. (Avril).
93. TRIBALAT M., 1991: « *Cent ans d'immigration, étranger d'hier, Français d'aujourd'hui.* » Travaux et Document. Cahier n°131. INED/PUF.
94. TULARD J., 2005^c : « *L'Etat nationalise l'Eglise* ». Dans : *Dieu et la République.* *Historia* n° 701 (Mai). PP. 54-57.
95. VALENTIN C. M., 1988 : « *L'immigration.* » In : *Pouvoirs*, n° 47. PUF.
96. VANDENABEELE A., 2004¹ : « *Le XXI^e siècle sera spirituellement didactologique ou ne le sera pas.* ». In : *Crises et affirmations identitaires.* *Synergies France* n°1. Revue de didactologie des langues-cultures. GERFLINT. PP.21-27.
97. WINOCK M., 2004^h : « *Comment la France a inventé la laïcité.* ». Dans : *Dieu et la politique. Le défi laïque.* *Histoire.* Numéro spécial (281). (Juillet-Août). PP. 40-49.
98. ZHOU M. 1997 : « *Segmented assimilation : issues, controversies, and recent research on the new second generation.* ». *International Migration Review*, 31 / 4. PP. 975-1008. *

1. Association Française d'Anthropologie (AFA), 1986 : « *Inventaire et bilan critique sur les communautés immigrées dans leur rapport avec la société d'accueil français* ». Paris. *
2. BLANC-CHALEARD M.-C., 2002 (octobre) : « *L'immigration des travailleurs Italiens en France (1850-1970)* ». Dans : *Immigration, marché du travail, intégration*. Séminaire présidé par Hérin François (PP. 156-165). *
3. BORREL C. et TAVAN C., 2004 : « *La vie familiale des immigrés* ». Dossier INSEE. Cellule 'Statistiques et études sur l'immigration. France'. Portrait social, 2003-2004.
4. (BOUKOULOU) CAILLEMET C.²⁶, 2009 : « *La France multiculturelle : vers une balkanisation ou vers une unité nationale ?* »
Dans : *Littérature, langue et didactique / Varia*.
Synergie Chine n°4. Revue du GERFLINT. Coordonné par Pu Zhihong.. (PP. 227 -233).
5. BOUKOULOU (CAILLEMET) C., 2004^f : « *Les parlers jeunes de Sarcelles (Val D'Oise)* ». Dans : *Crises et affirmations identitaires / Pour la reconnaissance identitaire par le langage*. Synergie France n°1. Revue de didactologie des langues-cultures. Coordonné par Jacques Cortès. GERFLINT. (PP. 40 - 45).
6. BOUKOULOU C., 2002 (juin) : « *Les parlers jeunes en question. Le cas de sarcelles (Val d'Oise)* ». Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Thierry Bulot. Université de Rouen. Faculté des Lettres et des Sciences Humaines. Département des Sciences du Langage et de la Communication.
7. BOURDIEU P., 1987 : « *Vivre avec les minorités étrangères* ». Colloque franco-allemand. Extraits publiés dans : *Hommes et Migrations*. Janvier 1987. *
8. CALLOVI G., 1970 : « *Déracinés et intégrés* ». Thèse de sociologie. Paris. EHESS. 1971 (dact.) *

9. CFDT, 2002 : « *Migrations, nouvelle donne, nouveaux droits* ». Colloque, Paris. (Avril). *

10. CHARBONNEAU-BLOOMFIELD A., 2003 (Mai) : « *L'islam en France : de l'image au vécu* ». Mémoire sous la direction de Esther Zana. Centre International de formation Européenne. Institut Européen des Hautes Etudes Internationales. *

11. COLIN J.-P. et WEIS P., 1982 : « *L'exercice des droits culturels en France* ». Rapport de l'UNESCO*

12. DABENE L., BILLIEZ J., 1984 (Mai) : « *Recherche sur la situation sociolinguistique des jeunes issus de l'immigration* » (I^{ère} partie). Centre de Didactique des Langues. Université des langues et Lettres-Grenoble III.

12. DAGUET F. et THAVE S., 1996 : « *La population immigrée. Le résultat d'une longue histoire* ». INSEE. Département de la démographie. N°458 (Juin).

13. DOUMA J.-B., 2001 : « *Immigration et intégration des Congolais (Brazzaville) en France.* ». Union Internationale pour l'Etude scientifique de la population. XXIV^e Congrès général de la population. Salvador. Brésil (18-24 Août 2001). *

14. GIORDAN, 1982 : « *Démocratie culturelle et droit à la différence.* » Rapport au Ministre de la Culture. La Documentation Française.

15. GLAUDE M. et BORREL C., 2002 (octobre) : « *Les immigrés au travers du recensement.* » Dans : *Immigration, marché du travail, intégration*. Séminaire présidé par Héran François (PP. 120-133). *

16. GUYAJEANNIN O., 1998 : « *Le roi de France en ses préambules, XI^e – début du XV^e s.* ». Annuaire-Bulletin de la société de l'Histoire de France. PP. 21- 44. *

17. HASSOUN J.-P. et TAN Y.P., 1986 : « *Les Chinois de Paris : minorité culturelle ou*

constellation ethnique ? » . Terrain n°7. *

18. (Le) Haut conseil à l'intégration, 2000 (Novembre) : « *L'islam dans la république.* » Paris. *

19. (Le) Haut conseil à l'intégration, 1992 (Décembre) : « *La connaissance de l'immigration et de l'intégration.* » Rapport au premier Ministre. La Documentation française. *

20. HERAN F., 2002 (Octobre) : « *Les immigrés et leurs descendants dans le système statistique français : réflexions sur les pratiques et les principes.* » Dans : *Immigration, marché du travail, intégration.*

Séminaire présidé par François Héran (PP. 105-119).

21. HERAN F., FILHON A. et DEPREZ C., 2002 : « *La dynamique des langues en France : une vue d'ensemble sur le XXE siècle.* » Dans : *Population et société*, n°376. *

22. HESSEL S., 1988 : « *Immigration : le devoir d'insertion* ». Rapport du Commissariat général du Plan. Ed. La Documentation Française. Paris. *

23. INSEE, 1994 : « *Les étrangers en France.* ». INSEE. Portrait social. Contours et caractères.

24. INSEE, 21 février 2002 : « *Langues régionales, langues étrangères : de l'héritage à la pratique.* »

25. JUILLARD C., 2003 : « *Sub-Saharan Immigration in France: from Diversity to Integration* ». Université René Descartes. Paris V. *

26. KEPEL G., 1991: « *Les banlieues de l'islam.* ». La Documentation Française. PP. 281-282. (cf. également le premier rapport du Haut Conseil à l'intégration).*

27. LEBON A. & MARANGE J., 1992 : « *L'insertion des jeunes d'origine étrangère dans la société française.* ». Rapport au Ministre de Travail. La Documentation Française. Paris. *

28. LEBON A., 1984 : « *La population étrangère au recensement de 1982.* » Dossier

Migrations. Bulletin bimestriel de CIEM n°21 (Juillet 1984).

29. LEBON A. et MARANGE J., 199 : « *L'insertion des jeunes d'origine étrangère dans a société française.* » Rapport au ministère de Travail. La documentation française. *

30. LEGROS F., 2003 (mai) : « *La fécondité des étrangères en France : une stabilisation entre 1990 et 1999.* »

INSEE, Cellule Statistiques et études sur l'immigration. *

31. LENOUEL S., 2004 : « *Culture et didactologie des langues-cultures, évolution d'un concept.* »

Thèse de l'université de Rouen. FLSH, DESCILAC. (Sous la direction de M. Jacques Cortès).

32. MA MUNG E., 2002 (octobre) : « *La complexité des migrations des populations d'origine chinoise.* ».

Dans : *Immigration, marché du travail, intégration.* Séminaire présidé par Héran François (P. 178).*

33. SAYAD A., 1980 : « *Le foyer des sans-familles* ».

Acte de la recherche en Sciences Sociales. Editions de Minuit. *

34. SAYAD A., 1979 : « *Les enfants illégitimes* ». Acte de la recherche en Sciences Sociales. Editions de Minuit. *

35. VEJORANO F., 1985 (dact.)- : « *Les naturalisés et leur destin* ». Thèse de 3^e cycle (Démographie historique). Paris. EHESS. *

36. WEIL P., 2002 : « *La nation comme une grande famille.* »

Dans : *L'express* du 11 / 04 / 2002 (Par Christian Makarian).

37. WINDMULLER F., 2003 : « *Compétence culturelle et compétence interculturelle : pour un apprentissage culturel en classe de FLE, analyse de matériels pédagogiques et perspectives méthodologiques.* »

Thèse de doctorat de l'université de Rouen. FLSH, DESCILAC. (Sous la direction de M. Jacques Cortès).

1. CAVANNA F., 1995 : *Les Ritals*. Editions Albin Michel. 277 P.
2. IKOR R., 1955 : *Les Eaux mêlées*. Editions Albin Michel. *
3. MILZA P., 1995 : *Le Nogent des Italiens*. Editions Autrement. *
4. MAALOUF A., 1998 : *Les identités meurtrières*. Editions Grasset. Paris. *
5. PONTY J., 1995 : *Les Polonais du Nord ou la mémoire des Corons*. Editions Autrement.
*
6. SIGNORET S., 1985 : *Adieu Volodia*. *
7. SEMPLIN J., 1994 : *L'écriture ou la vie*. Editions Gallimard. *
8. VAILLAND R., 1954 : *Beau masque*. Editions Gallimard. *

*** Sans auteurs précis ni années précises (parfois)**

1. « *La nationalité française.* »
www.ca-paris.justice.fr/cour/fr/dossier/pagec_nationale.html
2. « *L'identité française.* »
mapage.noos.fr/gcazenavel/caze/textes/identite.htm
3. « *Juifs de France en quête d'identité .Entre crispation et assimilation* ».
<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/>
4. « *Langues et identités au Maghreb.* »
www.telug.quebec.ca/diverscite/SecArtic/Arts/
5. « *Chronologie : histoire de l'immigration en dates* ». La documentation française, 2004.
<http://www.vie-publique.fr/dossier-popublic>
6. « *Projet de loi. Maîtrise de l'immigration et séjour des étrangers en France* ». (27 novembre 2003).
www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/immigration.asp
7. « *La préférence nationale et l'identité nationale.* »
<http://www.mrap.asso.fr/>
8. « *L'immigration (1980-1998)* ».
www.ben-vautier.com/1998/et_fr_immigration.html
9. « *Chronologie : histoire de l'immigration en dates* ». La Documentation française.
<http://www.vie-publique.fr> »

10. « *Difficile évolution de l'Eglise catholique.* »
<http://www.adri.fr>
11. « *Femmes et Révolution.* »
<http://www.icl-fi.org/french/femmes35thm>
12. « *Quelle laïcité aujourd'hui ?* ». La documentation française.
<http://www.vie-publique.fr>
13. « *La laïcité au quotidien* ».
<http://herodote.net>
14. « *Le racisme d'Etat remonte à loin.* »
<http://www.collectifdu29mai.org/Le-racisme-d-etat-remonte-a-loin.htm>
15. « *Le racisme en France.* »
<http://www.users-drew.edu/mpierett/FRENCH101/franceracism.htm>
16. « *Il faut dissuader les racistes de tous côtés.* ». (Publication du 22 février 2002.)
<http://www.racismeantiblanco.bizland.com/silenceselectif/>
17. « *Racisme et discrimination.* ». (Chouannerie)
<http://www.france-echos.com/actualite.php?cle=10084>
18. « *Brève histoire de l'albophobie : racisme anti-blanc.* »
<http://extreme.droiture.over-blog.net/article-4649894.html>
19. « *Quels moyens de lutter contre les discriminations ?* ». In : Forums des indigènes de la République. (Espace de débats et de discussions en toute liberté... !)
<http://www.indigenes.org/forum/viewtopic.php?t=206>
20. « *Il faut dissuader les racistes de tous côtés.* ». (Publication du 22 février 2002.)
<http://www.racismeantiblanco.bizland.com/silenceselectif/>

21. « *Racisme et discrimination.* ». (Chouannerie)
<http://www.france-echos.com/actualite.php?cle=10084>
22. « *Quels moyens de lutter contre les discriminations ?* ». In : Forums des indigènes de la République. (Espace de débats et de discussions en toute liberté... !)
<http://www.indigenes.org/forum/viewtopic.php?t=206>

*** Avec auteurs précis et années précises parfois**

23. AÏT-LARBI A. (à Alger) & OBERLE T. (à Rabat), 2005 : « *Les troubles vus du Maghreb.* »
<http://www.lefigaro.fr> (14 novembre).
24. AMABLE SABLON DE CORAIL, 2001 : « *L'histoire au service de l'idéologie.* » (Critique de l'ouvrage de J. Verrière : « *Guerre de la nation française.* », 2000, Editions Flammarion, 363 P.)
<http://www.parutions.com/pages/1-15-164-121.html/>
25. AVNERY U., 2004 : « *Une Nation ? Quelle Nation ?* ». Article publié par Gush Shalom, le 25 septembre. Traduit de l'anglais « *A Nation ? What Nation ?* » : RM/SW.
<http://www.france-palestine.org/article624.html>
26. BEKLIS N. (compte rendu de l'ouvrage ~): « *Intégration et immigration* ». (L'ouvrage de Jean-Pierre OBIN, OBIN-COULON Annette. Editions Hachette Education. Paris, 1999)
www.cahiers-pedagogiques.com/livres/fiches/liv62.htm
27. BAUBEROT J. & CESARI J. « *Laïcité, communautarisme et foulard : vrais et faux débats.* »
<http://lmsi.net>
28. BERNARD P., 2003 : « *La Commission Stasi recherche les lignes d'un compromis sur la laïcité.* »
<http://france-radicale.org/> (*Le Monde*, 27 octobre 2003).

29. BOUMEDIENNE-THIERY A. (Députée des Verts au Parlement Européen) : «*Qui suis-je?*»
www.alima-boumediene.org/article.php3?id_article=35
30. BOURCIER de CARBON P., 2004 : « *Evolution de la population d'origine étrangère.* »
<http://x-deptechnique.org/boursier04.html>
31. BOWLY P. W. R., 2001 : « *De la tradition aux aspirations actuelles : identités canadiennes et diversité religieuse.* ». (Dans le cadre d'un travail par le ministère du Patrimoine canadien pour le séminaire d'identité et de diversité ethnoculturelles, sociales, religieuses et linguistiques. Halifax (Nouvelle-Ecosse), 1-2 novembre 2001).
<http://metropolis.net>
32. BRAIBANT S. : « *Entre crispation et assimilation. Juifs de France en quête d'identité* ». Dans: *Le Monde Diplomatique*, août 2002, pages 1,6 et 7.
www.monde-diplomatique.fr/
33. BUFFET M.-G., 2004 : « *Construire une laïcité ouverte.* »
<http://www.humanite.presse.fr> (24 nov. 2003, journal de l'*Humanité*).
34. CAHEN M., 2002 : « *Identité, égalité, laïcité.* »
<http://www.arnaud-bernard.net/>
35. CARFANTAN S., 2004 : « *Philosophie et spiritualité.* »
<http://sergecar.club.fr/cours/nature6.htm>
36. CECILIA M.-C. : « *La tolérance néerlandaise à l'épreuve de l'islam.* »
<http://www.monde-diplomatique.fr>
37. CECCON J., 2004 : « *Les littératures au Québec.* »
In : *Littératures francophones*. Groupe de recherche en littératures postcoloniales. Université d'Envers.
<http://www.ua.ac.be/postoconial>
38. COHEN D., PESTIAU P., 2005 : « *Les seniors et l'emploi en France.* ». Commentaires.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr>

39. COROLLER C., 2006 : « *Discriminations sur le marché du travail : les origines nationales différemment appréciées.* »

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=368638> (20 mars).

40. DAGUET F. : « *La population de la France. Une croissance sans précédent depuis 1946* » (extraits). INSEE Première n° 444.

<http://www.ac-rennes.fr/pedagogie>

41. D'AUTUME J.-P. et HAIRAULT J.-O., 2005 : « *Les seniors et l'emploi en France.* » Rapport.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr>

42. DAVIS A., 2005 : « *Les jeunes exigent du changement social et la fin de la « ghettoïsation ».*

<http://infos.samizdat.net>

43. DEBRE R., 2004 : « *La laïcité doit se décréter.* ». (Interview, propos recueillis par Pierre Ganz (RFI) et Alain Louyot.

<http://www.lexpress.fr> (15 octobre 2004).

44. DELPHY C. : « *Race, caste et genre en France.* »

<http://lmsi.net/>

45. De SOUSA C., 2004 : « *Pas toujours facile d'être enfant d'immigrés. Vivre dans un pays qui n'est pas tout à fait le nôtre...* »

<http://www.5en1.com>

46. DUMONT L., DOMENGER M. et JAMMES DURANO F., 2002-2003 : « *L'immigration en France* ». (Première S7. 2002-2003. Lycée François I^{er})

<http://www.ac-rouen.fr/pedagogie>

47. GABIZON C., 2005 : « *Davantage de Noirs chez les émeutiers.* » (Le Figaro, 11 Novembre)

<http://www.lefigaro.fr>

48. GEFRE C. : « *Pour une théologie de la différence-Identité, altérité, dialogue* ». www.sedos.org/french/geffre_1.htm-91k
49. GEORGE J., 2003 : « *La laïcité au XXI^e siècle.* » <http://www.cahiers-pedagogique.com/>
50. GRESH A., 2003 : « *Aux origines des controverses sur la laïcité.* » <http://www.monde-diplomatique.fr> (PP. 18 et 19).
51. HANNOUN H. (Professeur des Universités) : « *L'universalité : un projet permanent* ». Dans : *Cahiers du CRIJ n°12* (2^{ème} sem. 2003-1^{er} sem. 2004) www.cerij.org/cerij12hannoun.html
52. HATZ T. & WEGAN G., 2002 : « *L'immigration en France aujourd'hui* ». <http://www.convergencesrevolutionnaires.org/article353.html>
53. HUNTINGTON, 2005 : « *Les élites du multiculturalisme* ». Extrait d'une interview de l'auteur du « choc des civilisations » parue dans *Le Figaro* du 19 janvier 2005, à l'occasion de la sortie de son nouveau livre *Qui sommes-nous ?* (Propos recueillis par Alexis Lacroix). <http://www.lecordelier.com/index.php?>
54. HUTINGTON S., 2005 : « *Le choc des civilisations aura vécu.* ». Editos – 18 mars. <http://www.afidora.com/content/view/12/42/>
55. HUTINGTON S., 2005 : « *Le choc des civilisations aura vécu.* » Editos – 18 mars. <http://www.afidora.com/content/view/12/42/>
56. IBN al RUMI F., 2004 : « *Un exemple de programme politique : informations à l'égard des abstentionnistes.* » (3 mars). http://oumma.com/article.php?id_article=1006
57. INED : « *Les femmes immigrées ont plus d'enfants* ». <http://www.bladi.net>

58. KLEIN A. (recension dirigée par ~)
<http://www.comu.ucl.ac.be/reco/grems/annaweb/landowski.htm>
59. LAINE F. et MARIONI P., 2005 : « *Les seniors et l'emploi en France.* ». Complément.
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr>
60. LECLUYSE E., 2005 : « *Violences urbaines. Sarkozy veut expulser les étrangers condamnés.* »
<http://www.lexpress.fr>
61. LAMBERT P.-Y., 1997 : « *Racisme, ethnocentrisme et discrimination au Canada.* »
<http://users.skynet.be/suffrage-universel/camiqc.htm>
62. LERNIE-BOUCHET J. : « *Identité, multiculturalisme et laïcité* »
<http://www.svabhina.org/>
63. MARLIERE P. : « *La laïcité française, un communautarisme majoritaire.* »
http://www.gwadoka.org/laicite_marliere.html/
64. MASCHINO M. T., 2002 : « *Etre Français c'est quoi ?* ». (Nationalité – à propos d'un essai de P. Weil, sur l' »histoire de la nationalité française »).
<http://www.France-amerique.com> (février 2006).
65. MONTOSY P. (dir.), 2006 : « *De l'ethnocentrisme dans l'action humanitaire occidentale.* »
<http://www.astm.lu/article.php?id-article=1290>
66. MORICE A., 2006 : « *Comprendre avant de juger : à propos des émeutes urbaines en France.* »
<http://atouteslesvictimes.samizdat.net>
67. MORO M.-R. : « *Que cache le voile ?* »
<http://www.revues-plurielles.org/>
68. MOSTAFAVI H. & SCHYÜTZ M., 2005 : « *Ni modèle républicain, ni multiculturalisme.* »

<http://www.vourrier-international.com>

69. MRIOUAH H. : « *Laïcité et foulard : le foulard de la discorde...* » (Article documenté sur le sujet scolaire des solutions proposées).

<http://www.ac-versailles.fr/PEDAGOGI/>

70. NEGROUCHE N., 200 : « *Laïcité et discriminations.* »

<http://www.monde-diplomatique.fr>

71. NOIRIEL G., 2002 : « *La république et ses immigrés.* »

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/01/NOIRIEL/15983>

72. OBIN J.-P., OBIN-COULON A., 1999 : « *Intégration et immigration* ». Hachette Education, Paris.

www.cahiers-pedagogiques.com/

73. PEIGNARD E., 2001 (juillet) : « *Immigration in France* ».

[http : //www.ambafrance-uk.org/](http://www.ambafrance-uk.org/)

74. PÊNA-RUIZ H., 2004 : « *Laïcité et égalité, leviers de l'émancipation.* »

[http ://www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

75. PHILIPS T., 2005 : « *Les français pourraient emprunter un peu de notre pragmatique.* »

[http ://www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) (11 novembre).

76. RAMADAN T., 2005 : « *Interdit de parole... ça continue !* »

<http://oumma.com>

77. RIVIERE J., 2006 : « *Le multiculturalisme des imbéciles'* » Député UMP-CNI des Alpes-Maritimes.

[http:// www.conscience-politique.org/2006/riviere/multiculturalisme.htm](http://www.conscience-politique.org/2006/riviere/multiculturalisme.htm)

78. REYNER : « *Histoire de l'immigration en France* ».

[http : //www.reyner.com/anthro/](http://www.reyner.com/anthro/)

79. ROY O., 2004 (interview) : « *L'islam est le miroir où la société française se regarde aujourd'hui.* » (6 novembre).
<http://www.liberation.fr/>
80. SALLENAVE D., 2004
<http://atheisme-free.fr/citations/>
81. SALMON F., BALLANGER Y., 1995 (6 novembre) : « *Le modèle d'intégration français est-il en panne ?* »
<http://www.clubcitoyens.org>
82. SANCTON T., 2000 : « *Une France plurielle.* »
<http://www.time.com>
83. SARRE G., 2003
<http://atheisme-free.fr/citations/> (6 mai 2003).
84. SENAT : « *L'école à nouveau cœur de cible du débat sur la laïcité.* »
<http://senat.fr>
85. STREIFF G., 1995 (entretien avec THIBAUT P.) : « *De l'identité française.* » (Septembre)
www.regards.fr/archives/1995/199509/199509cit01.html
86. TEVANIAN P., 2004 (févr.) : « *Une loi antilaïque, antiféministe et antisociale.* »
<http://www.monde-diplomatique.fr>
87. THEIS L., 2000 : « *L'Affaire Corse. La Nation française une longue histoire.* » Le Point, 25 août, n° 1458. P. 43.
http://www.lepoint.fr/dossiers_france/document.html?
88. TOULEMON L., 2003 (janvier) : « *la fécondité en France depuis 25 ans* ». (Le) Haut Conseil de la population et de la famille. Rapport.
<http://www.socil.gouv.fr>

89. TOURNEMIRE P., 2003 (intervention de ≈) : « *Laïcité, diversité et culture commune à l'école.* » Forum « Pour l'école que nous voulons ». Salon de l'éducation. 19-23 nov. 2003.
<http://www.ministere-educ.fr>
90. TRIGANO S., 2003 : « *Un islam français est-il possible ?* » Dans: *Le Figaro* (7 mai 2003)
www.in-nocence.org/pages/references/trigano.html
91. VIDAL A., 2006 : « *Le racisme d'Etat en France.* » (Juin).
<http://www.michelcollon.info/articles.Php?>

1. BLOCH O. et VON WARTBURG W., 1932
Dictionnaire étymologique de la langue française. PUF.
2. BONTE P. & IZARD M., 1992
Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie. PUF. Paris.
3. CASEVITZ F.M.R dans *BONTE (P) et IZARD (M)*, 1992
Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie. PUF. Paris.
4. Dictionnaire de sociologie, 1999. Le Robert / Seuil.
5. DUBOIS J., 1994. Dictionnaire de la Linguistique et des Sciences du Langage. Larousse.
Le Média Dico Français. Larousse.
6. Le Petit Robert, 1996.
7. Le Petit Larousse illustré. 100^e édition, 2005.
8. VALLAUD D., 1995
Dictionnaire historique. Ed. 'Le grand livre du mois'.

INDEX NOMINUM

A

AÏCHOUNE F. : 157

AIT-LARBI: 171

AFFERGAN F. : 147

AKOUN A. : 31

ANIZON E. : 82

ANSART A. : 31 / 36

AVNERY U. : 211

B

BARBIER M. : 104 /

BASTIDE : 173 /

BAUBEROT J.: 23 / 33

BEAUCARNE J.: 772

BERESNIAK D. : 99 /

BERULE P. : 101

BERTOSSI C. : 213 / 223

BOURCIER DE CARBON P. : 62

BOWLBY : 158

BUISSON F. : 114

C

CANCLINI N. G. : 39 / 173 /

CARFANTAN S. : 278

CAVANNA F. : 90 / 145 / 291

CECCON J. : 189 /

CECILLIA MC : 135
CHIRAC J. : 49 / 54 / 121 / 185
COLLIARD C.-A. : 115
CORNETTE J. : 102
COROLLER C. : 278 / 282 /
CORTES J.
COSTA-LASCOUX: 146 / 147
CRESSON E. : 50 /
CREVECOEUR J. : 148

D

DELTEI G. : 119
DUBAR C. : 32 / 194
DUBOIS J. : 35
D'AMICI : 25
DUPAQUIER J.: 66

E

EBADI C. : 139
ELLIAS : 24
EINSTEIN A. : 128

F

FERRY J. : 115 / 138 / 260
FINKENKRAUT A.: 25
FRAZER N.: 187
FREYRE R : 39
FOUGEROLLES P.: 29

G

GIRARD A. : 91

GISCAR D'ESTAING V. : 44

GRESLE F. : 26

GLISSANT E. : 40 / 174

GOUBERT P. : 23

GUYOTJEANNIN O. : 98

H

HAGEGE C: 769

HAASCHER G.: 107 / 129

HERVIEU-LEGER D. : 32 / 33 / 34

J

JELEN C. : 8 / 35 / 246 / 297 /

JULLIARD J. : 127 /

JOXE P.: 49

K

KAIDADOUCHE Z. :182

L

LABRUSSE R.: 111

LAPLANTINE F.: 38 / 178

LAVOINE M. : 770

LEPOUTRE D. & CANNODT I.: 330

LERIBI K. : 256

LEQUIN Y. : 23

LEVI-STRAUSS C. : 39/ 245

LINCOLN B. : 160 /

M

MALOUF A. : 263 /

MARCHIS G. : 233

MINCES J. : 76 / 82 / 85

MINE M. : 255

MITTERRAND F. : 49

MONTOISY P. : 284

MORIN E. : 8 / 220 / 221

MORO M.-R. : 292 /

N

NEGROUCHE : 253

NOIRIEL G. : 8/ 214 / 217/ 293 / 317

P

POULAT E. : 33 /

O

ORTIZ : 39 / 177 / 188

O'TOOLE R. : 159

OBERLE : 171

P

PROUSSOU JP : 66

R

REMOND R. : 33 /

RENAN E. : 29 / 194 à 196 / 207 / 274 /

ROBINSON M : 225/249

ROCARD M. : 50

ROUCHÉ : 274 /

S

SALLENAVE D. : 128

SANTINI S. : 319/

SARKOZY N. : 54 / 88 / 94 / 121 / 165/ 166 / 170 / 172 / 175 / 186 / 187 / 224 / 228 / 325 / 326 / 329 / 331 / 333 / 334.

SARTRE JP: 198

SAYAD : 22

SARRE G.: 124

SCHELESINGER JR: 148

SCHOR R. : 66 / 75 / 83 / 91 / 311

SIBONY D. : 211 /

SIMMEL : 24

SIMON P.: 304 / 305 /

SINGLY S. : 140

SNAPPER D. : 272 / 274 /

STOETZER: 91

T

TABBONI S.: 23

TAGGUIEF : 306

THEIS L. : 211

TORGA : 126

TOURAINÉ A. : 331

TRIBALAT M. : 208 / 215 / 219

TRIGANO S. : 121 / 123 /

TRAPIER M.: 21 / 22

V

VERRIERE J. : 209

W

WEBER: 197

WEIL P. : 25 / 26 / 54 / 307 / 320

WIEVORA P. : 23/ 37 / 154 / 310

WINOCK M. : 28 /

Z

ZANGWIL I. : 39 / 173

INDEX RERUM

A

Actes

327 /

Assimilation / assimiler

90 / 93 / 94 / 147 / 274 / 276 /

Altérité

125 / 262 /

B

Banlieue(s)

92 / 113 / 137 / 156 / 157 / 260 /

C

Citoyen(s) / citoyenne(s)

23 / 24 / 93 / 110 / 133 / 134 / 144 / 154 / 158 / 201 / 210 / 212 / 238 / 244 / 254 / 260 / 277 / 311

Citoyenneté

23 à 25 / 123 / 192 / 201 / 210 / 211 /

Civilisation(s)

34 /

Communautaire(s)

93 / 123 / 148 / 151 / 185 / 187 / 261 / 264 / 322 /

Communautarisme

80 / 122 à 124 / 146 / 166 / 291 / 294 /

Communauté(s)

77 / 78 / 82 / 87 / 92 / 122 / 124 / 131 / 150 / 154 / 161 / 162 / 163 / 166 / 174 / 183 / 196 / 220 /
227 / 260 / 267 / 268 / 321 / 327 /

Constitution(s)

325 /

Culture(s)

32 / 33 / 34 / 35 / 87 / 89 / 91 / 92 / 120 / 150 / 166 / 167 / 173 / 174 / 179 / 181 / 259 / 260 / 262
/ 266 / 268 / 289 / 295 / 326 / 330 /

Culture(s) française(s)

90 / 92 /

Culturel (le/s)

38 / 176 / 185 / 210 / 211 / 218 / 261 / 263 / 310 / 329 /

D

Deuxième génération / génération suivante / troisième génération

277 / 289 / 294 / 303 / 306 /

Démographie

322 /

Discrimination(s)

304 / 305 /

Droit(s)

325 /

E**Economie(s) / économique(s)**

84 / 123 / 211 / 319 / 320 / 322 / 328 /

École / éducation

108 / 109 / 113 / 114 / 128 /

Egalité(s)

121 /

Église(s)

101 à 104 / 117 / 120 / 125 / 127 / 132 /

Emigration

61 /

Emigré(s) / émigrée (s)

165 /

Enjeu(x)

328 /

Enseignement

110 / 111 /

Ethique

35 / 328 / 330 /

Ethnicisation

166 / 186 /

Ethnie

120 / 145 / 151 /

Ethnique(s)

80 / 147 / 151 / 168 / 208 / 236 / 238 / 263 / 276 /

Ethnocentrisme

119 à 121 / 176 / 184 / 267 à 269 /

Ethnocentrique(s)

267 /

Ethnoculturel (le)

183 /

Etranger(s)

20 / 49 / 71 / 72 / 80 / 81 / 145 / 166 / 168 / 173 / 205 / 206 / 210 à 212 / 218 / 226 / 265 / 275 /

Europe

96 / 108 / 126 / 133 / 270 / 319 / 320 / 323 / 325 / 329 /

Européen(s) / Européenne(s)

69 / 121 / 323 / 238 / 244 /

F

Financier(s)

211 /

Français / Française(s) [nationalité de l'individu]

23 / 38 / 39 / 50 / 61 / 69 / 78 / 87 / 88 / 100 / 121 / 203 / 204 / 246 / 307 à 309 / 316 / 318 /

Français / Française(s) [langue / qq. Ch. Qui se rapporte à la France]

23 / 39 / 48 / 56 / 129 / 203 / 307/ 308 /

G

Géographie / géographique (s)

319 /

Globalisation

322 /

H

Hiérarchiser / hiérarchisation

236 / 238 /

I

Identification

26 / 29 / 30 /184 / 185 / 209 / 267 / 271 /

Identité(s)

26 / 28 / 121 / 136 / 158 / 174 / 183 à 185 / 188 à191 / 201 / 208 / 211 / 234 / 260 à 264 / 266 /
269 / 306 /

Identité(s) culturelle(s)

27 / 191 / 256 / 259 / 260 / 262 /

Identité communautaire / collective

191 /

Identité française

203 /

Identité(s) individuelle(s)

191 /

Identité(s) nationale(s)

93 / 133 / 311 / 312 / 314 / 318 /

Immigrant(s) / immigrante(s) :**Immigration**

8 / 20 / 39 à 56 / 63 à 65 / 71 / 72 / 78 à 84 / 86 / 87 / 91 / 112 / 139 / 153 / 162 / 175 / 177 / 180 /
183 / 214 / 218 / 260 / 296 / 311 / 312 / 314 /

Immigré(s) / immigrée(s)

18 / 20 / 40 à 56 / 67 / 77 à 80 / 82 / 87 / 92 / 111 / 121 / 134 / 138 / 158 / 166 / 167 / 172 / 176 /
185 / 218 / 221 / 146 / 273 / 302 / 310 /

Inégalité(s)

121 / 237 /

Institution(s)

325 /

Intégration / intégrer

65 / 88 / 91 / 92 / 116 / 134 / 145 / 148 / 158 / 161 / 162 / 163 / 167 / 169 / 172 / 175 / 180 / 189 /
134 / 210 / 271 / 273 / 284 / 287 / 289 / 291 / 296 / 302 / 303 / 306 / 307 / 309 à 311 / 312 / 314

L**Laïcité / laïc – laïque**

29 / 30 / 93 / 94 / 104 à 112 / 114 / 116 à 119 / 121 à 124 / 131 / à 134 / 153 / 263 /

Langue(s)

87 / 196 / 305 / 327 /

M

Majorité :

Melting pot / salad bowl

36 / 37 / 92 / 170 / 175 / 183 /

Métissage

35 /37 / 38 / 171 / 172 -174 /

Migrant(s) / migrante(s)

145 / 287 /

Migration(s) / migratoire(s)

42 /168 / 189 / 238 /

Minorité(s)

114 / 269 /

Monnaie(s)

327 /

Multiculturel(le)

87 / 91 / 93 / 136 / 142 / 143 / 148 / 151 / 162 / 170 / 174 / 175 / 176 / 256/ 261 /

Multiculturalisme

34 à 36 / 136 / 146 / 147 / 149 / 150 / 162 / 177 / 179 / 180 / 263 / 269 /

Multiethnique

142 / 143 / 146 / 173 /

Multiraciale

182 /

Multireligieux / multireligieuse(s)

30 / 154 / 173 /

N

Nation(s) / nationalité(s)

25 / 26 / 27 / 63 / 64 / 66 à 68 / 76 / 115 / 116 / 126 / 134 / 177 / 179 / 189 / 192 / 193 / 201 / 204 / 206 / 209 à 213 / 236 / 273 / 292 / 316 /

Nationale(s)

35 /

P

Politique(s)

55 / 83 / 96 / 100 / 116 / 320 / 322 /

Politique(s) française(s)

65 /

Politique d'immigration

84 /

R

Race / racial(e/s)- aux

120 / 195 / 238 / 243 à 245 / 269 / 288 / 289 /

Racisme / raciste (s)

124 / 228 / 231 / 238 / 242 / 243 / 245 / 246 / 254 / 306 /

Religion(s) / religieux(ses)

31 / 32 / 87 à 89 / 96 / 105 / 115 à 117 / 119 / 122 / 123 / 126 / 127 à 131 / 134 / 152 à 154 / 185 /
189 / 194 / 208 / 236 / 265 / 267 / 289 / 314 /

Repli(s)communautaire(s)

264 / 267 /

S**Seniors**

298 /

Social / sociaux

84 / 328 /

Société(s)

120 / 203 / 263 / 316 / 326 /

Socioculturel (le/s)

291 /

T**Traité(s)**

325 / 328 /

Transculture / transculturel (le) / transculturalité

35 à 37 / 170 / 172 / 173 / 178 à 180 /

ANNUAIRE DES ABREVIATIONS

CRIJF

15

DE

271

DS (Dictionnaire de sociologie)

29 / 33 / 37 38 / 154

DLSL (Dictionnaire de la Linguistique et des Sciences du Langage)

35

Eds (Européens dits « de souche »)

378 / 379 / 396 / 531 / 639 / 640 / 668 / 677 / 722 / 723 / 764 / 724 / 726 / 763 / 764 / 767 / 770

Eoi (Européens dits « issus de l’immigration »)

356 / 377 / 378 / 379

Fds (Français dits « de souche »)

8 / 92 / 95 / 143 / 144 / 145 / 173 / 174 / 175 / 176 / 181 / 182 / 183 / 184 / 187 / 196 / 279 / 220 /
221 / 225 / 227 / 228 / 231 / 24 / 238 / 241 / 242 / 247 / 249 / 251 / 252 / 253 / 254 / 255 / 256 /
257 / 257 / 265 / 266 / 268 / 277 / 280 / 282 / 283 / 284 / 286 / 290 / 292 / 293 / 297 / 298 / 299 /
300 / 301 / 304 / 305 / 306 / 307 / 309 / 310 / 312 / 321 / 322 / 324 / 325 / 326 / 329 / 330 / 332 /
333 / 353 / 354 / 363 / 374 / 380 / 382 / 390 / 393 / 395 / 396 / 397 / 398 / 400 / 401 / 402 / 405 /
406 / 407 / 408 / 409 / 410 / 411 / 412 / 413 / 414 / 415 / 416 / 417 / 418 / 419 / 420 / 421 / 422 /
423 / 424 / 425 / 428 / 429 / 430 / 431 / 432 / 433 / 434 / 435 / 436 / 437 / 438 / 439 / 440 / 441 /
442 / 443 / 444 / 445 / 446 / 448 à 468 / 470 à 481 / 442 à 453 / 455 à 468 / 470 à 481 / 484 à 491
/ 496 à 538 / 540 / 542 / 561 / 563 / 565 / 566 / 569 / 581 / 582 / 583 / 588 / 590 / 593 / 605 / 613
/ 617 / 618 / 623 / 636 / 637 / 638 / 644 / 645 / 648 / 650 / 651 / 663 / 665 / 667 / 671 / 673 / 678
/ 680 / 693 / 694 / 695 / 697 / 702 / 705 / 706 / 722 / 723 / 725 / 727 / 729 / 733 / 756 / 757 / 760
/ 762 / 763 / 768 /

Fim

88 / 90 / 143 / 161 à 176 / 180 / 181 / 182 / 187 / 188 / 191 / 196 / 197 / 200 / 228 / 229 / 232 / 234 / 237 / 238 / 241 / 242 / 247 / 249 / 251 / 253 / 254 / 256 / 266 / 268 / 276 / 279 / 280 / 282 / 283 / 284 / 286 / 289 / 290 / 291 / 293 / 296 à 307 / 309 / 312 / 321 à 325 / 329 / 330 / 333 / 352 / 354 / 358 / 360 / 363 / 364 / 366 / 368 / 480 / 482 / 483 / 374 / 376 à 380 / 386 / 390 / 395 / 396 / 397 / 401 à 422 / 427 / 430 / 434 / 435 / 437 / 438 / 439 / 441 / 442 / 450 / 452 / 455 / 456 / 459 / 463 à 467 / 471 / 477 / 483 / 486 / 487 / 490 / 491 / 495 / 497 / 498 / 499 / 502 / 504 / 506 / 507 / 510 / 516 / 517 / 518 / 520 / 522 / 525 / 527 / 530 à 538 / 540 / 545 / 547 / 563 / 566 / 568 à 628 / 630 à 653 / 655 à 687 / 689 à 695 / 697 à 709 / 711 à 726 / 728 / 729 / 730 / 732 à 757 / 759 à 765 / 767 à 790.

IDF (Ile de France)

137 / 142 / 493 / 660

INED

63 / 69

INSEE

14 / 21 / 23 / 65 / 69 / 71 / 73 / 79 / 95 / 226 / 228 / 296 / 339

IP1 (immigration de la première période)

7 / 58 / 60 / 65 / 67 / 68 / 75 / 76 / 81 / 82 / 83 / 87 / 89 / 90 / 91 / 92 / 93 / 94 / 95 / 141 / 142 / 145 / 173 / 174 / 175 / 176 / 179 / 180 / 183 / 186 / 187 / 200 / 217 / 220 / 221 / 223 / 227 / 232 / 233 / 276 / 277 / 283 / 290 / 291 / 293 / 298 / 309 / 321 / 323 / 324 / 325 / 358 / 437 / 441 / 442 / 452 / 467 / 495 / 525 / 613 / 616 / 689 / 698 / 770

IP2 (immigration de la seconde période)

7 / 21 / 58 / 65 / 87 / 68 / 76 / 81 / 83 / 87 / 89 / 90 / 91 / 92 / 93 / 94 / 95 / 116 / 120 / 138 / 142 / 145 / 159 / 162 / 164 / 174 / 176 / 180 / 183 / 184 / 191 / 200 / 217 / 220 / 223 / 228 / 232 / 233 / 251 / 252 / 253 / 276 / 277 / 290 / 292 / 293 / 299 / 300 / 306 / 309 / 322 / 324 / 325 / 358 / 360 / 437 / 442 / 452 / 459 / 466 / 525 / 591 / 613 / 664 / 720 / 767 / 770

LPLI ou PLI (Le Petit Larousse Illustré)

23 / 23 / 28 / 30 / 32 / 34 / 37 / 197

LPR : Petit Robert ou Le Petit Robert (dictionnaire) :

21 / 23 / 25 / 28 / 30 / 38 / 214

MIIND

321 / 327 / 328 / 329 / 334

UE (Union Européenne)

127 / 344 / 346 / 348 / 359 / 360 / 363 / 364 / 365 / 366 / 371 / 372 / 373 / 374 (et un peu partout dans le document...).

UMP (Union pour la Majorité Parlementaire)

264 / 331 / 332 / 333

ZEP / ZUP (Zone d'éducation prioritaire)

143 / 144 / 145 / 172 / 436

TABLE DES MATIERES

DOCUMENT 1

Volume 1/2

REMERCIEMENTS	3
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	6

PRESENTATION DE LA RECHERCHE

I. LE CADRE DE REFERENCE	11
1. La situation géographique du pays	11
2. La France, terre d'accueil	11
3. La situation sociolinguistique et culturelle du pays.....	13
4. La situation religieuse du pays	15
5. Conclusion	16
II. LA PROBLEMATIQUE.....	17

Première partie

ASPECTS THEORIQUES

CHAPITRE I. LES CONCEPTS UTILISES	21
1. Quelle définition des concepts?	21
1.1. Immigré / immigration.....	21
1.2. Etranger	23
1.3. Etre Français (un Français – l'identité française).....	25
1.4. Citoyen / citoyenneté.....	26
1.5. Nation / nationalité.....	28
1.6. Identité / identification	30
1.7. Laïcité	32

1.8. Religion	34
1.9. Culture	35
1.10. Multiculturalisme	37
1.11. Transculture ou transculturel	38
2. Conclusion	40

CHAPITRE II. HISTOIRE DE L'IMMIGRATION EN FRANCE LA POLITIQUE FRANÇAISE D'IMMIGRATION.....41

1. Les débuts de l'immigration	41
1.1. Quelques dates clés de l'histoire de l'immigration en France	41
1.2. Synthèse	59
2. La population et les groupements nationaux.....	62
2.1. La population.....	62
2.2. Les nationalités.....	65
2.2.1. De 1851 à 1911.....	66
2.2.2. Depuis 1945.....	67
2.2.3. Statuts selon les nationalités.....	69
2.3. La démographie.....	70
2.4. Les études des étrangers en France	73
2.5. La répartition des étrangers dans l'espace français.....	75
2.6. Le logement et la cohabitation.....	81
2.7. L'emploi.....	83
3. La politique française d'immigration	86
4. Conclusion	87

CHAPITRE III. L'IMMIGRATION ET LES CULTURES.....89

1. Les deux périodes de l'immigration et les cultures : les immigrés face à leurs cultures et aux cultures des autres immigrés, et face à la culture française.....	89
2. L'atmosphère des cultures en France (vue ensemble).....	94
3. Conclusion	96

CHAPITRE IV. LA LAÏCITE97

1. Historique.....	97
1.1. Le gallicanisme : l'Ancien Régime	98
1.2. L'édit de Nantes	100
1.3. La Révolution et la Constitution civile du Clergé.....	103
1.4. Le Régime Concordataire	104
1.5. La loi de 1905 : la laïcité, une loi d'apaisement ?.....	107
1.5.1. Une histoire donc.....	109
1.5.2. La laïcité constitutionnalisée.....	110
1.5.3. Quelques articles de la loi de 1905.....	111
2. Applications : en France et en Europe.....	111
* En France	
2.1. Les mesures de l'Etat.....	111
2.1.1. La question scolaire	
2.1.1.1. En passant	
a. Les lois Ferry.....	114
b. L'école laïque des religions.....	115
2.1.1.2. L'affaire du foulard islamique.....	116
2.1.2. La question religieuse.....	119
2.1.3. L'ethnocentrisme.....	123
2.1.4. Le communautarisme.....	126
* En Europe	
3. Quelques exemples de pays européens.....	129
3.1. Les pays de tradition catholique.....	129
3.2. Les pays de tradition protestante.....	131
3.2.1. La Grande-Bretagne.....	131
3.2.2. Le Danemark.....	132
3.2.3. La Suède.....	132
3.2.4. La Finlande.....	133
3.3. Les pays multiconfessionnels	133
3.3.1. Les Pays-Bas.....	133
3.3.2. L'Allemagne.....	136
4. La laïcité en Amérique.....	137
5. La laïcité : un nouveau défi du nouveau siècle.....	137

6. Conclusion	140
CHAPITRE V. UNE FRANCE MULTICULTURELLE	141
1. Le multiculturalisme en France	141
1.1. La balkanisation sociale.....	142
1.1.1. Les banlieues	142
1.1.2. L'ethnisation en tant que processus de différenciation sociale.....	146
2. Le multiculturalisme en Amérique.....	147
2.1. Les différences	150
2.2. La discrimination positive	151
2.3. Quand le marketing joue la carte du multiculturalisme.....	152
3. Le multiculturalisme au Canada.....	153
3.1. L'origine du multiculturalisme.....	154
3.2. La diversité culturelle.....	156
3.2.1. Les langues.....	156
3.2.2. Gérer la diversité dans la religion.....	157
3.3. Les identités.....	157
3.4. La laïcité et les religions.....	159
4. Le multiculturalisme peut-il générer une vraie entente?.....	161
4.1. Analyse comparative des situations américaine, canadienne et française	161
4.2. La crise des banlieues.....	162
4.2.1. La crise vue depuis la France.....	164
4.2.1.1. Les causes « réelles » de la crise.....	165
4.2.1.2. Les mesures et solutions.....	166
4.2.2. La crise vue de l'extérieur.....	167
4.2.2.1. La Grande Bretagne.....	168
4.2.2.2. La Tchécoslovaquie.....	169
4.2.2.3. L'Espagne.....	170
4.2.2.4. L'Allemagne.....	170
4.2.2.5. Le Japon.....	170
4.2.2.6. Le Maghreb.....	171
5. Le racisme.....	172
6. Conclusion	176

CHAPITRE VI. ...OU PLUTOT UNE FRANCE TRANSCULTURELLE ?.....177

1. La transculture chez Ortiz.....	177
1.1. La transculturalité chez Ortiz.....	177
1.2. Le melting-pot » ou « salad bowl ».....	178
1.3. Le métissage comme troisième voie.....	178
2. Une utopie ?.....	183
3. Exemple de transculture au Québec.....	188
4. Exemple de transculture en Amérique.....	189
5. Conclusion	191

CHAPITRE VII. L'IDENTIFICATION194

1. L'identification.....	194
2. L'identité.....	196
3. La France, une République unie et indivisible.....	202
3.1. La Nation française.....	202
3.1.1. La Nation selon Ernest Renan.....	205
3.1.1.1. La religion	205
3.1.1.2. La « race ».....	205
3.1.1.3. La langue	206
3.1.1.4. La communauté des intérêts.....	207
3.1.1.5. La géographie.....	207
3.1.1.6. Résumé (conclusion).....	208
3.1.2. Le point de vue de Jacques Verrière.....	209
3.1.3. L'analyse de Laurent Theis.....	211
3.1.4. La comparaison de Uri Avnery.....	211
3.2. Etre Français	213
3.3. Etre Français hier et aujourd'hui.....	214
3.3.1. L'étranger	217
3.3.2. Devenir Français	219
3.3.2.1. La question citoyenne.....	223
3.3.2.2. Les différents mode d'acquisition de la nationalité.....	224
3.4. Les Français dits « de souche ».....	225

3.4.1. Définitions.....	225
3.4.1.1. Commentaires.....	227
3.4.1.2. Synthèse.....	228
3.4.2. Différences.....	229
3.4.2.1. Commentaires.....	231
3.4.2.2. Synthèse.....	235
3.4.3. Similitudes.....	235
3.4.3.1. Commentaires.....	237
3.4.3.2. Synthèse.....	238
3.4.4. Plaintes des autres vs les Fds.....	239
3.4.4.1. Commentaires.....	241
3.4.4.2. Synthèse.....	243
3.4.5. Le racisme anti-Français.....	243
3.4.5.1. Commentaires	246
3.4.5.2. Synthèse	249
4. Eventuelles barrières à la création de cette nouvelle d'identité.....	249
4.1. Le racisme	249
4.1.1. Le racisme scientifique	249
4.1.1.1. La hiérarchisation raciale	249
4.1.1.2. L'embauche au faciès	252
4.1.1.2.1. Témoignages et commentaire.....	253
4.1.1.2.2. Témoignages et commentaire.....	254
4.1.2. Le racisme individuel	257
4.1.2.1. Le racisme d'Etat	258
4.1.2.2. Le racisme politique.....	261
4.1.2.3. Les termes racistes et/ou assimilés.....	265
4.1.2.4. Les lois antiracistes	270
4.2. Le multiculturalisme.....	275
4.2.1. L'identité culturelle	275
4.2.2. Le communautarisme	279
4.2.3. L'éternel « étranger »	281
4.3. L'ethnocentrisme	283
5. Conclusion	286
CHAPITRE VIII. INTEGRATION VERSUS ASSIMILATION.....	287
1. Définitions.....	287
2. L'intégration partielle.....	289

2.1. Les causes.....	289
2.1.1. Ecartements dans l'emploi	290
2.1.1.1. Un peu d'histoire.....	290
2.1.1.2. Les Fim de la « deuxième génération »	291
2.1.2. Ecartements dans le logement	298
2.1.3. La « deuxième génération ».....	304
2.1.4. Les Fds.....	312
2.1.4.1. Les juniors.....	312
2.1.4.2. Les seniors.....	313
2.1.5. L'observation de Gérard Noiriel.....	317
2.1.6. Le constat de Patrick Simon.....	319
2.2. L'intégration partielle	321
3. L'intégration « totale »	324
3.1. Actions entreprises pour favoriser l'intégration.....	325
3.2. Le Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement.....	326
3.3. Quelques exemples d'intégration	327
4. Conclusion	332
CHAPITRE IX. LA FRANCE A L'HEURE DE L'EUROPE.....	335
I. L'Union Européenne	
1. Qu'est-ce que l'Europe ?.....	335
1.1. La géographie	335
1.2. La démographie	339
1.3. Les droits et les institutions	340
1.4. Les traités et les constitutions.....	342
1.5. Les monnaies	343
1.6. Les langues	344
2. Les enjeux politiques et sociaux de l'Europe	344
2.1. L'éthique	344
2.2. L'économie	347
2.2.1. Les dépenses	347

2.2.2. Les crédits	348
2.3 Le logement	348
2.4. L'emploi	350
2.5. La laïcité	354
2.6. Les religions	356
2.7. Le communautarisme	357
2.8. Le métissage identitaire	359
3. La question de l'identité européenne et des identités de l'Europe.....	360
4. La citoyenneté	362
5. Les immigrés dans l'Europe	364
6. Les langues et les cultures	367
7. Les changements sociaux	370
II. La France à l'heure de l'Europe	374
1. L'identité française dans l'Europe	374
2. Le ressenti des Français de leur identité.....	375
3. La « génération suivante » dans l'Europe	376
III. Conclusion	379

Deuxième partie

PRESENTATION DE L'ENQUÊTE

CHAPITRE I. PRESENTATION DES QUESTIONNAIRES.....	381
CHAPITRE II. METHODOLOGIE.....	382

1. La recherche empirique.....	382
1.1. Le recueil des corpus (entretiens)	382
1.2. La critique du protocole d'enquête	386

CHAPITRE III. LES OUTILS D'ANALYSE.....395

1. La catégorisation.....	395
1.1. Catégorisation : évaluation et jugement.....	396
1.2. Catégorisation et identité	396
2 Conclusion	398

DOCUMENT 2 (suite volume 2/3)

Troisième partie

ANALYSE DES CORPUS

CHAPITRE I. ANALYSE DU CORPUS 1 (corpus Fds).....400

1. Tableau de codification	400
2. Détail des spécificateurs	401
3. Indices des analyses	403
4. Analyses.....	404
4.1. Analyse par entretien	404
A. Entretien de Sylvie L. (Fds/1)	405
B. Entretien de Guillaume B. (Fds/2)	425
C. Entretien de Cyrille D. (Fds/3)	468
D. Entretien de John K. (Fds/4)	481
E. Entretien de Jean-Pierre V. (Fds/5)	505

4.2. Analyse thématique regroupée	539
4.3. Synthèse	572
CHAPITRE II. ANALYSE DU CORPUS 2 (corpus Fim)	580
1. Tableau de codification	580
2. Détail des spécificateurs	581
3. Indices des analyses	583
4. Analyses	584
4.1. Analyse par entretien	584
A. Entretien de Odile K. (Fim/1)	585
B. Entretien de Emilie de O.(Fim /2)	609
C. Entretien de Stéphanie B. (Fim /3)	641
D. Entretien de Antoine M. (Fim /4)	670
4.2. Analyse thématique regroupée.....	701
4.3. Synthèse	733
CHAPITRE III. SYNTHESE DE L'ENSEMBLE DES ENTRETIENS.....	757
<i>Quatrième partie</i>	
IMPLICATION DIDACTOLOGIQUE	761
CONCLUSION.....	766
BIBLIOGRAPHIE	772
1. Hommage à Jacques Cortès	774

2. Ouvrages de référence	793
3. Manuels/enquêtes/statistiques	810
4. Revues/magasins/articles/journaux	817
5. Thèses/mémoires/séminaires.....	826
6. Romans.....	830
7. e-bibliothèque.....	831
8. Dictionnaires.....	841
INDEX NOMINUM.....	842
INDEX RERUM	849
ANNUAIRE DES ABREVIATIONS	859

DOCUMENT 3

Volume 3/3

ANNEXES